

## Série C – Administration provinciale

### Intendance de Caen

#### C/1654-C/2490 – Affaires militaires, 1358-an II

C/1654-C/1783	Fortifications, Châteaux, Corps de garde, redoutes et forts, Défense des ports	1598-1790
C/1784-C/1793	Divers	1590-1789
C/1794-C/1809	Camps	1747-1789
C/1810-C/1903	Garde-côtes	1709-1788
C/1904-C/1913	Grenadiers royaux provinciaux	1769-1787
C/1914-C/2093	Troupes provinciales	1648-1790
C/2094-C/2103	Papegay de la ville de Caen	1358-1786
C/2104	Francs-Brements de Caen	1504-1790
C/2105-C/2116	Milice bourgeoise	1720-1789
C/2117-C/2172	Maréchaussée	1702-1790
C/2173-C/2309	Casernement	1718-1790
C/2310-C/2325	Fourniture de lits	1767-1790
C/2326-C/2351	Magasins	1747-1788
C/2352-C/2387	Régie des vivres	1741-1789
C/2388-C/2392	Bois de chauffage	1755-1790
C/2393-C/2458	Comptabilité	1597-1790
C/2459-C/2470	Garde-côtes et îles anglaises	1748-an II
C/2471-C/2475	Ecole royale militaire	1751-1786
C/2476-C/2484	Poudres et salpêtres	1571-1789
C/2484-C/2490	Chiourmes	1742-1790

« libertinage ; cependant sa mauvaise conduite et sa  
 « dissipation ont donné lieu à Marguerite Halbout, sa  
 « femme, de se faire civilement séparer ; cette femme,  
 « qui tient boutique de petite mercerie à Condé, vit  
 « en particulier avec deux petites-filles, issues de leur  
 « mariage, et ne jouit que d'environ 100 livres de  
 « revenu ; Marie Halbout, sa sœur, est restée fille, et  
 « on croit qu'elle continuera de vivre dans cet état,  
 « parce qu'elle a eu des attaques d'épilepsie ; elle  
 « demeure dans la paroisse de St-Pierre-du-Regard,  
 « contiguë au bourg de Condé, et jouit du même re-  
 « venu de 100 livres de rente que sa sœur ; quant à  
 « Anne Binard, nièce de Jean Binard, âgée de dix-huit  
 « ans, on estime qu'il serait besoin d'une lettre de  
 « cachet pour la faire conduire décemment et mettre  
 « dans le couvent des Religieuses Bénédictines de Vire,  
 « pour y être instruite et élevée à la religion catho-  
 « lique, avec ordre au procureur fiscal de l'ancienne  
 « haute-justice de Condé de faire les poursuites néces-  
 « saires pour lui faire payer une pension convenable ;  
 « et à l'égard des deux filles de Jean Binard, que leur  
 « mère élève dans la R. P. R., la poursuite néces-  
 « saire, pour les faire mettre entre les mains de leurs  
 « parents ou autres personnes catholiques nommées  
 « par les juges ou dans l'hôpital de Vire, la mère  
 « n'étant pas en état de leur payer pension, est dé-  
 « férée par l'édit de 1686 au procureur du Roi ou  
 « fiscal, et il en est de même à l'égard des enfants de  
 « la paroisse de Flers que leurs parents de la R. P. R.  
 « refusent d'envoyer aux instructions religieuses ; sur  
 « quoi il est fait observer que, dans cette paroisse,  
 « il n'y a point de haute-justice : elle relève pour les  
 « affaires entre roturiers de la vicomté de Vassy, où  
 « l'office de procureur du Roi est vacant depuis long-  
 « temps, et du Bailliage de Vire pour les affaires entre  
 « nobles. »

C. 1654. (Liasse.) — 14 cahiers, 108 feuillets papier.

**1708-1758.** — Fortifications. — Objet général. —  
 « Devis et conditions auxquelles seront obligés ceux  
 « qui entreprendront les ouvrages neufs et d'entretien  
 « qui seront faits dans les corps-de-garde, magasins à  
 « poudre, hangars, casernes, cantines, profils d'en-  
 « trées, revêtement et risbermes de maçonnerie des  
 « forts, redoutes, retranchements et batteries de la  
 « côte de Basse-Normandie, passant par Aumonville,  
 « Cherbourg, Barfleur, La Hougue, Carentan jusqu'à  
 « Port-en-Bessin ; des tours de Cherbourg, Ile-Tatihou,  
 « La Hougue et Port-en-Bessin ; des écluses d'Aume-

« ville, Quineville, Ravenoville et Audouville, et autres  
 « ouvrages de maçonnerie, ponts et chaussées, en-  
 « semble la coupe des herbes des forts, redoutes,  
 « retranchements et batteries de la dite côte » ; —  
 (1708) les sieurs Marié et Dubosq, sa caution, sont  
 déclarés adjudicataires des travaux à exécuter pendant  
 trois ans, à raison de 1,000 livres chaque année ; —  
 (1709) le sieur Sandulle est déclaré entrepreneur des  
 ouvrages à faire dans les différentes places, moyennant  
 une réduction sur les prix fixés par le devis, sur la  
 toise cube de terre, sable et autres matériaux à four-  
 nir ; — (1711) devis des travaux d'entretien des côtes  
 pendant trois années, Lemarié en est chargé, moyen-  
 nant 1,000 livres pour chaque année ; — (1714) « estat  
 « de la vente des palissades et fraises, des forts, re-  
 « doutes et batteries de la coste de Basse-Normandie,  
 « estant toutes pourries et hors de service », le produit  
 est de 415 livres 13 sols 7 deniers ; — (1723, 1726,  
 1729, 1732, 1735, 1738 et 1741) autres devis et condi-  
 tions proposées pour l'entretien des réparations pendant  
 trois années, la mise à prix faite par Marin Colas,  
 moyennant 600 livres par chacun an ; — (1756-1758)  
 devis fait par le sieur d'Osseville, ingénieur en chef  
 des ville et château de Caen, des ouvrages d'entretien  
 adjugés au nommé Boisard, entrepreneur, pour les  
 prix portés au devis, avec la réduction par lui pro-  
 posée sur chaque toise de matériaux à fournir « pour  
 « faire plusieurs batteries, logements, magasins et  
 « retranchements, le long de la coste du Bessin, de-  
 « puis Isigny jusqu'à Dives inclusivement ».

C. 1655. (Liasse.) — 52 pièces, papier.

**1711-1777.** — Fortifications. — Objet général. —  
 Marchés. — Correspondance entre MM. de Moras, contrô-  
 leur-général ; Le Peletier, d'Asfeld, directeurs généraux  
 des fortifications ; d'Angervilliers ; de Maurepas, mi-  
 nistre de marine ; Machault, garde des sceaux ; le duc  
 de Belle-Isle, maréchal de France ; le duc de Choiseul,  
 le marquis de Monteynard, le prince de Montbarrey, le  
 maréchal de Ségur et La Tour du Pin, ministres de la  
 guerre ; et MM. de La Briffe, Gwynet, Richer d'Aube,  
 de Vastan, de Fontette et Esmangart, intendants de la  
 généralité ; Ricard et de Caux, directeurs des fortifica-  
 tions, relative : aux projets de marchés à passer avec  
 les sieurs de Langrune et Le Petit, pour les travaux à  
 faire sur la côte de Basse-Normandie, depuis Granville  
 jusqu'à Caen (1711) ; — à l'envoi des états d'ouvrages  
 ordonnés pendant les années 1726 et 1729 ; le directeur  
 général invite l'intendant de passer les marchés le plus



tôt possible et de lui envoyer le bordereau constatant la différence des prix entre les dites années et les précédentes; — à l'adjudication des travaux à exécuter aux fortifications des forts, châteaux, de Caen à Granville, Carentan, Cherbourg et à la côte de La Hougue (1741); — à la requête de l'entrepreneur des carrières de Ranville, se plaignant des dégâts occasionnés par l'extraction des pierres destinées aux travaux des fortifications des côtes (1756); — aux ordres donnés par le ministre pour l'extraction des matériaux, en se conformant aux arrêts du Conseil de 1667, 3 décembre 1672 et 22 juin 1706 (1760); — au renvoi du marché passé pour les ouvrages à exécuter pendant l'année 1762; cet acte ne paraissant pas contenir la clause de la retenue des deux deniers pour livre, attribués à l'école militaire, et qui se trouvait consignée et soulignée à la fin de chaque marché; — à l'approbation donnée par le duc de Choiseul aux marchés passés par l'intendant, le ministre fait observer que le concours des entrepreneurs est sans doute le moyen le plus propre à opérer la diminution des prix et que c'est pour cette raison que, suivant la forme ordinaire, les marchés sont affichés et publiés afin que chacun ait la liberté de s'y présenter (1764); — « mais il est aussi » vrai de dire que si le rabais étoit porté au-delà de « ses bornes par l'entêtement ou la jalousie des con- » currents, alors le bien du service se trouveroit com- » promis et que l'on ne pourroit avoir nulle confiance » dans un entrepreneur qui se seroit chargé des ou- » vrages évidemment à sa perte et qui ne pourroit se » récupérer que par des infidélités »; — aux soumissions passées par les sieurs Rouxel, Deschamps et Samson, entrepreneurs, d'exécuter les travaux jugés nécessaires pendant l'année 1777 sur les côtes de Carentan, Cherbourg et Granville, aux mêmes prix et conditions que celles portées dans les marchés qu'ils ont faits le 29 avril 1772.

C. 1656. (Liasse.) — 6½ pièces, papier.

**1778-1790.** — Fortifications. — Objet général. — Marchés. — Correspondance entre MM. le prince de Montbarrey, le maréchal de Ségur et le comte de La Tour du Pin, ministres de la guerre; Esmangart, de Feydeau et Cordier de Launay, intendants de la généralité de Caen; de Caux, maréchal de camp, directeur des fortifications de la Basse-Normandie; D'Heu et Longecour, commissaires des guerres, et Bertier, subdélégué à Granville; les maires et échevins de Cherbourg, Vaugones, etc., relative : au renouvellement des marchés

à passer pour les travaux de fortifications à exécuter pendant l'année 1778 sur les côtes de Carentan, Cherbourg, Granville et La Hougue; — à la lettre du ministre, priant l'intendant d'accélérer ces marchés, la saison étant déjà avancée (juin 1778); — à l'envoi par le commissaire des guerres de huit expéditions des devis et conditions des travaux à faire dans les places ci-dessus, arrêtées et signées de concert avec M. Bouchet, par le sieur Rouxel, entrepreneur; — à l'adjudication, passée le 23 mai 1779, devant M. D'Heu, commissaire des guerres, de tous les travaux à faire dans les places ci-dessus pendant les années 1779, 1780, 1781, 1782 et 1783; — à la nouvelle adjudication du 25 février 1784, concernant les mêmes travaux pour six années, de 1784 à 1789 inclusivement; — à la lettre de M. de La Tour du Pin, demandant le renouvellement des dites adjudications en conformité de l'ordonnance du 31 décembre 1776.

C. 1657. — 1 cahier in-f°, 6 feuillets et 2 pièces, papier.

**1781.** — Fortifications. — Objet général. — Correspondance entre MM. Orry, contrôleur-général; de Maurepas, ministre de la marine, et de Vastan, intendant de la généralité, relative aux observations rédigées par M. de Caux, ingénieur en chef des côtes de Basse-Normandie, ayant pour titre : « Mémoire où » l'on connoitra l'avantage des Anglois dans la Manche » par la situation des isles qu'ils habitent, où ils ont » perfectionné, depuis la paix, plusieurs ports et sont » sur le point d'en continuer un nouveau à l'isle d'Origny, ce qui les mettera en état de ruiner en temps » de guerre la province de Normandie, d'interrompre » son commerce, celui de Picardie et de Flandres »; après avoir fourni de longs détails, M. de Caux termine en disant : « de plus, les Anglois trouvent un profit » considérable à tirer des matériaux de notre province, » l'on assure que ceux qui les portent dans leurs isles, » au lieu de prendre de l'argent, achètent des marchandises de contrebande; l'écu de six livres de » notre monnaie n'étant compté dans ce pays que sur » le pied de 4 livres, ces insulaires profitent de 4 sols; » sur ce pied, ils peuvent faire leurs ouvrages à un » tiers meilleur marché que dans la Normandie, ainsi » l'on voit que de souffrir la sortie des matériaux, c'est » autoriser la fraude et donner les moyens aux Anglois » de nous nuire à l'avenir »; — lettre de M. de Maurepas répondant que l'on ne peut empêcher les Anglais de fortifier les postes qui leur appartiennent, dans la partie du sud-ouest au nord-ouest du canal, mais qu'il est

important de leur ôter les moyens de tirer des côtes de France les pierres et autres matériaux qu'ils y emploient et il propose d'en défendre la sortie (17 juin 1731) ; — instruction pour les ingénieurs directeurs des fortifications des places du Roi ; — instruction contenant ce que l'on doit observer, en dressant les procès-verbaux d'estimation des héritages compris dans les fortifications.

C. 1658. — Cahier in-f°, 14 feuillets et 1 pièce, papier.

**1731. — Fortifications. — Objet général. — Mémoire intitulé : Parallèle des côtes de France et d'Angleterre,** divisé en deux parties, la première contient la description des côtes d'Angleterre et de ses ports, il y est dit : « l'Angleterre est située par 50 degrés nord vis-à-vis de la France et nous présente, comme en ligne parallèle, 80 lieues de côtes à prendre en ligne droite, depuis Douvres jusqu'au cap Lezart, et sans y compter les différentes sinuosités qui forment les terres, tant par les baies que les caps ; la plus grande distance qu'il y ait entre ses côtes et celles de France est du cap Lezart à Ouëssant ; et qui n'est que de 30 lieues ; ce passage forme l'entrée de la Manche ; la plus petite distance est entre Douvres et Calais, et n'est que de 8 lieues, ce passage forme la sortie de la Manche....., en sorte que l'on peut dire que les Anglais ont une navigation sûre dans la Manche et qu'ils peuvent introduire dans leur royaume les marchandises par tels ports qu'ils veulent, et, sans risques, puisqu'ils ont des retraites assurées de distances en distances et très-voisines....., ils ont encore une ressource certaine dans les îles de GUERNESEY, JERSEY et ORIGNY..... Ces trois îles sont situées à l'ouest et vis-à-vis la partie de Normandie qu'on nomme Cotentin, à dix, six et trois lieues de côtes ; la mer, qui règne entre ces îles et les côtes de France, se nomme la Déroute, et le passage de trois lieues, qui est entre l'île d'Origny et la pointe avancée de la France, appelée cap de la Hague, se nomme Ras Blanchard, renommée par les dangers qu'on court à le passer et par les marées qu'on y trouve dans le mauvais temps, etc. » Suivent des observations sur chacune de ces îles : « GUERNESEY a environ deux lieues de diamètre et forme une figure à peu près carrée... le port a été fait de mains d'homme au moyen de deux longues jetées, une au Nord et l'autre au Sud, qui viennent se rejoindre en formant le carré et ne laissant que le passage d'un vaisseau ; à ce passage on tend une chaîne la nuit... de sorte qu'on n'y peut entrer sans permission, il monte

« dans ce port 18, 20, 22 et 26 pieds d'eau... ; à l'entrée du port il y a un rocher, sur lequel on a construit un château, parfaitement fortifié avec 4 bastions et 3 batteries de canon, les unes sur les autres en étages, dont la première est à fleur d'eau ; dans ces batteries il y a 76 ou 80 pièces de canon, partie de fonte, partie de potin ; tout ce château est casematé à l'épreuve de la bombe avec trois places d'armes et auxquelles on communique par des souterrains, etc. — JERSEY, « cette île est également située vis-à-vis de la côte de France, elle n'est pas moins peuplée que l'autre et a de plus deux châteaux entièrement fortifiés et munis de bonne artillerie..... le Roi d'Angleterre y entretient garnison, etc. — CERS n'a aucune fortification, la nature en a fait les frais, ce sont des falaises inaccessibles, on y monte par un souterrain fermé par une herse de fer. — ORIGNY : les travaux de fortification de cette île sont commencés de cette année (1731), elle est située vis-à-vis la pointe la plus avancée des côtes de Normandie nommée le cap de la Hague ; il faut remarquer que des côtes du cap, il part une chaîne de rochers, qui avancent jusqu'à une lieue en mer, en sorte que de trois lieues qu'a ce passage, il n'en reste que deux de navigables..... cette île est de la plus dangereuse conséquence pour la France par l'ouvrage qu'on y fait et qui ne tardera pas à être dans sa perfection par le grand nombre d'ouvriers et la diligence extrême avec laquelle on y travaille, etc. »

2<sup>e</sup> Partie. — « J'ai fait voir la côte d'Angleterre, ses ports, ses forces et sa situation avantageuse, pour être maîtresse des passages de la Manche, et pour incommoder, même empêcher notre commerce, en temps de guerre, et pour faire le sien en temps de paix ; on dira : pourquoi la France ne peut-elle pas faire les mêmes opérations ? et si les Anglais nous nuisent dans la navigation, ne pouvons-nous pas leur rendre la pareille ?.... Il est facile de répondre à ces objections et de les détruire : 1<sup>o</sup> la France ne peut faire, ni si commodément son commerce en temps de paix, ni si sûrement en temps de guerre et être maîtresse des passages, parce que l'Angleterre forme une ligne parallèle de ses côtes avec celles de France, ces dernières n'ayant point de ports aussi commodes pour se réfugier soit des courses des ennemis en temps de guerre, soit pour se mettre à l'abri des tempêtes en temps de paix.... ; depuis Brest jusqu'au Havre-de-Grâce, il y a cent huit ou dix lieues de côtes et dans ce long espace, il n'y a que St-Malo, Granville, la rade de la grande

« anse de Vauville, dite par les marins » Blanc-Sablon, « la rade de Cherbourg, celle de La Hougue et le Hâvre ; « de Brest à St-Malo il y a près de cinquante lieues ; « de St-Malo à Granville sept à huit, et de Granville « au Hâvre cinquante ; voilà de grandes distances et « dans des tems fâcheux, ou dans la guerre ce sont « de longues courses, sans accident ou sans tempête, « ou vent contraire, ou enfin sans rencontres de « corsaires sur son chemin ; et si un de ces accidents « arrive, comment se mettre en relâche ? Comment « éviter d'être pris ? » ... (Suivent de longs détails) ; — 2<sup>o</sup> « la France, n'ayant point de ports commodes, ou « en ayant à une trop grande distance, n'a pas les « mêmes avantages que l'Angleterre, elle ne peut « faire les mêmes opérations ni lui nuire comme elle « nous peut faire, etc. » Après cet exposé l'auteur de ce mémoire indique les moyens de mettre la côte de Normandie en sûreté, et faciliter la navigation, surtout depuis St-Malo jusqu'au Hâvre, il prend chaque port à part, et dit que : « Granville a déjà une bonne « jetée, mais le port est devenu trop petit pour contenir « le grand nombre de vaisseaux que cette ville met dehors « tous les ans, soit pour la pêche de la morue sur le « banc de Terre-Neuve, soit pour le commerce de la « mer Méditerranée, il ne s'agiroit que d'allonger « cette jetée ou d'en faire une autre » ; — L'anse de Vauville, dite *Blanc-Sablon* ; « de Granville, pour passer « au Ras Blanchard et gagner Cherbourg, on navigue « dans cette partie de mer nommée la *Déroute*... Ce « passage est très-dangereux par les courants, qui « rendent la mer impétueuse, et par la proximité des « îles anglaises qui dominent... Pour éviter les incon- « vénients, on y a construit le pont de *Dielette* ; — La « pointe du cap de la *Hague*, qui avance extrêmement, « et celle du cap de *Flamenville*, forment cette grande « anse et cette belle rade... Pour défendre ce port et « le mettre à l'abri de l'insulte des corsaires, il faudroit « construire une tour sur un rocher, qui avance dans « la mer à une demi-portée de canon du port ; cette « tour seroit bâtie de façon qu'il y auroit 12 ou 14 « pièces de canon en batterie et un logement pour une « garnison, cette batterie défendroît l'entrée du port et « batteroit la rade... — *Cherbourg* : De l'anse de Vau- « ville pour aller à Cherbourg, il faut passer le Ras « Blanchard, ce passage est un des plus difficiles, à « cause des courants rapides qu'on y rencontre, la « mer se trouvant extrêmement resserrée entre les « terres avancées de France et l'île d'Origny, il n'y a « que 2 lieues et demie d'ouverture... ; quant au port « de Cherbourg, les ingénieurs ayant levé des plans

« de cette ville, on s'en occupera dans la suite ; — La « *Hougue* : de Cherbourg à la rade de La Hougue, la « navigation devient moins difficile, parce que les « marées sont droiturrières... La Hougue est connue « par sa situation avantageuse, par sa magnifique « rade et par ses côtes qui sont les plus belles qu'on « puisse voir ; c'est sans contredit l'endroit où on « pourrait faire le plus beau port du monde, et si ce « port étoit fait, une armée navale feroit trembler « l'Angleterre et la resserreroit de bien près... ; si le « Roi veut se rendre maître de la Manche, assurer le « commerce de ses sujets et opposer une force supé- « rieure à celles de l'Angleterre, c'est sur cet endroit « qu'il faut jeter la vue pour y faire un port royal. »

Enfin, ce long mémoire se termine par le chiffre approximatif des dépenses à faire pour exécuter les travaux ; le port de Granville et de La Hougue sont portés pour mémoire ; port de Dielette, 180,000 livres, et celui de Cherbourg, 500,000 livres ; total 680,000 livres (1731) ; — autre mémoire plus concis sur les mêmes travaux à faire aux forts de La Hougue, de l'île de Tatibou, de Cherbourg, d'Omontville, de Dielette, etc. (1732).

C. 1659. — 4 cahiers, 30 feuillets et 2 pièces, papier.

1734. — Fortifications. — Objet général. — Correspondance entre MM. d'Angervilliers, ministre, et de Vastan, intendant de la Généralité de Caen, relative à l'état des fortifications de la côte de Basse-Normandie, indiquant les réparations et augmentations qu'il convient d'y faire pour sa défense et la sûreté du commerce, en paix comme en guerre. « Cette côte s'étend depuis la rivière de Dives jusqu'à Pontorson, distants l'un de l'autre, en suivant le rivage de la mer, d'environ 70 lieues ; elle se divise en quatre parties, dont la première est la côte du Bessin, de la rivière de Dives jusqu'aux Veys ; la deuxième, côte de La Hougue, des Veys au cap ou raz de Barfleur ; la troisième, côte de Cherbourg, du cap de Barfleur au cap de La Hague ; la quatrième, côte de l'ouest, du cap de La Hague à Pontorson. » Suivent de longues explications se terminant ainsi : « En conséquence des raisons ci-dessus « alléguées, on a fait trois états estimatifs, ainsi qu'il « suit : pour remettre la côte dans l'état de la der- « nière guerre, 190,060 livres ; pour augmentations « aux redoutes, forts et batteries, et en établir où il « est nécessaire, 62,734 livres ; pour les augmenta- « tions qu'il est nécessaire de faire aux ports de La « Hougue, Cherbourg et Dielette, savoir : à La Hougue,



« 41,160 livres; à Cherbourg, 147,430 livres; à Dielette, pour creuser le port de six pieds de profondeur, 51,200 livres, construire une tour de 9 canons, 92,117 livres; enfin, pour deux batteries provisionnelles, en attendant la construction de la tour, 2,001 livres; à Grandville, une jetée que les habitants proposent de faire à leurs dépens; total général des réparations de la côte et des ouvrages proposés : 556,702 livres. » — A l'appui de ce mémoire, sont joints trois états : le premier est divisé en trente-huit articles, donnant le détail des sommes qu'il y aurait à dépenser sur chaque partie de la côte, et dont le total général serait de 556,702 livres; — le deuxième donne la nomenclature du nombre des canons et mortiers qui sont sur les fortifications de la côte et l'estimation des plates-formes à rétablir et dont le prix est estimé à 40,152 livres; — le troisième indique le nombre des corps de garde, des capitaineries gardes-côtes de Basse-Normandie, depuis Dives jusqu'à Pontorson, à la charge des paroisses, qui y montent la garde, et fixant le prix des réparations à faire à chacun des quatre-vingt-dix corps de garde, et dont le total général s'élèverait à 24,297 livres.

C. 1650. — 1 cahier, 6 feuillets, papier.

1759. — Fortifications. — Objet général. — Mémoire « des ports, havres et forts de la côte de la presqu'île du Cotentin, leur situation, leur utilité, et ce qu'il serait nécessaire de faire à chacun pour les mettre en état, conformément à l'objet proposé par Mgr le contrôleur-général, ministre d'État »; contenant : 1° l'état de la dépense faite depuis 1754 et de l'estimation de celle qui est à faire pour relever les ouvrages détruits par les Anglais et établir ceux projetés pour la perfection du port de Cherbourg. — Dépenses faites : 80,281 livres 4 sols 2 deniers; pour ceux projetés : 2,507,857 livres; — 2° l'état des forts qui défendent le port et la rade de Cherbourg, dépenses faites : 13,734 livres; celles à faire : 29,300 livres; — 3° forts à l'est et ouest de Cherbourg, dépenses faites : 97,115 livres, et celles à faire : 64,100 livres; — 4° côte de La Hongue, dépenses faites : 29,177 livres; pour celles à faire : 3,846 livres; — 5° côte de Brévant, pour deux batteries construites en 1737, la dépense est de 3,317 livres 13 sols; — 6° enfin, côte de Granville, pour le port de cette ville, il a été dépensé, depuis 1750, 274,150 livres, et pour l'achever, à l'effet d'abriter les navires, il serait nécessaire d'y employer encore 2,218,927 livres; pour différents petits ports existant sur cette

rade, il a été dépensé 28,166 livres; récapitulation faite de toutes les sommes ci-dessus, l'on constate que depuis 1750 il a été dépensé pour tous ces travaux 512,277 livres 2 sols 2 deniers, et le montant des travaux à exécuter serait de 2,322,076 livres; ce tableau est arrêté et signé par M<sup>e</sup> Franquet de Chaville, directeur des travaux de Cherbourg et des places de la presqu'île du Cotentin.

C. 1651. (Liasse.) — 16 cahiers, 84 feuillets, papier.

1708-1719. — Fortifications. — Comptabilité. — États des recettes et dépenses faites par Pierre Guichon et Barthélemy Le Brest, trésoriers généraux des fortifications, par les mains de leurs commis, à Cherbourg, à cause des ouvrages des côtes de la Basse-Normandie, savoir : année 1708, recettes : 17,546 livres 1 sol 9 deniers; dépenses : 15,529 livres 19 sols 8 deniers; partant, la recette excède de 2,016 livres 2 sols 1 denier; — 1709, la recette est de 13,816 livres 2 sols 1 denier, et la dépense de 13,173 livres 3 sols 3 deniers; excédant de recettes : 642 livres 18 sols 10 deniers; — 1710. Dépenses : 9,702 livres 16 sols 2 deniers; recettes : 11,202 livres 16 sols 2 deniers; excédant de recettes : 1,571 livres 2 sols 8 deniers; — 1711, recettes : 8,301 livres 2 sols 8 deniers, et la dépense n'étant que de 8,546 livres 15 sols 7 deniers, il reste en caisse : 185 livres 12 sols 11 deniers; — 1712, la dépense, étant de 9,879 livres 14 sols 4 deniers, excède de 583 livres 1 sol 5 deniers la recette qui n'était que de 9,276 livres 12 sols 11 deniers; — 1713, la dépense, étant de 10,876 livres 5 sols, excède de 101 livres 2 sol 7 deniers, la recette n'ayant été que de 10,775 livres 1 sol 5 deniers; — 1714, recettes 13,622 livres 13 sols 7 deniers, dépenses 17,372 livres 7 sols 5 deniers, reste à rembourser 3,749 livres 8 sols 10 deniers; — 1715, la dépense est de 8,790 livres et la recette de 12,539 livres 8 sols 10 deniers, il reste en caisse 3,749 livres 8 sols 10 deniers; — 1716, la recette est de : 23,094 livres 6 sols y compris 7,900 livres pour les appointements des ingénieurs, la dépense est de 20,881 livres 13 sols 1 denier, partant la recette excède de 2,212 livres 12 sols 1 denier; — 1717, la recette dépasse la dépense de 1,817 livres 3 sols 8 deniers, vu qu'elle n'est que de 17,462 livres 15 sols 1 denier, tandis que la recette était de 19,279 livres 18 sols 9 deniers; — 1718, la recette, comprenant les 1,817 livres restés en 1717, est de 20,208 livres 16 sols 10 deniers, et la dépense, y compris 8,700 livres pour le paiement du traitement des ingénieurs, est de 18,201 livres 12 sols 5 deniers — 1719, dépenses 10,223

livres 18 sols 1 denier, recettes 13,264 livres 9 sols 5 deniers, excédant de recettes 3,040 livres 11 sols 4 deniers; — Ces états sont tous signés par l'intendant de la Généralité et par le porteur de procuration du commis de trésorier-général des fortifications de France.

C. 1662. — 11 cahiers, 80 feuillets, papier.

**1720-1730.** — Fortifications. — Comptabilité. — États des recettes et dépenses faites par MM. Barthelemy Le Brest et Nicolas-François Le Brest, trésoriers généraux des fortifications de France, par les mains de leurs commis, à Cherbourg, à cause des ouvrages faits en Basse-Normandie, dans les places de Caen, Carentan, Cherbourg, Granville, La Hougue et Quillebeuf, savoir : 1720, recettes : 38,884 livres 4 deniers, dépenses : 17,525 livres 4 deniers; — 1721, dépenses : 10,541 livres 9 sols, recettes : 13,560 livres; — 1722, dépenses : 29,444 livres 9 sols 9 deniers, recettes : 36,375 livres 11 sols; — 1723, recettes : 22,561 livres 11 sols 3 deniers, dépenses : 22,382 livres 2 deniers; — 1724, recettes : 29,903 livres 9 sols 1 denier, dépenses : 20,346 livres 1 sol 4 deniers; — 1725, recettes : 11,609 livres 7 sols 9 deniers, dépenses : 9,630 livres 7 sols 7 deniers; — 1726, dépenses : 15,631 livres 2 sols 4 deniers, recettes : 16,305 livres 2 deniers; — 1727, recettes : 11,679 livres 17 sols 10 deniers, dépenses : 10,967 livres 3 sols 10 deniers; — 1728, recettes : 11,119 livres 14 sols, dépenses : 10,456 livres 13 sols 8 deniers; — 1729, dépenses : 8,939 livres 1 sol 1 denier, recettes : 9,486 livres 4 deniers; — 1730, recettes : 10,629 livres 9 sols 3 deniers, et la dépense : 10,082 livres 11 sols 5 deniers. — Ces états sont arrêtés et signés par l'intendant de la Généralité de Caen.

C. 1663. — 10 cahiers, 68 feuillets, papier.

**1731-1740.** — Fortifications. — Comptabilité. — États des recettes et dépenses faites par Nicolas-François Le Brest et Charles-Félix Rondé, écuyers, conseillers du Roi et trésoriers généraux des fortifications de France, représentés en Basse-Normandie par M. Le Gaigneur, leur commis, pour l'exécution des travaux à faire dans les places de Caen, Carentan, Cherbourg, Granville et La Hougue, savoir : 1731, dépenses : 10,672 livres 7 sols 6 deniers, recettes : 11,218 livres 17 sols 10 deniers; — 1732, recettes :

11,174 livres 10 sols 4 deniers, dépenses : 10,627 livres 5 sols 10 deniers; — 1733, recettes : 11,096 livres 4 sols 6 deniers, dépenses : 10,548 livres 9 sols 1 denier; — 1734, recettes : 14,014 livres 15 sols 5 deniers, dépenses : 12,370 livres 4 sols 11 deniers; — 1735, recettes : 20,419 livres 10 sols 6 deniers, dépenses : 19,871 livres 10 sols; — 1736, recettes, y compris les 548 livres 6 deniers, restant de l'année précédente, 12,530 livres 6 deniers, dépenses : 11,981 livres 19 sols 8 deniers; — 1737, recettes : 19,310 livres 10 deniers, dépenses : 18,762 livres 9 sols; — 1738, recettes : 16,407 livres 1 sol 10 deniers, dépenses : 134,050 livres 16 sols 5 deniers; — 1739, dépenses : 19,656 livres 1 sol 6 deniers, recettes : 193,974 livres 15 sols 5 deniers; — 1740, recettes : 164,593 livres, dépenses : 19,115 livres 7 sols 11 deniers. — Ces comptes sont arrêtés par l'intendant de la Généralité.

C. 1664. — 10 cahiers, 60 feuillets, papier.

**1741-1750.** — Fortifications. — Comptabilité. — États des recettes et dépenses faites par Félix Rondé, Jean Danbertin et Jean Le Maistre, trésoriers généraux des fortifications de France, représentés par le sieur Le Gaigneur, leur commis, en Basse-Normandie, pour les places de Caen, Carentan, Cherbourg, Granville et La Hougue, savoir : 1741, recettes : 164,814 livres, dépenses : 143,169 livres 19 sols 9 deniers; — 1742, recettes : 105,732 livres 3 deniers, dépenses : 82,664 livres 13 sols 10 deniers; — 1743, recettes : 107,139 livres 10 sols 1 denier, dépenses : 102,386 livres 1 sol 5 deniers; — 1744, recettes : 174,482 livres 13 sols 5 deniers, dépenses : 163,749 livres 17 sols 8 deniers, excédant de recettes : 11,132 livres 15 sols 9 deniers; — 1745, recettes, y compris les fonds disponibles de l'année précédente : 221,573 livres 5 sols 11 deniers, et la dépense étant de 222,874 livres 13 sols 7 deniers, cette dernière excède la recette de 1,301 livres 7 sols 8 deniers; — 1746, recettes : 117,493 livres 17 sols 4 deniers, dépenses : 126,397 livres 4 sols, déficit : 8,903 livres 6 sols 8 deniers; — 1747, dépenses : 104,497 livres 2 sols 3 deniers, recettes : 104,660 livres 3 sols 2 deniers; — 1748, dépenses : 101,695 livres 15 sols 3 deniers, recettes : 101,858 livres 9 sols 9 deniers; — 1749, dépenses : 131,283 livres 9 sols 9 deniers, recettes : 131,283 livres 2 sols 9 deniers; — 1750, dépenses : 161,666 livres 14 sols 9 deniers, recettes : 161,665 livres 17 sols 4 deniers. — La récapitulation des 10 années ci-dessus donne le



résultat suivant : recettes : 1,390,703 livres 1 denier, et les dépenses : 1,340,325 livres 3 sols 6 deniers. — Etat arrêté par l'intendant de la Généralité.

C. 1665. — 13 cahiers, 66 feuillets, papier.

**1751-1763.** — Fortifications. — Comptabilité. — États des recettes et dépenses faites par MM. Jean Le Maistre de La Martinière, Gabriel Michel et Jean-Charles Hocquart, trésoriers généraux des fortifications, représentés par les sieurs Le Gaigneur et Julienne, leurs commis, pour les places de Caen, Carentan, Cherbourg, Granville, La Hougue, Port-en-Bessin, île de Chaussay et le port de la Dielette, savoir : 1751, recettes : 168,460 livres 10 sols 9 deniers, dépenses : 168,481 livres 4 sols 2 deniers; — 1754, dépenses : 121,111 livres 12 sols 6 deniers, recettes : 112,099 livres 1 sol 6 deniers; — 1755, dépenses : 67,783 livres 11 sols 2 deniers, recettes : 67,771 livres 3 deniers; — 1756, dépenses : 138,997 livres 4 sols 5 deniers, recettes : 118,232 livres 10 sols 2 deniers; — 1757, dépenses : 114,658 livres 15 sols 2 deniers, recettes : 48,536 livres, partant excédant de dépenses : 66,122 livres 15 sols 2 deniers; — 1758, M. Michel n'ayant pas envoyé de fonds, la recette est portée pour mémoire et la dépense se monte à 13,540 livres 15 sols 7 deniers; — 1759, même observation à l'égard de la recette, et dépense : 7,261 livres 6 sols 5 deniers; — 1763, états généraux « des décomptes » ordonnés et visés par M. de Fontette, intendant de la « Généralité : pour dépenses à la charge des fortifications maritimes en exécution de l'arrêt du 2 « avril 1763 », le tout sur les exercices de 1756, 1757, 1758, 1759, 1760, 1761 et 1762.

C. 1666. (Liasse.) — 67 pièces, papier.

**1714-1750.** — Fortifications. — Comptabilité. — Correspondance entre MM. Le Blanc, d'Asfeld, d'Argenson, de Maurepas et Rouillé, ministres; Guynet, Richer d'Aube, Aubery de Vastan, de Barbèrye et de La Briffe intendants de la Généralité de Caen, relative : aux ordres donnés par les Ministres, soit par mois ou par trimestre, aux Trésoriers Généraux des fortifications de France, de remettre à destination les fonds accordés par le Roi, pour les travaux à exécuter sur les côtes de la Basse-Normandie, savoir : année 1714, pour Cherbourg et La Hougue : 2,421 livres; — 1716, château de Caen et côtes de Carentan, Granville et La

Hougue : 9,658 livres 12 sols 6 deniers; — 1717, château de Caen et côtes de La Hougue : 7,605 livres 6 sols 8 deniers; — 1718, places de Caen, Carentan et Granville : 2,060 livres 19 sols 3 deniers; — 1720, le Ministre autorise une imposition de 11,568 livres sur tous les habitants de la Généralité, afin de rembourser les indemnités et intérêts dus aux propriétaires, qui ont cédé leurs terrains pour les fortifications; — 1721, château de Caen et côte de Carentan : 400 livres; — 1730, château de Caen, côte de Cherbourg et fort de la Hougue : 4,402 livres; — 1745, côtes de Cherbourg et de La Hougue : 15,000 livres; — 1746, château de Caen et côte de Carentan : 45,606 livres; — 1747, Caen, Carentan, Cherbourg, Granville et La Hougue : 54,686 livres; — 1748, Caen, Carentan, Granville : 61,467 livres y compris 13,350 livres pour les appointements des ingénieurs et employés; — 1749, château de Caen, côtes de Carentan, Cherbourg, Granville et La Hougue : 59,200 livres, y compris 14,500 livres pour les appointements des ingénieurs et employés; — 1750, pour les places de Caen, Carentan et Granville : 32,767 livres dont 15,700 livres destinées aux honoraires des ingénieurs.

C. 1667. (Liasse.) — 28 pièces, papier.

**1751-1752.** — Fortifications. — Comptabilité. — Correspondance entre MM. d'Argenson et Rouillé, ministres, de La Briffe et de Fontette, intendants de la Généralité de Caen, relative : aux ordres donnés par les Ministres aux Trésoriers Généraux des fortifications maritimes de France, pour faire remettre à destination les fonds accordés par le Roi, pour les travaux à exécuter sur les côtes de Basse-Normandie, savoir : 1751, pour le paiement des ouvrages exécutés, l'année précédente, dans les places de Cherbourg, Granville et La Hougue : 107,507 livres 17 sols 4 deniers; le 28 mars, le Ministre donne avis qu'il soit payé pour les travaux du château de Caen, 2,182 livres; place de Carentan : 13,800 livres; Granville : 17,475 livres; le 12 avril, M. d'Argenson annonce à l'Intendant que pour le parfait paiement des ouvrages exécutés en 1750 dans les places de Caen, Carentan et Granville, il autorise le prélèvement d'une somme de 6,058 livres; — aux réflexions faites par M. Rouelle, sur les travaux à exécuter dans les ports de Cherbourg, Granville et La Hougue, qui s'élèvent, d'après les états qui lui ont été adressés, à 102,500 livres, et que la modicité des fonds ne permet pas d'augmenter; — 24 août, autorisation est donnée par le Ministre de disposer de 16,000 livres

pour Cherbourg et Granville; — 31 août, envoi par M. d'Argenson d'un bordereau, comme à-compte sur le paiement des ouvrages des fortifications de Caen, Carentan et Granville, montant à 13,800 livres; — 15 septembre, pour Cherbourg, Granville et La Hougue: 11,000 livres; — 28 octobre, à-compte de 14,000 livres destinées aux travaux de Cherbourg et Granville, total des dépenses pour l'année 1751: 196,822 livres; — 6 mars 1752, 100,000 livres pour les ports de Cherbourg et Granville; — 23 mars, nouvel envoi d'un bordereau de 72,095 livres 15 sols 6 deniers, devant servir au parfait paiement des travaux de 1751 et un à-compte sur ceux de l'année présente; — 28 mars, bordereau de 30,249 livres pour les ouvrages de Caen, Carentan et Granville; — 7 août, il est accordé pour les mêmes places ci-dessus: 9,000 livres; — 24 septembre, à Cherbourg et Granville: 20,000 livres.

C. 1663. (Liasse.) — 74 pièces, papier.

1753-1762. — Fortifications. — Comptabilité. — Correspondance entre MM. Macbault et de Moras, contrôleurs-généraux; Rouillé, de Paulmy, d'Argenson, le duc de Choiseul, ministres, et de Fontette, intendant de la Généralité de Caen, relative: à l'envoi des bordereaux des sommes accordées par le Roi pour les travaux à faire sur les côtes de la Basse-Normandie, lesquels devront être payés par les trésoriers des fortifications, savoir: année 1753, 6 bordereaux formant ensemble 157,919 livres, pour les travaux des fortifications des places, forts et côtes de Caen, Carentan, Cherbourg, Dielette, Granville et La Hougue; — année 1754: 199,101 livres pour les ouvrages à exécuter dans les places ci-dessus indiquées; le Ministre fait observer que l'état des finances le force de réduire à 30,000 livres l'allocation des travaux sur les rochers nommés les *Moulières* à Granville, « sentant bien que » cet ouvrage ne peut que languir et sera exposé à des dégradations considérables pendant « tous les hivers qui reculeront de beaucoup son entière » perfection; — 1755, pour les fortifications des places de Caen, Carentan, Cherbourg, Granville et La Hougue: 193,064 livres; — 1756, pour les fortifications des côtes: 64,600 livres; — 1757, pour les travaux à faire dans les places du château de Caen, côtes de Carentan, Cherbourg, Granville, le port de la Dielette et Brevent, y compris le parfait paiement des dépenses de 1755: 131,134 livres; — 1758, pour les mêmes places: 122,230 livres; — 1759, Caen et Granville: 1,800 livres; — 1761, Caen, Carentan, Cherbourg, Granville et La

Hougue: 64,525 livres; — 1762, Carentan, Cherbourg, Granville, La Hougue et l'île de Tatihou: 9,359 livres.

C. 1669. (Liasse.) — 36 pièces, papier.

1763-1770. — Fortifications. — Comptabilité. — Correspondance entre MM. le duc de Choiseul, ministre, et de Fontette, intendant de la Généralité de Caen, relative: à l'envoi des bordereaux des sommes accordées par le Roi pour les travaux à faire sur les côtes de la Basse-Normandie, lesquels doivent être payés aux entrepreneurs par les trésoriers des fortifications, savoir: année 1763, pour les places de Caen, Carentan, Cherbourg, Granville, La Hougue et Tatihou, y compris les restes dus sur les années 1758, 1759 et 1762: 31,920 livres; — 1764, mêmes travaux: 24,771 livres; — 1765, dépenses autorisées: 27,830 livres; — 1766, pour les travaux des places ci-dessus: 28,843 livres; — 1767, 15,976 livres; — 1768, 11,124 livres; — 1769, 20,569 livres; — en 1770, le duc de Choiseul annonce à l'intendant que le Roi accorde, pour les travaux de La Hougue, 5,826 livres, et pour ceux de Granville, 5,613 livres.

C. 1670. (Liasse.) — 49 pièces, papier.

1771-1780. — Fortifications. — Comptabilité. — Correspondance entre MM. de Monteynard, le duc d'Aiguillon, le maréchal du Muy et le prince de Montbarey, ministres; de Fontette et Esmangart, intendants de la Généralité de Caen, relative: à l'envoi de bordereaux des sommes accordées par le Roi pour les travaux à faire sur les côtes de la Basse-Normandie, savoir: année 1771, pour Caen, Carentan, Cherbourg, Granville et La Hougue: 29,195 livres; — 1772, 68,136 livres; — 1773, pour le complément des sommes dues aux entrepreneurs des travaux de l'année 1772 et les travaux à exécuter: 72,661 livres; — 1774, 49,610 livres; — 1776, fonds accordés: 68,315 livres; — 1777, 36,268 livres; — 1778, 81,485 livres; — 1779, pour les mêmes places de Caen, Carentan, Cherbourg, Granville et La Hougue: 197,536 livres; — dans cette somme, figurent 120,000 livres destinées « à la baye de la » rivière d'Orne, dans les environs de Caen, pour « construire trois redoutes capables de mettre à l'abri » l'insulte de l'embouchure de cette rivière; — 1780, le total des fonds destinés aux fortifications est de 6,132,950 livres; — par sa lettre du 25 mai, le prince de Montbarey annonce à l'intendant que le Roi « vient d'arrêter l'état des ouvrages des fortifications à

« faire, cette année, pour les dehors de Cherbourg, à pour la construction d'un fort sur le rocher du Hommet et d'un autre fort sur l'île Pelée, montant en total à la somme de 600,000 livres, et un autre état pour achever les trois redoutes, dont la construction a été ordonnée et commencée l'année dernière à l'embouchure de la rivière d'Orne, montant à 47,831 livres. »

C. 1671. (Liasse.) — 34 pièces, papier.

**1761-1790.** — Fortifications. — Comptabilité. — Correspondance entre MM. le maréchal de Ségur, comte de Brienne, de Puységur, comte de La Tour Du Pin, ministres; Esmangard, de Feydeau, Cordier de Launay, intendants de la Généralité; de Caux, directeur des fortifications, et Housset de Catteville, trésorier des guerres à Caen, relative : à l'envoi des bordereaux des fonds, accordés par le Roi pour les travaux des fortifications du château de Caen et des côtes de la Basse-Normandie, Carentan, Cherbourg, Granville et La Hougue, savoir : année 1781, 59,164 livres; — 1782, 157,336 livres, dans lesquelles sont comprises 47,831 livres, pour les travaux des redoutes de l'embouchure de la rivière d'Orne; — 1783, pour les mêmes places : 114,484 livres; — 1784, pour le parfait paiement des travaux exécutés en 1782 et à valoir sur ceux de la présente année : 113,899 livres; — 1785, envoi par M. le maréchal de Ségur de deux ordonnances du Roi, autorisant le parfait paiement des ouvrages faits en 1783, et ceux à exécuter, en la présente année, dont le total est de 119,984 livres; — 1787, il est accordé : 1° pour le traitement des employés des fortifications, 3,560 livres, savoir : à M. Hautonne, lieutenant-colonel d'infanterie, commandant les trois redoutes de Colleville, Merville et Ouistreham, à l'embouchure de la rivière d'Orne (Élection de Caen) : 2,000 livres; — au sieur Tasson, sous-inspecteur des dites redoutes : 1,000 livres; — à Pierre Simon, chargé de la manœuvre des ponts et portes : 60 livres (Élection de Carentan); — enfin, à Boisselier, gardien des forts, batteries, retranchements et bâtiments de la côte de Cherbourg : 500 livres; — 2° la somme de 83,744 livres est allouée pour les travaux à exécuter dans les places de Caen, Carentan, Cherbourg, Granville et La Hougue; — 1788, bordereau de 66,720 livres destinées aux ouvrages des places ci-dessus, et pour le château de Caen, porté pour 5,424 livres; — 1789, allocation de 114,053 livres; — juin 1790, M. de La Tour Du Pin donne des ordres pour que M. de Biré, administrateur du trésor royal au

département de la guerre, fasse remise à l'intendant de 20,700 livres, pour les travaux des places de Caen, Carentan, Cherbourg, Granville et La Hougue.

C. 1672. (Liasse.) — 43 pièces, papier.

**1790.** — Fortifications. — Élection de Caen. — Levée de maçons pour la Bretagne. — Correspondance entre MM. Esmangard, intendant de la Généralité de Caen, et Le Paulmier, subdélégué, relative : aux instructions pour la levée dans l'élection de Caen de 200 maçons, qui seront employés à la construction des forts de Châteauneuf et de l'île de Rimains, vu que la Bretagne ne peut fournir le nombre d'ouvriers suffisant pour les ouvrages ordonnés par le Roi (9 juin); — à l'avis donné par M. de Carpilhet, colonel au corps royal du génie, chargé de l'exécution des travaux des forts de Châteauneuf et de l'île de Rimains, qu'il est inutile de faire passer par St-Malo les maçons levés dans l'Élection de Caen, mais qu'il serait plus expédient de les faire passer directement par Dol et le bourg de Miniac (15 juin); — à la demande du sieur Lefèvre, pour que le maçon, employé par lui à divers travaux de construction, soit exempté du tirage de ceux qui doivent être levés pour les travaux de la Bretagne, vu qu'il a besoin des dits bâtiments en construction pour tasser ses récoltes (28 juin); — à la lettre de remerciements adressée par M. de Carpilhet à l'intendant de la Généralité, au sujet des soins donnés à la levée des dits maçons, dont une soixantaine sont arrivés des Élections de Mortain et Vire; leur établissement leur a paru si bon, qu'il y a lieu d'espérer qu'ils détruiront les préjugés que cette levée peut avoir occasionnés (6 juillet); — à l'ordre adressé par M. Le Paulmier, subdélégué, à divers maçons de se rendre, le 17 juillet, à l'hôtel de la subdélégation de Caen, sise rue de Geôle, vis-à-vis le bailliage, où il leur sera expédié un ordre de route afin de toucher du receveur des tailles les fonds nécessaires pour se rendre, par Dol et Miniac, au fort de Châteauneuf. L'avis imprimé porte que les ouvriers seront exactement payés, et à un prix plus fort que celui qu'ils obtiendraient dans le pays (14 juillet); — état des ouvriers tailleurs de pierre et maçons qui ont reçu les ordres de partir pour se rendre, par ordre du Roi, au fort de Châteauneuf en Bretagne, indiquant leurs noms de baptême et de famille, celui de leur paroisse, s'ils sont mariés ou garçons, la date du jour où ils doivent se trouver à la subdélégation et leur signature; — requêtes de M. et M<sup>me</sup> d'Osseville, de M. le comte



de Faudoas et autres, par lesquelles ils demandent l'exemption de la levée en faveur de maçons chargés de famille et dans des positions où leur présence est nécessaire.

C. 1673. (Liasse.) — 14 pièces, papier.

**1780-1781.** Fortifications. — Élection de Carentan. — Objet général. — Correspondance entre MM. Esman-gard, intendant de la Généralité; de Caux, directeur des fortifications et Lavalley de La Hogue, subdélégué, relative: à la requête du nommé Le Forestier, de la paroisse de Blossville, créancier du sieur Deschamps, entrepreneur des fortifications, afin d'obtenir le paiement de la somme de 2,980 livres 15 sols pour fournitures de pierre, de chaux et autres matériaux (7 septembre 1780); — à l'avis donné par M. de Caux, que le sieur Deschamps, entrepreneur des ouvrages de Carentan, en 1777, ayant eu une maladie violente à la suite de laquelle sa santé et même ses facultés ont été altérées, il a fait faire une nouvelle adjudication, pour l'année 1778 seulement, qui a été concédée au sieur Rouxel, qui a fait exécuter les ouvrages ordonnés (23 septembre 1780); — à l'envoi du reçu donné par le sieur Le Forestier, chaufournier à Blossville, par lequel il reconnaît avoir touché du sieur Pierre-Louis Deschamps, entrepreneur des fortifications à Granville, à la décharge du sieur Pierre Deschamps, son frère, ancien entrepreneur à Carentan, la somme de 2,966 livres 1 sol 9 deniers, pour acquit d'une obligation dudit sieur Deschamps, en date du 6 juillet 1779, de sorte que le sieur Deschamps demeure généralement quitte (21 mai 1781); — à la demande du sieur Davarend, pour obtenir le paiement de 227 livres 18 sols 9 deniers, à lui dus, par le sieur Deschamps, entrepreneur des ouvrages de fortifications de la ville de Carentan (8 juillet 1781); — à la demande du sieur Le Perchois des Coutures faite au sieur Le Forestier, de la paroisse de Blossville, du paiement du prix de la pierre qu'il a tirée dans une portion de chemin qui lui appartenait (19 octobre 1781); — à l'ordonnance de l'Intendant, condamnant le sieur Le Forestier à payer au sieur Le Perchois la valeur de la pierre et moëllon qu'il a fait extraire dans son terrain (30 octobre 1781).

C. 1674. — 21 cahiers, 254 feuillets, papier.

**1735-1783.** — Fortifications. — Élection de Coutances. — Granville. — « Devis et conditions auxquelles seront obligés ceux qui entreprendront les ouvrages que

le Roi veut et ordonne être faits à Granville, ainsi que ceux d'entretien pour les bâtiments de S. M., tels que : magasins, redoutes et corps de gardes »; à la suite sont les adjudications passées par MM. de Vastan, La Briffe et de Fontette, intendants, à divers particuliers, savoir: pour l'année 1735, le sieur Eustache est déclaré adjudicataire pour les travaux soit neufs, soit d'entretien, à faire aux différents prix portés au devis, pendant trois années, à raison de 110 livres par an; — 1738, mêmes adjudications pour trois années faites au sieur Eustache; — pour les années 1744, 1745 et 1746, les travaux sont adjugés aux sieurs Robert Lacroix et Gilles Eustache, aux prix et conditions portés aux précédentes adjudications; — pour les années 1747, 1748 et 1749, l'adjudication est faite en faveur des sieurs Lacroix et de La Chapelle, ce dernier comme caution; — pour les travaux à exécuter de 1750 jusque et y compris 1754, mêmes adjudicataires; — 1755 à 1759 les adjudications sont faites en faveur des sieurs Lacroix et Maurice Boissard, ce dernier comme caution; — 1760 à 1763, les adjudicataires sont les mêmes, acceptant les prix fixés, soit pour le tarif des mètres cubes de maçonnerie, soit pour ceux des mètres carrés; — de 1764 à 1766, les travaux sont adjugés au sieur Deschamps, présentant pour caution le sieur de St-Hilaire; — de 1767 à 1776, deux adjudications sont passées audit Deschamps, aux prix fixés par M. Ricard, directeur des fortifications et le chevalier de Bonneval, ingénieur en chef, les cautionnements sont fournis par Samson et Rouxel; — 1779 à 1783, l'entrepreneur Deschamps est admis avec le sieur Louis Hugon pour caution; les dits devis dressés par MM. le chevalier de Caligny, Gourdon, de L'Églizière, Franquet de Chaville, Ricard, Gallois et de Caux, directeurs des fortifications à Cherbourg.

C. 1675. — (Liasse.) 72 pièces, papier; 3 parchemin.

**1743-1755.** — Fortifications. — Election de Coutances. — Granville. — Correspondance entre MM. de Maurepas, d'Argenson, ministres; de La Briffe et de Fontette, intendants de la Généralité; de Caux, Franquet de Chaville, directeurs des fortifications; le chevalier d'Artezé, ingénieur en chef, et de Mombrière, subdélégué, relative: aux renseignements demandés par le Ministre sur les constructions entreprises jusqu'aux murs d'enceinte de la ville de Granville; — aux lettres écrites à ce sujet; — à l'ordonnance du 9 décembre 1713, qui renvoie en partie aux Intendants des provinces son exécution (16 août 1743); — à la permission donnée

par M. de Maurepas, « de laisser subsister les maisons que différents particuliers ont fait bâtir hors les murailles de la ville, avec défense de pousser ces maisons plus loin » (19 octobre 1743); — au rejet de la demande du nommé Bazire, prêtre, tendante à faire bâtir une maison sur un terrain qu'il a fieffé en face l'Arsenal (7 décembre 1744); — à l'état des ouvrages que le Roi a ordonnés à Granville, pendant l'année 1745, pour lesquels il accorde 7,376 livres; — pour 1748 : 3,920 livres; — 1750 : 51,600 livres et pour 1751 : 51,400 livres; — aux observations de M. d'Argenson à l'Intendant, où il lui dit : « En consultant le plan de Granville « pour examiner les agrandissements, dont cette place « pourrait être susceptible, j'ai remarqué que l'on « avait démembré de la maison du Gouvernement cinq « portions de terrain, qui en ont toujours dépendu, et « ayant demandé sur cela des explications à M. de « Gourdon, directeur, j'ai appris qu'elles ont été « fieffées à différents particuliers au nom de M. de « Valentinois, je ne vous entretiendrai point de l'invalidité de cette aliénation, le plus pressant est de « faire la recherche de toutes les autres dépendances « de la fortification ou des bâtiments militaires qui « peuvent avoir été aliénés, comme l'ont été les emplacements dont je viens de parler... » (31 août 1751); — aux états des ouvrages ordonnés par le Roi ainsi que des sommes accordées pour les années : 1752 : 120,200 livres; 1753 : 40,200 livres et 1754 : 30,200 livres; — à la demande des héritiers Cailly, de faire construire une maison, en remplacement de celle qu'ils possèdent et qui a été détériorée par la construction d'un chemin, servant au transport des matériaux destinés aux casernes; ils joignent à l'appui de leur demande différents titres de propriété de 1683 à 1754 (28 février 1754); — à l'avis de M. le chevalier d'Artezé que le marché des ouvrages de la fortification de Granville étant expiré, il serait nécessaire de procéder à un nouveau le plus tôt possible (23 novembre 1754); — au projet de démolition de cinq maisons, dont l'emplacement est nécessaire aux ouvrages des fortifications (24 juillet 1755); — à la somme de 30,200 livres accordées par le Roi pour la continuation des travaux pendant l'année 1755; — aux défenses de laisser rebâtir les maisons incendiées à droite et à gauche de l'entrée du faubourg de Granville, et dont la plupart devaient être démolies pour achever la fortification (24 juillet 1755); — à la résiliation du marché passé au sieur Marcouville, entrepreneur, le mauvais état de ses affaires ne lui permettant pas de continuer son entreprise; le Ministre approuve la dite résiliation (26 novembre 1755).

C. 1676. (Liasse.) — 4 pièces, parchemin; 92 pièces, papier; 2 plans.

**1756-1781.** — Fortifications. — Élection de Coutances. — Granville. — Correspondance entre MM. de Moras, contrôleur général; D'Argenson, marquis de Paulmy, le maréchal de Belle-Isle, le duc de Choiseul et de Monteynard, ministres; le duc d'Harcourt, gouverneur de Normandie; de Fontette, Esmangart, intendants de la Généralité; Ricard, directeur du Génie à Cherbourg; les officiers municipaux de Granville et de Mombrière, subdélégués, relative : à la démolition de deux magasins établis par les entrepreneurs des fortifications de Granville pour leurs travaux : l'un situé près le corps-de-garde, côté 3, et l'autre près la batterie, côté 26; — à l'état des ouvrages ordonnés pendant l'année 1756, pour lesquels le Roi accorde 50,000 livres; — aux défenses à faire au nommé Thelot de rebâtir sa maison qui a été incendiée, malgré son offre de la démolir, à toute réquisition, sans réclamer d'indemnité (28 juin 1756); — à l'ordre donné par le Roi d'employer 40,200 livres aux travaux des fortifications pendant l'année 1757; — au mémoire des ouvrages indispensables à la défense de la ville de Granville rédigé par M. le comte de Coëtlogon (1<sup>er</sup> septembre 1757); — à la difficulté qu'éprouve l'entrepreneur des travaux à se procurer de la pierre dans des carrières autres que celles de Chaussey, et à la demande d'une augmentation de 5 livres 8 sols par toise, en sus du prix de son marché, demande qui est approuvée par le ministre (27 mai 1758); — à la requête des officiers municipaux qui supplient l'intendant de leur accorder sa protection pour empêcher le transport à St-Malo de 2 mortiers et de 8 canons de fonte, seules pièces existant pour la défense de la ville (24 janvier 1759); — à la levée de pionniers, demandés par M. le duc d'Harcourt, pour l'achèvement d'ouvrages commencés, et qui seraient payés 4 sols par jour; — à l'indication donnée par M. de Crémilles, du montant des sommes qui peuvent être dépensées pour les travaux, savoir : années 1759 : 2,890 livres et 1760 : 15,000 livres; — au bordereau des sommes à rembourser à plusieurs particuliers pour le prix des maisons à démolir, près la gorge de l'isthme à Granville; le total est de 5,949 livres 19 sols; — au nouveau marché passé pour continuer les travaux; — au nouvel ordre donné par le ministre pour que les propriétaires dépossédés reçoivent nets le prix et les capitaux des rentes dont leurs maisons étaient chargées (31 janvier 1762); — aux titres de propriété fournis par divers



particuliers pour justifier leurs possessions; — à la vente de 4,422 palissades et 974 pieds de lambourdes, hors de service (21 octobre 1763); — à un à-compte de 5,000 livres accordées par le Roi sur les ouvrages des fortifications (6 juillet 1764); — au plan de l'agrandissement de Granville, où sont marqués les noms des particuliers aux quels on a distribué du terrain sur le roc, en conséquence des ordres du 29 avril 1768 (15 juillet 1768); — à la rentrée en possession réclamée par la femme Maurice Meslier d'un petit jardin dont s'était emparé M. de Brébœuf, commandant à Granville (2 février 1773); — au plan de Granville avec le projet de son agrandissement sur la partie du roc, dressé par M. de Caux, en 1777; — à la remise des clefs d'un magasin, situé sur le roc de Granville et occupé par le sieur Besson, entrepreneur, pour que le sieur Thomas, chargé du service des vivres, y puisse déposer 100 sacs de farine, destinée à l'approvisionnement de précaution (1781).

C. 1677. (Liasse.) — 61 pièces, papier.

**1782-1789.** — Fortifications. — Élection de Coutances. — Granville. — Correspondance entre MM. le maréchal de Ségur, ministre; Lenoir, lieutenant général de police, à Paris; Esmangart, de Feydeau, Cordier de Launay, intendants de la Généralité; d'Heu, commissaire des guerres; les officiers municipaux de Granville, et Couraye-Duparc, subdélégué, relative: à l'opposition faite par le maire de Granville à la demande d'un nommé Viret, ferblantier, de reconstruire une maison dont il avait démoli une partie (15 juillet 1781); — à la réclamation de la dame Viray, tendante à obtenir une indemnité pour la démolition de sa maison, ordonnée en 1779, le ministre écrit à l'intendant: « La femme Viray a fait deux voyages à Versailles, en 1780 et 1781, et elle vient de s'y rendre pour la 3<sup>e</sup> fois dans la vue de solliciter à force d'importunités le dédommagement qu'elle ose réclamer; elle a obtenu du Roi, en 1780, la permission de reconstruire, sans aucun agrandissement, le pignon de sa maison et 360 livres par charité, à titre de secours... sur le compte que j'ai rendu à S. M. de la requête de la femme Viray, ordre lui a été donné de sortir de Versailles et de retourner à Granville... S. M. m'a ordonné en même temps de vous informer de la conduite de cette femme et de lui faire dire qu'elle a jugé sa demande d'indemnité très-déplacée et hardie, et qu'elle lui défend de reparaitre à la cour, etc... » (22 mai 1783); — aux nouvelles récla-

mations faites par cette femme en 1783 et 1784, lesquelles sont restées infructueuses; — à la requête de M. Ysset, écuyer, notaire-secrétaire de la Cour des Comptes, Aides et Finances de Normandie et maire de Granville, tendante à obtenir une indemnité pour une maison, à lui appartenant, démolie en 1752 pour l'emplacement d'une caserne (1783); — aux renseignements demandés à M. Lenoir, lieutenant de police à Paris, sur la solvabilité du sieur Lavit, secrétaire du Roi, caution d'un nommé Maizet, entrepreneur des ponts et chaussées à Coutances, adjudicataire pour 9 années des travaux à faire dans la place de Granville (1784); — au rejet de la demande du sieur Quinette de Cloizel, de reconstruire sa maison, comme étant à une trop grande proximité des fortifications (27 avril 1787); — à la demande de 10 ouvriers maçons, destinés à travailler aux casernes de Granville (6 août 1787); — à la contestation existant entre le sieur Mazier, entrepreneur des fortifications, et le sieur Bataille-Mocardière, marchand de bois, au sujet des fournitures faites et à faire par ce dernier (1789); — au renvoi de la dite affaire devant l'intendant de Caen (31 mars 1789).

C. 1678. (Liasse.) — 1 pièce, parchemin; 7 pièces, papier.

**1598-1613.** — Fortifications. — Châteaux. — Objet général. — Édit du Roi (Henri IV) prescrivant le paiement de la somme de 10,000 écus, levés sur les contribuables à tailles des Élections du bailliage de Cotentin, tant pour les réparations au château de Cherbourg et les démolitions des fortifications des châteaux, dans le ressort du dit bailliage, que pour le remboursement des avances et frais faits par les capitaines des dites places, durant les troubles (1598). — État des châteaux et places fortes dépendant du domaine du Roi dans la Généralité de Caen, compris ceux qui ont été aliénés et le nombre des morte-paies, vétérants établis pour la garde de quelques places savoir: les châteaux d'Alençon, Argentan, Avranches, Bayeux, Caen, Carentan, Domfront, Falaise, Pontorson, Valognes, Vire, la citadelle de St-Lô et les forteresses du Mont-St-Michel et de Tombelaine et la tour d'Exmes; le dit état dressé par les Trésoriers généraux des finances de Caen (1610); — Copie d'un arrêt du Conseil par lequel les ducs de Guise et de Mayenne, engagistes des domaines des vicomtés de Bayeux, Caen et Falaise sont déchargés des réparations des châteaux de Caen et de Falaise, en payant seulement chaque année 300 livres destinées aux dites réparations; — Lettres adressées aux Trésoriers généraux de France au bureau des Finances de

Caen, par le sieur de La Boissière, lieutenant de M. de Médavy, gouverneur d'Argentan et par le sieur Hémon, receveur du domaine d'Argentan, relatives aux réparations d'un pan de muraille du château, tombé dans les fossés de la dite ville (1610).—Ordonnance des Trésoriers généraux allouant la somme de 1,040 livres pour la dite restauration.

C. 1679. — 1 cahier, 12 feuillets et 1 pièce, papier.

**1608-1671.** — Fortifications. — Château de Bayeux. — Procès-verbal de visite des réparations nécessaires au château de Bayeux, faite sur la demande de M. de Beauregard, commandant pour le service du roi en la ville et château du dit Bayeux, par M. de Cauvigny, sieur de Coulomby, conseiller du roi, trésorier général de France au bureau des finances, à Caen, en présence de MM. Jacques Lebedey, vicomte; Famet, avocat du roi, Lesauvage et Pery, receveur et contrôleur du domaine, et de quatre maçons (14 octobre 1608); — mémoire informe « pour Messieurs qui seront nommés » et priés de demander la démolition du château de « Bayeux », où il est dit : « qu'aussitôt qu'ils seront arrivés à Paris, ils devront aller trouver MM. les députés de Falaise et se joindre à eux, comme pour une cause générale et publique qui regarde le service du Roi, la liberté et le repos de ses sujets; et voir M. de Saint-Lubin, chanoine de St-Patrice de Bayeux, pour le prier de porter la parole au Roi, au nom de toute la province, et lui présenter le cahier des États avec très-humbles remontrances et prières d'y répondre favorablement et le prier d'aller voir MM. les ducs de Guise et du Maine pour les détourner de s'opposer à leurs requêtes, si on leur avait persuadé qu'elles leur fussent préjudiciables; suit l'énumération des avantages de la démolition du dit château (vers 162.).

C. 1680. (Liasse.) — 24 pièces, papier.

**1603-1618.** — Fortifications. — Château de Caen. — Arrêt du Conseil d'État rendu sur la requête de la duchesse de Nemours et de Chartres, jouissant par engagement du revenu des vicomtés de Bayeux, Caen et Falaise, tendante à être déchargée des réparations à faire aux châteaux de Caen et Falaise, et faire défenses à M. de Crèvecœur de Montmorency, capitaine et gouverneur du château de Caen, à M. Dommaresq, capitaine et gouverneur de celui de Falaise, et à tous autres d'user ou faire user d'aucune contrainte contre les receveurs et fermiers de la dite dame et aux Tré-

soriers généraux d'en prendre connaissance à peine de nullité, attendu que par l'arrêt du 7 octobre 1583, les domaines des dites vicomtés ont été déchargés des réparations des dits châteaux (29 août 1603); — procès-verbal d'adjudication des munitions à fournir au château de Caen, pour le service du Roi, lesquelles consistent en : 50 arquebuses, 25 mousquets, 1 millier de poudre menugrenée, 2 milliers de poudre à canon, un muid de blé, mesure de Paris, 2 minots de sel, 20 livres d'huile, 150 piques à hoyau, 150 pelles, 10 haches, 50 serpes, 2 cordes à puits, 6 sceaux, 10 charretées de gros bois, 10 charretées de fagots, 2 charretées de fourrage, 100 livres de chandelles, 12 paillasses, 6 matelas communs, 12 couvertures communes et 30 hal-lebardes, suivant l'état envoyé par M. de Rosny pour le tout être remis aux mains de M. de Bellefont, gouverneur du dit château; la dite adjudication passée à Michel Le Boulenger, maréchal du guet et bourgeois du dit Caen, au prix de 3,687 livres (1<sup>er</sup> octobre 1603); — Ordonnance du bureau des finances prescrivant de faire savoir et rendre notoire à son de trompe et cri public par les carrefours de la ville de Caen, qu'il sera procédé par le dit bureau, à l'adjudication, au rabais, de plusieurs réparations à faire aux maisons et édifices du château de la dite ville (27 février 1606); — autre ordonnance du dit bureau prescrivant l'adjudication des réparations à faire à la grande écurie du dit château (25 février 1611); — autre ordonnance pour la couverture du donjon (24 janvier 1614); — Copies : des lettres-patentes du Roi (Louis XIII), en date du 27 avril 1617, nommant le chevalier de Vendosme, son très-cher et bien-aimé frère naturel, capitaine et gouverneur de la ville et château de Caen, en remplacement du maréchal d'Ancre; — des lettres-patentes du 30 avril 1617 nommant en sous ordre le sieur Prudent, capitaine-gouverneur de la ville et du château de Caen; — et de celles de Charles de Matignon, comte de Thorigny, chevalier des ordres du Roi, conseiller en ses conseils d'État et privé, capitaine de 100 hommes d'armes et lieutenant-général en Normandie, autorisant le sieur Prudent à prendre possession de ses droits et charges; — Procès-verbal de l'adjudication passée au sieur Michel Fouques, pour le transport, voiture et conduite, depuis le quai de Caen jusques dans le magasin de la ville au château du Pont de l'Arche, de deux canons de batterie avec leurs affûts et une certaine quantité de poudre à canon, mèches, balles, boulets, mousquets et piques, le tout pesant 80 ou 90 tonneaux de mer, moyennant la somme de 880 livres (12 mai 1617); — Inventaire des canons, armes et munitions que le maréchal d'Ancre aurait fait

mettre dans le château de Caen, depuis qu'il a été nommé capitaine de cette place (18 et 22 mai 1617); — certificat des sieurs Du Val, procureur du Roi en la vicomté du Pont de l'Arche, Raullin Langlois et Balthazar Huault, tabellions royaux au dit lieu, constatant le dépôt fait par le sieur Michel Fouques des canons, armes et munitions, dont il s'est rendu adjudicataire du transport de Caen au Pont de l'Arche et de leur remise aux mains de noble homme Denis Guillard, sieur d'Auville, homme d'armes de la compagnie de la Reine, commandant en l'absence du sieur de Marcillac, lieutenant de M. de Luynes, lieutenant général pour S. M. en Normandie et gouverneur des ville et château de Pont de l'Arche (16 juin 1617).

C. 1681 (Liasse.) — 2 pièces, parchemin; 40 pièces, papier.

**1626-1643.** — Fortifications. — Château de Caen. — Ordonnances des Présidents et Trésoriers généraux des finances : prescrivant l'adjudication au rabais des réparations et entretiens des couvertures volantes des maisons et édifices du château, laquelle est ordonnée sur la plainte du sieur Prevenard, commandant en l'absence du marquis de Mauny, gouverneur du dit château, de ce que le sieur Morelet, adjudicataire des dites réparations, ne remplit pas les clauses de son adjudication (18 août 1626); — adjugeant les dites réparations au sieur Delaunay, moyennant la somme de 660 livres; — passant adjudication au sieur Du Val de la fourniture et réparations des gouttières des église, maisons et édifices du château; — requête du sieur Du Val, adressée aux Présidents et Trésoriers généraux des finances, par laquelle il expose que le Procureur général et spécial de l'engagiste des domaines de Normandie, l'a prévenu qu'il avait fait alleu et marché au sieur Varin des dites réparations, dont il s'est rendu adjudicataire, que le dit marché a été fait sans aucune formalité ni publication, il demande d'ordonner que, nonobstant le dit marché, il achèvera d'entretenir les dites gouttières pendant le temps restant à expirer de son adjudication; — certificat du sieur du Lis, lieutenant du Roi, sous la charge de M. le comte de Tresmes, au gouvernement des ville et château de Caen, attestant que les réparations des couvertures volantes, dépendant du dit château, ont été bien faites par le dit Du Val (30 septembre 1636); — requête du dit Du Val, adressée aux Présidents et Trésoriers des finances dans laquelle il expose que les couvertures ont été abîmées par l'impétuosité des vents et que ces répa-

raisons extraordinaires ne font pas partie de son adjudication, c'est pourquoi il demande d'en ordonner la visite afin de parvenir à l'adjudication et bannir des dites réparations (6 octobre 1636); — procès-verbal de visite des dites réparations fait par MM. Jacques Morel, sieur de Manneville et Gaspard le Duc, sieur de Chicheboville, trésoriers généraux, en présence d'experts et du Receveur du domaine de la vicomté de Caen (8 novembre 1637). — Procès-verbal d'adjudication des réparations du château de Caen passée au sieur Varin, moyennant la somme de 2,250 livres (8 mars 1638); — adjudication faite par les gens tenant les cour et chambre des finances, au sieur Du Val, moyennant mille livres, des réparations nécessaires aux maisons du château de Caen (16 septembre 1639); — arrêt du Conseil d'État ordonnant le paiement des gages de 50 hommes de garnison du château, à raison de 6 sols par jour à chaque soldat (6 mars 1640); — procès-verbal de visite des réparations et ouvrages faits au château de Caen, par le sieur Bertault, dressé par MM. de Chaulieu et François Le Haguais, sieur de Busserolles, conseillers généraux en la Cour des aides et finances, délégués à cet effet (11 janvier 1641); — arrêt du Conseil d'État ordonnant le paiement des frais extraordinaires d'entretien des 50 hommes d'augmentation de la garnison ordinaire du château (6 février 1642); — devis dressés par les maîtres charpentiers, menuisiers et serruriers des réparations urgentes à faire au château de Caen (12 avril 1642); — autre devis des réparations urgentes à faire tant aux loges et maisons qu'au donjon du château de Caen (en septembre 1643).

C. 1682. (Liasse.) — 18 pièces, papier.

**1645-1662.** — Fortifications. — Château de Caen. — Devis des réparations urgentes à faire tant à la couverture du logis du Roi, qu'à une guérite située sur le trottoir des murs du château, entre les fossés du donjon et le ravin de la porte des champs (6 mai 1645); — autre devis des réparations à faire au puits du dit château (27 mai); — procès-verbal de l'adjudication des dites réparations passée au sieur Du Val, moyennant la somme de 150 livres (28 juin); — ordre donné par les officiers des finances à leur premier huissier de publier et rendre notoire l'adjudication, qui aura lieu pour la 3<sup>e</sup> et dernière fois, des réparations à faire au magasin à blé et armes du donjon, aux tours du cheval blanc et noir, à l'église du château et à l'écurie du capitaine des suisses de la garnison (20 juin 1646); —



procès-verbaux de l'état des ponts dormants et ponts-levis, maisons, armes, canons et munitions du château (11 février, 26 juillet 1650, 13 mars 1651); — devis des réparations à faire aux maisons et donjon du château (12 février 1650); — ordonnance des Trésoriers généraux prescrivant à M. de Baillehache, procureur et fermier général des domaines des vicomtés de Bayeux, Caen et Falaise, de payer la somme de 320 livres à l'adjudicataire des dites réparations (6 novembre 1651); — requête du sieur Pierre Hébert, adjudicataire des réparations à faire au château, adressée aux Présidents et Trésoriers des finances, tendante à faire ordonner la visite des dites réparations afin d'obtenir le paiement de son adjudication, montant à la somme de 800 livres (25 octobre 1662).

C. 1683. (Liasse.) — 25 pièces, papier.

**1706-1713.** — Fortifications. — Château de Caen. — Correspondance entre MM. Le Peletier, membre du Conseil royal des finances; Foucault, de La Briffe et Guynet, intendants de la Généralité, relative au traité contracté entre l'intendant et le sieur Bernard, adjudicataire de la literie de la garnison, au château de Bayeux, moyennant 11 livres 10 sous par an, pour chaque soldat (20 septembre 1706); — à l'arrêt du Conseil d'État autorisant les officiers de château à faire entrer, pour la cantine du dit château, un tonneau de cidre par semaine, pour chacune des compagnies, sans payer aucuns droits d'entrée, de détail, ni même ceux nouvellement attribués aux inspecteurs des boissons, créés par édit du mois d'octobre 1705 (10 septembre 1707); — aux devis et conditions auxquelles seront obligés ceux qui entreprendront l'entretien des couvertures de tuiles et d'ardoises des maisons et édifices du château, du donjon, des gouttières de bois et de plomb, des plates-formes de pierre, de tuile, des tours tant du dit château que du donjon, des ponts-levis et planchettes et de la roue, corde et sceau du puits, pendant l'espace de 3 années à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1708 (1<sup>er</sup> juin 1708); — aux états des ouvrages que le Roi ordonne de faire au château de Caen, pendant les années 1709, 1710, 1711, 1712 et 1713, devis des dits ouvrages à l'appui; — à l'ordre envoyé au trésorier général des fortifications, de remettre 40 livres pour renouveler la corde du puits du château (13 juillet 1711); — à l'ordre donné au sieur Guichon, trésorier général des fortifications, de remettre la somme de 250 livres pour l'entretien des ouvrages et des bâtiments du château pendant l'année

1710 (9 décembre 1711); — à la remise à faire de la somme de 150 livres pour réparer les désordres causés par les derniers orages au logement du gouverneur (8 janvier 1712); — à l'envoi d'une copie de l'ordre donné au trésorier général des fortifications, de faire la remise de la somme de 250 livres pour les entretiens des ouvrages et des bâtiments du château, pendant l'année 1711 (31 mai 1712); — à l'ordre donné de faire remise de la somme de 266 livres pour les réparations des couvertures qui ont été endommagées par l'ouragan du 3 février 1713 (28 mai 1713); — à la remise à faire à Caen, par le trésorier général des fortifications, de la somme de 250 livres pour l'entretien du château, pendant l'année 1713 (20 octobre 1713).

C. 1684. (Liasse.) — 29 pièces, papier.

**1714-1718.** — Fortifications. — Château de Caen. — Correspondance entre MM. Le Peletier, membre du conseil royal des finances; d'Asfeld et Delangrune, directeurs généraux des fortifications; Guinet, intendant de la Généralité, et Le Brest, trésorier général des fortifications, relative: à l'envoi de l'état des ouvrages ordonnés par le Roi au château, pendant l'année 1714, afin d'en donner une copie à MM. Delangrune et Le Petit, et de prendre des mesures pour en passer les marchés, s'il est nécessaire d'en faire de nouveaux; — à l'ordre donné au trésorier général des fortifications de faire remise de la somme de 155 livres, estimée par M. Delangrune, pour le montant des réparations à faire au pont-levis du château; — à l'envoi de la copie de l'ordre donné à M. Le Brest, trésorier général des fortifications, de faire remise de 500 livres, à compte sur les ouvrages et entretien ordonnés pour l'année 1714 au château, et de la somme de 1,825 livres pour le paiement du premier quartier des appointements des ingénieurs employés dans le département; — à la remise à M. Delangrune d'une copie de l'état des ouvrages à faire au château de Caen pendant l'année 1715, afin qu'il en prépare les devis et passe ensuite les marchés, s'il y en a de nouveaux à faire; — à l'ordre donné au trésorier général des fortifications d'envoyer à Caen la somme de 102 livres, à compte sur les ouvrages ordonnés en l'année 1717 au château de Caen; — à l'envoi de l'ordre donné pour la remise de la somme de 99 livres, pour le parfait paiement des ouvrages qui ont été faits en 1717 au château; — aux états des ouvrages que le Roi a ordonné de faire au château pendant les années 1714, 1715, 1716, 1717 et 1718; — aux devis et adjudications des dits ouvrages.

C. 1685. (Liasse.) — 34 pièces, papier.

**1719-1722.** — Fortifications. — Château de Caen. — Correspondance entre MM. d'Asfeld, directeur général des fortifications, et Guinet, intendant de la Généralité, relative : à l'envoi de l'ordre donné au sieur Le Brest, trésorier général des fortifications, de remettre au château de Caen 400 livres, pareille somme à Granville, et 40 livres à Carentan, en à-compte de ce qui est dû pour les ouvrages faits en 1718 ; — à l'ordre de remettre 500 livres au château de Caen et 100 livres à Granville, à-compte des ouvrages qui y ont été ordonnés pendant l'année 1719 ; — aux ordres de remettre diverses sommes, à-compte pour les ouvrages qui ont été ordonnés pour le château de Caen pendant l'année 1719, et 100 livres pour rétablir la barrière de « l'avancé de l'entrée » ; — à l'ordre de remettre à Caen la somme de 306 livres 9 sols, afin de réparer les désordres causés aux couvertures des bâtiments du château par la tempête du 1<sup>er</sup> décembre 1720 ; — à la remise de la somme de 500 livres, à-compte sur les ouvrages qui ont été faits pendant l'année 1720 au château ; — à l'envoi des ordres donnés au trésorier général des fortifications pour la remise de 400 livres, dont 200 livres à-compte de ce qui est dû de 1720, et 200 livres à-compte pour les ouvrages ordonnés pendant l'année 1721 ; — à la contestation élevée entre M. de La Taillée, major de Caen, les maire et échevins de la ville, au sujet de la jouissance d'une portion de terrain, dans les fossés du château, fieffée au nommé André Martin, par M. de Boisfomé, ex-major, pour y faire un jardin, et une petite maison, à la charge de donner, tous les ans, 30 sols et une livre de cire au trésor de l'église St-Georges ; M. de La Taillée, prétendant que le dit Martin n'ayant pas laissé d'héritiers, la dite maison et le jardin, valant 60 livres de rente, doivent lui revenir comme ayant été fieffés par son prédécesseur en donnant les dits 30 sols et la livre de cire au dit trésor, et les maire et échevins prétendant, au contraire, que les maison et jardin doivent revenir à la ville, puisqu'ils se trouvent dans le fossé dont la jouissance leur a été accordée, de même que celles des remparts et des dehors, par arrêt du conseil de 1671 ; — aux ordres de remettre diverses sommes, à-compte pour les ouvrages qui ont été ordonnés pendant l'année 1722 ; — aux états des ouvrages que le Roi a ordonné de faire au château de Caen pendant les années 1721 et 1722 ; — aux devis et adjudications des dits ouvrages.

C. 1686. (Liasse.) — 28 pièces, papier.

**1723-1741.** — Fortifications. — Château de Caen. — Correspondance entre MM. d'Asfeld, membre du conseil royal des finances, et Guinet, Richer d'Aube, Aubry de Vastan, intendants de la Généralité, relative : à l'envoi de l'ordre donné au trésorier général des fortifications de faire remise de la somme de 600 livres pour la réparation d'un des ponts dormants et des ponts-levis du château ; — aux devis et conditions auxquelles seront obligés de se conformer ceux qui entreprendront l'entretien des couvertures de tuiles et d'ardoises des maisons et édifices du château de Caen, du donjon, des gouttières de bois et de plomb, des plates-formes de pierres, des tours tant du château que du donjon, des ponts-levis, planchettes et de la rone, corde et seau du puits, pour le temps de 3 années à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1723 ; — aux états particuliers des ouvrages que le Roi a ordonné de faire annuellement au château ; — aux devis des dites réparations à l'appui ; — état des prix des ouvrages de l'adjudication de l'année 1731 pour les bâtiments dépendants de l'artillerie, au château de Caen ; — extrait des adjudications des ouvrages ordonnés par le Roi au château de Caen pendant l'année 1738, faisant connaître la différence des prix anciens avec les nouveaux.

C. 1687. (Liasse.) — 30 pièces, papier.

**1742-1760.** — Fortifications. — Château de Caen. — Correspondance entre MM. le maréchal d'Asfeld, d'Argenson, de Saint-Florentin, ministres ; de Crémilles, Gourdon de L'Eglizière, lieutenant général des armées ; de La Briffe, de Fontette, intendants de la Généralité ; M. Desplanches de Cloville, subdélégué ; d'Osseville, ingénieur du Roi ; relative : aux éclaircissements à prendre sur l'avis donné par le commandant du château que les prisonniers, qui y sont envoyés par ordre du Roi, ne peuvent y être en sûreté par suite du mauvais état du dit château, et à l'ordre donné d'indiquer si les réparations à faire seraient d'une grande dépense et si elles doivent être à la charge du Domaine ou portées sur l'état des fortifications ; — aux ordres à donner pour faire procéder un nouveau marché des ouvrages de la fortification du château, dont la durée pourra être fixée à une ou plusieurs années, selon ce qui sera jugé le plus convenable pour les intérêts du Roi ; — à la réception de l'expédition du nouveau marché des ouvrages de la fortification du château ; — à l'avis donné que le Roi a



arrêté l'état des ouvrages de fortification à faire en 1754 au château, auxquels sera affectée une somme de 1,109 livres; — aux ordres donnés de faire démolir l'ancienne caserne, cotée 7 et 8, au château, d'en faire vendre les matériaux au profit du Roi et d'en remettre le produit au commis du trésorier général des fortifications; — à l'avis donné qu'une somme de 311 livres est destinée pour les ouvrages de fortification à faire en 1755 au château de Caen; — à l'envoi d'une copie de l'adjudication des matériaux, provenant de la démolition de l'ancienne caserne du château, et du récépissé du commis du trésorier général des fortifications, de la somme de 80 livres provenant de la dite adjudication; — à la réception du procès-verbal de la dite vente; — à l'avis donné qu'il a été prescrit à M. Hocquart, trésorier général du corps royal de l'artillerie et du génie de faire payer à l'entrepreneur des ouvrages du château la somme de 80 livres, provenant de la vente des matériaux de l'ancienne caserne; — au renouvellement du marché des ouvrages de fortifications à faire à Caen; — à l'envoi d'une expédition de l'adjudication passée pour les ouvrages à faire aux bâtiments et magasins de l'artillerie de Caen; — à l'ordre de renouveler, par suite d'expiration, le marché de la fortification de Caen, en y spécifiant que l'entrepreneur sera assujéti à la retenue des 4 deniers pour livres; — à l'avis donné qu'une somme de 524 livres est destinée pour les ouvrages à faire au château pendant l'année 1759; — au renouvellement du marché des ouvrages de la fortification du château; — à l'avis donné que l'état, arrêté par le Roi des ouvrages des fortifications à faire en 1760 au château de Caen, s'élève à la somme de 480 livres; — aux remontrances faites par M. du Portal, directeur des fortifications, qu'il serait plus conforme aux intérêts du Roi de prolonger le marché des ouvrages de la fortification du château que de le renouveler; — aux devis et conditions auxquelles seront obligés de se conformer ceux qui se rendront adjudicataires des ouvrages ordonnés par le Roi au château.

C. 1688. (Liasse.) — 27 pièces, papier.

**1761-1768.** — Fortifications. — Château de Caen. — Correspondance entre MM. de Crémilles, le duc de Choiseul, ministres, et de Fontette, intendant de la Généralité, relative : à l'avis donné que l'état des ouvrages de fortifications à faire en 1761 au château, est arrêté par le Roi à la somme de 1,008 livres; — à la demande faite d'indiquer si le marché des ouvrages de la fortification du château, qui est expiré, a été renouvelé et pour

combien de temps; — à l'ordre de renouveler le dit marché et d'y spécifier que l'entrepreneur sera assujéti à la retenue des 4 deniers pour livre, précédemment établie et à celle de 2 deniers pour livre, applicables à l'école militaire; — à l'avis que l'état, arrêté par le Roi, des ouvrages de fortifications à faire pendant l'année 1762, au château de Caen, monte à la somme de 1,115 livres; — à l'ordre donné à M. Michel, trésorier général de l'artillerie et du génie, de remettre à Caen la somme de 391 livres 7 sols 1 denier, pour le parfait paiement des ouvrages de fortifications qui ont été faits en 1762 dans cette place; — à l'envoi d'une copie de l'adjudication des ouvrages ordonnés par le Roi au château de Caen, pendant l'année 1762 et de ceux qu'il plaira au Roi d'y ordonner pendant les années 1763 et 1764; — à l'avis donné que l'état, arrêté par le Roi, des ouvrages de fortifications à faire en 1763 au château de Caen s'élève à la somme de 800 livres; — au même avis donné pour 1764, à la somme de 297 livres; — à l'ordre donné à M. Le Maître, trésorier général de l'artillerie et du génie, de remettre la somme de 1,500 livres à-compte pour les ouvrages des fortifications faits pendant l'année 1764 au château; — au renouvellement du marché des ouvrages des fortifications de Caen, en y spécifiant que l'entrepreneur sera assujéti à la retenue de 6 deniers pour livre, dont deux seront applicables à l'École Militaire; — à l'avis donné que l'état, arrêté par le Roi, des ouvrages des fortifications à faire pendant l'année 1765, monte à la somme de 546 livres; — à l'envoi d'une expédition de l'adjudication des ouvrages qui sont ordonnés être faits au château pendant les années 1765, 1766 et 1767; — à l'avis donné que le Roi a arrêté l'état des ouvrages des fortifications à faire pendant l'année 1766 au château de Caen, se montant à la somme de 840 livres; — au même avis donné pour 1767, à la somme de 1,186 livres; — à l'ordre donné de renouveler le marché des ouvrages des fortifications de Caen, qui est expiré, en y spécifiant que l'entrepreneur sera assujéti à la retenue de 6 deniers pour livre, dont 2 deniers applicables à l'École Militaire; — à l'avis que le Roi a arrêté l'état des ouvrages des fortifications à faire, pendant l'année 1768 au château, à la somme de 378 livres; — à l'envoi d'une copie du marché des ouvrages à faire au château pendant les années 1768, 1769 et 1770; — aux devis et conditions auxquelles seront obligés de se conformer ceux qui se rendront adjudicataires des ouvrages, ordonnés par le Roi au château, pendant les dites années; — états de comparaison des prix anciens et nouveaux des divers matériaux à employer pour les dits ouvrages.

C. 1689. (Liasse.)— 29 pièces, papier.

**1769-1778.** — Fortifications. — Château de Caen. — Correspondance entre MM. le duc de Choiseul, Monteynard, le duc d'Aiguillon, le maréchal Dumuy, le prince de Montbarey, le comte de Saint-Germain, ministres; de Fontette, Esmangart, intendants de la Généralité, et Lebeuf, directeur des fortifications, relative : à l'avis que le Roi a arrêté l'état des ouvrages des fortifications à faire en 1769 au château, à la somme de 918 livres; — aux mêmes avis donnés pour 1770, à la somme de 1,046 livres, et pour 1771, à la somme de 1,300 livres, en faisant observer que le marché des dits ouvrages étant expiré, il est nécessaire de le renouveler et d'y spécifier que l'entrepreneur sera assujéti à la retenue de 6 deniers pour livre, dont 2 deniers sont applicables à l'École Militaire, et d'en fixer la durée comme il sera jugé le plus convenable pour les intérêts du Roi; — à l'envoi d'une expédition du marché pour les ouvrages des fortifications du château, pendant 3 années, à compter de 1771; — à l'avis que le Roi a arrêté l'état des ouvrages des fortifications à faire au château en 1772, à la somme de 3,903 livres, et que S. M. recommande de veiller à ce que ce fonds soit employé à sa destination; — au même avis pour les ouvrages de l'année 1773, fixés à la somme de 5,639 livres; — à l'ordre de renouveler le marché expiré des ouvrages à faire au château, en spécifiant dans les conditions que l'entrepreneur ne sera assujéti qu'à la seule retenue de 4 deniers pour livre, précédemment établie sur les ouvrages, celle de 2 deniers pour livre, applicable à l'École Militaire, ne devant plus avoir lieu; — à l'envoi d'une copie conforme du marché, passé au sieur Boisard, des ouvrages des fortifications à faire au château pendant les années 1774, 1775 et 1776; — à l'avis que le Roi a arrêté l'état des ouvrages des fortifications à faire en 1774 au château, à la somme de 3,003 livres, et pour 1775, à la somme de 8,402 livres; — à l'ordre donné à M. Préaudeau, trésorier général de l'artillerie et du génie, de remettre la somme de 2,300 livres à Caen, à-compte sur la dépense des ouvrages des fortifications qui y ont été faits en 1775; — à la réception de l'avis qu'il sera employé, en 1776, une somme de 8,570 livres pour les ouvrages des fortifications du château; — à la proposition de continuer au sieur Boisard le marché des ouvrages des fortifications à faire au château pendant les années 1777, 1778 et 1779; — à l'ordre donné à M. Chastel, trésorier général de l'artillerie et du génie, de remettre à Caen la somme

de 2,000 livres, à-compte sur la dépense des ouvrages des fortifications faits en 1778 dans cette place; — devis et conditions auxquelles seront obligés de se conformer ceux qui se rendront adjudicataires des ouvrages à faire au château pendant les dites années.

C. 1690. (Liasse.)— 27 pièces, papier.

**1780-1786.** — Fortifications. — Château de Caen. — Correspondance entre MM. le prince de Montbarey; le maréchal marquis de Ségur, ministres; Esmangart, de Feydeau, intendants de la Généralité; de Caux, directeur des fortifications, et Lepaulmier, subdélégué, relative : à la communication du devis dressé par M. de Caux, maréchal de camp, directeur des fortifications de Normandie, pour servir au renouvellement du marché, qui est expiré, des ouvrages de la fortification du château, avec invitation de procéder à une nouvelle adjudication dans la forme prescrite par l'ordonnance du 31 décembre 1776; — à l'envoi d'une expédition du marché, fait pour 6 années, des ouvrages des fortifications à exécuter au château; — à l'autorisation de procéder à la vente des arbres qui dépérissent dans l'intérieur du château, ainsi que des bois provenant de l'élagage des autres arbres, en prescrivant de remettre le produit de la dite vente au commis du trésorier général des dépenses de la guerre; — à l'envoi d'une expédition du procès-verbal de la vente faite des arbres inutiles existant sur les remparts du château, ainsi que du récépissé de versement de la somme de 120 livres, provenant de la dite vente; — aux renseignements demandés sur la proposition faite par M. de Caux de prolonger, pour six années, au même entrepreneur le marché des ouvrages de fortifications du château, vu que la construction des casernes, que la ville fait faire pour le régiment du Roi, occasionnerait vraisemblablement une concurrence sur les matériaux et augmenterait les nouveaux prix; — à l'avis que la dite proposition peut être accueillie, vu qu'elle est économique et avantageuse au Roi; — à l'autorisation de prolonger pour 6 années le marché des ouvrages des fortifications du château, au sieur Besson, entrepreneur, aux mêmes prix, clauses et conditions insérées dans le devis qui lui a été passé en 1780; — à l'avis que le sieur Besson, chargé par l'adjudication qui lui a été passée le 4 juillet 1780, des ouvrages ordonnés pour les réparations du château, a été autorisé de continuer d'exécuter ceux relatifs au même objet, pendant six autres années, qui ont commencé au 1<sup>er</sup> janvier 1786; — aux devis et conditions auxquelles sera obligé de se con-

former celui qui se rendra adjudicataire des ouvrages qui seront ordonnés par le Roi, au château, pendant 6 années, de 1780 à 1785.

C. 1691. (Liasse.) — 30 pièces, papier.

**1709-1725.** — Fortifications. — Château de Carentan. — États « des ouvrages que le Roi a ordonné être faits à Carentan, dont la dépense, fixée pour chaque année, est indiquée par MM. Le Peletier, intendant des finances, de Saint-Contest et d'Asfeld, directeur général des fortifications. » — Devis et conditions auxquelles seront obligés ceux qui entreprendront les ouvrages et entretien des couvertures et bâtiments en 1714; — les réparations du donjon et l'entretien ordinaire des couvertures et bâtiments du château et du corps de garde du pont Douve, pendant l'année 1715; — les ouvrages de réparations à faire en 1717, tant aux murs de l'enceinte du château qu'au donjon et au parapet à machicoulis d'une des faces de la tour du donjon, où sont les poudres; — l'entretien pendant trois années, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1717, des couvertures et ferrures des magasins et bâtiments du château et du corps de garde de l'ouvrage à corne du pont Douve; — le même entretien pendant trois années à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1720; — le rétablissement en maçonnerie du pont E de l'entrée du château, du côté de la ville avec sa barrière; — le remplacement des palissades de la berne entre le pont et la porte d'entrée, avec l'obligation d'y planter au pied avec une double haie d'épines vives et de continuer les réparations « des rempiettements, escorchements et rejointoyements des murs du château », enfin d'arracher les lierres et mauvaises herbes qui croîtront autour des murs de l'enceinte pendant l'année 1723; — l'entretien pendant trois années à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1723 des couvertures et ferrures des magasins et bâtiments du château et du corps de garde, de l'ouvrage à corne du pont Douve; — les diverses réparations à faire en 1724 et 1725, tant aux murs d'enceinte qu'aux parapets et la construction d'un garde-fou de maçonnerie sur le mur au bout du pont du château, en le couronnant d'une tablette de pierre de taille; — les dits devis dressés par M. Delangrune, directeur des fortifications, à la suite desquels sont les procès-verbaux d'adjudications des dits ouvrages, faites par MM. Guinet et Richer, intendants de la Généralité. — Extrait des adjudications des ouvrages du château faisant connaître la différence de leurs prix entre les années 1720 et 1723.

CALVADOS. — SÉRIE C. — TOME II.

C. 1692. (Liasse.) — 25 pièces, papier.

**1726-1749.** — Fortifications. — Château de Carentan. — Correspondance entre MM. de La Briffe, intendant de la Généralité et D'Hermerel, subdélégué, relative : à l'envoi d'un état estimatif des sommes à payer pour le transport des matériaux nécessaires à la construction des ouvrages de fortification; — au logement des ingénieurs chargés de la conduite des travaux de fortification; — aux représentations faites sur une ordonnance, fixant les prix de transport des matériaux dont le sieur Queudeville, entrepreneur des dits ouvrages, est possesseur; — aux devis et conditions auxquelles seront obligés de se conformer ceux qui entreprendront l'entretien, pendant trois années, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1726, des couvertures et ferrures des magasins et bâtiments du château et du corps de garde, de l'ouvrage à corne du pont Douve; — au même entretien pendant trois années à partir des 1<sup>er</sup> janvier 1729, 1732, 1735, 1738, 1741 et 1744; les dits devis dressés par MM. le chevalier de Caligny, directeur, et Le Petit, ingénieur en chef des fortifications, à la suite desquels sont les procès-verbaux d'adjudications des dits ouvrages, faites par MM. de Vastan et de La Briffe, intendants de la Généralité; — états des ouvrages que le Roi a ordonné de faire à Carentan, dont la dépense fixée pour chaque année est indiquée par M. d'Asfeld, directeur général des fortifications; — extraits des adjudications des ouvrages du château, faisant connaître les différences des prix des matériaux entre chacune d'elles; — certificats de M. de Caligny, directeur des fortifications de Normandie, attestant qu'il a examiné la valeur des pierres ou moellons provenant de la démolition des murs de la vieille enceinte de Carentan, lesquelles peuvent être accordées au sieur Queudeville, entrepreneur des ouvrages de la dite place, au prix de 9 livres la toise cube, à la condition de faire la démolition des dits murs, d'en mettre les matériaux en toisé pour pouvoir les mesurer et les faire transporter à pied d'œuvre, afin de les employer dans le corps de la maçonnerie de la nouvelle enceinte et non dans les parements, où il est obligé d'employer des pierres de Picauville; — requête du sieur Queudeville, tendant à fixer le prix de transport de divers matériaux afin d'éviter les contestations des voituriers qui, sans raison, voudraient le fixer eux-mêmes; — ordonnances de M. l'Intendant, prescrivant qu'à défaut par le dit Queudeville de convenir de gré à gré du prix de la voiture des matériaux nécessaires à la construction



des ouvrages de fortifications, il paiera 7 livres par voiture d'une toise cube de pierres depuis la carrière de St-Cosme-du-Mont jusqu'à Carentan; 6 livres depuis le pont Douve; 4 livres depuis le pont de la Madeleine et 4 livres, par jour, par voiture attelée de six bœufs; — procès-verbal de visite et d'estimation des maisons comprises dans la nouvelle fortification de la ville de Carentan.

C. 1693. (Liasse.) — 3 pièces, parchemin; 34 pièces, papier.

**1749-1760.** — Fortifications. — Château de Carentan. — Correspondance entre MM. Bertin, contrôleur général; d'Argenson, ministre; de Crémilles, R. de Paulmy, Julienne, trésorier du corps royal d'artillerie; de La Briffe, de Fontette, intendants de la Généralité; Franquet de Chaville, directeur des fortifications; d'Hermerel, subdélégué, et le chevalier d'Artezé, ingénieur en chef de Carentan, relative: à l'avis de la remise faite à Carentan de la somme de 3,000 livres, à-compte sur les ouvrages de fortifications qui doivent y être faits en 1751; — à l'ordre de renouveler le marché expiré des ouvrages de fortification; — aux remontrances portant que le dit marché a été prorogé, dans l'intérêt général, au sieur Queudeville, jusqu'à l'achèvement des dits ouvrages, M. Franquet de Chaville, ayant représenté d'en user ainsi, pour éviter les discussions sur l'approvisionnement des matériaux fait par le dit Queudeville et le préjudice qui pourrait en résulter pour lui ou pour le nouvel adjudicataire; — à l'approbation de la dite prorogation; — à l'ordre de faire remettre à l'entrepreneur des fortifications de Carentan la somme de 590 livres, à laquelle monte l'estimation des matériaux provenant de l'ancienne enceinte, à gauche du château, jusqu'au jardin du sieur de Saint-Hilaire; — à l'estimation de quelques terrains, pour donner l'étendue convenable au nouvel ouvrage à corne que le Roi a ordonné de construire à Carentan; — à la demande, par la dame de Mauconvenant, du paiement de la somme de 1,908 livres, à laquelle ont été estimées ses deux maisons, démolies pour le service de la fortification; — au bordereau des prix aux quels ont été adjugés les ouvrages pour les années 1758, 1759 et 1760; — aux remontrances portant qu'il n'a pas été envoyé une expédition du marché passé, le 12 juin 1758, des ouvrages de la fortification; — au mode de paiement de la valeur des bois coupés sur la propriété de Madame Des Drouries, lors de la descente des Anglais à Cherbourg, au mois d'août 1758, les quels

ont servi à former un barrage au pont de la Barquette, pour inonder les bas-fonds de Carentan, afin d'arrêter leurs excursions dans le cas où les Anglais s'y seraient portés; — devis et conditions aux quelles seront obligés de se conformer ceux qui entreprendront les ouvrages à faire aux fortifications, pendant 3 années à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1749, et trois autres années à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1758; — extrait du registre des délibérations de l'hôpital-général de Carentan, relative à la remise à faire de la somme de 5,023 livres, provenant de l'estimation du terrain de l'hôpital, pris par le Roi, pour les fortifications.

C. 1694. (Liasse.) — 41 pièces, papier.

**1761-1783.** — Fortifications. — Château de Carentan. — Correspondance entre MM. d'Ormesson, duc de Choiseul, comte de Saint-Germain, prince de Montbarey, ministres; Ricard, directeur des fortifications de Basse-Normandie; de Fontette, Esmangart, intendants de la Généralité; M. de Lessey, gouverneur de Carentan; le chevalier de Bonneval, ingénieur en chef de Carentan; Lefèvre, ingénieur des fortifications; d'Hermerel et Lavalley de La Hogue, subdélégués, relative: à la remise du mémoire présenté par l'entrepreneur des fortifications réclamant le paiement des ouvrages qu'il a faits en 1757; — aux remontrances faites sur ce que la fondation des revêtements de l'ouvrage à corne, commencée à la porte « Quinquengrune », ne peut être continuée avant que les propriétaires des terrains adjacents aient fait curer les fossés et canaux destinés à l'écoulement des eaux; — à la plainte de M. de Lessey, gouverneur de Carentan, sur la conduite que tient à son égard M. le chevalier de Bonneval, ingénieur en chef de la place du dit Carentan, le quel a fait des jardins dans les ouvrages de fortification; — aux éclaircissements demandés sur les moyens à prendre pour réparer un trou profond qui s'est formé sur le chemin établi le long du circuit de la ville de Carentan, vis-à-vis le bastion de Valnoble et qui rend ce passage dangereux; — balance des prix des ouvrages de la fortification de Carentan adjugés, le 12 juin 1758, pour la dite année et celles de 1759 et 1760, avec ceux adjugés, le 21 août 1761, pour la dite année et celles de 1762 et 1763; — devis et conditions aux quelles seront obligés de se conformer ceux qui entreprendront les ouvrages ordonnés par le Roi pendant les années 1761 à 1783, et consistant en déblais de terres, excavation de roc, gazon, maçonnerie, pavé, charpente, menuiserie, couverture d'ardoises, plomberie, ferronnerie, vitres,

peintures d'impression et autres pour la construction de plusieurs bastions, terrailles, demi-lune, chemin ouvert, corps de garde, souterrain, poterne, corps de casernes et de l'entretien des bâtiments du Roi; — Procès-verbaux d'adjudication des dits travaux faits par l'intendant de la Généralité.

C. 1695. (Liasse.) — 38 pièces, papier.

**1697-1724.** — Fortifications de Granville. — Acte de cession faite au Roi, représenté par M. Charles de Matignon, comte de Thorigny, gouverneur de la ville de Granville, château et ville de Cherbourg, par Julien Lullier, de deux maisons situées à Granville, à l'endroit où l'on a commencé à faire bâtir la citadelle, en échange desquelles il lui est donné une portion de terre de 30 pieds de longueur sur 21 de largeur, située entre le cimetière de l'église de Granville et la maison du Roi; — procès-verbal d'adjudication, faite par les trésoriers-généraux des finances, des réparations nécessaires aux corps de garde, ponts, portes de la place de Granville; — extraits des contrats de vente faits entre divers particuliers de maisons et parties de maisons, situées dans l'enclos et près les fossés de la citadelle, dont M. Quinette de La Hague a été dépossédé pour le service du Roi; — État des ouvrages que le Roi a ordonné de faire à Granville, et dont la dépense, fixée pour chaque année, est indiquée par MM. Le Peletier, Saint-Contest et d'Asfeld; — devis et conditions aux quelles seront obligés ceux qui entreprendront : les ouvrages ordonnés en 1714 et 1715; — l'entretien pendant trois années, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1717, des couvertures et ferrures des logements de la maison du Roi et des bâtiments en dépendant, des magasins étant dans l'enceinte de la ville, des ferrures des portes et ponts et des couvertures des corps de garde; — les ouvrages supplémentaires ordonnés en 1714; — l'entretien pendant trois années, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1720, des couvertures et ferrures des bâtiments du Roi; — le même entretien pendant trois années à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1723; — les ouvrages ordonnés en 1724; — les dits devis dressés par M. Delangrune, directeur des fortifications, à la suite des quels sont les procès-verbaux d'adjudications faites par M. Guinet, intendant de la Généralité; — extraits des adjudications des ouvrages ordonnés à Granville, faisant connaître les différences de prix des dits ouvrages.

C. 1696. (Liasse.) — 2 pièces, parchemin; 35 pièces, papier.

**1725-1741.** — Fortifications de Granville. — Cor-

respondance entre M. de Chauvelin, garde des sceaux; d'Angervilliers, ministre de la guerre, et de Vastan, intendant de la Généralité; de Frasin, commandant de Granville, relative : à la demande de M. Durville de la commission de commandant de Granville; — aux éclaircissements à prendre sur le mémoire, par lequel M. Frasin demande que les habitants de Granville soient tenus de lui payer le logement et l'ustensile en sa qualité de commandant; — aux représentations des maire, échevins et habitants de Granville, sur la dite demande; — à la constatation des droits, revenus et émoluments du commandant; — à l'envoi de l'arrêt du conseil commettant l'intendant pour procéder à la vérification des droits attachés à la charge du commandant pour le Roi; — à la communication du mémoire de M. le duc de Valentinois, gouverneur, concernant le logement et les émoluments qui peuvent être attachés à la place de commandant; — aux devis et conditions auxquelles seront obligés de se conformer ceux qui entreprendront : les ouvrages à faire à Granville pendant l'année 1725; l'entretien pendant trois années, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1726, des couvertures et ferrures des logements de la maison du Roi et des bâtiments qui en dépendent, des magasins qui sont dans l'enceinte de la ville, des ferrures des portes de la couverture du corps de garde sur la jetée et des corps de garde et magasin de la redoute du bout du roc; — aux ouvrages qui seront ordonnés par le Roi pendant les années 1726, 1727, 1728, 1729, 1730, 1731, 1732, 1733 et 1734, les dits devis dressés par MM. le chevalier de Caligny, directeur des fortifications, et Lepetit, ingénieur, à la suite desquels sont les procès-verbaux d'adjudications des dits ouvrages faites par M. Richer d'Aube, intendant de la Généralité; — états des ouvrages que le Roi a ordonné de faire, dont la dépense fixée pour chaque année est indiquée par M. le maréchal d'Asfeld; — extraits des adjudications des ouvrages ordonnés par le Roi, faisant connaître les différences de prix des dits ouvrages entre chacune d'elles.

C. 1697. (Liasse.) — 1 pièce, parchemin; 11 pièces, papier.

**1613-1662.** — Fortifications. — Château de Falaise. — Procès-verbaux : de visite des réparations à faire aux couvertures volantes des maisons, édifices et église du château, dressé par M. de Bernières, trésorier général des finances à Caen; — d'adjudication, par les trésoriers généraux des finances, des réparations à faire aux maisons et édifices du château, demandées.



par M. de Douxmaretz, lieutenant de M. de Boudeville, gouverneur des ville et château de Falaise (1613); — de vérification des réparations à faire aux maisons manables du dit château, dressé par M. Josué Gondouin, maître-voyer et visiteur des bâtiments et édifices publics du Bailliage de Caen (1617); — requête de M. le marquis de Beuvron et de La Motte-Harcourt, capitaine des 100 hommes d'ordonnance du Roi, gouverneur des ville et château de Falaise, adressée aux présidents et trésoriers généraux des finances du bureau de Caen, par laquelle il demande d'ordonner la bannie et adjudication des réparations à faire aux maisons habitables du château, estimées à 2,300 livres par le maître-voyer; — certificat du sieur Marguerite, sergent royal de la vicomté, constatant les publications, faites à l'issue des messes paroissiales de Ste-Trinité et St-Gervais de Falaise, des ouvrages à faire au château du dit lieu; — assignation commise, à la requête de M. Pierre de Harcourt, marquis de Beuvron et de la Motte, gouverneur, à MM. Charles du Mesnil, sieur du Mesley, procureur du Roi, et Nicolas Bernier, sieur du Moulin, receveur du domaine, pour être présents à la réception des modérations et rabais qui seront faits sur le montant des prix des réparations à faire au château; — sentence de M. Collet, conseiller du Roi, lieutenant général du vicomte de Falaise, accordant acte au sieur Herpeney de son offre de rabais de 100 livres sur le montant des réparations à faire aux maisons du château; — requête du sieur Herpeney, adressée aux présidents et trésoriers généraux des finances, demandant que l'adjudication des dites réparations lui soit passée, vu qu'il ne s'est présenté personne pour diminuer la mise à prix fixée par lui; — requête de M. le vicomte de Croisy, gouverneur des ville et château de Falaise, adressée aux présidents et trésoriers généraux des finances, exposant qu'il n'a pu assujettir le sieur Marguerite, fermier du domaine de la vicomté de Falaise, à faire faire les réparations nécessaires aux couvertures volantes des maisons et édifices du dit château, c'est pourquoi il demande d'ordonner qu'il y sera contraint même par corps; — sentence de M. Charles Bonnefons, conseiller du Roi, lieutenant général du vicomte de Falaise, accordant acte au sieur Guillaume Planier de son offre de 200 livres de rabais sur le montant des réparations à faire aux maisons du château; — ordonnance des trésoriers généraux des finances de la Généralité d'Alençon, prescrivant l'enregistrement des lettres patentes du 31 mars 1640, obtenues par le comte de Croisy, marquis de Thury, par les quelles il lui est accordé 500 livres, pendant neuf années, pour les réparations du château de

Falaise, afin que noble dame Marie-Julie de Harcourt, fille du dit feu comte de Croisy, soit payée de la somme de 4,500 livres pour les dites réparations des neuf années (12 juin 1662).

C. 1698. (Liasse.) — 3 pièces, papier; 1 plan.

**1604-1754.** — Fortifications. — Château de St-Lô. — Lettre de M. Pierre de Marceilles, écuyer, sieur du Perrey, lieutenant de Mgr de Matignon en la ville et château de St-Lô, adressée aux présidents et trésoriers généraux, certifiant qu'il n'y a aucun meuble ni armes appartenant au Roi dans le dit château, qui « est une place neuve où il n'y a encor esté fait magasin ny mis meuble que de la part de feu M. le comte de Thorigny, que Dieu absolve » (1604); — plan, profil et élévation des ouvrages à faire en 1752, à la citadelle par les acquéreurs des terrains ayant appartenu à M. le duc de Valentinois, pour pratiquer une rampe de communication aux bâtiments de l'artillerie, en conséquence de la permission, qui leur a été accordée de faire un passage public dans la dite citadelle pour communiquer de la ville au faubourg appelé le Neufbourg (1751); — minute de lettre de M. de Fontette, intendant de la Généralité, adressée à M. le comte d'Argenson, ministre, au sujet des représentations qui lui ont été faites par M. de La Vacquerie, avocat du Roi au bureau des finances, et par M. de Théville, archiprêtre et vicaire général à Contances, contre les particuliers qui ont fait l'acquisition de l'ancien château (4 novembre 1754).

C. 1699. (Liasse.) — 8 pièces, papier.

**1617-1618.** — Fortifications. — Château de Valognes. — Requête de M. de Bellefonds, capitaine et gouverneur de la ville et château de Valognes, adressée aux présidents et trésoriers généraux des finances, demandant la vérification et l'enregistrement des lettres patentes du Roi (Louis XIII), lui accordant chaque année la somme de 450 livres pour subvenir à la dépense de son chauffage et de celui des gens de guerre sous ses ordres; — copie des lettres patentes du Roi accordant, pour indemnité de chauffage, la somme de 450 livres par an à M. de Bellefonds, capitaine et gouverneur des ville et château de Valognes, ex-lieutenant du chevalier de Vendosme, frère naturel du Roi; — arrêt du Conseil rendu sur la requête de M. de Bellefonds, gouverneur et capitaine de la ville et château,

par laquelle il demande la visite, par l'un des trésoriers généraux de France, à Caen, des réparations qu'il a faites au dit château, afin d'obtenir le remboursement de ses avances (31 mars 1618); — ordonnance de M. du Bourget, sieur de Chaulieu, trésorier général de France au bureau des finances de Caen, prescrivant au premier huissier ou sergent royal de la vicomté de Valognes d'assigner divers maîtres-ouvriers, afin de procéder à l'estimation des réparations faites au château par M. de Bellefonds, gouverneur; — certificat du sieur de La Rivière, sergent royal en la vicomté de Valognes, constatant qu'il a donné assignation aux dits maîtres-ouvriers de comparaître au château de la dite vicomté, le 14 septembre 1618, à 10 heures du matin, pour être interrogés sur l'estimation des travaux faits par M. de Bellefonds; — procès-verbal de visite des dites réparations dressé par M. du Bourget, en présence des experts désignés à cet effet (13 septembre 1618).

C. 1700. (Liasse.) — 4 pièces, papier.

**1604-1668.** — Fortifications. — Château de Cherbourg. — Lettre de M. Lamettery aux trésoriers généraux des finances, leur certifiant qu'il n'y a aucun meuble appartenant au Roi dans le château de Cherbourg (21 février 1604); — certificat du sieur Duval, sergent royal en la vicomté de Valognes, résidant à Cherbourg, constatant qu'en vertu de l'ordonnance des trésoriers généraux des finances, il s'est transporté, à l'issue de la messe paroissiale de l'église de la Très-Sainte-Trinité de Cherbourg, où il a fait les publications de la bannie des réparations et entretien des couvertures volantes du château du dit lieu, à faire pendant l'espace de trois années (29 janvier 1645); — procès-verbal dressé par M. Hellouin, sieur du Boscage, trésorier des finances, des réparations à faire au château (20 janvier 1652); — ordonnance des présidents et trésoriers généraux des finances, rendue sur la demande de M. de Fontenay Le Berceur, commandant du château, assujettissant le sieur Boutheillier, adjudicataire des réparations du château et donjon, à faire celles nécessaires tant au dit donjon que sur la chapelle du dit château, menaçant ruine, et où sont les magasins de la ville, quitte à l'adjudicataire à se pourvoir par devers S. M. pour se faire solder les grosses réparations qu'il assure n'être pas à sa charge (5 septembre 1668).

C. 1701. (Liasse.) — 8 pièces, papier.

**1608-1649.** — Fortifications. — Château de Vire.

— Requête de M. de Guillebert, écuyer, sieur de Siqueville, gouverneur du château de Vire, adressée aux trésoriers généraux des finances, exposant qu'aucune somme n'ayant été depuis longtemps affectée aux réparations et entretien de la dite place, il en résulte que les murs du château tombent en ruines et les maisons manables sont inhabitables, il demande en conséquence qu'une somme convenable soit allouée, afin de le mettre en état de recevoir les gardes que M. de Matignon lui a donné l'ordre d'y placer (janvier 1617); — ordre de M. le baron de Siqueville, gouverneur du château, donné à M. Lasnon, contrôleur des réparations du dit château, de fournir 25 hommes « garnis de coubles, hottes et picois » pour le mettre promptement en état de défense (19 décembre 1618); — arrêt du Conseil d'État supprimant la charge de gouverneur du château, et ordonnant qu'il sera démoli par le sieur de Soubzmermont, fermier des aides de l'Élection de Vire, à ses frais et dépens, et lui accordant la place du dit château et les matériaux provenant de la démolition, à charge par lui de payer annuellement au Roi la somme de 300 livres et d'augmenter le revenu du domaine cy-devant adjugé pour 300 livres jusqu'à 1,000 livres par an, durant neuf années (6 mars 1630); — autre arrêt accordant plein pouvoir à l'administrateur, chargé de surveiller la démolition du dit château, de hâter l'exécution du précédent arrêt et de faire faire défenses au sieur de Siqueville et autres d'empêcher la dite démolition; — copie du brevet par lequel le Roi, révoquant tous dons précédemment faits et voulant récompenser le sieur de Siqueville, gouverneur des ville, château et vicomté de Vire, des frais qu'il a faits pour la conservation du château pendant les guerres, lui a fait don de l'emplacement du dit château et des matériaux provenant de la démolition (6 mai 1630); — ordonnance des présidents et trésoriers généraux des finances, accordant un sursis de quinze jours au sieur de Siqueville pour la représentation des titres, en vertu desquels il est en possession de l'emplacement du château de Vire, lequel se plaint des excès et violences dont il est victime pour la construction d'un bâtiment sur le terrain qui lui a été donné (27 juillet 1639); — requête du dit de Siqueville, demandant au bureau des finances l'enregistrement des lettres de don que le Roi a bien voulu lui accorder, et d'ordonner, conformément à sa précédente demande, que défenses seront faites de l'empêcher et de le troubler dans l'exécution de ses travaux, sous peine d'amende et de dommages-intérêts (10 novembre 1649).

C. 1702. (Liasse.) — 49 pièces, papier.

**1713-1778.** — Fortifications. — Corps de garde et redoutes. — Objet général. — Correspondance entre MM. Le Peletier, contrôleur général; Guynet, intendant de la Généralité; Génas, Lavalley de La Hogue, de Mombrière, Sivard de Beaulieu et Virandeville, subdélégués, relative : à la visite des forts et retranchements de la côte de La Hogue jusques à Oudonville; — à l'envoi du mémoire en réponse aux projets de M. Delangrune pour les fortifications de la Basse-Normandie (1713); — à la remise faite de l'état estimatif des réparations nécessaires aux douze corps de garde de la côte, depuis Genet jusqu'à Créance, dont la dépense totale se monte à la somme de 858 livres 6 sols 2 deniers (1755); — à l'avis qu'il sera transmis autant que possible à M. le marquis Dopezai, inspecteur général des côtes, tous les renseignements dont il aura besoin lors de son inspection dans l'Élection de Coutances (1777); — à l'envoi de la copie des procès-verbaux du nombre et de la situation des corps de garde de l'Élection de Valognes, qui ont été dressés, lors de la remise qui en a été faite de quelques-uns aux fermiers généraux en 1763 (1777); — à l'avis qu'il a été impossible de retrouver le procès-verbal des corps de garde établis le long des côtes de l'Élection de Bayeux, vu que le sieur Cerres, qui était saisi des minutes de la subdélégation, est mort vers l'année 1769, en laissant ses affaires dans le plus grand désordre (1777); — à l'envoi des copies collationnées de tous les différents procès-verbaux concernant les corps de garde et la remise des effets de chaque capitainerie de la côte de l'Élection de Carentan; — à la remise du mémoire de dépenses des réparations faites aux corps de garde de la batterie de Gatteville, Élection de Valognes, afin d'en ordonner le paiement.

C. 1703. (Liasse.) — 49 pièces, 4 cahiers, 72 feuillets, papier.

**1717-1763.** — Fortifications. — Corps de garde et redoutes. — Objet général. — Devis et conditions auxquelles seront obligés ceux qui entreprendront l'entretien pendant trois années des couvertures et ferrures des corps de garde, magasins à poudre, hangars, casernes, cantines, ponts et portes, tours, et généralement de tous les bâtiments du Roi, depuis Granville non compris, passant par Omonville, Cherbourg, la côte de La Hogue, jusques et y compris la tour de Port-en-Bessin (1717); — état des 90 corps de garde

existant le long des côtes de la Basse-Normandie, parmi lesquels 16 sont entretenus par le Roi et 74 sont à la charge des paroisses qui y montent la garde, avec l'estimation de la dépense à faire pour les mettre en bon état, commençant par le Homme, proche de Dives, et finissant à Pontorson, le dit état, montant à la somme de 27,645 livres, est certifié par M. de Caligny (21 avril 1744); — extrait des adjudications des ouvrages ordonnés par le Roi, à Carteret et Portbail, pendant l'année 1745; — procès-verbal de remise du fort et corps de garde du Bec-d'Agon, faite à M. Choron, directeur des fermes du Roi, représenté par le sieur de La Barthe, capitaine des dites fermes, à Rénéville (14 juin 1763); — procès-verbal dressé par M. Gallien des Naudières, faisant fonctions de subdélégué à Granville, en l'absence de M. Tanqueray de La Mombrière, écuyer, de la visite faite en présence de M. Parment, capitaine général des fermes du Roi, du corps de garde établi dans la commune de Sait-Martin-le-Vieux (15 juin 1763); — procès-verbal dressé par M. d'Hermerel, écuyer, et son greffier ordinaire, le sieur Caillemet, de la visite des corps de garde de l'Élection de Carentan, en présence du sieur Bonval, écuyer, aide-major de la capitainerie du Cotentin, et du sieur Le Vaillant, capitaine-général des fermes-unies au département de La Hogue (7 août 1763); — état des corps de garde et batteries établis sous la capitainerie d'Onistreham, les quels ont été remis à MM. les fermiers généraux, suivant les ordres adressés par MM. de Fontette, intendant de la Généralité, ainsi que des effets déposés à la garde des syndics de chaque paroisse, le dit état dressé par M. Vardon, commissaire des guerres au département de Caen (21 août 1763); — état des corps de garde et batteries établis sous la capitainerie de Bernières (24 août 1763); — état des corps de garde et batteries établis sous la capitainerie de Caen, dressé par M. Vardon, commissaire des guerres à Caen (28 août 1763); — procès-verbal dressé par M. Meslé, subdélégué à Avranches, et M. René Bacilly, lieutenant du guet de la capitainerie d'Avranches, des corps de garde de la dite élection (22 septembre 1763); — états généraux des forts, redoutes et corps de garde des capitaineries, garde-côtes de Barfleur, Cherbourg, La Hague, La Hogue et Portbail, élection de Valognes, indiquant les réparations à y faire et le bon ou mauvais état des ustensiles (1763).

C. 1704. (Liasse.) — 15 pièces, papier.

**1762-1767.** — Fortifications. — Corps de garde et



redoutes. — Élection de Bayeux. — Correspondance entre MM. le maréchal de Ségur, ministre de la guerre; Feydeau de Brou, intendant de la Généralité; Génas et Robillard, subdélégués, relative : à l'envoi, pour renseignements, de la requête présentée par le sieur Pierre Cauchard, maréchal, afin d'obtenir un dédommagement équivalent à la perte qu'il a éprouvée par l'établissement, fait en 1778, de deux batteries de canons à Port-en-Bessin (1<sup>er</sup> juin 1783); — à l'avis que le dit Cauchard, qui est fort pauvre, ne cesse de réclamer l'indemnité de son terrain et de ses ouvrages et fournitures (30 juillet 1784); — à l'envoi, pour renseignements, du mémoire présenté par le sieur Cauchard, au sujet d'une batterie construite sur son terrain à Port-en-Bessin et à l'indemnité dont il pourrait être redevable (29 septembre 1784); — au renvoi du dit mémoire avec cette observation qu'il est dû 243 livres au dit Cauchard (7 décembre 1786); — à l'avis qu'il est mandé à M. de Serilly, trésorier général du département de la guerre, de faire passer cette somme à la disposition de l'intendant, qui en fera la remise à qui de droit (5 janvier 1787); à la nouvelle réclamation du subdélégué de Bayeux pour le même objet (12 mai 1787); — à l'envoi du mandat de 243 livres à M. Génas qui devra les répartir entre le sieur Cauchard et ses cohéritiers.

C. 1705. (Liasse.) — 24 pièces, papier.

**1779-1784.** — Fortifications. — Corps de garde et redoutes. — Élection de Caen. — Correspondance entre MM. le prince de Montbarey, ministre; Esmangart, intendant de la Généralité; de Caux, directeur des fortifications; D'Heu, commissaire des guerres; relative : à l'envoi du devis dressé par M. de Caux, pour servir à établir la marche des ouvrages de fortifications, ordonnés à l'embouchure de la rivière d'Orne, avec invitation de procéder à l'adjudication des dits ouvrages dans la forme prescrite par l'ordonnance du 31 décembre 1776 (31 octobre 1779); — aux représentations faites par M. de Caux, à qui il paraît juste que le sieur Besson, ayant commencé les dits ouvrages, devint l'entrepreneur de l'achèvement de son œuvre et qu'on donnât ordre à M. d'Heu de lui passer le marché, aux clauses et conditions portées au devis, vu qu'il a bien rempli ses engagements (20 novembre 1779); — à la réception des bordereaux des prix moyennant lesquels on peut adjuger les ouvrages nécessaires pour la construction des redoutes de Colleville, Merville et Ouis-treham (26 novembre 1779); — aux observations faites sur la manière de passer le marché pour la

construction des redoutes de l'embouchure de l'Orne (31 janvier 1780); — à l'avis donné à M. de Caux de l'autorisation accordée par M. le prince de Montbarey de passer le marché des dites constructions dans la forme proposée (3 mars 1780); — à l'approbation donnée au dit marché (5 avril 1780); — à l'envoi de cinq expéditions du marché passé au sieur Besson pour la construction des dites redoutes (10 mai 1780); — à l'état de la dépense que la Ferme-Générale doit supporter pour les réparations locatives à faire aux corps de garde de Lion, Luc, Langrune, Ver et Vier-ville, qu'elle a occupés depuis 1763 jusqu'à ce jour, à charge de les rendre en bon état (10 mai 1780); — à l'expédition d'une ordonnance de 4,200 livres, afin d'autoriser M. de Serilly, trésorier général du département de la guerre, à délivrer l'entier et parfait paiement des ouvrages de fortifications qui ont été faits en 1779, sur la côte de Caen, pour construire trois redoutes à l'embouchure de la rivière d'Orne (30 novembre 1780).

C. 1706. (Liasse.) — 16 pièces, papier.

**1716-1784.** — Fortifications. — Corps de garde et redoutes. — Élection de Valognes. — Correspondance entre MM. le prince de Montbarey, ministre; Esmangart, intendant de la Généralité; Lefebvre, ingénieur en chef des ponts et chaussées, relative : à la nécessité d'établir un corps de garde à St-Waast, entre les forts de La Hougue et de l'île Tatihou (1716); — à l'avis que S. M. a autorisé l'exécution des ouvrages nécessaires aux corps de garde des quatre forts des environs de Cherbourg, et demandé que, lorsqu'ils seront faits et livrés, on lui adresse le toisé définitif, afin d'en acquitter le montant (3 octobre 1777); — à la demande faite par M. de Caux de donner des ordres pour qu'il soit fourni au régiment de Dillon, en garnison à Cherbourg, 25 chevaux de somme par jour, avec leurs bâts et hottes, et que l'on commande ces chevaux dans les paroisses de Tourlaville, Octeville, Nonainville, Équeurdreville, Hainneville et Querqueville, « en échange, le dit régiment donnera des soldats « pour la charge et la décharge, ainsi que pour niveler « la place, la graver et la battre; d'après ce travail, « ils auront au moins une place pour s'assembler et « monter la garde à pied sec, ce qui fera le bonheur « du régiment, puisqu'on lui procurera les moyens « d'exercer la troupe et notamment les recrues » (20 octobre 1777); — à l'envoi de l'état de la dépense des fournitures nécessaires dans les corps de garde des

batteries de la côte, approuvé par le prince de Montbarey, et à la demande faite par M. de Caux à l'intendant de donner des ordres pour qu'il soit pourvu au paiement des avances faites par le sieur Rouxel, entrepreneur des fortifications (12 novembre 1777); — à l'avis que les ouvrages proposés pour l'établissement des corps de garde des forts du Hommet, du Galet, de l'Onglet et de Tourlaville sont terminés, et à l'envoi du toisé définitif pour en faire acquitter le montant, qui est de 408 livres 4 sols 5 deniers, au profit de M. Rouxel, chargé de cette entreprise (1<sup>er</sup> décembre 1777); — à l'autorisation donnée par le Ministre de faire acquitter, par le trésorier principal de l'extraordinaire des guerres, la dépense des ouvrages exécutés pour l'établissement des corps de garde destinés à veiller sur les batteries placées dans les quatre forts des environs de Cherbourg, dont le montant sera remis au sieur Rouxel, entrepreneur, sur sa simple quittance (9 janvier 1778); — mémoire des fournitures à faire par l'extraordinaire des guerres, dans les corps de garde des batteries de la côte de Cherbourg, dressé en conséquence de la lettre de M. le comte de Saint-Germain, qui ordonne l'armement de ces batteries; — procès-verbal d'adjudication des réparations des corps de garde de la côte, dont le sieur Besson est déclaré adjudicataire moyennant la somme de 546 livres, à charge de donner bonne et suffisante caution (21 septembre 1784).

C. 1707. (Liasse.) — 24 pièces, papier.

**1709-1758.** — Fortifications. — Côtes de Cherbourg. — États des ouvrages que le Roi ordonne de faire aux batteries, forts et redoutes de la côte de Cherbourg, indiquant les sommes accordées, chaque année, pour ces divers travaux, savoir : en 1709, 2,936 livres; en 1710, 2,367 livres; en 1711, 2,001 livres; en 1712 et 1713 la même somme de 2,001 livres; en 1714, 421 livres; en 1715, 1,040 livres; en 1716, 1,163 livres; en 1717, 2,660 livres; en 1722, 7,077 livres; en 1732, 610 livres; en 1745, 27,489 livres; en 1748, 41,340 livres; en 1749, 66,140 livres; en 1750, 1751, 1752, 1753 et 1754, 600 livres chaque année; en 1755, 545 livres; en 1757, 61,500 livres; en 1758, 43,652 livres; ces états sont signés suivant leur date par MM. Lepeletier, de St-Contest, L. A. de Bourbon, le maréchal d'Estrées, le maréchal d'Asfeld, de Maurepas, Rouelle, Machault et de Moras.

C. 1708. (Liasse.) — 29 pièces, papier.

**1714-1776.** — Fortifications. — Côtes de Cherbourg. — Devis et adjudications des travaux exécutés sur la côte de Cherbourg dressés par MM. Delangrune, le chevalier de Caligny, Gourdon de L'Église, Ricard et Gallon, directeurs des fortifications des places de Normandie; à la suite des dits devis sont les procès-verbaux d'adjudications faites par les intendants, savoir : pour l'année 1714 à Antoine Marié; pour les années 1715, 1717, 1719, et 1720 au profit du même entrepreneur; pour 1732, 1735 au sieur François Gallye; pour 1738 à 1740, 1744, 1745, 1746, 1747, 1748, 1749, 1753, 1754 et 1755 au sieur Pierre Simon; pour 1756, 1761, 1764, 1765, 1766 aux sieurs Rouxel et Asselin, ayant pour caution le sieur Samson, et pour les années 1767 à 1776, le nommé Rouxel, ayant pour caution le sieur Asselin, fut à son tour chargé de l'exécution des travaux aux mêmes charges et conditions; — état constatant la balance des prix anciens, c'est-à-dire de 1767 à 1771, et nouveaux, c'est-à-dire de 1772 à 1776 des adjudications, répartis dans les diverses catégories, telles que la toise cube de terre ou rocaille à déblayer, la toise cube de maçonnerie, en mortier de chaux et sable, la toise carrée de pierres de taille soit pour rejointements soit pour gazonnage, etc.

C. 1709. (Liasse.) — 3 pièces, papier.

**1761.** — Fortifications. — Côtes de Cherbourg. — Correspondance entre MM. d'Ormesson, ministre, et de Fontette, intendant de la Généralité, relative à l'envoi, pour renseignements, d'un mémoire présenté à M. le Contrôleur général par les sieurs Rouxel et Asselin, entrepreneurs des ouvrages faits en 1756, 1757, 1758 et 1759 sur la côte de Cherbourg; — au renvoi du dit mémoire par l'intendant qui déclare « que l'on peut « regarder comme constant qu'il est dû à ces entre- « preneurs 48,771 livres 17 sols, ainsi qu'ils l'exposent, « mais que la question est de savoir sur quels fonds « leur remboursement doit être assigné, cette affaire « pouvait regarder le département de la marine seul, « pour ce qui concerne les ouvrages faits jusques et « y compris 1758, et le département de la guerre pour « l'année 1759, parce que la garde-côte et les batteries, « qui y sont établies, ont été réunies à ce département « par ordonnance du 24 février de la même année, « mais qu'il doit avoir été fait un arrangement entre

« M. Berryer et M. de Silhouette pour réunir aux  
« départements de la finance tous les ports qui ne  
« sont que pour le commerce et tous les ouvrages  
« qui ont pour objet leur perfection ou leur sûreté,  
« que le point de difficulté est de savoir à quelles  
« conditions cette réunion s'est faite, c'est-à-dire si  
« le département de la finance a pris sur son compte  
« toutes les dettes, dont la marine se trouvait chargée  
« pour ces sortes d'ouvrages ou s'il a été convenu que  
« la marine les paierait de ses propres fonds, ne sa-  
« chant pas ce qui s'est fait à ce sujet entre les deux  
« ministres, il est très-difficile pour ne pas dire im-  
« possible de juger du mérite de la demande des  
« entrepreneurs relativement au parti qu'ils ont pris  
« de s'adresser à M. le Contrôleur-général. »

C. 1710. (Liasse.) — 3 pièces, papier.

1776. — Fortifications. — Fort du Bec-d'Agon. —  
Élection de Coutances. — Correspondance entre MM. le  
comte de Saint-Germain, le prince de Montbarey,  
ministres; Esmangart, intendant de la Généralité, et  
de Mombrière, subdélégué, relative : à l'avis donné  
qu'un fort, situé sur un terrain qui avance dans la  
mer, vulgairement appelé le Bec-d'Agon, a été miné  
par les marées, qu'une partie vient de crouler, que les  
ingénieurs en ont donné un état pendant la guerre, et  
que ce fort était garni de canons (10 septembre); —  
au compte-rendu du dit avis, afin de donner les ordres  
nécessaires pour les réparations au dit fort, si le bien  
du service demande qu'il soit conservé (17 septembre);  
— à l'avis donné que M. de Caux, directeur des for-  
tifications, ayant rendu le même compte, il a été  
autorisé de faire transporter les matériaux de démolition  
en lieu de sûreté pour être remis en œuvre, lorsqu'il  
sera question de rétablir ce fort (24 septembre).

C. 1711. (Liasse.) — 64 pièces, papier; 1 plan.

1780-1789. — Fortifications. — Fort de la Roche-  
Gautier. — Élection de Coutances. — Correspondance  
entre MM. le prince de Montbarey, le maréchal de  
Ségur, le comte de Brienne, ministres; de Caux,  
maréchal de camp, directeur des fortifications; Esman-  
gart, Feydeau de Brou, Cordier de Launay, intendants  
de la Généralité; Préfort, commandant à Granville;  
Housset de Catteville, trésorier principal de la guerre;  
de Mombrière et Couraye-du-Parc, subdélégués,  
relative : aux renseignements à prendre sur la récla-  
mation faite par le sieur Deschamps, négociant à  
Granville, d'une indemnité pour la portion de terrain

dont il est privé, par suite de l'établissement, à la  
Roche-Gautier, d'un corps de garde et d'une batterie  
sur un terrain lui appartenant (21 mars 1780); —  
l'envoi du procès-verbal des experts, duquel il résulte  
que le dit terrain, de la contenance de deux vergées,  
est estimé à la somme de 500 livres (21 juin 1780); —  
à l'avis donné que, sur les informations prises au sujet  
du terrain sur lequel on a établi le fort de la Roche-  
Gautier, il est juste d'accorder aux propriétaires une  
indemnité de 300 livres par vergée et les intérêts depuis  
trois ans (12 octobre 1781); — aux remontrances faites  
par le maréchal de Ségur, portant que, le 24 mars 1780,  
il a adressé à M. Esmangart, intendant, un état des  
propriétaires des terrains, sur lesquels ont été établis  
les corps de garde et batteries pour le service des côtes  
de la Basse-Normandie, parmi lesquels se trouvent les  
batteries de la Roche-Gautier; qu'il l'avait chargé de  
faire fixer le montant du dédommagement auquel ces  
particuliers pouvaient prétendre, et comme il n'a point  
reçu de réponse à ce sujet, il mande à M. de Caux,  
directeur des fortifications, de donner tous les rensei-  
gnements nécessaires pour établir cette indemnité (22  
septembre 1786); — à l'avis donné par M. de Caux que  
s'il a différé de répondre à la lettre du 7 octobre, con-  
cernant les dites indemnités, c'est qu'il a fallu du temps  
pour procéder d'office à l'arpentage du terrain, en  
former une carte dont il fait l'envoi, et que, pour se  
conformer aux ordres du Ministre, il n'y a plus qu'à  
donner des ordres au subdélégué, pour qu'il nomme  
des experts et engage les particuliers à en nommer de  
leur côté, afin d'apprécier la valeur des dits terrains  
(2 décembre 1786); — aux représentations de M. de  
Préfort, exposant qu'il est poursuivi sans cesse par les  
gens auxquels il a été pris du terrain pour le fort, afin  
d'obtenir leurs indemnités (14 août 1787); — aux nou-  
veaux ordres donnés de faire procéder à l'expertise des  
terrains pris en 1779 pour la construction et la com-  
munication du fort (23 août 1787); — à la répartition  
de la somme de 4,709 livres 13 sols 10 deniers allouée  
aux particuliers sur le terrain desquels est établi le  
dit fort (29 mai 1788); — à l'avis envoyé à l'intendant par  
M. Housset de Catteville, qu'il a acquitté dix de ses  
ordonnances pour indemnités des terrains pris pour  
le fort de la Roche-Gautier (28 décembre 1789).

C. 1712. (Liasse.) — 25 pièces, papier.

1787-1788. — Fortifications. — Fort d'Artois et  
Royal à Cherbourg. — Élection de Valognes. — Corres-  
pondance entre MM. le comte de Brienne, le maréchal



de Ségur, le comte de Brienne, ministres; de Bizy, lieutenant-colonel, sous-brigadier au corps royal du génie, chargé des travaux des fortifications de Cherbourg; Cordier de Launay, intendant de la Généralité de Caen; Choron, directeur-général des fermes à Caen; de Caux, directeur-général des fortifications, à Cherbourg; Regnier, constructeur, à Granville; Boulaber, entrepreneur des travaux, et de Garantot, subdélégué, relative: à la demande faite à l'intendant par M. de Caux, d'envoyer le plus promptement possible des ouvriers tailleurs de pierre, pour les travaux à exécuter au fort Royal de l'île Pelée, au fort d'Artois, sur le rocher du Hommet et au fort de Querqueville; il joint à sa lettre l'état des ouvriers qui ont travaillé à ces constructions pendant la campagne de 1786, en priant l'intendant de donner des ordres à ses subdélégués pour avertir ces hommes d'être rendus à Cherbourg, du 1<sup>er</sup> au 15 février (20 janvier); — au prix fixé pour la toise carrée de maçonnerie, « d'une brique boutisse d'épaisseur au-dessus et au dessous à proportion, qui doit être porté de 47 livres à 51 livres 10 sols pour l'île Pelée, et de 29 livres 5 sols à 34 livres au fort d'Artois »; le ministre prie l'intendant de spécifier ces nouveaux prix par forme d'addition à la suite du marché des grands travaux de Cherbourg (9 mars); — à l'indemnité demandée par le sieur Le Canu, chargé du transport des matériaux, pour la perte d'une jument, atteinte de morve; — à la réclamation de M. Regnier, demandant à être exempté des droits sur les fers, charbons et autres matériaux qu'il emploie aux constructions des forts (24 août); — à la discussion existant entre les sieurs Boulaber, entrepreneur, et le sieur Regnier, constructeur, au sujet de 1,476 livres 9 sols 3 deniers, que ce dernier prétend lui être dues par le dit Boulaber pour « la construction de 2 gabares, devant servir au transport des matériaux » lesquelles avaient été jugées mal faites et non recevables (22 avril 1788).

C. 1713. (Liasse.) — 42 pièces, papier.

**1788-1789.** — Fortifications. — Fort d'Artois et fort Royal, à Cherbourg. — Élection de Valognes. — Correspondance entre MM. de Brienne, de Puy-Ségur, La Tour-du-Pin, ministres; de Caux, maréchal de camp, directeur des fortifications; Cordier de Launay, intendant de la Généralité, et de Garantot, subdélégué, relative: à l'ordonnancement du toisé de la construction et établissement de dix plates-formes en charpente employées au service du fort d'Artois et du fort Royal (18 juillet 1788); — à l'envoi du toisé des travaux faits

en 1787, d'après les ordres du maréchal de Ségur, ministre de la guerre, pour amener les eaux de plusieurs sources au fort d'Artois (1<sup>er</sup> novembre 1788); — au paiement de la dépense faite pour remplir la citerne du fort Royal, d'après les ordres de M. le duc de Beuvron (17 novembre 1788); — à l'envoi de la requête par laquelle le sieur Bachelet, capitaine de barque, expose qu'il a perdu, en 1787, deux bâtiments qui servaient à transporter de la pierre à chaux du port de Cherbourg à celui de Querqueville; M. de Caux fait observer que la distance, n'étant que d'une lieue, il y a « eu plus de maladresses dans la conduite de ce patron que de grosse mer pour perdre deux bateaux successivement »; quant au 3<sup>e</sup> bâtiment qu'il a « perdu sur l'île Pelée, « en août 1788, lorsqu'il transportait des pierres de la « carrière des Fourches au fort Royal, il n'y a eu « nullement de sa faute, ayant été accueilli d'un grain, « suivi d'un coup de vent affreux, qui l'a forcé de faire « côte sur cette île pour sauver sa vie ainsi que celle « de son équipage; à quoi l'on a réussi au moyen des « secours de la garnison du fort Royal, en conséquence, qu'il y aurait lieu de lui accorder une « indemnité de 1,800 fr. »; — aux renseignements demandés sur la dite requête (9 janvier 1789); — à l'avis donné, par le subdélégué, que le sieur Bachelet a effectivement perdu les 3 bateaux mentionnés en son mémoire; qu'il est d'usage d'indemniser ceux qui, étant employés aux travaux du Roi, font de pareilles pertes et qu'il mérite plus que personne d'être indemnisé, vu qu'il n'est pas riche, et qu'une indemnité de 2,400 livres ne serait pas exagérée (10 avril 1789); — à l'envoi, pour examen, des réclamations et des réponses faites par les entrepreneurs à raison de certaines sujétions résultant de l'exécution des ordres qu'ils ont reçus des officiers du génie et auxquels ils se sont conformés, pour les travaux des forts d'Artois et Royal, faits en 1788 (25 octobre 1789); — au règlement des toisés des ouvrages exécutés en 1788 et 1789 (2 décembre 1789); — ordonnance réglant les dits toisés, en date du 13 décembre 1789. (La signature de l'intendant est biffée de trois barres); — à l'envoi du projet de supplément rectifiant l'ordonnance renvoyée par M. de Caux, qui prie l'intendant d'en faire expédier une autre qui comprenne les articles énoncés au dit projet de supplément (16 décembre 1789).

C. 1714. (Liasse.) — 44 pièces, papier.

**1778-1781.** — Fortifications. — Forts du Hommet et de l'île Pelée à Cherbourg. — Élection de Valognes.

— Correspondance entre MM. le Prince de Montbarey, ministre; de Caux, maréchal de camp, directeur des fortifications; Esmangart, intendant de la Généralité; les officiers du Conseil d'administration des ouvrages de Cherbourg et Sivard de Beaulieu, subdélégué, relative: aux ordres de vendre les six chevaux achetés au compte du Roi pour le transport des matériaux d'approvisionnement des forts projetés sur l'île Pelée et le rocher du Hommet, et de remettre la somme que produira cette vente au commis du trésorier général de l'artillerie et du génie et d'en envoyer le récépissé (12 septembre 1778); — à l'envoi du procès-verbal de la vente des dits chevaux avec avis que le produit a été versé entre les mains du receveur des tailles, qui en a donné un reçu au bénéfice de M. Dubus, auquel il en tiendra compte, lors de l'envoi de sa prochaine voiture (17 octobre 1778); — au récépissé de la somme de 348 livres 12 sols 6 deniers provenant de la vente des chevaux employés au transport des matériaux d'approvisionnement des forts de Cherbourg (31 octobre 1779); — à l'avis qu'il a été donné ordre à M. de Serilly, trésorier-général du département de la guerre, de remettre à Cherbourg, en à-compte sur la dépense des ouvrages de fortifications en 1780, la somme de 348 livres 12 sols 6 deniers qu'a produite la vente faite le 26 septembre 1778, de six juments appartenant au Roi (20 février 1781); — à l'avis que le Roi a arrêté l'état des ouvrages de fortifications à faire en 1781, dans le dehors de Cherbourg, pour continuer la construction d'un fort sur le rocher du Hommet et d'un autre sur l'île Pelée, à la somme de 400,000 livres (26 mars 1781); — à l'état des officiers et employés que le Roi a nommés pour l'administration des travaux de construction des forts du rocher du Hommet et de l'île Pelée, en conséquence du règlement de S. M., arrêté le 23 février 1781 (2 avril 1781); — aux détails donnés sur la mauvaise foi des sieurs Jacques Hubert et de son associé Leforestier, pour prolonger la fourniture de 500 tonneaux de chaux, qu'ils se sont solidairement engagés de livrer au fort du Hommet et pour lesquels ils ont reçu 1,500 livres d'avance (30 juin 1781); — aux marchés, au nombre de 20, passés en 1781 pour la construction des dits forts.

C. 1715. (Liasse.) — 87 pièces, papier.

**1782.** — Fortifications. — Forts du Hommet et de l'île Pelée à Cherbourg. — Élection de Valognes. — Correspondance entre MM. de Calonne, contrôleur-général; de Ségur, ministre; duc d'Harcourt, gouver-

neur de la province; de Caux, maréchal de camp, directeur des fortifications; Esmangart, intendant de la Généralité; les intendants de diverses généralités; Thibault de Longecour et les subdélégués de la Généralité de Caen, relative: à l'envoi du devis pour le transport des moëllons, mortiers et ciments nécessaires à la construction du nouveau fort de l'île Pelée, dont l'adjudication est fixée au 4 avril, afin de le faire publier et afficher dans la Généralité (16 février); — à l'annonce à faire du dit devis dans les provinces de Haynault, Flandre, Artois, Picardie, Haute et Basse-Normandie, Bretagne et même à Paris, où il peut se rencontrer de bons entrepreneurs (10 mars); — à l'avis que le Roi a arrêté l'état des ouvrages à faire en 1782 aux dits forts à la somme de 600,000 fr. (25 mars); — à l'envoi aux subdélégués du dit devis, pour le faire afficher dans toutes les villes et bourgs de leur élection (26 mai); — à l'avis de réception des affiches des dits ouvrages donné par les intendants de Paris, Alençon, Amiens, Besançon, Bourges, Metz, Orléans, Rouen, Soissons et Tours (juin); — aux éclaircissements demandés par MM. Boulaber frères, sur l'adjudication des travaux de construction de deux forts pour défendre et protéger la rade du port de Cherbourg (18 juin); — à l'avis que les ouvrages à exécuter étant évalués à plus de 4,000,000 livres, la dépense annuelle sera d'environ 600,000 livres, et quant aux avances des entrepreneurs, il paraît qu'elles ne seront pas fixées au-delà de 200,000 livres (28 juin); — à la demande de la veuve Guillaume Philippe dit Le Saillis et ses enfants, d'une indemnité pour une gabarre nommée « L'heureux », servant au transport des pierres de taille destinées à la construction des forts du Rocher du Hommet et de l'île Pelée, qui s'est perdue sur le rocher de Fermanville, par suite d'un grand courant des marées (30 juin); — à l'envoi du procès-verbal d'évaluation de la dite gabarre dressé par plusieurs maîtres constructeurs (20 juillet); — à l'avis que le Roi a accordé à la veuve Philippe une indemnité de 1,200 livres que M. de Serilly, trésorier-général de la guerre, a ordre de lui payer (27 septembre); — à la réception de l'expédition du marché passé aux sieurs Boulaber et Migniot, associés des grands travaux des forts du Hommet et de l'île Pelée avec avis que le Roi y a donné son approbation (22 août); — à l'acceptation des propositions faites par les sieurs Boulaber et Migniot au sujet des réparations à faire au fort de l'île Pelée, et de celles qui pourraient survenir pendant l'hiver (21 novembre); — au paiement des ouvrages des forts pour lesquels il sera envoyé trois ordonnances montant à 200,000 livres pour l'année

1779, à 600,000 livres pour l'année 1780, et à 400,000 livres pour l'année 1781 (29 décembre).

C. 1716. (Liasse.) — 59 pièces, papier.

**1782-1784.** — Fortifications. — Forts du Hommet et de l'île Pelée à Cherbourg. — Élection de Valognes. — Correspondance entre MM. de Ségur, ministre; Esmangart, intendant de la Généralité; de Caux, directeur des fortifications; des Londes, commandant à Granville; Lefebvre, ingénieur en chef des ponts et chaussées; Sivard de Beaulieu, subdélégué, relative: à l'avis donné par le Ministre que le Roi accorde pour l'année 1783 une somme de 600,000 livres pour la continuation des ouvrages de fortifications sur les forts du Hommet et de l'île Pelée (27 janvier 1783); — aux observations de M. des Londes sur le parfait paiement à faire par le Roi aux nommés Le Forestier et Hubert, pour la livraison de chaux employée à la construction du fort du Hommet (18 février 1783); — aux divers procès-verbaux rédigés par M. Sivard de Beaulieu, constatant la quantité de pierres prises dans la carrière des Fourches pour le fort de l'île Pelée; — à différents mémoires présentés par M. de Caux relatifs à la valeur des terrains pris pour l'établissement de magasins, chantiers, etc., pendant les travaux des forts (mai 1783); — à l'indemnité réclamée par les propriétaires de la gabarre: « L'École », échouée, le 19 mai en faisant le service du transport des pierres et qu'ils estiment à 5,930 livres 17 sols 5 deniers; — aux ordonnances de l'intendant autorisant le paiement des indemnités dues aux propriétaires qui ont cédé leurs terrains pour la confection du chemin longeant la côte.

C. 1717. (Liasse.) — 2 pièces, parchemin; 91 pièces, papier.

**1784.** — Fortifications. — Forts du Hommet et de l'île Pelée à Cherbourg. — Élection de Valognes. — Correspondance entre MM. de Calonne, contrôleur-général; de Ségur et le maréchal de Castries, ministres; de Feydeau, intendant de la Généralité de Caen; de Caux, directeur des fortifications; Lefebvre, ingénieur en chef des ponts et chaussées; de Garantot et Sivard de Beaulieu, subdélégués, relative: à la vente d'un chaland, construit en 1778 pour le transport des matériaux à l'île Pelée, et qui, devenu inutile, dépérit dans le port de Cherbourg; — au procès-verbal de la dite vente faite par le commissaire des guerres au nommé Quoniam, moyennant 732 livres, qui ont été versées dans la caisse du trésorier des guerres; — au marché passé au sieur

Boulaber pour un supplément de travaux à exécuter sur le fort du Hommet et l'île Pelée proposé par M. de Caux le 29 novembre 1783, accepté le 30 et approuvé par l'intendant le 18 février 1784; — aux observations du ministre admettant, sur l'avis de MM. de Caux et des Londes, le remplacement par la pierre de granit du moëllon employé auparavant aux fortifications, lequel tient de la nature de l'ardoise et est sujet à s'exfolier et déliter et ne prend pas le mortier (26 janvier); — à la lettre du maréchal de Ségur adressée à l'intendant, le 19 février, portant « Le Roi vient « d'arrêter l'état des ouvrages de fortifications à faire « cette année pour la continuation de la construction « d'un fort sur le rocher du Hommet et d'un autre sur « l'île Pelée, cet état se monte à la somme de 600,000 livres, non comprise une dépense de 75,263 livres 15 sols 4 denier, qui doit être à la charge des entrepreneurs, qui sera faite par eux en sus de 600,000 livres, en exécution réelle d'ouvrages... pour tenir « lieu du remboursement qu'ils auraient à faire au Roi « du second tiers du prix des matériaux que S. M. leur « a cédé; la remise de ces 600,000 livres sera faite par « M. de Serilly, trésorier général de la guerre..., à « raison de 100,000 livres en mars, 60,000 livres en « juillet, pareille somme en août, 30,000 livres en septembre, pareille somme en octobre, 40,000 livres en « novembre, et pareille somme en décembre; » — aux ordonnances de l'intendant, autorisant le paiement des sommes dues, soit aux entrepreneurs des travaux, soit à divers particuliers pour indemnités de terrains cédés.

C. 1718. (Liasse.) — 67 pièces, papier.

**1785-1789.** — Fortifications. — Forts du Hommet et de l'île Pelée à Cherbourg. — Élection de Valognes. — Correspondance entre MM. le maréchal de Ségur, ministre; de Feydeau, intendant de la Généralité; de Caux, directeur des fortifications; Lefebvre, ingénieur en chef des ponts et chaussées; de Garantot et Sivard de Beaulieu, subdélégués, relative: à l'indemnité réclamée par le sieur Carbonnel pour une portion de terrain prise pour les travaux du fort du Hommet et de l'île Pelée (29 janvier 1785); — aux fonds accordés par le Roi pour les ouvrages à exécuter sur ces deux forts pendant l'année 1785, lesquels sont de 100,000 livres (février 1785); — à l'acquisition de différents bâtiments et terrains nécessaires pour le service des travaux (28 septembre 1785); — au paiement des sommes dues aux particuliers qui ont vendu leurs



terrains (novembre 1785) ; — à la demande de M. de Caux d'ouvriers maçons et tailleurs de pierres pour les travaux du fort du Hommet et de l'île Pelée (31 décembre 1785) ; — à la réclamation de M. de Caux au maréchal de Ségur, d'une augmentation de prix sur chaque toise carrée de parement de granit, employé pour le revêtement de l'escarpe du fort du Hommet et de l'île Pelée ; à ce sujet, le Ministre prie l'intendant de lui donner quelques renseignements avec son avis (19 mai 1786) ; — à la réponse de M. de Feydeau, disant qu'après avoir pris des éclaircissements auprès des gens de l'art, il s'en suit que l'augmentation demandée est juste et même absolument nécessaire pour prévenir les émeutes ou la désertion des tailleurs de pierres (30 juin 1786) ; — à l'avis du ministre annonçant que le Roi accorde l'augmentation, en fixant le prix ainsi qu'il suit : la toise carrée de parement ou de granit émillé pour revêtement de l'escarpe du fort d'Artois, cube de la pierre y compris le réglé, en 1784, à 79 livres 2 sols 6 deniers, sera portée à 87 livres 3 sols 7 deniers, et pour le fort Royal sur l'île Pelée, au lieu de 94 livres 12 sols, sera de 102 livres 13 sols 1 denier (31 août 1786) ; — aux certificats délivrés aux entrepreneurs par l'ingénieur en chef pour toucher ce qui leur est dû ; — à l'avis donné que S. M. a fixé à 900,000 livres la dépense à faire en 1789 pour continuer la construction des trois forts destinés à la défense de la rade de Cherbourg (23 avril 1789).

C. 1719. (3 cahiers.) — 110 feuillets, papier.

**1782. Fortifications.** — Forts du Hommet et de l'île Pelée à Cherbourg. — Élection de Valognes. — « Devis et conditions à observer par celui qui se rendra adjudicataire-général des ouvrages que le Roi a ordonnés être faits pour continuer la construction d'un fort sur le rocher du Hommet et sa communication avec la terre ferme et pour continuer celle du fort de l'île Pelée, destinés à protéger et défendre la rade de Cherbourg, dressé en conséquence des ordres du ministre, en date du 25 février 1782 », par M. de Caux, chevalier de l'ordre royal et militaire de St-Louis, maréchal des camps et armées du Roi, directeur du corps royal du génie et des fortifications de la Normandie ; à la suite des dits devis et conditions est le procès-verbal d'adjudication des travaux faite par M. Esmangart, intendant de la Généralité, en présence de MM. le duc de Harcourt, lieutenant-général des armées du Roi, gouverneur de la province de Normandie et commandant à Caen ; de Caux, de Légier,

colonel chef de la brigade du corps royal du génie ; des Londes, lieutenant-colonel, sous-brigadier au dit corps, chargé en chef des travaux de Cherbourg, et de Lestang, capitaine en premier au dit corps, aux sieurs Boulaber, habitant de Montpellier, et Migniot, habitant de la ville de Cette, moyennant les prix portés au bordereau de dépense dressé le 15 juin, avec les augmentations et diminutions portées par le supplément de bordereau du 27 juillet et la déclaration passée devant M. Esmangart, intendant de la Généralité par M. Jacques-Antoine Mourgue de Montredon, de la ville de Montpellier, tant en son nom personnel que comme porteur des pouvoirs du sieur Pierre Colombiers, négociant de la même ville, et le sieur André Boulaber, entrepreneur des travaux publics de la ville de Montpellier, tant en son nom personnel que comme fondé des pouvoirs du sieur Thomas Boulaber, son père, de la dite ville, par laquelle ils déclarent se porter caution des dits sieurs Jean Boulaber et Pascal Migniot, adjudicataires des dits travaux.

C. 1720. (4 cahiers.) — 26 feuillets, papier.

**1782.** — Fortifications. — Forts du Hommet et de l'île Pelée à Cherbourg. — Élection de Valognes. — Tableau de comparaison des prix déterminés par le bordereau d'appréciation, et de ceux qui ont été réglés définitivement, à l'effet de soustraire les fractions, servant de pièce justificative aux prix du marché passé, le 2 août 1782, aux sieurs Boulaber et Migniot pour l'entier achèvement des forts du Hommet et de l'île Pelée, duquel il résulte que le total de la dépense pour l'achèvement des deux forts, conformément aux prix déterminés par le bordereau d'appréciation, est de 4,209,935 livres 19 sols 2 deniers, et que le total de la dépense conformément aux prix réglés définitivement, à l'effet d'en soustraire les fractions, est de 4,209,730 livres, d'où une différence de 205 livres 19 sols 2 deniers des prix réglés avec ceux déterminés par le bordereau d'appréciation ; à la suite du dit tableau est l'obligation des sieurs Migniot et Boulaber d'exécuter tous les ouvrages mentionnés en leur marché, aux prix fixés par le bordereau de rectification, sans prétendre aucune indemnité pour la somme de 205 livres 19 sols 2 deniers ; à la suite de la dite obligation, est « le vu et approuvé » de M. des Londes, lieutenant-colonel, sous-brigadier au corps royal du génie ; — résumé des ouvrages dont l'exécution a été ordonnée par S. M. pour la construction de deux forts destinés à protéger et défendre la rade du port de Cherbourg, lesquels consistent en : « déblais,

« remblais, gazonnements, mortiers, maçonneries, « avaries, citernements, pierre de taille, moëllon es- « millé, chapes de ciment, jointements, crépis, grisage « et blanchissage, pavé en pierres dures, charpente, « menuiserie, fers, fonte, plomb et soudure, vitres et « peintures. »

C. 1721. (Liasse.) — 34 pièces, papier; 2 plans.

**1779-1780.** — Fortifications. — Fort du Hommet à Cherbourg. — Élection de Valognes. — Correspondance entre MM. le prince de Montbarey, ministre de la guerre; de Caux, maréchal de camp, directeur des fortifications; Esmangart, intendant de la Généralité; de Crosne, intendant de la Généralité de Rouen; D'Heu, commissaire des guerres; des Londes, lieutenant-colonel du corps royal du génie, et Sivard de Beaulieu, subdélégué, relative : à l'avis que le Roi a arrêté l'état des ouvrages de fortifications à faire en 1779, pour commencer la construction d'un fort sur la pointe la plus avancée des rochers du Hommet, à la somme de 200,000 livres (3 juin 1779); — à l'estimation du terrain nécessaire à l'établissement d'une communication depuis Belle-Croix jusqu'aux batteries de Choiseul et du fort du Hommet (30 avril 1780); — à l'envoi d'affiches annonçant pour le lundi, 28 août 1780, l'adjudication des travaux de construction du nouveau fort du Hommet (2 août 1780); — au renvoi de deux exemplaires du devis dressé par M. de Caux pour la dite construction, et à l'envoi d'affiches pour les faire plaquer au Havre et à Rouen (5 août 1780); — à l'acquisition à faire des terrains sur lesquels ont été déposés, depuis 1777 jusqu'en 1779, les matériaux nécessaires à la construction du fort (29 mars 1782).

C. 1722. (Liasse.) — 41 pièces, papier.

**1781-1782.** — Fortifications. — Fort du Hommet à Cherbourg. — Élection de Valognes. — Correspondance entre MM. le marquis de Ségur, ministre; de Caux, maréchal de camp, directeur des fortifications; Esmangart, intendant de la Généralité; Lefebvre, ingénieur en chef des ponts et chaussées; Thibault de Longecour, des Londes et L'Étang, membres du Conseil d'administration des ouvrages du Roi à Cherbourg, relative : à la demande des membres du Conseil d'administration pour que le sieur de Sainte-Émilie, adjudicataire de la fourniture de 500 tonneaux de chaux pour la construction du fort, soit dégrévé de la taxe de 21 deniers

pour chaque boisseau de charbon employé à la cuisson de cette chaux (26 octobre 1781); — à l'autorisation de payer la somme de 977 livres pour la dépense faite pour la fourniture et le transport des gabions, saucissons et piquets employés à la réparation du fort (28 octobre 1781); — à la communication à établir pour faciliter le passage des voitures entre la ville et le fort du Hommet, afin que rien ne retarde l'exécution des travaux de la rade de Cherbourg (14 mars 1782); — à la lettre de Mgr de Ségur accusant réception du mémoire et du plan relatifs à la dite communication, et assurant que d'après les motifs allégués de ne point mettre cette dépense à la charge des communautés non plus que sur les fonds des ouvrages publics de la province, il sera pris des mesures pour y pourvoir aux dépens des fonds destinés aux grands travaux de la rade (22 avril 1782); — à l'envoi, fait en conséquence de l'article 22 du règlement, concernant l'administration des travaux de Cherbourg, du compte ou toisé général et définitif de la dépense faite pendant l'année 1779 pour commencer la construction d'un nouveau fort sur le rocher du Hommet, ainsi que du bordereau des prix fixés à chaque espèce d'ouvrages par MM. les officiers du Génie (8 mai 1782); — à la réception du procès-verbal de l'arpentage et estimation des terrains, qu'il est nécessaire d'acquérir pour le Roi dans les dehors de Cherbourg, tant pour les travaux et emplacements des fortifications du Hommet que pour l'agrandissement du chemin le long de la mer et dont la somme est de 17,642 livres 18 sols 8 deniers, laquelle sera prise sur le fonds qui sera destiné à cet effet en 1783 (31 août 1782).

C. 1723. (2 cahiers.) — 15 feuillets, papier; 1 plan.

Sans date. — Fortifications. — Fort de La Hougue et de l'île Tatihou. — Élection de Valognes. — Mémoires et descriptions de la situation de la paroisse, port et côte de La Hougue, y compris l'île Tatihou; le mémoire signé par un nommé Rivière est divisé en cinq articles détaillés comme il suit : 1° *Port de La Hougue.* « Il touche « le fort du côté de l'ouest, sud-ouest, et est situé « sud, sud-est et nord, nord-ouest, c'est l'abord de la « plus grande partie des navires et autres bâtiments qui « entrent ou sortent la Manche, qui y relâchent pour « attendre les vents favorables et poursuivre leurs routes, « son fond est de sable et argile, et il y monte, dans les « grandes marées, 15 pieds d'eau, et, dans les basses « mers, 9 à 10 pieds »; — 2° *Rade.* « Il est reconnu

« par tous les gens de mer que la rade de Hougue est  
 « la meilleure de la Manche, on y mouille depuis 5  
 « jusqu'à 9 brasses, fond de sable et terre à potier, la  
 « tenue y est bonne; on y est à l'abri des vents, on  
 « peut y appareiller de tous vents, même de nuit » ; —  
 3° *Port de St-Vaast*. « Le village de St-Vaast et la pointe  
 « de Réville, qui est éloignée d'environ 1 lieue, vers le  
 « nord-est, forment ensemble une grande anse, dans  
 « laquelle il y a un petit havre formé par des rochers,  
 « situés sud-est et nord-ouest, entre lesquels les bateaux  
 « pêcheurs se placent et se mettent à l'abri; l'île de  
 « Tatihou, située dans cette anse à l'est-nord-est de  
 « l'église, en est éloignée de 600 toises et d'environ  
 « 1,000 toises de la pointe de Réville; on communique  
 « de cette île à la terre ferme par un chemin nommé le  
 « Rumb à l'ouest-nord-ouest, de 662 toises de long,  
 « qui assèche à toutes les marées et dont le terrain est  
 « très-dur » ; — 4° *Commerce intérieur*. « Les hommes  
 « et les garçons vont à la pêche et très-peu labourent  
 « les terres, les femmes et filles sont occupées à filer  
 « quelque peu de lin et beaucoup de chanvre pour les  
 « filets des pêcheurs et cordages des bateaux, elles  
 « filent aussi de la laine du pays, dont elles font fabri-  
 « quer avec du fil une étoffe qu'elles appellent *Bélinge*  
 « ou *droquet* dont elles s'habillent; le varech ou vraicq,  
 « herbe de mer, qu'on arrache des rochers et qui se  
 « trouve sur le rivage, leur sert après avoir été séché,  
 « faute de bois à brûler, ils s'en servent aussi pour en-  
 « graisser leurs terres; le territoire produit des grains,  
 « pois, fèves, lins, chanvres, sarrazins et quelque peu  
 « de cidre » ; — 5° *Commerce maritime*. « Le commerce  
 « de mer des habitants consiste à faire avec environ  
 « 40 bateaux pêcheurs, la pêche des huîtres à la Percée  
 « et aux îles St-Marcou, depuis la St-Michel jusqu'à  
 « Pâques, celle du maquereau frais ou salé, à leur  
 « côte ou à celle de Bretagne, pendant les mois de juin  
 « et juillet et pendant le restant de l'année ils s'occupent  
 « à faire la pêche du poisson frais dans la rade » ;  
 l'auteur de ce mémoire s'attache à démontrer les pertes  
 auxquelles chaque année les habitants sont exposés par  
 suite de l'intempérie des saisons et les charges dont ils  
 sont accablés, il s'exprime ainsi : « ils font aussi des  
 « pertes considérables dans leur route où il leur meurt  
 « quelquefois un tiers de leur chargement, de plus il  
 « leur en coûte près de 20,000 livres suivant l'état  
 « envoyé à M. le comte de Maurepas, qu'ils sont obligés  
 « de donner sur leur route aux différents Seigneurs qui  
 « prétendent avoir ce droit, toutes ces pertes occasion-  
 « nent que le Roi les déchargea du paiement des  
 « 6 deniers pour livre qu'ils doivent au retour de cha-

« que voyage..... » suivent diverses réclamations pour  
 obtenir des réductions d'impôts, des tailles, du sel, etc ;  
 — autre mémoire intitulé : « Description de La Hougue  
 « et de ses environs » indiquant en détail, pour chaque  
 fort ou village de la côte, le commerce qui s'y fait et  
 les usages des habitants, la nomenclature des forts et  
 paroisses, composant la côte de La Hougue; le 1<sup>er</sup>  
 article est ainsi conçu : « le pays est assez couvert de  
 « bois, savoir : celui de Bouteron, Bernevas, le Rabé,  
 « Bosquenel, Montaigu et Montebourg, où il s'en  
 « trouve de propre à la construction, les trois premiers  
 « appartiennent au Roi, les autres à des seigneurs du  
 « même nom; il n'est pas moins planté d'arbres frui-  
 « tiers, surtout de pommiers et poiriers; il est arrosé  
 « de plusieurs ruisseaux qui forment de petites rivières,  
 « il y a dans cette côte plusieurs bourgs et villages,  
 « savoir : les bourgs de Ste-Marie-Dumont, St-Vaast,  
 « Montebourg, Quetehou et Barfleur; les villages de  
 « Brucheville, près le Vay, Vieuville, Audouville, Varre-  
 « ville, Fourcarville, Ravenouville, St-Marcof, Quiné-  
 « ville, Lestre, Aumeville, Grenneville, Morsalines, la  
 « Pernelle, Radeauville, Réville, Monfarville, Gatteville  
 « et les forts de La Hougue et de l'île Tatihou » ; ce  
 mémoire indique également les provinces avec les  
 quelles le port de Barfleur fait le commerce maritime,  
 telles que Paris, Rouen, Dieppe, Bordeaux, Cher-  
 bourg, La Hougue, Port-en-Bessin, Courseulles.

C. 1724. (Liasse.) — 16 pièces, papier.

**1689-1720.** — Fortifications. — Forts de La Hougue  
 et de l'île Tatihou. — Élection de Valognes. — Corres-  
 pondance entre MM. Le Peletier, contrôleur-général;  
 d'Asfeld, directeur-général des fortifications; Guynet,  
 intendant de la Généralité de Caen, et Le Petit, ingé-  
 nieur à La Hougue, relative : à la copie d'un arrêt du  
 Conseil du 18 mai 1693, approuvant les procès-verbaux  
 d'estimation des héritages pris à différents particuliers  
 pour la fortification de l'île Tatihou, près La Hougue,  
 et du fort du Gallet, montant ensemble à 21,420 livres;  
 le Roi ordonne qu'une imposition sera levée pendant  
 4 années, à commencer en 1694, sur tous les taillables  
 de la Généralité de Caen, pour le remboursement de  
 cette somme, plus 5,207 livres 15 sols pour indemnité  
 de non-jouissance; — à la lettre de M. Le Peletier, si-  
 gnalant à l'intendant les réclamations que Madame de  
 Greneville et quelques particuliers des environs de La  
 Hougue font des indemnités des terrains par eux cédés  
 en 1689, pour les fortifications et constructions des  
 redoutes et retranchements de la côte (27 avril 1712);



— aux observations faites à l'intendant par le Ministre, sur les redoutes et retranchements sur la côte de La Hougue; il dit que quelques-uns des officiers généraux, qui ont commandé cette place, avaient pensé que des tours bâties d'espace en espace, sur lesquelles on pourrait mettre quelques pièces de canon, vaudraient mieux que ce grand nombre de petits ouvrages peu solides par la nature du terrain; il ajoute : « Je suis persuadé que, la paix étant faite, on pourrait fort bien se passer de la dépense que le Roi est obligé de faire pour l'entretien de ces ouvrages, au quel cas chacun des propriétaires pourrait rentrer en possession de son terrain, cependant il sera toujours juste de dédommager ces propriétaires. » A cet effet, il réclame la rédaction de procès-verbaux d'estimation, « non pour le paiement du fonds, mais seulement des intérêts que l'on pourrait, dit-il, payer par doublement, sans que cela soit à la charge des contribuables, car autant que j'en puis juger, deux années ne monteront pas à 300 livres »; — à la copie du procès-verbal, rédigé le 30 juin 1712 par Le Petit et Panger, ingénieurs, en présence de divers propriétaires, fixant les indemnités dues à chacun d'eux, et dont le total, pour le fonds, est estimé à 4,683 livres; — au bordereau fait par suite de ce procès-verbal, indiquant le n° des héritages, le nom des propriétaires, les dates de la dépossession, l'estimation du fonds, les intérêts dus depuis 1689 à 1695; le résultat est en principal et intérêts de 9,812 livres 15 sols, 7 deniers; — à l'envoi d'un nouveau bordereau arrêté par le sieur Le Petit, le 20 septembre 1715, de l'estimation des terrains au même prix que le précédent, seulement les intérêts sont augmentés vu le non-paiement à 5,884 livres 5 sols 3 deniers; — 1719, nouvel état élevant les intérêts à 6,885 livres 18 sols 1 denier; le marquis d'Asfeld réclame de l'intendant un projet d'arrêt, qui autoriserait le paiement des 11,568 livres 18 sols 1 denier dus actuellement; — 1<sup>er</sup> février 1720, envoi de ce projet.

C. 1725. (Liasse.) — 16 pièces, papier.

1714-1763. — Fortifications. — Forts de La Hougue et de l'île Tatihou. — Élection de Valognes. — Correspondance entre MM. Moreau de Sechelles et de Moras, contrôleurs-généraux; Le Blanc, d'Asfeld, de Maurepas, Machault, Rouelle, ministres; le duc d'Harcourt, gouverneur de la Normandie; de Cremille, de Caligny, et MM. Guynet, de La Briffe et de Fontette, intendants de la Généralité de Caen; V. Ricard, directeur; Guichon, Le Brest, Le Maistre, trésoriers-généraux des fortifications

de la Basse-Normandie, relative : à l'ordre donné à M. Guichon, trésorier-général des fortifications, de verser pour les travaux de la côte de La Hougue, exécutés en 1708, 6,569 livres 13 sols 3 deniers et ce conformément aux ordonnances particulières qui seront données par l'intendant (9 novembre 1714); le même jour, autre autorisation pour les ouvrages de 1709 montant à 5,334 livres 73 sols 3 deniers; — aux renseignements adressés à M. Guynet, intendant, par M. Le Petit, lui disant « qu'il est vrai que la mer a entièrement détruit des murs à pierre sèche qui auraient été faits en 1694, à la longue rive qui communique de St-Vaast à Resville, vous savez M. que j'ai eu l'honneur de vous représenter en 1713 et 1714 la nécessité qu'il y aurait d'y travailler afin d'empêcher la mer, dans les tempêtes de vive eau, de gagner et inonder un pays fort considérable, mais la difficulté de recouvrer des fonds vous a fait surseoir la chose pour le temps qu'ils seront plus abondants... il serait nécessaire de faire des digues au mur, le long de cette longue rive, au moins sur la longueur de 450 toises, qui coûteraient plus de 35,000 livres.... il est à craindre, M., que les fonds que l'on propose d'employer pour ces ouvrages ne soient pas bien certains, ayant appris qu'il y avait été fait, ci-devant, un marché à quatre particuliers pour enlever les carcasses des vaisseaux du Roi qui furent brûlés en ce lieu, en 1692, en leur laissant tous les bois à leur profit et remettant les fers et fontes au Roi à raison de 6 deniers la livre, je crois même qu'on leur avait promis 6,000 livres, etc. » (20 mars 1716); cette même année 1716 M. Le Blanc autorise pour ces ouvrages, au mois de mars, 1,000 livres et, en juillet, 200 livres; — aux ordres donnés, en 1721 et 1722, par MM. de Bourbon et d'Asfeld d'employer 1,091 livres, dont ils peuvent disposer; — à l'avis donné par M. de Maurepas, qu'un arrêt a été rendu, pour dispenser M. de Grenneville de produire ses titres de propriété, pour le paiement des terrains affectés à divers ouvrages de fortifications sur la côte de La Hougue; — aux ordonnances de M. Rouelle, accordant pour travaux, en 1751, 1,000 livres, et, en 1753, 3,958 livres 6 sols 6 deniers; — à la réclamation du sieur Sanson, entrepreneur, pour que les matériaux par lui fournis soient exempts de droits et qu'il ne soit pas tenu au logement des gens de guerre; — à la demande de M. le duc d'Harcourt, adressée à M. de Fontette, à l'effet d'obtenir 40 pistoles sur les fonds affectés aux fortifications pour achever la maçonnerie du puits du fort de La Hougue.

C. 1726. (Liasse.) — 26 pièces, papier.

**1709-1758.** — Fortifications. — Fort de La Hougue et de l'île Tatihou. — Élection de Valognes. — États des ouvrages que le Roi ordonne être faits sur la côte de La Hougue et l'île de Tatihou, avec le montant des sommes qui doivent y être employées, savoir : année 1709, M. Le Peletier, ministre, arrête l'état des travaux à faire aux forts de La Hougue et à l'île de Tatihou, ainsi qu'aux batteries qui en dépendent ; les fonds accordés se composent de 6,058 livres, dont 1,450 livres seront prises sur les fonds restant de 1708, et de 4,608 livres qui seront envoyées au fur et mesure que les travaux seront faits ; — 1710, le ministre donne le même avis, pour une somme de 6,288 livres ; — années 1711, 1712, 1713 et 1714 pour les mêmes travaux, le montant des sommes de ces 4 années est de 33,115 livres ; — de 1715 à 1741, MM. Le Peletier, L.-A. de Bourbon, le maréchal d'Estrées et le maréchal d'Asfeld, envoient chaque année les états arrêtés par le Roi, le tout réuni pour cette période d'années forme un total de 38,273 livres ; — de 1745 à 1758, envoi des ordres de MM. Le Marchault et de Moras, contrôleurs-généraux, de Maurepas et Rouelle, autorisant, d'après les ordres du Roi, les travaux à exécuter sur la côte de La Hougue, moyennant diverses sommes, montant ensemble à 115,554 livres, en prescrivant chaque année que « l'on ne paiera » les entrepreneurs que lorsque les ouvrages seront « avancés et dans l'état où ils se trouveront. »

C. 1727. (Liasse.) — 27 cahiers et pièces, papier.

**1704-1755.** — Fortifications. — Fort de La Hougue et l'île de Tatihou. — Élection de Valognes. — Devis et conditions imposées aux entrepreneurs des travaux, qui seront exécutés au fort de La Hougue et à l'île de Tatihou, plus les adjudications passées devant les intendants de la Généralité de Caen, savoir : en 1704, les ouvrages sont adjugés au S<sup>r</sup> Marie, moyennant le prix, pour la maçonnerie en pierre sèche, de 23 livres la toise cube ; pour les terres à déblayer, 28 sols la toise cube ; pour la toise carrée de gazon plat, 5 sols, etc. ; — 1710, bail, passé par M. de La Briffe au profit du sieur Verné, de la location de l'île de Tatihou pour 2 années, à raison de 400 livres chacune ; — 1713, le bail ci-dessus est renouvelé au même locataire pour 3 années en y ajoutant la place de La Hogue, mais par le prix de 300 livres chaque année ; — 1714, adjudication de travaux à faire aux côtes de La Hogue et à l'île

de Tatihou, passée au profit du sieur Le Marié ; — 1715, 1716, 1719, 1720, adjudications accordées au même entrepreneur, sauf quelques différences dans le prix des toises cubes et carrées, portées au devis ; — de 1723 jusqu'en 1755 les travaux à exécuter sont confiés au sieur Colas, entrepreneur, aux mêmes conditions que celles qui étaient imposées au sieur Le Marié ; pour les 10 adjudications qui ont été faites dans cette période de temps les prix ont varié, ainsi en 1723, la toise cube de la grosse maçonnerie à mortier de chaux et sable était cotée à 26 livres 15 sols, et pour les années 1753, 1754 et 1755 elle était à 45 livres.

C. 1728. (Liasse.) — 12 cahiers, 192 feuillets, papier.

**1756-1783.** — Fortifications. — Fort de La Hougue et de l'île Tatihou. — Élection de Valognes. — Devis et conditions imposées aux entrepreneurs des travaux qui doivent être exécutés à la côte et fort de La Hougue et de l'île Tatihou, avec les adjudications, passées devant les intendants de la Généralité de Caen, savoir : 27 mars 1756, le sieur Samson se rend adjudicataire des ouvrages de maçonnerie, terres, gazonnages, charpentes, couvertures et autres constructions nécessaires sur la côte de La Hougue, pendant les années 1756, 1757 et 1758, notamment à l'île de Saint-Marcou et sur la côte depuis la redoute de Réville jusqu'à la maison du Grand Vey, l'entrepreneur accepte le prix fixé, article par article, dans le devis dressé par M. Franquet de Chaville, chevalier de Saint-Louis, colonel d'artillerie et du génie, ingénieur en chef à Cherbourg ; — 19 août 1761, M. Ricard, directeur des places et fortifications de la Basse-Normandie, rédige le devis et les conditions des ouvrages à confectionner au fort de La Hougue et de Tatihou, pendant les années 1761, 1762 et 1763, lesquels consistent en déblais de terres, excavations de rocs, gazons, pavés, maçonneries, charpentes, etc., en fixant la somme accordée pour chaque partie de travail, le tout accepté par le dit Samson, entrepreneur, le 20 du même mois par adjudication passée devant M. Hébert, sieur de La Vacquerie, conseiller du Roi, avocat au bureau des finances et subdélégué de l'Intendant de la Généralité ; — à cette adjudication est joint un bordereau indiquant la différence des prix de chaque article, existant entre l'année 1756 et la présente 1761, duquel il résulte que sur le total, il n'y avait, pour cette dernière année, que 8 livres d'augmentation ; — pour les travaux à exécuter pendant les années de 1764 à 1776, M. Samson s'en charge aux mêmes prix et conditions que les précédentes adjudications ; — 1778, le

nommé Rouxel est déclaré adjudicataire des travaux à faire, enfin de 1779 à 1783 le S<sup>r</sup> Samson est de nouveau chargé des fortifications à faire à neuf et de l'entretien des côtes de La Hougue et de l'île de Tatihou.

C. 1729. (Liasse.) — 1 cahier, 56 feuillets et 22 pièces, papier.

**1787.** — Fortifications. — Fort de Querqueville, à Cherbourg. — Élection de Valognes. — Correspondance entre MM. le duc d'Harcourt, gouverneur de Normandie; le maréchal de Ségur, ministre; Cordier de Launay, intendant de la Généralité de Caen; de Caux, directeur des fortifications; la compagnie Boulabert et Migniot, entrepreneurs; de Garantot, subdélégué, relative: au bordereau détaillé des prix auxquels pourront être payés les divers ouvrages qui sont ou seront exécutés pour la construction du fort, ordonnés par lettre du ministre du 13 septembre 1786; — au devis de ces travaux dressé par M. de Caux, le 17 février 1787; — à l'adjudication passée au bénéfice de la compagnie Boulabert-Migniot, le 4 juin suivant, approuvée par l'intendant le 10 du même mois; — aux réflexions faites par M. le duc d'Harcourt et adressées à l'intendant au sujet de la question proposée par M. de Caux, « s'il convient mieux, dans les circonstances » présentes, de publier l'adjudication des travaux de « Querqueville dans la forme ordinaire, que d'inviter » les entrepreneurs actuels à se charger de l'exécution « de ce nouveau fort aux prix et conditions du » devis » (28 mars 1787); — à l'avis donné par le Ministre que le Roi accorde, en 1787, pour commencer la construction d'un fort, 600,000 livres, en faisant observer que le meilleur parti, et même le seul à prendre, est de traiter avec la compagnie Boulabert (13 avril 1787); — à la demande de M. de Caux, tendant à ce que M. Mourgue de Montredon et Boulabert aîné se rendent caution de l'adjudication passée au nom de la compagnie (26 mai); — à la réponse de M. de Caux, qui écrit à l'intendant: « Il paraît que » votre intention a été d'autoriser seulement votre » subdélégué à recevoir en bonne forme la soumission » des s<sup>rs</sup> Mourgue et Boulabert aîné comme cautions » de la compagnie....; pour nous y conformer, j'ai » invité M. de Garantot à faire paraître dans l'acte de » cautionnement le s<sup>r</sup> Pierre Migniot et Isaac Bessaget, » membres de la dite compagnie, comme chargés par- » ticulièrement de l'exécution des travaux » (6 juin); — à l'approbation donnée par le Ministre des marchés passés entre les entrepreneurs (6 juillet).

C. 1730. (Liasse.) — 1 cahier de 8 feuillets et 38 pièces, papier.

**1787-1789.** — Fortifications. — Fort de Querqueville, à Cherbourg. — Élection de Valognes. — Correspondance entre MM. le comte de Brienne, contrôleur général; de La Millière, ministre; Cordier de Launay, intendant de la Généralité; Desfourneaux, directeur des 20<sup>es</sup> à Caen, et de Garantot, subdélégué, relative: au mémoire de ce qui est dû au sieur Lecerf pour l'arpentage, par lui fait, des terrains nécessaires pour la construction d'un fort, le prix de dix-huit jours de vacations est de 115 livres, y compris dix jours de porte-perche (16 août 1787); — à l'avis du Contrôleur général annonçant à l'Intendant que le Roi accorde, en 1788, pour la construction des forts de la rade, 1,200,000 livres, dans lesquelles le fort de Querqueville est compris pour 200,000 livres, destinées au paiement des terrains de l'emplacement du fort (31 janvier 1788); — aux renseignements donnés par le subdélégué sur la valeur que peuvent avoir les terrains à exproprier; — à la lettre de M. de Brienne à l'Intendant, où on lit: « Je ne puis qu'applaudir à la sagesse des réflexions » que vous me faites à ce sujet, lesquelles n'ont pour » objet que les intérêts de S. M., et je vous invite à » employer le moyen que vous présentez pour par- » venir à connaître la juste valeur des terrains. Lorsque » vous aurez procédé aux opérations que vous vous » proposez au moyen de la connaissance que vous avez » des 20<sup>es</sup> que paie chaque particulier, vous voudrez » bien m'en envoyer le résultat, afin que S. M. n'en » paie la convenance qu'à un taux légitime » (29 février 1788); — au mémoire d'évaluation des terrains, dont le Roi doit faire l'acquisition pour l'établissement du nouveau fort de Querqueville, résultant des précédentes ventes de biens fonds de pareille nature, situés dans la paroisse du dit lieu, arrêté par M. Touray, contrôleur des 20<sup>es</sup> à Cherbourg, lequel se résume ainsi: « L'éva- » luation des experts est de 186,446 livres 18 sols 4 1/2 » deniers, celle résultant des ventes 110,422 livres 18 » sols 4 1/2 deniers, déduction 76,023 livres 13 sols » 11 1/2 deniers (30 mars 1788); » — à la réclamation des propriétaires pour être payés du prix des terrains qui leur ont été pris; — à l'ordre donné par M. de Brienne de solder le plus tôt possible les indemnités dues, en se servant des fonds que le Roi a accordés et qui sont envoyés chaque mois à Cherbourg (18 juillet 1788); — au refus fait par les propriétaires, dans une réunion qui eut lieu au presbytère de Querqueville,



présidée par le subdélégué, le 3 août 1788, de consentir à céder au Roi leurs terrains au prix de 720 livres la vergée ; — à l'avis de M. de La Millière, adressé à l'Intendant pour qu'il ait à renvoyer de nouveau à M. de Brienne les états détaillés des indemnités et celui des évaluations (6 mars 1789).

C. 1731. (Liasse.) — 1 cahier de 42 feuillets et 20 pièces, papier.

**1788.** — Fortifications. — Fort de Querqueville à Cherbourg. — Élection de Valognes. — Correspondance entre MM. Le comte de Brienne, ministre ; Cordier de Launay, intendant de la Généralité de Caen ; de Caux, directeur des fortifications ; les membres de la compagnie Boulabert et de Garantot, subdélégué, relative : aux devis et conditions à observer par celui qui se rendra adjudicataire général des ouvrages que le Roi a ordonné être faits sur la pointe de Querqueville, dressé en conséquence des ordres de M. de Brienne par M. de Caux, le 8 octobre 1788 ; à la suite duquel est un état, « contenant tous les articles principaux et accessoires, « dont les prix doivent être débattus à l'adjudication « avec la quantité apperçue de chacun des dits objets « qui doit être consommée pour les travaux de la for- « tification » ; — aux observations adressées par le Ministre à l'Intendant sur le marché particulier, passé pour la construction du fort à deux membres d'une Compagnie, « dont l'activité et l'intelligence dans les « travaux de deux autres forts étaient connues », il fait remarquer : « les scrupules que suggèrent natu- « rellement les propositions et assertions d'autres « Compagnies, qui s'attendaient à ce que les travaux de « Querqueville seraient adjugés au concours, comp- « taient s'y présenter et disent hautement que, si ce « concours avait eu lieu, elles auraient certainement « fait la condition du Roi, meilleure à plusieurs égards « et auraient fait baisser plusieurs prix. . . . je ne « me serais cependant pas porté à rompre, par ce seul « motif, le marché actuel des travaux si les entre- « preneurs, invités à se relâcher d'eux-mêmes sur « certains prix, s'y étaient prêtés, mais ils ont préféré « se désister de leur entreprise et subir le sort d'une « nouvelle adjudication, c'est pourquoi j'ai chargé « M. de Caux de dresser un nouveau devis, d'en bien « établir les conditions générales et d'y énoncer bien « clairement et en détail les obligations particulières « des nouveaux entrepreneurs ; ce travail n'a pas paru « complet et laisse à désirer. . . je vous prie donc, M., « d'accepter la démission des anciens entrepreneurs « et faire publier et afficher une nouvelle adjudication

« dans les formes prescrites par l'ordonnance du 31 dé- « cembre 1776 » (20 octobre 1788) ; — à l'opposition de la compagnie Migniot-Boulabert portant que : « choisis par le Gouvernement pour exécuter un ou- « vrage de l'importance du fort de Querqueville et pour « nous servir des expressions du Ministre : choi- « que nous avait mérité notre intelligence et notre « activité ; nous, confiants, avons formé nos établis- « ments, acheté nos matériaux, instruit nos commis, « achevé les ouvrages les plus difficiles, monté tous les « ressorts de la machine et fait en conséquence des « avances considérables ; qui nous indemniseront ? Sera- « ce le Gouvernement ou les nouveaux adjudicataires « qui en seront chargés ? Nous avons trop de confiance « dans la justice du ministère pour croire qu'on exige de « nous un désistement sans que nous soyons entendus « sur nos réclamations » (4 novembre 1788) ; — à la lettre du ministre autorisant l'Intendant à poursuivre la nouvelle adjudication, attendu que le marché passé le 4 juin 1787 est illégal et nul, n'étant pas conforme à l'ordonnance de 1776, et à lui adresser le projet d'un nouvel arrêt, ou plutôt s'il est nécessaire, d'un arrêt du Conseil (21 novembre 1788) ; — à l'envoi du projet d'arrêt sur ce sujet adressé à M. le comte de Puy-Ségur (13 décembre 1788).

C. 1732. (Liasse.) — 17 pièces, papier ; 50 parchemin ; 1 plan.

**1788-1789.** — Fortifications. — Fort de Querqueville, à Cherbourg. — Élection de Valognes. — Correspondance entre MM. Cordier de Launay, intendant de la Généralité, et Parceval, commissaire des guerres, à Cherbourg, relative : à l'envoi de 54 contrats d'acquisitions de terrains destinés à la construction du fort de Querqueville, passés devant Hilaire Nicolle, notaire, à Cherbourg, les 15, 16, 17, 20, 21, 22, 23 et 27 octobre et 9 novembre 1789 ; — à l'état des sommes dues aux propriétaires à titre d'indemnités, arrêté par M. Parceval, lequel se monte à 205,091 livres 5 sols 10 deniers, sur lesquels il a été payé 26,204 livres 7 sols 7 deniers, reste donc net à payer 178,886 livres 18 sols 3 deniers (1<sup>er</sup> octobre 1789) ; — à la gratification réclamée par Trigaud de Préfontaine, pour le temps qu'il a passé à aider l'expert chargé de l'arpentage ; — au dépôt fait par M. Parceval chez M<sup>e</sup> Nicolle, notaire, le 15 octobre : 1<sup>o</sup> du plan détaillé des terrains de la pointe de Querqueville, dressé par M. Lefebvre, ingénieur en chef, le 1<sup>er</sup> septembre 1784, devant servir à la rédaction des actes ; 2<sup>o</sup> du procès-verbal d'arpentage ; 3<sup>o</sup> de l'état des sommes dues aux propriétaires ; — à l'état des dépenses

accessoires à l'acquisition des terrains montant à la somme de 1,329 livres 6 sols 10 deniers, y compris 1,029 livres 3 sols 9 deniers pour frais de notariat.

C. 1733. (Liasse.) — 56 pièces, papier, dont 2 imprimées.

**1789.** — Fortifications. — Fort de Querqueville, à Cherbourg. — Élection de Valognes. — Correspondance entre MM. le comte de Puy-Ségur et de La Tour du Pin, ministres de la guerre; le duc de Beuvron; Esmangart, Cordier de Launay, intendants de la Généralité de Caen; les Intendants de diverses provinces de France et les subdélégués d'Avranches, Bayeux, Caen, Carentan, Cherbourg, Coutances, Granville, Mortain, St-Lo, Valognes et Vire, relative : à l'envoi fait à l'Intendant par M. de Caux de quatre exemplaires du devis devant servir à la nouvelle adjudication projetée des travaux à exécuter au fort; — à l'avis donné par le Ministre que le comité d'examen ayant reçu le désistement des entrepreneurs du marché qu'ils avaient passé, et que rien ne s'opposant maintenant à une nouvelle adjudication, il fallait y procéder le plus tôt possible (3 avril 1789); — à la lettre de M. le duc de Beuvron fixant cette opération à Cherbourg, du 1<sup>er</sup> au 15 mai prochain (15 avril); — aux observations faites à l'Intendant par M. de Puy-Ségur : 1<sup>o</sup> « que l'objet de « sa lettre du 3 avril était de faire savoir très-promptement qu'il y aura une nouvelle adjudication afin de « donner le temps aux différents concurrents de chercher des cautions et de prendre tous les renseignements nécessaires sans, du reste, fixer encore le jour « de cette adjudication; 2<sup>o</sup> vous voudrez bien indiquer « même que le terme du 1<sup>er</sup> au 15 mai, annoncé « d'abord, sera nécessairement retardé, un plus long « délai paraissant indispensable pour donner le temps « aux prétendants des provinces éloignées de se présenter et obtenir la concurrence, selon l'intention de « S. M. » (27 avril); — à l'envoi de placards à tous les Intendants des Généralités du royaume, prévenant le public que la dite adjudication n'aura lieu que trois semaines au moins après la publication d'un troisième et dernier avis qui sera affiché à Cherbourg et dont il en sera donné connaissance (3 mai); — à l'ordre donné par le Ministre de fixer au 10 juillet l'ouverture des opérations, ajoutant qu'il a reçu une soumission des sieurs Durand, Lami du Manoir et compagnie, avec le détail des prix qu'ils se proposent d'offrir pour chaque nature d'ouvrages, la dépense totale portée à l'état cote D monte à 3,270,898 livres 2 sols 10 deniers, déduction faite de la valeur du moellon provenant des

excavations; il prie l'Intendant de demander cette soumission pour en faire usage lors de l'adjudication (14 juin); — à l'envoi de placards annonçant cette fixation; — aux nouvelles instructions envoyées par M. de Puy-Ségur (20 juin).

C. 1734. (Liasse.) — 1 cahier de 20 feuillets et 31 pièces, papier.

**1789.** — Fortifications. — Fort de Querqueville, à Cherbourg. — Élection de Valognes. — Correspondance entre MM. le comte de Puy-Ségur, de La Tour du Pin, ministres; le duc de Beuvron, commandant de la province de Normandie; Cordier de Launay, intendant de la Généralité; de Caux, directeur des fortifications, et de Garantot, subdélégué, relative : aux observations de M. le duc de Beuvron au sujet du fort, il dit : « L'époque que indiquée récemment au 10 de ce mois me paraissant trop prochaine pour vous donner le temps de « faire parvenir les affiches, je pense qu'il devient nécessaire de la fixer au 25 » (2 juillet); — à l'envoi, dans vingt Généralités, des placards annonçant l'adjudication avec une lettre circulaire de l'Intendant et des exemplaires du devis et mémoire sur le prix; — au tableau des prix offerts pour les ouvrages du fort par les concurrents, aux séances des 20 et 21 juillet : Durand, 3,317,116 livres 10 sols; Des Roches, 4,010,616 livres 3 deniers; Bunel, 3,330,009 livres 18 sols 6 deniers; Besson, 3,510,942 livres 17 sols 2 deniers; — à la remise de toutes les pièces relatives à cette affaire par M. Lamy des Vallées, secrétaire de l'Intendant, à M. Parceval, commissaire des guerres, à Cherbourg (23 juillet); — au nouveau tableau des prix offerts dans la séance du 25 juillet : Durand, 3,015,973 livres 6 deniers; Bunel, 3,009,598 livres 15 sols; Besson, 3,114,027 livres 6 sols 11 deniers; — au procès-verbal de l'adjudication définitive des dits ouvrages passé au profit du sieur Bunel pour et au nom d'un sieur Hubert, habitant de St-Quentin, près Avranches, moyennant la somme offerte par le dit Bunel, dont se rend caution Jacques Fresnel, de la paroisse de Burglie, en engageant tous ses biens meubles et immeubles, et moyennant un dépôt de 100,000 livres dans la caisse que S. M. voudra bien indiquer (26 et 27 juillet); — à l'envoi de ce procès-verbal pour obtenir l'approbation du Ministre, laquelle fut donnée en septembre par M. La Tour du Pin; — à la discussion élevée entre les nouveaux et anciens entrepreneurs au sujet du recensement des matériaux; à cet égard, le Ministre donne des instructions à l'Intendant en le priant de se reporter à l'arrêt du Conseil du 27 juin 1789.

C. 1735. — 24 cahiers, 18 feuillets, papier. Imprimés à Caen, chez G. Le Roy, imprimeur du Roi, ancien hôtel des Monnaies, 1788.

**1788-1789.** — Fortifications. — Fort de Querqueville, à Cherbourg. — Élection de Valognes. — Le 1<sup>er</sup> cahier contient : 1<sup>o</sup> le devis et conditions à observer par celui qui se rendra adjudicataire général des ouvrages que le Roi a ordonné être faits sur la pointe de Querqueville, dressé en conséquence des ordres de Mgr le comte de Brienne par M. de Caux ; 2<sup>o</sup> « l'état général aperçu de tous les matériaux, approvisionnements, établissements, machines et ustensiles appartenant aux premiers entrepreneurs des travaux de Querqueville, existant, au 1<sup>er</sup> novembre 1788, tant sur les chantiers de Querqueville que sur les différentes carrières et dans les magasins, lesquels, ayant été reconnus destinés aux dits ouvrages, doivent être repris par le nouvel adjudicataire et continués par lui. » Cet état est rédigé par MM. de L'Espinasse, de La Gastine, d'Obenheim, Catoire et de Lauchal, officiers du corps royal du génie ; 3<sup>o</sup> autre état dressé par les mêmes officiers contenant le détail des matériaux employés pour l'avancement des travaux depuis le 1<sup>er</sup> novembre jusqu'au 30 ; — 4<sup>o</sup> enfin un tableau indiquant les articles principaux et accessoires qui doivent être débattus ; — le 2<sup>e</sup> cahier a pour titre : « Examen de plusieurs articles du bordereau détaillé adressé par M. de Caux à M. le maréchal de Ségur le 17 février 1787, pour fixer les prix à accorder par le Roi, pour les ouvrages du fort de Querqueville, avec le calcul des sommes auxquelles s'élèveraient les réductions, dont chacun des prix examinés se trouve susceptible, etc., fait par les membres de la commission nommée par le Roi, et imprimé par ordre du Ministre de la guerre, en 1789, pour servir à l'instruction des enchérisseurs à la nouvelle adjudication », à Paris, chez Quillau, imprimeur de S. A. S. Mgr le prince de Conty, rue du Fouare, n<sup>o</sup> 3, M DCC LXXXIX. Ce rapport se termine par les conclusions suivantes : « total des articles de la dépense qui reste à faire, sur lesquels portent les réductions, 3,606,832 livres 14 sols, déduisant de cette dépense le total des réductions, dont ces divers articles sont susceptibles, montant à 1,082,840 livres 13 sols 8 deniers, on aura la dépense des articles examinés telle qu'elle devrait être à 2,525,992 livres 4 deniers ; il résulte de cette comparaison que la dite dépense est forcée par le marché passé le 4 juin 1787 dans la

« proportion de 1,082,840 livres sur 2,525,992 livres ou d'environ 40 pour cent. Enfin si l'on supposait que la dépense des articles non examinés fût forcée dans la même proportion, on trouverait que le total de 4,484,517 livres, qui resterait à dépenser d'après l'ancien marché, comprendrait une lésion de 1,348,491 livres, dont l'on pourrait espérer de faire l'économie en passant un nouveau marché, etc. », suivent imprimés sur papier bleu, à la même date et par le même imprimeur par ordre de M. de Puy-Ségur : 1<sup>o</sup> devis et conditions pour l'adjudicataire du fort de Querqueville ; 2<sup>o</sup> cinq états généraux aperçus de tous les matériaux, approvisionnements....., ainsi que les engagements contractés par les anciens entrepreneurs, lesquels doivent être repris et continués par le nouvel adjudicataire.

C. 1736. (Liasse.) — 20 pièces, papier.

**1734-1735.** — Fortifications. — Élection de Carentan. — Ile St-Marcouf. — Correspondance entre MM. Orry, contrôleur-général ; de Vastan, intendant de la Généralité ; le marquis de Fontenay ; d'Hermerel, subdélégué, relative : aux renseignements demandés sur la continuation, faite tous les ans à M. le marquis de Fontenay, du paiement d'une somme de 1,000 livres pour l'indemniser des intérêts des îles de St-Marcouf, dont il est propriétaire et qui lui furent prises en 1721, pour faire faire la quarantaine aux vaisseaux, abordant sur la côte de Normandie, « vu qu'il est plus que suffisamment dédommagé et que cette indemnité ne devrait plus avoir lieu depuis longtemps, d'autant que l'on ne fait plus un grand usage de ces îles » (16 juin 1734) ; — à l'avis donné en conséquence de la dite demande, « qu'en 1721, deux bâtiments chargés de draps, chapeaux et autres marchandises, relâchèrent au port de la Hougue et furent envoyés aux îles St-Marcouf pour y faire quarantaine, que le Conseil ordonna que toutes ces marchandises seraient brûlées, il y eut à cette occasion un procès-criminel contre les officiers de l'admirauté, accusés d'avoir enlevé, diverti, caché chez eux ou ailleurs et même enterré une grande partie de ces marchandises, à la place desquelles on a prétendu qu'ils avaient brûlé de la paille, et qu'on obligea tout l'équipage de ces deux bâtiments à faire quarantaine dans les dites îles, il fallut pour cela expulser de ces îles, dont le terrain n'est qu'en pâturage, tous les bestiaux des fermiers de M. le marquis de Fontenay, dont le montant des baux était de 16 à 17,000 livres qui furent



« résiliés, et c'est sans doute sur ce fondement que  
 « M. de Fontenay obtint du Roi un désintéressement  
 « de 1,000 livres par an, que depuis il est rentré en  
 « possession de ces îles, qu'elles sont actuellement  
 « occupées par ses fermiers, et qu'il en retire le revenu,  
 « qu'il peut arriver cependant que la contagion se fera  
 « encore sentir et qu'on sera obligé d'envoyer des  
 « vaisseaux faire quarantaine aux dites îles qui sont  
 « très-bien situées pour cela » (23 septembre 1734); —  
 aux nouveaux éclaircissements demandés sur la reprise  
 de possession des dites îles par M. le marquis de  
 Fontenay, lequel a remontré « qu'il reste un lazaret  
 « ou hôpital dans ces îles qui ne lui permet pas d'en  
 « tirer tout le fruit qu'elles devaient naturellement lui  
 « rendre » (15 janvier 1735); — à l'avis donné que  
 c'est pour dédommagement, du fonds qui a été pris  
 pour la construction d'un hôpital dans les îles, que les  
 1,000 livres ont été accordées à M. de Fontenay, ou  
 pour pension ou gratification en considération des  
 services qu'il a rendus pour préserver la province de la  
 contagion (7 mars 1735); — à la réception des éclair-  
 cissements demandés sur les dites îles et aux ordres  
 donnés de continuer de payer à M. de Fontenay la  
 pension qui lui a été accordée, à titre de dédomma-  
 gement de la jouissance de ces îles, observant qu'elles  
 ne sont point en non-valeur, qu'il serait convenable de  
 les y faire mettre au profit du Roi (7 juin 1735); à  
 l'autorisation donnée de procéder au profit du Roi à  
 l'adjudication dans la forme accoutumée des îles de  
 St-Marcouf (29 juin 1735); — à la réception de l'ad-  
 judication faite de la jouissance des dites îles (20 oc-  
 tobre 1735).

C. 1737. (Liasse.) — 17 pièces, papier; 4 parchemin; 4 plans.

**1736.** — Fortifications. — Élection de Coutances. —  
 Ile de Chausey. — Correspondance entre MM. Orry,  
 contrôleur-général; de Caux, maréchal-de-camp, di-  
 recteur des fortifications, et de Vastan, intendant de la  
 Généralité, relative : à l'envoi d'un arrêt du Conseil,  
 ordonnant qu'il sera acquis au nom du Roi un terrain  
 convenable dans l'île pour la construction d'un corps  
 de garde, et qu'il sera procédé, par devant l'Intendant,  
 à l'adjudication au rabais, pour cette construction,  
 suivant les plan et devis dressés (11 juin 1736); — à  
 la demande de renseignements sur ce qui a été fait au  
 sujet de la dite acquisition (12 juillet 1736); — aux  
 mesures à prendre pour mettre promptement à exé-  
 cution le projet fait par le sieur Dupleix, fermier-général,  
 pour la construction d'un corps de garde dans les îles

(27 août 1736); — à l'arrêt du Roi faisant défenses à  
 toutes personnes de tirer ou faire tirer de la pierre  
 dans les îles, sans la permission de S. M. (4 sep-  
 tembre 1736); — aux reproches adressés à l'Intendant  
 d'avoir procédé à l'adjudication des ouvrages à faire  
 pour la dite construction, sans être convenu du prix du  
 terrain sur lequel doit être fait cet établissement (8 oc-  
 tobre 1736); — à l'arrêt du Roi faisant très-expresses  
 inhibitions et défenses à toutes personnes d'enlever ou  
 faire enlever du varech des îles pour être transporté à  
 l'étranger sous peine de 1,000 livres d'amende (9 oc-  
 tobre 1736); — au renvoi du plan avec un nouveau  
 devis estimatif montant à 44,734 livres 2 sols pour la  
 dite construction, en faisant connaître que, quant au  
 terrain, M. le duc de Valentinois a dit que puisque c'est  
 au nom du Roi que cet établissement était fait, il en  
 faisait une cession à S. M. sans prix ni condition et  
 qu'il est prêt d'en signer le contrat (15 novembre 1736);  
 — à l'avis donné que M. de Maurepas a chargé M. Mey-  
 nier d'examiner la situation de l'île pour la mettre en  
 sûreté, qu'il doit partir incessamment pour s'y rendre  
 afin d'examiner les lieux et d'en rendre compte, en  
 conséquence de lui donner tous les secours dont il  
 pourra avoir besoin pendant son séjour; — à l'avis donné  
 que l'estimation du terrain nécessaire pour l'éta-  
 blissement d'un corps de garde a été faite par experts  
 et que le prix, qui paraît assez fort, revient à 746 livres  
 suivant le procès-verbal dont la copie est envoyée  
 (6 décembre 1736).

C. 1738. (Liasse.) — 31 pièces, papier.

**1737.** — Fortifications. — Élection de Coutances. —  
 Ile de Chausey. — Correspondance entre MM. Orry,  
 contrôleur général; de Vastan, intendant de la Géné-  
 ralité; Meynier, ingénieur de la marine, et de Mom-  
 brière, subdélégué, relative : à l'examen à faire du  
 mémoire faisant connaître ce que M. le duc de Valen-  
 tinnois demande pour l'indemniser, tant de la perte qu'il  
 prétend faire sur le revenu que lui produisait l'île de  
 Chausey, avant les arrêts du 4 septembre et 9 octobre  
 derniers, qu'à cause de l'échange du terrain nécessaire  
 pour le corps de garde (21 janvier 1737); — à l'avis  
 donné que les mémoires et devis du corps de garde à  
 construire dans l'île, dressé par le sieur Meynier, ayant  
 été approuvés, il est nécessaire de procéder à l'adju-  
 dication avant la réception de l'arrêt d'autorisation, vu  
 que les travaux sont pressants et qu'il importe que ce  
 bâtiment soit achevé avant l'hiver prochain (14 fé-  
 vrier 1737); — à l'envoi du dit arrêt, en demandant ce

qui a été fait au sujet de la dite construction (5 mars 1737); — à l'avis donné que sur les représentations du sieur Meynier que les dits travaux ont été adjugés aux sieurs Veron et Marion de St-Malo, moyennant 45,000 livres, près de 3,000 livres au-dessus de ce qui était porté dans les états estimatifs qu'il en avait dressés, mais que ces ouvrages n'ont été adjugés à ce prix qu'avec la clause que le Conseil l'approuverait, sinon, que l'adjudication serait nulle, le dit sieur Meynier est sur sa demande chargé de faire faire ces travaux, par économie, ce qui sera plus avantageux au Roi (28 mars 1737); — à l'envoi des états de dépenses mensuelles des travaux de l'île (1737); — à l'avis donné de procurer au sieur Meynier tous les ouvriers dont il aura besoin, vers la fin du mois de juin, afin de remplacer ceux qui quittent l'île par suite de l'augmentation de salaire donnée à ceux qui travaillent à St-Malo (17 juin 1737); — aux ordres donnés de faire rechercher le S<sup>r</sup> de Lalande, charpentier, qui a insulté le sieur Meynier dans ses fonctions, « afin que sa mutinerie ne reste pas impunie » (5 août 1737); — à l'avis donné que le dit sieur de Lalande a été constitué prisonnier dans les prisons de Coutances et est convenu d'avoir eu quelque démêlé avec M. Meynier à l'occasion de sa profession (18 août 1737); — à l'ordre donné de faire mettre le sieur de Lalande en liberté, vu que la punition, qu'il a subie et qu'il avait si justement méritée, le rendra plus circonspect, et de le renvoyer travailler dans l'île, pourvu qu'il promette d'être plus docile et plus soumis aux ordres de M. Meynier, auquel il est écrit à ce sujet (2 septembre 1737); — à l'envoi du procès-verbal de l'estimation du terrain nécessaire pour la construction du corps de garde de l'île, dressé par les sieurs Jacques Villedieu et Pierre Hédouin, experts de la ville de Coutances, nommés en conséquence des ordres donnés le 5 novembre 1736 (29 octobre 1737); — à l'inventaire des meubles, ustensiles et matériaux qui se sont trouvés au corps de garde de l'île le 20 novembre 1737.

C. 1739. (Liasse.) — 21 pièces, papier.

**1738-1745.** — Fortifications. — Élection de Coutances. — Ile de Chasey. — Correspondance entre MM. Orry, contrôleur-général; Trudaine, intendant des finances; de Vastan et de La Briffe, intendants de la Généralité; Meynier, ingénieur de la marine, et de Mombrière, subdélégué de Coutances, relative : aux ordres à donner aux subdélégués de faciliter au sieur Meynier l'engagement des ouvriers pour les travaux de l'île, en faisant choix de gens connus et domiciliés, afin d'éviter les désordres, qui s'y sont produits, en

prenant des ouvriers inconnus qui ont été détournés de leur travail par des intrigues particulières (27 mars 1738); — à l'avis donné par le contrôleur-général, que la vérification, faite de la lettre, écrite par M. de Mombrière, subdélégué, relative : aux ouvriers à fournir au sieur Meynier, « a fait connaître non-seulement « que le S<sup>r</sup> de Mombrière en a imposé sur le compte « du S<sup>r</sup> Meynier; mais encore qu'il est très-inconsidéré « d'avoir avancé les faits qu'il a écrits sur le compte de « cet ingénieur. » Le Contrôleur-général ajoute : « la « conduite qu'il a tenue dans cette occasion pour vous « surprendre exige que vous lui fassiez une sévère ré- « primande; et il convient de le surveiller de façon qu'il « ne puisse plus abuser de votre confiance » (10 juin 1738); — à l'envoi des états de dépenses mensuelles des travaux de l'île; — à l'avis donné que de toutes les réparations que les fermiers généraux demandent de faire à la maison servant de bureau des fermes dans l'île, il paraît qu'il n'y a que 8 articles à la charge du Roi, lesquels montent à la somme de 572 livres : le 1<sup>er</sup> concernant le pavé des salles, le 2<sup>e</sup> les petits seuils à mettre aux portes des dites salles, le 3<sup>e</sup> une serrure à la porte d'entrée pour descendre aux caves, le 4<sup>e</sup> deux petites poulies à mettre pour soutenir la lampe de la chapelle, les 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> les couvertures, le 7<sup>e</sup> la gargouille pour conduire les eaux et le 8<sup>e</sup> 2 toises ou environ de polfrissures à réparer en plusieurs endroits dans les salles, chambres et corridors et aux ordres à donner de faire faire ces réparations (1<sup>er</sup> juillet 1743); — à l'envoi de la minute de l'adjudication des réparations du bureau des fermes de l'île à laquelle il a été procédé le 13 janvier 1744, en présence de 4 adjudicataires, qui n'ont point voulu se charger d'achever ces réparations avant la fin de mai, observant que quoique les frais de transport dans cette île soient considérables, il paraît que le sieur Hédouin, qui a proposé le moindre prix, demande encore une somme trop forte, eu égard au devis qu'il a fait et au prix estimatif qu'il a mis à ces réparations (13 janvier 1744); — à la demande du sieur Hédouin, entrepreneur de bâtiments, résidant à Coutances, du paiement des journées qu'il a employées pour dresser un devis des réparations à faire au château de l'île (24 janvier 1745); — au renvoi du mémoire présenté par le dit sieur Hédouin Grandmaison, en faisant remarquer qu'il est juste de lui accorder au moins la somme de 35 ou 40 livres (15 juin 1745).

C. 1740. (Liasse.) — 5½ pièces, papier; 2 parchemin.

**1763-1765.** Fortifications. — Ile de Chasey. —

Élection de Coutances. — Correspondance entre MM. le duc de Praslin, Bertin, ministres; de Fontette, intendant de la Généralité; de Mombrière et Meslé, subdélégués, relative : à la proposition faite par M. le duc d'Harcourt, de réclamer, auprès de la Cour de Londres, l'île de Chausey « dans laquelle les Anglais continuent à  
« brûler du varech et à tirer de la pierre comme pendant la guerre, attendu qu'il paraît que la Grande-Bretagne ne peut former aucune prétention légitime  
« sur cette île, tant par ce qu'elle est située sur les côtes de Normandie, dont elle dépend pour le spirituel, le civil et le militaire, que parce que les traités  
« de paix entre la France et l'Angleterre de 1471, 1606 et 1655, en faisant mention des îles de Jersey, Guernesey et Amery comme possessions anglaises, n'en font aucune de l'île de Chausey, et qu'avant de faire  
« des démarches ouvertes à la Cour de Londres, il faut vérifier si les Anglais et les habitants de Jersey en particulier ont brûlé du varech dans cette île, s'ils  
« en ont tiré de la pierre depuis 1713 jusqu'en 1743 et depuis 1749 jusqu'en 1756, s'ils ont payé quelque  
« rétribution, si les habitants de l'île ont payé, pendant le dit temps, quelque imposition à la France, et si le  
« Roi a constamment entretenu garnison dans le petit fort détruit en 1756 par les Anglais » (12 juin 1763); — à l'avis donné qu'il paraît constant que la dite île a toujours été occupée par les Français pendant la paix, qu'il y a toujours eu des ateliers de tireurs et de piqueurs de pierre, tandis que les Anglais n'y avaient aucune espèce d'établissements; il y avait même, avant la dernière guerre, quelques particuliers français qui s'y étaient établis pour y brûler du varech et faire de la soude (19 juillet 1763); — au compte-rendu au Roi du mémoire fait sur les îles de Chausey par l'abbé Nolin, duquel il résulte que S. M. a jugé qu'il était à propos que les fermiers rétablissent, sans éclat, les bâtiments que les Anglais ont démolis pendant la guerre et qu'ils y eussent toujours quelques commis; — aux mesures à prendre pour savoir si M. le prince de Monaco ne remettrait pas volontiers au Roi, moyennant un léger dédommagement, ces îles qui ne lui produisent presque aucun revenu (14 mai 1764); — à l'avis transmis de ne pas donner suite à la proposition faite à M. le comte de Valentinois de remettre au Roi les droits utiles qu'il pourrait avoir sur les dites îles en qualité de gouverneur de Granville moyennant une indemnité, vu que M. le duc de Valentinois, alors gouverneur de Granville, a été débouté, par arrêt du 5 novembre 1737, de toutes prétentions sur ces îles qui ont été réservées à S. M. (30 mai 1764); — aux ordres à

donner aux fermiers-généraux pour qu'ils fassent rétablir incessamment la maison servant à loger leurs employés (8 juillet 1764); — à l'avis donné que les marchés sont faits pour le rétablissement de l'ancien bâtiment des fermes (9 octobre 1764); — au compte-rendu des raisons qui ont déterminé à donner au capitaine Regnier une commission provisoire pour affermer, au profit du Roi, les petites îles contiguës à la grande et y maintenir la police (25 octobre 1764); — aux ordres donnés de faire sortir, avec défenses d'y rentrer, les sieurs Cardain et Tuget qui causent du désordre dans les dites îles (2 mars 1765); — à l'établissement d'un chapelain dans l'île, auquel il sera accordé 400 ou 500 livres d'honoraires (9 juin 1765), et d'un commis pour y faire la fonction de greffier de l'Amirauté et pour délivrer des congés aux navigateurs fréquentant les îles (8 août 1765); — à l'envoi de l'arrêt confirmant les baux faits par le s<sup>r</sup> Regnier à divers particuliers d'une partie des îles de Chausey (27 octobre 1765).

C. 1741. (Liasse.) — 42 pièces, papier.

**1764-1773.** — Fortifications. — Île de Chausey. — Élection de Coutances. — Correspondance entre MM. de Fontette, intendant de la Généralité; l'abbé Nolin et Meslé, subdélégués, relative : à l'envoi du mémoire demandé sur les îles de Chausey, duquel il résulte  
« que les dites îles appartiennent de temps immémorial à la France, Louis XIV les céda à la maison de Mantignon, elles ont toujours été depuis annexées au  
« gouvernement héréditaire de Granville, que cette famille possédait déjà et dont M. le prince de Monaco jouit encore, il vient d'être maintenu dans la possession de ces îles par arrêt du Conseil, rendu contre  
« M. le duc de Penthièvre, qui les revendiquait comme seigneur engagiste du domaine, il paraît que depuis  
« quelque temps M. le prince de Monaco avait négligé cet objet, car les commandants de Granville ont mis  
« par intervalle des fermiers dans l'île principale, leur industrie s'est toujours bornée à y faire pâturer quelques vaches et moutons et à cultiver un petit potager,  
« jamais ils n'ont eu le courage ou les facultés de tenter d'autre culture, on assure qu'ils payaient trois cents  
« livres par an de cette ferme, que les îles de Chausey sont au nombre de 52, la plupart d'une si petite  
« étendue, qu'on pourrait plutôt les regarder comme des rochers, toutes cependant produisent de l'herbe.  
« ..... » (14 avril 1764); — aux réflexions faites par l'abbé Nolin sur le parti pris de commencer l'établis-



ment des îles par des commis, et proposant de le faire par des cultivateurs, qui « sont suffisants pour reprendre le fil de la possession de ces îles, que les « Anglais, qui y abondent, les y verront sans peine, « parce qu'ils en tireront des rafraîchissements et autres « secours (19 mai 1764); — à l'avis donné par M. de Fontette à M. l'abbé Nolin que l'arrêt dont il lui a parlé, aplanissant les difficultés qui s'opposaient à l'établissement de l'île de Chausey, il ne peut « cependant concilier cet arrêt avec celui qu'on lui a assuré « avoir été rendu au mois de mars, qui maintient M. de « Valentino en possession de ces îles contre M. le duc « de Penthièvre qui les revendiquait » (12 juin 1764); — à la réflexion faite par l'intendant qu'après avoir conféré avec M. de Parceval, fermier-général de tournée, il lui paraît convenable de s'en tenir à la proposition de ne rétablir qu'un des côtés de l'ancien bâtiment des fermes, vu que le logement sera encore plus que suffisant pour le nombre d'employés que l'on voudra y placer (13 septembre 1764); — à la demande du sieur André, brigadier de la maréchaussée à Coutances, qu'il lui soit accordé une somme de 64 livres pour être allé à l'île notifier à deux particuliers un ordre du Roi, leur enjoignant d'en sortir avec défense d'y rentrer sans la permission de l'intendant (19 avril 1765); — à la communication, pour renseignements, de la demande faite par M. le duc de Penthièvre, d'établir dans la grande île de Chausey un commis pour y remplir les fonctions de greffier de l'Amirauté et pour délivrer des congés aux navigateurs fréquentant ces îles (22 août 1765); — à l'avis donné que ce n'est point au nommé Jubel, que le directeur des fortifications a donné une permission par écrit d'aller dans l'île, mais à la femme de ce particulier qui s'est bien gardée de parler de l'ordre du Roi, qui l'en avait fait sortir (23 octobre 1765); — à l'envoi, pour examen, du devis et détail estimatif des ouvrages exécutés sous l'inspection de M. l'abbé Nolin (30 janvier 1766); — à la demande des habitants de l'île d'un aumônier pour faire le service divin régulièrement tous les dimanches (1<sup>er</sup> août 1766); — aux lettres de l'abbé Nolin sur les difficultés d'assurer un chapelain à l'île. « Le sieur Dujardin, chapelain de l'île, l'a quittée le « 23 mars 1769. Depuis, le sieur Regnier a cherché « des prêtres partout pour le suppléer. Ceux qui ont « passé sur l'île, après un court séjour, l'ont abandonnée « et ont succédé rapidement les uns aux autres jusqu'au « 1<sup>er</sup> août. Le sieur Philippe Bouly, prêtre du diocèse « de Coutances, est disposé à s'y fixer, si on lui donne « le brevet du roy et qu'on paie ses honoraires. La

« longueur du tems qu'il faut attendre son paiement « et les 50 livres que l'on retient, sont cause qu'on a « tant de peine à fixer un ecclésiastique dans cette île; « — indépendamment des habitants ordinaires de « Chausey, il y a plusieurs ateliers d'ouvriers qui tirent « de la pierre pour les travaux du Roi à Granville, « qui murmurent et même menacent de quitter si on « ne leur assure pas les secours spirituels » (11 novembre 1769).

C. 1742. (Liasse.) — 1 pièce, parchemin; 40 pièces, papier.

**1764-1770.** — Fortifications. — Îles de Chausey. — Élection de Coutances. — Correspondance entre MM. Bertin, ministre; de Fontette, intendant de la Généralité; Viallet, ingénieur des ponts et chaussées, et Regnier, ex-capitaine de découvertes pour le Roi, relative : à l'autorisation donnée au dit sieur Regnier de louer et affermer, au profit de S. M., les différentes îles contiguës à la grande île de Chausey, à toutes personnes, même aux étrangers, pour l'espace de trois ans, et lui enjoignant de ne pas souffrir plus d'un cabaret dans l'île (30 septembre 1764); — à l'avis donné par le sieur Regnier qu'il a loué une partie des îles pour un an seulement (19 avril 1765); — à la demande des administrateurs de l'hôpital-général de l'île de Jersey d'être autorisés à tirer des îles de Chausey 100 ou 150 tonneaux de carreaux pour la construction de leur hôpital (31 août 1765); — à l'envoi de l'arrêt, autorisant la sortie des carreaux réclamés par les administrateurs de l'hôpital de Jersey (28 septembre 1765); — à la proposition faite par l'abbé Nolin de faire réparer une chaussée qui garantisse des eaux de la mer la partie de l'île susceptible de culture (7 novembre 1765); — à la rédaction d'un devis du bâtiment, dont le gouvernement a ordonné la construction dans l'île et dont la dépense a été avancée par les fermiers généraux (12 janvier 1766); — au paiement des frais faits pour la chapelle (15 avril 1766); — à l'envoi à faire du bail général des petites îles passé pour trois ans à un habitant de l'île de Jersey (7 mai 1766); — à la demande des administrateurs de l'hôpital de Jersey de faire sortir du royaume 100 pièces de bois pour la construction des bâtiments de leur hôpital (12 août 1766); — au compte-rendu par le sieur Regnier sur ce qui s'est passé en son absence de l'île, au sujet de la saisie de 11 carottes de tabac, faite dans la chambre que l'aumônier avait mise à leur disposition, par les employés des fermes (6 décembre 1767); — à l'envoi du mémoire de ce qui reste entre les mains de M. de

Préval-Desnaudières des ornements de la chapelle, dont il est demeuré chargé par la mort de son père, afin de donner des ordres pour qu'il les remette contre un reçu signé de l'aumônier et du sieur Regnier (20 avril 1770).

C. 1743. (Liasse.) — 69 pièces, papier.

**1764-1778.** — Fortifications. — Ile de Chausey. — Élection de Coutances. — Correspondance entre M. de L'Averdy, contrôleur-général; Bertin, de Sartine, ministres; de Fontette, intendant de la Généralité; l'abbé Nolin; Choron, directeur des fermes à Coutances et de Mombrière, subdélégué, relative : au rétablissement sur ses anciens fondements de la maison servant à loger les employés des Fermes dans l'île (22 juillet 1764); — à l'avis donné que, faute d'entrepreneur, le sieur Regnier dirigera lui-même, par économie, les travaux du bâtiment, et qu'il faut donner des ordres pour lui laisser enlever, sans acquit à caution, la quantité de chaux à Regneville, puisqu'il n'y a point encore de commis établis à Chausey (6 octobre 1764); — aux ordres donnés pour l'expédition, par acquit à caution, de la chaux et du bois nécessaires pour la construction du dit bâtiment (16 octobre 1764); — à la réception de la rescription de 3,000 livres expédiée par à-compte sur les dépenses des ouvrages à faire à Chausey (15 novembre 1764); — à la confirmation des baux que le sieur Regnier a faits à plusieurs Anglais, habitants de Jersey, de quelques-unes des îles de Chausey (3 juin 1765); — à la demande de l'abbé Nolin de 100 pistoles pour continuer la construction du bâtiment de l'île (7 septembre 1765); — à la proposition faite du sieur Lebreton, prêtre de la paroisse de Longueville, pour chapelain de l'île (23 octobre 1765); — à l'avis donné que le sieur Lebreton a quitté l'île, et qu'ayant un caractère d'intrigue qui ne ferait que troubler la tranquillité dans l'île si on l'y laissait, il est nécessaire de proposer un autre ecclésiastique (23 octobre 1765); — à l'envoi du brevet demandé pour le sieur Dujardin pour les fonctions de chapelain de l'île (2 novembre 1766); — à la remise d'une expédition des sentences rendues en la juridiction des Traités de Granville, au sujet des demandes que le Ministre pense que la compagnie a faites des droits d'entrée ou de sortie sur les marchandises ou denrées, qui ont été importées des îles de Chausey ou qui ont été déclarées pour cette destination depuis le retour de la paix (8 septembre 1765); — à l'envoi, pour renseignements, de la requête par laquelle l'abbé Nolin demande la concession des îles de Chausey, sous un cens de 3 livres envers le domaine, pour

former sur la principale, qu'il prétend seule susceptible de quelque culture, un établissement utile (9 octobre 1774); — à la réclamation du sieur Regnier contre la concession faite à l'abbé Nolin des îles de Chausey (4 septembre 1773); — à l'avis donné que rien n'est plus faux que tout ce que dit le sieur Regnier sur les procédés de feu l'abbé Nolin, qu'avec lui, il paraît capable de la plus noire ingratitude, et est même punissable d'avoir osé attaquer la mémoire d'un ecclésiastique, qui était un très-honnête homme et qui jouissait à juste titre de l'estime de tous ceux qui le connaissaient tant à Paris que dans la province (22 octobre 1773); — à la demande de renseignements exacts et secrets sur l'île de Chausey (8 février 1777); — à l'arrestation du sieur Regnier, auquel le Roi a fait concession des îles de Chausey, et qui instruit les Anglais de ce qui se passe à Granville et à St-Malo, lorsque les bâtiments arrivés se retirent dans les anes de l'île de Chausey (7 octobre 1778); — au renvoi des ordres adressés au sujet du sieur Regnier, en les tenant secrets, vu que les soupçons ne paraissent pas fondés (29 octobre 1778).

C. 1744. (Liasse.) — 72 pièces, papier.

**1779-1781.** — Fortifications. — Ile de Chausey. — Élection de Coutances. — Correspondance entre MM. Necker, contrôleur-général; le maréchal duc d'Harcourt; de Sartine, ministre; Esmangart, intendant de la Généralité; Chardon, procureur-général du Conseil-général des finances des prises; Choron, directeur des Fermes à Caen; les fermiers-généraux et de Mombrière, subdélégué, relative : à l'enlèvement fait aux îles de Chausey, d'une quantité de marchandises prohibées, par l'équipage du Cotter du Roi « *La Guêpe* », commandé par M. Dufougerai-Garnier et déposées dans les magasins de l'Amirauté de St-Malo (26 avril 1779); — à l'envoi pour signification au sieur Regnier, concessionnaire de l'île, d'un arrêt du conseil intervenu sur la requête de M. Choron, qui le reçoit appelant du jugement du conseil des prises, ordonnant un communiqué à M. Dufougerai-Garnier d'une requête en réclamation de marchandises qu'il a prises à l'île et réclamées par le dit sieur Regnier (14 juillet 1779); — à l'avis donné que la réclamation de la ferme générale n'a pour objet que le point de compétence, qui, dans la circonstance où il s'agit véritablement d'une saisie, ne peut, en raison de la prohibition des marchandises, regarder que l'intendant de Caen, et que non-seulement l'arrêt rendu ne préjudicie point à cette question, mais que le réquisitoire de M. Choron confirme les prin-

cipes de la matière (19 juillet 1779); — à l'envoi d'une ordonnance de 8 livres 4 sols pour le remboursement des frais de la signification faite au sieur Regnier de l'arrêt du conseil rendu sur la requête de M. Chardon (30 juillet 1779); — à la marche à suivre proposée par le Directeur général, au sujet de l'arrêt obtenu par M. Chardon, de laquelle il résultera une main-levée des marchandises en faveur des habitants de Granville, par ce moyen la règle sera suivie et le droit de la ferme maintenu, sans qu'il en résulte, vis-à-vis des propriétaires, la perte de leurs marchandises (7 août 1779); — à l'indemnité que méritent les propriétaires des marchandises enlevées et dont une partie a été dissipée par les matelots de l'équipage de « *La Guêpe*, » lors de l'expédition de M. Dufougerai-Garnier (14 août 1779); — à la recommandation faite par M. le duc d'Harcourt à l'intendant, des intérêts des nommées Lambert et Françoise Garnier, de Granville, contre la vexation exercée envers ces femmes par le commandant de la corvette de St-Malo (26 octobre 1779); — à l'avis donné qu'il a été rendu un arrêt portant que les propriétaires des marchandises, saisies par le sieur Dufougerai, seront tenus de procéder par devant l'intendant, sur leurs demandes en restitution des dites marchandises (31 janvier 1780); — à la réception par M. Necker de la copie de l'ordonnance rendue dans l'affaire concernant des marchandises prohibées, enlevées de l'île en 1778, et déposées au greffe de l'amirauté, M. le Contrôleur-général fait observer que la main-levée pure et simple des dites marchandises a été accordée contrairement à la législation, qui soumet ces marchandises à la prohibition absolue, mais que vu les circonstances particulières de l'affaire la dite main-levée sera autorisée (30 septembre 1780); — aux ordres donnés aux fermiers-généraux de faire remettre à différentes femmes de la ville de Granville les marchandises déposées au greffe de l'Amirauté de St-Malo (4 octobre 1780).

C. 1745. (Liasse.) — 30 pièces, papier.

**1782-1788.** — Fortifications. — Ile de Chausey. — Élection de Coutances. — Correspondance entre MM. de Vergennes, ministre; Esmangart, Feydeau et Cordier de Launay, intendants de la Généralité; de Mombrière et Couraye-Duparc, subdélégués, relative : à l'envoi, pour renseignements, du mémoire par lequel le sieur Barré, prêtre, demande le paiement des honoraires qui lui sont dus pour la desserte de la chapelle de l'île (31 décembre 1782); — au renvoi du dit mémoire

par le subdélégué, qui déclare la demande du sieur Barré bien fondée, vu qu'il a desservi la chapelle pendant la longue maladie du sieur Marest, chapelain, et depuis sa mort arrivée le 12 janvier 1779 (6 avril 1783); — à la demande de l'original ou de la copie de brevet accordé au dernier titulaire de la chapelle, afin de pouvoir statuer sur la demande du sieur Barré, prêtre (16 avril 1783); — aux éclaircissements à prendre sur la demande du sieur Barré, d'être pourvu de la place de chapelain de l'île (24 juin 1784); — aux renseignements demandés, par suite du renouvellement de la demande du sieur Barré, d'un brevet de chapelain de l'île, sur le nombre actuel des habitants, l'espèce d'établissement qu'ils y ont formé, leur occupation, en distinguant ceux qui y sont établis pour leur propre compte de ceux qui y sont pour celui du sieur Regnier, concessionnaire de l'île (1<sup>er</sup> juillet 1784); — à l'envoi des dits renseignements (17 août 1784); — aux mesures à prendre pour pourvoir, de la manière la moins dispendieuse, au traitement d'un chapelain (4 septembre 1784); — aux informations à prendre pour savoir si indépendamment du logement et de la chapelle que le sieur Regnier a offert de fournir, il y aurait lieu d'ajouter un jardin comme le demande l'Évêque de Coutances (23 novembre 1784); — au résultat des nouveaux renseignements pris pour l'établissement d'un chapelain (22 janvier 1785); — aux représentations faites par les sieurs Liais, frères, sur l'époque fixée pour l'enlèvement des varechs de l'île de Chausey (15 novembre 1788).

C. 1746. (Liasse.) — 1 pièce, papier.

**1754.** — Fortifications. — Ile d'Aurigny. — Élection de Valognes. — Lettre de M. Rouelle, adressée à M. de Fontette, intendant de la Généralité de Caen, par laquelle il représente que M. Franquet de Chaville, ingénieur en chef à Cherbourg et chargé des places de Basse-Normandie « a appris que l'on travaillait à l'île d'Aurigny à continuer un port commencé depuis plusieurs années, et lui observe que dans le temps où l'on a entrepris cet ouvrage, il fut fait défense d'enlever de nos côtes des matériaux pour être transportés à Aurigny, mais comme il y a tout lieu de craindre que l'on ne se ralentisse et que les Anglais ne tirent de nos côtes les matières dont ils pourraient avoir besoin, il est nécessaire de renouveler les dites défenses et d'obliger les subdélégués et syndics à tenir



la main à l'exécution de l'ordonnance rendue à cet effet » (15 juillet 1754).

C. 1747. (Liasse.) — 18 pièces, papier ; 1 plan.

**1777-1778.** — Fortifications. — Magasins à poudre de Cherbourg. — Élection de Valognes. — Correspondance entre MM. le prince de Montbarey, ministre ; de Caux, directeur des fortifications ; Esmangart, intendant de la Généralité ; de Virandeville et Sivard de Beau lieu subdélégués, relative : à l'envoi des expéditions du procès-verbal d'estimation des terrains nécessaires au service de l'artillerie et à la manutention du nouveau magasin à poudre (5 janvier 1777) ; — à la proposition de M. de Caux, directeur des fortifications, d'acquérir un jardin pour placer, dans un souterrain, les poudres placées dans la tour, qui est en mauvais état et deux bâtiments pour procurer à l'artillerie un corps de garde voisin de ce souterrain, un petit magasin et les emplacements qui lui sont nécessaires (27 octobre 1777) ; — à l'estimation du prix des terrains à acquérir et à la location des petits bâtiments jugés nécessaires à l'établissement d'un magasin à poudre (4 novembre 1777) ; — au plan dressé en conséquence des ordres du Ministre en date du 27 octobre 1777, pour les terrains qui ont été acquis ou loués aux environs et joignant le nouveau magasin à poudre ; — à l'extrait du procès-verbal de l'arpentage et de l'estimation des terrains achetés et loués par le Roi, dont le total des acquisitions monte à la somme de 4,331 livres et celui des locations à 320 livres (15 décembre 1777) ; — au procès-verbal dressé par le subdélégué de Valognes de l'estimation tant de la valeur réelle que de la location des bâtiments et terrains indiqués nécessaires à former un emplacement pour le dépôt des poudres et le service de l'artillerie, conformément au plan dressé à cet effet (15 décembre 1777) ; — aux ordres donnés de procéder à l'acquisition des terrains nécessaires au service de l'artillerie de Cherbourg, et de passer des baux pour les emplacements et bâtiments à louer (31 janvier 1778) ; — à la demande de l'état des frais auxquels peut avoir donné lieu le procès-verbal d'estimation, dressé par M. de Virandeville, afin de pourvoir à son remboursement (6 février 1778) ; — à la note de M. de Virandeville indiquant que les vacations du subdélégué, quand il se déplace, sont de 18 livres par jour et celles de son greffier, secrétaire, de 9 livres et que l'usage a toujours été non-seulement de ne rien taxer, mais de ne pas réclamer les frais déboursés, lorsque l'objet

regardait le Roi, (22 mars 1778) ; — à la requête présentée par Jean-Guillaume Le Poittevin, habitant de la ville de Cherbourg, démontrant que, par contrat du 22 juin 1776, il est devenu propriétaire d'une petite maison, située en la banlieue de la ville de Cherbourg, et que S. M. ayant trouvé bon de transférer en cet endroit le magasin à poudre de la dite ville, sa maison s'est trouvée comprise dans l'espace que doit occuper le nouvel établissement, il demande qu'il lui soit accordé un dédommagement proportionné à la perte qu'il éprouve par la privation de cette maison, le subdélégué estime que le suppliant, justifiant par la production de son contrat, qu'il est acquéreur, à titre onéreux, de l'emplacement et maison dont il est question, il doit être indemnisé des débours par lui faits, montant à 150 livres (4 mai 1778).

C. 1748. (Liasse.) — 30 pièces, papier ; 1 plan.

**1785-1788.** — Fortifications. — Magasins à poudre de Cherbourg. — Élection de Valognes. — Correspondance entre MM. le comte de Brienne, ministre ; Feydeau de Brouf, Cordier de Launay, intendant de la Généralité ; de Caux, directeur des fortifications ; Lefebvre, ingénieur en chef des ponts et chaussées ; de Garantot, subdélégué à Valognes, et de Mombrière, subdélégué à Coutances, les chantes et chanoines du vénérable chapitre de la cathédrale de Coutances ; relative : à la demande du sieur Le Blanc, garde magasin, d'une indemnité pour les 4 perches et demie du jardin fieffé par le Roi, pour servir d'enclos au magasin à poudre, le dit Le Blanc est renvoyé par l'intendant se pourvoir au conseil pour obtenir la dite indemnité, M. le Contrôleur-général en ayant décidé ainsi (21 janvier 1785) ; — à l'ordre donné de passer le marché de la construction à Cherbourg d'un magasin à poudre de la contenance de 300 milliers et d'un hangar dans l'enceinte du dit magasin, aux sieurs Boulabert, Migniot et C<sup>ie</sup>, au prix, clauses et conditions du marché général qui leur a été passé le 26 février 1784, pour les travaux de la place de Cherbourg, en leur accordant une augmentation de 10 livres 10 sols par toise cube de maçonnerie de moëllon en mortier, à charge par eux de n'employer que de la pierre de la carrière des Fourches (14 mars 1788) ; — à la remise du devis et marché des dits travaux, pour être homologués et les faire remettre au subdélégué, vu l'urgence de les commencer et de pouvoir les finir promptement afin de sauver les poudres qui sont en souffrance (14 mars 1788) ; — à l'avis donné que le

dit devis homologué est envoyé et qu'il a été prescrit de faire commencer les travaux (8 mars 1788); — à l'approbation de la proposition faite par M. de Caux, de séparer par un mur le magasin à poudre et le hangar en construction, vu les inquiétudes que l'on pourrait avoir sur le peu d'espace se trouvant entre ces deux bâtiments, et à l'ordre donné de faire procéder à l'estimation des terrains nécessaires pour prolonger ceux primitivement acquis, de 8 toises 2 pieds du côté de l'extrémité la plus éloignée du grand chemin destiné au service et au passage des voitures (25 avril 1788); — au paiement de la valeur du jardin du sieur Trufer, qui a été pris pour le service du Roi (26 avril 1788); — à l'avis donné de la communication, faite au chapitre de l'église cathédrale de Coutances, de la lettre écrite au sujet de 48 pots de froment dûs par la dame Le Parmentier sur un terrain acheté pour la construction du magasin à poudre, parmi les pièces à l'appui se trouve une appréciée des pots de froment pour les années 1778 à 1787 (30 avril 1788); — à la demande du second procès-verbal d'estimation des terrains pris pour l'emplacement du magasin à poudre, afin de rembourser les propriétaires réclamant avec instance leurs indemnités, et d'indiquer si le chapitre de Coutances consent au remboursement du capital de la rente, dont le terrain de la dame Le Parmentier lui est redevable (12 septembre 1788); — à l'avis donné qu'aussitôt que les renseignements demandés sur la requête des sieurs Trufer de La Vallée et Soleil seront parvenus, il sera expédié des ordres du Roi au sujet des indemnités dues à divers particuliers, pour leurs terrains pris pour la construction du magasin à poudre (7 novembre 1788); — à la constatation du tort que la construction du magasin à poudre a causé au sieur Soleil, qui en est voisin, et qui presse le subdélégué d'en faire au plus tôt l'estimation, afin de profiter de la saison pour planter dans son jardin beaucoup d'arbres, dont il fait commerce.

C. 1749. (Liasse.) — 24 pièces, papier.

**1789.** — Fortifications. — Magasin à poudre de Cherbourg. — Élection de Valognes. — Correspondance entre MM. La Tour du Pin, de Puységur, ministres; Cordier de Launay, intendant de la Généralité, et de Garantot, subdélégué, relative : à la réclamation des sieurs Trufer de La Vallée et François Soleil, afin de solder les indemnités de terrains dues aux propriétaires dépossédés, pour la construction du magasin à poudre

(11 avril 1789); — à l'ordre donné de faire constater l'indemnité due aux sieurs Trufer et Soleil, vu qu'il ne manque plus que cet article pour terminer l'objet de la dépense du magasin à poudre (21 avril 1789); — à l'envoi des expéditions des procès-verbaux, dressés pour la constatation de l'indemnité due au sieurs Trufer et Soleil, et aux représentations faites qu'il y a encore plusieurs propriétaires, dans le même cas qu'eux, et auxquels il est juste d'accorder des indemnités, bien qu'ils n'aient point présenté de requête pour en obtenir (7 mai 1789); — aux remontrances faites que dans l'estimation des pertes éprouvées par les sieurs Trufer et Soleil, on aurait dû comprendre celle du terrain qu'ils perdront encore par l'impossibilité dans laquelle ils sont de pouvoir élever aucuns bâtiments adjacents au magasin à poudre, vu qu'il a été reconnu que cette faculté ne pouvait leur être accordée (11 mai 1784); — aux observations faites sur la demande d'un état général et nominatif de tous les propriétaires auxquels l'emplacement et la construction du magasin à poudre a fait éprouver des pertes (15 mai 1789); — à l'autorisation donnée de faire une nouvelle information de la requête présentée par la veuve Le Parmentier, au sujet de la valeur de son terrain (19 mai 1789); — à l'envoi des procès-verbaux d'estimation du dommage que la construction du magasin à poudre a causé aux jardins des nommés Brémont, Darras, Le Magnen et la veuve Le Parmentier (15 juin 1789); — à la nouvelle demande de l'estimation du dommage causé aux sieurs Trufer et Soleil, et autres propriétaires, sur le terrain desquels est établi le magasin à poudre (2 octobre 1789); — requêtes des dits propriétaires adressées au Ministre et à l'Intendant, afin d'obtenir les indemnités qui leur sont dues, notamment par la veuve Le Parmentier, les mineurs Le Bailly, la dame Le Sage, le S<sup>r</sup> Louis d'Arras, le chapitre de Coutances, etc. (décembre 1789).

C. 1750. (Liasse.) — 7 pièces, papier.

**1752-1788.** — Fortifications maritimes. — Môle de Granville. — Élection de Coutances. — États des ouvrages que le Roi a ordonné être faits pour le môle en 1752; la dépense pour les ouvrages et entretien du port a été réglée à la somme de 50,000 livres, qui sera envoyée à mesure que le travail avancera : en 1753, à 40,200 livres; — en 1754, à 30,200 livres; — en 1755, à la même somme et en 1756, à 50,000 livres; — État de la dépense générale des ouvrages du môle, laquelle s'élève en 1779, à 5,531 livres 6 sols 3 deniers; — en 1780, à 68,278 livres 5 sols; — en 1781, à 52,274

livres 18 sols 10 deniers ; — en 1782 , à 26,315 livres 2 sols 7 deniers ; — en 1783 , à 20,508 livres 17 sols 2 deniers, et en 1787, à 7587 livres 8 sols 5 deniers ; — à la suite du dit état est la mention qu'il a été reçu depuis le 7 septembre 1779 jusqu'au 2 janvier, un à-compte de 150,239 livres.

C. 1751. (Liasse.) — 113 pièces, papier ; 2 plans.

**1752-1789.** — Fortifications. — Môle de Granville. — Élection de Coutances. — Correspondance entre MM. d'Invault, d'Ormesson, contrôleurs-généraux ; le marquis de Ségur, ministre de la guerre ; Rouelle, Trudaine, La Millière, intendants des finances ; de Fontette, Esmangart, de Feydeau et Cordier de Launay, intendants de la Généralité ; Viallet, Lefebvre, ingénieurs en chefs des ponts et chaussées ; Bathois, lieutenant-colonel ; Verrière, capitaine du génie à Granville ; le maire et échevins de Granville et de Mombrière, subdélégué, relative : à la demande de M. Gourdon de L'Eglizière, directeur des fortifications de Normandie, pour que le marché des entrepreneurs soit résilié, à cause de leur mauvaise foi, tant dans la conduite des travaux que dans l'emploi des sommes qu'ils empruntent sous prétexte de leur entreprise et qui leur a fait perdre le crédit qu'ils pouvaient avoir (26 décembre 1752) ; — à la réception de la délibération de la communauté de Granville, demandant la continuation du don gratuit qu'elle paie, pour en appliquer le produit aux travaux du môle (25 septembre 1767) ; — à la demande des maire et échevins d'être déchargés d'une partie de la somme, à laquelle la ville a été taxée pour sa contribution aux 50,000 livres imposées pour les ouvrages du môle (10 avril 1769) ; — à la forme à donner à l'imposition nouvelle des fonds nécessaires pour les ouvrages de Granville (28 octobre 1771) ; — aux représentations du sieur André Besson, adjudicataire, sur l'énormité des avances qu'il a faites pour les ouvrages du môle (12 octobre 1774) ; — au compte rendu de ce qui a été fait pour procurer des fonds au sieur Besson (16 février 1775) ; — à l'avis donné par les officiers municipaux que l'on néglige les ouvrages nécessaires à l'achèvement de la partie du môle déjà commencée (9 juin 1776) ; — au remboursement à faire à l'entrepreneur des sommes qu'il a avancées (10 mai 1776) ; — à l'avis donné qu'il est mandé à M. de Caux, directeur des fortifications de la Normandie, de faire exécuter, pour le compte du Roi, par le sieur Legrand, entrepreneur, les ouvrages jugés nécessaires à l'achèvement du nouveau môle que le département des

ponts et chaussées a fait élever en avant du port de Granville (24 février 1783) ; — à la proposition faite par M. Verrière, capitaine du génie de vendre à l'entrepreneur une gabarre inutile au service des ponts et chaussées (10 juillet 1784) ; — à l'examen des réclamations du sieur Legrand, entrepreneur, comme subrogé au sieur Besson (11 mai 1785) ; — aux éclaircissements demandés sur les arrangements pris pour régler les constructions et l'entretien de batteries sur le môle (20 juin 1785) ; — au compte rendu de la situation des travaux du môle (30 mars 1786) ; — à l'envoi du mémoire par lequel le sieur Legrand se plaint de ce que M. Lefebvre, ingénieur, veut retrancher de ses comptes une partie des sommes que M. Montrocher, inspecteur des ponts et chaussées, lui avait alloués (8 juin 1786) ; — aux propositions à faire au sujet des batteries, poudrières et corps de garde à construire sur le môle (27 août 1786) ; — à la demande du sieur Hulin de rester avec ses appointements comme conducteur principal à Granville (17 juillet 1787) ; — aux représentations des officiers municipaux sur ce qu'ils ont toujours sollicité des fonds pour la construction d'un port capable de contenir les vaisseaux de commerce.

C. 1752. (Liasse.) — Cahiers, 136 feuillets, papier.

**1766-1778.** — Fortifications. — Môle de Granville. — Élection de Coutances. — « Devis des ouvrages à faire pour réparer et mettre en bon état ceux précédemment faits à la partie du môle, du côté de l'ouest, et pour élever cette partie de 30 pieds, de manière que son dessus soit de 43 pieds 6 pouces au dessus des retraites et de 4 pieds 6 pouces au dessus des plus grandes vives eaux » ; les dits ouvrages adjugés, le 10 janvier 1766, au sieur André Besson, entrepreneur, moyennant la somme de 386,000 livres ; — détail estimatif des dits ouvrages, dont le montant est de 386,000 livres, à la suite du dit détail est la soumission de sieur Besson, de les exécuter pour ce prix (15 janvier 1766) ; — autre détail estimatif des ouvrages à faire pour réparer et mettre en bon état ceux précédemment faits à la partie du môle détaché de Granville du côté de l'Est et pour l'élever de 24 pieds pour être de 40 pieds 6 pouces au dessus des retraites et à 4 pieds 6 pouces au dessus des plus grandes vives eaux, les dits ouvrages ont été soumissionnés par le sieur Besson, pour la somme de 467,283 livres 15 sols montant du dit devis (1<sup>er</sup> avril 1769) ; — autre « détail estimatif des ouvrages de



terrasses, escarpements, démolitions et maçonneries à faire pour détruire la rampe à pierre sèche, qui avait été construite à l'intérieur du môle, à l'effet de faciliter l'approche des matériaux pour raser les rochers qui se trouvent sous la dite rampe, pour construire un mur de quai à pierre sèche, le long du pont et au pied du roc, sur 88 toises de longueur (compris le mur de soutèvement d'une rampe projetée pour descendre sur la grève) pour fermer les remblais au derrière du dit mur et pour agrandir le port et le rendre pour sûr par l'enlèvement des rochers qui se trouvent joignant le dit port ; le dit devis arrêté par M. Lefebvre, ingénieur en chef des ponts et chaussées à la somme de 49,139 livres 9 sols 7 deniers (22 novembre 1778).

C. 1753. (Liasse.) — 103 pièces, papier.

**1773-1783.** — Fortifications. — Môle de Granville. Élection de Granville. — Certificats de M. Lefebvre, ingénieur des ponts et chaussées, constatant l'avancement des travaux du môle, avec les ordonnances des intendants de Fontette et Esmangart, autorisant le Receveur général des finances à payer aux entrepreneurs les sommes qui leur sont dues, savoir : année 1773, 46,400 livres ; — 1774, 15,000 livres ; — 1775, 35,000 livres ; — 1776, 60,000 livres ; — 1777, 95,000 livres ; — 1778, 20,000 livres ; — 1779, 9,000 livres ; — 1780, 24,000 livres ; 1781, 17,000 livres ; — 1782, 5,880 livres et en 1783, 24,120 livres, ce qui fait un total de dépenses de 351,400 livres pendant cette période d'années, bien que l'ordonnance de paiement de la somme de 880 livres du 7 octobre 1782 soit délivrée comme complément des 467,280 livres montant de l'adjudication du 10 février 1769.

C. 1754. (Liasse.) — 5 pièces, papier.

**1775-1782.** — Fortifications. — Môle de Granville. Élection de Coutances. — États de situation des ouvrages et dépenses faits par André Besson et Pierre-Marin Legrand, subrogé au lieu et place du sieur André Besson, conformément à l'adjudication faite au dit entrepreneur le 10 février 1769 pour la somme de 467,280 livres ; au 31 décembre 1775, le total des ouvrages faits, suivant le devis, est de 292,747 livres 12 sols 3 deniers, sur lequel l'entrepreneur a reçu 246,400 livres, il est en avance de 46,347 livres 12 sols 3 deniers ; — au 31 décembre 1780, le total des

ouvrages est de 458,732 livres 15 sols 11 deniers, celui des paiements faits est de 449,400 l'entrepreneur est en avance de 9,322 livres 15 sols 11 deniers ; au 1<sup>er</sup> janvier 1782, le total général de la dépense est de 383,205 livres 3 sols 2 deniers, sur lequel l'entrepreneur est en avance de 22,605 livres 18 sols 7 deniers (1<sup>re</sup> partie du môle) ; — au 31 décembre 1781, le total de la dépense est de 480,580 livres, et celui des paiements faits de 466,400 livres, l'entrepreneur est en avance de 14,180 livres (2<sup>e</sup> partie du môle) ; — au 1<sup>er</sup> novembre 1792, le montant des ouvrages effectifs et des approvisionnements est de 479,927 livres 8 sols 11 deniers sur lequel l'entrepreneur ayant reçu 466,400 livres est en avance de 13,527 livres 8 sols 11 deniers, les états arrêtés par MM. Lefebvre, ingénieur en chef, et de La Tasche, inspecteur des ponts et chaussées.

C. 1755. (Liasse.) — 2 cahiers, 6 feuillets, papier.

**1779-1783.** — Fortifications. — Môle de Granville. Élection de Coutances. — États de comparaison des prix portés aux états de situation de chacune des années 1779, 1780, 1781 et 1782 des ouvrages du môle, réduits de ceux de la seconde adjudication et des prix de cette seconde adjudication, pour connaître ce que le rétablissement de ces prix apporterait de diminution à la perte que le sieur Legrand a éprouvée d'après les états de situation.

C. 1756. (Liasse.) — 13 pièces, papier.

**1780-1783.** — Fortifications. — Môle de Granville. Élection de Coutances. — État des approvisionnements, magasins bateaux, équipages relatifs au môle existant au 31 décembre 1783 ; — d'après l'état de situation arrêté par M. de Montrocher et d'après la vérification faite par l'entrepreneur ; — état « dressé par aperçu » pour connaître la situation du sieur Legrand relativement aux ouvrages du môle (1783) ; — état sommaire des dépenses faites et à faire au 1<sup>er</sup> novembre 1782 pour la construction du môle détaché du port de Granville et de la situation des entrepreneurs ; — compte général des ouvrages faits au môle par Pierre-Marin Legrand, subrogé au sieur André Besson, suivant les états de situation ; — inventaire de la gabarre « *La Prudente*, » construite à Granville le 15 septembre 1780, « grée en « chaloupe, ayant 38 pieds de quille, portant sur grève « 45 pieds de tête en tête, 14 pieds 6 pouces de bancs, « 8 pieds de creux, sous barreaux avec son grément », »

appartenant à M. Legrand, entrepreneur du môle (1780); — inventaire général des matériaux, outils, machines, équipages, magasins et bateaux destinés aux ouvrages du port de Granville que représente le sieur André Besson, adjudicataire par bail du 10 janvier 1766 pour la première adjudication du môle, et du 10 février 1769 pour la seconde adjudication, comme faisant partie de sa situation sur les deux dites adjudications, arrêté le 1<sup>er</sup> avril 1780; — résumé des ouvrages faits au môle par le sieur Pierre-Marin Legrand, subrogé au sieur André Besson, suivants les comptes arrêtés les 31 décembre 1780 et 1781, duquel il résulte que le total de la dépense est de 155,912 livres 17 sols, sur laquelle le sieur Legrand n'a reçu du sieur Besson que 91,933 livres et qu'il est en avance de 63,979 livres 17 sols, le dit résumé arrêté par M. de La Tasche, sous-inspecteur des ponts et chaussées et ports maritimes de la Généralité au département de Granville et accepté par le dit Legrand.

C. 1757. — 1 cahier, 4 feuillets, papier.

**1782-1783.** — Fortifications. — Môle de Granville. — Élection de Coutances. — Soumission du sieur Pierre-Marin Legrand, entrepreneur des ouvrages du port de Granville, « de bien faire et bien fidèlement exécuter » ceux que Messieurs les officiers du corps royal du « génie jugeront nécessaires pour la perfection et fortification du nouveau môle construit en avant du dit « port, conformément aux plans, profils et développements, qui seront remis par celui d'entr'eux qui « sera chargé de leur conduite et par le toisé qui en « sera fait », à la suite de la dite soumission est l'acceptation faite par M. Esmangart, intendant de la Généralité, en conséquence de la lettre de M. le marquis de Ségur, ministre de la guerre, par laquelle il a été autorisé à accepter les offres du sieur Legrand, lequel a présenté pour caution le sieur Pierre-Louis Deschamps, bourgeois de Granville, qui a accepté.

C. 1758. (Liasse.) — 15 pièces, papier.

**1782-1783.** — Fortifications. — Môle de Granville. Élection de Coutances. — Toisés des ouvrages faits pour la construction des plates-formes et parapets de deux batteries de mortiers sur le couronnement du môle neuf de Granville, ordonnés par le Ministre le 25 août 1782, exécutés par le sieur Pierre-Marin Legrand, entrepreneur des dits ouvrages, en conséquence du marché qui lui a été passé le 9 mars 1783.

C. 1759. (Liasse.) — 9 pièces, papier.

**1785-1788.** — Fortifications. — Môle de Granville. — Élection de Coutances. — Requête présentée à l'intendant de la Généralité par Pierre-Marin Legrand, entrepreneur des ponts et chaussées et des ouvrages relatifs à la confection du môle, par laquelle il représente « qu'André Besson, aussi entrepreneur des ponts et chaussées, avait été chargé par deux adjudications des 10 janvier 1766 et 10 février 1769, des ouvrages qui restaient à faire pour achever la partie commencée du môle; qu'il y fit travailler jusque vers l'année 1776, temps auquel il éléva des réclamations à cause des pertes qu'il éprouvait sur ses ouvrages, résultant de la faiblesse des prix du détail, des réductions arbitraires qu'imposait encore M. de La Tasche, alors ingénieur à Granville, chargé de l'inspection des travaux, et enfin des avances excessives dans lesquelles il était continuellement sur les dits ouvrages; que les discussions, qui naquirent dans cette occasion entre l'ingénieur et l'entrepreneur, déterminèrent celui-ci à cesser ses travaux et firent désirer ardemment à M. de La Tasche de donner au sieur Besson un successeur plus facile, mais quelque vives que fassent les recherches qu'on fit pour trouver un ou plusieurs entrepreneurs, qui voulussent se charger, soit de la masse totale des ouvrages, soit de chaque nature d'ouvrage en particulier, personne ne consentit à accepter les prix du détail, et encore moins les diminutions que le zèle de M. de La Tasche avait cru y pouvoir exiger, de sorte que l'ouvrage resta interrompu pendant 3 ans; et que, plein de confiance dans cet ingénieur, il accepta la subrogation du sieur Besson, pour la continuation des ouvrages; après un long exposé de la situation des ouvrages, il supplie l'intendant de faire droit à ses réclamations (3 février 1783); — rapport de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, ports de commerce et autres ouvrages publics de la Généralité de Caen, sur la requête présentée à M. l'Intendant par le sieur Pierre-Marin Legrand, entrepreneur des ponts et chaussées, ayant exécuté partie des ouvrages qui restaient à faire pour achever le môle de Granville, au lieu et place du sieur André Besson, adjudicataire des dits ouvrages, réclamant contre l'insuffisance prétendue des prix qui lui ont été passés dans les comptes annuels des dits ouvrages (novembre 1783); — autre rapport du dit ingénieur du 1<sup>er</sup> juin 1786; — réponse au rapport de l'ingénieur sur la requête que le sieur Pierre-Marin Legrand a présentée à l'Intendant (septembre 1786);

ordonnance de l'intendant déboulant le sieur Legrand de sa demande (26 septembre 1786); — lettre de M. Couraye-Duparc, subdélégué, adressant à l'intendant le procès-verbal des dires et soutiens de Françoise Blanchet, veuve Lelièvre, contre le sieur Legrand, entrepreneur des ouvrages du môle, et des réponses de ce dernier (2 octobre 1787); — ordonnance de l'intendant admettant la veuve Lelièvre à fournir la preuve de la quantité de pierres extraites de sa carrière par le sieur Legrand et prescrivant la nomination d'experts par les parties, pour dresser leur rapport devant le subdélégué de Granville, pour ensuite être statué ce qu'il appartiendra (1788).

C. 1760. (Liasse.) — 16 pièces, papier.

**1759-1788.** — Fortifications. — Ports. — Objet général. — Correspondance entre MM. de Silhouette, Berlin, contrôleurs-généraux; La Millière, intendant des finances; de Fontette, intendant de la Généralité; Franquet de Chaville, directeur des fortifications; Le Febvre, ingénieur en chef des ponts et chaussées; les subdélégués d'Avranches, Bayeux, Caen, Coutances, St-Lo et Valognes, relative: à la proposition, par M. Berryer, d'un arrangement qui déchargerait le département de la marine de l'entretien des ports destinés uniquement au commerce, ce serait au contrôleur-général d'y pourvoir (3 juillet 1759); — à l'envoi d'un état de tous les ports situés dans la Généralité avec les réponses et observations des subdélégués, sur chacun de ces ports, établissant leur importance pour en favoriser la navigation et « y donner une attention particulière, aussitôt que le Roi aura pu rendre la paix à ses peuples, puisqu'il n'est pas possible d'y pourvoir plus tôt » (7 février 1760); — au compte-rendu de l'examen des états de situation des ouvrages des ponts et chaussées et ports maritimes de la Généralité de Caen sur les fonds des exercices 1781 et 1786 (28 avril 1783 et 24 juin 1788).

C. 1761. (Liasse.) — 93 pièces, papier.

**1763-1790.** — Fortifications. — Ports. — Comptabilité. — États des sommes à payer aux conducteurs, piqueurs, éclusiers, garde du port pour leur salaire, ensemble pour frais de levée de plans, nivellements, sondes, recherches de matériaux et autres dépenses (1764); — autres états des paiements faits aux sous-inspecteurs, sous-ingénieurs, élèves dessinateurs et géographes pour leurs appointements annuels (1765-1790); —

les dits états arrêtés par les ingénieurs en chef des ponts et chaussées, MM. Loguet, Viallet, Le Febvre et vus par MM. de Fontette et de Feydeau, intendants de la Généralité.

C. 1762. (Liasse.) — 2 pièces, papier.

**1762.** — Fortifications. — Port d'Isigny. — Élection de Bayeux. — Correspondance entre MM. Trudaine, intendant des finances et directeur des ponts et chaussées; de Fontette, intendant de la Généralité, et Loguet, ingénieur des ponts et chaussées, relative: à l'envoi d'une copie du procès-verbal dressé par les officiers de l'Amirauté de Carentan, constatant le mauvais état du port d'Isigny, on y constate que M. le duc de Penthièvre, qui l'a remis à M. le Contrôleur-général, pense que ce port, nécessaire pour le transport des cidres et beurres, cessera de pouvoir être fréquenté par les plus petits bâtiments, même par les bateaux pêcheurs, si l'on ne pourvoit à sa réparation; que par l'état des ports du département, envoyé le 7 février 1760, ce port n'étant utile que pour le transport des beurres et des charbons de terre provenant de la mine de Littry, dont il s'y fait un commerce considérable, doit être entretenu aux frais de Mgr l'Évêque de Bayeux, et que, s'il en est ainsi, il conviendrait d'indiquer la manière de s'y prendre pour l'obliger à faire les dites réparations (19 décembre); — à la visite à faire et au compte à rendre par M. Loguet de l'état du dit port.

C. 1763. (Liasse.) — 2 pièces, parchemin; 55 pièces, papier.

**1750-1769.** — Fortifications. — Port de Granville. — Élection de Coutances. — Correspondance entre MM. d'Ormesson, ministre; Trudaine, intendant des finances; Rouillé, secrétaire d'État de la marine; de La Briffe et de Fontette, intendants de la Généralité de Caen; de Miromesnil, intendant de la Généralité de Rouen; les officiers municipaux de Granville et de Mombrière, subdélégué, relative: aux représentations faites sur le mauvais état des maisons, qui bordent le quai du port de Granville, et sur le peu de précautions que l'on prend pour prévenir les accidents du feu, ce qui expose continuellement les bâtiments qui y sont à être brûlés et le port à être comblé (22 août 1750); — au devis, conditions et adjudications des travaux à exécuter au port pendant l'année 1750; — à la demande des officiers municipaux et des armateurs à l'effet d'obtenir la continuation des droits qui se perçoivent



pour l'entretien de leur port (20 août 1753); — au placet présenté à M. Trudaine par divers négociants de Granville, tendant à obtenir quelques fonds pour continuer les travaux du port (8 mars 1766); — à l'avis, donné par le ministre à l'intendant, que le seul moyen à employer pour le moment serait d'autoriser une imposition annuelle de 50,000 livres sur toute la Généralité et à laquelle contribuerait proportionnellement la ville de Granville (6 septembre 1767); — à la délibération prise par les officiers municipaux demandant la continuation, pendant 10 ans, du don gratuit pour contribuer à la dépense de leur port, le produit de ce don ne montant qu'à 7,400 livres (16 septembre 1767); — à la demande de renseignements sur la proposition faite par M. Trudaine, d'imposer sur les possédants-fonds de la Généralité la somme de 150,000 livres, en 3 années, pour être appliquée aux ouvrages du port qu'il s'agit de réparer et dont la dépense sera de 600,000 livres (27 avril 1768); — à l'arrêt du Conseil du 7 juin 1768, autorisant une imposition annuelle de 52,500 livres, pendant 3 années sur la Généralité, pour les ouvrages de Granville, laquelle est divisée par Elections ainsi qu'il suit: Avranches 5,539 livres 12 sols; Bayeux 3,775 livres 16 sols; Caen 3,928 livres 2 sols; Carentan 2,531 livres 10 sols; Coutances (y compris la ville de Granville) 21,000 livres; St-Lô 3,694 livres 12 sols; Mortain 2,799 livres 4 sols; Valognes 4,192 livres 4 sols; Vire 5,039 livres 12 sols; — à la contestation existant entre les officiers municipaux de Granville et le sieur Besson, entrepreneur, au sujet de l'établissement fait par ce dernier, d'un chantier qui, par sa position et l'alignement qu'il y donne, expose les bâtiments entrant et sortant, à un danger évident (28 septembre 1768); — aux réclamations formées par les officiers municipaux de Caen et de Granville sur les sommes de l'imposition, qui leur sont attribuées par l'arrêt du Conseil du 7 juin 1768 (10 février et 2 mars 1769).

C. 1764. (Liasse.) — 44 pièces, papier; 1 plan.

**1770-1777.** — Fortifications. — Port de Granville. — Election de Coutances. — Correspondance entre MM. Necker, contrôleur-général; d'Ormesson, ministre; Trudaine et de Cotte, intendants des finances; de Fontette, Esmangart et de Feydeau, intendants de la Généralité; Viallet Le Febvre, ingénieurs en chef des ponts et chaussées; les officiers municipaux de Gran-

ville; les receveurs des tailles de diverses élections et de Mombrière, subdélégué, relative: au renvoi, pour avis, de la demande des officiers municipaux de faire supporter aux négociants les 2 tiers de la somme de 6,000 livres, pour laquelle la ville a été comprise dans l'imposition, ordonnée par arrêt du 17 juin 1768, pour les travaux du port (3 mai 1770); — aux réclamations des officiers municipaux tendant à être dégrevés des impositions dont ils sont accablés pour les travaux du port; — au rejet par le Ministre des dites réclamations (29 mai 1770); — à l'envoi du mémoire adressé au contrôleur-général par les Prieur et Juges-Consuls de Granville, auquel était jointe l'expédition d'une délibération prise par les négociants de cette ville, demandant à percevoir sur chaque navire-bateau ou barque, sortant de leur port, un droit de 12 sols par tonneau de port, afin de mettre cette ville en état de payer l'imposition de 6,300 livres, à laquelle elle a été taxée pour sa contribution aux réparations du port (26 juin 1770); — au rapport de l'ingénieur-en-chef sur toutes les susdites demandes et réclamations (10 juin 1771); — à la demande faite aux officiers municipaux d'indiquer les dispositions prises pour l'acquit de leur part dans l'imposition, ordonnée en 1771, pour les travaux du port, restant à recouvrer par suite de l'ordre donné au receveur des tailles de surseoir aux poursuites pour le paiement des 6,300 livres, formant le contingent de la communauté (20 avril 1772); — au paiement des sommes dues au sieur Besson, entrepreneur, qui devant toucher 50,000 au mois d'octobre 1774 n'a reçu que 15,000 livres quoiqu'il soit en avance de 120,000 livres pour les travaux considérables exécutés en 1773 et 1774 (9 février 1775). —

C. 1765. (Liasse.) — 25 pièces, papier; 3 plans.

**1778-1786.** — Fortifications. — Port de Granville. — Election de Coutances. — Correspondance entre MM. de Calonne, contrôleur-général; La Millière, intendant des finances; Esmangart, de Feydeau, intendants de la Généralité; de Pléville, capitaine de vaisseau, commandant du port de Marseille; de Vaines, receveur-général des finances; Le Febvre, ingénieur en chef des ponts et chaussées; les officiers municipaux et Couraye-Duparc, subdélégué, relative: à l'envoi du mémoire que le sieur Besson a remis, en conséquence des ordres qui leur ont été donnés pour la continuation des ouvrages du port (5 septembre 1778); — aux difficultés éprouvées par le receveur-général

pour rendre son compte de l'imposition territoriale de l'année 1779 (18 août 1782); — au renvoi, pour éclaircissements, du mémoire adressé à M. le maréchal de Castries, sur l'état actuel du port et proposant un projet pour son amélioration (18 mai 1786); — à l'envoi du rapport sur le dit mémoire avec plans à l'appui (14 août 1786); — à la réception du mémoire et des plans présentant les projets d'agrandissement du port (17 août 1786).

C. 1766. (Liasse.) — 7 pièces, papier.

**1770-1775.** — Fortifications. — Port de Granville. — Élection de Coutances. — États des appointements des inspecteurs, élèves et conducteurs employés au port, certifiés par le sieur Régnier, ingénieur; — compte que rend par devant M. de Fontette, intendant de la Généralité, Pierre-Thomas Lorin, conseiller du Roi, receveur des tailles de l'élection de Coutances, des recettes et dépenses par lui faites sur tous les propriétaires et possédants-fonds, nobles, ecclésiastiques, exempts et non exempts privilégiés et non privilégiés de la dite Élection pour l'année 1772, sur l'impôt pour le port de Granville et indemnités des grandes routes, conformément à l'arrêt du Conseil du 23 février 1772 et des lettres-patentes du 14 août suivant, enregistrées au Conseil supérieur de Bayeux, la recette se monte à 19,483 livres et les dépenses à pareille somme; — autre compte-rendu au dit intendant pour le même objet par Jean-Julien-Louis-Michel Lanon, sieur de Beaufremont, conseiller du Roi, receveur des tailles de l'élection de St-Lo, la recette se monte à 14,259 livres et les dépenses à pareille somme, les dits comptes arrêtés par M. de Fontette.

C. 1767. (Liasse.) — 4 pièces, parchemin; 37 pièces, papier; 4 plans.

**1726-1735.** — Fortifications. — Port de Carteret. Élection de Valognes. — Correspondance entre MM. Le Peletier, Orry, contrôleurs-généraux; de Maurepas, ministre; de Vastan, intendant de la Généralité; de Caux, directeur des fortifications et des Carreaux, subdélégué, relative: au mémoire descriptif du havre de Carteret rédigé par M. Labrosse, ingénieur du Roi, qui propose la dépense de construction d'un aqueduc, pour enfermer les eaux et les conduire dans le Havre (18 novembre 1726); — à la lettre et aux réclamations de M. d'Annerville, seigneur de Carteret, représentant que le port se détruit journellement faute d'une légère réparation (19 juin 1729); — au renvoi des plans, devis

et estimations dressés en 1726, des ouvrages du port qui se détruit faute d'une réparation qui ne monte qu'à 6,225 livres et aux mesures à prendre pour trouver cette somme (6 août 1729); — à la réception des dits plans et devis et à l'avis donné qu'il sera proposé à M. le Contrôleur-Général de lever, par imposition sur toute la Généralité, les 6,225 livres nécessaires pour les réparations du port (21 août 1729); — à la demande des habitants de Carteret pour que le Roi fasse rétablir leur port, qui est prêt d'être comblé par les sables (17 octobre 1729); — au mémoire de M. Tousard, directeur-général des fermes à Caen, sur le rétablissement du port et havre de Carteret (16 décembre 1729); — aux nouvelles instances des habitants de Carteret pour le rétablissement de leur port (28 février 1731); — à l'envoi de l'arrêt ordonnant l'adjudication des ouvrages à faire pour le rétablissement du port, dont les entrepreneurs seront payés par l'adjudicataire des Fermes-Générales (23 juillet 1731); — aux certificats délivrés par M. de Caux, capitaine d'infanterie, ingénieur ordinaire du Roi en chef de la Basse-Normandie, constatant que les travaux du port sont assez avancés pour qu'il soit payé des à-comptes au sieur Blain, entrepreneur (1733); — à la demande de M. de Caux d'une indemnité des dépenses qu'il a été obligé de faire pendant la durée des travaux du port (2 août 1734); — à l'avis donné que l'indemnité de 1,600 livres, proposée en faveur de l'entrepreneur, a été réduite à 800 livres et qu'elle devra être payée par l'adjudicataire des Fermes (16 octobre 1734); — aux ordres donnés de faire payer à M. de Caux une somme de 300 livres pour gratification.

C. 1768. (Liasse.) — 32 pièces, papier; 2 plans.

**1712-1767.** — Fortifications. — Port de Dielette. — Élection de Valognes. — Correspondance entre MM. Machault, contrôleur-général; Amelot, Rouillé, ministres; Trudaine, intendant des finances; Guynet, de La Briffe, de Fontette intendants de la Généralité; Loguet, ingénieur des ponts et chaussées; Le Febvre, ingénieur-en-chef; des Carreaux, et Deslondes, subdélégués, relative: à la remise faite par M. le maréchal de Villeroy, d'un placet présenté à M. le comte de Toulouse par les habitants des paroisses de Flamenville, les Pieux, Tréauville, Sionville et Benoistville, de l'Élection de Valognes, qui demandent le rétablissement du port (28 décembre 1717); — à l'envoi pour exécution de l'arrêt du Conseil ordonnant le rétablissement du

port (25 février 1718); — aux plaintes portées au Conseil du commerce sur les fraudes qui se commettent par le port qui a été rétabli (4<sup>er</sup> juin 1718); — à l'offre faite au Roi par M. le marquis de Flammenville, d'abandonner à S. M. le port de Dielette; — à la constatation à faire, en conséquence, d'une maison qui y est bâtie et d'une espèce de terrain autour du dit port (3 août 1751); — à la réception du procès-verbal de prise de possession du port cédé au Roi par M. de Flammenville, dressé par le subdélégué de Valognes (28 septembre 1751, — aux états des ouvrages que le Roi a ordonné être faits au port pendant les années 1752, 1753, 1754, 1756 et 1757; — au devis et conditions auxquels se conformeront les entrepreneurs adjudicataires des ouvrages du port, pendant 5 années consécutives (1752); — à l'autorisation donnée de faire les réparations urgentes du port, montant à 212 livres 16 sols 7 deniers (16 août 1764); — à l'état de situation au 31 juillet 1788 des ouvrages et dépenses faits par Pierre La Pierre Jacquelin, pour la réparation de la jetée du port de Dielette, conformément à l'adjudication faite au dit entrepreneur le 15 octobre 1787, moyennant la somme de 3019 livres.

C. 1769. (Liasse.) — 69 pièces, papier.

**1733-1769.** — Fortifications. — Port de Cherbourg. — Élection de Valognes. — Correspondance entre MM. Machault et Bertin, contrôleurs-généraux, d'Asfeld, de Maurepas, Rouillé, duc de Choiseul, d'Ormesson, ministres; Trudaine et La Millière, intendants des finances; Guynet, de La Briffe, de Fontette, intendants de la Généralité; de Caux, directeur des fortifications; Le Febvre, ingénieur en chef des ponts et chaussées; Deslondes-Lefebvre et de Virandeville, subdélégués, relative: à la réception de la lettre annonçant qu'il a été procédé à l'adjudication des ouvrages à faire à la jetée de Cherbourg (5 février 1723); — au mémoire, dressé le 20 juin 1741, faisant connaître la nécessité d'avoir un port sur la Manche, qui puisse en assurer la navigation et servir aux vaisseaux surpris par la tempête; — aux changements proposés dans l'entreprise des jetées accordée au sieur Simon (1742); — à l'ordonnance de l'intendant, portant que les habitants de plusieurs paroisses de l'Élection de Valognes seront tenus de fournir les chevaux et harnais nécessaires aux ouvrages de Cherbourg (15 septembre 1742); — aux représentations faites que pour mettre le port plus à couvert des insultes de l'ennemi, il conviendrait

d'y avoir une batterie de canon pour en défendre l'entrée (28 août 1744); — aux plaintes portées par les maire, échevins et négociants de Cherbourg au sujet d'un droit de 10 sols, qui se perçoit sur les bâtiments qui entrent et sortent du bassin du port (5 juin 1750); — aux difficultés éprouvées pour l'ouverture du pont-tournant dans le port (14 août 1750); — à la liberté accordée à l'entrepreneur des ouvrages de Cherbourg de bâtir près le pont du Roule une maison, pour y déposer les bois qui lui sont nécessaires (29 mars 1754); — au mode d'adjudication des travaux de l'écluse de chasse de l'avant-port (8 avril 1753); — à la proposition de M. Franquet de Chaville, de remplacer le sieur Simon, entrepreneur des ouvrages de Cherbourg, décédé, par le sieur La Tillière (24 juillet 1754); — à l'avis donné de l'acceptation de la dite proposition (11 décembre 1754); — à la demande du sieur Terrier pour que son emploi de chargé de l'entretien et de l'ouverture du pont-tournant lui soit conservé (29 novembre 1762); — au compte-rendu de la situation du port (23 juillet 1763); — à la proposition du sieur Simon fils, comme nouvel entrepreneur du port (5 juin 1765); — à l'avis donné qu'il est impossible de procurer les deux bataillons demandés pour les travaux de Cherbourg, parce que toutes les troupes sont en activité pour les inspections et les exercices (17 juin 1766); — à l'envoi d'un projet d'arrêt demandé par M. Viallet, ingénieur, pour mettre en règle la comptabilité des ouvrages du port (7 juin 1768); — à la demande des sieurs Simon frères et compagnie, anciens entrepreneurs des ouvrages du port, du paiement de ces ouvrages qu'ils font monter avec les indemnités à près de 100,000 livres (8 mars 1769); — à l'indemnité demandée par le sieur Josseume, capitaine du navire « la Marie-Angélique », pour l'aider à équiper et remonter ce vaisseau qui servait à transporter les matériaux destinés au port et qui a péri par un coup de vent, le 11 août 1769.

C. 1770. (Liasse.) — 109 pièces, papier.

**1770-1785.** — Fortifications. — Port de Cherbourg. — Élection de Valognes. — Correspondance entre MM. le duc de La Vrillière, de Sartine, le marquis de Ségur, ministres; Trudaine, Tolozan, de Cotte, La Millière, intendants des finances; de Fontette, Esman-gart, Feydeau, intendants de la Généralité de Caen; Julien, intendant de la Généralité d'Alençon; Viallet, Le Febvre, ingénieurs en chef des ponts et chaussées;



du Mourier, commandant la place de Cherbourg; Berthie, trésorier particulier des ponts et chaussées; Génas, de Beaulieu, de La Hogue, Le Paulmier et de Varroc, subdélégués, relative : à la gratification de 110 livres accordée aux élèves qui ont travaillé à Cherbourg, laquelle sera prise sur les fonds destinés au rétablissement du port (27 août 1770); — à la préférence à donner aux ouvrages du bassin du port (12 juillet 1772); — à l'envoi du plan corrigé de Cherbourg, avec une copie de la réduction où le nouveau canal est tracé (2 novembre 1775); — à la suspension provisoire des travaux du port (20 décembre 1776); — à l'envoi des devis et détails des ouvrages devant former la 4<sup>e</sup> adjudication pour le port, dont le montant est de 344,935 livres 17 sols 3 deniers, y compris 70,000 livres pour ouvrages provisoires et imprévus (31 décembre 1776); — aux réclamations de l'entrepreneur qu'il n'a reçu qu'un léger à-compte sur les deux ordonnances de 15,000 livres, expédiées à son profit (17 septembre 1777); — à l'envoi, pour renseignements, d'un mémoire des négociants de la ville, représentant « que les apparences leur faisant craindre une guerre prochaine, « ils voient avec beaucoup d'inquiétude que le chenal « de leur port s'encombre journellement, que l'entrée « en est obstruée et que les frégates, que le Roi pourra « envoyer pour protéger leur commerce, n'auront point « d'asile », ils demandent d'ordonner de remédier à ces inconvénients (2 avril 1778); — au mémoire sur le port par M. du Mourier, commandant de la place (1778); — à la plainte de l'entrepreneur des ouvrages du port de n'avoir reçu qu'un très léger à-compte sur les trois ordonnances de 20,000 livres qui ont été expédiées (15 juin 1778); — à l'envoi d'un mémoire sur le port, rédigé par M. Le Febvre, ingénieur en chef des ponts et chaussées (25 juin 1778); — à la construction de 150 toises de longueur des murs de quai de l'avant-port (2 août 1778); — à l'évaluation de l'indemnité due au sieur Legrancher, pour sa maison qui a été démolie pour faciliter l'entrée de la ville du côté du port (16 mars 1781); — au compte-rendu de l'examen fait à l'assemblée des ponts et chaussées des ouvrages à faire au port de Cherbourg (25 juin 1782); — à la réunion à Cherbourg d'un grand nombre de charpentiers, de corroyeurs et d'ouvriers de toute espèce, pour l'exécution d'un projet approuvé par S. M. (22 mars 1783); — à la proposition du sieur Magné de La Londe, receveur des bois et domaines de Monsieur, demeurant à Mortagne, de deux machines propres aux épuisements et aux travaux de Cherbourg (30 juillet 1783); — à l'avis donné que le projet d'arrêt approu-

vant les ouvrages et paiements faits par anticipation, tant sur la fouille des canaux à l'est de l'écluse de chasse, en amont de l'avant-port de Cherbourg, que sur les murs de quai bordant les canaux et autres, a été signé (12 mai 1785).

C. 1771. (Liasse.) — 142 pièces, papier.

**1786-1790.** — Fortifications. — Port de Cherbourg. — Élection de Valognes. — Correspondance entre MM. Lambert, contrôleur-général; maréchal de Ségur, de La Luzerne, ministres; duc d'Harcourt, gouverneur de la province; La Millière, intendant des finances; Feydeau, Cordier de Launay, intendants de la Généralité; Le Febvre, ingénieur en chef des ponts et chaussées; Pitrou, ingénieur à Cherbourg, et de Garantot, subdélégué, relative : à l'envoi d'une copie de l'arrêt et des lettres-patentes validant les paiements faits au sieur Maurice, entrepreneur des ouvrages du port, montant à 365,057 livres 4 sols 7 deniers (7 janvier 1786); — à la demande du devis des ouvrages du port, et de la soumission du sieur Maurice, entrepreneur, afin d'en faire faire des copies pour que le trésorier des ponts et chaussées puisse les fournir à l'appui de ses comptes (27 janvier 1786); — à la mise en règle de la comptabilité des ouvrages du port (30 janvier 1786); — aux observations faites sur l'état des ouvrages exécutés pendant la campagne de 1785 (20 avril 1786); — à l'avis donné que les sieurs Tarbé et Spiros, élèves des ponts et chaussées, ont été désignés pour travailler au port (23 avril 1786); — à la demande des sieurs Bassaget et Jacques Le Valois, d'une indemnité pour la perte de leur navire nommé : « *Le Pascal* », qui a été brisé sur les rochers en transportant des pierres pour les grands travaux de Cherbourg (4 août 1786); — à l'envoi de modèles de situation des ouvrages faits au port jusqu'au 31 décembre 1786; — aux nouveaux éclaircissements demandés sur la perte ou les avaries des embarcations employées au service des grands travaux de Cherbourg (31 janvier 1787); — à l'avis donné que les sieurs Henriquez et Mathieu ont été désignés pour servir en qualité d'élèves au port, aux appointements de 80 livres par mois (7 avril 1787); — au compte-rendu de l'examen de l'état de situation des ouvrages exécutés au port pendant l'année 1786 (7 avril 1787); — à l'avis donné que le Roi a accordé des indemnités pour la perte de gabarres employées au service des grands travaux de Cherbourg, savoir : 4,647 livres 1 sol aux sieurs Bassaget et Jacques Le Valois, 2,400 livres au sieur Lanchon, 300 livres aux

sieurs Jean Fatôme et Macé Renouf, et 300 livres au sieur Jean Duquesne (13 juillet 1787); — à la réception de l'état de situation des ouvrages exécutés au 31 décembre 1787 (20 juillet 1788); — aux observations faites sur le dit état (20 juillet 1788); — à l'avis donné que les sieurs Houssin et La Villette ont été nommés pour servir en qualité d'élèves au port, aux appointements de 80 livres par mois (23 avril 1788); — à l'indemnité sollicitée par le sieur Maurice, entrepreneur des ouvrages du port, en raison de la perte d'une gabarre qu'il entretenait pour son service (19 juillet 1788); — au compte rendu sur la plainte de M<sup>me</sup> de Clitourp, qu'un des préposés aux manœuvres du pont avait exigé d'un des capitaines de ses navires une somme de 12 livres pour ouvrir le pont, et que sur le refus de ce capitaine il n'avait pu obtenir l'entrée du bassin (18 mars 1789); — à l'envoi des devis et détails estimatifs des ouvrages du port de commerce dont deux adjudications sont proposées (29 avril 1789); — aux renseignements demandés sur les dégradations occasionnées à la jetée de l'est du port, par suite d'un coup de vent (17 décembre 1789).

C. 1772. — 6 cahiers, 60 feuillets, papier; 7 pièces, papier.

**1723-1742.** — Fortifications. — Port de Cherbourg. — Élection de Valognes. — Devis et conditions auxquelles seront obligés ceux qui entreprendront : la continuation de la jetée du côté de l'est du port de Cherbourg, sur la longueur de 65 toises et élevée à la même hauteur que la partie qui est faite, et plus, s'il est jugé nécessaire; le sieur Gallis, ayant le sieur Canu pour caution, est déclaré adjudicataire des dits travaux, au prix de 19 livres la toise de maçonnerie à pierre sèche, de 20 sols la toise de sable à déblayer et à remblayer, dont il sera payé, un tiers comptant, le second tiers, après qu'ils seront finis, vus et visités (1<sup>er</sup> février 1723); — les ouvrages ordonnés pendant l'année 1725 et 1726, le sieur Gallis, ayant pour caution le sieur Simon, est déclaré adjudicataire des dits ouvrages, pour trois ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1726, conformément aux conditions portées au devis (26 avril 1726); — la continuation du prolongement de la jetée de l'ouest du port sur 20 toises de longueur, avec un mur de 7 pieds de hauteur et 11 pieds d'épaisseur au sommet, pour la partie que le Roi a ordonné être faite en 1729 et pour celles qui seront ordonnées en 1730 et 1731, le sieur Gallis, ayant pour caution le sieur Collas, est déclaré adjudicataire moyennant les prix ci-après, savoir : la toise cube de sable,

pierres et écalins à déblayer et remblayer, mesurée une fois seulement, 4 livres 10 sols, la toise cube de maçonnerie à pierre sèche, compris le parement, 34 livres (8 mars 1729); — les ouvrages ordonnés pendant l'année 1738 et suivantes, le sieur Simon, ayant pour caution le sieur Gallis, est déclaré adjudicataire des dits ouvrages aux clauses et conditions du devis qu'il a dit bien entendre (30 décembre 1737); — les ouvrages ordonnés pour rendre l'entrée du port accessible aux frégates et aux plus gros navires marchands, le sieur Simon, ayant pour caution le sieur Gallis, est déclaré adjudicataire, à charge de rembourser les dépenses des matériaux et autres qui ont été amassés, d'après les ordres de la cour, pour servir aux dits travaux, suivant qu'elles seront réglées par M. de Caux, directeur des fortifications; l'Intendant, du consentement du sieur Simon, a ordonné que le prix de la toise cube de maçonnerie, à parement de pierre de taille, fixé par l'adjudication à 118 livres demeurera réduit à 116 livres seulement (12 juin et 30 août 1742); — sur l'avis donné du décès du dit sieur Simon et sur la lettre de M. Rouillé, ministre, et l'acte, sous signature privée, passé entre le sieur de la Tillière et les deux fils du dit feu sieur Simon et ses héritiers le 19 novembre, l'Intendant a continué au sieur Louis Jourdan de la Tillière, bourgeois de Cherbourg, l'adjudication des ouvrages ci-devant mentionnés passés au dit feu sieur Simon, les 12 juin et 30 août 1742, aux mêmes prix, clauses et conditions portées au devis, le dit sieur de la Tillière a accepté et a présenté pour caution M. Aubin Goujet, avocat au Parlement, demeurant à Caen, qui a accepté (12 juin 1742).

C. 1773. — 4 cahiers, 89 feuillets, papier.

**1756-1763.** — Fortifications. — Port de Cherbourg. — Élection de Valognes. — Devis des ouvrages à faire pour l'achèvement des quais de l'avant-port et du bassin de Cherbourg que l'on a commencé d'élever et la construction des écluses qui seront jugées nécessaires au curement du port et au service de la fortification pendant les années 1756, 1757 et 1758; — le sieur François Roussel, entrepreneur, demeurant à Cherbourg passage Ste-Trinité, ayant pour caution Jean-Pierre Simon, demeurant à Caen, paroisse St-Pierre, est déclaré adjudicataire des dits ouvrages (27 mars 1756); — devis des ouvrages de maçonnerie, charpente, serrurerie, pavé et terrasses à faire pour réédifier la grande écluse de Cherbourg, ainsi que le pont de commu-

nication sur le passage de la dite écluse, ensemble les deux murs joignant à droite et à gauche du côté de l'avant-port, les deux autres de pareille espèce du côté du bassin et le mur en retour, qui doit former partie d'un des côtés du bassin, le sieur Maurice, entrepreneur, demeurant à Paris, place de l'Estrapade, ayant pour caution Claude Hénault, entrepreneur, demeurant à Vire, paroisse Notre-Dame, est déclaré adjudicataire des dits ouvrages moyennant la somme de 163,772 livres, laquelle somme lui sera payée au fur et à mesure de l'avancement des travaux et sous les clauses, charges et conditions du dit devis, sauf à l'entrepreneur à s'arranger avec les fermiers pour les droits qui pourront être dus sur les boissons qu'il fournira à ses ouvriers (4 juillet 1763); — Détail estimatif des dits ouvrages de maçonnerie s'élevant à 163,771 livres 17 sols 6 deniers fait et calculé par M. Loguet, ingénieur des ponts et chaussées et ports maritimes de la Généralité de Caen (1<sup>er</sup> mai 1763).

C. 1774. — 2 cahiers, 55 feuillets, papier.

**1768-1770.** — Fortifications. — Port de Cherbourg. — Élection de Valognes. — Devis des ouvrages de maçonnerie, charpente, serrurerie et autres à faire pour perfectionner la grande écluse de Cherbourg, rétablir « dans l'avant-port le mur « de quai joignant le bajoyer du côté de Tourlaville, « ensemble la construction d'une digue ou pourtour « du bassin pour le fermer provisoirement, celle « du pont de l'Hermitage, et d'une partie du nouveau « canal de la Divette, aux abords du dit pont dans « les grèves de l'arrière-port; la démolition des « batardeaux dans l'avant-port, et la perfection des « avant faux badiers en fascinaiges, tunages et pavé « des deux côtés de la grande écluse »; à l'article 14 du dit devis, il est dit que « l'adjudicataire, qui se chargera de l'exécution des dits ouvrages, sera tenu, au moyen d'une somme en bloc dont on conviendra, de fournir tous les matériaux, outils, machines, équipages, peines d'ouvriers d'art et de manouvriers nécessaires pour faire et parfaire, en toute bonne façon, les ouvrages énoncés au dit devis, qu'il se conformera à cet effet tant aux conditions particulières qui y sont prescrites qu'aux ordres, dessins et développements qui lui seront donnés par l'ingénieur-en-chef ou par l'inspecteur chargé de veiller à leur exécution » (1<sup>er</sup> mai 1770); — procès-verbal d'adjudication des dits travaux, faite par M. de Fontette, intendant de la Généralité, au sieur Maurice, ayant pour caution le

sieur Besson (1<sup>er</sup> juin 1770); — autre détail estimatif des ouvrages à achever pour perfectionner la grande écluse de Cherbourg, montant à la somme de 461,848 livres 5 sols 10 deniers dressé par M. Delaveyne, inspecteur des ponts et chaussées et ports maritimes de commerce de la Généralité de Caen (1<sup>er</sup> mai 1770).

C. 1775. — 7 cahiers, 116 feuillets, papier.

**1774-1776.** — Fortifications. — Port de Cherbourg. — Élection de Valognes. — Devis « des « ouvrages de maçonnerie, charpente, serrurerie et « autres à faire pour construire 111 toises de longueur « de murs de quai du bassin du côté de Cherbourg entre « le mur en amorce, du côté de l'arrière-bassin et celui « joignant la grande écluse, ensemble le déblai à « faire pour vider le bassin, le corroy d'argile, au « devant de la retraite de fondation dans son pourtour « intérieur, le rejointement général des parements « de pierre de taille du dit bassin, avec mortier de « composition, le batardeau à y construire, près la « petite écluse de chasse, celui à faire dans l'avant- « port et la démolition du batardeau en travers de la « grande écluse »; avant de procéder à l'adjudication des dits travaux, il est donné avis que, dans le prix de l'adjudication sera comprise une somme de 73,000 livres, à laquelle ont été évalués par appréciation les ouvrages provisoires et imprévus, que l'emploi de cette somme sera fait par attachement, de sorte qu'elle ne sera payée en totalité à l'adjudicataire, qu'autant que les dits ouvrages seront assez considérables pour l'absorber; s'ils se trouvaient supérieurs, l'entrepreneur serait payé de l'excédant ainsi qu'il serait ordonné; s'ils étaient inférieurs, le revenant-bon serait imputé en diminution sur le prix de la dite adjudication, le sieur Maurice, demeurant à Cherbourg, ayant pour caution Jean Besson, demeurant à Caen, paroisse Notre-Dame, est déclaré adjudicataire, en s'obligeant d'exécuter les ouvrages mentionnés, aux charges et conditions portées moyennant la somme de 344,900 livres; — autre détail estimatif des dits ouvrages, arrêté à la somme de 344,935 livres 17 sols 3 deniers par M. Lefebvre, ingénieur en chef des ponts et chaussées et ports maritimes de commerce de la Généralité de Caen (30 juin 1776).

C. 1776. — 6 cahiers, 100 feuillets, papier.

**1778-1779.** — Fortifications. — Port de Cherbourg.



— Élection de Valognes. — Devis « des ouvrages de « terrasses et charpente, maçonnerie et autres, à « faire pour construire une écluse de chasse de 18 « et 12 pieds de largeur sur 61 toises 4 pieds de « longueur d'une tête à l'autre, dans l'avant-port « de Cherbourg du côté de Tourlaville, ensemble la « construction d'un bateau vanne à placer dans la « dite écluse pour retenir et lâcher les eaux afin de « former chasse dans le dit avant-port », les dits ouvrages adjugés au sieur Maurice moyennant 320,900 livres, lequel a pour caution le sieur Jacques Bayeux; — détail estimatif montant à la somme de 320,964 livres 7 sols 1 denier, dressé par l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, ports maritimes de commerce et autres ouvrages publics de la Généralité.

C. 1777. — 7 cahiers, 57 feuillets, papier.

**1782-1783.** — Fortifications. — Port de Cherbourg. — Élection de Valognes. — Devis des ouvrages en terrasses, charpente, maçonnerie et autres à exécuter pour la confection de la partie des canaux comprise entre la tête d'amont de l'écluse de chasse de l'Est et le pont de l'Hermitage; — état de situation des ouvrages et des dépenses faites par Jacques-Martin Maurice pour la construction des murs de quai du bassin, côté de Cherbourg et autres ouvrages, conformément à l'adjudication faite au dit entrepreneur le 16 février 1778 pour la somme de 344,900 livres (exercice 1782); — devis des ouvrages de charpente, ferrure et autres à faire « pour reconstruire la porte Busquée de la « grande écluse de Cherbourg, laquelle a 40 pieds « de largeur entre ses bajoyers »; — détails estimatifs des dits ouvrages; les dits devis et détails estimatifs arrêtés par MM. de Feydeau, intendant de la Généralité, Duclos, ingénieur des ponts et chaussées, à Cherbourg, et Lefebvre, ingénieur-en-chef des ponts et chaussées, à Caen.

C. 1778. — 15 cahiers; 136 feuillets, papier.

**1782-1789.** — Fortifications. — Port de Cherbourg. — Élection de Valognes. — Devis et conditions auxquelles seront tenus de se conformer ceux qui se rendront adjudicataires des ouvrages de fortifications et bâtiments qui en dépendent à Cherbourg, à faire pendant les années 1783, 1784, 1785, 1786, 1787, 1788 et 1789, tant pour leurs réparations et achèvement des anciens que pour la construction à neuf de ceux

qui seront ordonnés pendant les six années de la durée du marché; — autre devis des ouvrages ou dépenses à faire pendant deux années (1786-1787) pour l'entretien du port, la manœuvre du pont-tournant et des écluses, les réparations et entretiens des jetées, l'enlèvement de plusieurs blocs de pierre de taille, répandus dans le chenal, la démolition du grand batardeau, situé dans le bassin, les frais de magasin du bureau, de levée de plan, nivellements, sondes, etc., les dits ouvrages adjugés au sieur Maurice moyennant 104,500 livres, ayant pour caution le sieur Besson-Desmarais; — autre devis des ouvrages ou dépenses à faire annuellement pour l'entretien du port pendant six années à commencer du 1<sup>er</sup> mai 1789, jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 1795.

C. 1779. (Liasse.) — 11 plans.

**1775-1790.** — Fortifications. — Port de Cherbourg. — Élection de Valognes. — Plan général du port et de la ville projetée dans le terrain vague ou pourtour, proposé par M. Le Febvre, ingénieur du Roi en chef pour les ponts et chaussées et ports du commerce de la Généralité de Caen (1<sup>er</sup> mars 1775); — autre plan du dit port et de ses abords (23 décembre 1783); — profil des murs du canal joignant la tête de l'écluse, proposé par M. Duclos, inspecteur des ponts et chaussées et ports maritimes (10 décembre 1784); — plan de l'avant-radier et d'une partie des canaux à la tête d'amont de l'écluse de chasse du côté de Tourlaville, dressé par le même (10 décembre 1784); — autre plan des abords de Cherbourg du côté de Briquebec dressé par M. Le Febvre (2 mars 1787); — projet d'un aqueduc entre le bassin et la retenue de l'ouest (1790).

C. 1780. (Liasse.) — 59 pièces, papier; 1 plan.

**1775-1787.** — Fortifications. — Port de Cherbourg. — Élection de Valognes. — Indemnités. — Correspondance entre MM. de Calonne, contrôleur-général; La Millière, ministre; de Feydeau, intendant de la Généralité de Caen; Le Febvre, ingénieur en chef des ponts et chaussées; Pitrou, ingénieur ordinaire à Cherbourg; Maurice, entrepreneur des travaux du port et Sivard de Beaulieu, subdélégué, relative: à la réclamation de M. le chevalier d'Equedville, ancien capitaine de vaisseau, chef des classes à Cherbourg, d'une indemnité pour une maison qu'il a occupée sur le chemin de l'abbaye; — à la réponse de l'intendant qu'il ne peut satisfaire à cette demande, n'ayant pas de fonds

pour ces sortes d'indemnités ; — aux plaintes portées par l'entrepreneur contre le sieur Begnier, préposé à la direction des travaux, à qui une forte marée a fait éprouver beaucoup de pertes ; à cet effet, il demande une gratification et une augmentation de prix ; par sa lettre du 2 avril 1784, M. La Millière dit « que « l'assemblée des ponts et chaussées a trouvé une « partie des demandes de cet entrepreneur bien fondée « et qu'il paraissait juste de lui accorder une indemnité « de 32,977 livres 6 sols 2 deniers ; » — aux requêtes présentées par divers particuliers pour obtenir les indemnités pour terrains par eux cédés pour la construction du port, notamment celle des sieurs Requet, dont le procès-verbal d'expertise constate le refus de consentir à la démolition de leurs maisons, sans être préalablement payés de l'indemnité, qui leur est accordée ; — au rapport de M. Pitrou, ingénieur, relatif à la réclamation du sieur Le Blanc, d'une augmentation d'indemnité ; le dit ingénieur écrit que l'expert Duclos s'est trompé en fixant le prix à 180 livres, tandis que lui pense qu'elle doit être de 1,350 livres ; — au mémoire présenté par M. d'Éculleville, ancien capitaine de vaisseau, chef des classes de l'arrondissement de Cherbourg, proposant à la ville de céder sa propriété, pour exécuter les travaux projetés, moyennant 23,500 livres, dont il toucherait les intérêts pendant deux années, époque à laquelle il désire recevoir le capital.

C. 1781. (Liasse.) — 23 pièces, papier.

**1784-1786.** — Fortifications. — Port de Cherbourg. — Élection de Valognes. — Procédures. — Correspondance entre MM. le maréchal de Ségur, ministre ; de Caux, directeur des fortifications ; de Feydeau, intendant de la Généralité, et de Garantot, subdélégué, relative : à la requête des sieurs Étienne Le Blanc, corroyeur, de la paroisse de Tourlaville, et Louis Loir, de la paroisse d'Octeville, présentée à l'intendant pour obtenir un mandement à l'effet de faire assigner le sieur Pimbert, entrepreneur des ouvrages du port, en paiement de la somme de 84 livres pour six toises de pierres qu'ils lui ont livrées (11 mai 1784) ; — à la contestation survenue entre les entrepreneurs des grands travaux de Cherbourg et les fabricants de brique sur le prix de la fourniture de cette matière (5 mai 1786) ; à l'envoi du résultat des éclaircissements fournis sur la dite contestation (12 août 1786) ; — à la remise à faire de l'ordonnance de l'intendant, rendue conformément à la décision du ministre de la Guerre sur la contestation qui s'est élevée entre le sieur Boulabert

et les sieurs Viel de Hautmesnil et compagnie (20 octobre 1786) ; — au compte-rendu de l'exécution de la dite ordonnance (6 novembre 1786).

C. 1782. (Liasse.) — 55 pièces, papier.

**1781-1782.** — Fortifications. — Rade de Cherbourg. — Élection de Valognes. — Correspondance entre MM. le marquis de Ségur, ministre de la guerre ; de Fourcroy, maréchal de camp ; de Caux, maréchal de camp, directeur des fortifications ; Esmangart, intendant de la Généralité ; Thibault de Longecour, commissaire des guerres ; les officiers du conseil d'administration des ouvrages de la rade et Sivard de Beaulieu, subdélégué, relative : au règlement établissant une nouvelle forme d'administration dans l'exécution des ouvrages ordonnés par le Roi, pour fortifier la rade de Cherbourg (23 février 1781) ; — à la réception de l'état des officiers et employés que le Roi a nommés pour l'administration des travaux de la rade (8 avril 1781) ; — à la réfutation par le ministre de la Guerre des observations de l'intendant de la Généralité sur le règlement du 21 février, concernant l'établissement d'une administration particulière des grands travaux de Cherbourg (30 avril 1781) ; — à l'envoi des observations demandées sur les différents marchés des travaux de Cherbourg, adressées par le conseil d'administration (31 décembre 1781) ; — à la demande du sieur Poulain, nommé à la place du trésorier de l'administration établie pour les grands travaux de la rade par le règlement du 23 février 1781, de lui accorder le logement qui lui revient, en la dite qualité, à compter du dit jour (31 décembre 1781) ; — à l'envoi fait par le conseil d'administration des projets de compte de la dépense faite en 1777 et 1779 pour les approvisionnements et les travaux de la rade (20 février 1782) ; — à l'avis donné qu'il a été mandé au commissaire, employé dans l'administration des travaux de Cherbourg, qu'il était indispensable de mettre deux ou trois mois d'intervalle entre la publication des fournitures à entreprendre pour ces ouvrages et le moment de l'adjudication (23 février 1782) ; — aux contestations qui se sont élevées dans l'administration des travaux de Cherbourg (mars 1782) ; — à l'envoi d'une copie corrigée du mémoire sur l'administration des travaux, afin d'éviter les contestations sur la forme des comptes et toisés (3 avril 1782) ; — à la remise du bordereau abrégé, en 3 colonnes, des prix pour la continuation des travaux extérieurs de Cherbourg (22 juin 1782).

C. 1783. (Liasse.) — 78 pièces papier.

**1783-1788.** — Fortifications. — Rade de Cherbourg. — Élection de Valognes. — Correspondance entre MM. le marquis de Ségur, ministre de la guerre; le maréchal de Castries, de Caux, mestre de camp, directeur des fortifications; Esmangart, de Feydeau, intendants de la Généralité; Le Febvre, ingénieur en chef des ponts et chaussées; Deshayes, commissaire des classes à Cherbourg et les subdélégués, relative: à l'autorisation à donner aux subdélégués de procurer les ouvriers sur les demandes faites tant par M. Mistral, ordonnateur de la marine au Havre, que par M. Deshayes, commissaire des classes à Cherbourg (16 mars 1783); — à la réception de l'acte de cautionnement que les sieurs Boulabert et Mignot s'étaient obligés de fournir en vertu de l'adjudication qui leur a été faite des ouvrages de la rade de Cherbourg (22 mars 1783); — à la réunion à faire à Cherbourg d'un grand nombre de charpentiers, corroyeurs et d'ouvriers de toutes espèces pour l'exécution d'un projet approuvé par S. M. (22 mars 1783); — à l'avis donné que la paie des charpentiers employés aux travaux qui s'exécutent, monte depuis 28 sols jusqu'à 36 et même 40 pour ceux de la 1<sup>re</sup> classe (30 juin 1783); — aux mesures à prendre pour continuer la construction des caisses coniques que l'on a été obligé d'abandonner (5 juillet 1783); — à l'envoi des toisé et compte définitif de la dépense faite pour la fortification de la rade pendant l'année 1782, lequel se monte à 225,791 livres 5 sols 4 deniers; — à la réception du travail fait par M. Sivard de Beaulieu, subdélégué, relativement à l'arpentage et à l'estimation des terrains pris pour le chantier des travaux de la rade (23 février 1785); — à l'avis donné qu'il a été procédé, conformément aux ordres prescrits, à l'arpentage et à l'estimation des terrains nécessaires aux travaux de Cherbourg (25 mars 1785); — aux observations faites sur l'estimation des terrains nécessaires pour former l'enceinte des chantiers des travaux de la rade (16 avril 1785); — à l'état des paroisses voisines de Cherbourg, où les voitures doivent être commandées pour les travaux de la rade (30 avril 1785); — à l'autorisation donnée à la caisse des travaux de la rade, de faire à celle des ponts et chaussées un prêt de 100,000 livres, qui lui seront remboursées en quatre années, pour être employées aux travaux de l'écluse de chasse, située à l'est de l'avant-port marchand (6 avril 1785); — à l'avis donné de rembourser les propriétaires des

terrains pris pour l'enceinte du chantier de Cherbourg, sur le pied du denier 25 (6 août 1785); — à l'indemnité à accorder au sieur Richard, fournisseur de chaux, pour les pertes que lui a fait éprouver la rupture inopinée et forcée d'un marché, qui lui avait été passé pour une fourniture de 3,600 tonneaux (5 août 1785); — à l'ordre donné par le maréchal de Ségur à M. de Biré, trésorier général de la guerre, de remettre à Cherbourg la somme de 732 livres, provenant de la vente d'un chaland inutile au service, comme à-compte sur la dépense des travaux de la rade pour l'année 1785 (24 novembre 1786); — aux renseignements demandés à l'ingénieur en chef par M. de La Millière, au sujet de 75,000 livres, faisant partie de 175,000 livres prêtées au département des ponts et chaussées pour être employées aux ouvrages du port marchand de Cherbourg, et dont M. Thognet, trésorier général, n'a touché que la somme de 100,000 livres (9 mai 1787); — au règlement de comptes qu'entraîne la réduction de cette somme (15 juin 1788).

C. 1784. (Liasse.) — 10 pièces, papier.

**1590-1603.** — Affaires militaires. — État de la recette des avoines faite par Denis Poret et Georges Brunet, commissaires élus pour recevoir 1,500 boisseaux d'avoine, destinés à l'armée de Monseigneur le duc de Montpensier, pair de France, suivant le mandement adressé par MM. les Président et Élus en la vicomté de Falaise, en date du samedi 17 novembre 1590; — procès-verbal de nomination faite par MM. Fortin, président; Leprieur, lieutenant, et Pinson, élu en l'Élection de Falaise, des sieurs Brunet et Poret, pour opérer la levée sur les personnes les plus aisées de la dite Élection, de 2,000 boisseaux de froment, 1,400 boisseaux d'avoine et 20 tonneaux de cidre pour l'armée de Monseigneur le duc de Montpensier, lieutenant général et gouverneur pour S. M. du pays et duché de Normandie (17 novembre 1590); — extrait du registre des résultats du conseil de Monseigneur, tenu à Caen, concernant l'adjudication faite au sieur L'Heure, de la levée des 1,090 boisseaux de froment, à raison de 30 sols le boisseau, et des 1,500 boisseaux d'avoine, à raison de 10 sols le boisseau, restant à payer par les habitants taillables, « et se montant le total à la somme de sept « cens quatre vingtz quinze escus, à la charge de paier « la dite somme comptant ès mains de M. Pierre Le « Charron, conseiller du Roy et trésorier général de « l'extraordinaire des guerres ou son commis, estant



« à la suite de mon dict seigneur, afin de subvenir aux « frais faicts pour le siège et armée d'Avranches » (3 avril 1591); — reçu de 236 boisseaux d'avoine, mesure de Falaise, délivré par le sieur L'Heure aux sieurs Brunet et Poret, ci-devant commis, d'après les ordres de M. le duc de Montpensier, à faire la recette des avoines destinées au camp d'Avranches (11 avril 1591); — procès-verbal d'enquête faite contre les sieurs Poret et Brunet, ayant été par les Élus de Falaise commis à faire la recette et rassemblement de 1,500 boisseaux d'avoine pour l'armée de M. de Montpensier, étant alors au siège d'Avranches pour faire la dite recette (28 juillet 1603).

C. 1785. (Liasse.) — 53 pièces, papier.

**1637-1740.** — Affaires militaires. — Édits, arrêts, déclarations, ordonnances et lettres patentes : ordonnant la levée, en la province de Normandie, de douze compagnies de cheveu-légers et six de « carabins » (18 février 1637); — ordonnant l'imposition et levée de la somme de 300,000 livres en Normandie, au lieu du logement des troupes, durant le quartier d'hiver 1630; — convoquant l'arrière-ban (29 juin 1704); — attribuant des augmentations de gages aux officiers garde-côtes (septembre 1709); — portant règlement pour la division et l'étendue des capitaineries garde-côtes (15 juillet 1721); — portant peine de mort contre les soldats et particuliers, qui auront volé des pièces et munitions d'artillerie (18 septembre 1723); — ordonnant la levée de 60,000 hommes de milice (25 février 1726); — concernant les crimes et délits militaires des soldats de milice, ainsi que des autres troupes (1<sup>er</sup> juillet 1727); — portant rétablissement et nouveaux règlements pour les étapes (13 juillet 1727); — avertissant les soldats de milice, qui ont été licenciés, et qui se sont retirés chez eux avec leurs habits, vestes, culottes et chapeaux, de les rapporter au magasin du lieu où le bataillon a été licencié, sous peine de prison (8 novembre 1727); — concernant le remplacement de la moitié de la milice congédiée (25 janvier 1729); — portant règlement de l'ordre et de ce qui doit être observé, lors de la délivrance des congés absolus aux cavaliers, dragons et soldats à l'expiration de leurs engagements limités (10 mars 1729); — renvoyant dans leur paroisse les miliciens qui composent les bataillons de milice actuellement assemblés, à condition de se tenir prêts à retourner au premier ordre, aux quartiers d'assemblée des dits bataillons (6 juin 1729); — réglant le rang

des capitaines des compagnies détachées de la garde-côte (9 juillet 1729); — concernant les scellés et inventaires des effets des officiers, qui viennent à décéder dans les places de guerre (20 septembre 1727); — dispensant du service de la milice ceux qui acquerront des maîtrises créées par les édits des mois de novembre 1722 et juin 1725 (20 décembre 1729); — concernant les fugitifs et déserteurs de la milice, qui voudront profiter du pardon accordé par l'ordonnance d'amnistie du 17 janvier 1730 (25 mars 1730); — mettant les escadrons des régiments de la cavalerie légère à 160 maîtres, c'est-à-dire qu'ils seront composés de quatre compagnies de 40 maîtres chacune, au lieu de trois compagnies de 45 maîtres (30 mars 1730); — concernant les formalités à observer après le décès des officiers militaires et l'apposition des scellés sur leurs effets (3 février 1731); — réglant le nombre des officiers des troupes d'infanterie qui auront des congés de semestre (30 septembre 1740).

C. 1786. (Liasse.) — 78 pièces, papier.

**1741-1750.** — Affaires militaires. — Édits, arrêts, déclarations, ordonnances et lettres patentes : augmentant de 30 hommes chacune des 24 compagnies du régiment d'Alsace; de 40 hommes les 16 compagnies de Saxe et des autres régiments d'infanterie allemande (15 mai 1741); — établissant trois bataillons de milice de la Généralité de Caen, sur le pied de 600 hommes par bataillon (5 février 1742); — admettant les déserteurs des troupes du Roi, qui se trouvent engagés dans d'autres régiments, à profiter de la dernière amnistie, en continuant de servir dans les régiments où ils se sont enrôlés pendant le temps porté par leur engagement (23 juillet 1742); — portant amnistie en faveur des déserteurs des troupes de la marine (1<sup>er</sup> septembre 1742); — portant augmentation de 30,000 hommes de milice, dont la levée doit être faite dans les villes capitales et autres, qui en ont été exemptées par le passé, et subsidiairement dans les autres villes et provinces du plat pays des provinces et Généralités du royaume (30 octobre 1742); — servant de règlement à 38 bataillons de milice, à chacun desquels le Roi a ordonné qu'il sera joint 300 hommes de la nouvelle levée pour les former à 900 (25 janvier 1743); — incorporant les 148 compagnies de cavalerie, levées en exécution de l'ordonnance du 16 décembre 1742, dans les 3 régiments que le Roi a résolu d'augmenter d'un escadron chacun; — portant augmentation de 36,000

hommes de milices (10 juillet 1743); — réglant les rangs des capitaines des compagnies de nouvelle levée de cavalerie française et de hussards (1<sup>er</sup> août 1743); — servant de règlement aux 100 bataillons de milice des provinces et Généralités du Royaume, auxquels doivent être joints les nouveaux miliciens levés en exécution de l'ordonnance du 10 juillet 1743, à laquelle est joint l'état des dits bataillons de chaque Généralité, avec leurs noms et le nombre des hommes (5 octobre 1743); — portant défense à tous officiers de troupes de se servir de soldats pour valets, « tant pour rendre le service « égal entre tous les soldats d'une compagnie que pour « entretenir l'esprit d'honneur, peu compatible avec les « fonctions de domestique. » L'article 1<sup>er</sup> porte que « tout « soldat se présentant à la revue pendant qu'il servira « comme domestique, son capitaine, sera réputé passe- « volant, et puni comme tel, conformément à l'or- « donnance du 13 juillet 1727, condamnant les passe- « volants aux *galères perpétuelles*, au lieu de la peine « d'avoir le nez coupé, prescrite par les précédentes « ordonnances » (27 décembre 1743); — créant un nouveau régiment de dragons sous le nom de Septimanie, composé de 750 hommes tirés des compagnies garde-côtes, qui sera levé, équipé et entretenu par les États du Languedoc (1<sup>er</sup> mars 1744); — portant déclaration de guerre contre le roi d'Angleterre (15 mars 1744); — obligeant les Anglais, Écossais et Irlandais qui sont en France, de prendre parti dans les régiments Irlandais qui sont au service du Roi (25 avril 1744); — formant 7 régiments de grenadiers royaux (10 avril 1745); — concernant les 3 régiments de milice de Lorraine et de Bar (1<sup>er</sup> novembre 1745); — portant création d'un régiment d'infanterie allemande, composé de 2 bataillons de 650 hommes chacun (1<sup>er</sup> novembre 1745); — augmentant d'un bataillon le régiment d'infanterie de Monaco (30 octobre 1746); — levant un régiment d'infanterie Écossaise (28 février 1747); — augmentant chacune des première et seconde compagnies des mousquetaires de la garde du Roi, en les entretenant dorénavant sur le pied de 200 hommes chacune (1<sup>er</sup> mai 1747); — concernant les fugitifs et déserteurs de la milice (1<sup>er</sup> janvier 1748); — réduisant tous les régiments de cavalerie française à 3 escadrons, excepté le régiment royal de carabiniers, qui sera conservé à 10 escadrons de 120 maîtres chacun (30 octobre 1748); — concernant les officiers retirés à l'hôtel des Invalides (9 septembre 1749); — ordonnant qu'il sera procédé par les intendants des provinces et Généralités du Royaume à l'adjudication de la fourniture de l'étape aux troupes du Roi pendant l'année 1751 (25 août 1750)

C. 1787. (Liasse.) — 55 pièces, papier.

**1751-1756.** — Affaires militaires. — Édits, arrêts, déclarations, ordonnances, et lettres patentes; concernant l'assemblée des bataillons de milice et de grenadiers royaux (1<sup>er</sup> février 1751); — portant concordat entre le Saint-Siège et la Cour de France pour la restitution des déserteurs des troupes du Roi, qui se réfugient dans l'État d'Avignon et le comtat Venaissin, et concernant l'engagement des sujets des dits États dans les troupes de Sa Majesté (5 décembre 1752); — élevant à 4 escadrons chaque régiment de dragons (18 août 1755); — concernant les officiers, bas-officiers et soldats des compagnies détachées de l'hôtel royal des Invalides, qui désireront rentrer au service dans les troupes du Roi (16 octobre 1755); — divisant les capitaineries garde-côtes de Normandie en 3 inspections, suivant l'étendue de la côte qui sera fixée à chacun d'eux (16 mars 1756); — concernant les logements des gens de guerre (1<sup>er</sup> août); — portant augmentation de l'effectif des six premiers régiments d'infanterie allemande (16 septembre); — donnant des instructions pour le service de la Garde-côte de la Haute-Normandie (1<sup>er</sup> octobre); — pour le service des milices garde-côtes de la Basse-Normandie (15 octobre); — prorogeant jusqu'au mois de décembre le complet des compagnies de fusiliers des régiments Irlandais (15 octobre); — portant règlement pour le service des Garde-côtes de la province de Normandie pendant l'hiver 1756-1757 (22 octobre); — portant augmentation de 280 cavaliers dans le corps de chasseurs de Fischer (25 octobre); — portant règlement pour les régiments de hussards de nation hongroise, portés à 600 hommes chacun (30 octobre); — pour le régiment royal des carabiniers, composé de 40 compagnies, divisées en 5 brigades de 2 escadrons chacune (6 novembre); — créant un régiment de 300 volontaires de cavalerie allemande, levé et commandé par le prince de Nassau-Saarbruck (18 novembre); — mettant sous le titre de *Volontaires-Liégeois* le régiment de cavalerie légère de Raugrave (20 novembre); — portant à 4,800 l'effectif de 6 bataillons et des 96 compagnies de mineurs et d'ouvriers du corps royal d'artillerie et du génie (1<sup>er</sup> décembre); — portant à 630 hommes les 10 compagnies de la milice (5 décembre); — portant règlement pour les officiers des troupes retirés à l'hôtel royal des Invalides (15 décembre); — concernant la convention faite entre le Roi et l'Impératrice de Hongrie et de Bohême pour la restitution réciproque des déserteurs

(16 décembre); — portant augmentation de l'effectif des régiments Irlandais et Écossais (26 décembre); — augmentant l'effectif des bataillons de milice dans la Généralité de Caen (20 décembre 1756).

C. 1788. (Liasse.) — 56 pièces, papier.

**1757-1760.** — Affaires militaires. — Édits, arrêts, déclarations, ordonnances et lettres patentes : créant une place de troisième officier, sous le titre de Cornette, qui recevra une solde de 37 sols 6 deniers par jour, dans chaque compagnie des vingt régiments de cavalerie tant française qu'étrangère (3 janvier 1757); — augmentant l'effectif des régiments royal-Italien et royal-Corse (29 janvier); — portant règlement pour le paiement des troupes du Roi pendant l'hiver de 1756 à 1757 (20 février); — créant deux régiments de troupes légères, sous le titre de *Volontaires de Flandre* et *Volontaires du Haynault*; — créant deux régiments d'infanterie Liégeoise (25 mars); — concernant la fourniture et le paiement des voitures et chevaux pour le service des troupes dans la Généralité de Caen (31 mars 1757); — concernant les milices garde-côtes (5 juin); — réglant le nombre des officiers des troupes d'infanterie française qui auront des congés de semestre (1<sup>er</sup> octobre 1757); — portant à 420 hommes entiers de 120 le régiment étranger de Beyerlé, qui devra porter le nom de régiment des *Volontaires d'Alsace* (1<sup>er</sup> février 1758); — augmentant les milices de la Généralité de Caen (3 février); — établissant une nouvelle forme dans le service des milices garde-côtes de la province de Normandie (15 février 1758); — concernant les officiers des troupes, qui composent les armées que le Roi a en Allemagne et qui en sont absents (20 février 1758); — réunissant les deux régiments de Nassau, d'infanterie allemande, en un seul régiment de deux bataillons sous le nom de *Prince Louis de Nassau* (20 mars 1758); — concernant les 105 bataillons de milice des provinces et Généralités du Royaume (1<sup>er</sup> avril 1758); — portant instruction pour le commandant de l'un des camps assemblés en Normandie (9 avril); — portant « augmentation de 4 onces la ration de pain de munition, « dont la fourniture sera faite tant en campagne que « dans les garnisons, à commencer du 1<sup>er</sup> juillet prochain, aux troupes de S. M., à l'exception des officiers, « auxquels le pain continuera d'être fourni en campagne, sur le pied de 24 onces par ration » (1<sup>er</sup> mai 1758); — séparant le corps du Génie de celui de l'Artillerie (5 mai 1758); — concernant la levée d'un

régiment sous le titre de volontaires-étrangers de *Clermont-Prince* (7 mai 1758); — mettant le corps des volontaires royaux sous le titre de *Légion-royale* (7 mai 1758); — mettant le régiment royal des carabiniers sous le titre de *M<sup>r</sup> LE COMTE DE PROVENCE* (13 mai); — permettant aux soldats, cavaliers et dragons, qui ont déserté avant le premier février 1757, de s'engager indistinctement dans toutes les troupes pour jouir de l'amnistie (10 juillet); — portant à 720 hommes chacun des 105 bataillons de milice des provinces et Généralités (25 août); — concernant la levée des milices de la généralité de Caen (23 septembre 1758); — concernant les fourriers créés dans les régiments de cavalerie (1<sup>er</sup> novembre); — concernant le corps-royal de l'Artillerie (5 novembre 1758); — concernant le régiment Royal-Cantabres (13 janvier 1759); — le corps des Volontaires étrangers (27 janvier); — pour réunir au département de la Guerre tous les détails relatifs aux milices garde-côtes, le service et l'entretien des batteries des côtes (24 février); — réglant le traitement des bataillons des prisonniers non échangés (1<sup>er</sup> mai); — pour fixer le service des Colonels et Mestres-de-camp par commission ou réformés d'infanterie, de cavalerie et de dragons, et des Colonels du corps royal de l'Artillerie, du corps du Génie et du régiment des grenadiers de France (22 mai 1759); — concernant le règlement de la fourniture des voitures et chevaux aux troupes pendant leur marche dans la Généralité de Caen (1<sup>er</sup> juillet); — concernant les déserteurs de milices garde-côtes (6 septembre); — changeant l'état-major du régiment de grenadiers de France (6 octobre 1759); — concernant les régiments d'infanterie allemande au service du Roi (18 janvier 1760); — concernant la réception à l'hôtel royal des Invalides des maréchaux-des-logis et fourriers des compagnies de cavalerie et de dragons (15 juillet 1760); — réglant le nombre des officiers de troupes de cavalerie et de dragons qui auront congé par semestre (6 octobre 1760).

C. 1789. (Liasse.) — 56 pièces, papier.

**1761-1769.** — Affaires militaires. — Édits, arrêts, déclarations, ordonnances et lettres patentes : concernant le remplacement des officiers prisonniers de guerre du régiment Suisse de Waldner (20 février 1761); — portant suppression de trois charges d'inspecteurs-généraux des milices garde-côtes (16 mars); — concernant les voitures à fournir aux troupes dans la Géné-



ralité de Caen (1<sup>er</sup> juin); — relative à la consigne générale pour les gardiens et canonniers des batteries des côtes de la province de Normandie (1<sup>er</sup> octobre); — concernant la compagnie franche du sieur Monet, élevée de 150 hommes à 300 hommes, divisés en 6 compagnies dont 3 à pied et 3 à cheval et dont une de hussards (1<sup>er</sup> novembre); — accordant le fourrage en entier aux officiers détachés pour le travail des réparations de leurs corps (11 novembre); — augmentant de 3 brigades le corps royal de l'artillerie (5 novembre 1761); — portant déclaration de guerre contre le Roi de Portugal, ne voulant pas s'allier à la France et à l'Espagne contre l'Angleterre (20 juin 1762); — concernant les milices (20 novembre); — l'infanterie (10 décembre); — réformant le régiment de Cavalerie Irlandaise de Fitz-James et le régiment de cavalerie allemande de Nassau-Usingen (21 décembre); — désignant sous le nom de *corps des grenadiers de France* le régiment des dits grenadiers de France (21 décembre 1762); — ordonnant la liquidation des différentes parties de dépenses à la charge de l'extraordinaire des guerres, de l'artillerie et du génie (2 avril 1763); — concernant les milices (27 novembre 1763); — concernant la convention faite entre le roi d'Espagne, au sujet « des « déserteurs et malfaiteurs, qui se réfugient des terres « d'une domination dans celles de l'autre » (29 septembre 1763); — ordonnant que les décomptes faits aux créanciers de la guerre, de l'artillerie et du génie, de la marine et des colonies seront rapportés au sieur Nouette, qui en donnera ses reconnaissances portant intérêt à 5 % (5 janvier 1766); — réglant le service des Colonels attachés au corps des grenadiers de France (16 mars 1766); — portant règlement, sur le chauffage des troupes dans les provinces, où il est d'usage de le payer en argent, des fonds de l'extraordinaire des guerres (29 juin 1766); — ordonnant qu'il sera procédé dans le courant des mois de février et mars à la levée du troisième quart des hommes nécessaires pour porter au complet les bataillons de milices (20 octobre et 22 novembre 1767); — portant règlement de la levée de la milice et des cas d'exemption dans la Généralité de Caen (1<sup>er</sup> janvier 1768); — concernant le logement des troupes (1<sup>er</sup> mars); — fixant le droit d'oblat, ou pension de 150 livres, à payer par les abbayes, prieurés et monastères en échange de l'obligation de nourrir un officier ou soldat invalide, et l'élevant à une somme annuelle de 300 livres (2 avril); — portant règlement sur les voitures qui doivent être fournies aux troupes pendant leurs marches (1<sup>er</sup> juillet); — réglant la police militaire (26 septembre); — accor-

dant des gratifications à tous les bas officiers, soldats, cavaliers et dragons, ainsi qu'à toutes personnes qui arrêteront des déserteurs ou embaucheurs (17 décembre 1768); — portant établissement d'une masse affectée aux recrues des régiments de hussards (1<sup>er</sup> janvier 1769); — interprétant les articles 6 et 9 du titre V de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> mars 1768, concernant le logement des officiers des troupes (20 juillet 1769); — portant création d'une légion de troupes légères sous le nom de *légion-Corse* (10 août 1769).

C. 1790. (Liasse.) — 40 pièces, papier.

**1770-1779.** — Affaires militaires. — Édits, arrêts, déclarations, ordonnances, lettres patentes et règlements: ordonnant que Gérard Grandjean sera chargé pendant 3 années consécutives de la fourniture à faire aux troupes qui passeront et séjourneront dans les provinces et Généralités du Royaume (20 février 1770); — concernant les paiement et solde des officiers et cavaliers de maréchaussée (20 juin 1770); — concernant les invalides pensionnés, les soldats retirés dans les provinces avec leur solde et demi-solde et les vétérans (17 avril 1772); — concernant le corps royal de l'Artillerie (23 août); — concernant le paiement des soldes accordées aux bas officiers, soldats, cavaliers, hussards ou dragons mariés, et dispensant de la retenue des 4 deniers pour livre les pensions des invalides retirés dans les provinces (10 novembre 1772); — ordonnant que le sieur Gérard Grandjean sera chargé de la fourniture, tant des convois militaires aux troupes du Roi, qui passeront dans les Généralités de: Alençon, Amiens, Auch, Bordeaux, Bourges, Caen, La Rochelle, Lyon, Moulins, Orléans, Paris, Poitiers, Riom, Rouen et Tours, que du transport des grains, vivres, poudres, salpêtres, munitions d'Artillerie et du Génie, et tous autres objets de transport, concernant le service du Roi et des susdites provinces, pendant les années 1776, 1777 et 1778 (26 septembre 1775); — portant amnistie générale en faveur des soldats, cavaliers, dragons et hussards, qui ont déserté avant le 1<sup>er</sup> janvier 1776, et établissant de nouvelles peines contre les déserteurs (12 décembre 1775); — portant établissement d'une chaîne à laquelle les déserteurs des troupes du Roi seront attachés comme forçats, pendant le temps porté par les jugements des conseils de guerre rendus contre chacun d'eux (12 décembre); — concernant les déserteurs (25 mars 1776); — concernant l'administration des fourrages pour les chevaux de la cavalerie, Dragons et

Hussards (31 mai 1776) ; — concernant la constitution et administration de l'hôtel royal des Invalides, les officiers, bas-officiers et soldats pensionnés, et les compagnies détachées du dit hôtel (17 juin) ; — concernant la visite des arsenaux et des fortifications, les adjudications des réparations aux bâtiments militaires (27 juin) ; — portant création d'un corps de soldats pionniers (2 juillet) ; — concernant le paiement aux bas-officiers, soldats et cavaliers, retirés avec la solde ou la demi-solde dans les provinces, et ce, conformément à la réduction ordonnée par l'ordonnance du 25 mars (15 juillet) ; — changeant les noms de quelques régiments d'infanterie et de dragons : les régiments de l'infanterie et des dragons de la *Marche* porteront le nom de *Conti*, celui de l'infanterie de *Conti* portera le nom de *Barrois*, le régiment de dragons de *Conti* portera celui de *Boufflers* (12 septembre) ; — concernant le corps du Génie (31 décembre 1776) ; — le tarif de la solde réglée aux troupes de S. M. tant françaises qu'étrangères, et de la retenue à faire sur les dites troupes, pour les journées de traitement des malades et blessés, dans les Hôpitaux du Royaume (26 février 1777) ; — concernant les dettes des officiers (2 juin) ; — concernant les invalides de tous grades, retirés avec solde ou récompense militaire dans la Généralité de Caen (19 novembre 1777) ; — concernant les invalides pensionnés, retirés dans les provinces (9 mars 1778) ; — concernant le cautionnement des troupes et le logement des officiers généraux (17 juillet) ; — créant un régiment de cavalerie allemande sous le nom de *Nassau-Saarbruck* (26 juillet) ; — concernant les garde-côtes des provinces de Bretagne, Normandie, Picardie (13 décembre) ; — portant règlement pour l'exécution des deux services de la nouvelle régie des étapes et des convois militaires (31 décembre 1778) ; — augmentant de 11500 hommes le nombre des matelots classés dans les provinces de Bretagne, Normandie, etc. (3 janvier 1779) ; — concernant la levée des compagnies de canonniers, garde-côtes de la Généralité de Caen (1<sup>er</sup> février) ; — augmentant le nombre des régiments de grenadiers-royaux, dont le 3<sup>e</sup> portera le nom de *Grenadiers-royaux de Normandie*, et sera composé des 3 compagnies du régiment ci-devant d'*Alençon*, des 2 compagnies du régiment ci-devant de *Rouen*, et des 3 compagnies du régiment ci-devant de *Caen* (8 avril) ; — règlement pour le paiement des traitements, appointements et émoluments des gouverneurs tant généraux des provinces que particuliers, lieutenants du Roi ou commandants, majors, aides et sous-aides-majors des villes, places et châteaux du Royaume (1<sup>er</sup> octobre) ; — instructions générales pour

les commissaires des guerres, subdélégués, maires et syndics des communautés pour servir de règlement à la fourniture des voitures et des chevaux de selle aux troupes en garnison, et de passage dans les villes et bourgs de la Généralité de Caen (16 novembre 1779).

C. 1791. (Liasse.) — 36 pièces, papier.

**1780-1789.** — Affaires militaires. — Édits, arrêts, ordonnances, déclarations et lettres patentes : concernant la levée des hommes qui doivent servir à la composition de trois bataillons de milice de la Généralité de Caen (20 janvier 1780) ; — portant règlement sur le service aux batteries, corps de garde d'observation et signaux établis sur les côtes (23 avril) ; — concernant la forme des preuves nécessaires pour être reçu sous-lieutenant dans les régiments d'infanterie et de cavalerie (mai 1781) ; — la partie militaire (8 octobre) ; — le service des convois militaires (1<sup>er</sup> mai 1782) ; — défendant à toutes personnes non admises dans l'état militaire d'en porter les distinctions (13 octobre 1782) ; — concernant : le tarif de la fourniture des étapes (juillet 1783) ; — la levée des hommes qui doivent servir à compléter les compagnies de canonniers garde-côtes de la Généralité de Caen, en remplacement de ceux qui ont été licenciés (1<sup>er</sup> février 1784) ; — le régiment du Colonel-général de l'infanterie, en supplément à l'ordonnance sur la formation et la solde de l'Infanterie française (12 juillet) ; — des régiments de Hussards (25 juillet) ; — de la cavalerie (25 juillet) ; — de chasseurs (8 août) ; — de dragons (8 et 15 août) ; — portant amnistie générale en faveur des soldats, cavaliers, hussards, dragons et chasseurs qui ont déserté des troupes de S. M. avant le 1<sup>er</sup> janvier 1785 (17 décembre 1784) ; — amnistie en faveur des officiers-mariniers et matelots déserteurs (10 janvier et 27 février 1785) ; — concernant la levée des hommes qui doivent servir à compléter les compagnies de canonniers garde-côtes, dans la Généralité de Caen, en remplacement de ceux qui ont été licenciés (25 février 1785 et 28 janvier 1786) ; — réglant la fourniture des fourrages à faire aux troupes à cheval (25 décembre 1785) ; — concernant la désertion (1<sup>er</sup> juillet 1786) ; — les canonniers auxiliaires de la marine (19 juillet 1787) ; — réformant la compagnie de cheveu-légers et la compagnie des gendarmes de la garde (30 septembre) ; — concernant : les habitants des paroisses situées sur le bord de la mer sujets au service de la garde-côte et les canonniers auxiliaires de la marine (25 mars 1788) ;

— la levée des canonniers garde-côtes et des canonniers auxiliaires de la marine qui doivent composer les escouades de ces corps (30 mars 1788) ; — la franchise pour la correspondance militaire (2 août 1788) ; — extrait du décret de l'Assemblée nationale pour le rétablissement de la tranquillité publique, concernant la main forte à donner par les troupes et le serment à prêter par elles « à la Nation et au Roi, chef de la Nation » (10 août 1789) ; — portant amnistie en faveur des soldats, cavaliers, hussards, dragons et chasseurs qui ont quitté leurs corps sans permission depuis le 1<sup>er</sup> juin (14 août) ; — suppression du régiment des Gardes-françaises, dont les officiers seront attachés à la suite de l'armée (31 août 1789).

C. 1792. (Liasse.) — 63 pièces, papier.

**1771-1788.** — Affaires militaires. — Troupes provinciales. — Édits, arrêts, déclarations, ordonnances et lettres patentes : concernant la formation des bataillons de milice en régiments provinciaux (4 août 1771) ; — les décomptes des régiments de Grenadiers royaux (25 novembre) ; — l'assemblée des régiments provinciaux (17 avril 1772 et 7 avril 1773) ; — la nouvelle forme à donner aux dits régiments (19 octobre 1773) ; — la répartition des hommes que chaque province devra fournir pour leur composition (19 octobre 1773) ; — le règlement définitif de la levée et la formation des dits régiments (1<sup>er</sup> décembre 1774) ; — les exemptions particulières du tirage au sort pour les régiments provinciaux accordées par le Roi à la Généralité de Caen (15 janvier 1775) ; — supprimant à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1776 les 48 régiments provinciaux et les 12 régiments de grenadiers royaux établis par l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 1774 (15 décembre 1775) ; — ordonnant que les 105 bataillons de troupes provinciales, licenciés le 15 décembre 1775, soient rappelés et réunis le 1<sup>er</sup> du mois de juin (30 janvier 1778) ; — réglant la nouvelle composition des dites troupes (1<sup>er</sup> mars 1778) ; — concernant les changements dans la répartition des régiments provinciaux ou bataillons de garnison (7 mai) ; — les directeurs des troupes provinciales (1<sup>er</sup> août 1779) ; — ordonnant la levée du dernier sixième des hommes qui doivent entrer dans la composition de trois bataillons de troupes provinciales de la Généralité de Caen (1<sup>er</sup> février 1781) ; — augmentant le nombre des officiers, bas-officiers et caporaux des compagnies des dites troupes (1<sup>er</sup> décembre 1781) ; — détachant des 106 bataillons de troupes provinciales 3,392 hommes

de bonne volonté destinés au service de la marine (17 février 1782) ; — concernant la levée des hommes devant servir à la composition de 3 bataillons de soldats provinciaux de la Généralité de Caen (1<sup>er</sup> janvier 1783, 28 janvier 1787 et 1788).

C. 1793. (Liasse.) — 44 pièces, papier.

**1722-1789.** — Affaires militaires. — Correspondance entre MM. de Brienne, contrôleur-général ; Le Blanc, d'Angervilliers, d'Argenson, de Puy-Ségur, ministres ; de Vastan, de Fontette, de Launay, intendants de la Généralité, et les subdélégués, relative : à l'avertissement donné par M. de Rohan sur l'avis de M. le duc d'Orléans, de faire camper près de Reims la compagnie de gendarmes, pour le sacre de Louis XV, au commencement du mois d'octobre (26 avril 1722) ; — à l'envoi d'une ordonnance supprimant le droit sur la boulangerie que plusieurs officiers de l'État-major des places se sont attribué, sous prétexte qu'il n'en était pas fait mention dans l'ordonnance du 24 décembre 1663 (29 février 1728) ; — au revenu des emplois des officiers de l'État-major des places (30 septembre) ; — aux différences considérables existant dans le produit des émoluments des dits officiers (11 septembre 1753) ; — à l'état des émoluments des gouverneurs, lieutenants du Roi, majors et capitaines employés dans les places de la Généralité de Caen (janvier 1754) ; — au placement de troupes à cheval dans la Généralité de Caen (18, 28 janvier et 14, 29 février 1788) ; — à l'exécution des règlements et instructions concernant les troupes (20 avril) ; — à l'état des officiers généraux qui seront employés dans la division, dont les troupes placées dans la Généralité de Caen font partie (31 mars 1789).

C. 1794. (Liasse.) — 88 pièces, papier.

**1747-1756.** — Affaires militaires. — Camps. — Correspondance entre MM. Peirenc de Moras, contrôleur-général ; le comte d'Argenson de Paulmy, le maréchal de Belle-Isle et M. de Montmorency-Luxembourg, ministres ; MM. de La Briffe et de Fontette, intendants ; Oursin d'Igovie, receveur général des finances ; de Gouville, prévôt général de la Maréchaussée ; de Fleury, commissaire des guerres au département de Caen ; de Rostaing, commandant de l'équipage d'artillerie, assemblée au Havre, et les subdélégués, de : Avanches, Bayeux, Carentan, Coutances et Valognes,



relative : au passage des troupes se rendant aux camps (1747) ; — aux dérangements dans la marche des troupes, survenus par suite du mauvais temps qui a rendu les chemins impraticables, et aux réparations à y faire faire (21 janvier 1756) ; — aux mesures à prendre pour éviter que les soldats qui sont dans le Cotentin, pays d'herbages et dépourvu de bois, ne coupent les arbres fruitiers (19 février 1756) ; — à l'arrivée de MM. le comte d'Estrées et le duc d'Harcourt, visitant les capitaineries, et aux mesures à prendre pour leur assurer le logement ainsi qu'aux officiers d'ordonnance et domestiques qui les accompagnent ; — à la permission demandée de couper du bois dans les forêts du Roi, pour être distribué aux troupes (12 mars 1756) ; — aux précautions prises pour s'assurer des quantités de pailles nécessaires aux troupes et aux soumissions faites par deux particuliers de fournir la viande à des prix modérés, dans les camps (20 mars 1756) ; — à l'avis donné par le syndic d'Isigny que quelques voitures chargées des effets du régiment de Berwick se sont trouvées embarrassées dans le grand Vey (22 mars 1756) ; — à la facilité accordée aux soldats du régiment de Limousin de se procurer de la viande à meilleur marché que chez les bouchers (5 avril 1756) ; — aux représentations des agents généraux du clergé au sujet des fournitures de paille à faire par les curés des paroisses de Valognes, aux troupes des camps de Beaumont, Granville et La Hougue (26 avril 1756) ; — à l'approvisionnement des fournitures de pailles, bois de campement et de chauffage et de fourrage, à faire aux troupes, qui camperont pendant trois mois à partir du 16 juillet à Beaumont, Cherbourg, Granville et La Hougue (8 mai 1756) ; — aux différentes fournitures à faire dans les camps (16 mai 1756) ; — à la recherche d'emplacements pour les magasins et à la construction de fours (1<sup>er</sup> juin 1756) ; — à la distribution à faire à chaque bataillon d'infanterie devant camper sur les côtes de l'Océan, d'une pièce à la Suédoise et d'un caisson chargé de munitions pour deux pièces (8 juin 1756) ; — aux mesures à prendre pour assurer la célébration du service divin au quartier général des camps et l'administration des malades (11 juin 1756) ; — au placement dans chaque camp d'une brigade de maréchaussée (22 juin 1756) ; — au compte-rendu des recettes et dépenses faites pour les camps de la Généralité, par MM. Quedru et Besson, bourgeois de Caen.

C, 1795. (Liasse.) — 65 pièces, papier.

**1756.** — Affaires militaires. — Camps. — Correspon-

CALVADOS. — SÉRIE C. — TOME II.

dance entre MM. de Moras, contrôleur général ; le comte d'Argenson, de Saint-Florentin, ministres ; maréchal de Belle-Isle, de Fontette, intendant de la Généralité ; de Chamblaine, Geffroy, de La Neuville et d'Ervillé, commissaires des guerres et les subdélégués de la Généralité, relative : aux marchés passés tant pour les bois de campement et de chauffage, que pour les pailles dont la fourniture devra être faite dans les camps de Cherbourg, Granville et La Hougue (5 juillet) ; — à l'envoi des états constatant les fournitures de bois de campement et de bois à brûler et de paille pour le coucher des troupes qui devront être faites dans les camps (6 juillet) ; — à l'apparition entre l'île de Chausey et Granville de 4 navires anglais armés et à la prise de l'île de Chausey par les Anglais, qui en ont démoli le fort en construction, sans tenter le débarquement que l'on redoutait (13 juillet) ; — au compte-rendu des approvisionnements nécessaires aux dits camps (14 juillet) ; — à la demande de M. le marquis de Lugeac qu'il soit délivré, en plus de la fourniture réglementaire, 60 bottes de paille par chaque bataillon pour les officiers et leurs valets, ainsi que cela a eu lieu l'année dernière, au camp de M. le prince de Soubise (15 juillet) ; — à la fourniture de viande à faire aux troupes campées (22 juillet) ; — aux fournitures qui doivent être faites dans les camps de la Généralité de Caen (22 juillet) ; — à la réception de l'état du Roi pour la distribution du fourrage (23 juillet) ; — à la retenue sur la subsistance de toutes les troupes campées de 3 sols pour chaque livre de viande dont la fourniture leur a été faite depuis le 16 (28 juillet) ; — aux difficultés faites par les troupes campées au sujet de la fourniture de viande dont est chargé le sieur Quesnel (31 juillet) ; — à l'admission à la fourniture de fourrage des chevaux de deux lieutenants réformés, à la suite du régiment de Marbeuf, et d'un capitaine du régiment d'Orléans — dragons (15 août) ; — à la prise par un corsaire anglais d'un bâtiment appartenant au sieur de La Guérinière, directeur de l'Académie des exercices de cheval à Caen ; ce bâtiment, expédié à Caen par le munitionnaire des vivres, était chargé de 300 sacs de blé et de 90 sacs d'avoine destinés à l'approvisionnement des camps de Cherbourg et de La Hougue (15 août) ; — à la visite des camps faite par l'Intendant, fort satisfait du service (18 août) ; — aux ordres à donner aux officiers de l'Amirauté de cesser leurs poursuites contre le commissaire des classes d'Isigny et les matelots qui ont retrouvé une partie des effets du régiment de Berwick, qui étaient submergés dans le Grand-Vey (12 septembre) ; — à l'envoi du bordereau de la dépense des camps (28

octobre); — au détachement de 60 hommes du régiment de Royal — vaisseaux à envoyer au Mont-St-Michel, dont le commandement est accordé à l'abbaye des Bénédictins, mais qui ne doit plus être considéré que comme un fort entretenu aux frais de S. M. (19 novembre); — à l'envoi des états des bottes de paille, du poids de 7 à 8 livres, qui pouvaient être fournies dans les camps en 1756, par les Élections de la Généralité : Bayeux, 287,586 bottes; — Caen, 50,593; — Carentan, 23,700; — St-Lo, 45,408, etc.; — états du nombre des bottes de paille et des chevaux, bestiaux et moutons dans chaque paroisse de l'Élection de Bayeux.

C. 1796. (Liasse.) — 35 pièces, papier.

**1757-1758.** — Affaires militaires. — Camps. — Correspondance entre MM. le marquis de Paulmy, le maréchal duc de Belle-Isle, de Saint-Florentin, le comte de Raymond, le duc d'Harcourt, gouverneur de la province; M. de Crémille, Geoffroy, commissaire des guerres; de Fontette, intendant de la Généralité, et Deslondes-Lefèvre, subdélégué, relative : à la défense de la Basse-Normandie contre les attaques des Anglais, au moyen de 4 bataillons seulement, disséminés à Caen, St-Lo, Coutances et Valognes, avec un régiment de dragons et un de cavalerie, dispersés sur les côtes depuis Dives jusqu'à Pontorson, de manière à pouvoir soulager la Généralité de Caen, en renvoyant 5 des 9 bataillons, qui écrasent le pays par ce temps de disette, comme le propose M. de Fontette à M. de Crémille, qui lui répond : « Je suis touché plus que je » ne sçaurois vous le dire du motif charitable et com- » patissant qui vous fait vous occuper en bon père de » famille du soulagement des sujets confiés à vos » soins. Je sçais, Monsieur, que depuis longtemps, » votre Généralité souffre du grand nombre de troupes » qui y ont été envoyées dans un objet purement mi- » litaire; je n'ignore pas non plus combien vos villes » de commerce méritent de ménagemens, après les » pertes immenses qu'elles ont toutes souffertes, et je » puis vous dire icy, en toute confiance, que j'ay » essayé plusieurs fois de déterminer à une diminution » d'hôtes qui ne pouvoient que leur être fort incom- » modes; le tems et les circonstances ne l'ont pas » permis... » (17-21 juin 1757); — à l'envoi de 50 sacs de farine dans les forts de La Hougue et Tatihou (20 août); — à la qualité de la dite farine (31 août); — au placement dans chacun des mêmes forts, d'un tonneau de cidre, 25 pintes d'eau-de-vie de vin et 5,000 rations de biscuit (3 septembre); — au campement de 5 batail-

lons et d'un régiment de dragons; — aux représentations des officiers d'artillerie commandants des forts au sujet de la fourniture des voitures nécessaires au transport des pièces d'artillerie (10 septembre); — aux difficultés qui se sont élevées entre M. de Fontette et le duc d'Harcourt et le comte de Raymond, au sujet de la défense de Cherbourg et de Granville; lettre autographe de M. de Fontette au maréchal de Belle-Isle, qui rend toute justice au zèle, à l'activité et au talent de M. de Fontette, tout en lui écrivant « qu'il y a des circonstances » où il faut sortir des règles ordinaires. La crise où » nous sommes depuis un mois, dans l'incertitude du » projet du grand armement des Anglais, a exigé que » nous nous missions en deffense, en bien des endroits » où les ennemis peuvent venir, quoiqu'il soit certain » qu'il ne viendront pas partout. Il n'y a pas de pro- » portion entre la peine et la dépense qui pourra être » inutile et les inconvénients qui résulteroient de » n'avoir pas pris les précautions possibles; c'est le » cas où s'est trouvé et se trouve encore M. de » Raymond. Je luy ai mandé de faire tout ce qu'il » jugeroit nécessaire pour la deffense de Cherbourg, de » Granville, et notamment du fort de La Hougue et de » l'isle de Tatihou; j'ay escrit en conformité à M. le » duc d'Harcourt. Vos subdélégués ont fait des diffi- » cultés, voulant attendre préalablement vos ordres; » je sçais bien que c'est là la forme ordinaire, mais » nous ne sommes pas dans le cas depuis plus d'un » mois. J'ay mandé à M. le duc d'Harcourt de vous en » parler, mais ce n'est point du tout sur le ton qui » puisse ni qui doive vous déplaire, je connois votre » activité... » (13 septembre); — aux détachements à établir à Barfleur, Mont-St-Michel et St-Vaast (26 décembre); — au mémoire concernant différents objets sur lesquels il est nécessaire que M. de Moras ait une conférence avec M. le marquis de Paulmy; — à l'avis donné qu'il a été rendu compte au Roi du zèle avec lequel les habitants de Cussé se sont portés à la défense des côtes lors de la descente des Anglais à Cancale (15 juillet 1758).

C. 1797. (Liasse.) — 56 pièces, papier.

**1759.** — Affaires militaires. — Camps. — Correspondance entre MM. de Silhouette, contrôleur général; maréchal duc de Belle-Isle, de Crémille, le maréchal de Luxembourg, le duc d'Harcourt, gouverneur de la province; de Fontette, intendant et les subdélégués de la Généralité, relative : au service des troupes qui doivent se rassembler dans la Généralité (22 mars); —

à la nomination d'un commissaire des guerres (22 mars); — aux soumissions présentées par différents particuliers pour les fournitures de bois, fourrages, paille et viande à faire aux troupes qui doivent camper, pendant la campagne de 1759 (3 avril); — à la proposition faite de donner la viande aux troupes, moyennant la retenue de 3 sols, dans le cas où l'ennemi paraîtrait sur les côtes (6 avril); — à la fourniture à faire par les communautés de ce qui sera nécessaire aux troupes cantonnées (13 avril); — à l'emplacement des magasins et dépôts de subsistance et de fourrage à établir dans la province de Normandie, avec indication du nombre des rations dont doivent être pourvus les magasins demandés pour 12 bataillons et 6 escadrons, à Argences, Avranches, Caen, Carentan, Coutances, La Hougue, St-Lô, Pontorson et Valognes, (19 avril 1759); — à la suspension des achats et fournitures de toutes espèces qui pourraient être demandées pour la Généralité (15 mai); — instruction pour MM. les Capitaines-généraux en conséquence des ordres que M. le marquis de Brassac a reçus de M. le maréchal de Belle-Isle.

C. 1798. (Liasse.) — 61 pièces, papier.

**1760-1761.** — Affaires militaires. — Correspondance entre MM. Bertin, contrôleur général; le maréchal duc de Belle-Isle et le duc de Choiseul, ministres; le duc d'Harcourt, gouverneur de la province; de Brou, intendant à Rouen; de Levignen, intendant à Alençon, et de Fontette, intendant à Caen, et les subdélégués de la Généralité, relative : aux précautions à prendre pour assurer la subsistance des troupes dans le cas où elles auraient à marcher ou à se rassembler pour empêcher les entreprises de l'ennemi (31 mars 1760); — aux préparatifs faits par les Anglais dans leurs ports et aux dispositions à prendre pour la défense des côtes de la Basse-Normandie, dans le cas où elles seraient attaquées (3 mars 1760); — à l'état des denrées dont les subdélégués doivent faire des projets de répartition sur les paroisses de leur département (31 mars 1760); — à la fourniture de bois à faire aux bataillons de milices de Nantes et du Mans, pendant le temps de leur cantonnement à St-Vaast et à Reville (4 mai 1760); — à l'approvisionnement en munitions de bouche d'un bataillon à La Hougue et de deux à Granville, afin que ces deux places puissent être pourvues, au moment où les circonstances viendraient à l'exiger (4 mai 1760); — au changement de la position des troupes par suite de l'armement des Anglais (25 octobre 1760); — à la demande du marquis de Brassac de bois de campement,

pailles et voitures nécessaires à 3,000 hommes (9 novembre 1760); — à l'envoi des pièces justificatives des dépenses faites pour les prisonniers de guerre anglais (23 novembre 1760); — au mémoire de M. le duc d'Harcourt, sur la défense des côtes, envoyé à M. le duc de Choiseul et renvoyé par le Contrôleur général Bertin, à M. de Fontette, en lui recommandant la plus grande économie, en engageant M. le duc d'Harcourt à retrancher une partie des mesures à prendre et « qui me paroissent, écrit M. Bertin, quant à présent « superflues, prématurées, ou capables d'inquiéter et « de fatiguer inutilement le pays » (29 avril-12 mai 1761).

C. 1799. (Liasse.) — 54 pièces, papier; 5 plans.

**1756.** — Affaires militaires. — Camps. — Dépenses. — Certificats des entrepreneurs des ouvrages à faire pour la construction des ponts nécessaires au passage des troupes allant à Granville, attestant que les matériaux prêtés par la veuve Gauné et le sieur Rogerie ont été endommagés par suite des travaux exécutés: ils estiment la perte à 62 livres 4 sols; — note explicative des cinq plans figurés des terres à occuper par le camp de dragons et par celui de l'infanterie à établir dans la paroisse de St-Nicolas de Granville, et où chaque portion est désignée par des chiffres et l'espèce de grain dont elle est ensemencée, indiquée par des marques particulières, avec la nomenclature des tenants et des sillons; — mémoires des travaux faits à la maison du sieur Fossé occupée par le marquis de Puységur, maréchal des camps et armées commandant le camp de Granville; — état et mémoire des journées d'hommes qui ont travaillé sans salaire par ordre de M. le marquis de Lugeac, commandant le camp de La Hougue, tant pour l'abatage des bois, comblement des fossés et déracinement des haies que pour l'aplanissement du terrain du dit camp; — état rédigé par M. Tanqueray, subdélégué de Coutances, des indemnités dues pour les emplacements des magasins, ouvertures des communications des camps et communications des postes; — état des indemnités réclamées à l'occasion des trois camps qui ont été établis dans la Généralité suivant les états estimatifs envoyés par M. de Fontette et dressés par les subdélégués avec des arpenteurs et experts; — état contenant les noms des particuliers des différentes paroisses de la Généralité, qui ont fourni aux mois de juin et juillet des chevaux pour transporter de Caen à Granville des canons et caissons destinés au camp de St-Malo; avec indication de la distance des lieux d'un endroit à l'autre et des sommes



dues à chacun des propriétaires; — même état au mois de septembre pour le transport de Caen à Granville de bombes et boulets, avec indication de la quantité, du poids des boulets et bombes, de la distance des endroits et des sommes dues aux particuliers, à raison de 18 sols par mille livres, par lieue.

C. 1800. (Liasse.) — 25 pièces, papier.

**1757-1759.** — Affaires militaires. — Camps. — Dépenses. — Correspondance entre MM. le marquis de Paulmy, adjoint au comte d'Argenson, ministre de la guerre; de Silhouette, contrôleur général; de Crémille, de Fontette, intendant; Bonnier-Saint-Cosme, commissaire des guerres; de Mombrière et Foucher, subdélégués, relative : à l'indemnité réclamée par le sieur Millin de Grandmaison, pour la perte éprouvée par suite de la prise faite par un corsaire anglais de 270 boisseaux d'avoine et de 90 sacs de toile chargés sur le navire « *La Marie-Anne*, » destinés au camp de La Hougue; — au règlement des indemnités à accorder aux propriétaires des terrains sur lesquels les troupes ont campé en 1756; — à la demande du sieur Herpin, syndic de la paroisse de St-Nicolas de Granville, du paiement des salaires des ouvriers employés à différents ouvrages au camp de Granville par ordre de M. le marquis de Puységur; — à l'envoi des pièces justificatives des dépenses occasionnées pendant la campagne de 1756; — au paiement de la viande fournie aux troupes campées et cantonnées en 1759; — à la formation d'un état des dépenses extraordinaires qui ont pu être occasionnées par des campements ou cantonnements des troupes, soit en bois de chauffage, subsistances ou autrement; — état des paiements faits sur l'état des dépenses extraordinaires du camp formé sous Granville, arrêté par l'Intendant à la somme de 4,189 livres; — mémoires des rations fournies par les aubergistes d'Avranches, aux chevaux des officiers qui y sont passés lors de la descente des Anglais à Cancale; — état des dépenses occasionnées à Pontorson par les troupes qui y ont séjourné avant le camp préposé.

C. 1801. (Liasse.) — 52 pièces, papier.

**1778-1779.** — Affaires militaires. — Camps. — Correspondance entre MM. Esmangart, intendant de la Généralité; marquis de Bricqueville, le comte de Vaux, lieutenant-général des armées du Roi; Padeloup, commissaire des guerres, et les subdélégués de Bayeux, Caen, Carentan, Cherbourg, Coutances, Granville,

Isigny et Valognes, relative : au passage en Normandie de M. le maréchal de Broglie, inspecteur des camps (6 août 1778); — aux réparations de la route que le Maréchal doit parcourir, surtout de la partie comprise entre Avranches et Granville; — aux mesures à prendre pour assurer dans chaque lieu de passage, le logement du Maréchal et des personnes qui l'accompagnent (9 août 1778); — aux remontrances des officiers municipaux de Valognes se plaignant de ce que Messieurs de la noblesse, MM. d'Octeville et le baron de Besenval, lieutenant-général des armées, ont assuré le logement du Maréchal. « Il est aisé de voir, écrivent-ils, que « cette démarche de la noblesse est moins un effet de « la bonne volonté que de l'envie de se soustraire « aux ordres que nous aurions été forcés de leur « envoyer et du désir de s'en faire un moyen dans leur « système actuel » (10 août 1778); — à l'état des chevaux de louage de la ville de Coutances, commandés pour le passage du maréchal de Broglie les 20, 21 et 24 août : « vu le changement de l'itinéraire, 21 des chevaux n'ont pas servi les 20 et 21 du dit mois, pourquoi il est dû deux jours de loyer à raison de 25 sols par jour, 52 livres 10 sols; » — huit mémoires des loueurs de voitures, berlines, chaises et litières et des chevaux réquisitionnés (30 août 1778); — à la demande du sieur Leprince, loueur de chevaux à Valognes, d'une indemnité de 140 livres, pour le cheval qu'il avait fourni au laquais du comte de Gibert, aide-major général, lors du passage du Maréchal, et que le dit laquais a surmené, au point de le rendre impropre à tout service; certificat à l'appui de la réclamation du dit Leprince (25 septembre 1778); — aux nouveaux renseignements relatifs à l'indemnité demandée, qui est réduite à 50 ou 60 livres, d'après l'avis du subdélégué; l'Intendant n'ayant pas les fonds nécessaires, renvoie le plaignant adresser sa réclamation au comte de Guibert; — aux embarras et difficultés provenant du changement dans l'itinéraire tracé du Maréchal; — aux frais du dit voyage; — état de la dépense extraordinaire faite dans l'élection de Valognes; — état nominatif des personnes voyageant avec le maréchal; — ordonnances de l'intendant adressées aux maîtres de poste pour la fourniture des chevaux destinés au service du Maréchal.

C. 1802. (Liasse.) — 96 pièces, papier; 1 imprimé.

**1778.** — Affaires militaires. — Camp de Vausieux, Élection de Bayeux. — Correspondance entre MM. le maréchal duc de Broglie, commandant en chef le camp; duc d'Harcourt, gouverneur de la province de Nor-

mandie; Delelès de La Taherie, intendant de l'armée; le marquis de Lambert, le marquis de Poyannes, de Veimerange et de Padeloup, commissaires ordonnateurs des guerres; du Bois de La Bernade, aide-maréchal général des logis de l'armée; les officiers municipaux de Bayeux; Esmangart, intendant, et les subdélégués de la Généralité, relative : à l'ordre de marche des régiments qui doivent passer par Caen du 7 au 31 juillet, avec le nom des colonels; — à l'établissement à Bayeux du quartier général du maréchal de Broglie (14 juillet); — à la fourniture de 44 lits à faire aux soldats de garde du commandant en chef ou à ceux formant l'escorte des officiers généraux (28 juillet); — à la demande de M. de Valfort, capitaine au régiment d'Annis, attaché à l'état-major de l'armée de Bayeux, du changement de logement de deux soldats placés par MM. les Officiers municipaux dans la maison de M<sup>me</sup> de Sainte-Croix de Fontenelle, afin que la chambre qu'ils occupent soit donnée à son domestique et à celui de M. de Serrent (7 août); — aux itinéraires que doivent suivre les troupes se rendant au camp ainsi qu'à la marche de celles qui sont destinées à rester sur les côtes, aux ordres du Maréchal, et aux mesures à prendre pour que l'étape et les voitures qui leur seront nécessaires leur soient fournies dans leurs lieux de passage de la Généralité, « le camp commençant à » s'asseoir dès le 28, écrit M. Delelès à M. Esmangart, « il devient très instant d'ordonner que les 300 chevaux » soient rendus à Bayeux le 25; à défaut des chariots « nécessaires pour le service de l'armée, je serois obligé » de vous prier de commander des voitures d'ordon- « nance, ce qui seroit onéreux aux laboureurs, autant » qu'aux intérêts du Roy; en bons administrateurs nous « devons ménager les uns et les autres, ainsi que nous » en sommes convenus » (15 août); — aux ordres à donner pour les fournitures et approvisionnements nécessaires pendant la durée du camp (16 août); — à la requête du syndic de la paroisse de Pontfarcy par laquelle il demande l'autorisation d'envoyer loger dans la paroisse de Ste-Marie-outre-l'Eau les militaires de passage (22 août); — état général du logement des officiers faisant partie du camp; — tableau de la nouvelle marche des régiments Rohan-Soubise, Soissonnais, Saintonge, de Bassigny et La Marek (24 août); — à la lettre du subdélégué de Valognes écrivant à M. Esmangart, que n'ayant point reçu avis officiel de ces changements de la part ni du chevalier de Colleville, ni du duc d'Harcourt, ni du baron de Buzenval, il ne les avait appris indirectement que par la communication d'un contre-ordre envoyé par l'entrepreneur des étapes

à son commis, qui est venu lui faire part de ses inquiétudes par rapport aux approvisionnements (26 août); — tableau d'un nouveau mouvement des détachements de l'armée du maréchal duc de Broglie (6 septembre); — État de logement des officiers de l'état-major du camp de Vaussieux, avec désignation des propriétaires qui les reçoivent.

C. 1803. (Liasse.) — 53 pièces, papier.

**1778.** — Affaires militaires. — Camp de Vausieux, Élection de Bayeux. — Correspondance entre MM. Esmangart, intendant de la Généralité; Delelès de La Tacherie, intendant de l'armée; de Veimerange, commissaire ordonnateur des guerres; M. Lefebvre, ingénieur en chef des ponts-et-chaussées et les subdélégués de Caen, Bayeux et St-Lo, relative : à la demande de M. Dubois de La Bernarde, aide-maréchal-général des logis de l'armée, de faire fournir un certain nombre de journaliers pour servir aux opérations des ingénieurs chargés de lever le plan du camp; il est décidé, écrit M. de La Bernarde, « que » l'armée campera sur la rive droite de la Seulles, la « droite en avant de Vaux, la gauche s'étendant vers » St-Gabriel; que M. le Maréchal logera de sa per- « sonne au château de Vossieux, que tous les châteaux » voisins du camp, ainsi que les villages seront occupés « par des officiers généraux, et que tout le reste du » quartier-général restera à Bayeux » (4 août); — au transport à Rucqueville de 50,000 rations de fourrages destinés à l'approvisionnement du camp (14 août); — aux trois chemins à établir et restaurer pour la circulation « du prodigieux concours de charriots, de » carosses et de voitures de toute espèce allant et » venant de Bayeux à la droite, à la gauche et au » centre du camp; dans un pays ennemi, ajoute M. de » La Bernarde, c'eût été l'ouvrage de très peu de » jours; dans celui-ci il est bien juste de ménager les » hommes et les bras et de n'employer que des moiens » raisonnables » (14 août); — à la contribution des paroisses de l'Élection de Bayeux conjointement avec celles de Caen aux fournitures de voitures nécessaires pour le service du camp; — à la plainte du sieur Baston, syndic de la paroisse de Coulombs, de laquelle il résulte que sur les ordres de M. le comte de Saint-Maine, colonel-commandant le régiment de Soissonnais cantonné à Coulombs, il aurait été obligé de commander un cheval de selle chez Gilles Lefort; les fils de ce dernier l'ont insulté et lui ont fait des blessures graves; en conséquence il demande qu'il leur soit fait expresses

défenses de l'insulter à l'avenir et qu'on leur inflige une peine sévère (7 octobre); — aux ordres donnés de faire détenir les dits sieurs Lefort, dans les prisons de Caen, pendant 15 jours et de leur en faire payer les frais de gîte et de geôlage à leur mise en liberté (18 octobre); — à la requête du sieur Chrétien, chargé par la régie des approvisionnements de bois du camp, lequel expose qu'ayant fait la majeure partie de ses achats de bois à St-Lo et paroisses circonvoisines, et n'ayant pas trouvé de gré à gré des voitures de transport, il eut recours au subdélégué qui l'a fait transporter par divers particuliers des dites paroisses, et que n'ayant pu s'arranger avec eux pour le paiement de la dépense, il demande à l'Intendant d'ordonner la pesée d'une corde de bois, et de fixer le prix de transport à 1 sol par quintal et par lieue, à compter du lieu de départ à celui de déchargement et de celui de chargement à celui de destination (5 novembre); — à l'ordonnance de l'Intendant prescrivant une expertise pour constater le poids et les dimensions d'une corde de bois vert appartenant à la régie, afin de fixer le prix des voitures employées (8 novembre); — au procès-verbal d'expertise dressé par M. Vardon, commissaire des guerres, en présence du sieur Huault, inspecteur de la régie générale et du sieur Chrétien, fournisseur, duquel il résulte qu'après la double pesée d'une corde de bois de chêne vert, et d'une corde de bois de hêtre, la somme proposée par le dit sieur Chrétien a été jugée suffisante (6 novembre); — au paiement des sommes dues aux paroisses pour le voiturage du bois de chauffage, au camp (9 novembre); — aux diverses réclamations des particuliers qui ont voituré le dit bois pour se faire indemniser (décembre).

C. 1804. (Liasse.) — 66 pièces, papier.

1778. — Affaires militaires. — Camp de Vausieux, Élection de Bayeux. — Correspondance entre MM. le prince de Montbarey, ministre de la guerre; le maréchal de Broglie, commandant en chef le camp; le duc d'Harcourt, gouverneur de la province; Delelès de La Taherie, intendant de l'armée; le marquis de Lambert, Esmangart, intendant, et les subdélégués de la Généralité de Caen; Villemanzy, de Montcarville, Cappe, D'Heu, Pasdeloup, commissaire des guerres; le Directeur des vivres et les officiers municipaux, maires, échevins et syndics de Caen, Condé, Coutances, Gavray, Mortain, Périers, Pontfarcy, St-Hilaire-du-Harcouet, Tinchebray, Villedieu, Villers et Vire, relative: à la levée du camp (20 septembre); — à l'arrivée à Caen

d'un officier et de dix bombardiers servant d'escorte à un convoi d'artillerie (24 septembre); — aux mesures prises pour faire préparer dans les lieux de passage l'étape et le logement des troupes qui se rendent à leurs nouvelles destinations (26 septembre); — à la marche des troupes quittant le camp: l'Intendant rend compte au Ministre de la guerre des mesures prises pour le bien du service du Roi et le soulagement des localités; ainsi le maréchal de Broglie fait passer par Lisieux le régiment de la Couronne qui devait occuper Bayeux. « Il est certain, écrit-il, que cette ville a été « si surchargée par les logements du quartier général, « qu'il est bien juste de lui procurer un peu de repos. « J'ai aussi eu les plus fortes représentations à vous « faire sur la surcharge effroyable que la ville de Caen « a déjà supportée et qui va se renouveler; dans l'es- « pace de deux mois, elle a été obligée de loger « environ 100 bataillons et 50 escadrons, » sans qu'il y ait eu une plainte de la part des troupes, car l'habitant s'est livré avec un zèle véritablement louable à tout ce que le bien du service pouvait exiger, il a même fourni, sans réclamation, souvent au delà de ce dont il était tenu (26 septembre); — aux ordres donnés de faire cantonner dans différents villages quelques régiments jusqu'au moment de leur départ (29 septembre); — aux nouveaux ordres donnés pour la marche des régiments de Bassigny et Forez (30 septembre); — tableaux et états de marche des régiments qui composaient le camp.

C. 1805. (Liasse.) — 49 pièces, papier.

1779-1781. — Affaires militaires. — Camp de Vausieux, Élection de Bayeux. — Correspondance entre MM. le prince de Montbarey, le marquis de Ségur, ministres; Esmangart, intendant de la Généralité; de Veimerange, commissaire ordonnateur des guerres; Vardon et Despiez, commissaires ordinaires des guerres, et les subdélégués de Bayeux et St-Lo, relative: à la requête des maîtres-gardes boulangers, réclamant une indemnité pour le service qu'ils ont fait au camp pour fournir et faire passer le pain blanc nécessaire aux troupes (2 janvier 1779); — à la contestation existant entre les sieurs Dubois et Énée dit Lebidet, au sujet du paiement du prix d'une voiture de bois transportée au camp (4 octobre 1779); — à la demande du sieur Lenjalley, fermier général des maisons et terres dépendant du prieuré de St-Nicolas-de-la-Chesnée, d'une indemnité pour les dommages causés aux portes et maisons du dit prieuré, et du paiement des loyers du



mois de juillet 1778 au 1<sup>er</sup> décembre 1779 des appartements qui ont servi de dépôt aux effets du Roi (29 avril 1780); — à la réclamation du sieur de Sainte-Blaise, du paiement des loyers des bâtiments cédés, pendant la durée du camp, pour servir de dépôt aux effets du Roi, et de la remise des dits bâtiments, nécessaires à ses fermiers (2 décembre 1780); — au paiement des loyers dus au sieur de Sainte-Blaise (8 décembre 1780); — à la gratification de 4,000 livres accordée à M. Génas, subdélégué à Bayeux, pour son zèle pendant la durée du camp (12 avril 1781); — au dédommagement demandé par le sieur Crepel, d'un terrain qui lui a été pris et où ont été placés les bois de chauffage, et à l'enlèvement des dits bois (29 avril 1781).

C. 1806. (Liasse.) — 18 pièces, papier.

**1756-1761.** — Affaires militaires. — Camp de Granville, Élection de Coutances. — Correspondance entre MM. d'Argenson, ministre; le maréchal de Belle-Isle, de Brébeuf, de Mouy, de Monmiral, chef du bureau de la guerre pour l'artillerie; de Fontette, intendant de la Généralité, et de Mombrière, subdélégué, relative: à la fourniture extraordinaire de bois faite au lieutenant du corps royal d'artillerie et du génie, ainsi qu'à un sergent du même corps, employés au camp (28 juillet 1756); — au renouvellement de la paille de dix bataillons d'infanterie campés (28 juillet 1756); — au transport du Havre à Granville de 8 pièces de canon du calibre de 24, montées et armées (28 novembre 1756); — au contre-ordre donné pour le dit transport (7 décembre 1756); — aux moyens d'entrer sans confusion ni violence des vivres dans Granville, dans le cas où cette place serait menacée par les Anglais (25 mars 1761); — aux précautions à prendre pour fournir très promptement tout ce qui sera nécessaire pour la défense de la place (5 mai 1761); — état des hommes de troupes et des habitants en état de porter les armes en cas d'attaque de la part des Anglais; à la suite de cet état se trouve l'état des approvisionnements nécessaires pour douze jours, et celui des voitures nécessaires pour les magasins et batteries.

C. 1807. (Liasse.) — 13 pièces, papier.

**1757-1760.** — Affaires militaires. — Camps de La Hougue et de l'île Tatihou, Élection de Valognes. — Correspondance entre MM. de Crémille, le marquis de Paulmy, de Fontette, intendant de la Généralité; Geoffroy, commissaire des guerres; Deslondes-Lefèvre,

subdélégué, relative: au cantonnement des deux bataillons du régiment royal des vaisseaux dans les bourgs près La Hougue, et aux mesures à prendre pour y parvenir (30 avril 1757); — à la plainte des troupes cantonnées près La Hougue, sur la distance à parcourir pour transporter les malades à l'hôpital de charité de Valognes (21 mai 1757); — à l'approvisionnement de 100 sacs de farine (22 août 1757); — à la construction d'un four et à la fabrication de 5,000 rations de biscuit (4 septembre 1757); — à la réception de 89 tentes d'infanterie, 89 marmites de fer battu, 8 manteaux d'armes destinés au campement d'un bataillon de milice (21 avril 1760).

C. 1808. (Liasse.) — 59 pièces, papier.

**1780.** — Affaires militaires. — Camp de St-Sauveur-le-Vicomte, Élection de Valognes. — Correspondance entre MM. le prince de Montbarey, ministre; le duc d'Harcourt, gouverneur de la province; le marquis de Lambert, Esmangart, intendant de la Généralité, le comte de Blangy; de Veimerange, commissaire ordonnateur des guerres, faisant fonctions d'intendant de l'armée; Cappe, Ballias de Lambarède, D'Heu, Despiez et Vardon, commissaires des guerres; Housset de Catteville, trésorier de l'extraordinaire; M. de La Sandray, chargé du service des vivres dans la généralité de Caen; M. de Salins, inspecteur de la régie des étapes et convois militaires; les officiers municipaux de Bayeux, Caen, Carentan, St-Lo et Valognes et les subdélégués, relative: aux dispositions à prendre pour l'établissement d'un camp près Valognes: 2,183 tentes, tant d'infanterie que de cavalerie, 651 manteaux d'armes, 1,449 pelles, 1,522 pioches, 1,924 haches, 1,200 serges, 1,680 marmites, etc. (19 juillet); — à l'état où se trouvent les différents effets de campement qui ont été déchargés du convoi de Cherbourg (22 juillet); — à l'arrivée de M. Cappe, commissaire ordonnateur des guerres, chargé des détails du camp (25 juillet); — à l'approvisionnement de la paille nécessaire au camp (26 juillet); — à l'envoi à Valognes de 247 tentes d'infanterie, 168 manteaux d'armes, 600 marmites avec leurs couvercles et 600 haches avec leurs étuis, à prendre dans le magasin de Caen (26 juillet); — à la fourniture de voitures nécessaires au transport des dits effets (27 juillet); — à l'avis donné que M. de La Sandray, chargé du service des vivres de la Généralité, se rend à Valognes comme directeur, pour pourvoir à la subsistance des troupes rassemblées au camp (28 juillet); — à la marche des troupes, et tableau des régiments se rendant au camp

(30 juillet); — au procès-verbal de reconnaissance d'experts de la qualité de biscuits et de lard salé provenant du convoi du Havre désarmé à Cherbourg, rédigé par M. de Vaudouleur, commissaire provincial des guerres, en exécution des ordres de M. Cappe, commissaire ordonnateur, chargé en chef du service de l'armée de M. le comte de Vaux, au camp qui doit se former le 6 août au mont de Ranville, près St-Sauveur-le-Vicomte (3 août); — à la confusion, résultant du contre-ordre donné en route au régiment de Vexin, se rendant à St-Lo, de revenir à Bayeux, alors que le régiment de la Couronne y avait déjà occupé les logements laissés vacants par le départ du régiment du Vexin (4 août).

C. 1809. (Liasse.) — 76 pièces, papier.

**1780-1789.** — Affaires militaires. — Camp de St-Sauveur-le-Vicomte, Élection de Valognes. — Correspondance entre MM. le maréchal de Ségur, La Tour du Pin, ministres; duc d'Harcourt, gouverneur de la province; marquis de Lambert, de Veimerange, commissaires ordonnateurs des guerres; de Fontenay, intendant des finances; Housset de Catteville, trésorier de l'extraordinaire des guerres; Esmangart, Cordier de Launay, intendants de la Généralité; Lefebvre, ingénieur en chef des ponts et chaussées; l'Évêque de Coutances, Bonnier-Saint-Cosme, de Vaudouleur, Cappe, D'Heu, Despiez, Montcarville, commissaires des guerres; les officiers municipaux de Bayeux, Caen, Carentan, Cherbourg, St-Lo et Valognes; les syndics militaires d'Argences, de Ste-Mère-Église et Montebourg et les subdélégués de la Généralité, relative: aux réparations à faire faire au chemin qui conduit au camp (3 août 1780); — à l'envoi des fonds nécessaires à la subsistance des troupes (25 août 1780); — au voyage au camp de M. l'Intendant et de M. le duc du Chatelet (31 août 1780); — à l'état de situation de la cuisse du trésorier du camp; au transport des équipages des troupes (22 septembre 1780); — à la levée du camp et à la marche des troupes se rendant dans leurs quartiers (22 septembre 1780); — aux états des effets du Roi et des hôpitaux déposés dans les magasins de Valognes, lors de la levée du camp (19 octobre 1780); — à l'envoi de l'état des indemnités payées aux habitants, sur le terrain desquels les manœuvres du camp ont occasionné quelques dégradations (5 novembre 1780); — à la demande des sieurs Gautier et Bouchotte, gardes-magasin, d'une indemnité de logement (12 novembre 1780); — à l'indemnité réclamée par le sieur d'Avarend, fermier de Madame la comtesse

de Grammont, pour les dommages qu'il a soufferts par le séjour des régiments d'infanterie de Bourgogne et de Beauce pendant la durée du camp (19 avril 1781); — au refus des officiers municipaux de la ville de Valognes de payer le logement du sieur Hugues, garde du magasin des effets du Roi, établi pour le service de l'armée de Bretagne (19 février 1782); — au paiement du logement des officiers généraux et autres officiers employés au camp (30 mars 1784); — à la demande du sieur Joseph Pierrot, valet de ville, à St-Sauveur-le-Vicomte, d'une gratification pour ses peines pendant la durée du camp; à l'appui de cette requête se trouve une lettre autographe du savant M. de La Rue, professeur à l'Université de Caen (31 décembre 1785); — à la réclamation des habitants de St-Sauveur-le-Vicomte d'une indemnité pour les logements qu'ils ont fournis lors du camp établi en 1780 (18 octobre 1786 et 17 octobre 1789).

C. 1810. (Liasse.) — 19 pièces, papier.

**1709-1768.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Copie d'un arrêt du Conseil d'État du Roi, collationné à l'original par M. Blanchard, écuyer, conseiller secrétaire du Roi, maison et couronne de France et de ses finances, fixant les logements attribués aux commissaires de Marine et aux classes, des capitaines généraux des milices garde-côtes et des commissaires aux revues des dites milices, et expliquant les droits d'entrée, tarifs, péages et octrois dont ils jouiront pour les vins et autres denrées destinées à leur consommation (3 décembre 1709); — mémoire servant d'instruction à MM. les subdélégués pour l'exécution de l'ordonnance du Roi du 25 janvier 1729 pour le remplacement de la moitié de la milice congédiée (25 février 1729); — instruction à MM. les commissaires chargés de faire tirer la milice d'augmentation, tant dans les villes que dans les paroisses du plat pays, en exécution de l'ordonnance du Roi du 30 octobre 1742 et des ordres de S. M. adressés en conséquence (1742); — mandement relatif au remplacement des soldats manquant dans les bataillons de milice (1756); — projet d'ordonnance concernant les milices garde-côtes des provinces de: Aunis, Guyenne, Normandie, Picardie, Poitou et Saintonge (1761); — mémoire sur les abus résultant de l'autorité indéfinie qu'on a laissé prendre aux officiers de milice garde-côtes dans la formation des compagnies détachées en Normandie; — ordonnance de M. de Fontette, intendant de la Généralité, relative à la délivrance des congés aux soldats de milices garde-

côtes qui sont dans le cas d'être licenciés et au remplacement de ceux manquant dans les compagnies détachées de manière qu'elles soient toutes complètes à 80 hommes (1761) ; — projet sur la milice. Il y est dit que : « la milice telle qu'on la lève en France est la « véritable armée de l'État, les hommes qui la com-  
« posent, nourris pour la plupart dans les travaux de  
« la campagne, jouissent d'un tempérament robuste,  
« capable de supporter la plus grande fatigue et lorsque  
« le sort les appelle au service de la Patrie, la débauche  
« n'a point encore énérvé leur force supérieure en cela  
« aux hommes de recrues que l'on fait dans les villes,  
« que le libertinage seul fait engager ; ils les égaleraient  
« bientôt en valeur, si l'on pouvait les instruire et leur  
« faire goûter la discipline militaire, car quel parti  
« peut-on tirer à la guerre de gens qui ne connaissent  
« pas leur fusil et qui ont plus de peur des armes  
« qu'ils portent qu'un vieux soldat n'en a de celles de  
« l'ennemy, ... il est donc nécessaire de les réunir tous  
« les ans, d'avoir un corps de bas officiers entretenus  
« toute l'année et de donner une forme aux milices. »  
L'auteur divise son mémoire en 15 articles sur la division de la milice en 60 régiments de 9 compagnies, dont une de grenadiers de 100 hommes divisés en huit escouades de 11 hommes commandés par un caporal ; l'article 7 indique, comme le temps le plus propre pour assembler la milice, le temps « après Pâques, alors  
« que les terres peuvent se passer de quelques culti-  
« vateurs, la durée de l'exercice sera de 45 jours » ; l'article 9 porte que le prix d'habillement sera levé sur les paroisses proportionnellement au nombre de leurs miliciens, l'habillement consistera en un habit, une veste, une culotte, un bonnet de drap comme l'infanterie, d'un chapeau uniforme, d'une culotte de toile, 3 chemises, 2 paires de guêtres, 1 blanche, 1 noire, 2 cravates, 2 rubans de queue et 2 paires de souliers ; l'armement pareil à celui de l'infanterie sera fourni aux frais du Roi ; à ce mémoire est annexé un tableau indiquant les appointements de chaque grade par mois, le nombre des officiers d'un régiment, avec les appointements pour l'année, le total de ce que coûtera un régiment de milice composé de 22 officiers et de 1,005 hommes savoir : 36,929 livres, enfin le total de ce que coûterait les 60 régiments, savoir : 2,213,740 livres (1763) ; — lettre de M. de K\*\*\*, major d'une capitainerie des milices garde-côtes de Bretagne, à M. de V\*\*\*, capitaine général dans les milices garde-côtes de Normandie, donnant sur la formation de ce corps (août 1681) des détails sur la tenue et dépenses des milices de Bretagne, interprétant à ce sujet l'ordonnance du 30 juin 1759

(1764) ; — instruction sur la milice et les cas d'exemption contenant 39 articles (1768).

C. 1811. — 1 cahier in-4°, 12 feuillets, papier.

Sans date. — Affaires militaires. — Garde-côtes. —  
Projet de règlement de police tendant à diminuer le nombre des déserteurs, à favoriser la levée des milices et procurer la sûreté publique dans le royaume : « Il  
« est certain que si les déserteurs des troupes du Roi  
« et les fugitifs de la milice, les voleurs, meurtriers,  
« assassins, brigands, vagabonds et autres gens de  
« mauvaise vie, ne pouvaient trouver si facilement des  
« refuges et lieux de retraite pour se soustraire à la  
« punition de leurs crimes, il y aurait beaucoup moins  
« de désordre, ce mémoire aura donc pour objet une  
« police générale qui puisse contenir chaque espèce  
« de scélérats, de façon qu'ils n'osent plus suivre leur  
« malheureux penchant et se plonger dans le vice et  
« dans le crime, se voyant arrêtés et reprimés par les  
« difficultés qu'ils trouveront à se mettre à couvert du  
« châtimement ; c'est dans la pleine puissance et autorité  
« royale que résident les moyens de parvenir à ce but,  
« s'il est du plaisir de Sa Majesté d'ordonner ce qui  
« suit, entr'autres : Article 1<sup>er</sup>, toutes personnes qui  
« ne sont revêtues d'aucun titre ni caractère distingués,  
« lesquelles voudront sortir de la paroisse de leur  
« domicile naturel ou actuel, pour aller demeurer dans  
« une autre de la même élection, soit pour s'employer  
« à l'agriculture, aux travaux, manufactures, arts et  
« métiers, pour servir en qualité de domestiques ou  
« pour autres causes, seront tenus de se faire expé-  
« dier préalablement un certificat par le seigneur ou  
« premier gentilhomme, le syndic ou marguillier et six  
« des plus notables habitants de la dite paroisse, ou  
« des maires et échevins dans les villes, contenant  
« un signalement exact de chaque personne, son nom,  
« surnom, âge et qualité, ses vie et mœurs, les motifs  
« de la translation de domicile, si celui où celle qui  
« demandera le certificat n'est prévenu ni chargé  
« d'aucun crime, ni de celui de la désertion des  
« troupes du Roi et à l'égard des garçons et jeunes  
« gens mariés au dessous de vingt-un an, s'ils ont  
« satisfait aux ordonnances du Roi en ce qui concerne  
« les tirages et assemblées de la milice, sera ensuite  
« chaque certificat visé par l'officier ou brigadier com-  
« mandant la brigade de maréchaussée la plus proche,  
« lequel en fera note sur un registre particulier qu'il  
« tiendra à cet effet pour y avoir recours en cas de



« besoin ; — Article 8, il sera défendu sous peine  
 « de mort, aux maîtres et capitaines de navire, bate-  
 « liers et passagers de transporter aucune personne  
 « hors du royaume sans la permission du Roi ou  
 « des officiers et magistrats à ce autorisés par S. M.  
 « quand bien même ce serait pour le service de la  
 « marine ou du commerce, laquelle permission ne  
 « pourra être donnée que sur la représentation des  
 « certificats et passe-ports ordonnés ; — Article 13, il  
 « sera défendu sous peine de 200 livres d'amende de  
 « délivrer des certificats de bonne vie et mœurs aux  
 « gens mal famés, vagabonds et brigands à charge au  
 « public, aux déserteurs des troupes du Roy et aux  
 « fugitifs de la milice, aux faux sonniers et contreban-  
 « diers notoirement connus ; — l'article 20 impose  
 « l'obligation du passe-port ou certificat à tout le  
 « monde sans exception d'ecclésiastiques, seigneurs  
 « de paroisses, gentilshommes et privilégiés et autres  
 « voulant sortir de la Généralité ; — Article 25, toutes  
 « personnes qui seront trouvées saisies de pièces,  
 « certificats ou passe-ports faux seront punis de mort,  
 « ainsi que ceux qui seraient atteints et convaincus  
 « de les avoir fabriqués, attribuant à cet égard toute  
 « cour, juridiction et connaissance en dernier ressort,  
 « aux prévôts et lieutenants des maréchaussées dans  
 « les départements desquels les captures et saisie  
 « auront été faites ; — Article 28, porte que, pour  
 « animer le zèle et la vigilance d'un chacun à l'exécu-  
 « tion du présent règlement », il sera adjugé un tiers  
 de l'amende au dénonciateur, un tiers à ceux qui  
 auront fait la capture, l'autre tiers laissé à la dispo-  
 sition de MM. les Intendants pour récompenser les  
 travaux et la vigilance de ceux qu'ils en jugeront  
 dignes.

C. 1812. (Liasse.) — 32 pièces, papier.

1721-1743. — Affaires militaires. — Garde-côtes.  
 — Correspondance entre le prince de Conti, L. A. de  
 Bourbon ; le comte de Maurepas, d'Ormesson et d'Ar-  
 genson, ministres ; Guynet, de Vastan et de La Briffe,  
 intendants de la Généralité de Caen ; de Caux, ingé-  
 nieur en chef à Cherbourg ; Damferville, comman-  
 dant des garde-côtes à Port-en-Bessin, et de Mom-  
 brière, subdélégué, relative : à l'envoi de l'état des  
 paroisses qui doivent composer les capitaineries, garde-  
 côtes de la Basse-Normandie (5 juin 1721) ; — à l'avis  
 donné que, sur le compte-rendu au Roi des services  
 de M. de Fierville, S. M. l'a nommé capitaine de la

capitainerie de Port et Carteret en remplacement de  
 M. Dalidan, de Vaubourg, décédé (20 janvier 1728) ;  
 — à la plainte des officiers de l'amirauté de Cherbourg,  
 de ce qu'un vaisseau d'Amsterdam ayant été brisé au  
 cap de La Hague, dans la nuit du 27 au 28 mars 1729,  
 les habitants de la côte se sont portés au pillage, et,  
 qu'ayant cherché à les faire retirer, « ils leur ont jeté  
 « des pierres et leur ont dit que lorsqu'il arrive quelque  
 « naufrage à leur coste on augmente leur taille et qu'ils  
 « se trouvoient par là autorisés à profiter des occasions ;  
 « ces officiers, ajoute M. de Maurepas, me marquent  
 « qu'ils se seroient utilement servis pour écarter cette  
 « populace des milices garde-côtes, si elles eussent  
 « été armées, et que la fraude, qui avoit servy de pré-  
 « texte pour leur faire ôter leurs armes, ne se pratique  
 « plus sur leurs costes, je vous prie de vouloir bien  
 « me marquer si vous seriez d'avis que l'on rendît leurs  
 « fusils à ces milices, car il peut être utile dans certaines  
 « circonstances de les trouver armés » (9 mai 1729) ;  
 — aux ordres donnés de procéder au désarmement  
 (2 novembre 1727, 13 avril 1730, 26 décembre 1731,  
 23 janvier, 23 mai, 29 juillet, 3 octobre 1732) des  
 milices garde-côtes conformément à l'ordonnance du  
 Roi de 1724 ; à ce sujet, le ministre fait observer « qu'il  
 « est persuadé que par ce moyen les milices garde-  
 « côtes ne contribueront plus, du moins à main armée,  
 « à la fraude que le voisinage de l'île de Jersey a tou-  
 « jours occasionnée en Basse-Normandie et à la destruc-  
 « tion du gibier et des pigeons » (15 septembre 1729) ;  
 — à l'ordonnance du Roi portant « qu'il se réserve de  
 « donner des commissions aux capitaines des compa-  
 « gnies détachées de la garde-côte comme il leur en  
 « était accordé du temps du feu Roy », de plus,  
 l'intention de S. M. est qu'il ne soit mis à la tête de ces  
 compagnies que des gentilshommes qui aient servi, ou  
 des gens vivant noblement dans le même cas (28 dé-  
 cembre 1734) ; aux saisies de fusils de garde-côtes  
 opérées, requête de M<sup>me</sup> la marquise de Cambernon  
 (31 juillet 1741) ; — aux poursuites dirigées contre le  
 sieur Legentil, capitaine d'une compagnie détachée  
 dans la capitainerie garde-côte de Régneville qui a  
 donné un soufflet au sieur Daireaux, garde-côte de la  
 paroisse de St-Nicolas (2 novembre 1743).

C. 1813. (Liasse.) — 66 pièces, papier.

1744. — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Cor-  
 respondance entre MM. Maurepas, d'Argenson, de  
 Saint-Florentin, d'Ormesson, ministres ; de La Briffe,

intendant de la Généralité de Caen ; de Caux, ingénieur en chef à Cherbourg ; de Fierville, capitaine de la capitainerie de Portbail et Carteret ; Badier, Deslondes-Lefèvre, de Mombrière et Génas-Duhomme, subdélégués, relative : aux saisies d'armes opérées chez différents particuliers, notamment celle de deux fusils faite par les archers de la maréchaussée chez M. Chevalier, capitaine d'armes de la paroisse de St-Martin-le-Vieux et de la compagnie garde-côte de Granville ; à cette occasion, le ministre dit à l'intendant : « Je ne doute point que vous ne soyez informé que par l'article 5 du titre V du règlement de 1716, on ne peut saisir, pour quelques causes que ce soit, même pour deniers royaux les armes des milices garde-côtes » (24 janvier) ; — à la demande de M. de Bourdon, servant de la seconde compagnie de mousquetaires, que la paroisse de Quesnay dont il est seigneur, qui est assujettie à la milice de terre, soit remise à la garde-côte comme elle était précédemment (6 mars) ; — au rétablissement et réparations à faire aux corps de garde et batteries de la côte en conséquence de la déclaration de guerre faite à l'Angleterre, dont les dépenses doivent être à la charge des paroisses suivant le règlement de 1716 (16 avril) ; — au compte-rendu par M. de Fontenay que « la capitainerie du Cotentin s'étend le long de la mer depuis le passage du Grand-Vey jusqu'à la rivière de Sinople à Quineville, ce qui fait quatre lieues de côtes, il y a cinq redoutes et un petit corps de garde qui furent construites en 1688 de gazon avec des fossés dont la terre servait à former les remparts palissadés.... à la fin de la guerre on désarma ces redoutes, on vendit les palissades, ce qui ébranla le gazonnage, un éboulement eut lieu et tout fut comblé. » Suit un détail de l'état où se trouve chaque redoute et ce qu'il y aurait à faire pour les rétablir (22 avril) ; — aux ordonnances de paiement pour les réparations des corps de garde des côtes de la Généralité (juin, juillet) ; — aux états de dépenses des radoubes aux fusils et bayonnettes déposés au château de Caen, destinés aux milices garde-côtes de la Basse-Normandie et à la milice bourgeoise de Valognes (21 juin et 18 juillet) ; — à la nécessité d'ordonner une imposition indistinctement sur toutes les paroisses sujettes à la garde-côte, au marc la livre de leurs tailles pour le solde de la somme de 29,740 livres 1 sol 1 denier montant des réparations et constructions des corps de garde de chaque capitainerie (8 septembre) ; — à l'état des affûts, ustensiles et munitions nécessaires pour les batteries, redoutes et forts de la côte de Basse-Normandie, déduction faite de ce qui

se trouve sur les lieux en état de servir (31 décembre).

C. 1814. (Liasse.) — 27 pièces, papier.

**1745.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Correspondance entre MM. d'Ormesson, Maurepas, Saint-Florentin, ministres ; de La Briffe, intendant de la Généralité ; Vacqueville, capitaine de la capitainerie de Port-en-Bessin, et Génas-Duhomme, subdélégué, relative : à l'imposition à établir sur les paroisses pour les fournitures de bois et chandelles destinées au service des corps de garde, la somme à prélever est de 14,058 livres 19 sols (13 février) ; — aux représentations de M. de Vacqueville sur l'impossibilité où se trouvent les habitants de fournir pendant l'été les bois et chandelles nécessaires au corps de garde de la capitainerie de Port-en-Bessin (31 mars) ; — à la demande des seigneurs et habitants des paroisses de Fréville et Joganville faisant partie de la capitainerie de La Hougue, que les dites paroisses en soient distraites pour être réunies à celle de Cotentin, vu que leur distance éloignée leur occasionne extrêmement de fatigue pour leur service (24 mai) ; — à la proposition de M. de Vacqueville, capitaine des garde-côtes de Port-en-Bessin, de nommer comme armurier chargé de réparer et entretenir les armes de sa compagnie, Pierre Lefrançois qui se charge gratuitement de ce travail à condition qu'il exercerait son métier à Bayeux sans maîtrise et reçu maître sans frais (19 juin) ; — à l'avis donné que la demande des seigneurs et habitants de Fréville et de Joganville ne peut être accueillie (23 août) ; — à l'arrestation d'un nommé Fixot, faite par la milice garde-côte de Portbail, lequel a été saisi comme espion au moment de son débarquement d'un bâtiment anglais venant de l'île de Jersey (20 septembre) ; — aux représentations des lieutenants des compagnies garde-côtes de la capitainerie de Bernières sur ce que les échevins de la ville de Caen les ont compris sur le rôle de l'ustensile sans avoir égard aux exemptions qu'ils prétendent attachées à leur emploi (20 octobre) ; — à la demande des sieurs Charles et Jacques Roger, entrepreneurs des ouvrages qui ont été faits aux corps de garde de quelques capitaineries de Basse-Normandie, du paiement de la somme de 535 livres qui leur est due (29 octobre) ; — aux mesures à prendre pour pourvoir à la dépense des milices garde-côtes qui ont remplacé le détachement du régiment de Ponthieu au fort de La Hougue (9 décembre.)

C. 1815. (Liasse.) — 54 pièces, papier.

**1746-1752.** — Affaires militaires. — Garde-côtes.  
— Correspondance entre MM. de Maurepas, d'Ormesson, d'Argenson, ministres; de La Briffe, intendant de la Généralité de Caen, et les subdélégués, relative : à la détention du sieur Marguerite faite par M. Pitou, lieutenant garde-côtes de Pontorson, d'après les ordres du vicomte de La Royrie, capitaine (4 février 1746); — à la réception du projet d'arrêt autorisant les impositions faites sur les communautés de la Généralité sujettes à la garde-côtes, tant pour les constructions et réparations des corps de garde que pour fournitures de bois et lumières durant l'hiver de 1744-1745 et les quatre premiers mois de 1746 (5 septembre 1746); — aux arrangements à prendre pour faire fournir aux habitants des paroisses garde-côtes les bois et lumières qui leur sont nécessaires lorsqu'ils font le guet et la garde sur la côte (24 octobre 1746); — à l'avis donné à l'intendant par le ministre que « toutes les nouvelles qui lui sont revenues de la mer annoncent que la flotte anglaise qui était en Bretagne est actuellement rentrée dans ses ports et que d'ailleurs la mauvaise saison ne permettant pas aux ennemis de former de nouvelles entreprises sur nos côtes, il donne ordre aux capitaines des capitaineries garde-côtes de votre département de discontinuer à faire monter la garde et de laisser subsister celles qu'ils jugeront absolument nécessaires » (16 novembre 1746); — à l'établissement sur la côte de Cherbourg des signaux au moyen desquels l'on puisse être averti de ce qui se passe en mer, à cet effet le sieur Gaufard, commis principal aux classes de Cherbourg, est autorisé de faire abattre dans la forêt de Valognes, qui appartient au Roi, les mâts ou arbres nécessaires à cet usage ayant 40 pieds de hauteur et 16 pouces de circonférence, plus 126 pieds d'autre bois de moindre grosseur pour faire des arrêts ou arcs-boutants (19 novembre 1746); — à l'avis opposé de M. Deslondes-Lefèvre, subdélégué de Valognes, qui informe l'intendant que l'on ne peut tirer du bois de la forêt du Roi « sans des formalités considérables » dont la moindre est un mandement du secrétaire d'État de la marine au grand maître qui commettra « le maître particulier pour marquer et faire abattre les arbres, en dresser procès-verbal exact et faire vendre par adjudication au profit du Roy les branches, coupeaux et remanents des dits arbres; cette voie qui est pourtant la plus abrégée milite contre l'ordonnance de 1669 qui exige absolument des

« lettres patentes dûment vérifiées et enregistrées et ne permet même sous cette forme ces sortes d'abbatis, qu'au cas qu'il ne s'en trouve point à acheter de gré ou par estimation dans les ventes en usance », il pense donc que le plus simple serait de prendre de gré ou par estimation les dits arbres dans les bois des particuliers (30 novembre 1746); — à l'avis donné à M. de La Briffe par M. de Maurepas que « cet arrangement exigeait trop de formalités », il en prendra d'autres pour pourvoir à ce service et ajoute « je vous suis obligé au surplus des éclaircissements dont vous avez bien voulu me faire part à ce sujet » (19 décembre 1746); — aux fournitures à faire aux troupes qui doivent prendre campement dans la Généralité pendant l'année 1748. M. d'Argenson écrit qu'il serait à désirer que le même entrepreneur pût être également chargé du service dans la Généralité de Rouen, à cause des mouvements des troupes de l'un dans l'autre département, il engage M. de La Briffe avec M. de La Bourdonnaye pour assurer ce service avec le plus de régularité et de facilité possible; il ajoute que le pain et le fourrage des bataillons de milice garde-côtes devront toujours être pris sur le fonds qui a été imposé pour leur dépense (16 mars 1748); — à l'avis transmis par les subdélégués à l'intendant que le sac de froment pesant 200 livres vaut 13 livres à Bayeux, Coutances et Valognes, varie de 14 à 15 livres à St-Lo, et en coûte 15 à Caen, en sorte que la livre de pain, son et froment revient à 1 sou 2 deniers et demi, et celle de pain en froment à 1 sou, 3, 6 et 9 deniers (mars et avril 1748); — à la conservation des différentes batteries de la côte (18 juillet 1748); — à l'avis donné que dans la distribution des croix de saint Louis que le Roi a accordées à quelques officiers d'état-major, garde-côtes, 4 sont destinées pour les capitaineries de la Généralité et que MM. de Grenneville, de Lessey, de Munneville et Godefroy de Vermont ont obtenu cette distinction (13 janvier 1750); — à l'envoi des listes des gens de mer qui ont été rayés sur les registres des classes et qui se trouvent dans le cas de tirer à la milice (30 novembre 1750); — à la demande des fermiers-généraux qu'il leur soit accordé de faire occuper par leurs employés les corps de garde situés sur les côtes d'Équeurdreville, Omontville et Querqueville, dépendant de la capitainerie de Cherbourg (3 juin 1752).

C. 1816. (Liasse.) — 25 pièces, papier.

**1756.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Détail



des capitaineries, garde-côtes de la Généralité de Caen ; — observations générales indiquant que « la Généralité de Caen est une des plus riches du royaume, « l'étendue de ses côtes, susceptibles de quelques « entreprises de la part d'un ennemi, maître de la « mer, son éloignement et la difficulté de ses communications avec les provinces d'où pourroient venir « les secours, qu'il seroit nécessaire de lui donner, « le défaut de points d'appui quelconques, et la circonstance d'une guerre vive par terre qui la met « toujours dans le cas d'être livrée presque à ses seules « forces, toutes ces considérations démontrent combien « il est indispensable de faire pour elle un projet de « défensive, non-seulement pour le moment présent, « où les troupes que le Roi y a envoyé semblent la « mettre à l'abri de toute insulte mais même pour « des temps reculés » ; — états des capitaineries générales de Caen, Ouistreham, de Bernières, d'Asnelles, de Port-en-Bessin, de Grandcamp, de Beuzeville, de Cotentin, de La Hougue, de Barfleur, de Valdesaire, de Cherbourg, de La Hague, de Portbail, de Créances, de Reneville, de Granville, d'Avranches et de Pontorson, indiquant le rendez-vous général, le lieu où est situé le magasin à poudre, les noms des villages qui composent chaque capitainerie par ordre de compagnie, le village dont chaque compagnie détachée porte le nom et où elle doit s'assembler, le nombre d'hommes de chaque compagnie détachée, etc., et contenant les renseignements sur chaque capitainerie générale, entre autres : « la capitainerie de Caen commence à la « rivièrre d'Orne et finit à la rivièrre de Dives, elle n'a « rien d'intéressant sur tout son front qui peut avoir « trois lieues, que la protection de la rivièrre d'Orne, « pour laquelle on a jugé à propos d'établir une « batterie au moulin de Salmelle, d'où le courant « s'approche extraordinairement, cette capitainerie ne « peut communiquer avec celle d'Ouistreham que par « le bac du port, on fera raccommoder le chemin « et trouver une barque pour assurer cette communication, elle communiquera facilement par sa droite « avec celle de Dives en passant par le pont de Dives « et peut se porter aisément le long de la mer sur son « front » ; — la capitainerie générale de Port-en-Bessin, commence à Vierville, dont le rendez-vous général est à Russy ; « elle est bordée sur toute sa longueur « par des falaises extrêmement élevées, il y a cependant quelques gorges par où l'on pourroit entrer « dans les terres, on trouve, avant d'arriver à Saint-Siméon, le corps de garde de St-Laurent et celui « de Colleville, pour observer ces différentes gorges ;

« il y a encore deux passages sur la paroisse Sainte-Honorine, près la chapelle St-Siméon, entre lesquels « il a été établi un corps de garde ; il y a aussi Port-en-Bessin, qui mérite quelque attention y ayant un « bon mouillage, peu distant de l'entrée de ce petit « port d'échouage, pour la sûreté duquel on avait « précédemment établi une batterie dans une tour « casematée dont on ne peut faire aucun usage. C'est « ce qui a déterminé à penser qu'il faut construire « une barbette sous le feu de cette tour et tout proche « le corps de garde, pour y mettre deux pièces de « canon de 24 et une de 18, l'une de celles qui y « sont actuellement étant d'un trop petit calibre. En « sortant de Port-en-Bessin on monte sur la falaise que « l'on suit jusqu'au corps de garde de Bouffet et à une « demi lieue de là on trouve la division de cette capitainerie avec celle d'Asnelles, — la communication du « rendez-vous général à la droite et à la gauche sur « tout le front est facile, elle l'est aussi avec les capitaineries collatérales, l'étendue de la dite capitainerie « peut être de quatre lieues ».

C. 1817. (Liasse.) — 27 pièces, papier.

1758-1760. — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Correspondance entre MM. Bertin, contrôleur-général ; maréchal de Belle-Isle, d'Ormesson, Berryer, ministres ; de Fontette, intendant de la Généralité de Caen, et de Brou, intendant de la Généralité de Rouen, relative : à l'avis donné que la Généralité de Caen est comprise pour 68,700 livres dans l'imposition de 1,500,000 livres sur les vingt Généralités de pays d'Élections pour la dépense que le service des milices garde-côtes a occasionnée (19 octobre 1758) ; — à l'avis donné que le clergé et le Bureau des Finances ne doivent pas contribuer à l'imposition ordonnée pour le remplacement de la dépense des milices garde-côtes, mais seulement les nobles officiers et privilégiés résidant dans le département et qui sont compris au rôle de la capitation, ainsi que les bourgeois et habitants des villes franches pour le soulagement des taillables (1<sup>er</sup> décembre 1758) ; — à la demande de M. le maréchal de Belle-Isle que les officiers des milices garde-côtes soient dispensés de contribuer à l'imposition que ce service occasionne chaque année (18 octobre 1759) ; — à l'avis donné que la somme de 1,307 livres 10 sols, nécessaire pour payer ce qui est dû aux soldats des milices garde-côtes qui ont servi sur les vaisseaux du Roi, le *Soleil-Royal* et le *Superbe* qui faisaient partie de l'escadre de M<sup>r</sup> le maréchal de Conflans, sera envoyée

incessamment ainsi que le rôle de remise (3 février 1760); — au rôle des officiers et des miliciens garde-côtes de la province de Normandie auxquels il est dû des sommes tirées hors ligne pour la gratification qui leur a été accordée pour avoir monté dans les hautes manœuvres sur le vaisseau le *Soleil-Royal*, commandé par M<sup>r</sup> de Chezac, capitaine de vaisseau sous les ordres de M<sup>r</sup> de Conflans, vice-amiral de France, dont la campagne a fini le 21 novembre 1759; ce vaisseau a fait naufrage à la côte de Croisic. Le *Superbe*, commandé par M. de Montalais, capitaine de vaisseau, dont la campagne a fini le 20 novembre 1759; ce vaisseau a coulé bas (14 juin 1760); — aux ordres donnés à M. de Selle de La Garejade commis par arrêt du Conseil pour achever les exercices commencés par feu M. de Selle, trésorier-général de la marine, de faire remettre à Caen la somme de 2,902 livres 2 sols pour être employée, savoir : 4,518 livres 10 sols au paiement de la solde due aux soldats des milices garde-côtes qui ont servi sur les vaisseaux du Roi, le *Soleil-Royal*, le *Thésée*, le *Héros*, le *Superbe*, le *Juste* et le *Formidable* qui faisaient partie de l'escadre de M. le maréchal de Conflans en 1759, 201 livres 2 sols pour solde extraordinaire accordée aux gardes à compter du lendemain de leur débarquement jusqu'au jour qu'ils ont été renvoyés à leurs capitaineries, 4,182 livres 10 sols pour la gratification de 3 livres aussi accordée par mois à chacun de ceux d'entr'eux qui ont monté dans les hautes manœuvres des dits vaisseaux (21 septembre 1760); — à la forme à observer par les subdélégués dans le paiement des sommes revenant aux soldats des milices qui ont servi sur les vaisseaux de l'escadre de M. le maréchal de Conflans (11 octobre 1760); — à l'arrêt du Conseil ordonnant l'imposition de 4,500 livres pour la dépense des milices garde-côtes en 1760 et à laquelle contribueront tous les habitants exempts ou non, privilégiés ou non privilégiés (18 octobre 1760); — aux mémoires sur la nouvelle formation des compagnies détachées des capitaineries garde-côtes de la province (1760).

C. 1818. (Liasse.) — 34 pièces, papier.

**1761-1763.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Correspondance entre MM. D'Ormesson, Beryer, duc de Choiseul, ministres; comte de Clermont-Tonnerre, maréchal de camp; de Harcourt, gouverneur de la province; de Fontette, intendant de la Généralité de Caen; de Brou, intendant de la Généralité de Rouen, et les subdélégués, relative : à la lettre de M. d'Ormesson

à M. de Fontette, lui disant qu'en examinant l'état de répartition des impositions des années 1759 et 1760, il a été remarqué une erreur faite dans ses bureaux par rapport à celle ordonnée dans chacune de ces années pour le remboursement de la dépense occasionnée par le service des milices garde-côtes, qu'il n'est pas possible de laisser subsister à cause des inconvénients qui en résulteraient et dont la chambre des comptes de Normandie ne manquerait pas de se prévaloir; que l'arrêt du Conseil, du 3 octobre 1758, a fixé l'imposition qui devait être faite en 1759 dans la Généralité de Caen à la somme de 68,700 livres plus le sol pour livre pour frais de recouvrement, 3,435 livres, soit 72,135 livres, faisant observer que cette imposition devait être répartie au marc la livre de la capitation, au lieu qu'elle avait été jusqu'alors au marc la livre de la taille, de sorte que la noblesse, les exempts et les privilégiés devaient y contribuer, ainsi qu'on l'avait jugé convenable, tant pour diminuer la charge de cette imposition sur les taillables que parce que la défense des côtes intéresse tous les sujets du Roi (20 janvier 1761); — à la répartition arrêtée par M. Beryer, ministre de la marine, de 2,902 livres 2 sols sur l'exercice 1759 pour le paiement, suivant les rôles envoyés du port de Brest, de ce qui revient aux gens de mer de la campagne qu'ils ont faite sur les vaisseaux du Roi : le *Soleil-Royal*, le *Thésée*, le *Héros*, le *Superbe*, le *Juste* et le *Formidable*, qui faisaient partie de l'escadre de M. de Conflans (22 janvier 1761); — à l'envoi de l'état des sommes restant dues aux officiers, sergents, caporaux, anspesades, tambours et soldats garde-côtes des capitaineries avec une rescription à l'ordre des subdélégués (1<sup>er</sup> mars 1761); — au rôle des sergents et caporaux des milices garde-côtes de la province de Normandie auxquels il revient des sommes tirées hors ligne pour la valeur du vin qui leur a été retranché dans leur campagne sur divers vaisseaux du Roi (27 mars 1761); — à l'état des garde-pavillons, maîtres canonniers et aides canonniers employés sur les batteries des capitaineries des côtes de la Généralité de Caen pendant l'année 1761 et indiquant les appointements qui leur sont accordés par mois pour solde et subsistance (14 avril 1761); — au paiement de la somme de 62 livres 13 sols revenant pour rations retranchées à quelques sergents et caporaux des milices garde-côtes des capitaineries dépendantes de la Généralité de Caen qui ont été embarqués en 1759 sur les vaisseaux du Roi l'*Éveillè* et le *Dragon* (16 mai 1761); — à la détention pendant quelques jours des soldats détachés de la capitainerie d'Ouistreham qui se sont absentés sans

permission, afin de donner un exemple, quitte à user de plus de rigueur en cas de récidive (5 juillet 1761) — à l'état des pièces de canon, affûts, poudres et boulets et autres munitions d'artillerie à transporter aux 44 batteries établies sur les côtes de la Généralité avec le poids des dites pièces, le coût de ce transport s'élève à la somme de 17,689 livres 3 sols 6 deniers payée sur une seule ordonnance de l'intendant; les voituriers adjudicataires, Pierre et Louis de Caen, s'obligent à lui rapporter le certificat de M. Desmazet (20 août 1761); — à l'avis donné qu'il a été remis à M. de Villiers, capitaine garde-côtes à Granville, la somme de 27 livres 11 sols pour être distribuée aux milices du détachement qu'il a conduit à Brest (30 septembre 1761); — à l'envoi du mémoire rédigé par M. le comte de Clermont-Tonnerre, maréchal de camp, prouvant l'impossibilité d'exécuter les ordres reçus pour la nouvelle composition de la milice garde-côtes (6 mai 1762); — au mémoire contenant les raisons sur lesquelles M. le marquis de Brassac, lieutenant-général des armées du Roi, s'est déterminé à proposer la conservation et la suppression des batteries et corps de garde d'observation répandus le long des côtes de la moyenne Normandie dans l'étendue de chacune des onze capitaineries de cette inspection, avec une indication des lieux où il serait utile de placer des signaux (27 mai 1762); — à l'état des gardiens des batteries employés dans la Généralité de Caen, à commencer du 1<sup>er</sup> janvier 1763, pour veiller à la sûreté des munitions, jusqu'à leur évacuation.

C. 1819. (Liasse.) — 54 pièces, papier.

**1764-1772.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Correspondance entre MM. le duc de Choiseul, marquis de Monteynard, Beryer, ministres; de Fontette, Esmangart, intendants de la Généralité; Bonnier Saint-Cosme, commissaire des guerres; les maire et échevins de Caen et les subdélégués, relative: à l'envoi fait à Brest d'une rescription de 216 livres 7 sols 6 deniers qui n'ont point été réclamées par les garde-côtes embarqués, en 1759, sur l'escadre de M. le maréchal de Conflans, afin d'en faire recette extraordinaire au profit des invalides de la marine (1<sup>er</sup> avril 1764); — à la demande du garde-magasin d'artillerie de Cherbourg du paiement de la somme de 36 livres par an qui lui a été accordée précédemment pour lui tenir lieu de logement (16 mars 1767); — à la levée du quatrième quart du bataillon de milice (26 décembre 1768); — aux difficultés éprouvées pour la levée de la milice; M. de Fontette écrit au duc de

Choiseul qu'il « regarde toujours la milice comme une charge accablante pour les peuples, à cause de la dépopulation qui en résulte en tems de guerre et parce qu'elle est devenue une véritable imposition, tant par les contributions pécuniaires que par les dépenses qu'occasionnent les substitutions auxquelles il faut nécessairement se prêter en tems de guerre pour ne pas jeter le désespoir dans tous les esprits. » Il pense que le vrai moyen de faire cesser les plaintes était d'écarter toutes les distinctions que l'usage a introduites ou que l'importunité a fait admettre et que l'exacte justice, d'accord avec la bonne politique, reproche et qu'il fallait autant que possible éviter comme dans les autres impositions tout ce qui sent l'arbitraire. Il faut convenir, ajoute-t-il, que si dans l'instant du rétablissement de la milice en 1766, on l'eût considérée sous son véritable point de vue et qu'en conséquence on eût étendu la charge qu'elle doit et qu'elle peut l'être, l'établissement eût beaucoup gagné; des contribuables qui, à la longue, parviennent à reconnaître ce qui est juste et ce qui est injuste regarderoient déjà peut-être sans effroy une charge qui les fait toujours frémir, que la seule raison, que les exceptions, que le ménagement ou les convenances a fait admettre la leur fait envisager comme une sorte d'esclavage, mais si ces exceptions sont injustes, si elles sont odieuses, en un mot si elles sont de nature à révolter les esprits, la justice exige en tout tems qu'on les fasse cesser.. Il m'a donc paru que c'était le cas de rédiger une instruction qui formât une sorte de Code, en renfermant toutes les dispositions qui pourroient s'adapter à mon département d'après celles de l'article 24 de l'ordonnance de 1765. — En vous mettant sous les yeux un exemplaire de cette instruction, j'ose me flatter que vous y remarquerez, qu'en cherchant à rendre justice à tout le monde, autant que les convenances ou la force des préjugés peut le permettre j'ai ménagé les campagnes, le commerce et les professions utiles en prenant encore les précautions convenables pour éviter l'abus de la faveur. » — M. de Fontette convient que si son instruction a facilité l'opération de la levée et a fait cesser beaucoup de plaintes qui se renouvelaient annuellement, elle, d'un autre côté, occasionne des représentations à propos desquelles il demande les ordres du ministre, relativement à la levée des maîtres-clerks, d'avocats et procureurs des Étudiants et des domestiques (26 décembre 1768); — à la réponse de M. le duc de Choiseul approuvant toutes les mesures proposées par M. de



Fontette, « il est singulier » lui écrit-il, « comme vous »  
 « l'avez observé, d'entendre tout le monde crier contre »  
 « les abus et de voir en même tems tout le monde »  
 « chercher à abuser, suivant qu'il est intéressé à la »  
 « chose. C'est là vraiment ce qui perpétue l'inquiétude »  
 « dans l'esprit du peuple et qui double le mal que fait »  
 « nécessairement la milice, car ce n'est point l'amour »  
 « de la patrie, comme vous le dites encore fort bien, »  
 « qui excite les représentations, c'est une vanité mal »  
 « entendue et d'autres motifs aussi peu louables qui tra- »  
 « vaillent continuellement à rendre inutiles les efforts que »  
 « l'on fait pour étendre la charge qui deviendrait par là »  
 « plus juste, ... je pense avec vous que c'est le véritable »  
 « moyen de diminuer l'amertume des particuliers sans »  
 « protection et quoiqu'on ne puisse amener tous »  
 « M<sup>rs</sup> les Intendants au point où vous êtes parvenu, la »  
 « fermeté ménagée, dont vous êtes capable, fera goûter »  
 « à la longue dans votre Généralité la sorte de rigueur »  
 « dont on se plaint... nous sommes d'accord sur les »  
 « principes d'assujettissement et je ne puis qu'être de »  
 « votre sentiment sur la décision » (24 février 1769);  
 — à l'envoi des états des officiers qui ayant déjà servi  
 dans les bataillons de milice de la Généralité de Caen,  
 pourraient continuer d'y être employés en supposant  
 que leur âge et infirmités n'y mettent pas d'obstacle  
 (7 décembre 1770); — à l'avis donné que l'intention  
 du Roi étant de faire assembler ses milices au prin-  
 temps et de donner à chaque bataillon une composition  
 qui tende à le soulager, a résolu de ne les assembler  
 que sur le pied de 424 hommes choisis entre les 710,  
 dont devaient être composés les bataillons conformé-  
 ment à l'ordonnance du 27 novembre 1765; M<sup>r</sup> de  
 Fontette écrit à M<sup>r</sup> le marquis de Monteynard « que »  
 « son expérience de 19 ans d'application le décide à faire »  
 « faire la levée par ses subdélégués plutôt que par les 3 »  
 « commissaires des guerres qui ne peuvent avoir que des »  
 « vues purement militaires, tandis que les subdélégués »  
 « y joignent des vues d'administration civile, qui fait »  
 « tout à la fois le bien des Communautés et celui du »  
 « service » (9 février 1771); — au compte-rendu de la  
 situation des armes des 3 bataillons de milice qui ont  
 été déposées en 1763 dans les magasins de Caen et  
 de St-Lo (15 mai 1771); — à l'envoi du tableau des  
 parties d'habillement et d'équipement qui doivent être  
 distribuées, lors de l'Assemblée, aux miliciens (18 mai  
 1771); — au renvoi dans leurs paroisses des miliciens  
 qui se sont engagés dans les troupes de S. M. (31 mai  
 1771); — à l'armement des trois bataillons de milices  
 de la Généralité (30 juin 1771); — à l'ordonnance du  
 Roi suivant laquelle les 3 bataillons de la Généralité ne

formeront qu'un seul régiment sous la dénomination  
 de « régiment provincial de Caen » ayant son quar-  
 tier à Caen (17 août 1771); — aux dispositions à  
 prendre pour assurer le logement des 2,250 miliciens  
 des 4 dernières levées qui doivent s'assembler à Caen,  
 pendant 9 jours à partir du 15 septembre (21 août 1771);  
 — à l'avis donné qu'on a transporté les fusils destinés  
 à l'armement des milices dans les villes où les batail-  
 lons doivent s'assembler (24 août 1771); — aux états des  
 miliciens des bataillons de Caen qui se sont engagés  
 (1771); — aux états des congés absolus à envoyer aux  
 milices des années 1766, 1767, 1768 et 1769 (mars 1772).

C. 1820. (Liasse.) — 16 pièces, papier.

**1774.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. —  
 Correspondance entre MM. le maréchal de Richelieu,  
 le duc d'Aiguillon, de Montbarey, ministres; de  
 Fontette, intendant, et les subdélégués de la Généralité,  
 relative: à l'avis donné que le Roi a décidé que M. le  
 maréchal de Richelieu est chargé d'examiner la nou-  
 velle composition des milices licenciées à la paix, dans  
 les provinces des pays d'Élection (16 mars); — à la  
 copie de la lettre écrite par M<sup>r</sup> le duc d'Aiguillon au  
 duc de Richelieu, en date du 16 mars, les habitants  
 des côtes maritimes sujettes au guet de la mer, chargés  
 de la défense de cette partie du royaume, on en a  
 formé en 1701 des capitaineries de milices garde-côtes  
 lors des armements des Anglais et Hollandais, mais  
 autant cette milice est intéressée à la tranquillité des  
 côtes, autant elle mérite de ménagements; en effet un  
 garde-côte ne peut être soldat et cultivateur; en 1716  
 un règlement plus étendu que celui de 1701 détermina  
 les paroisses sujettes à la garde des côtes, en 1744 on  
 commença à solder ces milices qui avaient été payées  
 par la marine; en 1746 on forma des camps de milices  
 garde-côtes pour les exercer et les employer en cas de  
 descente des ennemis; — en 1756 le maréchal de Belle-  
 Isle, commandant général des côtes de l'Océan, fit faire  
 par les commandants des Provinces une nouvelle divi-  
 sion des capitaineries que l'on arma et instruisit comme  
 l'infanterie; en 1757 l'ordonnance du 5 juin établit un  
 inspecteur dans chacune des Provinces et Généralités,  
 et régla la composition des Capitaineries, la police  
 et la discipline, le temps de service de chaque soldat  
 garde-côtes, pendant lequel il ne peut contracter  
 d'engagement dans les troupes de terre ni de mer  
 et l'uniforme prescrit pour ces milices; en 1758 on  
 créa 4 escadrons de dragons garde-côtes; en 1759 une  
 ordonnance porta création de deux inspecteurs généraux

pour toutes les côtes du royaume, en 1760 on établit un troisième inspecteur général et on confondit un corps de canonnières dans chaque capitainerie que l'on faisait exercer au canonnage par les canonnières du corps royal; en 1761, on supprima les trois charges d'inspecteur-général: on a reconnu que le service qu'on a exigé de ces milices a été contraire à l'agriculture, au commerce, au recouvrement des impositions et à l'intérêt des provinces, sans être parvenu à en faire de véritables troupes. Les intendants et inspecteurs ont représenté que le nombre des hommes incorporés dans les milices garde-côtes était trop considérable en raison de la population des paroisses. En conséquence le duc d'Aiguillon propose de réduire la composition des compagnies et de supprimer celle des canonnières, quitte à affecter au service du canon le nombre d'hommes que les commandants de province jugeront nécessaires, puis d'adoucir les peines disciplinaires et de changer les galères perpétuelles en quelques jours de prison ou de service consécutif infligé aux déserteurs de cette milice, la peine de galères semblant ne devoir être appliquée qu'à ceux qui dans une action quitteraient les troupes (16 mars); — aux réflexions faites sur la lettre de M. le duc d'Aiguillon à M. le maréchal de Richelieu sur les principes de la milice garde-côtes; — minutes de plusieurs projets de lettre au duc d'Aiguillon pour le féliciter d'avoir su concilier l'intérêt de l'agriculture, du commerce avec la défense des côtes en réduisant le nombre des capitaineries et le service qu'on en peut exiger, et d'avoir si bien établi la destruction de l'autorité civile et militaire; — minute et copie de réflexions sur la milice, sur la levée, sur le licenciement, sur la réunion des capitaineries et leurs voies de communication, sur les points décidés suivant l'esprit de la lettre du duc d'Aiguillon; — aux observations faites sur la dépense ordonnée pour réparer une tour située sur l'avant-port de Cherbourg qui sert de magasin à poudre de l'artillerie (27 juillet).

C. 1821. (Liasse.) — 35 pièces, papier.

**1775-1779.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Correspondance entre MM. Necker, contrôleur général; le maréchal de Mury, le comte de Saint-Germain, le prince de Montbarey, ministres; le maréchal d'Harcourt, gouverneur de la province; Esmangart, intendant de la Généralité; Vardon et D'Heu, commissaires des guerres, et les subdélégués, relative: à la demande d'un état nominatif des garçons, mariés ou veufs de 16 à 60 ans

de chacune des paroisses assujetties au service de la garde-côtes, le désir du Roi étant de proportionner le nombre des Capitaineries à celui des hommes qui doivent le former, ce dénombrement devant se faire par une personne de confiance avec l'aide du curé, du syndic et des notables, en présence d'un officier de l'état-major de la Capitainerie (2 octobre 1775); — à l'envoi de l'état des officiers majors des capitaineries garde-côtes de la Généralité (11 novembre 1775); — à la remise de l'état de dénombrement des communautés sujettes à la garde-côtes portant indication du nom des vingt capitaineries de la Généralité, du nombre des hommes de 16 à 60 ans répartis ainsi qu'il suit: 27,151 garçons, 28,327 veufs ou mariés et 5,267 classés, formant un total général de 60,745 hommes (27 juin 1776); — à la lettre autographe de M. Necker recommandant à l'intendant, M. le marquis de Pezay, inspecteur général des côtes « et mon amy particulier, désirant de « rendre son voyage utile en rassemblant des connaissances sur divers objets » (8 juillet 1777); — à la réponse de M. Esmangart qui corrige de sa main les trois minutes rédigées par le premier secrétaire de l'intendance, pour assurer M. Necker de satisfaire autant que possible M. le marquis de Pezay, toutefois il demande des ordres au ministre de la guerre, M. de Saint-Germain, qui l'autorise formellement et qui ajoute à la lettre officielle de sa main ce P. S. qui se ressent d'un peu de précipitation: « Je vous prie, Monsieur, de « donner à M. Pezay toutes les connaissances dont il « pourrait avoir besoin en sa qualité d'inspecteur de « gardes-côtes », en conséquence de cette lettre, l'intendant signe la minute de la circulaire préparée par M. Guyard pour stimuler le zèle des subdélégués (30 août 1776); — aux renseignements à donner à M. le marquis de Pezay, inspecteur-général des côtes de la Généralité, lors de son inspection (juillet 1777); — aux moyens de transport de pièces de canon à placer sur la côte de Cherbourg (août 1777); — questionnaire sur les services des officiers des capitaineries d'Avranches et Pontorson, auquel est joint une copie des états de service de M. Robert de Bauple, escuier, major de la capitainerie d'Avranches; — requête adressée à l'intendant par Jean-Baptiste Mochon, sieur de Vaucelle, âgé de 83 ans, lieutenant de la compagnie de St-Jean-de-la-Haize, par laquelle il sollicite une commission de capitaine dans le bataillon garde-côtes d'Avranches ou la croix de St-Louis, vu qu'il est lieutenant depuis 1721 et qu'il a servi précédemment quatre ans en qualité d'officier dans des Corsaires de St-Malo; avis du subdélégué qui observe qu'il n'y a

point encore eu de lieutenant dans la garde-côtes à qui on ait accordé la croix, que cependant cette faveur servirait à attacher de bons officiers à ce corps, dans lequel on ne peut entrer par des vues d'intérêt, puisqu'ils n'ont d'appointements que pendant la guerre et seulement lorsqu'ils sont employés.

C. 1822. (Liasse.) — 57 pièces, papier.

1778. — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Correspondance entre MM. le prince de Montbarey, ministre; maréchal de Broglie, Delelès de La Taherie, Jullien, intendant à Alençon; Esmangart, intendant de la Généralité de Caen; de Crosne, intendant à Rouen; les administrateurs généraux des étapes et convois militaires et Vaudouleur, commissaire des guerres et du corps royal, relative: au transport du Havre à Caen de bouches à feu et munitions destinées à former un équipage de campagne (30 juin); — à la fourniture par les trois Généralités d'Alençon, Caen et Rouen, de 300 chevaux, dont l'artillerie de l'armée de Broglie a besoin pour les manœuvres à faire en Normandie, il sera payé 25 sols par jour et par cheval auquel il sera fourni le fourrage nécessaire à sa subsistance et le charretier aura deux rations de pain et 10 sous pour sa viande (7 juillet); — à l'état adressé par la Cour au commissaire de l'équipage d'artillerie du nombre des officiers généraux et autres du corps royal ainsi que des employés au dit équipage de Normandie (20 juillet); — aux propositions des Intendants de Caen et d'Alençon de fournir 75 chevaux chacun et de faire contribuer pour les 150 chevaux la Généralité de Rouen plus considérable à elle seule que les deux autres Généralités, refus de l'intendant de Rouen qui pense que chacune des trois Généralités doit fournir le même nombre de chevaux, c'est-à-dire 100 chacune (15 au 27 juillet); — aux dispositions à prendre pour que le service de 300 chevaux soit assuré à l'ouverture du camp de Bayeux qui s'assemblera le 1<sup>er</sup> septembre (4 août); — à la plainte des charretiers employés au transport des effets d'artillerie sur l'insuffisance du prix fixé par l'entrepreneur des convois militaires (19 août); — à la réception des deux expéditions du procès-verbal de réception de signalement et d'évaluation des 300 chevaux fournis par les trois Généralités de la province de Normandie pour le service de l'artillerie et de l'armée de Broglie (22 septembre 1778); — à la lettre de M. de Gribeauval, lieutenant-général commandant en chef, relative à l'établissement pendant l'hiver de l'équipage d'artillerie de l'armée de Normandie: « il a été reconnu, écrit-il

« au prince de Montbarey, que la ville de Caen pouvait  
« seule convenir et que les affûts et voitures d'artillerie  
« peuvent être placés dans un jeu de Paume de la  
« ville et dans l'église des Jésuites où l'on ne célèbre  
« plus » (octobre); — aux ordres en conséquence  
donnés à M. Esmangart par M. le prince de Montbarey,  
qui ajoute en P. S.: « Depuis ma lettre écrite, M. de  
« Gribeauval m'a représenté qu'il y a au château de  
« Caen, dans les magasins du Donjon, une certaine  
« quantité d'effets appartenants à la milice garde-côte,  
« je vous prie de les faire avancer et de faire placer  
« dans le magasin des régiments provinciaux les effets  
« que l'on en retirera, à moins que vous ne trouviez le  
« moyen de placer convenablement ailleurs les effets  
« d'artillerie »; en tête et en marge M. Esmangart écrit:  
« M. G[uiard]. répondre que tout est placé et arrangé,  
« mais qu'il en résulte une surcharge considérable pour  
« la ville de Caen qui, dans les circonstances actuelles,  
« après avoir été fatiguée et même épuisée par le passage  
« rapide et successif d'une infinité de bataillons, a été  
« obligée de faire les plus grands efforts et même des  
« sacrifices pour l'établissement des quatre bataillons du  
« régiment du Roi » (10 octobre); — à la copie du marché  
du sieur Jean Lanchère, contrôleur des attelages, ap-  
prouvé par le prince de Montbarey (12 et 20 octobre); —  
aux notes fournies par M. Puget, capitaine d'ouvriers du  
corps d'artillerie, indiquant la marche des charretiers  
et chevaux devant transporter les effets du Roi (1778)

C. 1823. (Liasse.) — 76 pièces, papier.

1779. — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Correspondance entre MM. le prince de Montbarey, ministre; Esmangart, intendant de la Généralité de Caen; de Veimerange, intendant de l'armée; Vardon, Bonnier Saint-Cosme, commissaires des guerres; et les subdélégués, relative: à un état de la Cour concernant les employés des équipages d'artillerie des camps, des équipages de Normandie et de Bretagne et leurs traitements (1<sup>er</sup> janvier); — à l'envoi de l'ordonnance du Roi réglant une formation nouvelle et uniforme des milices garde-côtes et fixant le genre de service qui leur est propre (16 janvier 1779); — à la demande de M. Tostain de Goville à continuer ses services en qualité de lieutenant des canonnières dans les capitaineries garde-côtes de Port-en-Bessin, grade qu'il occupe depuis 1761 (6 février 1779); — à l'envoi de l'ordonnance du Roi du 18 septembre 1723 portant peine de mort contre les soldats et autres particuliers qui seront convaincus d'avoir volé des munitions et pièces d'ar-



tillerie (8 février); — à l'affichage dans la Généralité de la dite ordonnance pour prévenir le vol des effets d'artillerie (26 février); — à l'avis donné que S. M. a décidé qu'il ne devait être employé qu'un commissaire des guerres par Généralité pour procéder au tirage des hommes destinés au service de la garde-côtes et à celui des classes (11 février); — au sursis demandé pour l'impression du projet de règlement pour la nouvelle formation des canonniers garde-côtes, afin de le perfectionner le plus possible (13 avril); — à l'envoi du procès-verbal d'une jument de l'équipage d'artillerie, établi à Caen, qui a été abattue par suite de ses blessures (19 avril); — à la demande de M. de Villepatou, commandant de l'armée de M. le comte de Vaux, de 50 harnais complets garnis de sellettes, pour le service des chevaux lors du débarquement (5 juillet); — à la mise en activité des canonniers garde-côtes et aux moyens de pourvoir à leur établissement à Bayeux, Caen, Cherbourg, Coutances et Montebourg, qui n'aura lieu que dans le courant de février 1780, afin de prévenir les inconvénients de la saison, cette assemblée n'ayant pour objet que leur instruction pour le tir et la manœuvre du canon, chaque compagnie ne sera sous les armes que pendant un mois et traitée comme les troupes réglées (16 décembre 1779).

C. 1824. (Liasse.) — 104 pièces, papier.

**1780.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Correspondance entre MM. le prince de Montbarey, le marquis de Ségur, ministres; de Sartine, le duc de Harcourt, gouverneur de la province; le marquis de Bricqueville, inspecteur général; Esmaugart, intendant de la Généralité; D'Heu, Ballias de Lambarède, Despiez, commissaires des guerres; de Clamorgan, de La Londe, commandants de l'école de canon à Montebourg; les officiers municipaux de Coutances et les sub-délégués, relative: à l'avis donné que M. le duc d'Harcourt est autorisé de faire établir à Bayeux, Caen, Cherbourg, Coutances et Montebourg, une école où les canonniers garde-côtes seront instruits au tir et à la manœuvre du canon (26 janvier); — à la requête des maire et échevins de Coutances demandant à être autorisés à prendre sur les paroisses voisines le nombre de 80 lits pour coucher les garde-côtes, attendu que la ville loge déjà une demi-compagnie du régiment de La Fère du corps royal d'artillerie, plus deux bataillons casernés; « nous avons, ajoutent-ils, « fait l'assiette de ce logement avec beaucoup de peine,

« tant rapport aux fournitures et autres ustensiles de  
« casernement qu'au logement, nous ne regrettons pas  
« nos peines, et c'est une besogne terminée, mais  
« aujourd'hui ce sont nouveaux embarras et il faut  
« recommencer, qu'il nous soit donc permis, Mon-  
« seigneur, de vous prier de vouloir bien faire en  
« sorte que nous n'ayons point l'augmentation de 160  
« garde-côtes et 10 à 12 officiers à loger qui achèverait  
« de ruiner une ville pauvre dont la plupart des habi-  
« tants est réduite à coucher sur la paille (27 janvier);  
— aux ordres à prescrire pour que la fourniture du  
pain soit faite aux canonniers qui se rassembleront  
dans ces écoles, à la retenue ordinaire de 2 sols par  
ration sur leur solde et qu'ils jouissent en outre des  
autres traitements attribués aux troupes réglées (30 jan-  
vier); — à la fourniture en nature du bois de chauffage  
des canonniers détachés aux écoles (2 février); — à  
l'avis donné que les dites écoles commenceront à  
la fin du mois de février, et que pendant leur durée, qui  
sera de 4 mois, chaque compagnie fournira dix hommes  
par mois, qui seront remplacés par d'autres succes-  
sivement; tableaux des écoles, des divisions et compa-  
gnies réparties dans les écoles (5 février); — à la  
demande des maire et échevins de Coutances qu'il leur  
soit fourni par les campagnes 80 lits pour les 160 ca-  
nonniers arrivant à l'école pour être instruits au tir et  
à la manœuvre du canon par la demi-compagnie du  
régiment de La Fère (8 février); — aux ordres à donner  
pour assurer la subsistance d'un chef de division, d'un  
lieutenant et de 40 canonniers, partant de Barneville  
pour se rendre à Cherbourg avec étape à Briquebec  
(16 février); — aux représentations de M. de Clamorgan  
sur le prix excessif de 7 au lieu de 5 sols la livre  
que les bouchers ont mis sur la viande destinée aux  
canonniers de l'école de Coutances (3 avril); — à  
l'instruction de l'affaire existant entre M. Le Pelley de  
La Londe, commandant de l'école des canonniers, et le  
syndic militaire de Montebourg, le sieur Fontaine, au  
sujet des menaces et propos malhonnêtes qu'ils se sont  
adressés mutuellement (avril et juin); — à la récla-  
mation du sieur Jean Dupont, de la paroisse du Mesnil-  
au-Val, du paiement de la somme de 160 livres pour  
une jument qu'il a perdue en transportant des boulets  
au fort du Galet (juin); — certificat des officiers mili-  
taires, curé, prêtres, gentilshommes principaux et  
communs habitants de Montebourg, en faveur de  
M. Pelley de La Londe, demandant justice contre le  
syndic militaire qui lui avait ajouté au bas du certificat  
de bien vivre « un libelle le plus impudent »; — cer-  
tificate du maître de l'hôtel du cour royal attestant « la

politesse et les attentions de M. Pelley de La Londe tant envers ses camarades qu'envers les bourgeois auxquels il a marqué toute sa bienfaisance » ; — certificat du supérieur du séminaire de St-François de Salles, de l'abbaye de Montebourg, attestant que le commandant et les officiers de l'école de canonnières « ont agi pendant les 4 mois de leur séjour de la manière la plus honnête et que leur conduite a toujours été très-édifiante, » d'après l'avis du subdélégué de Carentan, chargé d'instruire l'affaire sur le désistement du subdélégué de Valognes, proche parent de M. de La Londe, M. Esmangart, intendant de la Généralité, écrit de sa main en tête et en marge du dossier « rien à faire, à garder » ; — à l'envoi, pour exécution de l'ordonnance du Roi du 23 avril 1780, portant règlement pour le service des canonnières garde-côtes (20 septembre 1780) ; — à l'avis donné qu'il a été prescrit aux inspecteurs généraux d'ordonner aux chefs de divisions que tout homme qui sera mis en prison devra être écroué et recommandé afin d'empêcher qu'il ne meurt de faim, « le concierge ne pouvant répéter vers le domaine la nourriture des prisonniers s'ils ne sont portés sur les registres d'écrou » (30 décembre).

C. 1825. (Liasse.) — 78 pièces, papier.

**1781-1786. — Affaires militaires. — Garde-côtes.**

— Correspondance entre MM. le maréchal de Ségur, ministre ; duc de Harcourt, gouverneur de la province ; Esmangart, intendant de la Généralité ; marquis d'Héricy, de Clamorgan, de La Sandray ; les officiers municipaux de Bayeux, Caen, Cherbourg, Coutances, Granville et Valognes ; Collet, D'Heu, Ballias de Lambarède, commissaires des guerres, et les subdélégués, relative : à l'avis donné par le duc de Harcourt à l'Intendant qu'il se formera trois écoles d'artillerie dans la Généralité, à Caen, Cherbourg et Granville, qui commenceront l'instruction des canonnières garde-côtes, depuis le 1<sup>er</sup> avril jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet, afin de prévenir les subdélégués et les régisseurs des vivres de cette disposition, afin d'assurer le logement et la subsistance des canonnières qui se rendront aux dites écoles (14 mars 1781) ; — à la lettre de M. Yset, maire de Granville, à l'Intendant sur la difficulté de loger des canonnières garde-côtes : il demande l'autorisation de faire coucher trois sous-officiers dans le même lit, car il est obligé de faire évacuer des maisons occupées par de nombreuses familles et d'obtenir des ordres formels pour faire occuper de force deux grands appartements vides, à la Houlle, que le pro-

priétaire réservait pour y emmagasiner son vin ; l'intendant donne les ordres nécessaires à cet effet, mais il n'autorise pas d'enlever aux sous-officiers le droit qu'ils ont de ne coucher qu'à deux dans le même lit (24-27 mars) ; — aux difficultés éprouvées par M. de Monthuchon pour la fourniture du bois nécessaire aux canonnières de l'école établie à Granville (3 avril) ; — au prix du sel à Granville pour l'approvisionnement des troupes de passage qui prétendent ne payer que 7 livres 10 sols au lieu de 15 livres le minot de sel gris (8-26 avril) ; — à la difficulté élevée entre les officiers municipaux de Granville et le commandant de l'école au sujet du prix du sel nécessaire à la subsistance de la troupe (26 avril) ; — à l'établissement d'une baraque pour la garde des pièces de canon établies dans la prairie de Caen (28 avril 1781) ; — aux ordres donnés pour faire rendre successivement aux écoles de canon qui seront établies à compter du 1<sup>er</sup> novembre à Caen, Cherbourg et Granville, les officiers, bas officiers et 20 hommes de chaque compagnie des canonnières gardes-côtes de la Basse-Normandie, pour y être exercés pendant un mois (8 octobre 1781) ; — aux représentations de M. de La Sandray, directeur des vivres, sur les difficultés de rassembler des canonnières garde-côtes, où la dépense de subsistance de 120 hommes coûterait cent écus au moins de plus par mois que s'ils étaient placés à St-Lô, Coutances et Valognes (19 octobre 1781) ; — au paiement d'une somme due au sieur Bucaille, traiteur à St-Lô, par M. de Saint-André, capitaine au corps royal de l'artillerie (24 octobre 1782) ; — à l'avis donné que l'intention du roi est que les écoles du canon aient lieu sur le même pied que l'hiver 1781 et en conséquence de donner les ordres convenables pour qu'il soit pourvu au logement et aux fournitures à faire aux détachements qui s'y rendront successivement (24 octobre 1782) ; — à l'avis donné par M. le duc de Harcourt à M. Esmangart, qu'il transférera le 1<sup>er</sup> mars, l'école des canonnières garde-côtes de Caen à St-Lô (10 novembre 1782) ; — à la difficulté de loger convenablement les officiers et les canonnières garde-côtes à St-Lô, à cause du dépérissement des maisons qui servaient précédemment à usage de casernes, ce dépérissement, ajoute le subdélégué, provient du défaut forcé de réparations aux « couvertures en paille, le Parlement les a défendues jusqu'aux plus légères et les « propriétaires sont dans l'impuissance de substituer « une couverture en ardoise, la charpente et les murs « ne pourraient les supporter et les maisons ne sont « vraiment plus habitables » (1<sup>er</sup> décembre 1782) ; — aux ordres donnés de faire cesser les écoles établies

dans la Généralité et de faire retourner chez eux les détachements de canoniers qui y sont rassemblés (28 janvier 1783); — à la réclamation du S<sup>r</sup> Fabulet, marchand à St-Lô, du paiement de la somme de 236 livres qui lui est due par le sieur Champion de Saint-André, ci-devant capitaine en second d'artillerie (8 février 1783); — à l'avis à donner au sieur Dufresne, traiteur à Cherbourg que c'est aux héritiers du sieur de Saint-André, ci-devant capitaine en 2<sup>e</sup> d'artillerie, auxquels il doit s'adresser pour obtenir le paiement de sa créance (14 août 1783); — à la détention pendant 6 mois du sieur Michel, canonier garde-côtes de la compagnie de Courseulles, division de Langrune, qui s'est engagé dans le régiment de Picardie, en février 1785, en observant qu'à l'expiration de sa peine, il devra servir trois années au-delà de son service dans la garde-côtes conformément à l'ordonnance du 13 décembre 1778 (18 août 1786).

C. 1826. (Liasse.) — 103 pièces, papier.

**1756.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Comptabilité. — Compte que rend à M. de Fontette, intendant de la Généralité de Caen, Thomas Lecomte, préposé à la régie des fonds destinés au service de la garde-côtes, des recettes et dépenses par lui faites pour le dit service pendant l'année 1756, ce compte divisé en 18 chapitres donne le résultat suivant : recettes : 65,558 livres 17 sols 7 deniers, dépense pareille; — à l'appui du dit compte sont annexées les pièces justificatives et toutes les ordonnances de l'intendant qui autorisent le paiement des sommes dues, soit pour : drapeaux, transports et réparations d'armes, fournitures de manteaux, d'armes, constructions de magasins à poudre, traitement de M. le comte de Beaujeu, inspecteur des milices garde-côtes, fourniture de bois et lumières pour le service des corps de garde, solde des capitaineries volantes et frais de transport d'effets d'équipement et d'armement des dites capitaineries, dont le montant est de 3,000 livres et pour les appointements et nourriture des soldats.

C. 1827. — 1 cahier in-folio, 30 feuillets, papier.

**1757.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Comptabilité. — Compte que rend à M. de Fontette, intendant de la Généralité de Caen, Jacques Housset, préposé à la régie des fonds destinés au service de la garde-côtes de la dite Généralité, des recettes et dépenses par lui faites pendant l'année 1757; la recette s'élève à

la somme de 106,101 livres 6 sols, versée par M. Le Prestre, receveur-général des finances, suivant les ordonnances de l'intendant, la dépense de 103,366 livres 9 sols 4 deniers se divise en 13 chapitres, ainsi qu'il suit : 1<sup>er</sup> appointements, 32,798 livres 10 sols; — 2<sup>e</sup> habillement, 10,632 livres; — 3<sup>e</sup> réparations et nettoyage de fusils, bayonnettes, gibernes et caisses de tambours, 1,124 livres 7 sols; — 4<sup>e</sup> transport d'effets, 2,086 livres 13 sols; — 5<sup>e</sup> tentes et faisceaux d'armes, 6,176 livres; — 6<sup>e</sup> impressions, 869 livres; — 7<sup>e</sup> réparations des magasins, corps de garde et fournitures, 9,130 livres 13 sols 3 deniers; — 8<sup>e</sup> loyer de maisons de retraite, 892 livres 12 sols; — 9<sup>e</sup> tire-bourres et tournevis, 4,940 livres; — 10<sup>e</sup> bois et lumières, 33,282 livres 17 sols; — 11<sup>e</sup> prisons, 37 livres 14 sols 10 deniers; — 12<sup>e</sup> gratifications, 120 livres; — enfin le 13<sup>e</sup> est destiné aux dépenses et taxations du comptable, qui sont de 1,276 livres 2 sols 7 deniers; balance faite de cette dépense avec la recette opérée, il se trouve que le sieur Housset est comptable de 2,734 livres 16 sols 4 deniers; l'intendant ordonne que cette somme sera versée sans délai au sieur Le Prestre, receveur général des finances de la Généralité, ou au sieur Berthie, son commis.

C. 1828. (Liasse.) — 110 pièces, papier.

**1757.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Comptabilité. — Pièces de dépenses produites à l'appui du compte du sieur Housset, préposé à la régie, des fonds destinés au service de la garde-côtes : décompte par semestre de ce qui est dû aux capitaineries de la Généralité, tant pour les appointements des officiers de l'état-major que pour les gratifications accordées aux sergents tambours-majors et aux tambours ordinaires pour l'entretien de leurs caisses, certifiées véritables par les majors de chaque capitainerie, suivis des ordonnances de paiement de l'intendant, M. de Fontette; — le traitement de l'année est ainsi fixé : capitaine général 480 livres, major 420 livres, aide-major 360 livres, sergent 6 livres, tambour-major 6 livres et le tambour 3 livres; aux pièces justificatives sont annexés les états des officiers de l'état-major de chaque capitainerie; — état contenant les noms et prénoms des soldats qui se sont fournis à leurs dépens un habillement uniforme et auxquels il a été payé une gratification de 3 livres pour cet objet; — ordonnances de l'intendant autorisant le sieur Housset, préposé à la régie des fonds destinés au service de la garde-côtes, de payer soit aux capitaines, soit aux majors de chaque capitainerie, les sommes par eux avancées à ce sujet, et ce sur des



mémoires certifiés par eux exacts et véritables ; — états des soldats qui sont habillés uniformément et qui n'ont pas reçu de gratification.

C. 1829. (Liasse.) — 114 pièces, papier.

**1757.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Comptabilité. — Pièces de dépenses produites à l'appui du compte du sieur Housset, préposé à la régie des fonds destinés au service de la garde-côtes, entr'autres : soumission de François Poret, garde d'artillerie au château de Caen, par laquelle il promet et s'engage envers l'intendant de la Généralité de Caen, comme pour les propres deniers du Roi, de dérouiller et nettoyer la quantité de 749 fusils et bayonnettes destinés au service des milices garde-côtes et déposés en sa garde à l'arsenal du château, moyennant 10 sols par fusil et sa bayonnette, plus 12 livres 18 sols pour objets à fournir ; — mémoires des frais dus : 1° à Jean-Nicolas Viel, capitaine du navire nommé *L'heureux St-Nicolas*, pour le transport de Rouen à Caen de 41 caisses de fusils, 30 fusils déballés et 7 balles de colliers, gibernes et pulvéris ; 2° pour pareil chargement fait par Mathurin-François Huet, capitaine commandant le navire nommé *La Ville de Caen* ; — traité passé entre l'intendant et Gabriel Dupont, marchand de la ville de Caen, par lequel ce dernier s'engage de faire et fournir pour l'usage des milices garde-côtes de la Généralité 160 tentes avec leurs bois et 32 manteaux d'armes avec leurs faisceaux, le tout suivant les dimensions et conditions ci-après : « les tentes seront faites de toiles pareilles à l'échantillon déposé au secrétariat de l'intendance, les « manteaux d'armes seront faits en coutils également « pareils à l'échantillon, — la hauteur de chaque tente « sera de 5 pieds 8 pouces, ayant par le bas, sur le « devant, 6 pieds 6 pouces d'une encoignure à l'autre, « pour que la porte puisse croiser de 6 pouces, chaque « côté devra avoir 6 pieds 9 pouces de tour par le bas, « de manière que la profondeur, depuis la fourche « d'entrée jusqu'au fond du cul-de-lampe, soit de « 10 pieds 4 pouces... ; — la hauteur des manteaux « d'armes sera de 6 pieds, la rondeur dans la partie « supérieure de 1 pied 9 pouces, et la circonférence « par le bas de 19 pieds, dont 2 pour croiser, à l'ouverture ; — chaque manteau d'arme sera bordé dans « le pourtour d'une sangle de 2 doigts de large sur « la hauteur d'un doigt, — chaque tente avec ses bois « sera payée 33 livres, et chaque manteau avec le « faisceau et la boule 28 livres, ce qui fait un total

« de 6,176 livres » ; — mémoires et quittances présentés par René Hayron afin d'obtenir le remboursement des sommes par lui avancées pour fournitures de guérites, ustensiles et menues réparations faites à divers corps de garde ; — soumission du sieur Besson, entrepreneur, pour la construction et entretien des différents corps de garde des côtes de la Généralité, moyennant qu'il lui sera payé une somme de 2,120 livres, laquelle sera remise après la réception des travaux en vertu d'une ordonnance de M. de Fontette, intendant ; — tableau des 19 capitaineries.

C. 1830. (Liasse.) — 132 pièces, papier.

**1757.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Comptabilité. — Pièces de dépenses produites à l'appui du compte du sieur Housset, préposé à la régie des fonds destinés au service de la garde-côtes, entr'autres : état de ce qui est dû à différents particuliers des diverses élections de la Généralité, pour loyers de chambres garnies, écuries et autres bâtiments servant de magasins d'armes aux 19 capitaineries de milices garde-côtes ; — ordonnances de M. de Fontette, intendant, autorisant le sieur Housset, préposé à la régie des fonds de payer les termes échus ; — soumission du sieur François Grusse, serrurier, demeurant au bourg d'Harcourt, par laquelle il s'engage vis-à-vis de l'intendant à fournir pour l'usage des milices garde-côtes tant de la Haute que de la Basse-Normandie la quantité de 15,200 tournevis et 15,200 tire-bourres et de les livrer au château de Caen dans le délai de 6 mois, à raison de 5 sols pour chaque tournevis et 18 deniers par chaque tire-bourres ; cette livraison ayant été faite en temps et lieu, une ordonnance signée de l'intendant autorise le paiement de ladite somme de 4,940 livres ; — marché fait entre M. de Fontette, intendant, et le sieur Pierre Queudrue, bourgeois de Caen, pour la fourniture pendant 5 mois des bois et lumières nécessaires à chacun des corps de garde situés le long de la côte depuis la rivière de Dives jusqu'à celle de Coesnon, près Pontorson, aux clauses et conditions ci-après : « La fourniture sera faite à chaque corps de garde « sur le pied par jour de 3 bûches de 18 pouces de « circonférence chacune et 31 pouces de longueur, un « fagot aussi de 18 pouces de circonférence et de « 3 pieds et demi de long ou l'équivalent en cotrets « et une demi-livre de chandelles ; la bûche sera de « chêne, orme ou hêtre suivant qu'il y aura plus ou « moins de facilité à se la procurer et la chandelle de

« bonne qualité. » Le paiement de ces fournitures sera fait de mois en mois à raison de 37 livres le cent de bûches, 30 livres le cent de fagots et 12 sols la livre de chandelles; — autre marché fait au sieur François Bétourné pour les mêmes fournitures pour un temps indéfini aux conditions contenues ci-dessus, sauf le prix du cent de bûches qui est réduit à 35 livres.

C. 1831. (Liasse.) — 89 pièces, papier.

1758-1759. — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Comptabilité. — Pièces produites à l'appui du compte du sieur Housset, préposé à la régie des fonds destinés au service de la garde-côtes, entr'autres : états soumis à l'approbation de M. de Fontette, intendant de la Généralité de Caen, par les majors des capitaineries, milices garde-côtes de la moyenne et Basse-Normandie, de ce qui est dû pour les appointements des officiers d'état-major et les gratifications accordées aux sergents, tambours-majors et tambours de chaque capitainerie; — à l'ordonnance de l'intendant autorisant le paiement par période de 6 mois, savoir : année complète pour la capitainerie d'Avranches, 1,566 livres, celle de Pontorson, 1,566 livres, de Granville, 1,536 livres, de Regnéville, 1,566 livres, de Créances, 1,536 livres, de Portbail, 1,266 livres, La Hague, 1,626 livres, Cherbourg, 1,626 livres, Val-de-Saire, 1,566 livres; Barfleur, 1,566 livres; La Hougue, 1,566 livres, du Cotentin, 1,596 livres, Beuzeville, 900 livres; Grandcamp, 1,778 livres, Port-en-Bessin, 1,566 livres, Asnelles, 1,372 livres 13 sols 4 deniers, Ouistreham, 1,502 livres 13 sols 4 deniers, enfin, la capitainerie de Caen, 1,536 livres; toutes ces sommes ont été payées par le sieur Housset, préposé à la régie des fonds destinés au service de la milice garde-côtes et acquittées par les majors de chaque capitainerie; — autre ordonnance de l'intendant accordant : 1° au comte d'Amfréville, ci-devant inspecteur général des milices garde-côtes, 1,650 livres, tant pour ses appointements que pour indemnité de logement pendant les 6 derniers mois de l'année 1758; et 2° au comte de Beaujeu, 1,650 livres en qualité d'inspecteur général, également pour ses appointements et logement pendant les six derniers mois de l'année; — autre ordonnance de l'intendant qui accorde à titre de gratification la somme de 120 livres au sieur Loret, garde d'artillerie au château de Caen, pour les soins extraordinaires qu'il a donnés à la conservation et distribution des effets à l'usage des milices garde-côtes.

C. 1832. (Liasse.) — 66 pièces, papier.

1758-1759. — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Comptabilité. — Pièces produites à l'appui du compte de M. Housset, préposé à la régie des fonds destinés au service de la garde-côtes, entr'autres : états des chapeaux fournis aux 19 capitaineries garde-côtes de la Généralité par la veuve Lacroix et François Rayer, dont le nombre est 4,619, sur l'avis de M. Bonnier de Saint-Cosme, commissaire ordonnateur des guerres; — ordonnance de M. de Fontette, intendant de la Généralité, de 17,956 livres 7 sols 3 deniers pour le paiement de cette livraison; — soumission des sieurs Lafosse-Chatry, Gabriel Duperré, François Rayer et veuve Lacroix, à fournir 4,619 habits à l'usage des soldats détachés de milices garde-côtes des 19 capitaineries de la Généralité, moyennant le prix de 59,102 livres 8 sols 3 deniers; — bordereaux des sommes revenant à chaque capitainerie pour les avances faites par les sergents, caporaux, etc., qui se sont munis de leur habillement; — état de la fourniture des dits habits, à la suite duquel est l'ordonnance de paiement délivrée par l'intendant au profit des sieurs Lafosse-Chatry et Duperré, de la somme dont le total pour toutes les Capitaineries de la Généralité est de 50,468 livres 19 sols 3 deniers; — ordonnance de l'intendant autorisant le sieur Housset, préposé à la régie des fonds, de payer différentes sommes aux subdélégués, aux médecins et aux exempts de la maréchaussée pour les indemniser des dépenses qu'ils ont pu faire lors du tirage au sort de la milice; — autres ordonnances autorisant le paiement des gratifications accordées à divers particuliers pour les soins qu'ils ont donnés, soit pour le transport d'effets ou de malades, pendant la durée du camp et à la descente des Anglais, entr'autres : au sieur Hervé Duval, prêtre, la somme de 102 livres, en qualité d'aumônier, et pour le même titre au Père Blanche, religieux cordelier de l'Étroite Observance de saint François au convent de Valognes, 60 livres.

C. 1833. (Liasse.) — 60 pièces, papier.

1758-1759. — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Comptabilité. — Pièces produites à l'appui du compte du sieur Housset, préposé à la régie des fonds destinés au service de la garde-côtes, entr'autres : état de la dépense faite par le sieur Dindo, pour l'établissement du camp des milices garde-côtes au Mont-Épinguet, Généralité de Caen, montant à 328 livres 12 sols 6 de-

niers, qui lui ont été payées sur le vu de M. Guignard de La Garde, commissaire des guerres, et l'ordonnance de paiement de M. de Fontette, intendant; — ordonnance de la somme de 250 livres accordée comme indemnité au sieur Héroult, pour les pertes qu'il a éprouvées dans ses récoltes pendant le campement des milices; — mémoire de la somme de 797 livres 12 sols 6 deniers, acquitté par Massienne aîné, pour fourniture de 180 rames de papier faite pendant la durée du camp du Mont-Épinguet; — ordonnances de M. de Fontette, intendant de la Généralité, autorisant le sieur Housset, préposé à la régie des fonds destinés au service de la garde-côtes, de payer aux sieurs Duval et Hamelin ce qui est dû pour les réparations par eux faites aux magasins à poudre des capitaineries de Granville et d'Asnelles; — paiements faits sur quittances de divers particuliers, des chambres de retraite pour les officiers et de différentes maisons ayant servi de magasins d'armes et de corps de garde; — bordereaux indiquant 1° le nombre de voitures et chevaux de trait et de bat fournis par les paroisses des élections de Caen et Bayeux, tant pour le transport des équipages de 5 bataillons de milices garde-côtes qui ont campé à Argences, Ifs et Banville pendant les mois de juin et juillet 1758, que pour celui de l'artillerie qui était à leur suite et celui des malades aux dits camps dans les hôpitaux, le nombre des voitures à 4 chevaux est de 251 à raison de 4 livres par jour chacune, celui des chevaux est de 539 à raison de 20 sols par jour, ce qui fait un total de 4,543 livres; 2° la quantité de chevaux et voitures également fournis par les diverses paroisses de la Généralité aux capitaineries de milice garde-côtes dans les différents mouvements qu'elles ont fait lors de la descente des Anglais à Cherbourg, au mois d'août 1758, le résumé constate 126 voitures à 4 chevaux et 212 chevaux, ce qui fait une dépense de 4,784 livres; — état général présenté par M. Dindo, contrôleur-général des hôpitaux des dépenses qui ont été faites tant pour l'établissement de l'hôpital militaire de Valognes et celui de dépôt au Mont-Épinguet, que, pour le traitement des soldats garde-côtes qui ont été malades pendant la durée du camp du Mont-Épinguet, depuis le 15 mai jusques et y compris le 4 juillet 1758; — état de la répartition faite par M. de Fontette, intendant de la Généralité, de la somme de 22,963 livres 8 sols y compris le sol pour livre de taxations pour frais de collecte et droits de recette des différents receveurs des tailles et du sieur Gestard, commis à la recette générale des finances, à raison de 4 deniers chacun, pour être le

principal de la dite somme employé au paiement du petit équipement des miliciens d'augmentation et de remplacement de la dite Généralité; — compte-rendu à l'Intendant par Jean-François Gestard, escuyer chargé des recettes et dépenses des deniers imposés en l'année 1757, pour le paiement du petit équipement, des miliciens d'augmentation et de remplacement, le dit compte arrêté à la somme de 22,963 livres 8 sols, pour la recette pareille à la dépense (20 juin 1759).

C. 1834. — 1 cahier in-folio, 96 feuillets, papier.

**1758-1760.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Comptabilité. — Compte que rend à M. de Fontette, intendant de la Généralité, Jacques Housset, préposé à la régie des fonds destinés au service de la garde-côte de la dite Généralité, des recettes et dépenses par lui faites pendant l'année 1758; la recette se monte à la somme de 749,928 livres, qui ont été versées entre les mains du comptable, par M. Oursin de Digoville, receveur général des finances, en exécution de 11 ordonnances de l'intendant, la dépense divisée en 27 chapitres forme une somme égale à la recette : 1° de 34,384 livres 3 sols 4 deniers, pour les appointements de MM. les inspecteurs généraux, officiers majors des capitaineries et les gratifications accordées aux sergents et tambours; 2° de 261,829 livres 5 sols pour la subsistance des capitaineries milices garde-côtes qui ont marché ou campé dans la dite Généralité; 3° de 27,120 livres de gratification de 3 livres accordée à chaque soldat pour se fournir de guêtres et havre-sac; 4° de 136,224 livres 4 sols 9 deniers employées à l'habillement des soldats détachés; 5° de 44,015 livres 18 sols 6 deniers pour fournitures de gibernes, pulvérisins et souliers; 6° de 3,004 livres 5 sols 10 deniers pour réparations et nettoiement des effets d'armement; 7° de 30,664 livres 19 sols pour tentes et manteaux d'armes; 8° de 8,683 livres 9 sols 6 deniers pour 587 marmittes avec leurs couvercles; 9° de 31,413 livres 16 sols 1 denier par pain de munition donné aux soldats à chaque étape ou au lieu de campement; 10° de 2,542 livres 4 sols pour viande; 11° de 54,423 livres 17 sols 3 deniers pour bois, paille et fourrages; 12° 35,501 livres 8 sols pour bois et lumières des corps de garde établis le long de la côte; — 13° de 2,547 livres 10 sols pour frais occasionnés pour la levée des hommes de remplacement; 14° de 18,450 livres pour gratifications accordées par le Roi à l'inspecteur de la milice et à différents officiers d'état-major pour les indemniser des dépenses extraordinaires qu'ils ont faites



pendant la campagne de cette année 1758; — 15° de 162 livres pour appointements des aumôniers; 16° de 452 livres 13 sols 4 deniers pour appointements de la prévôté; 17° de 792 livres 1 sol 5 deniers pour indemnités payées à divers particuliers pour les terrains servant à l'emplacement des camps; 18° de 819 livres 15 sols 6 deniers pour fabrication de cartouches; 19° de 566 livres 10 sols 6 deniers pour réparations aux magasins et corps de garde; 20° de 302 livres 10 sols pour loyer de maisons servant de corps de garde; 21° de 7,427 livres 10 sols pour loyers de voitures et chevaux; 22° de 732 livres 15 sols pour impressions; 23° de 8,101 livres 8 sols 6 deniers; 24° de 285 livres 18 sols pour frais de prison pour les soldats détenus; 25° de 3,686 livres 4 sols 6 deniers pour journées des soldats malades aux hôpitaux et frais d'établissement des hôpitaux militaires; 26° de 56,538 livres 4 sols 6 deniers payées aux officiers municipaux de la ville de Cherbourg pour les rembourser tant de la rançon que des frais occasionnés par les otages pendant leur séjour en Angleterre et la dépense faite par le général anglais; enfin le 27° de 9,258 livres 7 sols 6 deniers pour les appointements du comptable; l'Intendant décharge le comptable de la recette et dépense pour l'année 1758, sauf erreur de calcul, et déclare que les pièces justificatives sont restées en son secrétariat au nombre de 636, numérotées et paraphées (10 septembre 1760).

C. 1835. (Liasse.) — 32 pièces, papier.

**1775-1776.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Comptabilité. — Correspondance entre MM. de Saint-Germain, ministre; Esmangart, Intendant, et les subdélégués de la Généralité, relative : aux états des frais occasionnés pour la levée des milices dans la Généralité de Caen pendant les années 1775 et 1776; — à l'envoi d'une rescription de la somme de 934 livres déduite des 2,434 livres déposées entre les mains de M. Albert par le sieur Lelogeais, secrétaire de la subdélégation de Vire, destinée à la décharge des paroisses de ladite subdélégation sur les 5 livres qu'elles doivent payer pour les frais de la levée de chaque homme qu'elles auront à fournir (26 janvier 1776); — à l'accusé de réception de la dite rescription (2 février 1776); — à l'ordre donné aux subdélégués d'établir des tableaux de répartition de la dite somme de 934 livres (février 1776); — aux gratifications à accorder aux chirurgiens et à la maréchaussée, qui ont aidé les subdélégués dans les opérations de levée de la milice

CALVAUDOS.—SÉRIE C.—TOME II.

(5 juin 1776); — à l'état de la dépense faite pour la vente des effets des milices déposés au magasin du château de Caen.

C. 1836. (Liasse.) — 31 pièces, papier.

**1779-1780.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Comptabilité. — Correspondance entre MM. le prince de Montbarey, marquis de Castries, ministres; marquis de Bricqueville, inspecteur général des garde-côtes de la Basse-Normandie; Esmangart, Intendant de la Généralité; D'Heu, Despiez, commissaires des guerres; les subdélégués de Bayeux, Caen, Coutances et Valognes, relative : à la demande par M. D'Heu du remboursement de ses frais depuis le 25 mars jusqu'au 13 juin, pour la levée de 2,984 canonnières garde-côtes (23 juin 1779); — à la gratification demandée par M. Le Goupil, chirurgien à Valognes, pour avoir accompagné M. D'Heu dans ses tournées pour la levée des canonnières garde-côtes, du 25 mars au 13 juin (10 juillet 1779); — à la nouvelle demande de M. D'Heu du remboursement de ses frais (7 août 1779); — à la proposition faite d'accorder des gratifications à MM. D'Heu et Vardon, commissaires des guerres, chargés des opérations de la levée des canonnières garde-côtes (11 août 1779); — à l'avis donné que S. M. a accordé une gratification de 1,500 livres à M. D'Heu et 1,000 livres à M. Vardon (3 septembre 1779); — à l'ordre donné de faire expédier une ordonnance de 700 livres au profit de M. le marquis de Bricqueville, inspecteur général des canonnières garde-côtes pour indemnité de logement (4 décembre 1779); — au paiement à faire à M. le marquis de Bricqueville, maréchal de camp à l'armée du Roi, de la somme de 6,666 livres 13 sols 4 deniers pour ses appointements d'inspecteur général des canonnières garde-côtes pendant les 10 derniers mois de l'année à raison de 8,000 livres par an (31 décembre 1779); — au paiement de la gratification de 60 livres accordée au sieur Leprovost, de la division d'Ouistreham, en considération de ses services (30 mars 1780); — à l'avis donné que S. M. a accordé une gratification de 1,200 livres à M. D'Heu et 1,000 livres à M. Vardon, qui ont procédé au tirage des matelots garde-côtes (4 décembre 1780).

C. 1837. (Liasse.) — 85 pièces, papier.

**1782-1783.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Comptabilité. — Correspondance entre MM. le maré-

chal de Ségur, ministre ; de Crosme, Intendant à Rouen ; Esmangart, Intendant à Caen ; D'Heu, Ballias de Laubarède, commissaires des guerres ; Housset de Catteville trésoriers des guerres ; Boutin, Saint-James, trésoriers généraux de la marine et des colonies ; les officiers municipaux de Cherbourg et les subdélégués, relative : aux ordres de payer à M. D'Hen, commissaire des guerres, la somme de 4,200 livres pour les appointements qui lui sont dus au sujet du service de la garde-côtes (17 mars 1781) ; — au renouvellement de l'état du Roi, au 1<sup>er</sup> janvier 1781, où est porté M. Vardon, décédé, pour une gratification de 800 livres, afin de lever toute difficulté, ses héritiers ayant renoncé à sa succession (15 juin 1781) ; à la remise à faire à M. de Bricqueville de la somme de 126 livres 7 sols 2 deniers pour le remboursement des avances faites par les tambours des différentes divisions de son inspection pour les réparations de leurs caisses ; — au paiement des appointements des chefs de division des canonnières garde-côtes (14 avril 1783) ; — aux renseignements demandés sur le paiement de la gratification de 6 jours accordée aux commissaires des guerres pour la revue des canonnières qu'ils ont passée (7 décembre 1783) ; — à l'avis donné que la retenue de 6 jours d'assemblée a été faite aux chefs de division de canonnières garde-côtes (10 janvier 1784) ; — états des frais occasionnés pour la levée de la milice dans la Généralité de Caen de 1781 à 1783, sur le pied de la fixation faite par M. l'Intendant pour ceux de la levée de 1776 ; pièces de dépenses à l'appui des dits états, parmi lesquelles se trouvent : l'état de l'imposition de l'année 1778, du petit équipement montant à 38,082 livres 1 sol, sur quoi M. de Logivière a payé 38,081 livres 11 sols, celui de l'année 1779, montant à 31,075 livres, sur quoi M. Berthie a payé 28,497 livres ; — lettres de divers subdélégués accusant réception d'ordonnances de paiement des journées passées à la levée des milices.

C. 1838. (Liasse.) — 57 pièces, papier.

**1784-1787.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Comptabilité. — États des frais occasionnés pour la levée de la milice dans la Généralité de Caen, sur le pied de la fixation faite par M. l'Intendant pour ceux de la levée de 1776 ; pièces de dépenses à l'appui des dits états ; — lettres des subdélégués accusant réception d'ordonnances de paiement des journées passées à la levée des milices par eux, les chirurgiens et la maréchassée.

C. 1839. (Liasse.) — 20 pièces, papier.

**1709-1762.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Corps de garde. — Copie d'arrêt du Roi prescrivant les réparations des corps de garde construits pour les milices employées à la garde des côtes de la province de Bretagne et ordonnant l'imposition de la somme de 23,231 livres 14 sols sur les paroisses et communautés de la dite province, sujettes à la garde-côte, pour les dites réparations (1709) ; — devis dressé par le chevalier d'Osseville, ingénieur ordinaire du Roi en chef à Caen, qui stipule les obligations et conditions auxquelles seront tenus les entrepreneurs des corps de garde de la côte de Basse-Normandie, depuis Dives jusques à Isigny, tant pour les réparations que pour les travaux à faire à neuf (1744) ; — état du montant de la dépense des réédifications et réparations de chacun des corps de garde, depuis Dives jusques à Isigny, dont le total est de 13,198 livres 1 sol 1 denier (1744) ; — état des sommes à imposer sur les paroisses garde-côtes de la Généralité de Caen, tant pour fournitures de bois et lumière faites aux corps de garde de la côte pendant l'hiver de 1747 et 1748, que pour construction d'un nouveau corps de garde et autres dépenses étant à la charge des dites paroisses garde-côtes (1748) ; — modèle d'état des employés aux pavillons et batteries des côtes de la subdélégation de Caen et des appointements que le Roi leur a accordés (1761) ; — état des batteries des côtes, corps de garde, pour le service des dites batteries, magasins et signaux existant dans l'étendue de chaque capitainerie de la moyenne Normandie ; — état des batteries des côtes à supprimer et de celles à conserver ; état des noms des corps de garde d'observation actuellement existant, de ceux à supprimer, de ceux à conserver et du nombre d'hommes des compagnies du guet, journellement employés pour y monter la garde ; — les dits états arrêtés par M. de Brassac, lieutenant général des armées du Roi, commandant pour S. M. dans les ville et château de Caen et dans la moyenne Normandie (31 mai 1762).

C. 1840. (Liasse.) — 52 pièces, papier.

**1761-1771.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Équipement. — Correspondance entre MM. le prince de Montbarey, ministre ; de Fontette, Esmangart, Intendants de la Généralité ; de Vault, directeur

général des milices garde-côtes ; Bonnier de Saint-Cosme, Vardon, commissaires des guerres, et les subdélégués, relative : au compte-rendu de l'état des effets de campement de toutes les capitaineries de la Basse-Normandie (27 avril 1761) ; — aux réparations de tous les effets d'armement, de campement et d'équipement des capitaineries garde-côtes de la Généralité (15 mai 1761) ; — à l'inventaire dressé par M. Vardon, commissaire des guerres, en présence de M. de Villons, major de la capitainerie de Courseulles, des effets d'armement, équipement, campement et munitions de guerre qui ont été remis par les officiers de la capitainerie de Bernières (1763) ; — aux états et mémoires de dépenses faites pour la réunion des effets d'armement, d'équipement et des munitions de guerre de diverses capitaineries (1763-1764) ; — à l'avis donné que les effets de campement et d'équipement qui ont été déposés, à la paix, dans le donjon du château de Caen, souffrent de l'humidité des murs (4 juillet 1770) ; — à la demande du « récépissé-comptable » du trésorier des troupes, de la somme de 876 livres 11 sols 6 deniers, montant de la vente faite en 1768 par M. Bonnier Saint-Cosme, commissaire des guerres, de vieux habits, souliers et chapeaux appartenant aux milices (23 mars 1771) ; — à l'envoi du procès-verbal de vente et du dit récépissé (12 mai 1771) ; — à l'envoi fait par les régisseurs de l'habillement des troupes d'un modèle d'habit de milice (8 août 1771) ; — à la remise d'un tableau général des effets d'habillement et d'équipement nécessaires aux 3 bataillons de milice devant composer le régiment provincial de la Généralité (2 septembre 1771).

C. 1841. (Liasse.) — 56 pièces, papier.

**1776-1779.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Équipement. — Correspondance entre MM. de Montbarey, ministre ; Esmangart, Intendant de la Généralité ; Vardon, Bonnier Saint-Cosme, commissaires des guerres, et les subdélégués de la Généralité, relative : à l'inventaire des effets appartenant au Roi pour le service des milices garde-côtes, existant dans les magasins d'artillerie du château de Caen (1776) ; — au procès-verbal dressé par M. Vardon, en présence du sieur Dumont, garde d'artillerie, des effets destinés au service de la milice, déposés au magasin d'artillerie du château de Caen (mai 1776) ; — à l'envoi de l'état des effets d'équipement pour 4,200 hommes des 84 compagnies de canonnières garde-côtes, établies en

conséquence de l'ordonnance du Roi du 13 décembre 1778 (19 février 1779) ; — au compte-rendu de l'état des caisses de tambour destinées à la garde-côtes (19 mars 1779) ; — à l'avis donné que les arrangements nécessaires vont être pris pour compléter les 3,314 gibernes et 72 colliers de tambour, destinés aux 84 compagnies de canonnières garde-côtes de la Généralité (21 avril 1779) ; — à l'envoi de l'état des effets d'équipement à envoyer dans les différents lieux d'assemblée de chaque division (4 juillet 1779) ; — à l'expédition à leurs destinations respectives des effets destinés à l'équipement des canonnières garde-côtes (8 septembre 1779) ; — à l'état des réparations à faire aux armes des canonnières garde-côtes de la division de Quettehou, dressé par 2 armuriers en présence du syndic de la paroisse et du chef de la division (29 novembre 1779).

C. 1842. (Liasse.) — 55 pièces, papier.

**1780.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Équipement. — Correspondance entre MM. le prince de Montbarey, ministre ; Esmangart, Intendant ; Vardon, commissaire des guerres, et les subdélégués, relative : à l'état de situation des effets des canonnières garde-côtes existant au magasin de Caen, au 1<sup>er</sup> janvier 1780, présenté par Godey de Montdézert, garde-magasin, vérifié par M. Vardon (1<sup>er</sup> janvier) ; — aux avis donnés de l'envoi fait aux syndics et commandants des divisions des effets destinés aux garde-côtes (mars et avril) ; — à l'envoi de l'état des différents effets d'habillement et de petit équipement que le Roi a jugé à propos de faire fournir aux canonnières garde-côtes, dans le courant de l'année, et qui seront envoyés dans les lieux d'assemblées de chaque division de la Généralité (13 juin) ; — à la remarque faite par M. Vardon, qu'il existe une différence dans l'état des effets d'habillement et d'équipement qu'il a reçus, et celui qu'il envoie avec les lettres de voiture délivrées par le préposé de M. Biétreix (25 juin) ; — à la demande du sieur Leblanc, du remboursement des frais qu'il a faits au travail de la côte et de lui accorder une gratification pour la peine qu'il a eue (7 novembre).

C. 1843. (Liasse.) — 40 pièces, papier.

**1781.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Équipement. — Correspondance entre MM. le maréchal marquis de Ségur, ministre ; le marquis de Bricqueville,



inspecteur général des garde-côtes ; Esmangart, Intendant de la Généralité, D'Heu, le chevalier Ballias de Laubarède, de Montcarville, commissaires des guerres et les subdélégués de la Généralité, relative : à l'état des magasins destinés à contenir les effets d'armement et d'habillement des compagnies de canonniers garde-côtes du département d'Avranches (16 avril) ; — aux sommes dues pour le loyer des magasins occupés par les canonniers garde-côtes de l'Élection de Coutances, en 1780 et 1781 ; — à l'envoi de l'état des différents effets d'habillement et de petit équipement que le Roi a jugé à propos de faire fournir dans le courant de l'année aux 18 divisions de canonniers garde-côtes de la Généralité (22 mai) ; — aux états de ce qui est dû en l'Élection de Valognes, pour loyers de magasins, fourniture de rateliers, faisceaux d'armes, planches et autres ustensiles d'ameublement dans les magasins ayant servi à déposer les effets d'armement et d'habillement nécessaires aux canonniers garde-côtes de la dite élection (3 décembre).

C. 1844. (Liasse.) — 28 pièces, papier.

**1782.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Équipement. — Correspondance entre MM. le maréchal marquis de Ségur, ministre ; Esmangart, Intendant ; Ballias de Laubarède, commissaire des guerres et les subdélégués de diverses Élections, relative : au paiement des loyers des magasins retenus en la subdélégation de Bayeux, pour déposer les habits et armes des canonniers garde-côtes (2 mai) ; — à l'envoi des effets d'habillement et d'équipement, pris dans le magasin de Caen et destinés au service des canonniers garde-côtes des divisions de Coutteville, Honfleur, Touques, Les Veys, Granville et Pontorson (16 mai) ; — au règlement de ce qui peut être dû à différents particuliers de l'Élection de Caen, qui ont fourni des magasins pour renfermer les effets d'habillement et d'armement des canonniers garde-côtes (29 mai) ; — au résumé de l'état des dépenses faites pour la fourniture de tables, faisceaux d'armes, réparations et entretiens, etc., aux magasins des garde-côtes des Élections d'Avranches, Bayeux, Caen, Carentan, Coutances et Valognes, travaux et fournitures exécutés conformément à la lettre de M. de Montbarey, du 27 juin 1779 (13 septembre 1782).

C. 1845. (Liasse.) — 42 pièces, papier.

**1783-1785.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Équipement. — Correspondance entre MM. Esmangart,

Intendant de la Généralité de Caen, et les subdélégués des diverses élections, relative : aux ordonnances de paiement par le trésorier particulier de l'extraordinaire des guerres, des sommes dues pour loyer de maisons et magasins servant d'entrepôt aux effets d'habillement et armement des compagnies garde-côtes (21 janvier 1783) ; — à l'état général des sommes dues pour les magasins, qui ont été loués dans différentes paroisses de la Généralité, savoir : Élection d'Avranches, 84 livres ; — Bayeux, 898 livres 10 sols 10 deniers ; — Caen, 320 livres ; — Carentan, 424 livres ; — Coutances, 360 livres, et Valognes 314 livres 15 sols (21 janvier 1783) ; — au procès-verbal de visite des effets des canonniers garde-côtes de la division de Cherbourg, dressé par M. Thibault de Longecour, commissaire des guerres, en présence de M. de Gigault-Belfond, chef de la division, et de Mons de Garantot, maire de la dite ville (15 avril 1784) ; — à l'avis donné par M. Génas, subdélégué à Bayeux, que l'on a trouvé, après le décès d'un nommé Burel, capitaine du Guet, de la paroisse de St-Manvieu, deux petits sacs de balles et pierres à fusil, une bouteille de poudre à canon et un vieux tambour (4 octobre 1785) ; — à l'ordre donné de faire porter les dits objets dans le magasin du Roi, à Bayeux, et de charger le garde magasin de les recevoir et de les garder jusqu'à ce qu'il trouve une occasion de les faire passer à Caen, sans frais (8 novembre 1785).

C. 1846. (Liasse.) — 59 pièces, papier.

**1779-1788.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Exemptions. — Correspondance entre MM. Lambert, contrôleur général ; le prince de Lambesc, Feydeau de Brou, Esmangart, Intendants de la Généralité ; D'Heu, commissaire des guerres ; de Garantot, subdélégué, relative : à l'exemption de toute espèce de service sur les côtes, des garde-étalons, garde-baras, ainsi que des personnes qui prennent soin de l'étalon (15 novembre 1781) ; — à la réclamation de M. de Vassy, pour son domestique Jean Cavey, de la paroisse de Pérou, auquel le tirage au sort impose le service des canonniers garde-côtes, exempté en 1780 comme gros fermier, en 1781, comme valet de gentilhomme (17 mai 1782) ; — à la demande de M. le chancelier du duc d'Orléans, de l'exemption de la milice et de la garde-côtes pour les commis et préposés à la perception des droits de coutume et Poids-le-Roi, dont le prince jouit à titre d'engagement dans la ville de

Cherbourg (26 janvier 1786); — à la demande d'un greffier d'une assemblée municipale d'être exempté du service de la garde-côte (16 mai 1788); — requêtes adressées à l'Intendant de la Généralité par divers particuliers, afin d'être exemptés du service de la milice, entr'autres par : Louis Lemonnier, laboureur de la paroisse d'Hérouville-Saint-Clair, pour Nicolas Lelièvre, son domestique, qui s'est présenté au tirage de la milice ordinaire de la communauté des varrangs de la ville de Caen.

C. 1847. — 2 cahiers, 9 feuillets, papier.

**1776.** — Affaires militaires. — Formation et levée. — Garde-côtes. — États généraux du dénombrement des individus, sujets à la garde-côtes, depuis l'âge de 16 ans jusqu'à 60 ans, dans les différentes paroisses de la Généralité de Caen, distinguées par Élections et par capitaineries, telles qu'elles étaient formées pendant la dernière guerre, le total des garçons, des veufs ou mariés et des classés de l'Élection de Caen est de : pour la capitainerie de Caen 1760; — pour celles de Bernières 2,813; — d'Ouistreham, 2,262; Élection de Bayeux, capitainerie d'Asnelles 2,337; — Port-en-Bessin 2,508; — Grandcamp 3,305; — Élection de Carentan, capitainerie de Benzeville, 886; — Cotentin 2,504; — Élection de Valognes, Capitainerie de La Hougue 4,185; — de Portbail, 5,131; — de Barfleur 2,796; — de Valdesaire 3,252; — de Cherbourg 3,636; — La Hague 3,729; — Élection de Coutances, Capitainerie de Créances 4,072; — Regneville 3,862; — Granville 3,551; — Élection d'Avranches, Capitainerie d'Avranches 3,660; — Pontorson 4,124, paroisses dépendant de l'abbaye du Mont St-Michel et qui ne font partie d'aucune capitainerie 372.

C. 1848. (Liasse.) — 47 pièces, papier.

**1779-1787.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Formation et levée. — États des imprimés envoyés par l'Intendant aux Commissaires des guerres et subdélégués de la Généralité de Caen, pour servir aux levées des canonnières garde-côtes dans les neuf élections de la Généralité, intitulés : contrôles de signalements, listes des garçons, procès-verbaux de tirage, certificats d'admission, certificats constatant qu'ils ont satisfait au tirage, ordonnances de publication, mandements de l'Intendant, certificats d'indemnité, plus des cartouches ou autrement dit, certificats délivrés par le Commissaire

des guerres, constatant que tel individu, en tirant au sort, a obtenu un billet noir, qui le rend susceptible du service des canonnières garde-côtes pendant 5 années.

C. 1849. (Liasse.) — 4 cahiers, 18 feuillets; 27 pièces, papier.

**1779.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Formation et levée. — Correspondance entre MM. le prince de Montbarey, ministre; le marquis d'Harcourt, gouverneur de la province; Esmangart, Intendant de la Généralité; Vardon, commissaire des guerres; Sivard de Beaulieu, Meslé et de Mombrière, subdélégués, relative : à l'envoi d'une ordonnance prescrivant une nouvelle formation uniforme aux milices garde-côtes des provinces maritimes, fixant le genre de service qui leur est propre, observant que S. M., dans la vue de faciliter cette opération, a fait dresser un règlement particulier pour chaque province, qui comprend le nombre des compagnies de canonnières garde-côtes à y former, celui des divisions et les lieux d'assemblée; et insistant pour que les paroisses désignées pour fournir des hommes aux compagnies soient prises partout, dans l'arrondissement du chef-lieu des dites compagnies, d'après la topographie des paroisses, de manière qu'elles puissent être rassemblées le plus promptement possible; — aux projets d'ordonnance de l'Intendant concernant la formation des compagnies de canonnières garde-côtes (3 février); — aux réformes faites par le marquis de Bricqueville, maréchal de camp, inspecteur général, lors de sa revue d'inspection; — à l'envoi du tableau général des communautés qui doivent fournir à chaque compagnie des canonnières garde-côtes et à l'entretien des classes (19 mars); — au compte-rendu de la levée opérée par M. Vardon, commissaire des guerres, qui a signalé 5 paroisses réfractaires aux ordres de S. M., l'Intendant propose au Ministre de la guerre « de déclarer matelots tous ceux qui se seraient sous-traits au tirage des canonnières garde-côtes, car sans cet acte de rigueur il ne se trouveroit » aucun habitant dans les paroisses où le tirage serait indiqué (28 avril); — aux extraits des revues passées dans les divisions de Banville, Dives, Formigny, Isigny, Langrune, Ouistreham et Port-en-Bessin, par M. Vardon (août et septembre); — à l'envoi fait par le maréchal d'Harcourt à l'Intendant, du contrôle et état des soldats canonnières garde-côtes absents, lors de la revue de M. le marquis de Bricqueville et aux ordres à donner pour leur faire rejoindre leurs divisions (8 décembre); — à l'envoi aux subdélégués d'exemplaires imprimés d'un mandement de l'Intendant pour les faire remettre

au syndic de chaque paroisse qui le notifiera à tout canonnier, porté manquant lors de la revue, avec intimation de s'y conformer dans le plus bref délai (16 décembre); — aux états généraux de la distribution des compagnies de canonniers garde-côtes d'ancienne et de nouvelle formation, dressés par divisions conformément à l'ordonnance du Roi du 13 décembre 1778, contenant : indication du nom des subdélégations, lieux et paroisses garde-côtes, des compagnies, des lieux d'assemblée, le nombre d'hommes propres au service et celui que chaque compagnie doit fournir; la subdélégation de Caen se composait de 13 compagnies formant un effectif de 650 hommes; — Bayeux, 14 compagnies, 750 hommes; — Carentan, 7 compagnies, 350 hommes; — Valognes, 32 compagnies, 1,600 hommes; — Coutances, 11 compagnies, 550 hommes, et Avranches, 10 compagnies, 500 hommes.

C. 1850. (Liasse.) — Registre gr. in-f°, 134 feuillets, papier.

**1779.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Formation et levée; — Contrôle et signalement des canonniers garde-côtes de la Généralité de Caen, lors de la levée de 1779, lequel se compose de 14 colonnes, indiquant leurs noms et prénoms, leur métier ou profession, s'ils sont garçons, veufs ou mariés, leur résidence, l'époque de leur levée, les noms des compagnies dans lesquelles ils servent, les noms des divisions dont les compagnies dépendent, les paroisses pour lesquelles ils servent, l'Élection dont dépendent ces paroisses, leur taille, leur âge, leur signalement et s'ils sont de bonne volonté ou pris par la voie du sort.

C. 1851. (Liasse.) — 18 pièces, papier.

**1780.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Formation et levée. — Correspondance entre MM. de Sartine, ministre; Esmangart, Intendant de la Généralité; Guiard, secrétaire de l'Intendance; D'Heu, commissaire des guerres, et les commandants de divisions, MM. Destanges à Avranches, d'Avicel de Monfarville à Barfleur, de Folliot de Fierville à Barneville, d'Angerville à Caen, Gigault de Bellefont à Cherbourg, de Clamorgan à Coutances, Demary de Longueville à Granville, des Illes à Munnéville, Macey à Pontorson, de La Marche du Feron à Valognes, relative : à la réception des états de licenciement des canonniers garde-côtes dans chaque communauté des divisions, demandés par M. le marquis de Bricqueville, inspecteur général de la

province de Normandie (11 mars); — à l'avis donné à M. de Sartine, ministre de la marine, par M. Esmangart, que les Commissaires des guerres se sont occupés du tirage des matelots, en même temps que celui des canonniers garde-côtes, conformément aux prescriptions des ordonnances du 13 décembre 1778 et 3 janvier 1779; toute la minute de cette lettre est écrite de la main même de M. Esmangart; à la marge du projet de lettre préparée par son secrétaire, l'Intendant écrit : « Je ne  
« puis vous cacher que cette contribution à un service  
« extraordinaire, et auquel il n'y a pas plus de raisons  
« d'assujétir les paroisses voisines de la mer que celles  
« même de l'intérieur des terres, est extrêmement  
« onéreuse. C'est une désolation pour l'habitant, voué  
« à la culture des terres, d'être arraché à ses exploi-  
« tations, à ses foyers, à sa femme et à ses enfants,  
« pour être dévoué à un service pénible, dangereux,  
« et auquel il n'avoit jamais dû croire qu'il seroit un  
« jour contraint. Cette espèce de *presse*, si elle pouvoit  
« durer davantage, causeroit la dépopulation entière  
« des paroisses voisines de la mer, et tous les habitants  
« iroient chercher leur exemption dans celles de l'in-  
« térieur des terres. A cette première observation j'en  
« joins une autre qui me paraît également digne de  
« votre attention. Il m'est revenu que les Commissaires  
« des classes croyoient que, pour que la substitution d'un  
« matelot tombé au sort pût avoir lieu, il falloit qu'elle  
« se fit par le Commissaire des guerres, dans l'instant  
« même du tirage; cette disposition est non seulement  
« inadmissible, mais même elle est absurde. Lorsque  
« l'ordonnance du 13 décembre 1779, dans la vue de  
« favoriser la population et la culture et même d'adoucir  
« la rigueur extrême de ses dispositions, a permis la  
« substitution et qu'elle a confié aux Intendants les  
« pouvoirs et le soin de les régler, elle a entendu  
« accorder aux malheureux habitants, tombés au sort  
« et destinés par lui à devenir matelots, le pouvoir de  
« se soustraire à ce service, en mettant à leur place un  
« homme de bonne volonté, qui eût les qualités re-  
« quises. Ce n'est pas une grâce illusoire et d'une  
« exécution impossible que S. M. a entendu leur ac-  
« corder; cependant elle seroit telle s'il falloit que les  
« substitutions se fissent à l'instant même du tirage.  
« Il faut que cette opération soit précédée d'un examen  
« approfondi; il seroit même contre le bon ordre que  
« le Commissaire des guerres seul en fût le juge. Ce  
« ne peut être qu'à l'Administrateur de la Province à  
« statuer sur une demande de cette espèce, qui doit  
« être pesée, réfléchie et fondée sur des motifs rai-



« sonnables, dont la discussion ne peut être que de  
 « son ressort; — il est véritablement de toute im-  
 « possibilité de réduire la faculté de la substitution,  
 « permise par l'ordonnance, à l'instant toujours tu-  
 « multueux du tirage; — il pourroit toutefois y avoir  
 « beaucoup d'inconvénients de laisser aux matelots un  
 « tems indéterminé pour être libres de faire usage de  
 « la faculté que l'ordonnance leur accorde, — mais  
 « il suffit de limiter un tems au delà duquel tous  
 « les matelots échus au sort ne seront plus reçus  
 « à demander de jouir de la faveur de la substitu-  
 « tion; ce terme pourroit être de trois mois, à dater  
 « de l'époque du tirage. Ce parti me semble remédier  
 « à tout... Vous jugerez par le détail dans lequel je  
 « suis entré, s'il m'étoit possible de m'en dispenser.  
 « Le service du Roi, l'intérêt des campagnes et le sou-  
 « lagement d'une des classes les plus intéressantes des  
 « sujets de S. M. sont des objets qu'une administration  
 « éclairée et juste ne doit jamais perdre de vue. Je  
 « sais toute l'attention qu'ils sont sûrs d'obtenir de la  
 « vôtre » (7 juillet); — à la demande de M. D'Heu,  
 commissaire des guerres, que, par suite de la mort de  
 M. Vardon, son confrère, Avranches, Granville et Pon-  
 torson soient réunis à la Basse-Normandie, afin de  
 partager autant que possible le travail de la levée des  
 canonniers (30 août).

C. 1852. (Liasse.) — 64 pièces, papier.

**1781.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. —  
 Formation et levée. — Correspondance entre MM. de  
 Ségur, M<sup>rs</sup> de Castries, ministres; le duc d'Harcourt,  
 gouverneur de la province; Esmangart, Intendant de  
 la Généralité; D'Heu, Ballias de Laubarède, commis-  
 saires des guerres; les chefs de divisions: Demary,  
 de Longueville à Granville, de Bretteville à Isigny, Le  
 Pelley de Lude aux Pieux, de Monthuchon à Montsur-  
 vent, Macey à Pontorson, de La Cour à Port, et les  
 subdélégués de la Généralité, relative: à l'envoi des  
 tableaux de répartition projetée des canonniers garde-  
 côtes (janvier); — à la nomination de M. de Lauba-  
 rède, commissaire des guerres, aux fonctions de chargé  
 de la levée des canonniers garde-côtes de Normandie  
 depuis Dives jusqu'aux Veys, en remplacement de  
 M. Vardon, décédé (4 février); — aux ordres à donner  
 aux commissaires des guerres d'avoir à se rendre  
 dans les différentes paroisses de la côte pour procéder,  
 en présence des officiers des compagnies de canonniers  
 et du guet, au tirage d'usage pour remplacer les

canonniers, licenciés aux revues (14 février); — à  
 l'avis adressé par M. de Castries, à M. le duc d'Harcourt  
 et à M. Esmangart, que la levée de matelots dans les  
 canonniers garde-côtes est réduite à la seule levée de  
 tous ceux échus au sort, par les tirages de 1779 et  
 1780, qui sont en état de servir; « j'aurois bien désiré,  
 « écrit le Ministre, pouvoir laisser encore ceux-ci chez  
 « eux, mais les circonstances sont si impérieuses  
 « qu'elles ne le permettent pas d'user d'une plus grande  
 « modération » (2 mars); — à l'avis donné que S. M.  
 a dispensé, pour l'année 1781, la Généralité de Caen  
 de fournir des matelots par la voie du sort; « l'ob-  
 tention de cette grâce, » écrit l'Intendant à ses  
 subdélégués, doit tranquilliser les habitants des pa-  
 roisses maritimes et déterminer « à y rentrer ceux  
 « qui s'en étoient éloignés dans la crainte d'être  
 « obligés de contribuer à cette prestation du service »  
 (7 mars); — à l'envoi de l'itinéraire du commissaire  
 des guerres et de l'état général de levée des canonniers  
 par divisions, subdélégations compagnies et paroisses,  
 afin de le faire remplir du nombre d'hommes que  
 chaque paroisse doit de remplacement (16 mai); —  
 aux succès de M. le chevalier de Laubarède, com-  
 missaire des guerres, dans sa tournée pour la levée des  
 canonniers garde-côtes, succès attestés par les lettres de  
 l'inspecteur général, M. de Bricqueville, et par celles  
 des chefs de division, qui remercient l'Intendant du  
 choix qu'il avait fait d'un tel commissaire; le chef,  
 commandant la division de Banville, M. de Pierrepont,  
 écrit: « Des 28 paroisses de ma division, il n'est aucun  
 « des habitants qui ne chante les louanges de la manière  
 « dont M. le commissaire a procédé... Nous n'avons  
 « jamais vu jusqu'à présent aucune levée qui se soit  
 « faite avec plus de justice et d'équité. Il étoit essentiel  
 « que les intérêts du Roy fussent confiés à un quelqu'un  
 « qui, après tout ce qui s'est passé cy-devant, fit  
 « renaître la confiance, et il n'étoit pas possible de  
 « faire un meilleur choix. » Le commandant de la  
 Cour rend même témoignage de la façon honnête et de  
 la délicatesse de la façon de penser et d'opérer de  
 M. de Laubarède; — aux lettres de M. de Laubarède,  
 exposant sa manière d'opérer: « Une infinité de personnes  
 « le prient de les dispenser de se trouver au tirage, à  
 « raison des exemptions qu'elles prétendent avoir; je  
 « leur ay observé qu'il étoit indispensable qu'elles y  
 « comparussent, afin que leurs motifs d'exemption  
 « soient discutés en présence de leurs camarades, qui  
 « les admettront ou les contrediront. Je leur ai parlé  
 « avec l'honnêteté et la persuasion convenables, en  
 « sorte que ces personnes se sont retirées contentes de

« la manière dont je les ai reçues » (11 juillet); — à la manière dont le même commissaire opéra à Avranches, pour compléter la division de Granville: « A « fur et à mesure, écrit-il, qu'on procédoit à l'appel « des jeunes gens, je me suis attaché à péroter ceux « dont la corpulence et la taille convenoient la mieux « au service; je suis d'abord parvenu à en décider « huit avant le tirage, puis j'ai fait ranger les jeunes « gens sur deux lignes, ceux de bonne volonté à « la droite et ceux destinés à subir le sort à gauche; « après avoir fait l'éloge des premiers sur leur zèle « et leur bonne volonté pour le service du Roi, en « présence des officiers de la division et d'un peuple « nombreux et des personnes les plus considé- « rables de la ville, je me suis tourné du côté des « autres pour leur citer l'exemple de leurs cama- « rades; la manière dont je leur ai parlé a fait une « si grande impression sur eux qu'il s'en est détaché « cinq, qui se sont empressés de se ranger dans la « ligne des canonniers volontaires; au moyen de quoi, « la compagnie se trouvoit complète sans tirage au « sort » (24 juillet); — à l'opération du tirage à Isigny et à Pontorson: M. de Laubarède ayant appris qu'il y avait quelques mauvais sujets, il dit « qu'il ne convenoit « pas qu'étant destinés à former un corps, qui doit se « conduire par les sentiments de l'honneur, ils tiras- « sent au sort, » et les ayant fait sortir du rang il les renvoya en les exhortant à devenir dignes d'être admis à l'honneur du tirage l'année suivante (8 août); — aux témoignages de satisfaction que le vicomte-maire et les chefs de la division de Pontorson rendent de la distinction avec laquelle M. de Laubarède s'acquitte de l'opération du tirage bien simplifiée, car il persuade les jeunes gens de se déclarer volontaires sans tirer au sort (16 août); — à la question débattue entre le Ministre et l'Intendant, au sujet du droit de statuer sur la demande en radiation ou pour substitution de matelots garde-côtes appartenant exclusivement à l'Intendant ou au secrétaire d'État du département de la marine, représenté par les commissaires des guerres, auxquels l'article 37 de l'ordonnance du 13 décembre 1778 permet d'admettre « la substitution pour celui à qui le sort sera « tombé et qui présentera sur le champ un homme qui « contribueroit à la formation de la compagnie » (5 septembre).

C. 4853. (Liasse.) — 17 pièces, papier.

**1781.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Formation et levée. — Correspondance entre MM. le

marquis de Castries, ministre de la marine; le duc de Harcourt, commandant de la province; Esmangart, Intendant de la Généralité; Guiard, premier secrétaire de l'Intendance et les subdélégués, relative: au paiement du loyer des maisons et appartements ayant servi à l'emmagasinement des effets des canonniers garde-côtes et à la vente de ces effets, pour en ajouter le produit aux fonds destinés au service de la garde-côtes et payer ce qui est dû aux propriétaires jusqu'au jour de la remise des dits magasins (12 octobre); — aux ordres à transmettre aux commissaires des guerres d'apporter le plus grand soin dans le choix des matelots garde-côtes, qui doivent participer au tirage, « afin d'éviter le déficit qui pourroit résulter pour la « la marine de la réjection que les officiers des « classes seroient obligés de faire des sujets impropres « à ce service » (17 décembre); — à la prière adressée par l'Intendant à M. le duc d'Harcourt pour qu'il joigne ses réclamations aux siennes, afin d'épargner à la Généralité le tirage au sort des matelots, dont ils avaient déjà signalé les inconvénients à M. de Sartine et dont M. de Castries ne semble pas tenir compte (20 décembre); — au mémoire du duc d'Harcourt démontrant au marquis de Castries tous les inconvénients de reprendre le tirage des matelots dans les canonniers garde-côtes, et rappelant les arguments qu'il avait développés dans ses mémoires à MM. de Maurepas, de Sartine, de Vergennes et de Montbarey, qui s'y étaient rendus. « Vous allez, écrit-il, dépeupler « les seules paroisses du royaume qu'il vous importe à « vous-même de conserver; les artisans, dont beau- « coup n'y sont pas revenus encore depuis l'effare- « ment causé par ce tirage, s'établiront ailleurs; il « n'y restera que les colons; ainsi vous prendrez les « pères de familles, les laboureurs et les fermiers ex- « ploitant des fermes eux-mêmes. — Observez, Mon- « sieur, combien il est nuisible au service de dévaster « une lizière, obligée de se défendre elle-même, de « dégarnir les batteries, de protéger votre cabotage et « le commerce. La milice garde-côtes, exempte par ce « service de celui de la milice de terre, est composée « en totalité, des agriculteurs et des artisans de ces « paroisses; tout ce qui compose la marine est classé, « et aucun matelot ne peut être compris dans les « canonniers garde-côtes; mais ces paroisses four- « nissent des novices, et c'est d'elles seules que la « marine peut en attendre; » il ajoute « que le « double service des canonniers garde-côtes et des « matelots ne laisse personne dans ces paroisses « pour la culture et l'industrie, la terre et la marine

« y perdent également ; que les seigneurs et possédants  
 « fonds réclament avec justice contre l'impossibilité de  
 « trouver ni des bras ni même des fermiers ; qu'enfin  
 « il est impossible que le ministre de la marine  
 « continue cette levée, même cette année, sans faire  
 « tirer les hommes qui, licenciés par l'ordonnance  
 « cette année même, sont exempts par elle du service  
 « de dix ans ; par conséquent, comme il faut des  
 « canonnières garde-côtes à la guerre et des novices à  
 « la marine, il est indispensable de faire cesser dès  
 « aujourd'hui le moyen destructif de se procurer des  
 « hommes, qui ne sont pas matelots, aux dépens de  
 « ceux qui le deviendroient... ; comme le tirage doit  
 « avoir lieu incessamment, le ministre de la marine est  
 « supplié par le commandant, les Intendants, les nobles  
 « et le peuple de la province de Normandie, d'ordonner  
 « qu'à compter du prochain tirage, cette levée de  
 « matelots soit absolument proscrite » (23 décembre) ;  
 — aux conseils respectueux que M. Guiard, 1<sup>er</sup> se-  
 crétaire de l'Intendant, insinue à M. Esmangart, à qui  
 il écrit : « Ce sujet est intarissable, à le considérer  
 « dans l'intérêt de l'humanité, de la culture, de la  
 « population et sous toutes les considérations d'une  
 « saine politique ; vous en ferés mieux que personne  
 « le choix puisque vous vous êtes réservé ce travail ;  
 « je crains seulement, Monsieur, que la bonté de la  
 « cause ne vous entraîne et ne donne de l'humeur au  
 « ministre qui sera mécontent que l'on lui démontre  
 « la pauvreté de ses moyens et l'impossibilité de mettre  
 « ses ordres à exécution ; il paroît avoir de la roideur  
 « dans le caractère, et il seroit à craindre que votre  
 « zèle éclairé et compatissant ne fût pour vous une  
 « occasion de désagrément. Je suis bien aise en tout  
 « cas que M. le duc ait fendu le premier la glace,  
 « vous verrez qu'il y a été assez vertement » (24 dé-  
 cembre) ; — à l'avis transmis à M. Esmangart par M. Mis-  
 tral que le marquis de Castries le prévient que les  
 besoins du service exigent impérieusement qu'il soit  
 fait, dans la Généralité de Caen, un tirage de matelots  
 garde-côtes, non seulement pour remplacer les matelots  
 morts ou licenciés ou déserteurs ou impropres au  
 service, mais encore pour doubler les nombres produits  
 par les tirages de 1779 et 1780, si ces nombres ne  
 forment que la moitié proportionnée au nombre de  
 115,000 matelots garde-côtes ; — au relevé des trois  
 tirages tant des canonnières que des matelots garde-  
 côtes en 1779, 1780 et 1781, la colonne réservée aux  
 matelots de 1781, restée en blanc, prouve que le tirage  
 n'a pas eu lieu ; — à la minute des états, formés  
 d'après le travail des chefs de division dont la mise au

net, les états particuliers et les lettres ont été envoyés  
 aux commissaires des guerres MM. D'Heu et de Lau-  
 barède ; ces états divisés en 9 colonnes indiquent :  
 le nom des subdélégations, celui des paroisses, la dé-  
 signation des compagnies, des divisions, le chiffre de la  
 population de chaque paroisse, le chiffre du contingent  
 de chaque paroisse, le nombre de canonnières que  
 chaque paroisse devra fournir en 1781, le total des  
 hommes de remplacement, le total des divisions ; enfin  
 la 9<sup>e</sup> colonne est réservée aux observations.

C. 1854. (Liasse.) — 77 pièces, papier.

**1782.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. —  
 Formation et levée. — Correspondance entre MM. le  
 marquis de Ségur, ministre ; Esmangart, Intendant de  
 la Généralité de Caen ; de Crosne, Intendant à Rouen ;  
 le marquis de Bricqueville, inspecteur général ; D'Heu,  
 Ballias de Laubarède, commissaires des guerres ;  
 Clamorgan, Daigremont, Duvicel, Lechevalier de La  
 Cour, Delaporte-d'Aboville, Du Buisson, Demary de  
 Longueville, Gigault-Bellefond, Guérin d'Agon, Gué-  
 roult, Le Breton, Le Pelley de Rade-Maley, Le Chevalier,  
 Le Vaillant, Macey, de Monthuchon, Pierrepont, Saffrey  
 de Vimont, commandants de divisions, et les subdé-  
 légues, relative : à la lettre de l'Intendant de Caen,  
 M. Esmangart, à M. de Crosne, Intendant de Rouen,  
 pour le prier d'adresser à M. le marquis de Castries les  
 mêmes observations qu'il lui a adressées, ainsi que  
 M. le duc d'Harcourt pour éviter le tirage des matelots  
 et « pour faire changer le plan proposé par un des  
 « commis, qui ne connoît pas du tout l'état des Pro-  
 « vinces » (1<sup>er</sup> janvier) ; — à la réponse de M. de  
 Crosne, partageant tout à fait les vues de M. Esmangart  
 et du duc d'Harcourt sur ce projet de tirage qui, « indé-  
 « pendamment de l'effroi qu'il répandroit sur les costes,  
 « resteroit véritablement sans exécution, par l'état de  
 « dépopulation où sont actuellement les bords de la  
 « mer » (5 janvier) ; — aux états des licenciés à  
 remplacer de la division de Langrune, des compagnies  
 de Douvres, Courseulles, Cairon et Fontaine-Henry de  
 1781 et 1782 ; — au projet d'un nouveau tirage de matelots  
 en Normandie (23 janvier) ; — au remplacement des ca-  
 nonnières garde-côtes licenciés dans les dernières revues  
 (9 mars) ; — à l'envoi de l'itinéraire fait par M. de Lau-  
 barède, fixant les opérations de tirage des 216 paroisses,  
 composant son département aux mois de mai, juin et  
 juillet (16 mars) ; — au paiement à faire mensuellement  
 aux commissaires des guerres chargés du licenciement,  
 de la levée et de la police des canonnières garde-côtes,



de leurs appointements (22 mars); — à la réception de l'état des hommes des compagnies de Banville, Granville, Dives, Isigny, Ouistreham et Pontorson et de chaque division qui ont été licenciés (mars); — à l'état de licenciement des divisions de canonnières de Port-en-Bessin et des Veys; — à la réclamation de M. Clamorgan, commandant de 4 compagnies, pour obtenir paiement de la somme de 40 livres qu'il a avancée pour son logement et celui de son fils, lieutenant de sa compagnie, lorsqu'ils ont été détachés à Granville (24 mars); — à l'envoi par M. D'Heu à l'Intendant de son itinéraire pour procéder aux tirages des canonnières de son département pendant le mois de mai (4 avril); — à l'avis donné par M. le marquis de Ségur, que, vu les occupations de M. D'Heu, il sursoit l'arrivée de ce commissaire à St-Lô, pour la revue de subsistance des brigades de maréchaussée, dont il a la police (27 avril).

C. 1855. — 1 cahier gr. in-<sup>8</sup>, 35 feuillets, papier.

**1782.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Formation et levée. — État fait et arrêté par le chevalier Ballias de Laubarède, commissaire des guerres au département de Caen, des hommes qui, par la voie du sort, doivent remplacer les canonnières garde-côtes, licenciés et former les neuf divisions du département de Caen, Avranches, Banville, Dives, Granville, Isigny, Langrune, Ouistreham, Port-en-Bessin et Pontorson, fournissant un total de 300 hommes; ce contrôle est divisé en 9 colonnes indiquant les noms de la compagnie, noms et prénoms de chaque individu, lieux de naissance, époque de la levée, profession, âge, taille, signalement et les observations.

C. 1856. (Liasse.) — 58 pièces, papier

**1783.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Formation et levée. — Correspondance entre MM. le marquis de Ségur, ministre; Esmangart, Intendant de la Généralité, marquis de Bricqueville, inspecteur-général; D'Heu, le chevalier Ballias de Laubarède, commissaire des guerres; D'Agon, de La Cour de Betteville, Destanges, Folliot de Fierville, Le Breton, Lepelley de Rade, Levallant, de Macey, de Monthuchon, de Pierrepont, Saffrey, Simon du Buisson et de Vimont, chefs de divisions de canonnières garde-côtes, et les subdélégués de la Généralité, relative à

l'envoi des états des canonnières garde-côtes, licenciés à la revue passée par M. de Bricqueville (février); — au remplacement des canonnières garde-côtes, licenciés aux dernières revues (16 février); — à la demande de MM. de Laubarède et D'Heu, des imprimés nécessaires à la levée des canonnières (1<sup>er</sup> mars); — à l'envoi de l'ordonnance de l'Intendant, concernant la levée des canonnières (9 mars); — à l'avis donné que les ordonnances, mandements, listes, itinéraires relatifs au remplacement des canonnières licenciés, ont été remis au brigadier de la maréchaussée, pour les porter dans les paroisses qui doivent contribuer à la levée (16 mars); — à l'approbation de l'itinéraire envoyé par M. D'Heu (18 mars); — à l'itinéraire de M. de Laubarède, fixant les jours et lieux où doivent se réunir les paroisses faisant partie de son département.

C. 1857. (Liasse.) — 46 pièces, papier.

**1784.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Formation et levée. — Correspondance entre MM. le maréchal de Ségur, ministre de la guerre; de Feydeau, Intendant de la Généralité, de Montcarville, D'Heu, Ballias de Laubarède, commissaires des guerres; Daigremont Duvicel, Daniel de Vieux, de Folliot de Fierville, Gigault Bellefont, de Monthuchon, Symon du Buisson, chefs de divisions, et les subdélégués relative: aux ordres à donner aux commissaires des guerres de prendre leurs dispositions pour se rendre, au temps indiqué, dans les différentes paroisses de la côte et y procéder au tirage qui doit être fait en présence des officiers de la compagnie pour laquelle se fera le remplacement et de ceux des compagnies du guet de chaque paroisse qui doivent également s'y trouver (25 janvier); — à l'envoi fait par M. D'Heu de son itinéraire, observant qu'il compte commencer à Cherbourg le 24 mars, pour être en état de passer la revue de la lieutenance de maréchaussée de Contances et être de retour pour la revue du régiment de la Reine et des Invalides (15 février); — à l'envoi fait par les chefs de divisions des états de licenciement des canonnières (février et mars); — à l'annonce de l'envoi de l'ordonnance relative à la levée des canonnières garde-côtes devant remplacer ceux qui ont été licenciés (14 mars); — à la mise en liberté, de six mutins incarcérés. M. D'Heu explique à l'Intendant, M. Feydeau de Brou, qu'il avait accordé « l'exemption du tirage à Victor de La Cotte, valet de « la veuve de Vouges, exemption réclamée par tous les

« honnêtes gens depuis trois années : » je la croyais, écrit-il, « fondée comme les années précédentes, « exemption que j'ai regardée conforme à l'article 1<sup>er</sup> « de l'état des exemptions, arrêté par le Roi, le 15 janvier 1775, eu égard aux circonstances locales, et « comme M. Esmangart m'a toujours ordonné de « concilier le bien de l'agriculture avec le service du « Roy, j'ai cru les paroisses maritimes susceptibles de « la même faveur » (12 avril) ; — à l'envoi du procès-verbal dressé par M. D'Heu au sujet d'une sédition fomentée à l'occasion d'un domestique de la dite veuve, exempté du tirage par plusieurs paroissiens de la Haie-d'Ectot, sujets au tirage pour le remplacement des canonnières de la division de Barneville (15 avril) ; — à l'avis donné qu'aussitôt la réception de l'ordonnance relative à la levée des canonnières garde-côtes, les paquets adressés aux syndics des communautés devant contribuer au tirage au sort ont été remis à la brigade de maréchaussée (18 avril) ; — à l'avis donné que, vu la rigueur de l'hiver, les habitants de la campagne n'ont pu donner tous leurs soins aux travaux des récoltes ; ces considérations ont porté le Roi à dispenser, cette année, les canonnières de se rendre à leurs batteries lors de la tournée du directeur de l'artillerie (14 mai) ; — au compte-rendu par le chevalier de Laubarède de la levée des canonnières garde-côtes dans les divisions de Banville, Port-en-Bessin, Isigny, Granville et Avranches (16 mai).

C. 1858. (Liasse.) — 38 pièces, papier.

**1785.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Formation et levée. — Correspondance entre le marquis de Ségur, ministre ; de Feydeau, Intendant de la Généralité, D'Heu, le chevalier Ballias de Laubarède, commissaires des guerres ; le chevalier de La Cour-Betteville, le chevalier Houel et Guérout, commandants de divisions, et les subdélégués, relative : aux dispositions à prendre par les commissaires des guerres pour se rendre, au temps indiqué, dans les différentes paroisses de la côte et y procéder au tirage en présence des officiers de la compagnie pour laquelle se fera le remplacement et de ceux des compagnies du guet de chaque paroisse (4 février) ; — à l'envoi de l'ordonnance concernant la levée des canonnières (14 février) ; — à la demande de M. D'Heu, de différents imprimés destinés aux opérations du tirage (25 février) ; — au tableau des observations pour les exemptions sur lesquelles l'Intendant est prié de prononcer (6 mars) ; —

à l'envoi de l'itinéraire arrêté par M. D'Heu, indiquant le jour et le lieu de réunion des assemblées de tirage des canonnières garde-côtes dans les divisions de son département, savoir : Bartleur, Barneville, Cherbourg, Fermanville, La Haye-du-Puits, Montsurvent, Munéville, les Pieux, Quettehou, St-Martin-Varreville, les Veys (15 mars) ; — à la réclamation de 2 cavaliers de la maréchaussée, dont la présence est nécessaire pour maintenir l'ordre aux opérations du tirage (25 mars) ; — à l'envoi de l'itinéraire de M. de Laubarède, devant servir à la levée des canonnières garde-côtes, avec indication du jour et lieu où l'assemblée doit avoir lieu dans les divisions de son département, savoir : Avranches, Banville, Dives, Granville Isigny, Langrune, Ouistreham, Pontorson, Port-en-Bessin (10 avril) ; — à l'avis donné que le Roi a jugé convenable de dispenser, comme l'année précédente, les canonnières garde-côtes de se rendre sans armes sur le terrain des batteries de la côte, lors de la visite de l'inspecteur-général « tant à cause de la dépense qu'elle occasionne « que de la perte de tems qui en résulte pour les « habitants des campagnes (6 mai).

C. 1859. (Liasse.) — 49 pièces, papier.

**1786.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Formation et levée. — Correspondance entre MM. les maréchaux de Ségur, de Castries, ministres ; le duc d'Harcourt, gouverneur de la province ; de Feydeau, Intendant de la Généralité ; de Montcarville, D'Heu, Ballias de Laubarède, commissaires des guerres ; Daigremont du Vicel, Dancel de Saint-Jean, de Folliot de Fierville, de La Conté, Gigault-Bellefont, Guérout, Symon du Buisson, commandants de divisions, et les subdélégués, relative : au paiement des honoraires des chirurgiens qui accompagnent les commissaires des guerres chargés de la levée des canonnières garde-côtes (26 janvier) ; — à la demande de l'Intendant de la fixation du prix des journées des chirurgiens, qui assistaient aux tirages ; le ministre « n'approuve pas « cette dépense qui n'est en effet pas plus utile dans « son département que dans les autres Généralités ; de « plus qu'il en avoit écrit à ce sujet en 1782 à M. Esmangart, qui avoit pris les précautions nécessaires « pour la supprimer » (10 février) ; — à l'avis donné par le Ministre à l'Intendant que l'ordonnance du Roi du 13 décembre 1778 a réglé qu'il serait procédé chaque année, en paix comme en guerre, au remplacement des hommes licenciés ou manquant dans les compa-

gnies pour toute autre cause, il le prie en conséquence de fixer les jours de tirage et d'en prévenir les commissaires des guerres (17 février) ; — à l'itinéraire de M. de Laubarède, indiquant les jours et lieux où se feront les tirages de la levée des canonnières garde-côtes ainsi qu'il suit : à Caen pour les divisions de Dives, Langrune et Ouistreham les 19, 20, 21, 22 et 25 avril ; à Bayeux, pour la division de Banville et Port-en-Bessin, les 3, 4, 5 et 6 avril ; à Isigny les 7 et 8 du même mois ; à Granville les 1<sup>er</sup> et 2 mai ; à Avranches, les 5 et 6 mai, enfin Pontorson, les 8 et 9 du même mois ; — à l'envoi de cet itinéraire par l'Intendant aux subdélégués ; — à l'annonce de l'envoi de l'ordonnance rendue pour la levée des canonnières (28 février) ; — à la remise faite par les commandants de divisions des états de licenciement des canonnières garde-côtes (mars) ; — à l'envoi de l'itinéraire de la tournée de M. D'Heu pour la levée dans son département des canonnières (29 mars) ; — à l'avis donné par le maréchal de Ségur à l'Intendant que le Roi dispense, encore cette année, les canonnières garde-côtes de se rendre sur le terrain des batteries lors de la visite du directeur de l'artillerie (15 mai) ; — à l'augmentation de moitié du nombre d'hommes que l'on lève chaque année pour la garde-côtes (18 septembre) ; — au rétablissement de la levée des 11,500 matelots garde-côtes attribués au département de la marine par l'ordonnance de S. M. du 3 janvier 1779 (9 novembre) ; — à l'envoi du mémoire de M. de Feydau de Brou, soumettant à M. le maréchal de Castries les mêmes objections que son prédécesseur M. Esmangart, M. de Crosne, Intendant de Rouen, et M. le duc d'Harcourt, avaient présentées au marquis de Sartines et au maréchal de Castries pour lui signaler l'impossibilité de cette levée, qui ruinait l'agriculture et les paroisses maritimes, et qui avait cessé d'avoir lieu dès la seconde année de la promulgation de l'ordonnance du 3 janvier 1779 en 1781. « Certes, ajoute-t-il, que si les dangers de cette levée de matelots ont été par vous jugés tellement importants que vous ayez cru devoir y renoncer dans un temps où la guerre pouvoit contraindre à des partis extrêmes, à plus forte raison doit-on espérer que vous en serez touché dans ce moment où la paix laisse au Gouvernement la possibilité de n'employer que les moyens les plus conformes aux principes sages et modérés qui la dirigent, c'est donc avec bien de la confiance que je vous représente aujourd'hui des motifs d'après lesquels vous avez déjà rejeté deux fois ce moyen dangereux » (31 décembre).

C. 1860. (Liasse.) — 75 pièces, papier.

**1786-1787.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Formation et levée. — Correspondance entre MM. les maréchaux de Ségur, de Castries, ministres ; le duc de Harcourt, gouverneur de la province ; de Feydeau de Brou et Cordier de Launay, Intendants de la Généralité ; D'Heu, le chevalier Ballias de Laubarède, commissaires des guerres ; Daigremont du Vicel, Dancel, Gigault Bellefont, Guérout, le chevalier Houel, de La Conté, Le Pelley de Rade, commandants de divisions, et les subdélégués, relative : aux ordres donnés de faire conduire dans les prisons de Caen le sieur Briyant, de la paroisse de Notre-Dame de Créance, canonnier garde-côtes de la division de Granville, déclaré fugitif au tirage du mois d'avril 1784, qui s'était engagé dans le régiment du Bresse (15 décembre 1786) ; — à la lettre de l'Intendant au Ministre, le priant de surseoir, afin qu'il puisse s'informer s'il y a lieu de punir ce canonnier. « D'ailleurs, écrit-il, si on le condamnoit à la fois à une détention de six mois et à un service de huit ans, ce seroit prononcer contre lui une double peine et à deux titres différents, savoir l'un comme fugitif et l'autre comme canonnier ayant contracté un engagement » (23 décembre 1786) ; — au mémoire du duc d'Harcourt contre la levée des matelots ; — au tirage des canonnières matelots à faire en même temps que celui des canonnières garde-côtes (10 février 1787) ; — à la note manuscrite de la main du comte de Malhan, maréchal de camp, inspecteur général, démontrant l'impossibilité de lever des matelots (12 février) ; — aux ordres à donner aux commissaires des guerres de prendre leurs dispositions pour se rendre dans les différentes paroisses de la côte pour y procéder au tirage des canonnières garde-côtes (12 février) ; — au tableau des observations pour les exemptions réclamées, lors de la levée des canonnières garde-côtes avec l'avis de l'Intendant (15 février) ; — aux détails demandés sur la manière dont s'exécute annuellement la levée des canonnières garde-côtes (18 février) ; — à l'ordre de mise en liberté sollicitée par l'Intendant, accordée par le Ministre en faveur de Briyant qui doit « finir son tems de service dans la garde-côtes » (26 février) ; — aux itinéraires des commissaires des guerres (10 mars) ; — à l'envoi du mémoire du chevalier Ballias de Laubarède sur les inconvénients résultant de la levée des matelots par la voie du sort, avec pièces à l'appui, il le termine ainsi :



« On peut encore ajouter que les levées, faites en 1779 et 1780, ont laissé partout des traces de la plus grande désolation, puisqu'il n'est pas revenu un vingtième des hommes qu'on a forcé de s'embarquer pendant la dernière guerre, étant morts à la suite d'un service auquel ils n'étoient nullement propres, ainsi qu'il est démontré par la lettre de M. de Sartines à M. Mistral; de manière qu'une nouvelle levée de matelots canonniers donneroit encore lieu à des émigrations dans les paroisses maritimes où les femmes ont été obligées de se livrer aux travaux pénibles de la campagne, laissant en friche la plus grande partie des terres, parce que les hommes, qui sont canonniers garde-côtes étant rassemblés en corps de troupe sont exercés à toutes les manœuvres du canon, les autres sont obligés à faire le service du guet qui les assujettit à veiller jour et nuit à la garde des batteries et à éviter que l'ennemi ne tente une descente sur la côte » (25 mars); — aux ordres du Ministre de la marine à l'Intendant de ne prendre que cinq hommes sur la totalité des paroisses en observant de distinguer ce nombre à la suite de chaque compagnie de manière que l'état de tirage soit divisé en autant d'articles de 5 hommes qu'il y a de compagnies dans la Généralité, en annonçant lors du tirage : 1° que tous les individus tombés au sort pour la marine ne seront pas classés; 2° qu'ils seront licenciés au bout de 5 ans comme les autres garde-côtes; 3° qu'en temps de guerre ils ne seront jamais employés sur les vaisseaux du Roi, en qualité de matelots, mais comme soldats canonniers; 4° enfin qu'ils n'auront plus désormais la dénomination de matelots garde-côtes, et que même, dès à présent, ils doivent être compris dans les états du tirage sans celles de canonniers garde-côtes de la marine (25 mai); — aux observations de M. D'Heu sur les exemptions réclamées, lors de la levée des canonniers garde-côtes (2 juin); — à l'envoi du travail fait par M. D'Heu pour la levée des canonniers garde-côtes (8 juin).

C. 1861. (Liasse.) — 82 pièces, papier.

**1787.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Formation et levée. — États des garçons, gens mariés et veufs non classés depuis l'âge de 18 ans jusqu'à 45 existant dans les différentes paroisses de l'Élection de Coutances et sujets au service des canonniers garde-côtes, certifiés véritables par les capitaines, lieutenant et syndics des dites paroisses; — contrôles et signa-

lement contenant les noms, prénoms, âge et profession, lieux de résidence, époque de la levée, noms de compagnies des divisions, des paroisses et de l'Élection et signalements des hommes faisant partie de la levée de 1787; — procès-verbaux dressés par M. D'Heu, commissaire des guerres des hommes reconnus propres au service de la garde-côtes, soit comme volontaires soit par les chances du tirage.

C. 1862. (Liasse.) — 13 pièces, papier.

**1788.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Formation et levée. — États dressés par le chevalier Ballias de Laubarède, commissaire des guerres au département de Caen, et de Parseval, commissaire des guerres à Cherbourg, ayant pour titre : 1° état général des tirages des canonniers garde-côtes depuis 5 ans (1784, 1785, 1786, 1787 et 1788), indiquant le nombre des hommes sujets au sort, celui des hommes à déduire et ceux qui ont tiré au sort, le total des canonniers levés et la proportion de la levée; 2° états de situation des canonniers garde-côtes des neuf divisions et des dépenses relatives à l'administration des compagnies pendant la même période d'années du département de Caen, frais de bureau 1,750 livres, frais de tournées et de levées 6,250 livres; département de Cherbourg, frais de bureau 1,650 livres, frais de tournées 5,459 livres 7 sols 6 deniers; — état de ce qui est dû pour le logement des mois de mars, avril, mai, juin, juillet et août, à M. Pelletier, capitaine des canonniers employé au château de Caen (1<sup>er</sup> septembre); — état du tirage des canonniers garde-côtes depuis 5 ans au département de Cherbourg; — état de situation des canonniers des onze divisions du département de Cherbourg; — état des dépenses relatives à l'administration de ces canonniers de ces divisions; à la colonne intitulée : solde du détachement de police pour la levée, le commissaire, M. de Parseval, écrit : « Les détachements se sont faits jusqu'en 1784 par corvée de chaque division, et depuis ce temps qu'on a désarmé les canonniers garde-côtes, on a pris des cavaliers de maréchaussée qu'on faisoit venir des brigades les plus voisines et auxquelles M. l'Intendant a accordé l'étape; » à la colonne : frais de fournitures, le commissaire écrit : « On ignore ce que l'on entend par frais de fourniture, » les frais de bureau s'élèvent annuellement à 330 livres et ceux de tournée et de levée à 1,091 livres 17 sols 6 deniers (1<sup>er</sup> octobre); — réponses de M. Parseval aux questions qui lui sont faites par

M. le comte de Brienne, ministre et secrétaire d'État au département de la guerre, sur les onze divisions des canonnières garde-côtes de la Basse-Normandie au département de Cherbourg (octobre); — état des paroisses qui, quoique assujetties au service des troupes provinciales, peuvent l'être à celui des canonnières garde-côtes. M. de Laubarède écrit à la colonne des observations : « Les paroisses voisines de la mer se trouvent assujetties à 4 services : la levée des canonnières garde-côtes, celle des canonnières auxiliaires de la marine, celle des classes et celle des batteries, en temps de guerre pour les hommes depuis 40 jusqu'à 60 ans. Il n'est pas possible que dans la circonstance où le Roy vient de rendre une ordonnance pour remettre en activité le tirage des canonnières matelots, sous la dénomination des canonnières auxiliaires de la marine, ces paroisses puissent à l'avenir fournir le nombre de 15 hommes nécessaires au remplacement de ceux à licencier chaque année dont 10 par compagnie de canonnières garde-côtes et 5 parmi les canonnières auxiliaires de la marine, non compris les morts, infirmes et désertés » (octobre).

C. 1863. (Liasse.) — 29 pièces, papier.

**1766-1769.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Relevés des états des tirages de la milice qui ont eu lieu dans les Élections d'Avranches, Bayeux, Caen, St-Lô, Mortain et Vire, indiquant le nombre des garçons sujets au tirage, de ceux qui se sont présentés, des exempts et absents et celui des tombés au sort; la récapitulation constate, année 1766, garçons présents 16,878, tombés au sort 373 répartis ainsi qu'il suit : Avranches 1,801 présents, 29 tombés au sort; Bayeux 2,658 présents, 49 tombés au sort; Caen 4,311 présents, 111 tombés au sort; St-Lô 1,412 présents, 26 tombés au sort; Mortain 1,504 présents, 66 tombés au sort; Vire 5,192 présents, 92 tombés au sort; année 1767, présents 14,994, tombés au sort 358; 1768, présents 14,348, tombés au sort 355; 1769, présents 14,601, tombés au sort 387; — autres états généraux faits et arrêtés par M. de Fontette, Intendant de la Généralité, fixant la répartition à faire sur les villes, bourgs et paroisses de la dite Généralité, années 1766 et 1767, des 558 soldats qui doivent être levés à raison de 186 pour chacun des 3 bataillons de milice et ainsi désignés : bataillon de Caen, composé des élections de Bayeux, Caen et partie de St-Lô, ayant 39,798 feux devant fournir 186 soldats; — bataillon de St-Lô, élections de

Carentan, Coutances, Valognes et St-Lô, 42,413 feux devant fournir 186 soldats; — bataillon de Vire, 48,935 feux aussi pour 186 soldats; — pour le 1<sup>er</sup> bataillon, la proportion était d'un soldat sur 214 feux; pour le 2<sup>e</sup> d'un soldat sur 228 feux; pour le 3<sup>e</sup> d'un soldat sur 263 feux.

C. 1864. (Liasse.) — 13 pièces, papier.

**1733-1780.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Élection d'Avranches. — Correspondance entre MM. de Fontette, Intendant de la Généralité; Meslé, subdélégué, et le syndic perpétuel de St-James, relative : à l'envoi de l'état des hommes de la milice échus au sort pour les années 1775, 1776, 1777 et 1778 (15 mai 1778; — aux ordonnances expédiées en 1774 et 1780 pour substitutions; — aux états de répartition de miliciens à lever dans les paroisses garde-côtes de l'Élection pour former le quatrième bataillon de milice de la Généralité de Caen, en conséquence de l'ordonnance du 12 novembre 1733, indiquant le nom des paroisses et le nombre des miliciens à fournir par chaque paroisse; — aux listes des détachés composant les compagnies garde-côtes du bataillon de Pontorson, commandé par le vicomte de La Royrie, commandant la dite capitainerie, indiquant le nom des chefs de compagnie, des paroisses, des sergents et soldats; — aux états généraux de la dépense faite par le s<sup>r</sup> Beaumont, préposé principal à Avranches, pour les hommes engagés dans la subdélégation et reçus dans le régiment de recrues, depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusques et y compris le dernier avril 1764; — aux procès-verbaux de représentation de fugitifs dressés par M. Angot, subdélégué, faisant connaître que ces fugitifs ont été amenés par des miliciens auxquels le sort était échu, afin d'avoir une décharge de leur service, M. Meslé écrit : « Il faut se débarrasser le plus tôt qu'on peut des besognes désagréables; la milice est assurément de cette espèce, » et il demande les papiers nécessaires à cette opération (5 février 1777).

C. 1865. (Liasse.) — 39 pièces, papier.

**1731-1761.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Élection de Bayeux. — Correspondance entre MM. de Paulmy, ministre; de Fontette, Intendant de la Généralité de Caen; Génas, Duhomme, Barbey, subdélégués à Bayeux et à Caen, relative : à l'envoi du procès-verbal dressé contre le sieur Gounion de Saint-Léger, exempt

de la maréchaussée, qui s'est fait payer des sommes qui ne lui étaient pas dues, pour frais de conduite d'un déserteur et de trois miliciens des prisons de Bayeux aux prisons de Caen (20 juillet 1755); — à la retenue faite par le commis du trésorier des maréchaussées sur la solde du sieur Saint-Léger, exempt à Bayeux, de l'année 1755, pour diverses sommes reçues en trop pour la conduite d'un milicien (12 mai 1757); — à l'état de la capitainerie d'Asnelles, pour servir au paiement des appointements des officiers et de la solde des sergents, caporaux, auspessades, tambours et fusiliers du détachement fait par ordre du maréchal de Luxembourg pour composer le bataillon de Beaudre (août et septembre 1758); — au rôle des compagnies de détachés tirés des paroisses de la capitainerie de Grandcamp, indiquant les miliciens qui les composaient (1731); — au contrôle et signalement des miliciens de la levée de 1759, indiquant le nom des paroisses de l'Élection, noms et surnoms des miliciens, lieu de leur naissance, âge, taille, profession, marques apparentes; — aux procès-verbaux de tirages opérés par François Génas, sieur Duhomme, conseiller du Roi, ancien vicomte de Bayeux et subdélégué de l'Intendant, faisant connaître les miliciens échus au sort et que les tirages se faisaient par le moyen de billets blancs et noirs (1759); — au licenciement du sieur François Jorel, de la compagnie de Surrain, capitainerie de Port (1<sup>er</sup> novembre 1761).

C. 1866. (Liassé.) — 83 pièces, papier.

**1774-1780.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Élection de Bayeux. — Correspondance entre MM. de Fontette, Esmangart, Intendants de la Généralité, et Génas, subdélégué, relative : aux éclaircissements demandés sur la variation de la population du département de Bayeux, depuis le dernier tirage de la milice; le subdélégué écrit « que le nombre de « feux qui sert de base à l'opération de la levée l'a « induit en erreur; car tous les garçons vont à Paris « avec leurs pères, où ils sont porteurs d'eau, de « chaises, » etc.; il signale la petite fraude que l'on commet dans certaines Élections en ne déclarant pas exactement le nombre de tous les garçons pour procurer aux paroisses « un soulagement » qui est une charge aux autres Élections; il dit que la représentation ne doit point être regardée « comme une dénonciation, « parce que la répartition est une charge qui doit être « commune » (18 février 1774); — aux avis du subdélégué pour les substitutions de 1775; — au renvoi de

la requête présentée par le sieur Ledot, afin d'être relevé d'une absence prononcée contre lui, pour ne pas s'être présenté au tirage en 1775 (20 février 1776); — à l'état des miliciens levés pendant les années 1775 et 1776 et existant au 12 février 1777; — aux procès-verbaux de substitution dressés par M. Génas, sieur du Mesnil, subdélégué (1778); — à la réception des mandements devant servir à prévenir les miliciens de l'assemblée qui se fera à Vire le 1<sup>er</sup> mars (16 mai 1778); — à la vérification des procès-verbaux de substitutions qui ont été faites pendant les années 1775, 1776, 1777 et 1778 (23 avril 1778); — aux réclamations du sieur Jean Legouy, demandant à se faire remplacer, sa présence étant indispensable à son « petit faisant valoir, » sa supplique est présentée par le lieutenant du tribunal de Bayeux (2 mars 1780); — à la supplique du sieur Philippe Tallent, laboureur de la paroisse de Cricqueville, demandant à être rayé du rôle des canonniers garde-côtes, à cause de l'importance de « sa faisance valoir » attestée par de nombreux témoins qui signent sa requête (octobre 1780).

C. 1867. — Registre in-f°, 223 feuillets, papier.

**1761.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Bataillon de Caen. — Contrôle général devant servir au commissaire des guerres pour la revue qu'il doit faire au mois de janvier 1761 du bataillon de milice de Caen se composant de huit compagnies nommées : Chavallon, Courtois, Devandes, Bazanville, Desplanches, Montferand, d'Asnelle, d'Hauterville, lequel indique : les noms de baptême, de famille et de guerre des miliciens et le grade, les lieux de naissance, provinces, juridictions, signalement et l'âge, les paroisses et communautés pour lesquelles ils servent, la date de leur entrée dans le bataillon, enfin les mutations survenues : au commencement du dit registre est la mention suivante, signée de M. Cremilles : « Dès qu'on aura « reporté sur ce nouveau registre les signalements de « tous les hommes du bataillon, comme il est dit, il « faudra renvoyer au secrétaire d'État, ayant le « département de la guerre, le présent registre; le « nouveau sera tenu et conservé par les soins de l'aide- « major du bataillon sous les yeux du commandant, « pour servir aux revues du commissaire des guerres « et à former la récapitulation qui doit être envoyée « chaque mois à l'inspecteur général des milices par le « commandant du bataillon. »



C. 1868. — 7 cahiers, 74 feuillets et 1 pièce, papier.

**1761-1770.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Élection de Caen. — Contrôles particuliers des compagnies d'Autherville, Bazanville, Cangy, Danelle, Desplanches et Montferand du bataillon de Caen, indiquant les noms des hommes de chaque compagnie, lieux de leur naissance, grades, la présence ou absence au corps pendant les mois de janvier, février, mars, avril, mai, juin, juillet, août, septembre des années 1761 et 1762; — autre contrôle et signalement des miliciens de la levée de 1767, tableau divisé en huit colonnes, indiquant la paroisse, les noms des miliciens, le lieu de leur naissance, leur âge, leur taille, leur vacation ou profession, les marques apparentes ou signalement et les observations; — plan de travail pour l'assemblée et la formation du régiment provincial de Caen. « Le 15 septembre, à fur et à mesure que les « miliciens se présenteront, on les divisera par élections « et on en formera par conséquent neuf pelotons, « chaque peloton sera divisé par ordre de levée, ceux « du tirage de 1766, puis ceux de 1767, 1768 et « 1769, etc. »

C. 1869. (Liasse.) — 81 pièces, papier.

**1771-1777.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Élection de Caen. — Correspondance entre MM. de Monteynard, ministre; Rigoley-Doguy, de Fontette, Intendant de la Généralité, et Le Paulmier, subdélégué à Caen, relative: aux renseignements à prendre sur la demande du nommé Pierre Angée, par laquelle il expose « que son fils s'est engagé en 1760 pour la « communauté des pâtissiers et menuisiers de la ville de « Caen; qu'il ne lui a été payé que 100 livres à compte « de 230 livres dont ils étoient convenus, les 130 livres « restant devant être payées à Angée père pour l'aider « à subsister; que les communautés refusent le dernier « paiement; » l'Intendant observe que les communautés d'arts et métiers de la ville de Caen ayant leur contingent à fournir, les pâtissiers et menuisiers de cette ville ont engagé le fils du nommé Gilles Angée; que la contribution eût peut-être présenté l'idée d'une injustice si les besoins de l'État n'eussent pas été aussi présents; en conséquence s'il était juste d'obliger les communautés à payer le surplus d'une contribution qui n'étoit que forcée, ce ne serait point au père mais au fils que cette somme devrait revenir; mais dans tous

les cas, il estime qu'il y a lieu de rejeter la demande du sieur Angée (2 août 1771); — au contrôle et signalement des soldats provinciaux de l'Élection de Caen, levée de 1775 et 1776, indiquant leurs noms de baptême et de famille, leur métier ou profession, lieux de leur résidence ordinaire, époque de leur levée et paroisses pour lesquelles ils servent; — aux demandes de divers particuliers afin d'obtenir la permission de se faire substituer (1775-1776); — aux procès-verbaux de substitution rédigés par M. Le Paulmier, subdélégué, d'après l'ordonnance de l'Intendant (1775); — à la demande du sieur Borel, directeur des postes à Croissanville, chargé de conduire les dépêches à St-Pierre-sur-Dives et à Troarn, réclamant l'exemption du tirage à la milice de ses deux piétons, indispensables au service du public; — à la demande du sieur Varnier faisant le service des lettres sur la route de Croissanville à Dozulé, d'être rayé du rôle de la taille de la paroisse de Croissanville (11 mars 1774); — aux procès-verbaux de substitution (1775-1776); — à l'avis du subdélégué pour la substitution (1775, 1776, 1777).

C. 1870. (Liasse.) — 100 pièces, papier.

**1778-1781.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Élection de Caen. — Requêtes adressées à l'Intendant de la Généralité par divers particuliers tombés au sort pour la milice, afin d'en être exemptés ou autorisés à se faire substituer; — avis de M. Le Paulmier, subdélégué, à l'appui des dites requêtes; — état des ordonnances de substitutions expédiées en 1779, contenant les noms de ceux qui ont demandé à être substitués, la date de l'envoi de leurs requêtes à la vérification, la date des ordonnances autorisant la substitution, l'indication de l'année pour laquelle les hommes sont tombés au sort.

C. 1871. (Liasse.) — 22 pièces, papier.

**1782-1789.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Élection de Carentan. — Contrôle général des miliciens garde-côtes de l'élection qui ont été réservés et levés pour le remplacement, en conséquence de l'ordonnance du Roi du 25 juin 1732; — état des soldats détachés de la capitainerie de Ste-Marie-Dumont, dont les officiers étoient le marquis de Fontenay, le comte de Saint-Simon et M. de Boisandré; — listes des détachés de la capitainerie garde-côtes de Portbail et Carteret; — état fourni à l'Intendant par Pierre Godefroy, écuyer, sieur de

Vermont, major des compagnies franches des sept paroisses de : Auville, Beuzeville-sur-le-Vey, Brevans, Cats, Montmartin, St-Hilaire et St-Pelerin, « lesquelles compagnies, au nombre de six, sont destinées à former les détachés, en cas de besoin sur les frontières de Normandie, et sont composées des habitants des dites paroisses, hommes mariés et garçons », M. le comte de Beuzeville, colonel des cuirassiers et capitaine de la dite capitainerie à Beuzeville-les-Veys (1731, 1733); — information sur la validité de l'engagement contracté dans un cabaret de Coutances, moyennant 6 livres, par François Lamy, armurier, natif de la paroisse de Lessay, juridiction de Carentan, pour servir comme soldat, durant 6 années, dans le régiment d'infanterie de Mailly (octobre 1753); — procès-verbaux de représentation de fugitifs, dressés par M. d'Hermerel, subdélégué, indiquant que ces fugitifs ont été amenés par des miliciens de leur paroisse, qui étaient échus au sort, afin d'obtenir la décharge de leur service, et conformément à l'ordonnance du Roi, ces fugitifs sont condamnés à servir à la milice pendant l'espace de six ans (1758); — lettres de M. d'Hermerel, subdélégué, adressées à M. de Fontette, l'informant de la nécessité d'ajourner l'opération du licenciement et remplacement de la milice garde-côte, à cause du mauvais temps qui a retardé les récoltes, lui indiquant un itinéraire dans les diverses capitaineries de son département, et lui répétant qu'il n'est rien dû pour le service de la garde-côte, autre que le loyer des chambres de retraite et magasins servant de dépôt aux munitions de guerre (27 avril 1762).

C. 1872. (Liasse.) — 33 pièces, papier.

**1774-1783.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Élection de Carentan. — Correspondance entre MM. Esmangart, Intendant, et Lavalley de La Hogue, subdélégué, relative : aux difficultés éprouvées dans l'exécution de l'ordonnance du 19 octobre 1773, concernant la levée de la milice, « qui a si bien jeté l'épouvante que tous les ouvriers des villes se sont retirés, « et que la petite ville de Carentan ne possède pas plus « de 6 à 7 garçons sujets au tirage au sort » (16 février 1774); — aux demandes de divers particuliers d'être exemptés du service de la milice : le sieur Jean Bre-douchet réclamant la dispense du tirage pour son fils, pour le temps seulement qu'il sera tenu de faire les fonctions de trésorier de l'église de la fabrique à Carentan, l'Intendant regarde cette demande comme absolument contraire aux dispositions de l'ordonnance; le sieur Frain, docteur de la Faculté de Montpellier et

médecin de l'Hôpital général et Hôtel-Dieu d'Avranches, réclame l'exemption pour son domestique, l'avis du subdélégué, M. Meslé, est favorable à cette demande, que l'Intendant rejette comme contraire à l'ordonnance (9 février 1777); — aux états des miliciens de l'Élection, levés pendant les années 1775 et 1776; — aux renseignements demandés sur la composition des capitaineries garde-côtes (17 août 1777); — à la réponse aux questions sur les officiers de la capitainerie de Beuzeville (15 novembre 1777); — aux états des ordonnances expédiées en 1779 et 1780 pour les substitutions.

C. 1873. (Liasse.) — 9 pièces, papier.

**1731-1761.** — Affaires militaires. -- Garde-côtes. — Élection de Coutances. — Correspondance entre l'Intendant et le subdélégué relative à la réclamation du sieur Pierre Acher, demandant à ce que son substitué, le sieur Bucaille, soit contraint de remplir son engagement de le remplacer durant quatre années, moyennant la somme de 142 livres 10 sols (février 1735); — contrôle général indiquant le nombre des milices garde-côtes que doit fournir chaque paroisse de l'Élection; — état des 8 compagnies franches de la capitainerie de Granville, commandées par le marquis de Saint-Denis, capitaine-général, lesquelles se composaient de 18 paroisses; — rôles des 6 compagnies détachées de la capitainerie garde-côte de Créances, fournis par M. de Folligny, capitaine, garde de la dite côte et colonel des dites compagnies, adressés à M. de Vastan, Intendant de la Généralité, en exécution des ordres de M. de Maurepas; — état des garçons de la paroisse de Mesnil-Garnier qui ont été avertis de se trouver à l'hôtel de M. de Mombrière, le 6 février 1756, pour tirer au sort de la milice; — lettres de M. de Mombrière accusant réception à l'Intendant des instructions relatives aux licenciement et remplacement des soldats garde-côtes de l'Élection de Coutances (15 août 1761 et 25 août 1762); — lettre de M. de Brébeuf, inspecteur de la milice, à M. de Fontette sur « le mauvais état des capitaineries « du Cotentin et le peu de valeur de tous les sergents : « Je m'attends, écrit-il, à être dans le cas de casser « grand nombre de ces bas officiers... Je continuerai à « conférer volontiers avec MM. les subdélégués de ce « qui serait le mieux d'établir pour mettre plus d'ordre « dans la partie de la garde-côte; pour moi, il me « paroît qu'il y a plus de malentendu que d'éloignement des principes qui peuvent tendre au bien général; je regarde comme indubitable que lorsque « l'on aura fait une diminution raisonnable et fixé le

« contingent de chaque paroisse à sa juste force, que  
« bien des difficultés pourront s'aplanir; mais le peu  
« d'officiers qui restent dans le corps ne tiendront cer-  
« tainement point à faire un service réel s'ils ne  
« trouvent aucune espèce de dédommagement de leur  
« service onéreux » (1<sup>er</sup> décembre 1761).

C. 1874. (Liasse.) — 86 pièces, papier.

**1774-1783.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Élection de Coutances. — Correspondance entre MM. de Fontette, Esmangart, intendants de la Généralité, et de Mombrière, subdélégué, relative : à la demande de M. Mombrière, de diminuer le contingent des garçons sujets à la milice, eu égard à l'émigration de ceux que la cherté du blé a obligés de quitter le pays, principalement ceux des paroisses de mauvais fonds du côté de Gavray (13 février 1774); — aux requêtes présentées à l'Intendant par des miliciens, afin d'obtenir décharge des condamnations prononcées contre eux comme fugitifs (1775); — aux gratifications accordées aux chirurgiens du Roi et à la brigade de Maréchaussée qui ont assisté aux tirages de la milice (1776); — aux requêtes présentées par des miliciens tendant à obtenir des exemptions ou permissions de se faire remplacer et même de se marier (21 janvier 1776); — aux certificats et avis du subdélégué à ce sujet (1776-1778); — à l'envoi de l'état des miliciens des tirages de 1775 et 1776 qui sont à remplacer (1777); — à l'envoi de l'état de la milice garde-côte composée de trois capitaineries et de seize compagnies. « On est informé depuis longtemps, écrit le subdélégué, qu'on cherche à rétablir la milice garde-côte et personne ne se présente pour demander à y servir; tous les effets, armes et ustensiles à l'usage de la milice ont été rassemblés en 1763 et embarqués en 1764 pour Caen et le Havre (30 novembre 1777) »; — à l'état des ordonnances expédiées en 1779 et 1780 pour substitutions.

C. 1875. (Liasse.) — 38 pièces, papier.

**1731-1779.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Élection de Mortain. — Contrôle général indiquant le nombre des miliciens garde-côtes que doit fournir chaque paroisse de l'Élection; — état et signalement des miliciens réformés en 1730, dont le nombre est de 107 (1731); — plainte en forme de mémoire adressée à l'Intendant par M. de Beauchesne contre M. d'Amphernet, subdélégué, au sujet de l'incarcération d'un milicien fugitif opérée par deux cavaliers de la maré-

chaussée qui réclament 48 livres promises par M. de Beauchesne (juillet 1753); — procès-verbaux de représentation de fugitifs amenés devant le subdélégué par divers particuliers pour se faire décharger du sort qui leur est échu (1756); — requête adressée à l'Intendant par le sieur Diard, de la paroisse de Sourdeval, par laquelle il expose qu'il a satisfait au tirage de la milice pour les années 1775, 1776 et 1777, à Rennes, ainsi que le prouve un certificat du subdélégué du dit lieu; il demande, en conséquence, d'être déclaré libre du service du sieur Lecoq, qui l'a fait déclarer fugitif et substitué à sa place (octobre 1777); — procès-verbal de substitution du sieur Michel Moncoq au lieu et place du sieur René Fauvel, milicien de la paroisse de Vengeon (26 mai 1778); — état des ordonnances expédiées en 1779 pour substitutions.

C. 1876. — 1 cahier, 44 feuillets, 6 pièces, papier.

**1756-1769.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Élection de St-Lô. — Procès-verbaux de représentation de fugitifs dressés par M. Duhamel, subdélégué, faisant connaître que ces fugitifs ont été amenés par des miliciens auxquels le sort est échu, afin d'avoir décharge de leur service (février 1756); — état de levée des miliciens du bataillon de St-Lô, des années 1766, 1767, 1768 et 1769, divisé en dix colonnes, indiquant le nom de paroisses, le numéro d'ordre, les noms des miliciens, le lieu de leur naissance, la date du tirage, l'élection, la présence, l'absence, les réformés congédiés ou déchargés du sort et les observations.

C. 1877. — Registre in-f<sup>o</sup>, 223 feuillets, papier.

**1761.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Bataillon de St-Lô. — Contrôle général devant servir au commissaire des guerres pour la revue qu'il doit faire, au mois de janvier 1761, du bataillon de milice de St-Lô, se composant de huit compagnies nommées Du Saussay, de Dessaleurs, de Prevalon, chevalier Duquesne, du Prael, Duquesne, Dufresne et Olivier, et indiquant les noms de baptême, de famille et de guerre des miliciens et le grade, les lieux de naissance, provinces, juridictions, le signalement et l'âge, les paroisses et communautés pour lesquelles ils servent, la date de l'entrée dans le bataillon, enfin les mutations survenues; au commencement du dit registre est la mention suivante signée de M. de Crémille : « Dès  
« qu'on aura reporté sur ce nouveau registre les signa-  
« lements de tous les hommes du bataillon, comme il



« est dit, il faudra renvoyer au Secrétaire d'État ayant  
« le département de la guerre, le précédent registre,  
« le nouveau sera tenu et conservé par les soins de  
« l'aide-major du bataillon sous les yeux du com-  
« mandant, pour servir aux revues du commissaire des  
« guerres et à former la récapitulation qui doit être  
« envoyée chaque mois à l'inspecteur général des mi-  
« lices par le commandant du bataillon. »

C. 1878. (Liasse.) — 90 pièces, papier.

**1776-1783.** — Affaires militaires. — Garde-côtes.  
— Élection de St-Lô. — Correspondance entre MM. Es-  
mangart, Intendant de la Généralité; de Varroc et  
Robillard, subdélégués, relative : au procès-verbal de  
représentation du fugitif Nicolas Piquenard, dressé  
par M. de Varroc (19 mars 1776); — à la remise du  
contrôle et signalement des miliciens de la levée de 1776  
ainsi que celui de 1775 (6 avril 1776); — à l'envoi des  
procès-verbaux de tirage de la milice, ainsi que des listes  
et tout ce qui se rapporte à l'opération (28 avril 1776);  
— à l'envoi de l'état des miliciens des levées de 1775 et  
1776 qui se trouvent en déficit avec la liste de ceux qui  
en ont substitué à leur place. « J'ai reconnu, écrit le  
« subdélégué, par les éclaircissements que j'ai pu me  
« procurer de l'état actuel des garçons, qu'il en reste  
« un très-petit nombre cette année et plus de moitié  
« moins que l'année dernière, par la grande quantité  
« qui se sont mariés et par les émigrations que la crainte  
« du sort a occasionnées » (3 janvier 1777); — aux  
procès-verbaux de substitution de miliciens des tirages  
de 1776, 1777 et 1778; — à l'état des miliciens du tirage  
de 1777, indiquant les noms des hommes qu'ils ont  
substitués à leur place (1778); — aux ordonnances  
expédiées en 1779 pour la substitution; — à la réception  
des instructions envoyées au sujet des substitutions  
(18 avril 1780); — au procès-verbal des miliciens qui  
n'ont pas comparu aux assemblées; — aux diverses  
requêtes adressées à l'Intendant par des miliciens  
demandant d'être exemptés du service (1782-1783).

C. 1879. (Liasse.) — 11 pièces, papier.

**1712-1761.** — Affaires militaires. — Garde-côtes.  
— Élection de Valognes. — Contrôle général indiquant  
le nombre des miliciens garde-côtes que doit fournir  
chaque paroisse de l'Élection; — autre contrôle des  
neuf compagnies franches de la capitainerie garde-  
côte de Barfleur, dont M. le marquis d'Anfréville était  
capitaine général et M. de Tocqueville, commandant;

— listes des hommes détachés des capitaineries d'An-  
neville, de La Hague, de Portbail à Carteret, de Val-  
de-Saire et du Vicel; — rôles des habitants composant  
les capitaineries de Barfleur et de La Hague commandées  
par M. de Courcy, capitaine général ayant 6 compa-  
gnies comprenant 29 paroisses.

C. 1880. (Liasse.) — 45 pièces, papier.

**1773-1783.** — Affaires militaires. — Garde-côtes.  
— Élection de Valognes. — Correspondance entre  
MM. le marquis de Monteynard, ministre de la guerre;  
de Fontette, Esmangart, Intendants de la Généralité;  
de Virandeville et Sivard de Beaulieu, subdélégués,  
relative : à la réception des procès-verbaux de tirage  
de la milice et aux privilèges d'exemption prétendus  
par les villes de Cherbourg et Granville; « à l'égard des  
« privilèges dont jouissent les villes de Cherbourg et de  
« Granville, écrit le ministre, il n'est pas douteux  
« qu'elles doivent avoir des titres et je suis étonné qu'ils  
« vous soient inconnus. Vous voudrés bien vous les faire  
« communiquer et m'en adresser des expéditions certifi-  
« fiées de vous afin que je puisse juger si ces villes sont  
« fondées à ne point fournir aux milices ou si elles en  
« jouissent par tolérance auquel cas ils seroient à  
« supprimer comme étant une charge pour le reste de  
« votre département » (20 février 1773); — la dite exemp-  
tion de la ville de Cherbourg, justifiée par son port  
de mer; « on ne pourroit donc lui demander, écrit  
« M. de Virandeville, que le service de la côte, or  
« elle s'acquitte dix fois plus rigoureusement que les  
« autres, parce que la bourgeoisie monte de nuit et de  
« jour une garde invariable comme dans une place de  
« guerre.... en les traitant à la plus grande rigueur,  
« ils remplissent un service perpétuel de milice garde-  
« côtes et ils sont précisément dans le cas de l'ordon-  
« nance de la marine de 1681.... d'ailleurs ce service et  
« leurs privilèges découlent nécessairement tant dans  
« son principe que dans l'exécution qui n'a jamais été  
« interrompue de ceux qui leur ont été accordés par  
« Louis XI en considération du guet et garde que leur  
« ville remplissoit elle seule avec tant de fidélité qu'ils  
« en ont mérité la confirmation invariablement sou-  
« tenue et renouvelée par tous les successeurs de ce  
« monarque » (8 mai 1773); — aux explications  
données par M. Virandeville sur la diminution des  
garçons sujets au sort de la milice, car « il est in-  
« croyable, écrit le subdélégué, le grand nombre de  
« mariages que l'ordonnance du 19 octobre 1773 a fait  
« faire; il en résultera plus ou moins d'individus, mais

« cette augmentation ne viendra pas des fortunés » (23 février 1774) ; — à l'envoi d'ordonnances des indemnités accordées pour frais et soins donnés pour la levée de la milice pendant les années 1775 et 1776 (19 novembre 1776) ; — à la remise de l'état des miliciens qui sont dans le cas d'être remplacés, — de celui des existants hors d'état de servir, avec les certificats à l'appui et celui des miliciens substitués pendant les années 1775 et 1776 (1<sup>er</sup> février 1777) ; — à l'état des ordonnances expédiées en 1779 et 1780 pour substitution ; — à l'envoi de l'état des sujets qui ont été remplacés et du tableau de ceux proposés par leur âge, taille et tournure, à être incorporés dans les grenadiers royaux (21 avril 1780) ; — à la demande du sieur de Valfontaine Roger, de l'exemption de son fils (13 mars 1783) ; — aux demandes de divers particuliers d'être exemptés du service de la milice, à l'appui desquelles sont les avis des subdélégués.

C. 1881. (Liasse.) — 6 cahiers in-f°, 48 feuillets et 19 pièces, papier.

**1756-1763.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Élection de Vire. — États indiquant les miliciens du bataillon de Vire morts en 1756 et 1757. — Contrôle des compagnies de Croixmare, d'Espinos, Deshuberdières, de Longueville, de Prépetit et de Vains ; — procès-verbaux de représentation de fugitifs ; — états des miliciens surnuméraires, malades, absents et déserteurs du bataillon de Vire, — des soldats absents par congé, — des sergents et soldats absents ; — correspondance entre M. le duc de Choiseul, ministre, et de Fontette intendant, relative : à la réclamation du sieur Le Fanguieux de La Bernardière, garde-magasin des effets d'habillement, équipement et armement des milices de Vire et de St-Lô, pour être indemnisé de la dépense extraordinaire qu'il a faite pour nettoyer les armes de ces deux bataillons, qui étaient en très-mauvais état lorsqu'elles furent remises dans son magasin après le licenciement de ces milices, le 10 novembre 1762, observant que « les troupes étant assemblées, la pluie qui avoit continué quelques jours auparavant se fit sentir pendant la revue et à la fin devint si abondante et si affreuse que les soldats purent à peine reconnaître où il étoit enjoint de remettre leur équipement et armement, et malgré l'abondance des linges que le suppliant y fit trouver pour essuyer les armes, il fut impossible de les garantir contre la rouille, il n'eut donc d'autre parti à prendre que celui de faire démonter les fusils » ; — certificats de MM. Vardon, commissaire des guerres,

Duhamel, seigneur de Rochefort, subdélégué à l'appui de la dite demande (1763).

C. 1882. — Registre in-f°, 223 feuillets, papier.

**1761.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Bataillon de Vire, contrôle général devant servir au commissaire des guerres pour la revue qu'il doit faire au mois de janvier 1761 du bataillon de milice de Vire se composant de 8 compagnies nommées de Hérault, de Croixmare, Destanges, de Longueville, de Prépetit, Deshuberdières, de Vains et d'Espinos, lequel indique les noms de baptême, de famille et de guerre des miliciens et leur grade, les lieux de naissance, provinces, juridictions, le signalement et l'âge, les paroisses et communautés pour lesquelles ils servent, la date de l'entrée dans le bataillon, enfin les mutations survenues ; — au commencement du dit registre est la mention suivante signée de M. de Crémille : « dès qu'on » aura reporté sur ce nouveau registre les signalements » de tous les hommes du bataillon, comme il est dit, il » faudra renvoyer au secrétaire d'État ayant le département de la guerre le précédent registre, le nouveau » sera tenu et conservé par les soins de l'aide-major du » bataillon sous les yeux du commandant pour servir » aux revues du commissaire des guerres et à former la » récapitulation qui doit être envoyée chaque mois à » l'inspecteur général des milices par le commandant » du bataillon. »

C. 1883. (Liasse.) — 105 pièces, papier.

**1774-1781.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Élection de Vire. — Correspondance entre MM. de Fontette, Esmangart, Intendants de la Généralité ; de Cheux de Saint-Clair et de Mortreux, subdélégués, relative : au compte-rendu sur les causes de diminution des garçons sujets à la levée des milices : « L'ordonnance du » 19 octobre 1773, écrit M. de Cheux, a paru si terrible » et si effrayante qu'il s'est fait un nombre prodigieux » de mariages, et certainement ceux qui étoient dans » le cas de subir le sort n'ont pas été des derniers à y » penser ; il y a des paroisses, qui ne sont pas d'une » grande étendue, où il s'est fait, à ma connaissance, » plus de 15 à 20 mariages depuis que cette ordonnance a paru. — Quoique l'Élection de Vire soit très-peuplée, on n'en doit pas pour cela compter sur un » grand nombre de garçons dans le cas de tirer, parce » qu'en général les hommes y sont petits et qu'il y en

« a une quantité d'infirmes et d'estropiés, ce que l'on « présume être occasionné par les travaux pénibles que « la culture des terres de ce pays exige » (16 février 1774) ; — à l'état des miliciens substitués par l'ordonnance de l'Intendant dans la levée de 1776 (1<sup>er</sup> février 1777) ; — à l'avis donné que tous les miliciens des deux dernières levées existent, qu'il n'y en a que deux manquant, dont l'un pour la paroisse de Vire, qui est mort, et l'autre, pour la Chapelle-Cesselin, tombé au sort pour l'année 1775 qui s'est engagé à Paris (1<sup>er</sup> février 1777) ; — à l'envoi de la requête du sieur Le Roux, procureur postulant au Bailliage vicomtal et haute-justice de Villedieu-les-Poêles, par laquelle il demande son exemption de la milice, étant pourvu de son office suivant les actes joints aux requêtes (31 mai 1777) ; — à la requête présentée à l'Intendant par M. Busnel, chirurgien en chef des hôpitaux de Vire, par laquelle il réclame une gratification proportionnée au temps qu'il a passé à assister M. de Cheux, subdélégué, aux tirages des milices de 1777 et 1778 (7 juin 1778) ; — à l'état des ordonnances expédiées en 1779 pour substitution ; — à la demande de M. de Mortreux d'une gratification pour son greffier, qui a assisté au tirage de la milice pendant deux années (10 janvier 1780).

C. 1884. (Liasse.) — 10 cahiers in-<sup>fo</sup>, 14 feuillets, papier.

**1720-1761.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Élection de Caen. — Extraits des revues faites à Caen par M. Guynet, intendant de la Généralité ; Dufлот, Bonnier de Saint-Cosme, de Vardon, commissaires des guerres : du débris du bataillon des milices de la Généralité de Caen, composé des soldats qui ont tiré au sort pour leurs paroisses, lesquels, en conséquence de l'ordonnance de Sa Majesté du 7 décembre 1719, doivent retourner chez eux, la dite revue faite en présence de MM. de Maltot, commandant du bataillon, de Bretheville, de Chassilly de La Bazonnrière et de Bretagne, capitaines, et de Marcilly, aide-major, qui ont conduit le bataillon de la ville d'Aire à Caen ; — pour servir au paiement de six livres de gratification que Sa Majesté accorde aux dits soldats pour retourner chez eux (1720) ; — des soldats miliciens qui devaient composer le premier bataillon de milice de la dite Généralité, pour le paiement de la subsistance des officiers, sergents et soldats miliciens, à raison de 10 sols à chacun des sergents invalides et 5 sols 6 deniers à chaque soldat milicien, du jour de son arrivée (mars 1727) ; — du bataillon de Carhaix, milice de Bretagne, parti le 9 avril de St-Venant sur une

route de la Cour, n° 335, sans étape jusqu'au 11 et avec étapes depuis le 12 jusqu'à Falaise, et parti de là le 7 mai, par ordre de M. le duc d'Harcourt, pour se rendre à Caen (1757) ; — les dits extraits faits et arrêtés par MM. Guynet, intendant ; Bonnier de Saint-Cosme et de Vardon, commissaires des guerres, en présence du marquis de Brissac, lieutenant-général des armées du Roi, commandant de la place de Caen, et des commandants, capitaines et aide-major des dits bataillons.

C. 1885. — 3 cahiers, 6 feuillets, papier.

**1757.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Élection de Bayeux. — Extraits des revues faites à Bayeux par M. Bonnier de Saint-Cosme, commissaire provincial ordonnateur des guerres, pour servir au paiement de la subsistance des bataillons de milice de La Rochelle en garnison dans la dite ville : bataillon de St-Jean-d'Angély, composé de 8 compagnies, formant un effectif de 18 officiers et de 495 hommes ; bataillon de Marmande, 8 compagnies, 18 officiers et 514 hommes ; — ces extraits sont signés et arrêtés par le dit commissaire.

C. 1886. — 10 cahiers, 20 feuillets, papier.

**1755-1761.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Élection de Carentan. — Extraits des revues faites par MM. Geoffroy et D'Heu, commissaires des guerres, pour servir au paiement de la subsistance : du bataillon de Vire, milice de Basse-Normandie ; — du bataillon de Carhaix, milice de Bretagne, et du bataillon de milice du Mans en garnison à Carentan ; — les dites revues indiquant le nom des capitaines que portaient leurs compagnies ; le bataillon de Vire était composé de 5 compagnies, le nombre d'officiers est de 12, celui des sergents, grenadiers postiches, tambours et fusiliers de 250 ; — le bataillon de Carhaix de 8 compagnies, de 18 officiers et de 514 hommes ; — le bataillon du Mans de 8 compagnies, de 17 officiers et de 449 soldats.

C. 1887. — 3 cahiers, 8 feuillets, papier.

**1755.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Élection de Coutances. — Extraits des revues faites à Coutances et à Granville par M. Geoffroy, commissaire des guerres, du bataillon de St-Lô (milice de Basse-Normandie), composé de 9 compagnies de 20 officiers et



de 450 soldats, les dites revues faites pour servir au paiement de sa subsistance pendant les divers mois de 1755 et pour servir de décompte à raison d'un sol aux sergents et de 6 deniers aux soldats et tambours pour le linge et chaussure pendant les jours de marche pour se rendre à Granville et à Coutances.

C. 1888. — 5 pièces, papier.

**1727.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Élection de St-Lô. — Extraits des revues faites à St-Lô par M. Duflot, commissaire des guerres au département de la Généralité de Caen, des soldats miliciens devant composer le second bataillon de milice de la dite Généralité, bataillon de Chemault assemblé en conséquence des ordres de la cour pour le paiement des appointements des officiers et de la subsistance des miliciens, seulement à raison de 5 sols 6 deniers à chacun, du jour de leur arrivée, indiquant les noms des capitaines et lieutenants et le nombre des 6 compagnies dont le bataillon était composé, 9 officiers et 564 hommes.

C. 1889. — 18 cahiers, 108 feuillets, papier.

**1730-1769.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Élection de St-Lô. — État de la revue générale des miliciens faite à St-Lô sur les champs St-Thomas par M. Duhamel, subdélégué (1730); — états des garçons, hommes veufs sans enfants et jeunes mariés des paroisses de la dite Élection qui ont été avertis de se rendre à St-Lô pour tirer au sort de la milice (1769); — procès-verbaux de tirages opérés par M. de Varroc, écuyer, avocat au Parlement et subdélégué, assisté des officiers municipaux, syndics et principaux habitants des communautés de Bérigny, Beuvrigny, Biesville, Brec-touville, Bures, Campeaux, Cerisy-l'Abbaye, Condé-sur-Noireau, Cormolain, Couvains, Dampierre, Domjean, Giesville, Guilberville, Fourneaux, La Chappelle-Heuzebrocq, La Chappelle-du-Fest, La Lande-sur-Drôme, La Luzerne, Lamberville, La Vacquerie, Mallouay, Notre-Dame-des-Bois, Précorbin, Rouxville, Sallen, St-Amand, St-André-de-l'Épine, St-Germain-d'Elle, St-Georges-d'Elle, St-Jean-des-Baisants, St-Laurent de Notre-Dame de Thorigny, St-Louet, St-Quentin-d'Elle, St-Pierre-de-Semilly, St-Symphorien.

C. 1890. — 16 cahiers, 34 feuillets, papier.

**1755-1762.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Élection de Valognes. — Cherbourg. — Extraits des

revues faites à Cherbourg, par MM. Geoffroy et D'Heu, commissaires des guerres, pour servir au paiement des subsistances des bataillons : de Vire, composé de 9 compagnies de 20 officiers et de 450 soldats; de milice du Mans, composée de 8 compagnies de 15 officiers et de 452 soldats; milice de St-Brieux, composée de 6 compagnies de 13 officiers et de 315 soldats; — procès-verbaux faits et arrêtés par MM. Geoffroy et D'Heu.

C. 1891. — 14 cahiers, 28 feuillets, papier.

**1757-1762.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Élection de Valognes. — Valognes et Quettehou. — Extraits des revues faites à Valognes par MM. Geoffroy et D'Heu, commissaires des guerres, pour servir au paiement de la subsistance des bataillons de : Marmande, milice composée de 8 compagnies, de 8 officiers et de 514 soldats; — Carbaix, en garnison à Quettehou, composée de 8 compagnies de 18 officiers et de 441 soldats; — St-Jean-d'Angely, composé de 8 compagnies de 18 officiers et de 701 soldats; — milice de Nantes composée de 8 compagnies de 17 officiers et de 454 soldats; — milice de Rennes composée de 6 compagnies de 14 officiers et de 381 soldats.

C. 1892. — 9 cahiers, 48 feuillets, papier.

**1758-1761.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Élection de Valognes. — St-Vaast. — Extraits des revues faites par M. D'Heu, commissaire des guerres, pour servir à la subsistance du bataillon de milice de St-Jean-d'Angely cantonné à St-Vaast, composé de 8 compagnies de 18 officiers et de 448 sergents, tambours et fusiliers; — du bataillon de milice de Nantes, composé de 8 compagnies de 16 officiers et de 446 soldats; les dites revues faites et arrêtées par M. D'Heu.

C. 1893. (Liasse.) — 3 pièces, papier.

**1727.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Élection de Vire. — Extraits des revues faites à Vire par M. Sainte-Marthe, commissaire des guerres du bataillon de milice de la Bellière, composé de 6 compagnies et de 539 soldats, arrivé de Brest et du Port Louis en la dite ville de Vire le 9 septembre pour être licencié le 13, les dites revues faites pour servir au paiement de la subsistance et augmentation de solde à commencer du jour que le dit bataillon est entré en Normandie, suivant la route de la Cour, jusqu'au 12 inclus et encore au paiement de la gratification accordée par le Roi de

5 jours de paie ordinaire à chaque milicien effectif, dans laquelle gratification ne sont point compris les sergents du dit bataillon tirés de l'hôtel des Invalides.

C. 1894. (Liasse.)—75 pièces, papier.

**1758.**— Affaires militaires.— Garde-côtes.— Camps.— Extraits des revues faites par M. Bonnier de Saint-Cosme, commissaire provincial et ordonnateur des guerres, constatant la présence au camp, établi à Banville, des officiers, sergents, caporaux, anspessades, tambours et fusiliers des compagnies milices garde-côtes, afin de fixer les sommes qui doivent être payées par le sieur Housset, préposé à la régie des fonds destinés à ce service, pour subvenir à la subsistance des hommes; — état des hommes composant les capitaineries d'Asnelles, Bernières, Caen, Dives, Grandcamp, Honfleur, Ouistreham, Port-en-Bessin, Roquederisle et Touques, à l'appui des dites revues; — autres extraits des revues faites par M. Guignard de La Garde, conseiller du Roi, commissaire ordinaire des guerres de la Généralité de Caen, des bataillons campés près Valognes et à la Houlle près Granville, et fixant le chiffre des sommes dues à chaque compagnie pour la nourriture des officiers et fusiliers présents; — états approuvés par M. D'Heu, écuyer, conseiller du Roi, commissaire ordinaire des guerres au département de Valognes, autorisant le paiement des dépenses occasionnées pour subsistance et entretien des capitaineries de Portbail et de Barfleur, qui ont campé au village de Davarville et sur la lande St-Jean soit pour la garde des tentes, soit par suite de leur licenciement; à ces extraits, revues et états sont jointes les quittances données par les majors de chaque capitainerie.

C. 1895. — 3 cahiers, 42 feuillets, papier.

**1759.**— Affaires militaires. — Élection d'Avranches. — Rôles des nobles, des officiers de judicature et des bourgeois de l'Élection, indiquant les sommes qu'ils doivent payer pour leur part et portion dans la somme de 72,135 livres, ordonnée être levée pendant l'année 1759, pour le paiement des dépenses faites à l'occasion de l'assemblée des milices garde-côtes pendant l'année 1758, sur tous les habitants de la Généralité de Caen, exempts et non exempts, privilégiés et non privilégiés, suivant l'arrêt du Conseil du 3 octobre de la dite année; les dits rôles arrêtés par M. de Fontette, Intendant, à la somme de 389 livres 2 sols pour les nobles, à 152 livres 2 sols pour les officiers de judicature, à 227

livres 7 sols pour les bourgeois, au paiement desquelles sommes les dénommés aux dits rôles seront tenus de satisfaire entre les mains du receveur des tailles de l'Élection, dans les mêmes termes que ceux de la capitation, faute de quoi ils y seront contraints, chacun pour ce qui le concerne, comme il est accoutumé pour les propres deniers et affaires de Sa Majesté.

C. 1896. — 1 cahier, 28 feuillets, papier.

**1759.**— Affaires militaires.— Élection de Bayeux.— Rôles des nobles, des officiers de judicature et des bourgeois de l'Élection, indiquant les sommes qu'ils doivent payer pour leur part et portion dans la somme de 72,135 livres, ordonnée être levée pendant l'année 1759, pour le paiement des dépenses faites à l'occasion de l'assemblée des milices garde-côtes, pendant l'année 1758; les dits rôles arrêtés par M. de Fontette, Intendant, à la somme de 1,350 livres 8 sols pour les nobles, à 214 livres 6 sols 6 deniers pour les officiers de judicature et à 450 livres 8 sols 6 deniers pour les bourgeois.

C. 1897. — 1 cahier, 28 feuillets, papier.

**1759.**— Affaires militaires. — Élection de Caen. — Rôle des nobles de l'Élection, indiquant les sommes qu'ils doivent payer pour leur part et portion dans la somme de 72,135 livres ordonnée être levée pendant l'année 1759, pour le paiement des dépenses faites à l'occasion de l'assemblée des milices garde-côtes pendant l'année 1758; — le dit rôle arrêté par M. de Fontette, Intendant, à la somme de 2,032 livres 8 sols, au paiement de laquelle somme les dénommés seront tenus de satisfaire entre les mains du receveur des tailles de l'Élection de Caen, en exercice.

C. 1898. — 2 cahiers, 14 feuillets, papier.

**1759.**— Affaires militaires. — Élection de Carentan. — Rôles des nobles et des officiers de judicature de l'Élection, indiquant les sommes qu'ils doivent payer pour leur part dans celle de 72,135 livres ordonnée être levée pendant l'année 1759, pour le paiement des dépenses faites à l'occasion de l'assemblée des milices garde-côtes en l'année 1758; les dits rôles arrêtés par M. de Fontette, Intendant, à la somme de 631 livres 6 sols pour les nobles et à 154 livres pour les officiers de judicature, au paiement desquelles sommes les dénommés seront tenus de satisfaire entre les mains du rece-

veur des tailles de l'Élection de Carentan, en exercice dans les mêmes temps que ceux de la capitation.

C. 1899. — 4 cahiers, 78 feuillets, papier.

**1759.** — Affaires militaires. — Élection de Coutances. — Rôles des nobles, officiers de judicature et bourgeois de l'Élection, des bourgeois et habitants de la ville de Granville, indiquant les sommes qu'ils doivent payer pour leur part et portion dont la somme de 72,135 livres, ordonnée être levée pendant l'année 1759, pour le paiement des dépenses faites à l'occasion de l'assemblée des milices garde-côtes pendant l'année 1758; les dits rôles arrêtés par M. de Fontette, Intendant, à la somme de 631 livres 18 sols pour les nobles de Coutances, à 327 livres 15 sols pour les officiers de judicature, à 262 livres 15 sols pour les bourgeois, et à 437 livres 7 sols pour les bourgeois de Granville, au paiement desquelles sommes les dénommés seront tenus de satisfaire entre les mains des collecteurs nommés, et par eux remises en celles du receveur des tailles de l'Élection de Coutances, en exercice.

C. 1900. — 4 cahiers, 84 feuillets, papier.

**1759.** — Affaires militaires. — Élection de St-Lô. — Rôles des bourgeois et habitants de St-Lô, indiquant les sommes qu'ils doivent payer pour leur part et portion dans celle de 72,135 livres, ordonnée être levée pendant l'année 1759 pour le paiement des dépenses faites à l'occasion de l'assemblée des milices garde-côtes pendant l'année 1758; les dits rôles arrêtés par M. de Fontette, Intendant, à la somme de 442 livres 17 sols pour les bourgeois de St-Lô, à 458 livres 14 sols pour les nobles, à 143 livres 8 sols pour les officiers de judicature et à 163 livres 14 sols pour les bourgeois de Thorigny, au paiement desquelles sommes les dénommés aux dits rôles seront tenus de satisfaire entre les mains du receveur des tailles de l'Élection de St-Lô, dans les mêmes termes que ceux de la capitation.

C. 1901. — 1 cahier, 11 feuillets, papier.

**1759.** — Affaires militaires. — Élection de Mortain. — Rôle des nobles de la dite Élection, indiquant les sommes qu'ils doivent payer pour leur part et portion, dans la somme de 72,135 livres, ordonnée être levée pendant l'année 1759 pour le paiement des dépenses faites à l'occasion de l'assemblée des milices garde-

côtes pendant l'année 1758; le dit rôle arrêté par M. de Fontette, Intendant, à la somme de 304 livres, au paiement de laquelle somme les dénommés au dit rôle seront tenus de satisfaire entre les mains du receveur des tailles de l'Élection de Mortain, en exercice.

C. 1902. — 3 cahiers, 68 feuillets, papier.

**1759.** — Affaires militaires. — Élection de Valognes. — Rôles des nobles, des officiers de judicature et des bourgeois et habitants de la ville et dite Élection, indiquant les sommes qu'ils doivent payer pour leur part et portion dans la somme de 72,135 livres, ordonnée être levée pendant l'année 1759 pour le paiement des dépenses faites à l'occasion de l'assemblée des milices garde-côtes pendant l'année 1758; les dits rôles arrêtés par M. de Fontette, Intendant, à la somme de 1,389 livres 2 sols pour les nobles, à 334 livres 18 sols pour les officiers de judicature et à 366 livres 2 sols pour les bourgeois, au paiement desquelles sommes les dénommés aux dits rôles seront tenus de satisfaire entre les mains du receveur des tailles de l'Élection de Valognes, dans les mêmes termes que ceux de la capitation.

C. 1903. — 4 cahiers, 98 feuillets, papier.

**1759.** — Affaires militaires. — Élection de Vire. — Rôles des nobles, officiers de judicature et des bourgeois de la dite Élection et des bourgeois et habitants de la ville de Condé, indiquant les sommes qu'ils doivent payer pour leur part et portion dans la somme de 72,135 livres, ordonnée être levée pendant l'année 1759 pour le paiement des dépenses faites à l'occasion de l'assemblée des milices garde-côtes, pendant l'année 1758; les dits rôles arrêtés par M. de Fontette, Intendant, à la somme de 485 livres 6 sols pour les nobles, à 234 livres 7 sols pour les officiers de judicature de Vire, à 375 livres 7 sols pour les bourgeois de Vire et à 321 livres 19 sols pour les bourgeois et habitants de Condé, au paiement desquelles sommes les dénommés aux dits rôles seront tenus de satisfaire entre les mains du receveur des tailles de l'Élection de Vire, dans les mêmes termes que ceux de la capitation.

C. 1904. (Liasse.) — 30 pièces, papier.

**1773-1780.** — Affaires militaires. — Grenadiers royaux provinciaux. — Objet général. — Correspon-



dance entre MM. le prince de Montbarey, ministre ; Esmangart, Intendant de la Généralité ; de Vardon, commissaire des guerres, les subdélégués de Carentan, Coutances, St-Lô et Vire, relative : au contrôle par Élection des fourriers et sergents des compagnies de grenadiers royaux provinciaux et de fusiliers, et des grenadiers royaux et tambours auxquels il est dû la petite solde depuis le 2 juin 1773 jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 1774 ; — à l'état des hommes tombés au sort lors du tirage des années 1775, 1776, 1777, 1779 et 1780 dans les différentes Élections de la Généralité de Caen, et qui paraissent être de taille et de tournure à entrer aux grenadiers royaux suivant les états fournis par chaque subdélégué ; — aux ordres donnés pour faire passer dans les lieux d'assemblée 74 fusils, armés de bayonnettes, pour chacune des compagnies de grenadiers royaux qui doivent s'y rendre (9 mai 1778) ; — à l'avis donné que les fusils laissés par les soldats provinciaux, à Vire, et déposés dans la chapelle St-Maur, sont en mauvais état par suite de rouille (22 juillet 1778) ; — aux ordres donnés de faire rentrer dans les magasins de l'artillerie de Caen, les 74 fusils délivrés à chacune des compagnies de grenadiers royaux, lors de leur assemblée, qui étaient déposés dans l'église des *Croisiers* (21 août 1778) ; — à l'envoi, aux subdélégués de Carentan, Coutances et St-Lô, du signalement d'un grenadier qui s'est absenté de son corps sans congé, afin d'en faire faire la recherche par un cavalier de maréchaussée ; « le major, écrit le secrétaire de l'Intendant, mande « que cet homme sera jugé par contumace, conformément aux ordonnances, dans un conseil de guerre ; « pour prévenir cet acte de sévérité, j'ai cru devoir, « en l'absence de M. l'Intendant, intéresser au sort de « cet homme M. le marquis de Mesnillet, son colonel ; « j'espère en obtenir un congé limité, qui le délivrera « du danger auquel il s'est exposé par sa désertion ; je « vous prie de ne rien négliger pour mettre cet homme « à portée de jouir de cette grâce, qui ne sera accordée « qu'autant que ce grenadier existe dans la Généralité » (16 décembre 1779) ; — à l'envoi de la soumission prise par le nommé Lesouef, grenadier, de rejoindre aussitôt qu'il en recevra l'ordre (21 décembre 1779) ; — à l'avis donné que les ordres ont été notifiés aux sieurs Gohier et Mazure, soldats provinciaux, incorporés dans les grenadiers royaux, de rejoindre leur régiment (6 avril 1780) ; — à la demande d'un état indiquant l'effectif des compagnies, les bataillons de garnison auxquels elles sont attachées et les provinces d'où elles ont été tirées, afin de porter le régiment de grenadiers royaux à 880 hommes (30 avril 1780) ; — à la

CALVADOS.—SÉRIE C.—TOME II.

demande de M. le marquis de Mesnillet, colonel, à Cambrai, d'envoyer 183 hommes pour compléter le nombre que la Généralité de Caen devait fournir pour son régiment de grenadiers royaux ; le colonel fait observer que « le bien du service exige que les plus « petits grenadiers soient de la taille de 5 pieds « 4 pouces, pieds nus, forts, robustes et bien jambés « pour être en état de soutenir les fatigues de la « guerre » ; il ajoute que l'habillement et équipement de l'année dernière étaient de la plus mauvaise qualité et que les Grenadiers avaient été obligés de se pourvoir d'autres souliers « en avance de leur décompte, après « avoir dépensé leur argent à les rapetasser inutilement », et en P.-S. : « Je viens de voir les grenadiers « royaux de la Champagne, qui sont beaucoup plus « beaux que nous, cela me désespère en qualité de « Normand » ; — l'Intendant répond : « Il est constant « qu'à deux Élections près, ma Généralité fournit très-peu d'hommes de 5 pieds 4 pouces ; il seroit donc « convenable que l'on se contentât des hommes de « 5 pieds 3 pouces, qui seroient d'ailleurs robustes et « de bonne tournure. Je ferai faire choix de meilleures « fournitures et je donnerai d'ailleurs à cet objet du « service toute l'attention que vous pouvez désirer » (3 et 15 mai 1780).

C. 1905. (Liasse.) — 2 pièces, papier.

**1775-1779.** — Affaires militaires. — Grenadiers royaux provinciaux. — Élection d'Avranches. — États des grenadiers royaux des compagnies Duquesne et de Vains, du bataillon de Penthievre, indiquant leurs noms de baptême et de famille, le lieu de leur résidence, l'époque de leur levée, les paroisses des Élections pour lesquelles ils servent et leur taille.

C. 1906. (Liasse.) — 2 pièces, papier.

**1775-1780.** — Affaires militaires. — Grenadiers royaux provinciaux. — Élection de Bayeux. — État des grenadiers royaux de la compagnie de Vauborel, du bataillon de Dauphin ; — lettre de M. Génas, subdélégué, donnant avis à l'Intendant qu'il a chargé le brigadier de maréchaussée de la distribution des mandements adressés aux grenadiers royaux pour qu'ils se rendent le 28 à Vire, lieu désigné pour leur assemblée (19 juillet 1780).

C. 1907. (Liasse.) — 12 pièces, papier.

**1775-1787.** — Affaires militaires. — Grenadiers

royaux provinciaux. — Élection de Caen. — États des grenadiers royaux des compagnies de Prépétit et de Vauborel, du bataillon de Dauphin, et de la compagnie de Métaër, du bataillon de la Couronne ; — contrôle général servant à la formation de la compagnie de grenadiers à cheval réformés de Caen (1779-1786) ; — extraits des revues faites par M. de Montcarville, commissaire des guerres, chargé du contrôle général des grenadiers à cheval et gendarmes, retirés avec pension dans la Généralité de Caen, pour servir au paiement d'icelle pendant les années 1785, 1786 et 1787.

C. 1908. (Liasse.) — 2 pièces, papier.

**1775-1778.** — Affaires militaires. — Grenadiers royaux provinciaux. — Élection de Carentan. — États des grenadiers royaux des compagnies du chevalier de Longueville et de Métaër, du bataillon de la Couronne.

C. 1909. (Liasse.) — 3 pièces, papier.

**1776-1779.** — Affaires militaires. — Grenadiers royaux provinciaux. — Élection de Coutances. — États des grenadiers royaux des compagnies du chevalier de Longueville et de Métaër, du bataillon de la Couronne ; — lettre de M. de Mombrière, subdélégué, renvoyant à l'Intendant le signalement d'un grenadier du régiment de grenadiers royaux, vu que la paroisse Dangen n'est point dans l'Élection de Coutances (20 décembre 1779).

C. 1910. (Liasse.) — 9 pièces, papier.

**1775-1780.** — Affaires militaires. — Grenadiers royaux provinciaux. — Élection de Mortain. — États des grenadiers royaux des compagnies du chevalier Duquesne et de Vains, du bataillon de Pentièvre. — Correspondance entre MM. Esmangart, Intendant de la Généralité, et Delaroque, subdélégué, relative : à l'avis donné par le subdélégué qu'il a fait déposer chez lui les effets du sieur Joseph Lefranc, sergent de grenadiers royaux et qu'il lui a remis le cartouche de son congé (27 novembre 1779) ; — à l'envoi de l'état des hommes qui, par leur hauteur et leur tournure, sont en état d'entrer dans la composition des grenadiers royaux et celui des hommes qui, par décès ou pour cause de maladie ou d'absence, sont dans le cas du remplacement (7 avril 1780) ; — à l'avis donné de profiter de la première occasion pour faire remettre dans les maga-

sins de Vire ou de Caen, les effets d'habillement du sieur Lefranc (1<sup>er</sup> août 1780).

C. 1911. (Liasse.) — 2 pièces, papier.

**1778-1781.** — Affaires militaires. — Grenadiers royaux provinciaux. — Élection de St-Lô. — États des grenadiers royaux des compagnies du chevalier de Longueville et de Métaër, du bataillon de la Couronne ; — état des soldats provinciaux des tirages de 1779-1780 et 1781, qui sont de taille et de figure à pouvoir entrer dans les compagnies de grenadiers royaux et qui n'ont point été pris, lors de la revue faite à Vire, en 1781.

C. 1912. (Liasse.) — 5 pièces, papier.

**1775-1780.** — Affaires militaires. — Grenadiers royaux provinciaux. — Élection de Valognes. — États des grenadiers royaux des compagnies du chevalier de Longueville et de Métaër, du bataillon de la Couronne ; — correspondance entre MM. le prince de Montbarey, ministre ; Esmangart, Intendant de la Généralité, et Sivart de Beaulieu, subdélégué, relative : à la demande du sieur Monnier, grenadier en garnison à Cambrai, d'être dispensé du service auquel il a été assujéti par le sort et d'entrer dans les grenadiers royaux (21 mars 1780).

C. 1913. (Liasse.) — 5 pièces, papier.

**1769-1780.** — Affaires militaires. — Grenadiers royaux provinciaux. — Élection de Vire. — États des grenadiers royaux des compagnies Duquesne, Métaër et de Vains, du bataillon de la Couronne ; — état de la dépense occasionnée par l'assemblée des grenadiers royaux, à Vire, le 28 juillet 1780, dont le montant est de 1,200 livres plus 705 livres 13 sols 4 deniers, pour gratification accordée à M. de Vardon, commissaire des guerres ; — relevé précis des soldats provinciaux des années 1778, 1779, 1780 et 1781, sur lesquels il y a lieu de tirer des grenadiers.

C. 1914. (Liasse.) — 64 pièces, papier.

**1771-1780.** — Affaires militaires. — Troupes provinciales. — Objet général. — Correspondance entre MM. le marquis de Monteynard, le duc d'Aiguillon, le prince de Montbarey, le comte de Brienne, le comte du Muy, le comte de Puységur, ministres ; le maréchal

d'Harcourt, gouverneur de la province ; de Fontette, Esmangart, Cordier de Launay, Intendants de la Généralité ; Bonnier de Saint-Cosme et de Vardon, commissaires des guerres ; les officiers du régiment provincial de Caen et les subdélégués, relative : à l'avis donné que S. M. a chargé MM. les commandants des provinces et quelques officiers généraux de se rendre dans les quartiers où sont assemblés les régiments provinciaux et grenadiers royaux afin d'en passer l'inspection (22 août 1771) ; — aux renseignements à prendre afin de savoir où les soldats provinciaux pourront acheter la ration de pain bis blanc, composée d'une livre et demie, vu que les 2 sols qu'ils doivent prendre sur leur paie pour se procurer cette partie de subsistance n'est pas suffisante en raison de la valeur des grains (2 septembre) ; — à la délivrance à faire à chaque bas officier et soldat devant s'assembler, du chapeau, de la veste, de la paire de souliers, de la paire de guêtres, des chemises de toile et du hâvre-sac composant le petit équipement fourni par les paroisses et communautés (9 septembre) ; — au paiement des appointements des officiers des régiments de grenadiers et des régiments provinciaux, réglé d'après l'ordonnance royale du 4 août (31 octobre) ; — aux frais d'hôpital payés sur le compte du Roi et non sur la solde des soldats provinciaux atteints de mal vénérien (12 décembre) ; — aux explications demandées au sujet de l'ordonnance du 19 octobre 1773, que S. M. a rendue sur le service des régiments provinciaux précédemment connus sous le nom de *milice* (24 décembre 1773) ; — à l'exemption du service militaire en faveur des desservants, des séminaristes, des étudiants en théologie, des médecins, chirurgiens et apothicaires des hôpitaux et des vétérinaires (18 janvier 1774) ; — au renvoi du mémoire de l'Université de Caen, en observant que les étudiants dans les collèges et les écoles publiques ont toujours été exempts du sort dans la Généralité, qu'on n'y a jamais fait de distinction entre les pensionnaires et les externes (23 janvier 1774) ; — aux objections faites au Ministre par l'Intendant sur l'indécision de ses explications relatives aux exemptions du service militaire, qui pourraient exciter des troubles de la part de l'Université de Caen, « dont les élèves n'ont que trop de dispositions à faire du bruit » (31 janvier 1774) ; — à la suspension de l'exécution de l'ordonnance du 19 octobre 1773 concernant les régiments provinciaux (31 janvier 1774) ; — aux objections et représentations faites par l'Intendant de Caen au Ministre qui avait refusé de l'entendre avec M. de Montyon, pour discuter les observations que les autres Intendants des côtes

maritimes les avaient chargés de faire, par la raison que tout avait dû être discuté dans les assemblées tenues chez M. le maréchal de Richelieu (27 mai 1774) ; — à l'avis donné que le Roi, voulant soumettre à l'avis de l'assemblée de MM. les inspecteurs d'infanterie, présidée par M. le maréchal de Biron, tous les objets pouvant avoir rapport au militaire, il paraît indispensable de les consulter sur l'ordonnance à rendre concernant les régiments provinciaux (28 juin 1774) ; — à l'expédition de congés absolus aux soldats des régiments provinciaux de la levée de 1768 (18 août 1774) ; — au retrait des magasins de Caen, pour être envoyés au Ministre, des drapeaux donnés en 1772 au régiment provincial de la Généralité et devenus inutiles par suite de l'ordonnance du 15 décembre 1773, supprimant les régiments provinciaux (14 mai 1777) ; — à l'envoi de l'état des officiers qui étaient employés dans le régiment provincial en 1774 et 1775, afin de découvrir les lieux de leur résidence (25 mars 1778) ; — à l'avis donné que l'assemblée des trois bataillons du régiment provincial de Caen se tiendra dans la ville de Vire le 1<sup>er</sup> juin (14 mai 1778) ; — au remplacement des hommes levés en 1776 devant être congédiés dans le mois d'avril ou mai, ainsi que de ceux qui ont manqué par mort, désertion ou qui sont devenus infirmes, afin d'entretenir les bataillons au complet de 710 hommes (28 janvier 1782) ; — au renvoi du sixième des 710 hommes de chaque bataillon des troupes provinciales levées en 1782 et à son remplacement dans les mois de février et mars (19 janvier 1788) ; — à l'avis donné que, vu les ravages occasionnés par la grêle, le Roi a décidé qu'il ne serait procédé à aucune levée pendant l'année, de troupes provinciales (14 mars 1789) ; — aux divers modèles de procès-verbaux concernant les troupes provinciales.

C. 1915. (Liasse.) — 26 pièces, papier.

**1771-1775.** — Affaires militaires. — Troupes provinciales. — Objet général. — États. — Contrôle général et nominatif par compagnie des soldats des trois bataillons du régiment provincial de Caen, assemblé à Caen, le 15 septembre 1771 ; cet état indique les noms et prénoms des soldats, la date du tirage et les noms des compagnies de chaque compagnie ; — état des officiers de l'état-major et du régiment provincial indiquant les noms et la résidence des capitaines et lieutenants de chaque bataillon des Élections de Caen, St-Lô et Vire ; — extrait de la revue faite à Caen par M. Bonnier de Saint-Cosme, commissaire provincial et



ordonnateur des guerres, du régiment provincial de Caen, composé de trois bataillons, pour servir un paiement de sa subsistance pendant l'assemblée du 15 au 24 septembre et pour les jours indiqués dans les apostilles conformément à l'ordonnance du Roi du 4 août 1771; — état des officiers de l'état-major du régiment provincial de Caen, auxquels le paiement de leurs appointements doit être fait depuis le 24 septembre jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1772; — état du remplacement du régiment provincial à l'assemblée du 24 mai 1773; — état des sommes envoyées à MM. les Subdélégués de la Généralité de Caen pour le paiement de ce qui revient aux soldats provinciaux de la levée 1768, qui ont reçu leurs congés absolus et le paiement de la petite solde, à compter du 2 juin 1773 jusqu'au dernier avril 1774, compris les sols de chevrons; — contrôle par Élections des soldats du dit régiment du tirage de 1768, auxquels il a été délivré des congés absolus, remis à l'Intendant avec le décompte revenant à chacun d'eux, le 31 juillet 1774, ainsi que la petite solde aux grenadiers royaux et sergents; — états des officiers qui étaient employés dans le dit régiment, lors de son assemblée du 25 mai 1773, suivant la revue de M. de Vardon, commissaire des guerres, du 31 du dit mois; — état des hommes restant au régiment à l'époque de l'assemblée de 1775, tant de ceux devant obtenir leur congé absolu que de ceux qui ne se sont pas présentés aux assemblées précédentes ou qui doivent servir deux années de plus; — états de la dépense faite par le dit régiment pendant 9 jours qu'il a été assemblé à Caen, à compter du 23 mai jusques au 2 juin 1775, le dit état est ainsi divisé : subsistance 10,054 livres 4 sols, plus-value 637 livres 6 sols 9 deniers, petite solde 3,114 livres 6 sols, deux sols pour livre, 1,568 livres 14 sols 10 deniers, sol de chevron 119 livres 11 sols 10 deniers, total 15,494 livres 3 sols 5 deniers; — état des sommes remises au trésorier principal de l'extraordinaire des guerres de la Généralité de Caen pour l'état-major du régiment provincial.

C. 4916. (Liasse.) — 21 pièces, papier.

**1776-1788.** — Affaires militaires. — Troupes provinciales. — Objet général. — États. — État indiquant les noms des substituants de soldats provinciaux ainsi que ceux qui ont fait les engagements pendant les années 1776, 1777 et 1778; — note indiquant que le nombre d'hommes qui ont tiré au sort en 1778 pour les 9 Élections de la Généralité s'élève à 5,978, que sur ce

nombre il y en a 461 à fournir; — bordereau des imprimés nécessaires pour le tirage de 1781, 1782 et 1783, envoyés aux subdélégués des neuf Élections de la Généralité; — état par Subdélégation des hommes inscrits pour les tirages des troupes provinciales, à compter de 1775 jusques et y compris 1782, et pour les six années de 1783 à 1788, savoir pour ces six dernières années : Avranches 6,171, Bayeux 6,937, Caen 18,449, Carentan 11,880, Coutances 9,322, Granville 2,501, St-Lô 17,921, Mortain 11,344, Valognes 9,834, Vire 24,036, total 118,395 hommes; sur lesquels 93,362 sont à déduire pour défaut de taille, infirmités, exemptions et absence, 25,033 ont tiré au sort et 2,260 sont tombés au sort; — relevé des procès-verbaux de tirage des trois bataillons de troupes provinciales pour les années 1783, 1784, 1785, 1786, 1787, 1788, avec indication des paroisses de chaque Élection; — état des imprimés à envoyer à MM. les Subdélégués pour la levée des troupes provinciales de 1788, divisé en 15 colonnes donnant le nom des Élections et Subdélégations, le nombre des paroisses sujettes à la milice, celui des hommes qui ont tiré au sort en 1787 et dont on s'est servi pour la répartition de la levée de 1788, le nombre d'hommes à fournir en 1788, le chiffre des ordonnances de l'Intendant pour le tirage, tant en placards qu'en cahiers, le nombre d'exemplaires de mandements en cahiers de l'Intendant aux commissaires, le nombre d'exemplaires de l'état nominatif des garçons et des hommes veufs, celui des feuilles des contrôles généraux et des signalements, celui des procès-verbaux de tirage et de remplacements, celui des certificats d'admission, enfin des certificats constatant que les hommes ont satisfait au tirage.

C. 4917. (Liasse.) — 42 pièces, papier.

**1778-1787.** — Affaires militaires. — Troupes provinciales. — Équipement. — Correspondance entre MM. le prince de Montbarey, de Vergennes, ministres; Esmangart, de Feydeau, Intendants de la Généralité; de Vardon et de Montcarville, commissaires des guerres, et de Mortreux, subdélégué, relative : à l'envoi de l'état des effets d'équipement à faire tirer du magasin de Caen sur ceux qui y sont déposés, provenant des régiments provinciaux, et aux ordres à donner pour qu'ils soient remis convenablement emballés au commissionnaire du sieur Biétreix, commissaire-général des transports militaires, pour être voiturés à Vire et distribués aux grenadiers royaux (16 mai 1778); — à la remise de l'état des effets d'habillement nécessaires aux sergents, caporaux, grenadiers et tambours des trois

bataillons Dauphin, la Couronne et Penthievre, qui doivent s'assembler à Vire (22 mai 1778); — aux réparations des habits et culottes destinés aux régiments provinciaux, ces effets étant défectueux, malpropres, mal cousus et ayant des boutons du n° différent de celui affecté à chaque bataillon (29 novembre); — à la demande des procès-verbaux dressés par les commissaires des guerres chargés de la police des magasins provinciaux, de l'état des habits fournis par le sieur Périers (15 mai 1779); — à l'envoi des procès-verbaux, dressés dans l'église des *Croisières*, de l'état des différents effets d'habillement complétant la totalité de l'habillement des bataillons provinciaux de la Généralité (25 juillet 1779); — à la réclamation par les PP. capucins de Vire, d'une somme pour le loyer de l'appartement de leur couvent où ont été déposés, pendant quatre ou cinq ans, les effets appartenant au Roi, et consistant en fusils, bayonnettes, gibernes, sabres, habits, tambours et autres fournitures (octobre 1786); — à l'état de dépense présenté par le sieur Vigeon, garde-magasin de Vire, pour la décharge et l'emballage des effets des grenadiers royaux et soldats provinciaux de la Généralité (12 janvier 1787).

C. 1918. (Liasse.) — 38 pièces, papier.

**1775-1783.** — Affaires militaires. — Troupes provinciales. — Élection d'Avranches. — Correspondance entre MM. de Montbarey, le maréchal de Ségur, ministres; Esmangart, de Feydeau, Intendants; D'Heu, commissaire des guerres, et Meslé, subdélégué, relative : à l'état des soldats provinciaux et miliciens, qui ont été substitués dans la subdélégation d'Avranches, dans les tirages des années 1775, 1776, 1777 et 1778; — aux procès-verbaux de représentation des soldats provinciaux fugitifs (1778); — à l'avis donné qu'il a été envoyé un mandement à chaque soldat provincial pour se présenter à la revue qui se fera à Vire le 1<sup>er</sup> juin (24 mai 1778); — à l'état des soldats provinciaux des levées de 1775, 1776, 1777 et 1778, qui ne sont pas rendus au quartier d'assemblée à la revue du 1<sup>er</sup> juin 1778, passée par M. le marquis de La Vaupalliére, inspecteur des bataillons de garnison de Dauphin, la Couronne et Penthievre; — à la demande formée par les trois frères Jean-Baptiste de Juvigny, sieur du Montier, Jacques de Juvigny, sieur de Vauvert, et Louis-François de Juvigny, sieur de La Dancère, à l'effet d'obtenir une place d'officier dans les bataillons provinciaux (19 juillet 1778); — à l'envoi, pour ren-

seignements, du mémoire par lequel le sieur Le Mazier, soldat provincial de la paroisse de Saint-Nicolas-des-Bois, demande à être déchargé du service pour infirmités justifiées (27 août 1779); — à la remise du résultat de l'opération du tirage des soldats provinciaux de l'année 1780 (25 mars 1780); — à l'avis donné que des trois soldats provinciaux, choisis pour être employés au service de la marine, deux se sont fait substituer (6 juillet 1782); — à la demande du sieur Fretel, pour que son domestique, auquel le sort est échu, pour la paroisse de Champ-Servon, soit dispensé de tout service comme milicien (30 avril 1783); — à l'avis défavorable du subdélégué qui fait rejeter la dite demande (25 mai et juillet 1783); — au mémoire présenté par le sieur de Brecey, auquel il a été délivré une commission de garde-étalon de la paroisse de St-Georges de Livoie, pour que le sieur Saliot, son domestique, soit dispensé du service de soldat provincial (12 mai 1783); — aux informations prises à ce sujet et desquelles il résulte que le sieur de Brecey n'avait pas d'étalon et que son domestique n'était même pas à son service lors du tirage, et que « les étalons ne servent que de prétexte d'exemptions, à la charge des contribuables; ils coûtent beaucoup au Roi et dans le canton d'Avranches, c'est une dépense de l'État en pure perte », au dire du subdélégué (13 mai 1783).

C. 1919. (Liasse.) — 39 pièces, papier.

**1774-1782.** — Affaires militaires. — Troupes provinciales. — Élection de Bayeux. — Correspondance entre MM. le maréchal comte de Mury, ministre; de Fontette, Esmangart, Intendants de la Généralité, et Génas, subdélégué, relative : à la décision d'une question relative à la levée des soldats provinciaux (20 mars 1775); — à l'emploi de l'amende que doit payer le sieur Belard, pour avoir empêché son domestique de se trouver au tirage au sort (22 avril 1775); — à l'état général et nominatif des hommes échus au sort dans les six tirages exécutés dans l'Élection pour les années de 1775 à 1780; — à l'envoi de l'état des soldats provinciaux de la subdélégation qui se sont engagés dans les troupes réglées (30 mars 1780); — à l'envoi de l'état des soldats provinciaux de la levée des années 1775, 1776, 1777, 1778, 1779 et 1780 qui ont paru au subdélégué, qui les a toisés pieds nus, pouvoir par leur taille être incorporés dans les grenadiers royaux (6 juin 1780).

C. 1920. (Liasse.) — 21 pièces, papier.

**1775.** — Affaires militaires. — Régiment provincial de Caen. — Procès-verbaux du tirage au sort des garçons et hommes vœufs sans enfants, opéré à l'Hôtel-de-Ville de Caen par le subdélégué de l'Élection, commissaire à la levée des soldats provinciaux, en présence des maire, échevins, syndics et marguilliers des paroisses (1) de : St-Pierre-le-Château, St-Nicolas, St-Gilles, St-Julien, St-Ouen, Notre-Dame, St-Jean, St-Martin, St-Étienne, St-Sauveur, St-Michel de Vaucelles et Ste-Paix de la ville de Caen, Fresné-le-Puceux, Villers, Authie, St-Louet près Authie, Héritot, Secqueville-la-Campagne, Audrieu, St-Manvieu, Carpiquet, Rots, Jurques, La Bigne, Troismonts, Vieux, Putot, St-Louet-sur-Seulles, Villy, Longvillers, Épinay-sur-Odon, Landes, Le Locheur, Cully, Lasso, Venoix, St-Germain-la-Blanche-Herbe, Tourville, Feuguerolles, Monts, Neuilly, Missy, Noyers, Vendes, Tournay, Grainville, Juvigny, Tessel, St-Vaast, Barbey, Bourguébus, Tilly d'Orceau, Rozel, Bretteville-l'Orgueilleuse, Notre-Dame de Laize, Fontenay-le-Pesnel, Arry, Goupillières, Bretteville-sur-Bordel, Cintheaux, Verson, Parfouru, Maisoncelles-Pelvey.

C. 1921. (Liasse.) — 31 pièces, papier.

**1775.** — Affaires militaires. — Régiment provincial de Caen. — Procès-verbaux du tirage au sort des garçons et hommes vœufs sans enfants, opéré à l'Hôtel-de-Ville de Caen par le subdélégué de l'Élection, commissaire à la levée des soldats provinciaux, en présence des maire, échevins, syndics et marguilliers des paroisses de : Éterville, Athis, Esquais, Fierville, Avenay, St-Georges-d'Aunay, Tracy, Amayé-sur-Seulles, Maltot, Bretteville-sur-Odon, Mouen, Brouay, Norey, Carcagny, Coulomb, Loucelles, Vaux-sur-Seulles, Mondeville, Louvigny, Soliers, St-Silvin, Fontenay-le-Marmion, Granteville, Guillerville, Maizet, Mutrécy, Baron, Fontaine-Étoupefour, St-Contest, Bellengreville, Fresné-le-Vieux, Cornelles, Bissières, Beneauville, Billy, Demouville, Cagny, Cinq-Autels, Chicheboville, Ifs, Bras, Garcelles, St-Martin-de-Fontenay, St-André-de-Fontenay, Amayé-sur-Orne, Cury, Mon-

(1) Pour ne pas déranger les dossiers, j'ai dû suivre l'ordre des feuillets cotés 1, 2, 3, etc., au lieu d'adopter l'ordre alphabétique des paroisses, qui eût eu l'inconvénient d'intervertir la séquence des feuillets numérotés au XVIII<sup>e</sup> siècle.

drainville, Gavrus, Bougy, Martragny, Ste-Croix-Grand-Homme, la Caine, Croisilles, les Pins, Vacognes, Évreux, Bonnemaison, St-Aignan-le-Malherbe, Vaucongrain, Tilly-la-Campagne, Janville, Hubert-Folie, Rupierre, Valmeray, le Poirier, Hernetot, St-Martin-de-Sallen, Boullon, May, Montigny, Maisoncelles-sur-Ajon, Préaux, Banneville-sur-Ajon, Mesnil-au-Grain, les Moutiers, Clinchamps, St-Honorine-du-Fay, Ouffières, St-Benin, Courvaudon, Hamars, St-Laurent-de-Condé, Grimboisq, Argences, Cléville, Croissanville, Cauvicourt, Conteville, Gouvix, Frénouville, Émiéville, Mery, Moul, Canteloup, Frémantel, Fierville, Vimont, Étavaux, Mesnil-Patry, Cristot, Ducy-Ste-Marguerite, Quilly, St-Aignan-de-Cramesnil, Poussy, Rocquancourt, Renémessnil, Banneville-la-Campagne, St-Pierre-du-Jonquet, Manneville, Allemagne, Bully et Cheux.

C. 1922. (Liasse.) — 11 pièces, papier.

**1775.** — Affaires militaires. — Régiment provincial de Caen. — Procès-verbaux de tirage au sort des garçons et hommes vœufs sans enfants, opéré à l'Hôtel-de-Ville de Caen par le subdélégué de l'Élection, commissaire à la levée des soldats provinciaux, en présence des maire, échevins, syndics et marguilliers pour les communautés des merciers, clercs de procureurs, tanneurs, charrons, chaudronniers, horlogers, chandeliers, chapeliers, imprimeurs, papetiers, cartiers, selliers, bourreliers, étamiers, tailleurs d'habits, pâtisseries, cuisiniers, vinaigriers, maçons, charpentiers, couvreurs, passementiers, maréchaux, serruriers, blanchevriers, boulangers, peigneurs de laine, vitriers, couteliers, boulonniers, fripiers, épéronniers, poudriers, corroyeurs, pelletiers, fourreurs, menuisiers, toiliers, faiseurs de bas, bouchers, cordonniers, savetiers, croquetiers, beurriers, pannetiers, verriers, foulons, orfèvres, perruquiers, tourneurs, teinturiers, apothicaires, épiciers et mégissiers.

C. 1923. (Liasse.) — 46 pièces, papier.

**1771-1789.** — Affaires militaires. — Régiment provincial de Caen. — Correspondance entre MM. le marquis de Monteynard, le prince de Montbarey, ministres ; le maréchal duc d'Harcourt, gouverneur de la province ; d'Avrange, chef du bureau du mouvement de troupes au ministère de la guerre ; de Fontelle, Esman-gart, de Feydeau et de Launay, Intendants de la Généralité, et leurs subdélégués, relative : à l'envoi de l'état des officiers, capitaines et lieutenants, employés dans



le régiment provincial, composé des trois bataillons de Caen, St-Lô et Vire pour l'adresser au commissaire des guerres, chargé du quartier d'assemblée, afin qu'il y conforme sa revue (23 août 1771); — à la gratification demandée par M. Bonnier de Saint-Cosme, commissaire des guerres, et par le chirurgien des soldats provinciaux (26 septembre, 27 octobre); — aux ordres à transmettre au commissaire des guerres, chargé de la police du magasin provincial, pour opérer la vérification des effets emmagasinés (12 décembre 1771); — à la demande faite par l'Intendant de la Généralité de remettre après la première quinzaine de mai l'assemblée du régiment provincial, à cause de la foire de Caen, qui ouvrira le 4 mai et durera quinze jours (27 février 1772); — à l'envoi de l'état des nobles demandant à être employés comme officiers dans les troupes provinciales de la Généralité avec l'indication de leurs noms, prénoms, de leur âge, du lieu de leur résidence et leurs dispositions relativement au dit service (1<sup>er</sup> mai 1778); — à l'état que le Roi a arrêté des trois bataillons du régiment provincial de Caen qui seront employés sous le titre de bataillons de garnison, attachés à des régiments d'infanterie (10 mai); — aux ordres par l'Intendant de la Généralité aux officiers municipaux de Vire, pour les prévenir que l'assemblée des trois bataillons du régiment provincial aura lieu à Vire le 1<sup>er</sup> juin, et les inviter à procéder à l'avance à l'assiette du logement des officiers et soldats du dit régiment avec le plus d'égalité possible, et au choix d'un magasin pour le dépôt des effets d'habillement, soit à l'Hôtel-de-Ville, soit dans quelque communauté religieuse, afin de pourvoir au logement momentané de M. le marquis de La Vaupelière, maréchal-de-camp, chargé de l'inspection des 3 bataillons et de s'entendre pour toutes les dispositions à prendre avec M. de Vardon, commissaire des guerres et M. de Mortreux, subdélégué de l'Élection de Vire (13 mai); — à la confection hâtive par les tailleurs du régiment, des habits destinés aux grenadiers et que l'on s'était contenté de couper sur leur taille sans être cousus et façonnés (1<sup>er</sup> juin 1778); — à la requête présentée à l'Intendant par le sieur Paty, de la paroisse de Cresserons, à l'effet d'être déchargé du service des classes, vu qu'il a satisfait au tirage des soldats provinciaux (2 juillet 1779); — à la lettre de M. d'Avrange, adressée à l'Intendant par l'ordre de M. le prince de Montbarey, annonçant l'envoi de deux mémoires présentés, l'un par le sieur Leneveu, soldat provincial, pour obtenir décharge du service des troupes provinciales en raison des impositions qu'il paie et des biens qu'il fait valoir, et l'autre

par le sieur Moncuit, grenadier provincial, qui prétend devoir être dispensé de servir, s'étant fait remplacer (24 janvier 1780); — aux certificats constatant l'admission de soldats dans les troupes provinciales (1781-1784); — à la requête adressée à l'Intendant de Caen, par le sieur Pannelle, concierge de l'Hôtel-de-Ville de Caen, réclamant une indemnité pour le nettoyage des salles, où ont eu lieu les levées des soldats provinciaux et canonniers garde-côtes depuis cinq années (26 juillet 1788); — lettre de M. Dubois-Martin, subdélégué de l'Élection de Caen, envoyant à l'Intendant les procès-verbaux, listes et contrôles de la levée des soldats provinciaux (3 août 1788); — autre lettre de M. de Launay, Intendant de la Généralité, donnant avis à M. de Gonnevillle, subdélégué, de tenir la main à l'ordonnance du 20 juin 1788, relative au recrutement, et fixant la taille des hommes pour la cavalerie à 5 pieds 3 pouces, pieds nus et permettant au dit régiment ainsi qu'au régiment de l'artillerie, dont la taille est déterminée à 5 pieds 3 pouces 6 lignes, d'engager des soldats provinciaux qui auront trois ans de service révolus, afin de leur faciliter les moyens de se procurer des hommes de cette espèce (12 février 1789).

C. 1924. (Liasse.) — 18 pièces, papier.

1775-1787. — Affaires militaires. — Troupes provinciales. — Élection de Carentan. — Correspondance entre MM. le maréchal de Ségur, ministre; Esmangart, Cordier de Launay, Intendants de la Généralité; Du Chevalier, major du régiment du Soissonnais, et Lavalley de La Hogue, subdélégué, relative : au procès-verbal de substitution du sieur Lécaudey, du bourg de Périers, par le sieur Lenourry, journalier au dit bourg (1777); — à l'état général et nominatif des hommes échus au sort dans les six tirages exécutés dans l'Élection de 1775 à 1780; — à la réception des mandements nécessaires pour la convocation des soldats provinciaux (17 mai 1778); — à l'envoi des états provinciaux engagés dans les régiments de troupes réglées et ceux présumés bons à être grenadiers royaux (13 juin 1780); — à l'engagement du sieur Desrais dans le régiment Soissonnais, quoique soldat provincial de la levée 1782 (25 juin 1787); — à l'avis donné que le dit sieur Desrais, auquel le sort est échu pour les communautés de Périers et Vaudrumesnil et qui s'étant engagé au mois de janvier 1783, dans le régiment de Soissonnais, infanterie, doit continuer son service dans ce régiment, ayant déserté les troupes provinciales avant l'ordonnance d'amnistie du 17 décembre 1784 (22 juillet 1787).

C. 1925. (Liasse.) — 31 pièces, papier.

**1775-1785.** — Affaires militaires. — Troupes provinciales. — Élection de Coutances. — Correspondance entre MM. de Fontette, Esmangart, Intendants de la Généralité, et de Mombrière, subdélégué, relative : à la requête présentée à l'Intendant par le sieur Piton, de la paroisse de Mesnil-Vilman, par laquelle il demande à être relevé de la déclaration de fugitif, prononcée contre lui, vu qu'il a satisfait au sort pour le régiment provincial de Rennes, où il était avec son père à faire le commerce de chaudronnier (4 mai 1775); — à la réception des mandements, adressés pour l'assemblée des soldats provinciaux des 4 derniers tirages (17 mai 1778); — à l'envoi de la revue faite le 28 mars des soldats provinciaux existant dans l'Élection (6 avril 1780); — à la remise des contrôle et signalement des soldats provinciaux de la levée de l'année 1780 (6 avril 1780); — à l'avis donné que le déficit de 15 soldats existant sur les états des soldats provinciaux des tirages de 1775, 1776, 1777, 1778 et 1779, a déterminé à ajouter ce nombre au contingent de 44 fixé pour la levée de 1780, ce qui le porte à 59 hommes (29 avril 1780); — à l'envoi de l'état des soldats des dits tirages qui ont paru les plus aptes à être incorporés dans les grenadiers en raison de leur taille, de leur figure et leurs occupations dans le pays (6 juin 1780); — à la réception des congés absolus des soldats provinciaux de la levée de 1775 qui ont fait leur temps de service de 6 ans (18 septembre 1781); — à la demande de M. de Hénaut de Saint-Denis, lieutenant-général de police au Bailliage de Coutances, de la permission de mariage pour le sieur Le Royer, soldat de la paroisse de St-Denis-le-Vestu (15 février 1784); — à l'envoi des congés aux soldats provinciaux et substitués de la levée de 1778 (11 août 1785).

C. 1926. (Liasse.) — 54 pièces, papier.

**1774-1775.** — Affaires militaires. — Troupes provinciales. — Élection de St-Lô. — Correspondance entre MM. Malafait, secrétaire de l'Intendant, et de Varroc, subdélégué, relative : à l'avis donné que depuis 1769, il n'est pas survenu dans la population de l'Élection d'assez notables changements pour qu'il y ait nécessité d'en faire à la base de l'ancienne répartition de levée des soldats provinciaux (15 février 1774); — au mode de remise de la somme de 32 livres 18 sols revenant au

feu sieur Bernais, de la levée de 1768 pour sa petite solde depuis le 2 juin 1773, que le subdélégué propose de remettre à sa veuve et à ses quatre enfants, qui sont dans la plus grande misère (19 janvier 1773); — aux procès-verbaux de soldats provinciaux des paroisses de l'Élection, dressés à l'Hôtel-de-Ville de St-Lô par M. de Varroc, subdélégué, en présence des maire, échevins, syndics et marguilliers (mars 1775); — au contrôle et signalement des soldats provinciaux qui se sont trouvés, lors de la séparation de l'assemblée, faite le 25 mai 1775, à St-Lô; — à l'envoi de l'état émargé de la somme de 520 livres, destinée aux soldats provinciaux de la levée de 1768, tant pour les congés absolus que pour les petites soldes depuis le 2 juin 1773 (12 juin 1775).

C. 1927. (Liasse.) — 101 pièces, papier.

**1776-1785.** — Affaires militaires. — Troupes provinciales. — Élection de St-Lô. — Correspondance entre MM. le prince de Montbarey, le marquis de Ségur, ministres; de Meaux de La Neuville, major d'infanterie au 1<sup>er</sup> bataillon du régiment royal Comtois; Esmangart, Intendant de la Généralité; de Varroc et Robillard, subdélégués, relative : à la substitution du sieur Bel-lenger, de la paroisse St-Georges-d'Elle, soldat provincial de la levée de 1775 (21 juin 1776); — à l'avis donné que les exemplaires concernant l'assemblée des troupes provinciales ont été remis aux syndics des communautés (19 mai 1778); — à l'état des soldats réformés par M. de La Vaupalière à l'assemblée du 1<sup>er</sup> juin; — à la demande des sieurs Jouannotte et Paumier, caporaux des grenadiers provinciaux congédiés après 26 ans de service, que leurs habits ne leur soient pas retirés, ce qui ne leur peut être accordé, les effets d'habillement et d'armement devant être remis à la masse (4 et 8 novembre 1779); — à l'état général et nominatif des hommes échus au sort dans les 6 tirages des années 1773-1780, qui doivent servir comme soldats provinciaux et qui se sont présentés lors de l'assemblée du 3 avril; — à l'envoi du résultat de la revue des soldats provinciaux des tirages de 1775 à 1780 (9 avril 1780); — à l'état des soldats provinciaux engagés dans les troupes réglées (16 avril); — à la remise des déclarations passées par les parents des soldats provinciaux qui n'ont pas comparu à la revue du 3 avril, et dont les causes d'absence ainsi que la demeure sont ignorées (20 juillet 1780); — à la vérification à faire du mémoire présenté par le sieur Pierre Huel, que les garçons de Ronay ont requis

le subdélégué de St-Lô de déclarer fuyard, lequel prétend qu'ayant pris à bail une sergenterie royale dans l'étendue du bailliage de Cotentin, servant à Coutances, il ne doit pas être porté sur la liste des garçons sujets au sort (22 juillet 1780); — à l'ordre donné au commandant du régiment royal comtois de renvoyer le nommé Thomas Gosset, servant dans la compagnie de la Chapelle, dans sa communauté, pour y servir comme soldat provincial (16 octobre 1780); — à la demande du sieur Gosset, ancien officier de fortune du régiment Dauphin, réclamant son fils, comme soldat provincial, qui a été engagé, en 1776, étant ivre, par un grenadier du régiment royal comtois (13 octobre 1781); — à la réclamation faite par l'Intendant du sieur Charles Dunois, soldat provincial, qui s'est engagé dans le régiment de Beauce (24 avril 1782); — aux certificats de congé de soldats provinciaux de la levée de 1776 (juin 1782); — à la plainte du sieur Lescluse, syndic de la paroisse de Carantilly, contre deux nouveaux soldats provinciaux qui l'ont arrêté sur la route après l'opération du tirage, pour lui extorquer de l'argent, sous prétexte d'avoir des cocardes (13 mars 1783); — à l'envoi de l'état des soldats provinciaux des tirages de 1776 à 1780 qui se sont fait remplacer, et de ceux qui ont amené des fugitifs aux tirages, pour abréger de trois années leur temps de service, et auxquels le congé absolu est dû comme aux premiers (16 août 1785).

C. 1928. (Liasse.) — 44 pièces, papier.

**1774-1780.** — Affaires militaires. — Troupes provinciales. — Élection de Mortain. — Correspondance entre MM. Esmangart, Intendant de la Généralité, et de La Roque, subdélégué, relative : au compte-rendu des changements survenus depuis 1769 dans le nombre des garçons sujets à tirer au sort, qui, comme l'écrit le subdélégué, est actuellement plus « considérable, parce qu'en 1769 la continuité des tirages avait occasionné « beaucoup de mariages, et que depuis la cessation des « levées, ils ont été très-peu fréquents », et à l'avis donné d'envoyer les mandements « le plus promptement possible, après la levée décidée, parce que la « majeure partie des habitants, sortant de la province « pour raison de commerce ou d'ouvrages, tels que les « maçons, piqueurs de pierre, chaudronniers et gens « de bras, et le plus tôt on peut expédier les mandements de levée, plus il se trouve de garçons » (15 juillet 1774); — aux procès-verbaux dressés par M. de

CALYADOS.—SÉRIE C.—TOME II.

La Roque, subdélégué de l'Élection, commissaire nommé pour procéder à la levée des soldats provinciaux par la voie du sort, dans chacune des paroisses de l'Élection, en présence des maires, échevins, syndics et marguilliers (1775); — à la réception des mandements pour l'assemblée des soldats provinciaux (30 mai 1778); — à l'arrestation du sieur Lonchamp, substitué le 20 mai 1780 à Jean-Baptiste Maupas, soldat provincial, de la paroisse de Mortain, et à son transfert dans le dépôt de mendicité de Rennes, étant atteint de folie dangereuse (6 septembre 1780).

C. 1929. (Liasse.) — 28 pièces, papier.

**1778-1784.** — Affaires militaires. — Troupes provinciales. — Élection de Valognes. — Correspondance entre MM. le prince de Montbarey, ministre; Esmangart, Intendant de la Généralité; Sivard de Beaulieu, subdélégué; de Chalain, officier au régiment de la Couronne, à Valognes, relative : à l'avis donné que les cavaliers de maréchaussée commenceront, le 19 mai, la distribution des mandements concernant la levée des troupes provinciales, et qu'il leur a été expressément recommandé de retirer des certificats de la remise qu'ils en feront (18 mai 1778); — à l'état des soldats provinciaux et miliciens tombés au sort pendant les années 1775, 1776, 1777 et 1778; — à l'envoi de l'état général et nominatif des hommes échus au sort, dans les six tirages de 1775 à 1780, lesquels devant servir en qualité de soldats provinciaux se sont présentés à l'assemblée faite le 28 mars 1780 (1<sup>er</sup> avril 1780); — aux procès-verbaux de substitution; — à la remise de toutes les pièces de la dernière levée faite en 1782 à Valognes (mai 1782); — à la requête présentée à l'Intendant par le sieur Basselet, de la paroisse de Chef-de-Pont, afin d'obtenir son congé absolu (9 août 1782); — à l'avis donné à M. de Chalain, que le sieur Vincent étant obligé au service provincial ne peut servir dans le régiment de la Couronne (21 octobre 1782); — à l'envoi, pour y avoir égard dans une certaine limite, de l'état présenté par M. Dupuy, directeur de la manufacture des glaces de Tourlaville, des ouvriers employés à la fabrique, lesquels, suivant les privilèges accordés à la dite compagnie, doivent être dispensés de contribuer à la levée des soldats provinciaux (23 janvier 1783); — à l'autorisation de se marier demandée par le sieur Georges Le Saint, soldat provincial de la paroisse d'Yvetot (4 février 1784).



C. 1930. (Liasse.) — 17 pièces, papier.

**1776-1780.** — Affaires militaires. — Troupes provinciales. — Élection de Vire. — Correspondance entre MM. Esmangart, Intendant de la Généralité, et de Mortreux, subdélégué, relative : à l'autorisation de se marier, demandée par le sieur Petin, échu au sort en 1775. « Il n'en peut résulter, écrit le subdélégué, « qu'un avantage pour la population tant désirée » (28 septembre 1776); — au procès-verbal d'arrestation comme foyard du sieur Hérel, dressé à la requête du sieur Pierre Pierre, tombé au sort, pour le faire servir à sa place (7 septembre 1779); — à la réception des états de revue des soldats provinciaux des levées de 1775, 1776, 1777, 1778, 1779 et 1780, et de ceux qui paraissent aptes à entrer dans les grenadiers royaux (4 avril 1780); — à l'envoi du contrôle et signalement des soldats provinciaux de la levée, et des observations que le subdélégué a ajoutées à la suite de la revue de mars 1780; — au relevé des noms des soldats provinciaux des levées de 1775 à 1779, décédés ou devenus hors d'état de servir et dont le remplacement a été fait dans la levée de 1780.

C. 1931. (Liasse.) — 42 pièces, papier.

**1734-1755.** — Affaires militaires. — Engagements. — Correspondance entre MM. d'Angervilliers, le comte d'Argenson, le marquis de Paulmy, ministres; de Fontette, Intendant de la Généralité; Duhamel, officier de maréchaussée; Mgr de Luynes, évêque de Bayeux, et les subdélégués de Bayeux, Coutances, St-Lô et Valognes, relative : à la réclamation du sieur Duprey, cordonnier, détenu à la conciergerie de Caen, protestant contre la violence à lui faite par le sieur Blesbois de La Garenne, capitaine, qui voulait l'engager de force et demandant à ce qu'il plaise au Ministre de donner ses ordres à l'Intendant de Caen, d'éclaircir la vérité des faits et d'ordonner sa mise en liberté (10 janvier 1734); — à l'annulation du prétendu engagement du jeune Campion, âgé de 16 ans, réclamé par sa mère (27 mai 1740); — à la requête du sieur de Briqueville, chevalier, capitaine de cavalerie au régiment d'Asfeld, en quartier à Valognes, adressée au subdélégué pour obtenir mandement pour faire assigner divers habitants du bourg de St-Pierre-Église, qui auraient maltraité et blessé un de ses cavaliers, afin de faire informer des faits contenus en la requête, en forme de plainte, en-

voyée à l'Intendant de la Généralité; — aux procès-verbaux de déposition des témoins, qui attestent que le sieur Gilles dit Lafleur, cavalier de M. de Briqueville, ayant engagé moyennant un écu de 6 livres le sieur Nicolle, en le faisant boire à la santé du Roi dans un cabaret, avait été battu et avait eu le visage ensanglanté pour avoir voulu maintenir l'engagement du sieur Nicolle, qui lui avait dit : « Eh bien oui, c'est « vray, je marcherai, mais tu ne marcheras pas, car « je vas t'étrangler », il s'ensuivit une lutte tumultueuse entre les cavaliers et trois amis du sieur Nicolle qu'ils voulaient faire évader (avril 1743); — à l'enquête faite contre le sieur Denier et ses amis, qui frappèrent le sieur La Montagne, soldat, à la foire de Thorigny, parce qu'il voulait emmener le dit sieur Denier, qu'il prétendait avoir engagé (25 novembre 1745); — au placet du sieur Renauld, négociant à Caen, par lequel il expose que le nommé Charmairs, dit Marais, cavalier au régiment royal Piémont, a engagé son fils Pomponne Renauld qui, n'ayant pas été trouvé propre pour servir dans la cavalerie, avait été cédé au sieur Deslongchamps, lieutenant au régiment d'infanterie-Orléans; il demande que ce jeune homme ne soit pas tenu de rejoindre ce régiment, et offre de rembourser la somme de 30 livres que le sieur Deslongchamps a payée au nommé Charmairs (16 septembre 1752); — à la sommation de rejoindre le régiment de Conti faite au nommé Michel Le Bigot, qui a désavoué son engagement; d'après les informations prises à ce sujet, il résulte que le nommé Bellehumeur, cavalier au dit régiment, ayant mené boire, dans un cabaret de Mortain, Michel Le Bigot et deux de ses amis, ces trois jeunes gens contractèrent avec lui des engagements « et burent plusieurs rasades »; que ce cavalier n'ayant pas sur lui les fonds nécessaires pour solder leurs engagements, les remit au lendemain pour leur compter l'argent promis, mais que le lendemain, à son retour, Le Bigot, ayant changé d'avis, arracha son engagement des mains du cavalier et paya les frais du cabaret (29 octobre 1752); — à la demande faite par le nommé Richard Lemary, bourgeois de Caen, du congé absolu de son fils qui s'est engagé pour la compagnie d'Hermissant, au régiment de Piémont, infanterie, avant l'âge prescrit par les règlements (26 novembre 1752); — aux ordres donnés de vérifier si les faits exposés dans le placet du sieur Gilles Hébert, engagé de force, après boire, dans la compagnie du sieur de Couvains, capitaine au régiment du Roi, infanterie, qui lui fit signer un engagement d'un an seulement et l'enleva de nuit, sont exacts (30 décembre 1752); —

à l'accusation portée contre M. de Beaumont de Sallen, capitaine au régiment de Rohan, d'avoir engagé par violence le nommé Paris (31 janvier 1753).

C. 1932. (Liasse.) — 62 pièces, papier.

**1753-1755.** — Affaires militaires. — Engagements. — Correspondance entre MM. le marquis de Paulmy, le comte d'Argenson, ministres; de Fontette, Intendant de la Généralité, et ses subdélégués, relative : au placet du sieur Jacques La Ronche, de la paroisse de Genneville, Élection de Valognes, au sujet des violences à lui faites par trois soldats du régiment des gardes Lorraine, compagnie de La Haye, pour l'obliger à s'engager, et qui avait fait un billet, sans date, par lequel il s'obligeait à comparaître devant le capitaine pour traiter avec lui, mais au rapport du subdélégué et de l'Intendant, ce n'était qu'un subterfuge de la part « de ce mauvais sujet, yvrogne, et qui, ayant déjà « servi, a cru pouvoir se régaler sans intéresser sa « bourse ni sa liberté; il est vrai que, dans les temps « difficiles, ajoute le subdélégué, l'on a trouvé bons « des engagements bien moins frapés que celui-là ; « mais, dans le paix, il semble que la liberté doit être « assez précieuse pour exiger un engagement clair « et précis, d'autant plus que la datte est une des « formes les plus requises pour la validité de toutes « sortes d'actes, et ces motifs et ceux de la liberté « publique me font grande impression. » L'Intendant conclut à ce que si le Ministre considère le dit billet comme nul dans la rigueur, il y a au moins lieu à faire supporter à La Roche la totalité de la dépense qu'il a occasionnée (18 mars-avril 1753); — au procès-verbal adressé au Ministre par le sieur de Barbanchon, lieutenant du bataillon de Bourquefelden du régiment royal-artillerie, pour établir la preuve d'un engagement de la part de cinq individus, dont il en avait fait mettre trois en prison à St-Sauveur-le-Vicomte, les deux autres s'étant évadés; le Ministre prie l'Intendant de s'informer des faits et de sommer les dits engagés, s'ils le sont réellement, à rejoindre leur bataillon à Grenoble, sous peine de mort, comme déserteurs, ou, s'il n'y a pas eu d'engagement de ces particuliers, de rendre une ordonnance pour les mettre en liberté et de les obliger à restituer l'argent qu'ils auraient reçu du sieur de Barbanchon; l'Intendant de la Généralité transmet au Ministre les renseignements fournis par son subdélégué qui écrit que : « le sieur de Barbanchon, après avoir « fait boire à ces cinq individus quelques verres de vin,

« sans pouvoir rien conclure, les renvoya, en donnant « 24 sols au sieur Griffon, l'un d'eux, qui lui servait « d'embaucheur, pour leur faire boire de l'eau-de-vie, « et les engager sans y réussir; les quatre autres, « éveillez et étourdis, raillèrent sur le vin, dont ils « avaient goûté et la somme qu'ils s'étaient appréciée « (cinq louis pour boire, en outre les dix écus d'engagement); l'officier, qui avait surtout en vue de tirer « parti de ces engagements (car deux ou trois de ces « jeunes gens ne sont pas de taille à estre admis dans « Royal-artillerie), pour s'en venger les prétendit en- « gagez et voulut les obliger de suivre la caisse, ils « refusèrent, il les constitua aux prisons pendant six « jours; cependant, toujours piqué, il imagina d'inter- « céder la maréchaussée qui dressa le procez-verbal, « c'est une pièce aussi mal entendue que l'idée en « avait esté peu réfléchie, et j'y ai assez reconnu le « sieur Barbanchon, aux échantillons qu'il nous avoit « donnés du temps de M. de La Briffe. Il n'y a pas « ombre d'engagement, et quant à la dépense elle se « réduit à une ou deux bouteilles de vin et à 24 sous « pour boire l'eau-de-vie; Griffon, l'embaucheur, paroît « même le seul qui en ait profité. » D'après ces faits, « ajoute l'Intendant, « j'ai cru devoir rendre une or- « donnance pour déclarer les jeunes gens, à l'exception « de Griffon, libres de leurs personnes. Mais je pense « qu'il seroit bon d'ordonner au sieur de Barbanchon « d'être plus circonspect à l'avenir et de ne plus « attenter ainsi à la sûreté publique, en faisant empri- « sonner sans aucun fondement des gens sur lesquels « il n'a aucun droit. Cette réprimande devient d'autant « plus nécessaire, qu'il a déjà eu quelques affaires « semblables du temps de mon prédécesseur, M. de « La Briffe » (25 mars au 5 mai 1753); — à l'enquête sur des faits relatés dans une lettre du sieur de Couvains, gentilhomme de l'Élection de St-Lô, où il écrit que : « son fils, capitaine dans le régiment du Roi infanterie, « ayant envoyé un soldat pour faire recrue et faire « battre la caisse dans les villages de ce pays, qui est « rempli d'une troupe de jeunesse indomptable, qui se « moque des ordres du Roi, et aussitôt qu'ils voient « des soldats faire recrue, ils tombent à coups de bâton « sur eux et sur le tambour, ils s'amassent en troupe, « et l'on est obligé de se sauver; il est arrivé hier, « Monseigneur, écrit-il à M. de Fontette, à une assem- « blée à St-Pierre-de-Semilly, un jeune homme qui est « venu pour s'engager et a demandé de l'argent au « soldat et au tambour, et aussitôt qu'ils ont été entrés « au cabaret pour contracter l'engagement, une tren- « taine de garçons l'ont enlevé et ont battu le tambour. »

Le subdélégué, consulté, répond que le sieur Hervieu Croquevieille méconnaît tous les faits relatés par M. de Couvains, et dit « qu'il est vrai que la recrue de M. de Couvains voulut le forcer à s'engager, qu'un des soldats vint sur lui, l'épée à la main, qu'il écarta l'épée et fut considérablement blessé, les doigts de la main et la paume coupés fort avant et le poignet disloqué, et il demande au cas que M. de Couvains fasse entendre des témoins, d'être reçu faire la preuve. Il me paraît que M. de Couvains a abandonné cette affaire et qu'il ne s'est point trouvé en état de prouver les faits qu'il a avancés » (30 juin 1753-6 janvier 1754); — à la requête du sieur de Souigny, lieutenant-général du Bailliage de Condé-sur-Noireau, réclamant contre l'engagement que son fils a contracté avec le sieur de La Brûlerie, capitaine du régiment de Caraman, dragons, avant l'âge prescrit par l'ordonnance, n'étant âgé que de 15 ans et demi (du 4 juin au 24 juillet 1754); — au prétendu engagement de Louis Godefroy dans la compagnie du sieur de Longueil, capitaine au régiment de Limousin; il résulte des informations prises par l'Intendant de la Généralité que Godefroy aurait, par plaisanterie, reçu 6 livres d'un de ses camarades, qui lui dit, en buvant, être soldat de recrue de deux jours et qu'il l'avait sérieusement engagé; alors le dit Godefroy lui aurait jeté son argent à terre et s'était en allé déclarant qu'il n'avait jamais eu l'idée de prendre un engagement; le capitaine insiste et écrit à l'Intendant: « Si ne sommes soutenus dans ce pays, nous ne pourrons bientôt plus faire d'hommes que nous n'y ayons des procès; dès qu'ils se sont engagés, tel les favorise à s'évader »; — au prétendu engagement du fils du sieur Paing, procureur du Roi au Bailliage de St-Sauveur-Lendelin, qui expose qu'un tailleur, nommé Saint-Martin, chez lequel son fils, étudiant, était en pension, avait pour beau-frère un cavalier au régiment de Bourbon, qui fit boire son fils, lui offrant 3 louis pour l'engager et lui faisant mettre à son chapeau une cocarde, que son fils détacha aussitôt, refusant de signer l'engagement; le père ajoute: « Il a été défendu par plusieurs règlements d'engager de force et par surprise, notamment les étudiants qui cherchent à se perfectionner dans les lettres » (août 1755); — au prétendu engagement fait par les domestiques de M<sup>me</sup> d'Engrainville, de la personne de Fleury, pour la compagnie de M. de Saffray, capitaine au régiment de Royal-Roussillon, cavalerie, et fils de M<sup>me</sup> d'Engrainville, qui, pour racoler des soldats, le fit boire toute la nuit avec son cuisinier et le valet de chambre de son fils (21 mars

au 11 mai 1755); — aux ordres de rejoindre leur régiment à divers engagés plus ou moins volontaires (8 décembre 1755).

C. 1933. (Liasse.) — 40 pièces, papier.

**1755-1757.** — Affaires militaires. — Engagements. — Correspondance entre MM. le marquis R. de Paulmy, le comte d'Argenson, le maréchal de Belle-Isle, ministres; de Fontette, Intendant de la Généralité, et le subdélégué de St-Lô, relative: à la sommation à faire au sieur Michel Désert de rejoindre le régiment de La Fère à Laudan, en Alsace, dans lequel il s'est engagé, en lui déclarant que, faute d'y satisfaire, il serait condamné à mort comme déserteur (13 janvier 1756); — à l'envoi de la lettre du sieur Daigremont, capitaine au régiment du Pin, dans laquelle il expose: qu'un sergent de sa compagnie a engagé le nommé du Saussey, qui, après avoir demandé 300 livres d'engagement, qui lui furent comptés sur une caisse par ce sergent, mais qu'il s'est défendu de les prendre, sous prétexte qu'il était gentilhomme et a amenté les paysans contre ce sous-officier, de manière que cette somme a été perdue dans la bagarre, et aux ordres donnés pour que cette somme se retrouve de quelque manière que ce soit (15 janvier 1756); — à la demande du nommé Vincent Halot, tambour de la ville de Caen, à être élargi des prisons du château où il est détenu et où il prétend avoir été mis sur la réquisition de M. le comte de Vrigny, capitaine de cavalerie, parce qu'il a refusé de signer un engagement et qu'il a donné un soufflet au domestique de cet officier qui l'avait appelé: « coquin » (26 janvier 1756); — à la lettre du sieur Cairon de Lamotte, ancien capitaine d'infanterie, qui se plaint à l'Intendant de la difficulté qu'il a à faire des recrues; qu'ayant envoyé un soldat à Ville-dieu, deux jeunes gens lui demandèrent 100 écus pour s'engager et qu'ils se sont moqués de lui lorsqu'il les voulait contraindre à suivre la caisse; il ajoute: « Si vous ne nous faites la grâce, Monseigneur, de nous autoriser à faire des recrues, nous ne saurons où en prendre; voilà depuis l'hiver que je fais battre la caisse à Caen, et j'en ai trouvé qu'un » (29 janvier 1756); — à la réclamation du sieur Benière, trésorier de la Chambre des Comptes, à Rouen, contre l'engagement que son fils a contracté, à Caen, avec le sieur du Clavier, officier du régiment de Normandie, vu qu'il est incommodé d'une descente qui le rend incapable de servir (30 janvier 1756); — à l'envoi, pour rensei-



gnements, du mémoire par lequel le sieur Desobeaux, que M<sup>re</sup> d'Audrieu a demandé de faire sommer de rejoindre la compagnie de Mercier au régiment de La Tour-de-Pin, expose que, quoiqu'on l'ait forcé à contracter un engagement pour ce régiment, il n'en a pas consommé l'acte par écrit (15 février 1756); — au désaveu des engagements des sieurs Étienne Lamazure et Germain Barbot (15 février 1756); — au prétendu engagement d'Adrien Bouley, écolier en droit à l'Université de Caen, qui réclame contre les violences du chevalier de Servigny, capitaine au régiment de Paly, cavalerie, qui l'enivra au point de tomber à la renverse pour lui faire accepter dix écus et signer un engagement, et qui, sur son refus, le menaça de le mettre en prison; enquête s'en suivit, et le subdélégué écrit à l'Intendant : « que forcé par M. de Servigny et ses domestiques, le dit Bouley prit une plume pour signer cet engagement, et qu'il ne put faire que des traits informes, l'excès de l'ivresse ne luy permettant pas de signer dans les affaires ordinaires, un homme qui a perdu l'usage de sa raison par le vin ne peut véritablement contracter, mais pour le bien général du service, on autorise les engagements faits par les hommes auxquels le vin ne laisse aucun usage de sa raison, les engagements doivent être ou souscrits d'une signature ou d'une marque attestée par deux témoins ou faits verbalement; pour qu'un engagement verbal soit valide, il faut prouver des conditions stipulées ou acceptées; la preuve de l'argent demandé, offert et pris, détermine le plus souvent la décision. L'engagement de Bouley n'est point dans cette espèce, il n'a point proposé ni accepté de conditions, on ne luy a point donné d'argent..., les traits informes mis au bas de l'engagement, écrit de la main de M. de Servigny, ne peuvent être regardés comme une signature, M. de Servigny en convient, ils prouvent que Bouley, clerc de procureur, était dans un état d'ivresse qui lui avait fait perdre non-seulement l'usage de la raison, mais encore la faculté d'écrire » (du 1<sup>er</sup> février au 10 mars 1756); — au prétendu engagement d'Étienne Barbot; le subdélégué écrit à l'Intendant que « son écriture et son signe ne ressemblent pas à celui que l'on prétend qu'il a fait à M. de La Motte, tandis que son seing est très-semblable à l'engagement qu'il a signé avec M. le chevalier de Saint-Germain, capitaine au régiment de Moncalin, cavalerie » (14 mars 1756); — aux plaintes que M. de Fontette adresse au secrétaire du Ministre de la guerre contre les procédés de M. de Servigny, qui prétendait engager un milicien que l'In-

tendant avait fait mettre en prison comme déserteur, et qu'il avait engagé pour M. de Saint-Germain. « Le procédé de M. de Servigny, ajoute l'Intendant, étoit d'autant plus déplacé vis-à-vis de moi, qu'il avoit offert à un autre officier de lui abandonner cet homme, parce qu'il sentoit bien qu'il lui seroit difficile de le conserver; j'ai cru, Monsieur, qu'il étoit bon de vous instruire de ces faits, persuadé, si le cas se présente, que vous voudrez bien faire connaître au Ministre que la place que j'ai l'honneur d'occuper exigeoit plus de politesse et plus d'égards de la part de M. de Servigny » (7 mai); — à la demande de l'annulation de l'engagement de Nicolas Cauchon, dans la compagnie du sieur de Tocqueville, capitaine au régiment de Chabillant, cavalerie; à la suite de l'enquête, le subdélégué écrit : « 1<sup>o</sup> L'engagement est-il bon n'étant pas par écrit? 2<sup>o</sup> tout engagement seroit-il nul parce que Cauchon est détaché? 1<sup>o</sup> Naturellement, la liberté est un bien si inestimable, que le sacrifice paroît en exiger la plus irrévocable des preuves, qui est celle par écrit; cependant comme la preuve testimoniale n'y paroît point interdite par le Roy, et qu'ici l'enrôlé avoit déjà reçu six livres à compte, je ne peux du moins m'empêcher d'observer que j'ai vu légitimer des engagements pour bien moins, dans les temps surtout où la guerre les rend plus difficiles; — 2<sup>o</sup> l'engagement seroit nul si Cauchon eust été détaché le 27 mars, jour de son engagement, mais ce n'est que deux jours après, le 29, qu'il a été inscrit sur le rôle des détachez, grâce à l'habileté de sa sœur, qui ne manque pas d'esprit et qui imagina de le faire employer détaché, ce qu'elle obtint du sieur de Belleville, pauvre gentilhomme, capitaine des détachez, homme assez susceptible de ces moies peu délicats » (21 mai 1757); — à l'engagement anticipé du jeune Vintras, contre lequel réclame son père (19 juin); — à la validité de l'engagement du sieur Nicolas Gravent, dans les gardes françaises (20 juillet 1757); — à la demande de nullité de l'engagement du jeune Pierre-Louis Morin, soldat dans le corps royal artillerie, compagnie de M. de Caux, attendu qu'il n'a pas encore 16 ans accomplis (15 octobre 1757).

C. 1934. (Liasse.) — 21 pièces, papier.

**1758-1761.** — Affaires militaires. — Engagements. — Correspondance entre MM. de Crémille; de Fontette, Intendant, et ses subdélégués, relative : à l'engagement du sieur Mathieu Le Paulmier, de la paroisse de St-Georges-d'Elle, comme cavalier dans le régiment Dau-

phin, dans la compagnie de M. de Saint-Germain, moyennant 150 livres, deux chemises garnies, sur laquelle somme il lui a été payé six livres; mis en prison par les paysans pour avoir fait défaut au tirage de la milice, il est réclamé par M. de Saint-Germain, qui écrit au maréchal de Belle-Isle et au comte de Périgord, mestre de camp du régiment Dauphin, se prévalant de l'engagement contracté par Mathieu Le Paulmier avant les tirages de la milice; — à l'engagement anticipé du jeune Cape David, réclamé par son père comme n'ayant pas l'âge réglementaire, le subdélégué s'indigne de l'horrible oppression dont ce « David Cape a été « victime au régiment de Bresse, car il y a deux ans que « l'enfant réclamé par son père fut allicié et engagé « sous prétexte qu'il ne feroit qu'apprendre à jouer du « fifre, puisqu'il n'aura seize ans accomplis qu'à Noël, son capitaine mérite d'être sévèrement repris et con- « damné à le renvoyer à ses frais » (1758); — à la réclamation du sieur Bénériers, trésorier de la Chambre des Comptes de Rouen, contre l'engagement que son fils, étudiant en droit, avait contracté avec le sieur Clavier, officier au régiment de Normandie, en venant prendre ses inscriptions à Caen; — à l'annulation de l'engagement du sieur de La Motte, dit Motteville, soldat au régiment du sieur Chamont, prétextant sa noblesse; — au prétendu engagement du sieur Desobeaux, poursuivi par M<sup>me</sup> d'Audrieu; il expose, dans un mémoire adressé au maréchal duc de Belle-Isle, « qu'étant entré depuis un an au service du sieur de Feuguerolles, en qualité de domestique, celui-ci l'envoya, dans le courant de février, chez M<sup>me</sup> la baronne d'Audrieu, sa sœur, pour y conduire un nommé Daulne, voulant se louer comme domestique du fils de la dite dame, officier au régiment de la Tour-du-Pin, moyennant la somme de 60 livres et un louis de vin; après cette convention, la dame d'Audrieu les fit dîner largement avec ses domestiques, accompagnés de deux soldats, puis le dit Desobeaux vint demander si la baronne n'avait pas de commission pour son frère, mais celle-ci le voulut contraindre à rester près d'elle et à signer un engagement pour servir sous son fils; sur son refus, « elle saisit le suppliant au collet, en lui disant : « Il faut que tu signes », ce qu'il refusa de faire, « malgré les violences de la dite dame, de ses domestiques et des soldats, qui firent leurs efforts pour le « faire signer, jusqu'au point de le prendre à bras- « corps et un autre lui prendre la main pour le faire « écrire sur le papier, ce à quoy le suppliant n'ayant « voulu se rendre, la dite dame, toute en furie, donna « ordre à ses domestiques de le conduire dans un petit

« cabinet, où il fut enfermé jusqu'au lendemain matin, « que la dite dame fit ouvrir la porte et lui dit : « Daulne « que tu m'as amené hier est échappé cette nuit, il « faut que tu aides à le retrouver, après quoy je te « laisserai aller » ; après un jour et une nuit de recherches vaines, Desobeaux fut ramené de force et « de violence chez la dame d'Audrieu, en le menaçant, « s'il bougeait, de lui casser la cervelle d'un coup de « pistolet. Ils entrèrent dans la maison de Jacques « Adam, de la paroisse de Feuguerolles, lui tuèrent « une poule, battirent sa femme et tirèrent deux coups « de pistolet, dont un enfant pensa être tué; de retour « en la maison de la dite dame d'Audrieu, on le ren- « ferma de nouveau jusqu'au lendemain matin, puis « on le conduisit à Bayeux, à un officier du régiment « d'Escars-cavalerie, pour l'obliger à se vendre, mais « cet officier s'étant aperçu de la supercherie, les « chassa de sa maison, et le suppliant se trouva libéré « de ses ennemis, ayant eu le secret de s'évader de « leur maison, et ne revint qu'au mois d'août au pays, « où il apprit que par ordre du prévôt-général de la « maréchaussée, il lui avoit été fait sommation de « rejoindre le régiment de la Tour-du-Pin, où on l'a « supposé engagé. La dite dame d'Audrieu lui fit faire « un nouveau commandement, tout en proposant au « père du suppliant de le laisser tranquille, s'il voulait « lui donner cent francs » ; — c'est en raison de ces faits que le suppliant réclame une enquête que le maréchal de Belle-Isle recommande à l'Intendant de faire pour enjoindre au dit suppliant de rejoindre son régiment ou pour lui rendre sa liberté (février-août 1760); — à l'indulgence réclamée par l'Intendant en faveur de Vincent Mardaye, jeune libertin, qui, après s'être absenté par congé du régiment de Normandie, est allé à Paris, où il a contracté deux autres engagements sous des noms supposés : « Je ne vois dans sa conduite qu'un « libertinage assez excusable dans un jeune homme qui « manque d'argent. Il semble au moins qu'on ne peut « le mettre au nombre de ces coquins décidés qui ne « contractent des engagements que pour voler l'argent « qu'ils reçoivent. » L'Intendant sollicite, en conséquence, l'atténuation de peine encourue par cet étourdi, qui est le fils d'un « homme fort riche, non gentilhomme « ni annobli, mais ce qu'on appelle vulgairement un « honnête homme », fréquentant la noblesse de la contrée et allié à la famille des de La Froindre Saint-Germain (19 mars-7 avril 1760); — à l'annulation de l'engagement anticipé du fils du sieur Coullard de Brunville, lieutenant-général de l'Amirauté de Bayeux, âgé de 15 ans et demi (juillet); — au placet adressé

au maréchal de Belle-Isle, par Gabriel Busnel, qui raconte que, « revenant le soir chez lui, il fut saisi à la gorge par trois grenadiers du régiment de Maitrenel, en quartier à Carentan, maltraité et conduit de force devant l'officier des grenadiers, disant qu'ils l'avaient engagé pour le service du Roi, le dit officier répondit en les renvoyant « qu'il n'étoit point officier, capable « d'engager personne de force, » mais le dit suppliant n'était pas plutôt sorti que les trois soldats le reprirent et le conduisirent au sieur Malbranche, sous-major du régiment, qui le fit mettre en prison où il tomba malade et fut porté à l'hôpital, puis de nouveau reconduit en prison sans avoir contracté le moindre engagement (mai à novembre 1760)

C. 4935. (Liasse.) — 40 pièces, papier.

**1780-1781.** — Affaires militaires. — Matelots volontaires de Luxembourg. — Objet général. — Correspondance entre MM. le marquis de Ségur, le prince de Montbarey, ministres; le maréchal duc de Harcourt, gouverneur de la province; Esmangart, Intendant de la Généralité; de Laubarède et Collet, commissaires des guerres; les officiers municipaux de Caen, Granville et Vire; les syndics de Cuves, Dives, Domfront, Mortain, Villedieu, Villers et Vire; Robillard, de Mortreux et de Mombrière, subdélégués, relative: à l'avis donné que, sur la demande de M. le chevalier de Luxembourg, il a été adressé directement à M. le comte de Beauvoir une route en blanc pour faire passer du Havre à Vire le détachement de volontaires destinés à monter le vaisseau « l'Indien, » qui doit s'embarquer à Granville (6 décembre 1780); — aux mesures à prendre pour assurer à Caen, à Villers et à Vire, le logement des volontaires de Luxembourg, venant du Havre et destinés à s'embarquer sur le vaisseau « l'Indien » (12 décembre 1780); — à l'envoi de la copie de la route par laquelle marche le corps de volontaires de Luxembourg pour se rendre à Vire (18 décembre 1780); — à l'avis donné que 950 hommes du corps des volontaires de Luxembourg arriveront, le 26, de Villedieu à Granville, pour y rester jusqu'à nouvel ordre, lesquels sont commandés par 31 officiers, qui ont à leur suite 80 matelots et quatre chariots de munitions de guerre (22 décembre 1780); — aux exactions commises par les volontaires de Luxembourg à Vire et le long des routes. « Tous les jours, écrit le subdélégué, « j'entends des histoires nouvelles le long de la route; « ils tuoient et emportoient les dindes, volailles, ca-

« nards, jambons, andouilles, jusqu'à un mouton et « un porc, ils devoient paier avant le départ les che- « vaux de monture et de trait, la convention étoit ar- « restée pour le prix au moment du départ, l'officier « restant dit « qu'il n'étoit pas le trésorier du régi- « ment. » M. de Mellière, maire, auquel il n'étoit en « ce moment parvenu aucune plainte particulière non « plus qu'à moy, leur donnoit un certificat de bien « vivre, mais sur le refus de paier, il ne voulut pas le « remettre à l'officier. . . » L'homme chargé des che- « vaux fut menacé à Villedieu et bref on lui « diminua « un quart du prix de la convention. » — Le subdélégué ajoute: « ils ont laissé plusieurs de leurs soldats « malades à l'hôpital et pendant la nuit du jour de leur « départ, ils firent prendre les habits des malades, « de sorte qu'il y en a six qui n'ont plus que leurs « chemises, leurs culottes et leurs souliers; que fera- « t-on de ces gens à leur rétablissement? Ils ne peu- « vent cependant pas rester toujours à l'hôpital » (31 décembre 1780); — aux mesures à prendre pour assurer à Cuves, à Mortain et à Villedieu, le logement au détachement des soldats provinciaux incorporés dans la légion des volontaires de Luxembourg (29 janvier 1781); — à l'ordre donné au trésorier de la guerre en la Généralité de Caen, d'employer la somme de 977 livres 19 sols 4 deniers, à son remboursement de pareille somme qu'il a avancée pour pourvoir aux besoins de 112 soldats provinciaux, retirés des volontaires de Luxembourg (20 mars 1781).

C. 4936. (Liasse.) — 30 pièces, papier.

**1781.** — Affaires militaires. — Matelots volontaires de Luxembourg. — Objet général. — Correspondance entre MM. le marquis de Ségur, ministre; le duc de Harcourt, gouverneur de la province; Esmangart, Intendant de la Généralité; Collet et de Vemeranges, commissaires des guerres; de Mortreux et de Mombrière subdélégués, relative: aux bruits répandus à Granville, d'une expédition sur l'île de Jersey, que préparerait M. de Rulcourt, lieutenant-colonel de la légion de Luxembourg, commandant des matelots, faisant des dispositions pour monter toutes les barques de pêcheurs, qui peuvent se trouver dans le port et que suivant les nouvelles qui se répandent, M. de Rulcourt s'est emparé de l'île et de la ville, qu'une barque a été envoyée à Saint-Malo pour informer de cette expédition (7 janvier); — à l'avis donné que M. de La Grave, commissaire des guerres de l'armée de Bretagne, va



se rendre à Granville pour être à portée de pourvoir aux besoins de quelques détachements de troupes, qui seront peut-être dans le cas de s'y rassembler pour se porter ensuite où les circonstances l'exigeront (9 janvier); — aux ordres à donner pour assurer la subsistance de 1,000 hommes d'infanterie, qui partiront de Granville pour passer à l'île de Jersey, sous les ordres de M. de La Rozière (9 janvier); — au transport de 400 sacs de farine à Granville, pour l'approvisionnement de la légion qui a débarqué à Jersey (11 janvier); — à l'avis donné qu'on ne sait rien de positif sur la situation de M. Rulcourt dans l'île de Jersey, et qu'une barque arrivée à Carteret a dû rapporter que M. de Rulcourt avait perdu beaucoup de monde et était dans une mauvaise position (14 janvier); — à l'habillement de six volontaires restés à l'hôpital de Vire lors du passage de M. de Rulcourt (16 janvier); — au logement de 400 hommes des bataillons provinciaux de Mantes et de Paris, faisant partie du détachement, revenu de la légion de Luxembourg (16 janvier); — à l'envoi du procès-verbal constatant le nombre des soldats provinciaux, existant dans le détachement de la légion de Luxembourg revenu des îles de Chausey (18 janvier); — aux apprêts d'une expédition contre l'île de Jersey, décommandés par M. le marquis de Castries, dès qu'on sut la défaite du baron de Rulcourt, qui n'avait été maître de Jersey que jusqu'au 7 janvier et qui avait été obligé de se rendre, après une défense vigoureuse, désastreuse pour les deux armées. Le maire rend compte d'une panique « qui répandit l'alarme à Granville, causée par quelques coups de fusil tirés au bout de la jetée par la sentinelle et répétés par celle de dessus le Roc, le peuple s'imagina que l'ennemi était débarqué à terre, ce n'était qu'une alerte, occasionnée par une barque qui n'avait pas répondu quand on la hêla »; le maire ajoute que « l'ennemi n'eût pas été reçu sans défense, « car tout le régiment fut tout aussitôt disposé, sans « sortir pourtant de ses casernes, puisqu'il n'y avait « pas lieu » (18 janvier); — à l'avis donné que l'intention de S. M. est que le logement ne soit fourni qu'en payant aux détachements de recrues des volontaires du Luxembourg qui ne marchent que sur des routes particulières de la cour, expédiées par M. le chevalier de Luxembourg, pour se rendre à l'île de Ré (21 juin).

C. 1937. (Liasse.) — 70 pièces, papier.

**1781.** — Affaires militaires. — Matelots volontaires de Luxembourg. — Correspondance entre MM. le mar-

quis de Ségur, ministre; le duc d'Harcourt, gouverneur de la province de Normandie; le prince de Luxembourg; Esmangart, Intendant de la Généralité Ballias de Laubarède et Despiez, commissaires des guerres, et de Mortreux, subdélégué, relative: à l'avis donné par le subdélégué que les soldats de la troupe des volontaires du Luxembourg restés à l'hôpital de Vire sont en état de sortir, et à la demande sur le parti à prendre pour fournir à ceux qui ont leur habit la subsistance de 2 sols par lieue (3 au 21 janvier); — à l'envoi de l'état nominatif de 8 hommes volontaires du Luxembourg restés à l'hôpital de Vire (28 janvier); — à la demande des administrateurs des hôpitaux de: Avranches, Bayeux, Caen, Coutances, Granville, Mortain, Villedieu et Vire, où les volontaires de Luxembourg sont restés malades, si la dépense que leur traitement a occasionnée doit être portée au compte du Roi (21 février); — à la formation d'états particuliers de ce qui est dû dans chaque hôpital par les volontaires pendant le temps de leur traitement (25 février); — à l'avis donné par M. le prince de Luxembourg, qu'il fera remettre chez M. de Sérilly le montant de l'état des dépenses faites dans les hôpitaux par ses volontaires (24 septembre).

C. 1938. (Liasse.) — 30 pièces, papier.

**1782-1783.** — Affaires militaires. — Matelots volontaires de Luxembourg. — Correspondance entre MM. le marquis de Ségur, ministre; Esmangart, Intendant de la Généralité; le comte de Blangy; les officiers municipaux de Bayeux, Caen; Despiez, commissaire des guerres, et Génas, subdélégué, relative: au logement de 252 hommes du corps des volontaires de Luxembourg, venant d'Angleterre à Bayeux, le 11 avril, pour y rester provisoirement (9 avril); — au départ de Caen en Bretagne de 250 hommes de la légion de Luxembourg (21 avril); — à la demande du sieur François Lalande, bourgeois de Granville, réclamant le paiement de la somme de 62 livres pour réparations de 44 matelats, qui ont servi à coucher les malades de la légion après l'expédition de Jersey (26 avril 1783).

C. 1939. (Liasse.) — 4 pièces, papier.

**1782.** — Affaires militaires. — Matelots volontaires du Luxembourg. — État de la dépense faite pour achat de 158 chemises et de 147 chapeaux, délivrés par ordre de M. le comte de Blangy, commandant en

moyenne Normandie, aux soldats provinciaux du bataillon de Mantes, renvoyés des prisons d'Angleterre (5 mai); — ordonnance de M. le comte de Blangy, prescrivant au garde-magasin des effets du Roi à Caen de délivrer des chemises, chapeaux et scouliers aux soldats provinciaux du bataillon de Mantes, incorporés dans la légion de Luxembourg, lesquels sont partis de Bayeux, sans chemises, pieds nus et n'ayant que des mouchoirs tout déchirés pour se couvrir la tête, ayant été renvoyés dans cet état des prisons d'Angleterre (4 mai); — lettre de M. Ballias de Laubarède, commissaire des guerres, demandant à l'Intendant d'ordonner la somme de 4,073 livres pour les dites fournitures (23 novembre).

C. 1940. (Liasse.) — 128 pièces, papier.

**1782-1784.** — Affaires militaires. — Matelots volontaires de Luxembourg. — Objet général. — Correspondance entre MM. de Ségur, de Castries, ministres; le duc de Harcourt, gouverneur de la province; Esmangart et Feydeau de Brou, Intendants de la Généralité; les Intendants d'Alençon, de Poitiers, de La Rochelle et de Tours; le chevalier Ballias de Laubarède, commissaire des guerres; Giraud, commissaire des classes à l'île de Ré; Housset de Catteville, trésorier de la guerre à Caen, et les subdélégués, relative: à l'envoi de l'ordonnance que le Roi a rendue pour détacher de chacun des cent six bataillons de troupes provinciales 32 hommes, c'est-à-dire 3,392 hommes de bonne volonté, destinés au service de la marine (17 février et 17 mars 1782); — à l'avis donné qu'indépendamment des sommes, qui sont réglées par l'ordonnance du 17 février 1782 aux hommes qui se destinent volontairement au service de la marine, le Roi a accordé à chacun d'eux un supplément de 12 livres que l'Intendant devra leur faire payer avant leur départ, pour leur faciliter l'acquisition des effets indispensables pour leur route (19 mai 1782); — à la difficulté d'opérer cette levée, car il ne se présente qu'un très-petit nombre d'hommes de bonne volonté (17 mai 1782); — à l'envoi de l'état général des soldats provinciaux qui se sont engagés en qualité de matelots sur les vaisseaux de S. M. « J'ai éprouvé, écrit l'Intendant, dans l'intérieur des terres la plus forte répugnance pour le service de mer, et il ne m'a pas été possible de me procurer plus de 61 hommes de bonne volonté, ainsi il manque 35 hommes pour compléter le nombre prescrit par l'ordonnance du 17 février » (15 juillet 1782); — aux dispositions à prendre pour le départ

pour l'île de Ré des soldats provinciaux (20 octobre 1782); — au rassemblement à Caen des soldats provinciaux, destinés au service de la marine, pour être envoyés à leur destination (20 octobre 1782); — au choix fait de M. Goujon, capitaine au bataillon de garnison de la Couronne, pour conduire les soldats provinciaux engagés au service de la marine (17 novembre 1782); — aux états des soldats provinciaux, engagés comme matelots (1<sup>er</sup> décembre); — au départ de 54 soldats matelots, opéré le 4 décembre; — à l'arrestation des soldats provinciaux qui, s'étant engagés en qualité de matelots sur les vaisseaux du Roi, ne se sont pas rendus au quartier d'assemblée, à Caen, le 1<sup>er</sup> décembre (16 décembre 1782); — aux diverses étapes de la route suivie par les 53 soldats provinciaux engagés comme matelots, partis de Caen le 4 décembre pour se rendre à l'île de Ré; leur capitaine rend compte de sa route étape par étape au secrétaire de l'Intendance; il écrit de Domfront le 7 décembre: « Nous voilà déjà ici, j'eus assez de peine à les mettre dehors de Caen, le vin, les fammes et les amis, tout cela nous arrestoit, enfin j'élaguay tout cela, et nous arrivâmes tous à Villers, tous bien conditionnés; cela a continué à Vire, Mortain et Domfront; personne ne nous a abandonné, je les mène avec douceur, je menace ceux qui veulent faire les mutains; ils m'aiment et me craignent, j'espère que je les rendray tous sains et saufs à leur destination. Depuis notre départ de Caen, nous avons eu un tems affreux de brume, verglats, vent et chemins impraticables depuis Mortain jusqu'icy (Domfront), ils avaient la boue jusqu'à my-jambe; ce qui m'embarasse le plus, c'est qu'une partie est bientôt à pieds nus... je les reforce assez pour gagner du temps, je leur dis qu'ils auront bien des choses à l'île de Ré... avec mes discours, je crains que la semelle ne manque tout à fait »; — le 14 décembre: « Me voilà arrivé d'hier à Angers, sans avoir rien perdu, j'ai toujours mes mêmes compagnons, il y a eu quelques éclopés, mais la voiture est cause que je fais tout suivre »; — le 19 décembre: « Nous sommes arrivés d'hier à notre dernier séjour (St-Maixent), et dans quatre jours nous serons arrivés à notre destination, j'ai toujours tout mon monde, quelques-uns avoient voulu m'abandonner dans une journée de marche affreuse, où nous eûmes l'eau et la boue jusqu'à my-jambe, mais le lendemain de grand matin, je les ay retrouvés et ramenés, je crois que tout ira, éclopés et malades, je ne laisserai rien en arrière, nous avons des journées de marche affreuses, elles ont plus de huit à neuf de nos lieues...

« et pour le dernier jour, de Moray à La Rochelle, on  
 « en compte sept, et sur le livre de poste il y en a  
 « neuf, ce sera pour leur donner la bonne bouche » ;  
 et le 24 décembre : « J'ai l'honneur de vous informer  
 « que j'ay réuni tout mon monde icy (à l'île de Ré), je  
 « n'ay perdu personne, et je puis vous assurer qu'il y  
 « avoit bien longtemps que je n'avois dormi aussi  
 « tranquillement, je ne craignois plus qu'ils désér-  
 « tassent, et je n'avois plus affaire de me lever dès trois  
 « heures du matin tous les jours, et couché souvent à  
 « onze heures et minuit, lorsque je ne trouvois pas  
 « tous mes drôles au lit et que je courois les cabarets  
 « pour les ramener, enfin j'en suis quitte, Dieu merci » ;  
 enfin il écrit à l'Intendant pour l'informer que les 55  
 soldats provinciaux sont arrivés à l'île de Ré : « Tous les  
 « éclopés et malades par les longues marches, mau-  
 « vais chemins et tems, j'ai tout fait suivre, n'ayant  
 « voulu laisser personne aux hôpitaux ny en arrière,  
 « je crois en cela avoir rempli vos desirs » (25 décembre  
 1782) ; — à la demande de la croix de St-Louis pour  
 M. Goujon, capitaine au bataillon de garnison de la  
 Couronne, chargé de la conduite des soldats provinciaux  
 qui se sont consacrés volontairement au service de la  
 marine (2 janvier 1783) ; — à la réception du contrôle  
 des 55 soldats provinciaux engagés pour le service de  
 la marine, qui sont partis pour l'île de Ré le 4 décembre  
 (11 janvier 1783) ; — à la lettre du marquis de Ségur,  
 annonçant à l'Intendant que « la cessation des hostilités  
 « mettant la marine dans le cas de se passer du secours  
 « que l'intention du Roi étoit de lui procurer, en lui  
 « faisant donner des soldats provinciaux de bonne vo-  
 « lonté pour le service de la mer, » il le prie de donner  
 sur-le-champ des ordres pour faire cesser cette opéra-  
 tion : « tous les hommes que vous avez fournis et qui  
 « sont actuellement à l'île de Ré ou sur les vaisseaux,  
 « devant être renvoyés dans leurs communautés pour  
 « continuer leur service dans les troupes provinciales,  
 « le Ministre de la marine leur fera expédier des passe-  
 « ports et payer, pour leur procurer les moyens de se  
 « rendre chez eux, la conduite d'usage pour les gens  
 « de mer » (30 janvier 1783) ; — aux demandes réité-  
 rées les 9 janvier, 15 juin et 12 septembre, aux maré-  
 chaux de Ségur et de Castries, pour le remboursement  
 de la somme de 1,571 livres, avancées tant par les  
 subdélégués que par les receveurs des tailles aux 55  
 soldats provinciaux destinés à la marine (27 octobre  
 1783) ; — à la nouvelle demande formée par le nouvel  
 Intendant de faire payer la somme tant de fois réclamée  
 en vain (7 mars 1784) ; — à la sixième réclamation du  
 paiement de la dite somme (14 mai 1784) ; — à l'ordre

enfin donné de faire payer par le trésorier des guerres  
 les 1,571 livres 2 sols réclamés tant pour rembourser  
 les avances faites que pour les 3 sols par lieue de route  
 (16 mai 1784) ; — à la demande de notes détaillées des  
 avances faites par les subdélégués et les receveurs des  
 tailles aux soldats qui se sont engagés volontairement  
 pour servir en qualité de matelots sur les flottes de  
 S. M., afin d'en opérer le remboursement (22 mai 1784) ;  
 — à la liquidation finale de ces comptes, opérée par le  
 trésorier des guerres, qui en sera remboursé sur les  
 fonds de la marine (24 juillet 1784).

C. 1941. (Liasse.) — 13 pièces, papier.

**1782-1784.** — Affaires militaires. — Matelots vo-  
 lontaires du Luxembourg. — Élection d'Avranches. —  
 Correspondance entre MM. Esmangart, Intendant de la  
 Généralité, et Meslé, subdélégué, relative : à la re-  
 cherche de trois hommes des troupes provinciales fixés  
 pour l'Élection, et à l'avis donné qu'il ne sera rien  
 négligé pour exciter le désir d'entrer au service du Roi  
 dans la marine (27 avril 1782) ; — à l'avis donné que  
 tous les soldats provinciaux ont été assemblés et qu'il  
 leur a été donné lecture de l'ordonnance, « que malgré  
 les exhortations les plus patriotiques qui leur ont été  
 faites, et leur avoir fait ressortir les avantages que le  
 Gouvernement leur offroit, il ne s'en est pas trouvé un  
 seul de bonne volonté » (12 mai 1782) ; — à l'autorisa-  
 tion donnée, vu les difficultés éprouvées de trouver des  
 hommes de bonne volonté, de substituer des soldats  
 provinciaux d'une taille au-dessous de celle requise  
 pour être incorporés dans les grenadiers royaux, pourvu  
 qu'ils soient des sujets connus, bien constitués, de l'âge  
 de 18 à 24 ans, et que leur taille ne soit pas au-dessous  
 de cinq pieds (22 mai 1782) ; — à l'avis donné qu'en  
 conséquence de la dite autorisation, les soldats provin-  
 ciaux ont été de nouveau assemblés, que trois ont  
 été choisis, auxquels il a été délivré 12 livres lors de  
 leur signalement, et que 12 autres livres leur seront  
 payées avant leur départ, conformément à la promesse  
 faite par le subdélégué (9 juin 1782) ; — aux procès-  
 verbaux de présentation des trois matelots engagés (27  
 novembre 1782) ; — à l'extrait de l'état général des  
 soldats provinciaux de la Généralité de Caen envoyés à  
 l'île de Ré pour y servir en qualité de matelots, et  
 auxquels il reste dû la somme de 24 livres, laquelle  
 doit leur être payée suivant les ordres de M. le maré-  
 chal de Castries (16 mai 1784) ; — à l'avis donné que le  
 receveur des tailles, qui a fait les avances des sommes  
 payées aux soldats provinciaux engagés, en 1782, comme



matelots, a été remboursé de toutes ses avances (12 juin 1784).

C. 1942. (Liasse.) — 26 pièces, papier.

**1782-1784.** — Affaires militaires. — Matelots volontaires de Luxembourg. — Élection de Bayeux. — Correspondance entre MM. Esmangart, Intendant de la Généralité, et Génas, subdélégué, relative : à l'avis donné qu'aucun des soldats provinciaux auxquels le sort est échu, ni de ceux qui se sont substitués, n'a voulu se faire enrôler dans la marine en dépit de tout ce que leur avait dit le subdélégué, pour leur faire ressortir tout l'avantage qu'ils devaient trouver dans ce service (6 mai 1782); — à l'autorisation donnée de proposer aux soldats provinciaux, qui ne sont pas propres à être incorporés dans les grenadiers royaux, de se faire substituer par des gens connus et qui n'auraient pas une taille plus avantageuse (9 mai 1782); — à l'envoi du procès-verbal constatant que le sieur François L'Es-seline, substitué à François Gazel, soldat provincial de la levée de 1781, s'est engagé de bonne volonté pour servir le Roi dans la marine (29 mai 1782); — à la lettre particulière adressée le même jour par le subdélégué, écrivant à l'Intendant que malgré le supplément promis de 12 livres à payer aux matelots volontaires avant le départ, indépendamment des 12 livres payées le jour de leur engagement, il n'avait pu réussir à en engager plus d'un : « ils m'ont paru, en général, si « prévenus contre le service qu'on leur propose, que « rien ne peut vaincre leur répugnance pour le service « de mer, je crois que la substitution pourra m'en « fournir encore un ou deux » (29 mai); — à la lettre de l'Intendant pour stimuler le zèle de son subdélégué : « les besoins de l'État et les circonstances actuelles me « font désirer que vous fassiez de nouveaux efforts à ce « sujet (1<sup>er</sup> juin); — à l'envoi de deux procès-verbaux de substitution de deux soldats provinciaux, qui ont pris l'engagement de servir dans la marine (2 juin); — au désir de l'Intendant de voir que l'exemple de ces deux substitués fût suivi et que le subdélégué pût compléter le nombre d'hommes que son Élection doit fournir; « vous sentez, ajoute-t-il, que dans les circonstances « actuelles, il est pour ainsi dire de nécessité de par- « venir à ce but utile » (7 juin); — aux renseignements demandés sur la démarche faite par le sieur Duhamel, âgé de 14 ans, fils du commis au greffe du Bailliage criminel pour s'engager comme mousse (8 juillet); — au procès-verbal de substitution d'un matelot volontaire (10 novembre 1782); — à l'envoi du

contrôle de quatre matelots volontaires (1<sup>er</sup> décembre 1782); — à l'avis donné que le jeune Duhamel, qui s'est engagé volontairement pour la marine, a été conduit à l'île de Ré, d'où il est parti en congé de réforme pour se rendre à Bayeux (18 février 1783); — à la réclamation réitérée des soldats provinciaux engagés volontairement, du paiement d'un décompte qu'on leur avait annoncé leur être dû (29 octobre 1783); — à l'envoi de l'état des sommes avancées par le receveur des tailles aux soldats provinciaux engagés dans la marine (8 juin 1784); — à la réception de la somme de 72 livres à distribuer aux matelots volontaires, licenciés à l'île de Ré (31 juillet 1784).

C. 1943. (Liasse.) — 17 pièces, papier.

**1782-1784.** — Affaires militaires. — Matelots volontaires de Luxembourg. — Élection de Caen. — Correspondance entre MM. Esmangart, Intendant de la Généralité; Despiez, de Laubarède, commissaires des guerres; Le Paulmier, subdélégué et les officiers municipaux de Caen, relative : aux difficultés éprouvées pour lever le nombre d'hommes que l'Élection doit fournir pour le service de la marine; l'Intendant écrit à M. Le Paulmier : « J'avais lieu de croire que de toutes « les Élections de ma Généralité, ce seroit la vôtre qui, « offrirait le plus de ressources; il est cependant bien « important de ne rien négliger pour parvenir à com- « pléter le nombre d'hommes que mon département « doit fournir, mais puisqu'il ne s'en présente pas de « bonne volonté, il faut bien se prêter aux circons- « tances et donner aux contribuables des facilités que « je n'accorderois pas dans toute autre occasion; » en conséquence il l'autorise à admettre les substitutions proposées pour des soldats provinciaux d'une taille inférieure à celle nécessaire pour entrer dans les grenadiers royaux « pourvu qu'ils soient connus, bien con- « stitués et qu'ils aient au moins cinq pieds; si c'est un « bon sujet, il faut l'admettre, quand bien même il « auroit plus de 24 ans, âge fixé par l'ordonnance du « 17 février, je vous demande de ne point perdre de « vue cet objet et d'employer le plus tôt qu'il sera pos- « sible tous les moyens qui sont à votre disposition « pour le succès de l'opération, dont vous êtes chargé » (17 mai 1782); — à la demande du contrôle des hommes de bonne volonté, qui ont été levés pour le service de la marine, « chacun de MM. les subdélégués, « écrit le secrétaire de l'Intendant à M. Le Paulmier, « a remis dans les bureaux l'état des soldats provin- « ciaux, qui ont souscrit engagement pour le service de

« mer. Je vous demande la grâce de vous occuper de  
« cet objet et de m'envoyer le plus tôt possible la liste  
« des hommes que votre Élection aura produits »  
(17 juin); — à l'avis donné à MM. de Laubarède et  
Moreau, ainsi qu'aux officiers municipaux de Caen et à  
tous les subdélégués des Élections, que la réunion des  
soldats provinciaux, qui se sont destinés au service de la  
marine aura lieu à Caen, le 1<sup>er</sup> décembre (1<sup>er</sup> novembre  
1782); — à l'avis donné que les ordonnances adressées  
ont été distribuées aux matelots volontaires, dont deux  
manquent: l'un, le sieur Goudié, substitué pour la pa-  
roisse de St-Sylvain, qui a touché 24 livres et est détenu  
dans les prisons de Caen, comme complice dans la  
fabrication de fausses lettres de change tirées sur  
Paris; l'autre, Jean Duclos, journalier du Vaugueux,  
tombé au sort pour la paroisse Saint-Pierre, qui après  
s'être engagé volontaire dans la marine et avoir reçu  
24 livres, a disparu et s'est de nouveau engagé dans le  
régiment de Condé, dragons, en garnison à Bayeux  
(21 novembre 1782); — à la recherche faite sur les con-  
trôle du régiment de Condé, dragons, du dit sieur  
Duclos, comme engagé, lequel n'a pas été trouvé (29  
novembre 1782); — à l'avis donné que c'est le rece-  
veur des tailles qui a payé la somme de 636 livres 6  
sols aux soldats provinciaux engagés dans la marine  
(13 juillet 1784).

C. 1944. (Liasse.) — 13 pièces, papier.

**1782-1785.** — Affaires militaires. — Matelots volon-  
taires de Luxembourg. — Élection de Carentan. —  
Correspondance entre MM. Esmangart, de Feydeau,  
Intendants de la Généralité, et Lavalley de La Hogue,  
subdélégué, relative: à la réception de l'ordonnance  
du Roi et du mandement d'attache pour le signalement  
de 4 soldats provinciaux que l'Élection doit fournir pour  
la marine. Le subdélégué fait observer que, malgré la  
distribution faite aux syndics des paroisses, sujettes  
aux tirages par les cavaliers de la maréchaussée et  
l'indication du jour de la revue, aucune personne de  
bonne volonté ne s'est présentée pour ce genre de ser-  
vice, et, ajoute-t-il, « je crains fort qu'il ne s'en pré-  
« sente pas » (3 mai 1782); — à la lettre de l'Intendant  
qui, pour stimuler le zèle du subdélégué, lui écrit: « Je  
« souhaite que vous vous soyez trompé dans vos con-  
« jectures; votre subdélégation, ne contribuant pour  
« ainsi dire en rien à la composition du régiment des  
« grenadiers royaux à raison du défaut de taille des  
« sujets miliciables, il faudrait faire en sorte qu'elle  
« offrît un dédommagement dans l'occasion actuelle,

« où des hommes d'une taille médiocre, mais d'ail-  
« leurs bien constitués, peuvent être employés très  
« utilement à ce service très intéressant; je vous prie  
« de ne rien négliger pour remplir les vues de l'admi-  
« nistration à ce sujet, en admettant les substitutions »  
(10 mai); — à l'avis donné le même jour qu'il s'est  
trouvé sur le champ deux volontaires et deux autres  
qui ont eu plus de peine à se déterminer, et que  
le receveur des tailles a remis 12 livres aux quatre  
soldats provinciaux, engagés librement pour le service  
de mer, en envoyant deux doubles de leur signalement;  
le subdélégué ajoute: « Un cinquième s'est présenté,  
« il n'est point du nombre des soldats provinciaux, je  
« vous envoie son signalement et attends sur ce vos  
« ordres; cette opération, quoique fort disgracieuse  
« et difficile, a été faite sans murmure et s'est passée  
« très-tranquillement » (10 mai); — à la réception du  
signalement des sujets qui se sont soumis à servir dans  
la marine, et à l'approbation donnée au subdélégué pour  
l'engagement provisoire des volontaires n'appartenant  
pas à la garde provinciale (18 mai); — au rembourse-  
ment des paiements faits par le receveur des tailles aux  
soldats provinciaux, qui sont partis en qualité de ma-  
telots sur les flottes de S. M. (18 juin 1784); — à  
l'envoi de l'état des paiements faits aux soldats pro-  
vinciaux envoyés à l'île de Ré, en qualité de matelots  
en 1782, et qui depuis leur débarquement, un mois à  
peine après leur arrivée, se sont dispersés, de sorte  
que le subdélégué écrit: « J'ai eu beaucoup de peine à  
« faire savoir au nommé Laisné que j'étais saisi de la  
« somme de 21 livres pour lui remettre, ce particulier  
« ayant été travailler hors mon département depuis  
« qu'il est débarqué » (1<sup>er</sup> mai 1785).

C. 1945. (Liasse.) — 20 pièces, papier.

**1782-1784.** — Affaires militaires. — Matelots volon-  
taires de Luxembourg. — Élection de Coutances. —  
Correspondance entre MM. Esmangart, Intendant de la  
Généralité, et de Mombrière, subdélégué, relative: à  
l'avis de la réception des exemplaires de l'ordonnance  
du 17 février et de la fixation, au 5 mai, du jour de  
l'assemblée des soldats provinciaux à l'effet de deta-  
cher des hommes de bonne volonté pour le service de  
la marine (21 avril 1782); — à l'envoi de l'état des  
trois soldats provinciaux engagés pour le service de la  
mer (4 juillet 1782); — à la réception de la soumis-  
sion du sieur Le Bourguais, de servir en qualité de  
matelot sur les vaisseaux de S. M., après s'être substi-  
tué à Jacques Vallée, soldat provincial de la levée de

1781 (11 juillet 1782); — à la demande du remboursement de la somme de 48 livres, remise aux quatre soldats provinciaux engagés dans la marine (13 août 1782); — à la difficulté de faire rembourser les avances faites par le subdélégué (11 septembre 1782); — à la réception du mandat de la somme de 72 livres et à l'avis donné que la distribution en sera faite aux 3 soldats provinciaux, qui ont servi en qualité de matelots volontaires (1<sup>er</sup> août 1784); — à la réception du mandat de 48 livres, avancées par le subdélégué et devant être remboursées par le receveur des tailles (12 août 1784).

C. 1946. (Liasse.) — 14 pièces, papier.

**1782-1784.** — Affaires militaires. — Matelots volontaires de Luxembourg. — Élection de Saint-Lô. — Correspondance entre MM. Esmangart, Intendant de la Généralité, et Robillard, subdélégué, relative : à l'envoi du contrôle et des signalements des 16 soldats provinciaux destinés pour le service de la marine, suivant l'ordonnance du Roi du 19 février 1782, et à chacun desquels le receveur des impositions a payé 12 livres, le subdélégué ajoute que quelques-uns excèdent l'âge fixé, « mais ceux-là dédommagent de ce léger »  
« inconvenient par leur zèle et leur bonne constitution; »  
« il m'aurait d'ailleurs été impossible de trouver seize »  
« hommes de bonne volonté et bien conformés, depuis »  
« 18 jusqu'à 24 ans, je ne vous dissimule pas que je »  
« n'ai pas tenté de m'en assurer, ou bien je n'y serais »  
« pas parvenu, ou bien leur zèle échauffé pour le mo- »  
« ment se serait bientôt refroidi, pour ne plus re- »  
« paraître. Le succès dans ces sortes d'affaires est »  
« l'ouvrage d'un instant qu'il faut sçavoir saisir et »  
« pouvoir consommer aussitôt; je promets, si les be- »  
« soins exigent de nouveaux secours, de remplir encore »  
« le nombre auquel vous aurez fixé ma contribution...; »  
« j'ai retenu un état particulier de ceux auxquels je »  
« présume que je pourrai faire venir la bonne volonté, »  
« et j'en ferai l'usage que les circonstances exigeront... »  
« cependant que chaque subdélégué fournisse sa con- »  
« tribution, vous ne trouveriez seulement pas juste »  
« que parce que je ne connois jamais d'obstacle aux »  
« opérations, qui tendent au bien de l'État, mon zèle »  
« à remplir toujours vos vues fût un prétexte à re- »  
« porter sur mon Élection la dette non acquittée d'un »  
« autre département, qui aurait été indifférent sur le »  
« bien général » (12 mai 1782); — aux vives félicitations adressées à M. Robillard par l'Intendant qui en le remerciant de son zèle et de son succès, lui dit « qu'il

« profitera des ressources qu'il lui offre pour remplir »  
« le déficit dans le nombre de matelots que sa Géné- »  
« ralité doit fournir » (16 mai 1782); — à la remise de l'état des sommes pour lesquelles il a été décerné des mandats sur le receveur des impositions en faveur des soldats provinciaux qui ont pris du service dans la marine (11 décembre 1782); — à la requête réitérée à l'Intendant de la Généralité par les soldats provinciaux matelots volontaires, réclamant le paiement des sommes promises et non encore payées, bien que les matelots volontaires des autres Généralités aient été régulièrement soldés (3 juillet 1783); — à l'avis donné que M. Lasnon, receveur des impositions, a été remboursé des avances qu'il avait faites en 1782 aux soldats provinciaux engagés comme matelots (26 mai 1784); — à l'envoi de l'état de la gratification de 24 livres accordée aux matelots volontaires envoyés à l'île de Ré, état quittancé par des matelots ou leurs parents, ou par des témoins appelés par ceux qui n'ont pu signer, faute de savoir écrire (18 octobre 1784).

C. 1947. (Liasse.) — 23 pièces, papier.

**1782-1784.** — Affaires militaires. — Matelots volontaires de Luxembourg. — Élection de Mortain. — Correspondance entre les maréchaux de Ségur et de Castries, ministres; MM. Esmangart, Intendant de la Généralité, et de La Roque, subdélégué, relative : à l'envoi de l'état des paiements faits aux cinq soldats provinciaux engagés pour la marine, dont l'un est malade et dont un autre s'est coupé le ponce, de sorte qu'il est estropié de façon à ne plus servir (4 février 1782); — à la réception de l'état des matelots volontairement engagés et aux moyens à employer pour s'en procurer d'autres par voie de substitution (22 mai 1782); — à l'envoi du signalement d'un soldat provincial engagé de nouveau pour le service de la marine, auquel il a été payé les 12 livres accordées (10 juillet 1783); — à la remise du procès-verbal de capture du sieur Pierre Busnel, soldat provincial, engagé volontaire pour la marine, qui ne s'est pas trouvé au lieu de réunion le jour qui lui avait été assigné (6 janvier 1784); — à la réclamation des avances faites en 1782, aux matelots volontaires par le subdélégué (25 mai 1784); — à la réception du mandat de la somme de 48 livres, devant être distribuée aux soldats provinciaux qui ont fait le service de matelots (3 août 1784).

C. 1948. (Liasse.) — 28 pièces, papier.

**1782-1784.** — Affaires militaires. — Matelots volon-



taires de Luxembourg. — Élection de Valognes. — Correspondance entre MM. Esmangart, Intendant de la Généralité, et Sivard de Beaulieu, subdélégué, relative : à l'envoi du contrôle des 8 miliciens, qui se sont seuls présentés comme volontaires pour la marine : « Nul autre en état, écrit le subdélégué, n'ayant voulu croire aux encouragements que j'ai cherché à leur donner, je m'y suis borné, l'ordonnance du Roi ne demandant que des volontaires ; cependant en cas qu'il devint nécessaire de compléter les dix auxquels vous avez fixé la contribution de mon Élection, j'en ai noté deux en outre » (15 mai 1782) ; — à l'avis donné que la nouvelle gratification accordée aux volontaires de la marine ne paraît plus capable d'en augmenter le nombre, après toutes les invitations et les encouragements qui leur ont été donnés lors de l'assemblée (25 mai 1783) ; — au remboursement du montant des gratifications accordées aux volontaires de la marine (12 août 1782) ; — aux nouvelles réclamations souvent réitérées pour le remboursement des 180 livres avancées par le receveur des tailles sur un mandat signé du subdélégué (6 septembre 1783) ; — à l'envoi d'un nouvel état de pièces justificatives de dépenses concernant le dit remboursement (26 mai 1784).

C. 1949. (Liaste.) — 18 pièces, papier.

**1782-1784.** — Affaires militaires. — Matelots volontaires de Luxembourg. — Élection de Vire. — Correspondance entre MM. Esmangart, Intendant de la Généralité, et de Mortreux, subdélégué, relative : à la réception des exemplaires de l'ordonnance et à la publication de l'ordonnance concernant l'assemblée des soldats provinciaux, afin d'en détacher 14 de bonne volonté que l'Élection doit fournir pour la marine ; « il faut, écrit le subdélégué, des gens de bonne volonté ; je ne peux vous assurer si cela se trouvera facilement, car lorsque le sort leur tombe, je vois pour l'ordinaire un changement total chez ces garçons, les pleurs et souvent une espèce de rage, il semble qu'ils ne seraient pas plus affectés quand on les conduirait au supplice » (28 avril 1782) ; — au compte rendu de l'assemblée des dits soldats provinciaux, parmi lesquels il ne s'en est trouvé que 3 de bonne volonté, sur 14 dessus dits, et sur ces trois un seul a l'âge réglementaire, les deux autres ont 28 et 34 ans (22 mai 1782) ; — à la lettre de l'Intendant autorisant le subdélégué à engager le soldat de 28 ans, et à recourir pour obtenir le nombre de matelots à la substitution des soldats provinciaux qui, par défaut de taille

ne peuvent être incorporés dans les grenadiers royaux, si toutefois il présentent des sujets connus, bien constitués, d'un âge compétent et de la taille de 5 pieds (27 mai 1782) ; — à la demande de l'état particulier des soldats provinciaux de chaque Élection pour adresser au Ministre l'état général des matelots volontairement engagés (1<sup>er</sup> juillet 1782) ; — à la réception du procès-verbal de substitution du sieur Isaac Colas, qui s'est soumis à servir en qualité de matelot au lieu et place du sieur Gabriel Lainé (7 juillet 1782) ; — à l'envoi de l'état des 3 soldats provinciaux, qui se sont présentés de bonne volonté pour le service de la marine, avec la note des paiements qui leur ont été faits (20 novembre 1782) ; — à l'avis que sur trois engagés un seul s'est présenté à Caen ; l'Intendant fait avertir le substitué qu'il est responsable de son substituant (24 novembre 1782) ; — à l'avis donné que le receveur particulier des finances a été remboursé des avances faites aux soldats provinciaux, matelots volontaires (30 mai 1784) ; — à la remise de l'acquit des 48 livres payées aux deux soldats provinciaux de l'Élection de Vire, passés volontaires dans la marine (29 août 1784) ; — à la demande faite par le subdélégué à l'Intendant d'incorporer dans la marine trois miliciens, mauvais sujets dont le curé de la paroisse voudrait se débarrasser, ce à quoi l'Intendant répond sur la lettre même : « Il n'est pas possible d'engager ces gens forcément pour la marine. »

C. 1950. (Liasse.) — 61 pièces, papier.

**1648-1731.** — Affaires militaires. — Mouvements de troupes. — « Extraict de la route générale que le Roy (Louis XIV) a ordonné, par l'avis de la Roynne régente, sa mère, estre tenue par toutes ses troupes passans ez provinces et Généralitez de son Royaume, contenant les lieux où Sa Majesté veult que les estappes leur soyent fournies » : de Pontorson à Caen, 4 étapes ; Bresé, Vire, Condé et Falaise ; de Cherbourg à Dives, 5 étapes ; Valognes, Carentan, St-Lô, Bayeux et Caen ; — de Pontorson à St-Lô, 2 étapes : Villedieu et St-Lô. Signé Louis, et au bas Le Tellier, secrétaire au département de la guerre. Fait à St-Germain-en-Laye, le 10 octobre 1648 ; — extraits des ordonnances du Roi, contenant l'itinéraire de route que les régiments devront observer pour leurs changements de garnison dans la Généralité de Caen, savoir : « chemin que tiendra le régiment de cavalerie du sieur de Marc, partant de Cuves (Élection de Mortain) pour aller aux environs de Péronne » (10 mai 1649) ; — « chemin que tiendront 60 hommes de recrue du régiment

de Champaignes, commandez par le mestre de camp du dit régiment pour aller en Catalogne, partant des environs de Coutances, passant par Vire, Condé, Argentan, Sées, Mortaigne... » (2 juin 1649); — ordonnance du seigneur de Matignon, comte de Thorigny, baron de St-Lô, conseiller du Roi en ses conseils d'État et privé, et lieutenant-général pour S. M. au gouvernement de Normandie, ainsi conçue: « Veu par nous « la route du Roy... nous ordonnons à nos habitans « de tous les lieux, contenus en la dite route dans « l'estendue de nostre charge, de recevoir et loger les « recrues et fournir les choses nécessaires conformément au règlement de S. M., » et au bas: « Collationné sur l'original par nous, sieur de Saint-Luc, « capitaine et ayde de camp au régiment de Champaigne en l'armée de Catalogne et délivrée aux habitants de Condé-sur-Noireau pour leur valloir et servir « que de raison. Faict le vingt-septième jour de septembre 1649; » — certificat du sieur de Saint-Luc, attestant que « les habitants du bourg de Condey ont « fourni l'estape à la dite recrue et officiers de la dite « compagnie et à l'équipe du mestre de camp, composée de 22 chevaux et 6 sergents, suivant l'ordre « du Roy, et attache de M. de Matignon; » et au bas: « Collationné aux originaux et coppies dessus transcrits par moy soussigné, greffier commis au bureau « des finances à Caen. Hue. 1649 »; — le régiment de cavalerie de la Ferté partant de sa garnison pour aller à Dunkerque (1650); — ordonnance des sieurs Jean de Bernières et Gaspard Le Duc, sieur de Chicheboville, écuyers, conseillers du Roy et trésoriers généraux de France au bureau des finances à Caen, commissaires de S. M., par arrêt de son conseil d'État, pour les étapes des gens de guerre du quartier d'hiver, adressée au sieur Gilles Caraby, commis à la recette des tailles de l'Élection de Valognes et des deniers des étapes, pour qu'il ait à payer et rembourser au sieur Thomas Le Comte, procureur syndic des bourgeois du Condé-sur-Noireau, la somme de 1,109 livres 7 sols pour les fournitures et les étapes des 9 compagnies de cavalerie du sieur de Mars et de la recrue du régiment d'infanterie de Champagne (27 avril 1650); — « état de la « dépense et remboursement faicts et à faire pour les « fournitures d'estapes aux troupes de cavallerie et « infanterie ayantz passés par les villes, bourgs et « paroisses de la Généralité de Caen durant la présente « année 1653, et dont la somme totale est de 6,953 « livres 12 sols, à desdoire sur les 58,333 livres imposez « à ce spécial effect, faict et arreté au bureau des « finances à Caen, par nous conseillers du Roy, prési-

« dents et trésoriers de France, Morin, du Bourget, « Clément Lenoir et Helloin » qui ont signé (14 juillet 1653); — arrêt du conseil, le Roi y étant, par lequel il ordonne aux Intendants et autres commissaires départis dans les Généralités « de se transporter es lieux « portez par les routes des gens de guerre, pour y faire « préparer et fournir des vivres par les habitants, « ausquels il sera tenu compte de ce à quoy se trouveront monter les dites fournitures sur ce qu'ils devront « de l'imposition du quartier d'hiver, et en cas d'impuissance des lieux destinés aux dites assemblées et « logement ordonnés pour les dites routes ou autres « difficultés qui puissent retarder le fournissement des « étapes, permet S. M. aux dits sieurs commissaires « de faire prendre les deniers nécessaires pour cet effet « des mains des receveurs généraux des finances ou « des receveurs particuliers » (3 mars 1656); — chemin de quatre compagnies du régiment de cavalerie de Thorigny partant des environs de Coutances pour aller à Ribemont (27 juin 1656); — ordre de route donné par le duc de Longueville et d'Estouteville pair de France, gouverneur et lieutenant-général pour le Roi en la province de Normandie, et indication du chemin que tiendra le régiment de cavalerie de Chambois, de six compagnies, pour aller à Ribemont et partant des environs de Carentan (8 juillet 1656); — chemin d'une compagnie de cheveu-légers du régiment du comte de Thorigny, partant de Rayville et Quettehou pour aller à Arques, ordre signé Louis et contresigné Le Tellier (1657); — le régiment de Beringhen, composé de huit compagnies détachées dans diverses Élections, étant réunies à Caen pour se rendre à Sedan, passant et logeant à Argences, Mézidon et Lisieux, puis passera dans les généralités d'Alençon, Rouen, Paris, Soissons et Châlons (30 août 1716); — chemin du régiment de cavalerie Irlandaise de Nugent, composé de huit compagnies, se rendant à Arras par l'ordre du Roy, sur l'avis du duc d'Orléans, régent, et signé du maréchal de Villars et Puységur (1716); — extrait de la route pour 80 chevaux de remonte destinés pour le régiment de cavalerie du Roi, conduits par 16 cavaliers montés sur les dits chevaux, commandés par un capitaine, un lieutenant et deux maréchaux de logis, partant de Lisieux, logeant à Argences, d'où moitié ira à Caen et Bayeux et l'autre moitié à Falaise, en suivant une ligne directe jusqu'à Pontorson, lieu de garnison de la compagnie du dit régiment (23 janvier 1720) ... ordre signé Louis et contresigné Le Blanc; — route de la compagnie de St-Chamant de l'Hôtel royal des Invalides, quittant Domfront et logeant à Mortain, St-Hilaire et St-James,

d'où elle entrera en Bretagne, ordre signé Louis et contresigné de Philippeaux (août 1726); — route du régiment du mestre-de-camp général des dragons devant quitter la Généralité de Caen, les compagnies qui en font partie et qui sont stationnées dans les villes de Valognes, Carentan, St-Lô, Bayeux, Isigny, Cérisy, Périers, St-Sauveur-le-Vicomte, Vire, Villedieu et Caen, se rendant à Tinchebray, où le dit régiment se trouvant réuni y séjournera un jour et entrera dans la Généralité d'Alençon, ordre signé Louis, contre signé Le Blanc (4 mai 1727); — route de 80 chevaux de remonte pour le régiment de Clermont, en garnison en Bretagne, ordre signé Louis et contresigné Le Blanc (8 mai 1727); — route du bataillon de Grenedan des milices de la province de Bretagne, partant de Falaise et passant par Condé-sur-Noireau, Tinchebray, Mortain, St-Hilaire et St-James, pour entrer en Bretagne (18 octobre 1727); — route du régiment de cavalerie de Berry, partant de Lisieux, logeant à Argences puis à Caen où il recevra les ordres du duc de Valentinois, lieutenant général en Basse-Normandie, et en son absence de M. de Vastan, Intendant de la Généralité de Caen, pour se rendre dans les quartiers qui lui seront indiqués (18 juillet 1729); — route de 3 chevaux de remonte destinés à la seconde brigade des gendarmes de Bretagne, conduits par 2 hommes, logeant à Caen et Argences, d'où ils entreront dans la Généralité d'Alençon (4 mars 1731); — route du régiment de dragons d'Harcourt partant d'Antrain en passant par St-James, St-Hilaire, Mortain, Tinchebray et Condé-sur-Noireau, d'où il entrera dans la Généralité d'Alençon (4 juillet 1731); — route du régiment des Cravates du Roi, partant de Lisieux, logeant à Argences, Mézidon et à Caen où 2 compagnies demeureront, les 10 autres compagnies se rendront à Bayeux, Cérisy, Isigny, Carentan, Périers, La Haye-du-Puits, Pont-l'Abbé, St-Sauveur-le-Vicomte, Montebourg et Valognes (1<sup>er</sup> août 1731); — autres ordres de route pour diverses compagnies et convois de chevaux (1731).

C. 1951. (Liasse.) — 55 pièces, papier.

**1732-1746.** — Affaires militaires. — Mouvements de troupes. — Extraits des ordonnances du Roi et extraits de route que les régiments devront suivre pour leurs changements de garnison dans la Généralité de Caen, expédiés savoir : à 108 chevaux de remonte au régiment de cavalerie du Roi, partant de Falaise, conduits par 13 cavaliers, commandés par un lieutenant,

pour se rendre en Bretagne par Condé-sur-Noireau, Tinchebray, Mortain, St-Hilaire et St-James (30 janvier 1732); — à des compagnies franches de la marine, compagnies de St-Prix, de Chancy et de Merval, etc. (4 mars); — la compagnie Charnel, de l'Hôtel royal des Invalides, se rendant en Bretagne, quittant Falaise, passant par Condé-sur-Noireau, Tinchebray, Mortain, St-Hilaire et St-James; la compagnie de St-Chamant, partant de Lisieux pour se rendre à La Hogue pour remplacer celle de Chinon, passera par Argences, Caen, Bayeux, St-Lô, Carentan et Valognes (2 juin 1732); — des soldats invalides partant de La Hogue, logeant à Valognes, Carentan, St-Lô, Bayeux, Caen et Argences, pour entrer dans la Généralité d'Alençon (2 décembre 1732); — au régiment de cavalerie de Noailles, composé de 7 compagnies quittant Domfront le 11 mai 1733 et logeant à Mortain, St-Hilaire, St-James et Pontorson, pour entrer en Bretagne (4 avril 1733); — à une troupe de soldats, recrues de milices partant d'Antrain, logeant à St-James, St-Hilaire, Mortain, Tinchebray et Condé-sur-Noireau, pour continuer sa route en la Généralité d'Alençon (29 janvier 1735); — à 2 compagnies du régiment d'infanterie du Périgord, en garnison à Fougères, se rendant à Cherbourg en prenant le logement à St-James, St-Hilaire, Mortain, Vire, Pontfarcy, St-Lô, Carentan et Valognes (8 mars 1738); — à 11 compagnies du même régiment, étant à Dol, se rendant à Cherbourg en passant par Pontorson, Avranches, Gavray, Coutances, Périers, Carentan et Valognes (8 mars 1738); — au régiment de cavalerie Dauphin, partant de Lisieux le 15 octobre 1738, pour se rendre à Bayeux et aller dans leurs quartiers de la province (5 septembre 1738); — (tous ces extraits de route, de 1732 à 1740, sont signés du Roi et contre signés du ministre de la guerre, Bauyn d'Angervilliers; Le Tonnelier de Breteuil (de 1740 à 1743), et les routes, de 1743 à 1746, contresignées par Marc-Pierre Le Voyer de Paulmy, marquis d'Argenson; ) — le bataillon de milice de Mayenne partira de Lisieux le 10 décembre 1745, devant loger à Argences, Mézidon, Caen, Bayeux, St-Lô, Périers et Coutances, où il recevra des ordres du sieur de Moncam, commandant pour le service de S. M. en Basse-Normandie, pour aller dans les quartiers qui lui sont assignés (8 novembre 1745); — ordre du Roi aux compagnies mestre de camp et de Fayat, du régiment de cavalerie de Fiennes, de partir des environs du Quesnoy pour s'acheminer suivant la route donnée, et de camper près Caen où elles recevront les ordres de M. de La Briffe, Intendant de la Généralité (3 sep-



tembre 1746); — au régiment de dragons de Bartillat, devant suivre les ordres qui lui seront donnés par le sieur de Moncam pour se rassembler à Caen le 20 novembre 1746, y séjournant un jour pour aller à Argences et Mézidon, et continuer sa route dans la Généralité d'Alençon (8 novembre 1746); — à 100 soldats commandés par 1 capitaine, 1 lieutenant, 4 sergents, 6 caporaux, 6 anspessades et 1 tambour, détachés du 1<sup>er</sup> bataillon du régiment de Polignac, devant se rassembler le 25 novembre à Vire, y séjournant 1 jour pour aller loger à Tinchebray et ensuite en la Généralité d'Alençon (15 novembre 1746); — aux régiments de Dillon Irlandais, se rendant de Domfront à Avranches; Lally, allant de Falaise à Caen; Berwick, allant de Falaise à Bayeux; Buckley, restant en garnison à Domfront, et Clare Irlandais, restant à Lisieux.

C. 1952. (Liasse.)—55 pièces, papier.

**1747-1754.** — Affaires militaires. — Mouvements de troupes. — Extraits des ordonnances du Roi prescrivant l'itinéraire de routes que les régiments devront suivre pour leurs changements de garnison dans la Généralité de Caen, savoir : 93 cavaliers commandés par 12 maréchaux des logis du régiment de Fitz-James, pour rejoindre leur corps en garnison à Avranches, en quittant Falaise, passeront par Condé, Vire et Brécy (15 juillet 1747); — les troupes qui sont aux camps de Banville et de Montépinguet pour se rendre dans leurs quartiers respectifs (24 octobre 1747); — la compagnie des grenadiers la commandante et 3 compagnies de fusiliers du bataillon de Châteauroux, arrivant à Mortain le 16 décembre 1747, en partiront le 17 pour aller loger à Tinchebray, Condé-sur-Noireau, Avranches, Caen et Argences, puis en la Généralité de Rouen (28 novembre 1747); — le bataillon de milice d'Angers, partant de Fougères, prendra logement à St-James, St-Hilaire, Mortain, Tinchebray, Condé-sur-Noireau, Avranches et Caen, où les compagnies de grenadiers et de grenadiers postiches demeureront jusqu'à nouvel ordre, le reste du bataillon séjournera un jour dans la ville d'où il partira, avec les remplacements qui l'auront joint, pour aller loger à Argences et Mézidon et de là en la Généralité d'Alençon (27 janvier 1748); — le régiment de cavalerie de Rohan suivra les ordres de l'officier général commandant en Normandie pour partir de ses quartiers et s'assembler à Caen le 5 mars 1748 (12 février 1748); — les compagnies du régiment d'Harcourt, dragons, aux ordres de M. de La Briffe, Intendant de la Généralité, soit pour sortir de Caen et

aller dans les quartiers des environs, soit pour rentrer dans la dite ville et « devant vivre par tout en bonne discipline et police » (2 avril 1749); — les compagnies de la Lize et de la Croisette, de l'Hôtel des Invalides, devant marcher dans la Généralité de Caen, en quittant Antrain le 8 juillet 1749, avec étapes à St-James, St-Hilaire, Mortain, Tinchebray, Condé-sur-Noireau, Évreux, Caen et Argences, ensuite en la Généralité de Rouen (19 juin 1749); — le régiment de Bourbon-Busset quittera Vire, le 1<sup>er</sup> août 1752, pour se rendre dans les quartiers assignés par M. de La Briffe (22 juin 1752); — la compagnie de grenadiers du bataillon de Caen partira de cette ville, le 2 mai 1753, pour les étapes de Évreux, Condé, Tinchebray, Mortain, St-Hilaire et de là en Bretagne (1<sup>er</sup> avril 1753); — les compagnies de grenadiers des bataillons de Caen, St-Lô et Vire quitteront Fougères pour retourner chez eux en prenant logement, celui de Caen à St-Hilaire, Mortain, Tinchebray, Condé, Évreux et Caen, et ceux de St-Lô et Vire à St-Hilaire, Mortain, Vire, Pontfarcy et St-Lô (25 mai 1754); — ces extraits de routes, signés du Roi, sont contresignés par les ministres de la guerre Marc-Pierre Le Voyer de Paulmy, marquis d'Argenson, et parfois, à partir de 1753, par son neveu, Antoine-René Le Voyer d'Argenson, marquis de Paulmy.

C. 1953. (Liasse.) — 74 pièces, papier.

**1755-1757.** — Affaires militaires. — Mouvements de troupes. — Extraits des ordonnances du Roi contenant l'itinéraire des routes que les régiments devront suivre dans la Généralité de Caen, savoir : les compagnies de Dagay et de La Monneraye, des troupes de la marine, allant en Bretagne par Falaise, Condé, Tinchebray, Mortain, St-Hilaire-du-Harcouet et St-James (1<sup>er</sup> février 1755); — le bataillon de milice de St-Lô, composé de 1 compagnie de grenadiers postiches et de 8 de fusiliers, quittera cette ville le 16 mai 1755, logera à Périers et à Coutances où 4 compagnies de fusiliers demeureront; les 5 autres partiront le 18 pour se rendre à Granville, afin d'y tenir garnison (17 avril 1755); — celui de Vire partira également de St-Lô, passera par Carentan puis Valognes où il laissera la compagnie de grenadiers et 4 de fusiliers, le surplus se rendra à Cherbourg pour y demeurer jusqu'à nouvel ordre (17 avril 1755); — le régiment de cavalerie Dampierre, se rendant dans la Généralité d'Alençon, passera en quittant Antrain par St-James, St-Hilaire et Mortain (1<sup>er</sup> août 1755); — ordre au régiment d'infanterie Ir-

landaise de Clare, arrivant à Vire le 24 mars 1756, d'en partir le 26 pour loger à Villedieu et le 27 à Granville, où il demeurera jusqu'à nouvel ordre, vivant par étape à Vire et Villedieu conformément aux règlements et en bonne discipline et police (18 mars 1756); — le régiment d'infanterie de Saintonge, passant de Dol à Carentan par Pontorson, Avranches, Gavray, Coutances, Périers et Carentan (28 août 1756); — 300 hommes de recrues destinés au corps des volontaires royaux, conduits par 3 capitaines et 3 lieutenants, logeront en quittant Falaise à Condé, Vire, Villedieu et Avranches où ils resteront (22 novembre 1756); — 675 hommes détachés du corps des volontaires étrangers quittant Avranches, iront loger à Pontorson et de là dans la province de Bretagne (13 février 1757); — le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>e</sup> bataillon du régiment de Limousin, partant de Valognes, se rendra à Caen les 1<sup>er</sup> et 3 juin 1757 en prenant logement à Carentan, Saint-Lô, Bayeux et Caen, où ils tiendront garnison (21 mai 1757); — les compagnies du régiment de Caraman suivront les ordres de M. de Fontette, Intendant de la Généralité de Caen, pour sortir de leur quartier et se rendre où l'Intendant le prescrira (23 mai 1757); — le régiment de Languedoc se rendra de Fougères à Saint-Hilaire-du-Harcouet, pour recevoir les ordres du duc d'Harcourt, commandant en Normandie (3 octobre 1757); — tous les extraits de route signés par le Roi sont contre-signés de Marc de Voyer d'Argenson, jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 1756 et depuis cette date par René de Voyer (marquis de Paulmy).

C. 1954. (Liasse.) — 78 pièces, papier.

**1758-1759.** — Affaires militaires. — Mouvements des troupes. — Extraits des ordonnances du Roi et extraits des itinéraires de route des régiments dans la Généralité de Caen, savoir : les régiments d'infanterie de Saint-Chamond, de Poitou, de cavalerie Descars et de Bourbon quitteront Lisieux les 10, 11, 13 et 17 mai 1758, pour se rendre à Caen où ils recevront des ordres pour occuper les lieux qui leur seront désignés (18 avril 1758); — trois détachements de la brigade de Beausire du corps royal d'artillerie qui doivent relever ceux de la brigade de La Pelleterie, partant de Dives iront loger le 1<sup>er</sup> à Caen, Bayeux, Saint-Lô, Carentan, Valognes et La Hougue où il demeurera, le 2<sup>e</sup> suivra la même route jusqu'à Valognes et de là à Cherbourg, pour y demeurer, le 3<sup>e</sup> se rendant à Granville passera par Caen, Villers, Ponfarcy et Villedieu; — détache-

ments du bataillon de Soucy, du corps royal de l'artillerie qui doivent retourner au Havre, celui qui est à Saint-Lô, composé d'un capitaine, 2 lieutenants, 2 sergents, 30 hommes, 5 ouvriers et un conducteur de charrois, en quittant sa garnison ira loger à Bayeux, Caen, Dives, Honfleur et Havre, ceux de Caen, de La Hougue et de Granville suivront le même chemin (18 octobre 1758); — les régiments de Bulkeley et de Roth, et le bataillon de milice de Saint-Jean-d'Angely, pour se rendre à leur destination, Bulkeley partant de Falaise le 25 novembre 1758 ira loger à Caen, Bayeux, Saint-Lô, Carentan et Valognes, où il restera; Roth quittant le même lieu logera à Condé et Vire pour y rester; Saint-Jean d'Angely partira de Valognes le 30 novembre prenant logement à Carentan, Coutances, Gavray et Avranches pour y demeurer, vivant partout au moyen de sa solde (15 novembre 1758); — le 1<sup>er</sup> bataillon de Limousin, pour se rendre de Coutances à Alençon passera par Gavray, Villedieu, Vire, Condé, Falaise, Argentan et Sées (15 novembre 1758); — le régiment d'infanterie de Périgord, sortant de Lisieux, logera à Argences, Mézidon et à Caen, où il recevra les ordres du duc d'Harcourt, commandant en Normandie, pour se rendre dans les lieux qui lui seront désignés et où il restera jusqu'à nouvel ordre (16 mars 1759); — 200 canonniers conduits par 1 capitaine en pied, 1 en second, 2 lieutenants en 1<sup>er</sup> et 2 en second de la brigade de La Pelleterie, du corps royal d'artillerie, se rendront de Falaise en Bretagne, en passant par Condé, Tinchebray, Mortain et Saint-Hilaire-du-Harcouet (29 mai 1759); — le bataillon de milice de Carhaix, sous le commandement d'un capitaine, 1 lieutenant, 2 sergents, 3 caporaux, 3 anspressades et un tambour pour se rendre à Rennes, partira de Montebourg le 31 août 1759, ira loger à Carentan, Saint-Lô, Ponfarcy, Mortain, Saint-Hilaire, Fougères, Saint-Aubin-du-Cornier, puis à Rennes, où il suivra les ordres qui lui seront donnés par le duc d'Aiguillon, commandant en Bretagne, après quoi les officiers, hautes-paies et tambours retourneront à Montebourg, en rétrogradant sur la même route (24 août 1759); — ces extraits de route signés du Roi et contre-signés jusqu'en mars 1758, par René de Voyer, marquis de Paulmy, puis par le maréchal de Belle-Isle, qui se fait remplacer par son secrétaire Boyer de Cremille; — plan de régie tant pour la fourniture de l'étape en 1759 et 1760, que pour la fourniture des voitures nécessaires pour le transport des bagages des troupes d'un gîte à l'autre, soit que les dites troupes marchent sur les lignes établies ou sur des lignes non usitées et de traverses, pour se rendre en entrant dans

la province et dans les quartiers désignés ou pour se rendre de leurs quartiers sur les côtes ou hors la province, ou pour aller à l'Hôtel royal des Invalides ou aux eaux.

C. 1955. (Liasse.) — 42 pièces, papier.

**1760.** — Affaires militaires. — Mouvements de troupes. — Extraits des ordonnances du Roi et extraits des itinéraires des routes des régiments dans la Généralité de Caen, savoir : 100 soldats de recrue destinés au régiment de Beauvoisis, conduits par 1 capitaine, 1 capitaine aide-major, 2 lieutenants, 8 sergents et 1 tambour, devront se trouver à Argences le 24 février, le 25 à Caen et le 26 à Bayeux où ils joindront le dit régiment (24 février); — le régiment de Bourbon s'assemblera à Caen d'où il partira le 4 avril, prendra logement à Bayeux, Caen, Argences et Mézidon, et passera en la Généralité d'Alençon (18 mars); — le régiment de Chartres quittant Falaise, devant loger à Argences, Mézidon et à Caen, pour y attendre les ordres du duc d'Harcourt, commandant en Normandie (23 mars); — les régiments de cavalerie de Vogué, Mestre-de-Camp général et de Penthièvre, se rendant à leur destination, celui de Vogué arrivant à Caen le 4 mai, pour aller loger à Bayeux où l'état-major et le 1<sup>er</sup> escadron séjourneront en quartier jusqu'à nouvel ordre; le 2<sup>e</sup> escadron se rendra le lendemain dans ses quartiers, savoir : 1 compagnie à Maizy, 2 à Trévières et 1 à La Cambe; celui de Mestre-de-Camp général, partant de Lisieux le 8 mai pour se rendre à Condé-sur-Noireau où deux compagnies prendront garnison et les deux autres iront, une à Tinchebray et l'autre à Aunay (27 avril); — projet de M. J. d'Harcourt adressé à M. de Fontette, Intendant de la Généralité de Caen, pour l'hivernage des troupes dans la Généralité, ainsi conçu : régiments de Poitou et de Chartres à Caen, celui de Vogué à Bayeux, le 1<sup>er</sup> bataillon de Beauvoisis et d'Aubigné à Valognes, le 2<sup>e</sup> bataillon de Beauvoisis à Cherbourg, le régiment de Nantes à Carentan, le 1<sup>er</sup> bataillon de Montrevel à St-Lô et le 2<sup>e</sup> à Coutances, le régiment de Foix à Granville et ceux de Périgord et Marbeuf à Avranches (16 octobre); — ces extraits, signés du Roi, sont contresignés par Boyer [de Cremille] et les ordres de route par le duc d'Harcourt seulement.

C. 1956. (Liasse.) — 44 pièces, papier.

**1761.** — Affaires militaires. — Mouvements de

troupes. — Extraits des ordonnances du Roi pour l'itinéraire de route des régiments dans la Généralité de Caen, savoir : les régiments de Forest, La Marche, Vastan, Bauffremont et Descars, revenant d'Allemagne et destinés pour la Basse-Normandie, se rendront à Caen les 28 janvier, 4, 10 et 12 février; — le régiment des grenadiers royaux Dailly quittera Antrain pour entrer dans la Généralité d'Alençon, en passant par St-James, St-Hilaire-du-Harconet, Mortain, Tinchebray et Condé; le Roi ordonne qu'il soit fourni extraordinairement 8 voitures par bataillon pour porter les bagages des soldats (7 février); — le régiment d'infanterie d'Eu, quittant Falaise, ira loger à Argences, Mézidon et Caen où il demeurera jusqu'à nouvel ordre (2 mars); — le régiment de cavalerie Balincourt, partant de Lisieux pour se rendre à Caen où il recevra les ordres du duc d'Harcourt pour se rendre dans les quartiers qui lui seront assignés (13 mars); — le régiment de Balincourt s'assemblera à Caen pour passer la revue de l'inspecteur; les compagnies en quartier à Creully, St-Gabriel et Aunay s'y rendront la veille et s'en retourneront après la revue, à l'exception de celle d'Aunay qui, étant trop éloignée, ne pourra partir que le lendemain (juin); — la compagnie franche de du Bourguet, troupe de marine, composée de 1 capitaine d'armes, 3 sergents, 4 caporaux, 1 tambour, 1 fifre et 42 soldats, pour se rendre à Brest sous la conduite d'un lieutenant, quittant le Havre ayant pour étapes : St-Romain-de-Colbos, Caudebec, Pontaudemer avec séjour, Lisieux, Livarot, Falaise avec séjour, Condé, Tinchebray, Mortain avec séjour, St-Hilaire-du-Harconet, St-James, Antrain, Dol avec séjour, Dinan, Lamballe, St-Brieux avec séjour, Guingamp, Belle-Isle, Morlaix avec séjour, Landivisiau, Landerneau et Brest, où elle demeurera jusqu'à nouvel ordre, aux lieux de passage ci-dessus, les vivres et fourrages nécessaires seront fournis par étape aux présents et effectifs, comme il est expliqué par l'ordonnance du 13 juillet 1727, comme aux troupes de terre (17 juillet); — le bataillon de milice de Nantes, partant de St-Vaast, ira loger à Valognes, Carentan, Périers, Coutances, Gavray, Avranches et Pontorson, puis en Bretagne (10 octobre); — les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> bataillons du régiment d'infanterie de marine, quittant Falaise le 28 octobre pour se rendre dans la province de Bretagne, en prenant logement à Condé, Tinchebray, Mortain et Saint-Hilaire, les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> bataillons partant du même lieu le 31, se dirigeant sur la même route pour aller à pareille destination (11 octobre); — les extraits de route signés du Roi sont contresignés du duc de Choi-



seul, les indications de routes sont seulement signées du duc d'Harcourt.

C. 1957. (Liasse.) — 28 pièces, papier.

**1762.** — Affaires militaires. — Mouvements de troupes. Extraits des ordonnances du Roi relatives aux itinéraires des routes des régiments passant dans la Généralité de Caen, savoir : le régiment d'infanterie de Saint-Maurice partant de Lisieux pour se rendre à Caen, et y devant recevoir les ordres pour se rendre dans les lieux qui lui seront assignés (17 avril) ; — le bataillon de milice de Saint-Brieux, partant de Dol pour aller à Valognes devant passer par Pontorson, Avranches, Gavray, Coutances, Périers et Carentan (12 mai) ; — le régiment de grenadiers royaux de Mehegan, partant de Falaise pour la Bretagne, en passant par Condé-sur-Noireau, Tinchebray, Mortain et Saint-Hilaire-du-Harcouet (10 juin) ; — un détachement de 50 hommes de la batterie de Beausire, du corps royal de l'artillerie partira de Falaise pour aller en Bretagne (15 août) ; — le régiment des grenadiers royaux de Miromesnil partant de Lisieux pour Caen, où il demeurera jusqu'à nouvel ordre (5 septembre) ; — la compagnie de Desmarests de l'Hôtel royal des Invalides partant du Mont-Saint-Michel pour Condé-sur-Noireau, pour passer en la Généralité d'Alençon (16 décembre) ; — les dits extraits de route, signés du Roi, sont contresignés du duc de Choiseul.

C. 1958. (Liasse.) — 18 pièces, papier.

**1763-1766.** — Affaires militaires. — Mouvements de troupes. — Extraits des ordonnances du Roi, relatives aux itinéraires de route des régiments passant dans la Généralité de Caen, savoir : le régiment colonel général dragons partant de Falaise pour se rendre à Caen, pour gagner les quartiers qui lui seront assignés (28 avril 1763) ; — le régiment d'infanterie de Berry partant de Falaise, en passant par Condé-sur-Noireau, Tinchebray, Mortain, Saint-Hilaire-du-Harcouet et Saint-James, d'où en Bretagne (13 avril 1765) ; — le régiment de dragons de Languedoc partant de Lisieux en passant à Argences et Caen, pour de là se rendre dans les quartiers qui lui seront assignés (29 juin 1766) ; — la compagnie invalide de Courcelles, partant de Falaise en passant par Condé-sur-Noireau, Tinchebray, Mortain, Saint-Hilaire-du-Harcouet et Saint-James d'où en Bretagne (16 septembre 1766) ; —

les dits extraits de route, signés du Roi, sont contresignés du duc de Choiseul.

C. 1959. (Liasse.) — 26 pièces, papier.

**1767-1769.** — Affaires militaires. — Mouvements de troupes. — Extraits des ordonnances du Roi, relatives aux itinéraires de route des régiments passant dans la Généralité, savoir : le régiment d'infanterie de la couronne partant de Lisieux pour aller à Valognes, où le 2<sup>e</sup> bataillon demeurera et d'où le 1<sup>er</sup> se rendra à Cherbourg pour y séjourner jusqu'à nouvel ordre (29 mars 1767) ; — le bataillon d'infanterie de la couronne partant de Cherbourg pour se rendre à Valognes, y rejoindre l'autre bataillon et poursuivre leur route ensemble par Carentan, Coutances, Gavray, Avranches et Pontorson, d'où en Bretagne (25 août 1768) ; — le régiment de dragons d'Orléans partant de La Ferté-Macé pour Cherbourg, et de là dans les quartiers qui lui seront assignés (10 octobre 1768) ; — 1 maréchal-des-logis et 10 dragons à pied du régiment d'Antichamp, sous le commandement d'un lieutenant, partiront de Commercy pour se rendre à Caen (31 décembre 1768) ; — 11 dragons, 3 maréchaux-des-logis et 1 fourrier à pied du régiment de Damas, sous le commandement d'un capitaine aide-major, partant de Nevers pour se rendre à Caen (11 janvier 1769) ; — — le régiment d'infanterie d'Artois, partant de Falaise en passant par Condé-sur-Noireau, Tinchebray, Mortain, Saint-Hilaire-du-Harcouet et Saint-James, d'où en Bretagne (12 septembre 1769) ; — le régiment de dragons d'Orléans devant quitter la Généralité, les deux escadrons séjournant à Coutances se rendront à Saint-Lô et le régiment rassemblé partira pour Falaise, en passant par Bayeux et Caen (17 septembre 1769) ; — ces extraits de route, signés du Roi, sont contresignés du duc de Choiseul.

C. 1960. (Liasse.) — 41 pièces, papier.

**1770-1771.** — Affaires militaires. — Mouvements de troupes. — Extraits des ordonnances du Roi, relatives : aux itinéraires de route des régiments passant dans la Généralité, savoir : le détachement de la compagnie des canonniers invalides de La Chassaigne, partant de La Hougue, pour se rendre au château de Caen (7 janvier 1770) ; — 95 hommes de recrue, 2 sergents et 2 capitaines du second bataillon du régiment de Limousin, partant d'Antrain pour Falaise (12 février 1770) ; — le régiment de Belsunce de

4 escadrons partant de Caen pour se rendre en Bretagne en passant par Évreux, Condé-sur-Noireau, Tinchebray, Mortain et St-Hilaire-du-Harcouet (15 juin 1770); — le régiment de Mestre-de-Camp général, dragons, partant de Metz pour Caen (7 septembre 1770); — la compagnie de canonnières invalides de Diquem, composée de 60 hommes, partira du château de Caen pour aller à Cherbourg y attendre des ordres sur ce qu'elle aura à faire (4 décembre 1770); — 160 hommes du régiment de Navarre, avec les officiers nécessaires pour les commander, partiront de Caen en passant à Argences et Lisieux, d'où en la Généralité d'Alençon (25 juin 1771); — 3 compagnies de grenadiers royaux du régiment provincial de Caen pour aller à Fougères (22 août 1771); — le 3<sup>e</sup> bataillon du régiment d'infanterie de Navarre partiront de Bayeux en passant par Caen, Argences, Mézidon et Lisieux, d'où en la Généralité d'Alençon (11 septembre 1771); — 15 dragons à pied du régiment de la Reine, commandés par un sous-lieutenant pour se rendre en remonte à Caen en partant de Besançon (24 novembre 1771). — Les extraits de route, signés du Roi, sont contresignés par le duc de Choiseul jusqu'au 21 décembre et par le marquis de Monteynard à partir de janvier 1771.

C. 4961. (Liasse.) — 31 pièces, papier.

**1772-1777.** — Affaires militaires. — Mouvements de troupes. — Extraits des ordonnances du Roi relatives aux itinéraires de route des régiments dans la Généralité, savoir : le 4<sup>e</sup> bataillon du régiment Dauphin, partant de Domfront pour Valognes (13 août 1772); — le détachement de la légion de Lorraine, composé de 60 dragons à pied avec leurs officiers partant de Falaise pour St-Lô, jusqu'à nouvel ordre (12 décembre 1772); — le régiment de cavalerie de royal Roussillon partant de Falaise pour Fougères (24 août 1774); — le 4<sup>e</sup> bataillon du régiment Dauphin, employé à Carentan aux travaux des grèves de Brévent, partant de Carentan pour Rouen afin d'en répartir avec le premier bataillon pour la nouvelle destination du régiment (26 septembre 1774); — un détachement de 100 hommes du régiment de Lorraine à envoyer à Cherbourg prêter main-forte à l'embarquement des blés pour l'approvisionnement de la marine (14 mars 1775); — le régiment de Normandie de 2 bataillons partant de Mézidon pour Valognes, où 1<sup>er</sup> bataillon demeurera et d'où le second se rendra à Cherbourg (8 septembre 1776); — le régiment de dragons de Condé de 5 escadrons partant de Falaise

pour Fougères (20 septembre 1776); — le régiment de Bresse de 2 bataillons partant de Falaise pour Antrain en Bretagne (30 janvier 1777); — le 2<sup>e</sup> bataillon du régiment d'infanterie de Normandie partant de Cherbourg pour rejoindre à Valognes le 1<sup>er</sup> bataillon, le régiment une fois réuni, se devant rendre à Dol, par Carentan, St-Lô, Pontfarcy, Villedieu, Avranches et Pontorson (30 août 1777); — les extraits de route signés du Roi sont contresignés par le marquis de Monteynard jusqu'en janvier 1774; par le duc d'Aiguillon, du 30 janvier au 2 juin; par le maréchal de Muy, du 5 juin 1774 au 10 octobre 1775, et enfin par le comte de Saint-Germain, du 27 octobre 1775 au 27 septembre 1777.

C. 4962. (Liasse.) — 76 pièces, papier.

**1778.** — Affaires militaires. — Mouvements de troupes. — Extraits des ordonnances du Roi relatives aux itinéraires de route des régiments dans la Généralité, savoir : le régiment de dragons à pied de la Reine, partant de Falaise à Caen (1<sup>er</sup> février); — le second bataillon du régiment d'infanterie Irlandaise de Dillon partant de Cherbourg pour rejoindre à Valognes le régiment allant à Dol (4 février); — le régiment d'infanterie Suisse de Castella partant de Falaise à Avranches (5 février); — le régiment d'infanterie de Conty, au lieu de suivre la première route qui lui a été expédiée, en partant de Condé-sur-Noireau, logera à Vire, Villedieu et Granville (9 février); — le régiment d'infanterie de Forest, de 2 bataillons, partant de Valognes et Carentan, passant par St-Lô, Pontfarcy, Vire, Mortain, St-Hilaire, St-James, où le second bataillon demeurera et d'où le premier se rendra à Pontorson (24 juin); — le régiment d'infanterie Allemande de royal Bavière, de 2 bataillons, partant de Mézidon pour Isigny, Maisy et environs (24 juin); — 5 compagnies de canonnières et 1 de bombardiers du 1<sup>er</sup> bataillon de Toul, du corps royal de l'artillerie, partant de Mézidon pour Caen (28 juin); — la compagnie d'ouvriers d'artillerie de Du Puget d'Orval partant de Mézidon pour Caen (11 juillet); — état du nombre d'officiers et soldats du corps royal de l'artillerie devant hiverner à Caen autant qu'il sera possible au château ou dans les environs (26 septembre); — autre état de cantonnement des troupes aux ordres de M. le maréchal duc de Broglie, tant en Normandie qu'en Bretagne, indiquant les noms des officiers généraux commandants les divisions et brigades. Les extraits de route, signés du Roi, sont contre signés du prince de Montbarey.

C. 1963. (Liasse.) — 175 pièces, papier.

**1779.** — Affaires militaires. — Mouvements de troupes. — Extraits des ordonnances du Roi relatives aux itinéraires de route des régiments dans la Généralité, savoir : le régiment d'infanterie de Bourgogne, partant de Granville pour Dol (3 mars); — le régiment d'infanterie de Barrois, partant de Lisieux pour St-Lô (15 avril); — l'escadron de chasseurs du régiment de la Reine, dragons, partant de Bayeux en passant par Caen, Argences et Lisieux, d'où en la Généralité d'Alençon (10 mai); — le régiment d'infanterie de marine partant de Coutances pour Avranches (19 juin); — un détachement de 150 hommes du régiment de Normandie, infanterie, partant de Fougères pour Cherbourg (20 juin); — le 1<sup>er</sup> bataillon du régiment Suisse de Waldner partant de Lisieux pour Cherbourg (25 juin); — les 10 soldats excédant le détachement de 100 hommes du régiment de Conty, infanterie, partant de Pontaudemer pour Dol (30 juillet); — le régiment de Monsieur, dragons, partant de Lisieux pour Pontorson (8 août); — le régiment du maréchal de Turenne, composé de 300 hommes, partant de Dol pour Valognes (8 août); — un détachement de dragons de Noailles, composé de 200 hommes, partant d'Antrain pour Condé d'où à Falaise (13 novembre); — le régiment d'infanterie Allemande d'Anhalt partant de Domfront pour Avranches (13 décembre); — les extraits de route signés du Roi et contresignés par le prince de Montbarey.

C. 1964. (Liasse.) — 5½ pièces, papier.

**1780.** — Affaires militaires. — Mouvements de troupes. — Extraits des ordonnances du Roi relatives aux itinéraires des régiments dans la Généralité, savoir : une demi-compagnie du régiment de La Ferre, du corps royal de l'artillerie, partant de Lisieux pour Bayeux (15 janvier); — le 1<sup>er</sup> bataillon du régiment de Besançon, artillerie, partant de Lisieux pour Fougères (2 mars); — une demi-compagnie de bombardiers du régiment de Toul, artillerie, partant de Lisieux pour Cherbourg (4 mai); — le second bataillon de Toul, artillerie, partant de Lisieux pour St-Lô (4 juin); — 310 hommes tirés des régiments de Limousin, Beaucé, Bourgogne, Vexin, commandés par 4 lieutenants et 8 sergents, partant du camp de St-Sauveur-le-Vicomte pour Dol (23 juillet); — un détachement des batail-

lons de Flandre et Artois pris sur la frégate d'Artois, composé de 1 capitaine, 1 lieutenant, 3 sergents, 4 caporaux, un tambour et 49 fusiliers, allant de Valognes à Arras (1<sup>er</sup> septembre); — le régiment de dragons de Ponthièvre partant de Falaise pour Bayeux (8 octobre); — le dépôt de 100 hommes du régiment de Vexin partant d'Honfleur pour rejoindre son corps à Valognes (12 novembre); — les extraits de route sont simplement signés par M. d'Avrange, chef du bureau du mouvement des troupes au ministère de la guerre, à Versailles.

C. 1965. (Liasse.) — 38 pièces, papier.

**1781-1782.** — Affaires militaires. — Mouvements de troupes. — Extraits des ordonnances du Roi relatives aux itinéraires de route des régiments dans la Généralité, savoir : la compagnie de Burmann, du régiment Aulbonne, partant de Domfront pour Cherbourg (3 février 1781); — la compagnie de Weck, du régiment Suisse de Waldner, partant de Cherbourg pour Domfront (3 février 1781); — le régiment de Conty, dragons, partant d'Abbeville pour Bayeux (3 mars 1781); — le 1<sup>er</sup> bataillon du régiment de Berwick partant de Granville pour Cherbourg (10 septembre 1781); — le régiment de grenadiers royaux de Normandie, composé de 2 bataillons, partant de Lisieux pour Coutances (10 septembre 1781); — le régiment de Bourbon, dragons, partant de Falaise pour Antrain (10 septembre 1781); — la brigade de Sourdeval, du second bataillon du régiment de Toul du corps royal, artillerie, composé de 4 compagnies, partant de St-Lô pour Brest (29 janvier 1782); — 70 hommes du régiment de Neustrie, conduits par 18 grenadiers et commandés par des officiers partant de Pont-l'Évêque en passant par Dives, Caen, Villers, Villiedieu, Avranches, Pontorson pour Dol (10 août 1782); — 40 chevaux d'équipage d'artillerie conduits par 23 hommes, partant de Fougères pour St-Lô (17 septembre 1782); — les extraits de route signés du Roi sont contre signés du maréchal de Ségur.

C. 1966. (Liasse.) — 65 pièces, papier.

**1783-1786.** — Affaires militaires. — Mouvements de troupes. — Extraits des ordonnances du Roi relatives aux itinéraires de route des régiments dans la Généralité, savoir : le régiment de Lorraine partant de Lisieux pour Caen (1<sup>er</sup> avril 1783); — 30 ouvriers du corps



royal de l'artillerie et 1 lieutenant partant de Dol en passant par Pontorson, Avranches, Villedieu, Vire, Villers, Caen et Dives d'où en la Généralité de Rouen (16 juillet 1783) ; — 150 hommes de la division de Brest partant de Dol pour Cherbourg (26 février 1784) ; — le régiment commissaire général de la cavalerie partant de Lisieux pour Bayeux (1<sup>er</sup> octobre 1784) ; — le détachement du régiment de l'Ile-de-France, composé de 30 hommes et commandé par 2 sergents, partant de Caen pour La Hougue (12 mai 1785) ; — le régiment d'infanterie du maréchal de Turenne partant de Domfront en passant par Mortain, Cuves, Villedieu et Granville, où le second bataillon demeurera et d'où le premier et l'état-major se rendront à Coutances (23 juillet 1785) ; — le régiment d'infanterie d'Artois partant de Dives pour rester à Caen (15 septembre 1785) ; — le régiment d'infanterie d'Armagnac partant de Lisieux pour séjourner à St-Lô (1<sup>er</sup> octobre 1785) ; — le régiment d'infanterie de Lorraine partant de Lisieux pour Bayeux (23 mars 1786) ; — 105 hommes, 240 chevaux et une demi-escouade du régiment de Strasbourg du corps royal de l'artillerie, commandés par un lieutenant en 3<sup>e</sup>, partant de Lisieux pour séjourner deux jours à Cherbourg, où ils recevront de nouveaux ordres (5 mai 1786) ; — 48 hommes, 2 capitaines et 1 lieutenant du corps royal de l'artillerie des colonies, partant de Lisieux pour Dol en Bretagne (11 mai 1786) ; — 1 lieutenant et 19 hommes de la compagnie des mineurs de Verely partant de Lisieux pour Cherbourg (3 juin 1786) ; — un détachement du corps royal des canonnières matelots, composé de 234 hommes, partant de Brest pour Cherbourg (25 septembre 1786) ; — les extraits de route signés du Roi sont contresignés par le maréchal de Harcourt.

C. 1967. (Liasse.) — 35 pièces, papier.

**1787-1788.** — Affaires militaires. — Mouvements de troupes. — Extraits des ordonnances du Roi relatives aux itinéraires de route des régiments dans la Généralité, savoir : le régiment d'infanterie de Bourbon, composé de 2 bataillons partant de Lisieux pour Avranches (3 mars 1787) ; — 200 hommes du régiment de l'Ile-de-France, commandés par 1 capitaine, 2 lieutenants en 1<sup>er</sup> et 2 lieutenants en 2<sup>e</sup>, partant de Coutances pour Cherbourg (11 avril 1787) ; — le détachement du régiment d'Armagnac, commandé par 1 lieutenant en 1<sup>er</sup> ou en 2<sup>e</sup> ou sous-lieutenant, et composé de 4 sergents, 1 tambour et 6 escouades de 16 hommes chacune, y compris le caporal et l'appointé, partant

de St-Lô pour Cherbourg (23 mai 1787) ; — le régiment d'infanterie du maréchal de Turenne partant de St-Lô pour Valognes (1<sup>er</sup> décembre 1787) ; — aux détachements de travailleurs du régiment de Bourbon partant de Cherbourg pour rejoindre leurs drapeaux à Caen et aller avec le régiment au Havre (9 mars 1788) ; — 21 hommes de la compagnie de Guenot, du corps royal de l'artillerie partant de Lisieux pour Cherbourg (30 juillet 1788) ; — 5 canonniers invalides de la compagnie de la Naverre partant de Cherbourg où ils sont détachés pour séjourner à Granville (13 août 1788) ; — les extraits de route, signés du Roi, sont contresignés par le maréchal de Ségur jusqu'en août 1787, et par le comte de Brienne à partir de septembre, d'autres signés de Cherbourg, par le duc de Beuvron.

C. 1968. (Liasse.) — 45 pièces, papier.

**1789-1790.** — Affaires militaires. — Mouvements de troupes. — Extraits des ordonnances du Roi, relatives : aux itinéraires de route des régiments dans la Généralité, savoir : le régiment d'infanterie d'Artois, partant de Caen en passant par Villers, Vire, Mortain, Saint-Hilaire-du-Harcouet, d'où à Fougères (30 janvier) ; — le détachement du régiment de Royal-Lorraine, cavalerie, partant de Caen où il est en remonte pour aller à Niort (21 février) ; — le régiment d'Angoulême, infanterie, à 400 hommes par bataillon, partant de Lisieux pour Saint-Lô (21 avril) ; — la compagnie des chasseurs du régiment du maréchal de Turenne, partant de Coutances pour Valognes (15 mai) ; — le détachement de grenadiers et chasseurs du régiment de Lorraine partant de Bayeux pour Rennes où il sera réparti entre les compagnies respectives (27 mai) ; — 50 hommes du régiment de l'Ile-de-France, commandés par un capitaine et 1 lieutenant ou son lieutenant, partant de Coutances pour Villedieu (29 juin) ; — le régiment d'infanterie d'Aunis partant de Lisieux pour séjourner à Caen (17 septembre) ; — 60 hommes du régiment d'Artois partant de Caen pour rejoindre leur régiment à Rennes (7 octobre) ; — les compagnies de grenadiers et chasseurs du régiment du maréchal de Turenne partant de Caen pour hiverner à Cherbourg (4 octobre) ; — les compagnies de grenadiers et de chasseurs du régiment de Bourgogne partant d'Antrain pour Valognes (13 novembre) ; — les extraits de route signés du Roi sont contresignés par le comte de Puysegur jusqu'en juillet 1789 et par M. de Saint-Priest, en juillet et août et par M. de La Tour-du-Pin, du mois d'août 1789 à novembre 1790.

C. 1969. (Liasse.) — 45 pièces, papier.

**1761-1774.** — Affaires militaires. — Mouvements de troupes. — Correspondance entre MM. le duc de Choiseul, le marquis de Monteynard, le duc d'Aiguillon, le maréchal de MUY, ministres de la guerre; le duc d'Harcourt, gouverneur de la province; de Fontette, Intendant de la Généralité, les subdélégués et Queudrue, adjudicataire général des étapes et voitures, relative : aux ordres à donner pour le passage à Caen d'un détachement de 4 hommes de la compagnie de canonnières invalides de la Chassagne devant partir du Mont-St-Michel, le 24 décembre (17 décembre 1762); — au passage dans la Généralité de soldats réformés des régiments de l'Île-de-France et royal Lorraine qui se sont engagés pour St-Domingue (17 décembre 1762); — aux ordres à donner pour le passage dans la Généralité d'un détachement de 40 hommes de la compagnie de la Chassagne, venant du Havre à Caen (2 février 1763); — au détachement composé de 1 capitaine, 1 sergent et 10 hommes de la brigade de Beausire qui doit opérer l'évacuation du Mont-St-Michel, et qui au lieu de rentrer ensuite à Granville, fera la conduite des effets d'artillerie du Mont-St-Michel à St-Lô avant de retourner à Granville (25 mai 1763); — au passage de Vire à Périers d'un escadron du régiment Colonel-Général, dragons, où les fourrages sont meilleurs qu'à Bayeux (16 juin 1763); — aux ordres donnés de retirer de La Hougue et de l'Île Tatibou la compagnie d'invalides de Craffton pour l'envoyer en Bretagne (27 mars 1764); — au remplacement de la compagnie des bas officiers au château de Caen par celle des canonnières de la Chassagne (8 avril 1764); — à l'envoi d'un escadron du régiment de Clermont-Prince de Valognes à Cherbourg pour réprimer la sédition et calmer la fermentation des esprits occasionnées les 27 et 28 novembre pour un embarquement de grains sur le navire « le Père de Famille », qui avait été pillé, ainsi que plusieurs magasins (8 décembre 1764); — à l'assemblée pendant 4 jours du régiment Clermont-Prince à St-Lô, demandée par le comte d'Houdetot au duc d'Harcourt qui prévient M. de Fontette qu'il a expédié les ordres en conséquence aux trois escadrons de ce régiment qui sont à Avranches, St-Sauveur-le-Vicomte et Cherbourg, en indiquant les étapes à Gavrai, Périers, Valognes et Carentan (11 juin 1763); — à l'avis donné par M. le duc d'Harcourt à M. de Fontette qu'il fait rentrer à Caen deux escadrons du régiment de dragons Languedoc que la tenue de la foire l'avait obligé de déplacer et à la

nécessité d'en avertir les maire et échevins, afin qu'ils fassent préparer le logement (4 mai 1766); — à l'envoi d'un détachement de canonnières invalides de la Chassagne à Carentan « pour exécuter un mouvement de « poudre occasionné par la réparation du magasin de « cette place » (27 août 1766); — aux instructions données par l'Intendant à ses subdélégués que l'intention du duc d'Harcourt est de retirer de Valognes et de Cherbourg les deux escadrons de dragons Orléans pour placer l'un d'eux avec l'état major à St-Lô, et l'autre à Coutances et aux représentations inutiles de l'Intendant écrivant au duc : « Il est probable que les villes « de St-Lô et Coutances vont se trouver fort embar- « rassées pour les logements et surtout pour les écuries; « j'observe d'un autre côté, Monseigneur, que cette « réunion pourra augmenter la misère actuelle des « deux cantons en encherissant le prix des fourrages « dont tout le monde manque et dont le peu qu'on en « a se trouve de mauvaise qualité; et en P. S. : « Si « vous me permettez, Monseigneur, de vous dire mon « avis, je crois que deux escadrons à Bayeux seront « beaucoup mieux qu'à Coutances où il n'y a pas de « casernes »; en conséquence de cette idée, je suspends le départ de mes lettres pour les subdélégations parce que « j'espère que vous aurez la bonté de me faire « mander d'ici à dimanche vos dernières intentions. » Cette lettre écrite le 4 mai n'ayant pas eu de réponse ou de réponse favorable, l'Intendant envoie les ordres de faire tout préparer pour l'installation des escadrons à Coutances et St-Lô, et ajoute de sa main, en marge de la minute de ces lettres : « Vous entendez bien que comme l'arrangement n'est que momentané, il faudra que les bourgeois soient chargés de la fourniture des lits qui seront encore nécessaires pour le coucher des dragons » (8 mai 1769); — à l'avis que le duc d'Harcourt a fixé au 20 octobre 1770 le départ du détachement du régiment royal vaisseaux « afin de donner « le tems de faire les réparations nécessaires aux « logements des casernes avant l'arrivée du régiment « Mestre-de-Camp général dragons; » — le duc réclame de l'Intendant une augmentation de traitement pour ce détachement, qui n'a pas eu d'étape pour se rendre à Caen... « Cette demande est d'autant plus « fondée que ce détachement a beaucoup souffert de « son séjour à Caen, puisqu'il aurait vécu à meilleur « compte à Valognes, où les denrées sont beaucoup « moins chères » (12 octobre 1770); — à l'avis que le régiment de Navarre se rendra dans la Généralité de Caen et que les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> bataillons arriveront le 22 janvier 1771 à Caen; « mais, ajoute le duc d'Harcourt,

« comme le régiment de Mestre-de-Camp général, dragons, est à Caen, j'ai pensé que les deux bataillons pourroient y être à charge, et principalement pendant le tems de la foire, je me propose de n'y laisser que le 1<sup>er</sup> bataillon, qui pourra facilement loger chez les bourgeois jusqu'après la foire, qu'il en occupera les loges » (31 décembre 1770); — à l'avis donné par M. Boulié, secrétaire du duc d'Harcourt, à M. de Malafait, secrétaire de l'Intendant, que le nombre des soldats malades du 4<sup>e</sup> bataillon du régiment de Navarre augmentant à Carentan, le duc se propose de l'envoyer à Coutances (13 juillet 1771); — à l'avis que le duc d'Harcourt fera passer à Cherbourg le 3<sup>e</sup> bataillon du régiment de Navarre, pour que l'ingénieur chargé des travaux du port en puisse tirer le nombre que ces travaux exigeront, et que la totalité de ce bataillon pourra y être successivement employée (25 mai 1772); — à l'avis que sur les représentations du commandant du 3<sup>e</sup> bataillon, le duc n'enverra qu'un détachement de 180 hommes de ce bataillon à Cherbourg (30 mai 1772); — à l'avis de l'envoi immédiat à Vire d'un détachement de 50 dragons commandé par un capitaine et un lieutenant du régiment Mestre-de-Camp général pour garantir la sûreté du marché du vendredi 7 août, menacée d'un renouvellement de la révolte dont le sieur de Clinchamp entretenait le duc d'Harcourt : « Vendredi, dernier jour de juillet, le peuple, au nombre de 800 personnes se sont révoltées, armées de différentes espèces, en massues, parements de fagots et bâtons, pour écraser plusieurs blâtiens du côté de Gesvres et Mortain, qui enlevèrent quantité de bled, cette populace veut les tuer, prétendant que ces gens sont cause de la cherté. Je me suis transporté avec ma brigade, je n'ai exactement pu calmer ces gens que par la douceur, nous avons été à la veille d'être écrasés, le pain est encore actuellement ici à 3<sup>s</sup> 1/2 et toujours plus cher qu'ailleurs. Si, M., vous ne donnez pas des ordres à ce sujet, le marché ne sera plus libre et nous sommes à la veille, en voulant donner des secours, d'être lapidés; ils sont intimement persuadés que les révoltes qui se sont faites dans différents endroits sont cause que le bled y est à meilleur compte et ils sont entièrement décidés » (2 et 4 août 1772); — à l'avis qu'en conséquence des ordres du comte de Muy, le duc d'Harcourt laisse à la disposition du marquis de Courcy, chargé des digues sur les grèves de Brevent, le détachement de 100 hommes du 4<sup>e</sup> bataillon du régiment Dauphin, qui devait rejoindre son bataillon partant de Carentan, le 19 septembre jusqu'au

20 octobre, époque où il le rejoindra à Rouen (26 septembre 1774).

C. 1970. (Liasse.) — 114 pièces, papier.

**1775-1789.** — Affaires militaires. — Mouvements de troupes. — Correspondance entre MM. le maréchal de Muy, le comte de Saint-Germain, le prince de Montbarey, de Vergennes, le maréchal de Ségur, le baron de Breteuil, le comte de Brienne, le comte de Puy-ségur, le maréchal duc de Broglie, de Saint-Priest et de la Tour-du-Pin, ministres de la guerre; le maréchal duc d'Harcourt et ses fils, le duc d'Harcourt, gouverneur de Normandie, le duc de Beuvron, le baron de Méné-Durand, d'Heu de Sainte-Rheuse et Lambert, ses secrétaires; le duc du Châtelet, de Sartine, ministres de la marine; le comte de Blangy, le baron du Méné-Durand; d'Avrange, chef du bureau du mouvement des troupes au ministère de la guerre; Collet, commissaire du duc d'Harcourt, chargé de la police et discipline des soldats provinciaux à Granville; Esmangart, de Feydeau de Brou et Cordier de Launay, Intendants de la Généralité de Caen; de La Galaisière, intendant de Strasbourg et les subdélégués de la Généralité de Caen, les maires et échevins des villes de chaque Élection relative : à l'avis que le maréchal duc d'Harcourt fait rentrer à Cherbourg le détachement de la compagnie des canonnières invalides, devenus inutiles à l'île de Tatihou, et en détache le lieutenant pour commander le détachement de la compagnie de Caen pour les manœuvres d'artillerie (31 décembre 1775); — à l'approbation du prince de Montbarey d'établir à Bayeux le régiment de dragons de la Reine, qu'il serait impossible de loger à Caen où doit arriver le régiment d'Aunis (12 février 1778); — à l'avis que le duc du Châtelet a réglé avec M. d'Heu de Sainte-Rheuse, que la seconde division du régiment du Roi resterait à Évreux jusqu'à la foire de Caen : « J'ai été charmé, » écrit-il à M. Esmangart, de me prêter à une chose qui m'a paru vous être agréable et qui est désirée par MM. les officiers municipaux d'une ville dont nous désirons acquérir et mériter la bienveillance » (3 avril 1778); — aux observations de l'Intendant de la Généralité sur les endroits des côtes et de la plage du Cotentin où l'on pourrait loger des troupes : à La Hougue, si la compagnie d'invalides, qui y tient garnison, en sortait, on logerait à peine 60 hommes avec deux officiers qui y seraient fort mal, « car les four- » nitures qui sont aux frais du Roy sont dans le plus



« mauvais état du monde » ; — à l'île de Tatihou on en pourrait loger de 50 à 60 dans l'emplacement occupé par les invalides et autant dans l'emplacement du Lazaret, mais il n'y a de fourniture que pour le détachement d'invalides et « dans le plus mauvais état du monde » ; — dans le bourg de St-Vaast, entre les deux forts précédents, il serait possible de loger deux compagnies, mais la subsistance des officiers détachés dans l'île serait extrêmement difficile, puisqu'il faut traverser le petit bras de mer séparant l'île du bourg de St-Vaast ; — dans le bourg de Quettehou au plus 50 hommes ; dans celui de Barfleur on logerait aisément une compagnie, le couvent des Augustins offrirait beaucoup de ressources ; on pourrait avoir quelque logement dans la paroisse d'Urville, à Vauville 40 hommes au plus, le château étant tout en ruines ; enfin, dans le bourg des Pieux, à 2 lieues 1/2 de Vauville, 60 hommes ; en tout, de 570 à 600 hommes au plus, encore « faut-il observer » que les officiers détachés auraient beaucoup de « peine à subsister, car ces paroisses leur offriraient on « ne peut moins de facilités et de ressources » (28 juin 1778) ; — à l'avis donné que le Ministre de la guerre a décidé que les troupes qui, de Lisieux se rendent à Caen, ne passeront plus par Mézidon, mais qu'elles continueront de suivre la grande route et que leur logement sera établi comme il était autrefois, à Argences et à Moul (25 mars 1779) ; — aux ordres à donner pour faire fournir les choses nécessaires aux troupes de passage devant loger à Argences et à Moul ; liste des habitants d'Argences avec l'indication de ceux qui auront à loger un capitaine et autres officiers (21 avril 1779) ; — à l'avis par M. le prince de Montbarey que M. de Sarline, ministre de la marine, avait dû informer l'Intendant de l'arrivée à Cherbourg d'un détachement du corps des volontaires de Nassau et auquel il suffira de donner le simple logement, les autres fournitures devant être à la charge du prince de Nassau et payées par lui de gré à gré (28 avril 1779) ; — aux réclamations des officiers municipaux de Carentan se plaignant, par l'organe de leur maire, M. Desplanques, de n'avoir pas été remboursés des frais de casernement de l'année précédente, « en sorte, » écrit le maire, que chaque jour nous sommes importunés par les locataires et propriétaires qui jettent les hauts cris d'avoir été expulsés de leur logement, « d'être obligés d'avancer eux-mêmes les loyers aux propriétaires et de n'être pas payés, le défaut de paiement ne peut que rendre le service plus difficile et beaucoup plus désagréable pour nous » (18 mai 1779) ; — à l'envoi au subdélégué de Caen de

la copie du cantonnement arrêté par le duc d'Harcourt à l'Intendant pour les deux bataillons du régiment du Roi devant partir le 20 mars « afin de laisser le champ » de foire libre au commerce pendant sa tenue, quatre « compagnies occuperont à La Délivrande le séminaire » vacant, où le syndic de Douvres et des communautés « voisines devront apporter à l'avance les fournitures » qu'elles fourniront, chacune en proportion de leurs « facultés » ; vous croirez sans doute, ajoute M. Guiard, secrétaire de l'Intendance, « devoir en excepter Luc à « raison de la maladie qui y règne et de la situation « fâcheuse où se trouvent ceux qui l'habitent. Dans les « autres lieux désignés dans cet état, les soldats seront « logés chez l'habitant. M. l'Intendant compte sur l'activité de votre zèle pour l'assiette de ce logement et « l'établissement de ces compagnies » (11 mars 1780) ; — à l'autorisation donnée à M. Le Paulmier, subdélégué, de délivrer des routes et à payer 2 sols par lieue jusqu'à leur destination aux prisonniers de guerre détenus en Angleterre qui doivent rentrer en France (15 mars 1780) ; — à l'avis qu'il vient d'être expédié des ordres pour établir sur-le-champ à Courseulles un poste de 30 hommes du régiment du Roi (1<sup>er</sup> mai 1780) ; — à l'avis des ordres adressés par le Ministre pour faire rétrograder les détachements d'infanterie destinés à compléter ceux qui sont en Amérique et qui devaient s'embarquer à Brest, « sans doute, écrit le « comte de Blangy, ce contre-ordre vient de l'impossibilité de faire partir de nouveau convoi destiné « pour M. de Rochambeau » (3 octobre 1780) ; — à la lettre de félicitations et de remerciements adressée à M. Esmangart par le maréchal duc d'Harcourt, pour avoir, de concert avec le comte de Blangy, pris les dispositions nécessaires pour arrêter les détachements des différents régiments se rendant à Brest. « Vous avez, écrit-il, « fait tout ce qu'il était possible de faire et je « ne puis que vous en remercier ; j'ai écrit sur-le-champ « au duc d'Harcourt pour prévenir les ordres qu'il « auroit pu donner et qui demeurent inutiles » (5 octobre 1780) ; — à l'avis que les chevaux d'artillerie du camp de St-Sauveur-le-Vicomte hiverneront à Caen, et que M. de Saint-Remy y commandera l'équipage d'artillerie de la marine (8 octobre 1780) ; — à l'avis donné par l'Intendant de la Généralité à M. Collet, commissaire à Granville, chargé par le duc d'Harcourt de la police, discipline et secours de 112 soldats provinciaux du bataillon de Mantes, réformés de la légion de Luxembourg, de la misère de « ces malheureux » revenus dans un état pitoyable, la plupart manquant « de linge et de chaussure, au point de s'en être passé

« depuis trois semaines ou un mois, ce qui les a rendus  
 « malades en grand nombre; il seroit à désirer que  
 « vous voulussiez bien presser pour obtenir la route  
 « que le duc d'Harcourt avoit demandée au Ministre  
 « de la guerre, afin d'en débarrasser son commande-  
 « ment en votre Généralité » (24 janvier 1781); —  
 à l'ordre à donner pour le logement d'un détachement  
 d'artillerie à Ouistreham jusqu'à la fin de l'armement  
 des redoutes (28 mars); — à l'avis que les détache-  
 ments de recrues des volontaires de Luxembourg se  
 dirigeant sur l'île de Ré, ne marchent que d'après les  
 routes particulières, expédiées par M. le chevalier du  
 Luxembourg, et que le logement ne doit leur être  
 fourni qu'en payant de gré à gré (21 juin 1781); —  
 à l'autorisation donnée de faire fournir les effets ou  
 autres secours indispensables, pour se rendre à leur  
 destination, aux troupes du convoi de l'Inde, qui  
 pourront être ramenées d'Angleterre par les bâtimens  
 parlementaires dans les ports de la Généralité, pour  
 être envoyées à Morlaix et à Guingamp; « il en sera de  
 même relativement aux prisonniers revenant d'Angle-  
 terre et des colonies, qui recevront 5 sols par lieue en  
 hiver et 4 sols en été, qui leur seront payés par le  
 Département de la marine » (29 juin 1782); — à l'avis  
 que le duc d'Harcourt renforce le 2<sup>e</sup> bataillon du ré-  
 giment de la Reine, insuffisant pour le service et les  
 travaux de Cherbourg, en envoyant 50 hommes du  
 1<sup>er</sup> bataillon avec leurs officiers (9 novembre 1783); —  
 à l'envoi, pour la construction d'un corps de caserne au  
 fort de La Hougue, du régiment de l'Ile-de-France sé-  
 journant à Coutances (26 janvier 1786); — à l'envoi à  
 St-Sauveur-le-Vicomte d'un détachement du régiment  
 de l'Orléanais, « en remonte à Carentan et y éprouvant  
 « les fièvres du pays » (27 avril 1786); — à l'envoi à  
 Cherbourg d'un détachement de 400 hommes avec leurs  
 officiers du régiment de Lorraine en résidence à  
 Bayeux, et à l'avis donné par le duc d'Harcourt à  
 l'Intendant que l'affluence du monde, qu'attirera la  
 présence du Roi, exigera des précautions pour que le  
 pain et les denrées ne manquent pas à Cherbourg  
 pendant son séjour (15 juin 1786); — à l'avis que le  
 duc de Beuvron ordonne au commandant du régiment  
 Maréchal de Turenne, à Valognes, de détacher ses  
 compagnies de grenadiers et de chasseurs pour aug-  
 menter la garnison de Coutances et « y concourir à  
 « ce que les émeutes ne s'y renouvellent pas » (27  
 février 1789); — à l'avis de l'arrivée à Caen du ré-  
 giment d'infanterie de Bourbon, et de l'intention du  
 Roi « qu'il soit détaché 100 hommes de ce corps en  
 « route pour Honfleur et Ponteaudemer » (27 février

1789); — à l'avis que le duc de Beuvron envoie de  
 Coutances à Carentan la compagnie du maréchal de  
 Turenne pour rassurer les inquiétudes des officiers  
 municipaux, par rapport au marché dont la tranquillité  
 est menacée (14 avril 1789); — à l'avis de l'envoi à  
 St-Lô des compagnies de grenadiers et de chasseurs du  
 régiment de la Reine, sans en fixer le jour, parce  
 qu'elles sont éparses en partie aux travaux de Cher-  
 bourg; car la nécessité d'assurer la tranquillité de la ville  
 de St-Lô, menacée par les attroupemens considérables,  
 a fait passer le duc de Beuvron sur « l'inconvénient  
 « d'un supplément pour l'équipier, qu'on ne prévient  
 « pas d'avance en raison des précautions qui devien-  
 « nent indispensables dans ce moment de crise »  
 (30 avril 1789); — à l'avis de l'envoi d'escouades de  
 12 maîtres du régiment Commissaire général de la  
 cavalerie, dont un maréchal des logis et un brigadier,  
 pour surveiller les halles d'Argences, de Mézidon et de  
 Troarn et le marché de Creully (8 mai 1789); — à  
 l'avis que le duc de Beuvron fait passer de Tinchebray  
 à Vire la compagnie du régiment d'Angoulême, les  
 boulangers de Tinchebray n'ayant pu s'arranger avec  
 les préposés du directoire pour la subsistance de la  
 dite compagnie qui y était en garnison (26 mai 1789);  
 — à l'avis que, d'après la lettre du lieutenant général  
 du Bailliage de Carentan sur l'émeute populaire qui s'y  
 est manifestée, le duc de Beuvron ordonne au com-  
 mandant du régiment d'Angoulême à St-Lô de faire  
 passer une compagnie de plus à Carentan, et à une  
 des deux compagnies séjournant à Vire, de se rendre à  
 St-Lô, qui n'a que le nombre d'hommes nécessaires au  
 maintien du bon ordre (24 juin 1789).

C. 1971. (Liasse.) — 26 pièces, papier.

**1695-1759.** — Affaires militaires. — Convois. —  
 Mémoire des charrettes qui ont transporté à Argences  
 les équipages des régiments d'Agénois, de Montalers  
 et de Presles (3 novembre 1695); — état de 682 routes  
 remises à la direction par M. de Grandpray, sous-  
 traitant des étapes de la Généralité de Caen pour l'an-  
 née 1713, dont le montant est de 19,390 livres 11 sols  
 8 deniers (28 novembre 1713); — autre état des routes  
 dont la valeur de 1,466 livres 5 sols 4 deniers a été  
 remboursée par M. de Grandpray au directeur des  
 étapes de la Généralité, qui fait payer la dite somme  
 à M. de Grandpray par M. Logeret (2 mars 1714); —  
 ordonnance de l'Intendant, rendue sur la requête de  
 Pierre Queudreu et associés, pour les fournitures des

vivres et fourrages des camps de la Généralité, leur permettant de faire transporter par terre de Caen à Bayeux, puis au bord du Vey, enfin à Valognes, les grains qu'ils ont achetés pour la consommation des troupes campées près Valognes, à charge par eux de payer de gré à gré le prix des voitures, à raison de 6 livres par jour pour chacune (4 août 1747); — pièces de comptabilité des dépenses des étapes et avances faites par les sieurs Chevalier et Queudreu pour les étapes et les revues de divers détachements de troupes, Infanterie et Cavalerie (1748); — procès-verbal d'enquête faite par M. des Planches de Cloville, subdélégué de l'Élection de Caen, sur les différends existant entre le sieur Queudreu, entrepreneur des étapes et le sieur Rogue, syndic militaire de la paroisse de Ste-Honorine-du-Fay, au sujet du nombre de billets de logements remis aux soldats du régiment d'Angers, de passage au dit lieu (31 mars 1749); — procuration par-devant les notaires de Paris, donnée par Jacques Garitan, bourgeois de Paris, adjudicataire général de la fourniture des étapes dans la Généralité de Caen à Pierre Queudreu, bourgeois de Caen, de faire la régie de la fourniture des étapes aux troupes passant dans la dite Généralité (11 juin 1749); — état des étapes fournies aux troupes qui ont passé dans la Généralité pendant les mois de juillet, août, septembre, octobre, novembre et décembre 1749, conformément à l'ordonnance du Roi du 13 juillet 1727, présenté par le sieur Queudreu à M. de La Briffe, Intendant de la Généralité, pour être liquidé suivant les routes de la Cour et certificats du commandant, savoir : la ration de bouche de fantassin à 11 sols 3 deniers; celle de dragon à 14 sols 1 denier; celle de cavalier à 19 sols 9 deniers; celle de gendarme 25 sols 4 deniers; et celle de fourrage à 13 sols 3 deniers; au dit état est annexée l'ordonnance de paiement de la somme de 21,259 livres 11 sols 6 deniers à rembourser à Jacques Garitan, adjudicataire de la fourniture des étapes, représenté par le sieur Queudreu sous-traitant de la dite fourniture (20 janvier 1750); — compte entre « MM. les cautions » de Jacques Garitan, adjudicataire de la fourniture des étapes et Pierre Queudreu, chargé des dites fournitures (15 mai 1750); — quatre états généraux de liquidation de la fourniture de l'étape faite et livrée aux troupes de S. M., qui ont passé et séjourné dans la Généralité pendant les quatre semestres de 1751 et 1752, laquelle fourniture est justifiée par les extraits de routes, revues des commissaires des guerres, maire et échevins et quittances des commandants conformément à l'ordonnance du 13 juillet 1727, à raison de 11 sols la ration de bouche

de fantassin, celle de cavalier 19 sols 3 deniers; celle de dragon à 13 sols 9 deniers, et celle de fourrage 16 sols (1750-1752).

C. 1972. (Liasse.) — 7 cahiers, 62 feuillets, papier.

**1753-1756.** — Affaires militaires. — Convois. — Étapes du 1<sup>er</sup> semestre de 1753 régies par le sieur Queudreu (1753); — cinq états généraux de liquidation de la fourniture de l'étape faite et livrée aux troupes du Roi, tant Infanterie que Cavalerie et Dragons, qui ont passé et séjourné dans la Généralité de Caen, par Pierre Robin, chargé par le Roi de la dite fourniture par résultat du Conseil, laquelle fourniture est justifiée par les extraits de routes, revues des commissaires des guerres, maires et échevins, et quittances des commandants chargés du détail et porteurs des dites routes, conformément à l'ordonnance du 13 juillet 1727, à raison de 11 sols la ration de bouche de fantassin, celle de cavalier 19 sols 3 deniers, celle de dragon 13 sols 9 deniers et celle de fourrages 16 sols.

C. 1973. (Liasse.) — 18 pièces, papier.

**1777-1782.** — Affaires militaires. — Convois. — États généraux des voitures et des chevaux, tant de trait que de selle, fournis dans la Généralité de Caen par Jean-Mathurin Dian et Girard Grandjean, entrepreneurs des dites fournitures, tant aux régiments et détachements qu'aux soldats convalescents, invalides et autres qui ont passé dans la dite Généralité, ainsi que pour tous autres transports qui ont été faits par les dits régisseurs pendant les mois de janvier, juillet, octobre 1777, juillet 1782 et année 1782, les dites fournitures justifiées par les extraits de routes, revues des commissaires des guerres et certificats des officiers municipaux. — Régiment de Luxembourg, détachement partant de Caen pour se rendre en Bretagne, fournitures de 3 voitures à 4 chevaux, 2 à 3 et 1 à 2 pour le transport des effets; — état supplémentaire, transport de Cherbourg à Valognes de 100 sacs formant un poids de 20,000 livres; ces états sont arrêtés et signés par M. Esmangart, Intendant de la Généralité; — état général de la répartition des troupes dans les places de la Généralité (20 mai 1780); — état général des matières, sacs vides et ustensiles expédiés pendant l'année 1779, des magasins des vivres dans le département de Caen, dont les transports à destination ont été exécutés par la régie des convois militaires, et du



montant des dits transports à raison de 2 sols 6 deniers par sac de 200 livres et par lieue, y compris même des farines blanches (12 août 1782).

C. 1974. (Liasse.) — 13 cahiers, 117 feuillets, papier.

**1783.** — Affaires militaires. — Convois. — États généraux des voitures et chevaux, tant de trait que de selle, fournis dans la Généralité de Caen par Jean-Mathurin Dian, régisseur des étapes et convois militaires, tant aux régiments et détachements qu'aux soldats convalescents, invalides et autres, qui ont passé dans la dite Généralité, ainsi que pour tous autres transports qui ont été faits par le dit régisseur pendant l'année 1783; les dites fournitures justifiées par les extraits de routes, revues des commissaires des guerres et certificats des officiers municipaux; — mois d'avril, régiment d'infanterie Allemande d'Alsace, partant de Granville pour se rendre à Strasbourg, fourniture de 48 voitures attelées, chacune de 4 chevaux, pour le transport des gros équipages et 26 voitures, même attelage, pour les autres effets; — mois d'octobre, régiment de la Reine partant de Metz pour se rendre à Valognes et Cherbourg, 84 voitures attelées, chacune de 4 chevaux, pour le transport des gros équipages; 13 voitures, même attelage, pour les autres effets et 85 chevaux de selle pour les officiers; les dits états arrêtés par MM. Feydeau et Esmangart, Intendants de la Généralité de Caen.

C. 1975. (Liasse.) — 13 cahiers, 84 feuillets, papier.

**1784.** — Affaires militaires. — Convois. — États des voitures et chevaux, tant de trait que de selle, fournis dans la Généralité de Caen par Jean-Mathurin Dian, régisseur des étapes et convois militaires, en conséquence des routes et ordres de la Cour, des ordres de l'Intendant, des commissaires des guerres, des subdélégués et maires des lieux des étapes, tant aux régiments et détachements qu'aux soldats convalescents, invalides et autres, qui ont passé dans la dite Généralité pendant l'année 1784, et dont la dépense est à la charge de l'extraordinaire des guerres; — régiment de l'Ile de France, détachement de convalescents partant de Poitiers pour rejoindre leur corps à Caen, fourniture de 3 voitures attelées, chacune de 4 chevaux, 2 à 2 chevaux et 14 chevaux de trait pour transporter les effets; — régiment de Picardie, détachement de convalescents partant de St-Omer pour se rendre à

Brest, 6 voitures attelées de 4 chevaux et 2 chevaux de trait pour transporter leurs effets; les dits états certifiés véritables par le directeur des convois militaires, et vus et arrêtés par M. Feydeau, Intendant de la Généralité de Caen.

C. 1976. (Liasse.) — 115 pièces, papier.

**1786.** — Affaires militaires. — Convois. — États généraux des voitures et chevaux, tant de trait que de selle, fournis dans la Généralité de Caen par Jean-Mathurin Dian, régisseur des étapes et convois militaires tant aux régiments et détachements qu'aux soldats convalescents, invalides et autres, qui ont passé dans la dite Généralité, ainsi que pour tous autres transports qui ont été faits par le dit régisseur pendant l'année 1786; les dites fournitures justifiées par les extraits de routes, revues des commissaires des guerres et certificats des officiers municipaux; compagnie de Verchy du corps des Mineurs, partant de Verdun pour se rendre à Cherbourg, fourniture de 6 voitures à 2 chevaux pour le transport des effets; — régiment de Picardie, détachements du Havre pour se rendre à Caen, St-Lô, Coutances et Valognes, fourniture de 3 voitures à 4 chevaux, 6 à 2 chevaux et 23 chevaux de selle; les dits états vus et arrêtés par MM. de Feydeau et de Launay, Intendants de la Généralité.

C. 1977. (Liasse.) — 13 cahiers, 96 feuillets, papier.

**1789.** — Affaires militaires. — Convois. — États généraux des voitures et des chevaux tant de trait que de selle fournis dans la Généralité de Caen, par Jean-Mathurin Dian, régisseur des étapes et convois militaires aux régiments, détachements, soldats convalescents, invalides, matelots, soldats convalescents des corps étrangers, volontaires de la marine, mendiants et vagabonds, prisonniers et galériens et autres, qui ont passé dans la dite Généralité; les dites fournitures faites en vertu des ordres de la Cour, de l'Intendant, des commissaires des guerres, des subdélégués et maires des lieux d'étapes; — régiment d'Artois de Caen à Fougères, 200 chevaux de trait et 1 de selle; — régiment du maréchal de Turenne, allant de Coutances à Valognes, 10 chevaux de trait; — régiment de la Reine, de Cherbourg à St-Lô, 12 chevaux de trait; — détachement d'invalides, se rendant à l'hôtel royal des Invalides, de Cherbourg à Lisieux, 19 chevaux de trait; les dits états certifiés véritables par le directeur des

étapes et convois militaires, vus et arrêtés par M. Le Cordier de Launay, Intendant de la Généralité.

C. 1978. (Liasse.) — 123 pièces, papier.

**1786.** — Affaires militaires. — Convois. — Réquisitions des officiers municipaux et syndics militaires de différentes paroisses et villes de la Généralité, adressées aux entrepreneurs des convois militaires ou à leurs préposés, de fournir les chevaux et voitures nécessaires aux transports des effets et des soldats malades des régiments passant par la Généralité; — 1 cheval de selle à fournir par le sieur Jouanne, pour porter de Caen à Dives le sieur Guilton, soldat du régiment de Picardie, « attaqué de douleurs dans les jambes, provenant d'une grosse maladie » (7 janvier); — détachement de 30 hommes et 2 sergents du régiment de l'Isle de France, se rendant à La Hougue, passant par Périers, une voiture à 4 chevaux (6 février); — 1 cheval de selle pour conduire de Pontorson à Avranches le nommé Leduc, chasseur au régiment de la Reine, infanterie, escorté de la maréchaussée, hors d'état de faire la route à pied, d'après le certificat du chirurgien des prisons de Lamballe (26 février); — détachement du régiment d'Armagnac, se rendant à Valognes, passant par Carentan, une voiture à 4 chevaux pour les effets et 3 chevaux de selle pour les officiers (14 mars); — trois voitures, dont 2 attelées, chacune de 4 chevaux, et une de 3 chevaux à fournir par le sieur Jouanne, pour transporter de Caen à Falaise plusieurs convalescents de différents régiments, allant à Bourbonne prendre les eaux (28 avril); — copies des ordres en vertu desquels les chevaux et voitures ont été fournis au détachement du régiment de Lorraine, infanterie, partant de Bayeux avec armes et bagages pour aller tenir garnison à Cherbourg (mai).

C. 1979. (Liasse.) — 69 pièces, papier.

**1786.** — Affaires militaires. — Convois. — Réquisitions des officiers municipaux et syndics militaires de différentes paroisses et villes de la Généralité, adressées aux entrepreneurs des convois militaires ou à leurs préposés de fournir les chevaux et voitures nécessaires aux transports des effets et des soldats malades des régiments passant par la Généralité: détachement du régiment d'artillerie de Toul, partant de Caen pour se rendre à Bayeux, une voiture attelée de 4 chevaux de selle pour les officiers à la suite et commandant le dit

détachement (30 juin); — de Bayeux à St-Lô, de St-Lô à Carentan, de Carentan à Valognes, de Valognes à Cherbourg, mêmes fournitures (1, 3, 4, 5 juillet); — copie de l'ordre en vertu duquel les chevaux et voitures ont été fournis pour le transport des effets du détachement de la compagnie des Mineurs de Verely (5 juillet); — une voiture attelée de 4 chevaux et une petite voiture attelée de 2 chevaux, pour porter de Caen à Bayeux les effets des convalescents des deux détachements du régiment de Picardie, et 3 chevaux de selle pour les officiers commandants les dits détachements (6 septembre); — 2 chevaux de selle pour les officiers du régiment de Picardie, revenant de conduire un détachement d'hommes de leur régiment, versés dans celui de l'Isle de France (8 septembre); — une voiture attelée de 4 chevaux et un 1 cheval de selle pour le lieutenant, conduisant un détachement de 78 soldats du régiment de Lorraine, partant de Bayeux pour aller rejoindre les régiments d'Anjou et de Bresse en garnison à Brest (2 septembre).

C. 1980. (Liasse.) — 46 pièces, papier.

**1786.** — Affaires militaires. — Convois. — Mendicité. Ordonnances de l'Intendant et réquisitions des maires et échevins de différentes villes de la Généralité, adressées aux entrepreneurs des convois militaires ou à leurs préposés pour la fourniture des chevaux nécessaires au transport des individus renfermés: 1 cheval de selle, pour conduire de Pontorson à Avranches le nommé Louis Travaillé, arrêté comme vagabond suspect et mendiant errant (21 février); — une voiture attelée d'un cheval pour le transfert des prisons de Cherbourg en la maison de force de Beaulieu, de la nommée Marie Gilbert, condamnée à y être renfermée pour cause de folie (21 février); — 2 chevaux de bât ou de selle, pour conduire de Carentan à la maison de force de Beaulieu, Marie Mahaut et son enfant (1<sup>er</sup> avril); — une voiture attelée d'un cheval, pour conduire du dépôt de Beaulieu à l'hôpital de Bayeux les nommés Jacques Piéplu et Joseph Arbalêtre pour être traités de la teigne dont ils sont atteints (24 mai); — 2 chevaux de bât pour conduire de St-Lô dans une maison de force, pour cause de libertinage, les nommées Bonne Aubert et Marie-Madeleine Canoville (30 août); — 1 cheval pour la translation de Cherbourg à Caen de Thérèse Mesnil, condamnée à un an de détention dans la maison de Beaulieu pour cause de libertinage (13 décembre); — ordonnances de M. de Feydeau, In-

tendant de la Généralité, prescrivant aux directeurs ou préposés de la régie des convois militaires, de fournir les chevaux nécessaires pour la translation des renfermés; au bas de l'ordonnance de l'Intendant, du 15 mars, le subdélégué de Valognes ajoute le 24 mars : « l'enfant de Marie Mahault ne pouvant être porté sur « le même cheval que la mère, le préposé aux convois militaires fournira pour tous deux une voiture « attelée d'un cheval »; — état général des voitures et chevaux, tant de trait que de selle, fournis dans la Généralité par M. Dian, régisseur des étapes et convois militaires, pour le transport des mendiants et vagabonds qui ont passé dans la Généralité, et dont le montant est payable sur les fonds destinés à la destruction de la mendicité (1786).

C. 1981. (Liasse.) — 64 pièces, papier.

**1759-1779.** — Affaires militaires. — Convois. — Correspondance entre MM. de Silhouette, Necker, contrôleurs-généraux; de Caumartin, le maréchal duc de Belle-Isle, le duc de Choiseul, le prince de Montbarey, ministres de la guerre, le duc d'Harcourt, gouverneur de la province; Fargès, Intendant de la Généralité de Bordeaux; de Fontette, Esmangart, Intendants de la Généralité de Caen; de Vardon, d'Heu, Bonnier de Saint-Cosme et Padeloup, commissaires des guerres et les subdélégués de la Généralité, relative : à la fourniture des voitures aux troupes à leur passage dans le pays d'Artois (29 mai 1759); — à l'ordonnance de l'Intendant, en forme de règlement, pour la fourniture des voitures et chevaux de selle aux troupes pendant leur marche dans la Généralité (2 septembre 1759); — aux félicitations que le contrôleur général adresse à M. de Fontette, à qui il écrit à propos de l'ordonnance concernant les fournitures des voitures et chevaux aux troupes en marche : « J'ai vu avec grand plaisir « que vous avés rassemblé dans ce règlement les « dispositions les plus sages et les plus précises pour, « en assurant le service, le rendre moins onéreux « qu'il est possible aux communautés de votre Généralité » (5 décembre 1759); — aux objections que le duc d'Harcourt oppose aux divers articles du règlement de M. de Fontette et qu'il adresse au maréchal duc de Belle-Isle, qui envoie la lettre du duc d'Harcourt à M. de Fontette, pour lui demander ses réponses aux dites objections du duc d'Harcourt, qui reconnaît pourtant le bien fondé des statuts du dit règlement, mais il en demande l'application uniforme à toutes les provinces, dans l'in-

térêt des communautés comme dans celui des troupes, qui ne se plaignent que de l'inégalité des divers taux à payer d'une Généralité à l'autre (du 11 et 30 décembre 1759 au 6 février 1760); — à la difficulté faite par les troupes de passage dans la Généralité de se conformer à l'ordonnance rendue pour la fourniture des voitures et des chevaux, que les officiers refusent de payer au taux fixé par l'ordonnance de l'Intendant (5 décembre 1759); — aux représentations faites par le régiment d'Eu sur l'augmentation du prix des voitures dans la Généralité (3 mai 1761); — à l'approbation formelle des dispositions du dit règlement par le duc de Choiseul, qui ajoute : « Nulle raison ne peut « autoriser les troupes à s'écarter des articles 1 et 2, « qui règlent le nombre des voitures; je vous prie donc, « Monsieur, de tenir la main à son exécution et de « m'informer régulièrement des difficultés de la part « des troupes, pour que j'en rende compte au Roy. — « Quant à l'état des voitures prises indument par le « régiment des grenadiers royaux d'Ailly, je donne « des ordres pour faire faire une retenue de 204 livres « sur ce corps... J'espère qu'en y tenant aussi exactement la main que j'y suis disposé, je parviendray à « réprimer ces abus » (3 mai 1759); — à l'ordonnance du Roi, signée Louis et contresignée du duc de Choiseul, approuvant le règlement fait le 1<sup>er</sup> juillet 1759 par M. de Fontette, S. M. ayant reconnu que « les dispositions qu'il contient, en tout conformes à celles des « ordonnances, tendoient à procurer un soulagement « nécessaire à ses sujets, sans surcharger ses troupes, « et pour cette raison jugeant à propos de les approuver « et confirmer, a ordonné et ordonne que le dit règlement sera exécuté sans difficulté pour toutes les « troupes qui marcheront dans la Généralité de Caen, « à peine par le commandant du corps d'en répondre « personnellement » (1<sup>er</sup> juin 1761); — à la manière dont les trésoriers tiendront leurs registres de recettes et dépenses devant faire, sur les fonds en caisse, l'avance des voitures en routes (25 mai 1763); — à l'intention du Roi de faire faire à l'avenir, « par économie », les transports des effets d'artillerie et autres effets militaires qui se faisaient « par entreprise »; — à l'avis donné qu'à cet effet S. M. a choisi le sieur Biétreix, auquel elle a fait expédier un brevet du commissaire général pour l'exécution des dits transports, et à l'arrêt du Roi rendu en son conseil, le 28 mai 1763, pour attribuer à la commission, établie pour la représentation des titres de propriété, des droits de péage, passage, travers et autres de cette nature, qui se perçoivent dans le royaume sur les ponts et chaussées ou chemins



et rivières navigables et ruisseaux y affluents, la connaissance des contestations qui s'élèveraient sur l'exécution des marchés passés par le sieur Biétreix, pour le transport des effets d'artillerie, tant de terre que de la marine et autres effets militaires, ou pour raison du paiement des droits que l'on prétendrait exiger sur les dits effets et munitions et généralement sur tous les objets relatifs aux fonctions du dit commissaire général (31 juillet 1763); — à l'assurance que donne l'Intendant au Ministre que le sieur Biétreix trouvera dans sa Généralité toutes les facilités relativement à l'importance de son service, et que toutes les contestations sur l'exécution des marchés seront renvoyées à la dite commission, dont « l'établissement, écrit M. de Fontette, était utile pour mettre l'uniformité dans cette partie du service; mais, ajoute-il, il est difficile de se refuser à penser qu'il sera triste pour une infinité de misérables particuliers, éloignés de la capitale, de se voir exposés à des frais ruineux pour des mandes qui pourraient être décidées sur les lieux sans aucune dépense pour eux » (12 août 1762); — à l'obligation de l'Intendant de s'adresser au sieur Biétreix pour tous les transports par terre et par mer, « l'intention du Roy étant qu'il soit chargé de tous ceux qui peuvent intéresser son service » (28 août 1763); — à l'envoi de plusieurs exemplaires de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> juillet 1768, portant règlement sur les voitures à fournir aux troupes en marche, « renfermant, écrit M. de Fontette à M. de Choiseul, toutes les dispositions qu'il étoit possible d'établir pour mettre dans cette partie du service l'ordre qu'il exigeoit, et surtout pour mettre fin à des vexations dont le paysan n'étoit que trop souvent la victime... le préambule de l'ordonnance rappelle celle du 1<sup>er</sup> juin 1761, qui prescrit l'exécution de mon règlement du 1<sup>er</sup> juillet 1759, l'article 21 ordonne même en termes exprès l'exécution de ce règlement... Cependant l'article 26 me paroît susceptible de difficultés sur la fourniture des chevaux de selle, non pas relativement au prix, qui est bien fixé à 25 sols, mais eu égard à la quantité de journées que les officiers devront payer... le moyen de prévenir l'équivoque, et de remettre les choses dans l'ordre, seroit que vous eussiez la bonté de m'écrire une lettre interprétative que je ferois imprimer et distribuer dans tous les lieux de passage... il seroit fâcheux que le paysan, accoutumé depuis près de dix ans à recevoir 30 et 40 sols pour le loyer d'un cheval qu'il fournit *forcément*, ne reçût plus que 25 sols, à présent que les denrées en tout genre augmentent de prix, alors que les chemins et les

« distances sont toujours les mêmes, il me paroît d'ailleurs leur convenable qu'il y ait égalité de rétribution entre les voitures et les chevaux de selle »; à ce dossier sont annexés des mémoires, ordonnances et autres renseignements sur cette partie du service dans les Généralités de la Franche-Comté et de la Guyenne, que M. de Fontette avait demandés à ses collègues (24 août 1768); — aux ordres à donner par l'Intendant aux commissaires des guerres de remettre sans difficulté aux entrepreneurs généraux des convois militaires, un extrait de la revue de départ des régiments, « constatant la quantité de voitures et de chevaux de selle, qui aura été réglée pour chaque corps, et celles que les corps garderont à leur suite pour le transport des convalescents et des effets d'un usage journalier, à raison de deux au plus de ces dernières par bataillon d'infanterie et par régiment de cavalerie, dragons et hussards », le dit extrait devant aussi faire mention tant du poids des gros bagages à transporter directement du lieu de départ à celui de la destination des corps, que du poids des équipages à transporter à leur suite; « je vous observe, au surplus, ajoute le prince de Montbarey, que l'on doit continuer à fournir aux régiments Suisses dix voitures par bataillon, en se conformant d'ailleurs à la lettre de M. le duc de Choiseul du 20 mai 1769 » (8 septembre 1777); — aux dispositions à prendre par l'entrepreneur des convois militaires pour fournir les voitures et les chevaux nécessaires aux transports des munitions pour les épreuves des bouches à feu, ordonnées par le Roi, dans les places et sur les batteries des côtes du royaume depuis Dunkerque jusqu'aux limites de la Bretagne (5 avril 1778); — à la fourniture d'une voiture de plus par bataillon pendant la marche des régiments d'infanterie Française, Allemande et Irlandaise, armés de fusils neufs, fabriqués depuis la paix (12 juin 1778); — aux inconvénients reconnus du chargement et déchargement de la dite voiture, qui sera conduite directement au lieu de destination des corps (21 août 1778); — aux obstacles éprouvés par le service des convois, par suite de la nouvelle régie des étapes et convois militaires (5 mars 1779); — à l'envoi d'exemplaires de l'arrêt du conseil du 31 décembre 1778, pour le service des étapes et des convois militaires, avec recommandation expresse de M. Necker de tenir la main à son exécution; — aux nouvelles recommandations de Necker d'obvier aux abus subsistant dans le service des convois militaires, car, écrit-il : « la facilité avec laquelle on a accordé des chevaux et voitures aux conducteurs de recrues et remotes, aux invalides, aux soldats sor-

« tant des hôpitaux et autres, a donné lieu à une multiplicité de rachats faits à vil prix, qui procurent un bénéfice illicite aux entrepreneurs et fait tomber à la charge de S. M. la dépense d'un service qui n'est point effectif » ; — à la création de syndics d'office, choisis parmi les habitants les plus intelligents de chaque localité, et qui ne seraient occupés que des objets relatifs à tout ce qui concerne le service militaire (10 avril 1779) ; — au prétexte dont se servent les étapiers pour demander des indemnités, alléguant le défaut d'avis dans un délai suffisant pour préparer leurs fournitures, et aux moyens d'y remédier (7 mai 1779) ; — aux mesures à prendre pour le transport des munitions et effets militaires, soit pour l'armement des batteries, soit pour la défense des côtes (16 juin 1779) ; — à l'ordre et à la stricte économie à observer dans la fourniture des chevaux et des voitures en marche (30 septembre 1779) ; — aux pressantes recommandations adressées par Necker à l'Intendant pour renouveler aux commissaires des guerres, aux subdélégués et aux maires et syndics des communautés, les instructions d'après lesquelles ils devront restreindre le nombre et l'espèce de voitures à ce qui est prescrit par l'ordonnance et aux observations détaillées que le contrôleur-général fait sur l'état de vérification de liquidation des convois militaires durant le quartier de janvier (15 octobre 1779).

C. 1982. (Liasse.) — 59 pièces, papier.

**1779-1781.** — Affaires militaires. — Convois. — Correspondance entre MM. Esmangart, Intendant de la Généralité; Moreau, directeur de la régie générale des étapes et des convois militaires; Lorin, sénéchal et subdélégué à St-Malo et les autres subdélégués, relative : à la plainte des habitants de la paroisse de Fleury (élection de Coutances), de ce qu'ils ne sont pas payés par la régie des convois, des voitures qu'ils ont fournies pour le transport des bagages des troupes de passage (25 juillet 1779) ; — à l'envoi d'un mandat de 9 livres à l'adresse du sieur Coudray, roulier de la ville de Caen, pour ses 4 chevaux, qui ont servi au transport de St-Malo à Cancale des canons pour la défense de la côte de Cancale menacée par les Anglais le 29 mai 1779 (14 octobre 1779) ; — à la demande des habitants de la paroisse de Ste-Cécile, réclamant le prix de deux voitures fournies pour le transport des équipages du régiment Royal-Comtois, en remplacement de la paroisse de la Chaise-Beaudouin commandée pour ce service (28 juin 1780) ; — à l'ordre donné au sieur Moreau,

directeur des étapes et convois militaires, de payer au sieur Durand, de la paroisse de St-Ouen de Caen, la somme de 14 livres pour l'indemniser de la perte occasionnée par un transport d'effets de campement destinés pour St-Malo (9 septembre 1780) ; — au nouveau tarif établi pour les chevaux et voitures employés pour le service des troupes (11 janvier 1780) ; — aux observations faites par le subdélégué de St-Lô sur le dit tarif ; il écrit « que le sieur Fontaine se charge du service à raison de 24 livres pour la route de Pontfarcy, dont l'état impraticable exige huit chevaux et 2 jours de course, car cette route ne doit pas être réglée au même taux que les autres » (25 janvier 1781) ; — aux remontrances du subdélégué de Vire sur le projet de règlement fixant le prix des voitures et des chevaux militaires, « sur les 7 places correspondantes à la ville de Vire, écrit-il, il n'y a que la route de Villers et celle de Mortain qui soient bonnes, les routes pour aller à Caves et au Pontfarcy sont très-mauvaises, très-difficiles, et dans l'hiver presque impraticables ; celle de Villedieu, vous la connoissés, et d'ici à quelque temps, elle se trouvera encore difficile ; celle de Tinchebray, dans l'hiver, est affreuse ; celle de Condé, il y a trois lieues d'anciennes routes et le surplus sont des petits chemins très-difficiles ; du côté des roulliers et des chevaux, nous n'avons point de roulliers, nous n'avons dans le pays que des petits chevaux, et pendant qu'il n'en faudra que 4 à Caen, il en faudra mettre ici 10, ou pour le moins 8, et comme l'on a peu de charettes à limon, il faut 12 bœufs et 2 chevaux, d'autant que l'on se sert dans le pays plutôt de bœufs que de chevaux » (28 janvier 1781) ; — à l'avis donné par le subdélégué de Mortain que « la fixation pour les voitures à faire de Mortain à Vire et St-Hilaire, de cette dernière place à St-James, Ducé et Mortain est encore suffisante ; celle de Tinchebray à Vire et Condé de même ; mais celle de Mortain à Domfront et Tinchebray, et celle de cette dernière place à Domfront et Mortain ne paraît pas capable d'indemniser les particuliers qui seront commandés : 1<sup>o</sup> parce que les chemins sont fort mauvais ; 2<sup>o</sup> parce que les voitures dans ce pays ici ne sont traînées que par des bœufs » (8 février 1781) ; — à la fourniture d'une voiture pour le transport des hommes du corps-de-garde de Courseulles, lorsqu'ils ne pourront regagner à pied le village, ce qui arrive fréquemment par suite de l'ouragan du 27 février 1781 (12 mars 1781) ; — à l'exécution de deux ordonnances rendues contre les sieurs Robert Leloup et Jean Hardy qui ont refusé

la fourniture de deux chevaux de selle (14 mai 1781); — aux indemnités réclamées par le sieur Aubry, entrepreneur des convois pour le transport des équipages du régiment de Berwick (7 novembre 1781).

C. 1983. (Liasse.) — 41 pièces, papier.

**1783-1788.** — Affaires militaires. — Convois. — Correspondance entre MM. d'Ormesson, contrôleur-général; le duc de Beuvron, commandant pour le Roi à Cherbourg; Esmangart, Cordier de Launay, Intendants de la Généralité; de Surville, prévôt général de la maréchaussée; le chevalier de Saint-Maclou, major du château de Caen; Houzé de Saint-Paul, directeur de l'artillerie; Du Buisson, directeur des convois militaires; de Montcarville, commissaire des guerres et les subdélégués de la Généralité, relative: à la demande du sieur Leclerc, voiturier, pour le paiement des frais de transport des effets du régiment des Grenadiers royaux, de Coutances à Rouen et Alençon (30 mai 1783); — aux modifications à faire au règlement de 1759 sur la fourniture des voitures et des chevaux aux troupes (21 juin 1783); — à l'envoi fait par les subdélégués des états des prix qu'il convient d'accorder pour les voitures et chevaux qui font le service des convois militaires (juillet 1783); — à l'avis donné que, par suite du mouvement considérable des troupes qui doit s'effectuer et de la nécessité de pourvoir aux transports directs des gros équipages, l'administration a dispensé les entrepreneurs et préposés de la régie des convois militaires de s'assujettir aux dispositions de l'arrêt du Conseil du 20 avril, lorsqu'il seront chargés des équipages des troupes et que cette exception aura lieu jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier (21 octobre 1783); — à la demande du sieur Malhaire, entrepreneur, pour la place de Condé-sur-Noireau, d'une indemnité pour fourniture de voitures pour le transport des effets du régiment de L'Isle de France, de Condé à Évreux (20 février 1784); — au paiement des frais des transports exécutés par la régie des convois militaires pour le service des vivres (31 juillet 1786); — à l'avis donné qu'il est urgent de faire transporter de Caen à St-Lô la quantité de 20 millions de poudre et de donner des ordres pour les voitures nécessaires à ce transport, dont le convoi doit être escorté par deux cavaliers de la maréchaussée (1<sup>er</sup> octobre 1787); — au transport de Caen à Cherbourg de 50,000 livres de poudre, et aux ordres à donner aux subdélégués de Bayeux, St-Lô, Carentan et Valognes pour qu'aux jours d'arrivée des 2 convois dans ces endroits, ils aient les voitures et les chevaux commandés pour

partir le lendemain, escortés de deux cavaliers de la maréchaussée (5 octobre 1787); — au transport des effets d'artillerie pour l'armement des principales batteries de la côte (15 octobre 1787); — à la demande du sieur Olivier Liégard, entrepreneur des convois militaires, du remboursement de 32 livres pour 4 voitures et de 30 livres pour 24 chevaux de selle fournis pour le transport, de St-Lô à Bayeux, des officiers du régiment de Lorraine ainsi que les équipages du dit régiment (11 mai 1788).

C. 1984. — 6 cahiers in-f<sup>o</sup>, 27 feuillets, papier.

**1720.** — Affaires militaires. — Revues de cavalerie. — Extraits des revues passées par M. Gaigne, commissaire des guerres au département de la Basse-Normandie, et en son absence par M. Guynet, chevalier, seigneur d'Arthel, conseiller du Roi, maître des requêtes honoraire de son hôtel, Intendant et commissaire départi pour l'exécution des ordres de S. M. en la Généralité de Caen, aux régiments de cavalerie en garnison dans la dite Généralité, pour servir au paiement de leur subsistance: régiment du Roi, composé de huit compagnies, 1<sup>re</sup> compagnie, Mestre-de-Camp en quartier à Condé-sur-Noireau, capitaines: le marquis de Fournège et de Monredon, 25 hommes y compris le timbalier, le trompette et deux brigadiers et 25 chevaux; 2<sup>e</sup> compagnie, Lieutenant-Colonelle, capitaine: le sieur Bougard, 29 hommes, 25 chevaux en quartier à Pontorson; 3<sup>e</sup> compagnie d'Alentum, en quartier à Vire, 25 hommes, 24 chevaux; 4<sup>e</sup> compagnie de Saint-Projet, à Vire, 25 hommes, 25 chevaux; 5<sup>e</sup> compagnie de Rouvray, en quartier à Bayeux, 32 hommes, 25 chevaux; 6<sup>e</sup> compagnie d'Escajeul, à Bayeux, 28 hommes, 24 chevaux; 7<sup>e</sup> compagnie de Savary, à Bayeux, 25 hommes, 24 chevaux; 8<sup>e</sup> compagnie de Queneville, à Bayeux, 25 hommes et 25 chevaux. Total, 214 hommes, y compris l'état-major des officiers réformés et les officiers présents, et trois gardes du Roi; — régiment de Nugent, composé de huit compagnies: compagnie Mestre-de-Camp, capitaines: de Nugent et de Saint-Léger, 41 hommes, y compris le timbalier, le trompette et 2 brigadiers, 35 chevaux, en quartier à Valognes, avec la compagnie Lieutenant-Colonelle, capitaines: Coglande et Taafé, 41 hommes, 35 chevaux; compagnie de Belagh, 39 hommes, 34 chevaux, en quartier à Coutances, avec la compagnie de Sketton, 41 hommes, 35 chevaux; compagnie de Marshall, 41 hommes, 35 chevaux, en quartier à Vire avec la compagnie de François Nugent, 41 hommes,



35 chevaux, Total, 326 hommes, 279 chevaux; — brigade de Sanguin, du régiment Royal, carabiniers, composé de 8 compagnies : compagnie Mestre-de-Camp, 41 hommes, y compris le timbalier, le trompette et dix brigadiers, et 37 carabiniers, 40 chevaux, en quartier à Bayeux avec la compagnie du Rozel, 38 hommes, 33 chevaux; compagnie de La Forest, 41 hommes, 34 chevaux, en quartier à St-Lô avec la compagnie de Guerry, 38 hommes et 38 chevaux; compagnie Lieutenance-Colonelle, 41 hommes, 39 chevaux, en quartier à Caen, avec les 3 compagnies de La Bussière, 39 hommes, 30 chevaux; de Landriano, 41 hommes, 37 chevaux, et de Rozières, 40 hommes, 33 chevaux, Total, 319 hommes, 284 chevaux; à la suite de chaque état, se trouvent mentionnés les officiers composant l'état-major, formé du colonel, du lieutenant-colonel, du major, de l'aide-major, de l'aumônier et du chirurgien du régiment, et les officiers réformés et les officiers en pied présents; en marge se trouvent consignées les absences par congé de la Cour.

C. 1985. (Liasse.) — 15 cahiers in-f°, 41 feuillets, papier.

**1721.** — Affaires militaires. — Extraits des revues faites par M. Gaigne, commissaire des guerres au département de la Basse-Normandie, et en son absence par M. Guynet, Intendant de la Généralité, pour servir au paiement de la subsistance des régiments de cavalerie en garnison dans la Généralité, savoir : régiment d'Exclainvilliers, compagnie de Mestre-de-Camp, 25 hommes et 23 chevaux, y compris le timbalier, en quartier à Périers; compagnie de Gouffier, 25 hommes, 25 chevaux, détachée à Bayeux avec la compagnie Lieutenance-Colonelle, 25 hommes, 25 chevaux; compagnie d'Espinchal, détachée à Carentan, 25 hommes, 25 chevaux; compagnie de Rumigny, détachée à Valognes, 25 hommes, 25 chevaux; compagnie de Rolland, 25 hommes, 25 chevaux; compagnie de Brossia, détachée à Isigny, 25 hommes, 25 chevaux, Total, 200 hommes, 200 chevaux; — régiment de Nugent, composé de 8 compagnies : compagnie Mestre-de-Camp, 41 hommes, 35 chevaux, en quartier à Valognes; compagnie de Cooke, détachée à Carentan, avec la compagnie Robert Nugent, l'une et l'autre composées de 41 hommes, 35 chevaux; compagnie de Betagh, 40 hommes, 33 chevaux, détachée à Coutances avec la compagnie de Skelton, 35 hommes, 41 chevaux; compagnie de François Nugent, 41 hommes, 35 chevaux, détachée à Vire avec la compagnie de Marshall, 25

hommes, 25 chevaux; en tout 327 hommes, 280 chevaux; — régiment royal des carabiniers, brigade de Sanguin, composée de 8 compagnies : compagnie de Mestre-de-Camp, 41 hommes, 41 chevaux, détachée à Bayeux avec la compagnie du Rozel, 39 hommes, 34 chevaux; compagnie de la Forest, détachée à St-Lô, 41 hommes, 35 chevaux; compagnie de Guerry, 38 hommes, 38 chevaux; compagnie Lieutenance-Colonelle, 41 hommes, 41 chevaux, en quartier à Caen avec les 3 compagnies de La Bussière, 40 hommes, 30 chevaux; compagnie de Landriant, 41 hommes, 39 chevaux, et de Rozières, 40 hommes, 35 chevaux; à la suite de ces états, sont mentionnés l'état-major et les officiers présents; le total des carabiniers est de 200 ainsi que celui des chevaux.

C. 1986. (Liasse.) — 8 cahiers in-f°, 20 feuillets, papier.

**1722.** — Affaires militaires. — Extraits des revues faites par M. Gaigne, commissaire des guerres au département de la Basse-Normandie, pour servir au paiement de la subsistance des régiments de cavalerie en garnison dans la Généralité de Caen, savoir : régiment d'Exclainvilliers, composé de 8 compagnies : compagnie Mestre-de-Camp, 25 hommes, avec le timbalier, 25 chevaux, en quartier à Périers; compagnie de Gouffier, 25 hommes, 25 chevaux, détachée à Bayeux avec la compagnie Lieutenance-Colonelle, 25 hommes, 25 chevaux; compagnie d'Espinchal, détachée à Carentan, 25 hommes, 25 chevaux; compagnie de Rolland, 25 hommes, 25 chevaux; compagnie d'Hargicourt, en quartier à Caen, 25 hommes, 25 chevaux; compagnie de Rumigny, détachée à Valognes, 25 hommes, 25 chevaux; compagnie de Brossia, 25 hommes, 25 chevaux, détachée à Isigny; en tout 200 hommes, 200 chevaux; — régiment de cuirassiers du Roy, composé de 8 compagnies : compagnie Mestre-de-Camp, 25 hommes, 25 chevaux; compagnie Lieutenance-Colonelle, à Bayeux, 25 hommes, 25 chevaux; compagnie d'Héronval, à Coutances, 25 hommes, 25 chevaux; compagnie du chevalier d'Hérouval, à Valognes, 25 hommes, 25 chevaux; compagnie de Saint-Blaize, détachée à Vire, 25 hommes, 25 chevaux; compagnie de Forville, détachée à St-Lô, 25 hommes, 24 chevaux; compagnie de Dizier, en quartier à Avranches, 24 hommes, 25 chevaux; compagnie de Resson, en quartier à Caen, 24 hommes, 25 chevaux; en tout 198 hommes, 199 chevaux; les dits extraits faits et signés par M. Gaigne, commissaire des guerres.

C. 1987. (Liasse.) — 13 cahiers in-f<sup>o</sup>, 37 feuillets, papier.

**1723.** — Affaires militaires. — Extraits des revues faites par MM. Gaigne et de Chailly, commissaires des guerres au département de la Basse-Normandie, pour servir au paiement de la subsistance des régiments de cavalerie en garnison dans la Généralité de Caen, savoir : régiment des cuirassiers, composé de 8 compagnies : compagnie Mestre-de-Camp, 25 hommes, 25 chevaux ; compagnie Lieutenance-Colonelle, à Bayeux, 25 hommes, 25 chevaux ; compagnie du chevalier d'Héronval, détachée à Valognes, 25 hommes, 20 chevaux ; compagnie d'Hérouval, en quartier à Coutances, 25 hommes, 25 chevaux ; compagnie de Saint-Blaize, en quartier à Vire, 25 hommes, 25 chevaux ; compagnie de Forville, détachée à St-Lô, 25 hommes, 25 chevaux ; compagnie de Dizier, détachée à Avranches, 24 hommes, 25 chevaux ; compagnie de Resson, en quartier à Caen, 25 hommes, 25 chevaux ; en tout 199 hommes, 199 chevaux ; — régiment de Bougard, compagnie Mestre-de-Camp, 23 hommes, 25 chevaux ; compagnie Lieutenance-Colonelle, 23 hommes, 23 chevaux, en quartier à Avranches ; compagnie de Montigny, à Bayeux, 25 hommes, 25 chevaux ; compagnie de Bondy, 22 hommes, 25 chevaux, en quartier à Caen ; compagnie de Barville, 23 hommes, 25 chevaux, à Valognes ; compagnie de Villenant, 23 hommes, 25 chevaux, à Vire ; compagnie de Lastie de Saint-Jal, 22 hommes, 25 chevaux, à St-Lô ; compagnie de Chamarant, 23 hommes, 25 chevaux, à Carentan ; après la désignation des hommes de chaque compagnie se trouvent les noms des officiers présents ou absents, et à la suite de l'état général se trouvent cités les officiers de l'état-major, la liste des officiers et lieutenants réformés à payer comme la Mestre-de-Camp, enfin la liste des officiers présents ; total, 184 hommes, 200 chevaux ; — les dits extraits faits et signés par les commissaires des guerres ci-dessus désignés ; — état des officiers du régiment de Bougard, tant en pied que réformés en quartier dans les diverses Élections, et qui étaient présents aux revues des mois de novembre et décembre, pour servir au paiement de leur logement.

C. 1988. (Liasse.) — 12 cahiers in-f<sup>o</sup>, 38 feuillets, papier.

**1724.** — Affaires militaires. — Extraits des revues faites par MM. de Chailly, de Villarsceaux et Gaigne, commissaires des guerres au département de la Basse-Normandie, pour servir au paiement de la subsistance

des régiments de cavalerie en garnison dans la Généralité de Caen, savoir : régiment de Bougard, compagnie de Mestre-de-Camp, en quartier à Avranches, 23 hommes, 25 chevaux ; compagnie Lieutenance-Colonelle, en quartier à Coutances, 25 hommes, 25 chevaux ; compagnie de Montigny, en quartier à Bayeux, 23 hommes, 25 chevaux ; compagnie de Bondy, en quartier à Condé-sur-Noireau, 22 hommes, 25 chevaux ; compagnie de Barville, 23 hommes, 23 chevaux ; compagnie de Villenant, en quartier à Vire, 23 hommes, 25 chevaux ; compagnie de Lastie de Saint-Jal, 23 hommes, 25 chevaux ; compagnie de Saint-Chamaran, en quartier à Carentan, 23 hommes, 25 chevaux ; — régiment de Chepy ; compagnie Mestre-de-Camp, 25 hommes, 25 chevaux, à Périers ; compagnie de Lentage, 22 hommes, 25 chevaux ; compagnie d'Herbemont, 22 hommes, 25 chevaux, à Isigny ; compagnie de Luines, 22 hommes, 25 chevaux, à Valognes ; compagnie de La Besse, 22 hommes, 25 chevaux, à Coutances ; compagnie du Parcq, 22 hommes, 25 chevaux ; compagnie de Chepy, 22 hommes, 25 chevaux ; compagnie de Sainte-Marie, 22 hommes, 25 chevaux ; — les noms des officiers sont marqués présents ou absents en tête de chaque compagnie ; à la suite de l'état général se trouve l'état-major et la liste des capitaines et lieutenants réformés et des officiers en pied présents ; les dits extraits faits et signés par les commissaires des guerres ci-dessus désignés.

C. 1989. (Liasse.) — 13 cahiers in-f<sup>o</sup>, 46 feuillets, papier.

**1725.** — Affaires militaires. — Extraits des revues faites par MM. Gaigne, de Villarsceaux-Duflot, commissaires des guerres au département de la Basse-Normandie pour servir au paiement de la subsistance des régiments de cavalerie en garnison dans la Généralité de Caen ; — régiment de Chepy ; compagnie de Mestre-de-Camp, 25 hommes, 25 chevaux, à Périers ; compagnie de Lentage, détachée à St-Lô, 25 hommes, 25 chevaux ; compagnie d'Herbemont, en quartier à Isigny, 25 hommes, 25 chevaux ; compagnie de Luines, en quartier à Valognes, 25 hommes, 25 chevaux ; compagnie de Labbesse, détachée à Coutances, 25 hommes, 25 chevaux ; compagnie de Duparq, en quartier à Vire, 25 hommes, 25 chevaux ; compagnie de Sainte-Marie, en quartier à St-Sauveur-le-Vicomte, 25 hommes, 25 chevaux, en tout 200 hommes, 200 chevaux (les noms des officiers présents ou absents sont en marge de ces extraits signés Gaigne) ; — régiment du Roi : compagnie de Mestre-de-Camp, 25 hommes, 25 chevaux,

en quartier à Avranches; compagnie de Descajoul, détachée à Ducey, 30 hommes, 25 chevaux; compagnie d'Alentun, à Gavray, 28 hommes, 25 chevaux; compagnie de Corail, en quartier à Pontorson, 27 hommes, 25 chevaux; compagnie de Cappy, à Villedieu, 28 hommes, 25 chevaux; compagnie de Savary, à Coutances, 30 hommes, 25 chevaux; compagnie de Queneville, en quartier à Vire, 30 hommes, 25 chevaux; compagnie de Rochechouart, détachée à Condé-sur-Noireau, 28 hommes, 25 chevaux, en tout 230 hommes, 200 chevaux; — régiment Royal étranger: compagnie Mestre-de-Camp, en quartier à Périers, 27 hommes, 24 chevaux; compagnie Lieutenance-Colonelle, à Ste-Mère-Église, 30 hommes, 25 chevaux; compagnie de Rouvray, à La Cambe, 30 hommes, 24 chevaux; compagnie de Calvi, à Picaucville, 26 hommes, 24 chevaux; compagnie de Tournelle, détachée à Isigny, 27 hommes, 24 chevaux; compagnie de Durville, en quartier à Carentan, 30 hommes, 25 chevaux; compagnie de Sansalle, en quartier à St-Sauveur-le-Vicomte, 28 hommes, 24 chevaux; compagnie de Danthiniac, en quartier à Isigny, 30 hommes, 24 chevaux, en tout 230 hommes, 194 chevaux; les dits extraits faits et signés par les commissaires des guerres ci-dessus désignés.

C. 1990. (Liasse.) — 21 cahiers in-f<sup>o</sup>, 42 feuillets, papier.

**1726.** — Affaires militaires. — Extraits des revues faites par M. Duflot, commissaire des guerres en la Généralité de Caen, pour servir au paiement de la subsistance des troupes des régiments de cavalerie en garnison dans les diverses Élections de la Généralité, savoir: régiment du Roi, composé de 8 compagnies: compagnie Mestre-de-Camp, 30 hommes, 25 chevaux, en quartier à Avranches avec l'état-major et les officiers réformés; compagnie Lieutenance-Colonelle, en quartier à Ducey, 33 hommes, 25 chevaux; compagnie de d'Alentun, en quartier à Gavray, 33 hommes, 25 chevaux; compagnie de Cappy, en quartier à Villedieu, 30 hommes, 25 chevaux; compagnie de Savary, à Coutances, 32 hommes, 25 chevaux; compagnie de Queneville, à Vire, 35 hommes, 25 chevaux; compagnie de Rochechouart, à Condé-sur-Noireau, 30 hommes, 25 chevaux; — régiment Royal: compagnie Mestre-de-Camp, 30 hommes, 25 chevaux, en quartier à Périers avec l'état-major et les officiers réformés; compagnie Lieutenance-Colonelle, en quartier à Ste-Mère-Église, 35 hommes, 25 chevaux; compagnie de Rouvray, détachée à La Cambe, 30 hommes, 25 chevaux;

compagnie de Calvi, en quartier à Picaucville, 35 hommes, 25 chevaux; compagnie de La Tournelle, à Isigny, 28 hommes, 25 chevaux; compagnie de Sansalle, à St-Sauveur-le-Vicomte, 28 hommes, 25 chevaux; compagnie d'Urville, à Carentan, 35 hommes, 25 chevaux; compagnie d'Anthiniac, détachée à Isigny, 35 hommes, 25 chevaux; — régiment Mestre-de-Camp général des dragons, composé de 12 compagnies: compagnie Mestre-de-Camp, en quartier à Périers, 41 hommes, 15 chevaux; compagnie Lieutenance-Colonelle, en quartier à Bayeux, 41 hommes, 17 chevaux; compagnie de Barbazan, à Vire, 41 hommes, 16 chevaux; compagnie de Decombes, à St-Sauveur-le-Vicomte, 41 hommes, 16 chevaux; compagnie de Magesq, à Caen, 41 hommes, 17 chevaux; compagnie de Chalin, à Caen, 41 hommes, 17 chevaux; compagnie de Puy-Séguir, détachée à Isigny, 41 hommes, 19 chevaux; compagnie de Marle, à St-Lô, 40 hommes, 16 chevaux; compagnie de Ploëuc, à Carentan, 41 hommes, 16 chevaux; compagnie de Blarus, à Valognes, 41 hommes, 16 chevaux; compagnie de Coëtlogon, détachée à Villedieu, 41 hommes, 15 chevaux; compagnie de Dormenan, 41 hommes, 17 chevaux, détachée à La Cambe; à la suite du dit état se trouvent les listes des officiers d'état-major, composé des colonel, lieutenant-colonel, du major, de l'aide-major et du chirurgien-major (l'aumônier n'y figure pas), des officiers réformés sans appointements et des lieutenants présents ou absents (le trompette de chaque compagnie est remplacé par le tambour dans le régiment Mestre-de-Camp général); les dits extraits arrêtés et signés par Duflot, commissaire des guerres.

C. 1991. (Liasse.) — 20 cahiers in-f<sup>o</sup>, 43 feuillets, papier.

**1727-1728.** — Affaires militaires. — Extraits des revues faites par MM. Duflot, Sainte-Marthe et Croisseuil, commissaires des guerres au département de Basse-Normandie, pour servir au paiement de la subsistance des troupes des régiments de cavalerie en garnison dans la Généralité de Caen, savoir: régiment Mestre-de-Camp général dragons, de 12 compagnies: compagnie Mestre-de-Camp, 41 hommes, y compris le tambour, 15 chevaux, en quartier à Périers; compagnie Lieutenance-Colonelle, 41 hommes, 17 chevaux, à Bayeux; compagnie de Barbazan, détachée à Vire, 41 hommes, 17 chevaux; compagnie de Combes, détachée à St-Sauveur-le-Vicomte, 41 hommes, 16 chevaux; compagnie de Magesq, 41 hommes, 17 chevaux,



en quartier à Caen; compagnie de Chalais, 41 hommes, 17 chevaux, en quartier à Caen; compagnie de Puy-ségur, 41 hommes, 19 chevaux, en quartier à Isigny; compagnie de Marle, 41 hommes, 16 chevaux, en quartier à St-Lô; compagnie de Ploëuc, 41 hommes, 17 chevaux, à Carentan; compagnie de Blaru, détachée à Valognes, 41 hommes, 16 chevaux; compagnie de Coëtlogon, 41 hommes, 15 chevaux, à Villedieu; compagnie Dormenan, détachée à Cérisy, 41 hommes, 41 chevaux; toutes ces mêmes compagnies sont portées à 41 hommes et 41 chevaux dans l'extrait de la revue faite en mai, de ce régiment, avant son départ pour se rendre à Neufbrisach (les noms des officiers sont en marge); — régiment Royal-Allemand: compagnie de Brancas, 45 hommes, y compris le trompette, 45 chevaux (en novembre); — revue en décembre du régiment Royal-Allemand, composé de 11 compagnies: compagnie Mestre-de-Camp, en quartier à Bayeux, 44 hommes, y compris le timbalier et le trompette, 45 chevaux; compagnie de Daremberg, à Avranches, 45 hommes dont 2 cadets, 45 chevaux; compagnie de Luzelbourg, détachée à Carentan, 45 hommes dont 2 cadets, 45 chevaux; compagnie de Ribbings, à Isigny, 44 hommes dont 1 cadet, 45 chevaux; compagnie de Kiessling, détachée à St-Sauveur-le-Vicomte, 45 hommes, dont 2 cadets, 45 chevaux; compagnie de Gondelack, en quartier, à Périers, 45 hommes, dont 2 cadets, 45 chevaux; compagnie de Cauvin, à Valognes, 45 hommes, dont 2 cadets, 45 chevaux; compagnie de Wormser, à Cérisy, 41 hommes, dont 2 cadets, 45 chevaux; compagnie de Brancas, à Avranches, 45 hommes, dont 2 cadets, 45 chevaux; compagnie de Flemming, à Valognes, 45 hommes, dont 2 cadets, 45 chevaux; compagnie de Custling-Germange, détachée à Vire, 45 hommes, dont 2 cadets, 45 chevaux; — régiment Dhelmstatt composé de 9 compagnies: compagnie Mestre-de-Camp, en quartier à St-Sauveur-le-Vicomte, 41 hommes, compris le timbalier et le trompette, 45 chevaux; compagnie Lieutenance-Colonelle, à Pont-l'Abbé, 45 hommes, 45 chevaux; compagnie de Peschery, détachée à Bayeux, 44 hommes, 45 chevaux; compagnie de Merigny, 45 hommes, 45 chevaux, à Carentan; compagnie d'Orn, détachée à Périers, 45 hommes, 42 chevaux; compagnie de Mortrye, à Isigny, 43 hommes, 43 chevaux; compagnie de la Touche, détachée à St-Lô, 45 hommes, 45 chevaux; compagnie de L'Égalle, à Avranches, 42 hommes, 45 chevaux; compagnie de Herzel, 43 hommes, 43 chevaux, à Valognes; les listes d'officiers de l'état-major et des capitaines et lieutenants réformés

à la suite du dit régiment; les dits extraits arrêtés et signés par les commissaires des guerres en présence de M. Villette, major des place et château de Caen.

C. 1992. (Liasse.) — 10 cahiers in-8°, 34 feuillets, papier.

1731. — Affaires militaires. — Extraits des revues faites par M. Sainte-Marthe, commissaire des guerres au département de Basse-Normandie pour servir au paiement de la subsistance des troupes des régiments de cavalerie en garnison dans la Généralité de Caen, savoir: régiment de Berry, de 12 compagnies, compagnie de Mestre-de-Camp, à St-Sauveur, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie Lieutenance-Colonelle, à Carentan, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie Delapaire, à Valognes, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Savignac, à Montebourg, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Levesque, à Cérisy, 40 hommes, 35 chevaux; compagnie de la Croix, à La Haye-du-Puits, 40 hommes, 40 chevaux, compagnie de Delleveumont, à Isigny, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de La Perrouze, à Périers, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de d'Hymbercourt, à Pont-l'Abbé, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Grammont, à Caen, 40 hommes, 40 chevaux; — régiment royal des Cravattes, composé de 12 compagnies: compagnie Mestre-de-Camp, en quartier, à St-Sauveur-le-Vicomte, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie Lieutenance-Colonelle, à Carentan, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Curton, 40 hommes, 40 chevaux, à Périers; compagnie de Reinepont, à la Haye-du-Puits, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Julliac, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Villedonné, à Isigny, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie du Peige, 40 hommes, 40 chevaux, à Montebourg; compagnie de Vogué, à Caen, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Varax, 40 hommes, 40 chevaux, à Valognes; compagnie de Flavacourt, à Bayeux, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Créquy, à Pont-l'Abbé, 40 hommes, 41 chevaux; compagnie de Charot, à Caen, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Juillac, à Cérisy, 40 hommes, 40 chevaux; les noms des officiers sont en marge; — régiment de La Tour, composé de 8 compagnies: compagnie Mestre-de-Camp, à Coutances, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie Lieutenance-Colonelle, 40 hommes, 40 chevaux, à Avranches; compagnie de Tarineau, détachée à Ducé, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Dodessan, détachée à St-Lô, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Duc, 40 hommes, 40 chevaux, détachée à Cérance; compagnie de Lambert, à Pontorson, 40

hommes, 40 chevaux; compagnie du chevalier Darbon, à Vire, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Boulenne, détachée à Condé-sur-Noireau, 40 hommes, 40 chevaux.

C. 1993. (Liasse.) — 11 cahiers in-<sup>fo</sup>, 35 feuillets, papier.

**1732.** — Affaires militaires. — Extraits des revues faites par M. Sainte-Marthe, commissaire des guerres au département de Caen pour servir au paiement de la subsistance des troupes des régiments de cavalerie en garnison dans la Généralité de Caen, savoir : régiment des Cravattes, composé de 12 compagnies : compagnie Mestre-de-Camp, à St-Sauveur-le-Vicomte, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie Lieutenance-Colonelle, à Carentan, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Curtlon, à Périers, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Reinepont, à La Haye-du-Puis, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Villedonné, à Isigny, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Vogué, à Caen, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Varax, à Valognes, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Flavacourt, à Bayeux, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de la Paige, à Montebourg, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Créquy, à Pont-l'Abbé, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Charot, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Julliac, à Cérisy, 40 hommes, 40 chevaux; — régiment de La Tour, composé de 8 compagnies : compagnie de Mestre-de-Camp, à Coutances, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie Lieutenance-Colonelle, à Avranches, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Tarman, à Ducé, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Duc, à Cérances, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Dodessan, à St-Lô, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Lambert, à Pontorson, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie du chevalier Darbon, à Vire, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie du chevalier de Boulenne, à Condé, 40 hommes, 40 chevaux; — régiment de Villeroy composé de 12 compagnies : compagnie Mestre-de-Camp, à Condé-sur-Noireau, 40 hommes y compris le timbalier, 40 chevaux; compagnie Lieutenance-Colonelle, à Pontfarcy, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Du Parc, à Pontorson, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie d'Astagnier, à St-Lô, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Landresse, à Coutances, 39 hommes, 40 chevaux; compagnie de Guerny, à Coutances, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Brissay, à Bresey, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie du chevalier de Rambuteau, à Avranches, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Pierrefeu, à

Avranches, 39 hommes, 40 chevaux; compagnie de Millière, à Vire, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Vauborel, à St-Lô, 39 hommes, 40 chevaux; compagnie de Jonzac, à Cérances, 40 hommes, 40 chevaux; les noms des officiers sont en marge, en face de chaque compagnie, et à la suite de l'état se trouvent les listes des officiers de l'état-major et des officiers réformés, les dits extraits arrêtés et signés par le commissaire des guerres.

C. 1994. (Liasse.) — 7 cahiers in-<sup>fo</sup>, 37 feuillets, papier.

**1733, 1734 et 1736.** — Affaires militaires. — Extraits des revues faites par MM. Sainte-Marthe et de Farey-d'Ozonville, commissaires des guerres au département de Basse-Normandie, pour servir au paiement de la subsistance des troupes des régiments de cavalerie en garnison dans la Généralité de Caen, savoir : régiment royal des Cravattes et ses 12 compagnies : compagnie Mestre-de-Camp, à St-Sauveur-le-Vicomte, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Curtlon, à Périers, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Reinepont à La Haye-du-Puis, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie Lieutenance-Colonelle, à Carentan, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Villedonné, à Isigny, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de La Page, à Montebourg, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Vogué, à Bayeux, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Varax, à Valognes, 37 hommes, 40 chevaux; compagnie de Flavacourt, à Caen, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Créquy, à Pont-l'Abbé, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Charot, à Caen, 40 hommes, 40 chevaux, et compagnie de Julliac, à Cérisy, 40 hommes, 40 chevaux; — régiment de Conty et ses 12 compagnies : compagnie Mestre-de-Camp, à Condé-sur-Noireau, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie Lieutenance-Colonelle, à Ducé, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Du Parc, à Pontorson, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie d'Astagnier, à St-Lô, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Landresse, à Coutances, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Guemy, à Coutances, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Brissac, à Villedieu, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie du chevalier de Rambuteau, à Avranches, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Pierrefeu, à Avranches, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Millière, à Vire, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Vauborel, à St-Lô, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Jonzac, à Gavray, 40 hommes, 40 chevaux; — régiment de Chevreuse, composé de 12 compagnies : compagnie

Mestre-de-Camp, à St-Sauveur-le-Vicomte, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie Lieutenance-Colonelle, à Isigny, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Brecey, à Valognes, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Murinais, à Bayeux, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Saint-Marc, à Montebourg, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Pressure, à Caen, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de La Trape, à Périers, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie d'Argentré, à Carentan, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Mineure, à St-Lô, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie Du Guesclin, à Coutances, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Perret, à Pont-l'Abbé, 40 hommes, 40 chevaux; compagnie de Nizas, à La Haye-du-Puits, 40 hommes, 40 chevaux; — régiment Colonel-général, composé de 12 compagnies : compagnie Colonelle, à St-Sauveur-le-Vicomte, 35 hommes, 35 chevaux; compagnie Lieutenance-Colonelle, à Valognes, 35 hommes, 35 chevaux; compagnie de Waubert, à St-Sauveur, 35 hommes, 35 chevaux; compagnie de Chiquet, à Périers, 34 hommes, 35 chevaux; compagnie de Soisy, à Valognes, 35 hommes, 35 chevaux; compagnie de Wignacourt, à Montebourg, 35 hommes, 35 chevaux; compagnie de La Richardie, à Isigny, 35 hommes, 35 chevaux; compagnie de Choisy, 35 hommes, 35 chevaux; compagnie de Durozel, à Bayeux, 34 hommes, 35 chevaux; compagnie de Tulmon, à Bayeux, 34 hommes, 34 chevaux; compagnie de Nointel, 35 hommes, 35 chevaux; compagnie de St-Georges, 35 hommes, 35 chevaux; — régiment d'Harcourt; compagnie de la nouvelle levée de dragons de La Challerie, 25 hommes, 20 chevaux, en janvier, 41 hommes, 32 chevaux, en février 1734; ce régiment est en 1736 à 16 compagnies et l'état-major : compagnie Mestre-de-Camp, à Condé-sur-Noireau, 36 hommes, y compris le tambour, 36 chevaux; compagnie Lieutenance-Colonelle, à Vire, 36 hommes, 36 chevaux; compagnie de La Tour, à Caen, 36 hommes, 36 chevaux; compagnie de La Beraye, 36 hommes, 36 chevaux; compagnie d'Elbeuf, à Vire, 36 hommes, 36 chevaux; compagnie de Fancquette, à St-Lô, 36 hommes, 36 chevaux; compagnie de Poge, à Coutances, 36 hommes, 36 chevaux; compagnie de Caseau, à Coutances, 35 hommes, 35 chevaux; compagnie de Boufflers, à Gavray, 36 hommes, 36 chevaux; compagnie de Rougrave, à Villedieu, 36 hommes, 36 chevaux; compagnie de Desclaux, à Avranches, 36 hommes, 36 chevaux; compagnie de la Chalerie, à Avranches, 36 hommes, 36 chevaux; compagnie d'Ordre, à Ducé, 36 hommes, 36 chevaux; compagnie de Floressac, à Cérisy, 36 hommes, 36 chevaux; compagnie de La Feuillée, à St-Lô, 36 hommes, 36 chevaux;

compagnie de Gavrus, à Caen, 36 hommes, 36 chevaux; — les dits extraits faits et arrêtés par les commissaires.

C. 1995. (Liasse.) — 13 cahiers in-f°, 39 feuillets, papier.

**1752.** — Affaires militaires. — Extraits des revues faites par MM. de Laneuville, Millin de Chamblaine, commissaires des guerres au département de Caen, pour servir au paiement de la subsistance des troupes des régiments de cavalerie en garnison dans la Généralité de Caen, savoir : régiment de Bourbon-Busset, composé de 2 escadrons et 8 compagnies : compagnie de Marzat, à Hambye, 28 hommes, compris le timbalier, 29 chevaux; compagnie de Deshayes, 25 hommes, 30 chevaux, à Condé-sur-Noireau; compagnie de Messey, à Cérisy-l'Abbaye, 30 hommes, 30 chevaux; compagnie de Dussy, à Isigny, 30 hommes, 30 chevaux; compagnie de Sarsfield, à Gavray, 26 hommes, 28 chevaux; compagnie de Vertrieux, à St-Lô, 28 hommes, 30 chevaux; compagnie de Montenoze, à Coutances, 25 hommes 30 chevaux; compagnie de Goalard, à Bayeux, 29 hommes, 30 chevaux, (le nom des officiers se trouve en tête de chaque compagnie, dont 22 absents par congé, 1 à l'hôpital de Bayeux, 1 à celui d'Aire), total 219 hommes, 237 chevaux, dont 4 de remonte; — régiment de dragons de Caraman, composé de 8 compagnies à cheval et 4 à pied : compagnie de la Brulerie, à Condé-sur-Noireau, 29 hommes, y compris deux tambours, 30 chevaux; compagnie de La Goute, à Isigny, 28 hommes, 30 chevaux; compagnie de Vibraye, à Trouard (Troarn), 25 hommes, 30 chevaux; compagnie de Pinon, à Bayeux, 26 hommes, 30 chevaux; compagnie de Cominges, à Trévières, 30 hommes, 30 chevaux; compagnie de Saint-Denis, à Bayeux, 27 hommes, 30 chevaux; compagnie de Duras, à Cérisy-l'Abbaye, 30 hommes, 30 chevaux; compagnie de Turnover, à Creully, 28 hommes, 30 chevaux; les 4 compagnies à pied : compagnie de Roquepine, 59 dragons; compagnie de Sancé, 59 hommes; compagnie de Caraman, 58 hommes; compagnie de Cassé, 58 hommes; en tout 222 dragons à cheval, 240 chevaux et 234 dragons à pied, total 456 dragons; chaque compagnie à pied et à cheval a son tambour, celle de La Brulerie en a deux, les officiers figurent en tête de chaque compagnie; — régiment de Luzignem, composé de deux escadrons de 4 compagnies chacun : compagnie du chevalier d'Amfreville, à St-Sauveur-le-Vicomte, 30 hommes, y compris le timbalier et le trompette, 30 chevaux; compagnie de Tanus, à Carentan, 28



hommes, 27 chevaux; compagnie de Florian, à Pont-l'Abbé, 30 hommes, 28 chevaux; compagnie du Chevalier Dumaourier, à Périers, 28 hommes, 27 chevaux; compagnie du Réal, à St-Sauveur-le-Vicomte, 28 hommes, 27 chevaux; compagnie de Bielle, à La Haye-du-Puits, 28 hommes, 25 chevaux; compagnie de La Barthe, à Valognes, 30 hommes, 28 chevaux; compagnie de Vinezac, à Valognes, 29 hommes, 28 chevaux, en tout 33 officiers, 232 hommes, 220 chevaux; les dits extraits faits et arrêtés par les commissaires des guerres ci-dessus désignés, en présence de MM. Villette, major des places et château de Caen, et Morel de Courcy, commandant pour le Roi à Valognes.

C. 1996. (Liasse.) — 16 cahiers in-f<sup>o</sup>, 56 feuillets, papier.

**1753.** — Affaires militaires. — Extraits des revues faites par MM. Geoffroy et de Laneuville, commissaires des guerres au département de Basse-Normandie, pour servir au paiement de la subsistance des troupes des régiments de cavalerie en garnison dans la Généralité de Caen, savoir : régiment de dragons d'Apchon, composé de deux escadrons de 8 compagnies à cheval, de 4 à pied : compagnie de Lussan, en quartier à Gavray, 30 hommes, 20 chevaux; compagnie de Dorsanne, à Avranches, 24 hommes, 29 chevaux; compagnie de Ternay, à Montebourg, 30 hommes, 29 chevaux; compagnie de Terne, 27 hommes, 28 chevaux, à Ducé; compagnie de Pecaud, à Carentan, 28 hommes, 27 chevaux; compagnie de Julliac, à Avranches, 30 hommes, 29 chevaux; compagnie de Lablinière, à Hambye, 27 hommes, 29 chevaux; compagnie de Saint-Georges, à Coutances, 27 hommes, 30 chevaux; et les 4 compagnies de dragons à pied : compagnie de Guercheville, à Valognes, 56 hommes, y compris le tambour; compagnie de Daurel, 59 hommes; compagnie de Landreville; 55 hommes, l'état-major à Valognes; en tout 225 dragons à cheval et 222 dragons à pied, total 447 hommes, 231 chevaux; chaque compagnie à cheval et à pied avait son tambour, les noms des officiers figurent à la tête de chaque compagnie; — régiment de Bourbon-Busset, composé de 2 escadrons de 4 compagnies chacun : compagnie Deshayes, à Ste-Mère-Église, 27 hommes, y compris le timbalier et le trompette, 28 chevaux; compagnie de Messey, à Montebourg, 30 hommes, 30 chevaux; compagnie de Dussy, à St-Sauveur-le-Vicomte, 28 hommes, 28 chevaux; compagnie de Sarsfield, à Gavray, 28 hommes, 28 chevaux; compagnie de Verriex, à St-Lô, 27 hommes, 26 chevaux; compagnie

de Montenoze, à Coutances, 25 hommes, 27 chevaux; compagnie de Goalard, à Ducé, 27 hommes, 27 chevaux; compagnie Dudressier, à Hambye, 25 hommes, 26 chevaux, en tout 217 hommes, 220 chevaux; chaque compagnie avait son trompette; — régiment de Caraman, composé de 8 compagnies à cheval et 4 à pied : compagnie de La Brulerie, à Condé-sur-Noireau, 30 hommes, compris les 2 tambours, 27 chevaux; compagnie de La Goute, à Isigny, 30 hommes, 28 chevaux; compagnie de Vibray, à Trouarn, 28 hommes, 28 chevaux; compagnie de Pinon, à Bayeux, 28 hommes, 27 chevaux; compagnie de Cominges, à Trévières, 30 hommes, 30 chevaux; compagnie de Saint-Denis, à Pontfarcy, 30 hommes, 30 chevaux; compagnie de Duras, à Cerisy-l'Abbaye, 30 hommes, 30 chevaux; compagnie de Tournouer, à Creully, 29 hommes, 29 chevaux; les 4 compagnies à pied : compagnie de Roquepine, à Caen, 59 hommes; compagnie de Saucé, à Caen, 60 hommes; compagnie de Caraman, 57 hommes, à Caen; compagnie de Cossé, à Caen, 57 hommes; total des dragons à cheval 235, dragons à pied 233, en tout 468 hommes, 223 chevaux; chaque compagnie a son tambour; — régiment de Lusignan, 3 compagnies de cavalerie : compagnie de Florian, à Pont-l'Abbé, 30 hommes, 22 chevaux; compagnie de Dumaourier, à Périers, 30 hommes, 19 chevaux; compagnie de Bielle, à La Haye-du-Puits, 30 hommes, 30 chevaux; total des cavaliers et trompettes, 87 hommes, 59 chevaux; les dits extraits faits et arrêtés par les commissaires des guerres ci-dessus désignés, en présence de M. Villette, major des places et château de Caen.

C. 1997. (Liasse.) — 17 cahiers in-f<sup>o</sup>, 55 feuillets, papier.

**1754.** — Affaires militaires. — Extraits des revues faites par MM. Geoffroy, de Laneuville, commissaires des guerres au département de la Basse-Normandie, pour servir au paiement de la subsistance des troupes des régiments de cavalerie en garnison dans la Généralité de Caen, savoir : régiment de dragons d'Apchon, composé de 2 escadrons, 8 compagnies à cheval et 4 compagnies à pied; compagnie de Lussan, à Gavray, 30 hommes, 26 chevaux; compagnie Dorsanne, à Avranches, 24 hommes, 27 chevaux; compagnie de Ternay, à Montebourg, 28 hommes, 26 chevaux; — compagnie de Terme, à Ducé, 29 hommes, 26 chevaux; compagnie de Pecaud, 27 hommes, 27 chevaux; compagnie de Julliac, à Avranches, 30 hommes, 26 chevaux; compagnie de Lablinière, à St-Sauveur-le-Vicomte, 26 hommes, 26 chevaux; compagnie de

St-Georges, à St-Sauveur-le-Vicomte, 28 hommes, 26 chevaux; dragons à pied: compagnie de Guercheville, 53 hommes; compagnie d'Aurel, 60 hommes; compagnie de Hérault, 50 hommes; de Landreville, 54 hommes; total, 222 dragons à cheval, y compris les tambours, 218 dragons à pied, 210 chevaux, les noms des officiers en tête de chaque compagnie; — régiment Royal cavalerie, composé de 8 compagnies; compagnie de Busseul, à St-Lô, 30 hommes, y compris le timbalier et le trompette; compagnie de Rampont, à Gavrey, 30 hommes, 30 chevaux; compagnie de Serocourt, 30 hommes, 30 chevaux; compagnie de Boniface, à Trévières, 24 hommes, 30 chevaux; en tout, 231 hommes, 240 chevaux; — régiment de dragons Caraman, composé de 8 compagnies à cheval et de 4 à pied: compagnie de La Brulerie, à Condé-sur-Noireau, 30 hommes, 30 chevaux; compagnie de la Goute, à Isigny, 30 hommes, 30 chevaux; compagnie de Vibray, à Trouard, 29 hommes, 30 chevaux; compagnie de Pinon, à Bayeux, 30 hommes, 30 chevaux; compagnie de Cominges, à Trévières, 28 hommes, 30 chevaux; compagnie de Saint-Denis, à Cheux, 30 hommes, 30 chevaux; compagnie de Duras, à St-Lô, 29 hommes, 30 chevaux; compagnie de Tournouer, à Creully, 29 hommes, 30 chevaux; — dragons à pied, compagnie de Roquepine, 56 hommes, à Caen, avec les compagnies de Saucé, 60 hommes, de Caraman, 57 hommes, et de Cossé, 57 hommes; total, 465, dont 230 dragons à pied, 235 à cheval, et 240 chevaux, chaque compagnie a son tambour; les dits extraits faits et arrêtés par les commissaires des guerres ci-dessus désignés, en présence de M. Villette, major des place et château de Caen.

C. 1938. (Liasse.) — 16 cahiers in-<sup>fo</sup>, 40 feuillets, papier.

1755. — Affaires militaires. — Extraits des revues faites par MM. Geoffroy, de Laneuville, commissaires des guerres au département de Caen, pour servir au paiement de la subsistance des troupes des régiments de cavalerie en garnison dans la Généralité, savoir: régiment d'Apchon, de 8 compagnies à cheval et 4 à pied; compagnie de Lussan, 29 hommes, 30 chevaux, en quartier à Valognes; compagnie de Dorsanne, à La Haye-du-Puits, 24 hommes, 30 chevaux; compagnie de Ternay, à Montebourg, 28 hommes, 30 chevaux; compagnie de Terme, à Pont-l'Abbé, 26 hommes, 30 chevaux; compagnie de Pecand, à Carentan, 28 hommes, 30 chevaux; compagnie de Julliac, à Valognes, 25 hommes, 30 chevaux; compagnie de Saint-

Georges, à St-Sauveur-le-Vicomte, 29 hommes, 30 chevaux; compagnie de Lablinière, 23 hommes, 30 chevaux; dragons à pied: compagnie de Guercheville, 53 hommes; compagnie de Daurel, 56 hommes, compagnie de Hérault, 55 hommes; compagnie de Landreville, 59 hommes; total, 212 dragons à cheval, 223 à pied, 435 hommes, 240 chevaux; — régiment de Caraman, composé de 8 compagnies à cheval et de 4 à pied; dragons à cheval: compagnie de La Brulerie, 32 hommes, 30 chevaux, à Pont-l'Abbé; compagnie de La Goute, à La Haye-du-Puits, 31 hommes, 30 chevaux; compagnie de Pinon, à Valognes, 30 hommes, 30 chevaux; compagnie de Cominges, à St-Sauveur-le-Vicomte, 30 hommes, 30 chevaux; compagnie de Saint-Denis, à Valognes, 25 hommes, 27 chevaux; compagnie de Duras, à Montebourg, 31 hommes, 30 chevaux; compagnie de Tournouer, à Ste-Mère-Église, 28 hommes, 30 chevaux; compagnie de Roquepine, à St-Sauveur-le-Vicomte, 31 hommes, 30 chevaux; dragons à pied: compagnie de Sancé, à Granville, 29 hommes; compagnie de Caraman, à Valognes, 36 hommes; compagnie de Dauzas, à Valognes, 36 hommes; compagnie de Flavigny, à Valognes, 30 hommes; compagnies vacantes à Valognes, la 1<sup>re</sup>, 23 hommes; la 2<sup>e</sup>, 22 hommes; la 3<sup>e</sup>, 21 hommes; et la 4<sup>e</sup>, 40 hommes; en tout 475 hommes, 240 chevaux; — régiment Royal cavalerie, de 8 compagnies: compagnie de Busseul, à St-Lô, 30 hommes, y compris le timbalier et le trompette, 29 chevaux; compagnie de Courbe, à Bayeux, 27 hommes, 29 chevaux; compagnie de Dusouliez, à Troarn, 30 hommes, 25 chevaux; compagnie de Coulange, à Isigny, 29 hommes, 29 chevaux; compagnie d'Oscorda, à Creully, 29 hommes, 28 chevaux; compagnie de Rampont, à Gavray, 30 hommes, 28 chevaux; compagnie de Serocourt, 30 hommes, 28 chevaux; compagnie de Boniface, à Trévières, 25 hommes, 25 chevaux; en tout 229 hommes, 223 chevaux; les dits extraits, arrêtés et signés par les commissaires des guerres, en présence de M. Villette, major des place et château de Caen.

C. 1999. (Liasse.) — 13 cahiers in-<sup>fo</sup>, 45 feuillets, papier.

1756. — Affaires militaires. — Extraits des revues faites par MM. de Laneuville, Geoffroy, d'Ervillé et Millin de Chamblaine, commissaires des guerres au département de Basse-Normandie, pour servir au paiement de la subsistance des troupes des régiments de cavalerie en garnison dans la Généralité, savoir: régiment de Caraman, composé de 16 compagnies, 8 à

cheval et 8 à pied : compagnie de la Brulerie, à Pont-l'Abbé, 36 hommes, 30 chevaux ; compagnie de la Goute, à La Haye-du-Puits, 34 hommes, 30 chevaux ; compagnie de Pinon à Valognes, 32 hommes, 30 chevaux ; compagnie de Cominges, à St-Sauveur-le-Vicomte, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Saint-Denis, à Valognes, 26 hommes, 27 chevaux ; compagnie de Duras, 40 hommes, 30 chevaux ; compagnie de Tournouer, à Ste-Mère-Eglise, 39 hommes, 30 chevaux ; compagnie de Roquepine, à St-Sauveur-le-Vicomte, 31 hommes, 30 chevaux ; dragons à pied : compagnie de Sancé, 40 hommes ; à Granville, avec les compagnies du chevalier de Caraman, 40 hommes ; de Dauzas, 37 hommes, et de Flavigny, 37 hommes ; compagnies vacantes : la 1<sup>re</sup>, à Carentan, 39 hommes ; la 2<sup>e</sup>, à Valognes, 22 hommes ; la 3<sup>e</sup>, à Cherbourg, 21 hommes, ainsi que la 4<sup>e</sup>, 40 hommes ; total en janvier et février, 53 officiers et 547 dragons, 237 chevaux ; à partir du mois de mars l'effectif du régiment s'élève à 640 hommes et 640 chevaux, répartis entre quatre escadrons : le 1<sup>er</sup> escadron composé des compagnies de la Brulerie, de la Goute, de Pinon et de Cominges ; le 2<sup>e</sup> des compagnies de Saint-Denis, de Duras, de Tournouer et de Roquepine ; le 3<sup>e</sup> des compagnies de Sancé, du chevalier de Caraman, de Dauzas et de Flavigny ; le 4<sup>e</sup> escadron des compagnies de Comenge-Saint-Arcille, de Catteville, de Broglie et de Gournay ; — régiment de Marbeuf, composé de 4 escadrons : compagnie de Caladon, 30 hommes, 30 chevaux ; compagnie de Chateaufrenard, 30 hommes, 30 chevaux ; compagnie d'Aubigny, 30 hommes, 30 chevaux ; compagnie de Chastenay, 30 hommes, 30 chevaux ; compagnie de Boisac, 30 hommes, 30 chevaux ; compagnie de Bereur, 30 hommes, 30 chevaux ; compagnie de Villours, 30 hommes, 30 chevaux ; compagnie du chevalier de Marbeuf, 30 hommes, 30 chevaux, total, 732 hommes, y compris 80 hommes d'augmentation restés à Avranches, à répartir dans les 8 compagnies, des deux premiers escadrons ; compagnie de Monboucher, 37 hommes, 40 chevaux, à Villedieu, ainsi que la compagnie d'Aulnay, 37 hommes, 39 chevaux ; compagnie de Charnaille, 35 hommes, 39 chevaux, à Pontorson, avec la compagnie de Chailli, 37 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Joriac, à St-Sever, 37 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Juglard, 36 hommes, 40 chevaux, à Ducé, avec la compagnie de Monbayen, 38 hommes, 39 chevaux ; compagnie de Champeau, à Bressey, 39 hommes, 40 chevaux. Total des 8 dernières compagnies, 299 hommes, 317 chevaux ; total général du régiment, 607 hommes et 632 chevaux ; — régiment d'Orléans, revue des deux

premiers escadrons seulement, les deux derniers étant restés dans la Généralité d'Alençon, ainsi que les 80 hommes d'augmentation restés à Orbec : compagnie de Chalut, 30 hommes, 30 chevaux ; compagnie de Dulac, 30 hommes, 30 chevaux ; compagnie de Beaucaire, 30 hommes, 30 chevaux ; compagnie de La Boutelière, 30 hommes, 30 chevaux ; compagnie de Lande, 30 hommes, 30 chevaux ; compagnie de Gevigny, 30 hommes, 30 chevaux ; compagnie de Farville, 30 hommes, 30 chevaux ; compagnie de Brustel, 30 hommes, 30 chevaux ; en tout, 240 hommes, 240 chevaux ; — régiment de Royal-Cavalerie, 8 compagnies : compagnie de Busseul, à St-Lô, 32 hommes, 29 chevaux ; compagnie de Courbe, à Bayeux, 33 hommes, 28 chevaux ; compagnie de Dusoulter, à Trouard, 31 hommes, 27 chevaux ; compagnie de Coulange, 29 hommes, 28 chevaux, à Isigny ; compagnie d'Oscorda, 31 hommes, 29 chevaux, à Creully ; compagnie de Rampont, à Gavray, 29 hommes, 27 chevaux ; compagnie de Serocourt, à Ducé, 30 hommes, 29 chevaux ; compagnie de Boniface, 27 hommes, 23 chevaux. Total, 242 hommes, 220 chevaux. — Dragons du corps des volontaires royaux, composé de 8 compagnies : compagnie vacante, ci-devant Goderneaux, à Bayeux, 30 hommes, 30 chevaux ; compagnie de Limoges, 29 hommes, 30 chevaux ; compagnie de Rozière, 30 hommes, 30 chevaux ; compagnie de Le Poire, 30 hommes, 30 chevaux ; compagnie de Saint-Paul, 30 hommes, 30 chevaux ; compagnie d'Argences, 30 hommes, 30 chevaux ; compagnie de Covaruvias, 30 hommes, 30 chevaux ; compagnie de Messey, 30 hommes, 30 chevaux ; en tout, 239 hommes, 240 chevaux.

C. 2000. (Liasse.) — 30 cahiers in-8, 83 feuillets, papier.

1759. — Affaires militaires. — Extraits des revues faites par MM. Guignard de la Garde, Vardon, Bonnier de St-Cosme, commissaires des guerres au département de Basse-Normandie, pour servir au paiement de la subsistance des troupes des régiments de cavalerie en garnison dans la Généralité, savoir : régiment d'Aubigné, dragons, composé de 4 escadrons, 16 compagnies : compagnie de Favancourt, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Rastignac, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Flory, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Champsavoy, qui, à partir de mai, est remplacée par la compagnie de Dutheil, 39 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Gancourt, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Delisle, 39 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Fédon, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Jomaron, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie du chevalier



Du Roc, 40 hom., 40 chev. ; compagnie de Castillon, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Ravel, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Beausset, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie d'Arros, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Chapt, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Fontenay, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie de La Guierche, 40 hommes, 40 chevaux. Total, 71 officiers, 640 brigadiers, tambours et dragons, chevaux, 640 ; — régiment de Bourbon, de 2 escadrons : compagnie de Champlay, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie de La Ronde, 37 hommes, 33 chevaux ; compagnie de Saint-Cyr, 29 hommes, 26 chevaux ; compagnie de Cognac, à Creully, 28 hommes, 27 chevaux ; compagnie de La Tour, 37 hommes, 25 chevaux ; compagnie de Caillières, 34 hommes, 24 chevaux ; compagnie de Chambon, à Aunay, 36 hommes, 26 chevaux ; compagnie de La Garde, 33 hommes, 24 chevaux ; — l'effectif de chaque compagnie se trouve complété en hommes et en chevaux, le total est de 36 officiers, 320 brigadiers, timbalier, trompette et cavaliers, 320 chevaux ; — régiment d'Escars, composé de 2 escadrons, 8 compagnies : compagnie de Bricqueville, 40 hommes, y compris le timbalier et le trompette, 40 chevaux ; compagnie d'Albanet, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Monsures, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie d'Antin, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Cussigny, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Rochechouart, 40 hommes et 40 chevaux ; compagnie de Teissan, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Saint-Ybart, à Isigny, 40 hommes, 40 chevaux ; — régiment d'Harcourt, devenu en juillet le régiment de Preissac, composé de 2 escadrons : compagnie de Lonjoie, 37 hommes, 34 chevaux, à La Cambe ; compagnie de Francourt, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Trémonville, à Trévières, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Cappy, 37 hommes, 36 chevaux ; compagnie de La Maisselière, à Cérisy, 39 hommes, 31 chevaux ; compagnie de Lambert, à Maisy, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Garnier, 39 hommes, 31 chevaux ; compagnie de Saint-Baussens, à Cérisy, 36 hommes, 40 chevaux ; en tout, 36 officiers, 320 fourriers, brigadiers, timbalier, trompette et cavaliers, 320 chevaux ; états d'effectifs des dits régiments à l'appui des revues ; les dits extraits et états arrêtés par les commissaires des guerres.

C. 2001. (Liassa.) — 47 cahiers in-f<sup>o</sup>, 160 feuillets, papier.

**1760.** — Affaires militaires. — Extraits des revues faites par MM. Guignard de La Garde, Vardon, D'Heu,

commissaires des guerres, en présence des lieutenants-colonels et des majors des régiments de cavalerie en garnison dans la Généralité, savoir : régiment d'Aubigné, composé de 4 escadrons, 8 compagnies : compagnie de Favancourt, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Rastignac, 36 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Flory, 38 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Delisle, 37 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Fedon, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Jomaron, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Montgrand, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie Du Roc, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Castillon, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Ravel, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Bausset, 41 hommes, 40 chevaux ; compagnie d'Arros, 39 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Fontenay, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie de La Guierche, 39 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Dutheil, 36 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Gaucourt, 39 hommes, 40 chevaux ; en tout, fourriers, tambours et dragons, 624, et 640 chevaux ; — régiment de Bourbon, 8 compagnies : compagnie de Champlais, à Mondeville, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie de La Ronde, à St-Gabriel, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Cyr, à Ranville, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Cognac, à Creully, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Latour, à Ranville, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Caillière, à Evrecy, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Chambon, à Aunay, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Lagarde, à Hérouville, 40 hommes, 40 chevaux ; en tout, 36 officiers, 320 cavaliers, compris le timbalier et les trompettes, 320 chevaux ; — régiment de Chartres, composé de 2 escadrons, 8 compagnies : compagnie de Vauguimont, à Ranville, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie Desquelbecq, à Hérouville, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie d'Argœuvre, à Mondeville, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Belloy, à Varaville, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Charroyer, 40 hom., 40 chev., à Troarn ; de Labesse, à St-Gabriel, et compagnie de Mailly, à Evrecy, 40 hom., 40 chev. ; compagnie de Béarn, à Creully, 40 hom., 40 chev. ; — régiment de Marbeuf, composé de 4 escadrons, 16 compagnies : compagnie de Châteaurenard, 39 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Béreur, 38 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Villours, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Daulnay, 36 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Charnailles, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Joviac, 37 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Chailly, 40 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Montbayen, 39

hommes, 40 chevaux ; compagnie de Penhoët, 37 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Moren, 38 hommes, 40 chevaux ; compagnie du chevalier de Montbayen, 39 hommes, 40 chevaux ; compagnie de La Carrière, 36 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Kespers, 37 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Deludres, 36 hommes, 40 chevaux ; compagnie de Murat, 38 hommes, 40 chevaux, l'effectif variant de 59 à 69 officiers, 608 dragons, y compris les fourriers, brigadiers et tambours, 640 chevaux ; — régiment de Mestre-de-Camp général, composé de 2 escadrons, 8 compagnies ; compagnie Mestre-de-Camp, M. le marquis de Castries, capitaine, à Vire, 40 hommes, 40 chevaux, avec la compagnie de Fleury ; compagnie de Vignacourt, à Tinchebray ; compagnie Duban, à Tessy ; compagnie de Paris, à Condé, avec la compagnie de Siguenie ; compagnie de Coué, à Pontfarcy, et la compagnie d'Avaray, à Aunay ; — régiment de Ponthièvre, 8 compagnies ; compagnies de Brémond, de Traversay, de Saint-Pern, de Lardenois, de Langle, de Landreville, de Villayne, et une compagnie vacante (de Verteillac) ; en tout 320 hommes, 320 chevaux ; — régiment de Preissac, 8 compagnies ; compagnies de Longuejour, de Francour, de Tremonville, de Cappy, de Lambert, de La Maisselière, de Garnier, de Saint-Baussens, en tout 320 hommes, 320 chevaux ; — régiment de Vogué, 8 compagnies : compagnie de Longlaville, à Bayeux ; compagnie d'Antoine, à La Cambe ; de Lordat, à Bayeux ; compagnie de Cazeau, à Trévières ; de Castelnaud, à Bayeux ; compagnie de Puch, à Maisy ; du chevalier de Vogué, à Bayeux, et la compagnie de Du Vallon, en tout 34 officiers, 320 cavaliers et 320 chevaux ; états d'effectifs des dits régiments lors des revues ; les dits extraits arrêtés et signés par les commissaires des guerres ci-dessus nommés.

C. 2002. (Liasse.) — 33 cahiers in-f<sup>o</sup>, 106 feuillets, papier.

**1761.** — Affaires militaires. — Extraits des revues faites par MM. Vardon, D'Heu et Guignard de La Garde, commissaires des guerres au département de Caen ; — régiment d'Aubigné, dragons, 4 escadrons, 16 compagnies : compagnies de Favancourt, de Rastignac, de Flory, de Delisle, de Jomaron, de Montgrand, de Duroc, de Castillon, de Ravel, de Bausset, de Darros, de Fontenay, de Sabines, de Dutheil, de Gaumont et de Chasly ; ce régiment d'Aubigné devient en mars le régiment de Choiseul, total : 72 officiers, 625 dragons, y compris les brigadiers et les tambours, 640 chevaux ; — régiment de Balincourt, cavalerie, 2 escadrons, 8

compagnies ; compagnies d'Argenteuil, de Dufresnay, de Ganges, de Lusignan, de Montigny, de Champier, d'Orfeuille, du Tillet ; total : 36 officiers, 318 cavaliers, y compris les fourriers, brigadiers, le timbalier et le trompette, 320 chevaux ; — régiment de Chartres, cavalerie, 2 escadrons, 8 compagnies : compagnies de Vanguimont, d'Esquelbecq, d'Argœuvres, de Belloy, de Labesse, de Mailly, de Béarn, de Tilly ; total : 36 officiers, 316 cavaliers, y compris les fourriers, brigadiers, le timbalier et le trompette, 320 chevaux ; — régiment de Marbeuf, dragons, 4 escadrons, 16 compagnies : compagnies de Châteaurenard, de Bereur, de Villours, de Daulnay, de Charnailles, de Joviac, de Juglard, de Chailly, de Montbayen, de Penhoët, de Morell, du chevalier de Montbayen, de La Carrière, de Kespers, de Deludres, de Murat ; total : 69 officiers, 626 dragons, y compris les fourriers, brigadiers et tambours, 640 chevaux ; — régiment de Marcieu, 2 escadrons, 8 compagnies ; compagnies de Vaux, de La Brassière, de Despies, de Gimel, de La Selle, de Corbeau, de Juigney, de Desperiers ; total : 39 officiers, 316 cavaliers, y compris le timbalier et le trompette, 204 chevaux ; — régiment Mestre-de-Camp, dragons, 4 escadrons, 16 compagnies : compagnies Mestre-de-Camp, le duc de Coigny, capitaine, de Ville, de Signy, de Chassey, de Pradt, de Beaumont, de Monnerau, de Marigny, d'Ausance, de Goyon, de Constant ; compagnie vacante, de Monnerau ; compagnie vacante, de Deschaux, de Rouveroy ; total : 69 officiers, 636 fourriers, brigadiers, tambours et dragons, 604 chevaux ; — régiment de Ponthièvre, cavalerie, 2 escadrons, 8 compagnies : compagnies de Brémond, de Traversay, de Saint-Pern, de Lardenois, de Langle, de Landreville, de Villayne, de Saillant ; total : 45 officiers, 313 fourriers, brigadiers, timbalier, trompettes et cavaliers, 311 chevaux ; — régiment de Vogué, cavalerie, 2 escadrons, 8 compagnies ; compagnies de Longlaville, d'Antoine, de Lordat, de Cazeau, de Castelnaud, de Puch, de Vogué, de Duvallon ; total : 35 officiers, 319 fourriers, brigadiers, timbalier, trompettes et cavaliers, 320 chevaux.

C. 2003. (Liasse.) — 23 cahiers in-f<sup>o</sup>, 103 feuillets, papier.

**1762.** — Affaires militaires. — Extraits des revues faites par MM. D'Heu et Vardon, commissaires des guerres au département de Basse-Normandie, des régiments de cavalerie en garnison dans la Généralité, savoir : d'un fourrier et de dix cavaliers du régiment de Balincourt, prisonniers de guerre rejoignant leur régi-

ment en quartier à Caen, et à répartir dans les compagnies d'Argenteuil, de Champin, de Dorfeuil, de Dufresnoy, de Lusignan, de Montigny; — régiment de Beaufremont, dragons, 4 escadrons, 8 compagnies : compagnie de d'Escamps, en quartier à Quettehou; de Bettainvilliers, à La Haye-du-Puits; de Raigecourt, à St-Sauveur-le-Vicomte; du chevalier de Montecler, à Briquebecq; de Cessiat, à Ste-Marie-du-Mont; de Guintraud, à Briquebecq; de Vernouillet, à Montebourg; Daigremont, à St-Sauveur-le-Vicomte; de Varennes, à Pont-l'Abbé; de Chevigné, à St-Pierre-Eglise; de Champelière, à Barneville; du comte de Montecler, à Pont-l'Abbé; de Burgat, à Ste-Mère-Eglise; de Malseigne, à Montebourg; de Villers, à Ste-Marie-du-Mont; et de Bethisy, à Tourlaville; effectif du dit régiment : 76 officiers, 626 dragons, y compris les brigadiers et tambours, 640 chevaux; — régiment de commissaire général, cavalerie, 4 escadrons, 8 compagnies : compagnie de Mestre-de-Camp, capitaine, M. de Montricher, à Trévières; de Sommesnil, à Troarn; de Descot, à Trévières; de Guenaud, à Troarn; de Boussanel, à St-Gabriel; de L'Hormet, à La Cambe; du chevalier de Chouppes, à Troarn; de Savigny, à La Cambe; d'Ambly, à Mondeville; d'Esnos, à Troarn; de Luppé, à Mezy; de Boiserault, à Ranville; de Juigné, à Ranville, de Nedouchet, à Mezy; d'Harcourt, à Mondeville; de Matherel, à St-Gabriel; total de l'effectif : 69 officiers, 610 cavaliers, y compris les fourriers et brigadiers, le timbalier et les trompettes, 318 chevaux; — régiment de Penthièvre, cavalerie, 2 escadrons, 8 compagnies; compagnies de Bremond, de Traversay, de Saint-Pern, de Lardennois, de Langle, de Landreville, de Villaynne, de Du Sailland; total de l'effectif : 69 officiers, 621 cavaliers, y compris le timbalier et les trompettes, 320 chevaux.

C. 2004. (Liasse). — 13 cahiers in-f°, 50 feuillets, papier.

1762. — Affaires militaires. — Extraits des revues faites par MM. D'Heu, Vardon, commissaires des guerres au département de Basse-Normandie, des régiments de cavalerie en garnison dans la Généralité de Caen, savoir : régiment de Bauffremont, 4 escadrons, 16 compagnies : compagnie de d'Escamps, 40 hommes, 38 chevaux; de Bettainvilliers, 38 hommes, 37 chevaux; de Raigecourt, 39 hommes, 37 chevaux; du chevalier de Montecler, 38 hommes, 38 chevaux; de Cessiat, 39 hommes, 38 chevaux; de Guintraud, 40 hommes, 38 chevaux; de Vernouillet, 37 hommes, 36 chevaux; de Daigremont, 37 hommes, 36 chevaux; de Va-

rennes, 40 hommes, 38 chevaux; de Chevigné, 39 hommes, 38 chevaux; de Champelière, 40 hommes, 37 chevaux; du comte de Montecler, 40 hommes, 38 chevaux; de Burgat, 38 hommes, 38 chevaux; de Malseigne, 38 hommes, 38 chevaux; de Villers-Lafaye, 38 hommes, 38 chevaux; de Bethisy, 40 hommes, 40 chevaux; total de l'effectif : 74 officiers, 615 cavaliers, y compris les tambours, 591 chevaux; en avril, nouvelle composition du dit régiment de dragons, de 4 escadrons : compagnie de Mestre-de-Camp, capitaine marquis de Beaufremont, compagnie de Lieutenant-Colonelle, capitaine M. de La Chassagne; compagnie d'Escamps, compagnie de Bettainvilliers, compagnie de Raigecourt, compagnie de Monteclair, compagnie de Cessiat et compagnie de Guintraud; l'effectif de chacune de ces compagnies est de 46 hommes et 30 chevaux; l'effectif général du régiment est de 36 officiers, 368 dragons, y compris les tambours, 240 chevaux; — régiment du Colonel-Général des dragons, composé de 4 escadrons, 8 compagnies : compagnie Générale, capitaine le duc de Chevreuse, à St-Lô; compagnie Lieutenant-Colonelle, capitaine Eudo, puis Lefevre, à Vire; compagnie de Loupiac, à Avranches; compagnie de Boisandré, à Valognes; compagnie de Desfossés, à St-Lô; compagnie de Goyon, à Vire; compagnie de Clairval, à Avranches; compagnie de l'Abbaye, à Valognes; total de l'effectif : 38 officiers, 367 dragons, y compris les tambours, 240 chevaux; — régiment du Commissaire-Général, composé de 4 escadrons, 16 compagnies : compagnie de Mestre-de-Camp, capitaine M. de Montricher, à Trévières; compagnies de Sommesnil, à Vire, de La Beseau, à Trévières; de Guenaud, à Troarn; de Boussanelle, à Creully; de Lormet, à La Cambe; du chevalier de Chouppes, à Vire; de Savigny, à « Fromilly » (Formigny); de Dambly, à Mondeville; d'Esnos, à Tinchebray; de Luppé, à Isigny; de Boisserault, à Condé; de Juigné, à Condé; de Nedouchet, à Isigny; d'Arcourt, à Aulnay; de Natharel, à Balleroy; l'effectif du régiment est de 68 officiers, 600 fourriers, brigadiers, timbalier, trompettes et cavaliers, 318 chevaux.

C. 2005. (Liasse.) — 11 cahiers in-f°, 25 feuillets, papier.

1764. — Affaires militaires. — Extraits des revues faites par M. Vardon, commissaire des guerres au département de Caen, des régiments de cavalerie en garnison dans la Généralité, savoir : régiment du Colonel-Général, dragons, composé de 4 escadrons : compagnie Générale, capitaine le duc de Chevreuse;



compagnie Lieutenant-Colonelle, capitaine Lefevre; compagnie de Loupiac, compagnie de Boisandré, compagnie de Desfossés, compagnie de Goyon, compagnie de Clerval, compagnie de l'Abbaye; total de l'effectif : 38 officiers, 366 dragons y compris les tambours, 227 chevaux; — régiment de Clermont-Prince, composé de 4 escadrons, 8 compagnies : compagnie Mestre-de-Camp, le comte de Preissac, capitaine, à Valognes; compagnie Lieutenant-Colonelle, le chevalier d'Agoult, à Avranches; compagnie de Glatigny, à St-Lô; compagnie de Courtais, à St-Sauveur-le-Vicomte; compagnie de Vienne, à Valognes; compagnie de Fusée, à Avranches; compagnie de Boulainvilliers, à St-Lô, compagnie de Saint-Pierre, à St-Sauveur-le-Vicomte; le total de l'effectif est de 34 officiers, 382 cavaliers, 218 chevaux; — procès-verbal réglant le nombre d'officiers du régiment de Clermont-Prince, qui pourront s'absenter par semestre; les dits extraits arrêtés et signés par le commissaire des guerres et les capitaines de chaque compagnie.

C. 2006. (Liasse.) — 14 cahiers in-4°, 120 feuillets, papier.

**1768-1770.** — Affaires militaires. — Extraits des revues faites par MM. D'Heu, Vardon et de Bonnier Saint-Cosme, commissaires provinciaux et ordonnateurs des guerres en la Généralité; — livrets et états de changements constatant la présence et l'absence des officiers et soldats du régiment de dragons, dit de Belzunce, en garnison à Caen pendant les années 1768, 1769 et 1770, et se composant de 8 compagnies : Mestre-de-Camp, capitaine M. de Belzunce; compagnie Lieutenant-Colonelle, capitaines M. le comte de Clarac et de Champeaux; compagnies d'Aspremont, de Sainte-Affrique, de Talange, de D'Icton, de Favras et de Sarrazin; — régiment de Mestre-de-Camp général, composé de 4 escadrons : compagnie Mestre-de-Camp, dont est capitaine M. le duc de Coigny, 4 officiers, 50 fourriers, maréchaux des logis, brigadiers, appointés, dragons et tambours, et 39 chevaux; compagnie Lieutenant-Colonelle, dont est capitaine M. de Palis, 4 officiers, 50 fourriers, maréchaux des logis, brigadiers, appointés, dragons et tambours, et 36 chevaux; — régiment d'Orléans, dragons, composé de 4 escadrons, 1<sup>er</sup> escadron à Valognes; compagnie Mestre-de-Camp, capitaine le comte de Pons Saint-Maurice, 47 hommes, 33 chevaux; compagnie de Lezay, 48 hommes, 35 chevaux; 2<sup>e</sup> escadron en quartier à St-Lô; compagnie Lieutenant-Colonelle, capitaine M. de Chalut, 48

hommes, 34 chevaux; compagnie de Feugueray, 48 hommes, 34 chevaux; 3<sup>e</sup> escadron à Coutances, compagnie de Beaucaire, 45 hommes, 33 chevaux; compagnie de Jancourt, 50 hommes, 35 chevaux; 4<sup>e</sup> escadron à Cherbourg; compagnie de Pierrelevée, 46 hommes, 35 chevaux; compagnie de Rune, 43 hommes, 31 chevaux; total de l'effectif : 41 officiers, 375 dragons, y compris les fourriers, maréchaux de logis, brigadiers, appointés et tambours, 291 chevaux.

C. 2007. (Liasse.) — 4 cahiers in-f°, 20 feuillets, papier.

**1776.** — Affaires militaires. — Extraits des revues faites à Bayeux et à Caen par M. Vardon, commissaire ordonnateur des guerres du régiment de dragons de la Reine, cavalerie, composé de cinq escadrons, constatant la présence ou absence des officiers et soldats; compagnie de chasseurs, capitaine Du Verger, de Mestre-de-Camp en second, capitaine M. de Montcanisy; compagnie Lieutenant-Colonelle, capitaine le vicomte de La Belinaye; compagnie de Salornay, devenue en septembre compagnie de Gibert; compagnie de Cisse; effectif : 70 officiers, 2 cadets gentilshommes, 496 dragons, y compris les maréchaux de logis en chef et en second, les fourriers écrivains, les brigadiers, les trompettes, les fraters et les maréchaux ferrants, 235 chevaux.

C. 2008. (Liasse.) — 13 cahiers in-f°, 60 feuillets, papier.

**1780-1785.** — Affaires militaires. — Extraits des revues faites par MM. Vardon, Despies, Ballias de Laubarède, commissaires des guerres aux départements de Bayeux et Caen, des régiments de cavalerie en garnison dans la Généralité, 1780; — régiment de Penthièvre, dragons, composé de 4 escadrons à Bayeux; compagnie de Tascher, 6 officiers, 1 cadet gentilhomme, 93 hommes, 89 chevaux; compagnie de La Hillaudière, 6 officiers, 1 cadet gentilhomme, 97 hommes, 89 chevaux; compagnie de Courtoux, 6 officiers, 1 cadet gentilhomme, 94 hommes, 89 chevaux; compagnie de Girval, 6 officiers, 1 cadet gentilhomme, 93 dragons, 89 chevaux; effectif : 57 officiers, 4 cadets gentilshommes, 392 dragons, 368 chevaux, 1781-1782; — régiment de Condé, dragons, à Bayeux, composé de 4 escadrons; compagnie de Saint-Quentin, 6 officiers, 1 cadet gentilhomme, 99 dragons, 88 chevaux; compagnie de Cambon, 6 officiers, 1 cadet gentilhomme, 100 dragons, 88 chevaux; compagnie de Dubouzet,

6 officiers, 1 cadet gentilhomme, 96 dragons, 86 chevaux; compagnie du comte de Toulouse-Lautrec, 6 officiers, 1 cadet gentilhomme, 98 dragons, 87 chevaux; total de l'effectif : 69 officiers, 4 cadets gentilshommes, 404 dragons, 338 chevaux; — 1785, régiment de Commissaire général composé de 4 escadrons : compagnie de Mestre-de-Camp, 6 officiers, 1 sous-lieutenant de remplacement, 108 cavaliers, 111 chevaux; compagnie de Thoisy, 6 officiers, 1 sous-lieutenant de remplacement, 110 hommes, 111 chevaux; compagnie de Cibeins, 6 officiers, 1 sous-lieutenant de remplacement, 111 hommes, 110 chevaux; compagnie de Flers, 6 officiers et 1 sous-lieutenant de remplacement, 109 hommes, 111 chevaux; total de l'effectif : 39 officiers, y compris les 4 sous-lieutenants de remplacement, 449 cavaliers, 425 chevaux; — feuilles de retenue de la solde à faire sur la subsistance des régiments de Commissaire général et Condé pour les journées des cavaliers, qui ont été malades dans les hôpitaux; les dits extraits arrêtés et signés par les commissaires des guerres.

C. 2009. (Liasse.) — 46 pièces, papier.

**1724-1757.** — Affaires militaires. — Extraits des revues faites par MM. de Villarsceaux, de Bisseul, de Laneuville, Millin de Chamblaine, Geoffroy et de Bonnier de Saint-Cosme, commissaires des guerres au département de Caen pendant les années 1724, 1725, 1728, 1752, 1753, 1754, 1755, 1756 et 1757, en présence de MM. de Villette, le chevalier de Canchy, majors, pour servir au paiement des appointements des officiers d'artillerie employés dans les villes, forts et châteaux de la Généralité; ville et château de Caen, commissaires provinciaux : 1724 à 1728, le sieur de Jenneville; 1752, M. de La Maillardiére; 1753, M. du Moncel de Martinvast; 1754, M. de Biville et M. de Martinvast tour à tour; 1756, M. Pillon de Saint-Paul, lieutenant en 1<sup>er</sup> du corps royal d'artillerie et du génie, le sieur Porel, garde d'artillerie; — ville et château de Cherbourg, commissaires provinciaux : le sieur de La Maillardiére, le chevalier de Chantelou; M. d'Omonville, gardes magasins, les sieurs Vigin-Voisin et Hervieu; — ville de Carentan, les sieurs de Jenneville fils, Sebert et Béranger, gardes d'artillerie; — le fort Gallet : le sieur Levigny, garde d'artillerie; — Granville : M. Dorval, capitaine en second; — le fort de La Hougue : le sieur Le Boucher, garde magasin; — ville de St-Lô : le sieur Le Dauphin, garde magasin; — île de Tatihou : le sieur Dubosc, garde.

C. 2010. (Liasse.) — 10 cahiers in-f<sup>o</sup>, 74 feuillets, papier.

**1757-1765.** — Affaires militaires. — Corps royal de l'Artillerie et du Génie. — États des recettes et dépenses faites par MM. Gabriel Michel, Charles Hocquart, et Le Maître de La Martinière, écuyers, conseillers du Roi, trésoriers généraux du corps de l'Artillerie et du Génie, par les mains du sieur Julienne, leur commis principal au département de Basse-Normandie, pour toutes les dépenses de ce corps concernant le service du Roi, les appointements des officiers employés dans les places de Caen, Carentan, Cherbourg, le fort Gallet, Granville, île Tatihou, La Hougue, St-Lô et les appointements de réformes, conservés aux ingénieurs, les transports d'artillerie dans les places, l'entretien du magasin et nettoyage des armes, et les ouvrages des fortifications, les dépenses extraordinaires; chaque état par année donne le résultat suivant : exercice 1757, recette 96,570 livres 4 sols 2 deniers; dépenses 96,655 livres 14 sols 7 deniers, excédant la recette de 85 livres 10 sols 5 deniers; — 1758, recette 64,838 livres 3 sols, et la dépense de 64,633 livres; la recette excède la dépense de 225 livres; — 1759, recette 133,270 livres 13 sols 8 deniers, dépense 72,078 livres 16 sols 3 deniers; — 1760, recette 87,680 livres 8 sols 5 deniers, égale la dépense; — 1761, le chiffre de la recette en blanc, celui de la dépense s'élève à 93,609 livres 2 sols 5 deniers; — 1762, recette 72,416 livres 10 sols 3 deniers, égale la dépense; — 1763, le chiffre de la recette en blanc, celui de la dépense s'élève à 47,703 livres 9 sols 7 deniers; — 1764, le chiffre de la recette en blanc, celui de la dépense s'élève à 57,245 livres 18 sols 7 deniers; — 1765, le chiffre de la recette en blanc, celui de la dépense s'élève à 47,497 livres 9 sols 3 deniers; enfin, la période d'années en tête du présent donne un total de dépenses de 641,520 livres 9 sols 4 deniers; quant à la recette, on ne peut la fixer, cet article étant laissé en blanc dans différents cahiers de 1761, 1763, 1764 et 1765, — ces états arrêtés par M. de Fontette, Intendant de la Généralité.

C. 2011. (Liasse.) — 11 cahiers, 70 feuillets, papier.

**1767-1776.** — Affaires militaires. — Corps royal d'Artillerie et du Génie. — États des recettes et dépenses faites par MM. Le Maître de La Martinière, Guillaume Bouret de Vézelay, Préaudeau de Montchamps, Charles Chastel, écuyers, conseillers du Roi, trésoriers-généraux du corps de l'Artillerie et du Génie,

par les mains des sieurs Julienne et Dubus, leurs commis principaux au département de Basse-Normandie pour la dépense de ce corps, concernant le service du Roi, les appointements des officiers et employés dans les places de Caen, Cherbourg, Granville, île de Tatibou, Carentan, La Hougue, St-Lô et le fort Gallet, les transports d'artillerie, l'entretien des magasins et des armes et les ouvrages des fortifications; chaque état indique le chiffre des sommes reçues et dépensées. — Exercice de 1766, dépense 51,136 livres 3 sols 7 deniers, le chiffre de la recette en blanc; — 1767 manque; — 1768, recette 47,661 livres 6 sols 9 deniers, dépense égale; — 1769, la recette 54,310 livres 18 sols 9 deniers égale à la dépense; — 1770, recette 46,819 livres 12 sols 11 deniers, dépense égale; — 1771, recette 46,924 livres 11 sols 1 denier, dépense égale; — 1772, recette 81,290 livres 13 sols 2 deniers, égale à la dépense; — 1773, recette 82,382 livres 6 sols 6 deniers, égale à la dépense; — 1774, recette 68,067 livres 1 sol 1/3 denier, égale à la dépense; — 1775, recette 74,777 livres 6 deniers, égale à la dépense; — 1776, recette 83,631 livres 15 sols 11 deniers; en réunissant le résultat de chaque année, on trouve le total de la dépense de 637,001 livres 10 sols 3 deniers 2/3, remplissant exactement celui de la recette; ces états arrêtés par MM. de Fontette et Esmangart, Intendants de la Généralité de Caen.

C. 2012. (Liasse.) — 93 pièces, papier.

**1780-1788.** — Affaires militaires. — Corps royal de l'Artillerie et du Génie. — Extraits des revues faites par MM. Collet, Ballias de Laubarède, Bonnier de Saint-Cosme, Despiez, de Villemanz, D'Heu et le chevalier Dutertre, commissaires des guerres au département de la Basse-Normandie, pour servir au paiement des appointements des officiers d'Artillerie et du Génie employés dans les villes, forts et châteaux de la Généralité de Caen, et à la subsistance des troupes: — 1780, chefs des divisions des canonniers gardes-côtes: MM. de Pierrepont, capitaine à Banville; le marquis de Morand, à Courseulles; le chevalier de La Cour-Betteville, capitaine à Isigny; de La Cour, capitaine à Port-en-Bessin; le vicomte d'Angerville, capitaine à Ouistreham; — 1781, détachement d'une compagnie du régiment d'Auxonne: capitaine, M. Du Mairie; M. de Thiballier, capitaine en second; — 1782, régiment de Besançon: le chevalier de La Chaussée, capitaine en second; — 1782-1786, officiers du corps royal d'Artillerie à Caen, Carentan, Cherbourg et fort du Gallet, Gran-

ville, Honfleur, La Hougue, St-Lô, île de Tatibou; — deux compagnies du régiment de Toul à Granville; compagnie du chevalier de Sérour, canonniers, 61 hommes; compagnie de Barbier, bombardiers, 55 hommes; — second bataillon du régiment de Toul, Artillerie, à St-Lô, 1<sup>re</sup> brigade: compagnie de sapeurs, de Camas, 58 hommes; compagnie du chevalier Claude de La Grée, 58 hommes, détachée à Cherbourg, ainsi que la compagnie de M. de Morard de La Bayette, 58 hommes; compagnie du chevalier de Sérour, 55 hommes, à Granville; — 3<sup>e</sup> brigade: compagnie de M. de Madaillan, 57 hommes; compagnie de M. Deydier de Margeyret, 55 hommes; compagnie de M. Joseph de La Grée, 56 hommes; compagnie de M. Choderlos de La Clos, 55 hommes; — 5<sup>e</sup> brigade: compagnie des bombardiers de M. Gourdon des Brins, 55 hommes, à Cherbourg; compagnie des bombardiers de Berlier, détachée à Granville, 55 hommes; total de l'effectif: 46 officiers, 568 hommes; — feuilles de la retenue de la solde sur la subsistance du régiment de Toul, artillerie, pour les journées des soldats malades dans les hôpitaux de Bourbonne-les-Bains et de Coutances; — 1786, détachement d'ouvriers d'artillerie du régiment de Toul: compagnie de Gueriot, à Cherbourg, 2 officiers, 30 hommes; compagnie de Bayet, 53 hommes; de Vezely, 49 hommes; — 1787, invalides fusiliers: compagnie de Gilson, 51 hommes, à La Hougue; — régiment de l'Ile-de-France, le chevalier de Bethemont, capitaine en second, 430 hommes; détachement du régiment de Bourbon, employé aux travaux de la rade de Cherbourg; détachement du régiment de Lorraine, détachement du régiment de La Fère, du corps royal de l'artillerie, détachement du régiment de Toul, artillerie, compagnie du chevalier de Bayet, 53 hommes, à Cherbourg; — canonniers invalides, compagnie du chevalier de La Naverre, 3 officiers, 60 hommes, à Cherbourg; — détachement de mineurs du corps royal de l'artillerie, compagnie de Verly, 1 officier, 17 hommes; — 1788, officiers du corps royal de l'artillerie détachés: Houzé de Saint-Paul, colonel directeur à Caen; Bon de Jupilles, capitaine à Cherbourg; les dits extraits arrêtés et signés par les commissaires des guerres ci-dessus indiqués.

C. 2013. (Liasse.) — 6 pièces, papier.

**1768-1770.** — Affaires militaires. — Dépôts de remonte. — Comptabilité. — États des chevaux de remonte des régiments de dragons d'Antichamp, Damas et Languedoc, indiquant la consommation des four-



rages qu'ils ont faite ; — les dits états, certifiés exacts par le porte-guidon, le sous-aide major des dits régiments, visés et arrêtés par les commissaires des guerres, Bonnier de Saint-Cosme et Vardon.

C. 2014. (Liasse.) — 15 pièces, papier.

**1786-1788.** — Affaires militaires. — Dépôts de remonte. — Comptabilité. — Extraits des revues faites par M. D'Heu, commissaire des guerres, au département de Valognes, des chevaux de remonte des régiments de l'Orléanais, cavalerie, et de Lorraine, dragons, aux dépôts établis à Carentan et St-Sauveur-le-Vicomte et des bas officiers et cavaliers chargés du soin des dits chevaux, pour servir au paiement de leur subsistance.

C. 2015. (Liasse.) — 8 pièces, papier.

**1783.** — Affaires militaires. — Dépôts de remonte. — Comptabilité. — États-tableaux de situation des dépôts de remonte accordés par Sa Majesté à différents régiments de dragons et de cavalerie dans la Généralité de Caen, suivant les ordres de M. le marquis de Ségur ; ces états sont divisés en dix colonnes, indiquant les noms de l'Élection, du dépôt, du régiment, des officiers chargés de la remonte, le nombre des bas officiers, celui des cavaliers, celui des chevaux, la date de l'entrée au dépôt et celle du départ, enfin la dixième colonne est réservée aux observations ; les dits états indiquant : qu'au 19 janvier, il y avait dans les dépôts de Caen, St-Lô, Troarn et Verson, 13 bas officiers, 116 cavaliers ou dragons, et 367 chevaux ; — au 31 mars, dans les dépôts de Caen et Troarn, 7 bas officiers, 93 cavaliers ou dragons et 220 chevaux ; — au 30 septembre, dans les dépôts de Caen, Creully, St-Lô et Verson, 4 bas officiers, 33 cavaliers ou dragons et 214 chevaux ; au 30 novembre, dans les dépôts de Bayeux, Caen, Creully, Évreux, Pontfarcy, St-Lô, Troarn et Verson, 14 bas officiers, 116 cavaliers et dragons et 869 chevaux ; — au 31 décembre, dans les mêmes dépôts, 24 bas officiers, 237 cavaliers et 968 chevaux.

C. 2016. (Liasse.) — 12 pièces, papier.

**1784.** — Affaires militaires. — Dépôts de remonte. — Comptabilité. — États-tableaux de situation des dépôts de remonte établis dans la Généralité divisés en neuf colonnes indiquant les noms des dépôts de

remontes, etc. ; enfin des observations consignées dans la neuvième colonne ; les dits états indiquant : qu'au 31 janvier, il y avait dans les dépôts de Bayeux, Caen, Creully, Évreux, Pontfarcy, St-Lô, Troarn et Verson, 30 bas officiers, 310 cavaliers ou dragons, 998 chevaux ; — au 29 février, dans les dépôts de Bayeux, Caen, Creully, Évreux, Pontfarcy, St-Lô, Troarn et Verson, 29 bas officiers, 294 cavaliers ou dragons, 910 chevaux ; — au 31 mars, dans les mêmes dépôts, 27 bas officiers, 278 cavaliers ou dragons et 359 chevaux ; — au 30 avril, dans les dépôts de Caen, Évreux, Creully, Pontfarcy, Troarn et Verson, 1 bas officier, 97 cavaliers ou dragons et 296 chevaux ; — au 31 mai, au dépôt de Pontfarcy, 36 chevaux ; — au 30 juin, au même dépôt, 50 chevaux ; — aux dépôts de Caen et Pontfarcy, 130 chevaux ; — au 31 août, dans les dépôts de Bretteville-la-Pavée, Caen, Creully, Pontfarcy, Troarn et Verson, 4 bas officiers, 22 cavaliers, dragons ou hussards et 163 chevaux ; — au 30 septembre, dans les dépôts de Bayeux, Bretteville-la-Pavée, Caen, Cheux, Creully, Évreux, Pontfarcy, Troarn et Verson, 5 bas officiers, 30 cavaliers, 548 chevaux ; — au 31 octobre, dans les mêmes dépôts, plus à Sully, 14 bas officiers, 99 cavaliers, dragons ou hussards et 728 chevaux ; — au 30 novembre, dans les mêmes dépôts, 13 bas officiers, 94 cavaliers, dragons ou hussards et 732 chevaux ; — au 31 décembre, dans les mêmes dépôts, 25 bas officiers, 166 cavaliers, dragons ou hussards et 883 chevaux.

C. 2017. (Liasse.) — 24 pièces, papier.

**1785.** — Affaires militaires. — Dépôts de remonte. — Comptabilité. — 12 États-tableaux de situation pour les 12 mois de l'année des dépôts de remonte établis dans la Généralité, divisés en 9 colonnes et 12 états des régiments établis dans le département de Caen, visés et arrêtés par le chevalier Ballias de Laubarède, les dits états indiquant : qu'au 1<sup>er</sup> janvier il y avait dans les dépôts de Bretteville-la-Pavée, Caen, Carentan, Cheux, Creully, Évreux, Pontfarcy, St-Lô, Sully près Bayeux, Troarn et Verson, 33 bas officiers, 243 cavaliers ou hussards, et 763 chevaux ; — au 28 février, dans les mêmes dépôts, 31 bas officiers, 220 cavaliers, dragons ou hussards, et 363 chevaux ; — au 31 mars, dans les dépôts de Bretteville-la-Pavée, Caen, Carentan, Cheux, Creully, Évreux, Pontfarcy, Troarn et Verson, 5 bas officiers, 48 cavaliers, dragons ou hussards, et 148 chevaux ; — au 30 avril, dans les dépôts de Bretteville-la-Pavée, Caen, Carentan, Creully, Pontfarcy, Troarn et Verson, 8 bas officiers, 62 cavaliers, dragons ou hussards, et

145 chevaux; — au 31 mai, dans les dépôts de Bretteville-la-Pavée, Carentan, Creully, Évrecy, Pontfarcy, Troarn et Verson, 6 bas officiers, 36 cavaliers, dragons ou hussards, et 101 chevaux; — au 30 juin, dans les dépôts de Bretteville-la-Pavée, Carentan, Pontfarcy, Troarn et Verson, 6 bas officiers, 36 cavaliers, dragons ou hussards, et 103 chevaux; — au 31 juillet, dans les dépôts de Bretteville-la-Pavée, Carentan, Pontfarcy et Troarn, 4 bas officiers, 34 cavaliers, dragons ou hussards, et 111 chevaux; — au 31 août, dans les dépôts de Bretteville-la-Pavée, Carentan, La Délivrande, Landes près Bayeux, Pontfarcy, Troarn et Verson, 6 bas officiers, 38 cavaliers, dragons ou hussards, et 229 chevaux; — au 30 septembre, dans les dépôts de Bayeux, Bretteville-la-Pavée, Caen, Carentan, Évrecy, La Délivrande, Landes près Bayeux, Pontfarcy, St-Lô, Troarn et Verson, 10 bas officiers, 70 cavaliers, dragons ou hussards, et 481 chevaux; — au 30 octobre, dans les mêmes dépôts, 14 bas officiers, 124 cavaliers, dragons ou hussards, et 593 chevaux; — au 30 novembre, dans les dépôts de Bayeux, Bretteville-la-Pavée, Caen, Carentan, Creully, Évrecy, La Délivrande, Landes près Bayeux, St-Lô, Troarn et Verson, 12 bas officiers, 99 cavaliers, dragons ou hussards, et 537 chevaux; — au 31 décembre, dans les dépôts de Bayeux, Bretteville-la-Pavée, Bretteville-sur-Odon, Caen, Carentan, Creully, Évrecy, Landes près Bayeux, St-Lô, Troarn, 15 bas officiers, 138 cavaliers, dragons ou hussards, et 678 chevaux.

C. 2018. (Liasse.) — 36 pièces, papier.

**1786.** — Affaires militaires. — Dépôts de remonte. — Comptabilité. — 22 états-tableaux de situation des dépôts de remonte établis dans la Généralité, 14 états de situation des régiments établis dans les dits dépôts, les états-tableaux indiquant : qu'au 1<sup>er</sup> janvier il y avait dans les dépôts de Bayeux, Bretteville-la-Pavée, Bretteville-sur-Odon, Caen, Carentan, Creully, Évrecy, Landes près Bayeux, St-Lô, Troarn et Verson, 22 bas officiers, 226 cavaliers, dragons ou hussards, et 706 chevaux; — au 28 février, dans les mêmes dépôts, 21 bas officiers, 220 cavaliers, dragons ou hussards, et 675 chevaux; — au 31 mars, dans les dépôts de Bretteville-la-Pavée, Bretteville-sur-Odon, Caen, Carentan, Creully, Évrecy, Landes près Bayeux, St-Lô, Troarn et Verson, 14 bas officiers, 126 cavaliers, dragons ou hussards, et 430 chevaux; — au 30 avril, dans les dépôts de Bretteville-la-Pavée, Caen, Carentan, Creully, Évrecy, Troarn et Verson, 6 bas officiers, 43 cavaliers

ou hussards et 174 chevaux; — au 30 juin, dans les dépôts de Bretteville-la-Pavée, Caen, Creully, St-Sauveur-le-Vicomte, Troarn et Verson, 2 cavaliers, dragons ou hussards, et 82 chevaux; — au 31 juillet, dans les mêmes dépôts, 2 cavaliers, dragons ou hussards, et 103 chevaux; — au 31 août, dans les dépôts de Bretteville-la-Pavée, Caen, Creully, Évrecy, Le Bisson, Sully, Troarn et Verson, 5 cavaliers, dragons ou hussards, et 228 chevaux; — au 15 septembre, dans les dépôts de Carentan et St-Sauveur-le-Vicomte, 5 bas officiers, 14 cavaliers, dragons ou hussards, et 1,156 chevaux; — au 30 septembre, dans les dépôts de Bayeux, Bretteville-la-Pavée, Caen, Carentan, Creully, Évrecy, La Délivrande, Landes, Le Bisson, St-Sauveur-le-Vicomte, Sully, Troarn et Verson, 7 bas officiers, 39 cavaliers, dragons ou hussards, et 693 chevaux; — au 1<sup>er</sup> octobre, dans les dépôts de Carentan et St-Sauveur-le-Vicomte, 5 bas officiers, 14 cavaliers, dragons ou hussards, et 1,303 chevaux; — au 15 octobre, dans les dépôts de Bayeux, Bretteville-la-Pavée, Caen, Carentan, Creully, Évrecy, La Délivrande, Landes, Le Bisson, St-Sauveur-le-Vicomte, Sully, Troarn et Verson, 8 bas officiers, 60 cavaliers, dragons ou hussards, et 743 chevaux; — à la même date, dans les dépôts de Carentan et St-Sauveur-le-Vicomte, 5 bas officiers, 14 cavaliers, dragons ou hussards, et 1,349 chevaux; — au 31 octobre, dans les dépôts de Bayeux, Bretteville-la-Pavée, Caen, Carentan, Creully, Évrecy, La Délivrande, Landes, Le Bisson, St-Sauveur-le-Vicomte, Sully, Troarn et Verson, 9 bas officiers, 73 cavaliers, dragons ou hussards, et 738 chevaux; — au 1<sup>er</sup> novembre, dans les dépôts de Carentan et St-Sauveur-le-Vicomte, 5 bas officiers, 14 cavaliers, dragons ou hussards, et 1,312 chevaux; — au 15 novembre, dans les mêmes dépôts, 5 bas officiers, 14 cavaliers, dragons ou hussards, et 1,401 chevaux; — à la même date, dans les dépôts de Bayeux, Bretteville-la-Pavée, Caen, Carentan, Creully, Évrecy, La Délivrande, Landes, Le Bisson, St-Sauveur-le-Vicomte, Troarn et Verson, 10 bas officiers, 88 cavaliers, dragons ou hussards, et 803 chevaux; — au 30 novembre, dans les mêmes dépôts, 10 bas officiers, 108 cavaliers, dragons ou hussards, et 807 chevaux; — au 1<sup>er</sup> décembre, dans les dépôts de Carentan et St-Sauveur-le-Vicomte, 5 bas officiers, 14 cavaliers, dragons ou hussards, et 1,395 chevaux; — au 15 décembre, dans les dépôts de Bayeux, Bretteville-la-Pavée, Caen, Carentan, Creully, Évrecy, La Délivrande, Landes, Le Bisson, St-Sauveur-le-Vicomte, Sully, Troarn et Verson, 12 bas officiers, 110 cavaliers, dragons ou hussards, et 817 chevaux; — à la

même date, dans les dépôts de Carentan et St-Sauveur-le-Vicomte 5 bas officiers, 14 cavaliers ou hussards et 1,393 chevaux ; — au 31 décembre dans les dépôts de Bayeux, Bretteville-la-Pavée, Caen, Carentan, Creully, Évrecy, La Délivrande, Landes, Le Bisson, St-Sauveur-le-Vicomte, Sully, Troarn et Verson 12 bas officiers, 110 cavaliers dragons et hussards et 834 chevaux ; — à la même date dans les dépôts de Carentan et St-Sauveur-le-Vicomte 5 bas officiers, 14 cavaliers et 1,488 chevaux ; — les dits états-tableaux sont à partir de février 1786 dans des cadres imprimés dont on remplit les colonnes ; — les états des régiments sont visés par le commissaire des guerres le chevalier Ballias de Laubarède.

C. 2019. (Liasse.) — 56 pièces, papier.

**1787.** — Affaires militaires. — Dépôts de remonte. — Comptabilité. — 36 états-tableaux de situation des dépôts de remonte établis dans la Généralité, les dits états indiquant : qu'au 15 janvier il y avait dans les dépôts de Bayeux, Bretteville-la-Pavée, Caen, Carentan, Creully, Évrecy, La Délivrande, Landes, Le Bisson, St-Sauveur-le-Vicomte, Sully, Troarn et Verson 15 bas officiers 126 cavaliers, dragons ou hussards et 840 chevaux ; — au 15 janvier dans les dépôts de Carentan et St-Sauveur-le-Vicomte 8 bas officiers, 27 cavaliers et 1,459 chevaux ; — au 31 janvier dans les mêmes dépôts 8 bas officiers, 27 cavaliers et 1,708 chevaux ; — à la même date dans les dépôts de Bayeux, Bretteville-la-Pavée, Caen, Carentan, Creully, Évrecy, La Délivrande, Landes, Le Bisson, St-Sauveur-le-Vicomte, Troarn et Verson 18 bas officiers, 161 cavaliers et 849 chevaux ; — au 15 février dans les mêmes dépôts 23 bas officiers, 276 cavaliers et 815 chevaux ; — à la même date dans les dépôts de Carentan et St-Sauveur-le-Vicomte 9 bas officiers, 47 cavaliers et 1,646 chevaux ; — au 28 février dans les dépôts de Bayeux, Bretteville-la-Pavée, Caen, Carentan, Creully, Évrecy, La Délivrande, Landes, Le Bisson, St-Sauveur-le-Vicomte, Sully, Troarn et Verson, 26 bas officiers, 293 cavaliers et 852 chevaux ; — au 1<sup>er</sup> mars, dans les dépôts de Carentan et St-Sauveur-le-Vicomte, 9 bas officiers, 47 cavaliers et 1,446 chevaux ; — au 15 mars ; dans les mêmes dépôts, 9 bas officiers, 47 cavaliers et 1,680 chevaux ; — à la même date, dans les dépôts de Bayeux, Bretteville-la-Pavée, Caen, Carentan, Creully, Évrecy, La Délivrande, Landes, Le Bisson, St-Sauveur-le-Vicomte, Sully, Troarn et Verson, 26 bas officiers, 277 cavaliers et 797 chevaux ; — au 31 mars dans les mêmes dépôts, 26 bas officiers, 256 cavaliers et 726 chevaux ; — au 1<sup>er</sup> avril,

dans les dépôts de Carentan et St-Sauveur-le-Vicomte, 9 bas officiers, 47 cavaliers et 1,792 chevaux ; — aux 15 et 19 avril, dans les mêmes dépôts, 9 bas officiers, 47 cavaliers et 1,856 chevaux ; — au 15 avril, dans les dépôts de Bayeux, Bretteville-la-Pavée, Caen, Carentan, Creully, Évrecy, Landes, Le Bisson, St-Sauveur-le-Vicomte et Verson, 10 bas officiers, 134 cavaliers et 381 chevaux ; — au 30 avril, dans les dépôts de Bayeux, Bretteville-la-Pavée, Caen, Creully, Évrecy, Landes, Le Bisson et St-Sauveur-le-Vicomte, 7 bas officiers, 93 cavaliers et 264 chevaux ; — au 1<sup>er</sup> mai, à St-Sauveur-le-Vicomte, 4 bas officiers, 28 cavaliers et 981 chevaux ; — au 10 mai, dans le même dépôt, 4 bas officiers, 28 cavaliers et 650 chevaux ; — au 15 mai, dans les dépôts de Bretteville-la-Pavée, Caen, Creully, Évrecy, Landes, St-Sauveur-le-Vicomte et Sully, 1 bas officier, 28 cavaliers et 98 chevaux ; — au 31 mai, dans les dépôts de Caen, Creully et Landes, 1 bas officier, 24 cavaliers et 103 chevaux ; — aux 30 juin, 31 juillet et 31 août, à Landes, 1 bas-officier, 16 cavaliers et 80 chevaux ; au 15 septembre, dans les dépôts de Bayeux, Bretteville-la-Pavée, Caen, Creully, Évrecy, Garcel, La Délivrande, Landes, Neuilly, Trévières et Verson, 2 bas officiers, 25 cavaliers et 715 chevaux ; — au 30 septembre, dans les dépôts de Bayeux, Bretteville-la-Pavée, Caen, Creully, Évrecy, Garcel, La Délivrande, Landes, Neuilly, Trévières, Verson et Vimont, 6 bas officiers, 59 cavaliers et 739 chevaux ; — au 1<sup>er</sup> octobre, à Carentan, 126 chevaux ; — au 15 octobre, dans les dépôts de Bayeux, Bretteville-la-Pavée, Caen, Creully, Évrecy, Garcel, La Délivrande, Landes, Neuilly, Sully, Trévières, Verson et Vimont, 6 bas officiers, 59 cavaliers et 814 chevaux ; — à la même date, dans le dépôt de Carentan, 2 bas officiers, 7 dragons et 174 chevaux ; — au 31 octobre, dans les dépôts de Bayeux, Bretteville-la-Pavée, Caen, Carentan, Creully, Évrecy, Garcel, La Délivrande, Landes, Neuilly, Sully, Trévières, Verson et Vimont, 8 bas officiers, 67 cavaliers et 897 chevaux ; — au 1<sup>er</sup> novembre, à Carentan, 2 bas officiers, 7 dragons et 294 chevaux ; au 15 novembre, dans le même dépôt, 2 bas officiers, 7 dragons et 333 chevaux ; — à la même date, dans les dépôts de Bayeux, Bretteville-la-Pavée, Caen, Carentan, Creully, Évrecy, Garcel, La Délivrande, Landes, Neuilly, Sully, Trévières, Verson, 9 bas officiers, 84 cavaliers et 910 chevaux ; — au 30 novembre, dans les mêmes dépôts, 10 bas officiers, 95 cavaliers et 950 chevaux ; — au 1<sup>er</sup> décembre, au dépôt de Carentan, 2 bas officiers, 7 cavaliers et 345 chevaux ; — au 15 décembre, dans le



même dépôt, 2 bas officiers, 7 cavaliers et 345 chevaux ; — à la même date, dans les dépôts de Bayeux, Bretteville-la-Pavée, Caen, Carentan, Creully, Évrecy, Garcel, La Délivrande, Landes, Neuilly, Sully, Trévières, Verson et Vimont, 14 bas officiers, 128 cavaliers et 860 chevaux ; — au 31 décembre, dans les mêmes dépôts, 16 bas officiers, 154 cavaliers et 971 chevaux ; — 20 états de situation des régiments établis dans les dépôts de remonte, dans le département de Caen, faits et arrêtés par le commissaire des guerres au dit département, le chevalier Ballias de Lanbarède.

C. 2020. (Liasse.) — 44 pièces, papier.

**1788.** — Affaires militaires. — Dépôts de remonte. Comptabilité. — 29 états-tableaux de situation des dépôts de remonte établis dans la Généralité, les dits états indiquant : qu'au 1<sup>er</sup> janvier il y avait dans le dépôt de Carentan 4 bas officiers, 21 dragons, et 368 chevaux ; — au 15 janvier, à St-Sauveur-le-Vicomte, 1 maréchal des logis, 6 cavaliers et 690 chevaux ; — à la même date, à Carentan, 4 bas officiers, 21 dragons et 425 chevaux ; — à la même date, dans les dépôts de Bayeux, Bretteville-la-Pavée, Caen, Carentan, Creully, Évrecy, Garcel, La Délivrande, Landes, Neuilly, Sully, Trévières, Verson et Vimont, 16 bas officiers, 160 cavaliers et 823 chevaux ; — au 31 janvier, dans les mêmes dépôts, 24 bas officiers, 258 cavaliers et 872 chevaux ; — au 1<sup>er</sup> février, à St-Sauveur-le-Vicomte, 1 bas officier, 6 cavaliers et 736 chevaux ; — à la même date, à Carentan, 4 bas officiers, 21 dragons et 496 chevaux ; — au 15 février, à Carentan, 4 bas officiers, 21 dragons et 504 chevaux ; à St-Sauveur-le-Vicomte, 1 bas officier, 26 cavaliers et 686 chevaux ; — à la même date, dans les dépôts de Bayeux, Bretteville-la-Pavée, Caen, Carentan, Creully, Évrecy, Garcel, La Délivrande, Landes, Neuilly, St-Sauveur-le-Vicomte, Sully, Trévières, Verson et Vimont, 25 bas officiers, 299 cavaliers et 805 chevaux ; — au 29 février, dans les mêmes dépôts, 27 bas officiers, 312 cavaliers et 800 chevaux ; — au 1<sup>er</sup> mars, à Carentan, 4 bas officiers, 21 cavaliers et 476 chevaux ; — à Saint-Sauveur-le-Vicomte, 1 bas officier, 26 cavaliers et 630 chevaux ; — au 15 mars, à Carentan, 4 bas officiers, 21 cavaliers et 510 chevaux ; — à la même date, dans les dépôts de Bayeux, Bretteville-la-Pavée, Caen, Carentan, Creully, Évrecy, Garcel, La Délivrande, Landes, Neuilly, Sully, Trévières, Verson et Vimont, 23 bas officiers, 294 cavaliers et 475 chevaux ; — au 31 mars, dans les mêmes dépôts, plus St-Lô, 23 bas officiers, 280 cavaliers et 699 chevaux ; — au 1<sup>er</sup> avril, à Carentan, 4 bas

officiers, 21 cavaliers et 544 chevaux ; — au 15 avril, au dit Carentan, 4 bas officiers, 21 cavaliers et 510 chevaux ; — à la même date, dans les dépôts de Bayeux, Bretteville-la-Pavée, Caen, Carentan, Creully, Évrecy, Garcel, La Délivrande, Landes, Neuilly, St-Lô, Sully, Trévières, Verson et Vimont, 15 bas officiers, 174 cavaliers, 432 chevaux ; — au 30 avril, dans les dépôts de Bayeux, Bretteville-la-Pavée, Caen, Carentan, Creully, Garcel, Neuilly, St-Lô, Sully, Trévières et Vimont, 2 bas officiers, 32 cavaliers et 85 chevaux ; — au 31 mai, à St-Lô, un bas officier, 6 cavaliers et 40 chevaux ; — au 30 juin, au même dépôt, 1 bas officier, 6 cavaliers, et 55 chevaux ; — au 30 juillet, au même dépôt, 1 bas officier, 6 cavaliers, 66 chevaux ; — au 31 août, au même dépôt, 1 bas officier, 6 cavaliers, 64 chevaux ; — au 30 septembre, dans les dépôts de Bayeux, Bretteville-la-Pavée, Caen, Creully, La Délivrande, Neuilly-le-Malherbe, St-Lô, Trévières et Verson, 1 bas officier, 11 cavaliers et 287 chevaux ; — au 31 octobre, dans les mêmes dépôts, plus Troarn, 1 bas officier, 12 cavaliers et 459 chevaux ; — au 30 novembre, dans les mêmes dépôts, plus Carentan, 1 bas officier, 12 cavaliers et 539 chevaux ; — au 30 décembre, dans les dépôts de Bayeux, Bretteville-la-Pavée, Caen, Carentan, Creully, Garcel, Hérouville-St-Clair, La Délivrande, Neuilly-le-Malherbe, St-Lô et Troarn, 9 bas officiers, 72 cavaliers et 547 chevaux ; — 15 états de situation des dépôts de remonte des régiments établis dans le département de Caen, faits et arrêtés par le commissaire des guerres, le chevalier Ballias de Lanbarède.

C. 2021. (Liasse.) — 4 pièces, papier.

**1789.** — Affaires militaires. — Dépôts de remonte. — Comptabilité. — États-tableaux des dépôts de remonte établis dans la Généralité, les dits états indiquant : qu'au 28 février, il y avait dans les dépôts de Bayeux, Bretteville-la-Pavée, Caen, Carentan, Creully, Garcel, Hérouville-St-Clair, La Délivrande, Neuilly-le-Malherbe, St-Lô et Troarn, 31 bas officiers, 244 cavaliers et 725 chevaux ; — au 30 avril, dans les mêmes dépôts, 36 bas officiers, 251 cavaliers et 691 chevaux, ces dits états sont signés par le commissaire ordonnateur des guerres de la division de Normandie, Montcarville ; — les précédents tableaux ne portant aucune signature.

C. 2022. (Liasse.) — 30 pièces, papier.

**1780-1783.** — Affaires militaires. — Dépôts de remonte. — Élection de Caen. — Correspondance entre MM. Esmangart, Intendant de la Généralité, et Le-

Paulmier, subdélégué, relative : à l'avis donné qu'il doit arriver dans la paroisse d'Hérouville 80 chevaux du régiment de dragons de la Reine, « qui ont besoin de prendre le vert, » et aux mesures à prendre pour assurer le logement au maréchal des logis et à 18 dragons chargés d'en prendre soin (19 mai 1780); — à la requête présentée à l'Intendant par le sieur Bellamy, tenant à ferme des demoiselles de Montmorency les droits de halles et boucheries de Creully, afin d'obtenir une indemnité proportionnée à la perte qu'il a subie, par suite de la prise de possession des halles par les troupes et la démolition des étaux de la boucherie pour l'établissement des mangeoires, râteliers et écuries des chevaux des troupes pendant la durée du camp de Vaussieux, et, depuis, pour l'étape de toutes les remontes qui ont passé par Creully, de sorte qu'il a été privé du loyer de ses étaux et de ses écuries (20 mai 1781); — aux ordres à donner au syndic du bourg de Creully pour assurer l'établissement d'un dépôt de chevaux nécessaires au régiment de Bourgogne, cavalerie (19 novembre 1781); — à l'avis donné que, sur la représentation de l'officier chargé de la remonte du régiment de Mestre-de-Camp, dragons, l'autorisation qui avait été accordée au dit régiment d'établir à Caen un dépôt pour ses chevaux, avait été rapportée, et que le dit établissement avait été transféré à Troarn (19 novembre 1781); — aux ordres à donner au syndic de Troarn pour assurer l'emplacement du dépôt de remonte des chevaux du régiment de Lanan, dragons, et le logement des officiers, bas officiers et dragons chargés d'en prendre soin (13 juillet 1782); — à l'avis donné que le Roi a accordé au régiment de Languedoc, dragons, un dépôt de remonte à Verson (23 août 1782); — aux ordres à donner aux syndics des paroisses de Creully, Douvres et Verson, de prendre les dispositions convenables pour l'établissement de dépôts de remonte que S. M. a accordés (14 septembre 1783); — à l'établissement de dépôts de remonte : à Troarn, pour le régiment de Monsieur, dragons (1<sup>er</sup> octobre 1783); — pour le régiment de Mestre-de-Camp-Général, dragons (3 octobre); — à Creully, pour le régiment de Bourgogne, cavalerie (14 octobre); — aux ordres à donner aux syndics des paroisses : d'Évrecy, de prendre les dispositions nécessaires pour le dépôt de remonte du régiment d'Artois, cavalerie, que S. M. a accordé (25 octobre 1783); — de Creully, pour le régiment du Colonel-Général (28 novembre); — état des écuries fournies par les habitants du bourg de Troarn, ainsi que des logements des bas officiers et dragons du régiment de Mestre-de-Camp durant l'année 1783.

C. 2023. (Liasse.) — 56 pièces, papier.

**1784-1787.**—Affaires militaires.--Dépôts de remonte.  
— Élection de Caen. — Correspondance entre MM. de Feydeau, Cordier de Launay, Intendants de la Généralité, et Le Paulmier, subdélégué, relative : à la requête présentée à l'Intendant par divers particuliers de la paroisse de Troarn, à l'effet d'obtenir le paiement des loyers de leurs maisons et écuries, qui ont servi au dépôt de remonte du régiment de Mestre-de-Camp, dragons (18 juin 1784); — à l'établissement de dépôts de remonte : à Bretteville-la-Pavée, pour le régiment de Mestre-de-Camp-Général, dragons, et à Troarn, pour les dragons de la Reine (14 juillet 1784); — à Creully, pour le régiment du Colonel-général, dragons (27 juillet 1784); à Évrecy, pour le régiment d'Artois cavalerie, et à Creully pour le régiment de Monsieur, dragons (19 août 1784); — à l'avis donné qu'il ne serait point juste que les habitants des paroisses où l'on établit des dépôts de remonte, et qui contribuent à l'imposition générale du casernement, fussent tenus de fournir encore des lits en nature. M. l'Intendant s'est déterminé à faire payer sur cette imposition le loyer de ceux qui ont été précédemment fournis par les fripiers de Caen, et il autorise, en conséquence, le subdélégué à passer un marché par lequel ils s'engageront à fournir la literie nécessaire à la remonte, dans l'étendue du département de Caen (23 août 1784); — à l'établissement d'un dépôt de remonte : à Verson, pour le régiment de Languedoc, dragons (25 août 1784); — à Bretteville-la-Pavée, pour le régiment de d'Arfort, dragons (23 septembre 1784); — à Cheux, pour le régiment de Bourgogne, cavalerie (26 septembre 1784); — à Creully, pour le régiment de Royal-Picardie, cavalerie (10 octobre 1784); — à l'envoi du procès-verbal dressé par M. de Laubarède, commissaire des guerres, à la réquisition du sieur Fleuriau, syndic militaire d'Argences, sur le mauvais état des mangeoires et râteliers des écuries, servant aux chevaux de remonte, lors de leur passage dans ce bourg (28 février 1785); — à la requête présentée à l'Intendant par le sieur Letellier, chirurgien, afin d'obtenir le paiement du loyer d'une chambre pour le logement d'un officier du régiment d'Artois, cavalerie, à la tête d'une remonte (5 juin 1785); — à semblable requête des habitants du bourg de Creully, qui ont fourni chambres et écuries aux soldats et chevaux des régiments de Royal-Picardie, cavalerie, Colonel-Général et Monsieur, dragons, du 1<sup>er</sup> août 1784 au 9 mai 1785. A cette requête est annexé l'état des dits emplacements et le prix des loyers dont le total s'élève à 1,414 livres

7 sols 8 deniers; le subdélégué certifie l'exactitude du dit état, « cependant, ajoute-t-il, on croit devoir ob-  
« server à M. l'Intendant que les articles 8 et 16 con-  
« cernant le logement des officiers, sont susceptibles  
« de radiation, parce que ces officiers touchent leur  
« indemnité de logement du corps, comme s'ils étaient  
« présents » (8 juillet 1785); — à l'établissement d'un  
dépôt de remonte: à Troarn, pour le régiment de la  
Reine, dragons (15 juillet 1785); — à Landes, pour le  
Royal-Étranger, cavalerie (6 août 1785); — à Evrecy,  
pour le régiment d'Artois, cavalerie; — à Verson,  
pour le régiment de Monsieur, dragons; — à La Déliv-  
rande, pour le régiment de Boufflers; — à Verson,  
pour le régiment des dragons de Languedoc (2 sep-  
tembre); — à Bretteville-la-Pavée, pour le régiment  
de d'Arfort, dragons (18 septembre 1785) et pour le  
régiment de Mestre-de-Camp-Général, dragons (11  
octobre 1785); — à Creully, pour le régiment de Quercy,  
cavalerie (11 octobre 1785); — à Verson, pour le régi-  
ment de dragons de Languedoc (21 octobre 1785); —  
à Creully, pour le régiment de Royal-Picardie (27 oc-  
tobre 1785); — à Bretteville-sur-Odon, pour le régiment  
de La Marche, cavalerie (22 décembre 1785); — à la  
requête du sieur d'Hérantot, ancien syndic militaire  
de Villers, pour obtenir le paiement du loyer de sa  
maison servant de corps-de-garde depuis 3 ans et demi  
à raison de 70 livres par an (30 avril 1786); — à la re-  
quête des habitants: de Verson réclamant le paiement  
du loyer des chambres, magasins et écuries loués au  
régiment de Monsieur (25 mai); — des Buissons, pour  
le logement du régiment de Royal-Lorraine (11 août  
1786); — de Troarn, pour le régiment de la Reine,  
dragons (11 août 1786); — de Creully, pour le Royal-  
Picardie (16 août 1786); — d'Evrecy, pour le régiment  
d'Artois (16 août 1786); — de Bretteville-la-Pavée, pour  
le régiment de Mestre-de-Camp-Général, dragons (16  
août 1786); — de Creully, pour le régiment de Quercy  
(5 septembre 1786); — de Bretteville-la-Pavée, pour  
le régiment Royal-Cavalerie et d'Arfort, dragons (5  
septembre 1786); — de Verson, pour le régiment de  
Languedoc, dragons (5 septembre 1786); — à La Déliv-  
rande, pour le régiment Boufflers, dragons (5 sep-  
tembre 1786); — à Missy, près Caen, pour le régiment  
des chasseurs des Pyrénées, cavalerie (12 septembre  
1786); — à Landes, près Caen, pour le Royal-  
Étranger (20 septembre 1786); — état des dépôts des  
remontes établis dans la Généralité de Caen: à Bayeux,  
régiment Mestre-de-Camp-Général, cavalerie (1786);  
— à Bretteville-la-Pavée, Mestre-de-Camp-Général,  
dragons (1786-1787); — Royal-Cavalerie (1786-1787);

— Durfort, dragons (1786-1787); — au Buisson, le ré-  
giment d'Orléans, dragons (1786); — à Caen, les régi-  
ments de Bourgogne, cavalerie, Royal-Lorraine et  
Royal-Normandie (1786); — à Carentan, le régiment  
Lorraine, dragons (1786); — à Creully, le régiment  
Royal-Picardie, cavalerie (1786-1787); — Quercy, ca-  
valerie (1786-1787); — Artois (1787); — à La Déliv-  
rande, régiment de Boufflers (1786-1787); — du Roy,  
dragons (1787); — à Evrecy, régiment d'Artois, cava-  
lerie (1786); — Royal-Étranger (1787); — à Garcelle,  
régiment de Normandie (1787); — à Landes, régiment  
Royal-Étranger, cavalerie (1786); — à Neuilly-le-  
Malherbe, régiment de Berry, cavalerie (1787); — à  
Sally, régiment Dauphin, dragons (1786); — à Troarn,  
régiment de la Reine, dragons (1786); — à Verson,  
régiment de Languedoc, dragons (1786); — à Vimont,  
régiment de la Reine, dragons (1787).

C. 2024. (Liasse.) — 40 pièces, papier.

**1782-1787.** — Affaires militaires. — Dépôts de  
remonte. — Comptabilité. — Correspondance entre  
MM. le maréchal de Ségur, ministre; chevalier de  
Coigny; — Esmangart et de Feydeau, Intendants de  
la Généralité; Dutrézor, lieutenant-colonel du régi-  
ment de Lorraine et dragons; Dejeu, officier au ré-  
giment de Mestre-de-Camp-Général; le chevalier de  
Leuville, officier du régiment de la Reine, dragons;  
Despies, Montcarville et de Laubarède, commissaires  
des guerres, relative: aux remontrances de M. Dutré-  
zor, sur ce qu'on ne veut pas tenir compte de son  
logement pendant le temps qu'il y a eu un dépôt sous  
ses ordres à St-Lô (25 juin 1781); — à l'envoi de l'état  
devant servir au paiement du logement de M. Dutrézor,  
major-commandant un dépôt de remonte du régiment  
de Lorraine, dragons, détaché à St-Lô, lequel se  
monte à 155 livres du 15 août au 15 janvier 1783  
(30 décembre 1782); — au certificat des commissaires  
aux logements militaires de la ville de Valenciennes,  
attestant que M. Dutrézor, ci-devant lieutenant-colonel  
au régiment de Lorraine, dragons, n'a point été payé  
par la dite ville, de son logement du 24 juillet 1783 au  
20 mars 1784, qu'il a été détaché en remonte à Saint-  
Lô; à ce certificat est joint celui des prévôts, jurés et  
échevins de la Ville, y faisant les fonctions de juges  
royaux, certifiant l'identité et qualité des signataires,  
« en foi de quoi, nous avons aux présentes, signées de  
« l'un des conseillers du Roi, Crendal de Dainville, pen-  
« sionnaires héréditaires de cette ville, fait apposer le  
« sceau ordinaire d'icelle ville, où le papier timbré n'est



« point en usage et où le contrôle des actes est sup-  
« primé par abonnement ; fait à Valenciennes le 15 juin  
« 1784 ; » — à la demande de M. Dejeu, officier au régi-  
ment de Mestre-de-Camp-Général, cavalerie, en remonte  
à Bayeux, d'une indemnité de logement (6 décembre  
1785, 12 janvier 1786) ; — à la demande de M. le  
duc de Guiche, portant que le logement, dû à l'officier  
commandant le dépôt du régiment de la Reine, à Troarn,  
lui soit fourni en nature ou en argent, suivant l'ordon-  
nance (27 mars 1786) ; — à l'avis donné que, sur la  
demande de M. le chevalier de Coigny, M. le Ministre  
de la guerre a décidé que le logement du dit officier  
serait payé en argent, et qu'avant son départ, il était  
nécessaire d'envoyer un état certifié du temps que cet  
officier aura passé à Troarn et de la somme qui lui  
sera due pour son logement (17 avril 1786) ; — aux  
états de ce qui est dû aux officiers chargés du soin  
des remotes des régiments de l'Orléanais à St-Sauveur-  
le-Vicomte, et de Lorraine à Carentan pour leur loge-  
ment du 1<sup>er</sup> septembre 1784 au 18 avril 1787.

C. 2025. (Liasse.) — 177 pièces, papier.

**1788.** — Affaires militaires. — Dépôts de remonte.  
— Questions adressées aux syndics des paroisses de la  
Généralité pour savoir : combien il y a de chevaux de  
toute espèce dans la paroisse ; — combien de chevaux  
et combien de juments ? — combien de poulains, tant  
mâles que femelles, depuis un an jusqu'à deux, depuis  
deux jusqu'à trois, depuis trois jusqu'à quatre ? — tout  
ce qui passe l'âge de quatre ans devant être mis au  
nombre des chevaux ; — combien, parmi les chevaux  
faits, il y en a de la taille de quatre pieds sept pouces,  
huit pouces, neuf et dix pouces et au-dessus, le tout  
mesuré à la potence ? — Combien, parmi ces chevaux,  
il y en a de propres aux remotes des troupes du Roi,  
et combien de propres au tirage ? — Combien, parmi  
les poulains, il y en a qui promettent avoir ces diffé-  
rentes tailles, et à quel usage ils paraissent pouvoir  
être destinés ? — Combien il sort par an de chevaux  
depuis trois ans et au-dessus de la paroisse ? — Combien  
il sort par an de poulains de la paroisse, depuis un an  
jusqu'à trois ? — Combien il y a de poulinières et d'éta-  
lons dans la paroisse ? — Quelles sont les qualités domi-  
nantes des chevaux de la dite paroisse ? — A quel âge  
les chevaux de la paroisse sont le plus propres à être  
employés ? — Quelle est l'espèce de vente et de débou-  
chés qui servent à faire sortir les chevaux de la paroisse,  
c'est-à-dire si l'on vend les chevaux faits, ou si on les  
vend encore poulains, pour les faire passer dans d'autres

provinces ? — Toutes ces questions sont sur des feuilles  
imprimées avec une colonne pour les réponses, faites à  
la main par chaque syndic des paroisses de la Généralité ; — résultat pour l'Élection de Caen : 9,760 chevaux,  
dont 5,810 chevaux et 3,950 juments, 3,715 poulains,  
1,970 chevaux faits, 930 pour les remotes, 3,720 au  
tirage, 745 poulinières, 12 étalons ; — N.-B., quelques  
syndics ont oublié d'indiquer le nom de leur paroisse.

C. 2026. (Liasse.) — 7 cahiers in-f°, 26 feuillets, papier.

**1725.** — Affaires militaires. — Infanterie. — Extraits  
des revues faites par MM. Gaigne, de Villarsceaux,  
Duflot, commissaires des guerres au département de la  
Basse-Normandie pendant les 6 derniers mois de 1725,  
pour servir au paiement de la subsistance des troupes  
d'infanterie, arrivées dans la Généralité de Caen, savoir :  
régiment de Quercy, en garnison à Caen, Bayeux,  
St-Lô et Valognes ; à Caen, compagnie de grenadiers,  
45 hommes ; compagnie Colonelle-Générale, 36 hommes ;  
compagnie Mestre-de-Camp, 36 hommes ; compagnie  
de Moleville, 35 hommes ; compagnie de Darville, 33  
hommes ; compagnie de Rouvière, 36 hommes ; com-  
pagnie de Rival, 35 hommes ; compagnie de Divery,  
35 hommes ; compagnie Des Glances ; compagnies de  
Rocher et de Pierreville ; — à Bayeux : compagnie de  
L'Estrade, 34 hommes, et de Simandre, 36 hommes, à  
St-Lô ; compagnies de Bial et de Cagny, 36 hommes,  
à Valognes ; compagnies de Faget, 36 hommes ; de  
Fauchaux, 35 hommes ; — régiment de Vendosme, en  
garnison à Caen et à Bayeux ; à Caen : compagnie de  
grenadiers, 45 hommes ; compagnie Colonelle-Générale,  
32 hommes ; compagnie Mestre-de-Camp, 32 hommes ;  
compagnies d'Escragnolle, d'Isarn, de Saint-Ours, de  
Champeaux, de Fourteins, de La Mare, de L'Isle et de  
La Robinière, 32 hommes ; à Bayeux : compagnies de  
Mauriac et du Bignon, 32 hommes (en août 1725) ; —  
à la marge ou en tête de chaque compagnie sont inscrits  
les noms des capitaines et lieutenants et à la fin, ceux  
de l'état-major, des lieutenants réformés et des officiers  
en pied présents ; — les dits extraits faits et arrêtés, par  
les dits commissaires des guerres, en présence de  
MM. Mathan, lieutenant du Roi des ville et château de  
Caen et du sieur de Villette, major des dites places.

C. 2027. (Liasse.) — 9 pièces, papier.

**1726-1734.** — Affaires militaires. — Infanterie. —  
Extraits des revues faites par MM. Duflot et Sainte-Marthe,  
commissaires des guerres au département de la Génér-

ralité de Caen, pendant les mois de janvier, février, mars, avril 1723, décembre 1733, janvier, février, mars 1734, pour servir au paiement de la subsistance des troupes d'Infanterie arrivées dans la Généralité de Caen, savoir : régiment de Lyonnais, nouvelle levée, compagnie de Bréauté, 40 hommes; — régiment de Quercy, en garnison à Caen, Bayeux, St-Lô, Valognes; à Caen, compagnies des grenadiers, 45 hommes, Colonelle-Générale, 40 hommes, Mestre-de-Camp, 40 hommes; — de Moleville, 38 hommes, de Darville, 34 hommes, de Rouvière, 39 hommes, de Rival, 39 hommes, de Divory, 40 hommes, de Desylanges, 39 hommes, de Rocher, 39 hommes et de Pierreville, 38 hommes; — à Bayeux, compagnies de L'Estrade, 37 hommes et de Simandre, 40 hommes; — à St-Lô, compagnies de Bial, 38 hommes et de Cagny, 39 hommes; — à Valognes, compagnies de Faget, 37 hommes et de Fauchaux, 36 hommes; en marge des dits états sont inscrits les noms des capitaines et lieutenants, et à la suite des compagnies ceux de l'état-major et des lieutenants réformés; — régiment royal, infanterie, nouvelle levée, compagnie de Coulon, 40 hommes, compagnie de La Garenne, 36 hommes; — régiment de Touraine, nouvelle levée, compagnie de La Garenne, 40 hommes; — les sus dits extraits faits et arrêtés par les commissaires des guerres, en présence de MM. de Mathan, commandant des ville et château de Caen et de Villette, major des dites places.

C. 2028. (Liasse.) — 14 cahiers in-f°, 36 feuillets, papier.

**1727-1728.** — Affaires militaires. — Infanterie. — Extraits des revues faites par MM. Duflot, Saint-Marthe et Orbisseuil, commissaires des guerres en la Généralité de Caen, pendant les années 1727 et 1728, pour servir au paiement des subsistances de la compagnie dite *des Cadets*, établie dans le château de Caen; la revue de cette compagnie, en mars 1727, constatait la présence de 50 hommes, en avril, de 69 hommes, en mai, de 84, en décembre, de 90 hommes, et, durant l'année 1728, de 90 à 95 hommes, dont les noms figurent au tableau, non compris la présence de MM. Duquesnay, aumônier, Robillard, maître de mathématiques, Chevalier, maître « en fait d'armes » et Tarlet, maître à danser; — cette compagnie commandée par M. de Viette, jusqu'en juin 1727, époque de son décès, lequel fut remplacé par M. d'Aigremont; — ces extraits sont arrêtés et signés par les commissaires sus dits, en présence de MM. de Villette, major,

CALVADOS.—SÉRIE C.—TOME II.

de Frecau, aide-major, commandant, et de Mathan, lieutenant du Roi en les ville et château de Caen.

C. 2029. (Liasse.) — 18 cahiers in-f°, 60 feuillets, papier.

**1752-1758.** — Affaires militaires. — Infanterie Irlandaise. — Extraits des revues faites par MM. de Laneuville, Geoffroy et D'Heu, commissaires des guerres au département de Basse-Normandie, pendant les années 1752-1758, pour servir au paiement de la subsistance des régiments de Clarc et de Bulkeley, en garnison dans la Généralité de Caen, savoir: en 1752, régiment de Clarc, à Avranches, Caen, Cherbourg et Valognes, composé d'un bataillon de treize compagnies: compagnies des grenadiers, 44 hommes, compagnies Colonelle, Lieutenant-Colonelle, de Magraib, de Mortang Obien, de Prosser, de Moore, de Cononne Obien, de Macarly, de Kermedy, de Milord Castel-connell, de Conway et de Charles Obien, de 35 hommes chacune; les noms des capitaines et lieutenants sont en tête de chaque compagnie; puis viennent ceux des officiers de l'État-major et des officiers réformés à la suite du régiment; le total des hommes est de 465, plus 54 officiers, en tout, 519 hommes en 1752; et de 525 hommes, plus 60 officiers, en tout, 585 en 1756; — en 1756, corps des volontaires étrangers, seconde brigade de 22 compagnies, 1<sup>er</sup> bataillon de 11 compagnies, savoir: compagnies des grenadiers, 67 hommes; de Loreh, de Clercy, de Boistel, de Faber, de Kleber, de Clément, de Bocklen, d'Armenil, de Sablières et de Ried de 60 hommes chacune; 2<sup>e</sup> bataillon de 11 compagnies, compagnie Commandante, de Dommersweiller, de Vallée, de Chazel, de Le Gueux, de Cupy, de Gravé, de Daigne, de Goulton, de Gumbert, de 60 hommes chacune, celle des grenadiers, de 67 hommes, total des hommes, 1334, plus 66 officiers; — en 1758, régiment de Bulkeley, composé d'un bataillon de 13 compagnies, savoir: compagnie de grenadiers, 45 hommes, compagnie Colonelle, 55 hommes, de Butler, de Fitz-Gérald, de Mac-Mahon, de Hennessy, de Ryan, de Richard Kearney, de Philippe Megher, de Bancks, compagnie de Patrice Meagher, de Cantillon et de James Kearney, de 55 hommes chacune; — les dits extraits arrêtés et signés par les commissaires des guerres ci-dessus désignés.

C. 2030 (Liasse.) — 3 cahiers in-f°, 52 feuillets, papier.

**1755.** — Affaires militaires. — Infanterie. — Extraits des revues faites par MM. de Laneuville et Geoffroy,

commissaires des guerres pendant les mois de mai, juin, juillet, août, septembre, octobre, novembre et décembre pour servir au paiement de la subsistance des régiments d'Infanterie, arrivés dans la Généralité de Caen, savoir : régiment de Berry, compagnie de Mintier, 21 hommes ; — régiment de Briqueville, compagnie de Boisadant, 19 hommes ; — régiment de Champagne, compagnie de Bellefond, 18 hommes ; — régiment de la Reine, compagnie de grenadiers, 45 hommes, compagnie de Monceaux, 40 hommes, compagnie Colonelle, 32 hommes, compagnie de Linage, 34 hommes, compagnie de Cellier, 34 hommes ; — compagnie vacante, 31 hommes ; — régiment de la Tour-Dupin, compagnie Daigremont, 11 hommes ; — régiment de Mailly, compagnie de Dutot-Dancel, 18 hommes ; — régiment de Provence, compagnie de Martinvast, 15 hommes ; — régiment de Rohan, compagnie de Banville, 19 hommes, compagnie de Beaumont, 31 hommes, compagnie du Manoir, 19 hommes ; — régiment de Royal, la Marine, compagnie de Vely, 11 hommes ; — régiment du Roy, compagnie de Saint-Germain Dathys, 22 hommes ; — régiment de Tournaissis, compagnie de Valmesnil, 15 hommes ; — les dits extraits faits et arrêtés par les commissaires ci-dessus désignés, en présence du chevalier de Canchy, major des place, ville et château de Caen.

C. 2031. (Liasse.) — 35 cahiers, 149 feuillets, papier.

**1756.** — Affaires militaires. — Infanterie. — Extraits des revues faites par les commissaires des guerres Dangé, d'Ervillé, Geoffroy, Millin de Chamblaine, de Laneuville, de Montrozier et Triballet aux divers régiments en garnison, dans toutes les Élections et camps de la Généralité de Caen, pour servir au paiement de la subsistance de ces divers corps, savoir : au camp sous Granville, le régiment d'Auvergne, Infanterie française, composé de 4 bataillons de 17 compagnies, chacun, formant un contingent de 2,520 hommes, plus 148 officiers, en tout 2,668 hommes, et à Caen, où ce même corps est réduit à 2,517 ; — à Bayeux, le régiment de Beauvoisis, composé de deux bataillons, de 13 compagnies chacun, formant un contingent de 1,236 hommes, 80 officiers, en tout, 1,316 hommes ; — au camp de La Hougue, le même régiment réduit à 1,222 hommes ; — le bataillon de grenadiers royaux de Bergeret à Granville, formant un contingent de 383 hommes, plus 16 officiers ; — le régiment de Bresse à Granville, un bataillon de 17 compagnies, formant un contingent de 622 hommes, plus 37 officiers ; —

au camp de La Hougue le régiment Dauphin, composé de deux bataillons de 17 compagnies chacun, formant un effectif de 1,322 hommes, plus 80 officiers ; — au camp de Granville, le régiment d'Eu de deux bataillons de 17 compagnies, formant un effectif de 633 hommes, plus 41 officiers, pour le premier bataillon, et 634 et 39 officiers pour le second, en tout, 1,267 hommes, plus 80 officiers ; — à Caen, le régiment de la Reine, les 17 compagnies du 1<sup>er</sup> bataillon donnent un contingent de 524 hommes, plus 37 officiers ; — régiment d'infanterie de Limousin, composé de 2 bataillons, forment un contingent de 1,216 hommes, plus 81 officiers et réduit à 1,153 hommes et 80 officiers, à Cherbourg, en septembre et octobre, à Valognes, en novembre et décembre ; — le régiment composé de 4 bataillons de chacun 17 compagnies, constituant un effectif de 2,525 hommes, plus 158 officiers, au camp de Cherbourg, en septembre et divisé entre St-Lô, où séjournent le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> bataillon et Vire où hiverneront le 2<sup>e</sup> et le 3<sup>e</sup> bataillon ; — régiment de Rohan composé de 2 bataillons de 17 compagnies formant un effectif de 1,263 hommes, plus 80 officiers, au camp de Granville ; — régiment de Saintonge d'un bataillon de 17 compagnies formant un effectif de 603 hommes et 41 officiers à Carentan ; — régiment de Touraine, composé de deux bataillons, fort de 1,186 hommes et 82 officiers à Bayeux ; — régiment royal des Vaisseaux, infanterie, composé de 13 anciennes compagnies et de quatre de nouvelle levée, 1<sup>er</sup> bataillon à Carentan, second bataillon à Périers (en mai, juin et juillet 1,756) les deux bataillons formant un contingent de 1,269 hommes et 82 officiers au camp de Granville les 15 premiers jours de septembre et réduit à 1,220 hommes à Coutances du 15 septembre au 31 décembre ; — les dits extraits faits et arrêtés par les commissaires ci-dessus désignés, en présence de M. le chevalier de Canchy, major des place et ville de Caen.

C. 2032. (Liasse.) — 3 cahiers in-f<sup>o</sup>, 11 feuillets, papier.

**1756.** — Affaires militaires. — Corps des volontaires royaux. — Extraits des revues faites par MM. d'Ervillé et Triballet, commissaires des guerres à Formigny et à Caen pendant les mois de juillet, août, septembre, octobre et novembre, pour servir au paiement de la subsistance des troupes du corps des volontaires royaux, composé de 7 compagnies d'infanterie, dont une d'ouvriers constituant un effectif de 380 hommes et 26 officiers, et de 8 compagnies de dragons, donnant un effectif de 238 hommes et 32 officiers, à Caen et à Bretteville, en



juillet et août et disséminé durant les mois de septembre et octobre, par compagnies de 60 hommes en quartier dans divers endroits, savoir : la compagnie des grenadiers de Gaultier, en quartier à Longueville ; celle de grenadiers de Saint-Victor, à Castilly ; la compagnie de Baillencourt, à Maisy ; compagnie de Florimont, à Deux-Jumeaux ; compagnie de de Querville, à la Cambe ; compagnie de Hochstein, à Formigny, ainsi que la compagnie de Desconville, de 20 hommes seulement ; l'ensemble de ces diverses compagnies forme un contingent de 380 hommes et 26 officiers ; — les compagnies de dragons de 30 hommes et 30 chevaux, ainsi qu'il soit : compagnie ci-devant de Goderneaux et celle de de Messey, en quartier à Cerisy ; compagnie de de Limoges, à Balleroy, ainsi que celle d'Argences ; compagnie de Des Rozières, à Creully, ainsi que la compagnie de Le Poivre ; la compagnie de Saint-Paul, à Trévières, ainsi que celle de Covarusias ; — à la suite de ces tableaux, où figurent les noms des capitaines et lieutenants, figure l'état-major ; ces extraits sont faits, arrêtés et signés par les commissaires des guerres en présence du major des place et ville de Caen.

C. 2033. (Liasse.) — 14 pièces, papier.

**1756-1757.** — Affaires militaires. — Infanterie. — Extraits des revues faites par les commissaires des guerres d'Erville et de La Neuville, et à leur défaut par M. de Cheux, subdélégué à Vire, pendant les années 1756 et 1757, pour servir au paiement de la subsistance du corps de chasseurs de Fischer, composé de 5 compagnies d'infanterie, d'une de 20 hussards, constituant un effectif de 220 hommes et 15 officiers en garnison dans la Généralité ; à Gavray, en avril 1756 ; à Cérences et Bréhal, de mai à la fin d'août ; à Villedieu, de septembre 1756 au 10 janvier 1757 ; — états nominatifs et contrôles des compagnies de Cattus, Dumoulin, Gégler, des Grenadiers et de Kubb ; ces états sont divisés en 9 colonnes, en tête desquelles sont les noms des capitaines et lieutenants, la 1<sup>re</sup> colonne indique la charge des hommes : sergents, fifres, tambours, caporaux, anspessades et soldats ; la 2<sup>e</sup>, le numéro d'ordre ; la 3<sup>e</sup>, les noms de baptême et de famille ; la 4<sup>e</sup>, l'âge ; les 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup>, la taille par pieds, pouces et lignes ; la 8<sup>e</sup>, le nom du lieu de la naissance et de la province des hommes ; et la 9<sup>e</sup> indique la présence ou absence ; — les dits contrôles sont signés par les capitaines, lieutenants et sergents des compagnies.

C. 2034. (Liasse.) — 34 cahiers in-<sup>fo</sup>, 194 feuillets, papier.

**1757.** — Affaires militaires. — Infanterie. — Extraits des revues faites par les commissaires des guerres Bonnier de Saint-Cosme, Geoffroy et Guignard de La Garde, pour servir au paiement de la subsistance des troupes d'infanterie en garnison dans la Généralité : régiment d'Auvergne, composé de 4 bataillons, de 17 compagnies de 30 à 42 hommes chacune, constituant un effectif de 158 officiers et 2,563 hommes en garnison à Caen en janvier, février et mars ; régiment de Bresse, d'un bataillon composé de 17 compagnies, constituant un effectif variant de 624 à 685 hommes, plus 41 officiers en garnison à Granville, de janvier à novembre ; et à Valognes, en novembre et décembre ; — régiment de Guyenne, composé de deux bataillons de 17 compagnies chacun, le 1<sup>er</sup> bataillon constituant un effectif de 41 officiers et de 685 hommes en garnison à Coutances, de mai au 22 août, cantonné à Montebourg, de la fin d'août, pour se rendre aux environs de Valognes en quartier jusqu'au 24 octobre ; enfin à Bayeux, du 1<sup>er</sup> au 9 novembre, pour se rendre par étapes à Valognes ; — régiment de Limousin, composé de deux bataillons de 17 compagnies chacun, constituant un effectif variant de 1,166 à 1,361 hommes, plus 80 officiers en garnison à Valognes, de janvier à juin ; à St-Lô, en juin ; à Caen, de juillet au 26 septembre, devant quitter Caen le 27 pour se rendre à La Rochelle ; — régiment de Piémont, composé de quatre bataillons de 17 compagnies chacun, le premier et le troisième constituant un effectif de 1,285 hommes, plus 80 officiers en garnison à St-Lô, de janvier à mai ; le second et le quatrième formant un contingent de 1,370 hommes, plus 78 officiers en garnison à Vire, de janvier à mai ; — régiment de Saintonge d'un seul bataillon de 17 compagnies constituant un effectif de 680 hommes, plus 41 officiers en garnison à Carentan, de janvier au 11 juin ; — le régiment de Touraine, composé de deux bataillons de 17 compagnies formant un contingent variant de 1213 à 1330 hommes, plus 81 officiers en garnison à Bayeux, de janvier au 7 mai ; — le régiment royal des Vaisseaux composé de 2 bataillons de 17 compagnies, constituant un effectif variant de 1,231 à 1,370 hommes plus 83 officiers en garnison à Coutances, de janvier, le 1<sup>er</sup> bataillon restant à Coutances jusqu'au 12, puis à St-Vaast, du 15 mai au 1<sup>er</sup> juillet, puis à Valognes, de juillet au 28 septembre, le 2<sup>e</sup> bataillon à Avranches jusqu'au 9 mai, puis à St-Vaast, du 13 mai au 1<sup>er</sup> juillet, puis à Valognes, de juillet au 28 septembre.

C. 2035. (Liasse.) — 7 cahiers in-f<sup>o</sup>, 33 feuillets, papier.

**1757.** — Affaires militaires. — Infanterie. — Extraits des revues faites par M. Guignard de La Garde, commissaire des guerres, à Avranches, pendant les mois de janvier, février, mars, avril et août pour servir au paiement de la deuxième brigade du corps des volontaires étrangers composée de deux bataillons d'infanterie Allemande, en garnison dans la Généralité de Caen; cette brigade composée de 2 bataillons, de 11 compagnies chacun, constituant un effectif de 1,334 hommes plus 69 officiers en garnison à Avranches, de janvier au 12 avril, le 1<sup>er</sup> bataillon de 660 du corps d'infanterie, de volontaires étrangers, composé de 3 bataillons en garnison à Vire, du 13 au 20 août, le 2<sup>e</sup> bataillon de 660 hommes séjournant à St-Lô, du 6 au 19 août; — le 3<sup>e</sup> bataillon de 660 hommes également séjournant à Avranches, du 6 au 21 août; — les dits extraits arrêtés et signés par le commissaire des guerres ci-dessus désigné.

C. 2036. (Liasse.) — 9 cahiers in-f<sup>o</sup>, 49 feuillets, papier.

**1758.** — Affaires militaires. — Infanterie. — Extraits des revues faites par les commissaires des guerres Bonnier de Saint-Cosme, D'Heu et Geoffroy pour servir au paiement de la subsistance des régiments d'infanterie en garnison dans la Généralité de Caen; — régiment de Bresse, composé d'un bataillon de 17 compagnies, formant un contingent de 624 hommes plus 41 officiers, en garnison à Valognes, de janvier au 27 mars; — régiment de Guyenne, composé de 2 bataillons, dont le 1<sup>er</sup> seulement, donnant un effectif de 667 hommes plus 41 officiers en garnison à Bayeux; — régiment de Lorraine, dont le 1<sup>er</sup> bataillon, fort de 653 hommes plus 42 officiers, en garnison à Carentan; — régiment de Poitou, composé de 2 bataillons, de 17 compagnies chacun, formant un effectif de 1478 hommes plus 81 officiers, en garnison à Caen; — régiment de Saint-Chamond, composé de 2 bataillons, de 17 compagnies, donnant un effectif de 1,423 hommes plus 80 officiers en garnison à Bayeux.

C. 2037. (Liasse.) — 3 cahiers in-f<sup>o</sup>, 14 feuillets, papier.

**1758.** — Affaires militaires. — Infanterie. — Extraits des revues faites par MM. D'Heu et Bonnier Saint-Cosme, commissaires des guerres, à Valognes et à

Caen pendant les mois de juin, juillet et août pour servir au paiement de la subsistance du régiment d'infanterie Liégeoise, en garnison dans la Généralité de Caen; — régiment de Horion, composé de 2 bataillons, de 8 compagnies chacun, constituant un effectif de 1,360 hommes, de 86 officiers, en garnison à Caen, du 1<sup>er</sup> mai au 7 juin, puis à Valognes, du 9 juin au 1<sup>er</sup> septembre, au camp près Granville; — les dits extraits arrêtés et signés par les commissaires des guerres ci-dessus désignés en présence de M. le chevalier de Canchy, major des place et château de Caen.

C. 2038. (Liasse.) — 51 cahiers in-f<sup>o</sup>, 156 feuillets, papier.

**1761.** — Affaires militaires. — Infanterie. — Extraits des revues faites par MM. Guignard de La Garde, D'Heu et Vardon, commissaires des guerres, pendant la dite année, pour servir au paiement de la subsistance des troupes des régiments d'infanterie en garnison dans la Généralité de Caen, savoir: régiment d'Angoumois, composé d'un bataillon de 17 compagnies, constituant un effectif de 661 hommes et 41 officiers en garnison à St-Lô, du 18 mai au 24 décembre; — régiment d'Aumont, composé de 2 bataillons, le 1<sup>er</sup> de 17 compagnies, formant un effectif de 685 hommes et 41 officiers à Coutances, du 25 août au 30 septembre et à Cherbourg, du 1<sup>er</sup> au 15 octobre, avec le même nombre de compagnies, formant un effectif de 684 hommes et 44 officiers, le 2<sup>e</sup> de 17 compagnies, formant un effectif de 685 hommes et 39 officiers à Granville, du 1<sup>er</sup> août au 20 octobre; — régiment de Beauvoisis, composé de 2 bataillons, de 17 compagnies chacun, constituant un effectif de 1,368 hommes et 80 officiers à Caen, du 21 mars au 15 avril, — régiment de Périgord, composé d'un bataillon de 17 compagnies, formant un effectif de 685 hommes et 43 officiers, à Granville, du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin, du 1<sup>er</sup> au 31 juillet à Avranches et au 2 août au 31 décembre à Valognes; — régiment de Poitou, composé de 2 bataillons de 17 compagnies chacun, formant un effectif de 1366 hommes et 95 officiers à Caen, du 1<sup>er</sup> janvier au 13 mars; — régiment de Royal Comtois, composé de 2 bataillons de 17 compagnies chacun, formant un effectif de 1,370 hommes et 80 officiers à Caen, du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre; — régiment royal de la Marine, composé de 2 bataillons, le 1<sup>er</sup> de 17 compagnies, formant un effectif de 685 hommes et 42 officiers, à Coutances, du 24 juin au 31 juillet, le 2<sup>e</sup> de 17 compagnies, formant un effectif de 685 hommes et 39 officiers, à Granville, du 28 juin au 31 juillet; les dits extraits arrêtés et signés par les

commissaires des guerres, en présence de M. de Brassac, lieutenant-général, commandant de la place de Caen et des lieutenant-colonel et major des régiments ci-dessus désignés.

C. 2039. (Liasse.) — 32 cahiers in-f°, 84 feuillets, papier.

**1762.** — Affaires militaires. — Infanterie. — Extraits des revues faites par MM. Vardon, D'Heu et Guignard de La Garde, commissaires des guerres, pendant la dite année, pour servir au paiement de la subsistance des troupes des régiments d'infanterie en garnison dans la Généralité de Caen, savoir : régiment d'Aubusson, composé de 2 bataillons de 17 compagnies chacun, formant un effectif de 1,329 hommes et 77 officiers, le 1<sup>er</sup> bataillon, à St-Lô, du 16 février au 25 mars, à Valognes, du 1<sup>er</sup> avril au 5 juin, le 2<sup>e</sup>, à Carentan, du 16 février au 6 juin ; — régiment de Forest, composé d'un bataillon de 17 compagnies, formant un effectif de 685 hommes et 41 officiers, à Cherbourg, du 4 février au 31 mai, à Valognes, du 1<sup>er</sup> au 30 juin, à Caen, du 2 juillet au 30 novembre ; — régiment de la Marche, composé d'un bataillon de 17 compagnies, formant un effectif de 633 hommes et 41 officiers, à Granville, du 15 au 28 février ; — régiment de Périgord, composé d'un bataillon de 17 compagnies formant un effectif de 672 hommes et 45 officiers, à Valognes, du 1<sup>er</sup> janvier au 17 mars ; — régiment royal Comtois, composé de 2 bataillons de 17 compagnies chacun, formant un effectif de 1,370 hommes et 8 officiers, le 1<sup>er</sup> bataillon, à Caen, du 1<sup>er</sup> janvier au 20 avril, le 2<sup>e</sup>, à Granville, du 1<sup>er</sup> janvier au 20 avril ; — régiment de St-Mauris, composé de 2 bataillons de 17 compagnies chacun, formant un effectif de 1,370 hommes et 80 officiers, à Caen, du 15 mai au 30 juin ; — les dits extraits arrêtés et signés par les commissaires des guerres, en présence de M. de Brassac, lieutenant-général des armées, commandant de la place de Caen, et des colonels et majors des régiments désignés ci-dessus.

C. 2040. (Liasse.) — 27 cahiers in-f°, 188 feuillets, papier.

**1778.** — Affaires militaires. — Infanterie. — Extraits des revues faites par MM. Lenoir de Pasdeloup, D'Heu, Montcarville, de Villemazy et Vardon, commissaires des guerres, pendant l'année 1778, pour servir au paiement de la subsistance des troupes des régiments d'infanterie, en garnison dans la Généralité de Caen, savoir : régiment de Bassigny, composé de 2 bataillons

de 5 compagnies chacun, formant un effectif de 1,026 hommes et 73 officiers, à Villedieu, du 27 juillet au 31 août ; — régiment de Dillon, composé de 2 bataillons, de 5 compagnies chacun, formant un effectif de 1,130 hommes et 78 officiers, à Valognes et Cherbourg pendant les mois de janvier et février ; — régiment de Forez, composé de 2 bataillons formant un effectif de 1,109 hommes et 79 officiers : le 1<sup>er</sup> à Valognes, les 5 derniers jours de février ; le 2<sup>e</sup> à Cherbourg, les 4 derniers jours de février ; les 2 bataillons à Valognes et Carentan, du 1<sup>er</sup> mars au 12 et 13 juillet, à Pontorson et St-James les 10 et 11 derniers jours de juillet au 29 août, d'où ils sont partis le 30 pour le camp sous Bayeux ; — régiment de La Marck, infanterie allemande, composé de 10 compagnies formant un effectif de 1,137 hommes et 78 officiers, à St-Lô, du 1<sup>er</sup> au 30 août, devant partir le 31 pour le camp, près Bayeux ; — régiment de Languedoc, composé de 2 bataillons, de 5 compagnies chacun, formant un effectif de 1,093 hommes et 85 officiers en garnison à Cherbourg, du 16 mars au 30 juin, et à Coutances, du 1<sup>er</sup> juillet au 27 août ; — régiment de Médoc, composé de 2 bataillons, de 5 compagnies chacun, formant un effectif de 1,059 hommes et 78 officiers, à Vire, du 29 juillet au 31 août ; — régiment de Rohan Soubise, composé de 2 bataillons, de 5 compagnies chacun formant un effectif de 1,081 hommes et 80 officiers à Montebourg et environs, du 14 juillet au 31 août ; — régiment du Roi, composé de 4 bataillons de 5 compagnies chacun, formant un effectif de 2,294 hommes et 208 officiers, à Caen, du 3 mai au 31 décembre ; — régiment royal, composé de 2 bataillons de 5 compagnies, formant un effectif de 1,129 hommes et 81 officiers, à Granville, du 25 juillet au 4 octobre ; — régiment de Saintonge, composé de 2 bataillons, de 5 compagnies chacun, formant un effectif de 1,113 officiers et 81 officiers, en garnison à St-Vaast, La Hougue et paroisses voisines, du 22 juillet au 26 août, d'où il est parti le 27 pour se rendre au camp et à Valognes, du 6 octobre au 31 décembre ; — régiment de Soissonnais, composé de 2 bataillons de 5 compagnies chacun, formant un effectif de 1,147 hommes et 78 officiers, à Valognes, du 30 juillet au 31 août ; — les dits extraits arrêtés et signés par les commissaires des guerres ci-dessus désignés.

C. 2041. (Liasse.) — 9 cahiers in-f°, 90 feuillets, papier.

**1779.** — Affaires militaires. — Infanterie. — Extraits des revues faites par MM. Bonnier de Saint-Cosme, Des-



piés, Ballias de Laubarède et d'Heu, commissaires des guerres pendant les mois de mai, juin, juillet, août, septembre, octobre et novembre, pour servir au paiement de la subsistance des troupes des régiments d'infanterie française en garnison dans la Généralité de Caen, savoir : régiment de Barrois, composé de 2 bataillons, de 5 compagnies, formant un effectif de 1,135 hommes et 82 officiers, à St-Lô, du 23 mai au 25 juin ; — détachement du dit régiment, composé de 4 officiers et 91 hommes, à St-Vaast, du 26 juin au 31 août ; — détachement du dit régiment, composé de 3 officiers et 59 hommes, à Valognes, du 1<sup>er</sup> septembre au 31 octobre, et du 1<sup>er</sup> au 24 novembre, même détachement de 3 officiers et 66 hommes ; — régiment du Maine, composé de 2 bataillons, de 5 compagnies, formant un effectif de 1,098 hommes et 71 officiers, à Coutances, du 27 mai au 1<sup>er</sup> juillet ; — détachement du dit régiment, composé de 3 officiers et 37 hommes, à Lessay, du 21 juillet au 28 septembre ; — autre détachement du dit régiment, composé de 3 officiers, 46 hommes, à Granville, du 29 septembre au 31 octobre ; — régiment de Normandie, composé de 2 bataillons, de 5 compagnies chacune, formant un effectif de 1,141 hommes et 78 officiers, à Cherbourg, du 1<sup>er</sup> janvier au 25 juin, d'où il est parti le 26 pour Rennes ; — détachement du dit régiment : composé de 7 officiers et 146 hommes à Hennebert, en Bretagne, du 8 au 11 mai, d'où il est parti pour se rendre à Cherbourg, composé de 3 officiers et 95 hommes, à Cherbourg, du 26 juin au 26 août, composé de 3 officiers et 106 hommes, à Saint-Sauveur-le-Vicomte, du 1<sup>er</sup> septembre au 24 novembre ; — régiment d'Orléans, composé de 2 bataillons chacun de 5 compagnies, formant un effectif de 1,133 hommes et 77 officiers, à Bayeux, du 11 mai au 25 juin ; — détachement du dit régiment, composé de 3 officiers et 68 hommes, à Bayeux, du 26 juin au 25 novembre ; — régiment de Savoye Carignan, détachement de 3 officiers et 93 hommes, à Agon, près Granville, du 1<sup>er</sup> au 24 novembre ; — régiment du maréchal de Turenne, composé de 2 bataillons de 5 compagnies formant un effectif de 1,129 hommes et 76 officiers, à Valognes, du 18 septembre au 25 novembre ; — les dits extraits arrêtés et signés par les commissaires des guerres ci-dessus désignés.

C. 2042. (Liasse.) — 5 cahiers in-f<sup>o</sup>, 40 feuillets, papier.

**1779.** — Affaires militaires. — Infanterie. — Extraits des revues faites par MM. Ballias de Laubarède et D'Heu, commissaires ordinaires des guerres pendant l'année 1779 pour servir au paiement de la subsistance

des troupes d'infanterie étrangère en garnison dans la Généralité de Caen, savoir : régiment de Berwick, composé de 2 bataillons, de 5 compagnies chacun, formant un effectif de 1,125 hommes et 77 officiers, à Coutances, du 1<sup>er</sup> septembre au 31 décembre ; — régiment royal deux ponts, composé de 2 bataillons de 5 compagnies, formant un effectif de 1,149 hommes et 77 officiers, à Carentan, Ste-Mère-Église, Isigny et Montebourg, du 31 mai au 25 juin ; — détachements du dit régiment : composé de 3 officiers et 75 hommes restés à Montebourg et Maisy, du 26 juin au 31 août, composé de 3 officiers et 77 hommes, à Montebourg, du 1<sup>er</sup> septembre au 24 novembre ; — régiment de Waldner, composé de 2 bataillons de 9 compagnies chacun, formant un effectif de 968 hommes et 77 officiers, à Cherbourg, du 4 septembre au 31 décembre ; — les dits extraits faits et arrêtés par les commissaires des guerres ci-dessus désignés.

C. 2043. (Liasse.) — 33 cahiers, 231 feuillets, papier.

**1780.** — Affaires militaires. — Infanterie. — Extraits des revues faites par MM. Despiès, Ballias de Laubarède, Collet, D'Heu, commissaires des guerres, au département de Normandie, pendant l'année 1780, pour servir au paiement de la subsistance des troupes des régiments d'infanterie française, en garnison dans la Généralité de Caen, savoir : régiment d'Auvergne, composé de 2 bataillons de 5 compagnies chacun, formant un effectif de 1136 hommes et 80 officiers, le 1<sup>er</sup> bataillon à Avranches, le 2<sup>e</sup>, à Villedieu, du 27 juin au 31 décembre ; — régiment de Beauce, de 5 compagnies chacun, formant un effectif de 2,048 hommes et 83 officiers, du 16 juin au 4 août à St-Lô et du 15 novembre au 31 décembre, à Coutances ; — régiment de Champagne, composé de 1 bataillon de 5 compagnies chacun, formant un effectif de 558 hommes et 50 officiers, à St-Lô, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mai ; — régiment de la Couronne, composé de 2 bataillons de 5 compagnies chacun, formant un effectif de 1,134 hommes et 81 officiers, à Coutances, du 6 août au 19 octobre ; — régiment de Limousin, composé de 2 bataillons de 5 compagnies chacun, formant un effectif de 1,144 hommes et 78 officiers, à Coutances, du 1<sup>er</sup> janvier au 5 août, d'où il est parti le 6 pour se rendre au camp de St-Sauveur-le-Vicomte ; — régiment du Roi, composé de 4 bataillons de 5 compagnies chacun, formant un effectif de 2,292 hommes et 185 officiers, à Caen, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre, moins les 2 compagnies de grenadiers et chasseurs détachées à St-Lô du 6 au 30

août ; — régiment du Vexin, composé de 2 bataillons de cinq compagnies, formant un effectif de 1,047 hommes et 84 officiers, à Valognes, du 30 septembre au 31 décembre ; à l'appui des dites revues, sont les procès-verbaux de congés de semestre accordés aux officiers des régiments d'Auvergne et de la Couronne ; — les dits extraits arrêtés et signés par les commissaires des guerres ci-dessus désignés.

C. 2044. (Liasse.) — 10 cahiers in-f°, 89 feuillets, papier.

**1780.** — Affaires militaires. — Infanterie. — Extraits des revues faites par MM. Despiès, Ballias de Laubarède et Collet, commissaires des guerres, pendant l'année 1780, pour servir au paiement de la subsistance des troupes d'infanterie étrangère, en garnison dans la Généralité de Caen, savoir : régiment d'Anhalt, infanterie allemande, composé de 2 bataillons de 5 compagnies chacun, formant un effectif de 1,099 hommes et 74 officiers, à Avranches et Villedieu, le 1<sup>er</sup> bataillon du 17 janvier et le 2<sup>e</sup> du 19 janvier au 18 mars, états de mouvement des hommes du dit régiment, entrés aux hôpitaux depuis les revues passées ; — régiment de Berwick, composé de 2 bataillons de 5 compagnies chacun, formant un effectif de 1,117 hommes et 74 officiers, à Granville, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre, procès-verbal des congés de semestre accordés aux officiers du dit régiment ; — les dits extraits arrêtés et signés par les commissaires des guerres ci-dessus désignés.

C. 2045. (Liasse.) — 32 cahiers in-f°, 243 feuillets, papier.

**1781.** — Affaires militaires. — Infanterie. — Extraits des revues faites par MM. Ballias de Laubarède, Collet, D'Heu, Thibault de Longécour, commissaires des guerres, au département de Basse-Normandie, pendant l'année 1781, pour servir au paiement de la subsistance des troupes des régiments d'infanterie, en garnison dans la Généralité de Caen, savoir : régiment d'Auvergne, composé de 2 bataillons de 5 compagnies chacun, formant un effectif de 1,111 hommes et 80 officiers, à Avranches, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre ; — régiment de Beauce, composé de 2 bataillons de 5 compagnies chacun, formant un effectif de 1,075 hommes et 80 officiers, à Coutances, du 1<sup>er</sup> janvier au 5 octobre ; — régiment du Roi, composé de 4 bataillons de 5 compagnies chacun, formant un effectif de 2,294 hommes et 184 officiers, à Caen, du 1<sup>er</sup> mars au 31 décembre ; — régiment de Waldner, composé de 2 bataillons de 9 compagnies chacun, formant un effectif

de 980 hommes et 78 officiers, à Cherbourg, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre ; — régiment de Vexin, composé de 2 bataillons de 5 compagnies chacun, formant un effectif de 1,061 hommes et 81 officiers, à Valognes, du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre, d'où il est parti le 1<sup>er</sup> septembre pour Cambrai ; — procès-verbaux de congés de semestre accordés aux officiers des régiments d'Auvergne, de Beauce et de Vexin ; — les dits extraits arrêtés et signés par les commissaires des guerres ci-dessus désignés.

C. 2046. (Liasse.) — 22 cahiers, 226 feuillets, papier.

**1782.** — Affaires militaires. — Infanterie. — Extraits des revues faites par MM. Collet, Ballias de Laubarède et D'Heu, commissaires des guerres, au département de Basse-Normandie, pendant l'année 1782, pour servir au paiement de la subsistance des troupes des régiments d'infanterie française en garnison dans la Généralité de Caen, savoir : régiment d'Auvergne, composé de 2 bataillons de 5 compagnies chacun, formant un effectif de 1,189 hommes et 82 officiers, à Avranches et Villedieu, du 1<sup>er</sup> janvier au 20 août ; — régiment de Bassigny, composé de 2 bataillons de 5 compagnies, formant un effectif de 1,345 hommes et 76 officiers, à Valognes, du 22 juin au 31 décembre ; — régiment des Grenadiers royaux de Normandie, composé de 2 bataillons de 4 compagnies chacun, formant un effectif de 46 officiers et 783 hommes, à Coutances, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre ; — régiment du Roi, composé de 4 bataillons de 5 compagnies chacun, formant un effectif de 2,560 hommes et 201 officiers, à Caen, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre ; — feuilles de retenues à faire sur la subsistance du régiment des grenadiers royaux de Normandie pour les journées des soldats, qui ont été malades dans divers hôpitaux ; — les dits extraits arrêtés et signés par les commissaires des guerres ci-dessus désignés.

C. 2047. (Liasse.) — 14 cahiers, 110 feuillets, papier.

**1782.** — Affaires militaires. — Infanterie. — Extraits des revues faites par MM. Collet, D'Heu, Ballias de Laubarède, Thibault de Longécour, commissaires des guerres, au département de Basse-Normandie, pendant l'année 1782, pour servir au paiement de la subsistance des troupes des régiments d'infanterie étrangère en garnison dans la Généralité de Caen, savoir : régiment d'Alsace (Allemand), composé de 2 bataillons chacun de 5 compagnies, formant un effectif de 1,088 hommes et 85 officiers, à Granville, du 14 janvier au 31 décembre ; régiment de Berwick (Irlandais), composé de

2 bataillons de 5 compagnies, formant un effectif de 1,058 hommes et 74 officiers, à Granville, du 1<sup>er</sup> au 14 janvier; — régiment de Waldner (Suisse), composé de 2 bataillons de 9 compagnies chacun, formant un effectif de 991 hommes et 78 officiers, à Cherbourg, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre; — les dits extraits arrêtés et signés par les commissaires des guerres ci-dessus désignés.

C. 2048. (Liasse.) — 18 cahiers, 198 feuillets, papier.

**1785.** — Affaires militaires. — Infanterie. — Extraits des revues faites par MM. Ballias de Laubarède et D'Heu, commissaires des guerres, au département de Basse-Normandie, pendant l'année 1782, pour servir au paiement de la subsistance des troupes d'infanterie en garnison dans la Généralité de Caen, savoir: régiment d'Armagnac, composé de 2 bataillons de 5 compagnies chacun, formant un effectif de 1,118 hommes et 77 officiers, à Caen, du 15 octobre au 31 décembre; — régiment de la Reine, composé de 2 bataillons de 5 compagnies chacun, formant un effectif de 1,196 hommes et 69 officiers, à Valognes, du 4<sup>er</sup> janvier au 30 avril; à Valognes et Cherbourg, du 1<sup>er</sup> mai au 31 décembre; états des hommes du dit régiment qui ont été malades dans différents hôpitaux; — régiment de l'Isle-de-France, composé de 2 bataillons de 5 compagnies chacun, formant un effectif de 1,093 hommes et 75 officiers, à Caen, du 1<sup>er</sup> janvier au 15 octobre; le 1<sup>er</sup> bataillon à Coutances, du 18 octobre au 31 décembre; le 2<sup>e</sup> bataillon à Granville, du 19 octobre; feuilles de retenue de la solde à faire sur la subsistance du dit régiment pour les journées des soldats qui ont été malades dans différents hôpitaux; — régiment du maréchal de Turenne, composé de 2 bataillons de 5 compagnies chacun, formant un effectif de 1,139 hommes et 72 officiers; le 1<sup>er</sup> bataillon à Coutances, du 1<sup>er</sup> septembre au 2 octobre; le 2<sup>e</sup> bataillon à Granville, du 31 août au 30 septembre; — les dits extraits arrêtés et signés par les commissaires des guerres ci-dessus désignés.

C. 2049. (Liasse.) — 29 cahiers in-f<sup>o</sup>, 302 feuillets, papier.

**1786.** — Affaires militaires. — Infanterie. — Extraits des revues faites par MM. Ballias de Laubarède et D'Heu, commissaires des guerres, au département de Basse-Normandie, pendant l'année 1786, pour servir au paiement de la subsistance des troupes des régiments d'infanterie en garnison dans la Généralité de Caen, savoir: régiment d'Armagnac, composé de 2 bataillons

de 5 compagnies chacun, formant un effectif de 1,140 hommes et 77 officiers, à St-Lô, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre; — régiment d'Artois, composé de 2 bataillons de 5 compagnies chacun, formant un effectif de 1,138 hommes et 77 officiers, à Caen, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre; — régiment de la Reine, composé de 2 bataillons de 5 compagnies chacun, formant un effectif de 1,145 hommes et 71 officiers, à Valognes et à Cherbourg, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre; — régiment de l'Isle-de-France, composé de 2 bataillons de 5 compagnies chacun, formant un effectif de 1,156 hommes et 77 officiers, à Coutances et à Granville, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre; — régiment de Lorraine, composé de 2 bataillons de 5 compagnies chacun, formant un effectif de 1,516 hommes et 77 officiers, à Bayeux, du 21 avril au 31 décembre; — officiers attachés à la suite de la garnison de Granville, pour leurs appointements du 1<sup>er</sup> janvier au 31 août; — procès-verbaux de congés de semestre des régiments d'Armagnac, de la Reine, de l'Isle-de-France et de Lorraine; — feuilles de retenues à faire sur la subsistance des dits régiments pour les soldats qui ont été malades dans divers hôpitaux; — les dits extraits arrêtés et signés par les commissaires des guerres ci-dessus désignés.

C. 2050. (Liasse.) — 14 cahiers in-f<sup>o</sup>, 121 feuillets, papier.

**1787.** — Affaires militaires. — Infanterie. — Extraits des revues faites par MM. D'Heu et Ballias de Laubarède, commissaires des guerres, au département de Basse-Normandie, pendant l'année 1787, pour servir au paiement de la subsistance des troupes des régiments d'infanterie en garnison dans la Généralité de Caen, savoir: régiment d'Artois, composé de 2 bataillons de 5 compagnies chacun, formant un effectif de 1,152 hommes et 77 officiers, à Caen, du 1<sup>er</sup> janvier au 12 octobre; le 1<sup>er</sup> bataillon à Granville, du 17 octobre au 27 décembre; le 2<sup>e</sup> bataillon à St-Lô, du 14 octobre au 27 décembre; — régiment de l'Isle-de-France, composé de 2 bataillons de 5 compagnies chacun, formant un effectif de 1,344 hommes et 77 officiers, à Coutances, du 1<sup>er</sup> janvier au 28 février; à Coutances et Granville, des 11 et 12 décembre au 31 du dit mois; — régiment de Vivarais, composé de 2 bataillons de 5 compagnies chacun, formant un effectif de 1,156 hommes et 77 officiers, à Caen, du 6 au 31 novembre; — états nominatifs des bas officiers et soldats, dont les prix des journées qu'ils ont passées aux hôpitaux externes ont été retenus à leurs régiments



et doivent leur être remboursés, conformément à l'ordonnance du 2 mai 1781 ; — feuilles de retenue de la solde à faire sur la subsistance des dits régiments pour les journées des soldats qui ont été malades aux hôpitaux ; — les dits extraits arrêtés et signés par les commissaires des guerres ci-dessus désignés.

C. 2051. (Liasse.) — 16 cahiers in-<sup>8</sup>, 168 feuillets, papier.

**1788.** — Affaires militaires. — Infanterie. — Extraits des revues faites par MM. Ballias de Laubarède, D'Hen et Parseval, commissaires des guerres au département de Basse-Normandie, pendant les mois de janvier, février, mars, avril et mai, pour servir au paiement de la subsistance des régiments d'infanterie en garnison dans la Généralité de Caen, savoir : régiment d'Artois, composé de 2 bataillons de 5 compagnies chacun, formant un effectif de 1,163 hommes et 77 officiers, à Caen, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars ; — régiment de Bourbon, composé de 2 bataillons de 5 compagnies chacun, formant un effectif de 1,133 hommes et 77 officiers, à Avranches, du 1<sup>er</sup> janvier au 14 mars ; — régiment de la Reine, composé de 2 bataillons de 5 compagnies chacun, formant un effectif de 1,134 hommes et 67 officiers ; le 1<sup>er</sup> bataillon à Valognes, le 2<sup>e</sup> à Cherbourg, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mai ; — régiment de l'Isle-de-France, composé de 2 bataillons de 5 compagnies chacun, formant un effectif de 1,145 hommes et 69 officiers, à Coutances et Granville, du 1<sup>er</sup> janvier au 30 avril ; — régiment de Lorraine, composé de 2 bataillons de 5 compagnies chacun, formant un effectif de 1,154 hommes et 77 officiers, à Bayeux, du 1<sup>er</sup> janvier au 17 mars ; à St-Lô, du 18 mars au 30 avril, et à Caen, pendant le mois de mai ; — régiment du maréchal de Turenne, composé de 2 bataillons de 5 compagnies chacun, formant un effectif de 1,132 hommes et 74 officiers, à Valognes, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mai ; — états nominatifs des bas officiers et soldats des régiments d'Artois, de Bourbon et de Lorraine, qui ont été aux hôpitaux, dont les prix des journées ont été retenus aux régiments et doivent leur être remboursés, conformément à l'ordonnance du 2 mai 1781 ; — feuilles de retenue de la solde à faire sur la subsistance des régiments de l'Isle-de-France et maréchal de Turenne pour les journées des soldats qui ont été malades aux hôpitaux ; — les dits extraits arrêtés et signés par les commissaires des guerres ci-dessus désignés.

C. 2052. (Liasse.) — 44 pièces, papier.

**1720-1722.** — Affaires militaires. — Invalides. —

CALVADOS. — SÉRIE C. — TOME II.

Extraits des revues faites par MM. Gaigne, commissaire des guerres, et de Mathan, lieutenant du Roi, des ville et château de Caen, aux compagnies détachées de l'Hôtel-Royal des Invalides, et composées chacune d'un capitaine, de 4 lieutenants, de 3 sergents, d'un tambour et de 50 ou 66 fusiliers, savoir : compagnies de Benicourt, en garnison au château de Caen, et de Charuel, en garnison dans le fort de La Hougue et dans l'île de Tatihou, pour servir au paiement de leur subsistance, ainsi qu'au paiement d'un canonier entretenu pour le service de l'artillerie des forts pendant les différents mois des dites années.

C. 2053. (Liasse.) — 66 pièces, papier.

**1723-1725.** — Affaires militaires. — Invalides. — Extraits des revues faites par MM. Gaigne, de Chaille et de Villarsceaux, commissaires des guerres, de Mathan, lieutenant, et de Villette, major des ville et château de Caen, aux compagnies détachées de l'Hôtel-Royal des Invalides, savoir : compagnie de Benicourt, en garnison dans le château de Caen, composée d'un capitaine, le sieur Benicourt, 4 lieutenants, 3 sergents, 1 tambour et 53 fusiliers ; — compagnie de Charuel, en garnison dans le fort de La Hougue et dans l'île de Tatihou, composée d'un capitaine, le sieur de Charuel, 4 lieutenants, 1 canonier, 3 sergents, 1 tambour et 56 fusiliers, pour servir au paiement de leurs subsistances pendant les dites années.

C. 2054. (Liasse.) — 71 pièces, papier.

**1726-1728.** — Affaires militaires. — Invalides. — Extraits des revues faites par MM. Duflot, Sainte-Marthe et Orbisseul, commissaires des guerres, de Mathan, commandant, et de Villette, major des ville et château de Caen, aux compagnies détachées de l'Hôtel-Royal des Invalides, savoir : compagnie de Benicourt de Hangon, en garnison au château de Caen, composée de 69 hommes ; — compagnie de Charuel, en garnison dans le fort de La Hougue et dans l'île de Tatihou, composée de 61 hommes, pour servir au paiement de leurs subsistances pendant les dites années.

C. 2055. (Liasse.) — 72 pièces, papier.

**1731-1733.** — Affaires militaires. — Invalides. — Extraits des revues faites par MM. de Sainte-Marthe, commissaire des guerres, de Mathan, commandant, et de Villette, major des ville et château de Caen, des

compagnies détachées de l'Hôtel-Royal des Invalides, savoir : compagnie de Mangon, composée de : 1 capitaine, 5 lieutenants, 3 sergents, 1 tambour et 53 fusiliers; — compagnie de Thimon, en garnison au fort de La Hougue et à l'île Tatihou, composée de : 1 capitaine, 5 lieutenants, 1 canonnier, 3 sergents, 1 tambour et 59 fusiliers; — compagnie de Saint-Chamand, en garnison au fort de La Hougue, composée de : 1 capitaine, 4 lieutenants, 3 sergents, 1 tambour, 59 fusiliers et 1 canonnier, pour servir au paiement de leurs subsistances pendant les dites années.

C. 2056. (Liasse.) — 74 pièces, papier.

**1734-1736.** — Affaires militaires. — Invalides. — Extraits des revues faites par MM. Sainte-Marthe, de Farcy-Dozonville, commissaires des guerres, assistés de M. de Villette, major des ville et château de Caen, des compagnies détachées de l'Hôtel-Royal des Invalides, savoir : compagnies de Mangon et de Fayard, en garnison au château de Caen, et de Saint-Chamand, en garnison au fort de La Hougue; chaque compagnie composée de : 1 capitaine, 5 lieutenants et de 50 à 67 fusiliers, pour servir au paiement de leurs subsistances pendant les dites années.

C. 2057. (Liasse.) — 38 pièces, papier.

**1752-1754.** — Affaires militaires. — Invalides. — Extraits des revues faites par MM. de Laneuville, Millin de Chamblaine et Geoffroy, commissaires des guerres, des compagnies détachées des Invalides, savoir : compagnie de Lormier, en garnison au château de Caen, composée de : 1 capitaine, 5 lieutenants, 3 sergents, 1 tambour et 75 fusiliers; — compagnie de Boursin, en garnison au fort de La Hougue, composée de : 1 capitaine, 5 lieutenants, 3 sergents, 1 tambour et 69 fusiliers; les dites revues faites et arrêtées tous les mois pour servir au paiement de la subsistance des dites compagnies.

C. 2058. (Liasse.) — 83 pièces, papier.

**1755-1759.** — Affaires militaires. — Invalides. — Extraits des revues faites par MM. de Laneuville, Geoffroy, Millin de Chamblaine, Bonnier de Saint-Cosme, D'Heu, Vardon, Guignard de La Garde, commissaires des guerres, en présence de M. le chevalier de Canchy, major au château de Caen, des compagnies détachées des Invalides, savoir : compagnie

de Lormier, en garnison à Caen; — de Crafton, en garnison au fort de La Hougue; — d'Argouges, arrivée sur une route de la Cour, en garnison à Cherbourg; — des bombardiers-canonnières de la Chassagne, en garnison à Caen, composée de 1 capitaine, 2 lieutenants, 4 sergents, 4 caporaux, 4 anspessades, 1 tambour et 37 bombardiers; — de Châtillon, employée sur les côtes de Normandie, composée de 2 capitaines dont 1 en second, 4 lieutenants, 6 sergents, 6 caporaux, 6 anspessades, 2 tambours et 119 fusiliers; — de Dumarest, en garnison au Mont-Saint-Michel, composée de 45 hommes; — les dites revues faites pour servir au paiement de la subsistance des dites compagnies.

C. 2059. (Liasse.) — 59 pièces, papier.

**1760.** — Affaires militaires. — Invalides. — Extraits des revues faites par MM. Guignard de La Garde, D'Heu, Bonnier de Saint-Cosme, commissaires des guerres, des compagnies détachées des Invalides, savoir : compagnie de la Chassagne, en garnison à Caen, composée de 2 capitaines, 3 lieutenants, 5 sergents, 5 caporaux, 5 anspessades, 1 tambour et 71 fusiliers, en tout 87 hommes; de Dumarest, au Mont-St-Michel, 1 capitaine, 4 lieutenants, 2 sergents, 1 tambour et 41 fusiliers; — d'Argouges, au fort de l'île de Tatihou, 1 capitaine, 5 lieutenants, 3 sergents, 1 tambour et 48 fusiliers; — de Crafton, au fort de La Hougue, 1 capitaine, 4 lieutenants, 3 sergents, 1 tambour et 76 fusiliers; — Diquem, au château de Caen, composée de 2 capitaines, 5 lieutenants, 6 sergents, 6 caporaux, 6 anspessades, 2 tambours et 132 fusiliers; — les dits extraits faits et arrêtés tous les mois par les commissaires des guerres, assistés de M. le chevalier de Canchy, major de la place de Caen, pour servir au paiement de la subsistance des dites compagnies.

C. 2060. (Liasse.) — 60 pièces, papier.

**1761.** — Affaires militaires. — Invalides. — Extraits des revues faites par MM. Guignard de La Garde, D'Heu, Vardon, Bonnier de Saint-Cosme, commissaires des guerres, des compagnies détachées des Invalides, savoir : compagnie Dumarest, 1 capitaine, 5 lieutenants, 3 sergents, 3 caporaux, 3 anspessades, 1 tambour, 52 fusiliers, en garnison au Mont-St-Michel; — d'Argouges, en garnison au fort de l'île de Tatihou, 2 capitaines, 4 lieutenants, 3 sergents, 1 tambour, 54 fusiliers; — de Crafton, en garnison au fort de La Hougue, 1 capitaine, 5 lieutenants, 3 sergents, 1 tam-

bour, 74 fusiliers; — Diquem, en garnison au château de Caen, 2 capitaines, 3 lieutenants, 5 sergents, 5 caporaux, 5 anspessades, 1 tambour, 97 canonnières; — les dites revues faites pour servir au paiement de la subsistance des dites compagnies.

C. 2061. (Liasse.) — 50 pièces, papier.

**1762.** — Affaires militaires. — Invalides. — Extraits des revues faites par MM. Vardon, D'Heu, Guignard de La Garde, commissaires des guerres, en présence du chevalier de Canchy, major des ville et château de Caen, des compagnies détachées des Invalides, savoir : compagnie de La Chassagne, composée de 2 capitaines, 3 lieutenants, 5 sergents, 5 caporaux, 5 anspessades, 1 tambour, 109 canonnières, en tout 125 hommes en garnison à Caen; — d'Argouges, de 59 hommes en garnison au fort de l'île Tatihou; — de Crafton, de 90 hommes en garnison au fort de La Hougue; — Diquem, de 163 hommes en garnison au château de Caen; — Dumarest, de 66 hommes en garnison au Mont-Saint-Michel; — les dites revues faites tous les mois pour servir au paiement de la subsistance des dites compagnies.

C. 2062. (Liasse.) — 65 pièces, papier.

**1763-1766.** — Affaires militaires. — Invalides. — Extraits des revues faites par MM. Vardon, D'Heu, Guignard de La Garde, commissaires des guerres, en présence de M. de Canchy, major des ville et château de Caen, des compagnies détachées des Invalides, savoir : compagnie de canonnières de d'Argouges, composée de 86 hommes en garnison au fort de Tatihou; de Crafton, composée de 87 hommes en garnison au fort de La Hougue; — Diquem, de 179 hommes en garnison au château de Caen; — de La Chassagne, en garnison à Caen, de 118 hommes dont 36 détachés au Havre, 14 à La Hougue, 14 à Carentan, 10 à Saint-Lô et 1 à Valognes; — les dites revues faites tous les mois pour servir au paiement de la subsistance des dites compagnies.

C. 2063. (Liasse.) — 26 pièces, papier.

**1781-1784.** — Affaires militaires. — Invalides. — Extraits des revues faites par MM. D'Heu, Collet, Thibault de Longecour, Ballias de Laubarède, commissaires des guerres, savoir : d'un capitaine invalide retiré à Avranches; — de la compagnie de Gilson, fusiliers invalides, à La Hougue, composée de 1 capitaine 3

lieutenants et 50 sergents, caporaux et fusiliers; — compagnie de canonnières invalides de Le Paige, en garnison à Cherbourg, composée de 1 capitaine, un capitaine à la suite, 1 lieutenant et 53 sergents, caporaux et fusiliers, pour servir au paiement de leur subsistance pendant les dites années.

C. 2064. (Liasse.) — 4 cahiers in-f<sup>o</sup>, 32 feuillets, papier.

**1775.** — Affaires militaires. — Invalides. — Extraits des revues faites par MM. Bonnier de Saint-Cosme, Vardon et D'Heu, commissaires provinciaux et ordonnateurs des guerres, chargés du contrôle général des officiers, bas officiers et soldats invalides pensionnés, formant la compagnie de Caen, pour servir au paiement de leurs pensions pendant la dite année conformément à l'ordonnance du Roi du 17 avril et au règlement du 10 novembre 1772, indiquant qu'il existait dans les subdélégations de : Caen, 11 officiers, 82 bas officiers et 32 soldats auxquels on a payé pour les 6 premiers mois 5,447 livres 7 sols 1 denier; — Bayeux, 4 officiers, 12 bas officiers, 21 soldats, 1,618 livres 9 sols 10 deniers; — Saint-Lô, 2 officiers, 9 bas officiers, 19 soldats, 1,509 livres 6 sols 8 deniers; — Mortain, 5 officiers, 3 bas officiers, 11 soldats, 937 livres 4 sols 2 deniers; — Valognes, 5 officiers, 15 bas officiers, 38 soldats, 2,198 livres 8 sols 1 denier, et pour les 6 derniers mois de 42 officiers, 160 bas officiers et 193 soldats; — Carentan, 2 officiers, 2 bas officiers, 20 soldats, 895 livres 13 sols 4 deniers; — Coutances, 2 officiers, 10 bas officiers, 17 soldats, 943 livres 9 sols; — le total général pour les 6 premiers mois est de 41 officiers, 148 bas officiers et 197 soldats, 16,178 livres 10 deniers, et pour les 6 derniers mois de 42 officiers, 160 bas officiers et 193 soldats auxquels il a été payé 17,112 livres 11 sols 4 deniers.

C. 2065. (Liasse.) — 5 cahiers in-f<sup>o</sup>, 22 feuillets, papier.

**1776.** — Affaires militaires. — Invalides. — Extraits des revues faites par M. Bonnier de Saint-Cosme, commissaire provincial, ordonnateur des guerres, chargé du contrôle général des bas officiers et soldats retirés avec la solde ou demi-solde formant la compagnie de Caen, pour servir au paiement de leur subsistance pendant un semestre de la dite année; les dits extraits indiquent qu'il y avait dans le département de M. Vardon, composé des subdélégations de Avranches, Bayeux, Caen, Saint-Lô, Mortain et Vire, 49 bas officiers et 3 soldats, lesquels sont compris pour 3,927 livres 8 sols 7



deniers, et dans celui de M. D'Heu, composé des subdélégations de Carentan, Coutances et Valognes, 33 bas officiers et 3 soldats, lesquels sont compris pour 2,315 livres 12 sols plus pour les 4 deniers pour livre à l'infini 105 livres 16 sols 3 deniers.

C. 2066. (Liasse.) — 15 cahiers in-f<sup>o</sup>, 69 feuillets, papier.

**1775-1776.** — Affaires militaires. — Invalides. — Extraits des revues faites par MM. Bonnier de Saint-Cosme, D'Heu, Vardon, commissaires des guerres aux départements de Caen et Valognes, pendant l'année 1776, pour servir au paiement de la solde, demi-solde des bas officiers et soldats retirés dans la Généralité de Caen, avec indication des changements faits dans chaque subdélégation; — états des hommes auxquels il a été accordé aux revues d'inspection de 1775, de se retirer dans les lieux du royaume qu'ils ont élus pour domicile, à l'effet d'y jouir de leur solde ou demi-solde; — les dits états approuvés par M. de Saint-Germain, ministre de la guerre.

C. 2067. (Liasse.) — 19 cahiers in-f<sup>o</sup>, 89 feuillets, papier.

**1776-1777.** — Affaires militaires. — Invalides. — Extraits des revues faites par MM. D'Heu, Vardon, Bonnier de Saint-Cosme, commissaires des guerres aux départements de Caen et de Valognes pendant l'année 1777, pour servir au paiement de la solde, demi-solde et récompense militaire des bas officiers, soldats retirés dans la Généralité de Caen, avec indication des changements faits dans chaque subdélégation; — états des hommes auxquels il a été accordé aux revues d'inspection et de division de 1776, de se retirer dans les lieux du royaume qu'ils ont élus pour domicile, à l'effet d'y jouir de leur solde ou demi-solde et récompense militaire; les dits états approuvés par M. Saint-Germain, ministre de la guerre.

C. 2068. (Liasse.) — 12 cahiers in-f<sup>o</sup>, 55 feuillets, papier.

**1777-1778.** — Affaires militaires. — Invalides. — Extraits des revues faites par MM. Bonnier de Saint-Cosme, D'Heu et Vardon, commissaires des guerres aux départements de Caen et de Valognes, pendant l'année 1778, pour servir au paiement de la solde ou demi-solde et récompense militaire des bas officiers et soldats retirés dans la Généralité de Caen, avec indication des changements faits dans chaque subdélégation; — états des hommes auxquels il a été accordé aux revues

de division de 1777, de se retirer dans les lieux du royaume qu'ils ont élus pour domicile, à l'effet d'y jouir de la récompense attribuée à leurs grades, approuvés par MM. de Montbarey et de Saint-Germain, ministres de la guerre.

C. 2069. (Liasse.) — 4 cahiers in-f<sup>o</sup>, 31 feuillets, papier.

**1779.** — Affaires militaires. — Invalides. — Extraits des revues faites par MM. Bonnier de Saint-Cosme, D'Heu et Vardon, commissaires des guerres aux départements de Caen et de Valognes, pendant l'année 1779, pour servir au paiement de la solde, demi-solde et récompense militaire des bas officiers et soldats retirés dans la Généralité de Caen, avec indication des changements faits dans chaque subdélégation; — état des extraits mortuaires des bas officiers et soldats qui n'ont pas été compris dans les extraits de revue.

C. 2070. (Liasse.) — 2 cahiers in-f<sup>o</sup>, 16 feuillets, 6 pièces, papier.

**1779.** — Affaires militaires. — Invalides. — Extraits des revues faites par M. Bonnier de Saint-Cosme, commissaire provincial et ordonnateur des guerres, chargé du contrôle général des officiers, bas officiers et soldats invalides pensionnés formant la compagnie de Caen, pour servir au paiement de leurs pensions pendant un semestre, conformément aux ordonnances du Roi du 17 avril 1772 et 9 mars 1778; — les dits extraits indiquent qu'il y avait dans le département de M. Vardon, composé des subdélégations de Bayeux, Caen et Saint-Lô, 16 officiers, 99 bas officiers et 71 soldats, lesquels sont compris pour 8,162 livres 7 sols 4 deniers; — dans celui de M. de Laubarède, composé des subdélégations d'Avranches et Vire, 13 officiers, 15 bas officiers et 39 soldats, lesquels sont compris pour 3,298 livres 18 sols 8 deniers, et celui de M. D'Heu, composé des subdélégations de Carentan, Coutances et Valognes, 8 officiers, 27 bas officiers et 66 soldats, lesquels sont compris pour 3,920 livres 8 sols.

C. 2071. (Liasse.) — 2 cahiers in-f<sup>o</sup>, 16 feuillets, 6 pièces, papier.

**1780.** — Affaires militaires. — Invalides. — Extraits des revues faites par MM. Bonnier de Saint-Cosme, D'Heu et Vardon, commissaires des guerres aux départements de Caen et de Valognes, pendant l'année 1780, pour servir au paiement de la subsistance de la solde, demi-solde et récompenses militaires des soldats retirés dans la Généralité de Caen, avec indication des chan-

gements faits dans chaque subdélégation ; — états des mouvements de la compagnie de Caen, pendant l'année 1780, pour les départements d'Avranches, Caen et Valognes ; — état des extraits mortuaires des bas officiers et soldats décédés, qui n'ont pas été compris dans les revues en conformité des ordres du ministre ; — états des habits et fournitures des bas officiers et soldats restés en magasin ; — états des bas officiers et soldats garçons ou veufs sans enfants, de l'âge de 30 à 66 ans, retirés avec solde dans la Généralité existant au 1<sup>er</sup> janvier 1780.

C. 2072. (Liasse.) — 2 cahiers in-f<sup>o</sup>, 8 feuillets, 11 pièces, papier.

**1773.** — Affaires militaires. — Invalides. — Extraits des revues faites par M. Montcarville, commissaire ordonnateur des guerres chargé du contrôle général des officiers, bas officiers et soldats invalides pensionnés formant la compagnie de Caen pour servir au paiement de leur pension pendant le 1<sup>er</sup> semestre, les dits extraits indiquant qu'il y avait dans le département de M. de Laubarède, composé des subdélégations de : Avranches, Bayeux, Caen, St-Lô, Mortain, Vire, 24 officiers, 63 bas officiers et 82 soldats, lesquels sont compris pour 7,614 livres 1 sol 8 deniers, — et dans celui de M. D'Heu, composé des subdélégations de Carentan, Coutances, Granville et Valognes, 6 officiers, bas officiers et 47 soldats, lesquels sont compris pour 2,550 livres 7 sols.

C. 2073. (Liasse.) — 4 cahiers in-f<sup>o</sup>, 14 feuillets, 14 pièces, papier.

**1786.** — Affaires militaires. — Invalides. — Extraits des revues faites par M. Montcarville, commissaire ordonnateur des guerres, chargé du contrôle général des officiers, bas officiers et soldats invalides pensionnés formant la compagnie de Caen, pour servir au paiement de leur pension pendant le 1<sup>er</sup> semestre ; les dites revues indiquant qu'il y avait dans le département de M. de Laubarède, composé des subdélégations de : Avranches, Bayeux, Caen, St-Lô, Mortain et Vire, de 23 officiers, 54 bas sous officiers et 72 soldats, lesquels sont compris pour 6,878 livres 16 sols 4 deniers, et dans celui de M. D'Heu, composé des subdélégations de Carentan, Coutances, Granville et Valognes, 5 officiers, 14 bas officiers et 41 soldats lesquels sont compris pour 2,262 livres 10 sols ; — feuille des mutations survenues pendant les 6 premiers mois dans les invalides pensionnés, ceux à la suite des places et de

ceux des compagnies détachés dans la Généralité de Caen.

C. 2074. (Liasse.) — 6 cahiers in-f<sup>o</sup>, 20 feuillets, papier.

**1787.** — Affaires militaires. — Invalides. — Extraits des revues faites par M. Montcarville, commissaire ordonnateur des guerres, chargé du contrôle général des officiers, bas officiers et soldats invalides pensionnés formant la compagnie de Caen, pour servir au paiement de leur pension pendant le 1<sup>er</sup> semestre ; les dites revues indiquant qu'il y avait dans le département de M. de Laubarède, composé des subdélégations de : Avranches, Bayeux, Caen, St-Lô, Mortain et Vire, 24 officiers, 53 bas officiers, 70 soldats, lesquels sont compris pour 6,788 livres 8 sols, — et dans celui de M. D'Heu, composé des subdélégations de Carentan, Coutances et Valognes, 4 officiers, 11 bas officiers, 41 soldats, lesquels sont compris pour 2,057 livres 7 sols.

C. 2075. (Liasse.) — 76 pièces, papier.

**1770-1774.** — Affaires militaires. — Invalides. — Certificats indiqués par les subdélégués et les commissaires des guerres, constatant la remise d'effets d'habillement à des invalides pensionnés, consistant en un habit de drap bleu, camisole ou gilet blanc, culotte de même couleur, deux paires de bas de laine et un chapeau pour la durée de 4 années ; — autres certificats des commissaires des guerres, constatant la remise des certificats d'admission de différents particuliers à l'hôtel des Invalides, délivrés par le baron d'Espagnac, gouverneur du dit hôtel, suivant lesquels ils doivent jouir de diverses pensions ; — états de paiement de solde des dits invalides pensionnés ; — ordres adressés à M. Housset de Catteville de payer le montant des gratifications, accordées à des invalides pour faciliter leur établissement dans les lieux où ils se retirent.

C. 2076. (Liasse.) — 86 pièces, papier.

**1775.** — Affaires militaires. — Invalides. — Certificats constatant la fourniture de l'habillement faite à divers soldats invalides pensionnés d'après les ordres de MM. Du Bus, secrétaire de l'intendance, D'Heu, commissaire des guerres, Tanqueray et Virandeville, subdélégués ; — états des décomptes des sommes payées et fournitures d'habillement faites aux soldats invalides de la Généralité de Caen, certifiés par les subdélégués de la dite Généralité.

C. 2077. (Liasse.) — 80 pièces, papier.

**1776.** — Affaires militaires. — Invalides. — États des officiers, bas officiers et soldats invalides pensionnés de la Généralité de Caen, dont l'habillement est à remplacer, indiquant les noms des officiers, bas officiers et soldats invalides, leurs grades et la date de la carte du dernier habillement qui leur a été délivré; — des soldats retirés dans chaque Élection, indiquant leurs noms de baptême, de famille, de guerre, leurs grades, la solde par an, par mois, les sommes payées et les époques de l'habillement fourni; — des hommes auxquels il a été accordé, aux revues d'inspection, de se retirer dans les lieux du royaume qu'ils ont élus pour domicile, à l'effet d'y jouir de leur solde ou de la récompense attribuée à leur grade; — correspondance entre MM. le prince de Montbarey, ministre; Esmangart, Intendant de la Généralité, relative à l'envoi de deux ballots, contenant ensemble cinq fournitures complètes d'habillement d'officiers et 75 de soldats, pour les invalides pensionnés qui sont répandus dans la Généralité de Caen, observant qu'on trouvera dans un des deux 2 paires de bas destinés pour chaque officier, un petit écu pour la façon de son habit, ainsi que le fil d'argent pour les boutonniers et les trois garnitures de boutons pour l'habit, le gilet et la culotte, et qu'il a été mis dans une des dites balles trois fournitures d'habillement, sans distinction de grade, pour même nombre d'hommes qui jouissent de leur solde, dont 1 à l'uniforme de l'infanterie française et 2 à celui de la cavalerie, et qu'on trouvera également dans chaque paquet la somme de 4 livres 12 sols pour leur tenir lieu de coiffures et façon d'habillement, ainsi que les deux garnitures de boutons et la carte remplie du nom et de la résidence de celui auquel la dite fourniture est destinée; — contrôle des pensionnaires invalides ou retirés avec solde dans la compagnie de Caen, existants, morts ou sortis de la dite compagnie pour aller habiter ailleurs.

C. 2078. (Liasse.) — 27 pièces, papier.

**1777.** — Affaires militaires. — Invalides. — États des soldats, cavaliers, dragons retirés avec la solde et demi-solde dans la Généralité de Caen, indiquant leurs noms de baptême, de famille, de guerre, leurs grades, la solde payée par an et par mois, les sommes payées, l'époque de l'habillement fourni et les observations;

entr'autres : Jean Roussel, dit Beausoleil, sergent-fourrier de l'Élection de Coutances, 135 livres par an, 11 livres 5 sols par mois, somme payée pour les mois de mars et avril 22 livres 10 sols, l'habillement lui a été fourni le 6 septembre 1772; — Louis de Salles, dit *La Liberté*, brigadier de la dite Élection, 111 livres par an, 9 livres 5 sols par mois et 18 livres 10 sols pour les mois de mars et avril (l'habillement lui ayant été fourni le 15 décembre; à partir du 1<sup>er</sup> mai 1777 il a cessé d'être payé à Antrain, Intendance de Bretagne, ayant déclaré se retirer en l'Élection de Coutances, suivant les certificats du sieur Anger, subdélégué à Antrain, et celui de M. Tuffin du Breuil, commissaire des guerres, du 1<sup>er</sup> mai); les dits états faits et arrêtés par les subdélégués de la Généralité.

C. 2079. (Liasse.) — 101 pièces, papier.

**1778.** — Affaires militaires. — Invalides. — États des officiers, bas officiers et soldats invalides retirés dans les diverses Élections de la Généralité de Caen, auxquels l'habillement était dû et auxquels il a été fait un décompte en argent, faits et arrêtés par les subdélégués de la Généralité et vérifiés par le commissaire des guerres.

C. 2080. (Liasse.) — 43 pièces, papier.

**1779.** — Affaires militaires. — Invalides. — États : des officiers, bas officiers et soldats invalides pensionnés retirés avec la solde auxquels l'habillement est dû et auxquels il a été fait un décompte en argent, conformément à l'article 20 de l'ordonnance du Roi, du 9 mars 1778; — des habillements qui devront être fournis aux invalides pensionnés ainsi qu'aux hommes retirés avec la solde; — des bas officiers morts pendant les six premiers mois de la dite année, pour lesquels il avait été demandé un habillement; — des habits et fournitures restés en magasin; — extraits mortuaires des invalides décédés pendant les 6 premiers mois, constatant que l'habillement a été fourni à divers soldats pensionnés; les dits états faits et arrêtés par les subdélégués de la Généralité et par le commissaire des guerres; — correspondance entre MM. Esmangart, Intendant de la Généralité; Bonnier de Saint-Cosme, commissaire des guerres, et Lavalley de La Hogue, subdélégué à Carentan, relative à l'envoi des dits états.

C. 2081. (Liasse.) — 53 pièces, papier.

**1780.** — Affaires militaires. — Invalides. — États :



des officiers, bas officiers et soldats invalides des diverses Élections de la Généralité de Caen, ainsi que des hommes retirés avec la solde auxquels l'habillement était dû et auxquels il a été fait un décompte en argent; — des soldats, cavaliers et dragons retirés avec la solde, demi-solde et récompense militaire, indiquant leurs noms de baptême, de famille, et de guerre, les grades, la solde par an, par mois, les sommes payées pour 6 mois et l'époque de l'habillement fourni; les dits états faits et arrêtés par les subdélégués de la dite Généralité, lesquels prient le trésorier principal de l'extraordinaire des guerres ou le receveur des impositions des Élections de payer le montant de ces états; — extraits mortuaires des invalides décédés, délivrés par les curés ou desservants et légalisés par les subdélégués.

C. 2082. (Liasse.) — 24 pièces, papier.

**1781.** — Affaires militaires. — Invalides. — États des officiers, bas officiers et soldats invalides des diverses Élections de la Généralité de Caen, ainsi que des hommes retirés avec la solde, auxquels l'habillement est dû et auxquels il a été fait un décompte en argent, indiquant qu'il a été payé aux soldats invalides pour leurs pensions : dans l'élection d'Avranches, pour les mois de novembre et décembre, 434 livres 16 sols 8 deniers; — de Bayeux, pour les mois de septembre et octobre, aux bas officiers et soldats pensionnés, 291 livres, 18 sols 10 deniers; aux grenadiers à cheval de la dite Élection, pour les mois de novembre et décembre, pour récompense militaire et demi-solde, 184 livres 3 sols 4 deniers; les dits états faits et arrêtés par les subdélégués et par les commissaires des guerres.

C. 2083. (Liasse.) — 34 pièces, papier.

**1782-1784.** — Affaires militaires. — Invalides. — États des officiers, bas officiers et soldats invalides pensionnés retirés dans la Généralité de Caen, auxquels l'habillement était dû, indiquant que le nombre des habits à fournir est de 3 d'officiers et 39 aux bas officiers et soldats; — aux observations sur l'habillement de divers soldats, il est dit : Le sieur Thomas Varin, dit Sans-Chagrin, brigadier, sortant des carabiniers, « son habillement lui est toujours dû du 1<sup>er</sup> janvier 1782, le « régiment ne l'ayant pas encore fait passer à M. l'Intendant à Caen »; — des soldats cavaliers et dragons retirés dans les diverses subdélégations avec la solde, demi-solde et récompense militaire, portant les sommes qui leur ont été payées; les dits états faits et arrêtés

par les subdélégués et par M. Montcarville, commissaire des guerres.

C. 2084. (Liasse.) — 3 cahiers in-f°, 49 feuillets, papier.

**1776.** — Affaires militaires. — Invalides. — Contrôles généraux des invalides pensionnés de la Généralité, formant la compagnie de Caen, indiquant : leurs noms de baptême, de famille, de guerre, leurs grades, les régiments d'où ils sortent, leur âge, lieux de naissance, de juridiction, de domicile, les dates des certificats ou des premiers paiements, l'époque de l'habillement fourni, le montant de la solde par an; — les dits contrôles certifiés conformes aux contrôles particuliers des commissaires ordinaires des guerres, par M. Bonnier de Saint-Cosme, commissaire ordonnateur.

C. 2085. (Liasse.) — 7 cahiers in-f°, 16 feuillets, papier.

**1776.** — Affaires militaires. — Invalides. — Contrôles des soldats retirés avec solde, demi-solde et récompenses militaires dans la Généralité de Caen, indiquant leurs noms de baptême, de famille et de guerre, leurs grades, les régiments d'où ils sortent, leur âge, lieux de naissance, de juridiction, de domicile, date des certificats ou des premiers paiements, l'époque de l'habillement fourni et leur solde par an, certifiés par M. Vardon, commissaire des guerres de la dite Généralité et par MM. de La Roque, subdélégué à Mortain, et Lavalley de La Hogue, subdélégué à Carentan.

C. 2086. (Liasse.) — 1 cahier in-f°, 26 feuillets, papier.

**1777.** — Affaires militaires. — Invalides. — Contrôle général des invalides pensionnés de la Généralité de Caen, servant à la formation de la compagnie de Caen, indiquant leurs noms de baptême, de famille, de guerre, leurs grades, les régiments d'où ils sortent, leur âge, les lieux de naissance, de juridiction, de domicile, la date des certificats ou des premiers paiements, l'époque de l'habillement fourni, la solde par an et les observations; le dit contrôle arrêté par M. Bonnier de Saint-Cosme, commissaire ordonnateur des guerres, suivant les contrôles particuliers des commissaires ordinaires des guerres.

C. 2087. (Liasse.) — 3 cahiers in-f°, 18 feuillets, papier.

**1777.** — Affaires militaires. — Invalides. — Contrôles généraux des bas officiers et soldats retirés avec la

solde, demi-solde et récompenses militaires dans la Généralité de Caen, indiquant par subdélégations leurs noms de baptême, de famille, de guerre, leurs grades, les régiments d'où ils sortent, leur âge, leurs lieux de naissance, de juridiction, de domicile, les dates des certificats ou des premiers paiements, l'époque de l'habillement fourni et la solde par an ; — les dits contrôles certifiés par M. Bonnier de Saint-Cosme, commissaire ordonnateur des guerres, conformes aux contrôles particuliers des commissaires ordinaires et subdélégés de la Généralité.

C. 2088. (Liasse.) — 3 cahiers in-f°, 20 feuillets, papier.

**1778.** — Affaires militaires. — Invalides. — Contrôles généraux des bas officiers et soldats invalides retirés avec la solde, demi-solde et récompenses militaires dans la Généralité de Caen, servant à la formation de la compagnie de Caen, indiquant leurs noms de baptême, de famille, de guerre, leurs grades, les régiments d'où ils sortent, leur âge, leurs lieux de naissance, de juridiction, de domicile, la date des certificats ou des premiers paiements, l'époque de l'habillement fourni, la solde par an et les observations ; les dits contrôles arrêtés par M. Bonnier de Saint-Cosme, commissaire ordonnateur des guerres.

C. 2089. (Liasse.) — 7 cahiers in-f°, 27 feuilles, papier.

**1779.** — Affaires militaires. — Invalides. — Contrôles généraux des bas officiers et soldats invalides retirés avec la solde, demi-solde et leurs récompenses militaires dans la Généralité de Caen, servant à la formation de la compagnie de Caen, indiquant leurs noms de baptême, de famille, de guerre, leurs grades, les régiments d'où ils sortent, l'âge, leurs lieux de naissance, de juridiction, de domicile, la date des certificats ou des premiers paiements, l'époque de l'habillement fourni, la solde par an et les observations ; les dits contrôles arrêtés par M. Bonnier de Saint-Cosme, commissaire ordonnateur des guerres.

C. 2090. (Liasse.) — 3 cahiers in-f°, 43 feuillets, papier.

**1785-1786.** — Affaires militaires. — Invalides. — Contrôles généraux servant à la formation de la compagnie de Caen, des bas officiers et soldats invalides retirés avec la solde et demi-solde dans la Généralité de Caen, indiquant par subdélégations leurs noms de baptême, de famille, de guerre, leurs grades, les régi-

ments d'où ils sortent, l'âge, leurs lieux de naissance, de juridiction, de domicile, la date des certificats ou des premiers paiements, l'époque de l'habillement fourni, le solde par an et les observations ; les dits contrôles certifiés conformes aux contrôles particuliers des commissaires ordinaires des guerres, par M. Montcarville, commissaire ordonnateur.

C. 2091. (Liasse.) — 80 pièces, papier.

**1772-1783.** — Affaires militaires. — Invalides. — Certificats de pensions accordées aux soldats invalides résidant dans la Généralité de Caen, délivrés par M. Sahuguet d'Espagnac, gouverneur de l'Hôtel royal des Invalides, entr'autres : à Guillaume-Michel Le Biez, pensionné le 1<sup>er</sup> octobre 1772, décédé le 20 octobre 1777 ; — Jacques Ribout de La Londe, pensionné le 15 septembre, décédé le 22 septembre 1877 ; — Thomas Pinel, dit Beauséjour, pensionné le 1<sup>er</sup> janvier 1774, décédé le 25 novembre 1776 ; — Jean Cheneau, dit Laviolette, pensionné le 1<sup>er</sup> janvier 1774, décédé le 14 février 1775 ; — extraits mortuaires délivrés par les curés des paroisses où sont décédés les soldats invalides, et par M. Prévalon de Sainte-Croix, contrôleur des hôpitaux de Caen ; — certificats de service à l'appui.

C. 2092. (Liasse.) — 28 pièces, papier ; 1 parchemin.

**1752-1779.** — Affaires militaires. — Invalides. — Correspondance entre MM. le maréchal de Broglie ; Esmangart, Intendant de la Généralité ; Malafait, secrétaire de l'Intendance, et Le Paulmier, subdélégué, relative : à la requête présentée à l'Intendant par le sieur Nicolas Marchand, de Cherbourg, pour être exempt du guet, ainsi que du logement des gens de guerre, vu qu'il est invalide, sans rien recevoir de l'Hôtel (9 juin 1752) ; — à la demande de M. D'Argourges, commandant de la compagnie d'invalides détachée à Cherbourg, devant se rendre à l'île Tatihou, pour ordonner des réparations aux logements destinés à la dite compagnie (27 août 1756) ; — au paiement de la pension de M. de Franval, mestre-de-camp à Orbec (1767) ; — à la constatation de l'existence des officiers, bas officiers et soldats invalides, des soldats, cavaliers ou dragons retirés avec solde et demi-solde, et des vétérans (13 juin 1772) ; — au paiement de la pension du sieur Viel, ancien maréchal-des-logis, retiré à Bayeux (11 novembre 1773) ; — à l'arrangement pris pour le paiement des officiers maréchaux des logis, bas officiers et

soldats invalides retirés dans les provinces, lesquels devront être munis d'un certificat de pension signé du gouverneur de l'Hôtel royal des Invalides (2 octobre 1776); — aux mesures à prendre pour empêcher plusieurs soldats invalides, retirés dans les différentes Élections de la Généralité, de mener une vie errante et vagabonde (31 octobre 1777); — à l'uniformité dans la rédaction des états de journées des soldats invalides, détachés de l'Hôtel royal des Invalides, qui entrent dans les hôpitaux (19 novembre 1777); — à l'avis donné que l'intention de S. M. n'est plus de délivrer aux hommes retirés avec solde, pension ou récompense militaire, les 36 livres qu'ils recevaient pour leur tenir lieu d'habillement, mais qu'à l'avenir il y sera pourvu en nature (12 avril 1778); — à la distribution à faire des 130 habillements envoyés pour les invalides pensionnés, retirés dans la Généralité (15 juin 1778); — à l'avis donné de l'envoi de 39 fournitures complètes d'habillement pour les soldats invalides, retirés dans la Généralité (30 octobre 1779).

C. 2093. (Liasse.) — 22 pièces, papier.

**1780-1789.** — Affaires militaires. — Invalides. — Correspondance entre MM. Esmangart et de Feydeau, Intendants de la Généralité; de Sombrenil, gouverneur de l'Hôtel royal des Invalides; Biétreix de Saulx, commissaire général des transports des effets des troupes, et Le Paulmier, subdélégué à Caen, relative: à l'envoi et à la réception des divers effets d'habillement venant de Paris et destinés aux invalides (1780, 1781, 1782); — à la réclamation du sieur Aubert, invalide pensionné, de la paroisse de Courseulles, demandant à être remplacé dans les fonctions de collecteur de l'impôt du sel que les habitants de sa paroisse lui ont imposées (17 décembre 1784); — à la liquidation de la pension du sieur Caillot, invalide (31 janvier 1787); — à la demande par le gouverneur des Invalides de l'extrait de baptême du sieur Nicolas Barthélemy, fils d'un soldat invalide, afin de pouvoir placer cet enfant « qui est très à charge à ses parents » (1<sup>er</sup> avril 1789); — à la demande de la veuve Bourgeois, de la paroisse de Vaucelles de Caen, pour obtenir l'extrait mortuaire de son mari Jean Bourgeois, dit *la Jeunesse*, décédé à l'Hôtel royal des Invalides, le 19 décembre 1788; — à l'envoi du dit extrait délivré et signé par M. Guin, prêtre, puis légalisé par le gouverneur de l'Hôtel royal des Invalides, contresigné et scellé par le secrétaire-général, garde des archives (25 mai 1789).

CALVADOS.—SÉRIE C.—TOME II.

C. 2094. (Liasse.) — 25 pièces, dont 14 parchemin et 11 papier. (5 sceaux royaux en cire verte et plusieurs débris de sceaux en cire jaune, avec attaches en fil de soie verte et rouge.)

**1358-1629.** — Papegay de la ville de Caen. — Lettres patentes de Charles, Dauphin de France, régent du Royaume durant la captivité de Jean II, en Angleterre, par lesquelles il autorise les bourgeois de la ville de Caen, qui « est moult fort, moult notable, et de « moult grant garde, assise ès frontières des ennemis « du Royaume, à élire *cinquante arbalétriers* des meilleurs et plus suffisans à ce, et les présenter au Bailli, « et au Vicomte de Caen ou à leurs lieutenants pour pres- « ter serment de léaument et diligemment entendre tant « qu'il vivront, à la garde et deffense de la ville, leur « donnant à touz jours mais, perpétuellement, sem- « blables privilèges, libertés et franchises que ont ac- « coutumé d'avoir les arbalestriers, ordenez en notre « ville de Rouen (octobre 1358); » — Lettres patentes de Henri II, données à Paris au mois d'août 1557, portant que: « comme defunctz nos prédécesseurs Roys, « que Dieu absolve, et nous, curieux d'exerciter noz « subiectz à *l'art militaire* par quelque recreatif et « honneste moien, auroient de tout temps permis aux « habitants de plusieurs villes de nostre Royaume, « mesme de notre pais de Normandie, tirer de l'arc, « barquebutte et arbaleste aux jeuz de papegault et « autres ordonnez, affin que, avec la recreation qu'ils « y prendroient, l'espérance et assurance d'eulx « ayder des dictz arquebutte, arc et arbaleste, en « temps de nécessité, feust plus certaine à la tuition et « deffense d'eux, noz Royaume, pais et seigneuries, et « pour leur donner occasion d'eulx excerciter aux « dits jeuz, nos dits prédécesseurs, et nous, auroient « exempté celluy qui abatroit le dit papegault, de cer- « tains droictz, devoirs et subcides, à plain spéciffiés ès « previllèges de ce octroyez aux habitans des dites « villes, et soit ainsi que de tout temps les habitants de « notre ville de Caen, se soient excercités à tirer des « dits harquebutte, arc et arbaleste, tellement que « aujourd'hui il s'en trouve un bon grant nombre qui, « à ung besoing et nécessité, pourroit servir à la tui- « tion et garde de la dite ville de Caen, assize en pais « lymitrophe et de frontière.... sçavoir faisons que « nous, désirans la conservation, seuretté et recreation « de nostre dite ville de Caen, laquelle nous tenons « l'une des plus antiennes, principale et faisant boulle- « vert à tout notre dit pais de Normandy, voullans « donner occasion aux habitants d'icelle de continuer



« l'exercice par eulx encommançés aux dits jeux, sous  
 « la conduite de celluy d'entre eulx qui en aura l'ex-  
 « périence, et après que, par les pièces cy-attachées  
 « soubz le contre-scel de notre chancellerie, il nous est  
 « aparü Gilles Fillastre, bourgeois de la dite ville de  
 « Caen, avoir, par trois années consécutives, abattu  
 « avec la hacquebutte le papegay, acoustumé estre  
 « tiré en la dite ville de Caen, l'expérience duquel  
 « peult à ce moien, tesmoigner de la suffisance pour  
 « la conduite des dits autres hacquebuttiers de la dite  
 « ville, le voullans pour considération de ce aucune-  
 « ment recongnoistre, affin de donner occasion aux  
 « autres habitants de la dite ville de l'ensuivre, et  
 « pour autres causes et considérations à ce nous mou-  
 « vans, avons icelluy Fillastre créé, ordonné et estably,  
 « créons, ordonnons et établissons de notre certaine  
 « science, grâce spéciale, plaine puissance et auctorité  
 « royal par ces présentes, cappitaine, chef et conduc-  
 « teur des autres habitants de la dite ville, tirans au  
 « dit jeu de la hacquebutte, pour du dit estat de cappel-  
 « taine jouir et user doresnavant par le dit Fillastre et  
 « ses successeurs au dit estat à tous droits, exemptions,  
 « franchises et libertés de tous et chacuns les tributz,  
 « aydes, tailles, quatriesmes, subcides, impositions et  
 « autres par nous mis et à mettre sus, soit par le traf-  
 « ficq de sa marchandise ou autrement en quelque  
 « manière que ce soit... permettant neantmoins au dit  
 « cappelaine resigner et soy demettre du dit estat, quant  
 « bon luy semblera; advenant vacation duquel par  
 « son décès, les hacquebuttiers de la dite ville pourront  
 « eslire l'ung d'entre eulx pour cappelaine, tel que bon  
 « leur semblera et qu'ils veront le plus ydoine et suffi-  
 « sant, sans pour ce prandre lettres de confirmation  
 « de nous; voullant en outre que celluy des dits hac-  
 « quebuttiers qui abatra cy-après le dit papegay, soit  
 « et demeure, *pour l'année qu'il l'aura abatu seulement,*  
 « franc, quicte et exempt de tous et chacuns les tribuz,  
 « subcides et exemptions cy-dessus declairez; et avec  
 « ce, que le dit cappelaine avec celluy qui abatra le dit  
 « papegault et oyseau par chacun an, puissent faire  
 « sonner le tambourin, quant bon leur semblera pour  
 « faire assembler les dits hacquebuttiers pour jouer du  
 « dit jeu de hacquebutte, et qui se voudront trouver  
 « au lieu pour ce institué, sans que par ce, ilz soient  
 « tenuz demander congé ne permission aux juges et  
 « officiers de la dite ville, ausquelz nous faisons défense  
 « de ne les troubler ne empescher au dict jeu; aussi  
 « que pour le règlement de leur dit jeu, entretement et  
 « conservation d'icelluy, les dictz cappelaine, lieuten-  
 « nant et harquebuziers puissent faire statutz et ordon-

« nances qu'ils envoyront, si bon leur semble, par de-  
 « vers nous, pour estre émelogués, sinon par les juges  
 « des dits lieux; — donné à Paris, au moys de aoust,  
 « l'an de grace mil cinq cent cinquante sept et de nostre  
 « règne le unzième »; — lettres patentes de confirmation  
 « du dit établissement, données par Charles IX, à St-  
 « Germain-en-Laye, au mois de novembre 1561; —  
 « lettres patentes données à Paris, en septembre 1875,  
 « par Henri III, confirmant les privilèges accordés à la  
 « compagnie des arquebusiers de la ville de Caen par  
 « les Rois ses prédécesseurs; — lettres de procuration de  
 « GILLES FILLASTRE *ad resignandum* son estat de capi-  
 « taine des arquebuziers de Caen au nom de PASQUIER  
 « FILLASTRE, son fils », ainsi conçues: « A tous ceulx qui  
 « ces lettres verront, le garde des sceaulx des obliga-  
 « tions de la vicomté de St-Silvyn et le Thuyt, salut.  
 « Sçavoir faisons que, par devant MM. Jean Boullie et  
 « Fleury Benart, tabellions royaux en la dite vicomté,  
 « pour le siège de Vaucelles de Caen, fut présent  
 « GILLES FILLASTRE, marchand bourgeois de Caen,  
 « pourveu par le Roy en l'estat de capitaine, chef et  
 « conducteur des arquebuziers par lettre de provision  
 « à lui octroyée par Sa Majesté, à Paris, au moys  
 « d'aoust, en l'an mil V cens cinquante sept, lequel se  
 « sentant âgé de soixante-dix ans environ et valétu-  
 « dinaire, fist et constitua son procureur général et  
 « spécial.... auquel seul et singulier, il donna et  
 « donne plein pouvoir pour et en son nom, résigner  
 « purement et simplement ès mains du Roy, nostre  
 « dit sieur, Monseigneur son chancelier ou aultre  
 « ayant sur ce pouvoir, son dict estat et office de  
 « capitaine.... pour et au nom et support de PASQUIER  
 « FILLASTRE, son fils et non d'aultres, et ce suivant le  
 « pouvoir à luy concédé par le Roy nostre dict sieur... »  
 « (1584); — lettres patentes de Henri III approuvant la  
 « résignation faite par Gilles Fillastre en faveur de  
 « Pasquier Fillastre, son fils aîné, de l'office de capitaine  
 « et conducteur des habitants tirant au jeu de l'arquebuse  
 « dont il était pourvu par les lettres patentes de 1557  
 « (15 octobre 1585); — lettres patentes de Henri IV, en  
 « juin 1597, confirmant de nouveau tous les droits et  
 « privilèges ci-devant accordés aux arquebusiers de  
 « Caen, ajoutant qu' « ayant en singulière recomman-  
 « dation l'exercice honneste de la jeunesse, tant pour  
 « les divertir de l'oisiveté, débauches et jeux dissolus  
 « en quoi ils s'arresteroient, que pour les exercer en  
 « l'art militaire, » « et pour nous en servir en temps de  
 « guerre et nécessité » leur donnant occasion de  
 « l'employer.... les feux Roys nos prédécesseurs, que  
 « que Dieu absolve, auroient accordé certains privilèges

« spécialement aux habitants des villes frontières et  
 « entre autres à ceux de notre ville de Caen...., mais à  
 « cause des guerres et incommodités que reçoivent  
 « chacun jour les dits habitants, plusieurs desquelz  
 « nous ont assisté et assistent encore de présent en  
 « nos camps et armées, ils sont tombés et décheux  
 « de leurs biens et moyens, ne pouvant faire valoir  
 « le privilège, lequel par ce moyen demeure inutile  
 « et en est l'exercice presque du tout cessée, ce qui  
 « apporte beaucoup de perte et de dommage à la dite  
 « ville à cause que la jeunesse, qui s'exerçoit aux  
 « armes, s'abandonna à plusieurs débauches et jeux  
 « dissolus, perdant toute expérience des armes, telle-  
 « ment que pour l'avenir n'en pourrions estre secouru  
 « ni servy en nostre besoin ; pourquoy, désirant le  
 « dit jeu et exercice estre continué, mesme durant les  
 « troubles, confirmons tous et chacun leurs dits privi-  
 « lèges avec permission à celui qui abbatera l'oiseau  
 « ou papegault, ou qui légitimement acquerra le pri-  
 « vilège de transporter et bailler son droit à tel de ses  
 « compagnons que bon luy semblera pour en jouir et  
 « user *pour l'année*, ainsy que feroit celuy qui l'a  
 « abattu, pourveu qu'il soit de la compagnie et enre-  
 « gistré au roolle du capitaine » ; — lettres patentes du  
 même Henri IV, du 6 juillet 1601, ordonnant à ses  
 amis et fœux conseillers les gens tenant la Cour des  
 Aides, à Rouen, de procéder à la vérification et enté-  
 rinement des lettres patentes en forme de charte de  
 juin 1597, afin que les arquebusiers puissent jouir des  
 privilèges octroyés ci-devant ; — lettres patentes de  
 Louis XIII, confirmant les privilèges accordés par ses  
 prédécesseurs aux capitaines, lieutenants et arquebu-  
 siers de la ville de Caen « pour les exercer à tirer de  
 « l'harquebuse, arc et arbalestre, affin de nous servir  
 « avec plus d'expérience en temps de guerre et neces-  
 « sité, et spécialement à celuy qui abat les oyseaux ou  
 « papeguays de jouir, l'année qu'il abat iceulx, de  
 « quelques exemptions contenues aux privilèges à eulx  
 « accordés, lesquels leur ont été confirmez de règne  
 « en règne, mesme par le feu Roy, nostre très-honoré  
 « seigneur et père, et craignans les dits capitaines  
 « qu'à l'occasion de ce qu'ilz n'ont point prins nos  
 « lettres de confirmation depuis nostre advènement, on  
 « les vouldist troubler en la jouissance de leurs privi-  
 « lèges, ilz nous ont très-humblement supplié les  
 « vouloir sur ce pourveoir ; à ces causes désirant con-  
 « tinuer la même grâce aux dits capitaines, nous  
 « continuons et confirmons tous et chacuns les pri-  
 « vilèges, franchises, libertez, exemptions, immu-  
 « nités, contenus en iceux, avec permission à celui

« d'entr'eulx qui abattra les oyseaux ou papeguays, ou  
 « qui légitimement acquerra le dit privilège, suivant  
 « les statuts, réglemens et ordonnances faits entr'eulx,  
 « qu'ils puissent transporter et bailler son droit à tel  
 « de ses compagnons que bon luy semblera, pour en  
 « jouyr et user pour l'année, ainsy que feroit celluy  
 « qui les abattra, pourveu qu'il soit de la compagnie  
 « et enregistré au registre ou roolle du cappitaine et  
 « qu'il ayt tiré sur les dits oyseaux » (2 décembre 1612) ;  
 — lettres patentes de Louis XIII, confirmant la charte  
 par lui donnée en 1612, en ajoutant que celui d'entr'eux  
 qui abattra le dit papeguay, avec des armes à lui  
 appartenant, jouira des susdits avantages, et que « son  
 « droit de privilège sera modéré et réglé à la vente de  
 « cinquante tonneaux de cidre par an, avec exemption  
 « des impôts, aydes de ville et autres droits, le tout  
 « conformément aux privilèges donnés et confirmés  
 « aux habitants de nos villes de Bayeux, St-Lô et  
 « autres de notre province de Normandie » (juin 1618) ;  
 — arrêt du Conseil d'État du roi Louis XIII, tenu à  
 Fontainebleau, rendu sur la contestation existant entre  
 le sieur Florent Graindorge, sieur du Fresne, capitaine  
 des arquebusiers et le sieur Jérôme de Prat, ci-  
 devant fermier des aides et quatrièmes à Caen, qui  
 refusait de reconnaître le droit qu'avait l'arquebusier,  
 privilégié pour avoir abattu l'oiseau, de céder son  
 privilège à un de ses compagnons, droit accordé par la  
 charte de 1618, ainsi que les exemptions attachées au  
 dit office ; le sieur Graindorge ayant été poursuivi par  
 le dit fermier, Sa Majesté maintient les privilèges et  
 exemptions portés aux lettres patentes précitées, et  
 ordonne que « la somme de 100 livres sera rendue au  
 « dit Graindorge, le décharge des poursuites contre  
 « lui faites par le dit de Prat et condamne ce dernier  
 aux dépens » (5 octobre 1628) ; — ordonnance du Roi  
 prescrivant l'exécution du dit arrêt ; — copies des sus-  
 dites chartes écrites au XVII<sup>e</sup> siècle.

C. 2095. (Liasse.) — 37 pièces, papier.

**1536-1546.** — Papegay. — Copies d'extraits des  
 registres des délibérations de la ville de Caen, relatifs  
 au papegay : « A esté ordonné de donner LX sols tour-  
 « nois à Denis Ollivier, pour avoir abattu le papegault  
 « des harquebuziers » (13 mai 1536) ; — « item, a esté  
 « ordonné que, par chacun dymence jusques à la  
 « St-Michel prochaine, sera délivré à cil qui tirera le  
 « plus juste de la harquebuzung un escu sol, affin que  
 « les harquebuziers soient plus inclins au dit exercice,  
 « et nécessairement sera requis à cil qui vouldra obtenir

« le prix, avoir une harquebuze » (10 août) ; — « item, »  
 « a esté ordonné que la dite ville aydera de la somme »  
 « de dix escus sol, pour employer à faire la maison »  
 « des harquebuziers, à paier ainsi que la besogne se »  
 « fera » (14 septembre) ; — « a esté ordonné à Robert »  
 « Goguet, de Vaucelles, la somme de cinquante soulz »  
 « tournoiz, pour avoir abatu, en l'année derrain passée, »  
 « du traict de l'arbaleste, le papegault des arballestriers, »  
 « sans que ce puisse estre rameney à conséquence »  
 « (10 mai 1539) ; — « item, a esté ordonné par les dits »  
 « gouverneurs que Nicollas Ruete aura paiement de »  
 « cent soulz tournois, sur les deniers deubs pour les »  
 « matériauz sortis, puis naguères, du lieu qui avoit »  
 « esté ordonné pour tyrer de la harquebuze, affin de »  
 « récompenser le dit Ruete de partie de ce que le dit »  
 « lieu luy avoit cousté pour le bâtir » (12 avril 1540) ; —  
 « après avoir dellibéré une requête baillée par Boullart, »  
 « il luy a été taxé 60 solz tournois, pour avoir abatu le »  
 « papegault des arballestriers » (30 avril 1541) ; — « au »  
 « bureau de la dite maison commune, au parc le Roy, »  
 « sur requeste de Gilles Fillastre, capitaine des harque- »  
 « busiers de cette ville de Caen, tendant estre permys »  
 « faire enregistrer au chartrier de la ville les patentes »  
 « contenant les privilèges et exemptions pour le jeu de »  
 « la harquebutte, il a esté consenty par les dits gou- »  
 « verneurs que les dites lettres soient faites enregistrer »  
 « par le greffier » (11 novembre 1564) ; — « en la maison »  
 « commune, devant M. Vauquelin, lieutenant-général, »  
 « a esté fait ordonnance à Jaspar Peurn pour le pa- »  
 « pepay de l'arbalestre montant à c sols » (4 juin 1580) ;  
 — « au bureau de l'hostel commun de la Ville, sur la »  
 « présentation faite par honorable homme Gilles Fil- »  
 « lastre, capitaine des harquebouziers, de certains ar- »  
 « ticles concernant les privilèges, droits et libertez des »  
 « dits harquebouziers, demandant, suivant iceulx, luy »  
 « estre assigné lieu pour tirer et faire exercice du trait »  
 « d'harquebouze, ensemble émologuer et aprouver les »  
 « dits articles ; il a esté différé à y pourvoir jusques à »  
 « vendredy prochain » (samedi 14 mai 1583) ; — mise en »  
 « délibération de la susdite requête, tendant à ce que »  
 « pour l'exerte du dit jeu, il luy fust assigné une place, »  
 « soit dans la ville ou faubourgs, laquelle ilz peussent »  
 « faire clorre et redresser, pour avoir moyen aussi de »  
 « faire observer certains statuts et reglements rédigés »  
 « par escript et articles concernant l'exerte du dit jeu de »  
 « harquebouze, oy le procureur du Roy parlant pour le »  
 « sieur de La Serre, advocat pour le Roy au dit Caen, »  
 « lequel a requis, avant que d'ordonner sur la re- »  
 « quete du dit le Fillastre avoir communication des »  
 « lettres de provision du dit Fillastre au dit estat de »

« capitaine et vérification d'icelles, tant en la Court des »  
 « Aides que ailleurs, des restrinctions requises par les »  
 « gouverneurs eschevins de la dite ville estre apposées »  
 « lors d'icelle vérification en la Court des Aides, sur- »  
 « quoy les dites parties avoient esté renvoyées vers le »  
 « Roy ; ensemble que le procureur scindic des manantz »  
 « et habitants de la dite ville en eust communication, »  
 « affin d'y bailler de sa part telle conclusion par les ha- »  
 « bitants qu'il sera trouvé estre à faire ; il a été ordonné »  
 « qu'il sera fait suyvnt que « le dit sieur l'a requis »  
 « (samedi 21 mai 1583) ; — copie de la commission de Jean »  
 « du Thon à la charge de capitaine des arquebusiers de la »  
 « ville, aux lieu et place de feu Gilles Fillastre (31 janvier »  
 « et 12 février 1585) ; — ordonnance montant à 50 solz, à »  
 « Jacques du Thon, pour avoir abattu le papegay, du trait »  
 « de l'arc, au mois de mai (2 septembre 1587) ; — copie de »  
 « la délibération du bureau tenu en « l'hostel commun » de »  
 « la ville de Caen, relative à « la remonstrance et requeste »  
 « de honorable homme Thomas Regnault, bourgeois »  
 « de Caen, ayant abattu le papegay, du trait de l'arc, »  
 « et en vertu du privilège ancien, déclaré exempt par »  
 « sentence de MM. les Elleus, pour un an seulement, que »  
 « dure le dit privilège, de la composition qu'il avoit »  
 « faite avec Alphonse Granger et ses associés, fermiers »  
 « de quatrièmes des vins et sildres, pour estre le dit »  
 « Regnault permis vendre du sildre en ceste ville, de »  
 « laquelle sentence le dit Granger s'est porté pour »  
 « appellant à la Court des Aides à Rouen ; adjonction »  
 « est donnée au dit Regnault pour, au nom du corps »  
 « commun des habitants de la dite ville, deffendre »  
 « avec luy l'appel du dit Le Granger, et soutenir que »  
 « suivant l'ancien privilège de la dite ville, duquel ils »  
 « sont en bonne et paisible jouissance de temps immé- »  
 « morial et fondés en arretz de Cour et sentences en »  
 « plusieurs juridictions, qu'ont tous ceulx qui abatent »  
 « le dit papeguay, soit du trait d'arc, d'arbaleste ou »  
 « harquebouze, sont exempts des dits quatrièmes et »  
 « toutes autres aides et impositions durant l'année »  
 « qu'ils l'ont abattu » (le samedi 9 décembre 1600) ; —  
 copie de la supplique adressée « à Monsieur de Creve- »  
 « cœur (Jacques de Montmorency), gouverneur pour le »  
 « Roy ès ville et chasteau de Caen, maire et bailliy, et »  
 « à MM. les gouverneurs, eschevins, par les bourgeois »  
 « et habitants de la dite ville, faisant profession de »  
 « tirer de l'arc au papeguay, qui, de tout temps, a »  
 « accoustumé estre tiré, par chacun an, durant le moys »  
 « de may, disants. . . que n'ayant point de chef pour »  
 « faire observer les ordonnances et règlements de leur »  
 « dit exercice comme font ceulx qui tirent de l'arque- »  
 « bouze, lesquelz ont leur chef et capitaine, son »



« lieutenant et enseigne, si bien qu'il n'y a aucun  
 « discord ny dispute, et d'autant qu'entre eulx il se  
 « trouve Thomas Regnault, sieur de La Fastaille, vray  
 « bourgeois et enfant de la ville, avoir, aux trois années  
 « dernières subsécutivement, abatu le papepay avec son  
 « arc et flesche, ils désireroient en faire élection pour  
 « leur chef et capitaine, pour soubz la charge d'iceluy  
 « faire et continuer le dit exercice en toute fraternité,  
 « amitié et obéissance, et, à ceste fin, vous plaise leur  
 « donner jour de se trouver devant vous pour procéder  
 « à l'élection et nomination du dit capitaine et les sup-  
 « pliants prieront Dieu pour vos prospérités. » Signé :  
 « du Thon, Anquetil et plusieurs aultres, jusques au  
 nombre de cent ung signes, merces et paraphe » (28 dé-  
 cembre 1602); — copie de la délibération du bureau de  
 « l'hostel-commun » de la ville, en présence de Jacques  
 de Montmorency, Bailli de Caen, de Guillaume Vau-  
 quelin, sieur de La Fresnaye, lieutenant-général au dit  
 Bailliage, et des gouverneurs et échevins de la ville et  
 de plusieurs notables bourgeois, « lesquels ont déclaré  
 adhérer à la nomination et election du dit Thomas  
 Regnault, comme chef et capitaine des bourgeois, faisant  
 profession et exercice de tirer avec l'arc et la flesche  
 au papegay » (le samedi 28<sup>e</sup> jour de décembre 1602); —  
 copie de la délibération faite sur « la requête présentée  
 « au bureau de l'hôtel commun de la ville, par Germain  
 « du Thon, escuier, sieur de Moulineaux, tendant par  
 « le décès de feu Jean du Thon, escuyer, sieur du  
 « Quesnay, son père, en son vivant cappitaine et con-  
 « ducteur des habitants de la dite ville, l'exercice du  
 « jeu de l'arquebuse, arc et arbalète, à estre pourveu  
 « de la dite charge et qualité, nous soubsignez ayantz  
 « droit de nommer et pourveoir aux offices et charge  
 « de la dite ville, lorsque vaccation y a, reconnaissant  
 « les mérites et cappacités du dit Germain du Thon,  
 « suppliant, lui avons remis et conféré la ditte charge et  
 « office, et à ceste fin il sera présenté à M. le Bailly  
 « ou son lieutenant par prendre de luy le serment en  
 « tel cas requis » (11 avril 1620); — procès-verbal  
 du serment prêté par le dit suppliant à Guillaume Vau-  
 quelin, sieur de La Fresnaye, conseiller du Roy, pré-  
 sident au Bailliage et siège présidial, maître des requêtes  
 ordinaire de l'hôtel de la Reine et lieutenant-général  
 de M. le Bailli de Caen, qui en donne avis à tous les  
 bourgeois et habitants de la ville et expédie la lettre  
 par le greffier ordinaire de l'Hôtel-de-Ville signée de lui  
 et scellée du scel aux armes de la ville, dont on laisse  
 une expédition au dit « hostel commun » (cette pièce  
 est signée par Vauquelin et Malherbe) (11 avril 1620);  
 — délibération relative à la nomination de « M. Ollivier

« du Boys, escuier, sieur du Taillys, receveur des  
 « deniers communs de la ville, à la charge et qualité  
 « de cappitaine des enfans de la ville et faubourgs,  
 « faisant profession de tirer au jeu de l'arquebuse,  
 « arc et arbaleste dont jouissoit cy devant Germain  
 « du Thon, qui a résigné la dite charge au dit sieur du  
 « Taillys, lequel a presté le serment de bien et fidelle-  
 « ment exercer la dite charge de capitaine pour le  
 « service du Roy et du public » (le samedi 7 février  
 1626); — copie de l'ordonnance de M. Hercule Vau-  
 quelin, sieur des Yveteaux, lieutenant-général des  
 échevins et des procureurs syndics, publiée à son de  
 trompette par les carrefours et lieux publics pour la  
 convocation des bourgeois et habitants, tirant au pa-  
 pegay, de se réunir à l'effet de procéder à la nomination  
 d'un capitaine en lieu et place du feu sieur de Mouli-  
 neaux (25 avril 1626); — copie de la requête, par voie  
 d'huissier, au sieur André du Thon, sieur de Douxma-  
 resq, receveur des aides et quatrièmes et capitaine des  
 arquebusiers, appelant de l'ordonnance « touchant  
 « l'assemblée et élection prétendue faire d'ung autre  
 « capitaine que le dit requérant » (28 avril 1626); —  
 copie du procès-verbal de la réunion des bourgeois et  
 habitants tirant aux papegais de l'arquebuse, arbalète  
 et arc, « en la salle d'audience du siège présidial (à  
 « cause que la maison de ville n'est assez spacieuse),  
 « et où estant, a esté, par le procureur du Roy, persisté  
 « à sa dite remontrance et requis qu'il soit procédé à  
 « la réception des voix et suffrages des personnes illec  
 « assemblez; sur quoi a esté dit par Florent Graindorge,  
 « sieur de Fresnay, bourgeois de Caen, qu'il est l'un  
 « des arquebusiers et enrollé en la dite compagnie et  
 « porteur de la résignation de noble homme Ollivier du  
 « Boys, sieur du Taillys, pourveu et recen à la dite  
 « charge à son bénéfice par le dit feu sieur de Mouli-  
 « neaux, partant empeschoit toute autre election et se  
 « rendoit opposant contre icelle, sy aucune s'en fai-  
 « soit. . . et par André du Thon, sieur de Douxmaresq,  
 « a esté dict qu'il empesche toutte election et nomi-  
 « nation d'aucun autre cappitaine que luy, attendu que  
 « par les règles de l'art militaire, la dite charge de  
 « capitaine, enseigne, mort advenante du capitaine  
 « et chef et parlant enseigne de la dite compagnie, la  
 « dite charge de capitaine luy appartient, ayant fait  
 « signifier appel aux dits maire et eschevins de l'or-  
 « donnance de faire la dite assemblée et tenue d'icelle,  
 « auquel il persiste; et par le procureur du Roy a esté  
 « requis que, saouf et sans préjudice des dites oppo-  
 « sitions et appellations, attendu que le temps de tirer  
 « aus dits papeguays est proche, qui est au commen-

« cement du mois de may prochain, il doit estre  
 « procédé à la dite nomination et election de cappi-  
 « taine; sur quoy en entérinant les conclusions du  
 « procureur du Roy et sans préjudice des dites opposi-  
 « tions, il a été procédé à recueillir les vœux et  
 « suffrages des dits bourgeois présents; durant cette  
 « opération s'est élevé ung grand bruit par la plus  
 « grande partye du peuple assistant, les uns criants :  
 « Saint-Evrout, les autres : « Garsalles »; après une  
 « interruption, le calme s'étant rétabli, on a continué  
 « à recueillir les voix, mais bientôt s'est de rechef  
 « eslevé ung bruit et confusion telle que néantmoins le  
 « silence par nous imposé, il a fallu cesser pour quel-  
 « que temps et par après a esté dit par Jean Lefebure  
 « que l'on doit prendre les advis de ceulx de sa  
 « compagnie des dits papeguais suivant les roolles »;  
 « chacun appelé a nommé le sieur St-Evrout; sur  
 « quoi le dit sieur du Fresne Graindorge a dit per-  
 « sister à ses oppositions et appellations et se nomme  
 « capitaine; presque tous à l'unanimité nomment St-  
 « Evrout, et sur ce, s'est de rechef eslevé ung si  
 « grand bruit et tumulte de voix criant les uns : « Saint-  
 « Evrout », et les autres : « Garsalles », que dans une  
 « telle confusion nous avons esté contrains faire sçavoir  
 « que si aucuns désiroient nommer le dit sieur St-  
 « Evrout, ils eussent à mettre leurs chapeaux haut  
 « eslevé en leurs mains, et par après, que sy aucuns  
 « vouloient nommer le dit sieur de Garsalles, ils  
 « eussent à faire le semblable; au moien de quoy  
 « nous avons, suivant que l'a requis le dit procureur  
 « du Roy, accordé acte que la plus grande partye a  
 « nommé le dit sieur de SAINT-EVROUT pour capitaine,  
 « et en attendant le vuide des oppositions et appella-  
 « tions des dits Graindorge et Doux-Maresq, ordonné  
 « que le dit Pierre de Segrais, comme le plus ancien et  
 « premier eschevin de la dite ville, fera la dicte fonction  
 « de capitaine pour cette année » (mardy 28 avril 1626);  
 — copie de la délibération relative à la requête des capi-  
 « taine et harquebusiers tendante « à ce que la ville  
 « ait à leur donner adjonction et à s'opposer à la Cour  
 « des aydes de Rouen, à la vérification de la révoca-  
 « tion voulue faire des privilèges de la ville et à ceste  
 « fin de leur passer procuration pour cest effect »  
 (22 avril 1634); — copie d'un arrêt de la Cour des  
 aides de Normandie visant un arrêt du conseil d'État  
 du 13 juillet 1633, portant que le capitaine des arque-  
 busiers et celui qui abattra le papegay avec l'arquebuse  
 seulement « jouiront, conformément à l'arrêt du 28  
 « janvier 1619, en leur personne seulement, du privi-  
 « lège de l'exemption des aydes et quatrièmes pour les

« boissons qui seroient de leurs crus, que S. M. leur  
 « avait permis faire vendre à pot et en détail, si mieux  
 « ils n'aimoient recevoir du fermier des aydes la somme  
 « de 200 livres, pour chacune année, pour le cappitaine  
 « et pareille somme, pour l'année de celuy qui auroit  
 « abattu le dit papegay », faisant S. M. défense au  
 capitaine des arbalétriers et *archers* ou à ceux de leur  
 compagnie qui auraient abattu le dit papegay de *leur arc*  
 ou arbalète de vendre, sous ce prétexte, aucune boisson  
 sans payer les dits droits d'Aides et quatrième (9 juin  
 1634); — ordonnance du bureau de la maison de ville,  
 de 50 sols à Guillaume du Chesny, pour avoir abattu le  
 papegay de l'arc (25 juin 1639); — copie de la délibéra-  
 tion relative au « procès d'entre le fermier de l'ancienne  
 ferme des Aydes et doublement d'iceux et Crespin Bel-  
 lissant, tavernier, et Guillaume Roulland »; — les sieurs  
 échevins et syndic disent que le sieur Roulland, ayant  
 abattu le papegay, doit jouir de la dite exemption des  
 Aides anciennes seulement, sans néanmoins que, pour  
 cela, les dits fermiers en puissent prétendre aucune di-  
 minution (Samedi 27 octobre 1646); — copie de la  
 délibération touchant le procès d'entre les fermiers des  
 doublements des Aides d'une part et Geoffroy Lefebure  
 hôtelier d'autre, même jugement que ci-dessus (1<sup>er</sup> dé-  
 cembre 1646); — copie de la prestation de serment de  
 « Jean-Louis Le Bourgeois, escuier, sieur de Torp,  
 « nommé par les tirants au papegay et pourveu par  
 « lettres de provision de Son Altesse Mgr le duc de Lon-  
 « gueville, à la charge de capitaine du dit Papegay,  
 « jurant de bien et deument exercer la dite charge,  
 « servir bien fidèlement le Roi et la dite ville, aux oc-  
 « casions et en jouir ainsi que ses prédécesseurs à la  
 « dite charge, conformément aux chartes pour l'esta-  
 « blissement du dit Papegay » (29 décembre 1646).

C. 2096. (Liasse.) — 14 pièces, papier.

**1652-1691.** — Papegay de Caen. — Copies : d'une  
 requête adressée à Mgr le duc de Longueville, pair  
 de France, gouverneur et lieutenant-général pour le  
 Roi, en la province de Normandie, gouverneur parti-  
 culier des ville et château de Caen et bailli du dit lieu,  
 par les gouverneurs, échevins et syndic de la ville,  
 « lui remontrant que la charge de capitaine et chef des  
 « habitants d'icelle ville et faulxbourgs, tirantz au pap-  
 « pegays, est vacquante par le decedz de la personne  
 « de feu sieur Graindorge, escuier, possesseur d'icelle,  
 « et qu'il est nécessaire de pourvoir le plus promp-  
 « tement que faire se pourra à la dite charge; ce  
 « considéré, mon dit seigneur, il vous plaise expédier

« votre mandement à l'huissier ordinaire de la ville  
 « pour faire les publications et semonces requises et  
 « accoustumées en pareil cas » (20 avril 1652); — mandement de Mgr le duc de Longueville, au dit « huissier de publier et faire sçavoir au son de la trompette ou du tambour, par les carrefours et lieux publicqs d'icelle ville, qu'il sera procédé en l'hostel commun, en présence et par l'avis des gouverneurs, eschevins et officiers du dit hostel-commun, même des habitants enrôlés en la compagnie des papegays, à l'eslection et nomination d'une personne capable et ayant les qualitez requises pour exercer la dite charge de capitaine et chef des habitantz, tirants aux dits papeguay » (faict à Rouen, le 21 avril 1652); — notification de la dite publication du dit huissier (24 avril 1652); — « procès-verbal de l'assemblée au dit Hostel commun des habitantz tirantz au papeguay, pour la nomination à la charge d'un capitaine, chef et conducteur, vacante par le decedz de M. Florent Graindorge; après lecture faicte tant du mandement de convocation que du procès-verbal de publications au son de la trompette et des tambours comme aussi de la charte du roy Henri II, du mois d'août 1557, portant la provision de Gilles Fillastre, de la dite charge de capitaine et de l'acte d'autres provisions expédiées par M. d'Auberville, lors bailly, du 12 février 1585, d'icelle charge au profit de Jean du Thon, et ensuite il a esté par nous, pris le serment de tous les dits habitants de procéder bien et fidèlement, sans aucunes brigues, à la dite nomination; après la dite prestation de serment, il a été procédé à recueillir les voix et suffrages par le sieur Doux-Marescq, enseigne de la dite compagnie, lequel nomme le sieur Le Torp. Les bourgeois et tous les habitantz tirantz au dit papegay appelez, suivant le roolle, au nombre de plus de six vingt, ont uniformément et sans aucun contredit nommé le dit sieur de Torp » (24 avril 1652); — lettres de provisions du duc de Longueville au sieur du Torp de sa charge de capitaine du Papegay (27 avril); — procès-verbal de la prestation de serment du sieur du Torp (29 avril); — copie de la délibération des échevins touchant le procès des fermiers des Aides à l'encontre de Cyprien Fouet et Jacques Canu, ayant abattu les papegais de l'arc et arbalète et réclamant le bénéfice des privilèges concédés par les rois de France (6 novembre 1655); — copie de la requête adressée par les bourgeois et habitants tirant aux jeux des Papeguays, aux gouverneur, échevins de la ville pour qu'il soit procédé au remplacement du sieur de Torp, leur capitaine, décédé (22 janvier 1661); — avis de la lettre des échevins au duc de Longueville pour lui

demander ses intentions (24 janvier 1661); — copie de l'autorisation accordée à Jeanne Lemarchand de continuer à vendre, dans sa guérite, située proche le pavillon où l'on tire au jeu des papegais, de la poudre, des balles et du plomb (30 avril); — à l'enregistrement en l'Hôtel commun de la ville des lettres de provision de Jean-François Bourdon, sieur de La Rivière, capitaine des bourgeois tirant au papegay au lieu et place de Louis de Gron (3 juin 1662); — au dépôt au greffe du dit Hôtel commun des lettres de provision de François Bonnet, sieur de La Roullière, expédiées le 20 juillet par Mgr le duc de Montausier, gouverneur et lieutenant-général pour Sa Majesté, en Normandie, pour la charge de capitaine et chef des enfants des bourgeois tirant aux papegais au lieu et place de J. F. Bourdon, sieur de La Rivière (2 août 1677); — copie de la requête adressée aux maire, gouverneur et échevins de Caen, par François Bonnet, sieur de La Roullière, capitaine en chef des papegais, rappelant que d'après tous les privilèges accordés aux bourgeois tirant aux papegais, les dits habitants s'étaient perfectionnés dans le dit exercice, afin de remporter un prix qui n'allait pas à moins de 5 à 600 écus, au point qu'on auroit « veu l'élite de la bourgeoisie, composée de plus de 2 à 3,000 hommes soubz les armes en estat de servir et de donner pour le service du Roy plusieurs bons et braves soldats, comme la dicte ville se peut vanter à présent d'en avoir fourny pour la guerre présente (sy l'on en excepte Paris), autant qu'aucune du royaume; mais les fermiers des Aydes, plus attachés à leur interest particulier qu'à ce qui regarde le bien de la ville, ayant entrepris, depuis quelques années de ruiner autant qu'ilz ont pu le dit privilège, le suppliant auroit eu le déplaisir de voir cette dernière année que du peu que l'Hostel de ville avoit accoustumé de donner de son costé pour et au lieu des dites exemptions, on en auroit aussi retardé le paiement, ce qui a tellement refroidy les dits habitants qu'aucun ne veut plus continuer le dit exercice, à moins qu'il n'y soit par nous pourveu; à ces causes et comme il est important pour le service du Roy aussi bien que de la dite ville, d'entretenir les dits habitants dans cette inclination noble et naturelle qu'ilz ont pour les armes, puisque c'est par leur valeur que la dite ville s'est toujours signalée pour le service de S. M. dans toutes les rencontres des guerres civiles et estrangères, que les Anglais, anciens ennemis de la couronne, en ont esté chassés et que cette ville a sy dignement mérité tous les beaux privilèges, dont nos Roys l'ont honorée, que



« les récompenses et l'émulation sont les plus forts  
 « attrais qui portent naturellement les hommes aux  
 « plus belles actions de la vie ; il vous plaise ordon-  
 « ner qu'il sera donné à celui qui abattra le papeguay  
 « de l'arquebuse la somme de 500 livres pour et au  
 « lieu des droits attribués par les dits privilèges, si  
 « mieux n'aimez le laisser jouir des dits droits en  
 « essence » (16 mai 1678) ; — copie de la délibération  
 « des gouverneur et échevins arrestant, vu la sus dite  
 requête que pour l'année dernière (1677), il sera payé  
 à ceux qui abattent les papeguais : pour celui de l'ar-  
 quebuse 80 livres, et ceux de l'arbalète et de l'arc  
 chacun 20 livres, et qu'à l'avenir pour et au lieu des  
 droits d'exemption attribués par les dits privilèges,  
 en outre les 7 livres 10 sols, 100 sols et 50 sols portés  
 par les états de recette et dépenses des octrois, il  
 sera donné : à qui abattra le papeguay de l'arquebuse  
 160 livres, et à ceux de l'arbalète et de l'arc 20 livres  
 chacun comme dessus » (19 mai 1678) ; — copie de l'or-  
 donnance de paiement des dites sommes, signée de  
 M. Méliand, sieur de Bréviande, Intendant de la Géné-  
 ralité de Caen (19 mai 1678).

C. 2097. (Liasse.) — 4 pièces, papier.

**1687-1746.** — « Copies des statuts, règlements et  
 ordonnances faits et arrestez d'un commun consente-  
 ment par les bourgeois et habitants de la ville et fau-  
 bourgs de Caen, en tant que de ceux qui composent la  
 compagnie des papegaults de l'arquebuse, arc et  
 arbalaistre, suivant qu'il leur est permis par les anciens  
 privilèges à eux octroyez par les Rois de France,  
 pr[ese]nt[e]z à messire Jean Anthoine de Franquetot,  
 seigneur, comte de Coigny, colonel du régiment royal  
 étranger de cavalerie, gouverneur des ville et  
 chateau de Caen et bailli du dit lieu, inspecteur  
 général de la cavalerie de France et brigadier des  
 armées du Roy et à Messieurs les Maire, eschevins de  
 la ditte ville pour estre observez et gardez selon leur  
 forme et teneur, du consentement de Messieurs les  
 gens du Roy pour la police, conduite et conservation  
 de la dicte compagnie, ainsy qu'il en soit. » Suivent  
 27 articles, dont le dernier est ainsi conçu : « Tous  
 lesquels articles si dessus au nombre de vingt-sept, le  
 présent compris, seront mis et redigez par escrit dans  
 un placard, tableau ou affiche attaché dans le dit  
 pavillon ou corps de garde, lieu ordinaire où l'on tire,  
 arquebuziers et autres de la ditte compagnie, tirant  
 aux papegaux de l'arc et arbalestre, observez selon  
 leur forme et teneur, sur les peines portées par icelles,

qui ont esté ainsy faites et arrestez et dont lecture en  
 a esté donnée à la ditte compagnie estant assemblée  
 en général, suivant le baon, fait le jour d'hier par les  
 tambours de la ditte compagnie et affichée aux carre-  
 fours et lieux publics de cette ville et fauxbourgs en la  
 place, des jeux de papegaux de l'arc et arbalaistre,  
 proche la porte neuve des grands prez de cette ditte  
 ville, présence de Messieurs Gaspard Deaumesnil,  
 capitaine lieutenant de la ditte compagnie, Charles  
 Lefebure, enseigne et des autres officiers et ont tous les  
 sousignés, [tant] pour et au nom de ceux qui sont  
 absents et enrollez dans les roolles qui composent la  
 ditte compagnie, que pour ceux qui en seront cy après,  
 juré les garder inviolablement, ce mercredy vingt  
 neufvième jour de juillet seize cents quatre vingt sept »,  
 signé : Daumesnil, capitaine lieutenant ; suivent les  
 signatures au nombre de 85, puis le visa, signé le  
 4 avril 1691 « Le comte de Coigny », puis le visa des  
 gouverneurs, échevins et procureur du Roi de la ville  
 et communauté de Caen, qui ajoutent : « auxquelles  
 « nous n'avons rien trouvé que de très utile et avanta-  
 « geux pour le bien, avancement et progrès des dits  
 « bourgeois au fait des armes et soubaitons qu'ils con-  
 « tinuent leurs exercices portées par les dits statuts,  
 « ordonnances et règlement en foi de quoy nous [avons]  
 signé », fait à l'hostel commun de la ville de Caen, le  
 lundy vingt troisième jour d'avril seize cent quatre  
 vingt unze, ont signé : Bresolles, De Clinchamp,  
 Rouxelin, Laigle, Gouville, de Pontoger, Dumontier,  
 Viel. — Les statuts de 1746 contiennent trois articles de  
 plus que ceux de 1687-1691.

C. 2098. (Liasse.) — 10 pièces, papier, et 1 parchemin.

**1690.** — Papegay de Caen. — Copies : de la requête  
 adressée par Gaspard Daumesnil, capitaine de la com-  
 pagnie du Papegay, à messire de Franquetot, comte de  
 Coigny, maréchal de Caen des armées de S. M., colonel  
 du régiment royal étranger, gouverneur des ville et  
 château de Caen et bailli du dit lieu et aux maire et  
 échevins de la dite ville, remontrant qu'en consé-  
 quence des délibérations du dit Hôtel commun il avait  
 plu au Roi d'accorder aux R. R. P. P. Jésuites un lieu,  
 où d'ancienneté on tiroit les papeguais, il demande la  
 place, où autrefois était le Mail, appelée les Fossés-St-  
 Julien, depuis la porte de Bayeux jusqu'à la grosse  
 tour des Cordeliers, pour y faire construire maison,  
 butte et autres commodités pour le dit exercice (9 août  
 1690) ; — du consentement du comte de Coigny à la  
 construction d'un maison pour tirer le papegai dans le

lieu désigné dans la susdite requête, à charge de faire construire un mur et une terrasse assez haute pour couvrir la porte du faubourg St-Julien et en cas qu'il fût nécessaire pour le service du Roi, ils seront obligés d'ôter la dite maison; et pour faciliter l'entrée dans le fossé, il leur sera permis de faire une ouverture au « ravelin » proche le second pont-levis de la porte de Bayeux, ouverture qui sera fermée d'une porte ou barrière (9 août); — de l'acquiescement des échevins au dit établissement sans préjudice du pâturage du fossé qui sera « banny à la manière accoutumée » (août 1690); — de l'extrait du registre de la compagnie des Papeguais, relative à la reddition des comptes de Nicolas Fouet, ci-devant receveur de la dite compagnie ce qu'il a fait, mais sur la demande qui lui a été faite de rendre et remettre tous papiers, lettres patentes et autres titres concernant les privilèges de la compagnie, aux fins d'être mis dans un coffre conformément aux dits statuts, le dit Fouet s'y refusant, la compagnie lui déclare se pourvoir devant le gouverneur des ville et château de Caen (18 mai 1691); — de la délibération sur la requête de François Hébert, hoissier ordinaire en l'hôtel commun et commissaire de police, à l'effet d'être reçu pour exercer les fonctions d'enseigne de la compagnie des enfants et bourgeois tirant aux jeux des Papeguais, charge dont l'avait pourvu le marquis de Coigny, gouverneur des ville et château de Caen (28 mars 1709); — sentence du lieutenant criminel au Bailliage et siège présidial de Caen au profit de Robert Le Cambée, marchand estamier, demandeur contre Léon Le Baron « pour excès, outrages à lui » « commis avec blasphèmes à coups d'épée, lorsqu'il » « estoit à tirer au Papegay de l'arc » (27 juin 1710); — signification de la dite sentence (5 juillet 1710); — information faite au Bailliage de Caen à la requête du sieur de Gouville, sieur de Pontoger, lieutenant colonel du régiment et capitaine des arquebusiers, pour insultes à lui proférées par les sieurs Sorel, lieutenant, Caultet, Regnault et autres arquebusiers (12 juillet 1713); — copie de la délibération de la requête adressée au marquis de Coigny, gouverneur et grand bailli, et aux échevins de la ville par Antoine Jullien, seigneur et patron de Goupillière et St-Hilaire, capitaine des arquebusiers, et Félix Sorel, son lieutenant, tendante à ce qu'il leur soit permis de faire clore le fossé de St-Julien, du côté de l'église, depuis son entrée jusqu'à la terrasse qui joint la tour de Silly ou des Cordeliers, pour y continuer l'exercice des armes aux jeux de papeguais, et de faire construire et placer la porte d'entrée de leur jeu sur le talus en droiture des fossés

au lieu et place de la porte du ravelin, à charge par eux de faire paver le devant de leur dite porte et d'entretenir à leurs frais le dit ravelin, ce qui leur a été accordé (2 janvier 1730); — copie d'extrait du registre de la compagnie des arquebusiers, relative à la réunion dans la chapelle des R. P. Cordeliers, de MM. Jullien, seigneur de Goupillière, capitaine; de Sorel, lieutenant, et de douze députés, choisis par la compagnie, pour délibérer sur deux requêtes : la première, en date du 8 mai 1690, à M. de Franquetot, comte de Coigny, portant concession des fossés pour l'exercice de leur jeu; la deuxième, du 2 janvier 1730, à M. le marquis de Coigny et aux échevins de la ville, pour changer la porte d'entrée de leur jeu, « les sus- » « dits ayant mûrement réfléchi et considéré les avan- » « tages que la dite compagnie en retirera dans la suite, » « pour à quoy parvenir, vu qu'il est absolument néces- » « saire d'avoir des fonds, les dits députés faisant pour » « le général de la compagnie, autorisent sans aucune » « réserve les dits capitaine et lieutenants et quatre » « d'entre les députés à emprunter tels deniers néces- » « saires à l'exécution des choses cy-dessus; — pro- » « mettant avoir pour agréable tout ce que les sieurs de » « Goupillière, Sorel et les quatre députés feront, de le » « ratifier et nommément de les décharger en tout de la » « soumission par eux prise cy-devant les maire et éche- » « vins » (9 février 1730); — procès-verbal de la réunion de la compagnie des arquebusiers aux fins de nommer douze d'entre eux pour, avec leurs officiers, agir au nom d'icelle dans tous les cas nécessaires (30 mai 1730); — requête adressée à Mgr le comte de Coigny, lieutenant-général des armées du Roi, colonel général des dragons de France, gouverneur des ville et château de Caen et grand Bailli du dit lieu, par Antoine Jullien, seigneur de Goupillière et de St-Hilaire, capitaine, Félix Sorel, son lieutenant, les quatre sergents et autres officiers et députés de la compagnie des arquebusiers, tendante à être autorisés, pour payer les intérêts de 75 livres par an, et peu à peu le capital de l'emprunt de 1,500 livres, à modifier leurs statuts approuvés en 1691 par feu Mgr le comte de Coigny, et pour ce, à ce qu'il plaise à son petit-fils « d'ordonner » « que du nombre des 27 articles composant leurs statuts » « il y en aura 13 de réformés, en augmentant les sommes, » « enjeux et amendes portées par iceux, savoir que : » « sur l'article 3, tous ceux qui actuellement composent » « la dite compagnie seront tenus, pour s'y maintenir » « et conserver leur rang de payer par augmentation, » « avant le 1<sup>er</sup> avril 1733, aux mains du receveur de la » « compagnie une somme de 8 livres en sus des 40 sols

« que chacun a dû payer sans distinction, lors de  
 « son entrée dans la compagnie, et à l'avenir nul ne  
 « pourra s'y faire enroller qu'en payant 10 livres; que  
 « sur l'article 9, les 5 sols d'amende pour désobey-  
 « sance seront augmentés à 20 sols et le sol d'enjeu  
 « à 2 sols; que sur les autres articles, l'augmentation  
 « de moitié aura lieu sur les amendes et enjeux; —  
 « que sur l'article 22, les amendes ne pourront être  
 « moindres que de 30 sols, sauf aux capitaine, lieu-  
 « tenant et députés à les augmenter suivant l'exigence  
 « du cas »; — approbation de la dite requête par le  
 marquis de Coigny, en date du 26 juillet 1731; —  
 ordonnance approbative des maire et échevins en  
 date du 1<sup>er</sup> octobre 1731; — ordonnance définitive  
 du marquis de Mathan, pour l'exécution des dits  
 articles et leur publication (8 février 1732); — copie  
 de la délibération de la compagnie des arquebusiers  
 en présence de M. de Mathan, lieutenant du Roi,  
 pour arrêter que chaque arquebusier payera la somme  
 de 8 livres, savoir : 40 sols par chacun an depuis le  
 premier dimanche de mai « jusqu'à ce que l'oiseau soit  
 « déclaré entièrement aux abois et ce pendant quatre  
 « années » (3 mai 1732); — de la délibération de la  
 compagnie réunie au lieu où se fait l'exercice pour  
 procéder à la bannie et adjudication du pâturage des  
 fossés à elle appartenant, depuis la porte d'entrée,  
 appelée vulgairement « le ravelin », jusques et y compris  
 la terrasse au pied du mur contre lequel on tire le dit  
 oiseau : l'adjudication a été faite à la somme de 80  
 livres au sieur Salle pour l'espace de 9 années (14  
 juin 1732).

C. 2099. (Liasse.) — 35 pièces, 2 parchemins, 1 imprimé,  
 33, papier.

**1733-1737.** — Papegay de Caen. — « Inventaire des  
 pièces écrites et réponses des parties présentées à  
 Mgr Aubery, marquis de Vastan, Intendant de la Géné-  
 ralité de Caen, par J.-B. du Clos Le Battard, marchand  
 et receveur-contrôleur de la compagnie des papegais  
 de la dite ville, contre les anciens et députés de la dite  
 compagnie, en présence de MM. de Goupillière de St-  
 Hilaire et Sorel, capitaine et lieutenant d'icelle, aux  
 fins d'obtenir les conclusions prises au procès qui sont  
 de faire annuler par le Roi et son Conseil la sentence  
 du Bailliage de Caen, du 31 juillet 1733, et l'arrêt de  
 la cour du Parlement de Rouen, du 20 août, obtenu par  
 les soi-disant anciens et députés de la compagnie, qui  
 seront condamnés solidairement au moins en 1,000  
 livres d'intérêts; et que, pour la réparation qui lui est  
 due, l'arrêt et jugement rendu par Sa Majesté sera lu,

publié et affiché partout où le dit sieur Le Battard  
 jugera à propos, s'aidant pour cet effet des moyens  
 qu'il a déduits ès pièces ci-après; ces pièces sont  
 réparties en deux liasses, dont la 1<sup>re</sup> comprend 26 pièces,  
 analysées sommairement dans le dit inventaire : sen-  
 tence et copie de la sentence, rendue par le lieutenant  
 général de Caen, le 31 juillet 1733, « condamnant le  
 « sieur Le Battard à délivrer aux douze anciens un  
 « extrait en forme de certificat, passé par la compagnie  
 « au mois de mai, qui a nommé des députés pour exami-  
 « ner et faire rendre les comptes des trois livres qu'il a  
 « reçues de chaque arquebusier et des cinq livres de ceux  
 « qui se sont fait enroller, pour estre l'argent déposé dans  
 « le coffre de la compagnie, et deffenses à luy faites de  
 « se dessaisir des deniers dont il est saisi, sans le con-  
 « sentement des dits douze anciens; le dit Battard con-  
 « damné aux dépens envers toutes les parties, et, faute  
 « par luy d'y satisfaire dans 8 jours de la signification,  
 « permis le contraindre en ses biens jusques à une  
 « somme de cent livres signifiée à la requête de Guillaume  
 « Bellamy, l'un des dits douze anciens »; — requête pré-  
 sentée à Mgr le maréchal de Coigny ou à MM. de  
 Mathan ou de Villette, lieutenant du Roi et major de  
 la ville et château de Caen, le 6 août 1733, par Le  
 Battard, sieur du Clos, receveur-contrôleur de la com-  
 pagnie des Papeguais, tendante à faire assigner tant les  
 dits douze anciens au domicile du dit Bellamy, que les  
 députés au domicile du sieur Halley, « pour voir dire  
 « et juger que la sentence par eux obtenue sera cassée  
 « et annullée comme de juge incompetent et qu'ils  
 « seront condamnés à l'amende pour la contravention  
 « par eux commise aux statuts et règlement de la dite  
 « compagnie »; — arrêt de la cour du Parlement de Rouen  
 du 20 août, cassant l'ordonnance du sieur Villette,  
 major, et ordonnant que la sentence du Bailli de Caen,  
 du 31 juillet, sera exécutée selon sa forme et teneur; —  
 arrêt de saisie des biens meubles du dit receveur à la  
 réquisition des douze anciens (du 2 septembre); —  
 réponse du 5 septembre de la part du receveur à la  
 signification de l'arrêt du Parlement de Rouen, exécutoire  
 et saisie de ses biens, « obeyssant de payer en ar-  
 « gent comptant et découvert le contenu de l'exécutoire,  
 « dont il luy a esté signifié coppie »; — signification  
 faite de la part des anciens, du 7 septembre, « faisant  
 « refus de l'obéyssance du dit receveur, disant que s'il ne  
 « satisfait pas au jugé de la sentence du 31 juillet, ils  
 « entendent la mettre à exécution par la vendue de ses  
 « biens; qu'ils feront proclamer les biens saisis pour être  
 « vendus jusqu'à la somme de 100 livres pour l'assujettir  
 « à rendre les dits comptes »; — requête du dit receveur



à l'Intendant de la Généralité de Caen, du 19 septembre, disant qu'il ne doit rendre compte de sa fonction de receveur qu'après trois ans, expirés du jour de sa réception, aux termes de l'article 3 de leurs statuts, etc., que les anciens l'ont attaqué devant un juge incompetent, « étant militaire ; que de tous temps leurs affaires ont été décidées au gouvernement de la ville et château de Caen, par Mgr le maréchal de Coigny ou le lieutenant du Roy, ou le major...., il fait connaître la nullité et irrégularité de la sentence qu'ils ont obtenue au Bailliage, tant en la forme qu'au fond, ses conclusions étant à ce qu'il plaise à Mgr l'Intendant le recevoir partie intervenante en la dite instance, aux fins de voir juger que les sentences obtenues et diligences faites par les dits anciens et députés seront déclarées nulles comme de juge incompetent, rigoureuses et tortionnaires, qu'ils seront condamnés solidairement au moins à dix mille livres d'intérêts, et que pour la réparation qui lui est due, le jugement sera lu, publié et affiché partout où il appartiendra avec dépens » ; — requête adressée au Roi et à nos seigneurs du Conseil le 4 janvier 1734, de la part des anciens, mentionnant « le certificat du 9 février 1730, en vertu des ordres des sieurs capitaine et lieutenant, par lequel ils font assembler les quatre sergents et les douze députés dans le chapitre des R. P. Cordeliers, pour délibérer sur les affaires tendantes au bien et utilité de la dite compagnie, et notamment sur deux requêtes » : — la 1<sup>re</sup>, du 9 avril 1691, présentée à Mgr de Franquetot, comte de Coigny, portant « concession des fossés pour y faire construire mur, terrasse et maison, pour l'exercice actuel de leur jeu, y joint le consentement et ratification des maire et eschevins, en date du 8 mai 1691 » ; — la 2<sup>e</sup>, présentée le 14 mai 1729, au marquis de Coigny et aux maire et échevins, pour clore et fermer les dits fossés et changer la porte d'entrée de leur jeu, « d'où s'est ensuivy ladite permission sans aucune restriction, les sus dites requêtes et concessions prises en délibération entre les sieurs officiers et députés de la dite compagnie, vu qu'il est absolument nécessaire d'avoir des fonds, les dits sieurs députés ont autorisé sans aucune réserve M. de Goupillière, capitaine, et Sorel, lieutenant, et quatre des députés, d'emprunter les deniers nécessaires à l'exécution des choses entreprises, ce qui est ratifié par autre certificat du 30 mai 1731 ; la dite requête fut présentée au comte de Coigny, en 1730, pour faire réformer 13 articles des statuts, mais cette ordonnance a été réformée par un autre règlement de Mgr de Coigny, du 1<sup>er</sup> avril 1733, qui établit qu'il nesera exigé que 3 livres au lieu de

« 8 livres en sus de 40 sols que chacun a dû payer à l'entrée dans la dite compagnie ; l'article 13 de l'ancien règlement ayant été augmenté de moitié par le règlement du 26 juillet 1731, il a été ordonné par le présent qu'il demeurera à 5 sols ; ensuite est l'ordonnance que les statuts de 1687, homologués en 1691, et celle du 26 juillet 1731, seront exécutés selon leur forme et teneur » ; — la 26<sup>e</sup> et dernière pièce est une requête adressée à l'Intendant de la Généralité par le sieur Le Battard, receveur, le 23 septembre 1737, disant « que le Roi, par son arrêté du 30 novembre 1733, ayant évoqué à soy et à son Conseil les contestations entre les arquebusiers, ayant choisi le dit Intendant pour dresser procès-verbal des dires et raisons des parties, pour qu'il puisse l'envoyer à son Conseil avec son avis, pour y être statué avec deffense de se pourvoir ailleurs que par devant Mgr l'Intendant, à peine de nullité de procédure et de 1,000 livres d'amende et de tous dépens, dommages et intérêts. »

C. 2100. (Liasse.) — 19 pièces, 2 imprimés, papier.

**1725-1738.** — Papegay de Caen. — Requêtes et copies d'extraits des registres de la compagnie des arquebusiers, formant la 2<sup>e</sup> liasse du dossier Le Battard, receveur-contrôleur de la compagnie des Papegais de la ville de Caen ; — copies : de l'ordonnance de M. de Mathan, lieutenant du Roi des ville et château de Caen, du 21 août 1725, pour rayer Pierre Robillard sur les registres et rôles de la compagnie ; — du certificat du 22 mai 1729, attestant que la compagnie, assemblée dans le jeu où se fait l'exercice des armes, nomme 12 députés pour, avec les officiers, agir au nom d'icelle dans tous les cas nécessaires pour le bien et conservation de la compagnie ; — du certificat du 21 septembre pour délibérer entre MM. les officiers et les 12 députés à faire chanter un *Te Deum* au sujet de la naissance de Mgr le Dauphin ; — du certificat du 13 décembre 1729, passé au couvent des R. P. Cordeliers, pour la construction d'un pavillon en pierre de taille, au lieu où se fait l'exercice des armes ; — du certificat du 9 février 1730, passé au dit couvent des R. P. Cordeliers, pour l'emprunt à contracter par les sieurs de Saint-Hilaire, Goupillière et Sorel ainsi que par les 12 députés de la compagnie, tous et tels deniers nécessaires pour l'exécution de la dite construction ; — de la délibération faite par MM. les officiers, 12 des anciens bourgeois de la compagnie, qui étaient, ce jour-là, sous le drapeau dans le lieu de leurs exercices, le 15 mai 1731, pour le changement des officiers ; ont été nommés

pour : receveur J.-B. du Clos Le Battard ; greffier, M. Jamard ; sergents : D'Olbecq, Pierre Levillain, Jacques Vaudion et Philippe du Clos Le Battard ; — du compte rendu du 7 juin 1731, de l'assemblée au couvent des R. P. Cordeliers, des officiers et des 12 anciens pour examiner le compte de la gestion triennale du sieur Salles, ci-devant receveur de la compagnie ; — du procès-verbal de l'assemblée des arquebusiers au château de Caen, le 3 mai 1732, pour faire payer à chaque arquebusier la somme de 8 livres, à raison de 40 sols par an pendant 4 années, à peine d'être rayé des rôles de la compagnie ; — de l'adjudication faite au sieur Salles, un des anciens, le 14 juin 1732, du pâturage du ravelin des fossés, où se font l'exercice des armes, pour le prix de 80 livres par an pendant 9 années ; — du certificat du 4 mai 1733, de l'assemblée, au château de la ville, des officiers et des anciens pour délibérer au sujet des pains bénits et bouquets que la compagnie présente le 1<sup>er</sup> jour de mai ; la compagnie décide « qu'à l'avenir les bouquets seront faits faire par « le receveur en charge aux frais de la dite compagnie, « et les petits pains, au nombre de 24, du poids d'une « livre chaque et amandés, seront faits, ainsy que le « grand pain bény du 1<sup>er</sup> dimanche de may, qui sera « de 15 douzaines, et les deux chanteaux seront de « chacun 4 livres, par Nicolas Feray et Pierre-Louis « Levillain, par eux accepté, pour le rendre au 1<sup>er</sup> jour « de may de l'année prochaine, et pour l'avenir sera « pris deux autres arquebusiers par ancienneté de « leur rang pour le faire chacun an suivant » (4 mai 1733) ; — de l'ordonnance du marquis de Mathan, du 17 mai 1733, sur l'article huit des statuts de la compagnie, au sujet du lieu où seront déposés le drapeau et le Papegay, au retour de l'exercice, vu que le capitaine n'est pas toujours sédentaire en la ville de Caen ; — du certificat passé dans le jeu où se fait l'exercice, la compagnie étant sous les armes le 26 juillet, du mémoire de la dépense faite par M. de Saint-Hilaire, capitaine, signé et visé du major, lequel fut présenté par M. Sorel, lieutenant, commandant la compagnie, aux députés, qui refusèrent de prendre le dit mémoire ; — du certificat du 27 juillet, passé dans le couvent des R. P. Cordeliers, où étant assemblés les officiers, les 12 députés et les 12 anciens qui avaient signé le certificat passé dans le jeu le 17 mai, suivant le refus par les députés du mémoire de l'emploi des deniers pour la réparation du jeu ; même refus de la part des députés et des anciens d'examiner le dit mémoire ; — de la défense faite par le major, le 2 août, de ne plus appeler aux jeux des Papegais 22 des députés

et anciens ; — de la requête diffamatoire du 2 septembre 1738, contre les sieurs capitaine, lieutenant et receveur de la compagnie, toute contraire aux statuts, règlements et usages de ladite compagnie ; — de la requête présentée à l'Intendant de la Généralité par le sieur Le Battard, receveur « laquelle justifie, tant par « elle-même que par les pièces jointes aux proceds, « que toutes les allégations et soutiens des prétendus « anciens et députés ne sont pas véritables » : il ajoute « ces deux liasses d'écritures sont produites pour justifier « aux prétendus anciens et députés qu'ils n'avoient au- « cune qualité d'intenter une action contre leur rece- « veur-contrôleur, et que le juge, devant lequel ils l'ont « intentée, est incompétent de connoître des affaires de « la ditte compagnie suivant les statuts, règlements et « usage d'icelle, depuis qu'elle s'est érigée des statuts « omologués suivant la volonté des Roys, par le sei- « gneur gouverneur de la ditte ville de Caen. »

C. 2101. (Liasse.) — 45 pièces, papier, 2 imprimés.

**1733.** — Papegay de Caen. — Mémoire adressé à M. Aubery, marquis de Vastan, Intendant de la Généralité, par Antoine-Julien de Goupillières et Saint-Hilaire, capitaine des arquebusiers, le 27 mars, exposant « que « la compagnie, ayant voulu faire construire une loge de « pierre à la place de celle de bois qu'elle avait dans les « fossés, où elle tire l'oyseau, et en outre faire accom- « moder lesdits fossez, fist assembler les douze anciens, « qui autorisèrent le dit capitaine et le sieur Sorel, lieute- « nant, à emprunter telle somme qu'ils jugeraient à pro- « pos pour la construction de ladite loge et fossez » ; pour cet effet, ils ont emprunté 1,500 livres, dont ils se sont constitués en 75 livres de rente ; le sieur Sorel, voulant recouvrer ses deniers, fit une requête que signa à contre-cœur ledit capitaine, se doutant bien des troubles qu'elle causerait, car elle demandait que chaque arquebusier payât 8 livres, avant de tirer sur l'oiseau, et que les nouveaux venus paient 10 livres ; sur les vives réclamations de la compagnie, le dit capitaine présenta une requête à Mgr de Coigny, pour annuler la première, ce à quoi le sieur Sorel s'opposa, et le dit capitaine le désintéressa par une indemnité et se porta garant avec les douze anciens de sa dette, néanmoins le dit Sorel jeta le trouble dans la compagnie ; — règlement de M. François de Franquetot, gouverneur des ville et souveraineté de Sedan, principauté de Carignan et des ville et château de Caen, grand Bailli de la dite ville, faisant droit sur les oppositions formées à son ordonnance du 26 juillet 1731, qui avait réformé 13 des 27 articles des anciens statuts de la dite compa-

gnie, et ordonnant qu'au lieu de 8 livres il ne sera payé que 3 livres, et que les arquebusiers malades ou empêchés de se trouver sous les armes en 1733, pour tirer leur premier coup, pourront faire payer les dites 3 livres aux mains du receveur etc. (1<sup>er</sup> avril); — procès-verbal de l'enregistrement du sus-dit règlement au greffe de l'hôtel commun de la ville, pour être exécuté selon sa forme et teneur (13 avril); — copie du procès-verbal du refus par les anciens de la compagnie, du mémoire de la dépense, faite au jeu de l'exercice du Papegay, en date du 25 juillet et visé par M. de Villette, major, commandant la place (26 juillet); — copie d'une lettre de M. de Saint-Hilaire, capitaine, recommandant à M. de Villette, major de la ville et château de Caen, « d'agir contre les turbulents et « d'envoyer quérir M. Sorel, son lieutenant, de pour « suivre vivement l'affaire », et ajoutant « qu'en mon « absence il agisse comme pour moy, lui donnant tout « pouvoir et de faire tout ce que vous jugerez à propos » (1<sup>er</sup> août); — lettre du sieur Sorel, lieutenant de la compagnie, à Mgr de Coigny, en lui envoyant « le procès-verbal des troubles et de la mutinerie des « séditions, qui entraînent de gré ou de force une « grande partie de la troupe; si vous ne prestez votre « autorité, Monseigneur, à les punir sévèrement ou « à les chasser de la compagnie, ce sera encore pis à « l'avenir; aujourd'hui qu'ils voient que cette affaire « va estre entre vos mains, ils veulent bien vous « connoître comme chef, en qualité de Baillif, mais ils « ne prétendent pas que MM. les Lieutenants du Roy « et major ayent rien à leur ordonner, disant que « vostre lieutenant-général au Bailliage doit seul com- « mander en votre absence, ces gens-là ne distinguent « pas que le lieutenant-général est juge des causes « civiles et que les commandants de votre gouverne- « ment, en votre absence, ont de tous temps réglé « l'art militaire, ainsy que les désordres qui s'y « passent, ce qui n'a jamais souffert de difficulté; tout « ce qu'ils font, c'est par un esprit de chicane et de « mutinerie et parce qu'on a eu trop de condescen- « dance pour eux, de façon qu'ils croient estre abso- « lument les maîtres » (4 août); — lettre du major de Villette, envoyant à l'Intendant de la Généralité un mémoire, avec copie d'un arrêt du Parlement qui confirme la sentence du lieutenant général, et sollicitant une surséance du conseil qui suspende la saisie prononcée contre le sieur Le Battard, receveur de la compagnie (26 août); — mémoire en forme de supplique adressée à l'Intendant de la Généralité par le sieur de Goupillières, capitaine, et Félix Sorel, lieutenant de

la compagnie des Papegais, concernant les troubles dont l'Intendant est chargé de connaître par le Conseil du Roi, « pour l'instruire de la mauvaise chicane que « font les prétendus anciens et députés de la dite com- « pagnie contre le sieur Du Clos Le Battard, receveur « d'icelle » (12 septembre); — mémoire en forme de supplique des sieurs de Goupillières, capitaine, et Sorel, lieutenant de la compagnie des Papegais, à l'Intendant de la Généralité, pour combattre les arguments du mémoire adressé au dit Intendant par les anciens et députés de la dite compagnie (27 septembre.)

C. 2102. (Liasse.) — 44 pièces, papier, 7 imprimés.

**1734-1786.** — Papegay de Caen. — Mémoire en forme de requête adressée « au Roy et à nos seigneurs « du Conseil par la compagnie des Papeguays de « Caen, tant les 12 anciens, les 12 députés que les « autres arquebusiers, remontrant très-humblement à « S. M. que les habitants de la même ville avoient si « bien servi dans les guerres, que les Roys leur avoient « accordé le droit de faire entr'eux une compagnie, les « Papeguays, tant pour divertir la jeunesse de l'oisiveté « et des débauches que de l'exciter et la former dans « l'art militaire, afin de s'en servir en temps de guerre « et nécessité, principalement parce que la ville de « Caen est limitrophe et frontière, servante de boule- « vard à la Normandie, à laquelle ils accordèrent plu- « sieurs privilèges; Henri II, d'heureuse mémoire, « leur en fit expédier des lettres patentes de aoust 1557, « vérifiées à la Cour des aydes, le 10 mars 1558. Cette « compagnie a si bien servi dans toutes les guerres et « dans tous les temps, ayant toujours été sur les côtes « aux premières allarmes, que les roys, successeurs « de Henry II, ont tous confirmé ses privilèges... et « que l'exécution de ces privilèges et des statuts de la « compagnie est adressée à M. le Bailly de Caen ou à « son lieutenant général, lesquels sont nommez et éta- « blis juges naturels des contestations. L'émulation s'est « trouvée si grande dans cette compagnie qu'elle est « présentement composée de plus de 400 hommes des « mieux disciplinez et prêts à la première allarme. » La compagnie, après avoir exposé ses griefs à l'endroit de ses capitaine, lieutenant et receveur, ses trois chefs principaux, conclut : « à ce qu'il plaise à S. M. recevoir « la présente, et y faisant droit sur le 1<sup>er</sup> chef, or- « donner que les dits sieurs de St-Hilaire, Sorel et Le « Battard rendront compte des deniers, qu'ils ont reçus, « pour être employés à rembourser les 75 livres de « rente (intérêts des 1,500 livres empruntées par les



« capitaine et lieutenant) et que le dit Le Battard, « receveur, délivrera un extrait en forme de certificat » (aux députés de leur acte de députation, pour les mettre en état d'agir); — « sur le 2<sup>e</sup> chef, maintenir « le Bailly de Caen ou son lieutenant général dans le « droit et possession de connoître de tous les différents « mûs dans la dite compagnie, à l'exclusion de tous « autres juges, et réprimer le sieur Sorel ainsi que « S. M. le trouvera convenable; pour être fait droit sur « le 3<sup>e</sup> chef, renvoyer les parties devant le sus dit Bailly « ou son lieutenant général, pour être pourvu sur « l'omologation de jugement rendu par le sieur Lutu- « mière, sergent, et les 12 anciens, et condamner les « sieurs de St-Hilaire, Sorel et Le Battard solidairement « en 10,000 livres d'intérêts et aux dépens » (4 janvier 1734); — déclaration du sieur François de Gouville, sieur de Pontoger, lieutenant colonel du régiment de Mont, ancien capitaine des papeguais, attestant que le sieur Sorel, maître potier d'étain, lieutenant de la dite compagnie, avait été condamné à lui faire amende honorable devant la compagnie réunie sous les armes au château, pour les insultes et injures qu'il lui avait proférées, en lui demandant pardon, et qu'ayant plus tard récidivé ses injures et insultes, il avait été chassé de la compagnie, où il ne rentra que sous le successeur du dit capitaine (20 février 1734); — déclaration du sieur de Goupillière sieur de St-Hilaire, capitaine des papeguais et arquebusiers de Caen, se désintéressant de toutes poursuites et débats, attendu qu'ayant rendu son compte, « il est juste, écrit-il, que les autres comp- « tables rendent les leurs; quant à tout ce qui s'est « pu passer dans le jeu de la compagnie le 2 août « 1733, cela ne le regarde ni de près ni de loin, puis- « qu'il n'y estoit pas et que cela regarde uniquement « le sieur Sorel, qui commandoit à sa place et que s'il « a porté quelques plaintes, sous prétexte de muti- « neries, ce n'étoit que dans le dessein de pacifier sur « sur le champ des esprits; » — ces deux dernières pièces sont jointes à la nouvelle requête de la compa- gnie pour prouver au Roi « que le sieur Sorel est d'un « caractère inquiet et turbulent et que ç'a esté devant « le lieutenant général du bailli et non devant les offi- « ciers du chasteau, que les capitaine et autres ont « porté leurs plaintes contre le sieur Sorel, *preuve dé- « monstrative* que c'est le lieutenant général qui est « juge naturel des contestations de la compagnie » (24 mars 1734); — supplique des anciens de la compa- gnie à M. Amelot de Chaillou, secrétaire d'État « pour « obtenir par ses lumières et son équité dans le tribunal « suprême, le rétablissement de l'ordre et des exercices

« de leur compagnie interrompue depuis 1733, pourquoy « ils le supplient de se faire rendre compte de cette af- « faire par M. l'Intendant »; et lettre du ministre à l'In- tendant, pour qu'il donne son avis (21 août 1737); — mémoire en forme de supplique adressée « au Roy et « à nos seigneurs de son Conseil, par Antoine Julien, « seigneur et patron de Goupillières et Saint-Hyllaire, « capitaine, et Felix Sorel, lieutenant des arquebusiers « de Caen, suppliant S. M. de terminer les troubles que « quelques particuliers (dont les uns sont sans nom, les « autres étrangers, et quelques-uns presque inconnus), « ont semés et qu'ils entretiennent depuis quelques an- « nées »; les dits suppliants rappellent les tentatives inutiles de conciliation tentées par MM. de Coigny, grand-Bailli, et de Vastan, Intendant de la Généralité, et exposent de nouveau les faits et l'état de la dite compagnie. Ils réfutent les arguments de la requête des anciens de la compagnie en date du 4 janvier 1734, et veulent établir que l'exercice de la compagnie étant « un art militaire, la connaissance de toutes ses affaires « est adressée à un juge militaire, puisque la charte de « Henry II est adressée au Bailly de Caen, et que par « l'article 263 de l'ordonnance de Blois, le *Bailly* doit « estre un homme de guerre et qui ait servy en qualité « de capitaine, lieutenant ou guidon des gendarmes... » la compagnie l'a toujours reconnu pour son juge, moins comme *Bailly* que comme gouverneur, puisque le 1<sup>er</sup> titre est à présent sans « aucune fonction »; et préten- dant établir « la possession constante au gouvernement de connoître des affaires de la compagnie, » ils con- cluent: « ce considéré, il plaise à V. M. conserver le « gouverneur et autres officiers du gouvernement des « ville et château au droit et en possession de connoître « et juger toutes les affaires particulières de la compa- « gnie, ordonner que les dits comptes seront readus con- « formément à l'article 3 des statuts de 1691, et pour la « révolte des dits particuliers et leur rébellion les con- « damner à telles peines, amendes et intérêts qu'il plaira « à V. M. de prononcer » (23 octobre 1737); — mémoire en forme de requête adressée par « les arquebusiers « des Papeguays au Roy et à nos seigneurs de son Con- « seil, remontrant à S. M. que le principe des troubles « dont cette compagnie a été agitée et qui ont inter- « rompu ses exercices depuis l'année 1733, est le refus « opiniâtre de ses officiers, les sieurs de Saint-Hilaire, « capitaine, Sorel, lieutenant et Le Battard, receveur, « de rendre compte des sommes considérables qu'ils « ont touchées, tant des fonds ordinaires de la compa- « gnie que des impositions extraordinaires qui ont été « faites sur elle, même des emprunts faits en son nom;

« la sagesse des Roys prédécesseurs de V. M. a soumis  
 « les suppliants au Bailly de Caen et à son lieutenant  
 « général, parce qu'ils ne composent qu'une compagnie  
 « bourgeoise, dont les exercices n'ont aucun rapport  
 « actuel à l'état militaire, ils respectent toute autre  
 « autorité, dès qu'elle est émanée de V. M., mais ils  
 « n'ont pas cru être obligés d'y déférer, lorsqu'elle a  
 « été employée contre les privilèges, dont ils jouissent  
 « de l'agrément de V. M...; à ces causes, Sire, plaise à  
 « V. M. et à nos seigneurs de son Conseil, donner acte  
 « aux suppliants de ce que, pour réponse aux requêtes  
 « des dits trois officiers, du 23 septembre 1737, ils em-  
 « ploient le contenu en la présente requête; ce faisant,  
 « sans s'arrêter à tout ce qui a été dit et écrit de la  
 « part des dits sieurs de Saint-Hilaire, Sorel et Le  
 « Battard, adjuger aux supplians les conclusions par  
 « eux prises... » (2 septembre 1738); — délibération  
 de la compagnie des arquebusiers, par laquelle elle  
 accepte le désistement du sieur de Saint-Hilaire, capi-  
 taine, et arrête qu'il sera dénoncé aux sieurs Sorel  
 et Le Battard (20 septembre 1738); — requête de la  
 compagnie au Roi pour lui notifier le désaveu et  
 désistement du sieur de Saint-Hilaire déclarant, par  
 un acte signé de lui, et signifié le 19 septembre, que  
 « le silence qu'il avait gardé étoit un désaveu et un  
 « abandonnement de sa part, et qu'il n'étoit plus partie  
 « au procès »; ils joignent à leur requête trente pièces  
 et copies de pièces du litige, et concluent à ce que : « à  
 « ces causes, plaise à V. M. et à nos seigneurs de son  
 « Conseil, donner acte aux suppliants du désaveu fait  
 « par leur capitaine, dont le nom sera tiré des qualités  
 « de l'instance, et adjuger aux suppliants les conclusions  
 « prises contre les sieurs Sorel et Le Battard avec  
 « dommages, intérêts et dépens » (3 octobre 1738).

C. 2103. (Liasse.) — 20 pièces papier, 2 imprimés.

**1739-1786.** — Papegay de Caen. — Mémoire en  
 forme de requête adressée à M. Aubery, marquis de  
 Vastan, Intendant et Commissaire départi en la Géné-  
 ralité de Caen, par J.-B. Le Battard, marchand et  
 receveur-contrôleur de la compagnie des arquebusiers  
 de Caen, rappelant le véritable point de la contestation  
 et les principes sur lesquels on peut s'appuyer pour  
 la régler : « dans le fait, il s'agit d'un compte que les  
 « prétendus anciens et députés prétendent être en droit  
 « d'exiger du receveur avant l'expiration des trois années  
 « de sa gestion » (26 janvier 1739); — supplicque du sieur  
 Félix Sorel, lieutenant de la compagnie des arquebu-  
 siers, à M. le marquis de Vastan, lui « remontant qu'il

« lui a été signifié, le 28 janvier, copie d'une requête  
 « adressée au dit Intendant par M. de Goupillières, capi-  
 « laine, et par plusieurs arquebusiers, tendante à obliger  
 « le dit suppliant à mettre dans trois jours au secrétariat  
 « de l'Intendant, les papiers concernant la dite compa-  
 « gnie, mais il n'est pas possible, Monseigneur, écrit-il,  
 « que le suppliant puisse y satisfaire, attendu que les  
 « papiers sont actuellement entre les mains d'un avocat  
 « du Parlement de Rouen », ce pourquoi il demande un  
 délai de trois semaines (3 février 1739); — mémoire pré-  
 senté par le sieur Sorel, lieutenant de la compagnie,  
 donnant des explications sur la conduite qu'il a tenue  
 aux assemblées, en réfutant les calomnies qui lui sont  
 imputées; il cite à l'appui de ses soutiens la charte et  
 titres qui l'autorisent à faire respecter les articles du  
 règlement et à exercer les fonctions, dont il est chargé  
 par suite de son élection, il conclut ainsi : « Le public  
 « est en état de juger présentement si le sieur Sorel  
 « devoit s'opposer à l'entreprise des turbulens, aidé  
 « des sages conseils du sieur de Saint-Hilaire, excité  
 « par son devoir et ses propres sentiments, il agissoit  
 « avec une espèce de sécurité; cependant, c'est le  
 « sieur de Saint-Hilaire lui-même qui est aujourd'hui  
 « sa partie;... que les députés triomphent tant qu'ils  
 « voudront de sa conversion, et du nombre des pro-  
 « sélytes qu'ils ont engagés dans leur parti, on per-  
 « sistera toujours à soutenir : 1° qu'ils sont mal fondés  
 « à demander un compte en règle à leur supérieur,  
 « après les mesures qui ont été prises; 2° que quand  
 « on supposeroit avec eux la nécessité de ce compte,  
 « le lieutenant général du Bailliage ne seroit pas com-  
 « pétent d'en connoître, mais seulement M. le Gou-  
 « verneur ou les officiers qui le représentent; 3° que le  
 « jugement burlesque qu'ils ont rendu, sans aucune  
 « formalité, est nul et contraire au bon ordre.... On  
 « finira par une sentence qui renferme en peu de  
 « mots tout ce qu'on auroit pu ajouter sur cette ma-  
 « tière.... *Falsò et insidiosè libertatis nomen rapitur ab*  
 « *eis qui privatim degeneres in publicum exitiosi, nihil*  
 « *spei nisi per discordias habent, itaque hi statim ut sedi-*  
 « *tionis authores tollendi* »; et le sieur Sorel persiste  
 aux conclusions de sa requête du 23 septembre 1737  
 (16 février 1739); — requête des sergents et bourgeois  
 arquebusiers suppliant M. de Vastan d'informer S. M.  
 « qu'ils n'ont jamais donné adjonction aux démarches et  
 « procédures des soy disants anciens et députés » (16 fé-  
 vrier); — lettre autographe de M. le maréchal de  
 Coigny, mandant à l'Intendant « que l'on n'attend que  
 « son avis pour décider l'affaire des arquebusiers de  
 « Caen, et le priant de faire attention que les discussion



« et contestations qui peuvent arriver dans ces sortes  
 « de compagnies doivent toujours estre réglées par les  
 « *gouverneurs*, et en leur absence par les lieutenants du  
 « Roy et autres officiers militaires, dans la ville où elles  
 « sont établies, et que cela s'est toujours passé de  
 « cette façon à Caen...; pour empêcher de pareilles  
 « aventures dans la suite, les querelles et les tra-  
 « casseries qui ne sont que trop communes parmi les  
 « arquebusiers, on feroit très-bien de casser et d'abolir  
 « la compagnie, d'autant qu'elle couste cent écus par  
 « an à la ville et qu'on n'en retire aucune utilité; —  
 « en tout cas je me flatte, Monsieur, que vous ne ren-  
 « verrez cette affaire et celles qui pourroient survenir  
 « que devant M. de Mathan, qui doit, en mon absence,  
 « connoître de la police de la compagnie des arquebu-  
 « siers, comme gens portant armes » (16 février); —  
 minute autographe de la réponse de M. de Vastan,  
 disant : « Il est vrai que la compagnie des arquebusiers  
 « se donne de grands mouvements pour faire juger les  
 « dites affaires, ils l'ont tellement embrouillée que ce  
 « ne sera pas un petit ouvrage de mettre le Conseil en  
 « estat de régler toutes leurs contestations, et mesme  
 « de prévenir de semblables discussions pour l'avenir,  
 « en cas qu'on croye devoir la laisser subsister... Je  
 « feray de mon mieux, Mgr, quand j'aurai défriché  
 « toutes ces procédures pour conserver les *droits* du  
 « gouvernement, de l'autorité duquel il me paroist  
 « qu'une compagnie, quoyque bourgeoise et non érigée  
 « en corps militaire, ayant néanmoins le droit de port  
 « et maniement des armes, ne peut jamais se prétendre  
 « absolument indépendante » (22 février); — requête  
 adressée à M. de Vastan « par les capitaine et compa-  
 « gnie des arquebusiers tirant au jeu du Papeguay dans  
 « le fossé, qui est le long du rempart de la ville, pa-  
 « roisse St-Julien », le suppliant de décharger la dite  
 compagnie du droit de confirmation et de la faire rayer  
 du rôle (27 juillet); — réponse, au bas de la susdite re-  
 quête, faite par les députés pour la confection du rôle  
 de confirmation, qui affirment que les susdits sup-  
 pliants sont dans le cas de devoir le droit de confirma-  
 tion, comme possesseurs et détenteurs des places, qui  
 ont servi aux murs, fossés, remparts et fortifications de  
 la ville, et, comme tels, ont été compris dans les rôles  
 arrêtés en conséquence de l'arrêt du 26 juin 1736, et  
 imposés conformément au toisé qui a été fait du ter-  
 rain, ce pourquoi ils doivent être déboutés de leur re-  
 quête, et partant condamnés au paiement de la somme  
 de 140 livres, à laquelle ils se trouvent compris à l'ar-  
 ticle 265 du rôle du 10 mars 1737, plus 3 livres pour  
 les frais (6 novembre); — arrêté de l'Intendant qui

déboute les arquebusiers des fins et conclusions de leur  
 requête; — signification par huissier du dit arrêt au  
 sieur Le Battard, receveur de la dite compagnie (dé-  
 cembre 1739); — supplique adressée à l'Intendant par  
 M. de Saint-Hilaire, pour qu'il lui plaise d'accorder au  
 dit suppliant acte de ce qu'il prend fait et cause du  
 sieur Michel de La Cour-Drieu, débouter le sieur Du  
 Clos Le Battard de son opposition à la saisie de ses  
 biens requise par le sieur Lamy, chargé de la récollec-  
 tion du droit de confirmation pour le paiement des  
 140 livres, somme à laquelle la compagnie a été taxée  
 et condamner le sieur Le Battard en 300 livres d'in-  
 térêts d'indue vexation, applicable aux affaires de la  
 compagnie et à tous les dépens (1<sup>er</sup> janvier 1740); —  
 quittance de la somme de 140 livres du droit de confir-  
 mation donnée au sieur Le Battard (9 janvier 1740); —  
 supplique adressée à M. Amelot de Chaillou, ministre  
 d'État et des affaires étrangères, par la communauté  
 des Papegais et arquebusiers de Caen, lui remontrant  
 « qu'elle est poursuivie pour le droit de confirmation de  
 « ses privilèges, dont elle ne jouit point depuis 8 ans,  
 « par suite du procès pendant au conseil, et le supplie de  
 « se faire remettre le procès principal par le sieur de La  
 « Briffe, pour recevoir sa décision dernière, par laquelle  
 « ils espèrent rentrer dans la possession de leurs privi-  
 « lèges, par le moyen desquels ils seront en état de payer  
 « au Roy leur droit de confirmation » (6 août 1741); —  
 lettre de M. Amelot, renvoyant toutes les pièces à l'In-  
 tendant pour avoir son avis sur le tout (9 août); —  
 nouvel envoi de la requête du 6 août à M. Amelot (13  
 août); — lettre de M. Amelot demandant l'avis de l'In-  
 tendant (29 octobre 1741); — copie d'une quittance  
 donnée à M. de Saint-Hilaire, par le directeur du droit  
 de confirmation de la Généralité de Caen, pour le  
 compte de la compagnie des arquebusiers de Caen,  
 d'une somme de 333 livres, savoir : 300 livres en prin-  
 cipal, somme à laquelle ils ont été modérés par déci-  
 sion du conseil du 20 octobre 1741 sur le rôle du 23  
 mai, 30 livres pour les 2 sols pour livre et 3 livres pour  
 les frais de la quittance de finances (28 juin 1742); —  
 copie du mémoire présenté au comte de Vergennes, mi-  
 nistre des affaires étrangères, par les officiers et arque-  
 busiers de la compagnie royale de l'Arquebuse de la  
 ville de Caen, lui représentant le désir qu'ils ont de  
 pouvoir être utiles à l'État et à leurs concitoyens, en  
 contribuant par leur vigilance, leur activité et le ser-  
 vice qu'ils sollicitent de faire au maintien de la police  
 et sûreté de la ville, en étant chargés du gué gratuite-  
 ment; — liste des arquebusiers reçus depuis le 27  
 janvier jusqu'au 12 février 1785; — bannière et adjudi-



« cation à l'hôtel commun de ville au plus offrant et  
« dernier enchérisseur, pour le temps de six années,  
« d'une portion de terrain proche la porte neuve où  
« se tient le papegué, à charge par l'adjudicataire de  
« souffrir les ébats du papegué, s'il est nécessaire »  
(1<sup>er</sup> septembre 1786).

C. 2104. (Liasse). — 25 pièces papier et 1 parchemin.

**1504-1790.** — Francs-Brements. — « Vidimus des  
« lettres-patentes des privilèges des franz brementz  
« de la ville de Caen, données à Rouen, par le Roy  
« Louis XII<sup>e</sup>, le xi février M<sup>re</sup> III »; le dit vidimus  
est daté de Caen 13 janvier 1505. Ces francs-brements,  
d'abord au nombre de 15 et plus tard de 17 hommes,  
étaient employés à l'artillerie, devaient faire le service  
du canon au château et charger et décharger toutes  
les munitions de guerre, canons et boulets, le tout  
gratuitement, ainsi « que faire le guet et garde, tenir  
« feu à leurs despens devant le lieu où descendoient le  
« Roy et tous autres de son sang et lignage » en la  
ville de Caen, moyennant quoi les dits francs-brements  
avaient le droit exclusif de charger et décharger  
toutes marchandises des navires et jouissaient de cer-  
tains privilèges (1504-1505); — correspondance entre  
MM. Chauvelin, garde des sceaux; Amelot et de Mont-  
barey, ministres; Thieulin, colonel directeur de l'ar-  
tillerie à Caen; Aubery de Vastan et Esmangart,  
Intendants de la Généralité, et Gohier de Jumilly,  
subdélégué à Caen, relative : au mémoire présenté  
par les francs-brements de Caen demandant la confir-  
mation de leurs privilèges, dont ils joignent une copie.  
M. Chauvelin prie l'Intendant « de les examiner, de  
« prendre les éclaircissements nécessaires sur l'utilité  
« de leurs fonctions et sur la possession, dans laquelle  
« ils peuvent être, de jouir des droits et exemptions qui  
« leur ont été accordés et de lui envoyer son avis »  
(10 août 1736); — à la réponse de M. Gohier de Ju-  
milly, disant : « J'ai fait venir chez moi les francs-  
« brements et leur ai demandé de me faire voir toutes  
« les chartes, en vertu desquelles ils prétendoient avoir  
« un aussi grand nombre de privilèges; ils m'ont fait  
« réponse qu'ils ne les avoient point et qu'elles étoient  
« à Paris, ils ne se sont pas mis en fait de les faire  
« venir.... Voici les privilèges qu'ils possèdent depuis  
« longtemps : ils élisent et choisissent d'autres francs-  
« brements, quand quelques-uns viennent à mourir,  
« et ce jusqu'au nombre de 15 seulement; ils font  
« seuls, à l'exclusion de tous autres, le service de  
« l'artillerie du château de Caen, sans pouvoir exiger

« aucuns salaires. C'est sans doute à cause de ce  
« service que l'exemption du logement des gens de  
« guerre, du guet et de la garde, leur a été accordée;  
« ils en sont en possession, ils sont encore en posses-  
« sion, à l'exclusion de tous autres, de charger et dé-  
« charger toutes les marchandises qui se chargent et  
« se déchargent sur le quay de cette ville; ils n'ont  
« pour ce travail que 3 sols par tonneau, ce qui n'est pas  
« une rétribution trop forte; tous les autres droits qu'ils  
« ont voulu s'arroger, à l'exception de ceux ci-dessus  
« mentionnés, leur ont toujours été contredits.... »  
(18 juin 1737); — à la requête présentée à l'Intendant,  
le 26 octobre 1738, par les francs-brements, tendante  
à obtenir du Roi la confirmation de leurs privilèges,  
observant qu'il y a plus de vingt ans qu'ils en ont formé  
la demande (12 mars 1739); — à la lettre de l'Inten-  
dant, écrivant à M. Amelot : « Les francs-brements de  
« la ville et faubourgs de Caen (ce sont gens de  
« peine qui sont établis, depuis plusieurs siècles, au  
« nombre de 15, pour charger et décharger les mar-  
« chandises sur le quay) demandent, par la requête  
« ci-jointe, la confirmation des anciennes franchises et  
« privilèges, qui leur ont été accordés par des lettres  
« patentes des rois Charles VIII, Louis XII, Fran-  
« çois 1<sup>er</sup>, Henry II, Charles IX et Henry III, en con-  
« sidération et pour leur tenir lieu de salaire des  
« services exprimés dans ces lettres-patentes. Les prin-  
« cipaux de ces privilèges, comme l'exemption de  
« tailles, d'aydes et de tous autres impôts et subsides  
« ordinaires, ont été abolis, et ils ne sont plus ac-  
« tuellement que de ceux ci après.... » L'Intendant  
copie les renseignements qui lui ont été remis par  
M. Gohier de Jumilly, et contenus dans la lettre de  
ce dernier du 18 juin 1737; — aux nouveaux rensei-  
gnements demandés par M. Amelot, qui écrit : « J'ai  
« reçu les éclaircissements que vous m'avez envoyés,  
« concernant les francs-brements de la ville de Caen;  
« il paroît que leurs fonctions, de même que leurs  
« privilèges, étaient autrefois plus étendus; on ne  
« voit pas bien que le peu, qu'il leur reste de ces fonc-  
« tions, soit d'une assez grande utilité pour exiger  
« qu'on leur accorde des lettres-patentes dans les  
« circonstances qu'ils n'en ont point obtenues depuis  
« le règne de Henry III; cependant, vous aurés,  
« s'il vous plaît, agréable de vérifier si l'usage où  
« ils sont de charger et décharger toutes les mar-  
« chandises sur le quay, à l'exclusion de tous autres,  
« est un avantage pour eux ou pour le public, soit par  
« rapport aux salaires que vous m'avez déjà marqué ne  
« vous pas paroître trop forts, soit par rapport à la li-

« berté des marchands, qui est gênée par ce privilège  
 « des francs-brements pour le choix des hommes de  
 « peine » (28 mars 1739) ; — au certificat des marchands négociants de la ville de Caen, contenant :  
 « que les francs-brements de la ville et fauxbourgs ne  
 « se sont jamais ingérés et n'ont jamais prétendu  
 « s'ingérer de décharger aucunes marchandises qui  
 « viennent dans la ville de Caen, qu'ils se sont res-  
 « treints à charger et décharger les marchandises qui  
 « vont et viennent par la mer, à l'exception du sel  
 « seulement, du charbon de terre et du bled en vrac,  
 « et qu'ils ne prennent que 3 sols 6 deniers par chaque  
 « tonneau de marchandises, et à proportion, et nous  
 « ont toujours servy très fidèlement, étant toujours été  
 « prêts à embarquer et débarquer nos marchandises,  
 « sitost qu'ils en ont été requis, et ils ont toujours re-  
 « connu qu'ils sont responsables des marchandises qui  
 « peuvent tomber dans la rivière... et même ils les ont  
 « payées sur le champ à leur vraie valeur, lorsque le  
 « cas est arrivé... (4 juin 1739), signé : J. Leroy,  
 « Samuel de Précourt, D. Le Bas, Tournière, J. Est. de  
 « La Vauterie Dan, J. Lecerf, Prempain, Le Gaigneur,  
 « Lefauconnier, etc. » (5 juin 1739) ; — à la lettre de  
 M. de La Maillardière se plaignant à M. d'Argenson de  
 la prétention des officiers municipaux, d'assujétir au  
 logement des gens de guerre les 6 canonniers et 7  
 francs-brements, attachés au service de l'artillerie de la  
 ville (15 octobre 1751) ; — à la déclaration des francs-  
 brements portant « qu'ils n'ont jamais prétendu déchar-  
 « ger aucunes marchandises dans la ville de Caen, et que  
 « leur prétention n'a été que de charger et décharger, à  
 « l'exclusion de tous autres, les marchandises qui s'em-  
 « barquent et débarquent sur la rivière, conformément  
 « aux privilèges qui leur ont été accordés par les Rois, et  
 « qu'ils n'ont jamais été en possession de décharger les  
 « sels, charbons de terre et le bled en vrac » ; — à la pro-  
 position faite par M. Thieulin au ministre de la guerre,  
 de nommer Pierre Langlois, canonnier bourgeois des-  
 tiné au service de l'artillerie de Caen, dénommé sous  
 le nom de franc-brement, « comme je trouve, » écrit-  
 il, que « dans ces places, il y a de l'abus et qu'elle se  
 « donne au premier venu, pourvu que l'on donne de  
 « l'argent, celui que je vous propose mérite bien que  
 « vous vouliez bien vous y intéresser, en lui accordant  
 « une de ces places par supplément, il y avait, il y  
 « a un mois, trois de ces places vacantes, qu'ils se sont  
 « empressés de nommer, crainte que celui pour lequel  
 « je demande cette place en obtienne une gratis, et  
 « qu'il n'a pas le moyen de payer » (29 mai 1779) ; —  
 à l'envoi par M. de Montbarey à l'Intendant de la de-

mande ci-dessus, en lui faisant observer que le but  
 de M. Thieulin est « d'avoir au moins un canonier, en  
 « état d'y être employé utilement au service de l'ar-  
 « tillerie, ce qu'on ne peut attendre des autres, qui  
 « n'étant agréés qu'après avoir fourni la taxe fixée par  
 « la communauté elle-même, ont été pris sans choix,  
 « n'ont aucune capacité et sont presque nuls pour l'ob-  
 « jet auquel ils sont destinés ; avant de prendre un  
 « parti sur la demande... Je vous prie de vouloir bien  
 « me faire part de ce que vous pensez... et me procurer  
 « des éclaircissements sur l'origine et l'existence de la  
 « compagnie dont il s'agit... » (11 juin 1779) ; — à la  
 requête présentée à l'Intendant par les francs-brements,  
 chargeurs et déchargeurs des navires qui viennent au  
 port de la ville de Caen et canonniers au château de la  
 dite ville, exposant : 1° « que cette compagnie dès son  
 « origine a été créée au nombre de 15, avec l'exemption  
 « de tous impôts et subsides quelconques à cause de ce  
 « service, qu'ils sont obligés de rendre gratuitement au  
 « Roi, qui, en considération de ces mêmes services leur a  
 « donné le privilège exclusif de charger et décharger les  
 « navires du port et rivières de la ville, et le droit d'élire  
 « un autre sujet au lieu et place de celui d'entre eux qui  
 « décéderoit, suivant qu'il paroist par les chartes et lettres-  
 « patentes de 1486, 1504, 1529, 1547, 1561, 1567 et 1576...  
 « 2° le Roi par son édit de 1745 acréé 2 places dans cette  
 « compagnie, ce qui l'a portée à 17, on a même forcé  
 « cette compagnie à acheter ces 2 places, qui à cet effet  
 « s'est constituée en 50 livres de rente par an, pour faire  
 « cet achat ; 3° on fait payer à cette compagnie le 20° de  
 « leur travail montant à 10 livres 10 sols ; 4° si on ad-  
 « mettoit tout le monde à la charge et décharge des na-  
 « vires, au préjudice de cette compagnie qui en a le droit  
 « exclusif pour récompense de leur service gratuit, il se  
 « trouveroit que cette compagnie qui charge et décharge  
 « sur les navires, les poudres, boulets, canons et autres  
 « ustensiles de guerre sans aucun salaire du Roi, seroit  
 « privée de toute récompense et ce seroit au contraire le  
 « public qui en profiteroit... ; 5° si tout le monde étoit ad-  
 « mis à la charge et décharge des navires, il en résulte-  
 « roit de très-grands inconvénients pour les marchands,  
 « chacun voulant débarquer et embarquer à son gré » (22  
 mars 1779) ; — à l'ordonnance de l'Intendant, disant :  
 « que les dits francs-brements continueront d'être régis  
 « et gouvernés, comme par le passé, en corps de com-  
 « munauté, qui demeurera fixé, conformément à l'édit  
 « de 1747 au nombre de 17, lesquels seront maintenus  
 « dans leur droit d'élire les sujets remplaçant ceux qui  
 « décéderont, ainsi que dans le privilège de charger et  
 « décharger les marchandises à bord des navires qui

« viennent ou partent des ports, quais et rivières de la  
 « ville de Caen, moyennant les rétributions et les prix  
 « fixés dans le tarif, arrêté le 18 juillet 1773, par les  
 « juges de l'Amirauté de la dite ville, et sous la condi-  
 « tion expresse et l'obligation spéciale de servir gratui-  
 « tement Sa Majesté, pour l'embarquement et débar-  
 « quement de son artillerie, des canons et autres  
 « attirails et ustensiles de guerre, suivant le vœu de  
 « leur institution primitive, les maintenant dans la  
 « possession et jouissance des autres privilèges,  
 « exemptions et prérogatives, en tout ce qui ne pourra  
 « préjudicier au bien du service de S. M., prescrivant  
 « l'inscription de la présente ordonnance sur les re-  
 « gistres de l'Hôtel-de-ville de Caen, à l'effet d'y avoir  
 « recours au besoin » (22 octobre 1779); — aux  
 observations des maire et échevins de la ville de Caen,  
 contre l'ordonnance, déclarant les francs-brements  
 exempts de corvées personnelles et du logement de  
 gens de guerres, si ce n'est en cas de foule, les échevins  
 rappellent : 1<sup>o</sup> « que, dès leur création, les francs-  
 « brements prétendoient être exempts des droits d'entrée  
 « pour toutes leurs consommations et que le corps de  
 « ville obtint une décision du conseil, en date du 3 janvier  
 « 1563, qui les débouta de leur demande »; 2<sup>o</sup> « que les  
 « Intendants de la Généralité leur ont toujours refusé  
 « l'exemption du logement de gens de guerres, les éche-  
 « vins disoient, pour déterminer ces décisions, qu'il étoit  
 « constant que les francs-brements étoient obligés de  
 « débarquer gratis toutes les munitions de guerre venant  
 « au quai de cette ville, mais on faisoit valoir contr'eux  
 « la concession du privilège exclusif de l'embarquement  
 « et débarquement de toutes les marchandises; on disoit  
 « encore que du nombre de 17, il y en avoit au plus 3 ou  
 « 4 qui travaillent par eux-mêmes, que les autres, dont  
 « partie font commerce à boutique ouverte, donnent leurs  
 « places à ferme à des gens de peine, qui leur en payent  
 « 30 à 60 livres par an, avec en outre la soumission de les  
 « remplacer dans les opérations regardant le service du  
 « Roy, contre la défense par l'arrêt du Parlement du 30  
 « août 1631; ce bénéfice joint à celui de la finance  
 « qu'ils reçoivent de l'office de celui qui vient à mourir et  
 « qu'ils partagent entr'eux a engagé des bourgeois de la  
 « 1<sup>re</sup> classe à se munir de ces places, pour joindre aux  
 « sus dites immunités, l'exemption de logement et autres,  
 « au préjudice des pauvres, aussi les échevins sup-  
 « plient-ils l'Intendant d'ordonner qu'à l'avenir, ceux  
 « qui remplaceront les titulaires actuels ne jouiront de  
 « la dite exemption, qu'autant qu'ils rempliront eux-  
 « mêmes leurs fonctions sur le quai, sans pouvoir se  
 « faire remplacer, faute de quoi, ils en seront déchus,

« ces sortes de places ne devant appartenir qu'à des  
 « gens de peine (8 janvier 1780); » — au mémoire du  
 directeur de la régie des vivres sur la requête présentée  
 par les francs-brements, prétendant aux privilèges de  
 charger et décharger les munitions de bouche pour les  
 troupes, étant obligés de servir gratuitement dans l'ar-  
 tillerie, de tirer le canon au château, et de charger et  
 décharger les canons et boulets et les charger sur les  
 charrettes, ce qui arrive fréquemment à cause de la  
 guerre (14 et 20 mars 1780); — aux réflexions de  
 M. Guiard, au sujet de l'ordonnance rendue par l'Inten-  
 dant en faveur des francs-brements à la sollicitation de  
 M. le comte de Blangy, et qui n'a pas été enregistrée à  
 l'Hôtel-de-Ville, parce que les maire et échevins ont pré-  
 tendu qu'elle avait été surprise à la religion de M. l'In-  
 tendant, et obtenue sous un faux exposé; il ajoute :  
 « M. le comte de Blangy met le plus tendre intérêt à  
 « cette affaire, M. Guiard perdra ses bonnes grâces si  
 « ses chers francs-brements ne sont pas conservés dans  
 « le maintien de leurs privilèges. A décider » (14 juillet);  
 — au haut et en marge de cette note M. Esmangart  
 ajoute de sa propre main : « Les représentations de  
 « l'Hôtel-de-Ville me paroissent très-justes, je ne vois  
 « point de motifs d'accorder à ces francs-brements  
 « l'exemption du logement des gens de guerre, c'est  
 « beaucoup et peut-être beaucoup trop que de leur ac-  
 « corder le privilège de décharger les navires; si le port  
 « devient de quelque importance, il sera impossible de  
 « maintenir ce privilège » (17 juillet 1780); — au rap-  
 port du sieur J.-P. Bridet, marchand de St-Germain-de-  
 Crioult, développant les abus qui résultent de cet éta-  
 blissement, et concluant à sa suppression, envoyé au  
 département, pour avoir son avis, par le comité d'agri-  
 culture et du commerce (20 août 1790.)

C. 2105. (Liasse.) — 5 pièces papier.

1784. — Milice bourgeoise. — Objet général. — Cor-  
 respondance entre MM. le comte de Vergennes, mi-  
 nistre; de Feydeau, Intendant de la Généralité et les  
 officiers municipaux de : Avranches, Bayeux, Caen,  
 Carentan, Cherbourg, Coutances, Granville, Saint-Lô,  
 Mortain, Valognes et Vire, relative : à l'envoi d'un  
 projet d'ordonnance pour les troupes bourgeoises de la  
 province de Normandie, avec prière d'examiner si ce  
 règlement peut être appliqué, sans inconvénient, aux  
 différentes villes de la Généralité, et d'y joindre les ob-  
 servations, dont il pourrait paraître susceptible, M. de  
 Vergennes ajoute de sa main : « le plutôt que vous  
 « pourrés »; cette ordonnance comprend 37 articles



l'article 1<sup>er</sup> porte que : « les troupes bourgeoises seront composées d'un nombre de compagnies égal à celui des quartiers, dont elle porterait le nom » ; — art. 2<sup>e</sup> : chaque « compagnie sera de 30 hommes, choisis par les corps « de ville conjointement avec les officiers des états- « majors, parmi les habitants les mieux famés et qui « auront servi ; » — art. 6<sup>e</sup> : celles des villes de province qui ne sont pas divisées par quartier n'auront qu'une compagnie de 50 hommes ; — art. 7<sup>e</sup> : les officiers seront choisis par les corps de ville conjointement des officiers d'états-majors, S. M. se réservant de nommer elle-même les colonels, capitaines, commandants et majors d'après l'élection des officiers municipaux et états-majors, et sur la présentation du gouverneur de la province ; — art. 13 : les drapeaux des troupes bourgeoises seront blancs et porteront dans le milieu les armes de la ville et une fleur de lys aux quatre coins ; — art. 14 : les officiers et habitants choisiront leur uniforme, qu'ils feront approuver par le gouverneur de la province... , cet uniforme sera différent de ceux des troupes réglées ; — art. 28, 29, 30, relatifs aux incendies ; — art. 35 : « dès que les troupes bourgeoises seront sous les armes, elles reconnaîtront l'autorité du « commandant de place et des autres officiers de l'état- « major et elles seront sujettes à la justice militaire « pour tous les délits militaires, dans l'exécution des « ordres émanés du commandant, conformément à « l'article 2 du titre 30 de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> mars « 1768, concernant le service des places ; » — art. 36<sup>e</sup> : dans tous les autres cas les dits officiers et soldats des troupes bourgeoises, même étant de garde, seront justiciables des juges royaux ; — art. 37 et dernier : les commandants des places, dont la garde sera fixée aux troupes bourgeoises, demanderont aux commandants des dites troupes, « le nombre d'officiers et de fusiliers « dont ils auront besoin, mais ils ne pourront s'ingérer « dans le détail des habitants qui devront marcher ny « dans celui des exemptions prétendues, toutes les « difficultés à cet égard devant être portées à la déci- « sion des officiers municipaux, sous l'inspection et « autorité de l'Intendant de la Généralité » (18 juillet) ; — à la confection de neuf expéditions du dit projet, dont une sera adressée aux officiers municipaux de Caen et aux subdélégués de chaque Élection de la Généralité pour la communiquer aux officiers municipaux de leurs villes afin qu'ils inscrivent leurs observations en marge de chaque article (27 juillet).

C. 2106. (Liasse.) — 13 pièces papier.

**1783-1784.** — Milice bourgeoise. — Élection d'A-

vanches. — Correspondance entre MM. le maréchal duc d'Harcourt ; Esmangart et de Feydeau, Intendants de la Généralité ; Meslé, subdélégué, et les officiers municipaux d'Avranches, relative : à la lettre des échevins d'Avranches exposant à l'Intendant leurs vues sur le projet d'un règlement sur la milice bourgeoise de leur ville : « il ne tendra sans doute pas uniquement à faire « manœuvrer un peu moins mal une troupe bourgeoise « dans un jour de feux de joie, la sûreté publique sera « son but principal... nous craignons que les officiers « de votre milice ne tentent de se faire ranger dans la « classe des privilégiés, et que fiers de leur préemi- « nence ils ne veuillent être déclarés indépendants du « corps municipal ; notre ville est pauvre, elle est sur- « chargée d'impôts et de privilèges ; si, à l'éclat d'un « bel uniforme dont se pareront les officiers, on ajou- « toit l'avantage des privilèges, les autres bourgeois « seroient écrasés, la ville deviendrait déserte... ; il ne « seroit peut-être pas beaucoup moins dangereux de « rendre cette milice indépendante du corps municipal ; « — nous vous supplions d'unir, de concert avec M. le « maréchal d'Harcourt, par un lien à jamais durable, « cette milice et le corps municipal en attachant le « grade de Colonel-Commandant à la place de Maire, « et celui de lieutenant colonel à celle de 1<sup>er</sup> échevin ; « l'aménité que mettront toujours dans leurs manières « ces officiers dépositaires de la confiance de leurs con- « citoyens, loin de diminuer la régularité du service, « engagera à le faire mieux, leur exemple sera néces- « sairement suivi, et la vanité sera forcée de se cacher « pour ne laisser voir que l'amour de l'ordre et celui « du bien public » (23 mars 1783) ; — à la réponse de l'Intendant qui trouve fondées les observations des officiers municipaux sur le projet de règlement pour la milice bourgeoise de la ville ; il les engage à rédiger un mémoire particulier, dans lequel ils développeraient, avec leur esprit de modération, les inconvénients qu'ils paraissent craindre, et les rassure sur l'article des privilèges qui « sera nécessairement restraint dans les « bornes convenables ; vous n'auriez pas à redouter « qu'il y ait une extension abusive à ce sujet » (28 mars 1783) ; — au renvoi par le maréchal duc d'Harcourt à son fils François-Henri d'Harcourt, gouverneur de Normandie, du mémoire présenté par les officiers municipaux, observant qu'ils ne doivent pas s'attendre à ce qu'il soit procuré aux officiers des troupes bourgeoises les exemptions auxquelles ils demandent que leurs privilèges soient bornés (17 mai) ; — à la nouvelle supplique des échevins d'Avranches priant M. de Feydeau de Brou, d'achever « une bonne œuvre com-

« mencée par M. votre prédécesseur ; concertez-vous, « nous vous en supplions, avec M. le Maréchal pour la « formation d'un corps qui, bien dirigé, sera toujours « à portée de servir utilement la patrie. Le compte fidèle « que nous rendrons soigneusement à M. le Maréchal « et à vous de tout ce qui concerne cette milice, ne lui « permettra jamais de s'écarter de la pureté de son « institution » (20 décembre) ; — à la lettre de M. de Feydeau de Brou au duc d'Harcourt, le priant de bien accueillir la demande faite par les officiers municipaux d'un règlement pour la composition, la manutention et le service de la milice bourgeoise de la ville (29 janvier 1784) ; — à l'avis donné que le travail des officiers municipaux sur le projet d'ordonnance des milices bourgeoises est très bien fait, que cet établissement sera utile pour la police et la sûreté des villes, en cas d'incendies, tumultes et autres accidents (21 août 1784) ; — au mémoire historique sur la ville d'Avranches, rédigé par les officiers municipaux ; — aux observations mises en marge, en face de chaque article du projet d'ordonnances concernant les troupes bourgeoises de la province de Normandie ; art. 1<sup>er</sup> : la milice bourgeoise d'Avranches est composée de quatre compagnies, une par paroisse, dont la 1<sup>re</sup> s'appellerait compagnie de Notre-Dame-des-Champs, la 2<sup>e</sup> de Saint-Gervais, la 3<sup>e</sup> de Saint-Saturnin et la 4<sup>e</sup> Saint-Étienne-des-Ponts ; — art. 4<sup>e</sup> : les échevins proposent que l'office de colonel soit donné à M. Dumottet, lieutenant du Roi, chevalier de St-Louis et que les places de major et aide-major le soient au maire et au 1<sup>er</sup> échevin ; le corps municipal connaissant mieux que personne la ville et ses habitants est plus à portée pour donner avis sur tout ce qui s'y passe et pour réprimer beaucoup mieux les libertins, tapageurs et coureurs de nuit que les citations peu fréquentes d'un commissaire de police, qui, par prudence ou par peur, ne lutte pas ouvertement contre les abus, mieux aussi que la maréchaussée même, qui, trop peu nombreuse, ne peut se porter partout ; « il seroit à désirer pour le bien du service, ajoutent les échevins, qu'il « fût permis aux autres officiers municipaux de porter « l'uniforme des officiers de la milice bourgeoise, cet habit « rendroit plus circonspectes les troupes qui passent journellement par cette ville » ; — à l'art. 14<sup>e</sup> : les armes de la ville étant « *de France, au château d'argent, cotoyé à « ses créances de deux croissants adossés d'argent et sur- « montés d'un dauphin passant d'argent*, l'uniforme le « plus analogue à ces armes est un habit bleu, collet, « parements, revers, doublure et boutons blancs, veste et « culotte de pareille couleur, épaulettes d'argent ; pour « que cet uniforme ait plus de rapport avec le drapeau,

« il paroît à propos de mettre une fleur de lys dans la « partie supérieure du bouton et au-dessous les armes « de la ville ; » — à l'art. 28 : la ville « n'a que deux « pompes données par des bienfaiteurs, il lui seroit « besoin d'une 3<sup>e</sup> ; elle n'a ni sceaux, ni crocs ni « autres ustencilles nécessaires pour les incendies ; « elle va travailler à se procurer le tout, dans l'espoir « que la dépense lui sera allouée par Mgr l'Intendant » ; — à l'art. 33 : voulant que les officiers soient exempts du logement des gens de guerre, les échevins ajoutent : « il seroit à souhaiter que le privilège fût « restreint au seul logement effectif, sans pouvoir s'étendre à l'exemption du paiement des ustencilles ou « impositions accessoires et militaires » (21 août 1784) ; — à la lettre d'envoi à l'Intendant du susdit projet annoté les échevins ajoutent : « nous vous soumettons « ces observations que nous avons faites conjointement « avec M. Meslé votre subdélégué ; puisse leur justesse « égaler la pureté de nos intentions. »

C. 2107. (Liasse.) — 2 pièces, 1 cahier, 10 feuillets, papier.

**1784.** — Milice bourgeoise. — Élection de Bayeux. — Lettre de MM. Lalonde, maire, Caumont et Le Boucher 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> échevins, adressant à l'Intendant leurs observations sur le projet de règlement concernant les troupes bourgeoises de la ville ; les réponses en marge sont : à l'article 1<sup>er</sup>, « que la milice bourgeoise de Bayeux « fût formée en conséquence des édits de 1694 et « 1708 ; on établit dans cette ville 5 compagnies, le « nombre d'hommes qui composoient chaque compagnie n'étoit point déterminé, il étoit plus ou moins « grand suivant qu'il se trouvoit plus ou moins de personnes en état de porter les armes dans les paroisses « assignées pour former chaque compagnie ; il n'y a « jamais eu de règlement particulier ; comme les quartiers ne sont point déterminés d'une manière claire « et précise, il paraitroit avantageux à la ville de les « réduire à 4 ; dans chaque quartier on pourroit trouver « une compagnie de 30 hommes suivant le désir de « l'ordonnance ; — à l'art. 2 : qu'il seroit bon qu'il portât « qu'après que les hommes seront choisis, en cas de « refus de leur part de faire le service, ils pourroient y « être contraints suivant l'ordonnance ; — et à l'art. 3 : « qu'il seroit à propos pour la ville de réduire le « nombre des pompiers, maçons, charpentiers et couvreurs à 1 pompier, 1 maçon, 1 charpentier et 1 « couvreur par compagnie, attendu qu'il seroit difficile « de trouver dans l'espèce de ces ouvriers un plus « grand nombre de sujets en état de faire le service ; —

« à l'art. 28 : la ville est déjà pourvue de 2 petites  
« pompes, ses facultés ne lui permettant pas d'en avoir  
« un plus grand nombre; elle a fait l'acquisition de  
« sceaux, échelles, crocs, haches, scies et cordages  
« nécessaires dans les cas d'incendie » (17 août 1784).

C. 2108. (Liasse.) — 22 pièces, papier.

**1742-1789.** — Milice bourgeoise. — Élection de Caen. — Correspondance entre MM. D'Aguesseau, D'Argenson, de Saint-Florentin, de Vergennes, de La Tour Du Pin, ministres; de La Briffe, de Fontette, Esmangart, Intendants de la Généralité; le comte de Blangy, commandant de la milice bourgeoise à Caen et les officiers municipaux, relative : au mandement pour le remplacement du nombre des miliciens nécessaires pour remettre chacun des 3 bataillons de la Généralité de Caen au complet de 600 hommes, et particuliers aux paroisses de la ville, savoir : Sainte-Paix, Saint-Gilles et Couvrechef, Vaugueux, Saint-Julien, Vaucelles, Saint-Martin, Saint-Nicolas et La Maladrerie, devant y contribuer, en fournissant, en conformité de l'article VI de l'ordonnance du 23 janvier 1729, rendue pour le tirage des villes, pour leur quote-part le nombre de 6 miliciens (5 février 1742); — à l'envoi, pour renseignements, d'un mémoire anonyme contre la plus grande partie des principaux officiers du régiment de la milice bourgeoise de Caen, qu'on prétend être de la R. P. R. (25 mars 1746); — à l'envoi, par M. D'Argenson, d'un placet présenté au Roi au nom des habitants de Caen, à l'Intendant de la Généralité, le priant de vérifier si les dits officiers sont effectivement de la R. P. R. et peu affectionnés au service de S. M., et de le lui mander, en renvoyant le dit placet, qui est une dénonciation contre l'état-major de la milice, composé de MM. de Complaire, colonel, Du Mesnil-Morin, major, Lamy et Hamon capitaines, Du Bisson, de Cussy, Gauthier et de La Fosse-Chatry, lieutenants; « cette secte, « y est-il dit, étroitement liée de cœur et de sentiments « avec l'ennemy, voudroit le voir triompher et mur-  
« mure, en secret, du succès de vos armes; V. M.  
« sous la régence de S. A. R. Mgr le duc d'Orléans,  
« avoit bien prévu le danger de laisser à la teste d'un  
« régiment ces sortes de personnages, puisqu'elle  
« adressa un ordre au commissaire déparly, de leur en-  
« joindre de se défaire dans 6 mois de leur office; l'on  
« ignore la cause de l'inexécution d'un ordre si pru-  
« dent. Aujourd'hui la nécessité exige qu'il plaise à  
« V. M. donner un prompt remède à un mal si pres-  
« sant pour seconder le zelle inviolable d'estre sou-

« mis sujets de votre ville de Caen, qui ne respirent  
« que le triomphe des armes de leur bien-aimé Père et  
« Roy Louis quinze »; — au mémoire présenté par  
les officiers de la milice bourgeoise pour obtenir  
l'exemption des subsides des gens de guerre; « par édit  
« de mars 1694 il fut créé des offices de la milice bour-  
« geoise, dans toutes les villes du Royaume : celle de  
« Caen compte 9 compagnies pouvant monter de 3 à  
« 4,000 hommes; le colonel a payé pour son office de  
« 4 à 5,000 livres, le major de 3 à 4,000, les capitaines  
« de 2,500 livres et les lieutenants de 1,200 à 1,500  
« livres; ils ont joui des exemptions de ban, arrière-  
« ban, tutelle, curatelle, logement des gens de  
« guerre et de l'ustencile jusqu'en 1745, que les  
« maires, les échevins les imposèrent au rôle de  
« l'ustencile en argent... leur service est utile,  
« ils prirent les armes en 1726 pour appaiser la sé-  
« dition causée à Caen par la cherté des bleds...  
« ils demandent pour toute grâce à S. M. de les exempter  
« purement et simplement des subsides des gens de  
« guerre en la dite ville, de leur continuer leur exemp-  
« tion, ils n'ont point d'autres gages, d'autres fruits de  
« leur fonction et de leur service » (18 juillet 1751); — à  
la lettre de M. de Saint-Florentin, demandant à l'Inten-  
dant des renseignements sur la composition des compa-  
gnies des troupes bourgeoises de la ville de Caen, s'infor-  
mant combien il y a de compagnies, de soldats et d'offi-  
ciers, comment ils sont choisis ou élus, s'ils jouissent de  
privileges et qui a l'autorité sur ces compagnies (23 oc-  
tobre 1753); — à la réponse faite par les maire et éche-  
vins de Caen, MM. Tardif de Petiville, Pelfresne, Rous-  
selin, Le Courtois et Lair, à M. de Fontette, Intendant  
de la [Généralité : « Jusqu'en 1694, les officiers de la  
« milice bourgeoise étoient à la nomination des maire  
« et échevins, et alors le Roy érigea ces offices en titre  
« d'offices héréditaires, toujours possédés par des  
« bourgeois, la plupart de la R. P. R., ils jouissoient  
« des exemptions d'ustencile, logements de gens de  
« guerre, etc.; mais l'édit de 1715 ayant supprimé les  
« privilèges des offices, dont la finance étoit au-dessous  
« de 10,000 livres, ces officiers ne jouissent plus de  
« ces privilèges et en sont encore exclus par l'ordon-  
« nance du mois de juin 1750, avec d'autant plus de  
« raison, qu'il y en a une partie qui font commerce à  
« boutique ouverte; n'ayant aucun commandement sur  
« ces troupes, nous ne pouvons entrer dans le détail de  
« ces compagnies, il y en a neuf, composées d'un  
« colonel, de 8 capitaines, 8 lieutenants, 3 enseignes,  
« 1 major, 1 aide-major, non en titre. Les officiers  
« nomment les sergents, qui avertissent par ordre du



« commandant les bourgeois de prendre les armes, soit  
 « pour réjouissances publiques ou autrement » (3 novembre 1753); — à la lettre de l'Intendant, informant M. de Saint-Florentin des détails ci-dessus en les complétant: « chaque compagnie est de 40 hommes par quartier, les capitaines et lieutenants sont des bourgeois marchands, qui avoient acquis ces offices, pour se procurer des exemptions de logement des gens de guerre. La plupart sont devenus vacants et les autres le deviendront faute d'acquéreurs; toutes ces troupes sont commandées par le colonel qui reçoit ses ordres particuliers du gouverneur de la ville et château de Caen, ou du lieutenant du Roy, ou du major. Les officiers  
 « sans en excepter le colonel et la plupart des soldats  
 « sont protestants; enfin, ces troupes sont dans un tel  
 « désordre qu'il n'y a pas lieu d'y compter, au point  
 « que feu mon prédécesseur (M. de La Briffe) n'a pu  
 « y trouver un secours suffisant pour arrêter les tapages  
 « et les émotions des écoliers, et qu'il a été obligé de  
 « demander un bataillon pour la sûreté de la ville, et  
 « aujourd'hui il n'y a que 4 compagnies de dragons qui  
 « ne suffiroient pas, s'il arrivoit quelque émotion »; — à la réception d'un exemplaire du projet de règlement fait sous les yeux du maréchal d'Harcourt par le comte de Blangy, pour la milice bourgeoise de la ville (28 novembre 1779); — aux mémoires présentés par le sieur Coipel, fabricant de dentelles, à l'effet de justifier ses absences au service de la milice bourgeoise (15 décembre 1781); — à l'envoi des observations des officiers municipaux sur le projet de règlement, sur la composition de la milice bourgeoise (6 novembre 1784); — à l'équipement des fusiliers de la garde nationale de Caen (28 décembre 1789).

C. 2109. (Liasse.) — 2 pièces, 1 cahier, 12 feuillets, papier.

**1784.** — Milice bourgeoise. — Élection de Carentan. — Lettre des officiers municipaux renvoyant à l'Intendant, après l'avoir examiné avec son subdélégué de l'Élection, le projet d'ordonnance concernant les troupes bourgeoises de la province de Normandie: « La sagesse  
 « qui y préside, écrivent-ils, ne nous a permis aucunes  
 « autres réflexions que celles à la marge du projet;  
 « elles renferment ce qui peut nous intéresser en particulier, n'ayant rien autre chose de local à cet égard;  
 « à l'article 6, il est écrit: « Cet article convient particulièrement à notre ville, qui, composée d'une seule  
 « paroisse et de 348 maisons, annonce par là la faiblesse  
 « de sa population; cependant la ville de Carentan  
 « observera que, suivant l'article 32 ci-après, la milice

« bourgeoise étant assujettie à veiller aux convois en  
 « cas de séjour, ce service arrivera fréquemment à  
 « Carentan comme étant un lieu de passage; en conséquence, elle demanderoit qu'il plût à S. M., en créant  
 « une compagnie de milice de 50 hommes, que ce fût  
 « indépendamment des 4 pompiers, maçons, couvreurs  
 « et charpentiers, 2 tambours et 12 canonniers; qu'en  
 « effet il y a toujours eu une artillerie et des canonniers  
 « bourgeois pour tirer le canon, dans les cas de passage  
 « d'officiers généraux et de réjouissances et autres, qu'à  
 « ce moyen la ville désireroit que la compagnie fût  
 « portée à 80 hommes, outre le corps d'officiers »; — autre lettre de M. Lessay, commandant la place de Carentan, sur les avantages que l'on peut tirer du dit projet, surtout en cas d'incendie, « puisqu'il y aura des  
 « hommes exercés à ce service des pompes, difficulté  
 « qui seule avait empêché que l'on en eût icy »; il demande unchoix à faire dans la compagnie bourgeoise de 12 hommes propres à tirer le canon, afin de rendre les honneurs prescrits par l'ordonnance du Roy; il supplie l'Intendant de ne pas accorder aux maire et échevins que le drapeau de la ville soit déposé à l'hôtel-de-ville, puisqu'il est d'usage qu'il le soit chez le gouverneur ou le commandant de place; quant à la nomination des capitaines de la bourgeoisie, autres que ceux auxquels le Roy se réserve de donner des brevets, « ils  
 « ont, de tout tems, été nommés par le gouverneur de  
 « cette ville, et ce n'est que depuis l'extinction des  
 « Conseils Supérieurs et que les Parlements furent  
 « rétablis, que les villes voulant faire des réjouissances  
 « et, ne pouvant m'y trouver pour cause de maladie,  
 « les officiers de la ville exercèrent pour la 1<sup>re</sup> fois, le  
 « droit de nommer les dits officiers » (8 août 1784).

C. 2110. (Liasse.) — 1 pièce, 1 cahier in-f°, 12 feuillets, papier.

**1784.** — Milice bourgeoise. — Ville de Coutances. — Lettre et observations des officiers municipaux sur le projet d'ordonnance concernant les troupes bourgeoises de la Normandie; ils constatent, article 1<sup>er</sup>: « que le nombre des compagnies de la milice bourgeoise est égal à celui des quartiers, qui existent au  
 « nombre de six, chaque compagnie porte le nom de  
 « son quartier, et toutes ont leur lieu d'assemblée  
 « déterminé; — art. 2: qu'il seroit à propos de réduire  
 « chaque compagnie à 30 hommes et un tambour,  
 « moyennant quoi, elles ne seront composées que de  
 « bourgeois en état de porter les armes; ce tempé-  
 « rament parera à la confusion qui a régné jusqu'à ce  
 « jour, rapport à presque tous les habitants, qui pre-

« noient indistinctement les armes, ce qui portoit les  
 « compagnies à un nombre indéfini d'hommes bien ou  
 « mal faits, auxquels on ne pouvoit rien faire entendre ;  
 « — art. 3 : il seroit bien désirable qu'il existât des  
 « pompiers à Coutances, pour pouvoir en admettre deux  
 « dans chaque compagnie, mais il n'y a aucuns habi-  
 « tants qui entendent cette partie ; — art. 4 : la milice  
 « bourgeoise est commandée par un colonel, un major  
 « et un aide major, et chaque compagnie par un capi-  
 « taine et un lieutenant ; comme il y a deux drapeaux,  
 « il existe deux sous-lieutenants ; — art. 5 : l'usage a  
 « toujours été de choisir les colonels dans la classe des  
 « habitants les plus distingués, mais depuis un tems  
 « très-éloigné, l'on ne trouve que difficilement des  
 « sujets pour remplir ces places ; ceux qui, par état,  
 « sont faits pour les posséder, s'en prétendant exempts,  
 « les autres notables ne les acceptent qu'avec répu-  
 « gnance... il est bien intéressant pour la ville que  
 « tous les autres officiers soient pris parmy les privi-  
 « légiés, pour ne pas surcharger les contribuables, qui  
 « pour la plupart n'ont point de fortune et sont très-  
 « gênés par les impositions, la plus considérable partie  
 « de la ville étant habillée par une quantité d'ecclé-  
 « siastiques, de gentilshommes et de privilégiés de  
 « toute espèce ; — art. 7 : jusqu'à ce jour, il a toujours  
 « été d'usage de nommer tous les officiers de la milice  
 « bourgeoise dans une assemblée générale de la ville,  
 « composée des officiers municipaux et de notables,  
 « lesquels officiers ont presté serment devant les  
 « maire et échevins, et dans aucun cas les officiers  
 « majors de cette troupe n'ont participé en aucune  
 « manière aux élections ; — art. 11 : à Coutances, il  
 « n'a jamais existé aucun officier de milice bourgeoise  
 « breveté ; — art. 13 : il existoit autrefois 6 drapeaux,  
 « qui ont péri par vétusté, la ville étant hors d'état de  
 « pourvoir à leur remplacement, en l'année 1774, nous  
 « maire et échevins en fîmes faire à nos dépens deux  
 « neufs, l'un tout blanc, l'autre où il y a des bandes  
 « blanches et rouges, aux livrées de Mgr le duc  
 « d'Harcourt, gouverneur de la province et à celles de  
 « la ville ; ces drapeaux n'ont aucune empreinte de  
 « fleurs de lys, ni des armes de la ville ; comme le  
 « corps municipal, à défaut de gouverneur, représente  
 « le gouvernement, suivant l'édit de 1706, ces dra-  
 « peaux sont déposés à l'hôtel-de-ville, et lorsque la  
 « milice bourgeoise prend les armes, elle envoie un  
 « détachement composé de six hommes de chaque  
 « compagnie commandée par un capitaine et un lieu-  
 « tenant prendre les drapeaux à l'hôtel-de-ville, où le  
 « même détachement les rapporte avant que les com-

« pagnies rentrent dans leurs quartiers ; — art. 17 : cet  
 « article, conforme aux lois, ne peut regarder notre  
 « ville qui n'a aucunes fortifications et ne peut être as-  
 « sujettie au guet et garde, c'est bien pour cette raison  
 « qu'elle contribue à la formation des troupes provin-  
 « ciales ; — art. 26 : cet article est très-prudent, il met  
 « le colonel commandant et les maire et échevins à  
 « portée de pourvoir au complet des compagnies, mais  
 « il est contraire à l'article 19 de l'édit de 1706, en ce  
 « qui concerne la permission à la milice bourgeoise de  
 « s'assembler, attendu que, n'y ayant aucun comman-  
 « dant pour le Roi dans cette ville, c'est aux maire et  
 « échevins, en conformité de l'article cy-dessus cité,  
 « d'accorder cette permission ; — art. 28 : de tout  
 « temps l'on a désiré des pompes, seaux et autres  
 « ustensiles pour arrêter les incendies, mais malheu-  
 « reusement notre ville qui n'a aucuns biens ni revenus  
 « patrimoniaux, et qui est chargée de rentes et acca-  
 « blée d'impositions annuelles, ne peut se procurer  
 « ces avantages dont elle sera toujours privée, si le  
 « Gouvernement ne jette sur elle un oeil de bienfai-  
 « sance, en se portant à faire la dépense des pompes et  
 « autres ustensiles et à gager les pompiers ; il n'existe  
 « que deux crocs, qui servent lors des incendies ;  
 « comme nous avons reconnu, en les visitant, que les  
 « cordages et les manches de ces crocs sont en mauvais  
 « état, nous allons nous occuper de les faire réparer ;  
 « — art. 29 : nous observons que le droit de faire  
 « battre la générale paroît être dévolu aux maire et  
 « échevins, suivant l'article 29 de l'édit de 1706 ; —  
 « art. 33 : par l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 1774, les  
 « officiers de la milice bourgeoise ne sont point exempts  
 « du tirage de la milice ; nous pensons que si le Conseil  
 « se portoit à leur accorder l'exemption, ils la préfé-  
 « roient à celle du logement des gens de guerre ; il  
 « seroit d'autant mieux de les en faire jouir, qu'il est  
 « répugnant pour un officier quelconque de rentrer, par  
 « le tirage de la milice, dans la classe des soldats ; — art.  
 « 34 : pour l'absence du commandant de la province et  
 « n'y ayant dans notre ville aucun commandant pour le  
 « Roy, c'est aux maire et échevins que les officiers de la  
 « milice bourgeoise doivent s'adresser ; c'est ce qui s'est  
 « toujours pratiqué en conformité de l'article 29 de  
 « l'édit de 1706 » ; — dans leur lettre d'envoi à l'In-  
 « tendant, les maire et échevins écrivent qu'« ils se sont  
 « concertés avec son subdélégué M. de La Mombrière,  
 « qui, après avoir gardé deux jours pour les examiner  
 « avec soin leurs observations en notes marginales, les  
 « leur a remises, en disant que : « quelqu'attention  
 « qu'il y ait donnée, il n'a pu trouver rien à y changer

« ny à y augmenter; nous ajoutons, Monseigneur, qu'il n'y a dans les archives ni titre particulier de création ny composition particulière de la milice bourgeoise; notre ville étoit antienement fermée de murs et fortifiée; dans les temps reculés, elle étoit gardée par les bourgeois formés à l'art militaire, selon la composition et l'exercice des troupes qui existoient; mais depuis la destruction des fortifications, la milice bourgeoise, devenue en quelque sorte inutile, n'a été tenue sur aucun pied régulier; nous ne connaissons d'autre règlement concernant la milice bourgeoise que ce qui est porté aux articles 27 et 32 de l'édit de décembre 1706. Vous estes, Monseigneur, l'interprète des lois; nous vous supplions de vouloir bien en prendre lecture pour le maintien des droits attribués aux offices [municipaux] que nous occupons » (3 août).

C. 2111. (Liasse.) — 7 pièces, papier.

**1768-1784.**— Milice bourgeoise.— Élection de Coutances. — Ville de Granville. — Correspondance entre MM. le duc d'Harcourt, gouverneur de la province; de Fontette, Intendant de la Généralité; le maire et les officiers municipaux de Granville, relative: au compte-rendu de la mise aux arrêts du s<sup>r</sup> Ganne fils, officier, pour n'avoir pas pris sa garde trois fois de suite, quoique commandé régulièrement à l'ordre par le major; « Il se prétend exempt de faire le service comme officier, parce que, dit-il, étant administrateur de l'hôpital, il est affranchi des guet et garde; mais dès que les administrateurs ont accepté leur nomination d'officiers, ils en doivent remplir les devoirs: il faut refuser un emploi si l'on n'en veut pas remplir les obligations » (3 avril 1768); — à l'envoi du mémoire contenant les observations sur le projet d'ordonnance des troupes bourgeoises, desquelles il résulte que: « La ville de Granville est dans la classe de celles dont la garde est confiée à leurs habitants; c'est un devoir que ceux de Granville accomplissent d'autant plus volontiers, que le titre qui les y assujettit est un témoignage rendu à leur fidélité; depuis sa fondation, qui a eu lieu sous Charles VII, de glorieuse mémoire, il est sans exemple que les Rois ses successeurs y aient entretenu garnison en temps de paix. Si S. M. régnante y a fait passer un détachement de 100 hommes, depuis 1782, ça été plutôt pour aider aux travaux qu'elle y fait faire, que pour le service de la place, qui, à défaut de troupes, s'est toujours fait par les ha-

bitants, de la manière que les circonstances paraissent l'exiger; cette ville, considérée par rapport à l'enceinte de ses murs, n'est pas très-étendue et n'a qu'une paroisse; cependant, par rapport au service, elle a toujours été divisée en sept quartiers, qui formoient chacun une compagnie, tirant son nom du jour de la semaine où elle devoit être de service; chaque habitant montoit sa garde de quinzaine en quinzaine, pendant six mois, parce que les gens de mer, étant absents pendant l'été, on avoit été obligé, pour maintenir l'égalité entre les contribuables, de partager le service en deux saisons. Les officiers consistent en un colonel, un major, un porte-drapeau, un capitaine et un lieutenant; ces deux derniers par compagnie. Les incendies, que l'établissement des troupes bourgeoises a pour principal objet de prévenir ou d'arrêter, y sont malheureusement assez fréquents et assez désastreux pour exiger une compagnie de 30 hommes dans l'enceinte de ses murs; en considération de la situation du port et des faubourgs fort éloignés l'un de l'autre, les officiers municipaux croient qu'il conviendrait d'établir trois compagnies, dont une seroit dite de la ville, et chacune des autres de St-Nicolas et de Douville, en établissant entre leurs lieux d'assemblées la communication la plus facile possible... Les officiers municipaux, sentant la nécessité d'avoir des personnes uniquement attachées à l'entretien et au service de la pompe, ne sont parvenus à en trouver dix, qu'en leur accordant l'exemption du guet et garde... Le contrôle de la milice bourgeoise sur le pied actuel s'élève à environ 600 hommes; l'article 13, qui accorde aux colonels ou commandants des troupes bourgeoises la garde du drapeau, ne paroît pas convenir à Granville; ce drapeau est un pour ces troupes et pour le reste des habitants, il a toujours été déposé chez le maire; c'est une prérogative de la place, qui semble lui être assurée plus particulièrement encore par l'arrêt du Conseil, du 28 novembre 1761, portant que: « Attendu la réunion à l'hôtel-de-ville de Granville, de l'office de lieutenant de Roy municipal, le maire y commandera les armes et aura le dépôt des clefs de la ville, lorsque le commandant pour S. M. sera absent ou qu'il n'y aura que des troupes étrangères; on pourroit donc ajouter au dit article 13: qu'il ne seroit rien innové à ce qui s'est pratiqué jusqu'à présent dans les villes qui ont réuni l'office de lieutenant de Roy municipal » (22 août 1784); — copie des observations du subdélégué aux susdites observations des officiers municipaux de Granville: « La ville, malgré son



« peu de facultés, s'est pourvue il y a bien des années  
« d'une pompe et autres ustensiles pour les incendies;  
« si elle obtenoit l'octroi qu'elle sollicite, son projet  
« seroit d'en établir une dans chacun des trois quartiers  
« proposés » (22 mars 1784).

C. 2112. (Liasse.) — 8 pièces, papier.

**1722-1784.** — Milice bourgeoise. — Ville de St-Lô.  
— Correspondance entre MM. Guynet et de Feydeau, Intendants de la Généralité; Mauger de Varennes, chevalier de St-Louis, colonel de la bourgeoisie de St-Lô, et les subdélégués, relative : à la plainte de M. de Varennes adressée à M. Guynet : « Le peu d'ordre  
« qu'il y a dans la bourgeoisie de la ville, lors de la  
« prise des armes pour les réjouissances publiques,  
« m'oblige à recourir à votre autorité à ce qu'il vous  
« plaise, Monseigneur, ordonner à la maréchaussée de  
« me prêter main-forte pour punir de la prison et d'une  
« amende ceux qui seront réfractaires aux ordres; de  
« 500 hommes qu'il y a à St-Lô, à peine en peut-on  
« trouver sous les armes 150; le bourgeois se croit  
« déshonoré de porter les armes » (1722); — à l'ordonnance de l'Intendant, prescrivant aux bourgeois de St-Lô de se trouver aux jours de revues indiqués, à peine de 4 livres d'amende contre ceux qui y manqueront, et de 40 sols contre ceux qui ne se seront pas trouvés à la compagnie, lorsqu'elle se mettra en marche pour la revue, « desquelles amendes  
« les pères seront responsables pour leurs enfants, et  
« les maîtres pour leurs compagnons et apprentifs » (1722); — à la lettre de M. Rochefort, subdélégué, envoyant à l'Intendant, M. de Fontette, le mémoire présenté par M. Mauger de Varennes; en contestant l'exactitude des faits établis, il pense qu'il « est juste  
« d'ordonner à la maréchaussée de prêter main-forte  
« au colonel et aux officiers de la dite milice, pour  
« punir de prison et de 3 livres d'amende pour les  
« pauvres ceux des habitants qui se seroient absentés,  
« sans congé du dit colonel » (25 octobre 1757); — à la lettre de M. de La Besnardière, envoyant à M. Malafait, secrétaire de l'Intendance, copie de l'ordonnance, rendue en 1722, par M. Guynet, Intendant, pour « obliger les bourgeois de St-Lô à se rendre  
« réguliers à prendre les armes », et ajoutant que les dits bourgeois l'ont perdue de vue; « Il est certain  
« que si l'on n'y tient pas la main, aucun, dans  
« la suite, ne s'y trouvera point, puisqu'actuellement  
« il ne se trouve pas le tiers des compagnies sous les  
« armes, ce qui a encore été prouvé par le feu de

« joye qu'on a fait aujourd'hui » (20 novembre 1757);  
— à la demande du s<sup>r</sup> Leballe de la place de chirurgien-major de la milice bourgeoise de St-Lô (21 août 1784);  
— à la réponse de M. Robillard, subdélégué à St-Lô, à l'Intendant, s'informant de cette prétendue place de chirurgien : « Il n'y a jamais eu à St-Lô de place de ce  
« genre, et en former une semblable, ce seroit le  
« comble de la déraison... d'ailleurs si, ce qui n'est pas,  
« il y avoit pareille place à conférer, je me tiens pour  
« sûr qu'on ne la donneroit pas au sieur Leballe,  
« indépendamment des certificats qu'il produit, lorsqu'on l'auroit entendu parler et raisonner » (24 août 1784); — aux observations des officiers municipaux sur le projet de règlement des milices bourgeoises, lesquels disent : « Il n'y a aucun ancien règlement  
« dans nos archives, nous avons seulement la quit-  
« tance de finance des places d'officiers bourgeois,  
« achetées par la ville, qui, à ce moyen, a toujours  
« été en possession d'y nommer »; — art. 13 : « Nous  
« avons eu de tout temps à St-Lô trois drapeaux, dont  
« un est un drapeau que nous savons, par tradition,  
« avoir été pris par les bourgeois de notre ville sur les  
« ennemis et dont on se sert depuis un temps immé-  
« morial; on désireroit le conserver, outre celui dé-  
« signé par l'article cy-contre »; — art. 29 : « Dans  
« les cas d'incendie, mouvements et autres circon-  
« stances urgentes, le commandant de place, s'il y a  
« état-major, ou le commandant des troupes bour-  
« geoises, de l'agrément et à la réquisition des officiers  
« municipaux, fera battre la générale; si toutefois  
« l'urgence des cas ne permettoit pas au dit com-  
« mandant de se conférer avec les officiers muni-  
« cipaux, il les fera prévenir du motif pour lequel on  
« la batteroit. » — Les maire et échevins insistent longuement sur ce changement proposé à l'article 29, changement « qui paroistroit, au premier coup-d'œil,  
« diminuer l'autorité du commandant pour la re-  
« porter aux officiers municipaux; mais, en y réflé-  
« chissant, il est aisé de se convaincre qu'il n'entre  
« aucun sentiment personnel dans cette espèce d'amen-  
« dement que proposent les soussignés, puisque leurs  
« fonctions sont bornées à un temps très court; dans  
« peu, d'autres viendront heureusement les remplacer,  
« ils ne peuvent donc avoir en vue que le bien public  
« dans leurs réflexions et ne peuvent être affectés  
« d'aucune autre considération. » — En face de l'article 30, ils écrivent : « Article à ajouter : Le soin  
« et la direction des pompes seront confiés à une  
« personne choisie par le corps de ville sous le titre  
« de maître pompier, et les pompiers détachés de

« chaque compagnie formeront ensemble une compagnie de pompiers, et seront tenus d'obéir au maître pompier pour le service des dites pompes et même de s'assembler sous ses ordres, à jour de fête ou dimanche, toutes les fois que le corps de ville le jugera utile pour s'exercer au dit service ; et ne sera le dit maître pompier comptable de sa conduite qu'envers les officiers municipaux et ultérieurement envers le gouverneur de la province, et, pour les encourager, permettant aux officiers municipaux de les faire jouir des exemptions qu'ils croiront devoir leur accorder » ; — à l'article 35 : « Il seroit à désirer que cet article fût un peu adouci, s'il étoit possible ; il est bon de considérer que les troupes bourgeoises ne peuvent être jamais disciplinées comme les troupes réglées, qu'un sergent est le camarade et le concitoyen du fusilier, et que la familiarité peut conduire ce dernier à agir ou parler avec une liberté punissable dans un soldat, mais excusable dans un bourgeois ; ... finalement on observe qu'il s'élève quelquefois des difficultés à l'occasion du pas entre la milice bourgeoise et la troupe réglée, lors des cérémonies, et il seroit à désirer qu'il y fût pourvu par le règlement proposé ; signé de Bacilly, maire, Le Menuet et Guillard, échevins » (1<sup>er</sup> août 1784).

C. 2113. — 1 cahier in-f<sup>o</sup>, 12 feuillets et 1 pièce, papier.

**1784.** — Milice bourgeoise. — Ville de Mortain. — Réflexions faites sur l'ordonnance portant règlement des troupes bourgeoises de la province de Normandie par les administrateurs de la ville, disant, article 1<sup>er</sup> : « Que leur bourgeoisie comprend trois paroisses, celles de Mortain, du Rocher et du Neubourg, on peut y établir trois compagnies, chacune de trente hommes ; — que les troupes bourgeoises n'étant point assujetties à un service réglé, plusieurs de ceux qui seront enrôlés pourroient être absents lors d'un incendie, et que plus il y aura d'ouvriers et habitants compris dans les rôles, plus on trouvera de secours au besoin ; — qu'il n'y a aucun pompier dans la ville de Mortain, mais il y a des ouvriers intelligents auxquels on peut montrer la mécanique des pompes et la manière de s'en servir ; — qu'aucun emploi, soit de colonel, major, aide-major, capitaine ou lieutenant, n'est actuellement rempli, mais il y a d'anciens militaires, décorés de la croix de St-Louis, et dont le mérite est reconnu ; on peut trouver aussi dans les privilégiés et autres des habitants recommandables pour remplir les emplois d'officiers » ; —

art. 28<sup>e</sup> : « 1<sup>o</sup> Qu'il n'y a aucun ustensille, soit pompes ou autres objets pour les incendies, la ville en a d'autant plus besoin que beaucoup de maisons sont construites en bois et presque toutes couvertes d'essente ou bardeau ; — il y a nombre de fontaines publiques et particulières et on y peut trouver assez d'eau pour le service des pompes ; les notables estiment qu'il faut aussi des cuves pour les disposer d'espace en espace, les autres ustensiles, tels que seaux, échelles, crocs et cordes sont également nécessaires, mais la ville n'a pas les moyens d'acquérir tous ces objets, elle ne jouit d'aucuns octrois ou deniers patrimoniaux ; tout son avoir se réduit à une somme de 4,000 livres, qui lui est restée des comptes d'anciens dons gratuits délaissés aux villes de la province par lettres patentes du 8 mars 1764 ; — les fontaines publiques ont le plus grand besoin de réparations, aussi les notables estiment-ils qu'il faudra en venir à quelque imposition sur la bourgeoisie, soit qu'il plaise à S. M. de permettre à la ville de faire un emprunt, soit qu'il paroisse préférable d'attendre la perception des deniers ; — 2<sup>o</sup> il n'y a point de maison ou Hôtel-de-Ville à Mortain, et lorsque les notables s'assemblent, ils se rendent dans les appartements servant au Bailliage ; il faut cependant des logements pour les pompes et autres ustensiles convenables aux incendies, qui pourroient être déposés au rez-de-chaussée des bâtiments projetés pour les juridictions du Bailliage, de la Maîtrise des eaux et forêts, de l'Élection et des prisons ; — remontrent encore les notables qu'il n'y a aucune maison destinée à servir de corps-de-garde, qui pourroit encore être mis aux rez-de-chaussée susdits ; — que le siège de l'Élection auroit plus de logements qu'il ne lui en seroit nécessaire, et comme cette partie doit être à la charge du public — (le Bailliage et la Maîtrise concernant le duc d'Orléans), — les notables se croient en droit de réclamer quelque salle pour s'assembler, avoir une armoire pour y mettre leurs papiers ; ils ne demandent que l'utile et ne recherchent point le superflueux, on l'évite en profitant du même toit » (22 août 1784).

C. 2114. — 1 cahier in-f<sup>o</sup>, 10 feuillets et 2 pièces, papier.

**1753-1784.** — Milice bourgeoise. — Ville de Valognes. — Correspondance entre MM. de Saint-Florentin, ministre de la guerre ; de Fontette et Feydeau de Brou, Intendants de la Généralité et les officiers municipaux de la ville de Valognes, relative : aux renseigne-

ments à prendre à propos d'un mémoire indiquant que la milice bourgeoise ne se maintient pas avec toute la discipline qui serait à souhaiter : « Si vous jugés, » écrit le ministre à l'Intendant, qu'il soit besoin d'un règlement pour mettre cette milice en état de rendre quelques services à la province, dans le cas de nécessité, vous m'en envoyerez, s'il vous plaist, un projet qui contiendra le nombre des officiers, la forme de leur nomination ou élection, et les privilèges qu'on pourroit leur attribuer pour y mettre de l'émulation, sans être cependant à charge à la ville » (10 mars 1753); — à la lettre d'envoi par les notables et officiers municipaux à l'Intendant du projet d'ordonnance sur la milice bourgeoise avec des notes marginales en face de chaque article, et ajoutant : « Nous osons espérer que vous voudrés bien entrer dans la misère de notre Hôtel-de-Ville et celle de nos malheureux concitoyens, en leur faisant accorder les armes et l'équipement nécessaires pour les soldats, ce qui ne causeroit aucune dépense pour l'État ni pour la Généralité, les magasins du Roy en étant à présent remplis, et qui ne servent à rien; bien entendu que le tout seroit alors à la charge des soldats successivement et que ce ne seroit qu'une première fourniture » (7 avril 1784); — aux observations des administrateurs de la ville sur le projet d'ordonnance du Roi, portant règlement des troupes bourgeoises, constatant : « Qu'il existoit anciennement dans la ville de Valognes un corps de milice bourgeoise, mais il ne subsiste plus depuis longtemps, et il n'en reste de vestiges que quelques mauvais drapeaux; il n'y a à l'Hôtel-de-ville aucuns règlements concernant cette milice; — art. 1<sup>er</sup> : « Le petit nombre d'habitants ne permet pas d'avoir plus de quatre compagnies »; — art. 3<sup>e</sup> : « Il y a beaucoup d'officiers retirés et décorés de la croix de St-Louis dans la ville, mais on doute qu'ils veuillent occuper les places de colonel, major et aide-major; quant à celles de capitaine et de lieutenants, on trouvera facilement à les remplir par les notables bourgeois et autant qu'il se pourra par les privilégiés »; — art. 14<sup>e</sup> : « La pauvreté, en général, des habitants fait craindre qu'ils ne soyent pas tous en état de se fournir d'uniformes, et l'Hôtel-de-ville n'a pas le moyen de leur en donner; à l'égard des officiers, on a lieu de penser qu'ils s'en fourniront tous »; — art. 18<sup>e</sup> : « Cette pauvreté fait espérer que Sa Majesté voudra bien accorder la première fourniture des armes et de l'équipement, en les tirant de ses magasins où ils sont inutiles à présent »;

— art. 27<sup>e</sup> : « Les soldats seroient responsables de l'entretien »; — art. 28<sup>e</sup> : « L'Hôtel-de-Ville est déjà pourvu d'une pompe avec des seaux et va se munir de crocs et autres ustensiles nécessaires le plus promptement possible, et autant que ses facultés pourront le permettre » (1784).

C. 2115. (Liasse.) — 25 pièces et 2 cahiers de 20 feuillets, papier.

**1751-1784.** — Milice bourgeoise. — Élection de Valognes. — Ville de Cherbourg. — Correspondance entre M. le maréchal duc d'Harcourt, gouverneur de la province; MM. de La Briffe, de Fontette, Esmangart et de Feydeau de Brou, Intendants de la Généralité; le baron de Copley, Deslondes-Lefèvre et de Virandeville, subdélégués; et les maire, échevins et notables de Cherbourg, relative : à la réponse de M. Deslondes-Lefèvre écrivant à M. L'Escalopier : « Il n'y a point de règlement de la milice bourgeoise de Cherbourg; il paroist que c'est un usage et une pratique de toute antiquité. » Par suite des guerres « on lui accorda de très-grands privilèges pour intéresser sa fidélité, et elle se soutint jusqu'à mériter que, dans les guerres même de religion, on lui confiast sa propre garde, dont elle s'est toujours bien acquittée; c'est donc pour satisfaire à cette garde que la ville dut se former elle-même l'établissement, tel qu'il est aujourd'hui, et qui consiste dans un corps perpétuel de 800 hommes en paix, qu'on a porté à 1,200 dans la dernière guerre, et qu'on recense tous les 3 ans pour libérer ceux qui ont acquis 60 ans et les remplacer par ceux qui en ont acquis 18. Ce corps est divisé en 4 compagnies, subdivisées en 4 escouades chacune, dont une monte alternativement la garde sur le port, de 24 heures en 24 heures, et à ce moien chaque escouade renouvelle ce service tous les jours; cette milice est aussi bien armée que des troupes réglées, et c'est peut-estre la mieux disciplinée de la province, parce qu'on l'exerce exactement et qu'on entretient une prison pour maintenir la discipline » (18 décembre 1751); — à l'envoi par les officiers municipaux de l'état des noms des habitants obligés au service de la milice bourgeoise, de 18 à 60 ans, et des exempts, « tiré exactement par rues et par quartiers, avec le taux de la capitation », suivant les ordres adressés aux dits officiers par la lettre de l'Intendant, en date du 13 mars; la récapitulation donne 837 fusiliers et canonniers, 47 officiers, 89 exempts et 16 difformes, en tout 989, du nombre desquels il s'en trouve 561, tant ceux taxés au-dessous de 3 livres de capitation que



ceux non compris étant trop pauvres (22 mars 1757); — à l'ordonnance du maréchal duc d'Harcourt pour le rétablissement des troupes bourgeoises de la ville de Cherbourg, « qui sera divisée en 4 quartiers, « dont les habitants formeront une compagnie de 200 « hommes, composée de 4 escouades chacune de 50 « hommes; le 1<sup>er</sup> capitaine aura la qualité de colonel, « tous les officiers nommés, comme ils l'ont toujours été, seront ensuite proposés au dit maréchal « d'Harcourt et seront tenus de faire enregistrer leurs « commissions à l'Hôtel-de-ville. Ces troupes bourgeoises et leurs officiers feront leur service sous les « ordres des officiers de l'état-major de la place, « auxquels ils seront tenus d'obéir en tout ce qui concerne le service du Roy et le bon ordre de la ville » (12 avril 1775); — au mémoire démontrant l'utilité de la milice bourgeoise; — au projet de règlement; — aux observations de M. le duc d'Harcourt; — aux notes marginales des dites observations; — à la plainte du sergent-major contre les officiers municipaux, transmise par le duc d'Harcourt (26 mars 1776); — à la réponse du subdélégué, M. de Virandeville, à la demande de renseignements de l'Intendant (8 mai); — à la réponse de l'Intendant, écrivant au maréchal que : « Les plaintes du susdit sergent-major sont mal fondées, « puisqu'il appert par la copie de la délibération que « les officiers municipaux, en fixant la gratification « de 24 livres pour ses peines passées, ont fait une « réserve expresse pour les lui continuer à l'avenir, s'il « étoit chargé du même service. » L'Intendant propose d'épargner cette dépense à la municipalité, en accordant l'exemption de faction à un homme par garde, qui seroit tenu d'avertir ceux de son quartier du jour de leur service (13 mai 1776); — aux observations des maire et échevins, écrites en marge en face des articles du projet d'ordonnance sur la milice bourgeoise : « Cherbourg, étant une ville frontière, « seroit, en temps de guerre, obligée de se garder dans « les instans où il n'y auroit que peu de troupes; il paroîtroit nécessaire que la composition de la troupe « bourgeoise y fût maintenue, tant en état-major qu'en « officiers et fusiliers, conformément à l'ordonnance du « maréchal d'Harcourt » (12 avril 1775); — art. 3 : « Cherbourg ne peut fournir que deux maîtres pompiers, le service des pompes dans les incendies s'y « fait par les marins »; — art. 5 : « Les colonel et officiers possèdent leurs brevets à droit successif, leurs « familles les ayant achepté, en vertu de l'édit de mars « 1694, et y ayant été confirmées par un arrêt du Conseil du 2 juin 1723; — l'aide-major, les sous-lieutenants et les enseignes sont à la nomination ordinaire

« de l'Hôtel-de-Ville »; — art. 9 : « Le colonel a des « provisions et a, en outre, l'attache de M. le maréchal d'Harcourt, qui a donné des brevets à tous les autres « officiers »; — art. 13 : « Il existe à Cherbourg, entre « les mains du colonel, deux drapeaux dont un tout « blanc et l'autre de couleurs »; — art. 14 : « Il paroîtroit que les boutons et hausse-col des officiers « devraient porter l'empreinte des armes des villes, « et que la couleur des uniformes pourroit être prise « dans le blason »; — art. 18 : « L'Hôtel-de-Ville, étant « sans argent et sans ressources, est absolument hors « d'état de pourvoir de fusils les corps de garde et les « habitants, qui sont presque tous très-pauvres, ayant « été désarmés par les Anglois en 1758, le Roy seroit « supplié d'en faire passer de ses arsenaux la quantité « nécessaire, qui seroient distribués aux bourgeois « sujets au guet et garde, et qui seroient tenus de les « entretenir »; — art. 22 : « Pour éviter tout abus pour « les remplacements des bourgeois sujets au guet et « garde, il seroit convenable et prudent que l'exécution « de cet article n'eût lieu que de concert entre le colonel et l'officier-major »; — art. 23 : « Il est d'usage « de temps immémorial, à Cherbourg, que tout officier « qui auroit manqué à son service est puni par les « arrêts, sans amende pécuniaire »; — art. 31 : « Il sembleroit que l'exécution pourroit n'avoir lieu que dans « le cas où la ville seroit alors sans troupes réglées »; — art. 33 : « A Cherbourg, aucuns officiers ne sont privilégiés ni exempts, et comme ils sont des principaux « bourgeois, leurs cotisations au logement et au casernement sont des plus fortes; s'ils s'en trouvent exemptés par le règlement, il en résultera une surcharge « considérable pour les autres habitants; ne pourroit-on point les attacher au service, en leur accordant « d'autres exemptions comme celles de tutelle, curatelle, nomination à icelles ou autres privilèges que « plairoit à S. M. » (1784).

C. 2M6. (Liasse.) — 4 pièces, dont un cahier de 10 feuillets, papier.

**1784.** — Milice bourgeoise. — Élection de Vire. — Correspondance entre MM. de Feydeau de Brou, Intendant de la Généralité; de Mortreux, son subdélégué; Mauduit, maire; Polinière, Surirey, etc., échevins de Vire; relative : au projet de l'ordonnance sur les troupes bourgeoises de Normandie; — à la lettre de M. Mauduit, écrivant à l'Intendant, que ce projet « pourroit, « dans la suite, causer des difficultés; il nous parut, « ainsi qu'à M. de Mortreux, que les officiers municipaux

« pax des villes étoient bien souvent obligés de se  
 « concerter avec ceux de l'état-major, et que cela pour-  
 « roit donner matière à contestation..... En rappo-  
 « chant le texte de cette nouvelle loy de l'état des  
 « choses à Vire, nous crûmes y apercevoir des incon-  
 « vénients très-préjudiciables au bien de la ville, en  
 « distribuant les pompiers et ouvriers dans les compa-  
 « gnies de chaque quartier; depuis deux ans, j'ai  
 « formé un établissement à peu près complet des  
 « pompes et autres ustenciles propres aux incendies.  
 « J'ai réussi à créer une compagnie d'une cinquantaine  
 « de gens de plusieurs classes, qui exécutent passable-  
 « ment bien et avec précision les différentes manœuvres.  
 « Cet établissement coûte considérablement à la ville,  
 « et est parfaitement bien tenu; des pompes deman-  
 « dent une connoissance et une attention suivie; si on  
 « en confie le service à d'autres qu'à ceux qui en ont  
 « l'usage, ou si on les assujétit à un commandement  
 « autre que celui des officiers municipaux, ou bien  
 « qu'en divisant ces gens-là on leur fasse perdre  
 « l'esprit de corps et le zèle qui les attache à leur  
 « fonction utile, c'en est fait et des ustenciles et  
 « de l'établissement en général » (1<sup>er</sup> août); — à la  
 lettre de M. de Mortreux confirmant les appréhensions  
 du maire de Vire: « Je vous avoue, écrit-il à l'In-  
 « tendant, que ce règlement est fort inutile pour notre  
 « ville, et je crois encore pour toutes les petites villes;  
 « au contraire, il est à craindre que cela ne donne  
 « trop de morgue, d'importance et ne soit occasion de  
 « jalousie et de tracasserie. Notre milice bourgeoise se  
 « tient bien dans l'état où elle existe; elle est composée  
 « d'un colonel, d'un major, deux aides-majors, six  
 « compagnies, dont six capitaines et six lieutenants,  
 « deux porte-drapeaux; ils n'ont d'occasion de se  
 « mettre sous les armes que dans les cas de *Te Deum*,  
 « de feux de joie et feste du St-Sacrement. C'en est  
 « assez; toutes autres assemblées sont contraires au  
 « bien des bourgeois, qui ont besoin de leur travail, et  
 « ne serviroient qu'à les tourmenter et les exposer à  
 « des querelles. Ce règlement ne paroît sollicité que  
 « pour donner aux officiers l'exemption du logement  
 « des gens de guerre et un certain ton, pendant que  
 « dans l'état actuel ils veulent bien de leur place, sans  
 « privilège; je croirois donc qu'il est superflu de régle-  
 « menter et d'augmenter le nombre des privilèges »  
 (8 août); — à la lettre d'envoi des observations  
 marginales au projet de la sus dite ordonnance faites  
 par le maire et les échevins: « Nous ne reviendrons  
 « pas sur les observations en marge de chaque article;  
 « nous vous supplions cependant, Monseigneur, de

« vouloir bien faire en sorte que les choses restent ici  
 « dans l'état où elles sont relativement aux pompes et  
 « pompiers. Au reste, nous ne voyons *aucun avantage*  
 « pour notre ville dans le projet. Rarement la bour-  
 « geoisie s'assemble et prend les armes pour les pro-  
 « cessions ou cérémonies publiques qu'il n'y ait quelque  
 « scène. Nous pensons que ce sera une pomme de  
 « discorde et un hochet pour amuser les nouveaux  
 « militaires. Pour nous, nous allons faire des vœux  
 « pour qu'il n'altère jamais la tranquillité publique,  
 « dont jouit la ville de Vire » (8 août). — Art. 1 :  
 « La ville, divisée en six quartiers, a eu de tout temps  
 « six compagnies; les officiers municipaux observent  
 « qu'il seroit bien à désirer que le projet ci-contre n'y  
 « fût pas connu. Il ne peut y être d'aucune utilité nou-  
 « velle, tout y étoit bien relativement au bon ordre;  
 « ceci va augmenter les prétentions et échauffer les  
 « esprits, il n'est pas sûr que cela n'engendre pas  
 « quelque contestation. » — Art. 2 : « Il semble qu'on  
 « pourroit laisser cet arrangement à faire aux états-  
 « majors, les officiers municipaux ont assez d'affaires  
 « plus intéressantes à s'occuper. » — Art. 3 : « Il seroit  
 « malheureux que cet article fust exécuté à la rigueur  
 « à Vire, où il y a, depuis deux ans, une compagnie  
 « de pompiers commandés par les officiers municipaux.  
 « Il seroit donc à désirer qu'on adjoutât à cet article :  
 « Et dans les villes où il y aura déjà une compagnie  
 « de pompiers toute formée, elle continuera d'être aux  
 « ordres des maires et eschevins, et aucuns de ceux  
 « qui sont attachés à ces compagnies ne pourront être  
 « compris dans la milice bourgeoise, ni forcés de  
 « prendre les armes dans aucunes circonstances, tant  
 « qu'ils seront attachés à la dite compagnie. » —  
 Art. 26 : « Cet article sembleroit contredire l'article 12,  
 « en ce qui concerne les sergents et caporaux, et peut  
 « entraîner des difficultés; ce travail n'a aucun rapport  
 « à l'intérêt public et peut se faire sans la participation  
 « du corps de ville; au reste, ces sortes d'assemblées,  
 « assez fréquentes autrefois, tombèrent à cette oc-  
 « casion-ci : Un bourgeois, sans doute raisonneur,  
 « fit une mauvaise réponse, étant sous les armes, à  
 « son officier : celui-ci passa militairement son épée  
 « au travers du corps du bourgeois et le tua. Depuis  
 « ce temps-là, le goût des assemblées se refroidit et le  
 « peuple fut plus tranquille. » — En face de l'article 27 se  
 trouve l'énumération de tout l'ustensile nécessaire dans  
 les incendies que possède la ville de Vire. — Art. 29 :  
 « Les pompes et autres ustensiles étant entretenus aux  
 « frais de la ville, c'est aux officiers municipaux,  
 « surtout à celui qui s'en est chargé, après en avoir

« fait une étude particulière, à en diriger l'emploi. » — Art. 30 : « L'expérience a fait connoître que la milice « bourgeoise met plus de confusion que d'ordre dans « toutes les occasions pareilles où elle a été armée ; « c'est le moment que chacun prend pour satisfaire « de petites vengeances et pour battre et maltraiter « ceux à qui il en veut, sous prétexte de refus de « travailler ; les 180 bourgeois, qui doivent former les « six compagnies, seroient bien plus utilement em- « ployés à former des chaînes pour fournir de l'eau « aux pompes ; les sergents et caporaux, qui doivent « être l'élite de la troupe bourgeoise, seroient sous les « armes. » — Art. 33 : « On peut dire ici que les pri- « vilèges se sont si fort multipliés dans cette ville qu'il « n'y aura bientôt plus moyen d'y asseoir un loge- « ment pour 600 hommes, le peuple est écrasé, les « troupes mal logées et le service mal fait. » — Art. 34 : « Il sembleroit que, dans certaines occasions « pressantes, le corps municipal pourroit demander au « commandant des troupes bourgeoises de faire prendre « les armes pour rendre des devoirs ou des honneurs « imprévus, à charge d'en rendre compte au com- « mandant de la province » (7 août 1784).

C. 2117. (Liasse).—29 pièces, papier ; 2 parchemins.

**1720-1772.** — Maréchaussée. — Objet général. — Édits, arrêts, ordonnances, déclarations, lettres patentes, instructions : portant suppression de tous les officiers et archers des maréchaussées, et établissement de nouvelles compagnies de maréchaussée dans toute l'étendue du royaume, article 8 : « N'entendons rien innover à la juridiction attri- « buée aux officiers des maréchaussées supprimées « par le présent édit. Voulons que ceux que nous éta- « blissons en leur place, connoissent des mêmes ma- « tières et en la même forme prescrite par nos ordon- « nances, édits et déclarations, notamment celle de « 1670. Pourront toutefois les exempts informer en « flagrant délit et lors de la capture seulement. » Placard de cet édit suivi d'un arrêt du Conseil d'État qui nomme des commissaires pour la liquidation des offices de maréchaussée, et de l'ordonnance de M. Guynet, Intendant de la Généralité de Caen, pour faire afficher, « partout où besoin sera, les dits édits et arrêt. » « Imprimé à Caen, chez Antoine Cavelier, seul imprimeur ordinaire du Roy » (mars 1720) ; — concernant la subordination et la discipline des maréchaussées, cette ordonnance contient 17 articles : le 1<sup>er</sup> est relatif à tous les lieutenants, exempts, briga-

diers et archers au prévôt général de chaque départe-  
ment ; le 3<sup>e</sup>, aux appointements des assesseurs et  
procureurs ; le 4<sup>e</sup>, à la solde des exempts, brigadiers,  
archers et du trompette ; le 5<sup>e</sup>, à l'uniforme des  
archers, sous-brigadiers, brigadiers, exempts, lieu-  
tenants et prévôts ; le 6<sup>e</sup>, aux 3 tournées annuelles des  
prevôts-généraux ; le 7<sup>e</sup>, à l'obligation des prévôts-  
généraux de prendre l'heure et le jour de l'Intendant  
de la Généralité pour passer la revue en leur pré-  
sence ; le 12<sup>e</sup>, à la tenue d'un registre où le greffier  
enregistrera les plaintes, procès-verbaux de capture,  
informations et autres procédures ; le 16<sup>e</sup> établit le  
droit d'être admis à l'hôtel des Invalides à tout officier  
et archer de la maréchaussée, attendu que la retenue  
des trois deniers pour livre, destinés « à l'entretien  
« de l'hôtel Royal des Invalides, continuera d'être  
« faite sur la dépense des gages et solde des dits  
« officiers et archers » ; le 17<sup>e</sup> article est relatif à la  
création de 5 inspecteurs-généraux choisis parmi les  
prevôts qui se seront distingués par leur attention au  
service (16 mars 1720) ; — portant règlement pour  
les nouvelles compagnies de maréchaussées ; l'ar-  
ticle 5<sup>e</sup> attribue aux archers le pouvoir de donner des  
assignations aux témoins, et de faire les significations  
dans les instructions et procédures des procès prévô-  
taux, même d'écrouer, arrêter et recommander des  
personnes « décrétées par les prévôts, sans néant-  
« moins que les dits archers puissent exploiter dans  
« aucunes autres affaires à peine de faux et de ga-  
« lères pour 9 ans » (28 mars 1720) ; — concernant les  
nouvelles maréchaussées, avec l'état des officiers des  
dites maréchaussées que Sa Majesté veut et entend  
être établis dans chacun des départements du Royaume,  
en conséquence de son édit du mois de mars ; le départe-  
ment de Caen avait un prévôt général dont la finance  
de la charge était fixée à 30,000 livres, un lieutenant à  
15,000 livres, un assesseur, un procureur du Roi, un  
greffier et un lieutenant à Coutances, dont la finance  
de la charge était de 15,000 livres. Le département  
d'Alençon, en tout semblable à celui de Caen, avec  
lieutenance à Falaise. Le département de Rouen avait  
un prévôt général dont la finance de la charge était  
de 40,000 livres et deux lieutenants à 15, avec asses-  
seurs, procureur du Roi et greffier, et un lieutenant à  
Caudebec à 15,000 livres, avec assesseur, procureur et  
greffier (9 avril 1720) ; — réglant le rang et séance,  
dans la chambre du Conseil, des prévôts généraux des  
maréchaux, après celui qui présidera, et de leurs lieu-  
tenants, après le doyen des conseillers (30 octobre  
1720) ; — concernant les fonds qui doivent servir au



paiement des nouvelles maréchaussées, et la forme dans laquelle ces paiements doivent être faits dans toute l'étendue du royaume (26 août 1721); — ordonnant à tous les exempts, brigadiers, cavaliers des maréchaussées « d'estre montez et équipez, et leur « deffendant très-expressément de se présenter en revue « sur un cheval loué ou emprunté, à peine d'être cassez, « de trois mois de prison, et de confiscation du dit « cheval, qui sera donné à celui qui l'aura dénoncé, « auquel S. M. vent, en outre, qu'il soit payé, par les « soins du prévost général, une somme de 200 livres « de gratification sur les appointements du commandant de la brigade dans laquelle se sera trouvé le « cheval dénoncé » (16 juillet 1722); — ordonnant que les prévôts et autres officiers exécutent les ordres des premiers présidents et des procureurs généraux pour tout ce qui concerne le bien de la justice et de la police générale, et que tous officiers et archers « exécutent les « dits ordres sur-le-champ dans la ville de la résidence « des cours, sans qu'ils soient obligés d'en demander « la permission à l'officier qui commandera; que lors « des rentrées des cours et autres cérémonies publiques, « le prévost sera tenu de faire trouver aux dites cérémonies, à l'heure indiquée par le premier président, « un lieutenant avec un nombre d'archers convenable « pour accompagner les compagnies et obvier à tous « désordres » (8 janvier 1724); — défendant aux officiers de maréchaussée d'arrêter aucune personne domiciliée, hors le cas de flagrant délit ou de clameur publique, sans information et décret préalables, à peine de demeurer responsables des dommages et intérêts des parties (26 février); — établissant une masse pour l'habillement des compagnies de maréchaussée (29 novembre 1728); — enjoignant aux officiers et cavaliers de maréchaussée d'arrêter tous contrebandiers, faux sauniers et faux tabatières, et de prêter aide et assistance aux commis des fermes dans la poursuite des dits contrebandiers, même de dresser à ce sujet tous procès-verbaux nécessaires, avec défense aux dits officiers et cavaliers de maréchaussée, de donner aucune assignation, ni de faire aucune signification dans l'instruction des procès des dits contrebandiers (4 juin 1738); — réglant les privilèges et exemptions des archers de l'ancienne compagnie de la connétablie, gendarmerie et maréchaussée de France (7 juin 1740); — ordonnant aux brigades de maréchaussée d'arrêter, chacun dans son district, les mendiants, vagabonds et gens sans aveu, coureurs de nuit, et de les conduire dans l'hôpital ou la prison royale la plus prochaine; leur défendant d'arrêter mal à propos quelqu'un qui ne soit pas dans le cas

de l'être, à peine de 4 livres qui leur seront retenues sur l'état de leur quinzaine, sans préjudice de la punition méritée suivant les cas (16 janvier 1741); — concernant la discipline, subordination et service des maréchaussées du royaume; cette ordonnance contient quatre titres: le 1<sup>er</sup> renferme 28 articles, dont le 5<sup>e</sup> défend aux prévôts généraux d'exiger de ceux qu'ils proposeront pour les places d'exempt, brigadier et cavalier, aucun droit de nomination, ni d'en recevoir, à peine de punition et même d'interdiction; le 8<sup>e</sup> prescrit que les places de cavaliers ne seront données qu'à des personnes de bonnes mœurs, d'une taille de 5 pieds 4 pouces au moins, qui sauront lire et écrire, et qui auront déjà servi dans les troupes de S. M.; le 9<sup>e</sup> exige que les cavaliers aient un cheval poil bai ou noir, à eux appartenant, de la taille de ceux des dragons; le 13<sup>e</sup>, que « les lieutenants n'employeront dans leurs revues « que les exempts, brigadiers et cavaliers présents, à « peine de 3,000 livres d'amende, et de la perte de leur « charge »; l'article 19<sup>e</sup> enjoint aux exempts de veiller et tenir la main à ce que les cavaliers ne louent ni ne prêtent leurs chevaux; l'article 25<sup>e</sup> enjoint aux lieutenants d'envoyer tous les trois mois, au prévôt général de département, les journaux de tournées et courses extraordinaires que les brigades de leur district auront faites pour le service; — le titre second contient 8 articles relatifs aux honneurs dus par la maréchaussée au Roi, à la famille royale, aux maréchaux de France, aux gouverneurs et lieutenants généraux des provinces, aux premiers présidents et aux présidents des cours; — le titre troisième, relatif au service ordinaire, contient 14 articles: l'article 2<sup>e</sup> exige que les tournées soient faites chaque jour dans les routes dangereuses, près des forêts, montagnes ou vallons; l'article 4<sup>e</sup> les prescrit dans les foires et marchés publics pour y maintenir le bon ordre; l'article 5<sup>e</sup> exige que le commandant de brigade soit tenu de se transporter, à la tête de la brigade, les jours de fêtes de paroisses, dans les lieux de son district pour veiller à la tranquillité publique; — le titre quatrième contient 8 articles sur le service extraordinaire des maréchaussées; l'article 5<sup>e</sup> porte défense aux officiers et cavaliers d'écrouer les prisonniers « si ce n'est ès matières de la compétence des prévôts, « ni exploiter hors les cas prévôtaux », et de s'immiscer, directement ou indirectement, dans l'exécution du jugement ou mandement pour lesquels ils prêteront main-forte, mais assisteront seulement pour que force demeure à justice (19 avril 1760); — dispensant les prévôts généraux et lieutenants de maréchaussée du prêt et annuel, droits de mutation et autres droits

casuels pour l'hérédité de leurs charges qu'ils ne posséderont plus qu'à vie (25 février 1768) ; — portant règlement sur les revues que les commissaires des guerres feront aux maréchaussées à commencer du 1<sup>er</sup> janvier 1770 (30 décembre 1769) ; — concernant le paiement et solde des officiers et cavaliers de maréchaussée (28 juin 1770) ; — portant que les prévôts des maréchaux de France, leurs lieutenants et assesseurs, feront juger leur compétence au présidial établi dans le lieu de la résidence du siège de maréchaussées, et à défaut d'établissement de présidial en ce lieu, au présidial le plus prochain, et qu'ils feront porter les procès au siège royal établi dans le lieu de leur résidence, ou au siège royal le plus voisin (30 avril 1772).

C. 2118. (Liasse.) — 9 pièces, 2 parchemins, 6 imprimés et 1 registre in-8°, 74 feuillets, papier.

**1773-1790.** — Maréchaussée. — Objet général. — Arrêts, déclarations, lettres-patentes, concernant la gratuité de circulation de la maréchaussée ; S. M. ordonne que les maréchaussées, dans l'exercice de leurs fonctions, jouiront comme les autres troupes de l'exemption de tous les droits de bacs sur toutes les rivières du royaume (5 décembre 1773) ; — portant attribution aux prévôts généraux des maréchaussées de la connaissance et du jugement en dernier ressort des crimes et excès mentionnés dans la déclaration du 5 mai 1775 ainsi conçue : « Louis, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre..... Nous sommes informés que depuis plusieurs jours des brigands attroupés se répandent dans les campagnes pour piller les moulins et les maisons des laboureurs ; que ces brigands s'introduisent, les jours de marché, dans les villes ; qu'ils y pillent les halles, forcent les maisons des boulangers, et volent les bleds, les farines et le pain destinés à la subsistance des habitants des dites villes, et qu'ils insultent même sur les grandes routes ceux qui portent des bleds et farines ; qu'ils crèvent les sacs, maltraitent les conducteurs des voitures, pillent les bateaux sur les rivières, tiennent des discours séditieux, afin de soulever les habitants des lieux où ils exercent leurs brigandages et de les engager à se joindre à eux : ces brigandages, commis dans une grande étendue du pays, doivent être arrêtés et punis, afin d'en imposer à ceux qui échapperont à la punition ou qui seroient capables d'augmenter le désordre ; comme il est nécessaire que les exemples soient faits avec célérité, déclarons et ordonnons, voulons et nous plaît que, dans toutes les villes et

« lieux où se commettront les dits excès, ceux qui ont « été jusqu'à présent, ou seront à l'avenir arrêtés, « soient remis aux prévôts généraux de nos maréchaussées pour leur procès leur être fait et parfait « en dernier ressort, ainsi qu'à leurs complices, fauteurs, participes et adhérens, par les dits prévôts généraux et leurs lieutenants, assistés par les officiers de nos présidiaux ou autres assesseurs appelés à leur défaut, et les jugements rendus sur leurs procès « exécutés conformément aux ordonnances. Voulons et « ordonnons à cet effet que les procédures encommençées seront portées aux greffes des dits prévôts ou leurs lieutenants. Faisons défenses à nos cours de Parlement et à nos autres juges d'en connoître, nonobstant toutes ordonnances et autres choses à ce contraires, auxquelles nous avons, en tant que de besoin, dérogé » ; — arrêt contenant 37 articles relatifs au règlement du service extraordinaire des maréchaussées du royaume ; article 3<sup>e</sup> : dans la vue d'assurer de plus en plus la tranquillité publique, veut et ordonne S. M. que, pour toutes les captures qui seront faites sur des ordres ou réquisitions à la distance d'une lieue de la résidence des brigades, il soit payé, savoir : à l'exempt, 6 livres ; au brigadier, 5 ; au sous-brigadier, 4 ; et à chaque cavalier, 3 livres 10 sous ; — article 16<sup>e</sup> : les frais qui pourront être dus aux maréchaussées pour courses, captures et emprisonnements relatifs aux mendiants et vagabonds, seront payés sur les fonds destinés aux dépenses de la mendicité, et d'après les ordres qui seront donnés, à cet égard, par le contrôleur général de ses finances ; — article 18<sup>e</sup> : fait Sa Majesté défense aux officiers de maréchaussée, de se pourvoir contre les seigneurs, si ce n'est dans les cas déterminés par les règlements ; comme aussi d'user de menaces et de contraintes envers les fermiers ou régisseurs des dits seigneurs, en leur absence et à leur insu, pour se procurer le paiement des dits exécutoires : voulant Sa Majesté que les dits seigneurs en soient personnellement prévenus et avertis par une signification judiciaire faite à leur juge ou à leur procureur fiscal, et qu'il ne puisse être usé de la voie de contrainte envers les fermiers qu'après un intervalle de quinzaine ; — article 20<sup>e</sup> : lorsque la maréchaussée sera requise pour l'exécution d'un jugement, d'un décret ou d'un arrêt obtenu par une partie civile, elle sera payée par journées ou demi-journées, qui demeureront fixées, savoir : pour l'exempt, à 6 livres ; pour le brigadier, à 5 livres ; pour le sous-brigadier, à 4 livres 10 sous ; et pour le cavalier, à 4 livres ; les exécutoires seront délivrés sur ce pied par les juges des lieux ; —

article 25° : les prévôts généraux, lieutenants, assesseurs et procureurs du Roi s'occuperont avec attention du maintien de leur juridiction, telle qu'elle a été fixée par la déclaration du 5 février 1731, en veillant à ce que les crimes ne demeurent pas impunis ; ils se conformeront néanmoins à l'article XIV du titre II de l'ordonnance de 1760, et délaisseront dans les vingt-quatre heures la connaissance des crimes pour lesquels ils ne seront pas compétents, sauf à donner avis aux procureurs généraux de Sa Majesté des dits délaissements, lorsqu'ils craindront quelque négligence de la part des juges royaux ou seigneuriaux ; — article 33° : si cependant les procès doivent être remis à des juges seigneuriaux, alors les greffiers ne remettront aux greffes des dits juges que des expéditions des procédures faites par les officiers de maréchaussée, tant afin d'éviter la perte des minutes que de prévenir l'impunité des crimes qui pourrait résulter de la négligence des juges seigneuriaux ; veut S. M. qu'en ce cas, les dites expéditions soient payées aux greffiers sur les domaines des seigneurs dans la forme exprimée par l'article 17° ; — article 36° : lorsqu'à défaut de nombre suffisant des juges dans le siège où les officiers de maréchaussée instruiront les procès prévôtaux, il y aura nécessité d'appeler des gradués, S. M. les autorise à payer, comme par le passé, trois livres par vacation à chaque gradué, et à en employer le montant dans les mémoires qu'ils fourniront de leurs frais ; — belle copie de l'ordonnance du Roi, faite par le sieur Lépine, maître d'écriture et ancien militaire pensionné, relative à la maréchaussée, laquelle est divisée en 14 titres ; le 1<sup>er</sup>, concernant la constitution, composition et formation, comprend 29 articles, dont le 1<sup>er</sup> porte que les 30 compagnies de maréchaussées créées par l'édit du mois de mars 1720, y compris celle du duché de Bourgogne, dont la création a été confirmée par un autre édit du mois de juillet 1721, celle des provinces de Lorraine et du Barrois, créée par édit du Roi de Pologne, duc de Lorraine et de Bar, du mois d'octobre 1738, et assimilée aux autres compagnies de maréchaussée du royaume par édit du mois de juillet 1767, celles de l'île de Corse et des voyages et chasses de S. M., créées par les ordonnances des 27 décembre 1769 et 24 mars 1772, et la maréchaussée établie dans la principauté de Dombes, formeront le corps de la maréchaussée, qui continuera d'avoir pour chefs et commandants supérieurs les sieurs Maréchaux de France ; — article 3° : le dit corps sera partagé en six divisions, dont la 4<sup>e</sup> composée des compagnies de Touraine, Rouen, Caen, Alençon et Bretagne ; — l'article 9° porte suppression des grades d'exempt et de sous-brigadier,

et substitution du titre d'archer par celui de cavalier ; — l'article 10° assigne le rang de la maréchaussée, qui marchera immédiatement après la gendarmerie, comme faisant corps avec elle, et avant toutes les troupes engagées au service de S. M., de même qu'elle aura le pas sur les milices bourgeoises, guet et garde des villes et autres troupes semblables ; — l'article 19° porte que les places de cavaliers seront données à des dragons et hussards, de la taille de 5 pieds 4 pouces au moins, qui sauront lire et écrire, et auront servi 16 ans ; — l'article 23° défend aux prévôts généraux, sous peine d'être cassés, de recevoir aucun droit pour la présentation aux places sus dites, et ce, quand même il leur serait volontairement offert de l'argent ou autre chose ; — article 27° : les chevaux des bas officiers et cavaliers réformés leur seront abandonnés pour en disposer à leur profit, s'ils les ont achetés de leurs deniers ; mais s'ils ont été payés des fonds de la masse de remonte, les dits chevaux seront, à la diligence des lieutenants, vendus, et le prix des ventes sera remis dans les différentes caisses de la masse de remonte et porté en recette par les lieutenants sur les registres qu'ils tiendront de la dite masse ; — article 28° : S. M. veut bien, au surplus, que l'habillement et équipement, ainsi que les équipages des chevaux des bas officiers et cavaliers qui seront réformés, leur soient abandonnés pour en faire tel usage qu'il leur conviendra ; — le 2<sup>e</sup> titre contient 26 articles relatifs à la subordination et discipline, dont le 17° porte que, dans les lieux où les brigades seront casernées, le chef de chaque brigade, et les cavaliers dont elle sera composée, logeront tous dans la caserne ou maison qui sera louée pour en tenir lieu ; qu'ils n'en pourront découcher, excepté dans le cas où le service l'exigera, et qu'il y aura toujours un cavalier de garde à la dite caserne, à moins que les circonstances n'exigent que la brigade entière soit employée ; défend, au surplus, très-expressément, aux chefs de brigade et cavaliers de faire loger ni coucher leurs femmes aux casernes, ni aucune autre femme ou fille, quand bien même elles les serviraient comme domestiques, à peine de prison pour la première fois et d'être renvoyés en cas de récidive ; — article 23° : tout bas officier ou cavalier qui s'enivrera sera averti pour la première fois de se corriger, il sera mis en prison la seconde et destitué la troisième ; — article 24° : ceux qui tiendront des propos injurieux à leurs camarades, les querelleront ou troubleront leur tranquillité dans les casernes ou lors des tournées, seront envoyés en prison par les chefs de brigade, pour autant de temps que cette punition leur paraîtra méritée ; — article 25° :



les chefs de brigade useront de leur autorité sur les cavaliers avec douceur et honnêteté; et afin qu'ils en soient respectés comme ils doivent l'être, ils s'abstiendront de boire et de jouer avec eux, excepté lorsqu'ils prendront leurs repas dans les voyages; — le 3<sup>e</sup> titre composé de 35 articles sur les fonctions des officiers au sujet des revues et inspections; par l'article 35, S. M. défend, en général, à tout officier supérieur de la maréchaussée de prendre des repas, lors de ses tournées, chez les officiers inférieurs, et à ceux-ci de lui en offrir; et elle prendra des mesures pour être informée des contraventions qu'on oserait se permettre à cette défense; — le 4<sup>e</sup> contient 23 articles sur le service ordinaire des brigades, dont le 2<sup>e</sup> prescrit qu'il sera fait chaque jour, par deux hommes de chaque brigade, une tournée sur les grandes routes et chemins de traverse, ainsi que dans les bourgs, villages, hameaux, châteaux, fermes et lieux suspects du district de la brigade; l'article 8<sup>e</sup> veut que les chefs de brigade et cavaliers se fassent représenter la liste des étrangers logés dans les auberges et cabarets, tant des villes et lieux de leurs résidences que de ceux où ils feront des tournées, à l'effet de reconnaître s'il ne se trouverait point parmi ces étrangers des gens suspects qu'ils auraient ordre d'arrêter; article 13<sup>e</sup>: dans le cours de leurs tournées, et principalement à l'entrée de la nuit, lorsqu'ils en reviendront, les cavaliers s'informeront dans les fermes et dans les cabarets isolés s'il n'y a point de vagabonds et mendiants, lesquels ils arrêteront; ils fouilleront les bois et lieux suspects, à l'effet des mêmes captures, et feront le guet sur les chemins; article 17<sup>e</sup>: les brigades ne se retireront des dites foires, marchés et assemblées, que lorsqu'ils seront entièrement finis, et elles se rendront assez lentement à leurs résidences pour qu'elles puissent observer les passants, protéger les voyageurs et empêcher les rixes qui ont quelquefois lieu au retour de ces assemblées; article 23<sup>e</sup>: « veut S. M., qu'indépendamment de l'envoi tous les mois, par les prévôts généraux, aux Intendants, des journaux de service mentionnés en l'article précédent, ils leur fassent part à l'instant des avis qu'ils recevront par les brigades, des événements et découvertes qui pourront intéresser la police et administration dont les dits Intendants sont chargés; et que les lieutenants, sous-lieutenants et même les chefs de brigade rendent compte directement aux dits Intendants de ces événements et découvertes, lorsqu'ils seront de nature à exiger de promptes mesures pour le maintien de l'ordre et de la tranquillité publique, et ce, sans préjudice du compte à rendre par les dits officiers et chefs

« de brigade aux prévôts généraux »; le 5<sup>e</sup> titre contient 16 articles sur le service extraordinaire; article 2<sup>e</sup>: « les ordres que les premiers présidents et procureurs généraux auront à donner pour tout ce qui concerne le bien de la justice et de la police générale seront exécutés par la maréchaussée, conformément à l'arrêt du Conseil du 8 janvier 1724; et lors des rentrées des cours, des processions de la Fête-Dieu, de l'octave de cette fête, et de celles d'institutions royales et autres cérémonies auxquelles elles assisteront en vertu des ordres de Sa Majesté, le prévôt général, ou l'officier qui commandera en son absence, fera trouver aux dites cérémonies, à l'heure qui lui aura été indiquée par le premier président ou celui qui présidera la compagnie, les brigades en résidence dans la ville où la cérémonie aura lieu, lesquelles seront commandées par un lieutenant ou sous-lieutenant qui sera chargé d'empêcher l'affluence du peuple et de maintenir le bon ordre et la décence aux dites cérémonies »; article 3<sup>e</sup>: tout ce que les Intendants jugeront à propos d'ordonner à la maréchaussée, concernant l'administration dont ils sont chargés, sera de même par elle exécuté; article 7: les chefs de brigade et cavaliers de la maréchaussée n'agiront jamais directement dans les affaires qui ne sont pas de la compétence des prévôts des maréchaux, mais prêteront seulement main forte; article 12<sup>e</sup>: les journées de marche des chefs et cavaliers de brigades seront, l'une dans l'autre, de huit lieues en été et de six en hiver; et elles seront payées aux maréchaux-des-logis sur le pied réglé pour les exempts de maréchaussée par l'arrêt du 1<sup>er</sup> juin 1775; — le 6<sup>e</sup> titre ne contenant qu'un seul article sur les honneurs à rendre à qui de droit, de la même manière que les autres corps de troupes; — le 7<sup>e</sup> titre, de 7 articles sur les appointements et solde; article 1<sup>er</sup>: « S. M. voulant traiter favorablement les officiers, bas officiers et cavaliers de maréchaussée, en considération du service continué dont ils sont chargés, et de la nature de ce service, elle a réglé qu'ils jouiront des appointements et solde par an ci-après: à chaque inspecteur général, 4,000 livres; à chaque prévôt général (indépendamment des gages fixés par l'intérêt de la finance de sa charge, par l'édit du mois de mars 1720), 2,400 livres; à chaque lieutenant (outre les gages fixés par le même édit), 1,200 livres; à chaque sous-lieutenant, 1,000 livres; à chaque maréchal-des-logis, 600 livres; à chaque brigadier, 450 livres; à chaque cavalier, 366 livres; à au trompette, 270 livres »; article 2<sup>e</sup>: S. M. accorde en outre à chaque inspecteur général une gratification

de deux mille livres par an pour frais de voyages ; à chaque prévôt général , cinq cents livres , et à chaque lieutenant , trois cents livres pareillement pour frais de voyages ; desquelles gratifications ils seront payés annuellement , après avoir fait les revues exigées au titre III de la présente ordonnance ; article 5<sup>e</sup> : S. M. défend très-expressément de faire aucune autre retenue sur les dits appointements et solde , sous quelque prétexte que ce soit ; article 6<sup>e</sup> : déclare S. M. qu'à compter de la date de la présente ordonnance , elle ne fera plus ordonner de retenues sur les appointements et solde des officiers , bas officiers et cavaliers de maréchaussée , si ce n'est pour l'acquit de leur nourriture personnelle ; — titre 8 , article 6<sup>e</sup> : la distribution du fourrage se fera chaque jour en présence du chef de la brigade , et en son absence par le cavalier qu'il en chargera ; il en sera délivré une ration complète pour chaque cheval présent à la résidence ; article 10<sup>e</sup> : seront exempts du paiement de tous droits d'octroi et entrées , pour les fourrages d'approvisionnement des chevaux des brigades , les maréchaux-des-logis , brigadiers et cavaliers des dites brigades , voulant S. M. qu'ils jouissent , à cet égard , des mêmes franchises accordées à ses autres troupes ; — titre 9 , article 3<sup>e</sup> : dans les lieux de résidence des brigades où il ne serait pas possible de fournir les logements en nature , il sera payé pour en tenir lieu , savoir : à chaque maréchal-des-logis , une somme de 70 livres par an ; à chaque brigadier , celle de 60 livres , et à chaque cavalier , celle de 50 livres ; article 4<sup>e</sup> : S. M. voulant fixer en argent le logement des officiers , elle entend qu'il soit payé pour cet objet une somme de 500 livres à chaque prévôt général ; celle de 250 livres à chaque lieutenant , et celle de 150 livres à chaque sous-lieutenant ; le tout sur les fonds provenant de la contribution des provinces pour le rachat du logement en nature ; — le 10<sup>e</sup> titre contenant 13 articles sur les remotes ; article 3<sup>e</sup> : S. M. se charge de pourvoir au paiement des chevaux de remplacement , de manière que les maréchaux-des-logis , brigadiers et cavaliers ne soient dans le cas de se remonter à leurs frais , que lorsqu'il sera prouvé que leurs chevaux auront péri faute de soin ou de nourriture ; article 10<sup>e</sup> : les chevaux des bas officiers et cavaliers décédés , retirés ou congédiés , seront conservés pour les hommes qui devront remplacer les dits bas officiers et cavaliers , s'ils sont convenables et d'un bon service ; article 11<sup>e</sup> : les chefs de brigade et cavaliers , qui changeront de résidence , ne pourront emmener avec eux leurs chevaux , qui resteront aux brigades d'où ils partiront , pour servir aux chefs de brigade et cavaliers

par lesquels ils seront remplacés ; en sorte que les chevaux seront censés appartenir aux brigades et non aux hommes dont elles seront composées ; — le 11<sup>e</sup> titre a 6 articles relatifs à la bourse commune ; article 1<sup>er</sup> : il sera établi dans toutes les brigades une bourse commune , dans laquelle seront mises toutes les amendes prononcées au profit de la maréchaussée , les gratifications pour les captures , à l'exception de celles pour les déserteurs , qui seront toujours partagées par égale portion entre ceux qui les auront faites , et généralement tous les paiements qui seront faits par S. M. ou par les particuliers pour vacations et service extraordinaire ; article 6<sup>e</sup> : S. M. fixe le partage de la bourse commune , dans toutes les brigades , à un tiers de la somme pour le chef , et au tiers de ces deux tiers qui resteront pour chacun des trois cavaliers des dites brigades , en sorte que , sur neuf parts égales , trois appartiendront au chef et deux à chacun des dits cavaliers ; — le 12<sup>e</sup> contient 20 articles sur les revues des commissaires des guerres ; — le 13<sup>e</sup> titre a 12 articles sur l'habillement , l'équipement et l'armement ; article 1<sup>er</sup> : « l'habillement sera com-  
« posé , pour les maréchaux-des-logis , brigadiers et  
« cavaliers , d'un habit de drap de Lodève ou de Berri ,  
« bleu de roy naturel , à paremens , revers et collet de  
« drap écarlate , doublé en serge rouge garance ; veste  
« de drap couleur de chamois , doublée de serge blan-  
« che , et culotte de peau , couleur naturelle ; cet habille-  
« ment sera renouvelé tous les deux ans » ; article 2<sup>e</sup> :  
« l'habit sera coupé de manière à ne former qu'un pli  
« et demi et croisera par derrière ; il sera assez large ,  
« ainsi que la veste , pour que les cavaliers puissent  
« l'agrafer aisément sur la poitrine et porter un gilet  
« sans qu'ils soient gênés ; et il sera tenu assez long  
« pour que , ainsi boutonné , il arrive à 4 pouces de  
« terre , celui qui le portera étant à genoux ; les man-  
« ches seront aisées et doublées en toile , les poches  
« seront ouvertes en dessous , et cependant figurées sur  
« l'habit par des pattes ordinaires , bordées d'un passe-  
« poil écarlate ; le collet sera droit et portera quinze  
« lignes de hauteur ; les revers auront dix-huit à dix-  
« neuf pouces de longueur et trois pouces et demi de  
« largeur dans la partie supérieure la plus large , trois  
« pouces au milieu et deux pouces six lignes dans le  
« bas , qui sera coupé carrément . Les parements seront  
« fermés à l'ordinaire par une couture , ils auront  
« 4 pouces 3 lignes de hauteur , sur une largeur pro-  
« portionnée à celle des manches , et telle qu'ils en  
« soient détachés en dessous de six lignes et de dix-huit  
« lignes du poignet . L'habit sera garni de treize gros  
« boutons et de seize petits , les uns et les autres de

« métal blanc portant un écusson à trois fleurs de lys  
 « environnés de branches de laurier et d'olivier ; ils  
 « seront placés, savoir : trois gros sur chaque pare-  
 « ment, trois au bas du revers, deux aux hanches et  
 « un au bas de chaque pli ; sept petits à chaque revers,  
 « un à l'épaulette, qui sera de drap bleu liseré en écar-  
 « late, et un à l'aiguillette, laquelle sera en soie blan-  
 « che pour les maréchaux-des-logis et brigadiers, et en  
 « fil de même couleur pour les cavaliers, et se portera  
 « sur l'épaule gauche. La veste sera faite de manière  
 « qu'en boutonnant bas par douze petits boutons, le  
 « dernier couvre entièrement la ceinture de la culotte,  
 « et qu'elle emboîte bien les hanches et le ventre ; les  
 « basques auront six pouces et demi de longueur par  
 « devant, à compter du dernier bouton ; elles ne seront  
 « point arrondies, et elles auront des poches ouvertes  
 « qui se fermeront par des pattes, garnies chacune  
 « de trois petits boutons ; les manches seront doublées  
 « en toile ; les culottes seront faites à pont levis. Les  
 « maréchaux-des-logis, brigadiers et cavaliers auront  
 « de plus un manteau de drap bleu de roy, à collet  
 « montant, et dont la rotonde sera du même drap,  
 « bordée d'un galon d'argent pour les chefs de brigade ;  
 « ce manteau sera renouvelé tous les huit ans » ;  
 article 3<sup>e</sup> : « il sera délivré tous les deux ans, pour la  
 « coiffure des bas officiers et cavaliers, un chapeau de  
 « forme profonde, dont les ailes seront coupées en  
 « rond exact et bordées d'un galon d'argent de seize  
 « lignes ; elles seront retroussées avec des agrafes,  
 « et celle de la gauche portera un gros bouton uni-  
 « forme, auquel s'attachera la ganse qui sera d'un fil  
 « d'argent ; la cocarde sera de basin blanc ; les cheveux  
 « seront liés en queue, la frisure ne sera que d'une  
 « boucle à chaque face » ; article 4<sup>e</sup> : « les maréchaux-  
 « des-logis seront distingués par un bordé et un galon  
 « d'argent, l'un et l'autre de la largeur de dix lignes,  
 « cousus sur le parement à la distance de quatre lignes  
 « l'un de l'autre, et les brigadiers porteront sur le pa-  
 « rement un seul bordé d'argent de dix lignes, sem-  
 « blable à celui des maréchaux-des-logis ; les trom-  
 « pettes seront vêtus comme les cavaliers ; ils porteront  
 « de plus, sur l'habit seulement, un galon de petite  
 « livrée de S. M., conforme au modèle qui sera donné.  
 « L'habillement des officiers sera absolument le même  
 « que celui qui vient d'être réglé, sauf la différence du  
 « drap, qui sera d'Elbeuf ou de qualité équivalente,  
 « et celle des boutons qui seront argentés. Aucun des  
 « dits officiers, de tel grade qu'il soit, ne pourra porter  
 « sur son uniforme aucun bordé, galon, boutonnieres  
 « ou agrément d'argent ; ils ne porteront point non

« plus de doublures de soie à leurs habit et veste, ni  
 « à la redingote qui sera de drap bleu ; S. M. leur  
 « réitérant la défense de faire le moindre changement  
 « à l'uniforme qu'elle vient de régler, sous les peines  
 « qu'elle se réserve de prononcer » ; article 11<sup>e</sup> : « S. M.  
 « fera faire fonds annuellement dans la caisse du tré-  
 « sorier général des maréchaussées en exercice pour  
 « la masse de l'habillement des bas officiers et cavaliers  
 « de la maréchaussée, au complet, des sommes ci-  
 « après, savoir : par chaque maréchal-des-logis,  
 « 45 livres ; par chaque brigadier, 42 livres ; par  
 « chaque cavalier, 40 livres ; par chaque trompette,  
 « 30 livres ; n'entend S. M. que les selles, brides,  
 « bridons, licous et leurs garnitures, autres que les  
 « bossettes, soient fournis aux maréchaux-des-logis,  
 « cavaliers et brigadiers, qui seront tenus de se les  
 « procurer, et de s'en entretenir à leurs frais et uni-  
 « formément, ainsi que des objets d'habillement et  
 « d'équipement mentionnés en l'article 4 du titre VII » ;  
 — le 14<sup>e</sup> et dernier titre contient 5 articles concernant les  
 récompenses militaires et exemptions ; article 1<sup>er</sup> : « les  
 « officiers, bas officiers et cavaliers de la maréchaussée  
 « qui se trouveront, par leurs infirmités ou par des  
 « blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions,  
 « absolument hors d'état de continuer leurs services, ce  
 « qui devra être constaté de la manière la plus authen-  
 « tique, jouiront des pensions de récompenses mili-  
 « taires ci-après, savoir : les prévôts généraux, 1,200  
 « livres ; les lieutenants, 600 livres ; les sous-lieutenants,  
 « 400 livres ; les maréchaux-des-logis, 250 livres ; les  
 « brigadiers, 168 livres ; les cavaliers, 126 livres. Ceux  
 « des dits maréchaux-des-logis, brigadiers et cavaliers  
 « qui préféreront leur retraite à l'Hôtel Royal des  
 « Invalides y seront admis, savoir : les maréchaux-des-  
 « logis, comme maréchaux-des-logis de la première  
 « classe ; les brigadiers, comme maréchaux-des-logis  
 « de la classe intermédiaire, et les cavaliers, comme  
 « bas officiers » ; article 2<sup>e</sup> : « entend cependant, S. M.,  
 « que les dites récompenses militaires, ou retraite à  
 « l'Hôtel Royal des Invalides, ne puissent être accor-  
 « dées qu'à ceux qui auront au moins quatorze années  
 « de service dans la maréchaussée, indépendamment  
 « de ceux rendus précédemment dans les régiments ;  
 « et que si les maréchaux-des-logis, dans le cas d'ob-  
 « tenir ces récompenses ou retraites, ont moins de six  
 « ans de service en cette qualité, elles ne leur soient  
 « accordées que comme brigadiers, et aux brigadiers  
 « que comme cavaliers, s'ils n'avoient pas acquis les  
 « dites six années en qualité de brigadiers » (28 avril  
 1778) ; — instruction réglant la manière dont les



brigades devront passer les différentes revues, contenant 6 titres, dont le 1<sup>er</sup> concerne l'armement; le 2<sup>e</sup>, le salut; le 3<sup>e</sup>, l'assemblée des brigades et leur formation à pied; le 4<sup>e</sup>, l'inspection à pied; le 5<sup>e</sup>, la formation de brigades à cheval; et le 6<sup>e</sup>, l'inspection à cheval (28 avril 1778); — déclaration interprétative de celle du 23 mai attribuant aux prévôts la connaissance des attroupements et émotions populaires (11 août 1789); — proclamation du Roi sanctionnant le décret de l'Assemblée nationale du 22 septembre, exemptant de toute imposition, pour l'année 1790 seulement, les appointements et solde des officiers et cavaliers de maréchaussée (5 octobre 1790).

C. 2149. (Liasse.) — 24 pièces et cahiers, papier.

**1625.** — Militaire. — Objets divers. — Certificats des informations faites par les curés des différentes paroisses de la Généralité, des vexations commises par des troupes en marche logées chez les habitants, savoir: Bavent, Brécy, Brouay, Cauvicourt, Croisilles, Gouvix, Hubert-Folie, La Bigne, Moutiers, Norey, Noyers, Périers, Plumetot, Rocquancourt, St-André-de-Fontenay, Ste-Honorine-du-Fay, St-Manvieu, St-Martin-de-Fontenay, Tessel, Tourville et Troarn.

C. 2120. — 1 registre, 101 feuillets, papier.

**1743-1779.** — Maréchaussée. — Objet général. — Enregistrement des plaintes, dénonciations, réquisitoires, informations, procès-verbaux de captures, interrogatoires, jugements et autres procédures pour chaque procès, en la maréchaussée de Caen, pour le département de la dite ville, en exécution de l'ordonnance criminelle de 1670 et de la déclaration du Roi sur les cas prévôtaux ou présidiaux du 5 février 1731; le dit registre coté et signé au bas de tous les feuillets par Michel-Antoine de Gouville, écuyer, conseiller du Roi, prévôt général de la maréchaussée de Basse-Normandie, au département de la Généralité de Caen, pour être rempli suivant les dites ordonnances et déclaration du Roi du 1<sup>er</sup> juin 1747; entr'autres: du 12 juillet 1748, jugement prévôtal, rendu en la Chambre du Conseil du Bailliage royal de Vire, par M. d'Orbendelle, avec les officiers du dit Bailliage, contre les filles Fleury et Guillard, atteintes et convaincues d'avoir, le 12 août 1746, volé avec effraction externe, en la maison de Louis Sainte, journalier en la paroisse du Theil, à la complicité l'une de l'autre, divers effets d'habillement

et 50 sols; ont été condamnées, savoir: la dite Jeanne Fleury à faire amende honorable, à être fustigée et marquée de la lettre V, et la dite Guillard à être pareillement fustigée et marquée de la lettre V, et, en outre, au bannissement à perpétuité et leurs biens confisqués; — le 29 mars 1749, contre le nommé Duchesne, ouvrier en fer-blanc, accusé d'avoir répandu à Caen des pièces de fer-blanc pour des sols marqués, lors de la publication de la paix; — 2 août 1749, jugement prévôtal, rendu à Mortain par le prévôt général, condamnant le sieur Jacques Dumont dit des Fontaines à faire amende honorable et à être pendu, et ses biens confisqués, pour n'avoir pas gardé le ban, auquel il a été condamné pour neuf ans, dans la province de Normandie, par sentence du bailli de Coulonces du 16 mars 1746, pour avoir volé deux bœufs, et être vagabond « valide sans aveu ni domicile »; — 22 avril 1754, dépôt fait au greffe de Caen, par les sieurs Gauguin et Denise, cavaliers, du procès-verbal des perquisitions par eux faites, à la réquisition de Jean Nicolle, écuyer, sieur de Beaucourt, conseiller du Roi, président trésorier de France au bureau des finances d'Alençon, dans l'auberge de l'Épée-Royale, à Caen, pour rechercher Pierre Lecomte dit Des-hameaux et la demoiselle fille du dit sieur de Beaucourt, que le dit Des-hameaux est accusé d'avoir enlevée par force, violence et séduction; — 20 mars 1755, jugement prévôtal, rendu à Caen par le prévôt général, déclarant la contumace bien instruite contre Michel Angot, et, pour le profit, le condamnant à faire amende honorable et à être pendu, préalablement appliqué aux questions, pour avoir révélation de ses complices, convaincu d'être un voleur de profession et d'avoir volé dans l'église de Bretteville-la-Pavée 1,109 livres 12 sols; — du 28 mai 1757, jugement prévôtal, rendu par M. le Prévôt général, qui condamne contradictoirement le sieur Thomas Sicot et, par contumace, les sieurs François Leteinturier frères à faire amende honorable et à être roués vifs, ayant été convaincus de vol et assassinat de grand chemin, de complicité avec les sieurs Grimbouillet et Lecoq dit le Baigneux, ci-devant condamnés; — 24 décembre 1760, jugement prévôtal, rendu à Caen par M. d'Orbendelle, qui condamne François et Antoine Bassiano aux galères à perpétuité, préalablement marqués des lettres G et L, convaincus d'être vagabonds mendiants « valides sans » « aveu, d'avoir mendié avec insolence, étant porteurs » « d'un mandement ou patent faux et falsifié, en vertu » « duquel ils ont quêté pour la rédemption des captifs » « et trompé le public. » — Le 30 octobre 1762, le dit registre est arrêté par M. Cambon, inspecteur général

des maréchaussées de France; le 15 juillet 1773, il l'est de nouveau par M. Cambon; et les 16 août 1774, 15 juillet 1775, 24 juillet 1776, par M. Gaiault-Devic.

C. 2121. (Liasse.) — 20 pièces, papier.

**1756-1769.** — Maréchaussée. — Augmentations. — Correspondance entre MM. le duc de Choiseul, ministre; le duc d'Harcourt, gouverneur de la province; de Surville, prévôt général; de Fontette, Intendant de la Généralité; relative : à l'établissement de deux nouvelles brigades de maréchaussée dans le département de Coutances, aux résidences de Cherbourg et de Granville, et aux observations du lieutenant de Coutances sur l'utilité de ce projet : « le département de « Coutances, écrit-il, est un des plus grands du royaume, « étant éloigné d'un bout à l'autre de plus de 30 lieues « de pays sur 15 de large. Il est composé de 8 grands « Bailliages : Avranches, Bayeux, Carentan, Cérances, « St-Lô, St-Sauveur-le-Vicomte et Valognes, sans « comprendre les hautes-justices, fort éloignées les « unes des autres. La facilité des passages aux îles de « Gersay, Guernesay et Origny, fait qu'on commet « toutes sortes de crimes impunément, et rend la garde « de ce département très coûteuse et onéreuse aux « officiers et cavaliers de maréchaussée, sans presque « aucune réussite pour empêcher ces passages dans « les isles, et afin de prévenir cette pernilleuse licence « et la fraude immense, qui se fait malgré la garde « des commis, le moyen qu'on s'imagine le plus sûr « seroit d'établir deux brigades à Grandville et à « Cherbourg, qui sont deux ports de mer, où se fait la « retraite et asile de tous les coupables, pour se pro- « curer un passage dans les dites isles, ce qui seroit « d'autant plus indispensables, surtout à Cherbourg, « que la brigade de Valognes est dans l'impossibilité « de veiller et visiter 164 paroisses, 13 marchés chaque « semaine, et 43 foires, confiées à sa garde. » — Suit l'état alphabétique des paroisses sous la surveillance de la brigade de Valognes, avec les dates et le nom des foires et marchés, et la distance de chaque paroisse à la ville de Valognes (11 mai 1756); — aux recherches à faire par l'Intendant, de concert avec M. le duc d'Harcourt et le prévôt général, des lieux où il est nécessaire, pour le bien du service et la sûreté publique, d'établir de nouvelles brigades de maréchaussée, en observant les distances, de manière qu'elles puissent aisément communiquer avec celles déjà existantes (20 décembre 1767); — à la réponse de M. de Fontette,

demandant au duc de Choiseul de proposer à S. M. l'établissement de 7 nouvelles brigades dans son département, d'accord avec M. de Surville, prévôt général (10 janvier 1768); — à l'avis qu'il en donne au duc d'Harcourt en lui envoyant copie du mémoire adressé au duc de Choiseul (11 janvier); ce mémoire signale l'importance de Caen, et l'insuffisance des deux brigades de maréchaussée « pour garder plus de 200 « paroisses sur un arrondissement de 40 lieues au « moins, avec l'obligation de se trouver tous les jours « dans les marchés considérables d'Argences, de Cheux, « Creully, Évreux, Troarn, etc., etc., dans nombre de « foires dans la ville et les gros bourgs, et de porter « tous les mois les recettes de la Généralité à Cam- « bremer, distant de 9 lieues de Caen, et que, malgré « tout cela, elles ont perpétuellement à contenir une po- « pulace mutine qui ne manque jamais de se porter aux « plus grands excès à la première occasion »; — aussi l'Intendant réclame-t-il : 1° une 3<sup>e</sup> brigade à Caen, ou du moins à Croissanville, d'où elle correspondrait avec celles de Caen, de Cambremer, de Falaise, Lisieux et Pont-l'Évêque, et veillerait au passage des troupes s'arrêtant à Argences et Mézidon; 2° une autre brigade à Condé-sur-Noireau, passage des troupes allant en Bretagne, siège de 2 marchés par semaine, de 7 foires, sans compter celles de Clécy, le Plessis, St-Germain-du-Crioult, Tilly, Tinchebray et Vassy; « cette brigade « veillera à la sûreté des marchands se rendant à la « foire de Guibray, et sera à portée de pourchasser « tous les bandits qui rendent le passage du bois des « environs fort dangereux »; 3° une autre à Isigny, « très-gros bourg, avec un petit port de mer, où l'on « embarque beaucoup de beurre, de cidre et autres « denrées, où il y a un gros marché chaque semaine, « et une foire annuelle durant 3 jours; ce bourg, situé « à une demi-lieue du petit Vez, est un très-gros « passage pour le Cotentin, où les mauvais sujets se « retirent pour attendre le moment de s'embarquer; « au surplus, si l'on trouve que cette brigade seroit « encore très-éloignée de celle de Bayeux, on pourroit « la placer à La Cambe, grosse paroisse sur la même « route »; 4° une autre brigade à St-James, gros bourg à 3 lieues de Pontorson; 5° une à Grandville, « port de mer très-considérable pour la pêche, empê- « cheroit le passage beaucoup trop facile sur cette « côte des mauvais sujets pour les isles angloises, elle « empêcheroit aussi bien des émigrations d'ouvriers « et d'autres sujets qu'il est important de faire rester « en France »; 6° la 6<sup>e</sup> brigade à St-Sauveur-le-Vicomte, « gros bourg où il y a un bailliage royal

« fort étendu et un fort marché; cette brigade « seroit très-nécessaire pour veiller particulièrement « sur le petit port de Carteret, où les mauvais sujets « s'embarquent continuellement, et sur la forêt de « Néhou et autres bois redoutés pour leur brigandage »; la 7<sup>e</sup> et dernière brigade demandée seroit utile à Cherbourg, port considérable, « pour veiller « sur les paroisses du cap de La Hague et du canton « du Val-de-Saire, du côté de Barfleur. Il est certain « que la brigade de Valognes, dont le département « est peut-être le plus étendu de tout le royaume, « ne peut veiller sur ce qui feroit l'arrondissement de « la brigade de Cherbourg. » L'auteur du mémoire conclut en indiquant l'ordre de préférence et demande que l'on établisse : d'abord les brigades de Cherbourg et de Granville, puis celles de Condé, de Caen ou Croissanville, de St-James, d'Isigny et de St-Sauveur-le-Vicomte (26 décembre 1767); — à la question du fourrage à fournir en argent ou en nature, et à celle du casernement ou à la dispersion des cavaliers de la maréchaussée, aux avantages et inconvénients de ces deux manières de procéder pour assurer l'ordre des cavaliers et la sécurité des habitants (27 décembre 1767 et 12 janvier 1768); — à l'envoi, à M. de Fontette, du mémoire composé par M. de Surville, prévôt général, et son 1<sup>er</sup> lieutenant, le sieur d'Orbendelle, puis adressé au duc de Choiseul et au duc d'Harcourt, et concluant à l'établissement de dix brigades, attendu que : 1<sup>o</sup> la Généralité de Caen est composée de 1,228 grandes paroisses; 2<sup>o</sup> que les deux tiers de son continent sont bornés par la Manche, ce qui exige bien de la vigilance et de l'activité pour empêcher le passage des criminels et déserteurs aux Iles anglaises, peu éloignées du Cotentin; qu'elle est traversée par les grandes routes tendantes à Alençon, Orléans, Paris, Rouen, et aux provinces de Bretagne, du Maine, de la Picardie et du Poitou; 4<sup>o</sup> qu'elle est garnie de bois et de forêts; 5<sup>o</sup> qu'enfin « on doit appercevoir au bureau des maréchaussées et à celui du procureur général d'icelles « que cette Généralité est plus fertile en affaires « criminelles qu'aucunes autres »; de là résulte l'insuffisance des 12 brigades accordées à la Généralité de Caen, lors de la répartition de 1720, tandis que les autres Généralités ont été plus favorisées, telles que celles d'Orléans, ayant eu 26 brigades pour 1,452 paroisses; Poitiers, 22 pour 1,008 paroisses; Moulins, 18 pour 1,218 paroisses, etc. La prévôté générale de Caen est divisée en deux départements, sur le ressort des deux présidiaux de Caen et de Coutances, de 6 brigades chacun seulement. Le prévôt général ayant consulté

son 1<sup>er</sup> lieutenant, en exercice depuis 35 ans, demande d'établir 10 nouvelles brigades, savoir : 5 dans le département de Caen : 1<sup>o</sup> au bourg d'Argences, passage ordinaire des troupes et à proximité du hameau de Moul, où passe chaque mois la recette des deniers royaux de la Basse-Normandie; 2<sup>o</sup> dans la ville de Caen, où les deux brigades établies ne suffisent pas à cette capitale de la Basse-Normandie, résidence du duc d'Harcourt, de l'Intendant, d'un état-major, d'une Université et d'une Académie célèbre, dont il faut contenir les nombreux écoliers, d'un siège présidial, d'un hôtel des Monnaies, d'un Bureau des Finances et autres juridictions, « deux directions générales des fermes du « Roy, qui requèrent fréquemment des mainfortes pour « soutenir la régie... »; 3<sup>o</sup> à Condé-sur-Noireau, où elle est tellement désirée que les bourgeois en avaient offert l'établissement à leurs frais; 4<sup>o</sup> à Isigny, port navigable à proximité de la mer, et passage aux Iles anglaises; 5<sup>o</sup> à Balleroy, situé sur la forêt de Cerisy; et 5 dans le département de Coutances : 1<sup>o</sup> à St-James, passage ordinaire des troupes pour la Bretagne; 2<sup>o</sup> à Granville, port de mer qui favorise le passage des scélérats et des contrebandiers aux Iles anglaises, et des espions en temps de guerre; 3<sup>o</sup> au bourg de Périers, siège d'un Bailliage royal; 4<sup>o</sup> à Cherbourg, port de mer assez considérable près des Iles anglaises; « son département seroit encore étendu, puisqu'il contiendrait « toute La Hague et le Val-de-Saire; elle veilleroit encore « dans les forêts, les foires et les marchés, n'étant pas « possible que la brigade de Valognes puisse garder tout « le pays »; enfin 5<sup>o</sup> à St-Sauveur-le-Vicomte, proche la forêt de Néhou et du petit port de Carteret, le plus proche des Iles anglaises (14 janvier 1768); — à l'avis donné que du nombre des brigades de maréchaussée d'augmentation, demandées pour la Généralité de Caen, S. M. a décidé qu'il ne pouvait y en être établi que quatre, qui seraient bien placées à Croissanville, Condé, Granville et Cherbourg (9 juillet 1768); — aux regrets exprimés par M. de Fontette à M. le duc de Choiseul de n'avoir pu obtenir une brigade pour St-James, passage considérable pour la Bretagne, fort éloigné d'Avranches et de Mortain, ni pour Isigny (19 juillet 1768); — à l'augmentation du traitement des maréchaussées et des brigades à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1770, et à la proposition faite par le duc de Choiseul à l'Intendant et au duc d'Harcourt, de décomposer les 16 brigades pour garnir davantage le pays de maréchaussées et établir une communication plus facile; qu'il y aurait des brigades de 3 cavaliers sous le commandement d'un brigadier et même de 2 sous celui d'un sous-brigadier,



et demandant, en conséquence, l'état des lieux où il serait à désirer qu'il y eût des brigades de 5, de 4, et de 3 hommes, suivant les besoins du service (18 octobre 1769); — à l'envoi du dit état des lieux où l'Intendant, d'accord avec le sieur de Surville, prévôt général, pense qu'il serait utile d'établir des brigades de 3, 4 et 5 hommes, savoir : département de Caen, anciens emplacements : Caen, 1 exempt, 1 brigadier et 8 cavaliers ; Bayeux, 1 exempt et 4 cavaliers ; Aunay, 1 brigadier et 3 cavaliers ; Vire, idem ; Mortain, 1 sous-brigadier et 2 cavaliers ; nouveaux emplacements : à la Maladrerie, 1 sous-brigadier et 2 cavaliers, ainsi qu'à Condé, Croissanville, Tilly et Villers, en tout 40 hommes ; — département de Coutances : anciens emplacements : Coutances, 1 brigadier et 4 cavaliers ; Avranches, 1 brigadier et 3 cavaliers ; Carentan et Villedieu, 1 sous-brigadier et 2 cavaliers ; St-Lô, 1 brigadier et 4 cavaliers ; à Valognes, 1 exempt et 4 cavaliers ; Cherbourg, St-James et St-Sauveur-le-Vicomte, 1 sous-brigadier et 2 cavaliers, en tout 39 hommes ; total pour la Généralité, 80 hommes, plus le prévôt général et 2 lieutenants.

C. 2122. (Liasse.) — 16 pièces, papier.

**1770-1778.** — Maréchaussée. — Augmentations et diminutions. — Correspondance entre MM. le duc de Choiseul, le prince de Montbarey, ministres ; le maréchal d'Harcourt ; le duc d'Harcourt, gouverneur de la province ; de Fontette et Esmangart, Intendants de la Généralité, et de Surville, prévôt général, relative : à l'envoi d'exemplaires de l'ordonnance du Roi, concernant l'augmentation des maréchaussées, et fixant le nombre des brigades que produira la décomposition des anciennes, et les nouvelles à y ajouter, lesquelles seront de 20 dans l'étendue de la Généralité, savoir : 6 d'exempt à 5 hommes ; 5 de brigadier à 4 hommes, et 9 de sous-brigadier à 3 hommes (17 janvier 1770) ; — à l'avis donné que S. M. a arrêté l'état de réforme d'une partie des brigades de maréchaussée, et que la compagnie de Caen est comprise pour 3 brigades, c'est-à-dire d'environ un sixième, qui est la proportion de la diminution totale ; « le Roi entend, écrit à M. Esmangart le prince de Montbarey, que ce soit d'abord la 3<sup>e</sup> brigade des résidences des prévôts généraux, la 2<sup>e</sup> des lieutenants, et ensuite celles qui se trouveront à moins de 4 lieues des autres, qui soient supprimées ; puis celles des endroits les moins suspects, surtout celles qui ne sont point casernées ou qui le sont mal » (17 mai 1778) ; — à la lettre du maréchal d'Harcourt recommandant à M. de Surville de s'entendre avec M. Esmangart pour régler les brigades à conserver de

préférence (19 mai 1778) ; — aux réponses de M. Esmangart représentant au ministre : « Il seroit bien à désirer que, lorsque vous vous occupés d'objets qui tiennent si particulièrement à l'intérêt des provinces, et même à leur tranquillité, vous voulussiez bien consulter les personnes qui les connoissent, et qui sont voués aux soins de leur administration ; ..... au lieu de cela, vous nous adressés une ordonnance qu'il s'agit d'exécuter sans pezer les inconvénients qui peuvent en résulter. Il est bien fâcheux d'être chargé de l'exécution de tels ordres, et je ne me dissimule pas que l'effet peut, par la suite, en devenir très-préjudiciable .... Je vais cependant m'occuper des moyens de remplir vos vœux, mais il faut que je la concerte avec M. le Maréchal et M. le duc d'Harcourt et leur proposer ce qui me paroît le moins nuisible » (23 mai) ; et au maréchal duc d'Harcourt : « Combien il étoit fâcheux de réduire le nombre des brigades, lorsqu'il seroit, pour le bien du service, si nécessaire de l'augmenter ; il est bien malheureux que, sans connoître les provinces et leurs besoins, sans consulter les personnes auxquelles le commandement et l'administration en sont confiées, on imagine, dans l'intérieur des bureaux, des réformes qui portent ainsi sur un objet intéressant la sûreté publique..... Quoi qu'il en soit, j'ai combiné avec le prévôt général sur quelles brigades la réforme pourroit tomber avec le moins d'inconvénient possible, et nous avons jugé que c'étoit celles d'Aunay, de La Haye-du-Puits et des Pieux » (23 mai) ; — aux observations ajoutées par le prévôt général à la suite du tableau de la composition et de la résidence des brigades : « Il y a actuellement dans la Généralité 21 brigades qui composent 79 hommes, on reforme les brigades d'Aunay, Tilly, La Haye-du-Puits et les Pieux..... Cette compagnie n'auroit pas dû s'attendre à aucune réforme, attendu que la Généralité de Caen est remplie de bois et forêts..... et il est encore d'observation que, lors de la formation des compagnies en 1770, on ne donna qu'une très petite augmentation d'hommes à cette compagnie, qui n'étoit pas suffisante pour faire exactement le service du Roy » ; — à la nouvelle lettre du maréchal duc d'Harcourt, approuvant la réflexion de l'Intendant ; « mais, ajoute-t-il, le ministre a réglé cette réduction d'après les motifs qui lui ont paru les plus propres à les décider » (28 mai 1778) ; — aux ordres que l'Intendant se résigne à donner au prévôt général pour procéder à la répartition des paroisses entre les brigades subsistantes (1<sup>er</sup> juin 1778) ; — à la lettre du prince de Montbarey,

donnant avis à M. Esmangart que, vu l'ordonnance du 3 octobre, le corps de la maréchaussée devant augmenter au 1<sup>er</sup> juin 1779 de 60 brigades, la compagnie de Caen était comprise pour deux brigades, et en P.-S., il ajoute : « Vous penserez sans doute que la brigade « d'Aunay doit être rétablie, je l'ai fait espérer à M. le « comte de Tavannes » (6 novembre); — à la réponse de M. Esmangart, écrivant au prince de Montbarey, qu'il joint ses instances les plus vives à celles du maréchal d'Harcourt, pour le rétablissement des 3 brigades supprimées en exécution de l'ordonnance du 28 avril, attendu qu'elles sont absolument nécessaires pour le service et la sûreté de la province : « Je vous dirai de « plus, M., que les lui rendre est un acte de justice « indispensable ; car, dans le second brevet de la taille « pour l'année 1779, il a été inséré, pour l'augmenta- « tion de la maréchaussée, une imposition nouvelle « sur ma Généralité de la somme de 9,672 livres, « somme plus que suffisante pour le paiement des dites « brigades supprimées... S'il vous étoit même possible « d'y en ajouter une 4<sup>e</sup>, ce seroit un grand avantage « pour la province, surtout dans les circonstances ac- « tuelles, où le service de la côte exige une surveillance « continue. J'espère que vous voudrés bien peser « ces raisons avec votre prudence ordinaire » (7 novembre 1778); — à la lettre du duc d'Harcourt disant à l'Intendant que le maréchal son père a fait les plus fortes représentations pour demander les 3 brigades, « Aunay ne peut passer que la 3<sup>e</sup> étant bien moins né- « cessaire que celles de Pontorson et du Cotentin » (13 novembre); — aux nouvelles instances de M. Esmangart pour obtenir du prince de Montbarey le rétablissement de 3 brigades : « Je ne puis me dispenser de « vous observer de nouveau, M., que c'est moins une « grâce qu'un acte de justice que nous vous deman- « dons, puisque ma Généralité doit payer, dès l'année « prochaine, une imposition nouvelle de près de « 10,000 livres pour assurer le service de la maré- « chaussée; il n'est pas naturel qu'elle soit grevée de « cette charge et qu'elle n'en profite pas. » Il démontre la nécessité absolue d'établir des brigades à Barneville et à Pontorson, où « il y a une maison de force qui « renferme beaucoup de mauvais sujets, que la pré- « sence de quelques cavaliers contiendra mieux que « toute autre mesure »; enfin, à Aunay, où M. de Tavannes sollicite l'installation d'une brigade (14 novembre); — à la lettre du maréchal, avertissant M. Esmangart qu'il n'a pu obtenir que deux brigades qu'il destine à Barneville et à Pontorson (18 novembre); à la réponse de M. Esmangart priant le maréchal

d'appuyer les fortes représentations qu'il a renouvelées au ministre pour obtenir le rétablissement de la 3<sup>e</sup> brigade; « Je ne vois pas de motifs pour que l'on ne « défère pas à ma demande, puisque l'on a chargé ma « Généralité d'une imposition nouvelle de près de « 10,000 livres, qui, assurément, est plus que suffisante « pour subvenir aux frais de l'entretien des 3 brigades « nécessaires à la sûreté publique »; et de sa main l'Intendant ajoute : « d'ailleurs, M. le comte de Ta- « vannes demande avec instance le rétablissement de « la brigade d'Aunay, et le ministre paroît disposé à « accueillir cette demande; mais cette brigade, quelque « nécessaire qu'elle soit, l'est moins que les deux « autres; pour qu'elle soit rétablie, il faut donc que « l'on rétablisse les trois, et peut-on le refuser lorsque « la province fait des frais plus que suffisants pour ces « brigades. Je vous prie, M. le Maréchal, de vouloir « bien présenter de nouveau ces réflexions avec force « au ministre » (20 novembre); — aux ordres donnés par l'Intendant à M. de Surville pour prendre les dispositions nécessaires à l'installation et au service des deux brigades établies à Barneville et à Pontorson (21 janvier 1779).

C. 2123. (Liasse.) — 27 pièces, papier.

**1786.** — Militaire. — Maréchaussée. — Augmentations. — Correspondance entre MM. le maréchal de Ségur, ministre; le duc d'Harcourt, gouverneur de la province; de Feydeau de Brou, Intendant de la Généralité; de Surville, prévôt général, et les subdélégués, relative : à l'avis donné par le maréchal de Ségur à l'Intendant, que S. M. est dans l'intention d'augmenter d'une ou deux brigades la maréchaussée de certaines provinces, qui sont reconnues en avoir le plus grand besoin, et à la demande faite si la Généralité de Caen se trouve dans ce cas (11 juin); — à la circulaire adressée par l'Intendant à ses subdélégués et au prévôt général, au sujet du choix du lieu de leur Élection où il serait nécessaire d'établir une brigade, soit pour faciliter la communication entre deux autres trop éloignées, soit pour tout autre motif intéressant le service du Roi, ou la sûreté publique (24 juillet); — aux réponses de M. Le Paulmier, subdélégué de Caen, osant à peine proposer d'en établir une à Caen, où il n'y a que deux brigades de 3 cavaliers avec le maréchal-des-logis et un brigadier, en tout 8 hommes, sans cesse de service, sans qu'il en reste un dans la ville, qui contient dans ses murs une jeunesse nombreuse et assez difficile (29 juillet); M. Meslé, subdé-

légué à Avranches, proposait d'en établir une au bourg de Montanel, en Bretagne, coupant par moitié la distance de 15 lieues d'Avranches à Rennes (5 août); — M. Genas, subdélégué de Bayeux, réclamait une brigade pour Isigny, à plus de 7 lieues de Bayeux : « Je ne connois point « d'endroit où il soit aussi pressant de former cet éta-  
« blissement pour la sûreté publique, tant à raison du  
« local qui est avoisiné de la forest de Neuilly, qu'eu  
« égard aux passages du grand et du petit Vey par les-  
« quels les malfaiteurs peuvent gagner le pays pour cher-  
« cher ensuite la facilité de s'embarquer » (29 juillet); — de M. Lavalley de La Hogue, subdélégué à Carentan, désignant Périers et La Haye-du-Puits, « où  
« une sous-brigade rétablirait une communication entre  
« celle de Carentan et la sous-brigade de Barneville,  
« qui est distante de plus de dix lieues l'une de l'autre,  
« et une brigade à Périers, très gros bourg, siège  
« d'un Bailliage fort étendu, établirait une communica-  
« tion bien essentielle avec les sous-brigades de Barne-  
« ville, La Haye-du-Puits et de Carentan » (31 juillet); — de M. de Garantot, subdélégué à Cherbourg, dem-  
« andant, ainsi que M. le duc d'Harcourt, la translation  
de la brigade de Barneville à Cherbourg, où « une  
« brigade seule ne peut faire le service; il y faut au  
« moins 6 cavaliers » (31 juillet); — de M. de Mom-  
brière, subdélégué de Coutances, qui écrit : « Il est bien  
« intéressant, pour la sûreté publique, d'augmenter la  
« maréchaussée, et singulièrement dans les circons-  
« tances présentes. Le défaut de moïens de se procurer  
« la subsistance, occasionné par la disette d'orge de  
« l'année dernière, a multiplié les misérables, et con-  
« séquemment les vagabonds et les voleurs. » Il pro-  
« pose de placer une brigade à Périers, qui correspon-  
« drait facilement avec celles de Coutances et de  
Carentan; « la brigade de Coutances est éloignée de  
« 7 lieues de celle de Villedieu, qui l'est de 5 lieues de  
« celles de Grandville, d'Avranches et de Vire »; Ville-  
« dieu est bordé des forêts de St-Sever et de Gavray,  
traversées par des chemins impraticables, où la bri-  
« gade ne peut qu'avec danger faire seule la recherche  
et poursuite des vagabonds; on ne « peut donc placer  
« plus à propos une brigade d'augmentation qu'à  
« Gavray, qui est à l'entrée de cette forêt, et qui rap-  
« proche des brigades d'Avranches, Coutances, Grand-  
« ville et Villedieu. S'il n'étoit pas possible de placer  
« deux brigades, l'une à Périers et l'autre à Gavray, je  
« pense qu'on en devroit mettre par préférence à  
« Gavray » (30 juillet); — de M. Couraye Du Parc,  
subdélégué de Granville, proposant le bourg de Gavray,  
pays de forêts, lieu de passage pour les troupes

(28 juillet); — de M. de La Roque, subdélégué de  
Mortain, rappelant que « les officiers du Bailliage de  
« Tinchebray avaient sollicité l'établissement d'une  
« brigade, et que leurs représentations étaient fondées :  
« 1<sup>o</sup> qu'il y avait 17 foires par an et trois forts marchés  
« tous les lundis; 2<sup>o</sup> que ce pays de commerce et de  
« manufactures étoit extraordinairement peuplé; 3<sup>o</sup> que  
« la grande route, quoique non travaillée, était la plus  
« pratiquée de la province, que les vagabonds et désér-  
« teurs pouvaient parcourir impunément un espace de  
« 11 à 12 lieues, de St-Hilaire à Condé, sans rencontrer  
« de brigades, et sur la route de Basse-Bre-  
« tagne, St-Lô, etc., depuis Pontorson, ce qui faisoit  
« 19 lieues jusqu'à Condé, et que, d'ailleurs, lors-  
« qu'il se commettoit quelque crime, les coupables  
« ne pouvoient être aussi promptement arrêtés par  
« des huissiers que par des cavaliers, ces premiers  
« étant toujours morosifs et poltrons lorsqu'il est  
« question d'expéditions épineuses. Je ne peux rien  
« ajouter à ce détail qu'en vous observant, Monsieur,  
« que le canton de Tinchebray est abondant en four-  
« rage, et que l'établissement ne seroit pas difficile à y  
« former » (30 juillet); — de M. Robillard, subdélégué  
de St-Lô, demandant une brigade à Thorigny : « C'est  
« un si gros bourg que le nom de ville lui conviendrait;  
« il y a Bailliage royal et deux hautes justices, le pays  
« et ses environs présentent à la justice criminelle de  
« fréquentes occupations; Thorigny présente de la  
« ressource pour le logement et la subsistance d'une  
« brigade...; il s'y tient 4 à 5 foires par an. Je ne  
« connois enfin pas d'endroit, depuis Caen jusqu'à  
« Cherbourg, où il y ait autant de population qu'à  
« Thorigny et un nombre aussi considérable de pro-  
« priétaires notables;... Périers pourroit le disputer à  
« Thorigny par l'importance de son Bailliage; mais  
« Périers est isolé, retiré dans son coin, n'est lieu de  
« passage pour aucune province, pas même pour ville;  
« Isigny a encore quelque célébrité, mais borné par la  
« mer et le Vey. Si vous donniez la préférence à Tho-  
« rigny, vous formeriez un arrondissement honnête à  
« la brigade, et vous en laisseriez un très suffisant aux  
« brigades de Bayeux, St-Lô et Vire;... et, en finissant,  
« je me souviens que, par un usage assez ancien, dont  
« il est difficile de donner la raison, la brigade de  
« St-Lô est encore obligée de faire le service du gros  
« bourg de Marigny, qui, pourtant, dépend de Cou-  
« tances, en sorte qu'elle a plus de marchés à surveiller  
« par semaine qu'il y a de jours à la semaine, car il y  
« en a trois à St-Lô » (20 juillet); — de M. Sivard  
« de Beaulieu, subdélégué de Valognes, proposant



d'augmenter de deux cavaliers les brigades de Cherbourg, qui « exige un service plus rigoureux dans les « circonstances actuelles », et de Valognes, pour multiplier davantage les visites, ce qui est essentiel à la sûreté publique (31 juillet); — de M. de Mortreux, subdélégué à Vire, proposant le bourg de Flers et surtout le Pont-Farcy, passage considérable pour la Bretagne, pour les troupes et les matelots, mais où il n'y a ni foire ni marchés; cependant il incline pour Thorigny, « qui est « un gros bourg qu'on pourroit qualifier de ville », de l'Élection de St-Lô (30 juillet); — à l'avis donné à M. de Brou par M. le duc d'Harcourt, qu'il a proposé à M. le maréchal de Ségur d'établir de préférence une brigade à Thorigny et l'autre à Isigny (31 juillet); — à la lettre de M. de Surville, prévôt général, priant M. de Brou d'insister sur la nécessité des deux brigades à Isigny, bourg considérable au passage des Veys, et à Thorigny, pays de montagnes et de bois, siège d'un Bailliage très-étendu, à peu près à la même distance de St-Lô, Ville-dieu et Vire (1<sup>er</sup> août); — à la réponse de M. de Brou, présentant à M. le maréchal de Ségur la liste des lieux proposés pour de nouveaux établissements de brigades, et les raisons d'après lesquelles on peut juger qu'ils y seront utiles, puis résumant toutes les réponses de ses subdélégués, et concluant, comme M. le duc d'Harcourt, à choisir de préférence Thorigny et Isigny; « j'observe seulement que l'établissement de Thorigny « paroît le plus nécessaire, et que si les circonstances « ne permettent pas de porter l'augmentation jusqu'à « deux brigades, il seroit au moins à désirer d'augmenter celle de Cherbourg d'un ou de deux cavaliers » (16 août); — à la lettre du procureur du Roi, à Tinchebray, où, écrit-il, « il ne réside qu'un sergent « et un huissier incapable d'y maintenir le bon ordre, « et d'arrêter les déserteurs qui passent souvent pour « se rendre dans la forêt de Lande-pourrie, et dans « le Maine et la Bretagne, je vois des crimes et des « désordres se succéder sans pouvoir y apporter les « remèdes prompts et convenables, faute de main-forte « pour arrêter et contenir les délinquants, les assassins y deviennent assez communs » (4 septembre); — à l'avis donné à l'Intendant, par M. le maréchal de Ségur, que S. M. ne pouvant accorder qu'une brigade dans chacune des compagnies qui en ont le plus besoin, elle a ordonné que celle dont elle a jugé à propos d'augmenter la compagnie de Caen serait placée à Thorigny, pour le 1<sup>er</sup> janvier, et aux ordres à donner pour qu'à son arrivée à Thorigny, elle y soit casernée conformément à l'ordonnance de 1778 (22 octobre).

C. 2124. (Liasse.) — 19 pièces, papier.

**1789.**— Militaire.—Maréchaussée.—Augmentations.—Correspondance entre MM. le comte de Puységur, ministre; le duc d'Harcourt, gouverneur de la province; Cordier de Launay, Intendant de la Généralité; de Surville, prévôt général et les subdélégués, relative: à l'avis demandé à M. de Launay sur différentes représentations reçues par le ministre de la guerre, « sur ce « que plusieurs brigades de maréchaussée de la Généralité pourroient être placées d'une manière plus « avantageuse pour le bien du service et la sûreté des « communications, et qu'il étoit même indispensable « d'en établir de nouvelles; celles qui existent ayant « une trop grande étendue de pays à parcourir pour « leur tournée et les conduites de brigade en brigade, « ce qui rendoit leur service pénible et difficile à « remplir », et sur les propositions d'établir des brigades à pied dans le pays de montagnes (31 janvier); — à la demande, par l'Intendant, de l'avis de M. le duc d'Harcourt, sur le changement de résidence des brigades actuelles, et sur les lieux où il jugerait à propos d'en établir de nouvelles, soit à cheval, soit à pied (12 février); — à la circulaire de l'Intendant à ses subdélégués et à M. de Surville, prévôt général de la maréchaussée à Caen, leur demandant de le renseigner: 1<sup>o</sup> sur les changements de résidence, qu'il conviendrait de faire dans leurs Élections, des différentes brigades qui y sont établies; 2<sup>o</sup> sur les lieux convenables à l'établissement de nouvelles brigades à cheval; 3<sup>o</sup> sur les endroits où, par les difficultés des chemins inaccessibles aux chevaux, ils jugeraient utile d'établir des brigades à pied (12 février); — à l'envoi d'une copie de l'état d'emplacement des brigades de la Généralité, adressé au ministre par le prévôt général qui en avait reçu l'ordre; cet état, datant du 20 octobre 1788, présente 9 brigades, dont 7 à cheval et 2 à pied, et 21 demi-brigades, dont 18 à pied et 3 à cheval (12 février); — aux réponses des subdélégués: d'Avranches, M. de Montitier, qui démontre l'insuffisance des deux brigades d'Avranches et de Pontorson, composées d'un brigadier et de 3 cavaliers seulement, pour son Élection composée de 3 villes et d'un bourg, où se tiennent chaque semaine plusieurs marchés et, annuellement, plusieurs foires; il réclame deux autres brigades, l'une à cheval à St-James, district dont les paroisses, même surveillées, servent de retraite aux déserteurs; l'autre, à pied, au bourg de Genets, paroisse située sur la côte adjacente aux grèves du Mont-St-Michel, et servant de

passage aux déserteurs et mauvais sujets, qui tentent ordinairement d'éviter les grandes routes, pour passer de Normandie en Bretagne, par les grèves, le Mont-St-Michel et les quatre salines (20 février); — de Bayeux, M. Genas, demandant d'ajouter à celle de Bayeux une brigade à Isigny, bourg considérable avoisiné de la forêt de Neuilly, des passages du grand et du petit Vey, par lesquels les malfaiteurs s'évadent pour se dérober aux poursuites, et une, soit à Balleroy, soit à Vaubadon, à proximité de la forêt de Cerisy (12 mars); — de Caen, M. Le Harivel de Gonnevillle, qui propose d'établir une demi-brigade à Sallenelles et l'autre moitié à Troarn; une autre demie à Hamars, et l'autre moitié à Évrecy; enfin, à Caen, une troisième brigade à pied qui remplacerait dans les foires les cavaliers absents ou malades (13 mars); — de Carentan, M. Lavalley de La Hogue, qui sollicite d'ajouter à la brigade de Carentan deux autres, dont une à Périers et l'autre à La Haye-du-Puits (3 mars); — de Cherbourg, M. de Garantol, qui ne demande que d'augmenter les deux brigades de Valognes et de Cherbourg de 2 cavaliers, soit à pied, soit à cheval (23 février); — de Coutances, M. de Mombrière, qui réclame une brigade à Gavray et une demie au bourg de Marigny (18 février); — de Granville, M. Couraye du Parc, qui signale « le « bourg de Gavray comme propre à recevoir une brigade; c'est le passage nécessaire de l'Avranchin « au Cotentin, en suivant la traverse; c'est un pays de « forêts, dont les environs sont en assez mauvais renom; « il y a actuellement, aux prisons de Coutances, plus « de 30 personnes de la seule paroisse de Percy, voisine de Gavray, pour crime de vol, mais ce bourg « n'est pas de mon département »; et il cite deux autres bourgs, Brehal et La Haye-Pesnel, sans insister du reste (11 mars); — de Mortain, M. de La Roque, qui, déplorant les ravages des faux saulniers et des mauvais sujets dans un terrain de plus de 18 lieues d'étendue, absolument abandonné à un brigandage impuni, sollicite d'établir une brigade à pied ou à cheval au Teilleul, gros bourg autrefois ville, « où « le peu de cherté des vivres faciliteroit cet établissement absolument utile » (20 février); — de St-Lô, M. Robillard, qui, après avoir démontré la nécessité de maintenir les brigades dans leurs résidences de St-Lô et de Thorigny, déclare qu'elles suffisent au besoin du service; toutefois il indique trois endroits de son département où l'on pourrait établir une brigade, ou au moins une demi-brigade : 1° à Cerisy-l'Abbaye, éloigné de 5 grandes lieues de Bayeux et de 4 de St-Lô, il s'y tient un marché chaque semaine et deux foires par an;

« il s'y commet journellement du pillage »; 2° à Cormolain, situé sur une grande route que des malfaiteurs préféreront toujours, parce qu'elle est abandonnée, à la nouvelle de Caen à St-Lô par Bayeux; 3° à Tessy, placé sur la route, quoique non faite, de communication de St-Lô en Bretagne. Il propose, en conséquence, d'installer, dans chacun de ces trois bourgs, deux cavaliers seulement, et de réduire à deux le nombre de ceux de Thorigny, en les subordonnant au commandant de St-Lô, ce qui ne ferait qu'une augmentation de 4 cavaliers en tout, que l'on pourrait mettre à pied; on pourrait, ajoute-t-il, « trouver de bons militaires « pour faire le service à pied, moyennant 200 livres, « ou tout au plus 250 livres d'appointements; je maintiens encore que la brigade de St-Lô pourroit subir « une diminution de 100 livres, puisque son travail « diminueroit de trois quarts. Je suis certain que si les « supérieurs connaissent le local et les détails relatifs « à cet objet comme je les connais, ils proposeroient « au Conseil cet établissement, dût-on, pour exciter le « zèle des cavaliers, qui s'habituent trop à toucher des « appointements, soit qu'ils travaillent ou non, faire « passer aux cavaliers une gratification par chaque « malfaiteur qu'ils auroient arrêté et susceptible de « peine corporelle » (16 février); — de Valognes, M. Sivard de Beaulieu, qui, déclarant fort bien situées les brigades de Valognes et Barneville, trouverait utile d'en établir une 3° au bourg de St-Pierre-Église, pour le district du Val-de-Serres (20 février); — et de Vire, M. de Mortreux, qui, déclarant bien situées les brigades de Condé-sur-Noireau, Villedieu et Vire, propose d'en établir une à Mesnil-Auzouf, à Saint-Sever, à Vassy et à Flers, mais surtout aux deux premiers bourgs, il cite enfin Pontfarcy dans le département de Thorigny (18 février); — à l'envoi de l'état des lieux de résidence des brigades, et des endroits où il serait utile d'en établir de nouvelles, soit à pied, soit à cheval; — à la lettre de l'Intendant, M. de Launay, au comte de Ségur, ministre de la guerre, pour le mettre à portée d'apprécier les avantages des résidences des brigades; « il est impossible, écrit-il, suivant les éclaircissements que je « me suis procurés à ce sujet, de les mieux établir. » Il résulte de l'état-tableau qu'il existait en 1789, dans la Généralité de Caen, 20 brigades et 2 demies, et que l'Intendant propose l'établissement de 10 nouvelles et de 12 demi-brigades (16 avril 1789).

C. 2125. (Liasse.) — 3 pièces, papier.

1719. — Maréchaussée. — Casernement. — Lettre de M. Leblanc, ministre de la guerre, accusant réception

à M. Guynet, Intendant de la Généralité de Caen, des observations faites sur différents postes des brigades de maréchaussée de la dite Généralité, et lui faisant connaître que « l'intention de son A. R. est que les « brigades n'ayent plus leurs résidences fixées dans « les villes, comme elles l'ont eues jusques à présent, « mais qu'elles soient sur les grandes routes, dans des « bourgs ou villages tels qu'ils se trouveront, et qu'elles « aient autour d'elles un certain terrain à l'extrémité « duquel elles puissent aller en un jour, de sorte que « toutes les brigades pourront se communiquer les « unes aux autres; lorsqu'il y aura foire ou marché « dans quelque lieu, ou que l'on aura avis d'une « troupe de voleurs, le lieutenant détachera quelques « archers des brigades voisines, et leur donnera ordre « de s'assembler à un même lieu où il se rendra, et « après l'expédition, les archers de chaque brigade se « rendront à leurs postes ordinaires »; — observations de M. Guynet sur le nouvel établissement des postes des brigades de maréchaussées en Normandie, dans le département de Caen, il y écrit : « j'ai fait un nouvel « état pour la résidence des brigades de cette maré- « chaussée, j'ai cru devoir la porter à onze brigades au « lieu de dix, composées chacune de 4 archers, com- « mandées par un officier. Il est nécessaire qu'il y ait « une brigade à St-Lô par rapport aux Boisdelle et à « la forêt de Cerisy, qui a deux lieues de longueur sur « une de largeur, qui n'en est éloignée que d'une « lieue et demie. J'en ai marqué une pour résider à « Vire, elle y est nécessaire à cause de la forêt de St- « Sever, qui n'en est éloignée que d'une lieue, et où « il se fait assez souvent des vols; d'ailleurs, c'est le « siège d'un Bailliage et d'une Élection considérable, et « c'est la route de la poste de Caen en Bretagne passant « par Villers et Aunay; — une pour résider à St-Hilaire, « qui est un des grands chemins de Normandie en « Bretagne, et un passage de troupes, on pourra la « faire rouler à St-James et à Pontorson, qui sont les « trois grands chemins de Normandie qui entrent en « Bretagne; — j'ai cru devoir n'en point mettre à « Condé, parce qu'il n'est éloigné de Vire que de cinq « lieues, et de six à sept de Mortain; par cette même « raison, j'ai ôté celle de Villers, qui n'est éloignée de « Caen que de cinq lieues et de Vire de six lieues »; — En marge de ces observations, le ministre répond : « Il « me paroît que l'on peut établir une brigade à St-Lô, « comme vous le proposez, puisque c'est un lieu de « passage de troupes; à l'égard de la résidence du « prévôt général, elle sera à Caen auprès de vous. La « brigade que vous avez marquée à Vire ne me paroît

« pas fort utile, parce que cette ville est sur les confins « du district des brigades de Pontfarcy, Condé, Mortain « et Avranches, qui auront soin d'y rôder chacune dans « la partie qui est de leur département; — la brigade « de Mortain aura soin de la route qui passe par St- « Hilaire, ainsi il n'est point nécessaire d'en mettre une « à ce dernier lieu, qui n'est éloigné de Mortain que « de trois lieues; — celle de Condé est très-nécessaire « parce qu'elle se trouve sur une des routes de Rennes, « et qu'elle garde quatre ou cinq lieues à droite et à « gauche sur cette route; — par la même raison, il « est nécessaire de laisser celle de Villers, qui est aussi « sur une des grandes routes de Bretagne; — on ne « doit pas compter sur la compagnie du sieur Sou- « rouvre, qui est à la résidence de Falaise et de St- « Silvin, parce que, si cette compagnie venoit à être « réformée, ces lieux-là ne seroient plus gardés, d'au- « tant qu'elle est destinée pour donner main-forte aux « gardes des fermes contre les faux sauniers, et qu'elle « n'est point à la solde du Roi »; — état des résidences des brigades de maréchaussée à établir sur les grandes routes et chemins de traverse, dans la Généralité de Caen, avec les chemins qu'elles ont à garder; indiquant que les résidences des brigades étaient : Avranches, Bayeux, Caen, Carentan, Condé, Coutances, Mortain, Pontfarcy, St-Lô, Valognes et Villers; la résidence des lieutenants à Caen et Coutances; le nombre des brigades : Caen en avait deux; les routes que la 1<sup>re</sup> avait à garder étaient de Caen jusqu'à la rivière de Dives, et de Caen jusqu'à Troarn, route de Rouen; la 2<sup>e</sup>, de Caen jusqu'à la rivière de Seules, chemin de Bayeux, et de Caen jusques vers Préaux, chemin de Laval.

C. 2126. (Liasse.) — 40 pièces, papier.

**1733-1784.** — Militaire. — Maréchaussée. — Casernement. — Correspondance entre MM. le duc de Choiseul, le marquis de Monteynard, d'Ormesson, de Montbarey, ministres; le maréchal d'Harcourt, gouverneur de la province; de Fontette, Esmangart, Intendants à Caen; de Levignen, Intendant à Alençon; de Crosne, Intendant à Rouen; de Surville, prévôt général; les subdélégués et les maires et échevins d'Avranches, Bayeux, Caen, Carentan, Coutances, Mortain, St-Lô, Valognes et Vire, relative : à l'indemnité de logement des prévôts et lieutenants qui, avant 1730, n'en avaient pas de la Généralité d'Alençon (25 juin 1733); — à la réclamation par le sieur Regnier, prévôt général, et MM. Poterin d'Orbendelle et Allain de La Vilosern, ses lieutenants, pour le paiement de l'indemnité de loge-



ment, à raison de 500 livres pour le prévôt et de 250 pour chacun de ses lieutenants, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1734, qui leur a été accordée (31 juillet 1734); — aux renseignements à donner par les subdélégués, à l'Intendant, sur les demandes qui leur sont faites, par les brigades de maréchaussée, d'une augmentation de traitement pour leur logement, dont la fixation des sommes subit bien des variations dans les diverses communautés qui les paient en nature ou en argent (21 novembre 1758); — à l'avis donné aux subdélégués des Élections, aux maires et échevins, que les communautés de la Généralité ne paieront plus de logement en argent aux brigades de maréchaussée ni aux officiers qui les commandent, et que l'on se conformera, à cet égard, pour l'avenir, aux dispositions de l'article 14 de l'ordonnance du Roi du 16 mars 1720, concernant la subordination et la discipline des maréchaussées, et qu'ils aient, en conséquence, à retrancher de suite cette dépense de leurs charges ordinaires (11 août 1765); — à la recommandation faite par l'Intendant, aux maires et échevins, de payer aux brigades l'année entière de leur indemnité de logement, pour 1765 seulement; car le Roi ayant ordonné une imposition générale de la dépense du casernement et du logement des brigades, l'Intendant pourvoira à l'avenir à compter du 1<sup>er</sup> janvier, (14 janvier 1766); — aux ordres du duc de Choiseul pour les mesures à prendre par l'Intendant pour faire loger convenablement les 19 brigades de maréchaussée, et assurer le paiement des logements des prévôts généraux et lieutenants, conformément à l'article 26 de l'ordonnance du 27 décembre 1769; à cette lettre est joint l'état des résidences des 19 brigades, donnant un contingent de 77 hommes, exempts et brigadiers compris (31 mars 1770); — à l'envoi de l'ordonnance rendue par S. M. pour pourvoir aux difficultés qu'éprouve, dans plusieurs Généralités, le logement des brigades de maréchaussée dans les casernes dont la consistance n'a pas été déterminée (8 août 1770); — à la réponse de M. de Fontette écrivant au duc de Choiseul qu'il n'a point encore été question de caserner, dans son département, les brigades qui se sont toutes contentées du traitement en argent, mais qu'il s'occupera sans relâche des arrangements nécessaires à cet effet avec le contrôleur général, attendu qu'il y aura nécessité de faire construire des casernes moins insuffisantes que celles prescrites par l'ordonnance du 1<sup>er</sup> août; « car : 1<sup>o</sup> il n'y est point parlé de caves, « puisque les cavaliers ne peuvent faire ordinaire « ensemble; 2<sup>o</sup> les cavaliers ayant la liberté de se « marier, l'ordonnance n'a pas prévu la nécessité de

« loger leurs enfants; 3<sup>o</sup> enfin il seroit contre le bien « du service que les casernes fussent dans un faubourg, « il faut qu'elles soient dans le centre de la ville, pour « que les cavaliers soient à portée de tous les besoins » (15 août 1770); — à la demande faite par le marquis de Monteynard à l'Intendant, pour savoir si le prévôt général et les lieutenants ont été soldés de leur logement de l'année 1770, que l'ordonnance du 27 décembre 1769 a fixé l'indemnité pour les premiers à 500 livres, et pour les seconds à 250 livres, et sur quels fonds ils ont été payés (31 mars 1771); — aux ordres donnés par l'Intendant pour que les subdélégués s'entendent avec les officiers municipaux et syndics pour l'établissement des casernes dans les lieux de résidence des brigades, en conformité de l'article 1<sup>er</sup> de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> août 1770 : « 1<sup>o</sup> Chaque caserne, ou maison en tenant « lieu, se composera de deux chambres à cheminée pour « le commandant de la brigade; 2<sup>o</sup> d'une chambre à « cheminée pour chaque cavalier; 3<sup>o</sup> d'une autre « chambre pour les cavaliers étrangers; 4<sup>o</sup> d'écuries « devant contenir deux chevaux de plus que ceux « de la brigade pour les cavaliers étrangers, et d'un « grenier pour le fourrage au moins d'une année »; l'Intendant observe qu'il n'y a aucuns meubles ni aucuns ustensiles à faire fournir dans ces casernes (6 mai 1771); — au paiement de la dépense du loyer des casernes jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1772, afin qu'elle puisse être comprise dans le compte de l'exercice 1771 (7 février 1772); — aux mesures à prendre pour prévenir les plaintes générales de ce que les loyers des casernes, occupées par les brigades de maréchaussée, ne sont point payés; « il est bon, écrit l'Intendant à ses sub- « délégués, de faire cesser l'idée de discrédit qu'a pu « donner le retard du paiement du loyer des casernes « de la maréchaussée, c'est une autre dépense militaire « qui sera acquittée aussi exactement si on le veut » (31 décembre 1772); — à l'envoi de l'état de casernement des 21 brigades de la Généralité; 12 le sont convenablement, 2 le sont mal, 7 ne le sont pas du tout; « il faut, écrit M. d'Ormesson, prendre à cet égard les « mesures convenables pour assujettir toutes les bri- « gades au casernement, si le bien de votre Généralité « l'exige » (26 octobre 1773); — à la réponse de M. de Fontette, écrivant à M. d'Ormesson « que l'état des « résidences marquant 12 brigades casernées, c'est « une preuve que je m'en suis occupé... Vous seriez « peut-être étonné, Monsieur, si vous voyez toutes les « écritures que l'idée de ce casernement m'a fait faire « dans le tems, et toutes les peines, souvent inutiles, « qu'il a données à mes subdélégués; la ville de Caen,

« toute considérable qu'elle soit, ne contient pas une  
 « maison dans laquelle on puisse caserner les deux  
 « brigades qui y résident...; il en est de même de  
 « St-Lô, et surtout de Bayeux, qui est plus que plein  
 « depuis l'établissement du Conseil Supérieur »; de  
 même aussi de Croissanville et de Villers, dont les  
 maisons sont éparses. Quant à St-James, dont la caserne  
 a excité les plaintes de la brigade, le subdélégué l'a  
 « trouvée autant convenable que le lieu le permettoit,  
 « mais il est vrai qu'en général les cavaliers se refusent  
 « au casernement, et préfèrent le logement en argent,  
 « même insuffisant pour les indemniser...; la raison de  
 « cette résistance, toujours ménagée de leur part, est  
 « assez à concevoir. Comment abandonner leurs femmes  
 « et leurs enfants ainsy que le petit commerce qu'ils  
 « font souvent pour subsister? Voilà quelle est la  
 « position de ma Généralité pour ce casernement plus  
 « pénible que je ne saurois le dire; je n'examine plus s'il  
 « est aussi utile qu'on l'imagine dans les bureaux de la  
 « Guerre; j'ai cru dans le temps, et je crois encore,  
 « que les avantages sont au-dessous de ses inconvé-  
 « nients...; l'imposition militaire... remplit en effet ce  
 « que doit coûter la dépense de casernement et du  
 « logement en argent...; mais ne pouvant faire mieux  
 « sans des moyens violents et contraires à la justice,  
 « ou sans autoriser des dépenses excessives, je ne  
 « saurois que demander qu'on laisse les choses dans  
 « l'état où elles sont, jusqu'à ce que les circonstances  
 « permettent d'achever peu à peu l'établissement que  
 « l'on a si fort à cœur. Si le gouvernement veut qu'il  
 « soit construit des casernes dans chaque endroit aux  
 « dépens de la Généralité, j'exécuterai avec plaisir les  
 « ordres qui me seront donnés; mais c'est une propo-  
 « sition que je ne ferai jamais » (8 novembre 1773);  
 — aux recherches à faire d'une maison, la plus conve-  
 nable et le plus au centre de la ville de Caen, pour y  
 installer les deux brigades de Caen, « quand il y aura,  
 « écrit le maréchal d'Harcourt à M. Esmangart, un  
 « hôtel de maréchaussée, on saura du moins où s'a-  
 « dresser pour avoir les mains-fortes que les circon-  
 « stances pourroient exiger » (1<sup>er</sup> juillet 1777); — aux  
 éclaircissements demandés par M. de Crosne, Intendant  
 de Rouen, à M. Esmangart, sur le casernement des  
 brigades de maréchaussée de la Généralité de Caen (2  
 juillet 1777); — à la réponse de M. Esmangart, écri-  
 vant à M. de Crosne qu'il n'a pas encore été possible  
 de faire un arrangement général : « plusieurs brigades  
 « sont casernées, et le loyer est payé aux propriétaires  
 « sur les fonds de l'imposition militaire, avec les mêmes  
 « variations de prix que les autres bâtiments occupés par

« les habitants, et faute d'emplacement convenable le  
 « logement est payé en argent; l'exempt de Caen jouit  
 « d'une indemnité annuelle de 180 livres pour son loge-  
 « ment, le brigadier 150, le cavalier 50, tandis que dans  
 « les autres villes l'exempt n'a que 120 livres, le briga-  
 « dier 50, et les cavaliers 40 livres; quant à l'étape, elle  
 « n'est accordée aux cavaliers qu'autant qu'ils se rendent  
 « aux revues, ou qu'ils conduisent des soldats, marchant  
 « par étapes sur des routes, expédiées par la Cour, et  
 « lorsque les opérations extraordinaires les forcent à  
 « découcher et à s'absenter plusieurs jours de leur rési-  
 « dence, les cavaliers obtiennent une gratification pro-  
 « portionnée à la dépense occasionnée par ce service  
 « extraordinaire » (7 juillet 1777); — à l'état des brigades  
 qui ne sont pas casernées ou qui le sont mal, avec les  
 renseignements donnés par M. de Surville, prévôt gé-  
 néral dans la Généralité (10 juillet); — aux ordres donnés  
 par M. Esmangart à ses subdélégués pour trouver une  
 maison à loyer qui puisse servir de caserne à la brigade  
 en résidence dans leur département, et pour augmenter  
 le logement des brigades qui doivent recevoir un cava-  
 lier de plus (18 juillet); — à la demande de M. de Sur-  
 ville, prévôt général, d'une augmentation de l'indem-  
 nité de logement, proportionnée au renchérissement  
 dans le loyer des maisons, qui a doublé de prix depuis  
 l'année 1733, où la dite indemnité était fixée à 500 li-  
 vres (23 décembre 1777); — à la demande que  
 M. Esmangart adresse à ses collègues d'Alençon et de  
 Rouen, pour être renseigné sur la valeur de l'indemnité  
 de logement accordée au prévôt général de leur Géné-  
 ralité, « afin, dit-il, d'établir sur ce point d'administra-  
 « tion le plus d'uniformité qu'il sera possible, et de  
 « n'admettre de différence dans le traitement qu'autant  
 « qu'il y en auroit dans le service des différents dépar-  
 « tements » (26 décembre); — aux réponses de  
 M. Julien, Intendant d'Alençon, avisant son collègue  
 que, dans son département, « le logement du prévôt  
 « général a toujours été payé sur le pied de  
 « 500 livres, parce qu'on peut trouver à ce prix une  
 « maison honnette dans la ville d'Alençon; mais il n'en  
 « est peut-être pas de même à Caen, où les loyers doi-  
 « vent être plus chers...; le traitement qui leur est  
 « accordé doit, suivant moi, estre réglé sur le prix des  
 « maisons dans chaque lieu où ils sont établis » (28 dé-  
 cembre); — de M. de Crosne, l'Intendant de Rouen,  
 disant qu'il n'y a point eu de changement dans le prix  
 de logement pour lequel il a été payé au prévôt général,  
 par l'Hôtel-de-Ville de Rouen, 500 livres, suivant la  
 fixation primitive (29 décembre); — à l'état des brigades  
 casernées et non casernées, pour obtenir le paiement

du logement des brigades qui ne le sont pas, suivant l'état remis à l'Intendant par M. Duhamel (11 décembre 1783); — à la supplique adressée à M. de Brou, par le sieur Jean-François Lesassier, écuyer, sieur de Surville, chevalier de l'ordre militaire de St-Louis, lieutenant colonel de cavalerie, prévôt général de la maréchaussée en la Généralité de Caen, pour obtenir le casernement de ses brigades, et les réparations nécessaires aux casernes occupées (6 février 1784); — aux nouveaux ordres envoyés par M. de Brou à ses subdélégués pour la recherche des maisons pouvant servir de casernes ou en tenir lieu (14 mars 1784); — à la circulaire de M. de Brou demandant à ses subdélégués une expédition des baux des maisons servant de casernes aux brigades de la Généralité, et les autorisant à en faire sur le pied du loyer payé jusqu'à ce jour, et à annuler les baux que les brigades auraient passés en leurs noms, et indiquant le mode de paiement annuel du loyer des dites maisons-casernes (30 avril); — à la nouvelle supplique du prévôt général, sollicitant une augmentation d'indemnité de logement proportionnelle à l'élévation des loyers (9 octobre); — à la lettre de remerciement de M. de Surville, prévôt général de la maréchaussée, à M. de Brou, qui lui avait fait accorder une gratification de 1,000 livres, en accompagnant d'une lettre obligeante cette grâce extraordinaire (25 décembre 1784).

C. 2127. (Liasse.)—72 pièces, papier.

**1734-1763.** — Militaire. — Maréchaussée. — Casernement. — Répartitions faites par MM. Aubery de Vastan, de La Briffe et de Fontette, Intendants de la Généralité, sur les villes ci-après mentionnées, au marc la livre de leur capitation, de la somme de 1,000 livres à laquelle ont été fixés les logements en argent, accordés aux officiers de maréchaussée de la dite Généralité, pendant les dites années; savoir: pour les années 1734 à 1752, Avranches, 50 livres, sur une capitation de 3,585 livres; Bayeux, 71 livres, sur 5,077 livres; Caen, 307 livres, sur 22,051 livres; Carentan, 33 livres, sur 2,343 livres; Cherbourg, 62 livres, sur 4,368 livres; Condé, 64 livres, sur 4,569 livres; Coutances, 62 livres, sur 4,394 livres; Granville, 42 livres, sur 2,964 livres; Mortain, 6 livres, sur 408 livres; St-Lô, 99 livres, sur 7,099 livres; Thoiry, 32 livres, sur 2,262 livres; Valognes, 67 livres, sur 4,736 livres; Vire, 105 livres, sur 7,520 livres de capitation; — ordonnances de MM. de Vastan, de La Briffe et de Fontette, Intendants, prescrivant au sieur Gestard,

commis à la recette générale des finances de la Généralité, chargé de la recette de l'imposition faite sur les villes, pour les logements en argent des officiers de la maréchaussée, de payer, pour l'indemnité de 6 mois, 250 livres à M. de Gouville; 125 livres à M. d'Orbendelle, lieutenant à Caen; 125 livres à M. de La Vilosern, lieutenant à Coutances (de 1748 à 1763).

C. 2128. (Liasse.) — 4 pièces, papier.

**1748-1762.** — Militaire. — Maréchaussée. — Casernement. — Comptes rendus à M. de Fontette, Intendant, par le sieur Gestard, écuyer, préposé à la recette générale des finances à Caen, des recettes et dépenses, par lui faites, des deniers imposés sur les villes de la Généralité, pour les logements en argent des officiers de la maréchaussée, pendant les années de 1748 à 1758, et par François-Jean Delenteigne, commis à la recette générale des finances, pour l'année 1762.

C. 2129. (Liasse.) — 38 pièces, papier.

**1771-1789.** — Militaire. — Maréchaussée. — Casernement. — États explicatifs des sommes à payer aux brigades de maréchaussée dans la Généralité de Caen, pour leur tenir lieu de logement, pendant les dites années; à l'exempt de la brigade de Caen, 180 livres par an; au brigadier, 60 livres; et à chaque cavalier, 40 livres; aux exempts des brigades de: Avranches, Bayeux, Coutances, St-Lô, Valognes, 120 livres; aux brigadiers de Cherbourg, Croissanville, Granville et de Vire, 48 livres; et à chaque cavalier, 32 livres; aux sous-brigadiers de: Aunay, Carentan, Condé, La Haye-du-Puits, Mortain, Les Pieux, St-James, Tilly, Villers et Villedieu, 45 livres; et à chaque cavalier, 30 livres; — état des brigades de maréchaussée qui sont dans la Généralité de Caen, et les lieux de leur résidence au 1<sup>er</sup> octobre 1776; — ordonnance de M. Esmangart, prescrivant au sieur Le Prestre de Neufbourg, receveur général des finances, de remettre au sieur Duhamel, exempt de la maréchaussée, son trésorier à Caen, la somme de 2,270 livres pour le logement de différentes brigades non casernées pendant l'année 1777; — observations sur les brigades de maréchaussée de la Généralité de Caen, casernées et non casernées; — état indiquant que le total des loyers pour les brigades est de 5,325 livres; — état de composition de la compagnie de maréchaussée de la Généralité de Caen; — relevé des brigades de maré-



chaussée non casernées, sur lesquelles M. l'Intendant est prié de donner des décisions concernant leur logement; — état des corps de ville, justices, subdélégations, diocèses et résidences des 10 brigades et des 11 demi-brigades de maréchaussée de la Généralité, indiquant qu'il y avait dans l'Élection de Caen : Bureau des finances, Bailliage royal et Présidial, Maîtrise des eaux et forêts, Amirauté, grenier à sel, dépôt des sels, Consulat, juridiction royale de la Chambre des monnaies, hautes justices des abbayes de St-Étienne et de la Trinité ressortissantes au Bailliage de Caen, et le Bailliage d'Argences, établi à Ste-Paix de Caen et St-Gabriel, ressortissant au Parlement, 2 brigades; à Croissanville, 1 sous-brigade; à Tilly, 1 sous-brigade; à Villers, 1 sous-brigade; — dans l'Élection d'Avranches : Bailliage royal, Amirauté, eaux et forêts, traites et quart bouillon, 1 brigade; à Pontorson, Vicomté, néant; — dans l'Élection de Bayeux : Bailliage royal, Amirauté, eaux et forêts, grenier à sel, 1 brigade; — dans l'Élection de Carentan : Bailliage, 1 sous-brigade; Périers, Bailliage, néant; La Haye-du-Puits, 1 sous-brigade; — dans l'Élection de Coutances : Présidial et Bailliage royal, Amirauté, eaux et forêts, traites et quart bouillon, 1 brigade; à Granville, Vicomté, Amirauté et Consulat, 1 sous-brigade; — dans l'Élection de Mortain : Bailliage royal, eaux et forêts, et quart bouillon, 1 sous-brigade; à St-Hilaire-du-Harconet, 1 sous-brigade; — dans l'Élection de St-Lô : Bailliage royal, traites et quart bouillon, 1 brigade; à Thorigny : Bailliage royal, ancienne, moyenne et haute justice, néant; — dans l'Élection de Valognes : Bailliage royal, eaux et forêts, 1 brigade; aux Pieux, 1 sous-brigade; — à Barfleur : Amirauté, traites et quart bouillon, néant; à Cherbourg : Amirauté, 1 brigade; à St-Sauveur-le-Vicomte : Bailliage royal, néant; — dans l'Élection de Vire : Bailliage royal, eaux et forêts, traites et quart bouillon, 1 brigade; à Villedieu : haute justice, 1 brigade; à Condé-sur-Noireau : Bailliage et haute justice, 1 sous-brigade; à Aunay, 1 sous-brigade.

C. 2130. (Liasse.) — 11 pièces, papier.

**1750-1786.** — Militaire. — Maréchaussée. — Correspondance entre MM. Bertin, contrôleur général; le maréchal de Ségur, ministre; de Courteille, Intendant des finances; de Brou, Intendant de la Généralité; de Gouville, prévôt général; et D'Heu, commissaire des guerres; relative : aux notes personnelles fournies sur les officiers et cavaliers de la compagnie de maréchaussée de la Généralité de Caen (1750); — à la

demande des cavaliers de six brigades de la compagnie de : Aunay, Bayeux, Caen, St-Lô et Vire, d'une gratification en raison du service dur et des plus pénibles que leur a occasionné la tentative de suicide du sieur Guérard dit Clochette, incendiaire, après son premier interrogatoire, ayant été obligés de le garder nuit et jour pendant 566 journées qu'a duré l'instruction de son procès; M. de Fontette écrit à la marge : « il ne faut proposer que ce qu'on ne peut refuser sans injustice, car dans les circonstances je dois traiter la maréchaussée à la rigueur, consulter M. Malafait », lequel écrit au-dessous : « M. Malafait pense que c'est une justice de récompenser ces cavaliers, parce que c'est un travail et des frais extraordinaires connus, mais qu'il faut réduire la demande à la moitié, à raison de 15 sols par jour pour chaque cavalier, au lieu de 30 sols »; et l'Intendant ajoute en marge : « à la bonne heure pour les brigades étrangères, mais celles de Caen ne méritent rien, puisqu'il n'y a point de déplacement » (16 juillet 1761); — à la lettre de M. de Fontette à M. de Courteille demandant 900 livres de gratification pour tous les cavaliers, et desquelles il y aurait 100 livres pour ceux de Caen (12 juillet); — à la réponse de M. Bertin, contrôleur général, n'accordant que 600 livres, qu'il laisse M. de Fontette libre de répartir comme il le jugera le plus convenable (4 septembre 1761); — à la surprise témoignée à M. le prince de Montbarey par M. de Surville, prévôt général, de voir que dans l'état des exempts qui sont nommés sous-lieutenants de sa compagnie, suivant la nouvelle ordonnance, le sieur Duhamel, exempt à Caen depuis 25 ans et breveté, lieutenant depuis trois ans, grâce qu'il méritait depuis longtemps, n'y soit pas compris, « étant, de l'aveu même de tous les inspecteurs, de tous les officiers, le plus capable, le plus instruit et le plus méritant de toute ma compagnie, et j'ose même dire de tout le royaume » (21 mai 1778); — à l'avis donné à M. de Brou par le maréchal de Ségur que S. M. a bien voulu accorder à M. D'Heu, commissaire des guerres, une gratification de 1,200 livres, tant pour le dédommager des frais que lui occasionnent les fréquents voyages qu'il est obligé de faire à Coutances et à St-Lô, pour passer les revues de la maréchaussée dont il a la police, que pour lui donner une marque de satisfaction de ses services (1<sup>er</sup> août 1786); — à la lettre de remerciement de M. D'Heu à M. de Brou, ajoutant qu'il sollicite l'appui de l'Intendant pour obtenir une augmentation d'appointements : « comme l'énoncé du mémoire que j'ai présenté au ministre d'après vos ordres, prouve plus de

« 6,000 livres de frais que j'ay déboursé depuis 1770, « je n'ay que 4,000 livres d'appointements, quoyque « employé dans votre Généralité depuis 1758, à la « descente des Anglois, reçu en 1746, et ayant fait les « campagnes de Corse en 1737 et 1738. Je ne demande « que de pouvoir faire face au service, sans faire la « guerre à mes dépens, et vous êtes trop juste, « Monsieur, pour que mes représentations ne méritent « pas votre protection » (21 août 1786).

C. 2131. (Liasse.) — 45 pièces, papier; 1 parchemin.

**1771-1787.** — Militaire. — Maréchaussée. — Admissions. — Correspondance entre MM. le maréchal de Castries, ministre de la guerre; de Fontette, Esmangart, Feydeau de Brou, Intendants de la Généralité de Caen; Julien, Intendant de la Généralité d'Alençon, et les subdélégués, relative: à l'envoi, pour observations, d'un état de plusieurs sujets qui se sont présentés pour entrer dans la gendarmerie, « ils y ont été reçus, écrit « M. le maréchal de Castries, d'après les certificats « dont ils étoient munis, constatant leur naissance et « leurs facultés; mais, comme la composition de ce « corps est un des objets les plus essentiels au service « du Roi, il est indispensable que je m'assure de la « vérité des signalements qu'ils ont donnés » (11 juillet 1771); — à l'envoi du dit état aux subdélégués pour qu'ils remplissent les colonnes des observations, en regard de chaque postulant (24 juillet 1771); — aux renseignements à prendre sur le sieur Boisroger, reçu provisoirement dans la gendarmerie, qui s'est annoncé comme fils du seigneur de Savigny, prétendant que son père est disposé à lui faire une pension annuelle de 400 livres (5 septembre 1776); — à la demande de M. le marquis de Castries, de renseignements sur la naissance et les facultés personnelles du sieur Jean-Louis Gruel de Bois-Gruel, qui se présente pour entrer dans la gendarmerie (30 septembre 1777); — aux lettres de passe signées du Roi, et contre-signées par le ministre de la guerre, le prince de Montbarey et le maréchal de Ségur (1777-1786); — à l'état des nouveaux sujets se présentant pour être reçus dans le corps de la gendarmerie du 1<sup>er</sup> juillet 1778 au 1<sup>er</sup> septembre 1779; — à l'envoi de ces états pour que l'Intendant y ajoute le montant de la pension que leurs parents s'engagent à leur payer annuellement (23 septembre 1779, 2 octobre 1780); — à l'envoi, pour vérification, de l'état de cinq sujets qui désirent servir dans la gendarmerie, afin de savoir si leurs déclarations sont exactes, et si leurs parents peuvent les faire jouir de la pension, pour

les mettre à portée de se soutenir avec décence au service (29 septembre 1779); — aux soumissions des parents s'engageant à payer annuellement la pension de leurs fils, tant qu'ils serviront dans le corps de la gendarmerie (1780-1781); — à l'avis donné par M. Guiard, secrétaire de l'Intendance, à M. Le Paulmier, que M. Esmangart « vient de recevoir de M. le « marquis de Castries une lettre fulminante; il se plaint « de n'avoir pas reçu, depuis 1779, les éclaircissements « qu'il lui avoit demandés sur le compte des sujets de « l'Élection de Caen, qui se sont présentés dans le corps « de la gendarmerie; » il lui envoie un nouvel état; « M. l'Intendant voulant absolument en envoyer le ré- « sultat incessamment à M. le marquis de Castries, qui « a pris le ton le plus amer, et M. Guiard en a reçu les « reproches les plus vifs de la part de M. l'Intendant » (21 octobre 1781); — à l'accusé de réception, par M. Esmangart, des éclaircissements demandés à M. Le Paulmier sur les sujets qui se sont présentés pour entrer dans le corps de la gendarmerie, et lui prescrivant de compléter le dit état (4 novembre 1781); — à l'avis donné par M. De Mortreux, subdélégué à Vire, que le sieur de Marguerie, seigneur du Bas-Cagny-de-Rouvel, situé en la paroisse de Vassy, est un bon gentilhomme, a deux garçons et une fille, avait épousé M<sup>lle</sup> du Rosel, de condition; qu'après la mort de sa femme il s'est fait prêtre, et qu'il est en état d'assurer une pension de 300 livres à son fils dans la gendarmerie (21 décembre 1783); — aux renseignements demandés par M. de Brou sur la position de fortune du sieur Daigremont, sieur Desobeaux, qui s'est présenté pour servir dans le corps de la gendarmerie (9 janvier 1786); — aux états des nouveaux sujets qui se sont présentés pour être reçus dans le corps de la gendarmerie de 1779 à 1787.

C. 2132. (Liasse.) — 24 pièces, papier.

**1766-1767.** — Désarmement de la province de Normandie. — Correspondance entre MM. le duc d'Harcourt, gouverneur de Normandie; de Fontette, Intendant de la Généralité de Caen, et les subdélégués, relative: à l'ordonnance du Roi portant que « S. M. « étant informée qu'au mépris des défenses portées par « les ordonnances, un grand nombre d'habitans de la « province de Normandie, de toutes conditions, portent « et gardent chez eux des fusils et autres armes, que « cette licence a tellement multiplié les braconniers, « qu'ils détruisent entièrement le gibier, qu'elle favo- « rise la contrebande, et même augmenté le nombre

« et l'audace des voleurs de grands chemins, et Sa  
 « Majesté, voulant réprimer ces désordres, a renouvelé  
 « et renouvelle les défenses à tous autres qu'aux gen-  
 « tilshommes et à ceux qui, par leur état et leurs  
 « charges, en ont le droit, de porter ni garder chez  
 « eux des fusils et autres armes, et ce sous peine de  
 « trois mois de prison et de plus grande peine si le cas  
 « y échoit » (14 septembre 1766); — à l'instruction du  
 duc d'Harcourt adressée à l'Intendant pour faire exé-  
 cuter la dite ordonnance (4 octobre 1766); — aux obser-  
 vations sur le projet de règlement du duc d'Harcourt :  
 « l'article 3 exige un certificat motivé des seigneurs et  
 « des curés; or, il est plus que probable que les  
 « seigneurs ne seroient point flattés qu'on les crût  
 « capables d'attester des choses qui ne seroient pas  
 « vraies; d'un autre côté, les subdélégués croient  
 « n'avoir de compte à rendre qu'aux Intendants, et  
 « auront de la répugnance à accepter la commission dont  
 « ils sont chargés dans le projet; » — aux dépôts à établir  
 dans chaque subdélégation pour recevoir les armes,  
 dont la remise aurait été faite aux greffes des hôtels de  
 ville, et chez les syndics des paroisses, et aux plaintes  
 du duc d'Harcourt du peu d'empressement des subdé-  
 légués à se conformer à son instruction, et de la négli-  
 gence de l'affichage de l'ordonnance du Roi (30 sep-  
 tembre); — à la lettre de M. de Fontette, écrivant  
 au duc d'Harcourt que, n'ayant pas encore reçu les  
 ordres du contrôleur général pour établir dans chaque  
 subdélégation un dépôt destiné à recevoir les armes, il  
 n'a point eu de dispositions à prendre à cet égard, et  
 quant à l'affichage et à la distribution de l'ordonnance  
 du Roi et des instructions du duc d'Harcourt, il en avait  
 fait faire une nouvelle édition qu'il avait envoyée à ses  
 subdélégués; « mais, ajoute-t-il, faute de fonds pour  
 « payer les gens pour les porter aux syndics, il a fallu  
 « se servir de la voye des receveurs des tailles, et  
 « comme la loi n'est pas de nature à faire plaisir, il  
 « sera arrivé que les collecteurs, par malice ou par  
 « indifférence, l'auront supprimée ou gardée dans  
 « leurs poches; c'est ce que j'ay remarqué pour ma  
 « propre paroisse et pour celles de mon voisinage,  
 « quand j'ay parlé de mettre l'opération en train »  
 (2 décembre); — à l'invitation et à l'instruction de  
 l'Intendant à ses subdélégués pour aider activement  
 à l'exécution de l'ordonnance sur le désarmement des  
 habitants des paroisses (3 décembre 1766); — aux  
 observations de M. Lavalley de La Hogue, subdélégué  
 à Carentan, sur l'ordonnance du 14 septembre; il re-  
 présente à l'Intendant que : « si M. le duc d'Harcourt  
 « fait exécuter cette ordonnance à la lettre, il va faire

« un tort considérable dans mon département, ôter la  
 « subsistance aux pauvres et à leurs enfants, et dé-  
 « truire une des branches du commerce de cette Élec-  
 « tion; je ne crois pas exagérer en vous disant,  
 « Monsieur, qu'il se vend dans mon département pour  
 « près de 40,000 livres de gibier sauvage par an; il y a  
 « plus, c'est qu'outre le droit général que chaque  
 « particulier peut avoir d'aller dans les marais tirer  
 « sur ce gibier, une quantité de seigneurs ont des  
 « droits qu'ils afferment à différents particuliers, sur  
 « leurs terrains, pour prendre ces oiseaux; il y a  
 « dans l'Élection plus de 40 paroisses, dont plus de la  
 « moitié des habitants nourrissent leurs enfants et  
 « payent leurs impositions de ce gibier; vous jugerez,  
 « Monsieur, d'après ce détail exact, de quelle terrible  
 « conséquence seroit pour l'Élection cette ordonnance,  
 « si M. le duc d'Harcourt n'avoit pas la bonté de la  
 « mitiger. Permettez-moi de solliciter votre protection  
 « auprès de luy, pour une foule de malheureux  
 « que cela réduiroit et leurs enfants à la mendicité »  
 (29 décembre 1766); — à la réponse de M. de Fon-  
 tette au duc d'Harcourt ne dissimulant pas les difficultés  
 que rencontre l'exécution de l'ordonnance du 14 sep-  
 tembre; il lui envoie les lettres de ses subdélégués dont  
 un seul, celui de Valognes, a envoyé un état, mais  
 très incomplet, des déclarations des habitants de son  
 département; il ajoute à son envoi les lettres des officiers  
 municipaux de Coutances et de Granville : « c'est à  
 « vous, M. le Duc, de juger du mérite de leurs repré-  
 « sentations » (2 janvier 1767); — aux nouvelles  
 instructions de M. le duc d'Harcourt, du 13 janvier  
 1767, portant que « les habitants qui lui paroissent  
 « dans le cas d'avoir des armes, sont ceux dont la  
 « demeure est entièrement isolée, ceux qui tiennent  
 « les blanchisseries, les chefs de manufactures, les  
 « receveurs des impositions, et autres aiant dépôt de  
 « deniers publics, et les habitants des villages dont le  
 « commerce est le gibier sauvage de mer, sont dans le  
 « cas d'avoir des canardières de 5 pieds de canons,  
 « toute autre arme doit leur être interdite. » Il prie  
 l'Intendant de recommander à ses subdélégués de ne  
 se rendre qu'à la nécessité absolue pour ces per-  
 missions, attendu l'inconvénient qui résulterait de  
 leur multiplicité; — à l'envoi d'une copie de la  
 lettre de M. le duc d'Harcourt, contenant les instruc-  
 tions ci-dessus, à tous les subdélégués : « je ne puis  
 « trop, ajoute l'Intendant, vous recommander de vous  
 « y conformer avec l'exactitude qui vous est ordi-  
 « naire »; — à l'avis donné, par le duc d'Harcourt,  
 qu'il est suffisant que les subdélégués annoncent « que



« la permission de garder leurs armes sera accordée à ceux que des raisons d'une nécessité reconnue méritront dans le cas d'en avoir » (19 janvier 1767); — à la réponse de M. le duc d'Harcourt, aux observations de M. de Fontette, sur le projet de règlement relatif au désarmement : « Vos subdélégués, écrit-il, me paroissent bien avoir les mêmes principes que vous sur leur état et sur le service qu'ils doivent, puisqu'aucun d'eux ne s'est conformé à mon instruction que vous avez dû leur faire passer, et ne m'a secondé, comme l'ont fait les subdélégués des Généralités de Rouen et d'Alençon. Je vous avoue que rien n'est moins satisfaisant pour moi; il faut qu'ils soient d'une nature différente, ou qu'ils ne se doivent pas, aussi généralement que les subdélégués des deux autres Généralités, à l'exécution des ordres du Roy. Mais comme... il n'est guères possible d'admettre un règlement particulier pour votre Généralité, je prends le parti d'envoyer le tout au ministère; il décidera si je dois charger les commandants des brigades de ce que ce règlement attribue aux subdélégués... » (5 septembre); — à l'ordonnance de M. le duc d'Harcourt, pair de France, comte de Lillebonne, garde de l'oriflamme, chevalier des ordres du Roi, lieutenant-général de ses armées et gouverneur de la province de Normandie, prescrivant aux habitants des villes et paroisses de la province de se conformer à l'ordonnance du 14 septembre 1766, en déposant au greffe des hôtels-de-ville et chez les syndics leurs fusils, et ordonnant la lecture et l'affichage du présent ordre, dont les brigades de maréchaussée en remettront deux imprimés aux curés et syndics des paroisses, qui seront tenus, sous peine de prison, de le lire à l'issue de la grand'messe, pendant deux dimanches consécutifs, et de l'afficher ensuite à la principale porte de l'église; enjoignant enfin au syndic de remettre au subdélégué du département un état général des armes qui lui auront été déposées, par noms et surnoms des habitants chez qui elles auront été saisies (14 novembre); — à l'avis donné à M. de Fontette de l'envoi du susdit ordre par le duc d'Harcourt aux subdélégués (15 novembre); — à l'ordre de M. de Fontette à ses subdélégués de faire afficher l'ordonnance du duc d'Harcourt (16 novembre); — à la réponse du subdélégué de Valognes à M. le duc d'Harcourt qu'il écrit à M. de Fontette « qu'il ait la bonté de me tracer littéralement la façon dont je dois y tenir la main » (28 novembre); — à la lettre du duc d'Harcourt écrivant à M. de Fontette, en lui envoyant copie de la lettre du subdélégué de Valognes : « Comme il n'est pas

possible d'admettre aucune variation dans l'exécution du désarmement, et qu'il s'en réfère à vous pour lui marquer littéralement ce qu'il y a de plus à faire, je vous prie de vouloir bien lui mander de se faire remettre par tous les syndics un état général des armes déposées » (13 décembre 1767).

C. 2133. (Liasse.) — 2 cahiers, 14 feuillets, et 8 pièces, papier.

**1702.** — Militaire. — Maréchaussée. — Comptabilité. — Compte que rend à M. Foucault, Intendant de la Généralité, Jacques de Floissac, de la recette et dépense par lui faites des deniers provenant du recouvrement de la capitation des officiers de la maréchaussée de la Généralité de Caen, pendant l'année 1702, le dit compte montant à la somme de 793 livres pour la recette, et à pareille somme pour la dépense; à l'appui du dit compte se trouvent : l'état des doubles emplois dans le rôle de la capitation, et des modérations ou décharges accordées par M. Foucault; — le rôle des officiers de la maréchaussée de la Généralité, avec les sommes qu'ils peuvent payer, en exécution de la déclaration du Roi du 12 mars 1701, portant établissement de la capitation pour l'année 1702, avec pièces à l'appui consistant en requêtes adressées à l'Intendant pour obtenir décharge et modération de la capitation.

C. 2134. (Liasse.) — 19 pièces, papier; 7, parchemin.

**1713-1723.** — Militaire. — Maréchaussée. — Comptabilité. — Correspondance entre MM. de Breteuil, ministre; le duc de Guiche, Leblanc, membres du Conseil de la guerre, et les présidents et trésoriers de France à Caen, relative : à l'envoi de l'état de la recette et dépense à faire des deniers du taillon dans la Généralité de Caen pendant les dites années, et de la lettre que Sa Majesté écrit à ce sujet, recommandant bien expressément d'expédier et renvoyer incessamment aux receveurs des tailles les états de distributions, en sorte que les officiers et archers des maréchaussées de la dite Généralité puissent toucher leurs gages le plutôt qu'il se pourra, et être, par ce secours, en état de faire leur devoir, et remplir le service auquel ils sont obligés pour la sûreté publique, et d'envoyer au dit Conseil de la guerre un état exactement détaillé des noms et gages des officiers et archers des dites maréchaussées et des changements qui peuvent y être survenus; — états par estimation de la valeur du taillon, des gages et augmentations de gages, qui

doivent être employés au profit des officiers et archers des maréchaussées de la Généralité de Caen, envoyés par les présidents et trésoriers généraux de France au Bureau des finances, en vertu de l'édit du mois d'août 1669, vérifié en la Chambre des comptes, concernant l'exercice des charges des trésoriers généraux de l'ordinaire des guerres et la recette et dépense des deniers du dit taillon, faits au Conseil d'État du Roi tenu, pour les affaires du taillon, à Versailles et signés par le Roi; — ordonnance du Roi adressée aux présidents et trésoriers généraux de France au Bureau des finances établi à Caen, afin de pourvoir à ce que l'état de la recette et dépense à faire des deniers du taillon et des paiements et augmentations de gages des officiers et archers des maréchaussées de la dite Généralité, soit observé de point en point par le receveur général des finances et par les receveurs des tailles de chaque Élection de la Généralité, en exercice pendant les dites années; signée Louis et contresignée par Phelypeaux.

C. 2135. (Liasse.) — 33 pièces, papier.

**1735-1780.** — Militaire. — Maréchaussée. — Comptabilité. — Correspondance entre MM. Orry, Machault, Necker, contrôleurs généraux; de Sartine, ministre; Cochin, de Bonnaire de Forges, Intendants des finances; de La Briffe, de Fontette, Esmangart, Intendants à Caen; de Surville, prévôt général de la maréchaussée, relative : au tarif des vacations et journées des officiers et cavaliers, arrêté par ordonnance de MM. les maréchaux de France, du 21 avril 1735; — aux observations faites par le contrôleur général, M. Orry, à M. de La Briffe, Intendant, qu'il résulte de l'examen de l'état des frais de justice des mois d'avril, mai et juin, que les officiers de la maréchaussée auraient pu épargner les frais de leur transport, à l'occasion des procédures dont il est fait mention dans leurs mémoires, « ce qui prouve de plus en plus qu'ils ne cherchent qu'à émolumenter; si je me porte à passer quelques gratifications aux cavaliers qui découchent du lieu de leurs résidences, c'est afin de les mettre en état de soutenir le service, attendu la modicité de leurs appointements; mais la même raison ne doit pas influencer pour les prévôts et leurs lieutenants, qui ont des gages et une solde considérable et qui sont réputés avoir du bien; cette réflexion m'a d'autant plus touché que j'ai été informé que plusieurs de ces prévôts et lieutenants avoient vendu leurs charges au delà de la finance

« fixée en 1720, en comptant comme émoluments ordinaires de leurs offices ces gratifications sur le domaine; vous pouvez continuer de faire payer les courses extraordinaires des cavaliers sur le pied de 3 livres par jour, à l'égard des officiers; je vous prie de ne leur rien faire payer sans auparavant m'avoir adressé leurs mémoires » (3 octobre 1740); — aux frais de maréchaussée accordés à divers cavaliers pour l'instruction du procès fait par le lieutenant de la maréchaussée générale de Caen, en exécution des arrêts du Conseil du Roi du 25 octobre 1735 et 4 avril 1740, le dit état réduit de 157 livres 10 sols à 134 livres 10 sols (2 juin 1741); — à la réponse de M. de La Briffe, transmettant à M. Orry un mémoire des officiers de la maréchaussée dans lequel, après avoir mis en considération leur zèle pour l'intérêt du Roy et du public, les travaux journaliers qu'exigent leurs fonctions, le peu d'émoluments qu'ils en retirent, eu égard aux dépenses de leurs courses fréquentes et leur désintéressement, ils représentent que s'ils font dans la suite l'instruction des procès dans les lieux de leur résidence, ce sera moins une épargne pour le domaine du Roi que ne feroit leur transport sur le lieu du crime, à cause des taxes à faire aux différents témoins, qu'il faudra faire venir sans distinction du choix de ceux à rejeter comme inutiles, ce qu'ils font lorsqu'ils sont dans le lieu ou aux environs de ceux de leur résidence » (24 octobre 1740); — à la demande à M. de La Briffe, par le contrôleur général, M. Machault, de l'état des frais de justice du quartier de juillet, et à l'examen minutieux de celui d'avril, dans lequel il est juste de rayer les vacations du lieutenant de maréchaussée de Coutances, qui s'est transporté à Avranches pour y informer contre le sieur Louis Gaultier, parce qu'il n'est rien dû aux lieutenants lorsqu'ils ne sortent pas de leur département; M. Machault termine en écrivant : « Je ne puis m'empêcher de vous observer que les frais passés dans plusieurs ordonnances sont bien plus considérables qu'ils n'auroient dû l'être, si l'on s'étoit renfermé dans les règles ordinaires » (31 décembre 1747); — au paiement des frais de transfert, des prisons du Petit-Châtelet en celle de Pôriers, du sieur Gilles Hébert (27 juillet 1774); — au rappel fait par M. Necker, directeur général, à M. Esmangart, des dispositions de l'arrêt du 1<sup>er</sup> juin 1775, portant règlement pour le paiement du service extraordinaire des maréchaussées du royaume, et sur la nécessité d'ordonnancer tous les trois mois les états des courses faites par les brigades (10 février 1778); — à la re-

commandation faite par M. Esmangart à M. de Surville, prévôt général, de lui envoyer régulièrement, de trois mois en trois mois, les états des frais de justice, afin de faire payer exactement les courses des brigades (17 février); — à l'envoi des états des courses extraordinaires faites par les brigades pendant les neuf derniers mois de 1778 et les six premiers de 1779; — aux observations du directeur général, Necker, transmises à M. Esmangart par M. de Bonnaire de Forges, écrivant au sujet des susdits états: « Comme il étoit inutile d'employer deux hommes pour constater les délits mentionnés dans le 1<sup>er</sup> état, il n'a été passé de vacations qu'à un cavalier qui suffisoit pour cette opération. Les particuliers dénommés dans les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> états, n'ayant été arrêtés que parce qu'ils n'avoient point de passe-port, ne pouvoient être considérés que comme des vagabonds, dès lors les frais de leur capture et conduite dans les prisons de Coutances et de Villedieu ne peuvent être au compte du domaine... M. le Directeur général vous prie de pourvoir au paiement de ces frais sur les fonds de la mendicité. Il n'a rien accordé au brigadier et à un cavalier de Carentan pour avoir arrêté, à Caen, un particulier de l'article 9 du 3<sup>e</sup> état, parce qu'on auroit dû charger une brigade de Caen de faire cette capture. Les cavaliers de la brigade de Coutances n'ayant pas rapporté un certificat de médecin, justifiant que les accusés du 4<sup>e</sup> état étoient hors d'état d'être conduits à pied à Alençon, M. le Directeur général n'a pas cru devoir leur allouer les 50 livres pour le loyer et nourriture de chevaux qu'ils annoncent avoir fourni pour cette translation » (18 octobre 1779); — à l'envoi des mêmes états pour les 6 derniers mois de 1779 et les 6 premiers de 1780, avec les observations de l'Intendant sur les frais extraordinaires faits par les brigades (8 août 1780); — aux réductions opérées sur les dits états par M. le Directeur général, et aux observations transmises à l'Intendant par M. de Bonnaire de Forges, lui écrivant: « la brigade de Condé-sur-Noireau ne devoit point se transporter à Vire pour arrêter le prisonnier B., puisqu'il y a dans cette dernière ville une brigade; en conséquence, le Directeur général a jugé, conformément aux dispositions de l'article 2 du règlement du 1<sup>er</sup> juin 1775, ne devoir rien allouer aux 3 cavaliers de Condé, quelque modiques que soient les sommes dues pour la fourniture du papier timbré employé à dresser les procès-verbaux ou à assigner des témoins, il n'en a pas tenu compte afin d'éviter tout double employ, les brigades doivent s'en faire

rembourser le montant par le greffier du siège de maréchaussée... les journées répétées par les brigades de Villers et de Tilly, pour s'être transportées à Caen, pour assister à l'exécution des condamnés, ne leur ont pas été allouées, parce qu'il y a dans cette ville deux brigades de maréchaussée dont l'assistance suffisoit pour cette exécution... Tels sont, Mr, les principaux motifs des réductions dont ces états ont été trouvés susceptibles, ainsi que vous le reconnoîtrez plus particulièrement par les apostilles mises en marge » (4 septembre 1780).

C. 2136. (Liasse.) — 20 pièces, papier.

**1782-1785.** — Militaire. — Maréchaussée. — Comptabilité. — Correspondance entre MM. de Calonne, contrôleur général; de Bonnaire de Forges, de Beaumont, Intendants des finances; Esmangart, de Feydeau, Intendants de la Généralité; de Surville, prévôt général, et Le Paulmier, subdélégué, relative: au renvoi, pour en faire effectuer le paiement sur le domaine, de trois états des frais de courses extraordinaires faites par quelques brigades de la maréchaussée, avec l'énoncé des motifs qui les ont fait réduire, pour se conformer aux prescriptions du règlement du 1<sup>er</sup> juin 1775 (27 janvier 1782); — à l'avis donné, qu'il a été expédié une ordonnance pour le paiement des sommes auxquelles a été réduit le montant des états de courses extraordinaires faites par les brigades de maréchaussée, pendant les dites années.

C. 2137. (Liasse.) — 27 pièces, papier.

**1787-1790.** — Militaire. — Maréchaussée. — Comptabilité. — Correspondance entre MM. Lambert, contrôleur général; de Bonnaire de Forges, Intendant des finances; Cordier de Launay, Intendant de la Généralité, et de Surville, prévôt général de la maréchaussée, relative: aux renvois, pour en ordonner le paiement sur le Domaine, des états de courses extraordinaires faites, durant les dites années, par la maréchaussée, avec les observations de l'Intendant, les pièces à l'appui et l'exposé des motifs qui en expliquent les réductions opérées, en conformité des prescriptions du règlement du 1<sup>er</sup> juin 1775.

C. 2138. (Liasse.) — 13 cahiers in-f<sup>o</sup>, 54 feuillets, papier.

**1796-1799.** — Militaire. — Maréchaussée. — « Re-  
vues pour servir au paiement des quartiers tri-



« mestriels des gages, soldes et appointements des  
« officiers et cavaliers de la maréchaussée générale  
« de Caen, faites par Michel-Pierre Regnier, écuyer,  
« sieur de La Motte, prévost général du Département  
« et Généralité de Caen, présence de Messire  
« François Richer, chevalier, seigneur d'Aube, conseiller  
« du Roy en ses Conseils, maistre des requêtes  
« ordinaires de son Hôtel, Intendant et commissaire  
« départy pour l'exécution des ordres de Sa Majesté  
« en la Généralité de Caen; » savoir : brigades de  
Caen, de Bayeux, d'Aunay, de Vire ci-devant de Condé,  
de Mortain; — brigades du département de Coutances :  
Avranches, Carentan, Pontfarcy, St-Lô, Valognes;  
chaque feuille est signée : Regnier, et l'état certifié  
véritable par le prévôt général et visé par l'Intendant  
Richer d'Aube, qui, à partir de 1727, est remplacé par  
messire Félix Aubery, marquis de Vastan, qui signe  
chaque feuillet; — revue générale de la compagnie de  
maréchaussée de la Généralité de Caen, faite en conséquence  
des ordres de M. D'Angervilliers, par M. de  
Vastan, dans sa tournée du mois d'octobre; l'Intendant  
consigne les observations en marge devant chaque  
nom : « bien monté, armé et équipé »; — « bien armé et  
« équipé, mais le cheval trop bas; je lui ai enjoint de  
« se remonter dans trois mois »; — « bien armé et  
« équipé, montant un cheval d'emprunt, le sien s'étant  
« cassé les reins en tombant sous luy, ce qui a esté  
« attesté par le prévost général; il a esté enjoint à ce  
« cavalier de se remonter incessamment »; — « bien  
« monté et équipé, cheval réformé pour en avoir un  
« autre dans trois mois. »

C. 2139. (Liasse.) — 11 cahiers, 44 feuillets, papier.

**1730-1732.** — Militaire. — Maréchaussée. — Revues pour servir au paiement des quartiers trimestriels de gages, soldes et appointements des officiers et cavaliers, passées par Pierre Regnier, sieur de La Motte, prévôt général du département et Généralité de Caen, en présence de l'Intendant, M. Félix Aubery, marquis de Vastan, des brigades du département de Caen : Aunay, Bayeux, Caen, Mortain et Vire, et des brigades du département de Coutances : Avranches, Carentan, St-Lô et Valognes; — états certifiés véritables par le prévôt général et visés par l'Intendant.

C. 2140. (Liasse.) — 9 cahiers, 35 feuillets, papier.

**1733-1734.** — Militaire. — Maréchaussée. — Revues passées par Michel-Pierre Regnier, seigneur de

La Saussaye, chevalier de l'ordre militaire de St-Louis, et prévôt général de la maréchaussée du département et Généralité de Caen, en présence de l'Intendant, messire Aubery, marquis de Vastan, pour servir au paiement des quartiers trimestriels des gages, soldes et appointements des officiers et cavaliers des brigades du département de Caen, savoir : Aunay, Bayeux, Caen, Mortain, Vire, et de celles du département de Coutances : Avranches, Carentan, Coutances, St-Lô, Valognes et Villedieu-Poëles; — états certifiés véritables par M. le Prévôt général et visés par l'Intendant.

C. 2141. (Liasse.) — 15 cahiers, 60 feuillets, papier.

**1735-1737.** — Militaire. — Maréchaussée. — Revues passées par le prévôt général de la maréchaussée de Basse-Normandie, au département et Généralité de Caen, en présence de l'Intendant, des brigades d'Aunay, Bayeux, Caen, Mortain, Vire; et de celles d'Avranches, Carentan, Coutances, St-Lô, Valognes et Villedieu-Poëles; — revues passées par l'Intendant qui consigne en marge le bon ou le mauvais état de l'armement et de l'équipement des cavaliers et de la monture; « quant à l'habillement, ajoute-t-il, il a besoin d'être renouvelé. »

C. 2142. (Liasse.) — 14 cahiers, 54 feuillets, papier.

**1738-1741.** — Militaire. — Maréchaussée. — Revues faites par Pierre Regnier, prévôt général de la maréchaussée, en présence de l'Intendant, messire Félix Aubery de Vastan, des brigades du département de Caen et de celles du département de Coutances; — lettre de M. D'Angervilliers, ministre de la guerre, rappelant à l'Intendant sa lettre du 2 septembre 1732, lui prescrivant de faire chaque année la revue de la compagnie de maréchaussée de son département, d'après un modèle dont il lui envoie la formule; — rôle de la revue de la dite compagnie, faite en décembre 1739, en conséquence des ordres du Roi, par le marquis de Vastan, Intendant, qui consigne les observations sur le bon et mauvais état de l'armement, de l'équipement et de la monture de chaque cavalier; il ajoute en finissant : « quant à l'habillement, il a grand besoin d'être renouvelé, puisqu'il sert depuis l'année 1733 »; — autres revues faites par le prévôt général, en présence de Jacques-Charles Gobier de Jumilly, lieutenant particulier honoraire du Bailliage et siège présidial de Caen, et subdélégué de l'Intendance, pour les quartiers de juin et juillet 1740; et en présence

de messire Louis Arnauld de la Briffe, Intendant de la Généralité de Caen, pour les quartiers de juillet à décembre.

C. 2143. (Liasse.) — 11 cahiers, 50 feuillets, papier.

**1741-1743.** — Militaire. — Maréchaussée. — Revues passées par Pierre Regnier, prévôt général de la maréchaussée de Basse-Normandie, en présence de M. Louis Arnauld de La Briffe, Intendant de la Généralité, pour les 4 quartiers de l'année 1741 et le 1<sup>er</sup> quartier de 1742; — et par Michel Antoine de Gouville, conseiller du Roi, prévôt général du département et Généralité de Caen, pour les quartiers des années 1742 et 1743; le quartier d'avril 1742 a été fait en double par François Poterin, sieur d'Orbendelle, lieutenant de la maréchaussée générale de Basse-Normandie, et par Michel de Gouville, prévôt général.

C. 2144. (Liasse.) — 16 cahiers, 64 feuillets, papier.

**1744-1747.** — Militaire. — Maréchaussée. — Revues passées par Michel Antoine de Gouville, conseiller du Roi, prévôt général de la maréchaussée de Basse-Normandie au département et Généralité de Caen, en présence de messire Louis Arnauld de La Briffe, Intendant, pour le paiement des quartiers des gages, solde et appointements des officiers et cavaliers, des brigades des deux départements de Caen et de Coutances; le s<sup>r</sup> du Moutier, à la place du s<sup>r</sup> Coullard de Brunville, comme assesseur au dernier quartier de 1747; — états certifiés véritables par le prévôt et visés par l'Intendant.

C. 2145. (Liasse.) — 11 cahiers, 68 feuillets, papier.

**1748-1749.** — Militaire. — Maréchaussée. — Revues passées par le prévôt général de la maréchaussée de Basse-Normandie, en présence de M. Louis Arnauld de La Briffe, Intendant, pour servir au paiement des quartiers de 1748-1749; — tableaux des revues générales du mois d'octobre 1748, et des mois de mai, septembre et octobre 1749, les dits états divisés en 6 colonnes, dont la 1<sup>re</sup> marque la présence ou absence des officiers et cavaliers dont les noms et prénoms figurent dans la 2<sup>e</sup>; la 3<sup>e</sup> colonne est réservée aux signalements; la 4<sup>e</sup> aux services de chacun; la 5<sup>e</sup> au signalement des chevaux, et la 6<sup>e</sup> contient des observations telles que : — « Bon pour la capture »; « bon cavalier, destiné pour faire un commandant de bri-

CALVADOS. — SÉRIE C. — TOME II.

« gade »; — « cavalier intelligent qui sçait parfaitement son métier et verbaliser de même »; — « a une conduite dérangée, mais brave et bon cavalier, averti pour la dernière fois que, s'il ne se corrige, il sera destitué »; — « bon cavalier fait pour la capture, s'est corrigé du défaut de boire »; — « bon cavalier qui joint à une bonne conduite une belle figure, sachant écrire et un peu verbaliser »; — « fort bon brigadier, excellent cavalier, toujours en état et d'une fort bonne conduite »; — à la colonne d'observations de 1748, en face du nom de Nicolas Blondel, natif de Néhou : « ce cavalier est usé, a de la peine à monter à cheval, il demande les Invalides; il paroît juste de les luy accorder, quoyqu'il n'ait que 15 ans de service dans la maréchaussée; il a découvert et fait arrêter la plus grande partie de tous les voleurs, déserteurs et assassins de Néhou, au nombre de plus de 40, qui ont tous été condamnés à différents supplices, et il y auroit à craindre que s'il restoit dans la paroisse de Néhou, sans aucun privilège, ces paroissiens n'usassent de récriminations »; et en 1749, « bon cavalier, qui, depuis la revue de l'année dernière, a conduit en Flandre les milices qui étoient à Cherbourg et Valognes »; — à la colonne d'observations de Guillaume Deschamps, de la sous-brigade d'Aunay : « bon cavalier, monte un cheval noir zain, âgé de 8 ans, taille de 4 pieds 8 pouces, lequel cheval il a acheté pour faire le service, en attendant que M. le comte d'Argenson, ministre de la guerre, luy ait accordé une gratification pour celui, qu'il a perdu par un écart qu'il se donna sur les glaces du rivage de l'Escaut, vis-à-vis Rupelmonde, étant du détachement qui a escorté la nouvelle levée de milice pour le remplacement du bataillon de Caen. »

C. 2146. (Liasse.) — 9 cahiers, 46 feuillets, papier.

**1750-1751.** — Militaire. — Maréchaussée. — Revues passées par Antoine de Gouville, prévôt général de la maréchaussée de la Basse-Normandie, en présence de M. Louis Arnauld de La Briffe, Intendant de la Généralité, ces états certifiés véritables par le prévôt général et visés par l'Intendant; — tableau de revue de la dite compagnie par l'Intendant, divisé en 6 colonnes, dont la 6<sup>e</sup> contient les observations et appréciations du dit inspecteur : Gilles Le Page, « cavalier propre à faire un commandant de brigade »; — François Duhamel, « fort bon sujet qui s'acquitte parfaitement des ordres dont il est chargé »; — Jean G...., « médiocre sujet »; — Jean Youf, « bon cavalier, il ver-

balise bien » ; — Robert Lenjalley, « brave et excellent cavalier » ; — J.-B. Menant, « cavalier brave et bon pour le coup de main » ; — J.-F. Tournemont, « excellent cavalier, il est d'une grande prudence dans les captures qu'il fait » ; — J. Christein Cordoen, « très-bon brigadier, contenant bien sa brigade dans les devoirs de la subordination. »

C. 2147. (Liasse.) — 15 pièces, papier.

**1770-1774.** — Militaire. — Maréchaussée. — Extraits des revues faites tous les quatre mois de chaque année à Carentan, Coutances, St-Lô et Valognes par M. D'Heu, commissaire des guerres au département de Valognes, aux dix brigades composant la lieutenance de maréchaussée de Coutances, pour servir au paiement de leurs gages, appointements, subsistance, entretien et fourrage, constatant la présence des officiers, bas officiers et cavaliers des brigades et sous-brigades de : Avranches, Barneville, Carentan, Cherbourg, Coutances, Granville, Les Pieux, St-James, St-Lô, Valognes et Villedieu, et indiquant le nombre d'hommes, l'effectif de chevaux, les dits extraits faits et arrêtés par le dit commissaire des guerres.

C. 2148. (Liasse.) — 12 pièces, papier.

**1775-1778.** — Militaire. — Maréchaussée. — Extraits des revues faites à St-Lô, Carentan et Valognes, par MM. D'Heu et Vardon, commissaires des guerres, employés au département de Valognes, aux officiers, bas officiers et cavaliers composant les lieutenances de maréchaussée de Coutances, St-Lô, Valognes, pour servir au paiement de leurs gages, appointements, subsistance et entretien, pendant les quartiers des dites années; chaque brigade de 4 cavaliers, commandés par un exempt, comme celles d'Avranches, Coutances, St-Lô et Valognes; celles de 3 cavaliers, par un brigadier ayant brevet d'exempt, comme celles de Cherbourg et Villedieu; et celles de 2 cavaliers, par un sous-brigadier, comme celles de Carentan, Granville, La Haye-du-Puits, Les Pieux et St-James; — les cadres de ces extraits de revue sont imprimés pour le dernier quartier de 1776, l'année entière de 1777, et le 1<sup>er</sup> quartier de 1778; l'effectif des hommes varie de 37 à 47 hommes, y compris les chefs, l'assesseur, le procureur du Roi, le greffier, les maréchaux des logis et les 6 brigadiers.

C. 2149. (Liasse.) — 21 pièces, papier.

**1737-1766.** — Militaire. — Maréchaussée. — Habillement. — Correspondance entre MM. de Breteuil

et le duc de Choiseul, ministres; Crémillon; de Vastan, de La Briffe et de Fontette, Intendants de la Généralité de Caen; relative : à l'habillement de la compagnie du prévôt général de la maréchaussée de Caen; — à l'avis donné par le sieur Dumas, rue Beaubourg, à Paris, que le ministre lui a accordé le marché général de l'habillement des maréchaussées du royaume (19 décembre 1737); — à l'envoi de l'état fixant le prix, avec les échantillons des étoffes et galons qui doivent entrer dans cet habillement (1737); — à l'envoi au ministre, par M. de Vastan, des échantillons et prix des étoffes, à l'aide desquels le ministre pourra donner ses ordres, soit à M. de Saint-Contest, son successeur nommé, soit au sieur Regnier, prévôt général de la maréchaussée de Caen, pour en passer les marchés (29 mai 1740); — à l'avis donné à M. de La Briffe, Intendant, par le ministre, M. de Breteuil, que les échantillons de draps destinés aux brigadiers et cavaliers paraissent trop fins et bien plus chers que ceux du sieur Dumas, chargé de l'habillement des maréchaussées. « Je vous supplie, lui écrit-il, de me marquer si on pourra trouver dans la province à se pourvoir d'étoffes d'une qualité équivalente et à meilleur marché, si non il n'y aura d'autre party à prendre que de faire faire l'habillement à Paris » ; à cette lettre est jointe une grande feuille où sont fixés 14 échantillons en marge des prix indiqués (28 décembre 1740); — aux observations sur le drap de Romorantin offert par le sieur du Mât à 7 livres 5 sols, et sur le drap de Valognes proposé par le marchand de Caen à 7 livres, pour l'habillement des brigadiers et cavaliers. Ils ne paraissent ni l'un ni l'autre propres à un habillement « qui est fait pour fatiguer et pour durer six ans, parce qu'ils sont très-gros, spongieux, seulement teints de blanc en bleu..... et blanchissant aux coutures, aux épaules, aux coudes et aux manches, ce qui fait un très-vilain habillement, expérimenté par le dernier envoyé de Paris, qui, dès la première année, n'étoit pas souffrable, en sorte que ces étoffes ne seroient propres au plus que pour les manteaux et équipage de cheval. On a vu, au contraire, que l'habillement que le prévôt général avoit fait en l'année 1728 à Caen en drap bleu naturel, pareil à celui proposé aujourd'hui pour les exempts, s'est soutenu beau et bon, et plus en état de servir à la fin de cet habillement (6 ans), que les habits du dernier ne l'étoient à l'expiration de la 1<sup>re</sup> année. Il est certain que ce drap bleu naturel a plus de résistance que ceux de Romorantin et de Valognes, étant de meilleure laine, plus fin de



« fillage et plus serré, et conséquemment de plus de  
 « service et plus honneste, mais à la vérité plus cher,  
 « ce qui ne fait pas impression à la maréchaussée de  
 « Caen, composée de tous gens de famille, et qui  
 « supplient avec empressement qu'il leur soit accordé  
 « la grâce d'estre habillés de pareil drap que les  
 « exempts, offrant, cette compagnie, de suplérer chacun  
 « de sa bourse en cas de besoin.... Et pour le drap  
 « de Lodève, proposé par le sieur du Mât à 8 livres,  
 « le marchand de Caen les fournira au même prix;  
 « mais c'est de quoy on habille la milice et un très-  
 « mauvais usé, ce drap étant seulement teint... et la  
 « doublure excède d'un pouce quand ils viennent à  
 « estre mouillés.... Et ce qui est de singulier, c'est  
 « qu'une troupe mieux ou plus mal habillée, surtout  
 « la maréchaussée, semble imposer davantage ou de  
 « même estre méprisée...., et, finalement, c'est une  
 « troupe de distinction destinée uniquement à l'exé-  
 « cution des ordres du Roy... qui se trouve dans les  
 « routes au passage de S. M., des ministres, et de tous  
 « les seigneurs, ainsy elle ne peut estre assez bril-  
 « lante. » — à la fourniture à faire aux officiers et cava-  
 liers de maréchaussée de 60 lames de sabre, le ministre  
 pense qu'il y a lieu de les réduire à 30, et même de  
 différer cette fourniture jusqu'à la 1<sup>re</sup> revue (22 sep-  
 tembre 1742); — à l'état des fournitures faites par  
 ordre de M. de La Briffe, conformément à ceux de M. de  
 Breteuil portés par les lettres des 22 septembre et  
 20 novembre 1742, aux officiers et cavaliers, après  
 leur dernier habillement: 30 lames de sabre, à 3 livres  
 5 sols chacune; 60 culottes de peau, bonnes et sans  
 couture en dedans, à 10 livres chacune...; et la façon  
 de 60 manteaux, à raison de 35 sols chacun; le tout  
 fourni et payé par le sieur Le Gagneur, marchand à  
 Caen (21 mars 1743) — à l'envoi des ordres du ministre  
 au sieur Barre, chargé de l'habillement des maréchaus-  
 sées, pour qu'il fasse passer au sieur de Gouville, pré-  
 vôt général de la Généralité de Caen, les étoffes et  
 autres fournitures nécessaires à l'habillement de sa  
 compagnie, telles qu'elles sont prescrites par l'ordon-  
 nance du 10 octobre 1756, avec recommandation ex-  
 presse à l'Intendant de « vérifier avec soin très-parti-  
 « culier les quantités et les qualités de chaque étoffe »  
 (16 mai 1760); — à la lettre du ministre au sieur de  
 Gouville, lui écrivant « que l'expérience ayant fait con-  
 « noître que l'usage de faire les habits des maréchaus-  
 « sées à Paris, sur les mesures envoyées des différentes  
 « provinces, ne pouvoit qu'exposer toujours à des in-  
 « convénients qu'il est à propos d'éviter, S. M. a décidé  
 « que dorénavant il suffiroit d'envoyer, dans le chef-

« lieu de chaque prévôté, les étoffes nécessaires à l'ha-  
 « billement de la compagnie, et d'y joindre, en même  
 « temps, les autres parties qui en dépendent, et telles  
 « qu'elles sont prescrites par l'ordonnance du 10 octo-  
 « bre 1756. Vous ne pouvés, au reste, veiller avec trop  
 « d'exactitude à ce que toutes les différentes parties de  
 « l'habillement soient exécutées avec le plus grand  
 « soin » (16 mai 1760); — à l'envoi des échantillons des  
 étoffes; — à la lettre du duc de Choiseul renouvelant à  
 M. de Fontette les mêmes recommandations de surveil-  
 lance (27 décembre 1763); — à l'avis donné par le duc  
 de Choiseul à M. de Fontette, du marché passé avec les  
 sieurs Vassal et Sabatier, pour la fourniture de l'habil-  
 lement des maréchaussées, avec recommandation de  
 charger le lieutenant de la maréchaussée de Coutances  
 de faire, par rapport aux soumissions des tailleurs, ce  
 que l'Intendant doit faire lui-même à Caen (20 mai 1766);  
 — états détaillés du prix des marchandises indiquant  
 que, pour l'habillement d'un cavalier de maréchaussée,  
 le prix était de 229 livres 16 sols 9 deniers, observant  
 que l'habillement des exempts, brigadiers et sous-bri-  
 gadiers sera plus cher par rapport aux brandebourgs et  
 aiguillettes; — états des fournitures à faire aux officiers  
 et cavaliers de maréchaussée du département de Caen,  
 et au moindre prix qu'on trouvera à s'en pourvoir dans  
 la province, le tout bien conditionné.

C. 2150, (Liasse.)—39 pièces, papier.

**1768-1789.** — Militaire.—Maréchaussée.—Élection  
 d'Avranches. — Ville d'Avranches. — Correspondance  
 entre MM. d'Invaux, contrôleur général; de Fontette,  
 Intendant de la Généralité; Malafait, secrétaire de l'In-  
 tendance; les officiers municipaux d'Avranches; Meslé  
 et de Montitier, subdélégués, relative: à l'avis donné  
 que le mémoire des frais demandés par la brigade de  
 maréchaussée d'Avranches, pour avoir fait perquisition  
 et capture, au mois de novembre 1765, du sieur Re-  
 gnault qui s'était évadé des prisons de Dinan, a été  
 réglé à 40 livres payables sur le domaine de Caen  
 (10 novembre 1768); — aux recherches faites pour  
 trouver une maison composée de 7 appartements, avec  
 greniers et écuries, propres à loger la maréchaussée  
 (26 mai 1771); — M. Malafait, secrétaire de l'Inten-  
 dance, écrit, au nom de M. de Fontette, à M. Meslé,  
 subdélégué, « il ne faut pas que vous vous arrêtiés seu-  
 « lement aux maisons qui seroient vacantes ou prêtes  
 « à l'être, vous savés que le service public, et surtout  
 « le service militaire, a un privilège qui force toute  
 « barrière. Si vous découvriés donc une maison con-

« venable, occupée par des locataires qui ne seroient  
 « pas dans le cas de ces ménagements qu'on ne peut  
 « guère refuser à la noblesse, il n'y auroit point à  
 « hésiter à leur donner ordre par écrit de l'évacuer  
 « pour la Saint-Michel prochaine » (28 mai 1771); —  
 à la réponse de M. Meslé : « vous vous appellerez, sans  
 « doute, tous les tracassés que m'a donnés ce casernement,  
 « je vous ai épargné les désagréments d'une partie des  
 « détails de cette vilaine besogne; il seroit plus que  
 « fâcheux que ceux qui ont travaillé et fourni des maté-  
 « riaux pour l'écurie, sur la promesse que je leur ai  
 « donnée de bonne foy qu'ils seroient payés, fussent  
 « réduits à perdre leurs avances et salaires. Je vous  
 « prie, M., de vous retourner pour trouver des fonds,  
 « soit sur les loyers du casernement des maréchaus-  
 « sées, ou sur les fonds du casernement des troupes.  
 « Voilà une leçon qui me rendra plus circonspect à  
 « l'avenir; quand je trouverai des choses si difficiles à  
 « exécuter, je glisserai à côté, comme ont fait MM. les  
 « subdélégués de Caen, Bayeux et Saint-Lô, où on  
 « m'assure que les maréchaussées ne sont point caser-  
 « nées » (1<sup>er</sup> février 1772); — au paiement des réparations  
 faites aux maisons servant de casernes à la maréchaussée  
 (4 février 1772); — à la demande des propriétaires des  
 maisons servant de casernes, du paiement des loyers qui  
 leur sont dus (1<sup>er</sup> novembre, 6 décembre 1772); — à l'avis  
 donné que les casernes d'Avranches consistent en 4 salles  
 basses, dont 2 un peu enterrées et humides, mais cependant  
 habitables, et en 7 chambres avec cheminées toutes logeables,  
 et 3 écuries, dont une grande, avec issue par une belle  
 porte sur la place du marché, pouvant contenir de 20 à 30  
 chevaux, ce qui est plus que suffisant pour loger la maré-  
 chaussée (14 mai 1774); — aux nouvelles propositions pour  
 le casernement de la maréchaussée, à la suite desquelles le  
 délégué, M. Meslé, ajoute : « Je vous prie de m'écrire une  
 lettre ostensible, dans laquelle vous ordonnerez de vous-  
 même ces arrangements; il est bon, pour épargner aux  
 présents des désagréments, que ce soit des absents, que  
 les plaintes, lorsqu'elles sont mal fondées, ne doivent point  
 toucher, qui tranchent et décident » (27 mai); — à la  
 recommandation pressante de M. Esmangart à M. Meslé, de  
 s'occuper sans délai de caserner la brigade de maréchaus-  
 sée, que l'on a délogée de sa caserne pour y loger les troupes  
 en garnison (18 juillet 1778); — à la requête du sieur  
 Fontaine, sous-lieutenant de la maréchaussée, pour la  
 location d'une maison conforme à l'ordonnance du 28 avril  
 1778, moyennant 400 livres par an (29 mai 1779); — à l'autorisation  
 demandée par

M. Fontaine, sous-lieutenant de maréchaussée, d'accepter  
 la location de la maison du sieur Dumanoir, afin d'y loger  
 la brigade de maréchaussée (27 juin 1779); — au rappel de  
 la dite requête par le brigadier Yvonnet (27 juin); — copie  
 du bail de 6 années de la maison du sieur de Vardon pour  
 servir de caserne à la maréchaussée (24 juillet 1779); — à  
 l'accusé de réception par l'Intendant des copies des baux  
 passés en 1779 des maisons servant de casernes pour les  
 brigades d'Avranches et Pontorson, et qui doivent expirer  
 au jour Saint-Michel 1785, en observant « qu'il est néces-  
 saire de renouveler celui de Pontorson pour le même prix  
 de 210 livres par an; qu'à l'égard de celui d'Avranches  
 qui est de 400 livres, cette somme est bien forcée, car si  
 on payoit le logement en argent à la brigade, suivant le  
 taux fixé par l'ordonnance, il ne coûteroit que 210 livres  
 par an », et engageant le subdélégué à chercher, à l'expira-  
 tion du bail, une maison d'un loyer moins onéreux (21 juin  
 1784); — aux lettres du sieur Fontaine, sous-lieutenant  
 de la maréchaussée, priant l'Intendant d'autoriser son  
 subdélégué à passer, avant la Saint-Jean, les baux d'une  
 maison à Avranches qui coûtera 50 livres de moins que  
 celles servant actuellement de casernes, et d'une maison à  
 Pontorson qui coûtera 90 livres de plus que celle dont le  
 bail expire à la Saint-Michel (23 avril et 28 mai 1785); —  
 à l'autorisation donnée à M. Meslé de passer un bail de 9  
 années avant la Saint-Michel (28 mai 1785); — à la demande  
 faite par l'Intendant d'une copie certifiée du bail passé  
 le 23 juillet 1785, avec les officiers municipaux d'Avran-  
 ches, d'une maison appartenant à la ville, pour servir de  
 caserne à la brigade de maréchaussée, en notifiant qu'il  
 n'est pas nécessaire de passer ce bail devant notaire (26  
 mai 1787); — aux réclamations des officiers municipaux  
 pour obtenir le paiement de deux années de loyer de la  
 caserne de maréchaussée (3 décembre 1787); — aux remercî-  
 ments adressés par les officiers municipaux pour l'indem-  
 nité accordée à plusieurs habitants, et à leur demande  
 d'une ordonnance de paiement de 787 livres pour les deux  
 années et 3 mois de loyer échus à la Saint-Michel 1788,  
 des casernes occupées par les cavaliers de la maréchaus-  
 sée (18 mai 1788); — aux nouvelles réclamations des  
 dits officiers municipaux pour le paiement de 3 années de  
 loyer, plus 335 livres pour réparations à l'auditoire avan-  
 cées par le greffier (14 janvier 1789); — à la réponse de  
 l'Intendant affirmant qu'il n'est dû qu'une seule année de  
 loyer, les 2 autres ayant été payées, puisque les ordonnances  
 de paiement figurent sur les états du receveur général  
 (22 janvier 1789).

C. 2151. (Liasse.) — 40 pièces, papier.

**1772-1788.** — Militaire. — Maréchaussée. — Élection d'Avranches. — Pontorson. — Correspondance entre MM. l'abbé Terray, contrôleur général ; le marquis de Monteynard, D'Ormesson, le prince de Montbarey, ministres ; de Fontette, Esmangart, Feydeau, Intendants de la Généralité, et Meslé, subdélégué, relative : au mémoire adressé au marquis de Monteynard par les officiers municipaux, réclamant avec instance une brigade de maréchaussée pour contenir les vagabonds et gens sans aveu qui commettent beaucoup de désordres (7 février 1772) ; — à l'avis de M. de Fontette, transmis à M. D'Ormesson, favorable à l'établissement d'une demi-brigade à Pontorson, « bourg très-considérable, « point de communication entre la Normandie et la « Bretagne, du côté de Dôle et de St-Malo, siège d'une « maison de force administrée par des frères de la « Charité, dans laquelle sont renfermés beaucoup de « mauvais sujets, et voisin du Mont-St-Michel, où il y « a une autre maison de force aussi considérable, « abbaye où il va annuellement une quantité prodigieuse de pèlerins dont la plupart passent par Pontorson. » L'Intendant ajoute, en finissant, « qu'il est « fâcheux que le Département de la guerre ne veuille « pas prendre sur son compte la dépense de cette « demi-brigade », et puisqu'il y a nécessité indispensable, « je vous propose, M., d'ajouter les 1,892 livres « à ce que ma Généralité paye pour l'augmentation « des brigades. Ils seront pris sur le fonds libre, car je « n'ai garde de proposer d'augmenter la capitation ; « au lieu de 1,129,100 livres que ma Généralité remet « actuellement net au trésor royal pour la capitation, « elle en remettrait à l'avenir 1,130,992 » (11 mars 1772) ; — à l'avis transmis à M. Esmangart par le prince de Montbarey, que le Roi a décidé que les deux brigades d'augmentation, accordées à sa Généralité en conséquence de l'ordonnance du 3 octobre 1778, résideront à Pontorson et à Barneville (11 janvier 1779) ; — à l'avis, transmis au prince de Montbarey, des dispositions prises pour l'établissement des dites brigades, par M. Esmangart, qui ajoute : « je ne puis, « au reste, vous dissimuler la peine extrême que je « ressens de voir que ma Généralité soit obligée de « supporter une augmentation de 9,600 livres d'imposition, pour avoir une brigade de moins qu'elle « n'avoit lorsqu'elle n'étoit pas tenue d'acquitter cette « nouvelle charge » (21 janvier 1779) ; — à l'avis transmis à l'Intendant par M. Meslé, son subdélégué

d'Avranches, que le maire de Pontorson offre de loger la brigade dans la maison de St-Nicolas, appartenant aux religieux du Mont-St-Michel, dont le loyer annuel ne serait que de 60 livres par an, et dans la maison du sieur Lavoye pour y loger le brigadier, moyennant 90 livres ; ces deux logements ne coûteraient que 150 livres, et les réparations seraient payées « sur les « revenus bon des 210 livres qui doivent être payés « par le Roy » (5 et 10 février 1779) ; — à la réponse de l'Intendant autorisant son subdélégué à traiter avec le maire de Pontorson : « cependant, ajoute-t-il, il eût « été à désirer que la brigade eût pu être logée dans « l'enceinte d'un même bâtiment... Au reste, le maire « de Pontorson ne doit point s'attendre à recevoir le « prix fixé par l'ordonnance du Roy pour le logement « de la brigade..... Les officiers municipaux doivent « concourir aux vues d'économie qui animent les personnes qui sont chargées de l'administration, et ce « ne peut jamais être le cas d'aucune espèce de bénédice pour les villes, dont les habitants seroient tenus « de fournir le logement effectif de la brigade, s'il « n'y avoit de fonds destinés à l'acquit de ce service » (20 février) ; — au nouvel ordre de l'Intendant à son subdélégué d'aviser au plus tôt au logement de la brigade, qui reste dans l'inaction jusqu'à ce qu'il y soit pourvu (17 mars) ; — à la réponse de M. Meslé disant que la maison de St-Nicolas n'était pas propre à l'usage de la maréchaussée, à cause des grandes réparations nécessaires, de la distribution de son local, et demandant que le procureur du Roi soit condamné à remplir ses promesses de céder sa maison : « lorsqu'il a « été question de conclure avec lui, il s'est dédit indécemment ; cet officier, soit dit entre nous, est le « plus mince sujet possible, c'est un yvrogne que « l'on trouve dans toutes les tavernes, buvant avec « le premier venu, et dont les affaires sont dans le « plus grand dérangement » (27 mars) ; — à l'exhortation, faite par l'Intendant à M. Meslé, de régler à l'amiable l'affaire de la cession de la maison par le procureur du Roi : « malgré la déraison et les torts de « ce dernier, je me déterminerai difficilement à le « contraindre de déguerpir... Faites-lui entendre, si « vous le jugez nécessaire, que je lui saurai gré en « cette occasion de sa déférence, et que le loyer lui « sera payé exactement et sur un pied raisonnable » (1<sup>er</sup> avril) ; — à la réponse de M. Meslé disant : « je « me suis rendu de grand matin, mercredi dernier, à « Pontorson, pour y trouver le procureur du Roy de « sang-froid. J'avois fait ample provision de douceur, « d'amitié et de conciliation, elle a été épuisée en



« vain... tout a été inutile ; j'ai parcouru toutes les  
« maisons de la ville, j'en ai heureusement trouvé  
« une située vis-à-vis des Halles, que le propriétaire a  
« louée pour 6 ans et demi, commencés du 1<sup>er</sup> de ce  
« mois, à raison de 210 livres... le lieutenant l'a  
« agréée. J'ai été fort aise de terminer cette affaire,  
« car ce n'est pas chose aisée de loger ces cavaliers  
« qui ont toujours de grandes prétentions » (10 avril);  
— à la recherche d'un logement pour la brigade qui  
doit être établie (10 février 1779); — à l'autorisation à  
donner au maire de Pontorson de retenir, pour le  
logement de la brigade de maréchaussée, la maison  
appartenant aux religieux du Mont-St-Michel (20 février  
1779); — à l'avis donné qu'il a été fait un bail de  
6 ans et demi, à raison de 210 livres par an, de la  
maison visitée pour servir de logement à la brigade,  
laquelle y est installée, et que le brigadier a dit qu'il  
est très-content de cet arrangement (17 avril 1779); —  
à la requête présentée par le sieur Lemonnier, syndic,  
pour obtenir un autre casernement pour la brigade de  
maréchaussée (25 mars, 6 et 12 avril 1780); — aux  
nouvelles difficultés éprouvées pour procurer à la bri-  
gade une autre maison que celle qu'elle occupe, qui  
est trop étroite et sans greniers suffisants (9 et 15 mai  
1780); — à la construction d'une prison à Pontorson  
(15 mai 1780); — à la réception des copies de baux,  
passés aux sieurs Louis Lohier et Pierre Lemonnier,  
des maisons servant de casernes à la brigade (13 jan-  
vier 1785); — à la demande faite par M. Burdelot,  
vicomte et maire de Pontorson, à l'Intendant, de s'oc-  
cuper du casernement de la brigade, qui doit quitter  
son logement actuel à la St-Michel, c'est-à-dire dans  
41 jours (18 septembre 1785); — à l'avis donné au  
maire que les papiers relatifs au casernement s'étaient  
confondus et avaient été perdus de vue, mais que des  
instructions étaient envoyées au subdélégué d'Avranches  
pour arranger cette affaire au plus grand avantage du Roi  
(18, 22 et 30 septembre); — à l'envoi, pour homo-  
logation, des baux des maisons devant servir au caser-  
nement de la maréchaussée (20 décembre 1783); —  
certificats du vicomte et maire de Pontorson, constatant  
que les maisons des sieurs Lohier et Lemonnier ont été  
occupées par la brigade de maréchaussée pendant les  
années 1786 et 1787 (1788).

C. 2152. (Liasse.) — 22 pièces, papier.

**1758-1787.** — Militaire. — Maréchaussée. — Élection  
de Bayeux. — Correspondance entre MM. de Feydeau,  
Le Cordier de Launay, Intendants; Génas de Rubercy,

subdélégué, et D'Orbendelle, lieutenant de la maré-  
chaussée, relative : à la supplique du sieur Maheut,  
exempt, demandant à M. de Fontette que son logement  
lui soit payé à raison de 120 livres par an, « vu, qu'en  
« sa qualité d'exempt, il a le titre de lieutenant en  
« pied de cavalerie, que le Roy, par sa déclaration du  
« 21 décembre 1780, a fixé sur ce pied sa capitation,  
« conséquemment il doit en avoir les droits et privi-  
« lèges, qui consistent à avoir son logement pour le  
« prix de 10 livres par mois. C'est, Monseigneur, ce  
« que vous avez jugé à l'égard de l'exempt de Va-  
« lognes, le 12 juillet 1755, et à l'égard de l'exempt  
« de Caen, le 8 mai 1756 » (15 novembre 1758); —  
à l'avis donné par le subdélégué, M. Génas, à M. de  
Fontette, qu'à la suite des recherches faites pour le  
casernement projeté de la brigade de maréchaussée,  
il n'y a que la maison du sieur Levéel, servant autre-  
fois d'auberge, occupée par la remonte et le détache-  
ment du régiment Royal-Picardie, où l'on puisse établir  
une caserne pour la brigade. M. Génas observe à ce sujet  
que ce nouvel établissement deviendra beaucoup plus à  
charge que ne l'est actuellement celui de la brigade, à  
qui l'on paie le logement en argent : 120 livres pour  
l'exempt, 120 livres pour les 4 cavaliers, à raison de  
30 livres chacun, moyennant quoi ils se logent comme  
ils le jugent à propos, tandis que la dite maison coûte-  
rait 500 livres, et encore y aura-t-il des réparations  
considérables; « je sçais d'ailleurs que l'exempt et les  
« cavaliers qui sont mariés, et dont l'un doit avoir  
« sept enfants, seroient plus flattés qu'on laissât sub-  
« sister leur traitement actuel, car comment pouvoir  
« loger leur famille dans une seule chambre, confor-  
« mément à l'ordonnance. » M. Meslé demande au plus  
tôt des instructions, puisque l'Intendant désire l'éta-  
blissement pour le 1<sup>er</sup> juillet : « on est pris au pied  
« levé.... je souhaite de tout cœur, pour la satisfaction  
« commune, que dans le cas où l'on persisteroit dans  
« le système de caserne, on puisse avoir plus de tems  
« pour se retourner » (6 juin 1771); — à la supplique  
du sieur Maheut, ancien capitaine d'infanterie, exempt,  
et des cavaliers de la brigade, pour obtenir 250 livres  
au lieu de 120 livres à l'exempt, et 90 livres au lieu de  
50 livres à chaque cavalier, pour le loyer des maisons  
qu'ils occupent, et pour le service considérable qu'ils  
ont à faire dans leur département, le plus étendu de la  
compagnie, contenant 113 paroisses (décembre 1777);  
— à l'avis du subdélégué de porter l'indemnité de  
logement à 200 livres pour l'exempt et à 70 livres pour  
chaque cavalier (6 février); — à la note du secrétaire  
de l'Intendance établissant que l'exempt de Caen ne

reçoit que 180 livres et les cavaliers 90 livres chacun, et au bas de cette note l'Intendant écrit : « laisser les « choses comme elles sont » (6 mars 1778); — aux éclaircissements, demandés au subdélégué par l'Intendant, sur l'usage observé pour le loyer des maisons servant de casernes aux brigades de la maréchaussée (4 mai 1784); — à la reprise du projet de casernement de la maréchaussée (19 octobre 1784); — à l'autorisation donnée de passer bail pour 500 livres de la maison proposée pour caserner la brigade de maréchaussée (21 octobre 1784); — à l'avis de M. D'Orbendelle, lieutenant de maréchaussée, que le propriétaire de la maison de Bayeux ne veut plus la louer, mais la vendre 9,000 livres, ou la fief au prix de 450 livres de rente (8 novembre 1784); — au certificat des maire et échevins de la ville de Bayeux, constatant que la maison de la veuve et héritiers du sieur Jean de La Marre, située rue de la Cave, paroisse St-Jean de Bayeux, est occupée par la brigade de maréchaussée depuis le jour St-Jean 1785 (17 mai 1787); — à l'envoi du bail fait avec le sieur Jean de La Marre, le 23 janvier 1785, de sa maison pour servir de caserne à la brigade de maréchaussée, afin d'obtenir le paiement des termes du loyer échu à partir de la St-Jean 1785 (20 mai 1787); — à la supplique du sieur Lelarge, brigadier, demandant le paiement de 52 livres 10 sols du loyer de sa brigade, durant les mois d'avril, mai et juin (24 octobre 1787); — à l'envoi de la dite supplique à l'Intendant par le subdélégué, ajoutant que cette réclamation est d'autant plus fondée, que le propriétaire de la caserne actuelle n'a touché le prix de sa location qu'à partir du 24 juin 1785 (20 décembre 1787); — à la demande de la veuve de La Marre du paiement d'une année de loyer de sa maison, servant de caserne à la maréchaussée (31 décembre 1787); — au bas de la lettre du subdélégué, pressant l'Intendant de payer le dit loyer, on lit : « l'ordonnance de 100 livres pour « l'année 1787 a été expédiée le 8 janvier 1788. »

C. 2153. (Liasse.) — 23 pièces, papier.

**1742-1789.** — Militaire. — Maréchaussée. — Ville de Caen. — Correspondance entre MM. Orry et Machault, contrôleurs généraux; le prince de Montbarey, ministre; Trudaine, Intendant des finances; de La Briffe, de Fontette, Esmangart, Le Cordier de Launay, Intendants de la Généralité; Le Paulmier, subdélégué; de Surville, prévôt général de maréchaussée; Thomas de Launay, ancien exempt, pensionnaire du Roi; les députés de la commission intermédiaire; et MM. Mesnil-Vicomte, le

marquis de Saint-Germain, le chevalier d'Héritot, capitaine de cavalerie et de Courcy, relative : à l'avis transmis à M. de La Briffe, par M. Trudaine, que le contrôleur général n'approuve pas la demande des officiers de la maréchaussée de Caen, d'une gratification pour les indemniser des frais de leur transport à 5 lieues de leur résidence, pour l'instruction d'un procès qu'ils ont continuée en exécution d'un arrêt du Conseil; que cependant il approuvera la gratification de 148 livres que propose l'Intendant (4 juin 1742); — à la réception de l'état des frais de voyages du lieutenant et du greffier de la maréchaussée de Caen, pour l'instruction d'un procès fait à deux femmes. M. Trudaine rappelle à l'Intendant ce que M. le contrôleur général lui mandait le 31 décembre 1747 sur ces sortes de frais : « le greffier a eu tort de se transporter hors de sa résidence, « après avoir été informé des intentions du Conseil, et « le lieutenant étant obligé, par état, à être continuellement en tournée, il ne sauroit réclamer des frais de « voyage; si cependant vous jugez qu'il y ait lieu de « proposer à M. le contrôleur général une gratification, « je vous prie de vouloir bien me mander quelle somme « vous pensez qu'il doit être accordé à chacun » (25 août 1748); — à la lettre du 23 octobre, de M. Machault, contrôleur général, consentant à accorder au lieutenant 60 livres, et au greffier 70 livres, proposés à titre de gratification par M. de La Briffe, qui en fait l'ordonnance de paiement (8 novembre 1748); — à la requête présentée par le sieur Le Page, brigadier, et les cavaliers de la maréchaussée de Caen, exposant que les logements ayant augmenté considérablement, il ne leur a cependant été payé par l'Hôtel-de-Ville que 20 livres par an à chacun, somme insuffisante pour les loger, ainsi que les chevaux et les fourrages, et qu'il leur en coûte 40 livres à chacun en sus; que, de plus, ils ont été obligés de prendre des maisons dans différents endroits de la ville, éloignés les uns des autres, de façon qu'ils sont un temps infini à recevoir les ordres, ce qui est totalement contraire à l'ordonnance du 16 mars 1720. Ils demandent à l'Intendant d'ordonner que MM. les maire et échevins de l'Hôtel-de-Ville de Caen fassent payer par le receveur 60 livres au brigadier, et 40 livres à chaque cavalier, si mieux n'aiment leur fournir un logement convenable, avec une écurie de 9 chevaux, et grenier suffisant pour les provisions (20 novembre 1758); — aux renseignements fournis à M. de Fontette par son subdélégué, M. Barbey, relatifs à l'indemnité de logement accordée aux exempts, brigadiers et cavaliers à Caen, 300 livres pour les deux brigades, dont 120 pour l'exempt, et 20 livres par chaque ca-

valier, prix « qui n'est pas proportionné au prix du  
 « loyer des maisons, et pour lequel on trouve à peine  
 « une chambre au 3<sup>e</sup>; cependant il est nécessaire que  
 « chaque cavalier ait, outre son logement, une écurie  
 « et un grenier..... Je regarde, ajoute le subdélégué,  
 « comme très-difficile de caserner la maréchaussée de  
 « cette ville; outre qu'on ne pourroit trouver d'appar-  
 « tements convenables, cela gêneroit beaucoup les  
 « cavaliers, dont la plupart sont établis et font un  
 « commerce qu'ils seroient obligés d'abandonner, en  
 « sorte qu'il ne leur resteroit que leur paye pour  
 « entretenir un cheval et se nourrir eux et leurs  
 « enfants; si on prenoit ce dernier parti, qu'on a été  
 « obligé d'abandonner du temps de vos prédécesseurs,  
 « presque tous les cavaliers se retireroient » (30 dé-  
 cembre 1758); — à une nouvelle supplique des cavaliers  
 de maréchaussée représentant à M. Esmangart, que  
 les 60 livres d'indemnité de logement sont insuf-  
 fisantes dans une ville où les maisons sont extraor-  
 dinairement chères (3 octobre 1777); — à la réponse  
 de l'Intendant qui met au bas de la demande : « bon  
 « pour 80 livres par cavalier » (4 octobre 1777); —  
 à la recherche d'une maison convenable pour caserner  
 la dite brigade (18 juillet et 29 août 1778); — à la  
 location d'une maison dont M. d'Héritot, capitaine de  
 cavalerie, est le propriétaire foncier; M. de Mesnil-  
 Vicomte, l'usufruitier; M. le marquis de Saint-Germain,  
 et le sieur Le Dôme, marchand de vins, les locataires  
 (29 septembre 1778); — à l'offre faite par le sieur  
 Thomas de Launay, ancien exempt de la maréchaussée,  
 de louer, moyennant 100 livres par an, une écurie  
 qu'il possède rue St-Pierre, à Caen, afin de loger  
 les chevaux des cavaliers (6 juillet 1783); — au rejet  
 de cette proposition par le prévôt général (9 août  
 1783); — au casernement des deux brigades en rési-  
 dence à Caen; M. de Launay écrit au prévôt général  
 que « l'expérience prouve combien il y a d'incon-  
 « vénients à tenir les brigades éparées et dans des  
 « quartiers éloignés du centre de la ville, mais je n'ai  
 « plus les fonds de la province à ma disposition, et  
 « l'emploi de ceux affectés au casernement est dévolu  
 « à l'assemblée provinciale »; et aux députés de la  
 commission intermédiaire pour leur recommander la  
 demande du prévôt général, en les assurant qu'ils « le  
 « trouveront d'ailleurs toujours disposé à se concerter  
 « avec eux sur le choix d'un emplacement convenable,  
 « ainsi que sur le prix qui pourroit être accordé pour  
 « la location » (3 juillet 1789); — à la réponse des  
 dits députés, MM. Daigremont, Hervieu de Pont-Louis,  
 le comte de Balleroy et Le Telier de Vauville (3 juillet).

C. 2154. (Liasse.) — 77 pièces, papier.

**1772-1787.** — Militaire. — Maréchaussée. — Élection  
 de Caen. — Croissanville. — Correspondance entre  
 MM. le prince de Montbarey, ministre; de Fontette,  
 de Feydeau, Intendants de la Généralité; de Surville,  
 prévôt général, et Le Paulmier, subdélégué, relative :  
 à la demande des cavaliers de la brigade d'ordonner  
 au sieur Prunier, trésorier de la fabrique, et au  
 1<sup>er</sup> marguillier de la paroisse de Croissanville, de leur  
 remettre la clef des bancs occupés par les sieurs Morin  
 et Goillon, étrangers à la paroisse, afin qu'ils puissent  
 assister aux offices, « le devoir des suppliants exigeant  
 « d'être aux lieux les plus connus, tant pour adorer  
 « les saints mystères que pour remplir leurs obli-  
 « gations » (9 janvier 1772); — ordonnance de M. de  
 Fontette prescrivant à Jacques Jolly, cordonnier à  
 Croissanville, d'évacuer la salle qu'il occupe pour en  
 faire une prison (31 mars 1773); — notification de  
 cette ordonnance, dont copie est remise au dit cor-  
 donnier, avec sommation de s'y conformer, « sous  
 « peine d'y être contraint avec intérêts et despends »  
 (6 avril 1773); — au refus du fermier de M<sup>me</sup> de  
 Croissanville de céder, pour 30 livres de loyer, la  
 maison devant servir de caserne et dont il veut 60  
 livres (28 juin 1774); — aux renseignements sur les  
 auberges de Croissanville pouvant servir de casernes à  
 la brigade du dit lieu : la 1<sup>re</sup>, dite « le Grand-Hôtel »,  
 appartenant à M. de Croissanville, affermée 4,600  
 livres avec des terres; la 2<sup>e</sup>, dite « la Croix-Blanche »,  
 appartenant à M. d'Émery, affermée 400 livres à la  
 veuve Bouquet, chargée de huit enfants; la 3<sup>e</sup>, où  
 pend l'enseigne « Le Croissant », appartenant au sieur  
 d'Émery, louée 900 livres et où descendent les voi-  
 tures publiques, carrosses, messageries et les bagages  
 des régiments; la 4<sup>e</sup>, où pend pour enseigne « le  
 Dauphin », très-pauvre, appartenant à M<sup>me</sup> de Crois-  
 sanville; la 5<sup>e</sup>, appartenant à Guillaume Colleville,  
 syndic de la paroisse de Méry, où pend « le Lion  
 d'or », occupée par le propriétaire (1778); — au choix  
 fait de l'auberge de « la Croix-Blanche », pour le  
 casernement de la maréchaussée (août 1778); —  
 à l'intervention de M. le marquis de Courcy, écrivant  
 de nombreuses lettres à M. Esmangart, pour défendre  
 les intérêts de la veuve Bouquet, locataire de cette  
 auberge, appartenant à M<sup>me</sup> d'Émery, sœur du mar-  
 quis, qui démontre à l'Intendant que la pauvre veuve  
 n'a que son commerce d'aubergiste pour élever ses  
 8 enfants (août 1778); — à l'avis donné que l'auberge



du « Dauphin », proposée pour le logement de la maréchaussée, n'est pas habitable dans l'état où elle est (26 août 1778); — aux représentations des gentilshommes voisins de Croissanville, MM. le marquis de Courcy, Cairon marquis d'Esmalleville, le duc de Bernières, Costart de Méry, de Mathan, etc., sur les inconvénients de la suppression de l'une des auberges, celle de la « Croix-Blanche », pour y caserner la maréchaussée (27 août 1778); — à la pétition adressée au maréchal duc d'Harcourt par la veuve Bouquet, apostillée des signatures de Le Christ, prieur de Ste-Barbe; Courcy, chevalier de l'ordre royal et militaire de St-Louis, seigneur et patron de Magny-le-Freule et de Magny-la-Campagne; Costart, seigneur de Méry, de la Chapelle et Canapville; Le Grand de Plainville, et Blanvillain, curé de Croissanville (22 septembre 1778); — à la recommandation faite par le prince de Montbarey à M. Esmangart, « de bien examiner la réclamation de la « veuve Bouquet, et de donner les ordres nécessaires pour « que cette pauvre veuve ne soit pas lésée » (27 octobre); — à la réponse de l'Intendant qui écrit : « il est tout « simple que le service du Roy ait la préférence, je « verrai, au reste, s'il y a moyen de lui accorder une « petite indemnité » (31 octobre); — au mémoire présenté par la veuve Bouquet pour empêcher que son auberge ne soit employée à servir de caserne (31 octobre); — au procès-verbal, dressé par les cavaliers de Croissanville, constatant l'effraction faite au mur de la prison où sont détenus provisoirement les déserteurs (10 juin 1779); — à la lettre du sieur Costart de Méry, écrivant au subdélégué : « il y a apparence que « c'est Le Page, garçon remuant, qui engage ses deux « camarades à se joindre à lui pour avoir la dite maison, « ouvrage qu'il trame depuis deux ans...; il est bien « disgracieux de n'être pas maître de jouir de son bien « propre » (23 janvier 1780); — aux nouvelles représentations sur le préjudice qu'éprouverait la veuve de Croissanville, dont l'auberge, qu'elle tient à loyer, avait été désignée pour le casernement de la brigade (27 janvier 1780); — à la note de M. Guiard, premier secrétaire de l'Intendance, écrivant : « vérification faite, il « paroît que la brigade ne peut être casernée que dans « la maison de la pauvre veuve...; mais ce caserne- « ment occasionnera la ruine totale d'une nombreuse « famille; aux yeux d'une administration bienfaisante, « il vaut mieux que la brigade n'ait pas toutes ses aises « et que la famille subsiste. D'ailleurs, cette brigade « n'est pas difficile à rassembler, ce village n'étant « composé que de quelques maisons éparses, situées sur « deux lignes parallèles, et ne composant qu'une seule

« rue », « à décider ? » (6 février 1780); — à la décision de l'Intendant, écrivant de sa main au bas de la note : « Il est indispensable de caserner cette brigade, et « puisque M. Le Paulmier atteste que cette maison est « la seule susceptible de servir à ce casernement, il « faut bien la prendre; écrire décidément à M. Le « Paulmier, et le charger de consommer cet arrange- « ment, répondre aussi très honnêtement à M. le mar- « quis de Courcy, et lui marquer que je suis bien fâché « que le bien du service m'oblige à faire cet arrange- « ment » (6 février 1780); — à l'approbation par M. Esmangart des dispositions faites par son subdélégué, pour engager, sans succès, M. de Méry à se prêter à l'arrangement projeté pour le casernement de la brigade; l'Intendant engage son subdélégué à constater en quoi peut consister « le dédommagement que la dite veuve « sera, sans doute, dans le cas de réclamer pour la non « jouissance de son bail, et l'interruption de son com- « merce, à l'aide duquel il paroît qu'elle fait subsister « sa nombreuse famille. » Puis, au bas de cette lettre, M. Esmangart ajoute de sa main : « depuis cette « lettre écrite, M. le marquis de Courcy m'a fait offrir « de bâtir une maison exprès... Ainsi, jusqu'à ce que « je vous donne de nouvelles instructions, je vous prie « de ne pas aller en avant sur ce que je viens de vous « prescrire ci-dessus » (14 février 1780); — à l'impossibilité signalée par l'Intendant à M. de Courcy, de faire payer un loyer plus de 250 livres, prix trop peu proportionné à la dépense de 12,000 livres que coûterait la construction de la caserne; et à l'appui de son dire, il envoie le taux des loyers, s'élevant pour Avranches à 360 livres, pour Barneville à 218, pour Carentan à 250, pour Cherbourg à 350, pour Condé-sur-Noireau à 250, pour Coutances à 260, pour Granville à 332, pour Mortain à 221, pour St-Hilaire-du-Harcouet à 210, pour Tilly à 200, pour Valognes à 210 et pour Villedieu à 240 livres. Aussi écrit-il en marge de la minute de cette lettre : « à copier — donner sur le champ les « ordres à M. Paulmier pour établir, sans délai, la « brigade de Croissanville dans l'auberge dont il a déjà « été question » (23 mars 1780); — à la lettre de M. de Courcy, démontrant que la dite auberge coûtera plus au Roi que la caserne projetée, puisqu'elle est louée 600 livres, non compris les réparations, et réclamant les bontés de l'Intendant pour cette veuve, en lui accordant un délai, pour qu'elle puisse trouver une autre place, « n'ayant d'autre talent que celui de tenir « auberge, ce qui la fait subsister avec sa famille » (29 mars); et au-dessus, en marge de cette lettre, l'Intendant écrit : « M. G[uiard], presser M. Paulmier de con-

« sommer le casernement de Croissanville » (4 avril 1780); — aux pressantes recommandations de l'Intendant pour accélérer le dit casernement par la voie la plus prompte (29 avril); — à la lettre de M. de Courcy, écrivant à M. Esmangart : « les choses ont changé de face concernant l'auberge de Croissanville appartenant à M. d'Emmery, mon beau-frère, que M<sup>r</sup> votre Subdélégué persistoit, malgré toutes représentations, à vouloir faire occuper par la maréchaussée. Il y a un mois que M. d'Emmery est mort; ses fils, qui sont au service, ont pris le party de la donner à ferme, et comme cette auberge avoit de tout temps été destinée à faire une maison de fermier, ils viennent de donner le tout à la veuve qui tenoit l'auberge. J'en ai conféré avec M. Guiard, qui est convenu avec moy que, les choses étant ainsy, il falloit se départir de vouloir prendre cette maison pour loger la maréchaussée » (14 mai 1780); — à la note de l'Intendant écrivant en tête de la dite lettre : « Si cette maison doit, en effet, servir pour le fermier, il n'y a plus moyen de la prendre » (18 mai); — aux nouvelles représentations des cavaliers de la brigade, sur la nécessité de leur procurer un logement où ils puissent être réunis, et placer les fourrages nécessaires à leurs chevaux (12 juin 1780); — à l'ordonnance de l'Intendant prescrivant à la veuve Bouquet et au sieur Huet de fournir, chacun à un cavalier de la brigade, un logement convenable pour lui, son cheval et ses provisions en fourrages, dans la maison qu'ils occupent et pour le prix qui sera fixé entre eux de gré à gré (9 septembre 1780); — aux observations du contrôleur ambulant des aides de la Généralité d'Alençon, sur l'inconvénient de loger la maréchaussée de Croissanville dans les auberges (1<sup>er</sup> février 1781); — aux représentations du prévôt général de la maréchaussée que le bien du service exige que la brigade de maréchaussée de Croissanville soit casernée, conformément à l'ordonnance du Roi du 28 avril 1778 (14 mars 1784); — à la demande du sieur Mahyer, brigadier de la maréchaussée de Croissanville, d'un supplément de 20 livres par an pour son logement (14 avril 1786).

C. 2155. (Liasse.)—43 pièces, papier.

**1783-1787.**— Militaire. — Maréchaussée. — Élection de Caen. — Tilly d'Orceau. — Correspondance entre MM. Esmangart, de Feydeau, Intendants de la Généralité; de Surville, prévôt général de la maréchaussée; M. de Fontette, chancelier de Monsieur, frère du Roi; Montier de Saint-Rémy, notaire à Tilly, et Le Paulmier,

subdélégué, relative : à l'autorisation donnée de passer bail, moyennant 400 livres par an, de la maison servant de caserne à la brigade, à raison des réparations et augmentations faites d'après les ordres de M. de Fontette (14 octobre 1783); — à la remise d'une ordonnance de 180 livres, pour le loyer des 9 premiers mois de l'année, de la maison de M. de Fontette servant de caserne à la brigade (20 novembre 1783); — à la requête adressée à l'Intendant par le sieur Potterin de Boisavenel, écuyer, maréchal des logis, commandant la maréchaussée à Tilly d'Orceau, appuyée par M. de Surville, prévôt général, afin qu'il soit construit et annexé à la caserne, aux frais de Sa Majesté, une prison pour y détenir les vagabonds (28 août 1787); — aux renseignements demandés par l'Intendant à son subdélégué pour l'installation de cette prison (19 septembre 1787).

C. 2156. (Liasse.) — 54 pièces, papier.

**1782-1789.** — Militaire. — Maréchaussée. — Élection de Caen. — Aunay et Villers. — Correspondance entre MM. le maréchal de Ségur, ministre; le maréchal d'Harcourt, gouverneur de la province; Esmangart, de Feydeau, Cordier de Launay, Intendants de la Généralité; les membres de la commission intermédiaire; le comte de Blangy; Le Paulmier et Le Harivel de Gonville, subdélégués, et Desparquets, commandant de la brigade de Villers et Aunay, relative : à l'avis donné au maréchal d'Harcourt, par le comte de Blangy, qu'une maison avec cour, jardin, écurie pour 8 chevaux, grenier, 4 chambres à 2 pièces chacune, ne coûterait que 350 livres de loyer par an pour servir de caserne à la brigade (2 octobre 1782); — aux ordres à donner pour louer la dite maison, dont le loyer excède de 140 livres les 210 livres allouées à cet effet par l'ordonnance (8 octobre 1782); — aux explications données par l'Intendant au maréchal de Ségur, sur l'impossibilité de transporter, pendant 3 jours de la semaine, la brigade de Villers à Aunay, où il serait utile de rétablir la brigade supprimée en 1778; « mais, ajoute l'Intendant, si cela ne vous est pas possible, je vous supplie de révoquer l'ordre, donné à la brigade de Villers, d'avoir une résidence alternative avec Aunay. Il en résulteroit que ni dans l'un ni dans l'autre des deux endroits le service ne se feroit. La brigade reçoit son logement à Villers, tout ce qui pourra vous être proposé au contraire ne peut être que l'effet de l'intérêt personnel, et ce n'est pas sûrement ce qui

« influe sur votre décision » (30 novembre 1782); — à l'engagement pris par le sieur Picard de mettre à la disposition de l'Intendant, pendant 9 années, la maison qu'il possède à Villers, à la réserve de la boutique donnant sur la rue, et du jardin, le tout moyennant 200 livres par an (18 mars 1783); — à l'avis donné que la maison du sieur Picard ne peut servir de caserne, et que celle qui appartient au sieur Lemarchand mérite la préférence (28 mars 1783); — à la lettre du subdélégué de Vire, écrivant que l'Intendant pense « qu'il conviendrait que 2 cavaliers restassent toujours à Aunay et 2 toujours à Villers » (21 décembre 1788); — à la supplique du sieur Lemarchand, réclamant le prix du loyer de sa maison servant de caserne à Villers (5 janvier 1789); — à la plainte d'un cavalier de la maréchaussée de Villers, de ce que le sieur Lemarchand, propriétaire de la maison servant de caserne à la brigade, se refuse absolument à faire les réparations nécessaires, de sorte qu'il est presque impossible de l'habiter (6 et 13 janvier 1789); — à la réclamation faite par le sieur Lebon, cavalier de la brigade, du paiement de 3 mois de logement sur l'année 1788 (17 janvier 1789); — aux éclaircissements donnés par le subdélégué, M. Le Harivel de Gonville, sur le déplorable état de la maison du sieur Lemarchand qui, du reste, demande la résiliation du bail, ce à quoi consent l'Intendant, qui donnerait au brigadier et aux cavaliers le prix du loyer (12 février); — au refus des cavaliers de faire résilier le bail (4 mars); — à la demande faite par M. de Surville, prévôt général, d'obliger, par une ordonnance de l'Intendant, le sieur Lemarchand à faire les réparations nécessaires à sa maison (6 mars); — à l'ordonnance de l'Intendant pour contraindre le dit Lemarchand aux réparations de sa maison (avril); — à la supplique adressée à l'Intendant par les cavaliers Hardy et Desrues, pour obtenir la résiliation du bail de la maison, où ils souffrent, perclus de douleurs qui les empêchent de faire tout service, comme l'atteste le certificat du chirurgien juré, annexé à leur pétition (4 mai); — à la lettre des mêmes cavaliers suppliant le subdélégué de les autoriser à déloger, le propriétaire ne demandant pas mieux que de résilier son bail (4 mai); — aux plaintes du sieur Lemarchand, propriétaire de la maison-caserne, de ce que l'on n'a pas encore fixé le prix du loyer, et de ce que les cavaliers exigent 4 appartements pour chacun d'eux, une écurie pour 12 chevaux, un grenier pour 4,000 bottes de foin, et un jardin potager pouvant fournir des légumes au quart des habitants de Villers (6 mai); — à la demande du sieur Lemarchand que le loyer de sa

maison soit fixé par experts, oubliant les conventions faites avec M. Le Paulmier, au prix de 150 livres (12 mai); — à l'ordonnance de l'Intendant portant résiliation du bail verbal de la maison du sieur Lemarchand, servant de caserne à Villers, et le condamnant aux frais de la signification de l'ordonnance du 10 avril (22 mai); — à la notification de cette ordonnance à MM. de la commission intermédiaire provinciale, à laquelle la connaissance de ces questions est dès lors réservée (22 mai); — à la réponse des députés de la dite commission, MM. le marquis d'Hautefeuille, Daigremont, Hervieu de Pont-Louis et Le Telier de Vauville, accusant réception des communications de M. de Launay, et concluant en ces termes : « au surplus, M<sup>r</sup>, les intérêts de la Généralité ne peuvent être en de meilleures mains que dans les vôtres, et vous sçavez combien les économies sont devenues nécessaires dans les dépenses de casernement » (1<sup>er</sup> juin); — à l'annulation de la soumission du sieur Letulle de céder sa maison pour servir de caserne à la brigade de Villers (4 juin).

C. 2157. (Liasse.) — 67 pièces, papier.

**1747-1788.** — Militaire. — Maréchaussée. — Ville de Carentan. — Correspondance entre MM. de Fontette, de Feydeau, Cordier de Launay, Intendants de la Généralité; Parent et Malafait, secrétaires de l'Intendance; d'Hermerel et La Valley de La Hogue, subdélégués, relative : aux difficultés que font les cavaliers de la maréchaussée de porter les ordres dans les paroisses, pour le service de S. M., sous prétexte qu'ils ne doivent obéir qu'aux ordres de M. le prévôt général et de l'Intendant, et non pas à ceux de son subdélégué (11 mai 1747); — aux difficultés éprouvées pour trouver un casernement convenable à la brigade, à Carentan et à La Haye-du-Puits (28 mai 1771); — à l'autorisation donnée d'arrêter pour la St-Michel, au prix de 200 livres, la maison qui a été trouvée propre au casernement de la sous-brigade, à défaut d'autre plus convenable; « quant au bourg de La Haye-du-Puits, ajoute l'Intendant, il n'y a point à hésiter à prendre la maison occupée par le notaire et le médecin du lieu, en leur donnant sur le champ ordre par écrit de l'évacuer pour la St-Michel prochaine... le service public, et surtout le service militaire, a de grands privilèges; la maréchaussée étant sur le pied de troupe militaire, il n'y a point de difficulté à prendre, pour la caserner, des maisons convenables qui ne seroient occupées que par des locataires, lesquels n'exigeroient pas certains



« ménagements qu'on ne peut refuser à l'ordre du « clergé et à la noblesse » (1<sup>er</sup> juin 1771); — à l'avis donné que le casernement des deux sous-brigades est une affaire terminée, conformément aux instructions de l'Intendant (14 février 1772); — à la supplique adressée à M. de Fontette par le sieur Boyron, archer, garde de la Connétablie et maréchaussée de France pour le Bailliage de Carentan, réclamant le prix du loyer de sa maison, servant de caserne à la sous-brigade, et demandant que les changements et augmentations faits à sa maison soient employés sur l'état du Roi et non à ses dépens; car, « il est certain qu'il « n'aurait point loué sa maison pour loger la brigade, « s'il eût pu prévoir que, malgré sa déclaration, on « l'eût assujéti à faire des augmentations aussi considérables, s'élevant à 539 livres 5 sols » (31 octobre 1772); — aux difficultés que soulève cette question, afin de rembourser le trésorier des troupes des 500 livres que le receveur des tailles lui avait fait rendre (28 janvier 1773); — à la requête du sieur Boyron consentant à ne toucher que 100 livres par an, jusqu'au remboursement des 500 livres qu'on lui a fait avancer, si on veut lui augmenter le prix de son loyer de 50 livres (28 février 1773); — à la demande du sieur Boyron du paiement des loyers, échus du jour St-Michel, ainsi que de la somme de 125 livres pour les 6 mois échus le 25 mars, de sa maison occupée par la brigade de maréchaussée (31 mars 1776); — à la requête de François Boyron, huissier, et de son frère, fils et héritiers de Charles Boyron, en son vivant garde de la Connétablie, réclamant le paiement d'une année de loyer (4 juin 1776); — à la nouvelle requête des dits Boyron (31 août 1776); — à l'ordonnance de l'Intendant prescrivant au receveur général des finances, de payer au fils du dit feu sieur Boyron la somme de 187 livres 10 sols, pour le loyer de sa maison servant de caserne à la maréchaussée, du 24 septembre 1774 au 24 juin 1775 (23 avril 1777); — à la soumission du sieur Gautier, bourgeois de Carentan, propriétaire de maisons des héritiers du feu sieur Delange, situées rue Giemare à Carentan, de céder les dites maisons pour servir de casernement à la maréchaussée, moyennant 320 livres de loyer; consentant que les loyers soient employés, jusqu'à concurrence de la somme nécessaire, aux changements et réparations s'élevant à 1,054 livres (25 novembre 1778); — à l'approbation de l'arrangement fait pour les réparations à faire à la maison du dit sieur Gautier (30 novembre 1778); — à l'avis donné à l'Intendant par son subdélégué, que, conformément à l'autorisation donnée, il a été fait un marché par écrit

avec un ouvrier, pour faire les réparations et réédifications nécessaires à la maison qui doit servir de caserne à la brigade (12 avril 1779); — à l'envoi d'une ordonnance de 500 livres au profit du sieur Groult, entrepreneur des réparations à faire à la maison du sieur Gautier, servant de caserne à la brigade (26 avril 1779); — à la remise, à faire à l'entrepreneur des dites réparations, d'une ordonnance de 578 livres pour parfait paiement des ouvrages, et, sur le montant de laquelle, il remettra 24 livres au sieur André, expert, pour vérification des dits travaux (1<sup>er</sup> juillet 1779); — au bail fait le 21 août 1781, à raison de 360 livres par an, pour 9 années, par le brigadier et les cavaliers de la maréchaussée, de la maison leur servant de caserne et appartenant au sieur Louis Le Rouge (15 juin 1784); — aux certificats du subdélégué, constatant que la maison du sieur Le Rouge a été occupée pour le casernement de la brigade, pendant les années 1784, 1785 et 1786; — à la proposition de 2 maisons pour loger la brigade (27 juin 1787); — au dédommagement réclamé par le sieur Chardine, en raison du déplacement que lui occasionnera le casernement de la maréchaussée dans la maison qu'il occupe (19 août 1787); — au bail de 6 ans consenti par Joseph Biard, marchand, rue Hollegate, à Carentan, d'une maison à usage de caserne, à raison de 200 livres par an (1<sup>er</sup> septembre 1787); — à un autre bail consenti par le sieur Le Vilain, sieur des Preys, marchand menuisier, d'une maison à usage de caserne, moyennant 300 livres par an (1<sup>er</sup> septembre); — au certificat du subdélégué constatant que la maison du sieur Le Rouge a été occupée par la brigade de maréchaussée pendant les neuf premiers mois de l'année 1787 (2 janvier 1788).

C. 2158. (Liasse.) — 15 pièces, papier.

**1774-1778.** — Militaire. — Maréchaussée. — Élection de Carentan. — La Haye-du-Puits. — Correspondance entre MM. Esmangart, Intendant de la Généralité, et La Valley de La Hogue, subdélégué, relative : à l'impossibilité, pour le subdélégué de Carentan, de trouver un logement pour la sous-brigade de maréchaussée, et à la demande de payer aux cavaliers leur logement en argent, « d'ailleurs le casernement est « abusif, car la maison qui en servoit n'étoit occupée « que par un seul cavalier; le sous-brigadier et l'autre « cavalier étoient logés en deux endroits différents »; — à la demande du sieur Ever, réclamant 150 livres pour le loyer de sa maison servant de caserne aux cavaliers de la maréchaussée (17 mars 1774); — à l'avis

donné que le logement sera payé au sous-brigadier à raison de 25 livres, et aux cavaliers à raison de 20 livres, puisqu'il n'y a pas de maison propre à leur casernement; « mais il convient qu'ils se logent à proximité « les uns des autres le plus possible, afin qu'ils puissent « se réunir sans peine lorsque le bien du service « l'exige » (6 janvier 1776); — à la requête présentée à M. Esmangart par le sieur Jean Ever, réclamant le loyer de sa maison servant de caserne, et se plaignant des dégâts faits à cette maison occupée par un seul cavalier, mais sous-louée par « le sous-brigadier et « l'autre cavalier à diverses personnes, pour y reposter « du cidre, du bois, des lapins, des poules, des oies, « etc., et l'on a vu des sous-locataires faire entrer « leurs tonneaux par les fenêtres. D'après ces sortes « d'exploitations, il est aisé de se persuader combien « il est arrivé de malpropreté et de dommages, les « appartements à feu, au rez-de-chaussée, ont été des « plus humides, et les armoires ou placards en ont été « très endommagés, étant très moisiss. » En marge de la dite supplique, M. Esmangart écrit : « nous, Intendant... ordonnons qu'il sera pourvu au paiement « des loyers dus au suppliant par ordonnance particulière; et quant aux réparations de sa maison, « ordonnons que les locations seront faites aux frais « des cavaliers... à l'effet de quoi, seront les parties « tenues de convenir d'arbitres, faute de quoi il en « sera nommé d'office par M. le subdélégué de Carentan » (22 janvier 1776); — à la demande de M. le marquis de La Salle, lieutenant général des armées du Roi à Strasbourg, de rétablir une brigade de maréchaussée à La Haye-du-Puits, « qui est un point central « entre Coutances, Valognes et Carentan, où il y a un « marché des plus considérables toutes les semaines et « plusieurs foires; ce lieu est environné de landes et « de bois » (19 novembre 1778); — à la réponse de M. Esmangart, disant n'avoir rien négligé pour obtenir du ministre le rétablissement de cette brigade sans l'avoir pu obtenir. « Ce refus, ajoute-t-il, m'affecte « d'autant plus que j'aurois désiré vous être agréable, « et que l'établissement proposé eût été vraiment « avantageux, et même nécessaire, au maintien du bon « ordre et de la sûreté publique » (26 novembre 1778).

C. 2159. (Liasse.) — 86 pièces, papier.

**1750-1788.** — Militaire. — Maréchaussée. — Ville de Coutances. — Frais de capture et de casernement. — Correspondance entre MM. Machault et Maynon d'Invau, contrôleurs généraux; Cochin, de Bonnaire

des Forges, Intendant des finances; de La Briffe, de Feydeau, Intendants de la Généralité, et de Mombrière, subdélégué, relative : à l'autorisation donnée de payer la somme de 256 livres, « pour frais faits par les officiers « de la maréchaussée, contre le sieur Pierre Landais, « accusé de vol de vases sacrés » (7 juillet 1750); — à l'avis donné par M. Machault à M. de La Briffe, que le mémoire des frais d'instruction par les maréchaussées de Coutances et Villedieu, contre les nommés Faisant et Loyer, accusés de vol, a été réglé à la somme de 302 livres (20 avril 1751); — à l'avis donné par M. le contrôleur général, Machault d'Arnouville, à M. de La Briffe, qu'il n'a pu statuer sur l'état des frais faits par le lieutenant de la maréchaussée, parce que les dates de vacations des officiers et l'emploi de chaque vacation n'y étaient point expliqués; « je ne pourrais, écrit-il, « que rayer toutes les sommes employées pour ces « vacations, tant parce que le lieutenant doit faire son « service gratuitement, en quelques endroits de la « Généralité qu'il se transporte, que parce que l'assesseur et le greffier ne doivent pas quitter le lieu de « leur résidence, sauf à faire remplir les fonctions de « l'assesseur par un officier du Bailliage dans lequel le « procès se juge... Le greffier, de son côté, se contente de mettre une somme de 400 livres, *in globo*, « pour son papier, sans qu'il ait été vérifié quelle est « précisément la quantité qui a été employée, et il « rapporte une quittance de 60 livres pour frais d'impression de monitoires, sans marquer ny le nombre « de chaque monitoire en particulier, ny la quantité de « ce qui a été tiré sur papier timbré et sur papier ordinaire. Quand vous m'aurez envoyé, avec copie de « l'arrêt d'attribution, un état qui contienne ces différents détails, et que vous aurez eu la bonté de le « vérifier sur la procédure, j'y aurai tels égards qu'il « conviendra » (21 juin 1752); — à l'envoi, pour renseignements demandés par l'Intendant à son subdélégué, du mémoire adressé au Conseil par le lieutenant, le procureur du Roi et le greffier de la maréchaussée, demandant, par forme de gratification, le remboursement des dépenses extraordinaires durant leurs voyages, à 10 et 12 lieues de leur résidence, auxquels ils ont été obligés pour le bien de leur service (26 avril 1769); — à la lettre du subdélégué appuyant la réclamation de M. de Monthuchon, lieutenant de la maréchaussée, en course durant 126 journées, et celles du procureur du Roi pour 93 jours, et du greffier pour 66 vacations; il demande 500 livres d'indemnité pour le premier, 300 livres pour le second et 150 livres pour le greffier, en tout 950 livres (22 mai 1769); — à la réponse du con-

trôleur général à M. de Fontette, lui annonçant qu'il accorde 120 livres au lieutenant, 240 au procureur et 150 au greffier, en tout 510 livres à payer sur le domaine, et insistant pour que l'Intendant « leur fasse sentir qu'ils ne doivent point regarder ces gratifications comme des honoraires de leur travail, mais comme des témoignages de satisfaction de leur zèle, et prévienne le procureur du Roy et le greffier que, ne devant jamais quitter leur résidence, il n'aura à l'avenir aucun égard à de pareilles demandes de leur part » (6 septembre); — à l'avis donné que la dite gratification a été accordée et ordonnancée (14 septembre 1769); — à la lettre de M. Varin de Franqueville, se plaignant à l'Intendant, qui avait renvoyé son exécutoire du 22 mai avec cette simple note : « Il n'y a que le juge criminel qui soit dans le cas de décerner des exécutoires sur le domaine »; ce à quoi le dit procureur de la maréchaussée répond : « Permettez-moi, Monseigneur, de vous observer que le prévôt, dans la partie criminelle qui lui est confiée, fait les fonctions de lieutenant criminel, que c'est luy qui fait les instructions des procès prévotaux, qui entend les témoins et taxe leurs exploits; que cette taxe n'a jamais été contestée par les receveurs des domaines; que d'ailleurs la juridiction prévôtale est distincte et séparée, que les juges ordinaires doivent seulement assistance au prévôt pour les jugements » (9 juin 1787); — à la lettre du subdélégué de Caen, répondant : « le juge prévôtal peut instrumenter, ainsi que ses ministériels, dans tout ce qui concerne la partie prévôtale, et les arrêts du Conseil disent qu'il s'en fera payer sur des exécutoires qui seront taxés par M. l'Intendant; ce n'est donc pas à lui à taxer mais bien à l'Intendant. Voir l'arrêt du Conseil d'État du 24 novembre 1733, celui du 1<sup>er</sup> juin 1775; les captures y sont réglées, et elles sont bien éloignées du prix que le procureur du Roy demande » (12 août); — à l'irrégularité de l'exécutoire de 96 livres que le procureur du Roi de maréchaussée, M. Varin de Franqueville, a délivré sur le domaine, à 2 employés des fermes, pour arrestation de 2 particuliers décrétés de prise de corps pour cause d'assassinat (16 novembre 1787); — à la lettre de l'Intendant des finances, M. de Bonnaire des Forges, répondant à l'Intendant de la Généralité : « je pense, comme vous, que cet exécutoire est en effet irrégulier, en ce qu'il a été décerné par des officiers de maréchaussée, auxquels la faculté en est interdite par l'arrêt du Conseil du 5 may 1685, qui ne l'attribue qu'aux officiers des sièges ordinaires. Ainsi, par ce seul motif, je vous crois fondé à refuser d'admettre

« cet exécutoire à votre visa, sauf aux employés des fermes à s'en faire délivrer un autre par les officiers du Bailliage de Coutances, dans le ressort duquel ils ont fait la capture » (14 décembre); — à l'avis de l'Intendant, transmis à M. de Mombrière, d'engager les 2 employés des fermes à présenter une nouvelle requête au lieutenant criminel du Bailliage et siège présidial de Coutances, pour obtenir un exécutoire dans la forme ordinaire, que l'Intendant visera conformément au tarif annexé à la déclaration du 22 février 1760 (21 décembre 1787); — à la note indiquant que l'exécutoire du lieutenant criminel du Bailliage, s'élevant à 166 livres 17 sols 6 deniers, a été réduit à 76 livres 12 sols 6 deniers, à raison de 30 livres à chacun des 2 employés, plus 12 livres pour la voiture et 4 livres pour la nourriture des prisonniers; — à la demande par les officiers de la maréchaussée du paiement de la somme de 90 livres pour s'être transportés près Granville, à l'effet de procéder à la levée du corps du sieur Brouard, assassiné (6 septembre 1788); — à l'ordonnance de M. de Launay pour le paiement de 64 livres 10 sols sur l'état des frais de justice (15 septembre 1788); — à l'insuffisance de l'indemnité de logement de 250 livres accordée au lieutenant qui a dû ajouter 50 livres, et de 200 livres au brigadier et à 4 cavaliers de la maréchaussée (25 novembre 1758); — à l'envoi de l'état du casernement de la brigade de maréchaussée de la ville de Coutances, et à l'avis que le bail de la maison des Dominicains, servant de caserne, va être renouvelé au prix de 200 livres par le prieur (27 février 1772); — à la demande des noms des propriétaires des bâtiments servant de casernes, du prix des loyers et de l'époque à laquelle ils ont commencé à courir, à Coutances et à Granville (17 janvier 1773); — à l'avis donné par le sieur Boutry, exempt de maréchaussée, que l'expiration du logement de sa brigade est arrivée le 1<sup>er</sup> janvier, et que les propriétaires le pressent pour être payés (13 janvier 1776); — à la pressante exhortation de l'Intendant à son subdélégué, pour qu'il se conforme au plus tôt à l'ordonnance du Roi du 28 avril 1778, en casernant la brigade de Granville, et en vérifiant si celle de Coutances est convenablement casernée (18 juillet 1778); — à la requête présentée par les PP. Dominicains, pour renouveler le bail de leur vaste maison, servant de caserne à la brigade avec ses ménages, hommes, femmes et enfants, à sa juste valeur, suivant le prix des maisons de la ville, vu qu'elle n'est louée que 260 livres par an, prix qui suffit à peine aux réparations (19 septembre 1783); — au renouvellement du dit bail que le subdélégué propose



d'élever à 400 livres, somme proportionnée au taux général des baux des autres maisons affermées de Coutances (28 septembre 1783); — à l'avis, donné par l'Intendant au subdélégué, qu'il approuve le renouvellement du dit bail, moyennant 300 livres (21 juin 1784); — à la demande des cavaliers de la brigade de faire dresser procès-verbal de l'état de situation de la maison des Jacobins, leur servant de caserne (6 mars 1785); — à l'avis donné par les religieux Dominicains, qu'ils attendent, pour continuer les réparations, qu'ils soient payés des loyers échus le 25 mars 1785, vu qu'ils sont hors d'état de faire les réparations nécessaires, et à la demande de l'Intendant, s'il ne serait pas possible de conserver jusqu'en 1790, fin de bail, la dite maison en la réparant, si non d'en chercher au plus tôt une autre (15 mars 1786); — à l'avis transmis par le subdélégué, que sa visite des lieux lui a prouvé qu'au moyen des réparations que se proposent de faire les religieux Dominicains, il n'y a lieu de craindre aucun accident; il ajoute qu'ils jouissent d'un très modique revenu, et ont bien besoin de ce qui leur est dû sur le loyer pour payer les ouvriers (22 mars 1785); — à la nouvelle requête des brigadiers et cavaliers, réclamant instamment le procès-verbal de l'état de leur caserne et les réparations (3 juillet 1785); — à la lettre des religieux Dominicains prouvant, par des notes à l'appui de leur dire, que quelques-unes des réparations étaient faites avant la seconde requête adressée à l'Intendant par les brigadiers et cavaliers, et que, quant à l'ébranlement du mur menaçant ruine, cet état provient des travaux des ponts-et-chaussées qui ont abaissé le terrain (6 août 1785); — à la lettre de l'Intendant pressant son subdélégué de faire faire les réparations par les religieux, et de nommer un expert qui, avec celui des dits religieux, constatera les dégradations du mur de costière bordé par la nouvelle chaussée, et que si l'indemnité est reconnue légalement due, elle devra être payée, comme celle qu'occasionne la confection des routes, sur les fonds de l'imposition territoriale. « Mais, ajoute-t-il, comme « ces fonds sont fort arriérés, et comme le rétablisse-  
« ment de la maison de la brigade ne peut souffrir de  
« retardement, je me déterminerai à faire payer cette  
« indemnité sur les fonds du cazernement, moins pré-  
« cieux à la province que ceux de l'imposition terri-  
« toriale » (28 septembre 1785); — à la nouvelle injonction de l'Intendant à son subdélégué de presser les travaux de réparations de la maison des Dominicains, et de chercher une autre caserne dont le loyer n'excéderait pas celui de la maison des religieux (27

février 1786); — à la réponse de M. de Mombrière, envoyant des déclarations des religieux qui ne peuvent réparer leur maison : « 1<sup>o</sup> parce qu'ils n'ont point  
« d'argent; 2<sup>o</sup> que, quand ils seroient dans le cas de  
« dépenser 100 louis ou 1,000 écus (ce qui ne pourroit  
« être sans faire un emprunt), ils seroient obligés de  
« recommencer dans peu de tems, parce qu'elle n'est  
« pas susceptible de réparations » (6 et 7 mars 1786); — à la proposition faite de prendre la maison de l'ancien maître de poste, dépendante de l'Évêché de Coutances, pour y caserner la maréchaussée, vu que les religieux Dominicains sont absolument hors d'état de faire réparer, même provisoirement, celle servant de caserne et qui tombe en ruine (30 avril 1786); — à l'avis, transmis à l'Intendant par son subdélégué, que l'Évêque de Coutances a chargé son homme d'affaires, le sieur Caillard, de faire un bail de la maison dite « l'Aigle-d'Or », dépendante de son évêché, pour caserner la brigade moyennant 500 livres par an (13 juin 1786); — à la note manuscrite mise en tête de la dite lettre : « j'ai été prévenu de cet arrangement par  
« M. l'Évêque que j'ai eu l'honneur de voir à Cou-  
« tances, son désir est que la maréchaussée veille à  
« maintenir l'ordre dans le marché pour la perception  
« des droits qui appartiennent à l'hôpital; répondre à  
« M. de Mombrière que je l'autorise à passer le bail » (27 juin); — à l'autorisation donnée de passer bail pour 9 années, à raison de 500 livres par an, de la nouvelle maison servant à caserner la maréchaussée; l'Intendant écrit : « quoique le loyer de la nouvelle  
« maison excède de 200 livres le prix du loyer de  
« l'ancienne, il faut en passer par là, puisqu'il a été  
« reconnu que l'on n'en pouvoit pas trouver d'autre à  
« meilleur marché » (12 juillet 1786); — à l'avis donné à M. de La Salle, lieutenant de la maréchaussée, qu'aussitôt la réception du dit bail, ses cavaliers pourront prendre possession de la nouvelle caserne (16 juillet 1786); — à la réception de la note des conditions auxquelles le fondé de pouvoir de Monseigneur l'Évêque de Coutances consent de passer bail de la maison dite « l'Aigle-d'Or », pour servir de caserne et dont une partie avait été louée au sieur abbé de Potigny (7 septembre 1786); — à l'envoi d'une grosse du bail de 9 années de la maison dite « l'Aigle-d'Or » au prix de 500 livres (30 septembre 1786); — à la requête présentée par le greffier de la maréchaussée pour obtenir le paiement de ses honoraires (6 novembre 1786); — à l'envoi d'un certificat des maire et échevins constatant qu'une maison, appartenant au temporel de l'Évêché, a été occupée par la brigade

depuis le jour St-Michel 1786, au prix de 500 livres par année (20 décembre 1787).

C. 2100. (Liasse.) — 46 pièces, papier.

**1771-1789.** — Militaire. — Maréchaussée. — Élection de Coutances. — Granville. — Correspondance entre MM. de Fontette, Esmangart, Intendants de la Généralité de Caen; de Mombrière et Couraye du Parc, subdélégués; M. Picquelin, maire de Granville, relative : aux remontrances faites que l'auberge de « la Croix-Blanche », indiquée par M. Picquelin, maire, doit suffire au casernement de la maréchaussée, composée d'un sous-brigadier et de 2 cavaliers; « l'écurie, « qui est affermée aux employés des aides de la ban-  
« lieue, pourroit être évacuée de force, s'ils ne s'y  
« prêtoient de bonne grâce, car s'ils ont à la vérité un  
« privilège, il doit céder à celui des troupes » (25 juin 1771); — à l'avis que le subdélégué regarde le casernement comme fait, attendu que M. Roc, directeur des aides de l'Élection, a fait un arrangement entre les cavaliers de maréchaussée et les employés des fermes, au sujet de l'écurie qui était en contestation (30 juillet); — à l'avis que le bail, s'élevant à 308 livres par an, a été passé par le maire de Granville, qui a de plus avancé 50 livres pour la façon et fourniture d'une auge et d'un râtelier, placés dans l'écurie de la dite caserne (7 février 1772); — à la demande du sieur Ellie, sous-brigadier, de donner au sieur Serard, cavalier, la boutique contiguë à son logement, que M. Picquelin a oublié de comprendre dans le bail (3 octobre 1772); — à l'avis favorable du subdélégué à cette demande, qui lui paraît juste et fondée, la dite boutique, indispensable au logement du cavalier, ne coûterait que 30 livres de loyer, le subdélégué ajoute : « les proprié-  
« taires des maisons prises pour casernes à Coutances  
« et à Granville demandent avec empressement d'être  
« payés » (23 octobre 1772); — à la demande du sieur Rioult de Montbray, cavalier de la maréchaussée, d'une augmentation de logement, vu que celui qu'il occupe est infecté de punaises, et qu'il n'a pas un logement suffisant pour mettre ses fourrages (3 octobre 1780); — à la réponse négative de l'Intendant à M. de Mombrière, trouvant exorbitante l'augmentation de 72 livres, ajoutée aux 430 livres que coûte le casernement de la seule sous-brigade de Granville. « Ainsi, jusqu'à  
« ce que l'on trouve, pour un prix raisonnable, un loge-  
« ment commode au sieur Rioult, il convient qu'il se  
« contente de celui qu'il occupe actuellement; vous  
« voudrés bien l'en prévenir, afin qu'il ne fasse pas de

« nouvelles démarches à ce sujet » (11 octobre 1780  
— au rejet de la demande d'augmentation du loyer de la maison du sieur Gallien, servant au casernement de la brigade (13 septembre 1782); — à l'état de casernement de la brigade, arrêté par le subdélégué, s'élevant à 457 livres (12 janvier 1783); — à la requête de la veuve Premarest, veuve d'un marin tué au premier combat de la frégate la *Belle-Poule*, en 1778, et mère de 4 petits enfants, réclamant le paiement de la somme de 63 livres 10 sols pour le loyer d'une chambre louée au feu sieur Lecomte, cavalier, pendant 14 mois et 15 jours, à raison de 3 livres par mois, et le loyer d'un grenier, à 10 sols par an, pendant 4 années (6 septembre 1783); — à l'avis et à l'envoi du bail passé avec le sieur Des Aulnais, lieutenant du maire, qui demandait 528 livres pour le loyer de sa maison servant de caserne à la brigade, moyennant 360 livres par an pendant 5 années, à partir du jour St-Michel, « ce qui  
« opère une économie de 125 livres sur les loyers  
« actuels. » — En tête de la lettre du subdélégué, M. de Brou écrit à la date du 11 juin : « voilà, à ce  
« qu'il paroît, une bonne opération; il y a lieu de l'ap-  
« prouver et d'en témoigner satisfaction à M. Duparc » (8 juin 1784); — à la remise des quittances de la veuve Premarest, des sieurs Regnier et de Julienne Herpin, montant ensemble à 110 livres 3 sols 6 deniers, pour les loyers de leurs maisons qui ont été occupées par la brigade (27 juin 1784); — à l'envoi du certificat des officiers municipaux constatant que la brigade de maréchaussée a occupé, depuis le jour St-Michel 1784, et qu'elle occupe encore, la maison appartenant au sieur Lucas Des Aulnais (20 décembre 1785); — au supplément de logement réclamé par la brigade; le subdélégué demande l'autorisation de « passer bail de deux salles  
« basses, dépendantes de leur maison, et dont le  
« loyer de 90 livres élèveroit le casernement à 450  
« livres; il est, ajoute-t-il, presque impossible de  
« comparer la maréchaussée aux autres troupes, re-  
« lativement au logement; ils sont mariés, ils ont des  
« enfants et le train d'un ménage, il leur faut donc  
« des emplacements » (19 juin 1787); — à l'autorisation accordée, par l'Intendant qui ajoute qu'il convient d'annuler le 1<sup>er</sup> bail et d'en passer un nouveau de 9 années, dans lequel seraient comprises les deux nouvelles salles, pour 450 livres de loyer par an (25 juin 1787); — à l'envoi du bail, pour 2 années seulement, des deux salles sus dites, attendu que M. Des Aulnais voulait augmenter le prix de la location de son immeuble, et que le brigadier de la maréchaussée a fait remarquer au subdélégué que la route d'Avranches serait bientôt

livrée au public, et qu'elle serait mieux placée sur la route nouvelle relativement à son service (10 juin 1788); — à la demande de la brigade, logée « aux écarts de l'ancienne route d'Avranches, qui n'est plus fréquentée », d'un logement dans la ville, afin d'être rapprochée de son service (10 avril 1789); — à l'avis, transmis par l'Intendant à M. Couraye du Parc, que c'est à la commission intermédiaire que doit s'adresser la brigade de maréchaussée; « cette commission, écrit-il, étant aujourd'hui chargée de la passation de tous les marchés relatifs au casernement, je ne puis plus rien ordonner sur cet objet » (13 avril 1789).

C. 2161. (Liasse.) — 16 pièces, papier.

**1783-1789.** — Militaire. — Maréchaussée. — Élection de Mortain. — Mortain. — Correspondance entre MM. de Feydeau, Cordier de Launay, Intendants de la Généralité, et de La Roque, subdélégué, relative : à la requête présentée par les brigadiers et cavaliers de la brigade, forcés de quitter leur caserne, achetée par un nouveau propriétaire, pour faire fixer leur logement d'une manière conforme à l'ordonnance; ils demandent à se loger dans la maison dont leur brigadier est devenu fieffataire, sise sur la grande route. « Le déplacement de quelques locataires, écrivent-ils, ne sera préjudiciable ni au commerce ni à la société, et la proximité du logement des cavaliers est indispensable, la transmission des ordres est une partie trop intéressante, et les marches secrètes et rapides fixeront sans doute votre attention, Monseigneur; et, comme on ne connoît pas de logement propre à faire une caserne, il faut, autant qu'il est possible, avoisiner la demeure des cavaliers » (14 juillet 1783); — à l'impossibilité de trouver une caserne pour la brigade, toutes les maisons étant occupées par des propriétaires ou par des privilégiés, dont le déplacement ne pourrait avoir lieu; c'est à grand'peine que le brigadier et les cavaliers ont pu trouver à se loger, et le brigadier est obligé de suppléer de 60 livres par an à son logement, et chaque cavalier de 35 livres. « Il seroit donc juste que M. l'Intendant voulût bien leur subvenir par un petit supplément, au moins de 30 livres pour le brigadier, et de 20 livres pour chaque cavalier. » L'un d'eux n'aura pas de logement si l'Intendant n'ordonne pas au locataire actuel de sortir pour la St-Michel (19 août 1783); — à l'autorisation envoyée par l'Intendant à son subdélégué de faire tout ce qui sera nécessaire pour procurer aux cavaliers, soit par voie d'autorité, soit par voie de médiation, les logements qu'ils ont dans le cas de ré-

clamer, l'Intendant ne fera part de ses intentions relatives au supplément à leur accorder que lorsque le subdélégué lui aura rendu compte du prix de leurs loyers (8 septembre 1783); — à la déclaration du subdélégué qu'il n'a pu trouver de caserne pour les cavaliers de la maréchaussée, qui ont dû louer des maisons dont le loyer s'élève de 80 à 85 livres par an, et celle du brigadier à 120 livres (20 avril 1784); — à l'avis à donner aux brigadier et cavaliers qu'ils seront payés de leur logement en argent, suivant l'ordonnance, quitte à se loger de la façon qu'ils croiront convenable, puisqu'il n'est pas possible de trouver une maison assez vaste pour servir de caserne (21 juin 1784); — à l'acceptation des propositions faites de passer un bail de 9 ans, moyennant 450 livres par an et une avance de la 1<sup>re</sup> année, pour que le propriétaire fasse les réparations, aux époques déterminées par son contrat, de la maison devant servir de caserne à la brigade, et qui a été visitée par l'Intendant (8 et 24 mai, 5 juin 1787); — à la réclamation du sieur Gabriel Basin pour le paiement des loyers de la maison servant de caserne (26 novembre 1788); — aux nouvelles et vives réclamations du sieur Basin, qui, au dire du subdélégué, « jette les hauts cris; cet homme est vraiment en souffrance, et il est décidé à m'attaquer personnellement, puisque c'est moy qui ay, sous votre autorité, contracté bail avec luy; je vous prie de vouloir bien donner des ordres pour qu'il soit payé, et que je sois dégagé des incursions qu'il me fait à cet égard » (17 mars 1789); — à la réponse de l'Intendant, écrivant : « Vous voudrés bien dire au sieur Basin qu'il n'est pas le seul en souffrance, et qu'il faut nécessairement qu'il attende le retour de l'état dont est question pour pouvoir être payé de ce qui lui est dû, je pense que l'envoi de cet état ne tardera pas » (28 mars 1789).

C. 2162. (Liasse.) — 32 pièces, papier.

**1771-1785.** — Militaire. — Maréchaussée. — Élection de Mortain. — St-Hilaire-du-Harcouët. — Correspondance entre MM. le maréchal du Muy, ministre; de Fontette, de Feydeau, Intendants de la Généralité; Malafait, secrétaire de l'Intendance; Meslé et De La Roque, subdélégués, relative : à l'envoi du marché fait par le syndic perpétuel de St-James pour les réparations à faire à la maison servant de caserne à la brigade du dit lieu (15 juin 1771); — à la remise du procès-verbal de l'examen fait du logement destiné au casernement de la maréchaussée à St-James (6 octobre 1771); — à l'envoi du bail des casernes de St-James certifié



véritable par le subdélégué, lequel demande de lui envoyer directement les fonds pour en payer les loyers (1<sup>er</sup> mars 1772); — à la demande, par le maréchal du Muy, de l'avis de M. de Fontette sur la proposition du prévôt général de la maréchaussée de Caen, relative à la translation de la sous-brigade de St-James à St-Hilaire-du-Harcoüet, qui est un gros bourg où il se tient des foires et marchés considérables, lieu de passage très-fréquenté entre la Normandie, la Bretagne et le Maine (23 avril 1773); — à l'avis du subdélégué écrivant à M. de Fontette : « dans l'étendue de cette Élection composée de 84 paroisses, 3 hommes sont-ils en état de faire un service aussi répété?.... La route de Bretagne en Normandie a deux branches qui aboutissent toutes deux à St-Hilaire, savoir : celle de Rennes, et celle de St-Malo et de Brest; sur cette dernière, depuis Dol jusqu'à Condé, il ne se trouve, dans 22 lieues de distance, que les trois hommes résidant à Mortain; sur l'autre, depuis Fougères jusqu'à Condé, distance de 18 lieues, les 3 mêmes hommes; St-James est écarté de ces deux routes, et n'est passage que pour les troupes et la poste aux lettres. Je pense qu'on ne peut absolument se dispenser, pour le bien du service, ou d'augmenter le nombre des cavaliers à la résidence de Mortain, ou de transférer la brigade de St-James à St-Hilaire, et je crois que le dernier parti seroit encore plus essentiel » (14 mai 1773); — à l'avis donné que le Roi a approuvé le changement de la brigade de St-James à St-Hilaire-du-Harcoüet (25 juin 1773); — à l'avis que le subdélégué est dans l'impossibilité de trouver des logements propres à établir la brigade de St-Hilaire, il demande que les cavaliers touchent les sommes réglementaires (22 juillet 1778); — à la demande des cavaliers de la brigade du remboursement des avances pour les loyers de la maison qu'ils ont louée pour se loger, suivant l'ordre du subdélégué (décembre 1783); — au règlement des loyers de maisons servant de caserne à la brigade, et à l'envoi de cinq ordonnances pour être remises aux intéressés (2 mai 1784); — au renvoi d'un exécutoire dont le visa a été refusé comme devant entrer dans les frais de courses extraordinaires (23 mai 1784); — à la demande du sieur Foubert Grandmoulin du paiement de la somme de 120 livres pour le loyer de l'année 1784 de sa maison, occupée par le brigadier de la maréchaussée; et à l'avis que les brigadier et cavaliers seront indemnisés de leur logement en argent, d'après l'ordonnance, et que les propriétaires devront s'adresser aux cavaliers et non plus à l'Intendant pour être payés de leurs loyers (28 septembre 1785).

C. 2163. (Liasse.) — 49 pièces, papier.

**1758-1788.** — Militaire. — Maréchaussée. — Élection de St-Lô. — Ville de St-Lô. — Correspondance entre MM. de Fontette, Esmangart, de Feydeau, Intendants de la Généralité; Rochefort, de Varroc et Robillard, subdélégués, relative : à l'envoi du procès-verbal dressé par les officiers municipaux au sujet du logement des cavaliers de maréchaussée, d'où il résulte qu'ils occupent, depuis vingt ans, une maison grande et spacieuse, pour le loyer de laquelle ils paient 140 livres par an, et qu'ils touchent de la ville 160 livres, d'après l'arrangement du 28 février 1756 contracté entre les dits cavaliers et les officiers municipaux, qui demandent, en 1758, que le logement de la brigade soit réduit à la somme de 140 livres (30 novembre 1758); — aux recherches, faites inutilement par le subdélégué, d'une maison propre à servir de caserne à la brigade; aussi M. de Varroc propose-t-il de faire construire une caserne, d'autant que « la bâtyse n'est pas si chère à St-Lô que dans beaucoup d'autres endroits » (26 juin 1771); — à la lettre de M. de Fontette répondant qu'il n'est pas possible, d'ici à plusieurs années, de s'occuper de faire construire des casernes, et qu'il lui paraît étrange que, dans une ville comme St-Lô, l'on ne puisse trouver de maisons pouvant servir de caserne à la brigade : « Je ne sais, ajoute-t-il, si vous avez fait attention que ce projet cy est privilégié, tellement qu'il est permis d'obliger un simple locataire à évacuer une maison qu'il occuperait, cette réflexion vous donnera peut-être lieu de faire une nouvelle recherche » (1<sup>er</sup> juillet); — à l'avis donné que la maison de la veuve James, aubergiste, qui se retire du commerce, peut servir de caserne, au moyen de quelques changements et réparations (2 août 1771); — à l'envoi du procès-verbal dressé par le subdélégué et par le maire, constatant l'impossibilité de trouver une maison propre à caserner la brigade, la ville de St-Lô étant absolument surchargée par le casernement de deux bataillons du régiment de La Mark, pour l'établissement desquels on a été obligé d'expulser plusieurs locataires (26 juillet 1778); — aux nouvelles recherches infructueuses pour trouver un logement à la brigade à St-Lô, où il ne se trouve qu'une maison, fieffée de 350 à 400 livres, qu'il faudroit acheter (11 octobre 1778); — à l'avis donné par M. Robillard qu'il a enfin trouvé une maison convenable pour caserner la brigade, laquelle est située sur le bord de la grande route de Bayeux, qui communique à celles de Carentan,

Contances, et Villedieu, etc.; « les cavaliers l'acceptent; « ainsi, avec le bien du service, on a l'avantage « de satisfaire la brigade. » Le subdélégué joint à sa lettre la soumission du propriétaire qui, moyennant un bail de sept années à raison de 600 livres par an, s'engage à faire toutes les réparations et changements nécessaires (2 mai 1784); — au refus de l'Intendant de payer un loyer de 600 livres, l'ordonnance n'accordant que 60 livres au brigadier et 50 à chaque cavalier, ce qui ne fait que 210 livres par an. « Vous voudrez bien, en conséquence, écrit-il, dire au « propriétaire qu'il ne doit pas y compter, et aux cavaliers et brigadier qu'ils continueront d'être traités à « l'avenir comme ils l'ont été jusqu'à ce jour » (7 mai); — à la proposition, par le subdélégué, de trois maisons contiguës au passage le plus fréquenté de toute la ville, au point qui divise les routes de Bayeux, St-Lô, Carentan, Contances et Villedieu, et dont l'une appartient au cavalier le plus ancien, qui se contenterait des 50 livres qui lui sont allouées; le prix du loyer des trois maisons ne s'élèverait qu'à 314 livres au lieu de 210 livres accordées par l'ordonnance. « Cette augmentation « de dépense, écrit M. Robillard, me paroît estre de « peu de considération, en comparaison des avantages « qui résulteront de la réunion de toute la brigade « dans un même lieu, sous les yeux du commandant... « je ne crois pas qu'on puisse trouver une occasion plus « favorable et à moindre prix » (23 mai); — à l'acceptation, par M. de Brou, des soumissions des trois propriétaires des trois maisons contiguës de la rue du Neufbourg, proposées pour y réunir la brigade (28 mai); — à l'envoi des trois baux passés par le subdélégué avec les trois propriétaires, et conformes aux soumissions acceptées par l'Intendant (22 juin); — à la demande par le sieur Angoville du paiement d'une année de loyer de sa maison ayant servi de caserne à la brigade (6 septembre 1785); — au renvoi de cette requête à M. Robillard qui répond: « je ne « puis faire d'autres observations que celle-ci: la « demande du suppliant est très-fondée, il a loué, « d'après votre autorisation, sa maison pour caserner « une partie de la maréchaussée, le prix du bail est de « 400 livres par chacun an, l'année est révolue du « jour Saint-Jean dernier, rien ne contrarie donc les « fins de cette requête » (6 septembre 1785); — à l'envoi de l'état des loyers dûs pour le casernement de la brigade pendant l'année 1785 (13 juin 1786); — à la supplique adressée à l'Intendant par le sieur Levenard de La Hallerie, demandant la résiliation, moyennant indemnité aux cavaliers, du bail de sa maison

servant de caserne, qu'il a vendue à son fils qui la veut habiter (25 décembre 1786); — au consentement du subdélégué et de l'Intendant à la résiliation du dit bail, et à la location de la maison de la veuve Vic, dont le loyer est de 170 livres, c'est-à-dire 6 livres d'augmentation sur celui de la location à résilier, l'Intendant ajoute: « Quant à l'indemnité consentie, elle est de droit, mais « il est juste qu'elle revertisse au profit de la province « qui acquitte les loyers, et non à celui de la brigade « occupant la dite maison » (25 décembre 1786); — à la réclamation du sieur Foison, brigadier de la maréchaussée, contre l'ordonnance de l'Intendant qui veut que l'indemnité du sieur La Hallerie Levenard soit au bénéfice de la Généralité; il rappelle tous les frais qu'il a faits pour l'aménagement, la construction des écuries, l'établissement des cloisons, puis son déplacement et l'endommagement de ses meubles, et demande en conséquence à être indemnisé de tout ce qu'il a dépensé (15 janvier 1787); — à la protestation du subdélégué déclarant que la décision rendue d'office par M. l'Intendant lui paraît contraire à la justice; « si la « province donnoit un dédommagement à la brigade, « quand on l'a fait changer de caserne, il seroit bien « juste que le dédommagement vertît au profit de la « province; mais il en est tout autrement, puisqu'elle « ne subit pas la charge, pourquoi donc retireroit-elle « le bénéfice? il y a de l'inconséquence, l'indemnité « appartient donc à ceux qui éprouvent l'incommodité « du délogement, et nous ne voyons rien qui étaye « l'opinion de M. de Brou » (5 février 1787); — à la remise de l'état des loyers échus au 1<sup>er</sup> janvier (23 avril 1787); — à la demande du sieur Lehouistel, ancien cavalier de maréchaussée à St-Lô, d'une augmentation du loyer de 50 livres de sa maison servant de caserne, et dont il demande 100 livres (novembre 1787); — à l'avis favorable du subdélégué à la requête du suppliant qui, n'étant plus en activité, n'est pas obligé d'abandonner sa maison à son successeur (13 novembre); — à l'envoi du nouveau bail fait avec le sieur Lehouistel, consentant à accepter seulement 30 livres d'augmentation, ce qui élève le loyer de sa maison à 80 livres au lieu de 50 dont il s'était contenté, tant qu'il était en activité (8 janvier 1788); — à la proposition faite par M. Duhamel, lieutenant de maréchaussée, d'un local pour réunir les chevaux de la brigade, proposition dont M. le subdélégué démontre les inconvénients, et dont il demande le rejet provisoire, du moins jusqu'à la publication de la nouvelle ordonnance projetée sur le service de la maréchaussée (3 février 1788).

C. 2164. (Liasse.) — 24 pièces, papier.

**1774-1788.** — Militaire. — Maréchaussée. — Élection de St-Lô. — Thorigny. — Correspondance entre MM. D'Ormesson, le maréchal de Ségur, ministres; de Fontette, Intendant de la Généralité; Bertier de Sauvigny, conseiller d'État; les officiers municipaux, et Robillard, subdélégué, relative : au désir du prince de Monaco de faire établir une brigade de maréchaussée dans le bourg de Thorigny (26 décembre 1774); — à l'avis favorable de M. de Fontette, qui regrette que sa Généralité n'ait pas été mieux partagée, lors de la création des 200 nouvelles brigades de maréchaussée (4 février 1775); — à l'avis donné que le Roi ayant décidé qu'il soit établi une brigade de maréchaussée dans le bourg de Thorigny, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1787, il est nécessaire de trouver une maison servant de caserne à 1 brigadier et 3 cavaliers (1<sup>er</sup> novembre 1786); — au compte-rendu que, des recherches faites pour trouver la dite maison, il n'y a que celle de la dame Boisroger qui puisse servir de caserne, dont elle demande 450 livres avec le jardin, et 350 sans le dit jardin (22 novembre 1786); — à l'envoi de deux ordonnances pour l'indemnité, accordée aux deux locataires de la maison de la dame Boisroger, en observant de les leur remettre afin qu'ils puissent déloger promptement, et d'être à portée de faire faire les réparations convenables à la maison, pour que la brigade puisse y être établie à partir du 1<sup>er</sup> janvier (20 décembre 1786); — à la demande faite par la dame de Boisroger de l'avance d'une somme de 1,350 livres pour pouvoir exécuter les réparations nécessaires à sa maison (22 janvier 1787); — à l'envoi de la dite supplique par le subdélégué qui l'appuie et en démontre la justesse (23 janvier); — au consentement de l'Intendant qui fera à la dite veuve de Boisroger l'avance des 1,350 livres, à-compte sur les loyers qui lui seront dûs, à condition que cette somme sera déposée entre les mains des officiers municipaux, qui la distribueront tous les samedis aux ouvriers employés aux réparations, et que, par une clause expresse, le bail sera réduit à 200 livres chaque année au lieu des 350 livres, primitivement convenues (22 février); — à la requête présentée par la brigade afin d'obtenir que le jardin, dépendant de la maison de la dame de Boisroger, servant de caserne, soit compris dans le bail qui sera fait de cette maison (4 septembre 1787); — à l'avis favorable du subdélégué à cette demande, disant qu'il a obtenu de la veuve de Boisroger la soumission de ce jardin, moyennant 100 livres de loyer; « il est indispen-

« sable, écrit-il, pour la brigade, d'avoir un jardin potager, chaque habitant de ce bourg a son jardin « légumier, il ne se vend point de légumes au marché « ni au regrat » (29 octobre); — au refus par l'Intendant d'accorder ce jardin : « les principes, écrit-il, de la « plus sévère économie prescrite par le gouvernement « s'y opposent »; il autorise son subdélégué à faire paver l'écurie et à en faire payer les frais sur les fonds du casernement (4 novembre 1787); — à l'envoi, pour être visées, de deux expéditions du bail fait avec la dame de Boisroger, de sa maison pour le logement de la brigade (15 novembre 1787); — à la demande du sieur Youf, architecte, du paiement de la somme de 36 livres pour fourniture et main-d'œuvre du pavage de l'écurie servant à la brigade (28 mars 1788); — à l'état des maisons occupées pour le casernement de la brigade de maréchaussée (13 juillet 1788).

C. 2165. (Liasse.) — 29 pièces, papier.

**1748-1795.** — Militaire. — Maréchaussée. — Ville de Valognes. — Correspondance entre M. le duc d'Harcourt, gouverneur de la province; de Fontette, Esman-gart, Intendants de la Généralité; D'Heu, commissaire des guerres; Virandeville, Deslondes-Lefèvre, et Sivard de Beaulieu, subdélégués; et Malafait, secrétaire de l'Intendance, relative : aux observations sur le service de la brigade de maréchaussée de Valognes, et sur l'impossibilité où elle est de remplir ses devoirs; ces observations forment un petit mémoire divisé en quatre alinéas : 1<sup>o</sup> « situation du pays confié à la garde de « cette brigade : Cartret, port de mer, commence son « département, et il finit à Harfleur; de l'un à l'autre, « le long de la côte, on compte 18 à 20 lieues et près « de 50 paroisses; ce pays, qu'on nomme vulgairement « La Hague, est rempli de landes et rochers où l'on a « pratiqué quantité de cavernes, servant de retraites aux « voleurs, assassins et fraudeurs qui attendent avec « assurance et tranquillité le moment favorable pour « passer aux isles voisines. Les plus grands chemins « de ce canton sont de deux ou trois pieds, des deux « côtés desquels il se trouve souvent des précipices, les « habitants en sont gueux, mauvais, fraudeurs insignes « et ne vivent que de brigandages; il y a des paroisses où « les commis aux aydes et les employés dans les fermes « ont été un temps considérable sans oser y aller, ils n'y « vont même pas encore bien volontiers »; — 2<sup>o</sup> « pays « en dedans des terres : on appelle ce canton Beaucage « .....; il est rempli de forêts considérables, outre les « bois des seigneurs qui sont en grand nombre, ces



« forêts sont celles de Brie, de Briquibec, de Néhou, de Montebourg, de Rabec, de Montaigu, d'Octeville et de Digouville, les habitants ne sont pas meilleurs que ceux de La Hague » ; — 3° « Val de Cere », ce pays commence à Cherbourg, continue le long de la côte par le port de La Hougue, de St-Vaast, de Quinéville et vient finir à St-Marcouf... il y a 12 à 15 paroisses sur le bord de la mer, à chacune desquelles il y a une espèce de port, d'où on se peut rendre aux isles ; il y a en outre 5 grands chemins, d'où il est facile de concevoir, par l'étendue, la situation du pays et le caractère des habitants, qu'il n'est pas possible que 5 hommes puissent le garantir et le purger des fripons qui l'habitent » ; — 4° « remèdes : sans 2 brigades d'augmentation, on ne peut marcher dans le pays avec assurance : l'une à St-Sauveur-le-Vicomte, et l'autre à Cherbourg... ; il seroit aussi à propos d'établir une brigade à Granville, où il y a un port de mer considérable. Il est à observer que la compagnie de maréchaussée d'Alençon est composée de 14 brigades, et celle de Caen n'est que de 12, quoique le département de Caen soit bien plus difficile à conserver que celui d'Alençon ; une brigade est encore extrêmement nécessaire à Condé-sur-Noireau, bourg considérable situé dans les bois » (1748) ; — à l'augmentation successive de l'indemnité de logement accordée aux brigades de maréchaussée ; le subdélégué, M. Deslondes-Lefèvre, écrit : « l'épidémie de l'intérêt est si universelle, qu'on doit être moins surpris des cavaliers de maréchaussée que d'autres, lors qu'ils vous importunent pour augmenter ce qu'on leur accorde pour se loger » (27 novembre 1758) ; — au compte-rendu des recherches, faites par le subdélégué, M. de Virandeville, pour le casernement des brigades de Valognes, Cherbourg et le « chétif bourg des Pieux » ; le subdélégué écrit : « M. l'Intendant marque qu'il n'y aura aucuns meubles ni ustenciles à fournir, cette disposition peut avoir lieu pour les domiciliés ; mais ceux qui ne feront que passer, à quoi leur servira la chambre, si elle est nue?... M. l'Intendant (M. de La Briffe), au surplus, avoit bien raison d'estre contraire à ce nouvel arrangement, car il ne sera qu'à charge aux communautés et fort peu du goût des gens qui presque tous sont mariés, et préféreroient encore la modicité de ce qu'on leur paie » (25 mai 1771) ; — à la maison proposée par les officiers municipaux de Valognes, occupée par des locataires, et dont tous les prix formeraient un total de 400 livres, encore faudra-t-il des arrangements particuliers, entre autres pour les écuries, « J'y pourvoieroi,

« dit le subdélégué, quand je serai sûr que ce loyer n'aura point paru exorbitant à M. l'Intendant ; il faudra pourtant sauter le pas, si l'on persiste au casernement. Pour Cherbourg, il en est à peu près la même chose quant à la maison et au prix du loyer, et le bourg des Pieux ne peut fournir la totalité dans un seul corps de logis. Il faudra arranger les écuries, qui ne sont guères connues dans ces sortes d'habitations... M. l'Intendant avoit bien raison de combattre ce système, qui ne fera que coûter de l'argent sans procurer aucun bien, ni à ceux qui sont obligés de faire le service, ni à ceux qui en attendent secours et sûreté » (20 juillet 1771) ; — à la requête adressée par M. De Montmirel, exempt, pour que l'Intendant fasse ordonner les réparations de leur maison, dont le mauvais état des couvertures compromet les fourrages de la brigade et la santé des cavaliers (19 octobre 1772) ; — à l'ordonnance relative aux réparations de la maison des sieurs Duhamel et Dappougny, servant de caserne à la brigade (28 juillet 1773) ; — à la proposition, par le subdélégué, de faire réparer les vitres et contrevents endommagés par l'ouragan du mois de février sur le fonds du casernement, et de faire ordonner par l'Intendant les réparations, qui seraient payées par la ville en déduction du prix du loyer (21 juillet) ; — à la requête des officiers municipaux de Valognes priant l'Intendant de « décider si les réparations seront fait banir au rabais, ou si la dite maison sera remise à la dame Dappougny, auquel cas on loueroit la maison des frères Lamotte » ; — à la dite requête est joint le devis des réparations s'élevant à 1,620 livres 3 sols (13 septembre 1773) ; — à l'envoi par le duc d'Harcourt d'une pétition de la veuve Dappougny demandant que l'Intendant fasse employer, sur l'état de dépense militaire, les frais des réparations à faire à sa maison servant de caserne (20 septembre) ; — à la réponse au duc d'Harcourt par le secrétaire de l'Intendance, qui démontre l'inexactitude de bien des plaintes de la dite veuve, prétendant que la cause des réparations d'une maison, non encore occupée par la brigade, vu son mauvais état, provient de la surcharge de fourrages ; « la brigade n'ayant donc pu donner lieu à cette dépense de plus de 1,600 livres, je crois, M<sup>re</sup>, que vous trouvez de mauvais qu'on en chargeât la province » (21 septembre) ; — au compte-rendu des recherches faites pour l'établissement de la brigade ; M. Sivard de Beaulieu écrit que la maison, qu'il a visitée avec le maire, lui paraît convenable ; mais comme la ville y loge des soldats, « si l'occupation prochaine par la maréchaussée en étoit ordonnée, on seroit embarrassé

« pour compléter le logement de la garnison, il seroit « donc bon d'en prévenir la ville pour pouvoir prendre « des précautions relatives » (15 août 1778) ; — à l'envoi du devis des réparations à faire à la maison de M. de Réville, indiquée pour caserner la brigade, et s'élevant à 456 livres 10 sols, réduites à 420 livres (29 août 1778) ; — à l'avis donné par M. Sivard de Beaulieu à M. de Brou, Intendant, que la maison occupée par la brigade a été vendue par le propriétaire à une dame de condition, qui entend en prendre possession et l'occuper à la St-Michel, et en même temps qu'il en a découvert une autre « avantageusement placée pour la plus grande « facilité du service ; mais je prévois qu'on ne pourra « l'obtenir à moins de 400 à 450 livres de loyer annuel » (18 mai 1785) ; — à l'approbation du parti que le subdélégué croira le plus convenable de prendre pour le loyer de la maison qu'il propose à l'Intendant pour caserner la maréchaussée (28 mai 1785).

C. 2166. (Liasse.) — 22 pièces, papier.

**1779-1787.** — Militaire. — Maréchaussée. — Élection de Valognes. — Barneville. — Correspondance entre MM. Esmangart, Intendant de la Généralité ; de Surville, prévôt général ; et Sivard de Beaulieu, subdélégué, relative : au rappel d'une lettre du 21 janvier, qui n'est pas parvenue au subdélégué, à propos des dispositions à prendre pour l'établissement de la brigade à Barneville (17 mars 1779) ; — à l'avis donné qu'il a été trouvé un logement convenable à la brigade dans trois maisons, au prix de 40 livres, 28 livres et 150 livres, en tout 218 livres, n'excédant que de 8 livres le prix d'indemnité en argent, et qu'elle pourra en prendre possession dès qu'il sera jugé à propos de l'ordonner (29 mars 1779) ; — à l'installation de la brigade dans le logement qui lui est assigné à Barneville (3 avril 1779) ; — états des sommes pour le loyer des maisons servant de casernes à la brigade, certifiés véritables par le syndic de Barneville, et vus par M. Sivard de Beaulieu (1784-1787).

C. 2167. (Liasse.) — 41 pièces, papier.

**1771-1786.** — Militaire. — Maréchaussée. — Élection de Valognes. — Cherbourg. — Correspondance entre MM. Esmangart, Feydeau de Brou, Intendants de la Généralité ; de Longecourt et de Villemanzuy, commissaires des guerres ; les officiers municipaux ; de Virandeville et Sivard de Beaulieu, subdélégués, relative : au bail de trois ans fait par le sieur Garel Laporte à

M. de Virandeville, porteur des pouvoirs de l'Intendant, de sa maison, sise rue des Anciennes-Portes, pour servir de casernement à la brigade de maréchaussée, moyennant 350 livres par an (20 septembre 1771) ; — à la demande de l'exempt de la maréchaussée d'un autre logement que celui qui a été choisi pour sa brigade (19 juillet 1777, 20 octobre 1780) ; — à la nécessité d'en revenir au paiement en argent, vu la difficulté de trouver des maisons aux prix de l'ordonnance (mai et juillet 1784) ; — aux états des sommes dues par la ville de Cherbourg pour loyer des maisons servant de casernes à la maréchaussée (1784) ; — à l'avis donné que, par suite des observations faites, il ne sera rien changé à ce qui s'est pratiqué au sujet du logement de la maréchaussée (7 juillet 1784) ; — à la demande de la veuve Garel d'une augmentation de 99 livres par an, tant sur sa maison servant de caserne que sur celle occupée par le nommé Laforest ; « les grands travaux du Roi ont « fait plus que doubler les loyers depuis plusieurs « années » ; elle demande qu'on lui rende sa maison ou qu'on augmente le prix du loyer (juillet 1785) ; — à la note collective, signée par MM. De Mons de Garantot, de Fontenelle Postel, et de Chantereyne, officiers municipaux de Cherbourg, attestant le bien fondé de la réclamation de la veuve Garel, dont ils ont modéré et réduit la taxe de capitation, et pour laquelle ils font appel à l'équité et à la justice de l'Intendant, pour la faire rayer du rôle de l'industrie, attendu qu'elle est très-mal dans ses affaires et ne fait plus aucun commerce (26 juillet 1785) ; — à l'autorisation donnée de comprendre, dans l'état de casernement, la partie de maison de la veuve Garel occupée par la brigade, pour la somme de 650 livres par an (30 novembre 1785) ; — au bail de neuf ans à passer, moyennant 1,400 livres par an, avec la veuve Garel, de sa maison qui est occupée tant pour servir de caserne à la brigade que de magasins des effets appartenant au Roi, avec détermination du prix partiel de ces deux objets, pour que le paiement se fasse sur les fonds de casernement et sur l'extraordinaire des guerres (8 septembre 1786) ; — à la réception de trois expéditions du dit bail contenant la clause restrictive de remettre la maison en totalité ou en partie, en prévenant trois mois à l'avance (25 septembre 1786).

C. 2168. (Liasse.) — 74 pièces, papier.

**1771-1777.** — Militaire. — Maréchaussée. — Élection de Valognes. — Les Pieux. — États des dépenses en loyer et réparations des maisons servant de casernes au sous-brigadier et aux cavaliers de la brigade du

bourg des Pieux, les dits états arrêtés par le syndic, et vus par M. de Virandeville, subdélégué; à l'appui des dits états sont les quittances des sommes payées par le syndic pour les réparations (1771-1777); — correspondance entre MM. Malafait, secrétaire de l'Intendance, et de Virandeville, subdélégué, relative : à l'envoi de l'état des frais de casernement de la brigade des Pieux, dont le total est de 102 livres 10 sols, pour les réparations d'une maison occupée par un cavalier de maréchaussée, observant que le propriétaire de la dite maison ne pouvant pas faire cette dépense, il consent à la retenue de 30 livres en trois quartiers (7 et 21 février 1774); — à l'avis, attaché au bas de l'état de casernement du dernier trimestre de 1774, qu'il y a une augmentation de 36 livres 16 sols pour frais dans la chambre réservée aux cavaliers passants, et dont le subdélégué a autorisé la dépense, sur les représentations que le sous-brigadier ne pouvait continuer de se gêner au point de partager son lit avec les « externes » ou cavaliers de passage (décembre 1774).

C. 2169. (Liasse.) — 24 pièces, papier.

**1759-1786.** — Militaire. — Maréchaussée. — Élection de Vire. — Ville de Vire. — Correspondance entre MM. de Fontette, Esmangart, de Feydeau, Intendants; de Surville, prévôt général; de Cheux et de Mortreux, subdélégués, relative : au logement des cavaliers des brigades de l'Élection et de la ville de Vire; — à l'avis transmis à M. de Fontette par son subdélégué, M. de Cheux, « qu'il n'y a guère d'apparence de les pouvoir « caserner ensemble, car il faudroit des maisons extrême-  
« mement vastes, puisque ce sont tous gens mariés;  
« il n'y auroit que pour les chevaux, que l'on pourroit  
« mettre dans une seule écurie, comme je l'ay vu pratiquer en notre ville par le sieur Chappedelaine,  
« exempt de la maréchaussée. Depuis luy, chaque cavalier a eu son cheval chez lui...; les difficultés qui se  
« rencontreroient à demeurer ensemble leur fait préférer de prendre leur logement en argent. La ville de  
« Vire paye à la brigade 175 livres; le bourg de Villedieu, 130 livres, et celui d'Aunay, 100 livres » (10 janvier 1759); — à l'impossibilité de trouver une maison qui suffise à loger la brigade, et à la nécessité de l'installer dans deux maisons séparées dont le loyer, de 150 livres chacun, ferait 300 livres pour le dit casernement (25 mai 1771); — au refus par l'Intendant qui hésite à accepter les deux maisons, et à la vive exhortation faite à son subdélégué de mieux chercher :  
« Une seule maison convenable seroit préférable à

« tous égards, dût-elle coûter 400 livres de loyer. Vous  
« devés, d'ailleurs, faire attention que l'on s'en prendroit à vous, si, après avoir arrêté les deux maisons,  
« il étoit reconnu que vous pouviés faire l'établissement  
« dans une seule. Il vous reste encore à pourvoir au  
« casernement des brigades d'Aunay, Condé et Villedieu; il me paroît bien étrange que, depuis si  
« longtemps les syndics n'ayent pas encore exécuté vos  
« ordres. Je vous ai mandé qu'il falloit que toutes les  
« brigades fussent casernées pour le 1<sup>er</sup> juillet, l'usage  
« observé chez vous de ne louer qu'à la St-Michel dérange mon plan; prévenés les brigades que je ne  
« leur ferai payer leur logement en argent que jusqu'au  
« 1<sup>er</sup> juillet, et que les propriétaires des cazernes, recevant le loyer de leurs maisons pour ce quartier, elles  
« auront à s'arranger avec eux, en leur observant que  
« ce sera un petit bénéfice pour elles » (30 mai 1771); — à l'avis donné par le subdélégué qu'il a trouvé :  
1<sup>o</sup> une maison de 300 livres de loyer, convenable pour le casernement de la brigade de Vire; 2<sup>o</sup> que le syndic de Villedieu avait bien trouvé une maison de 230 livres environ, mais que deux appartements de la dite maison étoient occupés par un inspecteur à la marque des cuirs, qui prétendait n'être pas dans le cas d'être délogé, comme employé dans les fermes du Roi; 3<sup>o</sup> que le syndic d'Aunay avait pris des appartements dans deux maisons différentes; mais, écrit-il, « il se pourroit  
« faire, au reste, que dans un petit lieu comme Aunay  
« on ne trouveroit pas une maison assez étendue »;  
4<sup>o</sup> que le syndic de Condé n'avait pas encore répondu (12 juin 1771); — à la réponse de l'Intendant autorisant son subdélégué : 1<sup>o</sup> à traiter, sans bail, avec le propriétaire de la maison de Vire pour 300 livres, s'il ne peut l'obtenir à moins; 2<sup>o</sup> à arrêter de gré à gré ou par autorité la maison de Villedieu, en ordonnant à l'inspecteur à la marque des cuirs d'évacuer ses appartements pour la St-Michel, n'étant pas « fondé à se  
« prétendre privilégié en pareil cas. Il convient que  
« vous lui en donniez l'ordre par écrit, par le ministère  
« d'un cavalier, et, s'il se refuse à l'exécuter, la brigade  
« en usera militairement, quand le moment sera venu  
« pour elle d'occuper la maison » (18 juin 1771); — à l'avis que le subdélégué a arrêté le casernement à Condé pour 210 livres; à Aunay pour 220; à Villedieu pour 240; et à Vire pour 300 livres; et que toutes les brigades ont paru assez satisfaites de leur logement (24 septembre 1771); — aux plaintes portées par la brigade sur les inconvénients de son logement, occasionnés par la proximité de l'hôpital de Vire; — aux recherches à faire pour en trouver un autre à Vire et à Condé



(2 octobre 1774); — au rappel des prescriptions de l'ordonnance du 28 avril 1778, fait par l'Intendant à M. Desmortreux (8 juillet 1778); — au supplément d'indemnité de logement à accorder au brigadier qui paie 110 livres de loyer, bien qu'il n'ait qu'une indemnité de 60 livres (27 avril 1781); — à l'avis favorable du subdélégué qui dépeint le grand embarras du brigadier Huard, dont le propriétaire prétend louer sa maison 200 livres, à partir de la St-Michel 1782; le dit brigadier n'en peut trouver à moins de 150 livres; « il n'y a ny affectation, ny abus, c'est le local qui le veut, les maisons, surtout depuis l'incendie, n'ont plus de prix » (14 novembre 1781); — au refus de l'Intendant, qui fait écrire que : « S'il ne trouve pas de logement à un prix convenable, je ne vois pas d'autres expédients que de le placer successivement, par billet que lui délivreront les officiers municipaux, chez les aubergistes, et sur son traitement il payera à ses hôtes ce qui peut leur être dû » (16 novembre 1781); — aux nouvelles difficultés de pourvoir au casernement de la brigade de Vire (7 avril, 21 juillet 1784); — à la différence de l'indemnité de logement accordée aux brigades, laquelle est avantageuse à ceux qui sont casernés, et à charge à ceux qui ne le sont pas; et à l'abus qui résulterait, si on voulait rendre le traitement égal en payant à chaque brigadier ou cavalier non caserné le prix du logement qu'il occuperait (22 juillet 1786); — à la demande du propriétaire de vendre ou de fieffer sa maison pouvant servir de caserne, ce que refuse de faire l'Intendant, qui écrit : « Je pourrai bien me porter, après avoir fait examiner la valeur de sa maison, à en accorder le prix de 540 livres pour lequel il paroît qu'elle étoit louée » (25 juillet 1786); — à la demande par le sieur Huard, maréchal-des-logis, du paiement de la somme de 10 livres pour supplément de logement de l'année 1785 (15 décembre 1788).

C. 2170. (Liasse.) — 48 pièces, papier.

**1778-1784.** — Militaire. — Maréchaussée. — Élection de Vire. — Aunay. — Correspondance entre MM. le prince de Montbarey, le maréchal de Ségur, ministres; Esmangart, de Feydeau de Brou, Intendants de la Généralité; comte de Tavanès, chevalier des ordres du Roi, relative : à la demande de M. le comte de Tavanès que, par suite des nouveaux arrangements faits dans la maréchaussée, la brigade qui est établie dans le bourg d'Aunay, depuis qu'il existe des maréchaussées, y soit conservée (1<sup>er</sup> juin 1778); — à la réponse de l'Intendant qui regrette de n'avoir pu obtenir

le maintien de cette brigade, « mais l'ordonnance est impérieuse, et sa conservation ne peut se concilier avec les dispositions qu'elle renferme. La réforme doit tomber de préférence sur les brigades qui ne sont point placées sur les grandes routes » (6 juin); — à l'envoi d'une copie du mémoire adressé par M. le comte de Tavanès au prince de Montbarey, au maréchal d'Harcourt, et au prévôt général de Basse-Normandie, pour démontrer l'utilité de la destitution de la brigade d'Aunay, et, qu'en attendant, il soit détaché moitié de la brigade de Villers qui serait placée en résidence à Aunay comme par le passé (3 août); — à la nouvelle demande du comte de Tavanès, qui, à l'occasion de l'ordonnance du 3 octobre portant augmentation de 60 brigades, rappelle les promesses qui lui ont été faites par le prince de Montbarey de rétablir la dite brigade (23 octobre); — à la requête présentée par Pierre Buo Desparquets, commandant la maréchaussée en résidence alternative à Aunay et Villers-Bocage, exposant, qu'en conséquence des ordres de M. le prince de Montbarey, il s'est rendu avec sa brigade, le 7 janvier, au bourg de St-Samson d'Aunay, et s'y est installé, conformément aux ordres de M. de Surville, prévôt général, savoir : à Aunay, les vendredi, samedi, dimanche et lundi, jusqu'à midi; et le restant de la semaine à Villers-Bocage; de cette manière la brigade appartient et réside également aux deux endroits, en alternant ainsi régulièrement les jours de chaque semaine; c'est pourquoi il demande qu'il soit fourni, conformément à l'ordonnance, à la brigade un logement ou caserne à Aunay, qui serait établie dans la maison que le directeur des postes consent à céder moyennant 220 livres de loyer par an (15 janvier 1780); — à la demande du sieur Duclos, commandant la brigade de maréchaussée du bourg d'Aunay, pour que le logement soit également fourni ou payé à la dite brigade, dans le bourg d'Aunay, comme à Villers (29 juillet 1781); — aux plaintes amères du comte de Tavanès de voir tous les avantages accordés au canton du comte de Blangy, comme brigade et bureau de postes, au détriment de son canton (25 août 1781); — aux remontrances faites par le maréchal de Ségur, que, peu de temps après que la brigade de maréchaussée d'Aunay a été réformée, suivant l'ordonnance du 28 avril 1778, il a été ordonné au prévôt général de la compagnie de Caen de faire faire le service en ce lieu par la brigade de Villers, qui a eu ordre de s'y transporter et d'y résider les vendredi, samedi et dimanche de chaque semaine; mais comme il est nécessaire que la brigade soit logée à Aunay, lorsqu'elle y va faire son

service, il faut donner des ordres pour qu'elle puisse habiter la caserne qu'elle occupait précédemment (20 novembre 1782); — à la note du secrétaire de l'Intendance, écrivant : « M. l'Intendant n'a point ordonné de dispositions pour le logement de la brigade de Villers à Aunay. Le ministre ne cessant pas d'insister, il semble difficile de ne pas déférer à ce qu'il demande, M. de Tavanès n'étant pas disposé à se rebuter. » Au bas l'Intendant écrit : « à garder » (7 avril 1783); — à la nouvelle demande du sieur Buon-Desparquels, commandant de maréchaussée, que la maison que fournissait le sieur Duclos, directeur des postes, pour le logement de la maréchaussée à Aunay, soit encore occupée par la brigade pour lui tenir lieu de caserne, et qu'elle lui soit payée sur la caisse des fonds destinés au paiement des logements militaires, sur le pied de 220 livres par an (8 mars 1784); — à la réponse de M. de Brou au nouveau mémoire du comte de Tavanès : « J'ai pris, écrit-il, connaissance de la correspondance qui a eu lieu à ce sujet, et je ne peux que m'en référer à la lettre écrite à M. le maréchal de Ségur par mon prédécesseur; elle est fondée sur les motifs les plus sages; en effet, il est contre l'ordre généralement établi qu'une brigade ait deux logements; il résulteroit nécessairement de cet établissement alternatif que la province éprouveroit une double charge, que le service seroit moins bien fait » (14 mars 1784).

C. 2171. (Liasse.) — 20 pièces, papier.

**1771-1786.**—Affaires militaires.—Maréchaussée.—Élection de Vire.—Condé-sur-Noireau.—Correspondance entre MM. de Fontette, Esmangart, de Feydeau, Intendants; de Surville, prévôt général; de Cheux et de Mortreux, subdélégués, relative : à l'avis, que transmet le syndic de Condé, qu'il a trouvé une maison pouvant servir au casernement de la brigade de Condé-sur-Noireau, moyennant 200 livres par an (16 juin 1771); — à la supplique du serrurier réclamant instamment le paiement de 25 livres 17 sols de ferrures fournies à la caserne de Condé (5 février 1772); — à la plainte de la brigade sur le mauvais état de son logement, et aux soupçons de l'Intendant sur la sincérité de la dite plainte (24 novembre 1773); — à la supplique des frères Halbout réclamant leur maison qui ne peut servir de caserne (janvier 1783); — à la remise à faire par le sieur Honistel, cavalier de la maréchaussée, de la dite maison, s'il ne consent à payer le loyer sur le prix auquel elle était louée (7 avril 1783); — à l'offre faite par le brigadier Devaux et le cavalier Jouenne d'acheter,

moyennant 8,000 livres, la maison du sieur Dubuisson, protestant, servant de caserne à la brigade, bien qu'elle ait été promise verbalement au même prix par le syndic des créanciers du sieur Dubuisson, décédé, à un nommé Duhamel, bourgeois de Condé (27 juillet 1784); — à l'avis, donné par le prévôt, que le syndic est disposé à accorder cette préférence aux dits sieurs Devaux et Jouenne (28 juillet 1784); — au refus de l'Intendant « ne pouvant déranger d'autorité le marché fait par le propriétaire » (31 juillet); — à l'avis, transmis à l'Intendant par M. de Surville, qu'il se présente une maison convenable au casernement de la brigade (1<sup>er</sup> août); — au paiement des loyers dus pour les années 1783 et 1784 de la dite maison (14 août 1785); — à l'autorisation donnée de passer un bail de 5, 7 ou 9 années avec le sieur Lorient-Dupont, de sa maison située Grande-Rue, proche le marché, pour caserner la brigade, au prix de 400 livres (26 août 1786).

C. 2172. (Liasse.) — 44 pièces, papier.

**1782-1787.**—Affaires militaires.—Maréchaussée.—Élection de Vire.—Villedieu.—Correspondance entre MM. Esmangart, de Feydeau, Intendants, de Surville, prévôt général; de Mortreux, subdélégué; et de Bonvoisin, syndic militaire à Villedieu, relative : à la sommation faite à la brigade, par le propriétaire de la maison occupée par la maréchaussée de Villedieu, de lui rendre libre la dite maison pour la St-Michel : « Il n'y a point, écrit M. de Mortreux, lieu de tenir contre le droit du propriétaire, on a beau se retourner, on ne peut trouver aucune maison, mais au défaut de maison, il faudra bien que chacun prenne sa maison particulière... » Il ajoute que la brigade supplie l'Intendant « de procurer le paiement du logement, c'est à la St-Michel qu'il tombe, les propriétaires n'aiment pas le retardement d'un loyer payable au bout de l'an, et les cavaliers ne sont point assez fortunés pour en faire les avances » (27 février 1782); — au paiement des loyers dus à ce propriétaire (14 mars); — aux mesures à prendre pour caserner la brigade (21 avril); — au mauvais état des maisons proposées pour le casernement (21 avril); — à la requête, présentée par le brigadier à l'Intendant, pour ordonner que les filles Lechevalier, dentellières, laissent libre la maison qu'elles occupent avec quantité d'ouvrières, afin qu'il puisse se loger pour assurer le service (16 juin 1782); — à l'avis favorable du subdélégué, qui écrit n'avoir pu convaincre le frère de la fille Lechevalier, capucin; et demande une ordonnance pour faire évacuer la partie

occupée par les dentellières (30 juin); — à la requête des trois sœurs Lechevalier suppliant l'Intendant d'ordonner au sieur Ellie de se pourvoir d'un autre logement (2 juillet); — à l'avis du subdélégué disant que le brigadier doit avoir toute préférence: « Il ne nous « paroît pas naturel qu'on laisse des dentellières avec « bien des filles sur sa teste, et qu'il y ait tant de communauté dans la maison d'un brigadier, qui est « obligé d'entendre bien des choses et d'en rendre « raison » (20 juillet); — à la note mise par l'Intendant au-dessus de la lettre du subdélégué: « M. G[uiard], « répondre que ce brigadier ayant un logement plus « considérable que celui porté par l'ordonnance, c'est « à lui de s'arranger à l'amiable » (20 juillet); — à la lettre de M. de Surville écrivant à l'Intendant: « Il m'a « été ordonné par M. l'Inspecteur de vous exposer la « position où se trouve la brigade de Villedieu, forcée « de déloger par sommation du propriétaire; je vous « prie de donner des ordres pour que la dite brigade « reste casernée dans la même maison » (7 septembre); — à la note mise au haut de cette lettre par l'Intendant: « répondre de dire à l'Inspecteur que lorsqu'il « aura des représentations à faire, il peut me les adresser, et que, lorsqu'elles seront justes, j'y aurai égard. « Quant à la brigade de Villedieu, que je vais prendre « des éclaircissements et les demander au subdélégué » (8 septembre); — à la prière instante du prévôt général d'obtenir une réponse à transmettre à son inspecteur, qui serait en droit de lui faire des reproches s'il différerait plus longtemps à remplir ses vœux (18 septembre); — à la requête du sieur Jouenne, cavalier, de rester dans la maison dont il avait rendu son bail, croyant être caserné; mais que, la maison n'ayant pas été acceptée, force lui est de rester; il demande, en conséquence, la préférence sur le locataire qui devait le remplacer à la St-Michel (27 septembre); — à l'avis favorable du subdélégué qui l'autorise à rester, et qui demande une ordonnance de l'Intendant approuvant l'autorisation de son subdélégué (27 septembre et 20 octobre); — aux nouvelles négociations pour obtenir la maison du sieur Marquier, serrurier, qui consentirait à diminuer de 50 livres le prix du loyer de 350 livres, si l'Intendant consentait à lui avancer deux années pour les réparations à faire (26 juillet 1783); — à la réponse de l'Intendant maintenant son prix de 250 livres, et promettant d'avancer une année de loyer, dès que la maison sera en état de recevoir la brigade (31 juillet 1783); — à la demande du sieur de Vernay, cavalier de maréchaussée, de faire déloger les locataires d'un logement qui lui est indispensable (22 octobre 1784); — à l'avis favo-

nable du subdélégué (24 novembre 1784); — au bail à passer, avec le sieur Marquier, d'une maison devant servir de caserne à la brigade, et au prix de 250 livres et non de 350 qu'il demande, sinon d'en chercher une autre; — à la proposition faite par M. de Bonvoisin, syndic militaire, de maisons pouvant servir de caserne à la brigade, et dont l'Intendant trouve le loyer de 450 livres beaucoup trop élevé (6 et 24 mai 1787); — description de la maison proposée par M. Fontaine, sous-lieutenant de maréchaussée à Avranches, pour caserner la brigade de Villedieu; — à la lettre de M. de Mortreux, faisant à M. Cordier de Launay l'historique du logement de la brigade de Villedieu, qui, sous M. de Fontette, était casernée d'abord à 240 livres par an, mais qui fut forcée de déloger lors de la vente de la dite caserne; sous l'administration de M. Esmangart, M. de La Fontaine, sous-lieutenant de maréchaussée, proposa une maison de 350 livres, que refusa l'Intendant, qui ne voulait ajouter que 10 livres aux 240 du logement primitif; sous l'administration de M. de Brou, mêmes propositions rejetées comme par le passé: « aujourd'hui, ajoute-t-il, on propose une maison à « construire, parce que le propriétaire sera assuré d'un « loyer de 400 livres, je ne crois pas déferer à ces « demandes... Ces Messieurs n'envisagent point la sur- « charge du peuple, et qu'on est dans une position « à rechercher l'économie dans toutes les parties. » Le subdélégué demande quels inconvénients peuvent résulter de ce que, dans un si petit bourg, les cavaliers ne soient point casernés et que les chevaux ne soient point dans la même écurie (6 juin 1787); — à la réponse de l'Intendant, qui trouve: 1° qu'on attendrait trop longtemps la maison que le sieur de La Fontaine propose de construire; 2° que le prix du loyer serait exorbitant à 400 livres (10 juin); — à la nouvelle proposition d'une autre maison découverte par le sieur de La Fontaine, moyennant 400 livres de loyer, toutes réparations à la charge du propriétaire (13 juin); — à la lettre de l'Intendant écrivant à son subdélégué d'engager le dit propriétaire à se contenter de 300 ou 350 livres (25 juin); — à la réponse du subdélégué disant qu'étant parvenu à connaître le nom du propriétaire, celui-ci lui avait dit que le sieur Fontaine avait visité une partie de sa maison à son insu, qu'il n'avait pas eu l'idée de la louer, et que s'il l'y décidait, il ne la louerait pas moins de 450 livres; qu'il n'avait nullement parlé de location ni de prix avec le sieur Fontaine; que, du reste, s'il la louait 450 livres, il demanderait trois années d'avances pour les réparations et les arrangements convenables au casernement d'un brigadier qui a



famille, et trois cavaliers, qu'il serait plus disposé à la vendre qu'à la louer (1<sup>er</sup> août); — à la réponse de l'Intendant écrivant à son subdélégué : « Vous concevés que la proposition de ce particulier n'est admissible sous aucun rapport. Je continuerai de faire payer à cette brigade son logement en argent, jusqu'à ce que vous ayez découvert dans ce bourg une autre maison, d'un prix plus modique, et qui puisse convenir à l'usage que l'on en veut faire » (13 août 1787).

C. 2173 (Liasse.) — 30 pièces, papier; 3 plans.

**1718-1790.** — Affaires militaires. — Casernement. — Objet général. — Correspondance entre MM. de Puységur, ministre de la guerre; Guynet, Intendant de la Généralité; de Langrune, directeur-ingénieur, relative : à la construction des casernes dans tous les lieux destinés « pour la couchée des troupes dans leurs routes », et dans tous ceux où elles peuvent être envoyées en garnison, afin que les peuples soient soulagés pour toujours du logement des gens de guerre; et à la nomination, par S. A. R. le Régent, d'ingénieurs du Roi devant accompagner l'Intendant de la Généralité partout où il sera nécessaire de construire des casernes. Le ministre de la guerre, marquis de Puységur, engage l'Intendant à différer sa tournée pour l'imposition des tailles, afin d'attendre l'arrivée des dits ingénieurs, MM. de Langrune et de Boismorel, et, tout en faisant l'imposition des tailles, régler avec eux tout ce qui regarderait les casernes; il lui annonce l'envoi d'une carte de sa Généralité, où toutes les routes sont marquées, ainsi que les lieux où l'on doit bâtir les casernes, en y joignant les plans, profils et devis des dits bâtiments (17 septembre 1719); — instruction particulière pour MM. les Ingénieurs du Roi au sujet de l'établissement des casernes, dont la minute est signée de S. A. R. le Régent, indiquant que lorsque S. M., pour le bien de ses peuples, veut, de ses propres fonds, leur faire bâtir des casernes, son intention n'est pas que l'on donne à gagner beaucoup, soit sur l'achat des matériaux ou sur la main-d'œuvre; de manière que le fonds fait, supposé pour trente corps de casernes dans une Généralité, sur le pied de 15,000 livres chacun, revenant en tout à 450,000 livres, ne puisse être excédé, mais, au contraire, en diminuer la dépense au profit du Roi autant que faire se pourra. « Lorsque l'on permet aux ecclésiastiques et aux communautés de vendre des bois pour la dite construction, c'est pour les avoir à meilleur marché et diminuer la dépense pour le Roy. On pourra se servir des vieilles ruines et masures,

« soit qu'elles appartiennent au Roy ou aux communautés; les lieux où passent les troupes ne doivent pas vendre les vivres plus cher que les trois derniers marchez tenus dans le dit lieu, etc. » (5 octobre 1719); — au mémoire pour servir de réponse aux questions faites par MM. les ingénieurs du Roi, dressé par ordre de son S. A. R., pour MM. les Intendants et Ingénieurs, où il est dit que : « lorsque les ingénieurs du Roy auront choisi les terrains, tracé l'ouvrage, et réglé le prix et le choix des matériaux, les villes seront chargées du surplus de la conduite de l'ouvrage, et si les bâtiments ne sont point construits suivant ce que les ingénieurs auront prescrit, ils seront refaits à leurs dépens. Les marchands de fer, habitants les lieux où l'on construira des casernes, seront obligés de le fournir au prix qu'ils le prennent dans les forges; le fer sera distribué au quintal à tous les ouvriers en fer, lesquels seront obligés de le façonner durant l'hiver, suivant les proportions et mesures que l'on aura ordonnées; les bois de menuiserie seront remis aux menuisiers pour les façonner de mesme. Tous les ouvriers des villes seront occupés de mesme, et tous ceux qui vendent des matériaux les livreront sans y faire de gain, le prix de la main-d'œuvre et celui des matériaux ont été faits par l'estimation du plus cher à celui qui est à meilleur marché » (31 octobre 1719); — à l'ordonnance signée : Philippe d'Orléans, pour le paiement des ingénieurs et employés chargés de la construction des casernes, qui s'effectuera aux hôtels des Monnaies ou par la correspondance de la Banque (11 décembre 1719); — à la lettre de M. le marquis de Puységur, invitant l'Intendant à « faire toute la diligence possible pour cet établissement, dont le retardement seroit très-nuisible aux peuples, par le fréquent passage des troupes à l'occasion de la guerre. » A cette lettre sont joints un état des fonds pour la construction des casernes, et un mandement pour la répartition des corvées (14 décembre 1719); — à l'envoi de la carte rectifiée de la Généralité, où sont indiquées les distances des couchées des troupes; et aux représentations faites au marquis de Puységur par l'ingénieur-directeur, lui écrivant : « Il est impossible que ces casernes puissent subsister si elles sont construites de la façon qu'il est marqué par les profils que j'ai reçus, vu le peu de solidité qu'elles auroient, si on s'en tenoit à cette construction, toute contraire aux règles dont, jusqu'à présent, personne n'auroit encore osé s'écarter....; permettez-moi de vous faire remarquer qu'il est nécessaire pour ma seureté que tout y soit déterminé ..., afin que je sois

« valablement déchargé des accidents qui ne manqueront pas d'arriver si la chose s'exécute comme elle est ordonnée. » Il ajoute que l'estimation des travaux à faire, même dans les conditions présentes, serait bien inférieure à la dépense exigée pour les faire exécuter (15 décembre 1719); — à l'avis donné de commencer à faire la répartition des corvées, faisant observer que M. le Régent ne veut rien changer à cet article de l'ordonnance, et qu'il ne soit fait aucune imposition générale; qu'on répondra incessamment au mémoire de la construction; qu'il faudra toujours commencer par les casernes de passage, comme étant la plus grande charge des peuples; et que, si on trouve les fonds courts, il faudra commencer par les routes les plus fréquentées et ne faire les murs d'enceinte que les derniers. M. de Puységur termine en écrivant que, si les lieux, qui ne sont pas sur la route des troupes, ne sont pas pressés de faire les corvées pour le soulagement des autres, il proposera à S. A. R. « d'établir la route par chez eux, et de leur donner des logements de gens de guerre, afin de les porter à avoir plus de charité pour ceux qui souffrent » (7 janvier 1720); — à l'avis donné à l'Intendant « qu'il n'estoit pas nécessaire de faire des prix avec les communautés, ny pour les bois du Roy; que sur les estats de la coupe des bois qu'il enverra, il sera rendu un arrêt autorisant ce qu'il aura fait, et en même temps réglant le prix des bois; et que, dans les lieux où il ne se trouvera point de bois appartenant aux communautés ni au Roy, l'Intendant pourra faire prendre la quantité nécessaire chez les particuliers qui en auroient, au prix qu'ils auront été achetés, attendu que c'est pour le Roy et pour le public » (18 janvier 1720); — à la recommandation de ne pas mettre dans la ville ni dans l'île (St-Jean) les casernes de Caen, à cause de la trop grande dépense; « il faudra les mettre dans les fauxbourgs et chercher toujours les emplacements de moindre dépense, pourveu que les troupes y aient leur commodité » (25 janvier 1720); — à la réponse de M. de Puységur aux représentations de l'Intendant et des ingénieurs sur les difficultés qu'ils éprouvent, tant pour les corvées que pour le prix exorbitant que les ouvriers demandent, « on ne prétend pas faire un bâtiment magnifique, mais seulement une grange solide, dont tous les maçons sont capables. Je vous prie de faire lire en votre présence, à MM. les Ingénieurs, le mémoire cy-joint, conforme à ce qui a esté envoyé dans les provinces où on a trouvé d'abord les mêmes difficultés que dans la vôtre. » Il prescrit d'employer l'autorité si l'insinua-

tion ne suffit pas; « le département d'Alençon ne va pas trop bien, attendu que M. de Ventabrin, qui est un grand architecte, veut donner de grands projets, tandis qu'on ne veut qu'une grange; mais tous les autres départements sont en règle; comme voilà la paix faite et qu'on mettra beaucoup d'infanterie dans le royaume pour recruter, vous en aurez dans votre Généralité qui vous ayderont de toute manière à diligenter vos cazernes » (5 février 1720); — à l'invitation d'envoyer les ingénieurs de Caen, MM. de Langrune, de Boismorel et Morel, à Alençon, pour s'entendre avec les ingénieurs de cette ville, revenant de Paris, et qui leur expliqueront les intentions de S. A. R. (27 février); — à l'envoi d'imprimés marquant la quantité et qualité du bois nécessaire pour les casernes en forme de granges (1<sup>re</sup> mars); — à l'avis donné que les grands maîtres des eaux et forêts ont reçu les ordres pour faire marquer tous les bois nécessaires à la construction des casernes, tant pour celles en forme de granges que pour celles à pavillons, pour les couper ensuite en octobre; en conséquence, il est envoyé l'état des bois nécessaires pour chaque caserne (16 mai 1720); — à l'avis relatif au paiement des frais de construction, où il est dit que S. A. R. désire que l'on ne détourne personne, durant la moisson, pour les casernes; mais après qu'elle sera faite, il faudra faire marcher les corvées (22 juin); — au compte sommaire de la recette et dépense faite pour la construction des casernes de la Généralité de Caen, jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre 1720; — aux états des lieux d'où l'on doit tirer les matériaux pour la construction des casernes dans chaque ville et bourg de la Généralité de Caen (1720); — aux devis et conditions auxquelles seront obligés ceux qui entreprendront les ouvrages que le Roi veut et ordonne être faits pour la construction d'une caserne, avec un étage au-dessus pour loger les cavaliers (1720); ces états sont signés par l'ingénieur-directeur de Langrune; — plans, profils et élévation d'un corps de casernes à deux pavillons « propres à loger en quartier d'hyver les troupes du Roy; chaque pavillon contenant 9 chambres, chaque chambre 18 lits, 2 cheminées et 2 tables à manger; on peut loger dans chaque chambre 36 hommes très commodément, ce qui produit, pour les 2 pavillons, 324 lits de 4 pieds 1/2 de large chacun, à 2 soldats par lit, logeront 648 hommes. »

C. 2174. (Liasse.) — 44 pièces, papier.

1764-1779. — Affaires militaires. — Casernement.

— *Objet général.* — Correspondance entre MM. de L'Averdy, contrôleur général; le duc de Choiseul, le prince de Montbarey, ministres; de Fontette, Esmangart, Intendants de la Généralité de Caen; de La Michodière et de Crosne, Intendants, à Rouen; de Levignen et Julien, Intendants, à Alençon; de Caux, brigadier d'infanterie, directeur des fortifications, et Le Paulmier, subdélégué, relative : à l'emploi de l'excédant de la capitation de l'année 1761 pour la dépense du casernement de l'année 1763 (28 avril 1764); — à la proposition de fixer à 6,000 livres le logement de M. le duc de Harcourt, en qualité de gouverneur commandant de la province de Normandie, la dite somme payable par les trois Généralités d'Alençon, de Caen et de Rouen qui composent cette province, à raison de 2,000 livres pour chacune (13 mars 1765); — à l'emploi de la somme fixée par le Conseil pour le casernement de l'année 1765 (15 mai 1765); — à la proposition de payer en argent le logement des officiers suivant leurs grades, pourvu qu'il ne soit rien payé pour le logement des officiers absents par congé (21 juin 1765); — à l'envoi d'une ordonnance portant règlement pour le logement des officiers généraux, afin d'éviter les discussions qui s'élèvent entre eux et les officiers municipaux des villes (17 juillet); — à la fixation par mois de ce qui est accordé aux officiers des troupes, suivant l'ordonnance du 5 juillet 1765, confirmée par celle du 29 juillet 1769, interprétative de celle du 1<sup>er</sup> mars 1768; — à la demande d'un tableau exact de toutes les dépenses relatives au casernement et fournitures militaires de la Généralité, dépenses qui se payent, ou sur les ordonnances de l'Intendant, ou sur les ordres des maires et autres officiers municipaux; dont le montant est assigné, soit sur les octrois ou revenus de la ville, soit sur le produit des contributions qui se lèvent sur chaque communauté, et dont la fourniture se fait en argent ou en nature. Les principaux objets de ces dépenses consistent ordinairement en frais de casernement, de logement et ustensiles, de loyers de magasins, d'écuries, de meubles, de lits de corps-de-garde, de transports d'équipage, de fournitures de bois et lumière, et autres approvisionnements; il convient, écrit l'Intendant à son subdélégué, M. Le Paulmier, « d'en former un état dans lequel on « distinguera chaque objet de dépense particulière, en « indiquant la somme à laquelle monte chaque article, « et en évaluant ce qui se perçoit en nature » (20 octobre 1775); — à la demande de M. de Caux rappelant à l'Intendant la promesse qu'il lui avait faite d'élever son indemnité de logement au taux de celle due au grade de brigadier des armées du Roi, dont il a tou-

jours joui dans les endroits où S. M. a fixé sa résidence, et ce, suivant l'esprit de l'ordonnance de 1768 (10 décembre 1775); — à la réponse de l'Intendant qui, en conformité de l'article 9 du titre V de la dite ordonnance, confirmant celle du 5 juillet 1765 fixant le logement d'un brigadier à 75 livres par mois, porte à 900 livres par an l'indemnité demandée (17 décembre); — aux réclamations des sieurs Vardon et D'Heu, commissaires des guerres à Caen et à Valognes, demandant une augmentation de leur indemnité de logement fixée jusqu'à ce jour à 500 livres, somme trop modique pour leur état, vu l'augmentation progressive du loyer et des denrées (3 octobre 1777); — à la note du secrétaire de l'Intendant écrivant que M. de Fontette avait accordé 850 livres pour l'indemnité de logement du commissaire ordonnateur, et 500 livres pour les commissaires ordinaires, et que, sur les représentations de M. Bonnier de Saint-Cosme, M. Esmangart lui avait accordé 1,200 livres par son ordonnance du 21 avril 1776; M. Esmangart écrit au bas de cette note : pour le logement des deux commissaires ordinaires à 600 livres chacun (5 octobre 1777); — à l'envoi par M. de Caux de l'état des officiers du corps royal du génie employés dans la Généralité de Caen, avec leurs grades et résidences, pour que l'Intendant fasse les ordonnances de paiement; M. de Caux réclame celle qui le « regarde pour Caen et la Basse-« Normandie, le Roy ayant réuni la direction de la Haute « à la Basse » (22 novembre 1777); — à la nouvelle réclamation de M. de Caux, prétendant à l'indemnité de 1,000 livres payée à son prédécesseur pour la direction de la Haute-Normandie dont Caen fait partie, et ce nonobstant l'indemnité de 900 livres reçue pour la direction de la Basse (19 décembre 1777); — aux représentations de M. de Caux sur les difficultés qu'il éprouve d'être payé de la somme de 1,000 livres, attribuée depuis longtemps à M. Lebeuf, son prédécesseur, ainsi qu'à leurs devanciers, directeurs des places de Normandie, pour leur tenir lieu de logement au château de Caen (25 mai 1778); — aux observations de l'Intendant relatives à la prétention de M. de Caux de recevoir une indemnité de logement supérieure à celle de M. le duc d'Harcourt, gouverneur, qui n'était que de 2,000 livres (25 juin); — à l'avis donné par le prince de Montbarey à M. Esmangart que S. M., consultée sur le cas de M. de Caux, a décidé que celui-ci, réunissant les deux directions de la Haute et de la Basse-Normandie depuis le 31 décembre 1776, recevrait chaque année, pour son logement, les mêmes sommes que touchaient précédemment au même titre les deux directeurs qui se partageaient la dite province, et qu'en conséquence M. de Caux toucherait



2,500 livres, dont 1,900 sur la Généralité de Caen, et 600 sur celle de Rouen (9 juillet); — à l'envoi d'une ordonnance pour le cantonnement des troupes réparties dans la Généralité et celui des officiers qui les commandent, et pour le logement des officiers supérieurs (18 juillet 1778); — à l'avis donné par le prince de Montbarey à M. Esmangart que l'indemnité de logement n'est pas due aux officiers supérieurs pendant le temps qu'ils sont absents en semestre, que les officiers généraux qui reçoivent leur logement en nature, ne devant rien payer à leurs hôtes, ne seront pas dans le cas de réclamer d'indemnité en argent (30 juillet et 5 août); — à l'état des sommes à imposer sur la Généralité de Caen pour l'acquit des dépenses relatives au casernement des troupes, au logement du commandant dans la province, à celui des autres officiers et employés dans la dite Généralité, et autres objets, pendant l'année 1778.

C. 2175. (Liasse.)—28 pièces, papier.

**1779-1788.** — Affaires militaires. — Casernement. — Objet général. — Correspondance entre MM. le comte de Brienne, ministre; de Vergennes, Intendant des finances; Esmangart, Intendant de la Généralité; de Montcarville, commissaire ordonnateur des guerres; les membres de la commission intermédiaire; Guiard, secrétaire de l'Intendance, et Le Paulmier, subdélégué, relative : à l'avis donné que l'intention du Roi est que tous les logements qui seront jugés nécessaires, soit pour les officiers généraux, soit pour les troupes qui composent le corps d'armée commandé par M. le comte de Vaux, soient marqués à la craie, ainsi qu'il est d'usage dans les cas extraordinaires (30 juin 1779); — au dépôt à faire, dans le magasin de Caen, des tentes d'officiers et des effets de campement remis à la disposition des régiments qui sont dans la Généralité (24 décembre 1780); — à un abus commis par des officiers municipaux dans la contribution du casernement des troupes, et dans la fourniture des chevaux et voitures nécessaires à leur transport (14 février 1781); — aux demandes de renseignements pour loger deux bataillons dans les bourgs d'Argences et Moul, et au hameau de Pedouze, situé partie dans la Généralité d'Alençon, et partie dans celle de Caen (28 mars 1783); — au renvoi à l'Intendant d'un mémoire par lequel M. le duc d'Harcourt demande au contrôleur général l'emploi dans les états des finances, à son profit, de la somme de 6,000 livres imposée depuis 1766 sur les trois Généralités de Normandie, à raison de 2,000 livres chacune, pour le

logement de feu M. le maréchal d'Harcourt, en qualité de commandant de cette province, titre auquel M. le duc d'Harcourt lui a succédé. Le ministre, en examinant les dispositions de l'arrêt du Conseil du 11 juin 1765, a remarqué que l'imposition des 6,000 livres n'avait été ordonnée que pour le temps du commandement du maréchal, ce qui lui a donné lieu de penser que cette situation avait pu être déterminée par quelque motif particulier et personnel au feu maréchal (25 mai 1784); — à l'impossibilité de retrouver dans les bureaux de l'Intendant, non plus que dans le chartrier, aucune trace de la correspondance qui a dû précéder l'arrêt du 11 juin 1765, dont on n'a pu découvrir la correspondance dans les bureaux du ministère (4 juin 1784); — à l'avis envoyé à M. de Launay, par le maréchal de Ségur, que S. M. avait chargé M. de Mauroy, colonel au corps royal de l'artillerie, de visiter les salles d'armes, et qu'il serait aidé par neuf officiers et deux contrôleurs, à l'effet de leur fournir un logement, proportionné à leur grade et emploi, tout le temps qu'ils procéderont à cette opération dans la Généralité (25 mai 1787); — aux lettres d'avis de l'Intendant aux commissaires des guerres et à ses subdélégués, avec l'état nominatif des officiers du corps royal d'artillerie chargés de la dite inspection (29 mai 1787); — à l'état de ce qui est dû pour le logement des dits officiers d'artillerie durant le mois d'octobre 1787, conformément aux lettres de l'Intendant et du commissaire des guerres (31 octobre 1787); — à l'avis, transmis par le comte de Brienne à M. Cordier de Launay, que l'ordonnance du Roi du 17 mars 1788, concernant la nouvelle organisation de l'armée, ayant réglé que les lieutenants généraux commandant les divisions de ses troupes, et autres officiers généraux, inspecteurs divisionnaires ou commandants de brigades, seront logés en nature aux dépens des villes et provinces pendant le temps de leurs exercices, l'intention de S. M. est que l'Intendant pourvoie au plus tôt à cette partie du service, la nouvelle organisation de l'armée devant s'établir le 1<sup>er</sup> juin. A cette lettre est joint « l'état contenant les noms, le grade et la résidence des officiers généraux placés dans la Généralité de Caen », avec l'indication des lieux où ils ont des troupes à inspecter : MM. le duc de Coigny, lieutenant général, chef de division; le marquis de Chatelux, maréchal de camp, inspecteur divisionnaire; et le duc de Mortemart, maréchal de camp de brigade, à Caen, d'où ils inspecteront leurs troupes disséminées à Cherbourg, Coutances, Granville, St-Lô et Valognes; le marquis d'Harcourt, maréchal de camp de brigade, à Valognes; le baron de Mesnil-Durand, maréchal de camp de

brigade, à St-Lô (24 mai 1788); — à l'invitation faite par l'Intendant à M. de Montcarville de se concerter avec ses subdélégués et les officiers municipaux, pour marquer le logement de chacun des officiers généraux, suivant leur grade, conformément aux nouvelles dispositions de l'ordonnance du 17 mars (5 juin 1788); — au même avis adressé aux subdélégués de Caen, St-Lô et Valognes (5 juin); — à la réponse de l'Intendant, observant à M. le comte de Brienne qu'il a bien peu de temps devant lui pour faire un choix convenable et assurer cet objet de service (5 juin); — à l'avis transmis par l'Intendant à ses subdélégués et aux officiers municipaux de Cherbourg, Coutances, Granville, St-Lô et Valognes, de se concerter pour fournir, à partir du 1<sup>er</sup> juillet, un logement de passage, conforme à sa qualité et à son grade, au marquis de Chatelux, maréchal de camp, inspecteur divisionnaire, lorsqu'il se rendra dans leur ville pour y inspecter le régiment qui est en quartier (22 juin); — aux observations faites par l'Intendant aux députés composant la commission intermédiaire, qui lui réclament ses bordereaux et ses ordonnances, ainsi que les états et mémoires de dépenses du casernement des troupes : « 1<sup>o</sup> il ne m'est pas possible de vous remettre les revues et les états arrêtés par les commissaires des guerres, parce qu'il est nécessaire, pour le maintien de l'ordre de la comptabilité, que ces revues et états restent en dépôt dans mes bureaux....; il en est de même des états de dépenses du casernement; pour vérifier s'ils sont conformes aux baux passés avec les particuliers, vous sentez que je ne puis rendre d'ordonnance sans avoir sous les yeux les pièces à l'appui, et je ne puis m'en dessaisir sans me priver du moyen de me rendre compte des différentes opérations de mon administration. D'ailleurs, je vous prie de consulter l'instruction du ministre des finances, portant qu'il sera fourni dans mes bureaux des états de tous les logements et dépenses du casernement; que cet état sera adressé, avec pièces justificatives, à M. le Contrôleur général, qui les fera vérifier.... Jusqu'à présent cette forme a été remplie, M. le Contrôleur a fait vérifier les dits états; c'est d'après cet examen qu'il a approuvé les dépenses, j'ai eu l'honneur de vous en envoyer des doubles avec mes ordonnances; je ne vois donc pas, Messieurs, que vous ayez besoin de pièces justificatives pour faire une seconde vérification... Je suis persuadé que vous penserez que la remise des pièces n'est pas nécessaire pour la régularité et l'exactitude du travail que l'administration a confié à votre zèle et à vos lumières » (21 août 1788).

C. 2176. (Liasse.) — 37 pièces, papier; 12, parchemin.

**1765-1779.** — Affaires militaires. — Casernement. — Comptabilité. — Arrêts du Conseil d'État ordonnant l'imposition, en 1766, de la somme de 39,323 livres 6 sols 9 deniers sur les habitants des villes, bourgs et paroisses de la Généralité, pour le logement des officiers généraux et autres officiers, et pour le casernement de différents régiments (19 novembre 1765); — en 1767, de 48,706 livres 11 sols 9 deniers (19 mai 1767); — en 1769, de 10,073 livres 3 sols 6 deniers (28 juin 1769); — en 1770, de 9,839 livres 11 sols (15 août 1769); — en 1771, de 10,601 livres 17 sols (sans date); — en 1772, de 36,575 livres 3 sols 6 deniers (13 août 1771); — en 1773, de 43,038 livres 9 sols 3 deniers (sans date); — en 1774, de 41,471 livres 4 sols 5 deniers (13 juillet 1773); — en 1775, de 41,124 livres 14 sols 5 deniers (5 juillet 1774); — en 1776, de 25,200 livres (30 mai 1775); — minute d'une lettre de l'Intendant envoyant à MM. Necker, contrôleur général, et de Vaines, receveur général, la carte de répartition de l'imposition de la capitation sur tous les contribuables de la Généralité pendant l'année 1779, pour les dépenses du casernement des troupes (3 janvier 1779); — états de répartition et projets d'arrêts à l'appui.

C. 2177. (Liasse.) — 31 pièces, papier.

**1756-1777.** — Affaires militaires. — Casernement. — Comptabilité. — Correspondance entre MM. de Monteynard, du Muy, ministres; de Fontette, Esmangart, Intendants de la Généralité; de Caux, directeur des fortifications; Bonnier de Saint-Cosme, commissaire des guerres; et les subdélégués, relative : à l'état de ce qu'il en doit coûter à la province pour le chauffage des troupes pendant les cinq mois d'hiver de 1756 à 1757, sur le pied d'un sol aux sergents et brigadiers, et de 6 deniers aux soldats et dragons, le régiment de dragons Caraman et les volontaires royaux disséminés dans les neuf Élections, le tout montant à 44,374 livres 15 sols; — à l'avis donné qu'il est d'usage dans la Généralité de fournir le logement en argent aux officiers des troupes, lorsqu'il n'y a point de bâtiments pour les loger. « Il n'y a point de difficulté, écrit M. de Fontette au marquis de Monteynard, sur la fixation du traitement, je le fais payer sur le pied réglé par les ordonnances pour chaque classe; mais il s'en présente une d'un autre genre avec le régiment de Mestre-de-camp-général-dragons, sur laquelle je vous prie de

« me donner promptement une décision. » Il se plaint de ce que plusieurs officiers réclament une indemnité de logement quoique absents du corps, et plusieurs autres, se contentant d'un logement inférieur à leur grade, réclament un supplément en argent (19 juillet 1772); — à la réponse du ministre écrivant que les revues du commissaire des guerres doivent servir de règle, et que le logement en argent, n'étant que représentatif du logement en nature, n'est dû qu'aux officiers présents et aux semestriers qui auraient conservé leur logement en ville (8 août 1772); — au mémoire établissant qu'avant l'année 1756 l'usage avait toujours été, dans la Généralité de Caen, de fournir le logement aux officiers, mais qu'au mois de février 1756, M. de Séchellessa décida que tous les logements seraient fournis en nature et non en argent; que M. de Fontette s'étant conformé à cette décision, il en est résulté un inconvénient fort préjudiciable aux villes, parce que les officiers généraux n'ont cessé d'exiger des fournitures fort à charge aux communautés; que, pour y remédier, M. de Fontette avait fait un projet de règlement, fixant en argent le dit logement, qui avait été adressé au contrôleur général et au marquis de Paulmy, qui se devaient concerter pour décider. Ce mémoire a aussi trait à l'établissement de l'hôpital militaire de La Hougue, au bois de chauffage pour les troupes à fournir en nature sur le pied de 15 cordes par bataillon, à la charge du Roi d'abord, puis à celle des bourgeois, à raison de quoi M. de Fontette crut devoir faire des représentations au contrôleur général et au ministre de la guerre, pour éviter aux villes et communautés une charge d'autant plus onéreuse qu'elles étaient déjà épuisées par les autres fournitures, et que le Roi levât sur les provinces la dépense du chauffage des troupes; au dédommagement pour l'établissement des camps, à l'occasion desquels M. le comte d'Argenson ayant écrit à M. de Fontette de faire estimer les récoltes afin d'en indemniser les propriétaires, et M. de Fontette ayant lieu de croire que ce dédommagement regardait le Roi, fit payer par provision, sur les fonds de l'extraordinaire des guerres, les 2/3 de l'estimation pour faire vivre des misérables qui mouraient de faim; mais, apprenant que cette indemnité est à la charge de la province, M. de Fontette représente au contrôleur général que toutes les dépenses des camps sont à la charge du Roi, et que la province, dont les impositions avaient été augmentées malgré la mauvaise récolte, est absolument hors d'état de supporter de nouvelles charges. Le mémoire se termine par des considérations de même nature au sujet du cantonnement

des troupes dans les villages, sur le bord de la mer, qui seraient tenus de fournir le bois et la paille que l'on ne trouve pas dans ces paroisses, dont les habitants sont tous matelots, ne font de feu que très-rarement et avec de la bruyère: « cette dépense seroit de 660 livres « pour chaque bataillon par mois, en fournissant à « chaque soldat une botte de paille tous les 15 jours, « et en évaluant à 15 cordes le bois nécessaire « pour les officiers et pour la marmite du soldat; « cette dépense, jointe à toutes les autres charges, « accableroit la province » (1772); — à l'avis donné à M. de Fontette par le ministre, M. Du Muy, que le logement en nature des chefs de bataillon du régiment d'infanterie « devoit estre plus honneste sans estre « plus étendu que celui des capitaines, et que, dans « les villes où il se paye en argent, ces officiers devoient « toucher 20 livres par mois au lieu de 15 livres pour « les capitaines, comme le veut l'ordonnance du « 20 juillet 1769 » (8 août 1774); — à l'augmentation d'indemnité de logement demandée par M. Bonnier de Saint-Cosme, qui n'avait que 850 livres, et en demandait 1,200 que lui refusait M. de Fontette, et que lui accorde, M. Esmangart, bien que l'imposition des frais de casernement qui, en 1775, s'élevait à 78,332 livres, eût été réduite à 24,000 livres en 1776, sur la proposition de M. de Fontette (12 avril 1776); — à la réponse de l'Intendant accordant les 1,200 livres d'indemnité réclamée par M. Bonnier de Saint-Cosme (21 avril 1776); — au paiement des loyers des magasins occupés dans la Généralité, et ceux des maisons servant de casernes à différentes brigades de maréchaussée (19 décembre 1776); — aux états-tableaux dressés par les subdélégués d'Avranches, Carentan, Mortain et St-Lô, pour le paiement des logements militaires (20 décembre 1776); — à l'envoi de l'état des officiers du corps royal du génie, observant qu'il n'y a rien à changer sur ce qui a été fait les années précédentes pour leur logement (22 novembre 1777); — à la réception des ordonnances de paiement des logements des officiers du corps royal du génie employés dans la Généralité (19 décembre 1777); — état des sommes à imposer sur la Généralité de Caen pour l'acquit des dépenses relatives au casernement des troupes, au logement du commandant dans la province, à celui des autres employés dans la même Généralité, et autres objets, pendant l'année 1777.

C. 2178. (Liasse.) — 126 pièces, papier.

1779-1784. — Affaires militaires. — Casernement.



— Comptabilité. — Note dénomminative sur les dépenses variables et logements militaires (1779); — états des ordonnances acquittées sur les fonds destinés aux dépenses variables ou logement et casernement des troupes en la Généralité de Caen, certifiés par les commis de la recette générale des finances, et vérifiés et arrêtés par MM. Esmangart, de Feydeau, de Launay, Intendants de la Généralité de Caen (1781-1784); — lettre de M. de Vaines, receveur général, donnant avis à M. Esmangart, Intendant, que quelques ordonnances ayant été tirées sur les fonds destinés aux dépenses du casernement de l'exercice 1782, M. le Contrôleur général a décidé qu'elles seraient acquittées sur celles de l'année 1783; — note indiquant que l'usage suivi dans la Généralité de Caen, pour l'arrêté des bordereaux des dépenses variables par M. l'Intendant, était que le commis à la recette générale présentât dans les bureaux de l'Intendant les ordonnances par lui acquittées, afin d'en faire la vérification sur les journaux, en accompagnant ces ordonnances d'un bordereau détaillé de lui certifié; et lorsque la vérification était faite, les personnes chargées de cette opération remettaient les ordonnances vérifiées au commis, envoyaient le bordereau à M. l'Intendant pour le signer, et ce bordereau étant de retour, ils le rendaient au commis de la recette générale (sans date).

C. 2179. (Liasse.) — 35 pièces, papier.

**1785-1787.** — Affaires militaires. — Casernement. — Comptabilité. — Correspondance entre MM. le maréchal de Ségur, ministre; de Feydeau, Cordier de Launay, Intendants de la Généralité; de Vaines, receveur général; Lentaigne de Logivière, commis à la recette; les commissaires des guerres et les subdélégués, relative : aux états de la situation des sommes comprises dans le brevet des tailles de la Généralité, mises à la disposition de l'Intendant sous la dénomination de dépenses variables, pour les années 1783, 1784 et 1785, durant lesquelles l'imposition du casernement s'éleva à 250,000 livres par an; — à l'avis donné par M. Lentaigne de Logivière qu'il résulte des recherches faites que le ministre a eu raison de réduire les dépenses variables à 283,500 livres pour l'exercice 1782, dans lesquelles les logements militaires entrent pour 250,000 livres (16 septembre 1785); — à la réception des renseignements demandés sur l'état des fonds de l'exercice 1782 destinés aux dépenses variables (28 septembre 1785); — à la demande du receveur général des finances du remboursement des

sommes qu'il a acquittées sur le fonds des dépenses variables de l'exercice 1782, lequel monte à 283,553 livres, et la dépense à 302,289 livres, d'où il résulte un excédant d'avance de 16,734 livres 3 sols (13 octobre 1785); — au paiement de 200 livres comme indemnité de logement à M. de Beauvoir, maréchal de camp, inspecteur général de l'artillerie (16 août 1786).

C. 2180. (Liasse.) — 34 pièces, papier.

**1788.** — Affaires militaires. — Casernement. — Comptabilité. — Correspondance entre MM. Blondel, Intendant des finances; Cordier de Launay, Intendant de la Généralité; les membres de la Commission intermédiaire; les procureurs syndics provinciaux à Caen, et Lentaigne de Logivière, commis du receveur général, relative : au renvoi de l'état des sommes dues pour les logements des officiers des troupes en garnison dans la Généralité et autres dépenses de casernement, suivant les états arrêtés par les commissaires des guerres, dont le paiement est réclamé pour les mois de janvier et février, avec avis du contrôleur général à l'Intendant de faire remettre à la commission intermédiaire la somme de 7,330 livres 1 sol 4 deniers, montant du dit état, afin qu'elle puisse expédier des mandats particuliers au profit de chacune des parties prenantes (26 mai); — à l'avis donné du renvoi fait de l'état des logements militaires et des dépenses de toutes natures relatives au casernement, pendant les mois de mars et avril, montant à 26,529 livres 5 deniers, afin de faire délivrer les mandats particuliers en faveur des intéressés (22 juin); — à l'avis donné aux membres de la Commission intermédiaire par M. Lentaigne de Logivière, qu'il a reçu l'ordonnance de l'Intendant montant à 7,330 livres 1 sol 4 deniers, en conséquence de laquelle des mandats particuliers ont été délivrés au profit de chacune des personnes dénommées dans l'état des logements militaires, que tous ces mandats seront acquittés à présentation (27 juin); — à la remise de l'état des logements militaires pendant les 6 premiers mois de l'année 1788, et d'une ordonnance de la somme de 58,383 livres 2 deniers pour le paiement de ce qui est dû aux différents particuliers dénommés dans cet état (3 octobre); — état des sommes dues pour le logement des officiers des troupes en garnison dans la Généralité de Caen, et autres dépenses relatives au casernement, suivant les états arrêtés par MM. les commissaires des guerres (1788).

C. 2181. (Liasse.) — 124 pièces, papier.

**1789-1790.** — Affaires militaires. — Casernement. — Comptabilité. — Correspondance entre MM. Lambert, contrôleur général; Necker, directeur général des finances; Le Cordier de Launay, Intendant de la Généralité; les membres de la Commission intermédiaire; de Montcarville, commissaire des guerres, et de Gonneville, subdélégué, relative : à la réception de l'état des différentes dépenses de casernement de 1788, à acquitter sur les fonds variables de la même année (6 mars 1789); — à la lettre du directeur général des finances à M. de Launay, l'avertissant « qu'à compter de 1789 toutes les dépenses à la charge des provinces indistinctement devront être réglées et acquittées par la Commission intermédiaire provinciale, d'après le nouvel ordre établi pour le régime et la manutention des fonds libres et des fonds variables » (6 mars 1789); — à l'envoi : 1<sup>o</sup> d'une ordonnance de 42,483 livres 15 sols 8 deniers formant le total d'un état de dépenses relatives au casernement pendant les 6 derniers mois de 1788; 2<sup>o</sup> d'un autre état sur les fonds du casernement pendant le même temps; 3<sup>o</sup> et d'un état des sommes réclamées par différents particuliers pour dépenses relatives au même objet pendant l'année 1788, et dont la demande a été faite depuis la réception de l'état qui avait été adressé au ministre (10 avril 1789); — à l'envoi d'un questionnaire imprimé, adressé aux subdélégués et aux officiers municipaux, pour que S. M. prenne connaissance de toutes les dépenses dont les villes ou les provinces sont particulièrement chargées pour l'établissement des troupes (29 avril 1789); — à l'accusé de réception par M. Necker de l'état des dépenses du casernement des troupes pendant une partie de l'année 1788, M. Necker observe aux membres de la Commission intermédiaire que le dit état, porté à 69,857 livres 16 sols 5 deniers, s'élève réellement à 70,057 livres 16 sols 5 deniers, moins qu'il faut en distraire les articles sur lesquels il a été présenté des observations au Conseil et montant à 30,571 livres 10 sols 4 deniers; M. Necker observe que le fonds des décharges et modérations de la capitation était rarement consommé en totalité par MM. les Intendants : « les économies qu'il offroit augmentoient d'autant les fonds libres. Dans plusieurs provinces, les Commissions intermédiaires provinciales ont obtenu sur ces fonds, par leur surveillance et leur scrupuleuse attention à n'accorder que les modérations justes et convenables, une réduction assez importante. Je vous

« prie, Messieurs, de vous occuper de constater votre situation sur ces fonds, et de me faire connoître la portion qui pourra être réservée pour être employée à acquitter des dépenses à la charge de la province et à solder les dépenses de casernement » (6 juin 1789); — à l'envoi par M. de Montcarville du mémoire par lequel M. de Parseval, commissaire des guerres à Cherbourg, demande que son logement soit rétabli sur le pied de 900 livres, au lieu de 600 livres « pour lequel l'Intendant l'a compris par erreur dans son état. MM. de Longecourt et de Villemazy, ses prédecesseurs, l'ont toujours touché sur le taux de 900 livres; cette fixation sera d'autant moins à charge que le département de Valognes se trouvant réuni à celui de Cherbourg, M. de Parseval ne touchera qu'un seul logement pour le service de ces deux places, et qu'il auroit droit d'en prétendre un particulier dans chacun d'eux, ainsi que c'est l'usage dans les autres provinces; et je l'ai vu pratiquer ainsi pour moi-même dans celle de l'Arlois où je touchois, dans cet état un logement pour la place de Béthune, et un également pour la place de St-Vincent, qui étoit réunie à mon département » (17 juin 1789); — à l'envoi par M. de Montcarville des observations qu'il a été chargé, par la Commission intermédiaire, de faire sur les différents états de dépenses de casernement des troupes (7 juillet 1789); — au compte-rendu de l'examen fait par M. Lambert du bordereau des sommes restant à acquitter pour les dépenses militaires de 1788, montant à 31,818 livres 17 sols 10 deniers (19 août 1789); — à l'envoi par M. de Montcarville de différents états de dépenses concernant l'établissement des remotes, qui a eu lieu dans divers endroits de la Généralité pendant les six derniers mois de 1788 et les six premiers mois de 1789; le commissaire des guerres observe que, les dits états ayant paru susceptibles de quelque réduction, il y est joint des observations sur la dépense faite pour chacune de ces remotes, afin d'éviter l'abus qui peut exister dans ces sortes de dépenses (20 août 1789); — à l'accusé de réception, adressé à MM. les Procureurs-syndics provinciaux par M. de Caux, du mandat de la Commission intermédiaire pour son logement des six derniers mois de 1789, ainsi que de vingt-quatre autres mandats pour celui des officiers du corps royal du génie, employés sous ses ordres dans la Généralité de Caen (22 janvier 1790).

C. 2182. (Liasse.) — 34 pièces, papier.

**1732-1762.** — Affaires militaires. — Comptabilité.

— États des ordonnances délivrées aux officiers des troupes en quartier d'hiver à Caen, tant pour leurs logements que pour leurs petits ustensiles, pendant l'année 1732, entr'autres : à M. de Faville, aide-major du régiment Royal-des-Cravattes, 400 livres; — à M. de Vassey, major du régiment de la Tour-Cavalerie, pour quatre mois, 60 livres; — à M. de Villeneuve, maréchal-des-logis des deux compagnies logées à la foire, pour quatre mois de la moitié des entrées des foin pour la nourriture des dites deux compagnies, 34 livres 16 sols (1732); — états des dépenses du casernement et logement des troupes pendant l'année 1761, dans les différentes Élections de la Généralité de Caen; — états des paiements faits par le trésorier des troupes à Caen, tant pour le logement en argent de MM. les directeurs et officiers du corps royal d'artillerie, directeurs et ingénieurs des fortifications, Commissaires des guerres, que pour les officiers du régiment Colonel-Général-Dragons, et pour les loyers et réparations de casernes pendant l'année 1763.

C. 2183. (Liasse.) — 92 pièces, papier; 1 parchemin.

**1770.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Compte que rend, par devant M. d'Orceau de Fontette, Intendant de la Généralité de Caen, Pierre Oursin, écuyer, sieur de Digoville, receveur général des finances de la dite Généralité, de l'imposition faite pour le casernement des troupes, le logement du commandant et celui des autres officiers, montant à 63,832 livres 8 sols 6 deniers, savoir : recette faite par Berthier, receveur des tailles de l'Élection de Caen, 12,422 livres 11 sols; du sieur de Beaumont, receveur des tailles de Bayeux, 6,757 livres 16 sols; du sieur Lanon, receveur des tailles de l'Élection de St-Lô, 6,614 livres 17 sols; du sieur de Sorteal, receveur des tailles de Carentan, 4,530 livres 15 sols; du sieur Lorin, receveur des tailles à Coutances, 7,502 livres 10 deniers; du sieur Eustache de Préfontaine, receveur des tailles à Valognes, 7,502 livres 5 sols; du sieur Nerval, receveur des tailles à Avranches, 4,478 livres 5 sols; du sieur de Serrière, receveur des tailles à Vire, 9,017 livres 8 sols; du sieur Lentaigue, receveur des tailles de Mortain, 5,009 livres 11 sols; — pièces justificatives de dépenses à l'appui comprenant : chapitre I, les ordonnances de paiement du logement militaire à divers, signées de M. de Fontette, montant à 15,784 livres 3 sols 4 deniers; chapitre II, les sommes payées aux officiers des différents régiments en garnison dans la Généralité pour leurs logements, 8,992 livres; chapitre III, les sommes payées

aux officiers municipaux des villes de la Généralité pour frais de casernement, 9,782 livres 2 deniers; chapitre IV, fournitures de bois et lumières, 26,234 livres 12 sols 6 deniers; le dit compte arrêté par M. de Fontette à la somme de 63,832 livres 8 sols 10 deniers pour la dépense pareille à la recette; — tableau général de répartition des sommes à supporter par chaque Élection de la Généralité.

C. 2184. (Liasse.) — 103 pièces, papier.

**1771.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Pièces justificatives de la dépense des impositions particulières du logement et casernement des troupes, à l'appui du compte de M. Le Prestre de Neubourg, receveur général des finances de la Généralité de Caen; chapitre I, sommes payées, d'après les ordonnances de l'Intendant, aux officiers employés dans la dite Généralité pour leurs logements montant à 12,069 livres 2 sols 8 deniers; chapitre II, aux officiers des différentes villes pour le logement, 17,499 livres 17 sols 4 deniers; chapitre III, aux officiers municipaux de différentes villes pour le passage de troupes, 20,866 livres 1 denier; chapitre IV, à différents particuliers pour fournitures de lits, bois et lumières, 17,159 livres 15 sols 4 deniers; chapitre V, gratifications au major du régiment provincial de Caen, pour l'écu accordé par l'article 23 de l'ordonnance du Roi.

C. 2185. (Liasse.) — 53 pièces, papier.

**1772-1773.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Compte que rend à M. de Fontette, Intendant de la Généralité de Caen, Jean-Baptiste-Eustache Duval, receveur de l'imposition, pour les frais de casernement, bois et lumières des corps de garde, en exécution du mandement de l'Intendant, suivant et conformément au rôle arrêté par les maire et échevins de la ville de Caen, rendu exécutoire par M. Malafait, subdélégué; — pièces justificatives à l'appui parmi lesquelles se trouvent : le mandement de l'Intendant donnant avis que l'arrêt rendu par le Conseil de Sa Majesté, fixant l'imposition sur les habitants des villes et bourgs francs, abonnés ou tarifés de la dite Généralité, sujets au logement des gens de guerre, pour le logement du commandant dans la province, des officiers généraux, des officiers de brigade de maréchaussée, et pour le casernement de différents régiments, est de 13,236 livres 8 sols 2 deniers pour 1771 et de 15,564 livres pour 1773; — avertissements adressés aux particuliers



pour payer leur contribution du logement militaire ; — réclamations de différents particuliers afin d'être dégrevés de la dite imposition ; — état des décharges et non-valeurs qui se sont trouvées dans le rôle de casernement de l'année 1773, y compris plusieurs articles omis dans les états précédents ; — autre billet d'avertissement adressé, sur l'ordre du Roi, par l'hôtel-de-ville de Caen, à quelques habitants, pour loger un invalide auquel il sera payé 2 sols par heure ou 15 sols par jour, jusqu'à ce qu'ils aient satisfait au paiement de leur imposition.

C. 2186. (Liasse.) — 144 pièces, papier.

**1773-1774.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Compte que rend à M. d'Orceau de Fontette, Intendant de la Généralité de Caen, Le Prestre de Neubourg, receveur général des finances de la dite Généralité, des recettes et dépenses par lui faites de la somme de 96,148 livres 13 sols 6 deniers, provenant de l'imposition particulière ordonnée pour le logement des officiers généraux et autres officiers employés dans la Généralité, des officiers et brigades de maréchaussée et pour le casernement des différents régiments y étant en quartier, la dite somme imposée, savoir : celle de 43,038 livres 9 sols 3 deniers, y compris le sou pour livre de taxation, en vertu de l'arrêt du Conseil du 23 juin 1772, sur les villes et bourgs sujets au logement des gens de guerre ; et celle de 53,110 livres 4 sols 3 deniers sur les paroisses taillables ; — pièces justificatives des 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> chapitres de la dépense à l'appui du dit compte.

C. 2187. (Liasse.) — 62 pièces, papier.

**1762-1777.** — Affaires militaires. — Casernement. — Élection d'Avranches. — Correspondance entre MM. d'Ormesson, ministre ; de Fontette, Esmangart, Intendants de la Généralité ; Angot et Meslé, subdélégués, relative : à l'envoi de l'état des frais de casernement et fournitures des troupes qui ont été occasionnés par les différents régiments pendant l'année 1761 (28 mars 1762) ; — aux considérations du subdélégué sur l'utilité de la construction des casernes, soit à Pontorson, à Ducé ou à Avranches, afin de ne pas diviser les escadrons de cavalerie qu'on envoie en quartier (27 juin 1762) ; — aux demandes de renseignements de M. d'Ormesson à M. de Fontette, sur la plainte de M. Davy, receveur des consignations, de ce que, au préjudice des privilèges attribués à son office, on

l'assujettit au logement des gens de guerre, ustensile et autres impositions (3 avril, 18 mai, 19 septembre 1763) ; — à la réponse de M. de Fontette écrivant au ministre : « Il est assez singulier que cet officier insiste avec tant « d'opiniâtreté sur une prétention qui, aujourd'hui, n'a « pas l'ombre de fondement ; il peut être vrai que les « privilèges qu'il réclame aient été attachés à son office « de receveur des consignations, il auroit cela de « commun avec une quantité prodigieuse d'autres petits « officiers qui ont été créés dans les tems malheureux « du règne passé ; mais comme elle se trouve annulée « relativement au logement des troupes par le règle- « ment de Poitiers, l'ordonnance de 1687 et celle de « 1750, je crois avoir bien jugé en l'assujétissant à « fournir les ustensiles d'usage aux casernes. J'ay pensé « d'ailleurs que la finance de l'office étant au-dessous « de 10,000 livres, les privilèges qu'on y avoit attachés « bursalement se trouvoient encore anéantis par l'édit « de 1715..... il est affligeant pour les peuples que le « gouvernement, qui a des principes plus sains aujour- « d'hui, n'ait pas encore pris le parti de supprimer tant « de privilèges mal payés ou mal acquis ; j'ay déjà eu « l'honneur de vous mander quelquefois ce que je « pensois à ce sujet, et combien je souffrois de voir le « petit peuple accablé par la vanité, trop soutenue, de « bourgeois riches qui communément n'achètent des « offices ou des emplois que pour se soustraire aux « charges publiques. Je penseray toujours que c'est un « mal et même un vice dans l'administration. Les « employés des fermes surtout, dont le nombre est si « prodigieux, et qui sont si bien payés, ont le privilège « singulier de ne supporter aucune charge, et de jouir « tranquillement d'une immunité arrachée à la bonté « du prince, et qui fait le désespoir des peuples. Il « convient, sans doute, que ceux qui ont un maniement « de deniers publics soient dispensés du logement per- « sonnel, à cause des inconvénients qui pourroient en « résulter, quoiqu'à dire vrai il n'y ait à en craindre que « pour ceux dont la comptabilité ne seroit point en « règle, mais je suis encore à concevoir pourquoi on a « étendu le privilège jusqu'à ceux qui n'ont point de « maniement..... » (13 octobre 1763) ; — à l'état de ce qui est dû pour le casernement d'un escadron du régiment Colonel-Général-Dragons, en quartier à Avranches, depuis le mois de juin jusqu'au mois de décembre 1763, pour le loyer des casernes, écuries, magasins et pour fournitures de bois et lumières (7 janvier 1764) ; — aux frais de casernement de 1765, 1766, 1767 et 1768 ; — à l'envoi, pour en obtenir le remboursement, de l'état des réparations qui ont été

faites aux casernes de la ville, avec les pièces à l'appui (17 juin 1775); — au paiement du loyer de la maison servant de caserne à l'exempt de la maréchaussée (20 janvier 1776); — à la lettre du syndic perpétuel de St-James, affirmant la nécessité d'établir un corps de garde à St-James pour le passage des troupes (17 et 22 juin, 7 juillet 1776); — à la lettre de M. Meslé, contestant cette nécessité, et réclamant le paiement du loyer de la chambre de M. de Canisy, servant de corps de garde (28 juillet); — à l'envoi d'une ordonnance de 75 livres, au profit de M. le marquis de Canisy, pour le loyer, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1771, d'une chambre servant de corps de garde à St-James (22 juillet 1776); — à la remise, pour en obtenir le paiement, des états de dépenses faites pour le corps de garde occupé par les régiments de Lorraine, La Sarre et Royal-Roussillon (1777); — au rétablissement du corps de garde de St-James, qui avait été supprimé en 1776, parce que l'on croyait que les troupes passeraient par la nouvelle route de Fougères; mais, puisque les routes de la Cour sont encore expédiées par St-James, l'Intendant se décide à rétablir le dit corps de garde (22 février 1777).

C. 2188. (Liasse.) — 46 pièces, papier.

**1775-1780.** — Affaires militaires. — Casernement. — Élection d'Avranches. — Correspondance entre MM. le prince de Montbarey, ministre; Rigoley d'Oguy; Esmangart, Intendant de la Généralité de Caen, et Meslé, subdélégué, relative : à la requête présentée à l'Intendant par le sieur Hervé Fontaine-Beaubisson, bourgeois d'Avranches, afin d'obtenir la décharge de fournir un lit d'officier, vu qu'il en a fourni deux pour les casernes (11 mars); — aux représentations de la veuve Sainte-Marie, maîtresse de poste, sur ce qu'on l'oblige de loger un officier du régiment de Castella (Suisse), qu'on lui fait payer la capitation de ses postillons, tandis qu'ils la paient chez eux, et aux ordres donnés de la faire jouir à l'avenir des privilèges et exemptions attachés à son état (26 mars); — à la demande de M<sup>me</sup> veuve Vivien, seigneur de la Champagne, que la maison qui lui a été prise pour y loger des soldats lui soit rendue pour y remettre les locataires qu'on en a fait sortir, ou que la ville prenne sur son compte le loyer entier, tant de la dite maison que du jardin et vallée qui en dépendent (1<sup>er</sup> avril); — au renvoi, avec faculté de décision, du placet adressé à M. de Montbarey par MM. Danjon du Longuay et Danjon de La Garenne, gentilshommes et gardes du corps

du Roi, pour être déchargés de la fourniture des lits à laquelle les officiers municipaux veulent les assujettir (7 août); — à la demande du sieur de Pontion, chevalier de St-Louis et major de la milice garde-côte, à n'être assujetti au logement des gens de guerre qu'après les ecclésiastiques (7 août); — à l'offre faite par M. de Saint-Pierre, exempt du logement des gens de guerre comme président honoraire de la chambre des comptes, cour des aides en Normandie, de la maison dont il est propriétaire pour le logement de M. le marquis D'Avaray, colonel du régiment de la Couronne, pour tout le temps qu'elle pourra lui être nécessaire (7 août); — aux plaintes de M. de Saint-Pierre de ce que les officiers municipaux méconnaissent ses privilèges, et lui imposent d'office des soldats à loger, sans même le prévenir (19 décembre 1779); — aux reproches adressés par l'Intendant aux officiers municipaux (27 décembre); — aux dénégations qu'opposent les officiers municipaux aux assertions de M. de Saint-Pierre (12 janvier 1780); — à la réclamation, par M. de Canisy, du loyer de la chambre dont le syndic de St-James s'est emparé pour servir de corps de garde (21 août); — aux plaintes de MM. les abbés de Garente et de La Rochefoucauld, agents généraux du clergé de France, de ce que les officiers municipaux ont assujetti M. Allain, chanoine de la cathédrale, à fournir un lit lors de l'arrivée du régiment de la Couronne (22 octobre); — aux observations faites par les officiers municipaux d'Avranches sur le mémoire, présenté par le corps de la noblesse, tendant à prouver que la classe bourgeoise était suffisante pour loger deux bataillons.

C. 2189. (Liasse.) — 31 pièces, papier.

**1779.** — Affaires militaires. — Casernement. — Élection d'Avranches. — Correspondance entre MM. le duc d'Harcourt, gouverneur de la province; Esmangart, Intendant de la Généralité; Bonnier de Saint-Cosme, commissaire des guerres; les officiers municipaux d'Avranches; Meslé, subdélégué, relative : à la demande du sieur Lechartier du paiement de la somme de 10 livres pour paille fournie au régiment de Champagne-Royal, lors de son passage à Ducé (7 mars); — au compte-rendu des démarches faites pour ramener les esprits des gentilshommes, au sujet du casernement auquel ils ont été assujettis (13 mars); — aux réclamations incessantes des propriétaires de maisons occupées par la maréchaussée des loyers qui leur sont dus (16 avril); — à la réclamation de M. du Trésor, major du régiment de Lorraine-Dragons, à Valenciennes

contre l'imposition de sa femme au logement des gens de guerre d'Avranches (26 mai); — aux contestations entre les gentilshommes et les officiers municipaux au sujet du cas de foule, les gentilshommes prétendant que la classe bourgeoise était plus que suffisante pour loger deux bataillons (6 juin-9 juillet); — à l'avis donné que le syndic de St-James ne peut refuser de faire, sur la réquisition du commandant des troupes qui passent dans ce bourg, la fourniture de la paille nécessaire aux soldats prisonniers envoyés au corps de garde (6 août); — à la demande par M. de Clinchamps, ancien officier au régiment de Soissonnais, d'un dédommagement pour les dégâts commis par les chevaux des dragons aux arbres plantés dans le bois taillis attenant à sa maison, et appelé le Petit-Palet (30 août); — à la réfutation, par les conseillers municipaux, des assertions du plaignant (3 octobre); — aux nouvelles réclamations de M. de Clinchamps (26 octobre-11 décembre); — à la requête présentée par le sieur Yvonne, brigadier de maréchaussée, afin d'obtenir le paiement du logement qui lui est dû ainsi qu'aux cavaliers (30 octobre); — à la demande d'ordonnances pour le logement du maréchal d'Harcourt (16 décembre).

C. 2190. (Liasse.) — 46 pièces, papier.

**1780.**— Affaires militaires. — Casernement. — Élection d'Avranches. — Correspondance entre MM. de Vergennes, ministre; Rigoley d'Oguy; le maréchal duc d'Harcourt, gouverneur de la province; Esmangart, Intendant de la Généralité; Ballias de Laubarède, commissaire des guerres; Meslé, subdélégué; Lesourd, maire d'Avranches; relative : aux difficultés éprouvées pour le logement du régiment d'Anhalt, devant tenir garnison à Avranches, et à sa division entre cette ville et celle de Villedieu (3 janvier); — à la lettre du maire d'Avranches écrivant à l'Intendant que le logement des deux bataillons du régiment d'Anhalt le met dans un cruel embarras, les gentilshommes refusant le logement militaire qui retombe tout entier sur la bourgeoisie, aussi déclare-t-il ne plus vouloir se mêler de cette opération, et en remettre toute la responsabilité au commissaire des guerres (12 janvier); — à la lettre du dit commissaire qui écrit à l'Intendant : « Je suis assuré  
« de trouver 200 lits, s'il le faut, chez le clergé, la  
« noblesse et les privilégiés, sans avoir l'air de les  
« imposer, les ayant prévenus que, si la circonstance  
« l'exige, j'étois trop persuadé de leur amour pour le  
« service du Roy, et de leur commisération pour les  
« pauvres bourgeois, pour ne pas me flatter qu'ils vou-

« droient bien venir à mon secours » (12 janvier); — à la lettre du maire d'Avranches se plaignant des procédés autoritaires du commissaire des guerres qui veut forcer les ouvriers les plus pauvres à acheter un lit, ou à livrer le leur, et ajoutant : « Ce qui s'est passé, Monseigneur, relativement au logement, cause dans la ville la plus grande fermentation; il est étonnant qu'un homme qui s'étoit annoncé pour vouloir remettre la paix et l'union y sème la discorde avec tant de profusion, et il devient indispensable pour le corps municipal que le cas de foule soit décidé, notre honneur s'y trouve compromis. Vous avez entre les mains toutes les pièces relatives à cet objet, nous vous prions, Monseigneur, de vouloir bien les mettre sous les yeux du ministre, et faire donner une décision claire, qui évite à l'avenir toutes discussions, c'est l'unique moyen de rétablir l'union » (15 janvier); — à la lettre du commissaire des guerres écrivant qu'ayant reçu les ordres du maréchal d'Harcourt pour séparer les deux bataillons du régiment d'Anhalt, dont le 1<sup>er</sup>, avec l'état-major, restera à Avranches, et le 2<sup>e</sup> à Villedieu, le logement sera fait de manière que personne ne soit dans le cas de s'en plaindre dans l'un ou l'autre endroit. « Tous mes arrangements à ce sujet sont pris de concert avec MM. les officiers municipaux et avec les différentes classes des habitants, j'aurai toujours en vue de prévenir toute espèce de contestation en conciliant toujours les différents intérêts des personnes, et je ne m'écarterai jamais du principe que je me suis fait de secourir, dans toutes les occasions, les classes indigentes des malheureux bourgeois et habitants » (16 janvier); — au compte-rendu de l'opération du logement du régiment d'Anhalt à Avranches et à Villedieu : « Je suis très-satisfait, écrit le chevalier Ballias de Laubarède, du service de l'étape et de celui des vivres, l'officier commandant m'en ayant remercié; je me suis concerté dans toutes ces opérations avec les officiers municipaux qui m'en ont témoigné leur sensibilité » (19 janvier); — à la lettre de M. Lesourd, maire d'Avranches, disant tout le contraire : « Jamais de logement n'a souffert plus de difficultés, je croy qu'un commissaire n'est établi que pour faire exécuter les ordonnances et non pour en changer les dispositions à son gré ..... toutes ces contestations exigent une décision claire, sans cela le bien du service en souffrira; c'est d'ailleurs l'unique moyen de rendre le calme dans notre ville où la dissension règne plus que jamais; M. le commissaire est à Paris, je ne doute pas qu'il ne vous fasse un détail fort avantageux de ses opérations, vous pouvez



« en juger par le récit fidèle que j'ai l'honneur de vous  
 « faire, et, s'il en méconnoît quelques faits, je me sou-  
 « mets à en faire la preuve. M. le commissaire est fort  
 « aimable dans la société, et désirant mesnager son  
 « monde; mais je pense que, lorsqu'on ne peut obliger  
 « un individu sans en opprimer un autre, le travail doit  
 « se faire de rigueur, on peut se faire des ennemis,  
 « mais les gens qui pensent nous rendent justice, et  
 « cela doit nous suffire. J'espère, Monseigneur, que les  
 « détails que j'ay l'honneur de vous faire vous détermi-  
 « neront à nous donner une décision d'après laquelle  
 « nous puissions opérer avec sûreté et secourir les  
 « malheureux, elle paroît d'autant plus urgente qu'on  
 « annonce des mouvements de troupes considérables  
 « dans le mois de février » (29 janvier); — à la note  
 du secrétaire de l'Intendant ajoutée en marge et au-  
 dessus de la lettre du maire : « On observe que, dans  
 « l'estat sommaire joint à cette lettre, M. le Maire fait  
 « coucher les sergents deux à deux, tandis que, suivant  
 « l'ordonnance, ils doivent coucher seuls; il fait cou-  
 « cher les soldats trois à trois, ce qui n'est pas prati-  
 « cable dans les lits fournis par les bourgeois. Au reste,  
 « cette observation milite en faveur du système de  
 « M. Lesourd, et il est bien vraisemblable qu'il a  
 « raison; il est à craindre que tant de contrariétés ne  
 « lui inspirent du dégoût » (1<sup>er</sup> février); — à la lettre  
 du subdélégué, M. Meslé, réclamant avec instance le  
 paiement de diverses dettes incombant au Roy : « Ils  
 « sont tous les jours à ma porte, se plaignant amère-  
 « ment, et je les vois tous près de m'accuser de retenir  
 « leur argent. Je vous prie très-instamment de faire  
 « expédier sans délai les différentes ordonnances, sans  
 « quoi je vais perdre tout mon crédit, et l'inquiétude  
 « d'être mal payé fera tout acheter au poids de l'or »  
 (29 janvier); — au compte-rendu par le subdélégué du  
 différend élevé entre M. le chevalier de Laubarède et le  
 maire d'Avranches : « M. de Laubarède, à son arrivée  
 « ici, a été accueilli et caressé par la noblesse; il a dit,  
 « dans des accès de zèle, que cette ville étoit assez  
 « grande pour loger deux bataillons sans faire foule,  
 « et sans que la noblesse fût obligée de contribuer; ces  
 « propos ont été rendus à M. Lesourd, qui les a en-  
 « tendus avec beaucoup de chaleur et moi avec  
 « beaucoup de calme. J'ai dit à M. Lesourd que  
 « l'expérience démontreroit au commissaire qu'il se  
 « hasardoit mal à propos, que l'opération devoit se  
 « faire de concert entre eux, et qu'il seroit à portée de  
 « lui prouver que ce qui avoit été fait ci-devant par  
 « son prédécesseur et par moi étoit exact, et que l'évê-  
 « nement justifieroit notre conduite...; pour prévenir

« toutes occasions de discussions, je crois qu'il seroit né-  
 « cessaire que vous ordonnassiez qu'il fût fait par M. le  
 « commissaire, en présence de quelques officiers muni-  
 « cipaux, une vérification générale de la ville et arrêté un  
 « contrôle exact du logement et des contributions que  
 « chacun des habitants doit fournir dans la proportion  
 « de leurs facultés. Ce seroit une base immuable d'après  
 « laquelle on partiroit toujours pour les logements fu-  
 « turs et ce travail, fait de la main d'un commissaire qui  
 « s'est déclaré si hautement pour la noblesse, prouve-  
 « roit l'injustice des réclamations permanentes de ce  
 « corps » (4 février); — à la note autographe de  
 M. Esmangart portant que « l'expédient que propose  
 « M. Meslé d'arrêter un contrôle exact des logements  
 « d'Avranches est le meilleur qu'on puisse adopter,  
 « j'en ai fait note en renvoyant à M. Guiard la liasse  
 « concernant le régiment d'Anhalt »; — aux repré-  
 sentations du sieur Ste-Marie, maître de la poste, et  
 du sieur Huet, directeur du bureau de poste aux lettres,  
 sur ce que les officiers municipaux les ont obligés,  
 quoique privilégiés, de fournir un lit et des ustensiles  
 à un seul bataillon du régiment d'Anhalt, bien que  
 l'arrivée de 2 bataillons ne fasse pas foule (18 février);  
 — à l'invitation, faite par l'Intendant à M. Meslé, de  
 communiquer les dites réclamations aux officiers muni-  
 cipaux et de lui transmettre leur réponse avec son  
 avis (24 février); — aux remontrances de quelques  
 privilégiés sur la surcharge qu'ils éprouvent dans l'im-  
 position du logement des guerres, sans qu'on y fasse  
 contribuer les autres classes de citoyens (5 mars); —  
 à la nouvelle recommandation de M. de Puysegur à  
 l'Intendant et de l'Intendant à son subdélégué, en  
 l'invitant à ne plus différer plus longtemps à prendre  
 la réponse du maire et échevins, et d'y ajouter son  
 avis (13 décembre); — à la lettre du maire d'Avranches  
 à l'Intendant relative au nouveau contrôle : « Vous me  
 « témoignez, Monseigneur, votre étonnement de ce  
 « que, dans le contrôle que nous avons formé, la con-  
 « tribution est à peu près la même sur toutes les  
 « classes; je vous prie de vous le faire remettre sous  
 « les yeux, et vous voisrez que cette uniformité ne  
 « se rencontre que dans chaque classe de bourgeois,  
 « savoir : l'artisan, le marchand et le bourgeois, nous  
 « y avons même compris des journaliers qui, n'en  
 « déplaît à la noblesse, ne paroistroient pas devoir  
 « y estre compris, nous vous serons obligés de nous  
 « donner une décision sur ce dernier article, afin de  
 « nous y conformer dans la rédaction du contrôle que  
 « nous allons faire. Vous remarquerez, dans la classe  
 « bourgeoise, des artisans imposés au même tant que

« des marchands, cela n'est point étonnant ; excepté  
 « 4 ou 5 marchands, les autres ne sont que des domes-  
 « tiques qui s'établissent et font un très-petit commerce ;  
 « dans les bourgeois, la fortune roule depuis 800 livres  
 « jusqu'à 1,200. On ne peut, Monseigneur, juger de  
 « l'exactitude du logement qu'en visitant l'intérieur  
 « des maisons comme nous l'avons fait ; un artisan est  
 « quelquefois moins laissé de fournir un lit qu'un bour-  
 « geois qui a 1,000 livres de rente, et qui n'a que son  
 « nécessaire pour lui et ses enfants ; j'ai agi en consé-  
 « quence sans avoir égard aux soutiens de la noblesse  
 « qui prétend que si un bourgeois qui a 1,000 livres de  
 « rente fournit un lit, celui qui en a 6,000 doit fournir  
 « six lits. Vous nous blâmez de faire loger les soldats  
 « trois à trois, permettez-moi de vous rappeler que  
 « nous ne l'avons fait qu'après votre décision, et c'est ce  
 « qui nous a fait ordonner aux bourgeois de fournir des  
 « lits de quatre pieds ; je ne vous cacherais pas qu'il y a  
 « des misérables qui n'ont pu s'y conformer. J'avais eu  
 « l'honneur de vous demander votre décision sur le  
 « logement des régiments qui passent à jours suivis,  
 « ce qui écrase la classe bourgeoise qui en a seule le  
 « fardeau, afin de mettre fin à leurs réclamations con-  
 « tinuelles ; le régiment de Soissonnais, dont les deux  
 « bataillons vont se trouver réunis icy le 16 avec  
 « le bataillon d'Anhalt, va nous occasionner de nou-  
 « velles tracasseries, ne prévoyant pas que l'on puisse  
 « s'empêcher d'en donner à tout le monde ; ainsi,  
 « Monseigneur, nous vous prions de vouloir bien  
 « nous donner vos ordres, prévoyant bien que M. le  
 « Commissaire n'arrivera qu'après la besogne faite,  
 « pour ne pas manquer aux engagements qu'il a pris  
 « avec la noblesse, et dont nous allons éprouver tout  
 « le ressentiment. Ce n'est pas ce qui m'affecte le  
 « plus, mon ambition est de rendre justice et de n'avoir  
 « rien à me reprocher, c'est un principe dont je ne  
 « m'écarterai jamais, et dont je ferai mon possible de  
 « vous convaincre » (8 mars) ; — à la requête des bour-  
 « geois et artisans surchargés par les passages et loge-  
 « ments de troupes continuels, sans que les personnes  
 « qui, par leur rang et leur état, devraient venir au  
 « secours des malheureux, se prêtent à les soulager. Ils  
 « écrivent : « Lorsqu'il n'a passé qu'un régiment, nous  
 « n'avons point murmurés, quoique souvent obligés de  
 « quitter nos lits, pensant bien qu'il est naturel qu'un  
 « bourgeois et un artisan veille pendant qu'un gentil-  
 « homme se repose des fatigues de la journée ; mais  
 « lorsque nous avons des passées de huit jours consé-  
 « cutifs, comme il est arrivé pendant l'automne der-  
 « nière, est-il possible qu'un pauvre bourgeois ou

« artisan qui a été dans l'impossibilité de se coucher  
 « pendant tout ce temps, puisse vaquer à ses travaux  
 « ordinaires et subvenir à sa famille. » En marge l'In-  
 « tendant écrit : « Requête communiquée aux officiers  
 « municipaux, pour, sur leur réponse remise au sub-  
 « délégué et sur son avis, être statué » (10 mars) ; — à  
 « l'avis des officiers municipaux « attestant la vérité des  
 « faits et la justesse des réclamations des dits bourgeois  
 « et artisans se plaignant de ce que, lors des passages,  
 « les dits officiers municipaux leur envoient des soldats  
 « sans avoir égard aux contributions qu'ils fournissent  
 « aux casernes, et de ce que, dans les passages suivis,  
 « on leur envoie journellement des troupes sans y faire  
 « contribuer les autres classes de citoyens, ce qui les  
 « écrase et les force d'abandonner leurs lits pour les  
 « céder aux troupes, et de passer la nuit sur la planche  
 « ou dans une chaise. » Les officiers municipaux  
 « ajoutent : « Que c'est avec peine qu'ils se sont vus dans  
 « l'impuissance de céder à leurs représentations réité-  
 « rées et de les soulager, mais que la crainte de se  
 « compromettre les a retenus ; qu'ils ont demandé plu-  
 « sieurs fois des décisions à Monseigneur sur ces deux  
 « objets ; que, n'ayant eu aucune réponse, ils ont été  
 « réduits à plaindre leur sort sans pouvoir les soulager  
 « et venir à leur secours » (18 mars) ; — au renvoi,  
 « par le prince de Montbarey à l'Intendant, du placet des  
 « habitants d'Avranches demandant, lorsqu'il passera  
 « plusieurs régiments, « que les logements en soient  
 « ordonnés sur tous les habitants indistinctement, en  
 « suivant l'ordre des privilégiés, et que, lorsqu'il y aura  
 « deux bataillons en garnison, toutes les classes con-  
 « tribuent au logement des troupes comme pendant la  
 « dernière guerre » (15 avril) ; — aux lettres successives  
 « adressées tantôt à M. Esmangart, tantôt à M. Guiard,  
 « secrétaire de l'Intendance, par la dame de Guiton de  
 « Clinchamps, réclamant une indemnité déjà réclamée  
 « par son mari, M. de Clinchamps, pour dégâts commis  
 « par les chevaux de différents régiments de dragons qui  
 « ont passé par Avranches, et ont été mis au piquet  
 « dans un bois taillis lui appartenant (20 mai) ; — à la  
 « demande de M. Besnier de La Nolière, commissaire aux  
 « saisies réelles près le Bailliage d'Avranches, de la con-  
 « firmation des privilèges attachées à son office, afin d'être  
 « exempt du logement des gens de guerre (10 juin) ; —  
 « aux observations des maire et échevins de la ville  
 « d'Avranches réfutant les assertions dudit réclamant, et  
 « à l'avis du subdélégué écrivant : « Il n'est fait mention,  
 « dans aucun des édits et règlements concernant les  
 « offices de commissaires aux saisies réelles, de l'exemp-  
 « tion de logement des gens de guerre, les receveurs

« des consignations et commissaires aux saisies réelles  
« de cette ville ont été déboutés de leurs requêtes  
« toutes les fois qu'ils ont demandé à jouir de cette  
« exemption » (24 novembre); — à l'avis donné par le  
comte de Vergennes qu'il n'y a pas lieu d'accueillir la  
dite demande (26 décembre).

C. 2491. (Liasse.) — 77 pièces, papier.

**1781-1786.** — Affaires militaires. — Casernement.  
— Élection d'Avranches. — Correspondance entre  
MM. Rigoley d'Oguy, Intendant des finances; Es-  
mangart, de Feydeau, Intendants de la Généralité, et  
Meslé, subdélégué, relative : aux plaintes formées par  
les sieurs Sainte-Marie et Huet, directeurs des postes  
aux lettres et aux chevaux, au sujet des lits qu'ils ont  
été obligés de fournir (3 janvier 1781); — à la réponse  
de M. Meslé assurant à l'Intendant qu'il a donné des  
ordres pour que les dits plaignants fussent traités avec  
égard et ménagement, et que du reste ils n'avaient été  
assujettis à la contribution du logement militaire que  
dans le cas de foule, reconnue par les officiers muni-  
cipaux, et constatée par le commissaire des guerres  
(12 janvier); — au procès-verbal de constatation, fait  
par les officiers municipaux, des dégâts causés à 17 or-  
meaux pelés par les chevaux des dragons d'Artois, placés  
dans le petit pallet appartenant à M. de Clinchamps,  
dont ils ne contestent nullement la propriété, « à la  
« charge, toutefois, de souffrir dans le petit pallet la  
« tenue des foires de la my-carême et des champs (le  
« 18 septembre), servitude qui n'est point exprimée  
« dans les titres, mais dont la ville est en possession. »  
Ils ajoutent que le procès-verbal des arbres morts  
mettra l'Intendant à portée de juger et d'ordonner l'in-  
dennité demandée par le propriétaire (26 janvier); —  
à l'estimation, par le subdélégué, d'une indemnité de  
30 sols pour chacun des 17 ormeaux pelés et morts  
(13 février); — au rejet définitif de cette demande,  
« l'objet, écrit l'Intendant, ne vaut pas la peine d'en  
« parler si longtemps » (15 mars); — à la requête  
présentée à l'Intendant par les conseillers assesseurs  
civils et criminels du Bailliage d'Avranches, afin d'être  
exempts du logement des gens de guerre et d'usten-  
siles, en conformité de l'article 9 de l'ordonnance de  
1768 et des articles 5 et 6 de celle de 1764 (3 février  
1781); — à l'avis du subdélégué, favorable à cette  
supplique; toutefois il ajoute : « quant au logement en  
« essence, il paroîtroit possible d'accorder à ces offi-  
« ciers une distinction qui les séparât du commun des  
« contribuables. Un bataillon seul ne fait point foule à

« Avranches. On pourroit ordonner que dans ce cas ils  
« ne seroient point obligés de loger en essence, ni de  
« fournir des ustensiles aux casernes, parce que, dans  
« le cas de foule, ils seroient compris dans les loge-  
« ments, et pour les fournitures aux casernes, avant  
« les autres exempts » (17 février); — à la décision de  
l'Intendant conforme à l'avis du subdélégué (2 mars); —  
à la demande de la dame Le Prieur du paiement de la  
somme de 90 livres 8 sols pour le loyer de sa maison  
qui a servi de corps de garde (1<sup>er</sup> septembre 1782); —  
à l'avis favorable du subdélégué (14 décembre); — aux  
réclamations successives du sieur Jean Frault pour le  
paiement de son logement fourni pendant 47 jours à  
un sous-lieutenant du régiment de Royal-Comtois, et  
aux avis favorables des officiers municipaux et du sub-  
délégué (avril 1781 et mai 1783); — au paiement des  
loyers dus au sieur Le Dos pour le logement qu'il a  
fourni à 3 officiers du régiment de Savoie-Carignan  
(30 mai 1783); — à l'avis favorable du subdélégué qui  
écrit : « Les plaintes des habitants d'Avranches se  
« renouvellent tous les jours à l'occasion du paiement  
« des loyers de leurs appartements qui ont servi de  
« logements aux officiers et soldats du régiment de  
« Savoye-Carignan, les officiers municipaux ont tou-  
« jours fait la même réponse, et l'avis du subdélégué a  
« toujours été que ce paiement leur est dû; il s'agit de  
« vérifier dans les bureaux de l'Intendance si les fonds  
« ont été envoyés à Avranches et à qui ils ont été  
« adressés » (5 juillet); — à la nouvelle note du sub-  
délégué affirmant qu'il y a lieu d'accorder une ordon-  
nance de paiement (14 novembre); — à la réclamation  
de Marie Abraham, veuve de Georges Le Roi, tendante  
à être payée des 3 ans de loyer de sa maison, succes-  
sivement occupée par les soldats des régiments de  
Castella, Conti, la Couronne et Limousin, ainsi que des  
50 livres pour les dégâts occasionnés par les soldats du  
régiment de Conti (25 octobre 1783); — à l'avis des  
officiers municipaux hésitant à croire à la véracité des  
faits exposés dans la requête de la dite veuve, dont la  
fortune est trop médiocre pour qu'elle ait pu se passer  
si longtemps d'une somme aussi considérable que celle  
qu'elle réclame trop tard (20 décembre); — aux nou-  
velles instances de la dite veuve, poursuivie par ses  
créanciers, pour obtenir justice de l'Intendant, à qui  
elle expose la misère où elle a été réduite après avoir  
élevé 7 enfants et avoir perdu son mari (24 juillet  
1785); — à la demande des conseillers assesseurs du  
Bailliage d'Avranches à être dispensés de contribuer à  
l'imposition du casernement, des ustensiles et acces-  
soires (16 octobre 1784); — à la réclamation de dif-



férents bourgeois du paiement des logements par eux fournis aux officiers des troupes qui ont été en garnison dans la ville d'Avranches pendant la dernière guerre (27 juin 1783); — à l'invitation faite par l'Intendant à son subdélégué de s'informer exactement de tous les logements non payés et d'en dresser un état général, en indiquant le nom des particuliers, le temps de l'occupation, et les sommes qu'il estimera légitimement dues et suffisamment vérifiées (30 juillet); — à l'envoi de l'ordonnance au profit des officiers municipaux pour le paiement des logements occupés du 8 mars 1778 au 17 mars 1780, conformément au procès-verbal dressé par le subdélégué conjointement avec les dits officiers municipaux, en l'invitant à veiller à ce que chaque particulier, énoncé au dit procès-verbal, soit exactement payé, afin d'éviter pour l'avenir toute espèce de réclamation (17 novembre 1783); — à la requête du marquis de Canisy réclamant le loyer de 44 années, à raison de 13 livres par an, d'une chambre située à St-James et servant de chambre de discipline militaire, et de plus la remise en possession et jouissance de la dite chambre; à l'appui de cette réclamation sont jointes trois lettres du subdélégué, en date d'avril et juin 1772 et 27 août 1778 (18 novembre 1783); — à l'avis favorable du subdélégué, qui toutefois en retranche une année, la jouissance du dit appartement n'ayant commencé qu'au 1<sup>er</sup> juillet 1772 pour finir au 1<sup>er</sup> juillet 1783, il estime qu'il y a lieu d'accorder au marquis une ordonnance de paiement de 13 années, à raison de 13 livres pour chacune d'elles (10 décembre); — à l'expédition de la dite ordonnance (21 décembre).

C. 2192. (Liasse.) — 35 pièces, papier.

**1787-1789.** — Affaires militaires. — Casernement. — Élection d'Avranches. — Correspondance entre MM. le duc de Beuvron; Cordier de Launay, Intendant de la Généralité; de Surville, prévôt général de la maréchaussée; les officiers municipaux de la ville d'Avranches; Guiard, secrétaire de l'Intendance; les députés du bureau intermédiaire; Meslé et de Montitier, subdélégués, relative: à la lettre de M. Meslé écrivant à M. Guiard, qui lui avait annoncé l'arrivée d'un régiment à Avranches: « nos vœux, Monsieur, se bornoient à un bataillon d'infanterie avec l'état-major, et nous aurions à merveille rempli ce logement; mais on pousse envers nous la faveur beaucoup plus loin, puisqu'on nous fait présent d'un régiment entier. Nous commençons déjà à travailler pour profiter de cette largesse, et nous ferons l'impossible

« pour que ce soit sans rien demander au clergé ni à la noblesse qui sont ici, je crois, un peu plus raisonnables qu'ailleurs. Vous nous faites espérer, Monsieur, que cette surcharge ne sera que momentanée et cette perspective nous évertue; nous vous avons la plus grande obligation de nous avoir prévenu à l'avant. Je dois, Monsieur, vous faire part d'une vive et forte opposition que nos cavaliers de maréchaussée vont former à cet arrangement; ils sont casernés dans les appartements d'une maison appartenant à la ville, dont le four, la cour et les greniers sont une dépendance; il y a encore d'autres greniers plus que suffisants pour loger leurs fourrages, il y aura des plaintes portées devant M. le grand prévôt. C'est une suite des hauteurs indécentes du brigadier de notre maréchaussée, Yvonet, homme à hautes prétentions, qui se comporte depuis longtemps vis-à-vis de moi avec beaucoup d'indiscrétion. Je n'aurois déjà porté des plaintes à Messieurs les Intendants, s'il n'étoit pas d'eux un cavalier ferme et exact à ses devoirs, il seroit bon au moins qu'il reçut de ses supérieurs une correction vive, dont il se rend de jour en jour plus susceptible. » Il lui demande de combien d'hommes se compose le dit régiment, et s'il ne serait pas avantageux de faire coucher trois soldats dans les grands lits fournis par les bourgeois. Il lui rappelle que M. de Brou lui a promis que l'administration payerait 27 livres par an pour chaque lit, soit à l'entrepreneur général, soit aux bourgeois qui feroient cette fourniture, selon ce qui se pratique à Coutances, St-Lô, Valognes et autres villes où il y a des troupes réparties; car ce n'est qu'après de telles promesses que la municipalité d'Avranches avait demandé un bataillon d'infanterie avec l'état-major (12 mars 1787); — à l'envoi du mémoire présenté par la brigade de maréchaussée pour être maintenue dans la totalité des emplacements qui lui ont été accordés, et dont une partie peut être nécessaire à la manutention des vivres, il en résulterait une confusion et un désordre dans les deux services; « il n'est pas naturel, écrit l'Intendant, que les derniers arrivés causent du désagrément à une troupe dont le service a pour objet le maintien de l'ordre public » (18 mars 1787); — aux dispositions prises pour l'établissement de deux bataillons du régiment de Bourbon, devant prendre ses quartiers à Avranches le 6 avril, et à la réponse aux renseignements demandés sur la composition d'un bataillon formé de 5 compagnies de 119 hommes chacune, de sorte que les deux bataillons forment un contingent de 4,190 hommes, et sur les

inconvenients de faire coucher les soldats trois à trois. « Il existe, écrit l'Intendant, une décision ministérielle qui le défend expressément, et dans le moment actuel l'administration s'occupe même des moyens de réformer cet abus dans les casernes, quoique les lits offrent des dimensions plus considérables que ceux des bourgeois. » Il promet de faire payer exactement le loyer des maisons servant de casernes, ainsi que la fourniture de lits complets; « ainsi, le bourgeois d'Avranches tirera du séjour de ce régiment tous les avantages possibles, sans qu'il lui soit en quelque sorte à charge... Si la noblesse étoit dans le cas de contribuer, après l'épuisement des autres classes, à cette prestation du service, j'aime à croire que ceux qui la composent se porteroient d'autant plus facilement à faire à cet égard quelques légers sacrifices, qu'ils auront pour objet l'avantage de l'habitant et le bien du service » (18 mars); — au placet adressé par les cavaliers de la maréchaussée à M. de Surville, prévôt général, pour se plaindre des continuel changements de domicile et des pertes de leurs provisions de fourrage, et des inconvenients de la communauté avec les troupes de passage ou en quartier à Avranches, et à la réfutation par le subdélégué des dits mouvements (22 mars); — aux plaintes du subdélégué sur les difficultés de bien caser les troupes: « nous désirons faire le logement sans qu'il en résulte aucunes plaintes; c'est un beau désir sans doute, mais il est difficile, pour ne pas dire impossible, de le remplir. » En conséquence, il demande des ordres formels qui l'assurent, ainsi que les officiers municipaux, qu'ils ne feront point de démarches « inconsidérées, en prenant des décisions vigoureuses que le cas exige » (24 mars); — à la réponse de l'Intendant félicitant M. Meslé du zèle qu'il a mis avec les officiers municipaux pour établir l'assiette du logement du régiment de Bourbon, tout en ne négligeant pas les moyens économiques de pourvoir à ce service: « S'il est possible d'achever votre opération sans déplacer des femmes de gentilshommes peu fortunées, et sans confondre des filles de la classe de simples artisans, en assignant aux soldats les mêmes logements, vous concilierez le bien du service avec ce que semble exiger le maintien des mœurs et du bon ordre. » L'Intendant engage son subdélégué à tenter des démarches de conciliation pour amener M<sup>me</sup> de La Champagne à céder l'une de ses cinq maisons, et, s'il n'y peut réussir, il l'autorise à faire ouvrir la porte d'entrée que la dite dame avait fait murer, et de lui déclarer que son obéissance serait rapportée au ministre qui, dans le cas contraire,

ne manquerait pas de prendre les ordres du Roi pour l'y contraindre (30 mars); — à l'avis donné à M. de Surville et à M. Meslé que la brigade de maréchaussée n'est pas fondée dans sa réclamation, « il n'est pas naturel que 4 ou 5 hommes occupent l'emplacement destiné à 150 » (30 mars 1787); — à la demande du sieur Audran, secrétaire greffier de l'hôtel de ville d'Avranches, du remboursement de la somme de 95 livres qu'il a avancée pour le logement des troupes tant en garnison que de passage (11 août 1787); — aux regrets des maire et échevins d'Avranches d'avoir perdu le régiment de Bourbon, et aux réclamations pressantes de faire payer les loyers des casernes et des maisons que les bourgeois avaient mises à la disposition du dit régiment (4 mai 1788); — à la réponse de l'Intendant écrivant qu'il n'a pu ordonnancer les états de dépenses du casernement parce que les échevins y avaient confondu les dépenses de 1787 et de 1788, et qu'il a la promesse du ministre de la guerre qu'il rétablira la garnison dès que les circonstances le lui permettront; il renvoie, pour rectification, des états des maisons servant de casernes au régiment de Bourbon, depuis le 15 octobre 1787 jusqu'au 15 mars 1788, et l'état de dépenses de casernement pendant le même temps (8 mai 1788); — à l'état des maisons ayant servi de casernes au régiment de Bourbon-Infanterie, depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'au 24 juin 1788, et des lits du 1<sup>er</sup> janvier au 10 mai, comprenant: les noms des propriétaires, le nombre de lits, le prix du loyer, les sommes dues pour l'occupation des casernes, et pour celle des lits, avec une dernière colonne pour les observations; le tout s'élevant à la somme de 4,737 livres 7 sols 6 deniers, le dit état dressé par les officiers municipaux et visé par le subdélégué (17 mai); — à l'état des dépenses faites en 1788, par l'Hôtel-de-Ville, pour le régiment de Bourbon, arrêté par les échevins, et vérifié par le subdélégué (17 mai); — à la réception de deux mandats de 5,070 livres 4 sols pour le casernement de la ville d'Avranches par les procureurs syndics qui, avant de les remettre à la municipalité d'Avranches, les ont présentés au bureau intermédiaire qui représente que la dite municipalité eût dû lui communiquer l'état de ses frais de casernement, afin d'en vérifier l'exactitude (13 juillet 1788); — à la demande du bureau intermédiaire de défendre que les soldats envoyés chez eux, en semestre, ne soient porteurs d'aucune arme, vu qu'ils en profitent pour commettre des atrocités sur la route, blessent et quelquefois tuent les personnes qu'ils rencontrent, et attaquent avec menaces les femmes pour les intimider et leur faire violence (16 mai 1789); — aux ordres à don-

ner pour assurer les étapes et logement à la compagnie de chasseurs du régiment d'Angoulême, détachée à Avranches, d'où elle doit partir le 4 juillet pour se rendre le 6 à Saint-Lô, d'après l'avis qu'en donne le duc de Beuvron à M. de Launay (28 juin 1789); — à l'état des maisons ayant servi de casernes au détachement du régiment du Duc-d'Angoulême en garnison du 21 mai au 4 juillet 1789; — à l'état de dépenses occasionnées par le dit détachement et à celui des lits fournis; ces trois états dressés par les officiers municipaux sont visés par les membres du bureau intermédiaire (7 février 1790).

C. 2193. (Liasse.) — 74 pièces, papier.

**1761-1764.** — Affaires militaires. — Casernement. — Élection de Bayeux. — Correspondance entre MM. d'Ormesson, ministre; Chauvelin, Intendant des finances; de Fontette, Intendant de la Généralité de Caen; Génas Dubomme et Génas de Rubercy, subdélégués; relative : à l'envoi par le subdélégué de l'état des frais de casernement et fournitures pour les troupes qui ont été en quartier dans la subdélégation de Bayeux pendant l'année 1761, cet état indique les lieux où les troupes ont été placées, les paroisses qui contribuent aux frais de casernement et dans une 3<sup>e</sup> colonne donne le total de 4,695 livres 3 deniers; le subdélégué s'excuse du retard de cet envoi, « le sindicq de Trévières n'ayant pas jugé à propos de me remettre l'état de sa paroisse que il y a viron 5 ou 6 jours, quoique je l'aye menacé plusieurs fois de faire usage d'une ordonnance que vous avez eu la bonté de m'envoyer pour le constituer prisonnier pour l'y contraindre » (22 juin 1762); — aux réponses faites aux questions de l'Intendant sur le projet que la Cour a formé d'établir, dans chaque endroit de l'Élection, un escadron de cavalerie, et pour savoir combien le département de Bayeux pourrait contenir d'escadrons d'après l'abondance des fourrages; quels seraient les endroits où il faudrait les placer pour être à portée des subsistances; l'objet de la dépense pour la construction des corps de caserne dans lesquels il faudrait des logements convenables pour les officiers; enfin s'il ne serait pas possible de rassembler tout un régiment, c'est-à-dire 4 escadrons, dans un même endroit; le subdélégué répond sur ce dernier point que l'on ne peut établir que deux compagnies de cavalerie dans les casernes de Bayeux, où il n'y a point de logement pour l'officier, qui est obligé de loger dans des chambres qu'on loue en ville. Il en résulte « que les seuls endroits à portée des fourrages sont la ville de

Bayeux, les bourgs d'Isigny et de Trévières, dans lesquels on pourroit établir de la cavalerie, mais l'établissement dans chacun de ces bourgs ne paroît pas praticable; le bourg d'Isigny, dont les environs produisent assés de foin, mais point ou très peu de paille, déploît beaucoup à toutes les troupes en ce qu'il est malsain, d'ailleurs l'endroit est très petit, et des casernes à construire pour loger un escadron de cavalerie avec ses officiers, et des magasins en outre suffisants, couteroient des sommes très considérables, parce que le careau y est extrêmement cher, et que les maisons dont il faudroit faire l'acquisition seroient d'un grand prix, ainsi que le terrain par rapport au commerce de beurre qui s'y fait. Il repète à peu près les mêmes détails pour le bourg de Trévières, qui ne peut porter au delà de deux compagnies de cavalerie, qui y seroient assés bien, s'il y avoit des casernes qui couteroient beaucoup s'il falloit bâtir du logement pour M<sup>rs</sup> les officiers. Il n'y auroit donc que la ville de Bayeux, où l'on pourroit faire l'établissement d'un escadron, mais il faudroit pour cet effet augmenter considérablement les casernes qui y sont, et il n'y auroit qu'un ingénieur qui pourroit entrer dans le détail de tous ces objets » (5 juillet 1762); — à l'avis donné que « les casernes de la ville de Bayeux sont situées dans un des faubourgs, en la paroisse St-Laurent, sur la place aux Pommes, dans laquelle débouchera la nouvelle route projetée, qui partira de l'ancienne porte St-Martin qu'on a démolie, le long de laquelle rue on a bâti l'église St-Martin, ce qui fera un fort bon effet, les casernes se trouvant faire face à cette même rue. La ville n'a en son nom que 47 lits complets de 4 pieds de largeur, et 2 pour des maréchaux de logis, de sorte que lorsqu'il est question de loger de l'infanterie, on fait fournir le surplus par des bourgeois, mais comme ils n'en ont pas de 4 pieds, on ne peut y faire coucher que deux soldats; on peut donc loger 180 soldats à raison de 3 par lit, et 90 cavaliers à 2 par lit. Quant aux écuries, il y en a six pouvant contenir 65 chevaux, et où l'on a placé à l'occasion des lits de bourgeois pour loger de l'infanterie » (25 janvier); — à la réclamation du sieur Fagnon, changeur, établi dans le bourg d'Isigny et faisant commerce à boutique ouverte, du privilège d'exemption du logement des gens de guerre, d'après les lettres-patentes concernant les privilèges des monnayeurs, ajusteurs, officiers des monnaies, qui s'était adressé à la Cour des Monnaies de Paris et non à l'Intendant, qui seul est compétent pour juger de toutes les contestations relatives au logement militaire (19 février 1763); — à la



lettre de M. d'Ormesson écrivant à l'Intendant de lui adresser un projet d'arrêt pour casser celui rendu par la dite Cour des Monnaies le 29 décembre 1762, sur la requête du dit changeur mal fondé dans sa prétention, l'établissement d'un changeur à Isigny étant fort peu nécessaire; conseillant à M. de Fontette de consulter M. Chauvelin, qui a les Monnaies dans son département, et l'avertissant que le sieur Georges Le Bas, marchand au Pont-de-l'Arche et changeur, avait été déboulé de sa réclamation et soumis à la collecte dont il se prétendait exempt (26 février 1763); — à l'envoi de l'arrêt signé du contrôleur général, cassant l'arrêt de la Cour des Monnaies de Paris qui avait déchargé provisoirement le dit sieur Fagnon du logement des gens de guerre, privilège qu'il réclamait à tort (21 mars); — états des maisons de Balleroy dans lesquelles ont été logés les officiers et cavaliers du régiment Commissaire-Général; — des personnes qui ont fourni des logements pour les troupes en garnison au val de Formigny, La Cambe, Maisy et Trévières; — états faits par les syndics des dits bourgs et arrêtés par MM. de Fontette, Intendant, et Génas, subdélégué à Bayeux; — réclamations adressées à l'Intendant par divers habitants des bourgs, afin d'obtenir le paiement du loyer de leurs maisons et des fournitures qu'ils ont faites aux casernes.

C. 2194. (Liasse.) — 111 pièces, papier.

**1765-1771.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Bayeux. — Correspondance entre MM. de Fontette, Intendant de la Généralité de Caen, et Génas de Rubercy, subdélégué, relative : à l'avis donné de l'arrivée dans la Généralité du régiment de Languedoc, et aux mesures à prendre pour l'établissement dans la ville de Bayeux de deux escadrons du dit régiment, dont un au complet, et composé de 92 hommes et de 60 chevaux, vu qu'il y a 16 hommes à pied par compagnie. Le secrétaire de l'Intendance demande s'il est absolument impossible de loger le second escadron : « je n'imagine pas qu'on ait conservé à Bayeux, non plus que dans les autres villes de la province, le préjugé que le séjour des troupes est un mal; d'ailleurs la dépense ne sera point à la charge particulière de la ville, M. l'Intendant y fera payer, comme ailleurs, les loyers des casernes, des écuries, des magasins, et il fera fournir par l'entreprise ce qu'il faudra de lits pour l'escadron, ainsi que tous les ustenciles des chambrées dont la fourniture est réduite aujourd'hui à une table, deux bancs, deux

« planches à pain, un porte-armes pour 10 fusils, trois « porte-manteaux et une crémaillère » (4 juin 1765); — à l'envoi des états de dépenses faites à Bayeux pour le casernement, du 1<sup>er</sup> janvier 1765 au 14 mai 1766, ainsi que l'ordonnance de paiement (19 juillet 1766); — état des dépenses du casernement du régiment de Languedoc-Dragons, du 15 octobre 1766 au 1<sup>er</sup> janvier 1767 (4 avril 1767); — relevé des mandats donnés par les sieurs officiers municipaux aux particuliers qui ont fourni le bois et la chandelle au corps de garde du dit régiment (10 juillet 1768); — relevé des registres des mandats donnés par les officiers municipaux à la veuve Liégard, blanchisseuse, pour le linge fourni et blanchi aux dragons de Languedoc (10 juillet); — relevé des lits fournis aux troupes en 1766, 47 par l'Hôtel-de-Ville, 14 par les habitants (10 juillet); — autres relevés de menues dépenses de cordages, attaches, barres et crochets (10 juillet); — à l'avis du subdélégué sur les dits états de casernement; il diminue 236 livres 12 sols sur le total de 1,079 livres 6 sols 11 deniers; — à la lettre de l'Intendant écrivant au subdélégué : « il y a bien du malentendu dans l'administration du corps municipal de Bayeux pour ce qui concerne l'acquit des dépenses relatives au casernement... il est bien singulier que les officiers municipaux confondent ce qui est à la charge de l'extraordinaire des guerres avec ce qui est à la charge de la province. Il faut à ce sujet leur recommander de se remettre sous les yeux les ordonnances du Roy, et notamment l'instruction sur la comptabilité du régiment du 15 décembre 1766, je viens d'ordonner l'état et vous verrez qu'il est réduit de 1,076 livres 16 sols à 534 livres 7 sols 2 deniers » (3 août 1768); — aux quittances des sommes payées à divers par le sieur Cahier, receveur syndic de Bayeux, visées par le subdélégué, M. Génas de Rubercy; — états des maisons prises dans la ville de Bayeux pour servir de logement aux troupes, indiquant les noms des propriétaires, les prix qui leur sont alloués par les maire et échevins, et approuvés par Despuis, commissaire des guerres; — état de ce qui est dû aux officiers du 3<sup>e</sup> bataillon du régiment de Navarre, en garnison à Bayeux, pour leurs logements, indiquant que les logements des officiers d'état-major et des capitaines étaient payés à raison de 15 livres par mois, les lieutenants et sous-lieutenants, 10 livres (1771); — autres états nominatifs des personnes qui ont fourni des lits à raison de 2 livres 5 sols par mois, présentés par les dits maire et échevins, vus et approuvés par MM. Génas, subdélégué, et Vardon, commissaire des guerres; — quittances des ouvriers

pour travaux et fournitures faites aux maisons servant de casernes.

C. 2195. (Liasse.) — 11 pièces, papier, 1 parchemin.

**1771-1773.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Bayeux. — Correspondance entre MM. l'abbé Terray, contrôleur général; Duchatel, premier président; Cochin, Intendant des finances; le Directeur des domaines; de Fontette, Intendant de la Généralité, et Génas, subdélégué, relative : à l'envoi du détail estimatif pour mettre les bâtiments des casernes en état de prisons provisoires, pour y garder les criminels dans le cas d'être jugés par le Conseil supérieur (22 septembre 1771); — aux plaintes de M. le président Lesens, sur la lenteur apportée à l'achèvement des travaux de l'auditoire du Conseil supérieur; — à la réception du mandat délivré pour être remis au sieur Renauld, contrôleur des actes de la ville de Bayeux, afin de payer au sieur Mutel la somme de 1,000 écus pour les ouvrages des casernes devant servir de prisons (15 décembre 1771); — au devis estimatif des ouvrages de maçonnerie, charpente, menuiserie, ferrure, à faire : 1<sup>o</sup> aux casernes de la ville de Bayeux, pour les rendre propres à usage de prison; 2<sup>o</sup> pour former une communication de la chambre du palais à l'Hôtel-de-Ville, dans lequel on a établi la chambre du Conseil (1772); — à l'envoi par l'Intendant de la Généralité du dit devis à M. Cochin, en le priant de faire expédier l'arrêt le plus promptement possible, afin qu'il puisse donner une ordonnance de paiement en règle (2 juillet 1773); — arrêt du Conseil d'État confirmant l'adjudication faite par M. Malafait, subdélégué, des différents ouvrages à faire, tant aux casernes de Bayeux, pour les rendre propres à l'usage de prisons, qu'au palais de justice de la dite ville et à quelques appartements de l'Hôtel-de-Ville (3 août 1773).

C. 2196. (Liasse.) — 55 pièces, papier.

**1773-1778.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Bayeux. — Correspondance entre MM. de Beaumont, Intendant des finances; Esmangart, Intendant de la Généralité de Caen; Lefebvre, ingénieur en chef; Larcher de La Londe, maire, et les officiers municipaux de la dite ville; Génas, subdélégué; relative : aux états et mémoires des sommes avancées pour les bâtiments employés au logement des troupes, indiquant les noms des propriétaires, le nombre de chambres dont la maison est composée, le nombre de lits placés dans chacune des chambres, le prix du bail ou de la conven-

tion verbale faite avec le propriétaire, l'époque du loyer et le montant de l'allocation par année (1773); — aux formules de réquisitions pour chevaux et charrettes (décembre 1773); — au rétablissement des casernes de cette ville, dont la destination a été changée lors de l'établissement du Conseil supérieur (5 février 1776); — à la demande des officiers municipaux de Bayeux de se charger des réparations à faire aux casernes, afin de mettre ces bâtiments en état de recevoir des troupes, à charge de leur abandonner les matériaux, boiserie et fers, etc. (30 octobre 1776); — à l'envoi du devis estimatif des ouvrages de maçonnerie, charpente, menuiserie, serrurerie, etc., pour la réparation des casernes de Bayeux, afin de les mettre en état de recevoir des troupes, observant que la destination de ces bâtiments ayant été changée lors de l'établissement du Conseil supérieur, ils ont été convertis à cette époque en prisons et conciergerie, la distribution en a été totalement changée, ce qui oblige à une démolition considérable pour mettre les choses dans leur premier état et le rendre propre à son premier usage (25 novembre 1776); — à l'envoi des papiers concernant la propriété des casernes de la ville de Bayeux (10 octobre 1777); — à l'état des bâtiments employés au logement des troupes dans la ville de Bayeux, divisés en sept colonnes, donnant les noms des propriétaires, le nombre des chambres dont la maison est composée, le nombre de lits dans chacune des dites maisons, le prix du bail ou de la convention verbale, l'époque du loyer, le montant des allocations par année, enfin les observations des maire et échevins (2 mai 1778); — à la remise d'une ordonnance de 4,365 livres 8 sols 3 deniers pour rembourser le corps municipal des avances faites pour le rétablissement des casernes dont on avait fait une prison à l'usage du Conseil supérieur (24 septembre 1778).

C. 2197. (Liasse.) — 91 pièces, papier.

**1778-1780.** — Affaires militaires. — Casernement. — Élection de Bayeux. — Correspondance entre MM. Esmangart, Intendant de la Généralité; Génas, subdélégué; et les maire et officiers municipaux d'Isigny, relative : aux dépenses faites pour le logement du régiment Royal-Bavière; — à la présentation des mémoires des dits frais; ne jouissant d'aucuns revenus patrimoniaux, ni octrois, ils en sollicitent le paiement : « Qu'il nous soit permis encore, Monseigneur, de vous « représenter qu'il se pourra que, du nombre des « troupes qui resteront dans votre Intendance, nous « serons du compris dans la répartition; nous nous por-

« terons, autant qu'il sera en nous, pour loger le plus  
 « avantageusement le nombre qu'il vous plaira nous  
 « envoyer....., mais que le volume n'en soit pas si con-  
 « sidérable comme le passé, s'il se peut, notre résidence  
 « est petite, et la majeure partie des maisons sont pres-  
 « que tous magasins utiles au commerce » (29 septembre  
 1778); — à la lettre de l'Intendant écrivant à son subdélé-  
 gué qu'il lui paraît juste d'indemniser les locataires  
 expulsés de leur domicile pour loger les officiers du  
 régiment Royal-Bavière, du 21 juillet au 31 août (14 oc-  
 tobre 1778); — à la supplique du sieur Pépin Des-  
 maresq réclamant au nom du sieur Le Maistre, poursuivi  
 par ses créanciers, le prix du loyer de sa maison prise  
 pour logement militaire (21 juin 1779); — à la nouvelle  
 réclamation des officiers municipaux d'Isigny pour le  
 paiement des dépenses faites dix-huit mois auparavant  
 pour le logement du « Royal-Bavière »; ils écrivent  
 que « les ouvriers qui ont travaillé au dit logement  
 « crient sans cesse après leur argent, ce qui nous a  
 « mis dans le cas, lors du logement du Royal-Deux-  
 « Ponts, de ne pouvoir trouver personne qui ait voulu  
 « travailler à ce qui leur étoit nécessaire, et, sans la  
 « générosité de M. le marquis de Briqueville qui donna  
 « de ses ouvriers travaillant à son château, nous aurions  
 « été dans l'impuissance de pouvoir le faire faire. Mais  
 « ce qui nous touche le plus dans le moment présent,  
 « c'est de voir avec douleur, dans la maladie épidémique  
 « qui règne dans Isigny, les misérables ouvriers à  
 « qui il est dû dès le temps du régiment de Bavière,  
 « couchés malades et leurs petites familles, réduits  
 « dans la nécessité et criant après ce qui leur est dû,  
 « avec quoy ils pourroient se procurer les secours qui  
 « leur sont nécessaires. Nous espérons, Monseigneur,  
 « que vous voudrés bien avoir égard à ces tristes  
 « circonstances et nous mettre en état de les payer;  
 « c'est un acte de justice et de charité que vous ferés  
 « et que l'humanité sollicite » (10 octobre 1779); —  
 à l'envoi des pièces justificatives pour le paiement des  
 sommes dûes aux ouvriers et journaliers qui ne cessent  
 de réclamer (2 mars 1780); — mémoires des ouvrages  
 faits aux maisons ayant servi au logement et aux  
 casernes de Bayeux par divers entrepreneurs; — ordres  
 donnés par le sieur Brouchon, casernier, à M. Lenjalley,  
 receveur de la ville, de payer le montant des dits  
 mémoires et les journées faites par divers ouvriers;  
 — mémoire des ouvrages faits par ordre de M. le baron  
 de St-Victor, général, aux appartements du sieur Chré-  
 tien, au bourg d'Isigny, par Langlois, menuisier de la  
 rue aux Prêtres; — requête adressée à l'Intendant par  
 le sieur Pépin Desmaresq, caution du sieur Lemaitre,

afin d'obtenir le montant des loyers de sa maison qui  
 a servi au logement du régiment d'Orléans-Infanterie;  
 — requête des officiers municipaux d'Isigny pour  
 obtenir le remboursement des dépenses occasionnées  
 par le séjour du régiment Royal depuis le 21 juillet  
 jusqu'au 31 août 1778.

C. 2198. (Liasse.) — 120 pièces, papier.

**1782-1787.** — Affaires militaires. — Casernement.  
 — Ville de Bayeux. — Correspondance entre MM. Es-  
 mangart, Intendant de la Généralité; de La Londe,  
 maire de Bayeux; et Génas, subdélégué, relative : à  
 la demande du sieur Pierre Gaudin, syndic militaire à  
 Port-en-Bessin, du remboursement des sommes avancées  
 pour le logement des détachements qui ont été employés  
 successivement à la garde et sûreté du dit lieu  
 (21 juillet 1783); — à l'envoi de la requête par laquelle  
 le sieur Pierre Mauny, syndic de Maisy, demande le  
 paiement de la somme de 46 livres 5 sols pour dépenses  
 par lui faites au corps de garde établi en la dite pa-  
 roisse (11 novembre 1783); — à l'état des maisons  
 prises pour servir de logement aux troupes en garnison  
 à Bayeux, depuis le 1<sup>er</sup> juin jusqu'au 31 décembre  
 1783; — à la demande par le secrétaire de la ville des  
 titres et contrats, concernant le corps de bâtiment des  
 casernes de la dite ville, qui ont été envoyés à l'Inten-  
 dance au mois d'octobre 1777, au nombre de 29 pièces,  
 tant en papier qu'en parchemin (6 février 1785); — à  
 l'envoi de toutes les pièces concernant les casernes  
 (9 février 1785); — états : des maisons occupées par le  
 régiment de Lorraine-Infanterie, en la ville de Bayeux;  
 — des dépenses faites pour les maisons désignées pour  
 supplément à celles ayant été occupées par le régiment  
 de Lorraine, et devant servir au casernement du ma-  
 réchal-de-Turenne; — des fournitures faites au détache-  
 ment des cavaliers en remonte du régiment de Mestre-  
 de-Camp-Général, cavalerie; — des dépenses faites  
 aux casernes, maisons servant de casernes, pour façon  
 et fourniture de 25 lits pour le service de l'hôpital des  
 galeux et vénériens du régiment de Lorraine; — état  
 nominatif des personnes qui fournissent des lits pour le  
 casernement des troupes; — les dits états faits et arrêtés  
 par les officiers municipaux de la dite ville et vérifiés  
 par M. Génas, subdélégué (1787).

C. 2199. (Liasse.) — 59 pièces, papier.

**1788.** — Affaires militaires. — Casernement. —  
 Ville de Bayeux. — États : nominatif des personnes qui



fournissent des lits pour le casernement du régiment de Lorraine-Infanterie, pour le premier quartier de 1788; — des fournitures faites au détachement des cavaliers de remonte du régiment de Mestre-de-Camp-Général, cavalerie; — des dépenses faites aux maisons qui ont servi de casernes et d'hôpital aux galeux et vénériens du régiment de Lorraine-Infanterie; — des maisons occupées par le dit régiment; — des fournitures faites au détachement des cavaliers du régiment de Mestre-de-Camp en garnison en la ville de Bayeux; — de ce qui revient aux officiers du régiment de Lorraine pour leur logement; — mémoires de différents fournisseurs à l'appui; — les dits états faits et arrêtés par les maire et échevins; Géna, subdélégué de Bayeux; le chevalier Ballias de Laubarède et Montcarville, commissaires des guerres.

C. 2200. (Liasse.) — 46 pièces, papier.

**1789-1790.** — Affaires militaires. — Casernement. — Élection de Bayeux. — États : des maisons occupées par le régiment de Lorraine-Infanterie, depuis le 1<sup>er</sup> avril jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1789; — des dépenses faites par la ville pour le régiment de Lorraine pendant les mois d'avril, mai, juin, juillet, août, septembre, octobre, novembre et décembre 1789; — des maisons fournies par le sieur Bertauld pour le casernement du régiment de Lorraine-Infanterie, pendant l'année entière 1789, les dites maisons distraites des états ordinaires de casernement, d'après l'avis qui en a été donné par MM. les députés de la commission intermédiaire, eu égard aux divers usages auxquels elles sont employées; — états : nominatif des personnes qui ont fourni des lits pour le dit régiment; — de ce qui est dû pour le logement à l'officier du régiment de Languedoc-Chasseurs, qui a été détaché en remonte à Bayeux, du 1<sup>er</sup> août 1789 au 1<sup>er</sup> mai 1790; — certificat des officiers municipaux de la ville de Bayeux constatant que la maison appartenant à la veuve et héritiers de Jean-Louis de La Marre, employée au logement et casernement de la brigade de maréchaussée, continue d'être occupée par le dit service, à raison de 500 livres par an, et qu'il est dû pour le loyer de la dite maison une année échue au 1<sup>er</sup> janvier (22 avril 1790).

C. 2201. (Liasse.) — 73 pièces, papier.

**1762-1772.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Caen. — Correspondance entre MM. de L'Averdy, contrôleur général; le duc de Choiseul,

d'Ormesson, ministres; Langlois, Intendant des finances; de Fontette, Intendant de la Généralité; Vardon, commissaire des guerres; Du Bisson, Lemonnier-Dufresne, de Mondrainville, de Précourt, Tardif de Petiville, Lair, officiers municipaux de la ville de Caen; Radulph, subdélégué, relative : à la lettre de M. de Fontette signalant aux officiers municipaux de Caen l'inconvénient de n'avoir pas remplacé, dans le pavillon des casernes, les officiers partis en semestre : « Il ne « seroit pas juste que les officiers qui sont restés chez « les bourgeois fussent victimes de cette inattention; « ainsi il ne doit point y avoir de difficulté à leur payer « le logement d'un trimestre, et à les placer, dès le « 1<sup>er</sup> février, dans le dit pavillon » (20 janvier 1762); — à la lettre des maire et échevins demandant à être déchargés de l'Infanterie, et parlant des mesures à prendre pour placer en leur ville quatre escadrons de Cavalerie et de dragons (18 septembre 1762); — à la construction des écuries nécessaires aux chevaux des dits escadrons (30 septembre 1762); — à l'envoi, par M. de Fontette à M. le duc de Choiseul, du plan des casernes et des écuries tel qu'il doit être, autant pour la commodité de la troupe que pour l'embellissement de la ville : « J'espère, écrit-il, que le plan ci-joint de cet « établissement, tant de ce qui est fait que de ce qui « reste à faire, méritera votre approbation; tout con- « court à le rendre un des plus beaux qu'il y aura dans le « royaume : la position de l'emplacement qui est entre « la ville et le faubourg, et entre deux ponts; la beauté « de la vue qui donne sur un cours et sur une prairie « magnifique; la salubrité de l'air qui est parfaitement « dégagé; la proximité des eaux, celle de l'Hôtel-Dieu « et du principal quartier de la ville. Il faudra, Monsieur, « pour l'exécution de ce plan, abattre, dans cette partie, « les murs d'enceinte de la ville jusqu'à la grosse tour « qui pourra servir de prison. Il est certain que l'en- « ceinte dans cet endroit est parfaitement inutile, et il est « visible, d'ailleurs, qu'elle sera bien remplacée par le « bâtiment des écuries. M. le marquis de Brassac, l'in- « génieur des fortifications de la place, les officiers « municipaux, personne, en un mot, ne trouve aucun « inconvénient à ce que cette enceinte soit détruite, et « je suis moi-même si convaincu que vous l'approu- « verez, que j'ai déjà donné ordre d'assembler les « matériaux sans perte de temps, pour que les fonde- « ments puissent être finis avant la gelée, afin qu'il n'y « ait qu'à élever le bâtiment au retour de la belle « saison, et qu'il puisse être fini pour le mois de mai, « comme je l'espère » (16 octobre 1762); — à la de- mande pressante d'une réponse pour continuer les

travaux suspendus jusqu'à ce que M. le duc de Choiseul ait approuvé le plan sus dit ; car, écrit l'Intendant : « les bruits qui s'étoient répandus, il y a trois semaines, « que les négociations pour la paix ne prenoient pas « une tournure favorable, et l'incertitude où je suis si « le projet des écuries est de votre goût, m'ont déter- « miné à faire suspendre l'assemblage des matériaux « qui est déjà commencé, et à laisser les choses dans « l'état où elles sont aujourd'hui jusqu'à ce que « vous ayiez bien voulu m'honorer d'une réponse. » Il ajoute que bien des observations ont été faites contre le projet de la réunion de la cavalerie dans le plat pays, « mesure qui tend à la détruire plutôt qu'à la mettre « sur un meilleur pied, parce que l'officier sera ruiné, « que les chevaux seront plus mal nourris, et qu'il en « résultera encore deux grands inconvénients, celui « d'augmenter la dépense au compte du Roy, et d'aug- « menter aussi le prix des denrées » (8 novembre 1762) ; — à la réponse du duc de Choiseul écrivant : « Il me « semble qu'on ne peut rien faire de mieux, et je « rendray compte au Roy du zèle que porte le ma- « gistrat de la ville de Caen à se prêter à un établisse- « ment utile à son service, et qui doit en même tems « lui être avantageux. Dès que M. de Brassac et « l'ingénieur des fortifications ne trouvent aucun in- « convénient à détruire les murs d'enceinte de la partie « de la ville où l'on doit construire ces casernes, je « souscris volontiers à cette disposition, et je ne puis « trop vous engager à la mettre promptement à « exécution. » Il ajoute qu'il espère pourvoir aux inconvénients de la réunion de la cavalerie en plat pays, et n'y trouver qu'un avantage réel pour la discipline, les exercices, la tranquillité des provinces, et en général pour le bien du service de S. M. (22 novembre) ; — à la transmission de cette lettre aux officiers municipaux, en les pressant de continuer les travaux, de faire dresser un devis estimatif de tous les ouvrages à faire, et de procéder le plus tôt possible à une adjudication dans la forme ordinaire (26 novembre 1762) ; — à l'assurance que donnent les maire et échevins de pousser activement les travaux qu'ils estiment à 70 ou 80,000 livres, pour lesquelles ils espèrent que l'Intendant leur viendra en aide ; « nous « ne vous parlerons point de la misère publique, elle « vous est autant connue que nous l'est à nous même « la bonté de votre cœur » (5 décembre) ; — à l'avis de l'Intendant que le ministre consent à ce qu'il ne rassemble pas plus d'un escadron dans le même lieu, et peut-être que, vu le prix des fourrages, il n'en mettra pas du tout à Caen, de sorte que les casernes n'aient

plus besoin d'écuries, ce qui diminuera les dépenses (13 décembre) ; — aux démarches des prieur et chanoines de l'Hôtel-Dieu pour former opposition à la construction des casernes sur le terrain appartenant aux pauvres, réservé aux deux cimetières de l'hôpital général et de l'Hôtel-Dieu, et choisi par l'Intendant et les officiers municipaux, administrateurs nés de l'Hôtel-Dieu (18 décembre) ; — à la demande d'un arrêt d'évocation au Conseil du Roi devant terminer la contestation qui arrête la construction des casernes nécessaires pour l'établissement du bataillon de recrues (20 décembre) ; — à la réponse du duc de Choiseul ne pensant pas devoir évoquer l'affaire au Conseil pour éviter un retard et une dépense considérable, et proposant, d'après l'avis des maire et échevins, d'employer, à cet établissement des casernes, le collège royal du Mont (23 décembre 1762) ; — à la lettre de l'Intendant qui, après en avoir conféré avec les maire et échevins, déclare que l'établissement des casernes dans le collège du Mont est absolument impraticable dans l'exécution, car la dépense des réparations et augmentations pour le logement de deux bataillons dépasserait de beaucoup celle de l'exécution du premier projet auquel s'en tient sans retour la ville, et qui s'élèvera déjà à 80,000 livres ; l'Intendant propose d'ajouter, au plan primitif d'établissement, des magasins sur une longueur de 400 pieds, pour y déposer les effets de tout genre des milices de terre et des milices garde-côte. « Cependant, ajoute-t-il, « en considérant la quantité des matériaux que doit « fournir la démolition du mur d'enceinte, il est « très-probable que la dépense sera beaucoup moins « forte, surtout si, comme l'on doit l'espérer de « la bonté et de la justice du Roy, S. M. veut bien « y entrer pour quelque chose relativement aux ma- « gasins qui n'ont d'autre destination que celle de « son service. » Le nouveau bâtiment près du corps des casernes doit faire décoration pour la ville, et il est impossible de se procurer cet avantage au collège du Mont ; enfin le pavillon établi contre les casernes, où logent les officiers, serait trop éloigné du dit collège, que l'on ne pourrait obtenir sans le concours du Parlement et de lettres-patentes de concession dont l'enregistrement souffrirait de grandes difficultés au Parlement, l'Université ou les professeurs du collège y formeraient opposition, et, « dans ce cas, il est aisé de « juger que l'exécution du projet seroit fort éloignée, « supposé qu'il n'échouât même pas tout à fait. — « L'opposition que les prieur et chanoines de l'Hôtel- « Dieu ont formée à la construction du nouveau corps « de casernes près de l'ancien, ne doit pas former un

« obstacle, parce qu'elle n'est, dans le vray, que l'ouvrage inconsidéré de l'esprit processif et turbulent du prieur; cependant on ne peut aller en avant qu'elle ne soit levée de façon ou d'autre, il convient d'en ôter la connaissance aux juges royaux par un arrêt d'évocation qui ne l'attribuera, puisqu'il s'agit d'une question purement militaire. » L'Intendant, pour accélérer l'affaire, envoie le projet d'arrêt, rédigé en forme de commandement, pour éviter l'opposition que les chanoines y formeraient afin de gagner du temps; il termine en demandant la translation des cimetières (5 janvier 1763); — à la lettre du duc de Choiseul au sieur Amiel sur son opposition inconsidérée à l'établissement des casernes; le ministre l'engage à envoyer son désistement pur et simple de toute poursuite aux maire et échevins, qu'il lui représente ce qui lui paraîtra convenable et juste pour le déplacement des cimetières (23 janvier 1763); — au désistement par le prieur de ses poursuites (4 février 1763); — à l'ordre donné aux officiers municipaux d'assurer le logement de l'officier général qui commandera dans la ville (2 juin 1763); — au projet d'acquisition, proposé par les maire et échevins, de la maison occupée par M. le duc d'Harcourt pour y fixer à l'avenir les logements des commandants de la province (2 janvier 1765); — à la demande du sieur Chappedelaine, procureur du Roi de la maréchaussée à Caen, du privilège d'un logement sur la ville de Caen ou la Généralité (17 mars 1765); — à la plainte des maire et échevins sur le refus de l'Intendant de leur donner communication de l'arrêt du 19 novembre 1765, en vertu duquel il leur a été ordonné, par un mandement, de répartir sur la ville 6,300 livres pour sa contribution à la dépense du logement des officiers généraux et du casernement des troupes (21 mars 1766); — à la réponse de M. de Fontette priant M. d'Ormesson de proposer à M. de L'Averdy, contrôleur général, de répondre aux maire et échevins : 1<sup>o</sup> que l'Intendant a eu raison de leur refuser la copie de l'arrêt du Conseil, parce que l'imposition n'est pas locale, mais générale, telle que celle de la taille ou de la capitation; 2<sup>o</sup> que le mandement de l'Intendant doit leur suffire, comme aux autres villes et paroisses de la Généralité, pour faire l'assiette de 6,300 livres; 3<sup>o</sup> enfin qu'il serait à propos de leur faire connaître la raison du refus de réponse de l'Intendant, en leur faisant sentir le respect « qu'ils doivent à l'homme du Roi, et que c'est manquer à la subordination que de ne pas suivre l'usage de leurs prédécesseurs » (26 mars 1766); — aux abus par rapport au logement des officiers, qui, logés convenablement

dans les pavillons construits pour eux, ne s'en font pas moins payer leur logement en argent; et à l'envoi d'un projet de lettre au commissaire des guerres pour prévenir les dits abus (2 juin 1766); — à l'approbation, par le duc de Choiseul, des mesures proposées par M. de Fontette (14 juin 1766); — à diverses ordonnances de paiement relatives au logement des officiers (1767); — à l'établissement du logement des officiers aux pavillons à ce destinés, afin qu'il n'y ait aucun officier chez les bourgeois (5 avril 1767); — à la décision ministérielle exemptant les communautés du logement des officiers envoyés pour travailler aux remotes (18 juin 1767); — à la demande, par M. le marquis de Belsunce, de l'établissement d'un manège à Caen où son régiment est en garnison (8 février 1768); — aux extraits du registre des délibérations de l'Hôtel-de-Ville de Caen, relatives aux frais de casernement et logements militaires (3 juin 1768); — aux plaintes des maire et échevins de n'avoir plus l'administration de la régie du casernement (7 juin 1768); — à la plainte des officiers municipaux de la radiation de quelques articles de dépense sur le compte du syndic receveur de la ville pour le casernement de 1766, et à leur demande d'être reçus appelants de l'ordonnance rendue à ce sujet le 7 juin (24 septembre 1768); — à la demande faite à l'Intendant d'indiquer les motifs qui l'ont déterminé à rejeter les dits articles, afin de pouvoir en rendre compte au ministre (29 juillet 1769); — à la réponse de M. de Fontette, écrivant que : « jamais demande n'a été plus indiscrète, ni plus mal entendue dans son objet; avant 1766, chaque communauté, dans mon département, étoit tenue à supporter particulièrement la charge du casernement des troupes et du logement des officiers envoyés en résidence; cette dépense, toujours très-considérable, accablant les communautés, la ville de Caen avoit, pendant la dernière guerre, supporté des impositions de plus de 40,000 livres. » Pour obvier à ce mal, M. de Fontette établit une imposition générale qui devenait nécessairement moins onéreuse (6 août 1769); — à l'ordonnance de M. de Fontette taxant à 6,300 livres, y compris le sol pour livre de taxations, les officiers municipaux de Caen pour leur part contributive de l'imposition levée sur les habitants des villes et bourgs francs, abonnés ou tarifés de la Généralité, sujets au logement des gens de guerre pendant l'année 1771; et leur prescrivant de lever sur les habitants de leur communauté, au marc la livre de la capitation, la dite somme à remettre au receveur des tailles de l'Élection, à peine d'y être contraints le tout, sauf la retenue



à faire sur la dite somme de 4 deniers par livre attribués pour le droit de collecte, le dit Receveur des Tailles la devant remettre de quartier en quartier au receveur général des finances pour acquitter les ordonnances expédiées par l'Intendant (1<sup>er</sup> novembre 1770); — à la proposition faite par M. de Fontette d'employer chaque année 10 ou 12,000 livres, des fonds provenant de l'imposition militaire, à la construction de casernes dans la ville de Caen, et successivement dans les différentes villes de la Généralité (7 novembre 1770); — à la réponse de M. d'Ormesson qui, tout en voyant les avantages qui doivent résulter un jour de l'exécution de ce plan, qui diminuerait les frais de logement, avoue, qu'en jetant les regards sur le tableau de l'imposition ordonnée dans la Généralité de Caen depuis 1757 pour le casernement, il est effrayé de l'accroissement progressif qu'a fait cette imposition, fixée à 13,944 livres en 1757 et à 98,804 livres en 1773; il rappelle à M. de Fontette qu'en 1771 l'imposition du casernement fut fixée à 119,896 livres 3 sols, et réduite à la somme de 80,000 livres. M. d'Ormesson ajoute : « les dépenses ont dû diminuer d'un tiers au moins par le départ des deux régiments de cavalerie, le régiment Royal et le régiment de dragons. Vous aurez au moins 30,000 livres d'excédant, et, si cela est ainsi, la première justice à rendre aux peuples de votre Généralité ce seroit de diminuer l'imposition l'année prochaine de 20,000 ou 25,000 livres, et de faire usage du surplus pour les travaux que vous proposés. » Il termine en lui demandant le devis estimatif des travaux à entreprendre pour l'achèvement des casernes (20 novembre 1772).

C. 2202. (Liasse.) — 91 pièces, papier.

**1775-1778.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Caen. — Correspondance entre MM. le prince de Montbarey, ministre; Esmangart, Intendant de la Généralité; duc du Châtelet, colonel du régiment du Roi; Bonnier de Saint-Cosme, Vardon, commissaires des guerres; Lefebvre, ingénieur en chef des ponts et chaussées; Le Paulmier, subdélégué; le chevalier de Buffon, major du régiment de Lorraine, et les officiers municipaux de la ville de Caen, relative : à la demande du sieur Lemoire, bourgeois de Caen, pour le paiement de la somme de 200 livres pour le loyer d'une année d'un corps de logis situé paroisse de Vaucelles, affermé aux officiers du régiment de Lorraine, sous la garantie de M. de Fontette (13 novembre 1775); — aux diverses demandes du chevalier de Buffon pour le logement d'un

capitaine et d'un lieutenant, tant à Caen qu'à Cherbourg et Valognes, toutes favorablement résolues par l'Intendant à qui le dit chevalier écrit : « Je me fais un devoir de vous remercier aujourd'hui de l'acte de bienfaisance que contient votre lettre, au nom de MM. les officiers du régiment de Lorraine qui y sont intéressés; je sens que je le dois moins à la justice de ma demande qu'au plaisir que vous avez d'obliger. Quand on sçait comme vous, Monsieur, mettre autant de grâces dans ses bienfaits, on court risque d'être importuné souvent, mais on jouy aussi de la reconnaissance bien sincère de ceux à qui on rend service. » En marge, au haut, l'Intendant écrit : « M. G[uiard], je ne me rappelle pas ce que j'ay fait, m'en faire part » (1<sup>er</sup> avril 1776); — à la requête présentée à l'Intendant par la veuve Paillet de Saint-Laurent, afin d'obtenir décharge de l'augmentation de sa contribution aux frais de casernement (12 décembre 1776); — à la demande par M. de Buffon, et plusieurs officiers du régiment de Lorraine, de réparations au pavillon destiné à leur logement (10 février 1778); — au compte rendu des mesures prises pour assurer le logement et l'établissement des troupes dans les casernes et pavillons de la ville (15 février 1778); — à diverses ordonnances de paiement soumises à la signature de M. Esmangart qui écrit sur la chemise qui les enveloppe : « Je n'ay pas signé, parce que j'ay remarqué dans le mémoire vérifié par les officiers municipaux deux articles qui méritent explication »; et à la note du secrétaire de l'Intendant justifiant la réclamation des dits officiers municipaux (16 février); — à la remarque de l'Intendant écrivant au bas de la sus dite note : « Bon pour le premier article; à l'égard du second article, les réparations et fournitures étant faites sur mes ordres et ne pouvant l'être autrement, s'il devoit y avoir un casernier, ce ne seroit pas aux officiers municipaux, mais à moy à le nommer; mais cet employ est absolument inutile, puisque c'est au commis de l'entrepreneur d'avoir soin des effets. Il ne faut pas que les officiers municipaux disent que c'est aux frais de la ville que les casernes ont été bâties, tous ces frais sont payés par mes ordres sur les fonds de l'imposition générale que la Province supporte » (20 février); — à la prière des échevins à l'Intendant de faire partager les quatre bataillons du régiment du Roi (Infanterie) entre Caen et Rouen, disant qu'il n'y a qu'un seul exemple où ils aient logé un régiment de quatre bataillons, c'était celui d'Auvergne pendant la dernière guerre; « Vous sçavés, Monseigneur, que le corps des officiers de ce régiment est composé de gens qualifiés,

« suivis d'un train considérable, que les logements, qui  
 « sont ici, sont mauvais et en petit nombre, et qu'ils  
 « ne leur conviendroient surement pas; d'ailleurs,  
 « la ville n'a jamais logé un régiment de quatre  
 « bataillons pendant la tenue de la foire royale qui  
 « commencera le 4 mai prochain et qui dure 15 jours »  
 (24 mars); — à la demande par les officiers municipaux  
 de la permission de faire usage d'un arsenal du château  
 où sont déposés des affûts, pour y loger, pendant la  
 foire, deux compagnies du régiment du Roi (1<sup>er</sup> avril  
 1778); — à la réponse du sieur Legrand, commissaire  
 des guerres à Besançon, aux questions sur les officiers  
 du régiment du Roi que lui adressait M. Bonnier de  
 Saint-Cosme, son collègue de Caen; il lui écrit: « Au  
 « surplus, le meilleur moyen d'éviter les difficultés,  
 « c'est de leur montrer du zèle et de l'attention, sans  
 « discuter mal à propos; alors vous serez sûr de les  
 « contenter, et vous trouverez du retour chez eux; le  
 « régiment est beau, bien discipliné, il y a beaucoup  
 « d'ordre en toutes choses, et même de l'honnêteté  
 « dans les soldats » (2 avril); — à l'avis donné par le  
 prince de Montbarey que le Roi désirant voir son ré-  
 giment à son passage à St-Denis, l'arrivée des 1<sup>er</sup> et  
 3<sup>e</sup> bataillons n'aura lieu que le 2 mai, et celle des 2<sup>e</sup>  
 et 4<sup>e</sup> le 4 mai; le prince ajoute en P.-S. que, S. M.  
 voulant bien éviter de causer à la ville le préjudice que  
 lui occasionnerait le logement des 4 bataillons pendant  
 la tenue de la foire, il adresse des ordres au maréchal  
 d'Harcourt pour arrêter à Évreux, jusqu'au 20 mai, les  
 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> bataillons qui n'arriveront plus à Caen que le 25  
 (4 avril); — aux vifs remerciements des maire et  
 échevins à M. Esmangart pour leur avoir fait obtenir  
 l'ajournement de l'arrivée des deux sus dits bataillons  
 (6 avril); — à la demande par les maire et échevins d'im-  
 poser le logement des officiers, même à des privilégiés  
 et exempts, sans quoi il y aurait impossibilité absolue  
 de loger tous les officiers; ils terminent ainsi: « Tous  
 « les états semblent désirer que par la suite on puisse  
 « donner à l'officier le logement en argent, et faire une  
 « imposition générale pour cet effet, ainsi qu'il s'est  
 « pratiqué en pareille circonstance » (9 avril); — au  
 tableau indiquant le nom des officiers de tous grades  
 du régiment du Roi avec celui des personnes qui les  
 logent; — à l'envoi par les maire et échevins de Caen  
 de l'assiette du logement pour les officiers du régiment du  
 Roi, avec l'indication de la capitation de ceux qui sont  
 sujets au logement, contenant les noms des bourgeois,  
 le nombre de chambres et de lits, avec les observations:  
 « il y a une femme, « qui est à l'article de la mort »;  
 « propriétaire à déguerpir; trop pauvre; locataire à dé-

« guerpir; locataire tenant de l'évêque; locataire chargé  
 « de quatre enfants et très-pauvre », etc. (4 mai); — à la  
 demande de l'officier, chargé du détail du régiment du  
 Roi, de six à huit chambres garnies à usage d'officiers,  
 et de quinze fournitures bourgeoises dans le lieu appelé  
 la Goublinière, pour y traiter les maladies vénériennes;  
 « vous sçavez, Monseigneur, ajoutent les maire et  
 « échevins, que ces sortes d'objets ne sont point à la  
 « charge du citoyen, mais bien à celle des frais du  
 « cazernement » (15 mai); — aux démarches faites  
 par M. le duc du Châtelet, colonel du régiment du Roi,  
 au sujet de l'établissement et de la subsistance de son  
 régiment (3 juin 1778); — à l'approbation de l'Inten-  
 dant aux représentations que le duc du Châtelet se  
 propose de faire au Directeur général sur l'insuffisance  
 de la quantité de sel fourni au soldat pour sa consom-  
 mation, et sur le prix trop élevé auquel il est fixé dans  
 un pays de gabelle; cette charge est, en effet, une espèce  
 d'imposition à laquelle le soldat se trouve obligé de  
 satisfaire sur sa solde bien modique. L'Intendant promet  
 de certifier au Directeur général « que si les choses  
 « subsistoient dans l'état où elles sont, par rapport au  
 « sel et au bois dont le soldat est obligé de faire usage,  
 « il seroit pour ainsi dire impossible qu'il subsistât à  
 « Caen. Ce qui concerne le bois est du département du  
 « ministre de la guerre, et l'autre objet est du dépar-  
 « tement de la finance » (4 juin); — à la nécessité de  
 faire évacuer les loges de la foire et l'auberge du Louvre  
 pour en faire la remise, le 1<sup>er</sup> juillet, au régiment du  
 Roi (5 juin); — à l'état des meubles proposés à mettre  
 dans la maison du sieur Coespel, par La Garenne,  
 tapissier à Caen, où sont indiqués le nombre de glaces,  
 de chaises, de fauteuils et de lits, la nature des ta-  
 piseries en soie, laine, coton ou papier, etc.; —  
 aux notes sur le logement du régiment du Roi, où  
 sont indiqués les noms des officiers supérieurs; le  
 nombre des capitaines, lieutenants, etc.; les noms des  
 maîtres en géométrie, d'armes et de manège que le Roi  
 entretient à la suite de son régiment; le nombre des  
 salles nécessaires pour l'arithmétique, la géométrie, le  
 dessin des sergents, l'écriture des soldats, une pour  
 l'école de chirurgie, etc. L'auteur de ces notes indique  
 les divers logements des officiers, qui ne seront pas  
 logés aux casernes; « il est bien à souhaiter, écrit-il,  
 « qu'il soit pris des précautions par la police ou l'Hôtel-  
 « de-Ville pour que les bourgeois se prêtent à louer  
 « des logements, et que le prix n'en soit pas excessive-  
 « ment renchéri; le meilleur moyen seroit que la ville  
 « en fit fournir bons ou mauvais à leur arrivée, quitte  
 « à s'accommoder de gré à gré avec les bourgeois, au

« lieu que si, à l'arrivée du régiment du Roy, chacun  
 « est obligé de se loger, pour son argent, comme il le  
 « pourra, la nécessité qui ne connoit pas de loy, et  
 « l'avidité qui ne connoit pas de frein, fera porter le  
 « taux des logements à un prix excessif, auquel il sera  
 « d'autant plus difficile de remédier que les jeunes gens,  
 « qui servent au régiment du Roy, ne connoissent pas le  
 « prix de l'argent, et que l'autorité des chefs ne pourra  
 « pas les contraindre à se contenter d'un logement d'un  
 « prix convenable, parce qu'ils prétexteront qu'ils ne  
 « peuvent en trouver à meilleur marché. » Il demande,  
 en conséquence, que l'Hôtel-de-Ville fasse taxer raison-  
 nablement ces logements à un prix à peu près égal à  
 celui qui était payé avant l'arrivée du dit régiment ; —  
 à la demande de M. de La Pleignière, tenant l'académie  
 de Caen, d'un supplément d'indemnité de 900 livres  
 pour les logements et manège occupés par le régiment  
 du Roi, dont les préparatifs s'élevaient à 4,675 livres,  
 sur lesquelles il n'a reçu que 600 livres (13 août 1778) ;  
 — au remboursement à faire à la caisse du régiment du  
 Roi, par l'extraordinaire des guerres, de la somme de  
 1,663 livres 9 sols 4 deniers pour les journées des soldats,  
 qui ont été traités de la maladie vénérienne dans l'infir-  
 merie particulière du dit régiment (20 septembre 1778) ; —  
 à l'ordre donné aux officiers municipaux de faire jouir  
 les receveurs des tailles de l'exemption du logement des  
 gens de guerre, même en cas de foule (30 septembre) ;  
 — au paiement de la somme de 500 livres, à faire au  
 sieur Tostain, pour le loyer de six mois d'un emplace-  
 ment dit le Petit-Roch, situé rue des Quais, qu'il a cédé  
 pour servir de manège couvert et de salle d'exercice au  
 régiment du Roi (18 octobre 1778).

C. 2203. (Liasse.) — 56 pièces, papier.

**1779-1783.** — Affaires militaires. — Casernement.  
 — Ville de Caen. — Correspondance entre MM. Esman-  
 gart, Intendant de la Généralité ; duc du Châtelet,  
 colonel du régiment du Roi ; Bonnier de Saint-Cosme,  
 Ballias de Lanbarède, commissaires des guerres ; et les  
 officiers municipaux, relative : aux réclamations mal  
 fondées du sieur Maillot, propriétaire de l'auberge du  
 Louvre, demandant à l'Intendant de lui faire payer par  
 les locataires expulsés les loyers échus de sa maison  
 ayant servi de caserne (13 février 1779) ; — à la ré-  
 ponse de l'Intendant déclarant absurde la prétention de  
 considérer les 1,200 livres qu'il lui a avancées comme  
 une simple indemnité, et non moins ridicule la préten-  
 tion de le faire intervenir pour lui faire payer ce que  
 lui doivent ses anciens locataires, « il a la voie ouverte

« pour s'en faire payer, les poursuites qu'il peut diriger  
 « contre eux sont absolument étrangères à mon admi-  
 « nistration et ne me concernent pas » (23 février) ;  
 — à l'indemnité de 2,100 livres à accorder au sieur  
 Hérembert, orfèvre, propriétaire des deux loges de  
 la foire presque entièrement détruites par l'explosion  
 de la poudre qui y avait été mise en dépôt (19 février  
 1779) ; — à la dite transaction est joint le détail estimatif  
 des dégâts ci-dessus ; — à la demande du sieur Delahaye  
 dont la maison, située à l'entrée du champ de foire, a été  
 incendiée et qu'il a fait réparer, que le 1<sup>er</sup> étage, occupé  
 par le second tambour du régiment du Roi, soit mis à sa  
 disposition pour qu'il le puisse habiter avec sa famille  
 ou en tirer bon parti en le louant (4 mars 1779) ; — aux  
 réparations à faire à la pompe adaptée au puits de la  
 place Fontette, afin que les soldats du régiment du  
 Roi, casernés dans le quartier, ne manquent pas d'eau  
 (19 avril 1779) ; — à la demande du sieur Maubant, sous-  
 fermier des messageries à Caen, que les officiers du  
 régiment du Roi ne soient pas autorisés à prendre le  
 grenier de sa maison, située au champ de foire, dont 30  
 appartements sont déjà occupés, ce grenier lui étant  
 indispensable pour les grandes provisions de fourrages  
 que nécessite son état (29 avril 1779) ; — aux états de ce  
 qui manque dans la maison de M. de Montalembert,  
 située rue de l'Oratoire, dont le 1<sup>er</sup> étage est destiné à  
 M. de La Salle, major du régiment du Roi, et le second  
 à M. de Charrette (25 mai 1780) ; — au logement de  
 M. de Noüe, second lieutenant-colonel, dans la maison  
 du sieur de Banville (21 avril 1781) ; — à l'envoi de  
 l'état des lits fournis par le sieur Dupré, en 1783, pour  
 le régiment du Roi, afin d'obtenir le paiement de ce  
 qui lui est dû ; — à l'augmentation de logement pour le  
 régiment du Roi, à cause des recrues (18 janvier  
 1783) ; — à l'état de logement du régiment d'infanterie  
 du Roi présenté à MM. les ducs d'Harcourt et du  
 Châtelet ; — à l'établissement de chambres séparées  
 pour les lieutenants et sous-lieutenants du dit régiment,  
 attendu que tous les officiers qui le composent ont  
 chacun un domestique (6 et 16 avril 1783) ; — à l'extrait  
 des reçus concernant les maisons et fournitures remises  
 par l'état-major lors de son départ (12 mai 1783).

C. 2204. (Liasse.) — 35 pièces, papier.

**1779-1780.** — Affaires militaires. — Casernement. —  
 Ville de Caen. — Correspondance entre MM. le prince de  
 Montbarey, de Ségur, ministres ; Esmanhart, Intendant  
 de la Généralité ; duc du Châtelet, colonel du régiment  
 du Roi ; le comte de Blangy ; les officiers municipaux ;



Ballias de Laubarède, commissaire des guerres ; et Le Paulmier, subdélégué, relative : à l'état de la partie du régiment du Roi logée au champ de foire, en 1779 ; indiquant huit compagnies, donnant un contingent de 913 hommes, plus des logements particuliers pour 8 officiers de grenadiers ou porte-drapeaux, 1 aide-chirurgien-major, 1 maître de mathématiques, 1 maître d'armes, 1 maître de musique, 1 brodeur, 50 gens mariés de différents états, etc. ; — à l'ordre adressé aux syndics d'Aunay, Creully, Troarn et Villers, pour assurer le logement aux deux bataillons du régiment du Roi, qui seront évacués de Caen, pendant la durée de la foire (1<sup>er</sup> mars 1779) ; — à la demande des officiers municipaux d'avancer le départ et de différer le retour des dites troupes dans les loges de la foire, dans l'intérêt du commerce (5 mars 1779) ; — à l'envoi de l'état des gens mariés du régiment du Roi, logés au champ de foire, afin de leur assigner un nouveau logement (22 mars 1779) ; — aux fournitures bourgeoises qui doivent être placées soit au « Louvre », soit dans les maisons du quartier St-Sauveur, pour être employées au casernement (28 mars 1779) ; — à l'insistance la plus pressante des officiers municipaux pour obtenir : 1<sup>o</sup> l'évacuation des loges de la foire, et 2<sup>o</sup> l'installation de la compagnie qui doit être placée à la Goublinière, au territoire de Ste-Paix, pendant la durée de la foire (27 mars) ; — à la demande expresse de l'Intendant aux officiers municipaux de mettre à la disposition des officiers du régiment du Roi la salle de la Redoute pour servir provisoirement de dépôt pour les effets qui appartiennent à chacun d'eux (9 août) ; — à l'avis donné par l'Intendant à M. le duc du Châtelet que tout est prêt pour l'installation du régiment du Roi ; « il n'y a point d'inquiétude à avoir « relativement aux maisons occupées dans la foire par « le régiment de la Reine-Infanterie, les bourgeois « n'ont donné de fournitures qu'aux soldats sains et « jouissant d'une bonne santé ; les convalescents, les « suspects et les galeux ont été partagés en 3 classes « avant leur arrivée dans la ville, et ils ont été conduits « ou à l'hôpital, ou dans la maison de la Belleville « située dans l'enceinte de la foire, et ceux qui avoient « la galle ont eu des lits particuliers, uniquement « consacrés pour le traitement de cette maladie. Il a été « convenu qu'il seroit assigné des logements chés le « bourgeois pour trois jours à Messieurs les officiers, « afin qu'ils aient le tems de prendre leurs mesures « pour se placer convenablement, et l'on veillera à ce « qu'ils ne soient point rançonnés par leurs hôtes » (7 novembre 1779) ; — à l'avis donné au subdélégué du départ de Caen de deux bataillons du dit régiment,

afin de laisser le champ de la foire libre au commerce pendant sa tenue, pour qu'il prépare l'assiette du logement ; les 4 compagnies placées à La Délivrande occuperont le Séminaire, où les syndics de Douvres et des communautés voisines devront faire porter les fournitures, à l'exception de Luc, à raison de la maladie qui y règne (11 mars 1780) ; — à l'avis donné à M. de La Motte, fournisseur de l'armée, du dit départ de 777 hommes, qui cesseront, le jour même, 20 mars, de recevoir leur pain de munition, afin d'en aviser le garde magasin qui règlera sa manutention sur cette réduction (12 mars) ; — au même avis à M. Huault, chargé du transport des effets des compagnies et de la conduite des officiers, avec l'indication des lieux de leur destination (13 mars) ; — au cantonnement de 4 compagnies de 75 hommes à La Délivrande et Oyestreham, et de 3 compagnies à Troarn, Allemagne, Bretteville et Cheux (20 mars) ; — au retour à Caen des bataillons détachés, fixé d'abord au 24 avril, puis, sur la réclamation de la ville, au 1<sup>er</sup> mai, pour donner le temps de faire évacuer les logettes de la foire des marchandises qui les encombre (14 et 22 avril 1780).

C. 2205. (Liasse.) — 54 pièces, papier.

**1781-1784.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Caen. — Correspondance entre MM. le maréchal de Ségur, ministre ; le comte de Blangy ; Esmangart, Intendant de la Généralité ; le duc du Châtelet ; de La Laurencie ; de Laubarède, commissaire des guerres ; Le Paulmier, subdélégué ; Guiard, secrétaire de l'Intendance ; les maire et échevins de Caen ; de La Motte et Moreau, fournisseurs de l'armée, relative : à l'évacuation de la foire pendant sa tenue, afin que les forains puissent déposer leurs marchandises dans les magasins du champ de foire pour jouir des franchises et exemption de droits y attachés (17 mars 1781) ; — à l'avis, transmis par M. Guiard à M. Le Paulmier, d'avoir à préparer l'assiette du logement de 9 compagnies du régiment du Roi, qui quitteront la foire, le 12 avril, pour être détachées, comme l'année précédente, à Bretteville, à Cheux, à La Délivrande et à Troarn, où les syndics des communautés voisines devront faire à l'avance toutes les dispositions pour que les fournitures soient réparties de la manière la plus équitable et la moins onéreuse aux contribuables (23 mars) ; — au mémoire du sieur Lamy, de Bretteville, présentant quelques observations à l'Intendant sur l'espèce de calamité que les habitants de Bretteville ont éprouvée, lors de la répartition arbitraire, par le syndic, des mai-

sons pour le logement des troupes venant de la foire de Caen, se voyant obligés de déloger leurs meubles pour y placer ceux que l'on apporte pour les soldats. Il conclut en priant l'Intendant de faire peser la charge alternativement sur tous les contribuables des paroisses voisines, qui, « par leur position plus rassemblée, rempliroient mieux l'objet des officiers commandants, dont le principal désir est d'avoir, « autant que possible, dans le voisinage de leur logement, tous les individus qui composent leurs compagnies » (12 mars); — à l'envoi de l'état des gens mariés, attachés à la première division du régiment du Roi, logés au champ de foire, et auxquels les officiers municipaux doivent assigner d'autres logements pendant la durée de la dite foire (27 mars); — à l'avis donné à M. de La Motte, que 9 compagnies, dont l'effectif est de 738 hommes, du dit régiment, devant partir le 12 avril, cesseront de recevoir le pain de munition et subsisteront dans leurs nouveaux quartiers, au moyen de leur solde et de la plus-value qui leur sera accordée par l'Intendant (31 mars); — à l'envoi par M. de La Laurencie de l'état des voitures, chevaux de trait et de selle, nécessaires au départ des compagnies, afin que l'entrepreneur, M. Moreau, dispose tout pour le 12 avril (7 avril); — à l'avis donné au dit entrepreneur, de prendre les mêmes dispositions pour ramener à Caen les troupes réparties à Bretteville, à Cheux et à La Délivrande (10 mai); — au même avis donné à M. de La Sandraye, pour assurer la subsistance des 9 compagnies rentrant le 20 mai dans leurs quartiers du champ de foire (10 mai); — à la supplique adressée à l'Intendant par le sieur Robert Gaugain, entrepreneur des Ponts et Chaussées, pour que les deux logettes, qu'il possède au champ de foire, ne soient pas prises par le régiment du Roi, avant que ce dernier n'y ait fait les réparations des dégâts faits par les soldats, qui les ont occupées (10 mai); — à l'ordre donné au dit sieur Gaugain de remettre la clef des dites logettes (17 mai); — à la recommandation, faite par l'Intendant à son subdélégué, M. Le Paulmier, d'avoir à changer le syndic de Troarn, incapable de remplir ses fonctions, à raison de son peu d'intelligence et de son penchant à l'ivrognerie, et aussi d'avoir à réprimer les abus du trafic des fripiers, qui louent, à raison de 10 et 11 livres par mois, aux paroisses chargées du logement militaire, des lits que les officiers municipaux de Caen ne paient que 4 livres; enfin, de dispenser de la contribution de logements militaires les propriétaires de chevaux commandés pour la conduite des effets militaires (23 juin 1781); — à la recommandation faite aux officiers municipaux de

laisser le champ de foire absolument libre, et de faire déloger, durant la tenue de la dite foire, le sieur Fossey, maître de mathématiques du régiment du Roi, afin de laisser aux gardes jurés et à l'inspecteur du commerce la libre disposition de la maison, servant au bureau des merciers, ou de procurer aux dits gardes jurés un autre emplacement, ce qui permettrait au sieur Fossey de ne pas déménager ses meubles. L'Intendant ajoute : « M. du Châtelet a établi, lors de son dernier séjour à Caen, deux petites écoles dans lesquelles les enfants de l'un et de l'autre sexe, qui appartiennent aux bas officiers et soldats de son régiment, reçoivent une instruction journalière, c'est dans l'enceinte de la foire que cet établissement a été formé. Il seroit à désirer que, pendant sa tenue, vous voulussiez bien procurer au régiment un autre emplacement dans lequel cette jeunesse seroit contenue, et où elle pourroit continuer de recevoir les leçons dont elle a besoin » (8 mars 1782); — au projet proposé et organisé par M. de Lanbarède pour le nouveau casernement du régiment du Roi pendant la durée de la foire; les compagnies qui occupaient les logettes ne seront plus réparties dans les localités environnantes, telles que Bretteville-l'Orgueilleuse, Cheux et Troarn, mais tenues sous les drapeaux et logées dans les faubourgs de l'Abbé, de Vaucelles et le quartier St-Sauveur, à proximité des casernes, au plus grand avantage de tous, tant pour les habitants de la campagne que pour ceux de la ville, en les dispensant d'un logement toujours désagréable, et pour les soldats eux-mêmes qui auront plus de bien-être; « en sorte qu'il résultera de cet arrangement une économie pour le Roy, soit de frais de transport des équipages, de la plus-value sur la fourniture du pain, indépendamment de la conservation des effets d'habillement et d'équipement, qui souffrent beaucoup dans ces sortes de déplacements, ainsi que du maintien du bon ordre lorsque la troupe est réunie sous les yeux des mêmes chefs, outre qu'on prévient les maladies que les soldats contractent en habitant des maisons dans des villages dont la situation est malsaine. Il est de plus à observer que ces huit compagnies, dans le tems de la foire, deviennent nécessaires dans la ville, pour éviter que les autres soient moins fatiguées pour le service qui se trouve alors plus multiplié » (11 au 25 mars 1782); — à l'approbation que donne à ce projet M. Esmangart, qui, tout en félicitant le commissaire des guerres de son zèle à loger dans la ville des compagnies qui, chaque année, la quittaient durant la foire, lui fait toutefois observer qu'avant de parler de ce

projet aux officiers supérieurs du régiment et à l'officier général qui commande à Caen, il eût dû le prévenir et savoir ce qu'il en pensait lui-même. « Il est d'ailleurs « peu convenable qu'un commissaire des guerres se « fasse fête, auprès des troupes, d'arrangements, sans « savoir s'ils peuvent convenir au gouverneur et à « l'administration de la province ; en un mot tout cela « doit se traiter en secret entre M. le duc d'Harcourt, « vous et moi, et aujourd'hui c'est chose rendue pu- « blique sans que nous en ayons seulement entendu « parler. Il ne faut pas aller si vite dans les affaires de « cette espèce, et il faut que tout soit concerté préalable- « ment et dans le cabinet avec les personnes dont vous « deviez exécuter les ordres, sans mettre le public dans « la confiance du projet que vous devés soumettre à « leur décision » (15 mars); — à l'état des emplacements que le régiment du Roi peut occuper pendant la foire au Bourg-l'Abbé, à Vaucelles et au quartier St-Sauveur, avec le nom des propriétaires, le nombre des chambres, celui des lits, et les observations du commissaire des guerres, parmi lesquelles on lit : « Il n'y aura aucune « communication dans les cours et maisons des Béné- « dictins, ce bâtiment en étant entièrement séparé.... ; « le prieur des Jacobins a offert, d'une manière la plus « honnête, un emplacement de 20 lits, n'ayant aucune « communication avec les bâtiments occupés par les « religieux » (mars 1782); — à la lettre de M. de Laubarède rendant compte à l'Intendant de l'opération du logement qui « n'a jamais été fait avec plus d'ordre et « de tranquillité, et sans qu'il y ait eu la moindre « plainte ny qu'il puisse en résulter aucun engorge- « ment dans la ville » (2 avril 1782); — aux lettres échangées entre l'Intendant, le comte de Blangy, le commissaire des guerres, les officiers municipaux, relativement au logement des compagnies du régiment du Roi pendant la foire, qui occuperont, comme l'année précédente, les quartiers du Bourg-l'Abbé, de Vaucelles et de St-Sauveur, et le château (14-30 mars 1783); — aux dispositions à prendre pour préparer l'assiette des logements de deux bataillons en prenant Argences pour centre, et en y assujétissant les paroisses de Moul, Canteloup, Croissanville et le hameau de Pedouze d'Airan; mais Croissanville étant trop éloignée, et le hameau de Pedouze d'Airan dépendant de l'Élection de Falaise, de la Généralité d'Alençon, l'Intendant ne voit que la paroisse de Canteloup qui puisse être comprise dans l'assiette du logement (6 avril 1783); — aux précautions à prendre pour le passage dans la Généralité du régiment du Roi et son départ de Caen, soit pour le transport de ses équipages et les chevaux de

selle; et à la constatation des ressources soit pour la station de Caen, soit pour celles d'Argences et de Moul (6 avril 1783); — à l'avis de M. de Feydeau de Brou aux officiers municipaux de Caen de faire vérifier, par l'expert qui a la confiance de la commune, les états des frais de casernement (5 février 1784).

C. 2206. (Liasse.) — 28 pièces, papier.

**1779-1784.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Caen. — Exemptions et réclamations. — Requêtes adressées à l'Intendant : par le sieur Tostain, pour obtenir le paiement des six mois de loyer échu d'un bâtiment nommé vulgairement le Petit-Roch, et servant de manège au régiment du Roi (10 décembre 1779); — par Élisabeth Menard, veuve de Jacques Duprey, réclamant le loyer du Petit-Roch, situé paroisse St-Pierre (22 décembre 1779); — par Pierre de La Salle, receveur des Aides du département du bourg de La Délivrande, locataire de M. de La Pommeraye, qui expose que le syndic de La Délivrande et deux officiers du régiment du Roi avaient marqué, pour en prendre possession, la seule chambre qu'il possède et dans laquelle il y a deux grandes armoires, l'une lui servant à serrer les meubles de son ménage, et l'autre à serrer les registres, servant à l'exploitation du droit du Roi et l'argent qu'il reçoit journellement. Il évoque l'article 14 de l'ordonnance de l'Intendant, du 6 mars 1756, qui veut qu'en cas de foule et de presse le logement soit fait chez les exempts et non exempts, à l'exception de ceux qui ont le maniement des deniers royaux, qui ne logeront en aucun cas (18 mars 1780); — certificat des maire et échevins constatant qu'il est dû au sieur Tostain, propriétaire du Petit-Roch, la somme de 500 livres pour six mois de loyer de cet emplacement servant à l'équitation du régiment du Roi, échus du 15 avril (23 mai 1780); — requête du sieur Jean Guillot, réclamant l'exemption du logement des gens de guerre, en vertu de son brevet de conservateur de toutes les commanderies territoriales des ordres de Monsieur, frère du Roi, militaires et hospitalières de N.-D. du Mont-Carmel et de St-Lazare de Jérusalem, dans la province de Basse-Normandie (30 juillet 1780); — réponse négative des officiers municipaux de Caen, qui affirment que Monsieur, en accordant au dit sieur Guillot les honneurs, dignités, prééminences, franchises et libertés dont jouissent les officiers de ses ordres, n'a nullement spécifié l'exemption de logement de casernement des troupes, guet et garde, ustensiles et corvées, et autres impôts qui doivent être supportés par de riches bour-



geois comme le sieur Guillot, « ce qui, ajoutent-ils, « seroit d'un dangereux exemple, puisqu'on est informé « que plusieurs riches habitants attendent une décision « favorable pour demander au Prince son agrément « pour quelques places de cette nature » (1<sup>er</sup> septembre 1780); — au renvoi de la supplique du sieur Guillot et de l'avis des officiers municipaux au subdélégué pour les examiner l'une et l'autre, afin de fixer l'Intendant sur les égards dont la dite réclamation peut être susceptible (14 février 1781); — à la requête adressée à l'Intendant par les Recteur, doyens, docteurs et professeurs de l'Université de Caen, par laquelle ils remontrent qu'ils ont cédé gratuitement différents logements dépendant du collège du Mont, et principalement l'église des ci-devant soi-disant Jésuites, pour servir de magasins à blé et autres fournitures, et que les transports de denrées par voitures et le dépôt qui a été fait dans les cours de chariots et d'artillerie, ainsi que des bois dont on a construit des signaux pour être placés sur les côtes, ont occasionné différents dommages à l'église et aux portes d'entrée, pourquoi ils demandent une indemnité relative, ou d'envoyer des ouvriers pour faire les réparations nécessaires (15 octobre 1781); — à la dite requête est joint le devis des dégâts sus dits (3 juin 1781); — au renvoi des dites pièces au subdélégué pour vérifier l'exposé de la requête, et en rendre compte à l'Intendant (17 octobre 1781); — aux requêtes adressées à l'Intendant par Jean Fleury, garde général, collecteur et receveur des amendes, restitutions et confiscations de la maîtrise des Eaux et Forêts de Caen, et par Louis Le Roy-Desmazures, cavalier archer, garde de la compagnie de la prévôté générale des monnaies, afin d'être exempts, en vertu de l'ordonnance de 1768 et d'un arrêt du Conseil du 21 septembre 1745, du logement des gens de guerre (21 mars 1783); — à la requête adressée à l'Intendant par le sieur Maillot, tenant l'auberge du « Louvre », grande rue et paroisse St-Michel de Vaucelles, afin d'obtenir une indemnité pour les dégradations commises à sa maison pendant le séjour de la compagnie de grenadiers du régiment du Roi, qui y a été casernée depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1778 jusqu'au 16 mai 1783, moyennant un loyer de 1,200 livres par an (11 juillet 1783); — à l'avis du subdélégué auquel il « paroît juste d'indemniser le dit sieur Maillot qui « n'a point trouvé à louer son auberge, attendu qu'elle « est entièrement déchalandée » (23 octobre 1783); — à la note autographe de M. Esmangart qui écrit en marge de l'exposé de la demande rédigé par le secrétaire de l'Intendance : « le sieur Maillot a été exactement payé « du loyer de sa maison. Néant sur la demande »

(15 novembre 1783); — à la nouvelle supplique du dit Maillot (6 avril 1784); — à l'avis des officiers municipaux proposant une indemnité de 300 livres (3 mai 1784); — en marge de la sus dite supplique M. de Brou écrit : « expédier une ordonnance de 300 livres sur les fonds « de casernement, conformément à l'avis des officiers « municipaux » (5 mai 1784); — et au-dessous : « l'ordonnance a été expédiée le 10 mai 1784. »

C. 2207. (Liasse.) — 25 pièces, papier.

**1789-1790.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Caen. — Correspondance entre MM. Le Cordier de Launay, Intendant; les Procureurs-syndics provinciaux; de Montcarville, commissaire ordonnateur des guerres; les officiers municipaux et les membres du bureau intermédiaire de la ville de Caen, relative : aux observations de M. de Montcarville sur les pièces et états des dépenses de casernement dans la ville de Caen pendant les trois premiers mois de 1789; — aux ordres les plus prompts à donner au sujet de la réclamation du commandant du régiment de Bourbon, concernant la maison appartenant au sieur Duval-Collet, servant de caserne aux grenadiers du dit régiment (10 avril 1789); — aux ordres donnés de pourvoir au casernement du régiment d'Angoulême, devant arriver à Caen le 16 mai pour y séjourner jusqu'à nouvel ordre (1<sup>er</sup> mai 1789); — à la demande d'un état détaillé de renseignements sur les dépenses militaires dont la ville de Caen est particulièrement chargée pour l'établissement des troupes de S. M. (2 mai 1789); — à l'avis donné par les officiers municipaux de la ville de Caen que, l'Intendant leur ayant demandé de pourvoir au casernement du régiment d'Angoulême, ils ne peuvent le faire, vu que les lits sont presque tous occupés par les troupes qui sont en garnison; qu'il deviendra nécessaire de faire fournir les lits par les bourgeois, ou de s'adresser à la Commission Intermédiaire pour obtenir que les prix des loyers soient pris sur les fonds de casernement, dans lequel cas ils feraient bannir cette fourniture au rabais (2 mai 1789); — à la réception d'un état détaillé de renseignements sur les dépenses militaires dont la ville est particulièrement chargée pour l'établissement des troupes de S. M. (31 mai 1789); — à la remise d'un état de dépenses pour les logement et casernement des troupes, montant à la somme de 2,828 livres 11 sols 3 deniers, arrêté par les officiers municipaux de la ville de Caen, auquel sont jointes les différentes quittances qui l'accompagnaient (1<sup>er</sup> juillet 1789); — à la communication de

l'état des dépenses de casernement des troupes montant à 2,828 livres 11 sols 3 deniers, qui a été remis par les officiers municipaux de la ville de Caen (17 août 1789); — à la remise de deux états des sommes dûes au sieur Bures, aubergiste à l'enseigne St-Michel, faubourg de Vaucelles, pour loyer de chambres, écuries et magasins fournis aux détachements du régiment Commissaire-Général-Cavalerie, et à différentes personnes pour l'établissement des lits destinés à la compagnie de chasseurs du régiment de la Reine, avec prière de rendre les ordonnances en faveur de ces particuliers (3 novembre 1789); — à l'envoi, par M. de Surville, prévôt général de maréchaussée, de l'état de ce qui lui revient ainsi qu'à ses officiers pour leur logement (7 décembre 1789); — au renvoi de l'état des dépenses de casernement des troupes pendant le quartier de janvier 1789, montant à 2,828 livres 11 sols 3 deniers, et de la copie des observations faites par M. de Montearville, commissaire ordonnateur des guerres, sur le dit état, avec prière d'y faire les réductions dont il est susceptible (22 janvier 1790); — à la remise des états et mémoires de dépenses de casernement pendant l'année 1789 (janvier et février 1790); — à l'envoi de dix-sept mandats pour le montant des états de dépenses de casernement pour les quartiers d'avril et juillet 1789, afin de les faire parvenir aux parties intéressées (13 février 1790); — à l'avis donné de la réception des dits mandats (4 mars 1790).

C. 2208. (Liasse.) — 29 pièces, papier, 1 plan.

**1773-1784.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Caen. — Devis de la maçonnerie, charpente, couverture, menuiserie, serrurerie, vitrage et peinture d'un bâtiment à construire sur la place Fontette, pour servir de magasin et de salle d'armes au régiment provincial et aux garde-côtes de la Généralité (1773); — détail des prix de différentes espèces d'ouvrages pour le pavillon, les magasins et la salle d'armes proposés à faire sur la place Fontette contre la rue St-Benoît, suivant qu'il est expliqué par le devis (1773); — toisé des ouvrages de maçonnerie, etc. (suivant les us et coutume de Paris), faits au bâtiment destiné à servir de magasin, pavillon, etc., place Fontette (1776); — détail estimatif des travaux à faire au dit bâtiment pour le rendre propre à un corps de casernes capable de loger 200 hommes (1776); — état de situation, au 1<sup>er</sup> novembre 1776, des ouvrages et dépenses faites par le sieur Boisard pour la construction d'un bâtiment sur la place Fontette, conformément à l'adjudication obtenue

par cet entrepreneur, le 1<sup>er</sup> juillet 1773, pour la somme de 52,568 livres 8 sols 8 deniers, fait et arrêté par le sieur Lefebvre, ingénieur en chef des ponts et chaussées; — état des paiements faits à M. Le Rat, entrepreneur, à-compte de son adjudication pour la construction du pavillon, des magasins et salle d'armes destinés à la conservation des effets du régiment provincial de Caen (3 décembre 1775); — observations sur les honoraires et frais de conduite pour projets, direction, toisé, réception et frais d'adjudication du pavillon de la place Fontette (11 décembre 1776); — divers certificats de l'avancement des dits travaux pour faire payer l'entrepreneur (1776-1777); — état de situation, au 23 août 1777, des ouvrages et dépenses faites par Jean Boisard pour la construction d'un pavillon et bâtiment joignant sur la place Fontette, en retour sur la rue St-Benoît; les dits bâtiments, affectés d'abord au dépôt des armes, habits et ustensiles du régiment provincial et des garde-côtes de la Généralité de Caen, et depuis destinés à caserner 200 soldats; — détail des barreaux de fer placés aux croisées des casernes, signé de l'ingénieur en chef (26 décembre 1777); — devis du bâtiment destiné au magasinement des effets, s'élevant à 52,348 livres 8 sols 8 deniers, puis, après la suppression des régiments provinciaux, affecté au casernement des troupes; le devis s'est élevé alors à 58,000 livres (8 janvier 1778); — état des bâtiments destinés au logement des troupes de garnison à Caen, avec le nombre de lits que chaque chambre peut contenir sur 3 pieds 1/2 et 4 pieds 1/2 de largeur, tant aux casernes de la ville qu'à celles du château, ainsi que le nombre de chevaux que l'on peut mettre à 3 pieds d'intervalle au rez-de-chaussée de ces premiers, et qui servent de logement à l'infanterie lorsqu'il n'y a pas de cavalerie (1778); — arrêt du Conseil d'État ordonnant que, conformément aux plans dressés par le sieur Couture, il sera procédé à la construction du nouveau corps de casernes destiné à l'établissement du régiment d'infanterie de S. M. (15 juin 1784).

C. 2209. (Liasse.) — 27 plans, papier.

**1784-1789.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Caen. — Plans dressés par l'ingénieur Couture : des fondations de la partie de caserne en prolongement de l'ancienne (24 août 1784); — du grillage en charpente devant recevoir la fondation de la partie de bâtiment des nouvelles casernes en prolongement de l'ancienne (24 août 1784); — de fondation de deux corps de bâtiments faisant partie des nouvelles casernes

à construire sur le terrain dépendant du jardin de l'hôpital (5 mars 1785); — d'élévation du bâtiment séparant les deux cours, et coupe du corps de bâtiment simple (9 mars 1785); — d'élévation, sur la longueur, des corps de bâtiments dans les arrière-cours, et coupes du bâtiment qui les sépare (9 mars 1785); — de distribution du rez-de-chaussée, des premier et deuxième étages des casernes (24 avril 1785); — de coupe d'un des grands corps des casernes (9 juin 1785); — d'élévation partielle d'une des ailes des casernes (9 juin 1785); — de la coupe et élévation du mur de clôture qui doit être construit sur le terrain retranché du jardin de l'hôpital Saint-Louis, dans la longueur d'environ 58 toises sur 24 pieds environ, compris la fondation et le chapron (5 mai 1787); — plan et coupe du mur de quai à construire à l'angle du pavillon de la nouvelle caserne et dans la direction de la rivière d'Orne, sur une longueur d'environ 25 toises où le batardeau est établi (5 mai); — plan et élévation du dit mur (5 mai).

C. 2210. (Liasse.) — 11 cahiers, 110 feuillets et 2 pièces, papier.

**1785.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Caen. — Devis conditionnel des ouvrages de maçonnerie, charpenterie, couverture, plomberie, menuiserie, serrurerie, peinture, vitrerie et autres, à faire pour la construction de deux corps de bâtiments faisant partie des nouvelles casernes à établir dans la ville de Caen, fait et dressé par le sieur Couture, architecte du Roi (5 mars); — détail estimatif des deux corps de bâtiments des nouvelles casernes sur une partie du terrain formant le jardin des dames de l'hôpital, s'élevant à la somme de 366.822 livres 17 sols 8 deniers, dressé par le sieur Couture, architecte du Roi et de son Académie royale d'architecture, (5 mars); — double exemplaire vu et paraphé par M. de Feydeau de Brou, Intendant de la Généralité (5 mars); — état (en blanc), et soumission des prix de différentes natures d'ouvrages qui résulteront des constructions à faire, énoncées au devis conditionnel des nouvelles casernes de Caen (5 Mars); — double exemplaire avec le prix dressé par l'architecte du Roi (5 mars); — devis conditionnel d'un corps de bâtiment faisant partie d'une des grandes ailes, côté de la rivière et sur le cours, dressé par l'architecte du Roi (26 avril); — extrait des ouvrages de différente nature qui résulteront des constructions à faire en prolongement des anciennes casernes, avec les prix dont le total s'élève à 282,668 livres 9 sols 11 deniers, dressé par l'architecte du Roi (5 Mai); — procès-verbal de l'adjudication au rabais des ouvrages à faire pour la

construction d'un bâtiment en prolongement des casernes de la ville de Caen, détaillés dans le devis dressé le 16 avril par le sieur Couture, architecte du Roi, faite par M. le comte de Fautoas, mestre de camp de cavalerie, lieutenant du Roi pour S. M. au Bailliage du Cotentin, 1<sup>er</sup> échevin noble de l'hôtel de ville de Caen, adjugée au sieur Augustin Chemin, entrepreneur, sous le cautionnement des sieurs Jacques Chemin et Lemonnier, associés à raison de l'entreprise des dits ouvrages, moyennant la somme de 257,000 livres (9 juin); — observations du sieur Lefebvre, ingénieur en chef des ponts et chaussées, ports maritimes et autres ouvrages publics de la Généralité de Caen, sur l'alignement du nouveau corps de casernes à construire le long de la rivière d'Orne, à la gauche et en amont du pont de Vauelles (17 juillet); — lettre de M. Lefebvre, ingénieur en chef, proposant à M. Couture, architecte, de reporter le corps du bâtiment des casernes en construction, seulement de 12 pieds vers l'hôpital général, sans rien changer d'ailleurs à son plan d'ensemble, afin de l'accorder avec l'alignement des canaux et quais qui doivent régner le long d'iceux, et par ce moyen de conserver celui que M. Lefebvre a projeté pour servir en dehors et le long des casernes à la communication du port avec le cours, « ce qui, ajoute-t-il, me paroît « important pour l'agrément des citoyens et la régularité des abords du pont de Vauelles; lors de la « construction, ce quai de communication peut en effet « s'accorder avec votre projet, sans y nuire en aucune « manière » (17 juillet); — réponse de M. Couture qui dans son projet primitif avait fait, comme le désire M. Lefebvre, un quai régnaant le long du corps des casernes et de la rivière, pensant avoir eu une idée qui, en intéressant la décoration et les abords de la ville et de la promenade, isolerait le quartier; mais le duc du Châtelet l'engagea, pour placer convenablement les latrines, à faire le sacrifice de ce quai passage, et d'en faire un terrain de supplément à la cour des casernes... qui les séparerait des communications et conversations avec les passants; et qu'enfin il avait en en vue l'opposition formée par les administrateurs de l'Hôpital et le peu de facilité, dans ce cas, pour obtenir 12 pieds de plus sur le jardin de cette maison, « ou avec quelles indemnités énormes on y « parviendroit; l'avantage seroit plus grand de réserver « ces sommes là pour indemnités des terrains au bord « de la rivière du côté de Vauelles, et de laisser « l'Hôpital avec son jardin... nous causerons de tous « ces objets pour le plus grand bien et avantage de « toutes choses » (23 juillet).



C. 2211. (Liasse.) — 1 cahier, 8 feuillets et 9 pièces, papier.

**1786-1787.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Caen. — Correspondance entre MM. Blondel, Intendant des finances; Cordier de Launay, Intendant de la Généralité; Lefebvre, ingénieur en chef des ponts et chaussées, et les députés composant la Commission Intermédiaire, relative : à la lettre de M. de Calonne, contrôleur général, à M. Feydeau de Brou pour activer les travaux des casernes dont le Roi désire la prompte exécution, et lui rappelant que, par sa lettre du 22 août 1785, il avait réglé le traitement du sieur Couture, chargé de la direction de ces ouvrages, et porté à 8,000 livres, jugeant qu'il était plus convenable de lui donner des honoraires fixes que de les proportionner à la dépense; fixant ses frais de bureau, appointements d'inspecteurs et dessinateurs à 4,000 livres par an; et le priant enfin de lui faire expédier deux ordonnances de 8,000 livres pour ses honoraires et de 4,000 livres pour frais de bureau (8 mars 1786); — au procès-verbal du sieur Couture, architecte du Roi, chargé de la conduite des travaux des nouvelles casernes, indiquant que l'adjudicataire ne se conforme pas aux clauses et conditions du devis pour l'exécution des ouvrages; à ce procès-verbal est joint une note anonyme portant : « ce procès-verbal contre les mal façons dans les ouvrages faits par l'adjudicataire des casernes, fait connaître l'inconvénient des adjudications abandonnées au hasard des rabais, sans le choix des entrepreneurs, et justifie les frais de dépenses des inspecteurs pour suivre et surveiller ceux qui ont intérêt de mal remplir les conditions de leur entreprise » (4 mai 1786); — devis estimatif des ouvrages de maçonnerie et charpente à faire pour la construction d'environ 26 toises courantes de mur de quai faisant partie des murs qui doivent former la cour des nouvelles casernes (22 juin 1787); — détail estimatif d'une toise courante des murs de quai à construire pour former la cour des casernes de Caen, — au dit état est joint cet avis : « état estimatif qui ne doit point être communiqué » (30 juin 1787); — double exemplaire du dit état; — tableau général du montant des ouvrages faits par l'adjudicataire, d'après la vérification contradictoire de novembre 1787, et des sommes qui lui ont été payées à compte du prix total de son adjudication, suivant les toisés et états de situation dressés par l'architecte pour s'assurer de la proportion des dits à-comptes avec la dépense vraie de l'entrepreneur (novembre 1787); — copie du mémoire sur l'objet de la construction des

nouvelles casernes dont l'original a été remis à M. de Launay, Intendant, par le sieur Couture, chargé, en août 1783, de donner les plans et devis des casernes du quartier royal de Nancy, devant servir de modèle aux nouveaux bâtiments. Il y est dit que « le quartier royal de Nancy, bâti par les ordres du feu roi de Pologne, occupe un terrain de onze arpents, infiniment plus grand que celui qu'il étoit possible de destiner à Caen au même établissement; mais au moyen de la réunion à celui des casernes actuelles, du terrain d'un ancien cimetière, et d'une portion d'un autre prise sur le bout du jardin de l'Hôpital Saint-Louis attenant au cimetière, l'architecte avoit trouvé le moyen d'établir tout les corps de bâtiments, les cours, etc.... Ce plan, composé à la satisfaction de MM. le duc d'Harcourt et du Châtelet, fut approuvé de Sa Majesté le 23 mai 1784, et son exécution en même temps ordonnée.... Le total de la dépense s'élevoit, pour les 3 bâtiments de 4 étages chacun, à 1,641,408 livres; mais l'excédant de l'imposition de casernement, estimé d'abord à 200,000 livres par an par M. Esmangart, étant réduit à 150,000 livres par M. de Brou, on a restreint le plan primitif et borné le quartier aux deux grands corps de bâtiments isolés et à une seule grande cour. » Le devis estimatif fait par l'architecte montoit à 282,668 livres, et l'adjudication au rabais a été passée à 257,000 livres. — S. M., en revenant de Cherbourg, pose la première pierre du socle; mais M. de Brou laisse les choses en l'état, n'ayant rien réglé au sujet des terres à prendre sur le bout du jardin de l'Hôpital Saint-Louis. M. de Launay, nommé Intendant le 14 janvier de l'année 1787, détermine l'étendue du terrain à prendre sur le dit jardin, d'accord avec les administrateurs, moyennant une indemnité de 15,000 livres, et le devis de la clôture de ce jardin et des casernes s'élève à 8,000 livres; l'auteur du mémoire fait suivre ses considérations du tableau de la dépense annoncée par les devis dont les totaux s'élèvent à 1,274,586 livres, plus les ouvrages accessoires évalués à 68,437 livres 10 sols.

C. 2212. (Liasse.) — 14 pièces, papier.

**1788.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Caen. — Correspondance entre MM. les Procureurs-syndics provinciaux de la Généralité et les officiers municipaux de la ville de Caen, relative : au mémoire concernant les casernes adressé par M. de Launay à la Commission Intermédiaire de l'assemblée provinciale de Caen, divisé en 3 sections suivies des états des sommes

prises sur l'imposition du casernement de 1780 à 1788. La 1<sup>re</sup> section comprend l'historique du projet des casernes, soit pour le régiment du Roi de 4 bataillons, soit pour 2 régiments de 2 bataillons chacun, et il y est dit que : « M. le duc du Châtelet, colonel du régiment du Roi, satisfait du séjour que ce corps a fait à Caen depuis le mois de mars 1778 jusqu'en mai 1783, « forma le projet d'obtenir que cette ville devint une « de ses garnisons. » Une lettre des officiers municipaux, renfermant un certificat de la bonne discipline de ce corps et l'expression du regret de la ville, servit de première base au désir du duc qui présenta au Roi cette lettre avec un mémoire pour demander la construction d'un corps de caserne, et au bas duquel S. M. écrivit « approuvé » avec sa signature. Le 3 mars 1783, le duc fit passer à M. Esmangart ampliation de sa demande et de l'agrément du Roi, et le consulta sur les voies et moyens d'assurer le succès de l'entreprise. M. Esmangart lui renvoya un ensemble des bâtiments nécessaires au logement des soldats et des officiers, ainsi que les plans des casernes de Nancy et du pavillon de Besançon ; le 17 septembre 1783, le sieur Couture, architecte, lui écrivit qu'il était chargé de la direction des bâtiments projetés dont il lui adressa les plans et devis le 24 août 1784 ; le 15 juin, le Conseil rendit un arrêt ordonnant les dites constructions, et l'architecte envoyait en mars 1785 les plans, coupes, élévations des bâtiments à établir sur l'emplacement du cimetière de l'Hôpital, en y joignant un état estimatif des constructions et un état de soumission des prix, visés par M. de Brou ; — la section 2<sup>e</sup> est consacrée aux plans, devis, acquisitions de terrains, mémoires de l'architecte, état des ouvrages et autres dépenses d'après lesquelles on peut se former un aperçu de ce que devraient coûter les casernes de Caen. Le 1<sup>er</sup> juin 1785, M. de Brou adressa de Paris, à M. le comte de Faudois, 1<sup>er</sup> échevin gentilhomme, une commission pour passer l'adjudication de la partie des casernes qui devait être construite dans la cour de celles qui existaient ; ce travail fut adjugé le 9 juin, moyennant 257,000 livres, à Augustin Chemin qui avait déjà reçu 135,007 livres 11 sols 10 deniers, et qui n'aurait donc plus à toucher que 121,992 livres 8 sols 2 deniers, somme insuffisante pour l'achèvement du bâtiment qui n'est qu'au tiers de sa perfection, et dont les dépenses seront de 430,000 livres. L'Intendant observe que, lors de l'adjudication, on négligea trop de s'assurer de la capacité et des ressources de l'entrepreneur qui consulta moins ses forces que le désir d'être chargé d'une grande entreprise, dont il espérait tirer un profit considérable

sans avoir fait aucun calcul, car il est démontré que le prix pour lequel il s'est chargé de l'exécution est insuffisant ; — la 3<sup>e</sup> section est relative aux fonds affectés à la construction des casernes de Caen, qui consistent dans l'imposition de 250,000 livres du casernement réduite à 225,000, le Roi ayant affecté 25,000 livres à la réparation et entretien des bâtiments de justice ; à l'époque où l'adjudication des casernes fut passée à Augustin Chemin, les fonds disponibles du casernement s'élevaient à 397,045 livres 10 sols 1 denier, le tableau du montant de la dépense au 31 décembre 1787 s'élève à 183,007 livres 10 sols 11 deniers, et le tableau de la progression de la dépense à faire démontre l'impossibilité de le remplir avec les seuls fonds qui y ont été destinés dans le principe ; d'autant que l'on ne peut jamais déterminer la dépense annuelle des frais de casernement qui varie en raison des ordres du ministre, des mouvements inattendus des troupes, et du nombre plus ou moins considérable de régiments qui sont en garnison dans la province. Ce qui reste à l'Intendant ne s'élève plus qu'à 191,764 livres 3 sols 2 deniers, et sur cette somme il doit délivrer des ordonnances de 25,000 livres avant la fin de l'année ; il reste donc 166,764 livres 3 sols 2 deniers pour satisfaire à toutes les dépenses des six premiers mois de l'année 1788, attendu que le recouvrement de l'impôt ne se fait qu'à cette époque et que l'on ne peut tirer sur les receveurs avant qu'ils n'aient commencé à toucher eux mêmes (1<sup>er</sup> mars) ; — à la remise des différentes pièces concernant la construction des nouvelles casernes de la dite ville, et de la copie de l'arrêt du 15 juin 1784 qui a ordonné la construction des dites casernes (18 mai) ; — à la présentation, faite par l'entrepreneur, d'un certificat du sieur Couture, architecte, assurant que les ouvrages ainsi que les approvisionnements sont suffisamment avancés pour qu'il lui soit payé 10,000 livres (3 juin) ; — à l'ordonnance de paiement de l'Intendant, recommandant au caissier de faire d'abord payer les ouvriers, et d'employer le surplus à acquitter une partie des sommes dues par Chemin aux différents fournisseurs des matériaux employés à la construction des casernes (3 juin) ; — à la demande du sieur Augustin Chemin, adressée aux administrateurs généraux de l'assemblée provinciale de Caen, de lui continuer la permission de charrier et déposer sur le cours les bois destinés à la charpente et aux planchers du nouveau corps de casernes de la ville de Caen dont il est entrepreneur (21 juin) ; — à la réponse des officiers municipaux qui, tout en ne refusant pas de lui laisser déposer et travailler ses bois sur le cours, désirent qu'ils n'occupent que la

« demi-lune, en laissant un passage de 30 pieds pour conserver au public et aux voitures la libre communication d'un cours à l'autre ; d'autant « qu'ayant le vœu « des citoyens à remplir en faisant replanter la partie « du cours dont on lui avait permis la disposition dans « les commencements de sa construction, qui exigeoit « alors, à cause des fondations, des approvisionne- « ments considérables », il est indispensable de s'oc- « cuper sans retard de cette plantation, vu qu'il y a déjà trop longtemps que le public est privé de cette partie de la promenade (3 juillet) ; — à la lettre du sieur Couture résumant à MM. de la Commission Intermédiaire provinciale de Caen l'historique des casernes en construction, et écrivant : « le désir que j'ai témoigné à « M. le comte de Balleroy de solliciter de recouvrer ma « liberté, genée par la longueur inattendue de cette « entreprise, a son origine dans un sentiment dont j'ai « toujours dépendu, qui m'invite à être utile mais à « n'être jamais à charge » (16 juillet) ; — à la requête présentée par le sieur Chemin dans laquelle il demande d'ordonner qu'il lui soit délivré des fonds afin de les remettre à ses ouvriers, qui n'ont rien reçu depuis le 5 juillet (17 août) ; — à l'ordonnance de paiement de l'Intendant (23 août) ; — devis des ouvrages de maçonnerie et charpente à faire pour la construction de 23 toises du mur de quai, faisant partie de l'un de ceux qui doivent former la cour des nouvelles casernes de Caen (23 août) ; — détail estimatif des dits ouvrages s'élevant à 9,500 livres ; — à l'autorisation donnée par le Directeur général de procéder à l'adjudication du dit mur de quai, dont la construction est reconnue indispensable pour la conservation d'un bâtiment destiné au logement des troupes dans la ville de Caen (13 septembre) ; — aux différents rapports de l'ingénieur en chef concernant le projet du dit mur de quai à construire le long du principal cours de la rivière d'Orne, et devant faire partie de ceux destinés à former les nouvelles casernes de la ville de Caen (octobre) ; — à la lettre de l'ingénieur demandant communication des projets et devis, et à la probabilité de la nécessité de suspendre l'adjudication du dit mur de quai (8 octobre) ; — au rapport provisoire de l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées de la Généralité de Caen, relatif au dit projet de mur (9 octobre) ; — à la réponse provisoire du sieur Guéret, inspecteur des travaux ; au bas de cette réponse M. Couture ajoute, à la date du 20 février 1789 : « je désapprouve, dans la présente réponse provisoire « du sieur Guéret, la déférence qu'il assure que j'aurois « eue pour le projet de M. Lefebvre, si j'en avois eu « connaissance ; et pour les autres motifs que son zèle

« lui a fait expliquer, je renvoie à mes réponses aux « deux rapports de cet ingénieur en chef » (11 octobre) ; — au nouveau rapport de M. Lefebvre (14 octobre) ; — à la réponse autographe de M. Couture aux Procureurs-syndics provinciaux de Basse-Normandie dans laquelle il réfute les assertions, et cherche à dissiper les craintes de l'ingénieur en chef ; « je serois charmé, néanmoins, « d'avoir à donner des éloges mérités au zèle officieux « de M. Lefebvre et au travail qu'il a pris la peine de « faire pour établir la nécessité de sonner l'alarme sur la « non convenance et suffisance de ce mur projeté et « proposé par moi ; mais je ne peux, et je le regrette « malheureusement, profiter en rien de ses observations « ni du bénéfice de ses calculs... » Il remet à plus tard de répondre à mi-marge aux deux rapports de M. Lefebvre, et conclut en sollicitant de nouveau de n'être plus chargé de suivre la trop longue exécution des ouvrages des casernes (16 novembre) ; — à la demande adressée par la Commission Intermédiaire de l'assemblée provinciale à Caen de faire suspendre l'adjudication du mur du quai approuvée par le ministre, et de le remplacer par un simple batardeau de 100 à 120 lièvres (8 décembre) ; — à la demande adressée aux députés de la Commission Intermédiaire par le sieur Guéret, inspecteur des nouvelles casernes, pour les prier de lui confier le soin à lui ou à tout autre de mettre les parties d'ouvrages de plâtrerie, vitrerie et menuiserie au concours entre les meilleurs maîtres de chaque partie, attendu que l'entrepreneur des dites casernes, le sieur Chemin, s'occupe peu de son entreprise depuis bientôt deux ans qu'on lui a retiré la manutention des fonds qui s'y dépensent (26 décembre) ; — à la demande du sieur Chemin d'être mis à même de payer les carriers qui le poursuivent et ont même obtenu une sentence des Consuls le condamnant, et par corps, au paiement des sommes dues pour les casernes, ou de déclarer que l'administration répondra et soldera pour lui (26 décembre) ; — à la lettre de M. Couture remerciant l'administration d'avoir agréé sa démission, et l'assurant qu'il donnera toujours les éclaircissements, plans et conseils que l'administration pourra désirer, afin d'éviter qu'il en coûte de nouveaux honoraires pour un architecte-chef, tout étant prévu, détaillé, figuré et déterminé, et sans aucune difficulté d'exécution ; il termine en conseillant aux syndics provinciaux de garder le sieur Guéret comme inspecteur, et de faire résilier l'adjudication du sieur Chemin, à cause de ses lenteurs et de son insuffisance pécuniaire (29 décembre) ; — à l'approbation par M. Necker du projet de s'en tenir au batardeau en remplacement du mur déjà au-



torisé, mais dont le changement de destination de bâtiment chargeait les accessoires et doublait le prix (31 décembre).

C. 2243. (Liasse.) — 58 pièces, papier.

**1789.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Caen. — Correspondance entre MM. Lambert, contrôleur général; Le Cordier de Launay, Intendant de la Généralité; les Procureurs-syndics provinciaux de Basse-Normandie; Couture, architecte, et Guéret, inspecteur, relative : à la réponse de l'architecte, chargé de la construction des nouvelles casernes, à la lettre de M. Lefebvre, ingénieur, adressée à Messieurs de la Commission Intermédiaire de Basse-Normandie, et à l'écrit intitulé : « Rapport provisoire de l'ingénieur en chef du 9 octobre 1788 », sur la nécessité de faire le long des casernes un quai dans les mêmes dimensions que ceux projetés pour la rivière inférieure de l'Orne (20 février); — au mémoire en réponse au supplément de rapport de l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées de la Généralité de Caen, et le dit supplément au rapport en date du 14 octobre 1788, où il est dit que : « ce travail peut avoir tout le mérite de l'exactitude, mais les vues de l'ingénieur en chef portent toujours sur des suppositions, sur des projets futurs qui déplacent ce qui est pour faire ce qu'il pense et même ce qu'il n'a peut-être pas pensé; car il ne paroît pas qu'il ait jamais arrêté un plan sur cet objet...; toutes assertions, objections en fait de construction doivent être appuyées de dessins exacts et assez signifiants pour que tout doute cesse d'en être un au premier examen » (20 février); — à l'envoi, par M. Couture, à MM. les Procureurs-syndics provinciaux, du toisé et d'un tableau de l'état de situation de l'adjudication du bâtiment des nouvelles casernes, où le montant des ouvrages faits jusqu'à la fin de 1788 est comparé avec les sommes payées en à-comptes à l'entrepreneur; M. Couture termine la lettre d'envoi en espérant que son travail leur offrira tous les moyens de juger aisément des deux manières de voir, la sienne et celle de M. Lefebvre. « Je ne chercherai point ici à vous faire adopter mon opinion; l'examen des mémoires, plans, coupes, etc., vous fera connoître celle que vous devés préférer et le parti que vous aurés à prendre d'après, selon vos moyens, vos vues et vos réflexions »; et, en P.-S., il dit avoir gardé le double de son envoi pour le cas où cette discussion deviendrait assez intéressante pour être mise sous les yeux du ministre, ou pour être examinée soit à l'administration

des Ponts et Chaussées, soit à l'Académie d'architecture (5 mars); — à la supplique adressée à l'Intendant par le sieur P. Chéron, architecte, toiseur et vérificateur de bâtiments, pour réclamer le « paiement de la somme » de 2,361 livres pour ses frais de route, de toisé et de « vérification des parties en fondation, montant en règlement à 55,996 livres 11 sols, à raison de 15 livres « par mille », lors de ses voyages de 1785 à 1787 à Caen où il avait été appelé par le sieur Couture, architecte du casernement (8 avril); — à l'extrait du toisé fait par le sieur Chéron, toiseur des bâtiments du Roi, et P. Dupray, architecte à Caen, résultant de la vérification contradictoire des ouvrages faits aux casernes de Caen en 1785, 1786 et 1787, pour faire connaître au vrai la situation de l'entrepreneur (8 avril); — suite du détail estimatif du toisé des ouvrages en maçonnerie, charpente et serrurerie faits pendant l'année 1788 (16 avril); — à la supplique présentée à la Commission Intermédiaire par le sieur Chemin, entrepreneur des nouvelles casernes, dans laquelle il explique la disproportion qui se trouve dans ses travaux, étant vexé à chaque instant par des reproches de l'inspecteur qui veut démontrer faussement qu'il est en avance sur les sommes reçues, et exposant que, n'étant pas receveur des deniers, il est dans l'impuissance de satisfaire aux demandes de ses créanciers fournisseurs de matériaux (17 avril); — à la réponse du sieur Guéret, inspecteur, déclarant non recevable la requête du sieur Chemin (19 avril); — au rapport du sieur Guéret, inspecteur des travaux des casernes, exposant à la Commission Intermédiaire provinciale que le sieur Chemin, entrepreneur des dits travaux, donna l'ordre à un de ses appareilleurs de peindre avec de l'eau de chaux toutes les pierres de Ranville posées au socle du bâtiment, afin d'en cacher probablement les défauts; le sieur Guéret réclame tous les pouvoirs que son emploi exige pour maintenir le bon ordre sur les travaux qui lui sont confiés, et empêcher qu'il ne soit distrait ni matériaux ni instruments faisant partie de la dépense de l'entrepreneur (20 avril); — au rapport du sieur Couture, architecte, sur l'état des ouvrages adjugés au sieur Chemin, entrepreneur, pour la construction du corps des casernes, et à son avis que le seul moyen de régler les comptes du dit entrepreneur serait d'obtenir du Directeur général des finances ou du Conseil, l'annulation de l'adjudication (7 mai); — à l'envoi de l'extrait du compte fait par transaction entre le sieur Chemin et Philippe Paisant, maître carrier, pour le découvert d'une carrière située au coteau et paroisse de Ranville, payé avec les fonds de l'administration, et se montant

à 5,649 livres 11 sols 8 deniers que le dit sieur Chemin doit rembourser à l'administration s'il garde la carrière (8 mai); — au devis des ouvrages de maçonnerie et charpente à faire pour la construction de 22 toises de mur du quai faisant partie de l'un de ceux qui doivent former la cour des nouvelles casernes (12 mai); — à l'état des dépenses faites par ordre de M. le comte de Balleroy, syndic de la Commission Intermédiaire, pour l'arrangement des bois des casernes déposés au haut du premier cours, afin de laisser la place libre pendant la foire de Caen (18 juin); — à la lettre de M. Couture écrivant aux Procureurs-syndics provinciaux que le sieur Chemin s'était présenté chez lui à Paris, se disant envoyé par eux, pour conférer sur l'état de ses ouvrages, et l'engager à lui faire délivrer des à-comptes, et qu'il lui avait répondu que le mieux qu'il eût à faire était de résilier son adjudication, « parti que le sieur Chemin parut saisir avec « joie, en disant qu'il ne demandoit pas mieux et « qu'il vous présenteroit incessamment requête à cet « effet » (27 juin); — au procès-verbal d'adjudication des ouvrages de maçonnerie et charpente pour la construction d'environ 22 toises courantes de mur de quai devant former la cour des nouvelles casernes, passée au sieur Denis Martin au prix de 11,700 livres, ayant pour caution le sieur Briard, professeur en la faculté de médecine de l'Université de Caen (4 juillet); puis au sieur Lemonnier au prix de 10,722 livres 10 sols, ayant pour caution Pierre Lance, entrepreneur en la paroisse d'Authie, et François Laignel, marchand en la paroisse de Ducy, se déclarant solidaires du dit Lemonnier (10 juillet); — au mémoire sur la résiliation de l'adjudication des nouvelles casernes passée à Augustin Chemin, le 9 juin 1783, moyennant 257,000 livres (1<sup>er</sup> août); — à l'approbation, par le Contrôleur général, du paiement de la dépense des dégradations occasionnées au batardeau qui préserve le bâtiment des nouvelles casernes, par suite des glaces et des crues d'eau de la rivière d'Orne, s'élevant à 1,404 livres 12 sols 6 deniers, sur les 6,000 livres restant en caisse des 30,000 livres destinées, en 1788, à la construction des casernes (12 août); — à l'envoi de l'arrêt du Conseil d'État prescrivant la vérification du toisé des ouvrages des nouvelles casernes faits à la fin de 1788 par le sieur Chemin, et à la résiliation de l'adjudication qui lui a été passée, le 9 juin 1783, pour leur construction (14 août); — à l'avis donné par le Contrôleur général que le Conseil autorise l'adjudication, passée le 10 juillet, des ouvrages à faire au mur de quai nécessaire pour la conservation des casernes de la ville de

Caen, moyennant la somme de 10,722 livres 10 sols, qui sera acquittée sur les fonds variables de 1789 (19 août); — à l'avis donné par le sieur Couture qu'il a touché les 6,000 livres, portées par l'ordonnance de la Commission Intermédiaire pendant les six derniers mois de 1788, pour ses honoraires et les appointements des employés, frais de bureaux pour les casernes de Caen, et qu'étant chargé d'une mission en Italie, c'est M. Villetard, architecte expert, qui recevra les lettres et mémoires ayant rapport aux casernes de Caen et y répondra (24 septembre); — à la supplique du sieur Lemonnier, entrepreneur, adjudicataire du mur de quai à construire à l'angle du pavillon des nouvelles casernes, demandant aux députés de la Commission Intermédiaire un délai plus long que celui fixé par le procès-verbal de son adjudication, en raison : 1<sup>o</sup> des troubles qui règnent depuis deux mois et l'ont empêché de suivre ses travaux, ses ouvriers étant toujours absents; 2<sup>o</sup> des dégradations provenant de la crue des grandes eaux (10 octobre); — à l'autorisation donnée par la Commission Intermédiaire accordant un délai de deux mois au-delà du terme fixé par son adjudication (26 octobre); — à la supplique du sieur Chemin demandant qu'il lui soit permis de choisir le sieur Chéron pour expert, afin de procéder avec le sieur Villetard à l'opération du toisé des ouvrages faits par lui avant la fin de novembre 1787 (9 novembre); — au certificat, donné par l'inspecteur des travaux, attestant que les ouvrages du mur de quai sont suffisamment avancés et les matériaux en assez grande quantité sur les chantiers, pour qu'il soit délivré un à-compte de 2,000 livres sur le prix total de l'adjudication du sieur Lemonnier (10 novembre); — à la nouvelle demande d'un autre délai suffisant pour achever son entreprise, lequel délai ne sera pris que sur la campagne prochaine, à cause de la mauvaise qualité du batardeau qui lui a occasionné un dommage considérable, dont il serait juste de lui tenir compte en lui accordant une indemnité proportionnée à la perte qu'il a faite (20 novembre); — aux procès-verbaux de vérification du toisé des ouvrages faits postérieurement au mois de novembre 1787 jusqu'à la fin de 1788 par le dit Chemin, adjudicataire, opération faite par les sieurs Villetard, expert, délégué de M. Couture, et Chéron, expert du sieur Chemin, en présence de M. Alexandre, avocat, conseiller du Roi, professeur aux droits de l'Université de Caen, secrétaire provincial, et de M. L. Daigremont, sieur des Obeaux, conseiller du Roi, lieutenant particulier civil et criminel et de police aux Bailliage et siège présidial de Caen, membre et

délégué de la Commission Intermédiaire provinciale de la Généralité de Caen (10-17 décembre); — à la réclamation du sieur Legoux, maître serrurier forgeron pour la marine, exposant que le sieur Chemin l'avait chargé de la fourniture et façon des ferrements nécessaires à la construction des casernes, et qu'il a encore environ 1,000 à 1,200 livres d'ouvrages préparés pour la continuation de l'entreprise, et concluant à ce que, sur les sommes à payer au sieur Chemin, le suppliant obtiendra le privilège du dixième des fournitures et façon de 7 milles de fer par lui employés (14 décembre); — à l'état des approvisionnements trouvés sur les chantiers des casernes, d'après le toisé et vérification contradictoires entre les sieurs Chemin et Chéron, par le sieur Villetard (14-17 décembre); — aux détail et toisé d'ouvrages de maçonnerie, charpente et serrurerie, faits en 1788, en présence des sieurs Chemin et Chéron, par le sieur Villetard (17 décembre); — au triple exemplaire du mémoire contenant les observations faites par le sieur Chemin sur l'exécution de l'arrêt du 14 août prescrivant le toisé des ouvrages qu'il a exécutés (18 décembre); — au renvoi du dit mémoire au sieur Villetard pour examiner chaque objet contenu aux dites observations, et ensuite être fait droit sur le tout ainsi qu'il appartiendra (22 décembre).

C. 2214. (Liasse.) — 10 pièces, papier.

**1790.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Caen. — États des dépenses extraordinaires faites au bureau du sieur Guéret, inspecteur des travaux des nouvelles casernes, pour le toisé et compte définitif, établi au mois de décembre 1789 (2 mars); — lettre-mémoire du sieur Chéron réclamant 2,361 livres pour ses voyages et frais de toisé, calculs, vérification, estimation des casernes, à raison de 12 livres par 1,000 livres, plus ses frais de nourriture et de voiture (14 mars); — lettre de M. de Launay, Intendant, adressant aux députés composant la Commission Intermédiaire le mémoire par lequel le sieur Chéron, toiseur de bâtiments à Paris, réclame 2,361 livres d'honoraires et frais de voyage pour la vérification des ouvrages exécutés par le nommé Chemin, entrepreneur des nouvelles casernes de la ville de Caen (22 mars); — copie de la lettre écrite par Messieurs de la Commission Intermédiaire provinciale à M. le Contrôleur général, le 22 juillet, relative à la réception du mémoire par lequel le sieur Chemin se plaint que le sieur Villetard, qui, aux lieu et place du sieur Couture, a fait la vérification des toisés et le règlement définitif des ouvrages

par lui exécutés pour la construction partielle d'un nouveau corps de casernes en la ville de Caen, a pris pour règle de ses estimations les prix portés au détail estimatif, déduction faite du rabais, et il demande, en conséquence, qu'il soit procédé à une nouvelle estimation des ouvrages suivant leur véritable valeur; c'est pourquoi ils renvoient le nouveau mémoire du sieur Chemin au Directoire du département avec toutes les pièces relatives à cet objet, et ils ajoutent : « Il est « bien à désirer que MM. les nouveaux administrateurs « fassent procéder très-incessamment à l'adjudication « au rabais de l'achèvement de ce corps de bâtiment, « afin de prévenir le dépérissement des bois approvi- « sionnés sur les chantiers » (22 juillet); — lettre de M. Lambert, Contrôleur général, adressant, pour avis et renseignements aux Directoire et Procureur général syndic le mémoire du dit sieur Chemin (9 septembre); — mémoire et toisé général des ouvrages de terrasse, maçonnerie, charpente et serrurerie, exécutés pour la construction partielle d'une des grandes ailes des casernes sur la rivière, les dits ouvrages faits dans le courant des années 1785, 1786, 1787 et 1788 pour le compte de S. M. sous les ordres de M. Couture, architecte du Roi et de son Académie, par le sieur Chemin, entrepreneur de bâtiments (12 septembre); — requête adressée aux Procureurs syndics généraux du département de Caen par le sieur Chemin, afin de lui faire délivrer un à-compte sur ce qui lui est dû pour pouvoir payer ses créanciers et être délivré de la prison où il est détenu pour dettes (17 octobre).

C. 2215. (Liasse.) — 1 cahier in-f<sup>o</sup>, 28 feuillets, papier.

**1757.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Caen. — Comptabilité. — Compte que rend au baron de Fontette, Intendant de la Généralité de Caen, et aux maire et échevins de la même ville, le sieur Jean-Baptiste-Eustache Duval, des recettes et dépenses par lui faites des deniers de l'imposition, pour le paiement en argent des officiers, frais de casernement, bois et lumière des corps de garde pendant la dite année, le dit compte arrêté à 21,481 livres 3 sols pour la recette, et à 19,430 livres 15 sols 8 deniers pour la dépense; — procès-verbal de perquisition faite par le sieur Morel, huissier ordinaire de l'Hôtel-de-Ville de Caen, et Pierre Marc Baston, sergent royal au Bailliage, requête de Jean-Baptiste-Eustache Duval, receveur de l'ustensile de la dite ville, indiquant qu'ils se sont transportés dans les paroisses Notre-Dame, St-Étienne, St-Gilles, St-Jean, St-Julien, St-Martin, St-Nicolas,



St-Ouen, Ste-Paix, St-Pierre, St-Sauveur et Vaucelles, pour faire les recherches des particuliers dénommés au présent état, aux fins de les saisir en leurs biens et meubles pour les assujettir au paiement de leur imposition, ce qu'ils n'ont pu faire n'ayant trouvé chez eux aucuns biens meubles saisissables ni emportables à la réserve de leur lit, etc.

C. 2216. (Liasse.) — 2 cahiers in-f°, 6½ feuillets, papier.

**1758.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Caen. — Comptabilité. — Compte que rend le sieur Duval à M. de Fontette, Intendant de la Généralité de Caen, etc., le dit compte arrêté à 15,292 livres 6 sols 11 deniers pour la dépense, et à 13,192 livres 13 sols pour la recette; le comptable observe que, pour accélérer le paiement de l'ustensile, il a été obligé de faire battre la caisse nombre de fois, et de faire dresser des procès-verbaux pour les non-valeurs dans les différentes paroisses et faubourgs de la ville, pourquoi il espère qu'il lui sera alloué suivant l'usage, compris la façon du dit compte en double, la somme de 100 livres; — autre compte, que rendent à M. de Fontette les maire et échevins de la dite ville, des recettes et dépenses faites pour l'ustensile ordinaire imposé sur les habitants de la ville de Caen, suivant l'ordonnance de M. l'Intendant et le rôle par lui arrêté et rendu exécutoire, portant la dépense à 30,772 livres 10 sols 4 deniers et la recette à 27,125 livres 3 sols 9 deniers, ce qui donne un excédant de dépense de 3,647 livres 6 sols 7 deniers.

C. 2217. (Liasse.) — 2 cahiers in-f°, 38 feuillets, papier.

**1759.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Caen. — Comptabilité. — Compte que rend le sieur Duval sur les habitants et faubourgs de Caen, suivant le rôle arrêté et rendu exécutoire par l'Intendant, le dit compte fixé à 31,995 livres 18 sols 3 deniers pour la recette, et à pareille somme pour la dépense; — autre compte rendu des recettes et dépenses faites de l'ustensile général demandé par le Roi, indiquant que la recette est de 21,399 livres 16 sols 9 deniers et la dépense de pareille somme.

C. 2218. (Liasse.) — 2 cahiers in-f°, 40 feuillets, papier.

**1760.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Caen. — Comptabilité. — Compte que rend le sieur Duval, le dit compte arrêté à 25,402 livres 18 sols pour la recette, et à 24,533 livres 10 sols pour la dépense; le

comptable redoit la somme de 869 livres 8 sols; — autre compte des recettes et dépenses, faites par le sieur Duval, de l'ustensile ordinaire imposé sur les habitants de la ville et faubourgs de Caen sujets au logement des gens de guerre, suivant le rôle arrêté et rendu exécutoire, indiquant que la recette monte à 35,743 livres 6 sols et la dépense à 28,680 livres 6 sols 9 deniers; le comptable redoit 7,062 livres 19 sols 3 deniers; — sommation faite à un bourgeois par Pierre-Marc Baston, sergent royal, « de présentement porter ou envoyer au bureau du receveur la « somme qu'il doit pour ses ustensiles de l'année 1760, « sans préjudice des frais et autres dûs, lequel parlant « que dessus a été refusant, vu lequel refus, je lui ai « déclaré qu'il y sera contraint tant par saisie, exécution et vente de ses meubles, que par garnison militaire et autres voies dues et raisonnables. »

C. 2219. (Liasse.) — 2 cahiers, in-f°, 40 feuillets, papier.

**1761.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Caen. — Comptabilité. — Compte que rend le sieur Duval des recettes et dépenses de l'ustensile général demandé par le Roi, le dit compte arrêté par M. de Fontette, pour la recette à 21,478 livres 8 sols 3 deniers et la dépense à 20,798 livres 15 sols 3 deniers; le comptable redoit la somme de 679 livres 13 sols excédant de recette; — autre compte des recettes et dépenses de l'ustensile ordinaire imposé sur les habitants et faubourgs de la dite ville, suivant le rôle arrêté et rendu exécutoire par M. de La Vacquerie, subdélégué, pour la recette à 34,468 livres 1 sol 3 deniers et la dépense à 27,512 livres 16 sols 4 deniers; le comptable redoit 6,955 livres 4 sols 11 deniers.

C. 2220. (Liasse.) — 2 cahiers in-f°, 16 feuillets, papier.

**1762.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Caen. — Comptabilité. — Compte que rend le sieur Duval des recettes et dépenses de l'ustensile général demandé par le Roi, le dit compte arrêté à 23,263 livres 5 sols 2 deniers pour la dépense et à 21,319 livres 18 sols pour la recette; le comptable est en avance de 1,943 livres 7 sols 2 deniers; — autre compte des recettes et dépenses de l'ustensile ordinaire imposé sur les habitants et faubourgs de Caen, suivant le rôle arrêté et rendu exécutoire par M. Radulphe, subdélégué de l'Intendant, portant la recette à 36,224 livres 19 sols 11 deniers et la dépense à 27,312 livres 1 sol 6 deniers; le comptable redoit 8,912 livres 18 sols 5 deniers.

C. 2221. (Liasse.) — 2 cahiers in-f°, 12 feuillets, papier.

**1763.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Caen. — Comptabilité. — Compte que rend le sieur Duval des recettes et dépenses des deniers provenant de l'ustensile général demandé par le Roi, portant la dépense à 22,336 livres 3 sols 8 deniers et la recette à 18,851 livres 17 sols, ce qui donne un excédant de dépense de 3,484 livres 6 sols 8 deniers; — autre compte des recettes et dépenses de l'ustensile ordinaire imposé sur les habitants de la dite ville, indiquant que la recette est de 31,795 livres 14 sols 5 deniers et la dépense de 15,638 livres 12 sols 9 deniers; le comptable redoit la somme de 16,157 livres 1 sol 8 deniers; les dits comptes arrêtés par M. de Fontette.

C. 2222. (Liasse.) — 2 cahiers in-f°, 12 feuillets, papier.

**1765.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Caen. — Comptabilité. — Compte que rend le sieur Duval des recettes et dépenses faites sur l'imposition des frais de casernement, bois et lumière des corps de garde, portant la recette à 18,826 livres 19 sols 4 deniers et la dépense à 13,582 livres 7 sols 8 deniers; excédant de recette 5,244 livres 7 sols 8 deniers; — autre compte du débet resté entre les mains du comptable des deniers de la dite imposition portant la recette à 5,244 livres 7 sols 8 deniers et la dépense à 2,557 livres; le comptable doit 2,687 livres 7 sols 8 deniers; les dits comptes arrêtés par M. de Fontette.

C. 2223. (Liasse.) — 46 pièces, papier.

**1765-1766.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Caen. — Comptabilité. — États des sommes dues aux officiers des régiments de cavalerie de Clermont-Prince et de dragons de Languedoc, en garnison en la ville de Caen, pour leur logement à raison de ce qui revient à chacun d'eux suivant leur grade, et pour leur temps de présence au corps; — des dépenses faites pour le casernement; — des nuits que les chevaux de remonte ont passées dans les écuries de différents aubergistes; — mémoires de travaux et fournitures faits aux casernes; — les dits états faits et arrêtés par M. Vardon, commissaire des guerres, et par les maire et échevins de la dite ville; — ordres du Roi et des maire et échevins, surmontés des armes de la ville, mi-partie de gueules et d'azur aux 3 fleurs de lis d'or, prescrivant à divers loueurs de chevaux et à divers laboureurs d'avoir à

amener sur la place du Château des charrettes et des chevaux.

C. 2224. (Liasse.) — 89 pièces, papier.

**1767.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Caen. — Comptabilité. — États des dépenses faites pour le casernement des troupes, faits et arrêtés par les maire et échevins de la dite ville; — mémoires de différents particuliers pour loyer de greniers, ouvrages et fournitures faits aux casernes, à l'appui des dits états.

C. 2225. (Liasse.) — 84 pièces, papier.

**1768.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Caen. — Comptabilité. — États de ce qui doit être payé aux officiers du régiment de Belsunce-Dragons, en garnison dans la ville de Caen, pour leur logement; — des dépenses faites pour le casernement des troupes; — les dits états faits et arrêtés par M. Vardon, commissaire des guerres, et les officiers municipaux de la dite ville; — mémoires de différents travaux et fournitures faits aux casernes par divers particuliers, à l'appui.

C. 2226. (Liasse.) — 71 pièces, papier.

**1769.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Caen. — Comptabilité. — États de ce qui doit être payé aux officiers du régiment de Belsunce-Dragons, en garnison dans la ville de Caen, pour leur logement; — des dépenses faites pour les frais de casernement des troupes en la ville de Caen; — les dits états faits et arrêtés par MM. Bonnier de Saint-Cosme et Vardon, commissaires des guerres, et par les maire et échevins de la dite ville; — mémoires de différents particuliers pour loyers d'écuries, de chambres à avoine, de travaux et fournitures faits aux casernes.

C. 2227. (Liasse.) — 72 pièces, papier.

**1770.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Caen. — Comptabilité. — États de ce qui doit être payé aux officiers du régiment de Belsunce-Dragons, en garnison dans la ville de Caen, pour leur logement; — des sommes dues pour les frais de casernement des troupes en la ville de Caen; — les dits états faits et arrêtés par M. Vardon, commissaire des guerres, et par les maire et échevins de la dite ville; — mémoires de différents particuliers pour loyers d'écuries, granges,

chambres à avoine, magasins à paille, attache de chevaux, etc., et divers travaux faits aux casernes, à l'appui.

C. 2228. (Liasse.) — 87 pièces, papier.

**1771.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Caen. — Comptabilité. — États des dépenses faites pour le casernement des troupes des régiments de Mestre-de-Camp-Général-Dragons et de Navarre, en la ville de Caen; — les dits états faits et arrêtés par M. Vardon, commissaire des guerres, et par les maire et échevins de la dite ville; — mémoires de différents ouvriers pour travaux et fournitures faits aux casernes, à l'appui des dits états.

C. 2229. (Liasse.) — 70 pièces, papier.

**1772.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Caen. — Comptabilité. — États de ce qui est dû aux officiers du 1<sup>er</sup> bataillon du régiment de Navarre, en garnison à Caen, pour leur logement du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin, montant à 2,759 livres 10 sols; — du logement à rembourser aux officiers du régiment de Mestre-de-Camp-Général-Dragons pour le 1<sup>er</sup> trimestre; — des dépenses faites pour le casernement des troupes pendant le 4<sup>e</sup> trimestre; — décompte fait à la légion de Lorraine pour le logement des officiers pendant les douze derniers jours de novembre et décembre; — les dits états arrêtés par les maire et échevins de la dite ville, et par MM. Bonnier de Saint-Cosme et Vardon, commissaires des guerres.

C. 2230. (Liasse.) — 27 pièces, papier.

**1773.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Caen. — Comptabilité. — États des dépenses faites pour le casernement des régiments d'infanterie du Dauphin, de Lorraine et régiment provincial de Caen; mémoires à l'appui; les dits états certifiés par les maire et échevins de la dite ville; — état du logement des officiers de la légion de Lorraine, du mois de mars et des quatorze premiers jours d'avril, montant à la somme de 619 livres 13 sols 4 deniers, arrêté par M. Vardon, commissaire des guerres.

C. 2231. (Liasse.) — 87 pièces, papier.

**1774-1775.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Caen. — Comptabilité. — États des dépenses faites pour le casernement des troupes; mémoires à

l'appui; les dits états certifiés par les maire et échevins de la dite ville; — états du logement dû aux officiers des régiments d'infanterie du Dauphin, de Lorraine et du régiment provincial de Caen, lesquels sont dressés par les capitaines-majors des dits régiments, et arrêtés par M. Vardon, commissaire des guerres; — états certifiés par les capitaines-aides-majors, et arrêtés par M. Vardon, commissaire des guerres.

C. 2232. (Liasse.) — 97 pièces, papier.

**1776-1777.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Caen. — Comptabilité. — Lettre de M. le chevalier de Buffon, major du régiment de Lorraine, réclamant le paiement du logement des officiers détachés à Caen; — états de ce qui revient aux officiers du régiment de Lorraine pour leurs logements; — des dépenses faites pour les frais de casernement des troupes en la ville de Caen, les dits états faits et arrêtés par les maire et échevins de la dite ville et par M. Vardon, commissaire des guerres; — mémoires de différents particuliers pour travaux et fournitures faits aux casernes, à l'appui; — procès-verbaux de visite des capotes à l'usage des sentinelles de la ville de Caen.

C. 2233. (Liasse.) — 57 pièces, papier.

**1777-1778.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Caen. — Comptabilité. — Correspondance entre MM. Esmangart, Intendant de la Généralité de Caen, et les officiers municipaux de la dite ville, relative : aux explications à donner sur deux articles portés sur les états de dépenses de casernement; — états des dépenses faites pour le casernement des troupes en la ville de Caen; — mémoires des travaux et fournitures faits aux casernes par divers particuliers, à l'appui; — avertissement de police des maire et échevins de la dite ville, qui ordonne à tous les propriétaires ou locataires des loges de la foire d'en apporter les clefs au pavillon, à mesure qu'elles seront vides, pour y caserner les soldats du régiment du Roi, et qu'en cas de refus on fera abattre les portes; défendant aussi d'y laisser aucune balle de marchandise, à peine de la perdre; et à tous cabaretiers, aubergistes et autres, de faire crédit aux troupes, sauf à leurs risques et péril.

C. 2234. (Liasse.) — 92 pièces, papier.

**1778.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Caen. — Comptabilité. — États des dépenses faites dans différents logements dépendant du casernement du



régiment du Roi ; — mémoires de différents fournisseurs à l'appui, tant pour la nourriture fournie aux six personnes qui ont travaillé à organiser le casernement au champ de foire, que pour différents travaux faits à ces logements servant de casernes ; les dits mémoires arrêtés par les maire et échevins de la dite ville ; — requêtes présentées à M. Esmangart, Intendant de la Généralité, par divers employés de l'Hôtel-de-Ville de Caen, afin d'obtenir une gratification par suite de la surcharge de travail qu'ils ont été obligés de subir, à cause du nombre prodigieux de troupes qui ont passé par cette ville, pour copie de routes et confection de billets de logement.

C. 2235. (Liasse.) — 106 pièces, papier.

**1783.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Caen. — Comptabilité. — États des dépenses qui ont été faites pour le casernement des troupes des régiments du Roi et de Lorraine en la ville de Caen ; — mémoires de divers fournisseurs à l'appui de ces états ; — tableaux du casernement des huit compagnies d'infanterie de S. M. ; — ordonnances des maire et échevins de la dite ville prescrivant à tous les bourgeois et habitants des paroisses sujettes au logement des troupes, de tenir leurs portes ouvertes pour loger les soldats des régiments d'Alsace, Bassigny, Beauce, Bourbonnais, Condé, la Couronne, l'Ile-de-France, la Ferre, la Reine, Toul et Waldner, qui arriveront en cette ville ; faute par eux d'y satisfaire, les dits soldats seront envoyés à l'auberge à leurs frais ; de même que ceux qui s'arrangeront avec leurs soldats, moyennant une somme d'argent, sont avertis de croiser le dos de leur billet, sous peine de loger deux fois ; — de faire porter, sous trois jours au plus tard, aux casernes de cette ville un lit garni de sa couche, pailleasse, matelas ou lit de plume, traversin, couverture et deux draps, le tout assez grand pour coucher deux soldats du régiment du Roi, et, faute par eux d'y satisfaire, les dits soldats seront envoyés en garnison chez eux ; — certificats des dits maire et échevins constatant la fourniture de chambres et écuries pour le casernement des troupes.

C. 2236. (Liasse.) — 58 pièces, papier.

**1784-1787.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Caen. — Comptabilité. — État de ce qui est dû pour le loyer des maisons qui ont servi aux hommes mariés du régiment d'Artois, à cause de la remise faite au commerce des loges qu'ils occupaient dans le champ

de foire, où ils ont repris leur logement après que les marchandises en ont été enlevées, ce changement s'opérant tous les ans (1787) ; — autres états des dépenses faites pour le casernement des troupes pendant l'année 1787, les dits états arrêtés par les maire et échevins de la ville ; — ordonnance des maire et échevins prescrivant à tous les bourgeois et habitants, sujets au logement des troupes, de tenir leurs portes ouvertes pour loger les soldats des divers régiments arrivant à Caen ; faute par eux d'y satisfaire, les dits soldats seront envoyés à l'auberge à leurs frais ; de même que ceux qui s'arrangeront avec leurs soldats sont avertis de croiser le dos de leur billet, sous peine d'en loger d'autres.

C. 2237. (Liasse.) — 44 pièces, papier.

**1788.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Caen. — Comptabilité. — États des dépenses faites pour les logements et casernements de troupes ; — état de ce qui est dû pour le loyer des maisons qui ont servi de logement aux hommes mariés du régiment d'Artois pendant la foire de l'année 1788, à cause de la remise faite au commerce des loges qu'ils occupaient dans le champ de foire, où ils sont rentrés après que les marchandises ont été enlevées, ce changement s'opérant tous les ans ; — extrait de la revue faite à Caen par M. de Montcarville, commissaire ordonnateur des guerres, pour servir au paiement du logement des officiers du régiment d'Artois, pendant les mois de novembre et décembre.

C. 2238. (Liasse.) — 80 pièces, papier.

**1789-1790.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Caen. — Comptabilité. — État de ce qui est dû pour l'établissement des lits destinés à la compagnie de chasseurs du régiment de la Reine-Infanterie dans plusieurs maisons de la rue St-Martin et du Bourg-l'Abbé, ayant été remplacée, dans le château de Caen, par la milice nationale ; — autre état de ce qui est dû au sieur Bures, aubergiste, tenant l'hôtel St-Michel du faubourg de Vaucelles de Caen, pour chambres, écuries et magasins, par lui fournis, pour l'établissement des différents détachements du régiment du Commissaire-Général-Cavalerie, du 15 mai au 13 août 1789 ; — extrait de la revue faite à Caen, le 2 février, par le sieur de Montcarville, commissaire des guerres de la division de Normandie, pour servir au paiement du logement dû aux officiers du régiment d'Artois ; cet état est divisé en six colonnes indiquant le nom des compagnies, celui

des officiers, leur grade, le prix fixé par mois, la somme due à chacun, et les observations indiquant l'absence ou la présence et le domicile (2 février); — état de ce qui est dû aux officiers des régiments Duc-d'Angoulême, Artois, Aunis, Bourbon, Commissaire-Général, Corps-Royal-d'artillerie, l'Ile-de-France, Lorraine, Maréchal-de-Turenne, Mineurs de Cognon, Milice nationale, la Reine-Infanterie et Toul; — état des sommes dues pour réparations faites à la maison Duval-Cottel, sise rue de l'Université, pour y recevoir une compagnie du régiment d'Artois (19 février 1790).

C. 2239. (Liasse.) — 54 pièces, papier; 1 plan.

**1771-1780.** — Affaires militaires. — Casernement. — Élection de Caen. — Argences. — Correspondance entre MM. le marquis de Monteynard, le prince de Montbarey, ministres de la guerre; de Fontette, Esmangart, Intendants de la Généralité de Caen; Julien, Intendant de la Généralité d'Alençon; Le Paulmier, subdélégué; Fleuriot, syndic à Argences, relative: à la suppression du logement et du passage des troupes par le bourg d'Argences, l'Intendant fait observer qu'il serait plus convenable de les faire aller directement de Caen à Falaise, la distance entre ces deux villes n'étant que de six lieues et demie ou sept lieues au plus, et la route très belle (28 juillet et 2 août 1771); — aux mesures à prendre pour éviter les contestations survenues entre le syndic d'Argences et celui de Mézidon à chaque passage de troupes; l'Intendant d'Alençon fait remarquer que, chacun de ces bourgs n'étant pas suffisant pour loger un corps entier, on les partage entre les deux; que c'est ce partage qui occasionne la discussion, le syndic d'Argences refusant d'envoyer la route à celui de Mézidon pour y mettre le visa, et prétendant que le syndic de Mézidon doit lui envoyer la moitié des voitures nécessaires au transport des équipages déposés à Argences, ce qui est impossible à cause de l'éloignement des paroisses de son arrondissement (18 octobre 1772); — à l'avis donné de l'adoption du logement des troupes à Mézidon, afin d'éviter les représentations faites sur l'incommodité du logement des troupes de passage qui ont à se rendre de Caen à Lisieux, et qui sont partagées entre le bourg d'Argences et celui de Mézidon, ainsi que sur la fatigue qu'éprouve la division de ces troupes qui loge à Argences, laquelle a deux lieues de plus à faire pour se rendre à Lisieux; en conséquence de quoi le marquis de Monteynard établit entièrement à Mézidon le logement des troupes de passage sur la route de Caen à Lisieux, et supprime celui d'Argences (30 septembre

1773); — aux difficultés du sieur Fleuriot, syndic militaire d'Argences, à asseoir l'assiette du logement des troupes dans son arrondissement, et à la proposition de réprimer la mutinerie des habitants d'Argences, en condamnant à 4 livres d'amende tous ceux contre lesquels procès-verbal a été dressé pour refus de logement, et, en cas de récidive, les condamner à 50 livres d'amende, « sauf le cas de lezière, à faire leurs représentations à M. l'Intendant, auquel cas le syndic sera condamné » à 30 livres d'amende, aux termes de l'article 53 de « l'ordonnance de 1768 » (septembre 1778); — aux plaintes de la commune de Moulton demandant: 1° à ne loger que trois compagnies au lieu de quatre; 2° que le syndic militaire de Moulton soit autorisé à indiquer les logements de la paroisse au syndic d'Argences pour empêcher les « injustices et les bevües dans cette distribution »; 3° que la taille soit diminuée (1778); — à l'avis du prince de Montbarey sur la nécessité de rétablir le logement des troupes à Argences et à Moulton au lieu de Mézidon, pour éviter la fatigue de deux lieues aux troupes (5 janvier et 25 mars 1779); — à l'établissement du logement des troupes à Argences et à Moulton au lieu de Mézidon (13 mars 1779); — à la supplique du sieur Lemoine, maître de poste à Moulton, se plaignant d'avoir vu ses privilèges méconnus par le syndic militaire, qui lui a envoyé huit soldats à loger, et suppliant l'Intendant de défendre au syndic de Moulton et à ses successeurs de l'assujettir désormais au logement des troupes, et de condamner le dit syndic à lui rembourser le prix du foin qu'il a acheté à défaut de paille pour coucher les soldats, et de ses autres débours (17 mai); — au mémoire présenté à M. le prince de Montbarey, ministre de la guerre, par les habitants des bourgs d'Argences et de Moulton pour obtenir que les communautés de Bellengreville, Canteloup, Croissanville et Vimont contribuent, conjointement avec eux, au logement des troupes, indiquant « qu'une maladie épidémique, qui se communiquoit de famille en famille dans ces paroisses, a enlevé une grande partie des habitants; elle a surtout exercé ses cruautés pendant deux ans dans le bourg d'Argences; il n'y a point eu de maison qui n'en ait été affligée; un des curés a succombé sous les coups de ce fléau. La seule petite paroisse de Moulton compte 25 veuves qui regrettent la perte de leur mari » (24 juin 1779); — à l'envoi des procès-verbaux rédigés par le syndic d'Argences pour constater le refus de différents particuliers de contribuer au logement des troupes qui ont passé par ce bourg (4 novembre 1780); — états des logements que peut fournir la paroisse de Moulton pour

loger trois compagnies, contenant les noms des habitants des hameaux de Pédouze, de l'Église de Moul et d'Ingouville, avec le nombre de soldats qu'ils peuvent loger.

C. 2240. (Liasse.) — 50 pièces, papier.

**1781-1789.** — Affaires militaires. — Casernement.

— Élection de Caen. — Argences et Moul. — Correspondance entre MM. Esmangart, de Feydeau, Intendants de la Généralité de Caen; le duc d'Harcourt, gouverneur de la province; Le Paulmier, subdélégué; Fleuriot, syndic militaire à Argences; les membres de la Commission Intermédiaire, relative : aux suppliques réitérées du sieur Fleuriot, syndic militaire d'Argences, pour obtenir de l'Intendant les ordres nécessaires pour réprimer les refus de logement et de fourniture de la part des habitants du dit bourg (1, 5, 18 et 22 avril); — à la supplique des seigneurs, curé et habitants de la paroisse de Moul, remontrant que la dite paroisse n'est obligée de fournir le logement que dans le cas de presse au bourg d'Argences qui peut fournir 300 logements, tandis que celle de Moul n'en peut donner que 120, et que la règle du syndic d'Argences, seul chargé de répartir les troupes dans les deux bourgs, est d'envoyer 400 hommes à Moul sur 1,000, de sorte qu'il n'est pas possible de faire la moindre grâce, soit aux pauvres, soit aux veuves, soit aux malades; ils demandent en conséquence que le syndic d'Argences ne puisse répartir les dits logements dans leur paroisse, dont les cinq ou six hameaux sont distants les uns des autres d'une lieue et demie, de là des injustices inévitables lorsque la distribution se fait par un étranger qui ne peut connaître les riches, les pauvres et les exempts de tous degrés. Ils représentent aussi que la dite paroisse, surchargée par le logement des troupes, espérait une diminution dans les impositions des tailles, « mais elle « a vu avec douleur accroître ses maux par une augmentation d'imposition, et par l'obligation et assujettissement de fournir des chevaux aux voitures des « troupes; de sorte que, dans le tems qu'un habitant « loge chez lui sept ou huit soldats, il est commandé « de partir sur le champ, d'abandonner sa maison à « ses hôtes, par ordre du Roy, pour conduire un infirme « à Caen ou à Lisieux; toutes ces charges multipliées « et accablantes ont nécessité les suppliants de recourir « à la justice et à la bienfaisance de Votre Grandeur. » Ils terminent en demandant à l'Intendant d'ordonner : 1<sup>o</sup> que les suppliants ne logeront à l'avenir que trois compagnies au plus, et lorsque le bourg d'Argences

sera trop chargé par le passage et logement d'un régiment; 2<sup>o</sup> que le syndic de Moul sera chargé seul de la distribution de logement; 3<sup>o</sup> qu'ils seront déchargés du service du transport des bagages des troupes. Suivent les signatures des seigneurs, du curé et des maire et habitants de Moul (15 septembre 1781); — à l'avis donné de l'ordonnance rendue par l'Intendant, condamnant les nommés Busnel, père et fils, et Leclerc, du bourg d'Argences, réfractaires aux ordres du syndic militaire, à huit jours de prison et au remboursement des frais pour les chevaux de poste pris en remplacement de ceux qu'ils auraient dû fournir, lors du passage du régiment de la Couronne (17 décembre 1781); — à la nouvelle supplique des seigneurs, curé, tréfonciers et habitants de la paroisse de Moul, se plaignant d'avoir quatre compagnies sur dix à loger : « les habitants sont « en souffrance, le soldat, trop gêné par le nombre, « est mal logé, il jure, il fait tapage et l'habitant gémit « et se désole. » Ils signalent les abus provenant de ce que la répartition est faite arbitrairement par le syndic d'Argences qui n'écoute même pas les représentations de celui de Moul, qui devrait être seul chargé de la distribution des logements de sa paroisse dont il connaît le fort et le faible. Les dits paroissiens, ayant essuyé toutes ces peines et surcharges depuis quatre ans, espéraient une diminution de leur taille qui, tout au contraire, augmente chaque année; ils demandent en conséquence : 1<sup>o</sup> la diminution des compagnies à loger; 2<sup>o</sup> celle de leur taille; 3<sup>o</sup> la répartition des troupes par le syndic de Moul sans l'avis de celui d'Argences (23 juillet 1782); — à la demande du sieur Guesdon d'être déchargé du logement militaire en sa qualité de piqueur ou chef d'atelier de l'entrepreneur des Ponts et chaussées de la Généralité (17 novembre 1782); — à l'avis du duc d'Harcourt « d'élargir le logement », en comprenant le hameau de Pédouze, près Moul, dans l'état de la répartition (20 mars 1783); — aux détails sur le Pédouze d'Airan de la Généralité d'Alençon, et le Pédouze de Moul dépendant de celle de Caen, avec croquis du plan de la paroisse de Canteloup et des hameaux de Pédouze, pour faciliter la désignation des logements militaires (2 avril 1783); — aux mesures à prendre avant le départ du régiment du Roi pour rendre facile son passage dans la Généralité, surtout pour le transport de ses équipages et les chevaux de selle qui doivent être fournis, et à la constatation des ressources qui peuvent être à la disposition du subdélégué pour cet objet, soit à la station de Caen, soit à celles d'Argences et de Moul (6 avril 1783); — à



l'assiette du logement de deux bataillons en prenant Argences pour centre, et en y assujettissant les paroisses de Moul, Canteloup, Croissanville, et le hameau de Pédouze d'Airan, et à l'observation faite que le Ministre a décidé en dernier lieu que l'assiette de ces logements ne se ferait pas dans les deux premiers endroits, Croissanville étant trop éloigné pour qu'il puisse être compris dans cette assiette, et quoique le hameau de Pédouze d'Airan puisse efficacement contribuer à cet objet du service (6 avril 1783); — à l'état des paroisses de l'arrondissement d'Argences, indiquant le nom des paroisses, le nombre des chevaux de selle et celui des chevaux de trait (30 avril 1783); — à la supplique de la veuve de Jean Hébert, réclamant deux annuités du loyer de sa maison servant de caserne (3 février 1784); — aux états de la fourniture de la paille aux corps de garde d'Argences pendant trois années (29 avril 1784); — aux renseignements à prendre par le subdélégué de l'Élection de Caen pour le choix du syndic militaire d'Argences entre deux candidats proposés par les habitants et par le commissaire des guerres, en remplacement du sieur Fleuriot, s'établissant en qualité de chirurgien à Caen (22 février 1786); — aux réclamations de différents particuliers des paroisses d'Airan et de Moul, afin d'être déchargés du logement des troupes, entre autres de messire Odet Aubert, seigneur du Mesnil-Touffray, cheveu-léger de la garde ordinaire du Roi (8 avril 1786); — du sieur Nicolas Choppin, préposé au recouvrement des vingtièmes, que ses fonctions obligent à s'absenter plusieurs jours la semaine, pour ramasser, dans les divers hameaux du bourg d'Argences, les deniers du Roi et les porter à la recette de Caen (3 mai 1786); — de Jacques Jean, garde du quart de réserve appartenant à S. M. dans les bois d'Argences, que deux arrêts du Conseil exemptent du logement des troupes (10 juin 1786); — états des paroisses qui composent l'arrondissement du bourg d'Argences, suivant le règlement de juillet 1759, concernant les convois militaires; — autres états nominatifs des habitants des paroisses d'Airan, demeurant au hameau de Pédouze, de Canteloup, du bourg d'Argences et de Moul, qu'il conviendrait d'assujettir au logement des troupes; — divers mandats expédiés par la Commission Intermédiaire pour dépenses relatives au casernement du bourg d'Argences (1789).

C. 2241. (Liasse.) — 18 pièces, papier.

**1778-1782.** — Affaires militaires. — Casernement. — Élection de Caen. — Requêtes adressées à l'Intendant

par divers particuliers, afin d'obtenir le paiement des loyers des terrains et maisons destinés au casernement des troupes, entr'autres par : Pierre Lair, de la paroisse de Brécy, pour une pièce de terre où le régiment d'Aquitaine a fait cantonner 84 hommes pendant quinze jours (12 octobre 1778); — Pierre Paris, de la paroisse de Bretteville-l'Orgueilleuse, pour sa maison ayant servi à 120 soldats convalescents de différents régiments (8 janvier 1782); — Thomas Guillot, de la paroisse de Carcagny, pour le logement qu'il a fourni à M. de la Tour du Pin, maréchal de camp, lors de l'établissement du camp de Vaussieux, près Bayeux (16 novembre 1778); — le sieur Paisant-Duclos le jeune, marchand de la ville de Caen, pour sa maison située à Courseulles, qui a été constamment occupée par les troupes détachées sur la côte en 1779 et 1780 (14 septembre 1782).

C. 2242. (Liasse.) — 14 pièces, papier.

**1761-1779.** — Affaires militaires. — Casernement. — Élection de Caen. — Mémoires des fournitures et ouvrages faits aux maisons occupées par les cavaliers en quartier à Creully (1761-1762); — ordonnance de M. de Galard de Béarn, marquis de Brassac, lieutenant général des armées du Roi, commandant en moyenne et basse Normandie, prescrivant à la compagnie de Barcilliat, du régiment de Ponthièvre-Cavalerie, de partir de Saint-Lô, le 9 février, pour se rendre à Creully où elle demeurera en quartier jusqu'à nouvel ordre; « vivant au moyen de sa solde en bonne discipline et « police »; et ordonnant aux maire, échevins, syndic et habitants de la recevoir et loger (5 février 1762); — ordonnance de M. le duc d'Harcourt, lieutenant général de Normandie, prescrivant aux compagnies de cavalerie du régiment du Commissaire-Général, en quartier à Saint-Gabriel, d'en partir le 20 juin pour se rendre à Creully où elles demeureront jusqu'à nouvel ordre, « vivant en bonne discipline et police »; avec mandement aux syndic et habitants du dit lieu de les y recevoir, loger, et de leur fournir les vivres et fourrages nécessaires en payant de gré à gré (17 juin 1762); — mémoire présenté à l'Intendant de la généralité de Caen par Denis Lemarchand, syndic du bourg de Creully, afin d'avoir récompense, sur plusieurs paroisses, des loyers de différents corps de maisons et chambres occupées par les officiers et cavaliers des régiments de Ponthièvre et Commissaire-Général, qui ont été en quartier dans le dit bourg (9 mars 1764); — supplique adressée à M. Esmangart par Charles Bel-

lamy, fermier des halles et boucherie de Creully, réclamant une indemnité pour le dédommager de la non-jouissance de la halle, dont on avait détruit les étaux pour loger les chevaux du comte d'Egmont (août 1779).

C. 2243. (Liasse.) — 12 pièces, papier.

**1776-1779.** — Affaires militaires. — Casernement. — Élection de Caen. — Requêtes adressées à l'Intendant par divers particuliers afin d'obtenir le paiement des loyers des terrains et maisons destinés au casernement des troupes, entr'autres : Pierre Lesueur, aubergiste à Juvigny, pour le logement qu'il a fourni au régiment de Bassigny pour y déposer les prisonniers et loger la garde, établie pour le maintien du bon ordre et la police du régiment (31 octobre 1778); — Jacques Lecarpentier, de la paroisse de Langrune, pour les deux granges et une salle qu'il a fournies pour déposer les fusils, les faisceaux d'armes, 4 balles de gibernes, des tables et des tambours (6 septembre 1779); — Pierre Cally, administrateur de l'hôpital général de la ville de Caen, pour le logement qu'il a fourni à Onistreham au piquet de dragons envoyé pour la garde de cette paroisse et de la côte (3 décembre 1778).

C. 2244. (Liasse.) — 38 pièces, papier.

**1762-1779.** — Affaires militaires. — Casernement. — Élection de Caen. — Mémoires des fournitures et ouvrages faits aux maisons et écuries occupées par le régiment Commissaire-Général en quartier à Troarn (1762-1764); — autre mémoire présenté à l'Intendant de la Généralité de Caen par Jean-Baptiste Bouet, syndic du bourg de Troarn, afin « d'avoir récompense » sur différentes paroisses des loyers de différents corps de maisons et chambres occupées par les officiers et cavaliers du régiment Commissaire-Général, qui ont été en quartier dans le dit bourg (1763); — ordonnance de M. Esmangart, Intendant de la Généralité, prescrivant au syndic de la communauté de Troarn de conduire M. de Charras, aide-major du régiment du Roi, dans tous les emplacements et maisons des habitants sujets au logement des gens de guerre, et de faire en sa présence l'assiette du logement des compagnies du régiment du Roi, qui pourront y être provisoirement et momentanément établies (1<sup>er</sup> mai 1779).

C. 2245. (Liasse.) — 33 pièces, papier.

**1778-1790.** — Affaires militaires. — Casernement.

CALVADOS. — SÉRIE C. — TOM E II.

— Élection de Caen. — Requêtes adressées à l'Intendant par divers particuliers, afin d'obtenir le paiement des loyers des terrains et maisons, destinés au casernement des troupes dans le bourg de Villers, entr'autres : par François de Laville, pour une portion de maison ayant servi de corps de garde et de prison aux troupes de passage (2 novembre 1778); — le sieur Jamais demande que le syndic soit tenu de lui remettre les clefs de sa maison devant servir de corps de garde, afin d'y faire faire les réparations dont elle a besoin (28 juin 1779); — Nicolas Billard, aubergiste, où pend pour enseigne le Lion-d'Or, demande le paiement de 21 livres 9 sols pour le logement qu'il a fourni à 26 soldats de la légion de Luxembourg, ainsi qu'à un sergent et 6 grenadiers du régiment du Roi qui conduisaient cette troupe (26 septembre 1783); — état des ouvrages faits à l'occasion de l'établissement du détachement du régiment de Commissaire-Général, suivant qu'il est constaté par les quittances des ouvriers, visées du syndic militaire (1790).

C. 2246. (Liasse.) — 38 pièces, papier.

**1743-1789.** — Affaires militaires. — Dépôts de remonte. — Paroisses A. F. — Extrait de l'état remis à M. Thomas, trésorier général de l'extraordinaire des guerres, pour le paiement de la remonte que le Roi a accordé aux capitaines des régiments de cavalerie pour leur donner moyen de rétablir leurs compagnies (1743); — états de ce qui est dû aux officiers chargés des remontes aux dépôts de : Bretteville-la-Pavée, régiment de Mestre-de-Camp-Dragons, du 1<sup>er</sup> janvier au 30 avril 1787; — Caen, régiment-royal de Normandie-cavalerie, du 1<sup>er</sup> janvier au 15 avril 1787; — Creully, régiment de Royal-Cavalerie, du 1<sup>er</sup> janvier au 4 mai 1787; — La Délivrande, régiment de Boufflers-dragons, du 1<sup>er</sup> janvier au 12 mars 1787; — états de ce qui est dû à divers particuliers pour les logements, magasins et écuries, fournis pour l'établissement des remontes dans les paroisses de : Bretteville-la-Pavée, Buissons, près Caen, Creully, La Délivrande, Evrecy (1787-1789); — requête adressée à l'Intendant par le sieur Loir, aubergiste à Caen, paroisse St-Martin, par laquelle il demande une indemnité de 600 livres pour les pertes qu'il a éprouvées par suite du séjour dans ses écuries, du 1<sup>er</sup> septembre 1786 jusqu'au mois de juin 1787, des cinquante-deux chevaux du régiment de Bourgogne qui sont tombés malades, ce qui l'a empêché de profiter, comme les autres aubergistes, du loyer de ses écuries durant la foire franche (25 juin 1788).

C. 2247. (Liasse.) — 31 pièces, papier.

**1787-1789.** — Affaires militaires. — Dépôts de remonte. — Paroisses G. V. — États de ce qui est dû aux officiers chargés des remontes aux dépôts de : Missy, régiment des Chasseurs-des-Pyrénées, du 1<sup>er</sup> janvier au 16 avril 1787 ; — Troarn, régiment de

la Reine-dragons, du 1<sup>er</sup> janvier au 9 avril 1787 ; — Vimont, régiment de la Reine-dragons, du 1<sup>er</sup> août au 31 décembre 1787 ; — états de ce qui est dû à divers particuliers pour les logements, magasins et écuries fournis pour l'établissement des remontes dans les paroisses de : Garcelles, Landes, Missy, Neuilly-le-Malherbe, Sully, Trévières, Troarn, Verson et Vimont.

FIN DU TOME SECOND DE LA SÉRIE C.





# TABLE.

## SÉRIE C. — INTENDANCE (Suite).

ÉTABLISSEMENTS RELIGIEUX :		FORTIFICATIONS.	
	Numéros d'ordre.		Numéros d'ordre.
Objet général . . . . .	C. 1492-1499	Objet général . . . . .	1654-1660
Élection d'Avranches . . . . .	1500	Comptabilité . . . . .	1661-1671
— de Bayeux . . . . .	1501	Élection de Caen . . . . .	1672
— de Caen . . . . .	1502-1503	— de Carentan . . . . .	1673
— de Carentan . . . . .	1504	— de Coutances . . . . .	1674-1677
— de Coutances . . . . .	1505		
— de St-Lô . . . . .	1506		
— de Mortain et Valognes. . . . .	1507		
— de Vire . . . . .	1508		
RÉJOUISSANCES PUBLIQUES. TE DEUM . . . . .	1509-1510		
PROTESTANTS.		CHATEAUX.	
Objet général . . . . .	1511-1515	Objet général . . . . .	1678
Cimetières . . . . .	1516-1517	Château de Bayeux . . . . .	1679
Prêche de la ville de Caen . . . . .	1518	— de Caen . . . . .	1680-1690
Régie des biens des Protestants . . . . .	1519-1521	— de Carentan . . . . .	1691-1694
		— de Granville ( <i>Élection de Coutances</i> ). . . . .	1695-1696
		— de Falaise ( <i>Généralité d'Alençon</i> ). . . . .	1697
		— de St-Lô. . . . .	1698
		— de Valognes. . . . .	1699
		— de Cherbourg ( <i>Élection de Valognes</i> ) . . . . .	1700
		— de Vire . . . . .	1701
COMPTABILITÉ. — Objet général . . . . .	1522-1531		
Élection d'Avranches . . . . .	1532		
— de Caen . . . . .	1533-1540		
— de Coutances . . . . .	1541		
— de Falaise . . . . .	1542		
— de St-Lô . . . . .	1543		
— de Mortain . . . . .	1544		
— de Vire . . . . .	1545-1547		
ÉTAT CIVIL DES PROTESTANTS.		CORPS DE GARDE, REDOUTES ET FORTS.	
Élection de Bayeux . . . . .	1548	Objet général . . . . .	1702-1703
— de Caen . . . . .	1549-1598	Élection de Bayeux . . . . .	1704
— de Falaise ( <i>Généralité d'Alençon</i> ) . . . . .	1599-1611	— de Caen . . . . .	1705
— de Pont-l'Évêque ( <i>Généralité de Rouen</i> ) . . . . .	1612	— de Valognes ( <i>Cherbourg et ses côtes</i> ). . . . .	1706-1735
— de Vire . . . . .	1613-1630	— de Carentan ( <i>Ile St-Marcouf</i> ) . . . . .	1736
		— de Coutances ( <i>Ile de Chaussey</i> ). . . . .	1737-1745
		— de Valognes ( <i>Ile d'Aurigny</i> ). . . . .	1746
NOUVELLES CATHOLIQUES.		Magasin à poudre de Cherbourg . . . . .	1747-1749
Élection de Caen . . . . .	1631-1643	Môle de Granville. . . . .	1750-1759
— de St-Lô. . . . .	1644-1652		
— de Vire . . . . .	1653		
		PORTS.	
		Objet général . . . . .	1760-1761
		Port d'Isigny ( <i>Élection de Bayeux</i> ) . . . . .	1762
		— de Granville ( <i>Élection de Coutances</i> ) . . . . .	1763-1766
		Ports de Carteret et de Dielette ( <i>Élection de Valognes</i> ) . . . . .	1767-1768
		Ports et rade de Cherbourg ( <i>Élection de Valognes</i> ) . . . . .	1769-1783

		Numéros d'ordre,		Numéros d'ordre.
<b>AFFAIRES MILITAIRES.</b>				
Objet général : édits, arrêts, ordonnances, etc.		1784-1793	<b>PAPEGAY DE LA VILLE DE CAEN . . . . .</b>	2094-2103
Camps . . . . .		1794-1809	<b>FRANCS-BREMENTS . . . . .</b>	2104
Garde-côtes . . . . .		1810-1903	<b>MILICE BOURGEOISE.</b>	
Grenadiers royaux provinciaux . . . . .		1904-1913	Objet général . . . . .	2105
			Dans les Élections de la Généralité . . . . .	2106-2116
<b>TROUPES PROVINCIALES.</b>			<b>MARÉCHAUSSEE . . . . .</b>	2117-2172
Objet général . . . . .		1914-1917	<b>CASERNEMENT.</b>	
Des diverses Élections . . . . .		1918-1930	Objet général et comptabilité. . . . .	2173-2186
Engagements . . . . .		1931-1934	Élection d'Avranches . . . . .	2187-2192
Matelots volontaires du Luxembourg . . . . .		1935-1949	— de Bayeux . . . . .	2193-2200
Mouvements de troupes. . . . .		1950-1970	— de Caen ( <i>Ville de Caen</i> ) . . . . .	2201-2238
Convois militaires . . . . .		1971-1983	— de Caen ( <i>Argences, Creully, Villers,</i> etc.) . . . . .	2239-2245
Extraits des revues de la Cavalerie . . . . .		1984-2009		
Corps royal de l'Artillerie et du Génie . . . . .		2010-2012		
Dépôts de Remonte . . . . .		2013-2025		
Extraits des revues des corps d'Infanterie . . . . .		2026-2051		
Invalides . . . . .		2052-2093		

COLLECTION  
DES  
INVENTAIRES SOMMAIRES  
DES  
ARCHIVES DÉPARTEMENTALES  
ANTÉRIEURES A 1790

**Publiée sous la direction du Ministère de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts.**





INVENTAIRE SOMMAIRE  
DES  
ARCHIVES DÉPARTEMENTALES  
ANTÉRIEURES A 1790

RÉDIGÉ PAR EUG. CHATEL ET ARMAND BÉNET, ARCHIVISTES

---

CALVADOS

---

ARCHIVES CIVILES

---

SÉRIE C

TOME TROISIÈME

ARTICLES 2248-2975



CAEN

IMPRIMERIE DE HENRI DELESQUES, LIBRAIRE

RUE FROIDE, 2 ET 4

---

1887





# DÉPARTEMENT DU CALVADOS

## INVENTAIRE-SOMMAIRE

DES

## ARCHIVES DÉPARTEMENTALES ANTÉRIEURES A 1790

### SÉRIE C.

( Administrations provinciales. — Intendances, Subdélégations, Élections et autres divisions administratives ou financières, Bureau des finances, États provinciaux, Principautés, Régences, etc.)

#### INTENDANCE DE CAEN (*Suite*).

C. 2248. (Liasse.) — 95 pièces, papier.

**1762-1771.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Carentan. — Correspondance entre MM. d'Ormesson, ministre ; de Fontette, Intendant de la Généralité ; Terray de Rosiers, procureur général en la Cour des Aides de Paris, et d'Hermerel, subdélégué ; relative : à l'envoi des états de dépenses de casernement des troupes en quartier dans l'Élection de Carentan pendant l'année 1761, avec indication des lieux et paroisses qui contribuent à ces dépenses, avec celles des casernes où les troupes ont été placées, ces états faits et arrêtés par le commissaire subdélégué, M. d'Hermerel (18 juin 1762) ; — à l'envoi d'un projet de construction des casernes de Carentan pour loger un escadron de cavalerie, avec la place et magasin pour les fourrages ; le maire de la ville informe l'Intendant que « ces constructions de casernes, « outre l'avantage qui en résultera pour les troupes, ne « peuvent venir plus à propos pour faire repasser de « l'argent dans ce pays qui en est absolument épuisé, « employer quantité d'ouvriers qui manquent de travail « et décharger les paroisses fatiguées des contributions « aux casernes. » Il ajoute que le département de

Carentan est sans doute l'un des plus convenables pour la cavalerie par l'abondance de ses fourrages, « l'on « peut aisément faire subsister dans Carentan deux « escadrons, un dans Périers, et un autre dans le bourg « de La Haye-du-Puits, mais il n'y a aucun lieu dans « cette Élection propre à rassembler et faire subsister « quatre escadrons » (8 juillet) ; — à la requête présentée par la veuve du sieur Regnouf, président en l'Élection de Carentan, pour faire annuler une ordonnance de l'Intendant du 31 juillet 1761, par laquelle elle a été déboutée de sa demande en décharge du logement des gens de guerre, à titre de veuve d'un officier d'Élection (30 décembre 1763) ; — à la réponse de M. de Fontette, écrivant à M. d'Ormesson qu'il avait toujours pensé que les privilèges des officiers des sièges de l'Élection se restreignaient à l'étendue de leur ressort, car, comme la dame veuve Regnouf demeure à Valognes, et que son mari ne pouvait jouir de ses privilèges que dans l'étendue de l'Élection de Carentan, il avait cru devoir la débouter de sa demande, qui tendait à augmenter la charge des bourgeois de la ville de Valognes (5 avril 1764) ; — à la consultation donnée à l'Intendant dans laquelle il est dit que : « les privilèges consistent en « réel et personnel, le réel est plus ou moins dépendant « du territoire, au lieu que le personnel est attaché à la

« personne et la suit partout, parce que c'est principalement ce qui en constitue l'état, en sorte que c'est « l'en priver que de lui refuser les distinctions qui « forment cet état... ce qu'il y a de certain, c'est que « toutes les cours des Aides tiennent pour maxime « cette distinction de personnel, et qu'une veuve le « porte partout, parce que c'est proprement ce qui « constitue son état et celui que lui a déséré la mort de « son mari »; — à la lettre du sieur Terray de Rosiers, procureur général de la Cour des Aides de Paris, écrivant à M. de Fontette que la translation de domicile ne peut former aucun obstacle à son exemption, les veuves des officiers n'étant pas tenues à résider (9 avril 1764); — à la réponse de M. de Fontette rappelant au procureur général des Aides que : « ce n'est que bursalement que ces officiers ont acquis l'exemption de logement des troupes, qu'elle leur avait été ôtée en 1750, et « que ce n'est qu'en 1759 qu'elle leur avait été rendue « par une simple décision de M. le marquis de Belle-Isle, concertée avec le Contrôleur-général, et arrachée « par les sollicitations de la Cour des Aides, et principalement pour éviter les effets de la haine et de la « vengeance entre ces officiers et les maire et échevins. » La dame Regnouf ne pouvait se trouver dans le cas à Valognes, où son mari n'avait point eu de charge, « elle soutient au Conseil, où elle en appelle « de l'ordonnance du 31 juillet 1761, que le privilège « est inhérent à sa personne et doit la suivre partout. « Si le Conseil le décide ainsi, les officiers des Élections « se trouveront assimilés au Clergé, à la Noblesse, à « la grande magistrature, et il sera décidé que le privilège n'est que personnel, tandis que dans ma façon « de penser il est également réel, à peu près comme « celui de la taille » (15 avril); — à la requête de la veuve de M. Robert Caillemer, avocat, demandant le paiement du loyer d'une chambre garnie ayant servi au logement d'un officier du régiment de la Couronne, de passage dans la ville de Carentan (28 juillet 1768); — à l'état de ce qui est dû à Messieurs les officiers du 4<sup>e</sup> bataillon du régiment de Navarre pour leur logement des trois derniers jours de janvier et du mois de février 1771; — à l'état de la dépense occasionnée par le passage des troupes, dont les maire et échevins de la ville de Carentan demandent le montant, afin qu'il soit distribué aux particuliers dénommés au dit état; — aux mémoires de fournitures à l'appui du dit état (1771).

C. 2249. (Liasse.) — 65 pièces, papier.

**1772-1786.** — Affaires militaires. — Casernement. —

Ville de Carentan. — États des : dépenses faites pour le logement de l'escadron du régiment Royal-Cavalerie, en garnison à Carentan (1772); — frais occasionnés à la dite ville tant pour le port des ordres, donnés aux syndics des paroisses voisines pour fournir des chevaux et voitures aux troupes passant par Carentan et au transport des mendiants, que pour le paiement du loyer de deux appartements servant de magasin pour reposer les effets destinés au casernement des troupes (1774); — réclamation, par les officiers municipaux, du paiement des dépenses relatives au service militaire; ils représentent à l'Intendant qu'ils sont poursuivis par le sieur Boyron, propriétaire d'une maison servant de casernement à la maréchaussée (4 août 1776); — requête du sieur Boyron, bourgeois de Carentan, réclamant le prix du loyer de sa maison et l'expertise des réparations à y faire (juillet 1779); — nouvelle réclamation du sieur Boyron : forcé de remettre les clefs de ses écuries pour le logement des chevaux du régiment de l'Orléanais, en remonte à Carentan du 5 avril au 5 mai 1786, et de livrer son jardin potager pour faire sécher la litière des chevaux, de sorte que, père d'une nombreuse famille, il s'est vu obligé d'acheter des légumes et de louer une écurie pour son propre cheval qu'il est obligé d'avoir comme sergent; il réclame le paiement du loyer et une indemnité de ses frais (17 septembre 1786); — états : des loyers de maisons servant d'hôpital et d'infirmerie; — des logements fournis aux cavaliers de remonte des régiments de l'Orléanais, de la Reine et au détachement d'Angoulême; — mémoires de 2,362 livres 2 sols 1 denier de différents fournisseurs pour travaux faits aux dites maisons servant de casernes; les dits états arrêtés par les maire et échevins de Carentan, Lavalley de La Hogue, subdélégué, et D'Heu, commissaire des guerres.

C. 2250. (Liasse.) — 20 pièces, papier.

**1787-1790.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Carentan. — Correspondance entre MM. de Feydeau, Intendant de la Généralité; les membres de la Commission intermédiaire provinciale; les procureurs syndics de l'Élection de Carentan; les officiers municipaux de Carentan, et Lavalley de La Hogue, subdélégué; relative au paiement des frais de casernement; — à la demande par les officiers municipaux de la ville de Carentan d'un mandat pour l'acquit des frais de casernement d'un détachement du régiment de Lorraine, venu en remonte dans la dite ville, à raison d'un sol 6 deniers par nuit pour chaque lit, et 1 sol par jour par place de

cheval (16 septembre 1788); — à l'envoi de deux requêtes qui ont été remises par les nommés Biard et Levilain, propriétaires des maisons occupées par les cavaliers de la maréchaussée, afin d'obtenir le paiement d'une année de loyer qui leur est due, avec copies des baux faits entre ces particuliers et le subdélégué (14 février 1789); — à la demande faite d'expédier le plus tôt possible l'affaire des sieurs Biard et Levilain, vu que la fortune de ces particuliers est infiniment bornée, et qu'ils souffrent du retard apporté dans leur demande en paiement de l'année de loyer qui leur est due (24 avril 1789); — à la lettre des syndics du département de Carentan aux syndics provinciaux pour faire payer aux maire et échevins de la dite ville ce qui leur est dû pour le logement de la remonte du régiment de Lorraine, depuis le 4 septembre 1788 jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 1789 (8 février 1790); — aux observations de M. de Montcarville à la Commission intermédiaire provinciale pour faire diminuer de 143 livres 10 sols la note des frais de casernement s'élevant à 532 livres, et présentée par les conseillers municipaux de Carentan, qui « ne « devoient louer les lits et écuries que conditionnelle-  
« ment, et à commencer seulement du terme où le  
« détachement de Lorraine annoncé arriveroit à Caren-  
« tan » (16 avril 1790); — à la nouvelle requête des dits officiers municipaux, réclamant le paiement des loyers, les propriétaires souffrant beaucoup de ces retards (30 avril); — à l'envoi de deux états de logement et de fournitures faites aux détachements des grenadiers du maréchal de Turenne, s'élevant à 188 livres 8 sols 4 deniers, et au régiment du duc d'Angoulême, s'élevant à 3,244 livres 18 sols 4 deniers; « les  
« propriétaires des maisons servant au casernement  
« nous tourmentent depuis longtemps pour le payement  
« des loyers » (30 avril); — à l'envoi d'un état de supplément de logement fourni au détachement d'Angoulême (6 mai); — à l'avis donné par le maire de Carentan aux députés de la Commission intermédiaire provinciale que, conformément à la décision de M. de Montcarville, commissaire ordonnateur, les officiers municipaux ont, de concert avec leurs prédécesseurs, réduit l'état du logement du détachement en remonte de Lorraine-Dragons à la somme de 388 livres 10 sols (25 mai).

C. 2251. (Liasse.) — 87 pièces, papier.

**1762-1789.** — Affaires militaires. — Casernement. — Paroisses de l'Élection de Carentan. — Mémoire et état des sommes dues à divers particuliers pour les

loyers des maisons ayant servi au casernement de la compagnie de dragons du régiment de Beauffremont ayant été en quartier au bourg de La Haye-du-Puits; — requête du sieur François Jouan, tailleur au bourg de Lessay, demandant le paiement du loyer d'une chambre servant de logement militaire; — état et mémoire des deltes, charges et dépenses occasionnées dans les paroisses de Sainte-Marie-du-Mont, Sainte-Mère-Église et Périers par le séjour d'une compagnie de dragons du régiment de Beauffremont et d'un escadron du Royal-Cavalerie, du régiment de Dillon-Infanterie et du régiment de l'Île-de-France; — réclamation du syndic de Périers qui, faute d'un corps de garde pourvu de paille et autres ustensiles, s'est vu forcé de loger et d'approvisionner les soldats passant et logeant à Périers, l'avis du subdélégué est de rembourser le dit syndic de toutes ses avances (juillet 1786); — état de la dépense faite par le syndic militaire du bourg de Périers pour le passage des troupes qui ont logé dans ce bourg (26 mai 1789).

C. 2252. (Liasse.) — 92 pièces, papier.

**1760-1776** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Coutances. — Correspondance entre MM. de Fontette, Intendant de la Généralité; les officiers municipaux de Coutances et M. de Mombrière, subdélégué; relative : à l'état de l'arrivée, séjour et départ des troupes et de la dépense tant pour le séjour que pour le passage des régiments et détachements, du 1<sup>er</sup> octobre 1760 au 1<sup>er</sup> octobre 1761 (3 mars 1762); — à l'envoi de l'état des dépenses, faites pendant l'année 1761, pour le casernement et fournitures des troupes dans l'Élection de Coutances; cet état est divisé en quatre colonnes où sont inscrits les noms des villes et bourgs où les troupes sont en quartier, le nom du régiment, le nom des paroisses qui contribuent, enfin le montant des dépenses (4 avril 1762); — à l'avis donné que rien n'est plus avantageux que de pouvoir rassembler des escadrons de cavalerie et de dragons dans les mêmes quartiers, qu'il est certain qu'on en pourrait placer deux commodément dans l'Élection de Coutances, un dans la ville et l'autre dans le bourg de Gavray; « mais, ajoute le subdélégué,  
« dans ce tems de misère il n'est pas possible de pen-  
« ser à un pareil établissement; le pays, qui est épuisé,  
« est absolument hors d'état de contribuer à une dé-  
« pense aussi considérable que celle qu'exigeroit la  
« construction de cazernes et des logements pour les  
« officiers; cette dépense pour deux escadrons seroit au  
« moins de 200,000 livres. » (30 mai 1762); — aux états généraux des dépenses faites pour les loyers des



maisons, réparations, fournitures et autres choses nécessaires pour le casernement du 1<sup>er</sup> escadron de dragons du régiment d'Orléans, arrivé le 15 novembre 1768, et du 2<sup>e</sup> escadron, arrivé le 18 mai 1769 (1769); — à l'avis donné par M. Malafait, secrétaire de l'Intendance, à M. de Mombrière, subdélégué à Coutances, que le duc d'Harcourt est décidé à faire passer à Coutances le 4<sup>e</sup> bataillon du régiment de Navarre, quittant Carentan parce que « le nombre des malades augmente tous les jours à raison de la nature de l'air du pays », et de prévenir les officiers municipaux pour faire à l'avance toutes les dispositions convenables pour l'établissement du dit bataillon; « vous sâvez que la province paye toutes les dépenses militaires, mais vous sâvez aussi qu'il faut y mettre toute l'économie possible, sans se refuser cependant à tout ce que peut exiger le bien du service » (14 juillet 1771); — à l'avis à donner aux officiers municipaux de Coutances de ne pas s'occuper de la réception du 1<sup>er</sup> et du 4<sup>e</sup> bataillon du régiment de Navarre dont l'arrivée leur avait été annoncée, et qui doivent se rendre au Havre (6 août 1771); — à l'état des dépenses faites par ordre des maire et échevins pour le casernement du 4<sup>e</sup> escadron du régiment de Royal-Cavalerie (9 mars 1772); — à la lettre du secrétaire de l'Intendance au subdélégué de Coutances sur les irrégularités des états de dépenses de casernement envoyés par les officiers municipaux, et aux réponses en marge de ces derniers (4 et 12 avril 1772); — à l'envoi des états de dépenses pour le casernement projeté dans la ville de Coutances, avec les observations de M. de Tombelaine (7 août 1772); — à la demande des propriétaires des maisons occupées par la maréchaussée pour le paiement du loyer échu le 1<sup>er</sup> janvier (5 février 1773).

C. 2253. (Liasse.) — 77 pièces, papier.

**1727-1790.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Coutances. — Correspondance entre MM. de Feydeau, Intendant de la Généralité; de Mombrière, subdélégué, et les officiers municipaux de Coutances; relative: à la demande faite par le Fr. Garnier, prieur des Dominicains, d'être payé du loyer de leur maison servant de caserne à la maréchaussée, afin de faire les réparations occasionnées par les tempêtes de mars 1778. (Le sceau du prieur des Dominicains en cire rouge parfaitement conservé: « Sigillum Prioris Conv[en]tus Const[antiensis] ord[inis] prædicatorum ») (1<sup>er</sup> avril 1778); — à l'envoi de l'ordonnance de paiement aux officiers municipaux pour le loyer des maisons ayant servi de casernement aux régiments d'Aunis, de Conty

et de Languedoc (16 septembre 1778); — à l'envoi de l'état, demandé par le Contrôleur-général, du nombre et du montant des cotes de la capitation bourgeoise depuis 40 sols et au-dessous, et depuis 40 sols jusqu'à y compris 3 livres, ainsi que l'état des frais de casernement du 1<sup>er</sup> bataillon du Maréchal-de-Turenne avec les pièces justificatives de la dépense à l'appui (2 octobre 1785); — à l'envoi de deux états: l'un des loyers dus aux propriétaires des maisons servant au casernement du 1<sup>er</sup> bataillon du régiment de Turenne, puis du 1<sup>er</sup> bataillon du régiment de l'Ile-de-France, s'élevant à 4,168 livres; l'autre des frais de casernement et autres extraordinaires et indispensables, s'élevant à 153 livres 6 sols, auxquels sont jointes les pièces justificatives (août et décembre 1786); — à d'autres états de 4,138 livres pour le loyer des maisons-casernes, et de 494 livres 2 sols pour les frais extraordinaires et indispensables (24 août 1787); — aux états pour le casernement du régiment de l'Ile-de-France durant l'année 1788; — aux renseignements sur les dépenses militaires dans la ville de Coutances (21 mai 1789); — au logement du régiment de l'Ile-de-France, état de ce qui est dû aux officiers en mai et juin 1790; — à l'état de ce qui est dû aux officiers du régiment de l'Ile-de-France, présents au corps, pour leur logement; — aux sommes à payer sur l'imposition des logements militaires, soit pour les loyers des magasins qui sont occupés dans l'Élection de Coutances, soit pour ceux des maisons qui servent de casernes à différentes brigades de la maréchaussée; — des bâtiments employés au logement des troupes dans la ville de Coutances; — des frais de casernement et autres extraordinaires et indispensables pour l'établissement du 1<sup>er</sup> bataillon du Maréchal-de-Turenne, faits sur la réquisition des maire et échevins de la dite ville, d'après les ordres et l'autorisation de l'Intendant.

C. 2254. (Liasse.) — 35 pièces, papier.

**1749-1778.** — Affaires militaires. — Casernement. — Élection de Coutances. — Gavray et Granville. — Correspondance entre MM. Esmangart, Intendant de la Généralité; les officiers municipaux; de Laubarède, commissaire des guerres; de Mombrière et Couraye Duparc, subdélégués; relative: à l'envoi de l'état des fournitures par le syndic militaire de Gavray (17 septembre 1783); — à l'avis, envoyé à M. de La Briffe, Intendant de la Généralité, par M. de Voyer d'Argenson, que la somme de 1,984 livres 1 sol sera payée par le commis de l'extraordinaire des guerres pour les

réparations faites aux casernes de Granville, « pour les  
« mettre en état de loger les troupes, et ce suivant le  
« loisé arrêté le 14 mai 1749 par le sieur de Caux,  
« ingénieur en chef » (4 août 1749); — à l'état des dépenses des troupes en garnison à Granville où figurent les noms des régiments, la date de leur arrivée, la durée de leur séjour et la date de leur départ, s'élevant à la somme de 7,361 livres 17 sols 11 deniers, plus les fournitures de meubles des chambres de 48 officiers et de 290 lits de soldats dont le dommage excède 10,000 livres par an (du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1761); — aux réclamations de divers particuliers adressées à l'Intendant, à l'effet d'être déchargés des fournitures de casernement et d'obtenir le paiement des loyers des maisons ayant servi au casernement des troupes, entr'autres : par la veuve Fontaine, orfèvre, taxée à fournir 2 lits de soldats, et aux réponses des maire et échevins (29 novembre 1762); — au mémoire de la veuve du sieur Fontaine, orfèvre à Granville, contre les maire, échevins et procureur syndic de l'Hôtel-de-Ville, qui ont fait saisir les meubles séquestrés de la succession de son mari et vendre son argenterie pour les frais du procès qu'elle a soutenu contre ces magistrats, qui l'obligent à contribuer aux fournitures du casernement et au logement militaire (8 décembre 1762); — à l'avis de M. de Mombrière, subdélégué, qui regarde l'affaire comme très compliquée et n'approuve pas la conduite du procureur du Roi de la ville de Granville (12 mai 1763); — à la demande, par l'Intendant, des pièces de cette affaire avec la réponse des officiers municipaux, afin qu'il puisse « prendre un parti pour  
« terminer cette affaire qui dure depuis trop longtemps » (29 décembre 1763); — à la recommandation, faite par l'Intendant à son subdélégué, d'examiner cette affaire avec grande attention; « mon objet, lui écrit-il, « est de tirer les officiers municipaux du mauvais pas  
« où ils se trouvent par leur faute, mais en même temps  
« peut-être que la veuve Fontaine trouveroit moyen de  
« ranimer l'affaire devant les juges royaux et de tra-  
« casser encore mieux les officiers municipaux... le  
« point essentiel est d'éviter de lui donner prise » (12 janvier 1764); — à la réponse de M. de Mombrière qui écrit à M. de Fontette : « il est bien extraordinaire  
« que ces officiers municipaux aient envoyé garnison  
« dans une maison d'une succession renoncée, dans  
« laquelle les scellés étoient aposés, tous les effets au  
« déposit de justice et en sequestre »; il conseille à l'Intendant de rendre une ordonnance renvoyant « le dit  
« procureur du Roy se pourvoir devant les juges ordi-  
« naires aux fins de la décharge des gardiens qu'il a

« placés dans la maison de la succession » (23 février); — à l'ordonnance qui renvoie l'affaire devant les juges ordinaires (14 février); — à la demande par l'abbé Sorin de Lepesse, curé de Granville, et Follain, son vicaire, de ne pas loger la troupe dans la maison dite de la Providence, destinée, de temps immémorial, aux écoles publiques auxquelles préside une sœur de Providence de l'Enfant Jésus, de Paris; « les suppliants,  
« écrivent-ils, animés du désir du bien public, avoient  
« placé dans cette maison une manufacture ou plutôt un  
« apprentissage, où, en instruisant les enfants, on  
« les formoit gratuitement à différents travaux propres  
« à leur âge. Le succès répondoit à leurs efforts lorsque  
« le régiment de Conti est arrivé en cette ville, les  
« officiers municipaux ont cru pouvoir prendre la  
« maison dite de la Providence malgré les réclamations,  
« l'autel a été enlevé et mis à l'écart sans respect, la  
« sœur obligée de chercher ailleurs un azile, où elle ne  
« peut remplir ses fonctions, les enfants ont été disper-  
« sés... les suppliants avoient lieu d'espérer de n'être  
« pas ainsi troublés par les maire et échevins à qui le  
« bien public est si précieux, et qui ne peuvent ignorer  
« que les écoles publiques, surtout celles où l'on associe  
« ainsi le travail à l'instruction, ont toujours été favo-  
« risées d'une protection particulière de la part du  
« Gouvernement. Comment MM. les officiers municipaux  
« ont-ils pu ainsi s'emparer, pour supplément de  
« casernes, du logement destiné à ces écoles pendant  
« que, par l'arrêt du 30 juin 1567, rapporté au III<sup>e</sup> tome  
« des Mémoires du clergé, ils sont eux-mêmes obligés  
« de fournir un logement pour les écoles, et par  
« l'article 9 de la déclaration de 1698 du 15 décembre,  
« également que par l'article 5 du 14 mai 1724, ils  
« sont tenus de fournir, par la voie de l'imposition sur  
« les habitants, ce qui sera nécessaire pour l'entretien  
« des écoles jusqu'à la somme de 150 livres? Si la loi  
« avoit été muette, la voix de la raison n'auroit-elle  
« pas dû se faire entendre auprès de MM. les officiers  
« municipaux? Qu'y a-t-il de plus privilégié et de plus  
« digne d'égards que les autels, les écoles, les maisons  
« de charité et de travail, tout autant de titres que  
« réclament les suppliants, qui se proposoient de  
« donner de plus en plus de nouveaux accroissements  
« à un établissement d'autant plus précieux, qu'avec  
« une instruction entièrement gratuite, il assurait aux  
« enfants la plus grande partie du produit de leur  
« travail actuel et les y formoit pour la suite?... Cepen-  
« dant on refuse encore aux suppliants et à la mai-  
« tresse d'école de leur remettre la maison de la  
« Providence dans laquelle, depuis le départ des

« troupes, on a placé les tailleurs et les musiciens du « régiment de Conti » (21 mars 1778); — à l'état des appartements de la maison dite de la Providence et des locations dont le total s'élève à 315 livres avant l'arrivée du régiment de Conti (3 avril 1778); — à la réponse des officiers municipaux à la dite requête (5 avril); — à la réfutation de la réponse faite par les officiers municipaux à la requête en réclamation de la maison de la Providence, indûment employée au logement de la garnison; les sieurs Sorin de Lepesse et Follain exposent que : « pour améliorer l'éducation publique, de « tous temps trop négligée dans cette ville, retirer de « la dissipation cette multitude d'enfants confiés à leur « sollicitude, à l'exemple de ce qui se pratique si « avantageusement dans la plupart des autres villes, ils « avoient conçu le dessein d'offrir à leur nombreuse « jeunesse quelque branche d'industrie relative à cet « âge;.... rien n'étoit plus naturel que de placer cet « établissement dans la maison de la Providence, qui « appartient proprement aux enfants, et auprès de la « maîtresse chargée de leur éducation, d'accord avec la « sœur.... Cette maison, dont on ne trouve plus les « premiers titres de fondation, appartient moins à « la communauté des habitants pour en disposer à « leur gré qu'aux enfants des écoles publiques; depuis « plus d'un siècle, elle est consacrée à cet usage pré- « cieux; son nom seul, solennellement relaté dans des « actes d'une date plus que quadragénnaire, annoncent « hautement sa destination; de temps immémorial, les « sœurs de la maison de Paris conduisent cette école;... « ils ajoutent que, de droit commun, les curés sont les « inspecteurs, les conservateurs des écoles de leur « paroisse, principalement de celles de charité et de « fondation, droit qui leur est assuré par plusieurs « arrêts, notamment par ceux du 29 mai 1647, 25 mai « 1667 et 23 janvier 1680, rapporté au *Journal des « audiences*; c'est donc à eux à réclamer, lorsqu'il y a « lieu, contre le trouble qu'on peut apporter à ces « écoles. » Ils réfutent l'insinuation des officiers municipaux prétendant que leur établissement nuisait à la manufacture de l'hôpital, où l'on applique au travail de la dentelle les enfants de cette maison, et où il n'y en a que très peu de la ville et des faubourgs qui puissent s'y joindre, l'hôpital étant trop éloigné. « L'intérêt de « l'hôpital ne sera jamais indifférent aux sieurs de « Lepesse et Follain, mais, par une appréhension vaine « et sans fondement pour les pauvres de cette maison, « ont-ils dû ne rien faire pour ceux de la ville et des « faubourgs qui sont naturellement appelés à la maison « de la Providence? » .... Enfin l'ordonnance de 1768,

« qui doit servir de règle aux officiers municipaux, pour « le logement des troupes, a prévu les cas où les exemp- « lions des privilégiés doivent être suspendues, mais « cette ordonnance n'en marque aucun où l'on doive « y employer les lieux saints, les maisons de charité et « d'école; leur privilège est sans doute trop naturel et « trop frappant pour qu'il fût nécessaire de l'exprimer, « il n'y a que dans les cas extraordinaires, comme d'un « siège, d'une calamité publique, où, sous l'empire de « la raison, tout cède à la nécessité, qu'on puisse oublier « ces privilèges sacrés et inviolables. C'est donc avec la « plus grande confiance que les suppliants persistent à « conclure que la maison de la Providence soit rendue « pour être employée à des usages conformes à son « institution » (11 avril 1778); — à l'avis du subdélégué qui déclare que la maison de la Providence, destinée à un usage public, à tenir une école, doit être regardée maison privilégiée et ne doit servir, pour loger les troupes, que dans le cas de foule; que les sieurs de Lepesse et Follain ont établi dans les parties de la dite maison, non occupées pour le logement de la sœur et pour l'école, une manufacture de dentelle, de bas et de couture, ouvrages convenables à de petites filles d'artisans et de matelots destinées à épouser des personnes de leur état; enfin que le logement des soldats est incompatible avec une école et une manufacture destinées aux petites filles de Granville (14 avril); — à l'ordonnance de l'Intendant qui enjoint aux officiers municipaux de ne plus comprendre dans l'état de logement la maison de la Providence, ayant un objet d'utilité publique et exempte du logement des gens de guerre (mai); — à la supplique des sieurs Sorin de Lepesse et Follain sollicitant les deniers de la location de la maison de la Providence, pour payer les appartements qu'ils ont été forcés de prendre en supplément de ceux dont les enfants avaient été expulsés (13 septembre); — à l'avis du subdélégué conforme à leur demande (27 septembre 1778).

C. 2255. (Liasse.) — 63 pièces, papier, 1 parchemin.

1775-1781. — Affaires militaires. — Casernement. — Élection de Coutances. — Granville. — Correspondance entre MM. le marquis de Héricy, l'Intendant, les officiers municipaux et divers particuliers, relative : à la supplique de demoiselle Jeanne-Marie-Thérèse de Lancise, veuve du sieur Jacques Fougeray, bourgeois de Granville, réclamant ses privilèges de noblesse qu'elle avait perdus pendant son mariage avec un roturier, vu la déclaration qu'elle avait faite au greffe de l'Élection



de Coutances, qu'elle entendait vivre noblement, déclaration qu'elle a fait publier à l'issue des messes paroissiales de Saint-Nicolas de Granville, et notifiée tant aux collecteurs des tailles qu'aux maire et échevins qu'elle a sommés de lui faire rendre, dans les 24 heures, un lit pour la garnison, qu'ils lui ont fait fournir comme veuve d'un bourgeois ; à l'appui de cette supplique se trouvent les pièces justificatives, telles que l'ordonnance du président des sièges de l'Élection, tailles et quart bouillon de Coutances, et quart bouillon de Granville, autorisant la dite veuve « à jouir de tous les privilèges et exemptions attribués à la noblesse, tant qu'elle vivra noblement et ne fera aucun acte de dérogeance » ; et les copies des notifications aux collecteurs de Saint-Nicolas, aux maire et échevins, de la déclaration passée par la dite dame en l'Élection de Coutances (10 mars au 27 novembre 1778) ; — à la requête du sieur Pimor, prieur de la juridiction consulaire, réclamant l'exemption que lui refusent les maire et échevins, en s'appuyant sur l'ordonnance de 1768, qui n'admet d'exempts que le juge en chef du principal siège royal de chaque lieu, son lieutenant général, les lieutenants généraux des amirautés et présidents d'Élection, et qui anéantit toutes les exemptions portées dans les lettres patentes de 1566 et l'édit de 1701 que rappelait le sieur Pimor (7 et 15 février 1779) ; — à la demande par les ecclésiastiques, nobles et privilégiés de Granville, protestant contre leur contribution aux fournitures de casernes, de la communication du procès-verbal déclarant le cas de foule et dont le refus serait un déni de justice (6 juin 1778) ; — à l'avis qu'il n'y a pas lieu d'accorder l'exemption de la contribution au logement des gens de guerre au sieur Hugon Hautmesnil, réclamant le dit privilège à cause du cautionnement qu'il a fait du sieur Deschamps, entrepreneur de fortifications, dont l'adjudication doit porter que lui et ses cautions jouiront de la dite exemption (4 septembre) ; — à la demande d'exemption de logement et de toutes autres corvées, formée par la dame veuve de Pierre Goffetre, médecin, mère de quatre enfants, rappelant le dévouement que son mari a montré en remplissant gratuitement les fonctions de médecin de l'hôpital de charité de Granville, charge pénible et onéreuse, depuis le 7 mars 1778, époque à laquelle une garnison fut établie à Granville ; à l'appui de la demande sont un certificat des maire et échevins, et l'avis favorable du subdélégué ; au haut et en marge de la lettre de M. de Mombrière, l'Intendant adopte l'avis de M. Guiart, secrétaire de l'Intendance, il fera écrire aux maire et échevins pour ne l'assujétir au paiement et fournitures qu'en cas de nécessité (13 février — 4 avril 1780) ; —

aux réclamations du sieur Le Tourneur, commandant la corvette « le Pilote des Indes », contre la prétention des maire et échevins à lui imposer la fourniture de deux lits, et à mettre en garnison trois soldats chez lui, même en son absence, alors qu'il était en mer pour le service du Roi ; il cite, à l'appui de son privilège, l'ordonnance de la marine de 1689, celles du 23 juin 1750, du 1<sup>er</sup> mars 1768, enfin celle du 20 mars 1778 pour les privilèges des gens de mer ; il supplie en conséquence M. Esmangart de le décharger des fournitures qui lui sont demandées, et aussi des frais de la garnison des trois soldats envoyés chez lui et à l'auberge (2 mars 1780) ; — à la lettre de M. le marquis de Héricy à l'appui de la demande du sieur Le Tourneur (7 mars) ; — au mémoire des officiers municipaux réfutant les assertions du dit privilégié, et espérant que l'Intendant le condamnera aux frais de l'établissement de la garnison (16 mars) ; — à la lettre de remerciement du sieur Le Tourneur à qui le marquis d'Héricy avait annoncé chez M. Domouriez, commandant à Cherbourg, que M. Esmangart avait ordonné à la ville de payer les frais de la garnison mise chez lui (22 mars) ; — à la supplique du sieur Julien Hellouin, aubergiste, réclamant les frais de logement et nourriture de 3 soldats qu'il a hébergés, par ordre du maire, au compte du sieur Le Tourneur, durant 20 jours à raison de 25 sols par jour pour les 3 premiers jours, et de 30 sols pour les 17 derniers, savoir : 8 sols pour la livre de viande, 4 sols 6 deniers pour la livre de pain, 7 sols pour le pot de cidre, et 6 sols réduits à 3 sols pour le coucher (28 avril) ; — à la nouvelle réclamation des officiers municipaux pour être rétablis dans le libre exercice du droit que la loi et l'usage semblent leur assurer relativement au logement militaire, en usant de leur droit de contraindre les contribuables par voie de garnison (30 avril) ; — au procès-verbal des dits officiers municipaux dénonçant la demoiselle Follain La Chaussée comme récalcitrante, pour avoir refusé de fournir deux draps pour un lit militaire (15 mai) ; — aux inconvénients résultant de la mesure prise par l'Intendant qui avait réduit l'autorité des dits officiers au simple droit de constater les refus des contribuables (22 juin) ; — à l'inconvénient de prendre, pour loger des soldats, la maison du sieur Gaume, gendarme, qui est située hors la ville ; les officiers municipaux « en voulaient faire déguerpir » les locataires pour y caserner les soldats du régiment de Berwick, malgré les observations des officiers du dit régiment qui verraient avec peine leurs soldats hors de leur portée et dans le cas d'être indisciplinés. « Le choix de cette maison, écrit le « secrétaire de l'Intendance à M. de Mombrière, subdé-

« légué, semble donc être aussi préjudiciable au bien  
 « du service que nuisible aux intérêts du Roy... Vous  
 « avés à cet égard, dès l'absence de M. l'Intendant,  
 « toute autorité » (23 avril 1780); — à la lettre du  
 sieur Hamon, commis au bureau des classes, à  
 M. Mistral, commissaire général des ports et arsenaux  
 de marine, ordonnateur en Normandie, pour se plaindre  
 des vexations, dont le fatiguent les officiers municipaux  
 pour les taxes de la ville et le logement militaire  
 (30 avril); — à l'envoi de cette lettre à M. Esmangart  
 pour réclamer sa protection en faveur du sieur Hamon  
 (12 mai); — à la réponse de M. Esmangart qui, tout en  
 assurant à M. Mistral de son désir de lui être agréable,  
 lui écrit : « dans les circonstances actuelles, cette  
 « charge publique est supportée dans presque tous les  
 « endroits de ma Généralité par la plupart des classes  
 « des privilégiés, qui sentent la nécessité de venir au  
 « secours de leurs concitoyens » (17 mai); — à la  
 supplique du sieur Hamon rappelant à M. Esmangart  
 que son prédécesseur, M. de Fontette, avait rendu une  
 ordonnance en date du 9 octobre 1773, pour le décharger  
 de sa capitation des bourgeois de Granville, et le rayer  
 du rôle de la ville, et le suppliant d'ordonner la remise  
 des fournitures de casernement que les officiers muni-  
 cipaux l'avaient contraint de livrer (1<sup>er</sup> juin); — à la  
 réponse des officiers municipaux qui demandent une  
 ordonnance condamnant le dit Hamon à une amende  
 pour les injures et les imputations faites envers le maire  
 (25 juin); — à la note du subdélégué favorable à la  
 requête du sieur Hamon; « si, écrit-il, les officiers  
 « municipaux prétendent qu'il doit contribuer aux  
 « charges de leur ville, il faut qu'ils conviennent qu'ils  
 « ont fait une injustice de ne l'y avoir pas assujéti  
 « jusqu'à présent, et ils lui ont donné quelque prétexte  
 « de les taxer d'avoir agi par humeur; dans ces circon-  
 « stances, il y a lieu d'exempter le sieur Hamon de la  
 « fourniture qui lui est demandée » (9 juillet); — à  
 l'attestation que le sieur Moreau, directeur des étapes  
 et convois militaires de la Généralité de Caen, donne au  
 sieur Langlois, entrepreneur de la fourniture d'étape de  
 la place de Granville, vu qu'en vertu de l'arrêt du Con-  
 seil du 31 décembre 1778 il est exempt de logement de  
 guerre, de toutes contributions à iceluy (21 janvier 1781);  
 — à l'ordonnance de l'Intendant lui accordant le privi-  
 lège que réclame le sieur Langlois, excepté dans le cas  
 de foule, pendant tout le temps qu'il justifiera être  
 chargé de la fourniture de l'étape aux troupes passant  
 à Granville (23 janvier); — à l'avis du subdélégué que  
 le sieur de Brugère, ancien médecin, imposé sur le  
 rôle de la paroisse de Longueville, doit être déchargé

de toutes impositions faites en 1780 à Granville (20 mars);  
 — à l'ordonnance exemptant le dit sieur de Brugère du  
 casernement à Granville (2 avril); — à la requête des  
 officiers municipaux demandant à l'Intendant de punir  
 la veuve Harasse et ses fils, pour avoir refusé de  
 contribuer à la fourniture des draps de lits, que le  
 syndic de la paroisse de Chanteloup leur avait demandés  
 pour le logement des canonnières en résidence à Cou-  
 tances (7 et 18 septembre 1780 et 25 janvier 1781).

C. 2256. (Liasse.) — 65 pièces, papier.

**1781-1790.** — Affaires militaires. — Casernement.  
 Élection de Coutances. — Granville. — Correspondance  
 entre MM. de Ségur, de Vergennes, ministres; Esmangart,  
 Intendant de la Généralité de Caen; de Crosne,  
 Intendant à Rouen; les membres de la Commission inter-  
 médiaire provinciale; les membres de la Commission  
 intermédiaire de l'Élection de Coutances; les officiers  
 municipaux de Granville, et M. Mombrière, subdélégué;  
 relative : au renvoi, par l'Intendant de Rouen à son  
 collègue de Caen, de la lettre que M. le marquis de  
 Ségur adressait à ce dernier, relativement à la demande  
 par le sieur de Préfort, nommé à la lieutenance du Roi à  
 Granville, d'occuper dans cette ville la maison qu'habi-  
 tait son prédécesseur (17 novembre 1781); — à l'avis  
 donné que M. de Préfort occupe à Granville la maison  
 dite « le Gouvernement », qu'il n'y a eu aucune discus-  
 sion, et que tout est arrangé (23 décembre 1781); — à la  
 demande, par M<sup>me</sup> de Préfort, du paiement des 6 mois  
 de logement dus à son mari (17 mars 1782); — à l'or-  
 donnance du marquis de Ségur pour le paiement de la  
 somme de 4,074 livres pour les 6 premiers mois d'ap-  
 pointements de M. de Préfort, commandant à Granville  
 (30 juin 1782); — à la réclamation du sieur Hautmesnil  
 Hugon, représentant qu'en vertu de son acte de cau-  
 tionnement du sieur Deschamps, entrepreneur des  
 fortifications de Granville, il désirait jouir de l'exemp-  
 tion du logement des gens de guerres, déclarant que,  
 s'il se trouve privé du privilège, qui a déterminé son  
 cautionnement, il cessera de vouloir rester caution du  
 sieur Deschamps (8 mai 1783); — à l'ordonnance de  
 l'Intendant rendue à cet effet, spécifiant que le sieur  
 Hugon jouira des mêmes franchises, exemptions et  
 privilèges que ceux accordés au sieur Deschamps, et  
 enjoignant au sieur Couraye Duparc, subdélégué à  
 Granville, de tenir la main à son exécution (21 juin);  
 — à la réclamation du sieur Cauchard, coutelier, tail-  
 lable de la paroisse de St-Nicolas de Granville, se  
 prétendant exempt du logement militaire, et à la réfú-

tation de ses assertions par les officiers municipaux (20 mai au 16 juillet); — à la réclamation par Georges Jaslin, Jean Quesnel, la veuve Jean La Mort, Nicolas Danjou et la veuve Teurterie des Cériseurs, réclamant le paiement des loyers de leurs maisons, et au bien fondé de ces réclamations établi par les officiers municipaux et par le subdélégué (novembre 1784); — aux états de perquisition que présente le sieur Dagueneu Crecey, receveur des impositions royales de la communauté de Granville, à MM. les officiers municipaux, aux fins d'être par eux visés et ensuite envoyés à l'Intendant, pour obtenir décharge du montant sur les fonds de casernement (1785-1788); — aux états des sommes payées par l'Hôtel-de-Ville de Granville depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'au 31 décembre 1788, qui doivent être acquittées sur les deniers du casernement, pour le loyer des maisons occupées par les régiments d'Artois et de l'Île-de-France; — à la réclamation, par le sieur Luc Lucas-Desaulnais, du montant du loyer de sa maison, située à Herelle, servant de caserne à la maréchaussée (4 décembre 1788); — à la réclamation par le sieur Pelletier, capitaine aide-major de la place de Granville, du paiement de son logement (3 avril 1789); — à l'envoi, fait par les officiers municipaux de Granville, de l'état des dépenses militaires par eux faites, afin de le faire agréer par M. le directeur général des finances, pour pouvoir obtenir, sur les deniers du casernement, une ordonnance du montant de la dite dépense (13 avril 1789); — à la demande, par le sieur Bataille Mocard, marchand de bois, des réponses contradictoires à la requête du sieur Masier, entrepreneur des casernes de Granville; « Vous trouverés, écrit-il, ma demande con-  
« forme à la justice, Monseigneur, et vous la ferés ren-  
« dre à un malheureux père de famille qu'un entrepre-  
« neur méchant et avide a ruiné par des marchés  
« insidieux dont vous serés indigné » (15 avril); — aux renseignements demandés sur les dépenses de logement militaire de Granville, les réponses des officiers municipaux se trouvent en face des questions posées (18 mai); — à la remise de l'état de renseignements sur les dépenses militaires dans la ville de Coutances (6 juin); — à la demande faite si le transport des lits militaires d'une caserne à l'autre doit être fait sur les fonds du casernement ou si ces frais doivent être à la charge de l'entrepreneur des lits militaires (5 octobre 1789); — aux 120 fournitures de lits militaires que les officiers municipaux de Granville ont refusé de laisser transporter à Coutances (14 janvier 1790); — à la nouvelle demande du sieur Lucas-Desaulnais du paiement du loyer de sa maison servant de caserne à la

brigade de maréchaussée de Granville (27 février); — aux états de paiement des dépenses militaires pendant le premier trimestre de 1790.

C. 2257. (Liasse.) — 95 pièces, papier.

**1760-1770.** — Affaires militaires. — Casernement. — Élection de St-Lô. — Correspondance entre MM. de Fontette, Intendant de la Généralité; l'abbé Bouillé; le comte d'Houdetot, maréchal des camps et armées du Roi; les officiers municipaux de St-Lô; Rochefort et Meslé, subdélégués; relative : au mémoire présenté à l'Intendant, par les officiers de l'Hôtel-de-Ville, au sujet de la répartition de la somme de 12,000 livres dont une partie doit servir à acquitter les dépenses des nouvelles recrues qui ont été fournies au Roi, et pour les logements du Corps-Royal-d'Artillerie et du Génie. « Cette  
« imposition, écrivent-ils, est d'autant plus oné-  
« reuse, qu'elle vient à la suite des charges immenses  
« dont la ville est grevée depuis la guerre; il en a coûté  
« 5,000 livres, en un seul quartier d'hiver, pour le  
« chauffage du régiment de Piedmont et d'autres....;  
« dans de telles circonstances, les officiers municipaux  
« manqueraient à la religion de leur serment s'ils se  
« montroient sourds à la voix du souverain, dans sa  
« déclaration du 17 avril 1759, qui veut faire rentrer  
« en la classe des contribuables, pendant la guerre et  
« deux années après la conclusion de la paix, ceux des  
« sujets qui, nés taillables, se sont soustraits par l'ac-  
« quisition de différents offices aux impositions qu'ils  
« seroient plus en état de supporter que les autres.  
« L'exemption du logement semble emporter de droit  
« celle de l'ustensile qui est un prix substitué, pour la  
« subsistance des troupes sur la frontière, au logement  
« effectif qui seront fournis par les contribuables. » Les officiers municipaux ajoutent qu'ils avaient obtenu, en 1750, un arrêt du Conseil condamnant le vicomte de Saint-Lô et le procureur du Roi du dit Bailliage à payer leurs impositions à l'ustensile, bien que le dit procureur du Roi fût exempt du logement, et que les veuves d'officiers de judicature, exemptées du logement, n'ont pu se faire décharger des cotes d'ustensile auxquelles on les avait imposées; mais que la déclaration de 1759 a suspendu toutes ces exemptions. Elles ont joint au dit mémoire le tableau des privilégiés de St-Lô, parmi lesquels figurent les lieutenants généraux du Bailliage, le lieutenant particulier assesseur criminel, le procureur du Roi et les avocats du Roi; puis les présidents, lieutenants, élus et autres officiers de l'Élection; les officiers du corps de ville; enfin quelques privilégiés à



différents titres (28 août 1760) ; — aux observations de l'Intendant sur le dit mémoire : « Vous savés, écrit-il, « qu'il y a deux sortes d'ustenciles : l'un l'*ustencile* « *général*, qui s'impose en temps de guerre, est toujours « fixé par un brevet particulier pour être imposé au « marc la livre de la taille, et comme les privilèges des « officiers et autres sont suspendus par la déclaration « du Roi du 17 avril 1759, il doit rester très-peu « d'exempts ; l'autre, l'*ustencile ordinaire*, consiste dans « la fourniture du lit, des draps et autres meubles, pot « et place au feu, sel, etc., il doit être supporté par « tous ceux qui sont sujets au logement, parce qu'il « fait partie du logement effectif » (1<sup>er</sup> septembre 1760) ; — à l'état des sommes que les officiers municipaux de la ville de St-Lô se proposent d'imposer sur les habitants, dès qu'ils auront obtenu de l'Intendant les pouvoirs et autorités à ce nécessaires (4 septembre) ; — à l'état de ce qui est dû pour le casernement des deux compagnies du régiment Colonel-Général, dragons, en quartier à Granville, loyer de maisons, écuries et magasins, et réparations aux dites maisons et écuries (de septembre à décembre 1763) ; — à l'avis donné par l'Intendant aux maire et échevins de St-Lô de préparer des écuries avec des râteliers et mangeoires pour les 108 chevaux d'un escadron de cavalerie, et de faire ces ustensiles avec solidité, attendu qu'ils serviront longtemps, parce que l'on doit compter que l'escadron du régiment de Clermont-Prince sera relevé par d'autres régiments (15 avril 1765) ; — à la même recommandation faite à M. Rochefort (15 avril) ; — à l'état des logements pris pour former les écuries nécessaires à un escadron de cavalerie de 109 chevaux, y compris celui du timbalier (6 mai) ; — à l'état des sommes, dont l'Intendant est prié de décerner ordonnance sur le receveur général des finances, pour les frais de logement du comte d'Houdetot, et du casernement de deux escadrons du régiment de Clermont-Prince, cavalerie, et pour les maisons et écuries louées indéfiniment (1765) ; — à l'avis donné par l'Intendant de la Généralité aux maire et échevins que M. le comte d'Houdetot n'est pas content de la maison qui lui a été assignée par les officiers municipaux pour son logement, il les engage à lui procurer la maison qu'occupait M. Thibault, contrôleur ambulant des domaines, que désire M. d'Houdetot, qui, « indépendamment de son grade de maréchal « de camp, mérite toutes sortes d'égards et toutes sortes « d'attentions » (8 juin) ; — à l'arrangement pris pour l'acquit des dépenses du casernement des troupes à St-Lô (3 octobre 1765) ; — aux états des sommes dont M. l'Intendant est prié de délivrer des ordonnances, sur

le receveur général des finances, pour les frais de casernement de deux escadrons du régiment de Clermont-Prince, cavalerie (1766) ; — à l'envoi de l'état des dépenses du détachement du régiment de la Couronne et des prisonniers du régiment d'Orléannais, par les officiers municipaux qui réclament le remboursement de leurs avances « faites à l'aide d'emprunts, la caisse de l'Hôtel-de-Ville étant vide » ; ils prient l'Intendant de statuer sur le règlement de la dépense de coffres pour l'avoine, de pelles et de fourches que les officiers de l'escadron voudraient leur faire payer (17 novembre 1768) ; — à la réponse de l'Intendant qui leur écrit qu'ils pouvaient très facilement se dispenser de faire des avances pour les dépenses courantes du casernement et du logement de troupes ; « quant à la demande, ajoute-t-il, que fait l'escadron, « de coffres à avoine, de pelles et fourches pour chaque « écurie, vous puvés répondre aux officiers que cette « dépense étoit en effet cy-devant à la charge des communités ; mais que depuis l'ordonnance du 20 mars « 1764, qui règle les différentes masses destinées à « l'entretien des troupes, elle regarde le régiment lui-même et qu'ainsy c'est à loy d'y pourvoir ; il doit « même se fournir de lanternes, falots et chandelles « pour les écuries, aux termes de cette ordonnance » (22 novembre 1768) ; — à l'état des frais de casernement et réparations pour l'établissement du régiment d'Orléans-Dragons (1768) ; — à l'état des frais pour le casernement de deux escadrons du régiment d'Orléans, Dragons (1769) ; — pour le loyer des maisons qui ont servi de magasins aux effets de l'entrepreneur pour le Roi, ainsi que celles qui ont servi au détachement du régiment Clermont-Prince, caserné à St-Lô, pour y faire une remonte sous le commandement de M. de Laval, major au dit régiment (1770).

C. 2258. (Liasse.) — 101 pièces, papier.

1771-1772. — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de St-Lô. — États des sommes dont l'Intendant de la Généralité de Caen est supplié de décerner des ordonnances de paiement, sur le trésorier des troupes, pour les frais de casernement du second bataillon du régiment de Navarre, ainsi que d'une remonte pour le régiment de Clermont-Prince, cavalerie, en garnison à St-Lô (1771) ; — d'un escadron du régiment Royal, cavalerie (1771) ; — du second bataillon du régiment de Navarre (1771) ; — de la légion de Lorraine ; — états faits et arrêtés par les maire et échevins de la dite ville, certifiés par MM. de Varroc, subdélégué ; D'Heu ou

Vardon, commissaires des guerres; — mémoires de différents fournisseurs des ouvrages faits aux maisons servant de casernes à l'appui des dits états, et certifiés par les maire et échevins qui ont signé : Lemonnier de La Macherie, De Launay, Du Buisson; — états des officiers du régiment Royal, cavalerie, à qui le logement n'a pas été payé; — états de ce qui est dû aux dits officiers pour leur logement (1772).

C. 2259. (Liasse.) — 58 pièces, papier.

**1773-1774.** — Affaires militaires. — Casernement. Ville de St-Lô. — États des sommes dont l'Intendant de la Généralité de Caen est supplié de décerner des ordonnances de paiement, sur le trésorier des troupes, pour loyers, en la ville de St-Lô, de chambres et appartements servant de magasins pour l'entrepreneur des effets pour le Roi (1773); — de maisons servant de casernes et des réparations et fournitures faites aux dites maisons (1773); — des frais de casernement de la légion de Lorraine en quartier en la dite ville (1773); — de la quantité des voitures et chevaux fournis aux troupes par la ville et communauté de St-Lô pour le transport des bagages, malades et convalescents; — les dits états faits et arrêtés par les maire et échevins de la ville de St-Lô, et vus par M. de Varroc, subdélégué; — mémoires de différents fournisseurs à l'appui.

C. 2260. (Liasse.) — 136 pièces, papier.

**1774-1779.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de St-Lô. — Correspondance entre M. Esmangart, Intendant de la Généralité; de Varroc, son subdélégué, et les officiers municipaux, relative: à la demande, par le sieur Belleust, greffier de l'Hôtel-de-Ville, de l'ordonnance de paiement des sommes avancées pour les frais de casernement du régiment d'Aunis (13 août 1778); — à la réponse du secrétaire de l'Intendance, disant que M. Esmangart, avant de statuer sur les frais de casernement, avait renvoyé à son subdélégué les états qui lui ont paru susceptibles de réformes (18 août); — à la lettre des officiers municipaux, Le Monnier de La Macherie, Du Buisson, Oury de Bourmont et de Launay, témoignant à M. de Varroc la surprise que leur causent les objections de l'Intendance, rappelant au subdélégué qu'ils avaient agi de concert avec lui pour l'établissement du premier bataillon du régiment d'Aunis: « Il est vrai que ces dépenses ont « été considérables, mais elles étoient indispensables « et, dans la suite, en se servant des mêmes cazernes,

« elles ne seront pas à beaucoup près si étendues. Vous « savés, Monsieur, combien nous désirons voir la fin « de nos fonctions dans l'administration désagréable « dont nous sommes chargés, quelles sont nos occupa- « tions continuelles pour toutes les parties qui la « concernent, et qu'il n'est pas possible que nous y « tenions longtemps, nous vous aurions la plus grande « des obligations si vous pouviés, Monsieur, déterminer « M. l'Intendant à nous faire remplacer; lorsque la « ville nous a nommé pour ses officiers, nous ne « comptons pas y être plus de trois ans, et voilà la « huitième année que nous gérons malgré nous, en « conséquence de notre dernière nomination et de « l'édit du mois de novembre 1771 » (20 août); — à la réponse de M. de Varroc, qui affirme à l'Intendant le bien fondé des réclamations des officiers municipaux qui n'ont pu prévenir l'Intendant de dépenses urgentes: « Je ne vous ay pas prévenu non plus, écrit-il, parce « qu'il n'étoit pas possible; le commandant ne donnoit « pas le temps de vous écrire et de recevoir votre « réponse, on ne pouvoit pas laisser ces soldats, atta- « qués de la gale ou de gonorrhées, sur le pavé « pendant ce temps là; d'ailleurs, Monsieur, vous « m'aviés fait l'honneur de m'écrire, et M. Guiard m'a « fait celuy de me marquer à cette occasion de votre « part, qu'il falloit prendre toutes les mesures pour « que le service fût bien fait et que la troupe n'eût pas « à se plaindre, et d'après cela je fus le premier à « indiquer cette voye, la dépense est peu considérable, « et d'ailleurs ce n'est qu'une avance..... il est impos- « sible que, dans des mouvements aussi répétés que « ceux de la circonstance actuelle, on puisse tout pré- « voir pour prendre vos ordres à temps, et si vous ne « jugiez pas à propos que je prisse quelque chose sur « mon compte au besoin, je me trouverois souvent dans « des conjectures embarrassantes et peut-être désa- « gréables..... Vous verrés, Monsieur, par la lettre des « officiers municipaux que je suis forcé de vous « renvoyer l'état tel qu'il étoit d'abord..... Vous remar- « querez aussi que les officiers sont las de leurs fonc- « tions » (23 août); — à l'état de ce qui est dû aux officiers du régiment de la Marck pour leur logement durant le mois d'août; savoir: 50 livres au comte de La Marck, colonel, et au baron de Wimpffen, colonel en second; 40 au lieutenant colonel; 30 au major; 15 au chirurgien major; 15 aux capitaines; 10 à l'aumônier, au porte-drapeau, aux lieutenants et sous-lieutenants ainsi qu'aux cadets gentilshommes, en tout 915 livres; — à l'envoi de l'ordonnance du paiement des 3,929 livres 19 sols 9 deniers avancés par les offi-

ciers municipaux pour le casernement du premier bataillon du régiment d'Annis et du deuxième bataillon du régiment de la Mark (24 septembre); — à l'avis, envoyé par l'Intendant aux officiers municipaux, qu'ils n'auraient pas de troupes en quartier d'hiver, et qu'ils peuvent en conséquence remettre aux propriétaires leurs maisons qui ne sont plus nécessaires au bien du service (9 octobre); — aux pièces à l'appui des états et mémoires des sommes dépensées aux réparations et fournitures pour le casernement des troupes durant l'année 1778.

C. 2261. (Liasse.) — 79 pièces, dont 1 cahier, 96 feuillets, papier.

**1779.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de St-Lô. — Correspondance entre MM. le prince de Montbarey, ministre de la guerre; le maréchal duc d'Harcourt, gouverneur de la province; Esmangart, Intendant de la Généralité; de Varroc et Robillard, subdélégués à St-Lô; les officiers municipaux; Despiés, commissaire des guerres à Bayeux; de Roquefort, quartier-maître du régiment de Barrois, relative: à la réclamation du sieur Leroux, avocat au Bailliage de St-Lô, exposant qu'il ne reçoit pas les loyers de sa maison successivement occupée par les soldats des régiments d'Annis et de la Mark, puis par les lits des bourgeois sujets au logement, qu'il a des rentes, des réparations dispendieuses et des vingtièmes exigibles à payer pour cette maison dont il n'est pas payé lui-même (7 mars); — à l'avis des conseillers municipaux que le suppliant doit attendre les termes auxquels ces frais seront payés réglementairement (1<sup>er</sup> avril); — à l'opinion du subdélégué qu'il y a lieu à tous égards d'adopter l'avis des officiers municipaux (3 avril); — à l'exemption du logement demandée et obtenue par le sieur Thieulin, directeur d'artillerie, en faveur du sieur Dordinier, armurier, travaillant continuellement à la réparation des fusils, et que les officiers municipaux voulaient astreindre au logement, à l'arrivée d'un bataillon du régiment du Roi devant loger chez les bourgeois de St-Lô, pendant la foire de Caen (11 avril); — à la demande, par les officiers municipaux, d'une ordonnance de paiement des frais de casernement, « sans » quoi, disent-ils, il nous est absolument impossible de « faire face aux dépenses qu'exige le casernement du » régiment de Barrois » (2 mai); — au renvoi du mémoire et des états au subdélégué qui donnera son avis après examen; l'Intendant trouve exorbitants les frais de réparations qui doivent, après tout, être à la charge du propriétaire (6 mai); — à l'assiette du

logement du régiment de Barrois par M. Robillard, qui écrit au secrétaire de l'Intendance que, de l'état général des habitants de la ville et des faubourgs, il n'a pu tirer que 346 lits pour soldats chez les bourgeois non exempts, et que la classe des privilégiés ne se compose que de 96 exempts dont 45 sont des abbés, prêtres, choristes, veuves de nobles en chambre, officiers invalides, professeurs de collège et vicaires en chambre, restent donc 51 privilégiés que l'Intendant ne forcera jamais de fournir à la caserne. De plus, les officiers municipaux réclament avec quelque justice une pareille exemption; c'est la seule indemnité qui leur soit donnée pour leurs peines; « ce seroit, Monsieur, écrit-il, » tromper M. l'Intendant, si je cherchois à lui faire » ma cour en plaçant le régiment de Barrois sans » le secours des lits de campagne; ils ont été accordés » l'an dernier, et les circonstances sont encore plus » pressantes, puisque tous les ans le commerce, qui est » dans sa décadence, réduit de bonnes maisons à l'indigence; si M. l'Intendant l'exige, on assujettira 14 » ou 15 privilégiés; mais cette atteinte ne menera pas » loin et fera une révolution très déplaisante dans la » ville » (7 mai); — à la demande de 200 lits sur les campagnes faite par les officiers municipaux au secrétaire de l'Intendance en l'absence de l'Intendant (7 mai); — à la réponse négative du secrétaire de l'Intendance qui leur rappelle les principes établissant qu'en cas de foule, constaté par un procès-verbal en présence du subdélégué, des privilégiés, nobles et ecclésiastiques, doivent sans contredit contribuer à cette charge publique sans exception de classes; si, après cette répartition générale, on ne parvient pas au complet du logement, les officiers municipaux s'adressent au subdélégué pour remplir le déficit, lui demandant des ordres pour que les paroisses les plus voisines fassent les fournitures nécessaires (9 mai); — aux difficultés et mécontentement des nobles et privilégiés par suite de l'application des principes établis, rappelés dans la lettre de M. Guiard; — aux nouvelles réclamations de paiement des frais de casernement par les officiers municipaux, représentant tous les embarras et les désagréments qu'ils essuient journellement par le défaut de paiement des loyers et journées d'ouvriers et des marchands; — à l'état des officiers du régiment du Roi, détachés à St-Lô avec 7 compagnies, pendant la foire de Caen, du 9 avril au 10 mai, auxquels le logement est dû (10 mai); — aux observations de M. Robillard sur la prétendue exagération des états des frais de casernement signalée par l'Intendance; il établit que les réparations sont presque toutes locatives et conséquemment à la charge des locataires,



de plus le propriétaire de la caserne n'est dédommagé sur les états qu'en lui payant un quartier en sus du temps que les soldats ont occupé la maison, ce dédommagement ne lui suffit pas (16 mai) ; — à l'avis que l'assiette du logement du régiment de Barrois est finie conformément aux intentions de l'Intendant, « c'est-à-dire, écrit M. Robillard, qu'après avoir épuisé les non exempts, « on a assujéti les classes d'exempts, et comme toutes « ces classes ne suffisent pas à beaucoup près, j'ai fait « fournir par les campagnes 180 lits. » Il informe l'Intendant qu'une partie des nobles doit adresser des représentations au Ministre à cet égard, bien qu'il n'ait rien négligé pour les faire revenir de ce projet, et qu'il a fait déposer au greffe de la subdélégation un double de l'état du logement. « Cette précaution, écrit-il, empêchera tout changement qui pourroit être fait, au « préjudice des uns en faveur des autres, par des considérations de famille, d'intimité ou autres motifs ; je « serai d'ailleurs en état d'opérer avec plus de certitude dans des circonstances semblables si le malheur « de la guerre les faisait naître » (22 mai) ; — à l'extrait du registre de la guerre de l'Hôtel-de-Ville contenant l'état général du casernement du régiment de Barrois dont l'effectif est de 1,145 hommes. Cet état contient la désignation des maisons avec le nombre des lits de chaque maison, les noms des privilégiés ayant fourni des lits, les noms des privilégiés qui ont préféré loger chez eux des officiers, les noms des officiers avec ceux de leurs hôtes, en tout 564 lits ; le dit état conforme à la minute arrêtée par les officiers municipaux pour être remis au subdélégué (mai et 7 juin) ; — aux ordres, « de par le Roy et MM. les Officiers municipaux de la ville de St-Lô », à divers privilégiés de porter aux diverses casernes désignées « un lit complet composé « d'un chalit de 4 pieds de largeur au moins, une pailasse, un lit de plumes ou matelas, un traversin et « une couverture, pour coucher trois soldats du régiment de Barrois ; de fournir sa part des ustensiles et « d'entretenir le dit lit de draps, si mieux n'aime mon « dit sieur loger les dits soldats dans sa maison, laquelle « option il voudra bien faire et en donner connoissance « dans la journée à l'Hôtel-de-Ville, faute de quoi il « sera réputé préférer de faire la fourniture en nature « à la caserne » (mai) ; — à l'approbation complète des mesures prises par M. Robillard, à qui l'Intendant écrit : « Les personnes qui seroient tentées de réclamer « s'en abstiendront peut-être si elles réfléchissent sur « leurs devoirs. Dans les circonstances actuelles il n'est « point de bon sujet du Roy ni de citoyen, quelque soit son « état, qui ne sente l'obligation où il est de contribuer

« aux charges publiques, surtout lorsqu'elles ont pour « objet sa propre défense et la conservation de ses « propriétés ; tout ce que je demande, c'est que cette « contribution soit répartie avec égalité et en proportion des facultés de ceux qui doivent la supporter » (28 mai) ; — aux éclaircissements demandés à propos des réclamations de M. de Gournay, chevalier de St-Louis, inspecteur des Haras, et de MM de La Tour et de Varroc, comme députés de la noblesse (7 juin) ; — à la réclamation du sieur Leduc, remontrant que, depuis 80 ans, de père en fils, il a la confiance de l'administration des postes, et, qu'en qualité de directeur, il a toujours joui, sans être inquiété, des privilèges et exemptions attachés à son emploi, et que l'exemption des gens de guerres, fournitures et ustensiles, en fait partie par l'ordonnance du Roi du 1<sup>er</sup> février 1710 ; à la réponse du subdélégué qui rétablit les faits en écrivant à l'Intendant que le directeur de la poste n'avait reçu qu'un billet d'ustensiles à fournir, et que ce n'est que sur son refus d'envoyer un lit, comme les autres privilégiés et exempts, que le casernier dut lui envoyer 3 soldats à loger. « Cela étoit « juste, bientôt le sieur Leduc envoya son lit ; voilà, « Monsieur, comme le tout s'est passé, et je pense que « toutes les fois qu'il y aura, comme dans l'espèce « actuelle, cas de foule, il y auroit bien de l'inconvénient à exempter le directeur de la poste, vous seriez « fatigué des représentations d'autres exempts qui citeront les services qu'ils rendent au public. Il n'y aura « pas de fin aux comparaisons d'état, un directeur des « aydes, par exemple, un entreposeur des tabacs, le « commis des traites foraines, le maître de la poste aux « chevaux, le garde d'artillerie, etc., etc., réclameront « par préférence l'exemption. Viendront ensuite les « officiers municipaux qui diront que gratuitement ils « s'occupent jour et nuit des affaires du public, que « ceux, cy-devant indiqués, retirent un bénéfice de « leur état, etc., les officiers de judicature, exempts, « vanteront la prééminence de leurs fonctions, et l'ordonnance de 1768 étayera leur prétention ; il en sera « de même des nobles et des ecclésiastiques, chacun « citera celui auquel vous auriez adjugé par préférence « une exemption, et je suis certain, Monsieur, que « vous serez ennuyé des requêtes, lettres et placets, si, « contre l'ordonnance de 1768, vous vous portiez à « accorder une exemption à quelqu'un des exempts, « même dans le cas de foule » (10 juin) ; — à la réclamation du sieur Dartenay, maître de la poste (2 juillet) ; — à l'avis de l'Intendant de remettre aux propriétaires les maisons inoccupées depuis le départ des troupes,

« parce qu'il n'est pas possible, écrit-il, de prolonger  
 « inutilement la dépense du loyer qui doit cesser à  
 « l'instant même du départ des troupes » (6 juillet); —  
 à la lettre de rappel du sieur de La Tour, réclamant des  
 réponses de l'Intendant à la requête présentée par la  
 noblesse à l'occasion du logement des troupes (1<sup>er</sup> août);  
 — aux réclamations de divers propriétaires suppliant  
 l'Intendant de leur faire payer le loyer de leurs maisons  
 occupées par la troupe, et d'ordonner les réparations  
 pour les mettre en état de louer leurs maisons (août);  
 — à l'état pour connaître du nombre d'officiers du  
 régiment de Barrois qui ont séjourné à St-Lô, ceux qui  
 ont payé leurs logements, et ceux qui n'y ont pas satis-  
 fait, de même que les bourgeois et habitants chargés  
 de ces logements leur tenant lieu de contribution au  
 casernement (1<sup>er</sup> septembre); — à l'état général des  
 numéros mis aux maisons des bourgeois, conformément  
 à l'ordonnance du Roi du 1<sup>er</sup> mars 1768 pour le logement  
 des troupes, par les officiers municipaux conjointement  
 avec M. Robillard, lieutenant général au Bailliage, et  
 subdélégué de l'Intendant (23 septembre); — aux nou-  
 velles réclamations des officiers municipaux demandant  
 le paiement du loyer des maisons occupées par les  
 troupes, afin de faire « cesser les persécutions conti-  
 « nuelles que nous essuyons de la part de ceux à qui il  
 « est dû, qui s'imaginent que le retardement ne pro-  
 « vient que de notre négligence; notre devoir nous  
 « oblige de vous rendre compte de la triste position  
 « dans laquelle nous sommes par des plaintes aussi  
 « bien fondées. L'arrivée du régiment de Bourgogne  
 « nous fait encore éprouver les plus grands désagré-  
 « ments, aucun ouvrier ne veut travailler, aucun voitu-  
 « rier ne veut transporter les effets. Nous attendons  
 « vos ordonnances de paiement afin de satisfaire un  
 « grand nombre de malheureux qui aspirent depuis  
 « longtemps après leurs salaires et les avances qu'ils  
 « ont pu faire » (24 octobre); — aux réclamations  
 réitérées des dits officiers municipaux demandant le  
 paiement des frais de casernement du régiment de la  
 Marck, et qui déclarent ne pouvoir procéder à celle du  
 régiment de Bourgogne, faute d'ouvriers; « nous som-  
 « mes continuellement persécutés tant dans les rues  
 « que chez nous, en particulier par des malheureux  
 « pressés par les besoins de première nécessité qui  
 « demandent les choses les plus justes; M. Robillard,  
 « votre subdélégué, s'en trouve également importuné ». Ils réclament 3,409 livres 17 sols pour le casernement  
 du régiment de la Marck, et environ 2,000 livres pour  
 celui du régiment de Barrois (4 novembre); — à la  
 lettre du maréchal duc d'Harcourt écrivant à M. Esmangart :

« Rien ne seroit plus avantageux, Monsieur, pour  
 « la discipline et la police du régiment de Bourgogne,  
 « qu'il fût caserné ou réuni dans des maisons particu-  
 « lières, le maire de St-Lô a dû vous écrire à l'effet d'y  
 « être autorisé. Comme vous ne lui avez pas encore fait  
 « réponse, cette disposition n'a pu être exécutée. Vous  
 « voudrez bien la lui faire expédier le plutôt possible,  
 « afin que la tenue de ce régiment puisse plus facile-  
 « ment et plus promptement se rétablir » (5 novembre);  
 — à la réponse de M. Esmangart le félicitant d'avoir  
 prévenu les intentions et les vues du Maréchal à cette  
 occasion (8 novembre); — à l'avis donné à M. Robillard,  
 pour le transmettre aux officiers municipaux, de l'arrivée  
 du régiment de Champagne à St-Lô le 1<sup>er</sup> décembre,  
 à l'effet d'en préparer le casernement pour le quartier  
 d'hiver (23 novembre); — aux reproches adressés par  
 l'Intendant aux officiers municipaux pour ne pas caser-  
 ner le régiment de Bourgogne : « Vos représentations à  
 « cet effet sont entièrement dénuées de fondement, je  
 « n'ai pas cru devoir proroger le change des loyers au  
 « delà des termes où ces maisons ont cessé de servir au  
 « casernement. Comme elles sont affectées à un objet  
 « de service public, dès l'instant qu'elles sont évacuées  
 « par les troupes, elles sont de fait remises à la dispo-  
 « sition des propriétaires..... Quant aux réparations  
 « elles ne peuvent concerner que les propriétaires,  
 « puisque, pour avoir droit de percevoir les loyers d'une  
 « maison, il faut avant tout qu'elle soit mise en état »  
 (25 novembre); — au mécontentement général qu'excite  
 le défaut de paiement des dits frais de casernement, et  
 qui est prêt à dégénérer en émeute. « J'ai été forcé, écrit  
 « M. Robillard à M. Guiard, de suspendre l'exécution  
 « des jugements prononcés au Bailliage contre des pro-  
 « priétaires et des ouvriers, jusqu'à ce qu'ils aient  
 « reçu l'indemnité qui leur est due et presque absorbée  
 « déjà par les frais qu'on leur a faits » (28 novembre); —  
 à l'avis que le casernement du régiment de Champagne  
 sera prêt, mais que les réparations ne se font pas;  
 « user de violences, écrit M. Robillard, contre les voitu-  
 « riers, marchands et ouvriers sans les payer, ce serait  
 « une voye de fait dont je ne me servirai qu'après y  
 « être autorisé par des ordres très positifs de vous. Ils  
 « refusent absolument de travailler, et j'ai tout épuisé  
 « pour les y déterminer et cela sans succès.... Les offi-  
 « ciers municipaux m'ont assuré, il y a longtemps,  
 « qu'ils vous ont envoyé les états de réparations, et je  
 « croirais que tout ceci serait un peu la cause de leur  
 « découragement que j'aperçois dans l'administration  
 « municipale... Vous savez bien mieux que moy si  
 « cette indifférence actuelle pour les intérêts de la

« ville a des prétextes ou non, et je ne me meslerai de  
« vous en parler, que pour vous la faire connaître,  
« parce qu'elle met des entraves au service du bien  
« public auquel vous me chargez de veiller » (28 novembre); — à la réponse de l'Intendant qui écrit :  
« Je ne vois pas au reste que les difficultés, dont vous  
« me faites part, puissent arrêter l'opération dont il  
« s'agit. Les troupes seront toujours fondées à demander que les maisons affectées à leur logement soient  
« en bon état, et les réparations sont incontestablement  
« à la charge des propriétaires... Les officiers municipaux peuvent mettre en œuvre les ouvriers, arrêter  
« leurs états, j'en ferai faire le paiement en déduction  
« sur le prix des loyers » (8 décembre); — aux frais de casernement et au relevé général des réclamations faites par les officiers municipaux, suivant leurs états de réparations et de locations (1779).

C. 2262. (Liasse.) — 33 pièces, papier, 1 plan

**1780-1784.** — Affaires militaires. — Ville de St-Lô. — Correspondance entre MM. Esmangart, Intendant de la Généralité; Robillard, subdélégué, et les officiers municipaux de St-Lô, relative : à la réclamation du sieur Faudais, menuisier, remontrant que, depuis dix ans, il a présenté en vain ses mémoires de travaux de réparations aux officiers municipaux, aux fins d'être porté sur les états de dépenses qui s'arrêtent tous les trois mois, et qu'il est réduit à vivre d'emprunts et poursuivi par le fournisseur des marchandises, dont la plus grande partie a été employée aux réparations des casernes; il supplie l'Intendant d'ordonner ce qui lui est dû afin d'éviter la vente de ses meubles déjà saisis et d'en obtenir mainlevée (23 février 1780); — au certificat des officiers municipaux attestant le bien fondé de la susdite réclamation (7 mars); — à la demande d'exemption du logement militaire faite par le sieur Raoult, greffier civil et criminel du Bailliage, et greffier expéditionnaire pour la régie des hypothèques, faveur à laquelle s'opposent les officiers municipaux et que réclame le subdélégué qui dit qu'ils auraient dû assimiler le sort du suppliant à celui des autres greffiers que les officiers municipaux n'ont jamais fait loger qu'en cas de foule, savoir : le greffier de l'Élection, celui de l'Hôtel-de-Ville et celui de la Subdélégation. L'ordonnance de 1768 a accordé l'exemption au commissaire aux saisies réelles, aux commis des domaines, gabelles, aides, traites foraines, douanes domaniales et autres Fermes de S. M., comme dépositaires des caisses et des fonds; « le suppliant est dépositaire des fonds

« en argent dans les successions vacantes, et actuellement encore il est séquestre de plus de 12,000 livres; « notre opinion, conclut M. Robillard, est que, vu ce qui « résulte de l'article 4 des lettres-patentes du 7 juillet « 1771, le suppliant ne sera assujéti aux logements ou « fournitures aux casernes qu'après la classe des non « exempts épuisée » (29 février); — à l'ordonnance de l'Intendant en conformité de l'avis du subdélégué (17 mars); — à la réclamation du sieur de Montrocher, sous-ingénieur des ponts et chaussées, qui s'étonne d'avoir à fournir un lit à la caserne alors qu'il n'a que « très succinctement l'absolu nécessaire », et doit être regardé comme un étranger utile au public et auquel on paye un logement, loin d'exiger de lui qu'il en fournisse aux troupes (15 juin); — aux renseignements pris par l'Intendant auprès du commissaire des guerres et du subdélégué (19 juin); — à la réclamation de M. Thieulin en faveur du sieur Dufresne, garde d'artillerie à St-Lô, que les officiers municipaux poursuivent de leurs contraintes pour l'obliger à fournir aux logements et ustensiles; il rappelle à M. Esmangart qu'il a bien voulu exempter le sieur Hettet, garde d'artillerie à Carentan (9 octobre); — à l'ordre donné aux dits officiers municipaux de s'abstenir de comprendre le sieur Dufresne dans leurs rôles des habitants sujets au casernement, tant qu'il sera employé en activité de service, à moins que le cas de foule ne soit bien constaté (11 octobre); — au rejet de la demande d'exemption de Françoise Hamel, veuve Pesnel, qui avait mis sa ferme sous le nom de son frère, vicaire à Cormolain, afin de se soustraire aux impositions ordinaires (21 janvier 1781); — au rejet des pétitions des sieurs Jean et Jacques Duprey, frères (12 mars); — à la lettre de M. Robillard écrivant à M. Esmangart que, à l'occasion du projet de l'établissement des volontaires du Luxembourg dans les maisons abbatiales, les échevins et lui ont pu voir et connaître l'étendue de ces bâtiments, dont il propose de faire un emploi utile à l'état, à la province et à la ville de St-Lô; « le titulaire actuel est un étranger, le baron d'Halleberg, chanoine de Cologne, et, des trois seuls religieux chargés de la desserte conventuelle, deux sont en fuite, l'un pour éviter les poursuites de deux filles qu'il laisse enceintes, et l'autre pour échapper au décret prononcé contre lui comme fauteur d'un faux au moyen duquel son complice a volé 42,000 livres au receveur des consignations » (14 décembre 1780); — à l'approbation de l'Intendant au projet de mémoire que lui adresseront les officiers municipaux, « mais, écrit-il, pour avoir une connoissance « exacte du local, il seroit à désirer que l'on pût se



« procurer secrètement une esquisse ou croquis de ces  
 « maisons religieuses et de l'espace occupé par leur  
 « enceinte. On pourrait indiquer en même temps par  
 « des lettres de rappel la destination de chaque partie,  
 « en mettant dans votre confiance des officiers d'ar-  
 « tillerie.... il seroit possible d'obtenir ce plan qui  
 « viendrait à merveille à l'appuy du mémoire. Vous  
 « concevez qu'il n'est pas nécessaire de se piquer d'une  
 « exactitude scrupuleuse... lorsque vous m'aurés envoyé  
 « le tout, j'aviserais aux moyens d'en faire un emploi  
 « avantageux à la ville de St-Lô » (19 décembre); —  
 à la lettre-mémoire, adressée par le chevalier de Sour-  
 deval à MM. de Gribeauval et de Beauvoir, pour leur  
 démontrer la possibilité d'établir à St-Lô une école et  
 un entrepôt d'artillerie dans le vaste emplacement de  
 MM. de Sainte-Geneviève, « qui est on ne peut plus favo-  
 « rable, je l'ay parcouru avec assez de ménagement  
 « pour ne point donner d'ombrage à ces messieurs, j'y  
 « ai vu une très belle maison occupée par trois reli-  
 « gieux, qui peut contenir les officiers d'un régiment et  
 « de belles salles de dessin et de théorie.... une très  
 « grande cour, où, en démolissant les écuries et les  
 « granges, on trouvera les matériaux pour la construc-  
 « tion d'un corps de casernes à loger un régiment, le tout  
 « entouré de murs, donnant d'un côté sur une place  
 « publique où deux bataillons peuvent manœuvrer,  
 « assimilés avec du canon de bataille, d'un autre côté  
 « des jardins qui, réunis à une pièce de terre, forment  
 « 26,000 toises carrées. Cette disposition de terrain  
 « peut recevoir un polygone, lequel sera escarpé par la  
 « gauche, et, par la droite, de niveau avec un terrain  
 « toujours aux mêmes religieux, où l'on peut établir  
 « un camp d'environ 4,000 hommes, ce qui offre diffé-  
 « rens moyens d'attaque et de défense pour l'instruc-  
 « tion, la batterie d'école placée; en avant de ce manoir  
 « se présente un fond dans lequel se trouve une petite  
 « rivière ou ruisseau assez suffisant pour y figurer des  
 « passages de pont.... J'y joins icy un plan du local,  
 « autant que me l'a pu permettre une vue bornée par  
 « la discrétion pour ne point inquiéter des moines  
 « inutiles. » Il expose ensuite les moyens de devenir  
 propriétaire de ce terrain : « le duc d'Harcourt aime  
 « sa province où ses ancêtres ont régné, pour ainsi  
 « dire, avec beaucoup de gloire, il favorisera cette  
 « entreprise comme utile à la défense et à la gloire de  
 « sa province et comme une source de moyens à tirer  
 « parti de la jeune noblesse.... Mgr de Coutances se  
 « prêtera volontiers à l'expulsion des moines inutiles,  
 « M. Esmangart y est porté d'une si grande volonté  
 « qu'il a laissé connoître à M. Robillard qu'il désiroit

« que quelques officiers d'artillerie donnent un projet à  
 « cet égard pour obtenir du Roy ou de la province des  
 « fonds qui puissent favoriser cet établissement » (4 fé-  
 vrier 1782); — à l'envoi du mémoire des officiers mu-  
 nicipaux sur l'emploi le plus utile à faire des bâtiments  
 et dépendances de l'abbaye de St-Lô; ils exposent l'état  
 de décadence où se trouve leur ville par suite de la  
 ruine de trois grandes manufactures de tannerie, ser-  
 gerie et rubannerie, et ils ont cherché le remède à ce  
 triste état de chose, ils l'ont trouvé dans l'emploi qu'on  
 pourrait faire des vastes domaines des chanoines régu-  
 liers de Ste-Geneviève, dont le titulaire, le baron  
 d'Halleberg, réside perpétuellement à Cologne, où il se  
 fait adresser les revenus de son abbaye. « Il les reçoit  
 « et ses soins ne vont pas plus loin; ses obligations  
 « premières à l'égard de son bénéfice sont négligées...  
 « les paroissiens de Ste-Croix plaident contre cet abbé  
 « pour l'obliger à faire les réparations essentielles  
 « s'élevant à plus de 20,000 livres; aucun secours pour  
 « les pauvres de la part de cet abbé étranger qui ne  
 « les connoitra jamais.... les trois moines sont pour le  
 « moins aussi inutiles, ils ont 6,000 livres par an à  
 « dépenser, ils ne connoissent pas d'autres obligations,  
 « ils usent ou abusent de leur immense revenu et leur  
 « tâche leur paroisse remplit... aucun d'eux ne prêche,  
 « aucun d'eux ne confesse, ils sont inutiles à la  
 « société pour le spirituel, ils sont inutiles pour le  
 « temporel. » Les officiers municipaux demandent  
 alors quel scrupule devrait-on se faire d'ôter à un abbé  
 des immeubles qu'il n'occupe pas? Quelle difficulté  
 trouverait-on à faire sortir d'une espèce de palais trois  
 moines oisifs qui n'en occupent pas la dixième partie,  
 et à les renvoyer dans quelque une des grandes maisons  
 de leur congrégation? « tout rentreroit dans l'ordre,  
 « puisque l'ordre ne consiste que dans l'utilité géné-  
 « rale. » Ils ont pensé que ces maisons pourraient servir,  
 ou à une manufacture publique pour remplacer les trois  
 branches de commerce qui se sont éteintes dans leur  
 ville, ou à une caserne qui soulagerait la ville d'une  
 charge d'autant plus onéreuse que le poids de ce loge-  
 ment militaire tombe sur la partie la moins aisée des  
 citoyens qu'il épuise. Mais ce soulagement ne serait que  
 temporaire, il faudroit donc que l'État y trouvât un  
 avantage absolu, et que le commerce de la ville put  
 renaitre et prospérer, qu'on établît dans ces casernes  
 une école et un dépôt d'artillerie; ils développent leurs  
 arguments pour montrer tous les avantages qu'un tel  
 établissement offrirait à l'État, à la province, et à la  
 ville de St-Lô dans un endroit aussi convenable pour un  
 dépôt et une école d'artillerie. « Le plan formé par le

« chevalier de Sourdeval indique à tout homme de l'art  
 « l'employ de chaque partie du terrain et des bâti-  
 « ments » ; ils insistent aussi sur les eaux pures, saines  
 et intarissables, en quantité suffisante dans l'enceinte  
 des casernes pour les besoins des cuisines et des lavages  
 journaliers, enfin sur la rivière qui, coulant au bas de  
 l'enclos de l'abbaye, serait de la plus haute utilité pour  
 les lavages de toutes espèces et pour entretenir sans  
 peine la garnison dans la plus exacte propreté. Les offi-  
 ciers municipaux « s'estimeront heureux si leur projet  
 « est accueilli, ils goûteront le plaisir d'avoir coopéré à  
 « l'avantage de la patrie ; si ce plaisir leur échappe, il  
 « leur restera celui de sçavoir que leurs intentions sont  
 « pures et que leur zèle, quoyque point assés éclairé,  
 « n'est pourtant pas un zèle indiscret » (16 mars) ; —  
 à leur lettre d'envoi dans laquelle ils sollicitent la pro-  
 tection de l'Intendant, et l'avertissent qu'ils adressent  
 un double de leur mémoire au duc d'Harcourt, qui doit  
 coopérer à la grâce qu'ils sollicitent ; ils pensent qu'il  
 pourrait être utile d'écrire à l'évêque de Coutances, dont  
 l'adhésion sera peut-être provoquée à cause de l'extinc-  
 tion de l'église de Ste-Croix et du transport des fonctions  
 curiales dans cette abbaye (27 mars) ; — à l'avis favo-  
 rable motivé de M. Robillard : « depuis dix ans que je  
 « demeure à St-Lô, je vois une décadence graduelle de  
 « tout : commerce, industrie, arts libéraux, fortunes,  
 « familles, je n'obmettrai pas même le chapitre des  
 « mœurs, et il n'y a qu'un pareil établissement qui puisse  
 « redonner la vie à ces objets qui formoient le soutien  
 « d'une ville qui a eu sa célébrité. » Il explique à M. Es-  
 mangart le motif du mémoire destiné à l'Inspecteur  
 général de l'Artillerie : « Vous sçavez qu'il est reçu dans  
 « la discipline militaire qu'aucun officier ne peut rien  
 « proposer, ni aider personne de ses lumières, dans  
 « des objets relatifs à son état, sans en avoir aupar-  
 « avant demandé l'agrément aux supérieurs de son  
 « corps. M. de Sourdeval a trouvé le moyen de concilier  
 « ses devoirs avec le désir de ne pas vous manquer  
 « ainsi qu'à M. le duc d'Harcourt. Il adresse, comme  
 « *motu proprio*, son mémoire à son chef, un double à  
 « M. le duc d'Harcourt avec prière de n'en pas parler,  
 « et il vous en réserve un triple, parce qu'il croit que ce  
 « projet ne peut avoir son exécution sans votre suffrage  
 « et celui du Gouverneur, et que le concours de l'admi-  
 « nistration civile et militaire de la province est essentiel...  
 « Si M. de Gribauval, par des vues particulières, supprime  
 « le mémoire, vous, Monsieur, à qui les officiers muni-  
 « cipaux s'adressent d'eux memes, estes bien à portée  
 « de le faire valoir auprès du ministre... je crois qu'il  
 « est nécessaire que vous rendiez M. l'Évêque de Cou-

« lances dépositaire de votre secret, afin que la sup-  
 « pression d'une maison monachale, qui a été en cette  
 « ville l'objet du plus grand scandale, n'éprouve aucun  
 « obstacle de la part de l'autorité ecclésiastique.  
 « M. l'Évêque ferait en sorte d'éviter ces espèces de  
 « commissions ecclésiastiques qu'on établit pour la  
 « suppression des maisons et qui ne terminent rien »  
 (27 mars) ; — à l'accusé-réception des dits mémoires,  
 lettres et plan par M. l'Intendant qui écrit à M. Robillard :  
 « Il seroit bien à désirer que les circonstances actuelles  
 « permissent de se livrer à l'exécution du plan pro-  
 « posé, on ne peut pas se dissimuler qu'elle offre des  
 « difficultés. Je me propose néanmoins de ne pas perdre  
 « cet objet de vue, et je ferai, d'accord avec M. le duc  
 « d'Harcourt, tout ce qui conviendra pour procurer à  
 « vos habitants et au service du Roy les avantages de  
 « l'établissement projeté » (1<sup>er</sup> avril) ; — à l'assurance  
 que donne l'Intendant aux officiers municipaux qu'il  
 prendra, de concert avec M. le duc d'Harcourt, les dis-  
 positions qui leur paraîtront les plus convenables dans  
 les circonstances actuelles pour le succès d'un projet  
 qui contribuera à l'agrément des habitants et à l'embel-  
 lissement de leur ville (1<sup>er</sup> avril) ; — à la lettre des  
 échevins de St-Lô, Le Cardonnel et Boullay, avisant  
 M. Esmangart du décès du baron d'Halleberg, titulaire  
 de l'abbaye ; ils croient que « cet événement peut  
 « débarrasser le projet de la principale difficulté dont  
 « il est passible », et qu'il n'y aurait pas d'obstacle  
 de la part des héritiers du chanoine baron, n'ayant  
 aucun droit au bénéfice. Il n'y en aurait pas non  
 plus du nouvel abbé, si le projet était adopté avant sa  
 nomination ; enfin ils annoncent que les paroissiens de  
 Ste-Croix ont obtenu gain de cause dans leur procès  
 contre l'abbé, qui a été condamné aux réparations, de  
 la dite église, et que le jugement ordonne que les reve-  
 nus de l'abbaye seront sequestrés jusqu'au parfait  
 paiement des 15 ou 20,000 livres de réparations qui  
 n'auraient plus leur raison d'être si la dite église cessait  
 d'être église, et la succession de l'abbé étant déchargée  
 de cette coûteuse condamnation, le nouveau titulaire  
 jouirait tranquillement de son bénéfice (28 juillet) ; —  
 au mémoire des réparations et fournitures faites par le  
 sieur Claude Enouf dans les casernes et écuries du régi-  
 ment de Lorraine-dragons en remonte à St-Lô (janvier  
 1784) ; — à l'état des sommes dues pour le loyer des  
 maisons servant de caserne à la dite remonte, dressé  
 et signé par les maire et échevins, et certifié par le  
 subdélégué (27 juin 1784).

C. 2263. (Liasse.) — 95 pièces, papier.

**1785-1786.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de St-Lô. — Correspondance entre MM. de Feydeau, Intendant; Ballias de Laubarède, commissaire des guerres; les officiers municipaux et Robillard, subdélégué, relative : au renvoi, par l'Intendant, des états de dépenses occasionnées par la remonte des régiments de Lorraine-dragons et Royal-Normandie-cavalerie, à cause de deux articles relatifs : 1° au logement d'un officier en remonte, du régiment de Lorraine, qui continue de lui être payé dans le lieu de son régiment; 2° aux frais des réparations des écuries (22 mars 1785); — à la réponse des officiers municipaux s'appuyant sur deux lettres de l'Intendant, en date des 5 et 29 février 1784, pour affirmer que les dépenses extraordinaires de mangeoires, de râteliers et autres, tels que, baquets, pelles, lanternes, caisses à avoine, etc., ne doivent pas être à la charge des propriétaires, pour qui ces divers objets deviennent un embarras par leur grand nombre, au départ des chevaux de remonte (19 avril); — à la réponse de l'Intendant qui admet que les propriétaires ne doivent pas supporter les frais d'établissement coûteux pour des besoins momentanés, et qui, en conséquence, ordonnancera les 255 livres 11 sols 6 deniers portés à cet effet; mais qui n'admet pas les 150 livres proposées pour le paiement d'un garde magasin dont les fonctions lui paraissent nulles ou du moins bien peu utiles (31 mai); — aux raisons que les officiers municipaux donnent pour conserver et appointer un casernier chargé de la préparation du logement et de la surveillance continuelle des lits et effets du Roi dans les casernes (23 juin); — à l'avis que ces raisons ont déterminé l'Intendant à ordonnancer ses appointements et à le comprendre dans les états de dépenses de casernement (20 juillet); — à l'état des sommes dues pour le loyer des maisons servant de casernes aux dragons de Lorraine et aux cavaliers de Royal-Normandie en remonte, et celui des écuries réparées (27 juillet); — à l'envoi des états de dépenses du casernement afin de payer les intéressés (28 juillet); — à l'établissement du régiment d'Armagnac-infanterie devant arriver à St-Lô le 6 novembre pour y rester jusqu'à nouvel ordre; comme la petite vérole sévissait alors dans cette ville, le commissaire des guerres fut obligé de réclamer 183 lits aux paroisses de la banlieue (26 octobre 1785); — à la lettre écrite à M. de Laubarède par M. Robillard pour le prévenir que des habitants des paroisses de St-Laurent et de N.-D. de Thorigny, comprises pour fournir 12 lits (ces deux

paroisses les plus grandes peut-être de la Généralité), fondent leur réclamation sur ce qu'ils paient l'impôt du casernement, et sur ce que, s'il passait des troupes, ils seraient obligés de loger. « Ils furent, il y a 4 ans, déboutés de leur prétention par M. Esmangart », écrit le subdélégué qui ajoute qu'il y a un motif déterminant pour les assujettir aux fournitures : « Il est qu'ils ne sont pas lieu de passage, jamais route par Thorigny, toujours par le Pontfarcy, c'est donc un leurre maladroitement imaginé et qui ne pourroit être accueilli que par ceux qui ne connoissent pas les routes de la cour » (30 octobre); — à la réclamation de la veuve d'un invalide, marchande bourgeoise, remontrant qu'elle a dû évacuer son domicile pour le logement des soldats du régiment d'Armagnac, et louer une autre maison au grand préjudice de son commerce (24 novembre); — à l'avis du subdélégué écrivant : « rien de plus juste que d'accorder une indemnité à ceux qui éprouvent un préjudice, et de faire porter cette indemnité par celui qui occasionne le préjudice » (17 décembre); — aux observations que les officiers municipaux ont jointes à la demande du sieur Lemonnier de La Macherie, réclamant pour sa pupille, demoiselle Suzanne Saint de Saintville, l'exemption de toutes fournitures aux casernes (22 décembre); — à l'avis du subdélégué écrivant : « c'est plutôt par l'impuissance du fait que par un privilège personnel que les mineurs sont exempts du logement effectif, mais l'administrateur des biens des mineurs peut aussi bien payer cette imposition que les rentes et les 20<sup>mes</sup> de sa pupille... Nul inconvénient à l'y assujettir, au contraire tout y concourt parce que le mineur est dispensé de mille autres corvées publiques; et il est bien naturel que quand il peut venir au secours des autres sujets, sans exposer la faiblesse de son âge, il y subvienne en payant » (23 décembre); — à la plainte des sieurs Letourneur et Briard de ce qu'on les a forcés de fournir chacun un lit pour le coucher des soldats du régiment d'Armagnac malgré leur misère (17 novembre); — à l'état général du casernement du régiment d'Armagnac-infanterie, composé de 2 bataillons, contenant les noms de ceux qui fournissent aux casernes, ceux des privilégiés, nobles, chevaliers de St-Louis, ecclésiastiques, officiers de ville, du point d'honneur, et officiers d'Élection et du Bailliage, ainsi que la nomenclature des paroisses de l'arrondissement avec le nombre des lits fournis par chacune d'elles; le total s'élève à 476, dont 242 par les bourgeois, 53 par les privilégiés et 181 par les campagnes; fait et certifié véritable par les officiers municipaux et visé par le subdélégué (25 janvier 1786); — à l'état de dépense du



dit casernement d'après le prix fait par voie d'économie avec divers ouvriers menuisiers, tonneliers, chaudronniers, maçons et ferblantiers ayant offert de les faire à meilleur marché (25 janvier); — au mémoire présenté par les officiers municipaux pour procurer à perpétuité à la ville des lits en propriété pour coucher au moins un bataillon (7 février); — à l'état des indemnités et remboursement des loyers payés aux particuliers forcés de quitter leur logement (7 février); — à la réponse de l'Intendant qui regrette de ne pouvoir adopter le projet conçu avec le désir très louable d'éviter aux habitants la charge de fournir des lits en nature parce que : 1<sup>o</sup> l'Intendant n'a pas les 16,875 livres nécessaires à avancer à la ville pour monter ces magasins; 2<sup>o</sup> que la ville de St-Lô n'a point de titres particuliers pour que la province lui fasse un avantage que les autres villes n'ont pas obtenu. Il ajoute : « on ne peut même se dissimuler que la ville de St-Lô doit, plus que tout autre, être réservée dans des demandes de ce genre, puisqu'elle obtient déjà de la province des secours importants pour suppléer à l'insuffisance de son tarif. Vous savez que la province a déjà payé sa dette il y a quelques années, qu'elle vient de la payer encore, et que de plus elle va venir à son secours chaque année d'une somme de 5,000 livres » ; 3<sup>o</sup> que la régie qu'exige l'entretien d'un pareil magasin ne peut pas être assez exactement surveillée pour le compte d'une communauté, elle lui devient nécessairement onéreuse ; « j'en ai, écrit-il, vu un exemple frappant pour la ville d'Auxonne, qui avait ainsi monté à son compte les lits nécessaires pour le corps d'artillerie qui y tient constamment garnison » ; 4<sup>o</sup> enfin que l'habitant est dédommagé de la fourniture des lits et ustensiles par le loyer qu'il doit en recevoir, ce loyer est à la vérité coûteux pour la province, mais cette dépense doit être regardée comme nulle, puisque c'est un moyen de répandre l'argent dans son intérieur et de faire rentrer le produit de l'imposition dans la main des contribuables (17 mars); — à la demande par les officiers municipaux d'une décision pour savoir si le lieutenant du 1<sup>er</sup> chirurgien du Roi, l'entrepreneur du tabac, le contrôleur des actes, le directeur de la poste aux lettres et le maître de la poste aux chevaux doivent être exempts du logement des gens de guerre (26 mars); — à la réponse de l'Intendant : « puisque l'usage est que les privilégiés soient exempts du casernement, même en argent, il faut bien les y maintenir, sans quoi on s'exposerait à des discussions inutiles » (8 avril); — au consentement demandé à l'Intendant que le paiement, qu'il a ordonné, pour le loyer des lits fournis par les habitants

de St-Lô et des lieux voisins pour le couchage des soldats du régiment d'Armagnac, soit employé à faire l'achat des pompes et autres ustensiles nécessaires dans les incendies (9 mai); — au refus de l'Intendant : « 1<sup>o</sup> parce qu'il y a inconvénient à divertir les fonds de leur véritable destination, il en résulte qu'au bout de quelque temps on ne peut plus apercevoir leur emploi ; 2<sup>o</sup> parce que les paroisses voisines, auxquelles j'ai accordé des loyers, n'ont point intérêt à l'établissement des pompes dans cette ville » (16 mai); — à l'approbation, par l'Intendant, des moyens employés par les officiers municipaux pour engager, tout en leur laissant toute la liberté, les riches propriétaires à céder volontairement les sommes qui peuvent leur revenir pour le loyer des lits, afin de les employer à l'achat des pompes à incendies, et au conseil qu'il leur donne de s'entendre avec le maire de Vire, où existe un très bon établissement pour incendies (5 juin); — à l'autorisation donnée aux officiers municipaux de faire l'acquisition des crémaillères, marmites, cuillères à pot nécessaires à la garnison, puisque les bourgeois sont dans l'impossibilité de les fournir (12 juillet); — à l'approbation donnée par l'Intendant aux officiers municipaux qui demandent à assujettir au logement des personnes qui sont dans l'usage de fournir des lits aux casernes, afin de soulager les malheureux qui, n'ayant pas le moyen de fournir de lits, sont continuellement assujettis à loger seuls les troupes de passage (15 et 23 août); — à l'autorisation de passer marché pour la construction des tables et bancs à faire pour le service des soldats du régiment d'Armagnac (30 octobre); — au consentement par l'Intendant de faire exécuter par économie les réparations aux maisons occupées par les soldats du régiment d'Armagnac, afin de dédommager les propriétaires de la gêne qu'ils éprouvent d'un logement fourni à regret (15 novembre); — à la plainte portée par la dame Mouget, veuve de Messire Patry, escuier, de ce que les officiers municipaux l'ont assujettie, quoi qu'étant de condition, à fournir un lit aux casernes (novembre 1786); — à diverses réclamations réfutées par les officiers municipaux et rejetées par l'Intendant (décembre 1786).

C. 2264. (Liasse.) — 87 pièces, papier.

**1787-1789.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de St-Lô. — Correspondance entre MM. de Brienne, ministre; le duc de Beuvron; de Feydeau et Cordier de Lannay, Intendants de la Généralité; les membres de la Commission intermédiaire; les procu-

reurs syndics ; de Fressinaux, commandant du régiment du Maréchal-de-Turenne ; le chevalier de Buffon, lieutenant-colonel du régiment de Lorraine ; Ballias de Laubarède, commissaire des guerres ; les officiers municipaux et Robillard, subdélégué, relative : à l'envoi du procès-verbal de visite faite des tables et bancelles à l'usage du régiment d'Armagnac et du devis estimatif de la dépense (3 janvier 1787) ; — au renvoi aux officiers municipaux et au subdélégué de la demande de M. de Varroc, ancien subdélégué et échevin de St-Lô, qui s'appuyant sur l'article 57 du titre 5 de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> mars 1758 réclame l'exemption de fournitures de casernement, à titre de directeur des économats du diocèse (26 février) ; — à l'avis du subdélégué qui s'étonne du « désir déplacé de M. de Varroc de se distinguer de ceux de sa classe ; il est cependant très instruit de la détresse où l'on est, lorsqu'il s'agit de faire fournir, par les classes non privilégiées, 200 lits dont la fourniture épuise les contribuables, en sorte que, quand il y a plus de 400 soldats, il faut nécessairement recourir aux 70 lits des classes privilégiées et ensuite aux campagnes..... Simple gentilhomme, s'occupant beaucoup de l'agrandissement de sa fortune, voilà son portrait ; M. de Varroc, bien convaincu de l'insuffisance de son titre de noble, appelle à son secours sa qualité de directeur des économats ; les officiers municipaux ont donné des réponses satisfaisantes sur la nature des deniers dont il est dépositaire, quand il en a. Nous ajoutons, nous, que depuis 15 ans que nous sommes ici, M. de Varroc a une seule fois été dans le cas d'administrer pendant 2 mois les revenus d'un bénéfice consistorial. La fourniture d'un lit aux casernes a-t-elle quelque chose de commun avec la sûreté des deniers en caisse ? » (11 mars) ; — à la nouvelle demande de M. de Varroc à M. de Launay, invoquant une décision de S. M. du mois de septembre 1778 qui dispense du logement, même en cas de foule, les receveurs de ses deniers, et lui avouant que, quoique très ancien gentilhomme, il n'est pas traité favorablement par la fortune, qu'il a même dépensé une partie considérable de la sienne pour remplir avec décence les fonctions de subdélégué dans cette Élection durant 15 ans, depuis 1763, et qu'il n'a quittées que parce que sa fortune l'y forçait, il est depuis chargé d'un grand nombre d'enfants, dont deux sont au service du Roi, dans les gardes du corps (23 mars) ; — à la réponse de M. de Launay qui serait enchanté que sa bonne disposition, dans les circonstances actuelles, pût se concilier avec les principes et les règlements (31 mars) — à la demande des officiers

municipaux d'avoir, comme les autres villes voisines, un entrepreneur pour les fournitures des casernes ; M. de Brou avait essayé un arrangement avec l'entrepreneur, qui exigeait un traité pour 9 ans et demandait 20 livres par an pour le loyer de chaque lit, et il avait préféré faire fournir les habitants, quitte à payer un loyer plus considérable, parce qu'il pensait que le gouvernement pouvait d'un instant à l'autre laisser la ville sans troupes. Les officiers municipaux exposent la grande difficulté de renouveler toutes les fournitures ; « les murmures vont redoubler, nous ne pouvons nous dissimuler que ces plaintes seront fondées, et nous sentons d'avance tout le désagrément qu'elles nous occasionnent ; comme les travaux du port de Cherbourg semblent prendre plus d'activité que jamais, et comme, quelque diligence qu'on fasse, ils ne finiront pas dans l'espace de dix ans, il serait doublement avantageux de traiter avec un entrepreneur, puisque les lits des habitants reviennent à 27 livres 2 sols, et il n'y a pas un de nos habitants qui ne désire être déchargé d'un pareil fardeau » (6 mai) ; — à la demande faite par les officiers municipaux pour savoir s'ils doivent rendre aux habitants les lits qui sont vacants par suite du départ de 101 hommes du régiment d'Armagnac (31 mai) ; — à la demande des mêmes officiers municipaux de leur faire fournir par l'entrepreneur une certaine quantité de lits militaires pour remplacer ceux empruntés aux bourgeois (10 juin) ; — à l'avis que ce détachement ne devant rester qu'un mois ou six semaines à Cherbourg pour accélérer le comblement des cônes, puis retourner ensuite à St-Lô, les officiers municipaux doivent laisser les choses en l'état (1<sup>er</sup> juillet) ; — au compte rendu des opérations faites pour caserner le régiment du Maréchal-de-Turenne, exigeant 534 lits ; « nous avons été, écrivent les officiers municipaux, dans la cruelle nécessité de faire déloger plusieurs ouvriers, pères de famille, locataires, et nous ne pouvons nous dissimuler les torts que cette nécessité leur occasionne ; nous tremblons déjà des passages qui nous sont annoncés et qui vont réduire nos pauvres bourgeois sur la paille » (25 novembre) ; — à la lettre du commissaire des guerres, M. Ballias de Laubarède, qui rend bon témoignage des habitants qui « se sont prêtés de meilleure grâce à céder leurs lits », toutes les classes ayant fourni les leurs, il aurait été « aggravant d'exiger d'eux une plus forte contribution, surtout dans cette saison, puisque un grand nombre de bourgeois sont réduits à faire coucher leurs enfants sur la paille, en attendant qu'on vienne à leurs secours » (25 novembre) ; — aux plaintes réité-

rées de M. de Fressinaux, commandant du régiment de Turenne qui réclame « des fournitures de taille, de « largeur et de qualité proposables et recevables, un lit « de 2 pieds, écrit-il, peut-il contenir 3 et 4 grenadiers ; « avec 330 lits de pareille espèce, puis-je coucher 999 « hommes et réserver de la place à 70 malades ? » (13 novembre) ; — à l'autorisation demandée par les officiers municipaux de remettre aux propriétaires les maisons qu'ils ont louées pour le casernement du régiment du Maréchal-de-Turenne, et à l'avis donné que S. M. a décidé que l'établissement militaire formé à St-Lô soit conservé tel qu'il est jusqu'à nouvel ordre (29 décembre 1787) ; — au mémoire présenté par M. Choron, directeur des fermes générales, inculquant à tort M. de Fressinaux, lieutenant-colonel du régiment du Maréchal-de-Turenne, d'être allé au bureau du grenier à sel de St-Lô, d'avoir obligé, de son autorité privée, le receveur à délivrer à sa troupe le minot de sel blanc sur le pied de 3 livres 13 sols, en le réglant sur le pied de moitié du prix fixé, et d'avoir ordonné, pour le sel gris, à l'officier chargé du détail, de se conformer à cet ordre (décembre 1787) ; — à l'ordre à donner aux officiers municipaux de communiquer leurs registres afin de faciliter le travail commencé pour le casernement des troupes de la Généralité (23 janvier 1788) ; — aux réclamations de M. de Fressinaux qui a été victime d'un quiproquo (8 février 1788) ; — au refus, par le chevalier de Buffon, lieutenant-colonel du régiment de Lorraine-Infanterie, des fournitures à cause de la défectuosité des matelas servant à coucher les soldats vénériens et galeux du régiment de Lorraine (15 avril 1788) ; — à la lettre des officiers municipaux annonçant qu'ils se sont empressés de faire faire les réparations indispensables aux casernes et aux fournitures de lit, espérant qu'elles entreraient dans les frais du casernement, les propriétaires étant dans l'impuissance de les faire, ils prient l'Intendant d'obtenir du gouvernement que St-Lô soit déclarée ville de garnison, « cela procurera le bien de nos « habitants, surtout de la classe qui ne vit que de « secours, l'État en sentira lui-même son utilité par « la proximité de sa communication aux travaux de « Cherbourg » (27 avril) ; — à la remise à faire aux propriétaires des maisons et lits servant au casernement du régiment de Lorraine, l'intention de S. M. étant de ne pas placer d'autres troupes à St-Lô (17 mai 1788) ; — à l'état des sommes dues pour les lits occupés par le régiment de Lorraine (15 juin 1788) ; — aux renseignements demandés sur les dépenses militaires (15 et 22 mai 1789) ; — aux mesures prises pour diminuer autant que possible la dépense de casernement dans

la Généralité (29 mai 1789) ; — au paiement du logement de la brigade de Maréchaussée (22 janvier 1790).

C. 2265. (Liasse.) — 56 pièces, papier.

**1762-1788. — Affaires militaires. — Casernement.**

— Paroisses de l'Élection de St-Lô. — Correspondance entre MM. de Fontette, Esmangart et de Brou, Intendants de la Généralité ; Devin de Gallande, procureur du Roi en la capitainerie de La Varenne du Louvre ; Ballias de Laubarède, commissaire des guerres ; Rochefort et Robillard, subdélégués, relative : au compte-rendu de la visite, faite par M. Rochefort avec le maire et le 1<sup>er</sup> syndic, de quelques emplacements proposés pour construire un corps de caserne où l'on puisse rassembler un escadron de cavalerie ou de dragons ; il désigne deux endroits : 1<sup>o</sup> du côté du faubourg St-Georges sur un terrain appelé les Palières, où il serait facile d'amener l'eau abondante d'une fontaine, qui prend sa source au haut du dit faubourg ; 2<sup>o</sup> du côté de la porte du Neufbourg (6 juin 1762) ; — à l'envoi de l'état des paroisses de l'Élection qui ont coutume de fournir au casernement de Cerisy - l'Abbaye et des sommes proportionnelles que ces paroisses ont payées, suivant l'ordonnance du 25 mars, pour les frais de casernement (27 juin 1762) ; — à l'état des paroisses de l'Élection de St-Lô « qui « ont été données en aide à celle de Tessy, et qui ont « contribué aux frais de casernement des compagnies « d'Aubigny et de Marbeuf-Dragons pour 1760 et 1761 » (20 juin 1762) ; — à la demande de M. Portaire de Bretfez pour être exempté du logement des gens de guerre dans la paroisse de Thorigny, en considération des privilèges attachés à sa commission d'exempt de la capitainerie de la Varenne du Louvre (13 décembre 1781) ; — à l'avis de M. Robillard qu'il n'y a pas lieu d'accorder cette faveur au sieur de Bretfez, beau-frère de M. d'Aubigny : « en effet, écrit-il, il est inoui qu'un « homme qui a acheté, dit-on, une charge d'exempt, et « qui jamais n'en a fait le service, qui ne s'est jamais « absenté de Thorigny, jouisse des exemptions qui ne « sont accordées qu'à ceux qui font vraiment le service... « ces exemptions sont un abus, elles sont trop oné- « reuses aux autres sujets pour les étendre en faveur « de ceux qui n'ont pas les qualités requises pour en « jouir » (24 décembre 1781) ; — à la requête présentée à l'Intendant par les bourgeois et habitants de Thorigny afin d'être déclarés exempts des fournitures de logement des troupes demandées par la ville de St-Lô, dont leur bourg ne pouvait être considéré comme dépendant (10 novembre 1785) ; — à la demande faite aux habi-



tants des paroisses de Thorigny et de St-Laurent de 12 lits pour le casernement du régiment d'Armagnac à St-Lô (15 novembre 1783); — au refus des dits habitants; — à l'avis donné par M. Robillard que 24 soldats « sont toujours logés dans les auberges de Thorigny, « le service en souffre et les hôteliers murmurent; « nous nous flattons que, de cette fois, vous statuerez « sur l'opiniâtreté des habitants de Notre-Dame et de « St-Laurent de Thorigny » (29 novembre 1783); — à l'ordonnance de l'Intendant pour forcer les habitants de Thorigny de fournir les 12 lits nécessaires pour l'ameublement des maisons occupées dans la ville de St-Lô par les soldats du régiment d'Armagnac (8 décembre); — à la délibération de la communauté de Thorigny pour aviser à l'exécution de la sus dite ordonnance (17 décembre); — à l'envoi par le subdélégué de St-Lô de la dite délibération (22 décembre); — à la note écrite de la main de l'Intendant, M. de Brou, au haut de la dite lettre: « joindre au dossier. Voilà que l'esprit « de refus commence à se calmer. C'étoit le plus important pour l'exemple, puisque d'ailleurs tous les loyers « et frais seront payés » (27 décembre 1783); — au procès-verbal de la délibération des officiers municipaux en date du 20 janvier 1786 fixant l'indemnité à payer aux aubergistes par les habitants de Thorigny, à raison de 15 sols par jour et par lit, et formant une somme de 900 livres, réduite d'abord à 163 par décision de l'Intendant en date du 14 avril, puis élevée à 300 livres à raison de 10 sols par jour et par lit le 15 mai; — à la demande d'une ordonnance de l'Intendant pour autoriser les syndics de Thorigny à faire un rôle de répartition de la dite somme sur tous les habitants de leur communauté (2 juin); — à la dite ordonnance fixant à 2 mois le délai de cette collecte (16 juin 1786); — à la demande de 4 aubergistes de St-Lô, qui ont fourni des lits à la place des habitants de Thorigny, pour condamner 6 des paroissiens à leur payer, par forme d'avance, la somme de 300 livres, en conséquence de l'ordonnance du 15 mai (16 juin 1786); — à la réclamation par les syndics de Thorigny des lits fournis par la dite communauté et qui restent sans usage depuis le départ du régiment d'Armagnac, et au paiement du loyer de leurs fournitures de lit pour le casernement (février et mars 1788); — à l'avis motivé de M. Robillard concluant à débouter les syndics de Thorigny de leur demande et à les condamner aux réparations nécessaires à leurs fournitures « actuellement existantes à St-Lô, si mieux ils n'aiment « les faire remplacer par d'autres plus convenables, de « manière à éviter toute espèce de plaintes de la part des troupes » (18 mars).

C. 2266. (Liasse.) — 45 pièces, papier.

1778-1790. — Affaires militaires. — Casernement. — Élection de Mortain. — Correspondance entre MM. Esmangart, Intendant; les membres de la Commission Intermédiaire provinciale; les procureurs syndics de Mortain; le comte de Rochambeau, général; le comte de La Chapelle, colonel; du Cailar, lieutenant-colonel du régiment de Bassigny, et de La Roque, subdélégué, relative: au compte-rendu par le dit subdélégué des opérations faites pour l'établissement du régiment de Bassigny, et de l'indiscrète conduite des officiers qui veulent loger chez les nobles et privilégiés, pour laisser à leurs soldats les logements qu'ils occupent, « ce qui est contre tout ordre de loger, sans nécessité, des soldats chez des médecins, avocats et gens « vivant noblement, l'intention du Roi est bien, qu'au « besoin, on se preste aux circonstances, mais non que « les habitants soient vexés sans nécessité et sans foule » (2 août 1778); — aux difficultés éprouvées par le lieutenant-colonel pour fournir le logement du second bataillon du régiment de Bassigny, et aux plaintes du subdélégué (7 août 1778); — à la demande motivée des sieurs Béchet de La Mortière, conseiller du Roi, élu en l'Élection; Delaunay-Guerdon, officier commensal de la maison du Roi; Le Tellier, directeur des domaines de l'apanage; Ducoudray, receveur des domaines du Roi, d'enjoindre aux officiers, sergents et soldats du dit régiment, qui habitent de force et illégalement leurs maisons, de retourner dans les logements qui leur avaient été assignés, et d'ordonner en outre que les compagnies qu'on a relevées d'autorité privée, pour occasionner foule, reprendront leur premier logement. Les signataires de la pétition se plaignent de ce que leurs privilèges n'aient pas été respectés: « on a affecté de « donner des sergents à des *gens honnêtes*: un conseiller « au Bailliage, un receveur principal des fermes du Roy « et un commensal de la maison du Roy. La répartition « sur les personnes assujéties au logement n'a pas été « mieux combinée; là, c'est un avocat, qui n'est point « encore établi, qui n'a qu'un lit et auquel on donne deux « soldats; ici ce sont des enfants de famille qu'on force « d'abandonner la maison paternelle ou de coucher « sur le pavé; ailleurs, ce sont des filles seules qu'on « ne craint pas d'exposer à la brutalité soldatesque, et « enfin on n'a pas hésité à faire enfoncer les portes « d'un médecin, cher à la République des lettres et « respectable par ses talents et son érudition, qui n'a « également qu'un lit pour son usage. » Mais de son

côté le sieur du Cailar, lieutenant-colonel, prétend dans son rapport à son général « que le sieur Lejay, médecin, « avoit d'abord reçu les soldats et leur avoit même « donné à boire, et que, sur les neuf heures, il leur dit « qu'il alloit les mener à l'auberge et que, les ayant « mis dans la rue, il ferma la porte sur eux, puis il « abandonna sa maison sans meubles » (9 août); — à la plainte très fondée de la résistance qu'a éprouvée de la part du subdélégué et du syndic le lieutenant-colonel du régiment de Bassigny, lorsqu'il a été question d'établir le logement du 2<sup>e</sup> bataillon (9 août 1778); — à l'exemption du logement des gens de guerre demandée par plusieurs particuliers (9 août 1778); — à la lettre du docteur Lejay, se plaignant de ce que les quatre soldats qu'il avait envoyés à l'auberge étaient revenus en son absence, la nuit, chez lui, avec un cavalier de maréchaussée, avaient enfoncé la porte de son antichambre où il avait établi une machine électrique pour la cure des paralytiques, forcé et ouvert celle de sa propre chambre-bibliothèque en faisant sauter les ferrures, et s'étaient enfin retirés laissant tous les appartements ouverts. Il ajoute que ce n'est pas seulement par ses écrits et son art de la médecine qu'il a servi sa patrie, « j'ay enseigné l'art de la fortification, l'attaque et la « défense des places à un grand nombre d'officiers, « entr'autres au comte de La Ferrière et à ses frères, « et plusieurs jeunes officiers du régiment de Bassigny « désiroient prendre de mes leçons... Ainsi un homme « qui sert l'État en tant de manières différentes devoit « s'attendre à jouir, non seulement du droit des gens, « mais de quelque considération particulière de la part « des militaires » (12 août); — aux difficultés qui se sont rencontrées pour réunir, dans la petite ville de Mortain, la totalité du 2<sup>e</sup> bataillon du régiment de Bassigny (28 août 1778); — à l'avis que l'Intendant dédommagera le sus dit docteur en lui accordant décharge de sa capitation, s'il la demande, mais il convient que l'aubergiste soit payé avant le départ du régiment (29 août); — à la nouvelle lettre adressée à M. Esmangart par le docteur Lejay, à l'occasion des excès dont il a été victime de la part des 4 soldats qu'il avait envoyés loger à l'auberge à ses frais. Il a de plus organisé une sorte d'hôpital pour une douzaine de soldats atteints de la gale et de maladies vénériennes dans deux grandes salles de sa ferme, ces soldats sont restés 18 jours chez lui et ont dévasté un plant de pommiers, dont il a fait estimer les dégâts évalués à 6 boisseaux à 30 sols chacun, plus 3 livres pour les arbres coupés, enfin à 9 livres les dégâts faits à ses portes enfoncées. En conséquence, il refuse de payer la dépense de l'auberge,

« dépense, écrit-il, qui ne va pas à 5 livres, tandis qu'il « m'en est dû plus de 20. J'espère, Monsieur, que vous « voudrez bien me faire rendre justice; je l'attends « avec d'autant plus de confiance que je sais avec quel « succès vous remplissez une fonction aussi délicate « que la vôtre. Il y a longtemps que vous marchez d'un « pas égal sur cette ligne imperceptible qui sépare « les intérêts du peuple de ceux du souverain, et que « vous avez trouvé le secret rare de vous faire adorer « dans une place où c'est beaucoup de n'être point haï; « tout le monde sait que vous aimez la justice encore « plus par inclination que par devoir, et vous ne cessez « de donner au public de nouvelles preuves que vous « honorez bien plus votre charge que vous n'en êtes « honoré » (6 septembre 1778); — à la note autographe de l'Intendant mise au haut de la sus dite lettre : « ré- « pondre que pour finir toute cette affaire, je feray « payer la dépense des soldats à l'auberge, pourvu que « ce médecin cesse toute demande de son côté; et « marquer à M. de La Roque de m'envoyer la note des « frais » (8 septembre); — aux plaintes adressées à M. Esmangart par le marquis de Mesnilmore, ancien officier au régiment des gardes françaises, sur sa contribution au logement des gens de guerre, bien qu'il fût celui des membres de la noblesse qui dût loger le dernier, et qu'au lieu de cela non seulement il se trouvait le premier à loger, mais qu'il y avait plus de dix logements de petits privilégiés et autres qui ne logent pas; il ajoute : « je ne « vous cacherais point que tout icy se fait par compère « et par comère, et qu'il n'y a aucune espèce de règle « à cet égard; une petite semonce à M. le syndic ne « serait point hors de place, vous aimez la justice, « Monsieur, et je sais que vous trouvez bon qu'on la « réclame » (5 juin 1779); — à la demande du sieur Orvain, fermier, de la paroisse de Romagny, réclamant le paiement de 24 livres pour fourniture de paille faite au corps de garde de la ville de Mortain et aux régiments d'Artois et de Lorraine (22 avril 1789); — au paiement du loyer échu de la maison du sieur Bazin, bourgeois de Mortain, occupée par la brigade de maréchaussée de la dite ville (janvier 1790).

C. 2267. (Liasse.) — 108 pièces, papier.

**1765-1767.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Valognes. — États des sommes dues par l'hôtel de ville de Valognes, au compte du Roi, pour l'attache de partie des chevaux des deux escadrons du régiment de Clermont-Prince-Cavalerie, qui ont été en quartier dans la dite ville, et autres dépenses et fourni-

tures faites relativement au service de Sa Majesté depuis et compris le 1<sup>er</sup> juillet 1765 jusqu'au dernier décembre inclusivement de la même année (1765); — des maisons, pour servir de casernes, que la ville tient à loyer; — des réparations et fournitures faites à ces maisons (1766); — mémoires de différents fournisseurs à l'appui des dits états.

C. 2268. (Liasse.) — 140 pièces, papier.

**1768-1769.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Valognes. — États : des charrettes qui ont été fournies pour le transport à Cherbourg des effets du régiment de la couronne; — des sommes payées par la dite ville pour loyer, réparations, dépenses et fournitures faites aux maisons servant de casernes; — de ce qui est dû pour leur logement aux officiers des régiments de la Couronne-Infanterie et des dragons d'Orléans, en garnison à Valognes; — les dits états faits et arrêtés par M. D'Heu, commissaire des guerres au département de Valognes; de Virandeville, subdélégué à Valognes, et les officiers municipaux de la dite ville; — mémoires de différents fournisseurs à l'appui des dits états.

C. 2669. (Liasse.) — 127 pièces, papier.

**1770-1771.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Valognes. — États des sommes dues par la dite ville au compte du Roi, pour loyers, réparations, dépenses et fournitures faites aux maisons servant de casernes (1770); — des soldats du régiment Royal-des-Vaisseaux qui ont été prisonniers et auxquels la paille a été fournie conformément à l'ordonnance (1770); — de ce qui est dû aux officiers du 1<sup>er</sup> bataillon du régiment Royal-des-Vaisseaux, du régiment de La Fère-Infanterie-Française et du régiment Royal-Cavalerie pour leurs logements; le lieutenant-colonel à 40 livres par mois, les capitaines et chirurgien major à 15 livres par mois, les lieutenants et sous-lieutenants, porte-drapeau et aumônier à 10 livres (1770); — des voitures et chevaux de selles fournis à deux détachements de canonnières invalides de la compagnie de Diquem (1771); — les dits états faits et arrêtés par MM. D'Heu, commissaire des guerres; de Virandeville, subdélégué à Valognes, et les officiers municipaux de la dite ville; — mémoires de différents fournisseurs à l'appui.

C. 2270. (Liasse.) — 73 pièces, papier.

**1772.** — Affaires militaires. — Casernement. — Va-

lognes. — États : des sommes dues par la dite ville pour loyers, réparations de maisons, dépenses et fournitures faites au service de S. M.; — de ce qui est dû aux officiers du régiment Royal-Cavalerie en garnison à Valognes pour leur logement; — des voitures commandées pour transporter à Cherbourg des bagages militaires; — les dits états faits et arrêtés par MM. D'Heu, commissaire des guerres; de Virandeville, subdélégué, et les officiers municipaux; — mémoires de différents ouvriers pour travaux de serrurerie, menuiserie, maçonnerie, charpente et fournitures à l'appui des dits états.

C. 2271. (Liasse.) — 74 pièces, papier.

**1773.** — Affaires militaires. — Casernement. — Valognes. — États : de ce qui est dû aux officiers du régiment de Monseigneur le Dauphin-Infanterie, en garnison à Valognes, pour leur logement; — pour réparations, dépenses et fournitures faites pour le service de S. M.; — des chevaux et voitures qui ont été commandés et payés par les officiers municipaux de la ville pour le service du Roi; — les dits états dressés par M. D'Heu, commissaire des guerres; les officiers municipaux, et vus par M. de Virandeville, subdélégué; — mémoires des fournisseurs à l'appui.

C. 2272. (Liasse.) — 104 pièces, papier.

**1774-1776.** — Affaires militaires. — Casernement. — Valognes. — États : de ce qui est dû aux officiers des régiments du Dauphin et de Normandie, en garnison à Valognes, pour leurs logements; — des sommes dues pour loyers, réparations, dépenses et fournitures faites aux maisons servant de casernes; — des voitures et chevaux qui ont été commandés pour transporter les bagages militaires; — les dits états faits et arrêtés par MM. D'Heu, commissaire des guerres; de Virandeville, subdélégué, et les officiers municipaux de Valognes; — mémoires de différents fournisseurs à l'appui.

C. 2273. (Liasse.) — 77 pièces, papier.

**1777.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Valognes. — États : des sommes dues pour loyers de maisons servant de casernes aux troupes dans la ville de Valognes; — des sommes payées par la ville pour des réparations et fournitures faites aux dites maisons servant de casernes au régiment de Normandie; — des sommes à payer sur l'imposition des logements, soit pour les loyers des magasins occupés dans l'Élection de



Valognes, soit pour ceux des maisons servant de casernes tant aux troupes qu'aux différentes brigades de maréchaussée ; — les dits états faits et arrêtés par MM. Sivard de Beaulieu, de Virandeville, subdélégués, et les officiers municipaux de Valognes ; — mémoires de fournisseurs à l'appui ; — réclamations de différents particuliers relatives à l'échéance du terme et au paiement du loyer des maisons.

C. 2274. (Liasse.) — 104 pièces, papier.

**1778.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Valognes. — États : des sommes dues par la ville de Valognes pour dépenses de réparations faites aux maisons servant de casernes aux troupes, les dits états dressés par les officiers municipaux de la ville et arrêtés par M. Sivard de Beaulieu, subdélégué ; — tableaux des loyers divisés en cinq colonnes, dont la 1<sup>re</sup> indique les noms des propriétaires, la 2<sup>e</sup> les régiments occupants, la 3<sup>e</sup> les sommes dues pour l'année, la 4<sup>e</sup> le temps des loyers, la 5<sup>e</sup> les sommes à payer ; — mémoires et ordres de paiement à l'appui.

C. 2275. — 1 cahier grand in-f°, 90 feuillets, papier.

**1778.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Valognes. — Visite générale de la ville de Valognes ou état « pour constater les habitants de la ville de Valognes qui doivent être assujettis au logement des gens de guerre », dressé par M. D'Heu, commissaire ordinaire des guerres, et les maire et échevins de la dite ville, en exécution de l'article 3 du titre 5 de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> mars 1778, indiquant par rue : les noms des propriétaires, leur état et le nombre d'enfants, le détail des maisons et appartements, les grades dans le cas d'un logement personnel et permanent, les fournitures de lits non exempts, les logements dont les habitants sont obligés de se découcher pour les passages, vu que les autres fournissent aux casernes, les fournitures actuelles d'ustensiles et les observations sur la position de fortune de chaque particulier ; — état des dépenses extraordinaires faites à l'occasion des numéros des rues et des maisons de la ville de Valognes.

C. 2276. (Liasse.) — 94 pièces, papier.

**1779.** — Affaires militaires. — Casernement. — Valognes. — Procès-verbal de visite et vérification de l'assiette du logement ou des fournitures de lits dans la ville de Valognes pour le séjour permanent d'un régi-

ment composé de 2 bataillons (12 février) ; — états : des augmentations de lits forcés, proposées sur les bourgeois de la ville de Valognes, et des diminutions faites des lits des particuliers surchargés, morts ou passés ailleurs ; — des privilégiés, gentilshommes et ecclésiastiques qui ont fourni des lits aux casernes ; — les dits états faits par M. Bonnier de Saint-Cosme, commissaire des guerres ; — état des sommes payées par la dite ville pour les dépenses faites relativement au service de S. M., tant pour réparations faites aux casernes, que curage de latrines, frais de courriers, etc., le dit état dressé par les officiers municipaux et visé par M. Sivard de Beaulieu, subdélégué ; — mémoires et ordres de paiement à l'appui.

C. 2277. (Liasse.) — 43 pièces, papier.

**1784.** — Affaires militaires. — Casernement. — Valognes. — États : des sommes dues par la ville de Valognes pour les loyers des maisons servant de casernes aux troupes (20 avril) ; — des sommes payées par la ville pour dépenses relatives au casernement (19 juillet) ; — des dépenses extraordinaires faites et payées par l'Hôtel-de-Ville pour le corps de garde de la place, la prison militaire, la prison des officiers de la garnison et une écurie de la maréchaussée (20 octobre) ; — les dits états certifiés par les officiers municipaux et visés par M. Sivard de Beaulieu, subdélégué.

C. 2278. (Liasse.) — 88 pièces, papier.

**1785-1786.** — Affaires militaires. — Casernement. — Valognes. — États : des sommes payées par la ville de Valognes pour dépenses faites relativement au service du Roi, tant pour réparations faites aux casernes, que curage de latrines, etc. (13 avril 1785) ; — des sommes dues par la ville pour loyer des maisons servant de casernes (13 avril 1785) ; — des sommes payées par la ville pour dépenses relatives au service de S. M. depuis le 1<sup>er</sup> octobre jusqu'au 31 décembre 1785 (11 janvier 1786) ; — des sommes dues par la ville pour loyers de maisons servant de casernes (1786) ; — mémoires des fournisseurs et entrepreneurs à l'appui ; — les dits états arrêtés par les officiers municipaux de la dite ville et vus par M. Sivard de Beaulieu, subdélégué.

C. 2279. (Liasse.) — 83 pièces, papier.

**1788-1790.** — Affaires militaires. — Casernement. — Valognes. — États : des sommes payées par la ville

de Valognes pour loyers de maisons servant de casernes, de boulangeries, de fours de munition, d'infirmerie et hôpitaux pour les galeux et vénériens des régiments du Maréchal-de-Turenne et de la Reine; — des travaux de maçonnerie, couvertures, serrurerie, blanchissage, ramonage, etc., faits aux dites maisons (1788); — de ce qui est dû pour logement aux officiers des régiments de la Reine, de l'Ile-de-France, de Toul, du Maréchal-de-Turenne, détachements du corps royal d'artillerie, d'ouvriers, des canonniers invalides, compagnie de la Naverre; — à Duperron, chirurgien aide-major de l'hôpital de Charité; — de ce qui est dû pour les lits fournis par les bourgeois de la dite ville (1789); — les dits états faits et arrêtés par M. Sivard de Beaulieu, subdélégué; les officiers municipaux: de Montcarville, Parseval, Claverie de Philippe; D'Heu, commissaires des guerres, et les députés du bureau intermédiaire de Valognes; — mémoires de différents fournisseurs à l'appui.

C. 2280. (Liasse.) — 95 pièces, papier.

**1761-1778.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Valognes. — Correspondance entre MM. le prince de Montbarey, le duc de Choiseul, le comte de Saint-Florentin, ministres; de Fontette, Esmangart, Intendants de la Généralité; D'Heu, commissaire des guerres; Sivard de Beaulieu, subdélégué, et les officiers municipaux, relative: aux observations des officiers municipaux sur la requête présentée par la veuve du sieur Renouf, président en l'Élection, réclamant à tort l'exemption du logement des gens de guerres (24 juin 1761); — à la réponse de l'Intendant écrivant à M. le comte de Saint-Florentin: « Quoi qu'en puisse dire la « dame Regnouf, je penserai toujours qu'elle ne peut « jouir du privilège de l'exemption du logement des « gens de guerre, que comme son mari lui-même « pouvoit en jouir, c'est-à-dire dans l'étendue seulement « de la juridiction dont il étoit officier. Les privilèges « sont de leur nature très-onéreux aux peuples, et il est, « je crois, d'une bonne administration de les restreindre « autant qu'il est possible; l'ordonnance du 25 juin « 1750 avoit très-sagement oté aux officiers des Élec- « tions celui de n'être point assujettis au logement. Ce « n'est qu'en 1759 qu'on le leur a rendu par une « simple décision qui peut être révoquée d'un moment « à l'autre, et il est à remarquer que le fondement de « cette décision a été de soustraire les officiers des « Élections à la haine ou aux vengeances des officiers « municipaux, attendu qu'ils sont juges des contesta-

« tions relatives aux impositions » (27 mars 1762); — à l'exemption du logement des gens de guerre réclamée par le sieur Heurlevent, lieutenant criminel du Bailliage, prétendant devoir être exempt d'après l'article 79 de l'ordonnance du 25 juin 1750 (6 mai 1762); — à la réponse de M. de Fontette, cherchant à démontrer à M. le duc de Choiseul que le sieur Heurlevent doit être « absolument dans la classe des simples bourgeois »; et, pour établir sa façon de penser, l'Intendant croit nécessaire de discuter en détail les dispositions des règlements, et d'entrer dans l'esprit qui les a fait rédiger, il rappelle donc que la disposition de l'ordonnance de 1750 dénomme les présidents et les lieutenants généraux avec les lieutenants particuliers civils et criminels. Or, « si la loi eut voulu dire ce que prétend le « sieur Heurlevent, il auroit fallu qu'elle eut dit: les « lieutenants particuliers civils et les lieutenants crimi- « nels, car, encore une fois, dès que les lieutenants « criminels existent sous ce titre, il n'y a point à s'y « méprendre » (12 septembre 1763); — à l'état des sommes dues pour loyer de casernes, corps de garde, écuries, fournitures de bois et lumières faites pendant les mois d'août, septembre et octobre 1763 à l'escadron du régiment du Colonel-Général, dragons, en quartier à Valognes (26 novembre 1763); — à la prétention des deux escadrons du régiment de Clermont-Prince qu'il leur est dû des ustensiles; M. de Fontette fait observer qu'à l'égard des logements occupés par les officiers, il faut qu'ils les paient suivant les conventions qu'ils ont dû faire avec leurs hôtes, et qu'il leur fera toucher le traitement à l'ordinaire sur les états qui seront envoyés par l'officier-major (24 août 1765); — à la supplique adressée à M. Bonnier de Saint-Cosme, commissaire des guerres, par le sieur Mauquest de Lamotte se disant réduit à une gêne extrême, et demandant à n'être imposé qu'à un demi lit comme il l'étoit tout d'abord, ce qui l'avait obligé à donner la moitié du sien, mais depuis « qu'on l'a forcé à « en fournir un complet, il a été obligé de donner le « sien tout entier et d'emprunter même une paille et « bois de lit pour se conserver le sien, n'en ayant encore « point d'autre; six ou sept mois après on a voulu le « confondre tout à fait, on l'a obligé à donner sa « chambre garnie pour 40 livres à un lieutenant de « Soissonnois, tandis qu'on sçavoit que c'étoit un loge- « ment de capitaine et qu'il la louoit 20 livres à un « capitaine de Forés. Nota: on a envoyé le jour du « départ du régiment de Soissonnois deux capitaines de « Languedoc à loger chez le suppliant et deux domes- « tiques, j'ai été obligé de quitter ma maison pour « céder mon lit aux deux domestiques, et le lendemain

« on m'a envoyé deux capitaines du régiment d'Aquitaine  
 « et deux domestiques et leur faire leur ordinaire et ce  
 « six mois après être domicilié » (9 février 1772); —  
 aux embarras éprouvés par les maire et échevins qui  
 adressent une supplique aux exempts, privilégiés,  
 gentilshommes et ecclésiastiques pour les aider à loger  
 convenablement à Valognes les régiments de Forez, de  
 Dillon et de Languedoc (18 février 1778); — au compte  
 rendu par les officiers municipaux des démarches  
 faites près de la noblesse pour l'engager à se prêter  
 au soulagement de la ville, vu le cas de foule,  
 reconnu par le commissaire des guerres; ils con-  
 statent que les ecclésiastiques paraissent s'y prêter  
 volontiers, mais « nous voyons, écrivent-ils à l'In-  
 « tendant, avec la plus vive sensibilité que, malgré  
 « toutes nos démarches possibles et l'exemple que nous  
 « avons donné en fournissant nos maisons et nos lits,  
 « les exemptions dont la noblesse croit devoir jouir  
 « nous mettent dans le cas d'avoir recours à l'autorité,  
 « sans savoir comment nous pourrions loger provisoire-  
 « ment le régiment de Forez en entier, daignés nous  
 « aider de vos conseils et donnés nous les moyens de  
 « sortir de cet embarras » (20 février) — à l'envoi d'un  
 projet d'arrangement pour le casernement des troupes  
 à Valognes (24 février); — aux lettres échangées entre  
 les officiers municipaux et le commissaire des guerres  
 qui a seul le droit de commander à la noblesse, ils le  
 somment de donner ses ordres pour obliger les exempts  
 et privilégiés à fournir des lits et des logements, n'ayant  
 que 203 billets pour 406 hommes à loger chez le bour-  
 geois, ce qui est insuffisant pour le logement des deux ba-  
 taillons du régiment de Dillon, le rendant responsable de  
 tous les troubles et retards qui pourraient arriver dans le  
 service du Roi (27 février); — au refus du commissaire  
 des guerres les renvoyant à son procès-verbal du 18 qui  
 n'établit le cas de foule que pour le séjour permanent  
 des deux bataillons, et persistant à déclarer qu'il n'expé-  
 diera aucun ordre de logement à Messieurs de la  
 noblesse (28 février); — aux plaintes et aux reproches  
 réciproques que les officiers municipaux et le commis-  
 saire des guerres échangent entre eux (28 février); —  
 aux réponses de l'Intendant qui les blâme les uns et les  
 autres; « consommer son tems, écrit-il à M. D'Heu, en  
 « écritures volumineuses au lieu de l'employer à se  
 « concerter et agir, c'est, à ce que je vois, la maladie  
 « du païs et vous devriez en être exempt, l'exécution de  
 « l'ordonnance de 1768 vous concerne privativement,  
 « et la réquisition des officiers municipaux à cet égard  
 « est régulière »; — à l'approbation des dispositions  
 prises en conséquence des ordres de la Cour pour la

réception du régiment de Forez et le passage d'un des  
 bataillons de celui de Dillon (28 février); — aux nou-  
 velles dispositions à faire par les officiers municipaux  
 pour compléter le casernement, par suite de la rentrée  
 des soldats malades du régiment de Bourgogne et  
 l'arrivée successive des semestriers (29 février); — au  
 nouvel examen de l'état de logement, remis par les  
 officiers municipaux, afin d'éviter les plaintes qui se  
 sont élevées à l'occasion de l'arrivée du régiment de  
 Forez et du passage de celui de Dillon (2 mars); — à la  
 difficulté qui s'est élevée, à l'occasion du logement des  
 troupes, entre les officiers municipaux et le corps de la  
 noblesse (9 mars); — à l'avis donné que le régiment de  
 Languedoc, de 2 bataillons, est arrivé à Valognes le 16 et  
 qu'il y a été logé à son passage (18 mars); — à la  
 requête des 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> classes des exempts et privilégiés  
 de la noblesse, adressée par leur représentant, le mar-  
 quis de La Houssaye D'Ourville, à M. Esmangart,  
 répondant de la soumission de son corps sans murmures  
 aux ordres du Roi, et de son zèle lorsque son honneur  
 ne sera pas compromis (18 mars); — à la réponse de  
 l'Intendant qui écrit : « je vous proteste que personne  
 « plus que moi ne respecte les privilèges de la noblesse ;  
 « vous savés, M., que la guerre avec l'Angleterre est  
 « déclarée, autant qu'elle peut l'être quand le manifeste  
 « n'a pas encore paru. Vous comprenés que l'intention  
 « du Roi n'est pas de laisser la Normandie dépourvue  
 « de troupes, et si leur séjour exigeoit quelque sacrifice  
 « de la part des habitants, quel seroit l'ordre des  
 « citoyens plus disposés que la noblesse à faire au bien  
 « du service tout ce qu'il peut exiger. Ce sentiment est  
 « gravé dans le cœur de tous les Français, il l'est plus  
 « particulièrement dans celui de la noblesse » (23 mars);  
 — aux nouvelles plaintes des officiers municipaux contre  
 la noblesse : « on n'a pu souffrir la fermeté que nous  
 « avons mise dans la juste défense des malheureux  
 « habitants qu'on veut inhumainement écraser, et l'on  
 « ne nous pardonne pas les torts que l'on a vis-à-vis de  
 « nous.... Les personnalités que l'on mêle dans ceste  
 « discussion, et la façon dont on nous traite, ne peuvent  
 « que nous rendre suspects, et si nous sommes forcés  
 « d'abandonner la cause des pauvres, leurs cris perce-  
 « ront sans doute jusqu'à vous.... Malgré l'attention la  
 « plus scrupuleuse que nous avons eue de proportionner  
 « nos demandes à la fortune et à l'état des contribu-  
 « bles, autant qu'il étoit possible, nous avons la douleur  
 « de savoir qu'ils sont surchargés au point que quel-  
 « ques-uns, pour cacher leur misère, ont donné leurs  
 « propres lits et sont couchés sur la paille, c'est une  
 « vérité qui devrait suffire à ceux qui désirent de voir



« tous les habitants réduits à cette extrémité, ce sont  
« les expressions dont ils n'ont pas eu honte de se  
« servir... Si vous exigiez le numérotage des maisons,  
« il faudroit nous faire escorter par un détachement de  
« la garnison, toutes les portes de la noblesse nous  
« étant fermées » (30 mars); — à la lettre de M. D'Heu, commissaire des guerres, écrivant que, de concert avec les officiers municipaux, il a dressé le tableau de logement, et il ajoute : « nous l'avons fait, M., comme des gens qui s'intéressant à votre gloire, et, cherchant à remplir vos intentions pour le bien général, s'occupent du soulagement des malheureux, et savent se mettre au-dessus des préjugés des personnes que leur naissance distingue, sans néanmoins leur donner les connaissances que le travail et l'expérience leur fournissent » (30 mars 1778).

C. 2281. (Liasse.) — 31 pièces, papier.

**1778.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Valognes. — Correspondance entre MM. Esmangart, Intendant de la Généralité; D'Heu, commissaire des guerres, et les officiers municipaux de la ville de Valognes, relative : à la réception de la liste des ecclésiastiques et gentilshommes qui n'ont point fourni aux casernes (4 avril); — au numérotage des maisons de la ville et faubourgs de Valognes, ordonné par l'Intendant, par suite des règlements qui prescrivent cette formalité dans toutes les villes où il y a des troupes en garnison (6 avril); — au paiement de ce qui est dû aux aubergistes qui ont logé 100 hommes du régiment de Dillon, lors de son passage à Valognes (8 avril); — à l'avis donné par les officiers municipaux à M. le marquis d'Ourville, syndic de la noblesse, que les maisons de la ville et les chambres de l'intérieur, destinées aux différents logements des troupes, seront numérotées incessamment (12 avril); — à l'envoi des états des ecclésiastiques et gentilshommes qui ont logé des soldats chez eux ou qui ont loué et emprunté des maisons au lieu de faire porter leurs lits aux casernes, et de ceux qui n'ont pas fourni (11 avril); — au compte-rendu de la visite générale de la ville, faite pour le numérotage des maisons : « Je ne dois pas vous dissimuler, écrit M. D'Heu à M. Esmangart, que cette opération n'a fait qu'accroître la fermentation dans la noblesse, cet instant de crise est bien désagréable pour nous » (20 avril); — à l'envoi de l'état général de la ville et de celui du logement fait pour les deux bataillons du régiment de Forez, et aux observations des officiers municipaux pour expliquer les causes de la différence

entre le logement personnel et celui des fournitures aux casernes..... » au sujet des pauvres habitants qui logent aux passages des troupes, lorsque les autres fournissent aux casernes, il est certain qu'ils sont presque tous obligés de coucher alors sur la paille, lorsqu'ils en ont, ou par terre, et de céder leurs lits aux soldats » (29 avril); — aux dispositions à prendre pour compléter le logement des 2 bataillons du régiment de Royal-Comtois (11 mai).

C. 2282. (Liasse.) — 59 pièces, papier.

**1778-1779.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Valognes. — Correspondance entre MM. le duc d'Harcourt; Esmangart, Intendant de la Généralité; le marquis d'Héricy; les officiers municipaux de la dite ville; Bonnier de Saint-Cosme, commissaire des guerres; de Colleville et de Beaulieu, subdélégués, relative : aux différends existant entre le corps de la noblesse et les officiers de la ville au sujet du logement des gens de guerre (2 février 1779); — à l'avis donné aux officiers municipaux que M. Bonnier, commissaire ordonnateur des guerres, a toutes les pièces qui peuvent lui être nécessaires pour procéder à la vérification du travail fait par eux pour déterminer l'assiette des logements, savoir : visite générale de la ville de Valognes; copie du dépouillement de l'état des logements de Valognes; état des gentilshommes et prêtres qui ont fourni des lits aux casernes; état des ecclésiastiques qui ont fait porter des lits aux casernes; état des ecclésiastiques et gentilshommes qui n'ont point fourni les lits qu'on leur avait demandés; état du nombre des feux de la ville de Valognes; état des lits que peuvent fournir les habitants de Valognes; un mémoire et la réponse faite aux objections de la noblesse (2 février 1779); — au compte rendu de l'assiette du logement ou de l'imposition des lits qui en tient lieu, par M. Bonnier de Saint-Cosme, qui écrit à l'Intendant : « Je crois devoir vous représenter d'abord l'extrême misère de la plus grande partie de cette ville, la médiocrité de la fortune des bourgeois et marchands, et l'opulence de la noblesse qui, en bien des occasions, vient au secours des misérables, et qui, en celle-ci, ne le fait point, croyant ses privilèges attaqués par la fourniture des lits. » Il ajoute que le travail fait en commun avec M. D'Heu et le subdélégué, M. de Beaulieu, lui paraît fait avec justice, humanité et la plus parfaite connaissance des facultés de leurs concitoyens » (16 février 1779); — au mémoire d'observations que les privilégiés de la ville présentent à M. Bonnier, com-

missaire ordonnateur des guerres, au sujet de leur contribution aux fournitures de lits (15 février 1779); — à l'envoi, par M. Esmangart, au duc et au maréchal d'Harcourt, d'un mémoire à adresser au ministre de la guerre sur les difficultés survenues du côté de la noblesse pour le logement des troupes et les fournitures de lits, en leur demandant leurs observations afin de n'envoyer au prince de Montbarey qu'un travail arrêté entre eux (24 février 1779); — à l'envoi du dit mémoire au ministre de la guerre (3 mars); — copie de la lettre écrite par M. le prince de Montbarey à M. le maréchal duc d'Harcourt, au sujet de la députation que s'est permis de faire la noblesse de Valognes, sans l'agrément de M. le duc d'Harcourt, pour le logement des privilégiés (12 mars).

C. 2283. (Liasse.) — 110 pièces, papier.

**1778-1779.** — Affaires militaires. — Casernement. — Ville de Valognes. — Requêtes adressées à M. Bonnier de Saint-Cosme, commissaire des guerres, par divers particuliers, afin d'obtenir la décharge ou la modération de leur imposition à fournir des lits, entre autres par : René de La Cotte, marchand épiciier, rue de la Sarde, n° 30, dont le commerce a diminué par suite des maladies qu'il a essuyées depuis 8 à 10 ans (17 février 1778); — l'abbé Dubois, au nom du curé et autres prêtres et ecclésiastiques de l'église St-Malo de Valognes (28 février, 23 avril 1778); — le sieur Heurtevent, tanneur (13 janvier 1779); — le sieur Mallet, marchand (5 février); — le sieur Thion, apothicaire, rue de Venise, pour ne fournir qu'un lit en cas de foule, et un demi-lit en temps ordinaire; — les sieurs Jean Lemoine, marchand; — Richard Harang, chirurgien (6 février); — Charles de Laporte, bourgeois de Valognes, rue du Gravier, n° 65, pour ne fournir qu'un lit, étant chargé de 6 enfants (7 février); — Charles Gibon, cuisinier de M<sup>me</sup> la comtesse de Tourville, ne pouvant fournir un demi-lit, vu les sacrifices qu'il s'est imposés pour faire apprendre un état à son épouse; — veuve Vandany, chargée d'enfants : « elle s'est vue, écrit-elle à l'ordonnateur du logement, en arrivant à Valognes, « surchargée de fournitures, et elle se trouve augmentée « par les clameurs de la noblesse, ce qui la met hors « d'état de remplir l'imposition où elle se trouve » (8 février); — Jourdan de La Tillière, médecin, pour ne fournir qu'un lit, vu que son état est peu lucratif à Valognes, où il y a six médecins et beaucoup de pauvres auxquels il est obligé, par état, de fournir gratuitement des secours (8 février); — la communauté des capucins

pour la veuve Lebreton, leur mère ou receveuse des aumônes qu'on leur fait, qui doit fournir un demi-lit, le fait étant sans exemple, puisque cette veuve est une vraie servante chargée de leur linge et provisions, l'avis des officiers municipaux est de la maintenir à la fourniture d'un demi-lit, « à cause du cas de foule » (8 février); — Madeleine Thède Denis, veuve du sieur Dufour de La Hervère, dont l'imposition d'un lit et demi est excessive, étant chargée de 7 enfants (11 février); — en tête et à la marge de chacune des dites requêtes se trouvent les avis des officiers municipaux.

C. 2284. (Liasse.) — 22 pièces, papier.

**1779-1782.** — Affaires militaires. — Casernement. — Valognes. — Correspondance entre MM. Esmangart, Intendant de la Généralité; Charrin, chef du secrétariat au ministère de la guerre; les officiers municipaux; les nobles et privilégiés; le commissaire des guerres, M. D'Heu et le subdélégué, relative : à la lettre de M. Charrin promettant à M. Esmangart d'accélérer la décision ministérielle au sujet de la discussion entre les officiers municipaux et les nobles et privilégiés : « je « braverai l'ennui dont vous me menacés, puisqu'il « s'agira de vous en délivrer enfin vous même. Le « dévouement que je vous montre, Monsieur, je le dois « au zèle avec lequel vous avez prévenu tant d'autres « difficultés qui s'élèvent sans doute tous les jours, et « que vous anéantissés au même instant; vous avez cher- « ché à éviter celle-ci, mais comme vous ne l'avez pu, je « me charge avec grand plaisir de faire tout ce qui dé- « pendra de moi pour la terminer promptement » (28 février 1779); — au mémoire d'observations adressé par les privilégiés de Valognes à M. Bonnier de Saint-Cosme, commissaire ordonnateur des guerres dans lequel ils exposent que, frappés sur le champ de l'évidence du *cas de foule* contesté par la noblesse, ils ont reconnu la nécessité de contribuer aux fournitures et se sont empressés de se soumettre aux ordres des officiers municipaux et de fournir; mais ils attendent de sa justice qu'il diminue les fournitures auxquelles chacun a été imposé et qu'il augmente dans la même proportion les impositions des nobles, beaucoup plus riches qu'eux. « En vain les nobles voudroient écarter cette augmen- « tation indispensable, en objectant que les privilégiés « des classes inférieures doivent être *décidément sur- « chargés*, avant que la contribution soit portée jusqu'à « eux.... Les privilégiés ont fait devant vous, à cette « objection, une réponse simple et satisfaisante; ils « ont d'abord prié ceux qui représentoient les nobles

« de fixer le vrai sens de cette expression, *décidément* « *surchargés*, qui ne se trouve pas dans la loi, et qui « semble trop favorable à l'arbitraire..... Ces contra- « dicteurs ont gardé le silence, et vous ont eux-mêmes « ainsi convaincus que le soutien des autres privilégiés « est juste, et que leurs impositions ont été réellement « excessives. Ils espèrent donc, M., qu'elles seront rédui- « tes dans le cas de foule à un taux beaucoup moins con- « sidérable, et, qu'à l'avenir, MM. de la noblesse seront « imposés conformément à leurs facultés, et suivant la « proportion indiquée par la loi. » Suivent les signatures parmi lesquelles figurent celles du président, du procureur du Roi et des conseillers de l'Élection, du procureur du Roi et du lieutenant particulier du Bailliage, du procureur du Roi et du greffier des eaux et forêts, du receveur des consignations et du commissaire aux saisies réelles (15 février); — à l'envoi, par les officiers municipaux, d'un mémoire au sujet du logement des troupes, rendant compte de la visite générale de la ville faite de concert avec M. Bonnier de Saint-Cosme, dont ils se louent beaucoup et de MM. de la noblesse, représentés par quatre délégués, en présence du subdélégué et du commissaire des guerres; les nobles, ayant reconnu la parfaite exactitude du registre municipal, proposèrent à M. Bonnier de continuer chez lui la discussion des contributions (15 février); — à l'envoi à M. Charrin de la note des objets sur lesquels l'Intendant de Caen demande une décision formelle du ministre, relativement au logement des troupes dans la ville de Valognes: 1<sup>re</sup> existence du cas de foule par la présence de deux bataillons; 2<sup>o</sup> assujettissement des privilégiés suivant les différentes classes portées dans l'article 57 du titre V de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> mars 1768, en remontant jusqu'à la noblesse et au clergé pour les fournitures nécessaires; 3<sup>o</sup> assujettissement de la campagne aux fournitures, après seulement que toutes les classes de la ville et celles des privilégiés auront été épuisées (7 mars); — à l'envoi de la copie de la lettre écrite par le prince de Montbarey au maréchal d'Harcourt, blâmant sévèrement la noblesse de Valognes de lui envoyer « une députation qu'elle s'est permis de lui faire, de deux « de ses membres, sans l'agrément du duc d'Harcourt: « Je me propose de vous les renvoyer, dès qu'ils se « présenteront, pour recevoir les ordres que vous aurez « à leur prescrire et les marques du mécontentement « que doit exciter leur conduite; c'est de vous, M. le « Maréchal, qu'ils apprendront la décision de S. M. sur « le logement auquel les privilégiés sont assujettis » (12 mars); — à la minute autographe de la lettre de l'Intendant aux officiers municipaux leur donnant

raison sur tous les points: « Lorsque vous serez « obligés, ajoute-t-il, de pourvoir au logement de « deux bataillons, vous voudrés bien y mettre, comme « vous avez fait jusqu'ici, les formes les plus hon- « nêtes, et user de tous les ménagements et de tous « les égards qui sont dus aux différents ordres de privi- « légiés, et particulièrement à la noblesse et aux ecclé- « siastiques; mais vous aurez soin de ne faire jamais « contribuer les paroisses de la campagne au logement, « que lorsque les différentes classes d'habitants de la « ville auront été épuisées. C'est l'esprit de l'ordonnance, « elle a toujours été exécutée ainsi, et c'est l'intention « précise du ministre » (13 mars); — à la lettre de remerciements des officiers municipaux à M. Esmangart: « comment vous exprimer notre reconnaissance et celle « des malheureux que vous avés bien voulu protéger?... « l'arrêt du Conseil que vous avés eu la bonté de nous « faire obtenir, et la lettre obligeante qui y étoit jointe, « sont de nouvelles preuves de votre bienfaisance pour « nos concitoyens et nous font oublier toutes les peines, « que nous avons essuyées à l'occasion du logement; « soyés persuadé, Monseigneur, que nous ne nous « écarlerons jamais des principes qui nous ont fait « agir et des égards qui sont dus à Messieurs les privi- « légiés, et, plus particulièrement, à Messieurs de la « noblesse et du clergé » (20 mars 1779); — au compte rendu de l'opération satisfaisante de la fourniture des lits par les officiers municipaux qui supplient l'Intendant de leur fournir 200 lits « eu égard à cette fourni- « ture excessive et qui devient continuelle par la « nécessité d'entretenir deux bataillons en garnison à « Valognes, ce qui ne laisse aucun tems de soulage- « ment aux pauvres habitants, et occasionne toujours « de nouvelles difficultés et des plaintes de MM. de la « noblesse et des privilégiés. Vous nous procureriez le « plaisir de soulager les malheureux, et de prouver aux « autres les sentiments qui nous ont toujours animés, « vous jouirez, Monseigneur, de la même satisfaction, « et ce seroit un double service que vous rendriez « encore à une ville que vous avez comblée de vos bien- « faits » (25 mars 1780); — aux nouvelles plaintes des officiers municipaux contre quelques privilégiés, refusant de fournir des lits pour les semestriers rentrés au régiment de Bourgogne (22 avril 1780); — à l'embarras éprouvé par les officiers municipaux, au sujet du casernement, par le refus de quelques personnes, qui excipent de leurs privilèges pour ne pas être dans le cas d'y contribuer (30 avril 1780); — aux félicitations de l'Intendant à M. de Colleville d'avoir formé l'établissement du régiment de Bassigny, de manière à prévenir



toute espèce de plaintes de la part des commandants de ce corps ; il regrette toutefois que l'on ait encore imposé les cultivateurs de la campagne à la fourniture des lits : « ils ont tant de charges que l'on ne peut mettre trop de circonspection et de réserve, lorsqu'il est question d'exiger d'eux cette prestation de service, surtout à une grande distance de leur domicile ; on prend sur le nécessaire des cultivateurs, lorsque l'on les assujettit à cette contribution » (1<sup>er</sup> juillet 1782) ; — à l'envoi à l'Intendant de la liste des lits de la campagne fournis par 16 paroisses, le 26 avril, pour le régiment de Bassigny ; — à la lettre dans laquelle le maire, M. de Colleville, assume sur lui cette imposition à laquelle s'opposaient le subdélégué, le commissaire des guerres et les échevins ; il déclare qu'il n'a pris cette rigoureuse mesure que pour prévenir les nouvelles clameurs et les nouvelles discussions, en ajoutant à la contribution de MM. les gentilshommes une augmentation différente de celle à laquelle ils avaient été assujettis, lors de la décision du ministre (14 juillet 1782) ; — à la demande d'augmentation d'indemnité de logement accordée à M. D'Heu, portée de 600 à 800 livres, en raison des bons états de service de ce digne officier, pour lequel la maison d'Harcourt sollicite la croix de St-Louis (20 décembre 1782).

C. 2285. (Liasse.) — 46 pièces, papier.

**1767-1770.** — Affaires militaires. — Casernement. — Élection de Valognes. — Ville de Cherbourg. — États : de deux mois de dépenses, novembre et décembre, pour le premier bataillon du régiment de la Couronne, en garnison à Cherbourg (1767) ; — des débours faits et à faire par les officiers municipaux de la dite ville à l'occasion : d'un escadron de dragons du régiment d'Orléans, y compris le magasin pour loger les ustensiles des lits militaires (1768) ; du second bataillon du régiment Royal-des-Vaisseaux (1770) ; — les dits états faits et arrêtés par les maire et échevins de la dite ville, et vérifiés par M. de Virandeville, subdélégué à Cherbourg, et par M. D'Heu, commissaire des guerres au département de Valognes ; — mémoires de différents fournisseurs à l'appui.

C. 2286. (Liasse.) — 36 pièces, papier.

**1771-1772.** — Affaires militaires. — Casernement. — Élection de Valognes. — Ville de Cherbourg. — États : de ce qui est dû aux officiers de la compagnie de Diquem, canonniers invalides, pour leur logement

(1771) ; — des dépenses, à l'occasion des soldats et canonniers invalides, et du logement des cavaliers de maréchaussée pour 1771 : — des voitures fournies aux détachements du régiment du Dauphin, qui travaillent au port de Cherbourg, et aux canonniers invalides qui se rendent à Carentan, sur une « route » de la Cour ; — les dits états faits et arrêtés par les maire et échevins de la dite ville, et vérifiés par M. de Virandeville, subdélégué à Cherbourg, et par M. D'Heu, commissaire des guerres au département de Valognes ; — mémoires de différents fournisseurs à l'appui.

C. 2287. (Liasse.) — 44 pièces, papier.

**1774-1776.** — Affaires militaires. — Casernement. — Élection de Valognes. — Ville de Cherbourg. — États : de dépenses faites à l'occasion des canonniers invalides en quartier à Cherbourg, y compris le logement des cavaliers de maréchaussée, magasins servant à loger les ustensiles des lits militaires et autres dépenses (1774) ; — de ce qui est dû aux officiers de la compagnie des canonniers invalides de Tende (1776) ; — des sommes dues à la ville de Cherbourg pour loyers de maisons servant de casernes aux troupes (1776) ; — les dits états faits et arrêtés par les officiers municipaux de la ville de Cherbourg et vérifiés par MM. de Virandeville et Sivard de Beaulieu, subdélégués à Valognes.

C. 2288. (Liasse.) — 33 pièces, papier.

**1777-1778.** — Affaires militaires. — Casernement. — Élection de Valognes. — Ville de Cherbourg. — États : des sommes dues à la ville de Cherbourg pour le loyer des maisons servant de magasins pour le service du Roi (1777) ; — de la dépense faite aux casernes de l'abbaye, de la Verrerie et de la maison des galeux, à l'arrivée du régiment de Languedoc (1778) ; — les dits états faits et arrêtés par les officiers municipaux de la ville de Cherbourg et vérifiés par MM. de Virandeville et Sivard de Beaulieu, subdélégués à Valognes.

C. 2289. (Liasse.) — 36 pièces, papier.

**1777-1780.** — Affaires militaires. — Casernement. — Élection de Valognes. — Ville de Cherbourg. — Correspondance entre MM. le prince de Montbarey, ministre ; Esmangart, Intendant de la Généralité ; Mistral, commissaire général ordonnateur des ports et arsenaux ; D'Heu, commissaire des guerres ; les officiers municipaux de la ville de Cherbourg ; de Virandeville et Sivard de

Beaulieu, subdélégués, relative : aux démarches « insul-  
« tantes et téméraires » dont les officiers municipaux ont  
été l'objet de la part du sieur Louis Legrand, cabare-  
tier, qu'ils ont assujéti au logement (4 avril 1777); —  
à la demande de M. Clarke, major du régiment de Dillon,  
d'un logement à Cherbourg où il est obligé d'aller  
toutes les semaines pour le service de sa troupe (28 oc-  
tobre 1777); — à la réponse de l'Intendant qui lui écrit :  
« comme votre logement vous est fourni en argent, il  
« ne m'est pas possible de vous faire toucher à Cher-  
« bourg le montant d'un logement de capitaine, tandis  
« que vous recevez à Valogne le double de ce traite-  
« ment, en votre qualité de major du régiment que  
« vous commandés, ce seroit un double emploi qui ne  
« pourroit se justifier » (11 novembre); — à l'exemption  
du logement des gens de guerre demandée par le sieur  
de Lair, directeur de la poste (12 mai 1778); — aux  
éclaircissements demandés aux officiers municipaux de  
Cherbourg, qui prouvent le peu de fondement de la  
réclamation du sieur de Lair, l'un des gros marchands de  
Valognes, très riche, qui, non seulement tire un béné-  
fice du plus grand débit que lui procure la troupe,  
mais encore du loyer de plusieurs chambres garnies,  
occupées par des officiers (30 mai 1778); — à la  
discussion élevée entre les officiers municipaux et  
le sieur Deshayes, commissaire des classes de la  
marine, au sujet de son refus de fournir un lit au-  
quel il a été imposé (1<sup>er</sup> août 1778); — à la réponse  
de l'Intendant rappelant que : « toutes les personnes  
« attachées au service du Roy et en fonctions sont  
« essentiellement exemptes de toute contribution au  
« logement militaire » (6 août 1778); — à l'indemnité  
réclamée par la femme Fiquet, née Anne Leseigneur,  
pour non location de sa maison que sa belle-mère a  
été forcée de quitter à cause de l'incommodité conti-  
nuelle du voisinage des soldats du 1<sup>er</sup> bataillon du  
régiment de la Couronne, et des insultes et « maltraite-  
ments » qu'elle en essayait journellement (28 sep-  
tembre 1778); — à la demande de M. Dumouriez que  
l'indemnité de logement des officiers de l'état-major de  
Cherbourg soit augmentée (2 octobre 1778); — à la  
réponse de M. Esmangart que ce n'est qu'à partir du  
1<sup>er</sup> janvier 1775; que le logement a été accordé aux  
dits officiers, sur les représentations du maréchal d'Har-  
court, il a été fixé par décision du ministre, le 25 mai  
1775, à 400 livres pour le lieutenant du Roi, à 250  
pour le major et à 180 pour l'aide-major. Il ne peut  
donc porter à 40 livres par mois celui du major et ne  
rien changer à la disposition prise jusqu'à ce qu'il en  
ait été autrement décidé par S. M. (4 octobre); — à

l'avis du subdélégué qui montre le peu de fondement  
de ces réclamations, mais qui estime légitime la  
demande d'augmentation du loyer de sa maison (21 oc-  
tobre 1778); — à la plainte de M. de Coquerel, pro-  
cureur du Roi, honoraire au Bailliage de Carentan,  
d'avoir été assujéti à Cherbourg au logement des  
gens de guerre, quoique les lettres de vétérance, qu'il  
a obtenues, eussent dû le maintenir dans la jouissance  
des privilèges qu'il réclame (18 novembre 1778); — à  
l'avis du subdélégué que le sieur de Coquerel n'est pas  
fondé dans sa demande d'exemption du logement mili-  
taire, puisque les privilégiés pour vétérance n'en  
peuvent jouir que dans l'étendue du ressort où ils ont  
exercé; que le suppliant ayant été officier au Bailliage  
de Carentan, il est devenu, par son domicile dans  
l'élection de Valognes, inapte à réclamer le dit privi-  
lège (2 août 1780); — à la réponse de l'Intendant à qui  
la demande du sieur de Coquerel a paru susceptible  
d'égards, et désirant qu'à l'avenir il ne soit assujéti  
au logement que dans le cas de nécessité indispensable  
et absolue (26 octobre 1780).

C. 2290. (Liasse.) — 44 pièces, papier.

**1777-1779.** — Affaires militaires. — Casernement.  
— Élection de Valognes. — Ville de Cherbourg. —  
Correspondance entre MM. Esmangart, Intendant de la  
Généralité; les officiers municipaux; Sivard de Beaulieu  
et de Virandeville, subdélégués, relative : à la location  
faite par M. de Bard, contrôleur-général des fermes, d'une  
maison et d'un jardin appartenant au sieur Duquesné  
Davasnier, et dont la ville de Cherbourg s'est emparée  
pour l'usage des casernes, depuis le 8 décembre 1776  
(29 décembre 1777); — à l'avis donné à l'Intendant  
par M. de Virandeville, subdélégué, qu'il a communiqué  
à M<sup>me</sup> Duquesnay Davasnier sa lettre du 29 décembre,  
« qu'il aurait été surpris qu'elle eût été d'accord avec  
« quelqu'un pour la première fois de sa vie », voyant  
qu'il ne pouvait en tirer parti, il a pris celui d'avoir  
une réponse par écrit, de laquelle il résulte qu'elle  
estime sa maison à 700 et quelques livres, étant en  
casernes, vu qu'elle était louée ce prix, que cet argu-  
ment est dénué de vérité, puis qu'il résulte des copies  
d'un bail et d'une quittance produites que la jouissance  
annuelle est de 500 livres y compris le jardin (24 jan-  
vier 1778); — à l'envoi aux officiers municipaux de  
l'ordonnance rendue par l'Intendant pour terminer la  
contestation qui s'est élevée entre le sieur Davasnier et  
le sieur de Bard, au sujet de la maison qu'occupait ce  
contrôleur-général dans la ville de Cherbourg, et qu'ils

ont prise pour servir au casernement des troupes, en les invitant à faire signifier cette ordonnance au sieur Davasnier et à lui faire la sommation d'usage pour la nomination de son expert, afin de faire dresser l'état des réparations que ce propriétaire demande et qu'il peut être fondé à exiger (14 mars 1778); — à l'avis donné par les officiers municipaux à l'Intendant qu'ils ont cru devoir suspendre l'exécution de l'ordonnance du 14 mars, touchant la maison du sieur Davasnier, retrocédée à la ville par le sieur de Bard, contrôleur des fermes à Cherbourg, parce qu'il leur a été facile de voir que sa religion a été surprise sur l'article du grand jardin que l'on a représenté comme dépendant de la dite maison; non-seulement ce jardin n'est point attenant, mais il est à une très-grande distance de cette maison et dans des quartiers que l'on nomme, « hors la ville », (1<sup>er</sup> avril 1778); — à la réception du dit avis, par M. Esmangart, faisant observer que les réflexions des officiers municipaux n'ont point échappé à l'Intendant, qui a hâte « de terminer pour toujours une contestation que « l'humeur litigieuse de la femme du sieur Davasnier « cherchoit à éterniser, et dont la location faite par le « sieur de Bard étoit l'unique cause » (5 avril 1778); — à l'envoi de l'ordonnance demandée pour terminer l'affaire relative aux réparations à faire à la maison et aux jardins du sieur Davasnier (4 juillet 1778); — à l'avis donné par le subdélégué que la contestation entre la dame Davasnier, le sieur de Bard et les officiers municipaux de Cherbourg peut être considérée comme terminée, que cette dame a repris la jouissance de son jardin et reçu les 126 livres fixées pour les réparations (23 février 1779); — à l'envoi d'une ordonnance terminant définitivement l'affaire relative à la fixation du loyer de la maison de la veuve Davasnier, qui a été porté à 550 livres à compter du jour de la Saint-Michel 1777, indépendamment de celui du jardin, qui sera payé sur le pied de 100 livres pour une année seulement, expirée du jour de la Saint-Michel 1778 (8 mars 1779).

C. 2291. (Liasse.) — 20 pièces, papier.

**1779-1783.** — Affaires militaires. — Casernement. — Élection de Valognes. — Ville de Cherbourg. — Correspondance entre MM. Esmangart, Intendant; les officiers municipaux, et Sivard de Beaulieu, subdélégué, relative: à la demande des employés des Fermes pour jouir des privilèges qui, en vertu de l'arrêt du Conseil du 26 avril 1779, leur sont accordés (18 juin 1779); — à la mise en demeure signifiée à l'Intendant de faire droit aux récla-

mations des régisseurs généraux, transmise par le sieur de Vaudichon (23 février 1780); — à la note du secrétaire de l'Intendance ainsi conçue: « l'arrêt allégué « existe, mais il n'a point été envoyé ministériellement; « la Ferme l'a obtenu, mais MM. les Intendants n'ont « point été chargés par l'administration de tenir la main « à son exécution; cette lettre d'ailleurs, par la manière « dont elle est conçue, ne semble pas mériter de réponse » (27 février); — à la note autographe de l'Intendant: « renvoyer la requête au sieur Vaudichon pour qu'il la « communique suivant l'ordonnance »: — au renvoi de la dite requête à MM. les officiers municipaux de Valognes, pour que, sur leurs réponses transmises au subdélégué et sur son avis, il soit statué (2 mai 1780); — à l'avis défavorable du subdélégué à la prétention du receveur général (7 avril 1780); — à l'état des sommes dues pour le loyer des maisons servant de magasins pour le service du Roi (janvier et mars 1781); — à l'évacuation des troupes des bâtiments de la Bouteillerie, et à leur établissement dans la maison du sieur Maurice (27 novembre 1781); — au refus que fait le sieur Le Blanc, directeur de la Bouteillerie, d'en recevoir les clefs avant que l'on ne remette son établissement dans l'état primitif, lorsque l'on s'en est emparé pour y établir des troupes, ce qui consisterait à faire reboucher deux grandes fenêtres, à faire rétablir les grillages des cheminées pour y brûler du charbon de terre, qu'on avait démolies pour y placer les marmites et les ordinaires. « Les demandes du directeur, ajoutent les officiers municipaux, paraissent justes, mais comme la Bouteillerie « ne remarquera pas pendant la guerre, et que tant « qu'elle sera dans l'inaction et que la guerre durera, « elle pourra être à chaque instant utile pour y reloger « quelque troupe ou pour tel autre service qu'il se trouverait appartenir, on pourroit la laisser jusqu'à la « paix dans l'état où elle est, et où l'on seroit bien aise « de la trouver au besoin, et attendre après la guerre à « remettre les choses dans l'état où elles ont été prises, « et où il faudroit qu'elles reffussent lorsque la manufacture rentrera en activité; quant au loyer, restera-t-il interrompu du jour que la troupe en est sortie? » (21 novembre 1781); — à l'approbation donnée par l'Intendant à son subdélégué d'avoir réuni les troupes pour le maintien de la discipline; « mais, ajoute-t-il, il auroit « été convenable de me prévenir de ce changement « avant de l'effectuer, parce qu'alors j'aurois réglé à « l'avance ce qui pouvoit être relatif aux réclamations « du Directeur; il faut bien se garder dans les circonstances présentes de remettre les choses dans leur « premier état, mais il convient de constater, par un



« procès verbal, l'état des lieux... du reste la prétention  
 « du sieur Le Blanc pour la continuation du loyer est  
 « inadmissible, il ne faut comprendre dans l'état de  
 « casernement que le temps que les bâtiments ont servi  
 « de logement ; c'est la règle pour la maison dont on  
 « fait déguerpir les locataires, et les bâtiments d'une  
 « manufacture abandonnée ne méritent assurément  
 « pas plus de faveur... on remettra les choses dans l'état  
 « primitif, lorsque l'on sera assuré que les bâtiments ne  
 « peuvent plus être d'aucune ressource au casernement,  
 « vous voudrés bien faire connoître au propriétaire  
 « quelle est ma décision afin que je n'entende plus par-  
 « ler de cet objet.... » (27 novembre 1781).

C. 2292. (Liasse.) — 68 pièces, papier.

**1782-1783.** — Affaires militaires. — Casernement.  
 — Élection de Valognes. — Ville de Cherbourg. — Cor-  
 respondance entre MM. Esmangart, Intendant de la  
 Généralité ; D'Heu, Despiez, Thibault de Longecour,  
 commissaires des guerres ; les officiers municipaux, et  
 Sivard de Beaulieu, subdélégué, relative : aux réclama-  
 tions du sieur Davasnier pour réparations à ses maisons  
 qui ont servi au casernement des troupes (25 janvier  
 1782) ; — aux réclamations de 486 livres par le sieur  
 Garel Laporte pour le loyer des magasins servant d'en-  
 trepôt aux lits et linges utiles aux troupes, loyer que  
 l'Hôtel-de-Ville de Cherbourg a cessé à tort de lui payer  
 (18 avril 1782) ; — à l'avis du subdélégué qui le déclare  
 bien fondé dans sa réclamation (11 mai) ; — au mauvais  
 état des fournitures de lits servant au casernement des  
 trois compagnies d'artillerie, logées à l'abbaye de Cher-  
 bourg et en souffrance à cause des froids (12 novembre  
 1782) ; — à l'ordre donné à M. Alibord, garde magasin  
 des effets du Roi à Bayeux, d'envoyer promptement à  
 M. de Longecour, commissaire des guerres à Cherbourg,  
 60 bois de lits pliants et les fournitures qui en dépendent,  
 y compris les draps destinés aux 60 hommes des trois  
 compagnies d'artillerie (28 novembre 1782) ; — aux  
 plaintes du sieur de Longecour, contre l'entrepreneur  
 des fournitures : « vous ne pouvez imaginer, écrit-il à  
 « M. Esmangart, à quel point ce service est mal fait,  
 « combien il occasionne de murmures, et tous les acci-  
 « dents qui en peuvent résulter pour la conservation  
 « des troupes en cette rude saison » (28 novembre) ; —  
 au refus du détachement d'artillerie de recevoir les  
 dites fournitures (20 décembre 1782) ; — aux représen-  
 tations des officiers municipaux de Cherbourg sur le  
 départ du régiment de Waldner et sur l'arrivée de celui  
 de Bassigny ; « si, écrivent-ils à l'Intendant, le Ministre

« n'a pas des raisons particulières et fortes pour envoyer  
 « à Cherbourg deux bataillons, il seroit très à souhaiter  
 « pour notre ville qu'elle n'en n'eût qu'un, et que le  
 « premier restât toujours à Valognes, cela la soulage-  
 « roit un peu, et vous sçavés qu'elle a souffert infini-  
 « ment et qu'elle a été et est écrasée de la foule extra-  
 « ordinaire qui y règne depuis si longtemps. Son état à  
 « cet égard ne peut s'exprimer, les fournitures sont  
 « entièrement délabrées et usées, les ustensiles le sont  
 « aussy ou sont cassées ; et le peuple, que la guerre et  
 « la cessation du commerce ont privé de toute ressource  
 « et ont réduit à l'indigence, est hors d'état de les re-  
 « nouvellier » (27 février 1783) ; — à la lettre de l'Inten-  
 dant qui envoie au duc d'Harcourt, la lettre des officiers  
 municipaux et lui propose de séparer les deux bataillons  
 en en laissant un à Valognes. « Ils seroient alors l'un et  
 « l'autre commodément établis, et l'on ne peut se dis-  
 « simuler, s'ils sont réunis à Cherbourg, que l'on  
 « éprouvera beaucoup de difficultés ; il sera indispen-  
 « sable de priver de logement beaucoup de gens du  
 « peuple ; les habitants de cette ville, d'ailleurs, ont été  
 « fort surchargés depuis cinq ans, leur résignation et  
 « leur affection pour le bien du service me semblent  
 « mériter des ménagements. Vous connoissés le peu de  
 « ressource du local, et je vous prie d'avoir égard à  
 « leur situation » (10 mars 1783) ; — à la réponse du  
 duc d'Harcourt qui prendra des arrangements conve-  
 nables pour ne pas surcharger Cherbourg, mais y placer  
 cependant une garnison proportionnée au service qu'elle  
 aura à faire pour que le soldat n'y soit pas trop fatigué  
 (13 mars 1783) ; — à la demande de lits militaires et  
 d'achats de lits adressée par les officiers municipaux qui  
 écrivent à l'Intendant : « le bourgeois ne peut plus four-  
 « nir ; en vérité, si vous ne venez à notre secours, nous  
 « sommes perdus, toutes les opérations et les travaux  
 « qui se font icy sont bien beaux, mais si le Roy n'a la  
 « bonté de nous aider, tout cela nous écrase ; le Com-  
 « missaire de la marine a icy environ 300 lits à une  
 « personne, qui ont été faits du temps qu'une armée  
 « devoit passer en Angleterre, le ministre de la marine  
 « a donné ordre de les vendre, cela sera sûrement  
 « donné pour rien » (14 novembre) ; — à la réponse  
 de M. Esmangart qui, nommé à l'Intendance de Lille,  
 conseille aux dits officiers municipaux de marquer  
 à son successeur le prix de la vente des lits de la  
 Marine.

C. 2293. (Liasse.) — 41 pièces, papier.

**1784-1786.** — Affaires militaires. — Casernement.

— Élection de Valognes. — Ville de Cherbourg. — Correspondance entre MM. le maréchal de Ségur, ministre; de Feydeau, Intendant de la Généralité; Thibault de Longecour et D'Heu, commissaires des guerres, et les officiers municipaux, relative : aux lettres d'envoi de l'état trimestriel des bâtiments loués par les officiers municipaux, pour le logement des troupes, et des sommes dues pour le loyer des dits bâtiments, avec prière réitérée de faire passer une ordonnance de paiement (24 mai, 23 juillet, 30 octobre, 20 décembre 1784); ces états, portant le titre d'imposition militaire, sont divisés en huit colonnes, indiquant : les noms des propriétaires et ceux des rues, le nombre de chambres et de lits, l'époque du bail, le montant de la location, les sommes à payer, enfin les observations; ils sont dressés par les officiers municipaux et arrêtés par les commissaires des guerres; — aux états de dépenses extraordinaires faites et payées par l'Hôtel-de-Ville, au corps de garde de la place et à la prison militaire, ainsi qu'à une prison faite pour les officiers de la garnison et à une des écuries de la Maréchaussée (20 décembre 1784); — à l'envoi par M. de Caux de l'état des officiers du corps-royal, du Génie, employés dans les places de la Généralité, avec demande pressante des ordonnances pour qu'ils puissent toucher l'argent de leur logement (8 décembre 1784); — à la note marginale de l'Intendant, ainsi conçue : « M. de Caux attend ses ordonnances avec impatience; » il m'en a écrit, il vaut mieux les lui adresser sur le » champ que de lui faire une lettre d'honnêteté, qui retarderait l'envoi de plus de 8 jours » (25 janvier 1785); — aux représentations des officiers municipaux que s'il doit y avoir à Cherbourg un plus grand nombre de troupes que celui qui y a été précédemment, il leur serait absolument impossible de les loger, et à la nécessité de construire des baraques (18 mars 1785); — à l'avis donné que, des 230 soldats détachés du bataillon de Valognes pour les travaux de Cherbourg, 56 ont été envoyés aux Béquels, quelques-uns à l'île Pelée et les autres ont été logés dans les trois casernes vides (11 avril 1785); — à l'état de dépenses payées par l'Hôtel-de-Ville pendant l'année 1785, pour travail, fournitures et réparations dans les corps de garde, chambres de discipline, prison militaire et casernes de la garnison; la plupart de celles faites à la prison ont été occasionnées par un soldat qui l'a brisée avec des filles de mauvaise vie, puis a déserté et s'est échappé avec elles (1785); — au logement de M. de La Pelouze, commandant des troupes employées aux travaux de Cherbourg (18 septembre 1786).

C. 2204. (Liasse.) — 50 pièces, papier.

1787. — Affaires militaires. — Casernement. — Élection de Valognes. — Cherbourg. — Correspondance entre MM. le comte de Brienne, ministre; le duc de Beuvron; Feydeau de Brou, Cordier de Launay, Intendants de la Généralité; de La Pelouze, lieutenant-colonel du régiment de l'Île-de-France, commandant le détachement employé aux travaux de Cherbourg; D'Heu, de Montcarville et de Villemansy, commissaires des guerres, et les subdélégués, relative : à la demande d'un état de situation du casernement de Cherbourg, en distinguant les maisons particulières qui servent de casernes (10 janvier); — à la demande par M. de La Pelouze du maintien, par M. Cordier de Launay, de l'augmentation de l'indemnité de logement que lui avait accordée M. Feydeau de Brou, c'est-à-dire de 40 francs par mois en sus de son indemnité attribuée à son grade de lieutenant-colonel (3 mai); — à l'envoi de l'état de dépenses des réparations faites à la couverture de la caserne de l'artillerie, établie dans l'abbatiale, avec prière des officiers municipaux à l'Intendant d'en ordonnancer le paiement (15 mai); — aux états des effets, ustensiles et outils de campement dans le magasin du Roi établi à Cherbourg et du nombre d'hommes (20 septembre); — aux ordres donnés pour assurer la subsistance et l'établissement des troupes réparties pour la défense de Cherbourg et du Fort-Royal (10 octobre); — à l'avis donné que, depuis les dispositions prises pour assurer la subsistance des troupes à répartir pour la défense de Cherbourg, on a été obligé de porter au nombre de 400 barriques de 120 pots chaque futaille destinée à faire de l'eau pour le Fort-Royal (12 octobre); — à l'avis envoyé par M. le duc de Beuvron d'une augmentation de 600 lits pour le coucher des troupes à Cherbourg, par suite de l'arrivée de 4 compagnies d'artillerie (17 octobre); — aux ordres transmis aux gardes des signaux placés au Mont-Saint-Michel et à Saint-Jean-de-Thomas, ainsi qu'aux syndics de Maisy et de Port-en-Bessin de procurer aux officiers d'Artillerie et de Génie militaire des secours de tout genre pour le transport des effets ou réparation aux bâtiments dépendants des batteries (20 octobre); — à l'avis transmis par l'Intendant au comte de Brienne que les 850 lits occupés par les militaires ont épuisé toutes les ressources des magasins, il supplie le ministre de lui en faire expédier : « il me semble d'ailleurs que le loyer » de ces nouveaux 600 lits ne devrait pas être à la » charge de ma Généralité, qui supporte déjà des frais

« énormes de casernement » (22 octobre) ; — à l'avis que l'intention du Roi est que l'armement des côtes de Normandie soit arrêté, et d'avoir à faire cesser sur le champ les dispositions prises à cet égard (30 octobre) ; — à l'état des garnisons proposées par le duc de Beuvron (5 novembre).

C. 2295. (Liasse.) — 56 pièces, papier.

1787. — Affaires Militaires. — Casernement. — Élection de Valognes. — Cherbourg. — Correspondance entre MM. le duc de Beuvron, gouverneur de la province ; de Launay, Intendant de la Généralité ; de Villemansy et de Montcarville, commissaires des guerres, relative : à l'état de ce que coûte le loyer de l'emplacement de chaque lit dans la ville, indiquant que le nombre placé dans les différentes maisons bourgeoises était de 383, qu'il a été payé pour leur loyer 1,560 livres 11 sols, ce qui fait 16 livres 5 sols 8 deniers pour chaque lit, dont le sieur Boulabert ne demande que 14 livres par an ; — aux observations de M. de Montcarville en marge du mémoire du sieur Boulabert sur les logements de la garnison ; — au logement de la garnison et au supplément de demi fournitures consistant en 620 paires de draps, 492 couvertures de laine, 673 paillasses, et 553 sacs à paille pour un casernement de 1,800 hommes (1<sup>er</sup> novembre) ; — à la soumission passée par le sieur Boulabert pour loger 700 hommes, et pour fournir 350 lits nécessaires au coucher de la troupe (6 novembre) ; — au refus d'admettre la dite soumission, attendu que les craintes de guerre sont dissipées et que d'ailleurs 1,300 lits complets sont assurés pour la ville et les forts : « ma Généralité ne sera pas surchargée par une augmentation d'imposition, le poids actuel excède déjà ses moyens et ses facultés » (10 novembre) ; — à la lettre de M. de Villemansy écrivant à M. de Launay que le duc de Beuvron, commandant en chef, avait l'intention de rassembler la garnison de Cherbourg dans les trois casernes se touchant, afin d'évacuer les maisons dispersées dont le loyer est excessif, et qu'il résulterait de cet arrangement que chaque emplacement de lit ne reviendrait plus qu'à 14 livres ou 12 livres au lieu de 21 livres (7 novembre) ; — aux difficultés intervenues entre l'Intendant et le duc de Beuvron à l'occasion de la soumission Boulabert, et aux ordres donnés aux officiers municipaux par M. de Villemansy, commissaire des guerres, à qui M. de Launay avait interdit toute correspondance avec lui à ce sujet. Le duc d'Harcourt écrit qu'il ne peut se dispenser d'exiger une réparation à un officier maltraité pour avoir suivi ses intentions et

ses ordres » avec une intelligence et une exactitude qui « mérite des louanges et non des reproches » (5 décembre) ; — à la lettre par laquelle le duc d'Harcourt, consulté par l'Intendant, approuve la soumission passée par le sieur Boulabert et acceptée par son frère le duc de Beuvron, afin de réunir dans une seule caserne les troupes disséminées chez les bourgeois, « ce qui est plus « avantageux et plus économique, ajoute-t-il, je vais « vous donner une preuve d'intérêt en vous observant « que le ministre pourroit être étonné que vous ne vous « soiés pas trouvé à Cherbourg dans un moment aussi « critique, et je suis persuadé qu'il vous a été impos- « sible de vous y rendre. Lorsqu'une guerre est « apparente, l'Intendant d'une province devient In- « tendant de l'armée, il doit se rendre auprès du « commandant pour exécuter la partie des ordres qui « concernent son administration. Il y a quarante-cinq « ans que j'ai vu remplir ces fonctions dans différentes « circonstances, et, pendant la guerre dernière, « MM. les Intendants de Rouen et de Caen n'ont jamais « eu aucune discussion avec mon père, mon frère et « moi, sur les besoins des troupes, sur les ordres à « donner ni sur aucun objet du service, depuis la Bresle « jusques au Couësnon. C'est dans ces momens qu'en « se prêtant aux circonstances et en rendant tout facile « aux généraux, on fait preuve de zèle et d'intelligence, « et je suis persuadé que vous êtes très-propre à devenir « un jour susceptible de ce genre de service d'Inten- « dant d'armée, qui a fait la réputation des Séchelle, « des Machault, et des autres Intendants des provinces « frontières de la guerre, depuis la Flandre jusques à « la Provence » (6 décembre 1787) ; — au mémoire sur le nouveau casernement de la garnison de Cherbourg, exécuté par M. le duc de Beuvron ; — aux observations de l'Intendant sur le dit mémoire qu'il envoie au comte de Brienne, en ajoutant : « je pense que ce comman- « dant estimable, et auquel j'ai voué respect et attache- « ment, n'aura point à regretter le fruit de son travail « et de ses sollicitudes pour le bien du service, si, en « approuvant son zèle actif sur tout ce qui y est relatif, « vous avés la bonté de lui observer que le casernement « et ses dépendances tiennent uniquement à l'admi- « nistration civile, qu'elle est spécialement confiée aux « Intendants des provinces, et que c'est devant moi que « le sieur Boulabert doit se retirer pour obtenir le règle- « ment du loyer de la maison qui lui appartient, et « dont on a fait récemment usage pour le logement « d'une partie des troupes en garnison à Cherbourg : « les principes seront maintenus, et ma Généralité ne « sera pas sacrifiée à l'avidité d'un entrepreneur qui,



« autrement, forceroit en quelque sorte la main de  
« l'administrateur, et obtiendrait, par une voie dé-  
« tournée et illégale, un prix usuraire d'un bâtiment de  
« peu de valeur, et pour lequel il ne doit recevoir  
« qu'un prix proportionné au capital dont il a fait  
« l'avance » (10 décembre 1787).

C. 2296. (Liasse.) — 44 pièces, papier.

1788. — Affaires militaires. — Casernement. — Élection de Valognes. — Cherbourg. — Correspondance entre MM. le comte de Brienne, ministre; de Launay, Intendant de la Généralité; de La Pelouze, lieutenant-colonel du régiment de l'Île-de-France; de Parseval, commissaire des guerres, et de Mombrière, subdélégué, relative: au paiement des frais occasionnés par l'établissement de deux canots pour transporter les soldats travailleurs au Fort-Royal, et pour les matières fournies par le sieur Laborde pour parfumer les logements du dit fort (8 janvier); — à l'état des maisons servant au casernement des troupes (2 février); — à la lettre de M. le comte de Brienne écrivant à l'Intendant que le Roi, tout en le louant de son zèle tant pour ses intérêts que pour le soulagement des contribuables qui supportent la charge du logement, approuve également les vues présentées par le duc de Beuvron « qui, comme  
« commandant dans la province de Normandie, est en  
« droit de rendre compte de tout ce qui peut concerner  
« les intérêts de S. M. et le bien être des troupes qui y  
« sont placées ». Le ministre laisse du reste à l'Intendant le soin de régler le prix du loyer de la maison du sieur Boulabert, employée au logement d'une partie des troupes de la garnison de Cherbourg (2 février); — à la demande de M. de La Pelouze réclamant le paiement des 40 livres qui lui ont été accordées par mois pour son logement, en qualité de commandant des troupes employées aux travaux de Cherbourg (4 février); — aux mesures à prendre pour établir, le mieux que faire se pourra, les régiments d'infanterie en garnison à Cherbourg (12 février); — à l'acquisition d'un terrain appartenant à la dame Parmentier, faite par le Roi pour y construire un magasin à poudre; « ce terrain,  
« écrit l'Intendant à son subdélégué, est maculé d'une  
« rente annuelle de 48 pots de froment due au Chapitre  
« de Coutances, l'intention de S. M. n'est point de se  
« charger de la continuer. En conséquence, le mi-  
« nistre de la guerre vient de me mander qu'il étoit  
« nécessaire que je me concertasse avec le Chapitre  
« pour en estimer le capital, afin d'en faire le rem-  
« boursement » (12 février); — à la réponse de M. de

Garantot à la demande de la quantité de lits que les appartements, fournis par le sieur Boulabert pour le logement du régiment de la Reine, peuvent contenir: « il y peut et il y a 289 lits, plus 8 places de lits dans  
« la chambre de l'adjudant, dans le corps de garde,  
« dans la salle de police, et les petites chambres de  
« sergents-majors et servant de magasins aux compa-  
« gnies » (23 juin); — au paiement de la fourniture d'une voile pour couvrir le pain et les vivres que l'on transporte de Cherbourg au Fort-Royal pour la subsistance de la troupe (15 novembre); — à l'envoi de l'état de dépenses de 48 brancards destinés à transporter les malades, dont M. le duc de Beuvron a ordonné la construction pour le service de l'hôpital de Cherbourg (18 novembre).

C. 2297. (Liasse.) — 30 pièces, papier.

1788. — Affaires militaires. — Casernement. — Élection de Valognes. — Cherbourg. — États des maisons louées par les officiers municipaux pour le logement des troupes et des sommes dues pour le loyer de ces maisons; — des sommes dues par la ville pour le loyer des maisons servant de caserne à la maréchaussée; — de ce qui est dû pour le logement du sieur Serruzier, chirurgien aide-major employé à l'hôpital de la Charité; — de ce qui est dû pour le logement des officiers de la compagnie de la Noesche, du corps royal de l'Artillerie (régiment de Toul); — de ce qui est dû pour son logement à M. Tisserand, lieutenant en 3<sup>e</sup> de la compagnie des mineurs de Cognon, ci-devant Vercly, détaché à Cherbourg; — de ce qui est dû pour leur logement aux officiers des canonnières invalides de la Naverre; — les dits états arrêtés par MM. D'Heu, Parseval et de Montcarville, commissaires des guerres.

C. 2298. (Liasse.) — 43 pièces, papier, 1 plan.

1789-1790. — Affaires militaires. — Casernement. — Élection de Valognes. — Cherbourg. — Correspondance entre MM. le comte de Brienne, de Puységur, de La Tour du Pin, ministres; Cordier de Launay, Intendant de la Généralité; les membres de la Commission Intermédiaire; de Parseval, de Montcarville et de Viany, commissaires des guerres; de Garantot, subdélégué, relative: à la réception d'une ordonnance de paiement d'une couverture destinée à préserver, dans les mauvais temps, les vivres que l'on transporte au Fort-Royal (5 janvier); — à la demande du sieur Boulabert aîné, entrepreneur général de la rade de Cherbourg, pour le

paiement de la somme de 4,900 livres due pour le loyer de 350 lits placés dans la caserne, à raison de 14 livres chaque, suivant sa soumission du 13 novembre 1787 (23 janvier); — à la réponse de l'Intendant, transmise par M. de Garantot, que « le sieur Boulabert n'obtiendra « l'objet de sa réclamation que, préalablement, il n'ait « passé un bail de 6 ou 9 années de loyer de l'emplacement de 350 lits, à raison de 12 livres au lieu de « 14 qu'il demande pour chaque emplacement de lits, « y compris les ustensiles, tels que crémaillères, planches à pain et râteliers d'armes, dont l'approvisionnement est indispensable et qui est toujours à la charge du fournisseur » (3 février); — à l'avis du refus formel du sieur Boulabert qui l'a consigné dans un mémoire (20 février); — au renvoi du dit mémoire du sieur Boulabert par l'Intendant, qui écrit à M. de Garantot : « vous voudrez bien le lui remettre purement et simplement, je n'ai point à discuter vis à vis de cet entrepreneur la nature et la circonscription des autorités, ni à lui indiquer l'intermédiaire par lequel on contracte avec S. M. suivant la différente nature des objets » (22 février); — aux représentations du sieur Defer, garde-magasin des lits militaires, sur le mauvais état de la caserne, appartenant au sieur Boulabert, où est logé le régiment de la Reine, dans laquelle sont déposées des fournitures éprouvant des dégradations, qui coûteront des sommes considérables pour les remettre en bon état, parce que ces dégradations, provenant d'un vice de bâtiment, il sera impossible de les faire supporter à la troupe (5 mars); — à la lettre de M. de Viany constatant les fréquentes plaintes et réclamations des officiers du régiment de la Reine, le requérant de donner des ordres pour faire achever les réparations à la caserne Boulabert et aussi les plaintes de l'entrepreneur des fournitures militaires, sur les dégradations causées journellement aux fournitures, et d'un autre côté les refus persistants du sieur Boulabert déclarant qu'il ne ferait aucune réparation jusqu'à ce qu'on eût assuré la location de son bâtiment par un bail ou par une ampliation, approuvée de l'Intendant, de la soumission faite en octobre 1787, d'après les ordres réitérés du duc de Beuvron. « Le sieur Boulabert, ajoute M. de Viany, s'autorise d'autant plus à refuser qu'il lui est dû 15 mois de loyer, et que vous exigez, Monsieur, qu'il fasse un bail à raison de 12 livres par emplacement de lit, au lieu de 14 que porte la dite soumission ». Il lui semble qu'il est bien tard actuellement pour l'exiger, et qu'il est intéressant qu'on termine avec le sieur Boulabert pour qu'on puisse, avec justice, le forcer à achever ces réparations indispensables à la salubrité

de cette caserne et à la sûreté de la troupe. « M. de Beuvron, ajoute-t-il, étant à Caen, il est possible de le consulter facilement, il se rappellera des propositions et de la conclusion de cette affaire, à laquelle il paroît qu'il a apporté dans le temps un grand intérêt » (7 mars); — à la note du secrétaire de l'Intendance, ajoutée en marge et en tête de la lettre de M. de Viany : « cette maudite cazerne est toujours un objet de tracasserie, la dégradation de la bâtisse et le dépérissement des effets y contenus, exciteront des plaintes et donneront lieu à une demande d'indemnité. En attendant le réglement, on pourroit autoriser l'ingénieur du département à constater l'objet des réparations et à les faire faire d'autorité, les ouvriers seroient payés par ordonnance de M. l'Intendant à compte et en déduction de ce qui peut être dû au sieur Boulabert, à décider; » — à la réponse de M. de Launay, écrivant à la marge et entre les lignes : « répondre que je n'ai rien à donner au sieur Boulabert, tant qu'il n'aura point un bail, passé par moi, que cette partie de l'administration concerne seul; et que mille raisons, à moi connues, m'ont depuis longtemps convaincu que le prix de 12 livres par lit étoit même trop fort, et lézoit les intérêts de la Province qui me sont confiés, que j'en mettrai les preuves sous les yeux de S. M..., que le mauvais état de ce que le sieur Boulabert appelle cazerne est une nouvelle preuve dont je n'avois pas besoin; que M. le duc de Beuvron, dont on parle toujours dans cette affaire, s'y regarde comme très étranger, ne concernant que la puissance civile, et, qu'à son exemple, je ne ferai jamais que comme lui dans ma partie, c'est-à-dire tout ce qu'exige la justice, l'intérêt *publique*, la règle, les régularités, sentiment et principe dont je suis, comme M. le duc de Beuvron, incapable de m'écarter *sciemment*. » (Sur la minute de la réponse officielle, M. de Launay a corrigé et écrit *public* et *sciemment*) (18 mars); — à l'avis donné par l'Intendant à son subdélégué qu'il vient de prendre un parti définitif : « M. le duc de Beuvron m'ayant assuré qu'il se regardoit comme personnellement obligé vis-à-vis de cet entrepreneur, si je ne lui accorderois que ce que j'estime lui être légitimement dû, il m'a paru que cette affaire ne devoit pas aller plus loin, malgré la conduite irrégulière du sieur Boulabert, je serois au désespoir que la parole d'un commandant aussi respectable pût jamais refluer, même volontairement, sur lui, encore moins fournir des armes à un particulier;... je vous envoie le projet du bail à passer... Je n'ai pas besoin de vous rappeler que cette affaire, toute civile, ne

« regardant que moi seul, le bail doit être pur et  
 « simple de l'entrepreneur vis-à-vis du Roi par mon  
 « ministère, et ne contenir aucune mention directe ni  
 « indirecte d'aucune autre chose ni aucune autre per-  
 « sonne » (1<sup>er</sup> avril); — à la lettre du comte de Puységur, écrivant qu'il n'est pas possible de diminuer d'autorité les prix consentis par le duc de Beuvron, et « qui sont d'ailleurs d'autant moins dans le cas  
 « d'être réduits que, loin d'être exorbitants, ils  
 « sont au contraire beaucoup moindres que celui  
 « d'environ 20 livres qui résultait des locations payées  
 « précédemment à Cherbourg » (9 avril); — aux nouvelles difficultés soulevées par le sieur Boulabert, qui prétend faire payer en raison de la quantité de lits que l'on pourrait entasser, et non à raison de la quantité effective de lits placés à 2 pieds de distance les uns des autres, suivant l'ordonnance, pour y mettre les tables et accessoires indispensables (18 avril); — au refus du sieur Boulabert de signer le bail des casernes aux conditions prescrites (6 mai); — à la nouvelle demande de M. de La Pelouze, commandant les détachements employés aux travaux de Cherbourg, pour le paiement des 40 livres par mois qui lui ont été accordés pour indemnité de logement, et qui lui sont dus depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'au 22 mai 1788, ainsi que d'une indemnité de logement de 1,000 livres, depuis plus d'un an, au 1<sup>er</sup> mai 1788, comme commandant des troupes détachées aux travaux de Cherbourg, en l'absence de M. Dumouriez (16 et 24 mai); — à la demande par le sieur Mignot, l'un des associés du sieur Boulabert, d'une copie de toutes les pièces relatives au bail de la caserne, tous les papiers de M. de Garantot ayant été brûlés ou pillés, lors du tumulte qui a eu lieu à Cherbourg (septembre); — à la nouvelle tentative de l'Intendant près du comte de La Tour du Pin, pour l'autoriser à payer l'indemnité de logement de M. de La Pelouze, qui en attend le paiement depuis plus de deux ans, les demandes adressées aux deux ministres précédents, MM. de Brienne et de Puységur, étant restées sans solution (6 octobre); — à la lettre de l'Intendant à MM. de la Commission intermédiaire provinciale, pour les mettre au courant de l'affaire Boulabert, qui n'a pas encore été payé du loyer de la caserne, ni remboursé de ses avances depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1787 (30 octobre 1789); — à l'avis transmis par le comte de La Tour du Pin que S. M. a jugé la réclamation de M. de La Pelouze fondée pour les 189 livres 6 sols pour les arrérages échus depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1788 jusqu'au 22 mai suivant, mais que, quant aux arrérages depuis cette époque sur le pied de 1,000 livres par an, S. M. a

décidé que son indemnité de logement devait être réduite à 60 livres par mois, et que S. M. charge l'Intendant de communiquer cette décision à la Commission intermédiaire de la province (15 décembre); — à la lettre de l'Intendant à la dite commission (31 décembre 1789); — à la lettre de l'Intendant à M. de La Pelouze, lui rendant compte de ce qu'il a tenté et de ce qu'il a obtenu pour le succès de ses réclamations; « je pense, « ajoute-t-il, que de nouvelles observations n'auroient « pas eu meilleur succès, je ne crois pas que, dans les « circonstances actuelles, il soit possible de faire chan-  
 « ger une décision prononcée » (20 janvier 1790).

C. 2299. (Liasse.) — 50 pièces, papier.

**1789-1790.** — Affaires militaires. — Casernement. — Élection de Valognes. — Cherbourg. — Lettres de M. de Montcarville, commissaire des guerres, adressant aux membres de la commission intermédiaire les états mensuels de ce qui est dû tant aux officiers du corps royal de l'Artillerie qu'à ceux des compagnies d'invalides détachées à Cherbourg (1789-1790); — état de la somme due par la ville de Cherbourg pour le loyer des maisons servant de caserne à la Maréchaussée, à compter du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 1789; — état des fournitures complètes employées tant pour le coucher des soldats de la garnison de Cherbourg que pour ceux qui ont été détachés dans les forts de la rade de la dite place, pendant les 6 premiers mois de 1789; le dit état certifié véritable par le sieur de Fer, garde-magasin des dites fournitures, et visé par M. Clavier de Saint-Philippe, commissaire des guerres; — état des observations faites par M. de Montcarville, commissaire des guerres, aux officiers municipaux, sur la situation des maisons louées pour le logement des troupes pendant les 9 derniers mois de 1789; — réponses des officiers municipaux aux dites observations; — état des maisons louées par MM. les officiers municipaux de la ville de Cherbourg pour le logement des troupes, et des sommes dues pour le loyer de ces maisons, à compter du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre 1789.

C. 2300. (Liasse.) — 62 pièces, papier.

**1779.** — Affaires militaires. — Casernement. — Élection de Valognes. — Ile Pelée. — Correspondance entre MM. le prince de Montbarey, ministre; le marquis d'Héricy; Esmangart, Intendant de la Généralité; de Caux, directeur des fortifications; Dumouriez, commandant à Cherbourg; D'Heu, commissaire des guerres;



Sivard de Beaulieu, subdélégué, et les officiers municipaux de Cherbourg, relative : à l'envoi de l'état des approvisionnements nécessaires à la subsistance et à la fourniture des troupes destinées à la garde et au service de la batterie que le Roi a ordonné de construire sur l'île Pelée (8 septembre) ; — aux représentations des officiers municipaux sur la fourniture des lits et ustensiles qu'ils seront obligés de faire aux troupes préposées à la garde de l'Artillerie, établie au dit fort, construit à l'extrémité de la rade. « Leurs craintes, écrivent-ils, ne paroissent pas sans fondement ; en effet, ne pourroit-il point arriver que l'ennemi attaqueroit ce fort isolé, et enleveroit ce qui seroit dedans ? Mais ce qui effraie encore, c'est le change des draps de dix jours en dix jours dans l'hiver, saison dans laquelle il est presque impossible de faire des lessives et surtout de les sécher. D'ailleurs, personne n'aime à voir ses fournitures si loin ; nos habitants, vous le savez, Monseigneur, sont extraordinairement foulés et surchargés. » Ils proposent en conséquence de charger le sieur Magnier, entrepreneur de lits militaires, de se charger de ce service qu'il ferait aussi bien que celui de l'hôpital des galeux, dont il est chargé à Cherbourg et à Valognes (2 octobre) ; — à l'avis donné à l'Intendant par le prince de Montbarey, que le Roi a pris à sa charge la fourniture des lits et ustensiles de corps-de-garde nécessaires au détachement de 30 hommes, d'un tambour et 6 matelots qui doivent garder le poste de l'île, et l'autorise à donner des ordres en conséquence au sieur Magnier (22 octobre) ; — au compte rendu des dispositions prises pour faire fournir par le sieur Magnier les lits et ustensiles nécessaires au dit détachement (28 octobre) ; — à l'établissement de deux bateaux pour la communication avec le continent et le service de la petite garnison (1<sup>er</sup> novembre) ; — à l'approbation, par le prince de Montbarey, des mesures prises par l'Intendant pour le logement et l'alimentation des 44 hommes de la garnison de l'île Pelée, « à l'exception toutefois de 8 onces de légumes sèches et de la demie livre de viande fraîche, demandées pour gratification pour la consommation journalière de chaque homme ; l'intention de S. M. est aussi que, lorsque ce détachement fera usage de l'approvisionnement de bouche qui sera formé dans le cas d'interruption avec la terre ferme, il soit retenu sur la solde de chaque homme 24 deniers par ration de biscuit et un sol pour ration de lard salé » (12 novembre) ; — à la fourniture du bois de chauffage, qui sera doublée aux troupes établies à l'île Pelée, « attendu que, par les gros temps d'hiver, la mer déferle

« par dessus les remparts, inonde le rez de chaussée du corps de garde, et qu'il fait un froid excessif à ce poste exposé à tous les coups de vent » (25 novembre) ; — à la lettre du marquis d'Héricy insistant auprès de M. Esmangart sur la nécessité d'une augmentation de bois : « les vagues de la mer passent par dessus leur baraque, et que deviendroient-ils s'ils n'avoient pas de quoi se sécher ? Je vous avoue, Monsieur, que j'ai été peiné d'apprendre que l'intention du ministre est de leur retenir le biscuit et la viande salée qui leur sera fourni dans les cas de nécessité. C'est une économie bien stricte et bien petite pour des gens dont la peine demandroit une gratification, mais je suis encore plus touché du refus, qu'on leur fait du supplément de subsistance, proposé par M. de Caux. Comment veut-on que sur un rocher de 100 pieds en quaré, entouré de la mer de tous cotés, trampez et mouillez jusqu'aux os, ils puissent subsister pendant 8 jours avec leur frugale ration. Ils en reviendront étiques, malades, et si la Cour ne veut pas absolument leur accorder un supplément quelconque, il est indispensable que le régiment n'en fasse pas les frais, j'aimerois mieux y contribuer de ma poche que de les laisser mourir de famine » (27 novembre) ; — à la note autographe de l'Intendant mise en marge : « répondre que je vais faire de nouvelles représentations par rapport à la retenue du biscuit » (5 décembre) ; — à la minute de la réponse, en marge de laquelle on lit : « N°. On n'a pu faire la réponse plus tôt, la liasse étant à Paris » (17 décembre) ; — à la lettre de l'Intendant au Ministre de la guerre pour lui transmettre les propositions de M. de Caux et les plaintes du marquis d'Héricy, qui se termine ainsi : « Si vous ne croyez pas devoir accorder les légumes sèches et la viande fraîche demandés par supplément de subsistance en faveur de ce détachement, vous jugerez sans doute qu'il y a lieu de leur faire accorder du riz dans la proportion qui a été fixée pour chaque soldat à l'armée de M. le comte de Vaux, et qu'il est juste en même temps de ne lui faire aucune retenue sur sa solde, lorsque l'interruption avec le continent obligera ce détachement de consommer du biscuit et du lard salé, comme il est dans le moment actuel en souffrance par l'effet de la rigueur et de l'intempérie de la saison » (17 décembre 1779) ; — à la réponse du prince de Montbarey, écrivant que : « S. M. approuve que, pendant les 4 premiers mois de l'année prochaine seulement, tems de la mauvaise saison, il soit distribué une once de riz par jour en gratification à chaque

« homme effectif...., à l'égard du biscuit et du lard  
« salé qui leur sera distribué sur l'approvisionnement,  
« que je vous ai autorisé de faire pour procurer à ce  
« détachement des secours, lorsque la communication  
« de l'île avec le continent est interrompue; l'intention  
« de S. M. est qu'il soit exercé sur la solde de chaque  
« homme, ainsi que je vous l'ai déjà marqué, une  
« retenue de 24 deniers par ration de biscuit et d'un  
« sol par ration de lard salé. »

C. 2301. (Liasse.) — 45 pièces, papier.

**1780.** — Affaires militaires. — Casernement. — Élection de Valognes. — Ile Pelée. — Correspondance entre MM. le prince de Montbarey, ministre; le marquis d'Héricy; Esmangart, Intendant de la Généralité; Dumouriez « colonel de dragons, commandant pour le « Roi à Cherbourg »; de La Sandraye et de La Motte, directeurs des vivres; D'Heu, commissaire des guerres; et Sivard de Beaulieu, subdélégué; relative : à l'avis donné que S. M. a jugé à propos d'accorder, pendant les quatre premiers mois de l'année, une once de riz par jour à chaque homme composant le détachement de l'île; « ce poste, écrit M. Guiard, 1<sup>er</sup> secrétaire « de l'Intendance, est très dur à tenir, et ceux qui « le défendent sont en souffrance; d'après cette « considération, M. l'Intendant désire la prompte « exécution de cette disposition pour qu'ils jouissent « de ce soulagement » (8 janvier); — à la réception des pièces concernant l'approvisionnement de l'île et le marché pour les barques destinées à l'entretien de la communication entre l'île et le continent (10 janvier); — à l'autorisation donnée de payer la somme de 2,054 livres 17 sols pour la dépense faite pour l'établissement et l'approvisionnement du poste établi à l'île Pelée, ainsi que pour le loyer, depuis le 25 octobre jusqu'au 15 janvier dernier, de deux bateaux, qui y sont entretenus pour la communication avec la terre ferme (29 février); — aux représentations de M. Sivard de Beaulieu, réclamant le salaire des malheureux bacheliers, qui, depuis plusieurs mois, font le service de l'île « et qui demandent du pain » (4 mars); — à l'envoi d'une ordonnance ayant pour objet de liquider toutes les dépenses faites pour l'établissement de l'île et le service du bateau jusqu'au 15 janvier dernier (9 mars); — à la lettre autographe de Dumouriez, remerciant M. Esmangart de « l'avoir approuvé sur la continuation « de la fourniture d'hyver pour le chauffage de l'île « Pelée; elle dure à cause du blocus et de l'augmen- « tation de garnison qu'il occasionne. Dans les moments

« d'allerte, on y fait passer 12 matelots du convoi,  
« un sergent d'Artillerie et un renfort de canoniers,  
« outre 40 ouvriers, qui y restent jusqu'à ce que l'ou-  
« vrage soit entièrement fini et les canons montés....  
« Voicy un état de dépense des 12 matelots, qui y ont  
« passé 3 jours, dans le temps de la grande allerte;...  
« plus l'état de la lumière et du chauffage augmentés....  
« tout cela sera levé, lors du départ du convoi, excepté  
« le corps de garde de la batterie de Ste-Anne, qui est  
« un établissement stable, y ayant des canons pour  
« toute la guerre. — Je souhaite fort être bientôt  
« débarrassé de ce convoi, parce que, outre l'aug-  
« mentation de dépense, il nous ruine par le ren-  
« chérissement de toutes les denrées, qui ne nous  
« arrivent plus par mer, et nous tient dans des allertes  
« continuelles par la présence constante des Anglais,  
« qui cependant n'oseront plus approcher de nos forts,  
« dont ils ont éprouvé la portée, à moins que du 15 au  
« 20 ou 30 de ce mois, à la sortie de la grande flotte de  
« Portsmouth, ils ne soient renforcés et ne veuillent  
« tenter un coup de rigueur, ce que nous attendons  
« avec plus d'impatience que d'inquiétude » (13 mai);  
— à l'état de l'augmentation du chauffage et lumières  
pour les postes de : l'île Pelée, des forts Homet et Ga-  
let, de la batterie du l'Onglet, du corps de garde sur les  
Dunes entre la droite du bassin et la redoute de Tour-  
laville, pour la garde de 40 pièces de canon de 8 et de  
6, tirés des vaisseaux et établis par la marine, enfin  
pour le retranchement de Ste-Anne, pour la garde d'une  
batterie de 4 pièces de 8. Cet état est certifié véritable  
par Dumouriez (13 mai); — à l'envoi d'un état de four-  
nitures de vivres, faites à deux matelots canoniers,  
employés pendant trois jours à la batterie de l'île, afin  
que le garde magasin des vivres à Cherbourg emploie  
dans ses comptes les objets de consommation tels que  
biscuit, viande salée et pois. Quant aux trois derniers  
articles de l'état : pain frais, cidre et beurre pour la  
soupe, l'Intendant proposera de les faire acquitter sur  
les fonds de l'extraordinaire des guerres (27 mai); — à  
la lettre autographe de Dumouriez (*qui tantôt signe en  
séparant la particule et tantôt en ne la séparant pas*), dé-  
clarant peu fondées les réclamations de l'abbé de Cher-  
bourg, se plaignant de ce qu'on avait mis une grande  
quantité de poudre dans la partie des bâtiments de son  
abbaye, réservés pour son usage : « J'ay placé, écrit  
« Dumouriez, non pas des poudres, mais des gargousses  
« toutes faites dans une chambre absolument vuide  
« dans la partie devenue l'abbatiale, qui est très sépa-  
« rée de l'abbaye et où il n'y a aucun danger.... Si on  
« les délogeoit... il faudroit faire construire un magasin

« dans les hameaux de Bellecroix ; où se trouve une  
 « maison bien fermée, ce qui seroit difficile et en  
 « conscience plus onéreux pour des malheureux paysans  
 « que pour M. l'abbé de Cherbourg, qui n'habite point  
 « cette abbaye et particulièrement cette chambre, que  
 « j'ai trouvée parfaitement vuide » (7 juin) ; — au  
 paiement, par le commis du Trésorier de la guerre, de  
 la somme de 16 livres 15 sols 6 deniers pour augmen-  
 tation de fournitures de vivres des hommes et des ma-  
 telots canonniers, envoyés à l'île, où ils ont été retenus  
 plusieurs jours pour la construction des ouvrages de la  
 batterie (25 juin) ; — aux ordres donnés de faire pour-  
 voir aux fournitures et ustensiles nécessaires au 50  
 hommes du régiment de Beauce, commandés par un  
 officier de fortune et envoyés à l'île pour continuer les  
 travaux de fortification (du 4 au 30 août) ; — à la lettre  
 de M. Esmangart exposant au prince de Montbarey les  
 nouveaux besoins du détachement établi à l'île, et qui  
 doit y passer l'hiver : « cette station est affreuse et la  
 « difficulté de communiquer avec la terre ferme, dans  
 « le mauvais tems, nécessite non seulement les appro-  
 « visionnements qui sont demandés, mais exige encore  
 « que ce poste soit muni de viandes salées, de légumes  
 « et de biscuit... et je ne doute point que vous n'ayez  
 « égard aux représentations de M. Dumouriez qui a fort  
 « à cœur que les hommes, placés à ce point isolé, ne  
 « soient point en souffrance » (6 novembre) ; — à l'ap-  
 probation du prince de Montbarey et aux ordres donnés  
 à l'entrepreneur de la ville de Caen, de fournir, sur la  
 demande de M. Dumouriez, les meubles et effets néces-  
 saires à l'officier commandant le détachement établi  
 dans l'île (13 novembre) ; — à la lettre autographe de  
 Dumouriez, annonçant à M. Esmangart son arrivée  
 chez lui, le 29 novembre : « Je suis homme de parole  
 « et je me rendrai chés vous le 29 au soir, puisque vous  
 « voulés bien prendre l'embarras de me loger, ce que  
 « j'ai accepté d'autant plus volontiers que cela me met-  
 « tra plus à portée de causer avec vous sur toutes nos  
 « affaires.... Nous n'avons rien de nouveau que deux  
 « ou trois assés bonnes prises, dont une de près de  
 « 200,000 (sic) tout en beurre d'Irlande » (20 novembre) ;  
 — à l'achat d'un grand porte-voix double, de 10 à 12  
 livres, pour la batterie de l'île Pelée (1<sup>er</sup> décembre).

C. 2302. (Liasse.) — 97 pièces, papier.

**1781-1784.** — Affaires militaires. — Casernement.  
 — Élection de Valognes. — Ile Pelée. Correspondance  
 entre MM. le maréchal marquis de Ségur, ministre ; le  
 comte de Saint-Germain, major à Cherbourg ; Esman-

gart, Intendant de la Généralité ; Dumouriez, brigadier  
 des armées du Roi, commandant pour S. M. à Cher-  
 bourg ; Thibault de Longecour, commissaire des  
 guerres ; de La Sandraye, directeur des vivres ; Housset  
 de Catteville, trésorier particulier de l'extraordinaire  
 des guerres, et Roubière de Fontenelle, garde-magasin  
 des effets du Roi ; relative : à la distribution d'une once  
 de riz par homme à faire pendant les quatre mois  
 d'hiver, suivant les ordres de M. le duc d'Harcourt  
 (15 février) ; — à la réclamation par Dumouriez de la  
 fourniture ordinaire de bois pour le corps de garde  
 d'officier à Cherbourg et de l'once de riz par chaque  
 homme de l'île Pelée : « Cet hyver a encore été plus  
 « rude pour cette garnison que les précédentes ; les  
 « 10, 11 et 12, elle a essuyé un ouragan si fort qu'une  
 « grosse barre de fer qui ferme la porte a été enfoncée,  
 « tout le terre-plein du parapet enlevé avec les fasci-  
 « nages et le parapet, et jetté contre les bâliments, les  
 « toits enlevés et le fort inondé, nous avons crain-  
 « t pour eux le sort de la Jamaïque ; il est bien juste de  
 « faire succéder à cette tempête le Ris et les jeux. Vous  
 « êtes un peu paresseux, Monsieur, mais je vous le  
 « pardonne, parce que sûrement vous vous amusés à  
 « Paris ; cependant, aimés toujours un peu le petit  
 « commandant de Cherbourg et comptés toujours sur  
 « son sincère, tendre et respectueux attachement,  
 « faites nous faire la paix pour que nous aprenions à  
 « faire la guerre, et que nous puissions travailler tran-  
 « quillement à notre port marchand, car je ne crois  
 « pas à l'autre » (19 février 1781) ; — à la plainte de  
 M. Dumouriez, écrivant à l'Intendant : « Voilà déjà  
 « deux fois que le trésorier refuse de payer les mate-  
 « lots de l'île Pelée sur votre ordonnance, je vous prie  
 « de vouloir bien vous en occuper et terminer les  
 « peines de ces malheureux qui sont, sur cette isle,  
 « éloignés de leurs familles sans être payés. Vous  
 « sçavez que M. le duc d'Harcourt m'a fait obtenir, en  
 « supplément d'appointements de commandant, les 6,000  
 « livres que j'avais comme aide maréchal des logis.  
 « Quant au grade, il faut prendre patience, j'ai été  
 « joué, et on n'en revient pas aisément après une pro-  
 « motion qui ressemble au repas de l'Évangile. Si les  
 « trois flottes essuyent les mêmes tempêtes que nous  
 « éprouvons depuis 4 jours et que Dieu soit neutre,  
 « elles seront submergées ensemble et la guerre finira  
 « faute de guerriers » (31 mars 1781) ; — à la réponse  
 de M. Esmangart, exprimant sa surprise de ce que ses  
 ordonnances n'aient pas été payées, puisque le sieur  
 Housset de Catteville lui avait écrit qu'elles avaient  
 toutes été soldées, et il ajoute : « M. le duc d'Harcourt



« m'a fait part du supplément d'appointements qu'il vous avoit procuré, et je lui ai bien dit qu'il avoit fait là une chose très juste, le reste viendra par la suite avec un peu de patience. On a eu hier de très bonnes nouvelles de la flotte de M. de Grasse, elle est entièrement décapée, et la frégate qui est rentrée l'a laissée faisant route par un vent très favorable. Les Anglais étoient encore aux Sorlingues, le 23; ainsi les deux flottes ne se seront pas rencontrées, elles pourront remplir chacune leur destination sans contrariétés, à moins que les Espagnols ne veuillent s'aviser de s'opposer au ravitaillement de Gibraltar. On n'est pas sûr s'ils sont ou non rentrés à Cadix » (8 avril 1781); — à la demande d'autoriser le remplacement de plusieurs effets destinés au service du détachement, afin de mettre les matelots en état de supporter les rigueurs de l'hiver, le tout à payer sur l'extraordinaire des guerres (27 novembre 1781); — à la réponse du maréchal de Ségur au sujet des dites réparations et augmentations à faire parmi les effets et ustensiles « y compris une lunette d'approche, S. M. vous autorise à les faire faire par économie et elle pourvoira au paiement de la dépense sur l'état que vous en aurez arrêté » (15 décembre); — à l'envoi, pour en ordonnancer le paiement, d'un état montant à 46 livres pour la dépense, faite par l'officier, commandant le détachement de l'île, pour la destruction des rats dont le logement des soldats étoit infesté; M. de Longecour ajoute que M. Dumouriez désirerait « qu'il fût autorisé à faire payer provisoirement de semblables articles de menue dépense, que la célérité et le bien du service peuvent souvent exiger et dont personne ne se soucie de faire les avances » (2 janvier 1782); — à la réponse négative de l'Intendant (1<sup>er</sup> février); — à la réception de l'état de dépenses faites pour l'approvisionnement des effets et ustensiles nécessaires au service des troupes détachées à l'île (15 avril); — à l'avis transmis à l'Intendant par M. de Longecour que la petite troupe de l'île est à la veille de manquer de biscuit, viande salée, fèves, etc., et à la crainte d'être dans l'impossibilité de lui faire passer des vivres à cause du gros temps (26 août); — à la nouvelle demande de l'autorisation pour les dits achats, « les gros tems qui sont très fréquens dans cette saison pouvant empêcher le transport » (12 octobre); — à la réponse de l'Intendant surpris de ce que l'approvisionnement, annoncé pour le 26 août, n'ait point été effectué, et recommandant de hâter de faire tout ce qui conviendra à ce sujet, en usant néanmoins de toute l'économie convenable (18 octobre); — à la réclamation du sieur

Thuillier, bas officier canonier invalide, garde-magasin des effets du Roi à l'île Pelée, pour le paiement de 281 livres 5 sols des gages, qui lui sont dus pendant sept mois et demi de l'année 1780. Le certificat, attestant qu'il est chargé de huit enfants et qu'il s'est endetté pour la subsistance de sa famille pendant son séjour dans l'île, est visé par MM. « Du Mouriez », commandant de la place, et de Garantot, maire et lieutenant général de police (29 août au 6 novembre 1782); — à la demande de l'once de riz renouvelée par le comte de Saint-Germain, major à Cherbourg (18 janvier 1783); — à l'envoi de l'état des sommes payées pour le compte de la marine aux soldats revenus des prisons d'Angleterre et débarqués à Cherbourg (26 janvier); — à l'avis que M. de la Sandraye avait donné des ordres à cet effet au préposé de la régie à Cherbourg (3 février); — à l'envoi de 400 livres de biscuits demandés d'urgence par l'officier commandant de l'île, « car, écrit le secrétaire de M. Longecour, il a fait un tems si affreux depuis 10 jours qu'il a été impossible de faire passer des vivres fraîches à la garnison » (11 mars 1783); — à l'état des sommes dues pour le service des deux bateaux montés de quatre hommes chacun, destinés à faire journellement le trajet de Cherbourg à l'île Pelée durant les mois de janvier, février et mars, à raison de 8 livres par jour et par chaque bateau, prix fixé par marché du 24 décembre 1779 (1<sup>er</sup> avril); — à la demande par M. Rouhière de Fontenelle, garde-magasin des effets du Roi, réclamant le paiement de la somme, qu'il a avancée, de 284 livres 3 sols 6 deniers, montant des dépenses d'entretien des lits pliants appartenant au Roi (7 juillet 1783); — aux représentations réitérées de M. Rouhière de Fontenelle sur le retard apporté dans l'envoi de l'expédition de l'ordonnance de remboursement de ses avances pour les réparations des lits militaires : « Ce retard, écrit-il, peut me porter un préjudice considérable, ayant des engagements particuliers et personnels à remplir, et me met dans la position la plus fâcheuse, n'ayant pas un sol pour fournir aux besoins du service dont je suis chargé et à ma propre subsistance, mes inquiétudes sont à leur comble » (27 octobre 1783); — à l'extrait de la visite faite sur l'île le 11 septembre 1784 par M. de Garavagne, capitaine au corps royal du Génie et commandant de la dite île; cet état, divisé en deux colonnes, dont la seconde contient les observations en face de chaque article des vivres et effets du Roi, est certifié par le brigadier des armées du Roi, commandant pour S. M., qui ajoute au bas : « qu'il est absolument indispensable de faire avant le 15 octobre les réparations et approvisionnements,

« dans la crainte d'être surpris par les mauvais tems, qui rendent souvent l'île Pelée inabordable pendant l'hiver.... C'est sur ces considérations que nous avons fait prévenir les ouvriers et fournisseurs ordinaires de s'en occuper incessamment, en attendant les ordres de Monsieur l'Intendant » (28 septembre), signé : « Du Mouriez » (17 septembre et 28 octobre 1783); — à l'état des sommes dues pour le service et les approvisionnements pour la subsistance de la garnison pendant le gros temps et pour les réparations du coffre à biscuit et autres dépenses (7 août à novembre 1784).

C. 2303. (Liasse.) — 52 pièces, papier.

**1785-1787.** — Affaires militaires. — Casernement. — Élection de Valognes. — Île Pelée. — Correspondance entre MM. de Ségur, ministre; de Feydeau, Intendant de la Généralité; de Longecour, de Villemanz y et de Montcarville, commissaires des guerres; de Mons de Garantot, subdélégué; relative : aux états arrêtés par le commissaire des guerres, de ce qui est dû à Charles Le Marquand et ses associés, pour le service de deux bateaux, de chacun quatre hommes d'équipage, destinés à faire journellement le trajet de Cherbourg à l'île et à transporter ce qui est nécessaire à la garnison à raison de 488 livres par mois (décembre 1785); — à l'avis donné par M. de Longecour, qu'il est utile de faire immédiatement les réparations de l'ustensile et de préparer l'approvisionnement de subsistance nécessaire à la garnison de l'île « pour prévenir l'extrémité où elle se trouveroit, lorsque, par l'effet des mauvais tems, la communication avec le continent se trouve interrompue » (12 septembre 1785); — aux états de ce qui est dû au garde-magasin des effets du Roi à l'île Pelée, signés par M. de Longecour, et à la lettre dans laquelle il signale les abus commis par le commettant des fournisseurs (31 octobre 1785); — aux états de ce qui est dû pour le service des deux bateaux, pour les six premiers mois de 1786; — à la gratification de 30 livres accordées aux matelots faisant le service de l'île (23 janvier 1786); — à la demande du sieur Le Marquand et de ses associés, chargés de l'entretien des deux bateaux destinés au service militaire de l'île, d'une gratification pour le service extraordinaire qu'ils ont fait pendant le séjour de S. M. à Cherbourg (5 juillet 1786); — aux attestations de MM. de Caux, de Montcarville, certifiant que les bateliers de l'île ont toujours fait leur service avec beaucoup de courage, de zèle et d'utilité, et qu'ils méritent que M. l'Intendant profite de la circonstance favorable du voyage du Roi pour leur

procurer des témoignages de satisfaction (8 juillet); — au recensement du magasin du Fort-Royal de l'île Pelée par le commissaire des guerres et des approvisionnements à renouveler pour l'hiver de 1786-1787 (1<sup>er</sup> octobre); — à la demande des motifs d'après lesquels on a employé une dépense de 276 livres, en raison d'un supplément de 23 lits de casernes qui a eu lieu sans autorisation pendant l'année 1785 (18 août 1786); — à l'envoi du procès-verbal de la consommation faite au Fort-Royal sur l'île Pelée, depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1785 jusqu'au 29 septembre 1786, en biscuit, lard salé, pois verts, sel et vinaigre, pour la subsistance de la garnison et des matelots attachés au service de cette île (2 novembre 1786); — aux états de ce qui est dû pour le service des deux bateaux durant les six derniers mois de 1786, à raison de 488 livres 2 sols 8 deniers par mois (3 janvier 1787).

C. 2304. (Liasse.) — 60 pièces, papier.

**1787-1789.** — Affaires militaires. — Casernement. — Élection de Valognes. — Cherbourg. — Correspondance entre MM. le comte de Brienne, ministre; le duc de Beuvron; Cordier de Launay, Intendant de la Généralité; Houzé de Saint-Paul, colonel d'artillerie à Caen; de Villemanz y, de Montcarville, Deshayes, commissaires des guerres, et les officiers municipaux; relative : aux états des approvisionnements que l'on peut tirer des magasins de la marine pour le service de l'hôpital ambulant, établi à l'île Pelée, et des effets et ustensiles, qui n'ont pu être fournis par le dit magasin, et dont il est nécessaire de faire faire l'achat par le sieur Rouhière pour le dit hôpital (1<sup>er</sup> octobre); — à l'avis donné à M. de Launay par le duc de Beuvron qu'il a été obligé de porter, au nombre de 400 barriques de 120 pots, chacune des futailles destinées à fournir l'eau dans le Fort-Royal de l'île Pelée (12 octobre); — à la lettre de l'Intendant au Ministre pour lui demander l'autorisation de payer sur l'extraordinaire des guerres les frais des deux nouvelles barques, que le duc de Beuvron a établies pour le service de l'île, et de la fourniture de bois de chauffage et de lits aux matelots formant l'équipage (19 octobre); — à la lettre du même au même pour le paiement des surcroits de dépenses ordonnées par le duc de Beuvron, à savoir : 1<sup>o</sup> 16 livres de paille pour chaque lit pour combattre l'humidité du Fort-Royal; 2<sup>o</sup> du double du bois de chauffage depuis le mois d'octobre; 3<sup>o</sup> enfin, l'établissement de quatre tonneliers pour l'entretien des barriques d'eau (22 octobre); — aux précautions

prises pour assurer le service de la garnison au Fort-Royal, le comte de Brienne écrit que les circonstances actuelles n'exigeant plus les précautions prises par le duc de Beuvron, il y a lieu à les réduire à l'indispensable (3 novembre); — aux ustensiles et effets nécessaires à l'hôpital ambulant établi au Fort-Royal sur l'île Pelée (5 novembre); — à l'augmentation de 600 nouveaux lits à placer dans la ville de Cherbourg (8 novembre); — au paiement du salaire des équipages de deux bateaux établis par M. le duc de Beuvron, pour servir au transport des travailleurs du Fort-Royal (8 novembre); — à l'envoi de l'état du loyer de deux chaloupes extraordinaires attachées au dit service (17 novembre); — à la remise du figuré et des dimensions principales des casernes construites par le sieur Boulabert (1<sup>er</sup> décembre); — à l'envoi de l'état de dépenses faites pour « parfumer » les logements des hommes composant la garnison du Fort-Royal (9 décembre); — aux observations faites sur le mémoire concernant le logement des troupes (10 décembre); — aux bordereaux des sommes déposées pour les approvisionnements extraordinaires faits, au compte du Roi, d'après les ordres du duc de Beuvron (24 décembre); — aux mesures à prendre pour établir, le mieux que faire se pourra, les régiments d'infanterie en garnison à Cherbourg (26 décembre); — à l'envoi de trois ordonnances montant à 44,568 livres 5 sols 11 deniers pour le remboursement des sommes avancées, tant pour la subsistance que pour les lits d'officiers et ustensiles nécessaires à l'hôpital ambulant établi au Fort-Royal (30 décembre); — états arrêtés par le subdélégué, M. de Garantot, de ce qui est dû à Charles Le Marquand et Jean Le Magnen, pour le service de deux bateaux par eux entretenus pour faire journellement le trajet de Cherbourg à l'île Pelée et transporter tout ce qui est nécessaire à la garnison de cette île, trente jours à raison de 8 francs par jour par chaque bateau, prix convenu par marché conclu le 29 décembre 1779 durant l'année 1787; — autres états mensuels de la dite dépense (1787-1789).

C. 2305. (Liasse.) — 41 pièces, papier.

**1788-1789.** — Affaires militaires. — Casernement. Élection de Valognes. — Cherbourg. — Correspondance entre MM. le comte de Brienne, ministre; de Launay, Intendant de la Généralité; de Parseval, commissaire des guerres à Cherbourg; de Luzy, capitaine au corps royal du Génie, chef d'atelier et commandant au Fort-Royal; Housset, trésorier des troupes à Caen; relative au paiement sur le fond de l'extraordinaire des guerres

de la dépense de deux canots supplémentaires ordonnés par le duc de Beuvron (8 janvier); — à l'envoi des ordonnances de paiement par le trésorier des guerres à Caen: 1<sup>o</sup> de 120 livres 1 sol de la dépense, faite pour « parfumer » les logements du Fort-Royal sur l'île Pelée; 2<sup>o</sup> 292 livres 17 sols 7 deniers au patron et à six matelots du canot « *la Blonde* », plus 70 livres 3 sols 5 deniers au patron et à quatre matelots d'un autre petit canot; 3<sup>o</sup> de 140 livres 6 sols 10 deniers pour la nourriture du dit patron et de ses quatre matelots; ces ordonnances sont signées de M. le comte de Brienne (19 février, 5 avril); — à la réclamation du sieur de Luzy pour le paiement des dites ordonnances (24 septembre); — à la réponse de l'Intendant, tout surpris de ce que le sieur Housset, trésorier des guerres, n'ait pas soldé le montant des dites ordonnances (4 octobre); — à la lettre de M. de Launay, demandant au dit trésorier les motifs de ce retard: « vous sentés que ces retards » occasionnent des plaintes fondées qu'il est intéressant « d'éviter pour le bien même du service de S. M. » (4 octobre); — à l'envoi au ministre de la note des dépenses occasionnées par la fourniture du « *prêlat* » ou voile servant à abriter, lors des gros temps, le pain et les vivres transportés de Cherbourg au Fort-Royal, pour en obtenir le paiement (26 septembre et 26 décembre); états signés par M. de Garantot, subdélégué, ou par le commissaire des guerres de Parseval, de ce qui est dû pour le service des bateaux, pour les années 1788 et 1789, à raison de 488 livres 2 sols 8 deniers par mois.

C. 2306. (Liasse.) — 110 pièces, papier.

**1762-1786.** — Affaires militaires. — Casernement. — Élection de Valognes. — États des sommes dues pour loyers à divers particuliers qui ont fourni des maisons, écuries et magasins pour servir de casernes aux diverses compagnies des régiments de dragons de Beaufremont et de Clermont — prince, cavalerie, qui ont été en quartier dans les bourgs et paroisses de: Barneville, Bricquebec, La Hougue, Les Pieux, Montebourg, Pont-l'Abbé, Quettehou, St-Pierre-Église, St-Sauveur-le-Vicomte, St-Vaast et Tourlaville; — les dits états faits et arrêtés par les maire, échevins, syndics et habitants des dites paroisses et vus par MM. Virandeville, commissaire des guerres, et Tirard de Beaulieu, subdélégué à Valognes; — mémoires de différents fournisseurs à l'appui des dits états; — correspondance entre le prince de Montbarey, ministre de la guerre; Necker, directeur général des finances, et Esmangart, Intendant de la Généralité; relative à la réclamation par M. le chevalier



de Colleville, commandant au fort de La Hougue, d'un traitement de 500 livres, pour lui tenir lieu de logement. Le prince de Montbarey insiste pour que l'Intendant prélève cette somme sur la Généralité. — L'Intendant représente que les principes s'y refusent et que les charges imposées sur la Généralité « sont dans les circonstances actuelles (1780) on ne peut plus aggraver; la situation de ma Généralité, l'usage et les règles sont favorables à l'opinion où je suis qu'il n'est dû aux officiers, employés dans les forts, qu'un logement en nature, et certainement il seroit d'une dangereuse conséquence de le leur accorder en argent. » Necker, tout en appréciant la justesse des représentations de M. Esmangart, lui écrit que « si le local ne permet pas de fournir le logement nécessaire, il est juste de le faire payer en argent pour le temps que M. de Colleville emploiera effectivement à son service à La Hougue », et il ajoute : « Il est bien nécessaire que MM. les Intendants veillent aujourd'hui, avec leur attention ordinaire, sur ces sortes de dépenses dont le paiement sera à la charge du trésor royal. Je ne puis trop vous recommander d'y donner des soins particuliers; afin qu'en assurant le service ainsi qu'il doit l'être, on évite toute espèce de dépenses qui ne seroit pas d'une utilité évidente et qui augmenteroit sans nécessité les dépenses de l'État pour lesquelles S. M. recommande la plus grande économie à tous ceux qui concourent au bien de l'administration » (février-mai 1780); — correspondance entre le marquis de Ségur, l'Intendant de la Généralité et M. de Caux, relative au renouvellement des ustensiles des casernes de La Hougue et de l'île de Tatibou, et ceux des corps de garde des batteries de la pointe et de l'Islette, occupés par les Invalides et par l'infanterie en garnison (juin-octobre 1881).

C. 2307. (Liasse.) — 76 pièces, papier.

**1762-1787.** — Affaires militaires. — Casernement. — Élection de Valognes. — St-Sauveur-le-Vicomte. — États ou mémoires de ce qui est dû pour le loyer des logements qu'ont occupés deux compagnies des dragons du régiment de Baufremont et un détachement de l'Orléanais, cavalerie; — mémoire des travaux de menuiserie et serrurerie faits aux casernes, écuries et corps de garde, par ordre des échevins de St-Sauveur-le-Vicomte; — état du loyer des maisons servant de dépôt pour les lits, meubles et ustensiles des casernes; — pièces à l'appui; — état des frais de casernement des troupes dans la paroisse de St-Vaast (1762-1764), et notamment

d'un détachement de 2 sergents et de 30 fusiliers du régiment de l'Isle-de-France (1786); — mémoire des dépenses faites aux casernes et aux chambres servant au logement d'une compagnie de dragons dans la paroisse de Turlaville; — ces états sont certifiés véritables par le syndic et les principaux paroissiens, ainsi que par le subdélégué de Valognes, M. Sivad de Beaulieu, et vus par M. Virandeville, commissaire des guerres.

C. 2308. (Liasse.) — 77 pièces, papier.

**1761-1789.** — Affaires militaires. — Casernement. — Élection de Vire. — Correspondance entre MM. de Fontette, et Esmangart, Intendants de la Généralité; les membres de la commission intermédiaire; les officiers municipaux de la ville de Vire et de Cheux subdélégué; relative : à l'envoi de l'état de la dépense faite en 1761 pour le casernement et fournitures faites aux troupes, en quartier dans l'Élection de Vire, avec la nomenclature des paroisses qui y ont contribué et aidé aux cinq endroits où les troupes ont été casernées, qui sont : Aunay, Condé-sur-Noireau, Pontfarcy, Villedieu et Vire (28 avril 1762); — aux renseignements donnés par M. de Cheux, subdélégué, qui approuve le projet des casernes dans l'Élection de Vire : « On a eu, écrit-il, dans différents temps, ce dessein pour le soulagement des habitants, mais ce dessein s'est évanoui à cause de leur faiblesse et de la misère des temps, qui n'a point discontinué; il faudroit un vaste bâtiment pour loger les officiers, cavaliers ou dragons et pour des écuries, qui coûteroit une somme considérable; je crois que l'on pourroit trouver dans les environs de notre ville de quoi fournir la subsistance à un escadron, le bourg de Condé le pourroit de même, les autres endroits comme Aunay, Pontfarcy, Villedieu et autres, où l'on met quelquefois des compagnies seules, ne sont pas en état de fournir à une subsistance si considérable que d'un escadron entier, sur tout si le quartier étoit de 5 ou 6 mois et plus. Pour être à portée des subsistances, l'on n'a pas de meilleur endroit que la ville de Vire et celle de Condé pour faire avoine, paille, bois, cidre, pain et viande, l'eau y est bonne et commode. Il ne reste plus que le bâtiment.... Je n'ay trouvé qu'un emplacement au bout de la rue aux Teintures, qui n'appartient à personne qu'au Roy... Il est sur un chemin qui borde la rivière de Vire, où il y a une belle écluse nommée le bieu champagne, de bonne eau pure, qui n'est point gâtée par les immondices de la ville, ny par les dé-

« charges des chaudières de teintures et lessives. Cet  
 « emplacement touche à la ville et à la commune des  
 « Monts, qui serviroit à exercer et à promener les che-  
 « vaux.... On pourroit encore, si le Roi vouloit, au lieu  
 « de faire des cazernes neuves, prendre l'hôpital géné-  
 « ral, qui seroit suffisant de fournir le logement d'un  
 « escadron pour hommes et chevaux et pour les maga-  
 « zins, et avoir la bonté de faire rebâtir un hôpital neuf  
 « dans la dite commune des Monts, proche et joignant  
 « la chapelle St-Roch, qui serviroit d'église pendant  
 « quelques années. Je ne vous propose pas la place que  
 « l'on nomme chez nous le *château de bas*; l'étendue du  
 « terrain est, je crois, trop petite et l'eau de l'écluse  
 « n'est pas bonne, c'est l'égoût de la ville et des chau-  
 « dières des teinturiers et lessiviers.... Cette petite  
 « place du *château de bas* n'est tout au plus propre qu'à  
 « mettre le marché aux bestiaux, qui ne pourra plus  
 « être où il est sur la place que l'on nomme la *Butte*, si  
 « l'on y bâtit une halle à bled comme la ville l'a déli-  
 « béré » (27 juin 1762); — au mémoire de la dépense,  
 fournitures et avances faites par le sieur Bellissant,  
 syndic de la paroisse d'Aunay, pour la compagnie du  
 Commissaire-général, cavalerie, en quartier dans le  
 bourg du dit lieu du 13 novembre 1762 au 28 mars 1763;  
 — au mémoire de la dépense pour les réparations des  
 cazernes d'Aunay, tant pour l'écurie que pour les cham-  
 bres et pièces à l'appui; — au compte-rendu à l'Inten-  
 dant par Philippe Le Gay, sieur de Serrière, conseiller  
 du Roi, receveur, ancien et alternatif des tailles de  
 l'Élection de Vire et de Condé, de la recette et dépense  
 des deniers provenant des dépenses à faire pendant  
 l'année 1767 pour le logement des officiers généraux  
 et autres officiers employés dans la Généralité de  
 Caen, celui des officiers et des brigades de maré-  
 chaussée et pour le casernement des différents régi-  
 ments étant en quartier dans l'Élection de Vire (15 oc-  
 tobre 1767); — au même compte, le 28 mars 1773;  
 — à l'envoi par M. de Cheux de Saint-Clair des certificats  
 concernant les maisons qui ont servi de caserne aux  
 brigades de la maréchaussée d'Aunay, de Condé et de  
 Villedieu, pour faire payer aux propriétaires les loyers  
 échus (13 octobre 1774); — idem le 20 août 1775; —  
 idem le 10 août 1776; — certificat du syndic du bourg  
 et paroisse St-Samson d'Aunay, attestant qu'il est dû  
 au directeur des postes du dit lieu 220 livres pour le  
 loyer de son logement, servant de caserne (8 décembre  
 1777); — à l'état des sommes à payer le 1<sup>er</sup> janvier  
 1777 sur l'imposition des logements militaires pour les  
 loyers des magasins et des maisons servant de casernes  
 à Aunay, Condé-sur-Noireau, Villedieu et Vire; — à

l'état des dépenses faites aux corps-de-garde des régi-  
 ments de Monsieur, dragons; Royal-Roussillon, cava-  
 lerie; du 1<sup>er</sup> bataillon du régiment d'Armagnac et du  
 régiment de Condé, dragons, qui ont séjourné à Condé-  
 sur-Noireau (9 juillet 1778); — aux divers états et  
 certificats des loyers dus et des réparations aux corps-  
 de-garde de Condé-sur-Noireau (de 1776 à 1784); —  
 requête adressée à l'Intendant de la Généralité de Caen  
 par le sieur Bosquet, cavalier de maréchaussée de la  
 brigade de Condé-sur-Noireau, par laquelle il demande  
 l'autorisation, vu le refus du sieur Isaac Morieux,  
 compagnon cordonnier, de quitter la chambre de  
 Pierre Carville qu'il occupe actuellement, de l'expulser  
 à la fin du mois, vu qu'il est obligé de sortir à cette  
 époque de la maison qu'il habite (8 juillet 1788); —  
 aux certificats et mémoires des loyers dus et des répa-  
 rations aux corps-de-garde de Pontfarcy (1778 et 1779);  
 — à la demande du sieur Gilles Madeline, de la paroisse  
 de Pontfarcy, d'une indemnité de 25 livres pour dégra-  
 dations commises à sa maison par 70 soldats prisonniers  
 anglais, qu'il a été obligé de loger lors de leur passage,  
 le 29 juin, avec le régiment de Normandie (4 octobre  
 1779); — au certificat du subdélégué de Vire, attestant  
 qu'au départ des dits prisonniers, c'étoit « une puanteur  
 horrible, après avoir nétoié la maison, il a fallu la  
 parfumer » (10 novembre 1779); — au mémoire des  
 débours faits par le syndic militaire de Pontfarcy pour  
 le passage des troupes logées en septembre et octobre  
 1789; — à l'envoi de la requête présentée par le sieur  
 Gautier, prêtre, à Villedieu, pour le paiement d'une  
 année de loyer de sa maison, servant de caserne à la  
 brigade de maréchaussée (5 mai 1776, 11 février 1778  
 et juillet 1779); — à l'état des avances faites par le  
 syndic de Villedieu pour le séjour des troupes dans sa  
 paroisse (1783).

C. 2309. (Liasse.) — 20 pièces, papier.

**1774-1789.** — Affaires militaires. — Casernement.  
 Ville de Vire. — Correspondance entre MM. Esmangart,  
 Intendant de la Généralité; de Cheux de Saint-Clair, sub-  
 délégué à Vire, les membres de la commission inter-  
 médiaire provinciale à Caen; les procureurs syndics  
 provinciaux, et les maire et échevins de Vire; relative :  
 à la requête de divers propriétaires réclamant le prix  
 des loyers échus de leurs maisons servant de casernes  
 à la brigade de la maréchaussée (1774-1776); — au  
 certificat du subdélégué, attestant le bien fondé des  
 dites réclamations (1776); — aux états des fournitures  
 livrées aux régiments de Bassigny, de Forez et de

Lorraine, infanterie, certifiés véritables par le subdélégué (1778); — au mémoire des sommes payées pour les trois corps-de-garde des trois bataillons des soldats provinciaux de la Généralité, visé par le subdélégué et par le receveur syndic de la ville, reconnaissant avoir été remboursé des dites sommes (6 juillet); — item (23 septembre); — item pour les régiments du Roi, dragons; de Monsieur, dragons; Bas-signy, Champagne, Forez, La Marck, Médoc et la Reine, infanterie (31 octobre 1778); — à l'état du logement des officiers du détachement du régiment de Touraine, en dépôt à Vire (25 août 1779); — au mémoire des dépenses occasionnées par le passage et la résidence de divers corps de troupes, certifié par le syndic receveur et par le subdélégué de Vire (décembre 1783); — item pour le passage du régiment et levée des troupes provinciales (7 avril 1788); — à la lettre de MM. les maire et échevins de Vire adressée à MM. de la Commission intermédiaire provinciale, au sujet des renseignements demandés par le ministre sur les dépenses militaires de la ville de Vire, observant que l'on verra, par les réponses en marge des questions faites par le Gouvernement, que les officiers municipaux ont bien peu d'instructions à donner, n'ayant jamais de troupes dans la dite ville « ou seulement dans des temps très extraordinaires. » Ils ajoutent que venant d'être prévenus qu'une compagnie du régiment d'Angoulême resterait en quartier d'hiver à Vire, ils demandent aux membres de la Commission intermédiaire le prix du logement des capitaines et autres officiers dans les autres villes de la Généralité : « puis, combien par chambre à raison du « nombre de lits? Enfin, ne sera-ce pas la Commission « Intermédiaire, qui a la disposition des fonds de la « Généralité, à laquelle il faudra s'adresser pour avoir « le paiement de tous ces objets, et en général des « dépenses militaires en toute espèce » (10 mai 1789); — à l'envoi, par les procureurs syndics du département de Vire aux procureurs syndics provinciaux, de trois états des sommes dues à leur hôtel-de-ville pour le passage et le casernement des troupes, ainsi que de la lettre des officiers municipaux de Vire, réclamant le remboursement des avances faites par le syndic receveur de la ville. — Ces états sont divisés en sept colonnes indiquant : les noms des compagnies, ceux des propriétaires, le prix des chambres au mois, le temps de leur occupation, le montant des chambres, le nombre de lits, le montant de ces lits à raison de 2 livres 5 sols par mois, prix fixé par l'Intendant de la Généralité (24 octobre 1789); — à la lettre des officiers écrivant aux membres du Bureau intermédiaire de

Vire, qu'ils ont « mis toute l'économie dans la location « des chambres, nous ne vous dissimulerons même pas « que le départ inattendu des troupes après la St-Michel, « époque ordinaire des délogements, fait éprouver une « perte cruelle aux propriétaires. Il est sensible que leurs « maisons vont être inoccupées pendant toute l'année. « Nous n'avons cependant pas cru devoir prendre sur « nous de leur assigner un dédommagement. Nous ne « doutons point que la Commission intermédiaire pro- « vinciale ne se porte à leur rendre justice sur les « observations que nous vous prions de leur faire à cet « égard » (24 octobre 1789); — à la lettre des dits officiers municipaux, réclamant aux membres de la Commission intermédiaire provinciale le remboursement des sommes dues à diverses personnes, qui les pressent vivement chaque jour de les leur payer, et leur attribuent un retard « qui leur devient véritablement très préju- « diciable; les propriétaires des chambres surtout se « récrient fortement sur la perte qu'ils éprouvent par « l'inoccupation de leurs chambres. Les troupes ayant « reçu des ordres de partir peu de jours après la St- « Michel, seule époque de la location des maisons à « Vire. Nous avons fait dans le temps ces représenta- « tions légitimes à MM. composant le Bureau du départe- « ment et nous ne doutons pas, Messieurs, que vous « ne les chargiez de régler les indemnités que vous « jugerez devoir appartenir à ces malheureux proprié- « taires » (29 novembre 1788); — à la même réclamation par les membres de la Commission intermédiaire (20 décembre); — à une nouvelle lettre des dits officiers municipaux aux dits membres de la Commission intermédiaire pour réclamer des secours en faveur des victimes d'un violent incendie : « Notre ville, Messieurs, « sans cesse en proie à tous les malheurs qui semblent « nous assaillir plus particulièrement, vient encore « d'éprouver un nouveau désastre : Lundi dernier, sur « les 6 heures du soir, le feu prit à une maison située « à l'extrémité d'un de nos faubourgs. Malgré le zèle « et l'activité de notre corps de pompiers et d'une in- « finité d'honnêtes citoyens, il y eut trois corps de « bâtiments brûlés et deux autres maisons découvertes « pour intercepter la communication avec le reste « du quartier, qui sans cela allait infailliblement être « dévoré par les flammes. Cette perte, qui réduit à la « mendicité plusieurs propriétaires, a été estimée à « environ 5,756 livres, sans y comprendre les effets de « quelques locataires, qui occupoient ces maisons et « qui se trouvent aujourd'hui dans le dénuement le « plus absolu. Nous vous supplions donc, Messieurs, « de daigner y avoir égard, et de vouloir bien nous



« faire parvenir, le plus incessamment possible, les secours qu'il est en votre pouvoir comme il étoit ci-devant en celui de MM. les Intendants, d'accorder aux malheureux incendiés. Nous osons espérer que l'administration actuelle ne nous sera pas moins propice que celle que vous remplacés ne nous l'a été dans de pareilles et peut-être moins malheureuses circonstances. » La réponse fut prompte : dès le lendemain 24 décembre, un mandat de 600 fr. fut adressé à la municipalité, comme l'indique une note mise en tête de la lettre des officiers municipaux (23 décembre 1789).

C. 2310. (Liasse.) — 36 pièces, papier.

**1767-1779.** — Affaires militaires. — Fournitures de lits. — États : des dégâts faits aux bois de lits des casernes de Cherbourg et Valognes, fournis par la paroisse de St-Sauveur-le-Vicomte (1767); — à ceux des casernes de Valognes (1768); — des dépenses faites pour le prix du loyer des lits militaires tant pour officiers que pour les soldats et domestiques dans la Généralité de Caen (1771); — des mêmes dépenses pour le coucher des troupes en garnison au château de Caen, au fort de La Hougue, île Pelée, île Tatihou et dépendances, durant les années 1773 à 1779; — des objets de literie envoyés aux hôpitaux de la marine de Cherbourg et de Valognes (1779); — conditions auxquelles le sieur Alexandre Lecointe, négociant à Paris, s'est soumis et obligé envers l'Intendant de la Généralité de Caen à fournir et entretenir dans le pavillon des officiers et dans les casernes de la ville de Caen, des lits et des effets énoncés dans l'état présenté pendant 12 années consécutives du 1<sup>er</sup> juillet 1778 au 1<sup>er</sup> juillet 1790 (15 avril 1778); — arrêté de M. Esmangart, subrogeant aux sieurs Le Cointe et Basmarin les sieurs Magnier, qui acceptent les clauses du sus dit contrat (3 décembre 1779); — les dits états faits et arrêtés par l'entrepreneur des lits militaires et vérifiés par les commissaires des guerres, MM. D'Heu, Vardon et Bonnier de Saint-Côme.

C. 2311. (Liasse.) — 76 pièces, papier.

**1780-1785.** — Affaires militaires. — Fournitures de lits. — États : des fournitures complètes existant dans les pavillons et casernes de cantonnement, au marché du sieur François Mathias Schmit, entrepreneur général des lits militaires de la Généralité de Caen (1780); — des envois de lits pliants aux hôpitaux de Caen, Cherbourg, Coutances, Granville et St-Lô (1781); —

des fournitures complètes existant dans les magasins et des lits pliants envoyés aux hôpitaux de la Généralité (1782); — lettre du sieur Thibault de Longecour, adressant à M. Esmangart l'état de situation et l'inventaire des lits et pliants, fournitures et ustensiles appartenant au Roi ou au sieur Magnier, existant dans les magasins de Cherbourg et occupés par les troupes y tenant garnison ou détachées dans les postes qui en dépendent et ajoutant : « Vous verrez par la quantité de ces effets combien il est essentiel d'avoir un garde-magasin intelligent pour les tenir en ordre, de manière qu'on puisse toujours savoir en quoi ils consistent, à qui ils appartiennent et où ils sont placés, soit en service, soit en magasin. J'ose dire, Monsieur, qu'il est de l'intérêt du Roi de prévenir pour l'avenir l'embarras où je me suis trouvé pour en faire la distinction, et les inconvénients qui ne peuvent manquer de résulter du défaut de soins qui, plus que le service, ont occasionné le dépérissement de ceux-ci » (11 août 1782); — certificats des commissaires des guerres Thibault de Longecour, D'Heu et Ballias de Laubarède avec le visa du chevalier de Colleville, brigadier des armées du Roi, commandant à La Hougue, et du chevalier de Saint-Maclou, commandant des ville et château de Caen; de Dumouriez, brigadier des armées du Roi, commandant dans la place de Cherbourg et dépendances; du capitaine Gilson, commandant à La Hougue, constatant l'existence des lits dans chaque place et dont il a été arrêté un état général le 12 mars 1783 par l'Intendant; — procès-verbal de la visite faite par M. de Saint-Germain, major de la place de Cherbourg, M. de Mons de Garantot, maire de la ville, et du sieur Rouhière de Fontenelle, garde-magasin des effets du Roi, des bois de lits et ustensiles exigeant des réparations urgentes (19 avril 1783); — des sommes payées pour les lits militaires (1783); — des effets de l'hôpital ambulant de l'armée des côtes de l'Océan, envoyés de St-Malo à Cherbourg dans la gabarre du Roi « Le Héros », capitaine M. Jallobert (20 septembre 1783); — des objets de literie envoyés des magasins des Capucins de Morlaix, à Cherbourg (28 août 1784); — des fournitures complètes se trouvant dans la Généralité de Caen (1784); — de la quantité d'effets envoyés de Bayeux à Coutances pour le régiment Maréchal de Turenne (1785); — traité de la fourniture des lits militaires au compte de la province, dans les places de Bayeux, Cherbourg, Coutances et Valognes, du 1<sup>er</sup> janvier 1785, pour neuf années, passé par L.-F. Magnier, ayant pour caution le sieur G. Le Blanc, accepté par M. de Feydeau, Intendant (10 décembre 1784); — les dits états faits et arrêtés

par l'entrepreneur des lits militaires et l'Intendant de la Généralité et certifiés par les commissaires des guerres.

C. 2312. (Liasse.) — 44 pièces, papier.

**1786-1787.** — Affaires militaires. — Fournitures de lits. — États : de remboursement des frais de transport de lits militaires de Cherbourg à Valognes exécutés par la régie des convois militaires, certifié par le Directeur des dits convois, M. du Buisson (1786) ; — des avances faites à Coutances pour achat de boîtes de paille nécessaires aux paillasses (1786) ; — des lits fournis aux dépôts de remonte de la Généralité de Caen (1787) ; — état et tableau des casernes servant aux troupes en garnison ou en quartier dans la ville et château de Caen, ainsi que la quantité et dimensions des chambres vérifiées par leur longueur et largeur, et du nombre de lits de 48 pouces pour les soldats couchant 3 à 3, et de 40 pouces pour ceux couchant 2 à 2, la colonne des observations relatives au 3<sup>e</sup> étage du pavillon de la place Fontette, porte : « Ce pavillon avoit été construit pour « servir de magasin et y déposer les effets appartenant « au Roi, ainsi que ceux des troupes provinciales, les « casernes du quartier St-Jean et celles du Château « n'étant pas suffisantes pour loger en totalité un régiment composé de deux bataillons ; on a jugé à propos « de prendre ce pavillon pour y caserner deux compagnies du régiment d'Artois, actuellement en garnison « à Caen » ; et plus bas, « M. de Brou (l'Intendant), a « accordé au Bailliage ces deux pièces pour servir de « dépôt provisoire aux papiers du greffe, qui cependant « peuvent être transférés ailleurs, si le besoin du service « l'exigeoit » ; de ce tableau récapitulatif fait et arrêté par le chevalier Ballias de Laubarède, commissaire des guerres au département de Caen, il résulte que dans les 81 chambres et 29 cabinets de la caserne du quartier St-Jean, du pavillon de la place Fontette et du Château, il y avait 515 lits de 48 pouces dans lesquels 1,299 soldats couchaient 3 à 3, et 540 lits de 40 pouces où couchaient 2 à 2, 1,180 soldats (3 mars 1787) ; — du nombre des lits existant dans les casernes de la Généralité (1787) ; — état de la dépense faite pour raccourcir de 6 pieds à 5 pieds 9 pouces de longueur et autres fournitures, signé par le garde-magasin de Valognes et arrêté par le commissaire des guerres, M. D'Heu ; — état de tous les bâtiments appartenant au Roi au fort de La Hougue et à l'île Tatihou, leur emploi et la quantité de lits conformes à ceux désignés dans la lettre du ministre, en date du 30 janvier 1787, que les casernes peuvent contenir d'après la visite faite des sus dits bâti-

ments le 23 février 1787 ; au bas et en note : « Les « bâtiments du Lazaret royal construit en 1723 dans « l'île de Tatihou, sont à la charge de la Généralité de « Caen »... ; cet état est signé par l'officier du génie en résidence à La Hougue, le sieur Lenoir de Lanchal, et contresigné par M. D'Heu, commissaire des guerres à Valognes (12 mars 1787) ; état des lits militaires et bourgeois servant à coucher les troupes dans les villes d'Avranches, Bayeux, Caen, Cherbourg, Coutances, Granville, St-Lô et Valognes, dont le nombre s'élève à 3,254 ; 2,266 lits militaires et 988 lits bourgeois.

C. 2313. (Liasse.) — 72 pièces, papier.

**1788-1790.** — Affaires militaires. — Fournitures de lits. — États : des dépenses extraordinaires de l'entrepreneur général des lits militaires pour les réduire de 48 pouces à 40 de largeur pour coucher les soldats 2 à 2, avec pièces justificatives visées par les commissaires des guerres à Cherbourg, Coutances, Granville et Valognes (1788) ; des dépenses de loyer de 20 lits d'officiers dans les pavillons, casernes et magasins du château de Caen, durant l'année 1788 ; — état de la dépense pour les lits militaires dans la Généralité de Caen, à Cherbourg, Coutances, Granville et Valognes, à La Hougue et à l'île Tatihou durant l'année 1788 ; — du nombre de lits complets existant dans la Généralité (1789) ; — des lits à la charge de la province, fournis aux dépôts de remonte durant les années 1789 et 1790 ; — état général des sommes dues aux entrepreneurs, tant des lits militaires que des bois et lumières par eux fournis au compte du Roi dans la Généralité de Caen, s'élevant à 67,726 livres 7 sols 1 denier pour l'année 1789 ; — des fournitures de lits d'officiers (1790) ; — les dits états faits et arrêtés par l'entrepreneur général et vérifiés par les commissaires des guerres.

C. 2314. (Liasse.) — 29 pièces, papier.

**1775-1779.** — Affaires militaires. — Fournitures de lits. — Correspondance entre MM. Necker, directeur-général des finances ; le prince de Montbarey, ministre ; Esmangart, Intendant de la Généralité, et Magnier, entrepreneur des lits militaires, relative : à l'état de dépense du prix du loyer des lits, meubles et ustensiles militaires pour tenir lieu de supplément de logement pendant les années 1775, 1776 et 1777, constaté en conséquence des ordres de l'Intendant (1777) ; — à la lettre de M. Esmangart écrivant à M. Necker que, sur le refus de l'entrepreneur des lits et ustensiles des ca-

sernes établies dans la ville de Caen, de continuer aux mêmes conditions son marché, dont le bail est expiré, il avait cherché en vain des entrepreneurs en Normandie, puis dans les provinces limitrophes, et qu'alors il avait calculé ce qu'il en pouvait coûter pour faire faire cette fourniture par économie pour le compte de la province, de telle sorte que la propriété des effets lui appartînt. « J'ai trouvé, ajoute-t-il, que l'objet de la » dépense totale à faire dans le premier moment, suivant les prix qui m'ont été demandés, par un négociant, fort en état de se charger de cette entreprise, monteroit pour le premier déboursé à 106,400 livres. « J'ai fait ensuite le calcul de la dépense que l'entretien, le blanchissage, les soins et la garde de ces effets pourroient nécessiter, et j'ai reconnu que c'étoit un objet d'environ 6,000 livres par an, ce qui, dans les dix ans, s'élève à 60,000 livres; cette somme, ajoutée à celle de 106,400 livres, donne un total de 166,400 livres de dépenses à faire, dans les dix ans pour le compte de la province; en sorte que suivant le décompte, il lui en coûteroit dans ce même espace de tems 46,400 livres de plus que si le marché à loyer (de 12,000 livres par an, 120,000 livres pour dix ans) eût été renouvelé, que m'a d'abord demandé l'entrepreneur actuel et dont il s'est dédit depuis. Il s'en faut bien que cet excédant soit une charge réelle pour ma Généralité, puis qu'au moins, en faisant ce sacrifice, la propriété des effets lui appartiendrait; avec des soins, ils dureroient 30 et peut-être 40 ans; ainsi, ce sera une première dépense une fois faite, et qui tournera fort à l'avantage de la province. » M. Esmangart insiste sur l'impossibilité où il est de trouver « des entrepreneurs qui se chargeassent de la » fourniture à titre de loyer. » Il demande une prompt réponse, parce qu'il est « indispensable qu'il prenne » sans délai des mesures pour éviter les plaintes légitimes que le dépérissement des fournitures peut faire naître de la part des troupes » (28 janvier 1778); — à la réponse de Necker refusant d'autoriser une imposition pour l'acquisition des lits et ustensiles nécessaires aux casernes: « J'ai le regret de contrarier vos vues, » mais je ne puis pas vous dissimuler ma répugnance » pour de nouvelles impositions, surtout dans les circonstances actuelles, et je désirerois qu'il fût possible » d'éviter celle-ci. Faites avec l'ancien entrepreneur » un marché d'un an seulement en lui accordant » quelque augmentation; ce sacrifice, pour une seule » année, sera peu sensible et pourra être pris facilement sur l'imposition ordinaire des frais de casernement » (20 février 1778); — aux plaintes et réclama-

tions du sieur Magnier demandant avec instance d'être déchargé du service des lits, pour lequel il n'a encore rien reçu depuis trois ans et quatre mois qu'il l'administre. Il se plaint de ce que le commissaire des guerres entasse des lits dans des chambres trop étroites, de sorte que les soldats manquent d'air et d'espace et sont obligés de passer sur les lits des uns et des autres pour gagner le leur. Il prie l'Intendant d'ordonner aux commissaires des guerres « de faire l'assiette du logement aux termes de l'ordonnance des places, du » 1<sup>er</sup> mars 1768, des états, lettres du ministre et marchés » des lits pour que chaque chambre ne contienne » qu'autant de lits qu'elles donneront de fois 2 toises 1/2 » à 3 toises carrées ou de surface nécessaire par lit » pour la circulation de l'air et empêcher qu'il ne se » corrompe par la multiplicité de la contrariété des » tempéramments plus ou moins sains et l'aisance d'y » aller et venir, faire ordinaire et y déposer leurs provisions de bouche, de chauffage et lumière et s'y » entretenir sainement et proprement, ainsi que les » armes et fourniments. » Puis, il réclame son dû.... « Vous êtes trop équitable, Monseigneur, pour souffrir » que je sois ruiné dans ce service que je n'ai point » cherché de faire, au contraire que l'on m'a prié de » me charger »; — à l'autorisation donnée de passer un marché avec un nouvel entrepreneur (à raison de 20 livres de loyer par lit de soldat et 50 livres par lit d'officier, ce qui fera une augmentation de 2,440 livres et une dépense annuelle de 14,440 livres, au lieu de 12,000 livres) pour la fourniture des lits nécessaires au régiment du Roi devant arriver à Caen (2 avril); — à la réclamation par deux avocats de Granville d'une indemnité de 300 livres pour cinq lits complets, qu'ils avaient dû fournir pour le régiment de Conti, dont les officiers y avaient mis les galeux. Cette réclamation est appuyée par les officiers municipaux de Granville, qui ajoutent qu'il serait juste que cette dépense fût au compte du Roi ou de l'entrepreneur des fournitures aux hôpitaux militaires, « la communauté de Granville étant » déjà trop surchargée d'impôts pour la pouvoir acquitter » (26 août 1778); — à la prorogation pendant une année des marchés des hôpitaux et des lits militaires (22 octobre 1779); — à la demande faite par le sieur Magnier, s'il doit prendre des mesures pour procéder à l'estimation des fournitures à remettre le 31 décembre au sieur Schmitt, auquel l'entreprise générale de ce service dans tout le royaume a été concédée (8 novembre).



C. 2315. (Liasse.) — 55 pièces, papier.

**1781.** — Affaires militaires. — Fournitures de lits. — Correspondance entre MM. le marquis de Ségur, ministre de la guerre; Esmangart, Intendant de la Généralité; D'Heu, Collet, Ballias de Laubarède, commissaires des guerres; relative: à l'état général des fournitures complètes existant dans les pavillons et casernes de la province de Normandie, conformément aux certificats rapportés au marché du sieur Schmitt, entrepreneur général des lits militaires du royaume et à l'état de fixation pendant l'année 1780; — aux ordres donnés de répartir dans les hôpitaux de la Généralité les 800 lits pliants appartenant à S. M. qui ont été mis en dépôt dans les magasins de Valognes (8 février 1781); — à la demande de procès-verbaux des quantités et qualités des lits pliants, dont on fait usage dans les hôpitaux depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1778, afin de régler ce qui peut être dû au sieur Magnier, entrepreneur des fournitures militaires (8 février 1781); — au procès-verbal de la visite, fait en présence de M. D'Heu, commissaire des guerres, par le garde-magasin, un tapissier et un menuisier, de l'état des lits et ustensiles conservés dans le couvent des Capucins de Valognes, et constatation des réparations nécessaires avant de les distribuer dans les divers hôpitaux de la Généralité (27 février); — aux difficultés survenues pour le transport des 800 lits pliants des magasins de Valognes dans les hôpitaux de Bayeux, Cherbourg, Coutances, Granville et Saint-Lô, le préposé des menus convois militaires étant dispensé des gros convois qu'il renvoie à l'entrepreneur de Caen (23 mars); — aux ordres à donner pour que les voituriers chargés du transport de farines de Coutances à Valognes, rapportent les lits pliants destinés pour Coutances et Granville (29 mars); — à l'envoi de l'état préliminaire des lits pliants envoyés dans les hôpitaux de la Généralité, en observant que dès que les réparations seront faites aux 119 destinés pour Bayeux, Cherbourg et Valognes, ils seront envoyés dans ces hôpitaux (26 avril); — à la supplique du sieur Magnier pour être remboursé de ses avances (1<sup>er</sup> mai); — à la constatation par M. Collet, commissaire des guerres, que les fournitures du Roi, remplaçant celles de l'entrepreneur Magnier, leur sont en général très inférieures; — à la nécessité de remplacer aux frais de la municipalité d'Avranches 12 lits affectés aux galeux et ne pouvant être rendus en si mauvais état au sieur Magnier, enfin au besoin de chemises pour les hôpitaux de Granville et de Villedieu, qui excite les plaintes des commandants des régiments

d'Auvergne et de Berwick, en recevant continuellement de leurs soldats (2 mai); — à la nouvelle supplique du sieur Magnier, afin d'être payé de ses traites pour le service des lits militaires et de rentrer en possession de ses 62 lits à Cherbourg et autant à Valognes « mais au nom de Dieu, prenez en considération ma position » (9 mai); — à la remise du traité de Mathias Schmitt, entrepreneur général des lits dans les pavillons et casernes des villes, citadelles, forts et châteaux du royaume de la Corse (21 mai); — à l'envoi du marché fait avec le sieur Jacques Le Jamtel, marchand à Granville, pour la réparation des lits pliants au compte du Roi, nouvellement arrivés à l'hôpital de la dite ville (27 mai); — à l'ordre transmis à M. D'Heu, de dresser au plus vite un état des fournitures de lits, faites par le sieur Magnier depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1778 jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1781 pour le mettre à même de régler la comptabilité de cet entrepreneur que le ministre de la guerre « veut absolument « rembourser incessamment de ses avances » (31 mai); — à l'envoi des états des lits pliants fournis aux hôpitaux de Bayeux, Cherbourg, Coutances, Granville, Saint-Lô et Valognes, dressés par les administrateurs, les gardes-magasin et vérifiés par le commissaire des guerres (4 juin); — à la réception de l'état constatant que l'on n'a remis en dépôt à l'hôpital de Cherbourg que 25 fournitures sur les 150 du sieur Magnier qui devaient y être en réserve (7 juin); — au rappel par M. de Ségur des questions adressées le 27 janvier à M. Esmangart, relatives au procès-verbal des quantités et qualités des lits pliants appartenant au sieur Magnier, afin de terminer la comptabilité de cet entrepreneur (4 juillet); — à la lettre de rappel des lettres des 31 mai et 7 juin à M. D'Heu, relatives aux 150 fournitures de lits pliants appartenant au Roi, qui doivent remplacer dans l'hôpital de Cherbourg, celles du sieur Magnier (7 août); — à la répartition faite par les sieurs Collet et Despiés, commissaires des guerres, et par le subdélégué de St-Lô, des 800 lits pliants déposés dans les magasins de Valognes (9 août 1781); — à l'envoi du procès-verbal de la situation des 176 lits pliants appartenant au sieur Magnier envoyés en la ville de Cherbourg à différentes époques et remplacés par 150 autres lits pliants appartenant au Roi provenant de l'armée de M. le comte de Vaux (11 septembre); — à la réception de l'ordonnance de 34 livres 11 sols pour le remboursement de la dépense des réparations faites aux 30 lits pliants envoyés à l'hôpital de Granville (27 septembre 1781); — à l'envoi par M. D'Heu du procès-verbal, constatant la situation des 176 lits pliants du sieur Magnier et des

endroits où ils ont été employés par les ordres de M. Dumouriez, les 150 provenant de l'armée du comte de Vaux, étant à l'hôpital de Cherbourg, seront transportés par la municipalité de Cherbourg, s'il y a lieu, à la place de ceux du sieur Magnier actuellement occupés tant à l'abbaye qu'au fort du Hommet et à l'île Pelée, les habitants de la ville et de la campagne n'ayant pu fournir au coucher de cette quantité d'hommes (29 octobre).

C. 2316. (Liasse.) — 83 pièces, papier.

**1782.** — Affaires militaires. — Fournitures de lits. — Correspondance entre MM. le marquis de Ségur, ministre de la guerre; Esmangart, Intendant de la Généralité; de Caux, directeur des fortifications; Collet, D'Heu, Despiés, de Laubarède, de Montcarville et Thibault de Longecour, commissaires des guerres, relative : à l'avis donné d'acheter au compte de S. M. les 156 lits et les 400 demi-fournitures dont le loyer est payé au sieur Magnier, qui sont répartis entre l'hôpital de Cherbourg, l'abbaye, la baraque du Hommet à l'île Pelée et dans les casernes à la Bouteillerie et à la ville (12 janvier); — à la remise à faire par le préposé du sieur Magnier au sieur Hugues, garde magasin des effets de l'hôpital ambulant de l'armée des côtes de l'Océan, de 400 demi-fournitures déposées à Valognes (30 janvier); — à l'achat à faire au compte du Roi des 326 lits pliants étant à Bayeux et des 1,276 à Caen, appartenant au sieur Magnier; — à l'erreur du chiffre *douze* au lieu de *deux* commise par le copiste, c'est-à-dire 276 lits et non 1,276 (27 février); — à la constatation de la situation de 400 demi-fournitures déposées à Valognes (11 mars); — à la demande de 51 lits pliants ou 26 lits de 4 pieds de largeur pour coucher 50 soldats du régiment de Waldner dans le fort provisionnel de l'île Pelée (24 avril); — à l'envoi de l'état des effets et 60 fournitures que le sieur Magnier a mis à la disposition des administrateurs de l'hôpital de Cherbourg (1<sup>er</sup> mai); — aux ordres du marquis de Ségur à transmettre aux commissaires des guerres et aux subdélégués, pour les mesures à prendre par suite du décès du sieur Magnier (noyé en se baignant avec un de ceux qui l'accompagnaient), pour éviter la distraction de ses effets répartis, soit dans les hôpitaux, les casernes ou dans les magasins (5 juillet); — à l'envoi de l'inventaire des lits pliants, fournitures et ustensiles appartenant au Roi ou au sieur Magnier, existant dans les magasins de Cherbourg (10 août); — à la réception des procès-verbaux constatant les quantités de lits

pliants appartenant au sieur Magnier existant tant à Bayeux, Caen, qu'à Cherbourg et qui doivent être pris au compte du Roi (25 septembre); — à la lettre de l'Intendant à Dumouriez pour lui annoncer qu'il n'a pas de fonds disponibles pour appointer le garde-magasin, qu'il a fait nommer par le sieur de Longecour. Il ajoute : « ces effets, d'ailleurs, étant destinés au cazernement » en remplacement de ceux que l'habitant devoit « fournir; c'est naturellement aux officiers municipaux » des villes, où ils sont déposés, à en prendre soin, « puisque leur emploi tourne au soulagement de l'habitant » (5 novembre); — au renvoi du reçu général donné par le sieur Alibord, garde-magasin des effets du Roi à l'hôpital militaire de Bayeux, tant des lits pliants et demi-fournitures appartenant au sieur Magnier, que de ceux provenant de la régie de l'armée de Vaux, afin qu'il donne un autre reçu de la quantité seulement de lits pliants, dont l'emplacement est désigné dans l'état de liquidation (18 et 24 décembre).

C. 2317. (Liasse.) — 56 pièces, papier.

**1783.** — Affaires militaires. — Fournitures de lits. — Correspondance entre MM. le maréchal marquis de Ségur, ministre; Esmangart et Feydeau de Brou, Intendants de la Généralité; de Montcarville, D'Heu, Thibault de Longecour, commissaires des guerres; les officiers municipaux de Valognes et de Cherbourg, et Sivarde de Beaulieu, subdélégué, relative : à la réception de l'état des bois de lits pliants et fournitures accessoires restant au compte du sieur Magnier d'après la liquidation qui a été faite entre S. M. et cet entrepreneur (9 janvier); — aux ordres à donner pour faciliter la mission du sieur Lambert, chargé par le sieur Magnier de retirer tous les lits pliants, demi-fournitures et autres effets restant à son compte dans les différentes villes et localités de la Généralité (25 janvier); — à l'envoi de l'état général des lits pliants et fournitures appartenant au Roi et répartis dans les différentes places de la Généralité pour le service des hôpitaux et des troupes, et provenant soit de l'armée de Vaux, soit des acquisitions faites au sieur Magnier, ainsi que de ceux que devait reprendre cet entrepreneur (16 février); — aux représentations de MM. de Garantot, de Fontenelle-Postel et de Chantereine, officiers municipaux de Cherbourg sur leur embarras de fournir des lits au second bataillon du régiment de Bassigny, fort de 800 hommes « ce nombre, écrivent-ils, nous a, avec « raison, effrayés et nous effraie, en ce que nous et la « ville entière attendions quelque soulagement. Wal-

« dener étoit de deux bataillons et n'étoit que d'environ 900 hommes et cela occasionnoit une foule affreuse dans la ville ; 800 hommes, par conséquent, produiront à peu de chose près la même foule, et le peuple, qui ne se paie guère de bonnes raisons, trouvera extraordinaire qu'ayant un bataillon de moins, nous ne le soulagions en rien. Ses plaintes, qui commencent déjà à éclater, ne nous paroissent pas absolument destituées de fondement... Les lits pliants sont si usés, si cassés, si délabrés qu'à peine il y en a de 30 ou 40 qui puissent servir... Par cet exposé, vous apercevés, Monseigneur, qu'à peine nous pourrions rendre les 70 lits de campagne et par conséquent tous nos privilégiés fourniront encore et vous concevés tous les murmures que cela occasionnera. Plusieurs nous ont même déjà prévenus qu'ils refusent de fournir. » Les officiers municipaux démontrent combien il est pressant de faire réparer ces lits sur le champ et d'en faire venir des magasins de Bayeux. Comme nous savons que vous n'ignorés pas combien notre ville a souffert depuis longtemps et souffre encore de la foule affreuse qui y règne, nous espérons que vous voudrés bien nous accorder cette grâce. Nous pouvons vous assurer, avec la plus grande vérité, que toutes les fournitures de nos casernes sont dans le plus mauvais état et qu'il est absolument impossible au peuple de les réparer et de les renouveler ; — à la réponse de M. Esmangart écrivant que c'est sur ses instances que l'administration s'est déterminée à ne mettre en quartier à Cherbourg qu'un seul bataillon, « et vous sentés qu'il n'étoit pas possible de le diviser, je ne doute pas que vous n'ayez fait à l'avance toutes les dispositions que votre zèle aura pu vous suggérer pour assurer provisoirement cet objet de service intéressant, vous savés quelles ont été en tout tems les miennes à votre égard et dans le moment actuel je me propose effectivement de venir à votre secours », — il ajoute qu'il a donné des ordres pour la réparation des lits pliants (27 avril), et effectivement l'Intendant envoie au commissaire des guerres les plaintes des dits officiers municipaux qui lui demandent des secours : « mon intention n'est pas de les leur refuser. Cette ville a peu de ressources, et depuis le commencement de la guerre, le séjour continuel des troupes a été fort pénible pour l'habitant. » Puis il engage le commissaire des guerres à faire marché avec un tapissier pour les réparations des lits (29 avril) ; — il écrit encore au Ministre que le 2<sup>e</sup> bataillon étant au grand complet, il est dans l'impossibilité de pourvoir au soulagement des habitants :

« Cette ville a par elle-même peu de ressources, sa principale population est formée de matelots, d'artisans, d'ouvriers qui ne jouissent d'aucune aisance, qui sont presque tous dépourvus eux-mêmes de meubles et d'effets. Depuis le commencement des hostilités, cette ville a été obligée de fournir le logement à une garnison nombreuse et la plupart des fournitures sont détériorées à ce point qu'elles ne peuvent plus servir à leur usage. » Il demande l'autorisation d'assigner un certain nombre des lits et fournitures aux soldats pour le soulagement de l'habitant, dont l'indigence serait constatée. Il ne pourrait suppléer au déficit qu'en faisant fournir les paroisses de la campagne voisines ; mais les communautés méritent les mêmes ménagements et les mêmes égards, elles ont même un droit particulier aux bontés de l'administration, parce qu'elles ont ressenti plus que les autres les malheurs de la guerre ; elles n'étoient remplies que de matelots, et la plupart ont péri en mer ou sont encore sur les vaisseaux du Roi et les familles sont presque toutes dénuées de leurs chefs » (29 avril) ; — aux mesures prises par M. de Longecour pour la réparation des lits et fournitures par les soins du garde-magasin, qui les envoie au fur et mesure dans les casernes (7 mai) ; — à l'approbation par M. de Ségur des mesures prises pour la réparation des lits ; « mais, ajoute le ministre, l'intention de S. M. est que vous prescriviez toutes les précautions nécessaires pour prévenir les abus et que le garde-magasin se fasse remettre par les officiers municipaux des reçus des quantités qu'il délivrera, afin qu'il puisse toujours compter envers le Roi de la totalité de celles dont il est chargé » ; — au remerciement par M. Esmangart à M. de Ségur pour l'autorisation accordée de faire réparer les lits et fournitures déposés à Cherbourg (21 mai) ; — à la lettre de M. de Longecour écrivant à M. Esmangart : « Afin d'entrer dans vos vues pour le soulagement de la ville, je me suis fait représenter l'état de répartition des lits fournis par l'habitant, et je me suis convaincu qu'il étoit impossible d'exiger, actuellement même qu'il y a déjà une très-grande quantité de lits pliants employés, que la fourniture soit continuée, telle qu'elle est faite par les contribuables, la charge est trop énorme en raison de leurs facultés » ; l'état joint à cette lettre constate que des habitants fournissent jusqu'à 3 lits, et que ceux qui ne sont taxés qu'à un tiers et même à un quart sont en proportion de leurs facultés aussi surchargés que les autres, ayant à peine de quoi se coucher eux-mêmes, et cependant il y a 4,097 hommes à coucher pour lesquels il faut 549 lits,



de sorte que le commissaire des guerres avertit l'Intendant qu'on va se trouver sans ressource pour l'établissement de 100 travailleurs d'augmentation, dont on annonce l'arrivée prochaine pour les forts du Hommet et de l'île Pelée, à moins d'envoyer des lits de Bayeux ou de surcharger de nouveau la ville, qui est déjà trop accablée (14 juin); — à la nouvelle demande du commissaire des guerres déclarant qu'il sera impossible de coucher, faute de fournitures, les ouvriers que les travaux de Cherbourg rendent indispensables, ainsi qu'aux forts du Hommet et de l'île Pelée (8 juillet); — au transport, de St-Malo à Cherbourg d'un certain nombre de demi-fournitures provenant du magasin établi pour le service de l'hôpital ambulant de l'armée de Vaux (16 août); — à l'avis donné que S. M. a approuvé la dépense de 284 livres 3 sols 6 deniers, faite pour réparations aux lits pliants déposés à Cherbourg (16 août); — à l'ordonnance de l'Intendant pour le paiement de 289 livres 10 sols, y compris les 4 deniers pour livre de retenue pour la caisse des Invalides, avancées par le sieur Rouhière de Fontenelle pour la réparation des lits pliants (25 août); — au triple procès-verbal de la quantité et qualité des demi-fournitures pour le couchage des troupes destinées aux travaux de Cherbourg, à faire par M. de Longecour et à envoyer en double exemplaire au maréchal de Ségur, après y avoir fait mettre, à la décharge du régisseur de l'hôpital ambulant, le récépissé du garde-magasin de Bayeux qui seul en doit compter (25 août); — à la réception de 81 ballots provenant de l'armée des côtes de l'Océan, consistant en 606 couvertures, 2,798 draps, 714 paillasses et 800 sacs à paille, dont plusieurs sont en mauvais état, ayant « contracté de l'humidité dans le bâtiment sur lequel ils sont venus de St-Malo » (8 octobre); — à la « requête du sieur Rouhière de Fontenelle, garde-magasin des effets du Roi à Cherbourg, réclamant l'expédition de l'ordonnance pour le remboursement de ses avances pour la réparation des lits appartenant au Roi : « Je suis réellement dans le plus grand embarras..., « ma position est réellement très-affligeante, j'ai « avancé ma petite fortune et je suis contraint d'avoir « recours aux emprunts pour vivre » (18 octobre); — à l'envoi du procès-verbal des 81 ballots de demi-fournitures provenant de l'armée des côtes de l'Océan, chargés sur le navire de transport « le Héros »; la visite des dits effets a fait constater que sur les 606 couvertures de laine blanche, 192 étaient trouées et mangées des vers et 25 mouillées d'eau de mer; sur les 2,798 draps, 40 troués et coupés, et 97 remplis de boue et 100 mouillés d'eau de mer; sur les 714 paillasses, 10 trouées et

rongées par les rats et 125 mouillées, et sur les 796 sacs à paille au lieu de 800 portés sur l'état, 6 troués et 112 mouillés, après réparations faites montant à la somme de 126 livres 5 sols, les dits effets ont été remis à la charge et garde du sieur Rouhière de Fontenelle qui a signé avec le sieur Longecour (27 octobre et 3 décembre); — à la nouvelle requête du sieur Rouhière réclamant le remboursement de ses avances : « Ce « contre-tems (la nomination de M. Esmangart à l'Intendance de Flandres à Lille) m'afflige d'autant plus « que je n'ai pas un sol et que je suis tourmenté par de « petites dettes que je n'aurois pas sur les bras, sans « ma trop grande facilité à avancer mon argent pour le « service du Roi »; à cette lettre adressée à M. Guiard, premier secrétaire de l'Intendance, dont le sieur Rouhière implore les conseils et la protection, est joint une expédition d'un projet de mémoire à adresser au maréchal de Ségur, pour réclamer ses avances de 2,149 livres 10 sols et ses appointements de seize mois, qui lui sont dus depuis le mois d'août 1782 sur le pied de 600 livres par an (26 novembre); — à la demande faite par le maréchal de Ségur à M. de Feydeau de Brou, successeur de M. Esmangart à l'Intendance de Caen, de lui envoyer les comptes de dépenses à l'occasion des réparations des lits pliants emplacements dans le magasin de Cherbourg, pour qu'il autorise l'expédition d'une ordonnance de paiement sur le commis du Trésorier général (31 décembre).

C. 2318. (Liasse.) — 78 pièces, papier.

**1784.** — Affaires militaires. — Fournitures de lits. — Correspondance entre MM. le maréchal marquis de Ségur, ministre; le maréchal marquis de Castries; le duc de Harcourt, gouverneur de la province; de Feydeau de Brou, Intendant de la Généralité de Caen; de Crosne, Intendant de la Généralité de Rouen; de Longecour, commissaire des guerres, et de Garautot, maire de Cherbourg, relative : à l'envoi pour en obtenir le remboursement de l'état de dépenses montant à 2,149 livres 17 sols pour réparations faites aux lits pliants déposés à Cherbourg, y compris les appointements du garde-magasin depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1782 (10 janvier); — à l'avis donné que S. M. a approuvé le paiement des dites dépenses (février); — ordonnance de l'Intendant pour la solde des avances du sieur Rouhière de Fontenelle (22 février); — à la réclamation par le propriétaire du magasin des lits militaires de Cherbourg d'une somme de 702 livres, prix de ses loyers du quartier d'octobre 1780 et les années 1781 à 1783, à raison

de 54 livres par quartier (25 février); — à l'ordre donné au commissaire des guerres de Cherbourg par l'Intendant de former un état de cette dépense et de le communiquer à M. de Montcarville, ordonnateur de l'armée, qui, après l'avoir visé, l'enverra dans les bureaux de l'Intendant pour être ordonnancée : « Je dois, « au surplus, ajoute M. de Brou, vous observer que ce « délai de paiement, qui a été fâcheux pour les pauvres « propriétaires de ce magasin, n'auroit pas eu lieu si « vous m'aviez adressé tous les six mois, suivant la « règle et l'usage, un état de tous les effets y contenus, « car je vois que le paiement n'a été refusé que parce « que pareil paiement avoit cessé à Valognes, et cela « étoit naturel puisqu'il n'existe plus de magasin » (21 mars); — à la demande de M. le maréchal de Castries de 150 couvertures, 150 paillasses et 600 paires de draps pour compléter les fournitures nécessaires au couchage de 300 hommes de troupe de marine, qui seront occupés aux travaux de Cherbourg (10 mars); à l'ordre donné à M. de Longecour de remettre les dits effets et d'en dresser un procès-verbal, lors de la remise, et qu'ils rentreront au magasin, pour que le département de la marine paie la moins value qui résultera du service (19 mars); — à l'envoi du procès-verbal estimatif des fournitures dressé par MM. de Longecour, commissaire des guerres, Deshayes, commissaire des ports et arsenaux de la marine au département de Cherbourg, pour le coucher des troupes, cédées par le département de la guerre à celui de la marine, et à l'avis que la marine ayant eu besoin de trois grandes salles de l'abbaye pour le logement de 300 hommes, il a été indispensable d'emmagasiner les effets du Roi dans une nouvelle maison, dont le loyer devra être payé par le Roi, à moins que malgré la pauvreté de la ville, elle n'en fût chargée, en considération de ce que l'on prête environ 220 lits pliants pour le couchage des troupes, dont, sans cela, elle eût été aussi grevée que pendant la guerre, l'Intendant ajoute en marge : « ce loyer doit « être payé sur les fonds de la guerre et non sur « d'autres, les effets dont il s'agit appartenant au Roi » (25 mars); — à l'avis par M. de Longecour des ordres qu'il a reçus de M. Dumouriez et de M. le chevalier de Carbonnié, lieutenant-colonel, pour faire fournir 86 couvertures aux soldats du 1<sup>er</sup> bataillon du régiment de la Reine, envoyés de Valognes et détachés à bord du bâtiment « L'Aigle » pour travailler au remplissage de la seconde caisse conique, le commissaire écrit à l'Intendant : « Vous savez que les commandants des « troupes sont en général très-exigeants et éluent « autant qu'ils peuvent les formes prescrites et sage-

« ment établies pour les dépenses du compte du Roi; « cependant, M. Dumouriez a senti qu'il ne pouvoit « refuser de modifier le nouvel ordre que je l'ai prié de « mettre au bas de mes observations » (16 juillet); — à l'envoi à faire dans le département de Rouen de 500 demi-fournitures (17 juillet); — à l'avis donné qu'il n'existe dans le magasin de Cherbourg que 476 couvertures, qui seront insuffisantes pour les troupes que le duc d'Harcourt doit employer aux travaux du port (22 juillet); — à l'ordre formel du maréchal de Ségur d'envoyer à M. de Crosne, Intendant à Rouen, les 476 couvertures des magasins de Cherbourg, et qui seront remplacées par 500 demi-fournitures venant de Mortain (28 juillet); — aux ordres donnés par M. de Feydeau au maire de Cherbourg d'expédier les dites fournitures à Montivilliers (31 juillet); — à l'avis donné par le maréchal de Ségur à M. de Feydeau que l'Intendant de Rouen lui enverra 500 demi-fournitures composées d'une paillasse, un sac à paille, une couverture et deux paires de draps, et il lui prescrit de dresser procès-verbal de réception des dits effets à Cherbourg (31 juillet); — à l'avis que donne M. de Garantot, maire de Cherbourg, qu'il a fait embarquer sur un bateau, en partance pour le Havre, et à l'adresse des officiers municipaux de Montivilliers 456 demi-fournitures, le garde-magasin n'en pouvant fournir davantage, le maire prie instamment l'Intendant de faire venir au plus tôt les fournitures annoncées de Morlaix : « S'il nous vient des « travailleurs, que ferons-nous? Je vous supplie, au « nom des habitants, de prendre en cela notre ville « singulièrement sous votre protection, sans les bleds « que vous nous avez fait passer, les plus grands maux « seroient peut-être arrivés; on peut en juger par le « prix où le blé se maintient; le plus cher a été vendu « encore 17 livres 10 sols le quintal, que seroit-ce s'il « falloit encore surcharger cette ville du logement des « troupes? »; — à la demande confidentielle de l'Intendant à M. de Mons de Garantot de la quantité et de la dimension des pièces, dont se compose la maison de la veuve Garel, servant de magasin aux effets du Roi, « vous pouvez vous expliquer librement à ce sujet sans « craindre d'être compromis en aucune manière (4 août); — à l'envoi de l'état des dernières fournitures qui ont été embarquées à bord du navire du « capitaine « Granger » en PS, « le navire est parti et le vent est « très-bon » (7 août); — à la réception à Cherbourg des 500 demi-fournitures tirées du magasin de Morlaix (10 août); — à l'avis donné que les 456 demi-fournitures expédiées de Cherbourg au Havre pour le service des troupes en garnison dans la Généralité de Rouen et que

les ordonnances de paiement sont au nom du sieur Rouhier de Fontenelle, garde-magasin des effets du Roi à Cherbourg (16 août); — à l'avis de l'Intendant de Bretagne que M. de Laserre, commissaire des guerres, avait fait embarquer, le 30 août, sur le navire « *la Jeune-Élisabeth* » capitaine Lachelier, frété pour le compte de la marine, 2,000 grands draps de lit, 500 couvertures, 300 paillasses, 452 sacs à paille, qui sont tous les effets trouvés dans le magasin; il ajoute que la pluie du lundi 30 août ayant mouillé ces ballots, il sera nécessaire de déballer et de sécher les dits effets (8 septembre); — au même avis transmis par M. de Brou à M. de Garantot le priant de recevoir, en l'absence de M. de Longecour, ces effets dont il fera dresser un état par le garde-magasin de Cherbourg (14 septembre); — à l'avis de M. de Garantot que les fournitures de Morlaix sont « dans un état pitoiable. Nous avons bien « perdu au change, tout ce que nous avons envoyé à « Montivilliers étoit bon et bien conditionné et presque « tout ce que nous recevons est hors de service. C'est « le tout, si dans un besoin pressant on pourroit trouver « 200 demies fournitures en état de servir..., les cou- « vertures surtout sont abimées; il paroît qu'elles ont « servi dans les hôpitaux » (25 septembre); — au procès-verbal de réception des effets de couchage appartenant au Roi, envoyés du magasin de Morlaix à Cherbourg (25 septembre, 13 octobre); — à la demande des officiers municipaux de Valognes de soulager leurs concitoyens dans la fourniture de lits aux casernes (13 octobre); — à l'accueil favorable fait aux réclamations des officiers municipaux de Valognes, à qui M. de Brou écrit : « J'ai prévenu vos désirs, vos habitants « contribuant à l'imposition destinée aux dépenses « militaires sous le nom de casernement, il y auroit « double emploi, s'ils fournissoient en même tems des « lits et ustensiles en nature » (17 octobre); — à la proposition du sieur Magnier de fournir des lits à la garnison des villes de Cherbourg et de Valognes aux mêmes conditions de son traité pour la ville de Caen (18 octobre); — aux remerciements des officiers municipaux et des notables de Valognes (23 octobre); — à la demande du subdélégué de Valognes sollicitant la même faveur pour les autres lieux de son Élection qui ont été grevés de la même fourniture des lits, en recommandant particulièrement la ville de Cherbourg; en marge et en tête de la dite supplique, le secrétaire de l'Intendance écrit : « C'est bien l'intention de M. de « Brou » (23 octobre); — aux félicitations adressées par M. de Brou au maire de Cherbourg pour la réparation des effets destinés au couchage des troupes et

provenant de Morlaix, et à l'envoi d'une ordonnance du paiement des avances faites par le garde-magasin, avec promesse de ne plus faire contribuer les habitants à la fourniture des lits, puisqu'ils contribuent avec le reste de la province à l'imposition pour le casernement (5 novembre); — à l'envoi au maréchal de Ségur d'une expédition du procès-verbal de l'état des fournitures envoyées de Morlaix à Cherbourg, et à la nécessité de prévenir à l'avance si de nouvelles troupes doivent arriver pour les travaux du port, afin de faire construire des barraques pour le logement, car « cette petite ville « présente on ne peut moins de ressources pour cet « effet, et il sera indispensable d'y faire passer d'autres « fournitures » (5 novembre); — à l'avis que M. de Brou donne à M. de Montcarville, commissaire ordonnateur des guerres, que son intention est de faire fournir par un entrepreneur les lits et ustensiles nécessaires au service dans les villes de Bayeux, Cherbourg, Granville et Valognes et autres de son département où il pourrait y avoir des troupes, et à l'invitation qu'il lui fait de dresser un projet de marché, qui pourrait commencer au 1<sup>er</sup> janvier prochain, il l'avertit enfin que son intention est de faire payer aux habitants des sus dites villes, qui ont fait des fournitures, leur loyer, suivant les prix du marché actuel du sieur Magnier, à partir du 1<sup>er</sup> janvier dernier (19 novembre); — au projet de marché pour la fourniture des lits militaires et ustensiles à Bayeux, Cherbourg, Coutances, Granville et Valognes, d'après lequel chaque lit coûterait 16 livres 3 sols 9 deniers, si la fourniture est constante pour neuf ans, les lits employés ou non, et 20 livres par lit si le marché est résiliable à la volonté de l'administrateur (28 novembre); — aux dispositions à prendre pour le couchage des troupes que le duc d'Harcourt se propose d'envoyer à Cherbourg pour les travaux du port, et qui excéderaient de 3 à 400 le nombre des ouvriers employés l'année précédente, car « M. de La « Bretonnière, écrit M. de Garantot, m'a dit qu'il y « avait 4 millions accordés pour les travaux de l'année « prochaine, M. le duc d'Harcourt a dû le lui mander. « Nous aurons à ce compte là bien du remuement, bien « du monde et bien du train dans ce pais cy » (18 décembre).

C. 2319. (Liasse.) — 40 pièces, papier.

**1785.** — Affaires militaires. — Fournitures de lits. — Correspondance entre MM. de Calonne, contrôleur général; de Vergennes, Intendant des finances; de Feydeau, Intendant de la Généralité; de Montcarville,



D'Heu, Thibault de Longecour, commissaires des guerres; les officiers municipaux de Cherbourg et de Coutances; Couraye du Parc et de Gonnevillle, subdélégués, relative: au traité du 1<sup>er</sup> janvier 1785, pour neuf années de la fourniture des lits militaires au compte de la province dans les places de Bayeux, Cherbourg, Coutances, Granville et Valognes, article 14: « le présent marché fait moyennant les prix et somme de 16 livres 5 sols de loyer par chacun an, pour chaque lit de garnison et les ustensiles qui en dépendent; article 15, dans le cas où le tout, ou seulement partie des dites fournitures viendroient à n'être plus dans le cas d'être employées, le sieur Magnier se soumet de les retirer et les loyers des dites fournitures cesseront de courir au bout d'un mois, à compter de la date de l'ordre qu'il aura reçu de les retirer; et néanmoins il lui sera payé, à titre d'indemnité, par chacun an, à compter de l'époque à laquelle les fournitures auront été retirées jusqu'à l'expiration du présent marché, une somme de 45 sols par chaque fourniture supprimée, la dite fourniture composée d'un lit de garnison et des ustensiles qui en dépendent »; — à l'envoi, pour homologation, de l'état général de fournitures de lits de troupes dans la Généralité de Caen, au compte du Roi pendant l'année 1784 (31 janvier 1785); — aux représentations des officiers municipaux de Cherbourg sur le bruit qui s'est répandu qu'un détachement de 150 hommes du bataillon, qui est à Valognes, devait arriver dans leur ville, ce qui leur donne de l'inquiétude pour la fourniture des lits, avec prière instante à M. de Brou de presser l'entrepreneur d'envoyer au plus tôt ses fournitures pour prévenir l'embarras où ils seraient de coucher les nouveaux travailleurs que le duc d'Harcourt enverrait, sur la demande des ingénieurs du port (11 février); — à la nouvelle supplique des officiers municipaux de Cherbourg pour que l'Intendant fasse fournir au plus tôt par le sieur Magnier et le coucher et les ustensiles de cuisine pour 4 ou 500 soldats sur le point d'arriver aux Becquets pour les travaux, car on menace de les faire fournir par les habitants et par les paroisses dans lesquelles sont enclavés les Becquets (26 mars); — à la lettre du secrétaire de l'Intendance, M. Armenault, écrivant en l'absence de M. de Brou à M. de Longecour, commissaire des guerres, qu'il n'y a d'autre parti à prendre que de faire délivrer des magasins du Roi le nombre de lits pliants nécessaire au coucher des troupes, ainsi que les fournitures pour les garnir, et quant aux ustensiles de cuisine, il ajoute: « Comme Cherbourg se trouve dans une presse véritablement

« extraordinaire, il seroit possible que M. l'Intendant se « déterminât à ordonner cette emplette. » Il demande, en conséquence, d'envoyer un état du nombre et espèces d'ustensiles nécessaires, afin que l'Intendant puisse se décider et avoir une idée de ce que coûterait cette dépense (29 mars); — à la réponse de M. de Longecour écrivant que le maire de Cherbourg « a beaucoup exagéré son embarras; mais, depuis que « je réside ici, je ne suis plus étonné de ces sortes « d'amplifications. » Il dit qu'il pourra loger dans les casernes les 120 nouveaux travailleurs, dont on lui annonce l'arrivée, et il croit que les ustensiles pourront suffire à ce nouveau détachement que l'on mêlera dans les compagnies avec les ordinaires déjà établis. « Il est « vrai que le retour des semestriers et la grande quan- « tité de recrues, que le régiment attend, peuvent « exiger une augmentation de lits assez considérable, « mais j'espère que les fournitures du sieur Magnier « arriveront et que les menuisiers chargés de la fabri- « cation de ses châlits pourront en livrer une partie; « d'un autre côté, M. l'Intendant pourrait ordonner « qu'on nous envoyât, en cas de besoin, un certain « nombre de fournitures de Valognes, où il ne reste « presque personne. » Il demande à être prévenu à temps de l'arrivée de nouvelles troupes, car « cette « ville manquant tellement de ressources, on se trou- « veroit sûrement dans l'embarras en cas de foule. « Il reste en magasin environ 360 demi fourni- « tures, mais faute de matelats et de châlits, elles « ne peuvent être employées que dans des barraques « et sur des lits de camp. Ainsi, ce secours est nul « pour le casernement, quant aux 250 lits du sieur « Magnier, ils suffiront à peine pour le remplacement « des lits bourgeois, on pourroit, il est vrai, y suppléer « par les pliants, quoi qu'ils soient bientôt presque tous « hors de service et qu'ils valent à peine le raccom- « dage... Il y en a déjà 60 au Bequet et il en faudra « bien davantage.... J'espère, M., que vous conclurez « de cet aperçu, l'insuffisance des 250 lits pour Cher- « bourg et la nécessité d'en déterminer un plus grand « nombre pour la place qui sera nécessairement la plus « occupée de la Généralité. » Il termine cette série de contradictions en proposant comme les officiers municipaux d'acheter les ustensiles pour l'ordinaire des soldats « qui leur deviendraient indispensables » (2 avril); — à la remise du procès-verbal dressé sur la réquisition du major de la garnison de Granville, constatant le nombre et la qualité des fournitures expédiées par le sieur Magnier, le tout s'est trouvé neuf et en bon état sauf que la laine des matelats était com-

mune et non cardée, malgré la prescription de l'article 1<sup>er</sup> du traité (12 mai); — aux ordres donnés par M. Le Harivel de Gonville, subdélégué en l'absence de M. de Brou; — à l'avis transmis à M. Du Buisson, directeur des convois militaires, pour retirer des magasins de Bayeux, 250 lits complets pour les faire transporter à Coutances, où le 1<sup>er</sup> bataillon du régiment du maréchal de Turenne doit arriver le 1<sup>er</sup> septembre, le prix du transport, devant être au compte de la province, sera avancé par le sieur Magnier qui sera remboursé sur les ordonnances particulières de l'Intendant sur les fonds du casernement, et ce transport se devra effectuer le plus tôt possible, attendu « que la foire de Guibray » rend dans ce moment les chevaux et les voitures fort « rares » (13 août); — au regret de M. de Brou d'être dans la nécessité d'ordonner que dans le commencement de l'établissement du régiment à St-Lô, la fourniture soit faite en nature par l'habitant, attendu que la clause de l'article du traité de marché accorde au sieur Magnier un délai d'un mois pour l'envoi de ses fournitures (14 octobre); — à la fourniture de 500 lits à faire par le sieur Magnier au régiment d'Armagnac, infanterie, devant arriver à St-Lô le 6 novembre (14 octobre); — aux plaintes de M. de Solémy, major du régiment de l'Isle-de-France, relativement à la paille qu'il est indispensable de renouveler dans les paillasses de ses soldats, « qui se lèvent fatigués et harassés, comme » s'ils avaient passé la nuit sur le lit de camp du corps-« de-garde, car il ne reste pas 3 livres de paille dans » chacune des paillasses qui avaient servi au régiment « du maréchal de Turenne » (24 novembre); — à la demande d'une ordonnance de l'Intendant pour le paiement de 120 livres pour le supplément de paille fournie par le sieur Magnier (30 novembre); — au remplacement à faire à Cherbourg de 59 lits pour compléter ceux nécessaires aux 170 hommes du régiment d'Armagnac, remplaçant ceux du 1<sup>er</sup> régiment de la Reine devant être employés aux travaux de la rade (7 décembre).

C. 2320. (Liasse.) — 38 pièces, papier.

**1786.** — Affaires militaires. — Fournitures de lits. — Correspondance entre MM. de Feydeau, Intendant de la Généralité; D'Heu, commissaire des guerres, et de Garantot, subdélégué, relative : à l'avis que sur la demande de M. Dumouriez de faire porter à Cherbourg 26 fournitures pour les 52 hommes partis de Valognes, le commissaire des guerres avait décidé que l'intention du major était de les faire coucher trois à trois avec ceux du 2<sup>e</sup> bataillon (23 janvier); — au supplément de

200 lits, dont moitié pour Cherbourg et moitié pour Valognes (29 janvier); — à la demande de M. de Garantot d'envoyer à Cherbourg seulement ce supplément de 200 lits, les 250 qui sont à Valognes devant suffire en tout temps, le commissaire des guerres supplie l'Intendant de les faire remplacer; « le major ne les » lachait, écrit-il, qu'avec le plus grand regret, car les » 250 fournitures de Valognes ne peuvent coucher que » 500 hommes, sans compter la salle de discipline, la » musique, les tailleurs et les cordonniers » (15 février); — à l'état général des fournitures complètes existant dans les pavillons et casernes de la Généralité de Caen, rédigé en conformité des certificats rapportés au marché du sieur Schmitt, entrepreneur général des lits militaires du Royaume (15 février); — au remboursement des frais de transports d'effets militaires exécutés par la régie des convois militaires (17 février); — à l'avis donné que les ordres ont été adressés au préposé du sieur Magnier, à Valognes, de faire passer à Cherbourg 25 lits nécessaires aux 50 hommes du régiment de la Reine, infanterie, qui y sont détachés (19 février); — à l'avis du premier secrétaire de l'Intendance que, vu la brusquerie du mouvement des détachements qu'on envoie de Valognes à Cherbourg et que l'on renvoie de Cherbourg à Valognes, il serait à propos d'autoriser par un ordre général le subdélégué et le commissaire des guerres à s'entendre entr'eux pour la fourniture des lits nécessaires, suivant les circonstances (21 février); — à l'avis de l'Intendant d'éviter, le plus possible, de multiplier les transports de lits de Valognes à Cherbourg, parce qu'ils coûtent cher à la province et qu'ils détériorent les effets de l'entrepreneur, « dont la » modicité du gain sur son marché mérite des égards » (22 février); — à l'assurance que donne l'Intendant de faire rétablir à Valognes les 50 lits déplacés pour les besoins du moment (1<sup>er</sup> mars); — à la demande de donner des ordres pour faire fournir par le sieur Magnier 150 lits pour compléter ceux nécessaires aux 40 hommes devant occuper le nouveau fort commencé à Querqueville et aux 300 d'excédent qui arriveront à Cherbourg (2 novembre).

C. 2321. (Liasse.) — 48 pièces, papier.

**1787.** — Affaires militaires. — Fournitures de lits. — Correspondance entre MM. le maréchal de Ségur, ministre; le duc de Beuvron; Cordier de Launay, Intendant à Caen; Maussion, Intendant à Rouen; de Montcarville, D'Heu, de Laubarède, commissaires des guerres et les subdélégués, relative : à l'exécution du

règlement de 1716 prescrivant de faire coucher deux à deux tous les soldats dans des lits de 4 pieds de largeur et à leur réduction à 40 pouces de largeur, afin que cette dernière dimension suffisante pour 2 hommes, permette de placer dans le même local un plus grand nombre de fournitures (30 janvier); — aux inconvénients résultant pour les soldats d'infanterie qui sont couchés trois à trois dans des lits de 4 pieds de largeur (11 février); — à la lettre circulaire de M. de Brou aux commissaires des guerres de Caen, Cherbourg et Valognes et aux subdélégués d'Avranches, Bayeux, Coutances, Granville, St-Lô et Vire, leur demandant des états qui indiqueront : 1<sup>o</sup> les noms des casernes et le lieu où elles sont situées; 2<sup>o</sup> la quantité de chambres qu'elles contiennent affectées au logement des troupes et le nombre des lits de la dimension de 40 pouces de largeur, qu'ils auront vérifié par le toisé, qu'elles pourront contenir en laissant, entre les fournitures, les distances convenables; 3<sup>o</sup> la quantité de chambres destinées à d'autres logements que ceux des troupes, avec la désignation de la qualité des personnes qui les occupent actuellement (11 février); — à la réponse de M. de Montcarville, commissaire ordonnateur des guerres, écrivant que pour loger un régiment dont l'effectif est en temps de paix de 1,156 hommes, il faudra 613 lits, 543 pour 1,086 caporaux et soldats et 70 pour 70 adjudants et sergents, que le quartier de Vaucelles, le pavillon de la place St-Sauveur et le château de Caen ne contenant que 425 lits de 4 pieds, qui, une fois réduits à 40 pouces pourront être élevés au chiffre de 478, il s'agira donc de trouver l'emplacement pour 133 lits pour 270 hommes. Il n'y a de casernes dans les autres élections de la Généralité qu'à Granville pouvant contenir 292 lits à 4 pieds ou 238 à 40 pouces (18 février); — à la réponse du subdélégué de St-Lô, écrivant que la dite circulaire n'a aucune application à son département : « les casernes « sont des maisons appartenant à des bourgeois et dont « on a fait déguerpir les occupants pour faire place à la « troupe, les couches sont fournies par les contri- « buables au logement, ainsi que les lits, paillasses, « draps, couvertures..., et la province, pour leur in- « demnité, paie tant par an » (18 février); — à l'avis donné par les officiers municipaux de Carentan qu'ils n'ont aucuns lits ni casernes appartenant au Roi, et que lorsqu'il y a des troupes en garnison, on prend des chambres bourgeoises pour les loger, et les habitants fournissent des lits et ustensiles qu'on leur rend à leur départ, et que depuis l'ordonnance du duc de Choiseul, en 1763, les soldats, tant en garnison qu'à leur passage,

couchent 2 à 2 (27 février); — à l'envoi de l'état des lits réduits à 40 pouces, qui peuvent être contenus aux casernes de Granville (14 mai); — à l'avis donné par M. de Chalup, major du régiment de la Reine, à Valognes, que l'entrepreneur des lits militaires n'a point pris de dispositions pour se conformer aux ordres du Roi, portant que les soldats d'infanterie seront couchés deux à deux (19 mai); — à la réduction des lits militaires à 40 pouces de largeur; — à l'état servant à désigner les poids et dimensions des lits de casernes; couchettes, 12 à 15 pouces d'élévation de terre, 5 pieds 9 pouces de longueur, 40 pouces de largeur, paillasses, longueur 5 pieds 9 pouces, paille, 35 livres, toile non comprise; l'Intendant écrit au maréchal de Ségur : « Il n'y a « aucune ville dans ma Généralité qui soit spéciale- « ment tenue de fournir des lits militaires aux soldats, « les lits que fournissent les habitants sont de toutes « sortes de dimensions, et il me paroitroit dur de forcer « chaque particulier à faire la réduction prescrite, qui « leur deviendroit onéreuse et nuisible, en ce que les « lits, qu'ils fournissent au besoin, servent à coucher « leurs familles lorsque les troupes sont retirées. Il y a « des villes, telles que Avranches et St-Lô, qui ne « peuvent pas elles-mêmes faire fournir à leurs habi- « tants la quantité de lits nécessaires; après leur « épuisement constaté, on y supplée par les lits des « paroisses, dont les habitants sont encore moins dans « le cas de souffrir cette réduction » (29 mai); — à l'ordre transmis par l'Intendant à l'entrepreneur des lits militaires pour que la réduction des lits soit effectuée au 31 décembre 1788, et pour qu'il lui envoie chaque mois un état détaillé des lits qui auront été réduits dans chaque place (29 mai); — au même ordre transmis au commissaire des guerres, « cet état, devant servir à « régler les demandes qu'auroient à faire les troupes, « sera communiqué à M. le duc d'Harcourt, pour qu'il « puisse de son côté instruire les chefs de corps qui « devront y subordonner leurs demandes » (29 mai); — aux ordres à donner, sur la demande du duc de Beuvron, pour la confection de 250 lits militaires nécessaires aux différents établissements existant à Cherbourg (30 mai); — à l'envoi de l'état des lits de 48 pouces de largeur existant dans les maisons et établissements, qui servent de logements aux troupes en garnison à Cherbourg ou détachées aux environs, à l'abbaye, aux forts d'Artois, Royal et de Querqueville, et du nombre de lits qui pourraient être réduits mois par mois à 40 pouces (8 juin); — à la lettre du sieur Quinier, porteur de la procuration du sieur Magnier, pour la régie des lits militaires, qui donne avis à M. de Launay que la ville



de Rouen a engagé l'entrepreneur à résilier l'ancien marché et à en passer un nouveau, tant par rapport à la réduction des lits à 40 pouces, que pour l'augmentation des lits pour coucher les soldats 2 à 2; il attend les ordres de l'Intendant, soit pour passer un nouveau marché, soit pour indiquer, au bas de celui qui existe, le nombre de lits d'augmentation, et il supplie l'Intendant de vouloir bien lui faire passer promptement le montant de ses avances (10 juin); — à la demande que fait l'Intendant de Caen, M. de Launay, à son collègue de Rouen, M. Maussion, de la copie du marché passé par les officiers municipaux de Rouen avec l'entrepreneur des lits, afin qu'il puisse se régler sur le prix et les clauses principales d'un nouveau traité (18 juin); — à l'envoi du dit marché; — à l'avis donné que les officiers municipaux de la ville de Rouen ont pris des dispositions pour faire coucher 2 à 2 les soldats de la garnison (23 juin); — à l'envoi de l'état général des casernes servant de logement aux troupes en garnison dans les villes, forts et châteaux de la Généralité et indiquant la quantité de chambres qu'elles contiennent et le nombre des lits de 40 pouces qu'elles peuvent contenir (10 juillet).

C. 2322. (Liasse.) — 51 pièces, papier.

**1787.** — Affaires militaires. — Fournitures de lits. — Correspondance entre MM. le maréchal de Ségur, ministre; le duc de Beuvron; Cordier de Launay, Intendant à Caen; Maussion, Intendant à Rouen; de Montcarville, D'Heu, de Laubarède, commissaires des guerres et les subdélégués, relative: au nouveau marché à passer pour l'augmentation des lits de nouvelle dimension, qui doivent être fournis pour le coucher des troupes après que la réduction de ceux qui servent aura été exécutée (31 août); — au tableau comparatif des prix du marché de Rouen avec ceux du marché de Caen, de cette comparaison il résulte que l'on paie, pour le loyer des lits d'officiers et domestiques et articles de chambrée, 45 livres à Rouen, et 70 livres à Caen, que le loyer de chaque lit de soldat revient à 14 livres à Rouen, et à 20 livres à Caen; — à la lettre du sieur Quinier, déplorant l'augmentation ruineuse pour l'entrepreneur des matières servant à la construction des couchettes et celle de la main d'œuvre, ainsi, une couchette, qui coûtait 11 livres, coûte maintenant 14 livres 10 sols, suivant l'état arrêté par le commissaire des guerres, la main d'œuvre est la même pour toutes les fournitures dont le prix est augmenté de plus d'un tiers, tant sur les toiles que sur les laines; « les pailles, » écrit-il, que je payais 12 à 15 livres le cent de bottes,

« je les ai payées en Normandie jusqu'à 85 livres 10 « sols, ce que je suis à même de prouver » (5 septembre); — à l'envoi fait par le sieur Quinier, fondé de pouvoir du sieur Magnier, d'un nouveau marché pour le renouvellement, tant des lits de la ville de Caen que pour ceux des autres Élections de la Généralité, afin de mettre l'entrepreneur en état de pourvoir au supplément de lits pour coucher les soldats deux à deux, et aux augmentations du service de Cherbourg; l'article 14 indique les prix de 50 livres par an, pour une chambre d'officier, 20 livres pour celle du domestique et d'un soldat, pour les pavillons et casernes de la ville de Caen et 52 livres par officier, 22 livres par domestique et soldat dans les autres villes de la Généralité et dans les forts en mer; — l'article 15, les lits occupés ou non seront payés par trimestre comme s'ils l'étaient (2 octobre); — à l'avis que les 250 lits demandés attendent à Calais un navire en partance pour Cherbourg et qui n'est pas parti, de là le retard (8 octobre); — à l'envoi des dits mémoires et projet de marché à M. de Montcarville, pour qu'après les avoir examinés avec soin il donne son avis et ses observations à l'Intendant, qui ajoute à son envoi la copie du marché de la ville de Rouen (11 octobre); — aux nouveaux ordres à donner pour faire passer à Cherbourg les 250 lits nécessaires au coucher des troupes (19 octobre); — aux vifs reproches adressés à l'entrepreneur pour son retard dans l'envoi des 250 lits sans cesse réclamés par le duc de Beuvron: « il seroit fort à craindre, écrit l'Intendant, « que l'administration ne prit un parti rigoureux et qui « occasionneroit à M. Magnier un désagrément que j'ai « bien à cœur de lui éviter, je vous préviens que vous « n'avez pas un moment à perdre pour mettre la chose « en règle » (20 octobre); — à l'avis qu'il y a à Valognes 582 hommes, non compris les semestres qui rentrent journellement, et la place ne possède que 250 lits pouvant loger 500 hommes, sur quoi il faut prélever 16 fournitures pour les maîtres tailleur, cordonnier, armurier et blanchisseur, ce qui ne laisse plus que 234 fournitures, et que la ville, écrasée par les fréquents passages de troupes, ne peut suffire, en conséquence le commissaire des guerres demande des lits supplémentaires (21 octobre); — au tableau comparatif des différentes conditions des trois traités passés, le 1<sup>er</sup> par M. de Brou, le 1<sup>er</sup> janvier 1785, pour les lits militaires de la Généralité de Caen, le 2<sup>e</sup> par M. Villedenil pour la ville de Rouen, le 3<sup>e</sup> est le projet du nouveau traité proposé pour la Généralité de Caen, avec indication du prix que l'on pourrait accorder à l'entrepreneur pour les lits d'augmentation des 1,000 lits qu'il est tenu de

fournir par son traité de 1781. La conclusion est, d'après M. de Montcarville, qu'il « en coûte encore à la « province une somme de 38,850 livres tous les ans « pour ce seul objet de fournitures, si le Roy ne prend « pas à son compte, comme il le devoit, les 16,000 « livres pour les 800 lits des forts de Cherbourg, au « lieu d'une somme de 16,260 livres qu'il en coûte « seulement aujourd'hui pour les 1,000 lits du marché « de M. de Brou » ; — aux observations de M. de Montcarville sur le projet du nouveau marché proposé par l'entrepreneur que le secrétaire de l'Intendance trouve trop rigoureuses, et qu'il réfute : « On ne voit rien de « frivole dans la demande, que fait l'entrepreneur, qu'il « lui soit passé un nouveau marché pour douze années, « afin de l'indemniser des nouvelles fournitures qu'il va « être obligé de faire ; elles seront considérables, et « certainement ce laps de temps suffira à peine pour « être hors de pertes..... ; si on ne lui passe pas un « nouveau marché pour douze années, ou si l'on ne « prolonge pas l'ancien, il ne sera pas à portée de se « livrer aux spéculations, qu'il lui sera utile de faire, « pour les approvisionnements de ses magasins. Enfin, « s'il venoit à se dégoûter de ce service, on trouveroit « difficilement un autre entrepreneur qui voulût s'en « changer aux prix proposés par le commissaire ordonnateur » (28 octobre) ; — à la lettre de l'Intendant exprimant à l'entrepreneur tout son mécontentement, de ce que les 250 lits demandés ne soient pas encore rendus à Cherbourg, malgré les assurances qu'il en avait reçues, et déclarant que les conditions de son projet de nouveau marché sont trop onéreuses pour être admissibles ; aussi, son intention n'est pas de passer un nouveau marché avec lui : « J'entends, au contraire, « que ceux que vous avez faits avec MM. Esmanhart et « de Brou aient leur effet et soient entièrement exécutés. » Il ajoute qu'il sera pourvu au paiement des frais de la réduction des lits de 48 à 40 pouces, et qu'il ne paiera que 16 livres 5 deniers, les lits de 40 pouces qu'il doit fournir par supplément : « Je ne vous dissimulerai pas qu'il se présente un particulier qui m'offre « des conditions plus avantageuses, et le bien du service « pourroit exiger que je lui donnasse la préférence « pour les fournitures et supplément pour remplir les « vues de l'administration » (5 novembre) ; — aux dégradations des 450 fournitures placées dans les forts qui défendent la rade de Cherbourg et qui devront être évaluées par M. de Villemazy, commissaire des guerres, pour que l'indemnité soit accordée à l'entrepreneur (5 novembre) ; — à l'embarras éprouvé par les habitants de Valognes par le passage des troupes et les

582 hommes de garnison, vu qu'il n'est pas possible de coucher ce nombre d'hommes avec les 250 lits que le sieur Magnier y a fait placer ; l'Intendant écrit qu'il n'en a pas d'autres et que c'est aux officiers municipaux d'y pourvoir. Il promet d'envoyer 80 à 90 lits de supplément, dès que l'entrepreneur aura achevé sa fourniture, et que d'ici là on pourrait faire coucher les soldats 3 à 3 (10 novembre) ; — aux ordres pressants à l'entrepreneur pour l'envoi immédiat de 250 lits commandés pour Cherbourg et au sujet desquels le duc de Beuvron ne cesse de porter des plaintes (15 novembre) ; — à la réponse du sieur Quinier, fondé de pouvoir de l'entrepreneur des lits militaires, écrivant que l'Intendant n'a sans doute pas été instruit de l'arrivée des 250 lits complets à Cherbourg, d'où on lui a mandé de différer l'envoi en entier des couchettes construites à Valognes, faute d'emplacement pour les y recevoir, « à l'égard du projet de marché, il avait pensé que ses « propositions étaient de toute justice, vu l'augmentation sur toutes les denrées, ainsi que sur la main « d'œuvre, tous ces objets ont à peu de chose près « doublé depuis plusieurs années. » Il envoie un aperçu d'un lit complet neuf de 40 pouces de largeur, qui coûte, avec toute l'économie possible, 131 livres 9 sols 3/4, et qui coûterait plus si l'entrepreneur était obligé d'acheter en Normandie les matières nécessaires à la confection. « le Roy, ajoute-t-il, passe aux entrepreneurs généraux 12 livres par an et par lit, mais ils « ne fournissent pas les ustensiles des chambres, et « il leur est fourni en sus des magasins, buanderies, « logements, etc., et exempté de tous droits, transport « de place à autre et de provinces en provinces pour « toutes les matières servant à la confection des lits, « même pour les lits complets et rembourse généralement de tous frais extraordinaires, ce qui fait un « objet très conséquent et fait revenir le prix du loyer « de chaque lit bien plus haut que celui des marchés « de M. Magnier pour la ville et la Généralité de la « Basse-Normandie....., d'après ces observations, Monseigneur, je me réfère à votre justice, vu les avances « considérables que l'entrepreneur est obligé de faire « pour les augmentations du service et les mauvais « emplacements, où sont établis les lits dans les villes « de la province, où ils dépérissent en très-peu de « temps » (17 novembre) ; — à l'avis du dit sieur Quinier que, pour répondre aux nouvelles demandes de lits, il a donné des ordres à sa manufacture de couvertures de Châtillon près Paris, d'en expédier 300 à Caen, et au sieur Dieu, directeur des lits du château de Caen, de s'approvisionner de laine et de toile à tous prix

pour faire 250 matelats et traversins et 500 paires de draps ; — quant aux couchettes, il les fait exécuter à Valognes, afin qu'elles soient plus à portée du service des villes de la province, où l'Intendant jugera bon de les faire transporter pour qu'il en coûte moins de frais (20 novembre) ; — à l'avis de M. de Villemanzuy que les 250 fournitures d'augmentation sont arrivées à Cherbourg (1<sup>er</sup> décembre) ; — aux observations soumises par les secrétaires de l'Intendance à M. de Launay et où il est dit : « Il vaudroit mieux faire un marché que d'arracher le lit à l'habitant qui n'en a pas de » superflu, puisqu'en dernière analyse on fait un mal » réel à l'habitant et que l'administration lui paye plus » cher (27 livres pour un lit) qu'il prête de force, qu'il » ne le payeroit à l'entrepreneur (20 livres) ; » ce à quoi l'Intendant ajoute en note : « nul doute qu'il vaut » mieux faire marché avec l'entrepreneur pour le » complément de 3,000 lits que de les faire fournir » aux bourgeois à qui on les paye plus cher, mais » comme Quinier n'a pas de concurrent et qu'on ne » peut procéder par voie d'adjudication, il est maître » du champ de bataille et fait la loi. » Il croit qu'on devrait lui offrir 18 livres au lieu de 20 livres, et écrire aux officiers municipaux de chaque place pour leur demander à quel prix ils se chargeraient de fournir la quantité de lits qui les concernerait (décembre).

C. 2323. (Liasse.) — 56 pièces, papier.

**1788.** — Affaires militaires. — Fournitures de lits. — Correspondance entre MM. Lambert, contrôleur-général ; de Puységur, ministre de la guerre ; Cordier de Launay, Intendant de la Généralité ; D'Heu et de Montcarville, commissaires des guerres ; les membres de la commission intermédiaire de l'assemblée provinciale à Caen et les officiers municipaux de Valognes, relative : au rappel de la demande, faite au sieur Magnier, d'un nouvel approvisionnement de 250 lits pour être déposés à Caen, d'où ils seront transportés dans les lieux où le service l'exigera, l'Intendant ajoute que les circonstances exigent au moins 500 lits en outre des 250 ci-dessus, et invite le sieur Quinier à le venir trouver à Paris, afin d'avoir sa réponse catégorique et de pourvoir aux besoins de ce service (21 janvier) ; — à l'envoi d'un projet de mémoire, adressé par l'Intendant au contrôleur général, ayant pour objet d'opérer une réduction considérable sur la dépense de ce service, au grand soulagement de la Généralité et au plus grand profit pour l'État. Ce mémoire résume les divers systèmes antérieurement

adoptés pour le coucher des troupes. Il rappelle que, lorsque M. de Brou a cru qu'il était de la justice de ne pas exiger une contribution en nature de ceux qui, pour le même service, en payaient une très-forte en argent, il n'y avait que deux régiments dans la province, tandis qu'actuellement il existe six régiments de deux bataillons c'est-à-dire en moyenne 6,000 hommes exigeant un approvisionnement de 3,000 lits à 20 livres par an ce qui fait une dépense annuelle de 60,000 livres pour le seul coucher des soldats, abstraction faite du loyer des maisons qui augmente graduellement, on paie annuellement au sieur Magnier pour fourniture de 690 lits servant dans les casernes 14,400 livres et pour 982 répandus dans les différents lieux de la Généralité, 26,097 livres soit 40,497 livres, de plus aux bourgeois pour 982 fournitures à raison de 27 livres par lit 26,514, le total s'élève donc à 67,011 livres par an. L'auteur du mémoire fait observer que les fournitures, payées 7 livres de plus aux bourgeois, sont inférieures en qualité et qu'elles sont un sujet continuel de plaintes de la part de la troupe et aussi de mécontentement pour les bourgeois et les paysans, qui sont fort gênés par la privation de leurs lits, fort endommagés par le transport de leurs fournitures à de grandes distances ; d'ailleurs, ces 7 livres d'augmentation occasionnent un surcroît de dépense annuelle de 21,000 livres pour l'approvisionnement de 3,000 lits ; l'auteur du mémoire prétend pouvoir établir un lit tout garni, y compris 2 paires de draps pour 120 livres, dès lors les 3,000 lits ne coûteraient à la province que 360,000 livres, ce fonds même aliéné ne représenterait qu'une rente annuelle de 18,000 livres au lieu de 60,000. La province aurait les 3,000 lits en toute propriété, et comme ces effets ont une durée évaluée à environ 40 ans et que les frais d'entretien sont de 1 % de leur valeur intrinsèque, il en résulterait un bénéfice annuel de 42,000 livres ; l'Intendant espère que le Contrôleur-général l'autorisera à expédier, pendant le cours de l'année, sur le receveur général de la province des ordonnances jusqu'à concurrence de 120,000 livres pour le 1<sup>er</sup> tiers de cet approvisionnement et ce pendant 3 ans consécutifs, sauf à payer l'intérêt des sommes prêtées jusqu'à parfait remboursement qui se ferait graduellement et en proportion des ressources, qu'offriraient les économies opérées sur l'imposition du casernement qui serait son gage (29 janvier) ; — à la demande par les officiers municipaux de Valognes de donner des ordres aux entrepreneurs généraux des lits militaires pour presser l'envoi des lits qui leur ont été promis



attendu que les semestres arrivent chaque jour « ils se voient à la veille de faire rejaillir sur les privilégiés les fournitures, ce qui produiroit le plus mauvais effet » (5 mars); — à l'état général des dépenses extraordinaires dont l'entrepreneur des lits militaires de la ville de Caen a fait l'avance pour réduire les lits et fournitures de casernes de la dite ville de 48 à 40 pouces de largeur pour coucher les soldats deux à deux (12 mars); — à l'avis transmis par M. Lambert aux membres de la commission intermédiaire de l'assemblée provinciale à Caen, que tous les détails relatifs aux constructions des casernes devaient les concerner. Il appelle leur attention 1° sur l'entreprise faite en 1784, en exécution d'un arrêt du conseil du 13 juin, pour la construction à Caen d'un corps de casernes par le régiment du Roi; 2° ainsi que sur les considérations très-intéressantes que l'Intendant, occupé du moyen de concilier l'économie avec le bien du service du Roi, lui avait adressées en janvier (4 avril); — à l'envoi aux procureurs-syndics provinciaux du dit mémoire de M. de Launay, ainsi que de l'état servant à désigner les poids et dimensions que doivent avoir les effets des lits de casernes de 40 pouces de largeur (7 mai); — à l'envoi de l'état des lits fournis aux dépôts de remonte, établis dans l'élection de Caen, divisé en 7 colonnes portant indication : 1° des paroisses; 2° des remontes; 3° l'époque où les lits ont été fournis; 4° où ils ont été rendus; 5° la quantité de lits occupés; 6° des lits non occupés et 7° le prix à payer à raison de 4 livres par mois (27 juin); — à la nouvelle demande des officiers municipaux de Valognes des 250 lits promis et non encore livrés et qui sont indispensables, vu la quantité de troupes « nous ne pouvons espérer la diminution » puisque le régiment de la Reine a la certitude d'y rester « l'hiver, ce qui nous oblige à faire le logement pour 3 bataillons » (16 juillet); — à l'ordre donné au sieur Magnier de faire transporter à Valognes 250 lits qu'il avait déposés au magasin de Caen (21 juillet); — à la lettre des membres de la commission intermédiaire à M. le comte de Brienne pour lui demander de mettre au compte du Roi les frais de fournitures aux forts d'Artois, du Fort-Royal, de l'île Pelée, de Querqueville, et autres établis sur la rade de Cherbourg, dans lesquels le duc de Beuvron a fait monter 450 lits pour le coucher de la garnison de ces forts (2 août); — à l'avis donné à M. de Launay par M. de Puységur que le traité général des lits militaires, passé en 1779 au sieur Schmitt, devant expirer le 31 décembre, il a été passé un nouveau marché de cette fourniture pour 9 années aux sieurs Gerdret, Jarry et C<sup>ie</sup> (4 décembre); — à la

transmission de cet avis par l'Intendant au sieur Mathias Schmitt, entrepreneur des lits militaires, pour qu'il fasse faire sans délai et par expert l'estimation de ses fournitures dans toutes les places du département (12 décembre); — au même avis à M. de Montcarville, pour qu'il le transmette aux commissaires des guerres et aux préposés du sieur Schmitt (12 décembre); — à l'avis donné par M. Puységur que, les nouveaux adjudicataires ayant représenté qu'il ne leur était pas possible de se charger du service à une époque aussi prochaine, et la compagnie de Mathias Schmitt s'étant soumise à le continuer, en déclarant abandonner à des sous-traitants le prix même qui lui est attribué, il y a lieu de le notifier à tous les représentants de la compagnie Schmitt et enjoindre à ses sous-traitants de continuer le service dont ils sont chargés (23 décembre); — au dit avis envoyé par l'Intendant à M. de Montcarville pour qu'il le transmette aux commissaires des guerres et aux préposés de l'ancien entrepreneur (31 décembre).

C. 2324. (Liasse.) — 62 pièces, papier.

**1789.** — Affaires militaires. — Fournitures de lits. — Correspondance entre MM. Necker, directeur général des finances; comte de Puységur, ministre; Cordier de Launay, Intendant de la Généralité; les membres de la commission intermédiaire; de Montcarville, commissaire ordonnateur; de Parseval, commissaire des guerres; Quinier, entrepreneur des lits militaires à Paris, et Delfosse, entrepreneur à Valenciennes, relative : à l'avis donné que le sieur Schmitt, ancien adjudicataire des fournitures militaires, consent d'après les intentions du ministre à assurer celles nécessaires aux forts de La Hougue et de l'île Tatihou, que les anciens entrepreneurs ne peuvent fournir pour l'époque prescrite (2 janvier); — à l'observation faite par M. de Montcarville sur la réclamation de M. de Chalup, commandant du régiment de la Reine, que l'entrepreneur des fournitures militaires n'a livré que 135 lits complets et qu'il serait nécessaire d'en avoir 153 pour les 306 soldats, présents au corps en garnison à Valognes, et, en outre, 18 fournitures également complètes pour son infirmerie régimentaire, ce qui forme un total de 163 lits; c'est donc 36 fournitures à envoyer immédiatement à Valognes et 147 autres au 1<sup>er</sup> mai, pour compléter les 318 qui reviennent au 1<sup>er</sup> bataillon, suivant ce qui est prescrit par l'ordonnance, afin de coucher les semestriers et les hommes en congé qui rentreront à cette date (16 février); — aux ordres à donner au sieur Quinier de faire passer à

Valognes, dans le plus prompt délai, 36 lits complets pour l'infirmerie régimentaire du régiment de la Reine et d'en envoyer 147 pour compléter les 318 au 1<sup>er</sup> mai; l'Intendant prescrit, de plus, à l'entrepreneur de joindre à sa réponse un état des lits qui sont actuellement dans la Généralité, avec l'indication des endroits où ils sont déposés (25 février); — à la réponse du sieur Quinier, qui fait observer à l'Intendant que, par son marché, il n'est pas tenu à fournir des lits pour les hôpitaux et qu'il n'en a aucun pour ce service. « Il se fait un « travail au Directoire de la Guerre pour pourvoir à ce « service devant être au compte des régiments »; il ajoute qu'il y a, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1788, 547 lits complets pour la garnison de Valognes, et que l'augmentation de 147, demandés pour le 1<sup>er</sup> mai, fera un total de 694 lits (1<sup>er</sup> mars); — à l'état des lits de casernes à Cherbourg 885, à Coutances 236, à Granville et à Valognes 547 formant un total de 1,938 lits complets (1<sup>er</sup> mars); — à la lettre de l'Intendant écrivant à M. de Montcarville que les 547 lits doivent suffire pour la garnison de Valognes, attendu qu'elle fournit des détachements considérables à Cherbourg où il y a 885 lits complets. Quant aux lits pour l'hôpital régimentaire, il a écrit au comte de Puységur pour le prier de donner des ordres au Directoire de la Guerre d'envoyer les 18 lits demandés (5 mars); — à la réponse de M. de Montcarville qui prie M. de Launay de n'avoir aucun égard aux représentations du sieur Quinier, attendu que les lits demandés ne serviront pas à l'hôpital régimentaire, mais à son infirmerie régimentaire, qui ne reçoit que des gens atteints d'indispositions ou de blessures légères et que le fond de la garnison de Valognes étant de 3 bataillons, il faut à chaque bataillon complet 300 lits suivant le règlement du 1<sup>er</sup> septembre 1788 et par conséquent près de 900 fournitures complètes. Il ajoute qu'il y a dans la Généralité cinq régiments, à chacun desquels il revient 600 lits au complet, et que le fond des fournitures doit être par conséquent de 3,000 lits (7 mars); — à l'envoi des états de dépenses occasionnées par le rétrécissement des lits pour le coucher des troupes deux à deux, tant au compte de la ville que de la Généralité, et s'élevant à 4,746 livres 1 sol (13 mars); — à l'état de dépenses pour le rétrécissement des lits de casernes dans le château de Caen, à La Hougue et à l'île Talibou s'élevant à 403 livres 17 sols 8 deniers, approuvées par le comte de Puységur; — à l'ordre de l'Intendant au sieur Quinier d'avoir à compléter les 900 lits pour le total de la garnison de Valognes et à expédier au 1<sup>er</sup> mai 165 lits au régiment de la Reine, qui ne fournit aucun détachement à Cher-

bourg (15 mars); — à la remise de l'état des lits militaires au compte du Roi qui existent dans les places de la Généralité (18 mars); — aux observations faites à l'Intendant que l'entrepreneur des lits militaires n'est point tenu par son marché de fournir des lits à d'autres destinations qu'à celle des casernes, ce marché lui est déjà assez onéreux par les augmentations qu'il est obligé de faire, sans s'exposer encore à de nouveaux établissements, à moins de lui passer un nouveau marché. « La fixation, écrit-il, pour un régiment « d'infanterie française n'est que de 596 lits complets « et pour un régiment étranger de 597, vous ne « tarderez pas, Monseigneur, à être informé de tous « les changements dans cette partie du service, ainsi « que du nombre des lits pour les infirmeries régimentaires et de la manière qu'il seront fournis après « qu'il y aura eu, par des experts, une estimation de « leur valeur » (20 mars); — à la demande faite par l'Intendant à M. Necker d'adresser à la commission intermédiaire provinciale les états de dépenses pour le rétrécissement des lits et de l'autoriser d'en faire payer le montant au sieur Quinier sur les fonds à ce destinés, « afin que l'entrepreneur ne soit plus en souffrance « sur cet objet » (24 mars); — à l'accusé de réception par le sieur Quinier de l'ordonnance de 403 livres 17 sols 8 deniers au profit du sieur Schmitt pour le remboursement des entrepreneurs des lits militaires, qui ont fait des avances pour le rétrécissement des lits au compte du Roi; le sieur Quinier espère que l'ordonnance de paiement du loyer des lits, tant pour la ville que pour la province, s'élevant à 23,476 livres 12 sols 6 deniers pour les six derniers mois de 1788, lui sera bientôt envoyée, car « ce retard cause beaucoup « d'intérêt aux entrepreneurs. » (3 avril); — à la lettre de M. de Launay aux membres de la commission intermédiaire provinciale à Caen pour leur donner avis que, d'après la nouvelle ordonnance du Roi, il doit être fourni à chaque régiment de 2 bataillons la quantité de 600 lits et que c'est à eux qu'il est réservé d'assurer cet objet du service, en passant des marchés soit avec des entrepreneurs soit avec les officiers municipaux de chaque ville de garnison; il leur rappelle qu'il avait proposé, le 29 janvier 1788, au contrôleur général d'autoriser l'achat de 3,000 lits sur les fonds de casernement, de sorte qu'avec ce qu'il en coûte pendant 6 années pour le loyer des lits militaires et bourgeois, la province se trouverait remplie de ses avances et aurait en sa possession 3,000 lits suffisants pour ce service (8 avril); — au renvoi par M. Necker de deux états des sommes dues à l'entrepreneur des lits militaires pour le rétré-

cissement de ces lits, d'après les nouvelles dimensions prescrites par S. M. pour être remis à la commission intermédiaire avec une ordonnance de 4,746 livres 1 sol sur les fonds variables de 1788, pour qu'elle délivre un mandat au profit de l'entrepreneur (25 avril); — aux observations de la commission intermédiaire sur les deux ordonnances de paiement pour le rétrécissement des lits, à cause de la diversité des prix suivant les villes où ce travail s'est effectué (7 mai); — à l'envoi par le comte de Puységur du traité imprimé passé au sieur Delfosse pour la fourniture des lits militaires (29 mai); — au remboursement de la somme de 1,239 livres 10 sols pour la dépense des lits de la ville de Caen, réclamée par l'entrepreneur des lits militaires (6 juin); — à l'envoi par M. Necker d'un bordereau en projet des dépenses à acquitter sur les fonds variables, divisé en 6 colonnes indiquant : 1<sup>o</sup> les n<sup>os</sup> des dossiers; 2<sup>o</sup> les objets de dépenses; 3<sup>o</sup> les sommes délibérées; 4<sup>o</sup> les motifs indiqués par la commission intermédiaire; 5<sup>o</sup> les sommes allouées; 6<sup>o</sup> les décisions du conseil (8 juin); — à la lettre du sieur Delfosse neveu, chargé de l'entreprise générale des lits militaires comme sous-traitant du sieur Schmitt et acquéreur du sieur Magnier, priant l'Intendant de communiquer directement avec lui, à Valenciennes, attendu que le sieur Quinier, son ci-devant régisseur, est resté attaché aux affaires particulières de M. Magnier (12 juin); — au paiement des réparations faites aux châlits et matelats de la caserne de Granville (10 septembre); — aux renseignements à prendre sur le prix des journées d'ouvriers, demandés par l'entrepreneur des lits, par suite de la réduction à 1,922 livres 3 sols de son état de dépenses occasionnées par le rétrécissement des lits dans les villes de Cherbourg, Granville et Valognes, montant à 3,054 livres 5 sols (23 juillet); — à la demande de l'entrepreneur de lui expédier les ordonnances pour le loyer des lits militaires, tant de la ville que de la Généralité de Caen, pendant les 6 derniers mois de 1788, montant ensemble à 23,476 livres 12 sols 6 deniers (14 août); — à la réception de deux ordonnances s'élevant à 23,476 livres 9 sols 5 deniers sur le montant des lits militaires de l'exercice de 1788 et sur lequel il reste 300 livres 3 sols 1 denier, plus 3,054 livres 8 sols pour les dépenses du rétrécissement des lits des villes de Cherbourg, Granville et Valognes (15 septembre); — à la réponse des députés du bureau intermédiaire du département de Valognes, relative au prix de la journée des ouvriers menuisiers et matelassiers, qui est de 37 sols à Cherbourg et de 24 à 25 sols à Valognes. Il se trouve dans l'une et l'autre ville des matelassiers que l'on nourrit et

qui prennent de 7 à 8 sols par jour (16 octobre); — à l'avis donné par l'Intendant à la commission intermédiaire que le sieur Magnier, entrepreneur de la fourniture des lits militaires, a rétrocédé, par actes devant les notaires de Paris, des 21 avril 1787 et 5 juin 1788, ses marchés au sieur Delfosse neveu, négociant et ancien consul à Valenciennes; il lui est dû 22,661 livres 17 sols 6 deniers pour le loyer des lits des 6 premiers mois de l'année, qu'il est juste de faire acquitter sur les fonds du casernement (20 novembre); — aux observations faites aux députés de la commission intermédiaire par l'entrepreneur sur la réduction de son mémoire de 3,054 livres 8 sols à 2,453 livres 10 sols pour le rétrécissement des lits des places de Cherbourg, Granville et Valognes : « c'est une perte de 600 livres 18 sols que « vous m'imposez sur les deniers sortis réellement de « ma poche » (17 septembre); — à la lettre de M. de Montcarville à la commission intermédiaire, relative à la remise des états et pièces à l'appui des sommes dues pour le loyer des lits militaires employés dans la Généralité, pendant les six premiers mois de 1789; après vérification, il a remarqué qu'il n'y avait aucune observation à faire relativement aux 690 lits pour le casernement de Caen, non plus que sur les 256 lits employés à Coutances et les 250 à Granville. Quant aux 547 employés à Valognes, il se propose d'écrire au quartier-maître des régiments du maréchal de Turenne et de la Reine, pour savoir la quantité de lits occupés par chaque régiment; — à l'égard des 850 employés à Cherbourg et dans les forts de la rade, il s'informera auprès du préposé de ces fournitures pour connaître celles qui ont été occupées dans la ville et dans les différents forts, et il pense que la commission intermédiaire peut rendre, au profit du sieur Delfosse, l'ordonnance pour le paiement de 250 lits destinés à la garnison réelle de Cherbourg, en attendant qu'il sache la quantité de fournitures existant dans les forts, qui ne doivent pas tomber à la charge de la province, mais bien être portées au compte du Roi (18 décembre).

C. 2325. (Liasse.) — 49 pièces, papier.

**1790.** — Affaires militaires. — Fournitures de lits. — Correspondance entre MM. de La Tour du Pin, ministre de la guerre; Cordier de Launay, Intendant de la Généralité; les membres de la commission intermédiaire; de Montcarville, commissaire ordonnateur des guerres; Delfosse, entrepreneur des lits militaires à Valenciennes, relative : à l'envoi de l'état des lits mili-



taires au compte du Roi pour le faire ordonnancer par l'Intendant (30 janvier); — à la lettre de M. de Montcarville écrivant à la commission intermédiaire, qu'il n'y a nul inconvénient à ordonnancer un mandat de 358 lits sur les 678 lits de Cherbourg, quitte à l'entrepreneur à se faire payer par le Roi les 320 autres lits, employés dans les divers forts et lieux de la côte ou par les Invalides de la Navarre, qui ne doivent point être à la charge de la Province, mais bien au compte du Roi (31 janvier); — aux observations concernant le dit état (26 février); — à l'ordonnance de paiement (8 mars); à la lettre du ministre prescrivant à l'Intendant de se faire rendre un compte exact de toutes les dépenses du loyer des lits, qui restent à acquitter par le département de la guerre, de lui envoyer un relevé motivé de ces dépenses et de prévenir les fournisseurs et entrepreneurs, qui seront porteurs de ses ordonnances, de s'adresser au comité de liquidation établi par l'Assemblée nationale pour en obtenir le paiement (3 avril); — à la réponse de l'Intendant qui fait part, en même temps, aux fournisseurs et entrepreneurs des ordres qu'il a reçus (15 avril); — à la lettre du ministre prescrivant qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1790, les commissaires ordonnateurs arrêteraient, pour les places de leur division, tous les trois mois et non plus chaque année, l'état de la fourniture des lits qui serait ordonnancée par l'Intendant (3 mai); — aux plaintes du sieur Delfosse à l'Intendant des difficultés qu'il éprouve avec la commission intermédiaire pour les loyers de la fourniture des lits. Il ajoute qu'il ne croyait certainement pas éprouver pareilles difficultés pour une fourniture qu'il n'a faite qu'à contre-cœur et dans un moment où la laine et les toiles coûtaient extrêmement cher. Enfin, il joint à sa lettre cinq copies de pièces à l'appui (7 mai); — à l'envoi de l'état général des sommes dues au sieur Delfosse, tant pour le loyer des lits fournis aux pavillons et casernes pour le coucher des troupes, que pour dépenses extraordinaires pendant les années 1786-1789; cet état, visé par M. de Montcarville, s'élève à 7,173 livres 10 sols 2 deniers (7 mai); — à l'envoi de l'état de dépenses extraordinaires de 1,479 livres 3 sols 4 deniers au compte du Roi, pendant les années 1786-1789, pour qu'une fois ordonnancé par l'Intendant, le sieur Delfosse en puisse solliciter le paiement à l'Assemblée Nationale; cet entrepreneur explique la différence du prix dans ses marchés pour les casernes qui sont « ustenciillées » et pour les forts où la fourniture dépérit par la grande humidité (24 mai); — à la réponse de l'Intendant qu'il ne peut ordonnancer les dits comptes, avant qu'ils n'aient été mis sous les yeux

du comité de liquidation (25 mai); — aux continuelles difficultés pour le paiement de l'arriéré dû au sieur Delfosse, qui renvoie de nouveau son état du loyer des lits au compte du Roi, que l'Intendant lui avait renvoyé, le disant « revêtu de ses formalités », ce à quoi le sieur Delfosse répond qu'il n'en est rien, puisque les ordres du ministre portent que les états appuyés de pièces justificatives, arrêtés par les commissaires ordonnateurs doivent être ordonnancés par MM. les Intendants, avant d'être envoyés au comité de liquidation. « Mais toujours est-il nécessaire que les états soient ordonnancés, parce que MM. les commissaires ordonnateurs ne peuvent tirer sur le Trésor Royal, et que le trésorier général de la guerre ne payerait pas un sol sur les simples arrêtés, telle est la marche qui m'a été prescrite, tant par le ministre que par le trésorier général » (31 mai); — à la lettre de M. Montcarville, renvoyant les pièces à l'appui des états qu'il a arrêtés des dépenses extraordinaires, et relative aux différents transports et mouvements de lits militaires dans les forts de la rade de Cherbourg, suivant les ordres du commandant et des officiers supérieurs pendant les années 1786 à 1789, afin de les adresser au Ministre pour le paiement des avances faites par l'entrepreneur des dits lits (5 juin); — à l'envoi par le sieur Delfosse de l'état des loyers des lits pour les trois premiers mois de 1790, en vertu des ordres du ministre (1<sup>er</sup> juin); — aux nouvelles difficultés relatives au règlement de ces comptes (17 juin); — à leur acquittement, lorsqu'ils auront été visés par le comité de liquidation (27 juin); — à l'envoi au Ministre par l'Intendant du relevé motivé de toutes les dépenses qui restent à acquitter par le département de la Guerre, à raison du loyer des lits militaires (2 juillet); — à l'avis transmis par l'Intendant au sieur Delfosse, d'une décision du ministre des finances que les lits non occupés, dont l'entrepreneur réclame le prix en vertu de son marché, doivent être au compte de la province, attendu que les fonds destinés à cet objet ont été faits en vertu des impositions établies; « il est intéressant, écrit le sieur Delfosse que je sache par qui je dois être payé, afin de ne plus éprouver à l'avenir aucun retard » (2 juillet); — à l'envoi par le sieur Delfosse d'un exemplaire imprimé du traité pour la fourniture des lits militaires, à commencer du 1<sup>er</sup> avril 1789 dans les provinces de Flandre, Artois, Picardie, Soissonnais, Haute et Basse-Normandie (6 juillet); — à l'envoi par l'Intendant, après les avoir ordonnancés, des dits états des lits, dans le château de Caen et les forts de Cherbourg, de La Hougue et de l'île Tatihou pendant les 9 derniers mois de 1789, et les

3 premiers de 1790 (21 juillet) ; — au renvoi par le ministre à l'Intendant, des états des dépenses extraordinaires des lits militaires pour les années 1786 à 1789, états qui doivent être acquittés sur les fonds du casernement de la province et s'élevant à la somme de 5,143 livres 4 sols 4 deniers (26 juillet) ; — à la lettre de l'Intendant au contrôleur général des finances, dans laquelle il lui donne des explications sur les dits comptes entre autres, que, depuis 1788, c'est à la commission intermédiaire provinciale à Caen de payer l'entrepreneur qui est vraiment en souffrance de cette partie du service (2 août) ; — à l'accusé réception par l'entrepreneur des états des loyers des lits dans la Généralité de Caen, pendant les 9 derniers mois de 1789 et les 3 premiers de 1790, et au renvoi des autres à l'Intendant (août) ; — au renvoi au sieur Delfosse des dits états ordonnancés par l'Intendant, en le prévenant qu'il convient de présenter les dits états à MM. du comité de liquidation pour obtenir leur sanction (10 août).

C. 2326. (Liasse.) — 81 pièces, papier.

**1747-1780.** — Affaires militaires. — Magasins. — Capotes de sentinelles. — Correspondance entre MM. d'Argenson, de Paulmy, le prince de Montbarey, ministres, de La Briffe et de Fontette, Intendants de la Généralité; de Veimerange, Intendant de l'armée au Havre; Bonnier de Saint-Cosme, conseiller du Roi, commissaire provincial, et Cappe, ordonnateur des guerres; Bertin, commissaire des guerres à Granville; Despiez, commissaire des guerres à Bayeux, et le chevalier Ballias de Laubarède, à Avranches; La Rocque, commandant brigadier des armées du Roi; Chatelut, major du régiment de Périgord, faisant fonctions de major de la place de Granville; Deslongchamps, aide-major de la place de Cherbourg; Godey de Mondezert, de Bois-Normand, gardes-magasin au château de Caen; Mirey, Cliquet, Buly, bourgeois de Caen, fournisseurs des capotes de sentinelles; Dieu, directeur des lits militaires à Caen; Malafait, subdélégué général de la Généralité de Caen; les officiers municipaux de Coutances; de Fleury et D'Heu, commissaires des guerres à Valognes, relative : à l'état et mémoire des prix des fournitures à faire aux troupes de la Généralité de Caen, par les ordres du comte de Moncamp, maréchal de camp, commandant général de la Haute et Basse-Normandie, et à la commande de 1,200 sarots de toile jaune avec un parement et un collet de toile bleu de roi, à raison de 9 livres 10 sols chaque; 1,200 chapeaux bordés en argent faux, à raison de 3 livres; 1,200 paires de guêtres de couli,

à 1 livre 9 sols la paire; 1,200 havre-sacs de couli, à 1 livre 12 sols 6 deniers chaque; 1,200 cartouches couvertes de cuir noir avec leurs cordons de cuir, à 4 livres 8 sols chacune, et 1,200 fourniments de cuir bouilli, à bouchon de bois, à 1 livre 8 sols chaque; le tout conforme au modèle portant le cachet du commandant « Moncan », pour être livré le 3 juin par le sieur Duperré, marchand à Caen, chargé de l'exécution et entreprises des dites fournitures (6 mai 1747); — à la demande d'un état de situation des capotes de sentinelles dans tous les magasins de la Généralité, afin de savoir ce qu'il en faudra l'hiver 1749 pour le service de chaque place (5 juillet 1748); — aux états des capotes dans les magasins de : Avranches, Bayeux, Caen, Carentan, Cherbourg, fort Galet, Granville, La Hogue, l'île Tatihou et Valognes (1750-1752); — à l'envoi d'une instruction dressée pour les commissaires des guerres, employés dans les places, forts et réduits de la Généralité, où la fourniture des capotes pour les sentinelles se fait au compte du Roi (6 septembre 1756); — à la vérification par le commissaire des guerres, Guignard de La Garde, de la fourniture de capotes de serge du pays appelée communément *étouffe de façon*, à raison de 17 livres 10 sols chacune (15 novembre 1756); à la vérification par le même des capotes et falots à l'usage des sentinelles et corps-de-garde de la place du Mont-St-Michel, pendant l'hiver 1760-1761 (20 juin 1761); — à la vérification par le commissaire M. Vardon, des capotes au magasin du château de Caen, et par M. D'Heu à Valognes (1759-1761); — à l'état des balles contenant les fournitures d'habillement des officiers, bas officiers et soldats, invalides pensionnés, envoyées dans les diverses subdélégations de la Généralité, et des frais avancés par le sieur Godey de Mondezert, garde-magasin des effets du Roi (3 octobre 1773); — à l'état de situation de 413 capotes restantes des 479 arrivées de Metz au magasin de Caen, établi dans l'église des Croisiers, par M. Vardon et le sieur de Boisnormand, préposé du garde-magasin des effets du Roi à Caen (novembre 1778); — à l'état de la distribution des vieilles capotes, rapiécées et rongées des vers, venant de Caen, à l'adresse de M. D'Heu, commissaire des guerres à Valognes, envoyé par ordre de M. le marquis d'Héricy, commandant, à M. de Mombrière, subdélégué à Coutances, pour les faire passer au commandant des forts de Barfleur, Carteret, Flamanville, Gatteville, Granville, La Hogue, Omonville, Portbail, Quineville, Réville, île Tatihou et St-Vaast (1779); — à la demande par M. de Veimerange, de 300 capotes de sentinelle à faire passer promptement au Havre pour les faire em-

barquer suivant les intentions du ministre (15 août 1779) ; — à l'état des capotes destinées dans les places du département d'Avranches, embrassant Avranches, Coutances, Granville, Mortain, Pontorson, Villedieu et Vire, visé par M. le chevalier Ballias de Laubarède (3 novembre 1779) ; — à l'état de situation des capotes réparties dans les pavillons de St-Aubin, Cabourg, Colleville, Langrune, Luc, Merville, Ouistreham et Ver, visé par le commissaire Vardon (novembre 1779) ; — à l'état des capotes du département de Valognes, visé par M. D'Heu (20 octobre 1780) ; — à l'autorisation donnée de faire payer au sieur Godey de Mondezert la somme de 33 livres 15 sols 9 deniers pour le lavage, dégraissage et raccommodage de 36 capotes qui ont servi pendant l'hiver aux postes de Caen et à ceux d'Ouistreham (2 décembre 1780).

C. 2327. (Liasse.) — 30 pièces, papier.

**1781-1787.** — Affaires militaires. — Magasins. — Capotes de sentinelles. — Correspondance entre MM. le marquis de Ségur, ministre ; Esmangart et Feydeau de Brou, Intendants de la Généralité, relative : aux ordres à donner pour l'expédition de 60 capotes nécessaires aux différentes places de la Généralité (29 octobre 1781) ; — à l'avis donné que les ordres nécessaires à la dite expédition ont été envoyés (30 octobre 1781) ; — à l'autorisation donnée de faire acquitter la somme de 131 livres 8 sols 3 deniers pour les réparations des capotes à l'usage des sentinelles (24 février 1783) ; — à l'avis donné que les ordres nécessaires ont été envoyés pour qu'il soit envoyé à Caen 40 capotes en remplacement de celles qui se sont trouvées hors de service (24 septembre 1785) ; — au même avis donné pour le remplacement de 60 capotes hors de service (22 octobre 1786) ; — divers états de situation des capotes à l'usage des sentinelles des magasins d'Avranches, Bayeux, Caen, St-Lô et Villedieu formant le département de Caen, et des magasins du département de Valognes comprenant : Carentan, Cherbourg, Coutances, Granville, La Hogue et l'île Tatihou ; ces états sont certifiés par les commissaires des guerres des différentes places de la Généralité, MM. Collet à Avranches, de Montcarville à Caen, Thibault de Longecour à Cherbourg et D'Heu à Valognes, pour les années 1781-1787.

C. 2328. (Liasse.) — 44 pièces, papier.

**1778.** — Affaires militaires. — Magasins. — Objet général. — Correspondance entre MM. le prince de Montbarey, ministre ; Esmangart, Intendant de la Généralité ; Bonnier de Saint-Cosme, D'Heu, Vardon commissaires des guerres, et le subdélégué de Domfront, relative : à la demande d'états faisant connaître le nombre et la nature des différents effets d'habillement, d'équipement et de campement qui existent dans les magasins de la Généralité (17 janvier) ; — à l'envoi du modèle d'état de situation des magasins divisé en 23 colonnes, indiquant : la situation du dépôt, l'état des habits des sergents, des fusiliers et des tambours, l'état des vestes, des culottes, des chapeaux et des redingotes neuves, à réparer ou hors de service, puis la dernière colonne est destinée aux observations (30 janvier) ; — à l'avis transmis par M. D'Heu qu'il ne restait plus dans le magasin de son département de Valognes aucun effet d'habillement, équipement et campement relatif à la milice et à la garde-côtes et que M. de Virandeville, le subdélégué de Valognes, lui assure que, vers le mois de septembre 1763, tous ces effets avaient été embarqués dans les ports de Carteret, Cherbourg et St-Vaast pour Caen et que les procès-verbaux de ces embarquements avaient été envoyés par le dit subdélégué à l'Intendant (7 février) ; — à la répartition dans différents endroits, des effets de campement déposés dans quelques uns des magasins du Roi et aux ordres du prince de Montbarey de déposer dans celui de Caen 2,040 tentes et 3,270 marmites garnies de leurs couvercles (16 mars) ; — à l'avis donné à l'Intendant par le Commissaire des guerres qu'il veuille à la confection de différents outils, tels que 3,250 haches ou serpes, 1,600 pelles et pioches etc., destinées à l'approvisionnement de la Généralité ; le dit commissaire ajoute : « Je crois, Monsieur, que vous approuverés que l'église  
« des Jésuites soit réservée pour les vivres ; j'entends  
« assurer que l'entrepôt des grains et farines pour la  
« Généralité doit être icy, et pour cela il faudra de  
« grands emplacements ; d'ailleurs il serait aisé de  
« se procurer des magasins pour ces effets, qui,  
« sans doute, ne resteront pas longtemps emmagas-  
« zinés » (21 mars) ; — à l'envoi par le sieur Chauvel, du Havre, et par le sieur Besson, de Caen, d'échantillons de pioches, pelles, haches, serpes, louchets, etc., avec les prix de chaque objet (21 mars) ; — à l'envoi par M. Bonnier de Saint-Cosme, de l'état des outils, avec l'indication du poids de chacun d'eux et des prix diffé-



rents demandés par trois fournisseurs (26 mars); — à la recherche d'un magasin convenable, pour déposer les 2,040 tentes et les 3,270 marmites garnies de leurs couvercles, envoyées des magasins de Rennes (27 mars); — à l'envoi de l'état des prix moyennant lesquels les sieurs Besson, Lemarchand et Lemore ont offert de se charger de l'entreprise des dits outils (30 mars); — à l'avis que la difficulté éprouvée par la cherté des matières, propres à façonner les dits outils avec leurs étuis, a déterminé le ministre à envoyer du magasin de Besançon à celui de Caen 1,600 pelles et pioches et 3,250 haches-serpes (5 avril); — à l'avis donné au commissaire des guerres, Vardon, de l'envoi des outils du magasin de Besançon, avec prescription d'en faire la vérification et d'en dresser un procès-verbal, ainsi que des effets de campement et ustensiles provenant des magasins de Rennes et dont l'Intendant n'a pas encore reçu l'état vérifié par le Commissaire des guerres : « Il est possible, ajoute l'Intendant, que vos différentes occupations vous aient empêché jusqu'à présent de procéder à la vérification des effets; mais il est très-convenable de mettre cet objet de service en règle le plus tôt possible, et vous trouverez dans votre zèle ordinaire des ressources plus que suffisantes pour remplir complètement mes vues à cet égard » (10 mai); — au nouvel envoi des modèles imprimés, avec rappel de la lettre du ministre, en date du 17 janvier, prescrivant de faire remplir les dites feuilles par les commissaires des guerres chargés de la police des magasins, et de faire un état à part pour les troupes provinciales, avec la recommandation du prince de Montbarey à faire aux commissaires des guerres d'avertir les gardes-magasins de ne comprendre dans leurs états aucun des effets appartenant aux gardes-côtes, mais d'en dresser un état particulier, qui sera certifié également par le commissaire des guerres (12 juin); — à la demande d'un triple état des effets du Roi et des effets des troupes provinciales, dont un de chaque espèce pour la Cour, un pour l'Intendant et un troisième pour le Commissaire des guerres chargé de la police des magasins (4 juillet); — à la demande de M. le duc du Châtelet d'emprunter 40 tentes d'officier, qu'il se propose de tirer du nombre de celles qui, appartenant au service de la garde-côte, ont été déposées, à la paix, dans les magasins de la Généralité pour le régiment du Roi (infanterie) qu'il commande (5 juillet); — à l'avis donné par M. Serilly que M. Housset, trésorier à Caen, est autorisé à faire un fonds de 3 à 4,000 livres pour les réparations de 599 tentes, 930 marmites, et pour la façon de 482 manteaux d'armes (5 juillet); —

à la nouvelle réclamation par le prince de Montbarey des états de situation des effets d'habillement, équipement et campement qui doivent lui parvenir au plus tard les 15 janvier et 15 juillet de chaque année (10 août); — à l'avis donné que la plupart des tentes, qui ont été adressées des magasins de Rennes et de St-Denis, et destinées aux camps de Normandie et de Bretagne, sont dépourvues de traverses, bâtons et piquets; que les manteaux d'armes n'ont pas de faisceaux, et que les régiments d'infanterie et de dragons ont été prévenus qu'ils aient à se procurer des fourches, travers brisés et piquets pour les tentes, ainsi que pour les faisceaux d'armes (10 août).

C. 2329. (Liasse.) — 40 pièces, papier.

**1779-1782.** — Affaires militaires. — Magasins. — Objet général. — Correspondance entre MM. le prince de Montbarey, ministre; Esmangart, Intendant de la Généralité; Sevin, commissaire ordonnateur, chef du bureau de l'habillement des troupes; de Montcarville, Despiez, Thibault de Longecour, de Veimerange, commissaires des guerres; les administrateurs des hôpitaux de Bayeux, Cherbourg, Coutances, Granville, St-Lô et Valognes; le directeur des convois militaires; le commandant de l'artillerie à St-Lô et les subdélégués de Bayeux, Coutances, St-Lô et Valognes, relative : à l'envoi au Havre et à St-Malo des effets militaires devant compléter ceux précédemment envoyés (19 juin 1779); — à l'insuffisance des effets de campement destinés pour St-Malo (6 juillet 1779); — au remplacement dans les hôpitaux et dans les garnisons de la Généralité, par des effets appartenant au Roi, des lits pliants fournis par le sieur Magnier (8 février 1780); — au transport dans les lieux indiqués de 800 lits pliants, avec leurs fournitures à prendre dans le magasin de Valognes (8 février 1781); — à la demande des procès-verbaux constatant toutes les fournitures en lits pliants faites par le sieur Magnier (17 février 1781); — aux inconvénients signalés par M. le baron de Malsaigne, commandant de l'artillerie à St-Lô, au sujet des nouvelles fournitures de literie déposées à l'hôpital du dit lieu : « L'humanité, le bien du service, la conservation du soldat me forcent d'avoir l'honneur de vous représenter que, conformément à vos ordres, M. Robillard, votre subdélégué icy, vient de faire sortir nos soldats malades à l'hôpital de cette place, de la salle où ils étaient couchés sur les anciens lits, pour les placer sur d'autres petits pliants, où ils sont l'on ne peut plus mal à leur aise; ces lits sont absolument trop

« étroits, les petits matelats sont de très-mauvaise qualité, n'ont pas deux pouces d'épaisseur, le soldat est exactement couché sur le bois, et beaucoup plus mal que dans aucune des casernes du royaume; j'espère, Monsieur, que vous aurez égard à ma juste représentation et vous supplie de vouloir bien donner de nouveaux ordres sur un objet aussi intéressant » (1<sup>er</sup> mai 1781); — à la réponse de l'Intendant, écrivant que c'est par ordre du ministre que s'est fait le changement, dès le commencement de la guerre, pour l'hôpital de St-Lô et dans tous les hôpitaux de charité des provinces de Bretagne et de Normandie, où l'on a rassemblé beaucoup de troupes, notamment dans les camps de Vausieux et de St-Sauveur, et qu'il n'y avait encore été formé aucune plainte au sujet de ces lits pliants (3 mai 1781); — à la demande du sieur Bouchotte, garde-magasin des effets des hôpitaux de l'armée, d'un duplicata du récépissé constatant le dépôt à l'hôpital de Granville de 30 lits pliants avec leurs fournitures (4 juin 1781); — aux réparations à faire par le préposé des lits militaires aux 20 lits pliants fournis à l'hôpital de Villedieu (19 août 1781); — au procès-verbal des lits pliants envoyés à Cherbourg, existant en magasin ou dans les maisons particulières, à l'abbaye servant de caserne ou à l'hôpital, ainsi qu'à l'île Pelée, dressé en présence de M. de Garantot, maire de Cherbourg, par le sieur Thibault de Longecour, commissaire des guerres (1<sup>er</sup> février 1782); — à l'envoi du dit procès-verbal avec des observations de M. de Longecour écrivant : « que ces fournitures sont la plus part en mauvais état, plus encore faute de soins que pour avoir servi; quoique les matelats soient hors d'état de servir, les couvertures sont encore pires, absolument usées et en lambeaux; de sorte qu'il m'a paru impossible de refuser dans cette saison un supplément aux troupes sans les exposer à tomber malades »; il termine en réclamant un grand magasin pour les effets appartenant au Roi, « leur dépérissement, faute de soins, devenant beaucoup plus dispendieux que l'entretien d'un commis qui en seroit responsable. » Il ajoute que le préposé du sieur Magnier refuse absolument de continuer son service, faute de paiement de ses avances, ainsi que le sieur Henry, chargé, à l'île Pelée, de la garde du change et du rechange de ces effets (2 février 1782); — à la demande d'appointements des sieurs Thuillier et Henry, se disant préposés à la fourniture des lits tant à Cherbourg qu'à l'île Pelée (14 février 1782); — à l'avis transmis par Damouriez que le sous-brigadier du génie demandait 50 hommes du régiment de Waldner pour l'île Pelée et qu'il en demanderait

60 sur le Hommet; c'est donc 110 que M. de Longecour réclame, avec instance, de l'Intendant, et il ajoute : « J'ai déjà eu l'honneur de vous faire plusieurs représentations sur le mauvais état des lits de l'abbaye, occupés par les soldats du corps royal de l'Artillerie. Dès l'année dernière, le commandant de ce corps vous représenta que les matelats et les couvertures ne valoient absolument rien. Il est certain que les matelats surtout sont absolument hors de service et ne valent pas même le raccommodage, et que les murmures des officiers et les plaintes des soldats, qui vont redoubler à l'arrivée des semestriers, sont fondées » (21 avril 1782).

C. 2330. (Liasse.) — 53 pièces, papier.

**1783-1788.** — Affaires militaires. — Magasins. — Objet général. — Correspondance entre MM. le maréchal de Ségur, de Puységur, ministres; le duc de Harcourt, gouverneur de la province; Esmangart, Feydeau de Brou, Cordier de Launay, Intendants de la Généralité; l'abbé Boulié; le marquis de Bricqueville; les commissaires des guerres et les subdélégués, relativement au désarmement des côtes et à la remise dans les magasins d'habillement, d'équipement et d'armement des différentes divisions de la Généralité, des effets ayant servi aux canonnières garde-côtes (30 avril 1783); — à l'état de l'équipement et de l'habillement de la division de Fermeville, dressé par le marquis de Bricqueville, commandant des canonnières garde-côtes (15 août 1783); — à l'état des effets qui ont servi pendant la guerre aux soldats, détachés sur les côtes et en chambrées dans les casernes durant l'année 1783, cet état est divisé en 34 colonnes, indiquant : les noms des commissaires des guerres et de leurs départements, ceux des dépôts, ceux des régiments auxquels les livraisons ont été faites, le nombre des divers ustensiles et la colonne des observations indique l'état de détérioration de ces effets, le dit état est arrêté et signé par M. de Montcarville, commissaire ordonnateur (21 octobre 1783); — à la suppression des magasins, qui avaient été établis dans les différents lieux d'assemblées des troupes provinciales, notamment ceux d'Alençon, de Neufchâtel, de Rouen et à la remise, dans les magasins de Caen que l'on agrandirait et dont on élèverait le salaire du garde-magasin à 600 livres, des effets qui y étaient déposés (10 avril 1784); — au dépôt dans l'église d'une communauté de l'ordre de Ste-Croix supprimée (les Croisiers) des 2,840 habits, vestes, culottes, chapeaux et guêtres provenant des troupes provinciales des

Généralités d'Alençon et de Rouen (24 avril 1784); — à l'envoi à Dunkerque d'effets et ustensiles, tels que 2,688 draps de lits pliants, 982 couvertures, 1,800 pots à boire, 1,000 écuelles à l'usage des hôpitaux militaires appartenant au Roi, provenant des hôpitaux auxiliaires qui sont déposés à Caen et à Bayeux (17 novembre 1784); — à l'état général des effets des canonnières garde-côtes du département de Caen, dressé par le chevalier Ballias de Laubarède, avec les observations du dit commissaire, constatant le mauvais état des habits hors de service et donnés en gratification aux canonnières; il ajoute qu'on a trouvé dans les magasins des coupons de serge tout rongés des vers, ainsi que les habits et culottes, quant aux havre-sacs qui sont très-sales, il conviendrait de les faire laver pour éviter leur complet dépérissement (13 décembre 1784); — à l'envoi de l'état des effets du Roi à Bayeux, dressé en présence de M. de Laubarède, par le sieur Alibord, garde-magasin; — aux difficultés éprouvées pour le transport à Dunkerque des dits effets, dont la valeur n'est pas assez considérable pour fréter un navire entier, de sorte qu'il faut attendre qu'il s'en présente un, qui charge de la pierre ou du vin aigre pour le port de Dunkerque; M. de Montcarville écrit à M. de Brou: « on vient de m'instruire que Dunkerque « est d'une province réputée étrangère et que rien ne « part de Caen et n'y arrive de cette ville, qu'il n'ait « payé les droits d'entrée et de sortie des Cinq Grosses- « Fermes et que pour éviter les droits de l'embar- « quement de ces effets, il faut être muni d'un « passe-port du ministre, je vous prie de vouloir bien « le demander à M. le maréchal de Ségur, » il le prie d'envoyer l'état des effets emballés pour que le ministre puisse ordonner de les insérer dans le passeport (4 février 1785); — à la demande par l'Intendant au Ministre du dit passeport, afin d'exempter des droits de sortie les effets militaires destinés pour Dunkerque (7 février 1785); — à l'état général des dits effets provenant des magasins de Bayeux et Caen, avec les observations du commissaire ordonnateur, qui constate qu'une partie de ces effets a été livrée pour le service des galeux et des vénériens et pour l'hôpital de charité, où l'on reçoit les soldats malades (17 février 1785); — à la demande d'augmentation des appointements du sieur de Mondézert, garde-magasin du château de Caen, en raison des soins constants qu'il doit donner aux effets du Roi, qu'il faut sans cesse réunir, battre et mettre à l'air durant l'été, afin d'empêcher le travail des vers et à la nécessité de lui donner un journalier ordinaire pendant les six mois d'été (18 février 1785);

— à la nécessité d'ordonner que les états-majors des corps soient garants et responsables des tentes délivrées aux différents régiments en garnison à Caen pour les travaux de la rivière; « cette condition, ajoute M. de Montcarville, est d'autant plus juste et d'autant plus « facile à remplir, que leurs travaux sont payés et que « l'état-major laisse toujours en arrière, sur ces paye- « mens, des fonds de réserve pour chaque soldat, qui « pourroit répondre des pertes ou des vols qu'ils feront « des effets appartenant au Roi qu'on veut bien leur « prêter » (21 février 1785); — à l'embarquement des effets destinés pour Dunkerque (27 février 1785); — à l'envoi d'un nouveau mémoire du sieur Godey de Mondézert par l'Intendant, écrivant au maréchal de Ségur pour appuyer la demande d'augmentation d'appointements de ce garde-magasin, forcé de se faire aider, surtout durant l'été, d'autant plus qu'il est, en outre, chargé de la recette et de l'envoi des habillements des Invalides pensionnés et des soldes et récompenses militaires, sous les ordres du commissaire ordonnateur, qui en rend les meilleurs témoignages (19 mars 1785); — à l'envoi par M. de Puységur à l'Intendant, M. de Launay, de 4 exemplaires d'une instruction sur la manutention des magasins du Roi, en date du 14 août 1788, confiant au Directoire l'habillement de ses troupes, l'administration de tous les magasins des effets à lui appartenant, ainsi que celles des magasins des effets des troupes provinciales; le maréchal demande le plus promptement possible l'état de tous les frais que ces magasins peuvent occasionner, tant pour loyers d'emplacement que pour appointements des gardes ou frais de manutention (27 décembre 1788); — à l'état des frais qu'occasionnent les magasins dans lesquels sont déposés les différents effets de toutes espèces appartenant au Roi (1788).

C. 2331. (Liasse.) — 55 pièces, papier.

**1778-1779.** — Affaires militaires. — Magasin de Bayeux. — Correspondance entre MM. le prince de Montbarey, ministre; Esmangart, Intendant de la Généralité; Delelès de La Taberie, commissaire ordonnateur à Paris, Intendant de l'armée de Broglie; Vardon, Despiez, de Veimerange, commissaires des guerres, et Génas, subdélégué, relative: à la constatation des quantité et nature d'effets de campement déposés chez M. de Saint-Blaise, à Saint-Martin-des-Entrées (4 novembre 1778); — à la vérification, par le subdélégué de Bayeux, de la paille prise au magasin de Ruequeville, destinée aux chevaux du régiment de la Reine, dragons, dont



M. de Saint-Georges, major du dit régiment, a constaté la mauvaise qualité et a fait retirer cette paille de la caserne pour la déposer au cloître des Cordeliers (27 novembre 1778); — au blâme, infligé par le prince de Montbarey à M. Génas, subdélégué de Bayeux, qui avait fait distribuer 17 livres de foin au lieu des 15 prescrites, sur les fourrages restant des approvisionnements du camp de Vaussieux (13 décembre); — à l'ordre donné pour que les effets de campement et des hôpitaux, réunis provisoirement à Bayeux, y restent en dépôt sous la garde du sieur Alibord, garde-magasin, auquel il sera accordé 960 livres d'appointements plus 240 livres pour le loyer du magasin (14 décembre); — au procès-verbal, dressé sur la réquisition du garde-magasin des fourrages, constatant le déficit qui existe dans les sacs d'avoine, expédiés par le sieur Archambaux (16 décembre); — à la réponse faite au Ministre par M. Esmangart défendant son subdélégué de Bayeux, dont « l'intention n'a point « été de rien changer à ce qui a été fixé par l'ordon-  
« nance du 18 septembre dernier pour la composition  
« de la ration des fourrages, mais de concilier la dis-  
« cussion qui s'était élevée relativement à leur mauvaise  
« qualité entre le commandant du régiment de la Reine  
« et le préposé chargé de la distribution. L'excédant  
« accordé n'a eu pour objet que d'offrir, pour une fois  
« seulement, et jusqu'à ce que l'on eût pris d'autres  
« mesures, une compensation raisonnable du déficit,  
« résultant de la mauvaise qualité de ces fourrages » (19 décembre); — aux éclaircissements demandés à M. Génas par M. Esmangart au sujet de l'établissement d'un magasin de fourrages que M. de Saint-Georges lui propose d'établir dans l'église des Augustins de Bayeux, afin de réunir au dépôt des greniers de Saint-Augustin l'autre dépôt de la paille, qui est aux Cordeliers, sous prétexte qu'il résulte de l'éloignement du dit dépôt un déchet considérable; « je sais, ajoute  
« M. Génas, que l'église des Augustins a servi pendant  
« la durée du camp de magasin de fourrages; mais  
« cette communauté a considérablement souffert, et  
« si on se porte aujourd'hui à prendre l'église de cette  
« communauté, qui ne subsiste qu'au moyen des  
« aumônes des personnes charitables, qui vont se  
« trouver privées de cette église, pendant cet hyver,  
« je suis persuadé que cette maison se trouveroit  
« ruinée. S'il n'étoit question que d'un supplément de  
« magasin, il seroit bien plus naturel de prendre les  
« bas côté de l'église des Cordeliers pour en faire un  
« magasin: il est très considérable et cette communauté  
« n'en souffriroit que très peu, puisqu'elle auroit  
« encore toute la nef de son église libre avec son

« chœur... La communauté des Augustins s'est pressée  
« singulièrement, lors des camps, et mérite quelques  
« égards, et je ne sçaurois me porter à ruiner une  
« communauté sous le prétexte qu'un magasin de  
« paille se trouvera un peu éloigné dans la ville de  
« Bayeux dont vous connoissez, Monsieur, la grandeur;  
« il m'est revenu, si on ne m'a pas trompé, que  
« M. Vardon n'approuvoit pas le changement de  
« magasin sous prétexte de l'éloignement » (25 dé-  
« cembre 1778); — à une autre lettre de M. Génas  
« écrivant que pour procurer au magasin 40,000 ra-  
« tions de foin, le prieur des Augustins, qui a déjà fourni  
« des greniers pouvant contenir de 12 à 15,000 rations  
« et qui craint toujours pour son église, a dû représenter  
« à l'Intendant que « la salle de la manufacture de  
« St-Laurent, qui servoit de casernes aux dragons,  
« mais que la troupe a dû quitter par ce qu'elle  
« fumoit trop, devoit être prise de préférence à son  
« église » (30 décembre); — à la nouvelle demande  
« par M. de Saint-Georges de l'église des Augustins,  
« comme ayant déjà servi, pendant le camp de Vaussieux,  
« c'est, écrit-il, véritablement le lieu le plus à notre  
« portée, puisque les Augustins touchent le quartier  
« où nos dragons sont casernés; en outre, Monsieur,  
« ces moines ne sont que trois, et il ne leur faut pas  
« beaucoup d'emplacement pour l'office divin, du  
« moment qu'on leur laisse trois autels. Monsieur votre  
« subdélégué a ordonné que l'on mit provisoirement  
« le foin qui arriveroit aux Cordeliers et après que  
« les greniers des Augustins seroient remplis. J'ai  
« l'honneur de vous observer, Monsieur, que les Cor-  
« deliers sont à un quart de lieue de notre quartier,  
« et je vous demande en conséquence pour le bien  
« du service du Roi et pour fatiguer moins les dragons,  
« que vous ayez la bonté de nous assigner l'emplace-  
« ment des Augustins pour le magasin général; je vous  
« en aurai, Monsieur, la plus grande obligation » (30 dé-  
« cembre 1778); — à la lettre de M. Vardon rendant  
« compte à l'Intendant de son inspection des magasins,  
« où sont déposés les effets de campement et des hôpi-  
« taux: il est satisfait du bon état de ces derniers,  
« déposés dans les greniers du grand bureau, loués par  
« le sieur Magnier à la garde du sieur Alibord, nommé  
« par le roi à cet effet; il n'en est pas de même des effets  
« de campement déposés dans un magasin de la paroisse  
« de Saint-Martin-des-Entrées à près de trois quarts de  
« lieue de Bayeux et vu leur étroitesse il n'est pas  
« possible d'y faire la plus petite manutention; il propose  
« en conséquence de faire transporter les dits effets soit  
« à Bayeux, dans l'ancienne manufacture de Saint-Laurent

ou mieux à Caen où l'on trouverait toutes les facilités pour les réparations ; « on m'avoit proposé, écrit-il, « la chapelle Saint-Yves, attenante à la cathédrale, « ayant 60 pieds de longueur sur 30 de hauteur, mais « j'ai appris depuis quelle n'étoit pas convenable pour « ce service, étant trop humide, ny assez étendue pour « les manutentions, elle est vuide, on y fait aucunes « œuvres pieuses, et je crois qu'elle pourroit parfai- « tement servir de magasin pour les fourrages, alors, « les communautés des Augustins et des Cordeliers se « trouveraient débarrassées de cette servitude qui leur « est embarrassante, qui les prive de recevoir ny « d'exécuter les aumônes qu'on leur fait et les fon- « dations. Si vous décidez, Monsieur, à faire transporter « ces effets de campement que j'entens être tentes et « manteaux d'armes (car les boucots remplis de mar- « mittes, haches, pelles, etc., peuvent rester dans les « magasins où ils sont actuellement déposés), il n'en « coûteroit rien au Roy ny à la province, en les envoyant « chercher par les chariots d'artillerie, auxquels le « logement et l'étape seroient fournis » (2 janvier 1779) ; — à l'avis du sieur Alibord, garde-magasin des effets du Roi à Bayeux, transmis par M. Vardon que 25,000 paires de souliers, déposés à Saint-Nicolas, sont moisés et que le fil se desséchait, qu'il y avait donc urgence à l'autoriser de les faire graisser (27 février) ; — à l'autorisation par le prince de Montbarey de faire transporter à Caen les tentes, manteaux d'armes et souliers par les équipages de l'artillerie auxquels le logement et l'étape seront fournis (31 mars et 11 avril) ; — à l'envoi des soumissions des cordonniers de Bayeux, s'engageant à réparer et rendre en bon état les 25,000 paires de souliers appartenant au Roi et devant être envoyés à Caen (14 mai) ; — à l'avis transmis par le prince de Montbarey, qu'il a ordonné au sieur Biéatrix, commissaire-général aux transports des effets militaires, de retirer du magasin de Bayeux et de transporter au Havre 1,600 tentes d'infanterie, 1,600 marmites, 2,060 pelles et pioches, 1,143 haches ou serpes, 400 faisceaux d'armes et 283 manteaux d'armes et à St-Malo, 1,200 tentes, 1,200 marmites, 1,013 pelles et pioches, 590 haches, 300 faisceaux d'armes, 46 manteaux d'armes (1<sup>er</sup> juin) ; — aux dits transports au Havre et à Saint-Malo des effets militaires déposés à Bayeux, avec augmentation de 8,000 paires de souliers dont 4,500 pour le Havre et 3,500 pour Saint-Malo (3 juin) ; — aux difficultés éprouvées par le commissaire des guerres et le subdélégué de Bayeux pour trouver des voitures nécessaires au transport des dits effets, « attendu que les juments, qui ont des poulains,

« ne peuvent être absentes dix jours pour les voitures « qui se doivent rendre directement au Havre et à « Saint-Malo, afin d'éviter le dommage inévitable d'un « chargement et déchargement de ces effets de ville « en ville » (11 juin) ; — à la réponse du secrétaire de l'Intendance qui écrit au subdélégué : « Il est « fâcheux que vous ayez trouvé tant d'obstacles pour « l'exécution d'un service si pressant, et M. l'Intendant, « à qui je serai obligé d'en rendre compte, aura peine « à se persuader que toute l'étendue de votre départe- « ment ne fournisse pas 12 voitures, tandis qu'à « Saint-Lô, M. le subdélégué en a fait expédier 100 en « moins de 24 heures ; à votre défaut, Monsieur, j'ai « fait tout ce qui étoit en moi pour que les ordres du « Ministre ne soient pas sans exécution, mais il est « des circonstances où la perte de temps est inappré- « ciable et dérange l'ensemble des projets les mieux « concertés. Il s'expédie ici journellement une quantité « prodigieuse de voitures pour lesquelles j'aurois besoin « de votre secours, ainsi j'espère que vous voudrés « bien ne pas augmenter notre embarras, et je vous « prie, en l'absence de M. l'Intendant, de vous aider de « tous les moyens qui sont à votre disposition » (12 juin 1779) ; — aux nouveaux ordres du prince de Montbarey pour le transport immédiat au Havre et à Saint-Lô de 400 tentes de cavalerie et de 400 tentes d'infanterie, etc., (14 juin) ; — à l'avis transmis au secrétaire de l'Intendance par le subdélégué de Bayeux qu'ayant trouvé des rouliers et autres voituriers, il avait fait opérer le transport tant au Havre qu'à Saint-Malo et que les voitures venues de Caen avaient été renvoyées à vide ; « J'ose me flatter, Monsieur, « ajoute-t-il, que personne n'a plus à cœur que moy de « remplir mes devoirs, en faisant tout ce qui est en « moy pour le bien du service ; mais je guérirai diffi- « cilement de la crainte que j'ai toujours de faire « quelque chose qui pourroit n'estre pas approuvé de « M. l'Intendant, et conséquemment il ne faut pas que « vous vous trouviez importuné, si je m'adresse à vous « pour me procurer les éclaircissements dont je croirai « avoir besoin ; soyez persuadé cependant, Monsieur, « que je sçais combien vous vous trouvez surchargé et « que je ferai mon possible pour ne point abuser de « vos moments ; je n'éprouve que trop par moy-même « combien le service est à charge et difficile » (17 juin 1779) ; — à la demande de 8,000 paires de souliers pour l'armée du comte de Vaux (6 et 10 juillet) ; — au déficit de 1,053 paires de souliers dont le sieur Alibord garde-magasin à Bayeux n'a pas rendu compte (19 juillet 1779) ; — à l'avis du commissaire des guerres

que le sieur Alibord est plus condamnable par la forme que par le fonds, en acceptant la clef des magasins de son prédécesseur, le sieur Bailly, sans avoir vérifié leur contenance ni l'état des effets déposés, après la levée du camp de Vaussieux (23 juillet); — à la lettre de M. de Vergennes demandant, en l'absence du prince de Montbarey, des éclaircissements sur le déficit de 1,053 paires de souliers (25 juillet); — à la recommandation faite par l'Intendant au sieur Vardon, commissaire des guerres à Caen, de faire dresser un état des versements qui ont été opérés au Havre et à St-Malo et de ce qui reste en magasin, afin d'élucider la question du déficit dont le sieur Alibord est responsable et en rendre compte au ministre (30 juillet); — à la lettre de rappel du prince de Montbarey pour les dits éclaircissements (7 octobre); — à la réponse de M. Esmangart écrivant que dès que l'on a reconnu le déficit de 1,053 paires de souliers, il avait fait passer par M. Despiès, commissaire des guerres à Bayeux, un interrogatoire au sieur Alibord, dont la probité n'est pas suspectée, mais dont les réponses ont prouvé qu'il n'avait pris les précautions d'usage que la prudence exige, en se chargeant du magasin et en ayant eu la faiblesse de signer un reçu, sans avoir fait le recensement ni le compte des souliers portés au procès-verbal de Bailly, son prédécesseur, qui avait quitté Bayeux avant l'arrivée même du sieur Alibord, et qu'il résulte des informations prises par M. Vardon, que le sieur Bailly avait proposé à Caen la vente de 4 caisses de souliers provenant du camp de Vaussieux, sous prétexte qu'ils étaient défectueux. L'Intendant conclut à la nécessité d'arrêter et d'interroger le dit Bailly sur les faits ci-dessus, dès qu'on saura l'endroit de sa retraite (25 octobre); — à la demande du sieur Alibord à être remboursé de ses avances occasionnées pour les effets de campement, envoyés à Caen, au Havre et à St-Malo (2 novembre); — à l'avis que c'est à M. de Veimerange qu'il doit s'adresser pour le paiement des effets destinés à l'armée du comte de Vaux (8 décembre).

C. 2332. (Liasse.) — 30 pièces, papier.

**1780-1787.** — Affaires militaires. — Magasin de Bayeux. — Correspondance entre MM. le prince de Montbarey, le maréchal de Ségur, le comte de Brienne ministres; Esmangart, de Peydeau de Brou et de Launay, Intendants de la Généralité; de Montcarville, commissaire ordonnateur des guerres; de Laubarède, Vardon, Despiès, de Longecour, commissaires des guerres; Génas, subdélégué; Guiard, secrétaire de

l'Intendance, et Alibord, garde-magasin à Bayeux, relative : à l'avis donné par l'Intendant au prince de Montbarey, qu'il a fait opérer par l'équipage d'artillerie, comme il le lui avait prescrit, le transfert à Caen des tentes, manteaux d'armes et souliers déposés dans les magasins de Bayeux, afin d'en faciliter la vérification et de veiller à leur conservation, et qu'il a chargé le sieur Vardon, commissaire des guerres chargé de la police du magasin de Caen, de passer marché pour la réparation des souliers (12 mars 1780); — à la demande du sieur Alibord réclamant la somme de 726 livres 5 sols 4 denier pour les avances qu'il a faites ainsi que ses appointements, pendant la durée de son magasin (19 mai 1780); — à la recommandation faite par le prince de Montbarey à M. Esmangart de faire payer au sieur Alibord, ancien garde-magasin des effets du Roi à Bayeux : 1<sup>o</sup> ses avances de 726 livres 5 sols 4 denier; 2<sup>o</sup> ses appointements à raison de 960 livres par chaque année de sa gérance, et 3<sup>o</sup> les loyers de son magasin à raison de 240 livres par an (19 mai 1780); — à la nouvelle réclamation du sieur Alibord du remboursement de ses avances et de ses appointements, dont le total s'élève à 1,364 livres 16 sols 4 deniers : « Je ne peux « vous cacher, écrit-il à l'Intendant, que le retardement de ce paiement me met dans le plus grand « embarras par les dettes que j'ai été obligé de contracter pour faire les avances de ce service et dont « mes créanciers ne me donnent plus de relâche » (12 mars 1781); — à l'avis de l'Intendant à M. Despiès, commissaire des guerres à Bayeux que c'est « à ceux « qui l'avoient employé », c'est-à-dire au ministre de la guerre, que le sieur Alibord doit s'adresser, et qu'il est inutile qu'il fasse de nouvelles démarches auprès de lui à ce sujet (17 mars); — à la réponse de M. Despiès à M. Guiard, le priant de rechercher la minute de la lettre que l'Intendant lui écrivait le 22 décembre, d'après une lettre du ministre le chargeant d'ordonner les fonds dans la Généralité de Caen, pour payer les avances du sieur Alibord, et la rapprochant de la lettre du 17 mars : « Si vous voulez rechercher « ces deux lettres, vous reconnoîtrez facilement que « l'une semble contredire l'autre, et je conçois une « pareille erreur quand on est comme vous, Monsieur, « surchargé de différentes affaires et de beaucoup de « travail. Je crois devoir, d'amitié, vous faire part de « cette remarque, afin que si vous vous trouvez dans « le cas encore de traiter cette affaire vis à vis du « Ministre, vous ayez présente la situation dans « laquelle elle doit être »; il ajoute : « Je vous demande « en grâce de ne pas me laisser ignorer les mou-



« vêtements des troupes, parce que cela m'a mis souvent « dans l'embarras; » il cite les exemples de ces mouvements de troupes, dont il n'a pas été prévenu, de sorte qu'il pouvait être absent (25 mars); — à la demande par M. le maréchal de Ségur d'un inventaire des effets et ustensiles, qui doivent passer du magasin de Bayeux au magasin de l'hôpital auxiliaire de cette place (16 août); — à la remise, dans le magasin établi pour le service de l'hôpital ambulant de l'armée, des effets et ustensiles existant dans le magasin de Bayeux (25 août); — à l'avis donné que le régisseur de l'hôpital ambulant de Bayeux sera chargé d'acquitter les frais de transport qu'occasionnera le versement des effets appartenant à l'armée de Vaux, à Bayeux et Cherbourg (27 août 1783); — à l'envoi de l'inventaire des effets et ustensiles, venus de Valognes pour être remis au sieur Poisson de la Chabeaussière, directeur de l'hôpital militaire de Bayeux, qui les a remis au sieur Alibord garde-magasin des effets du Roi (13 septembre 1783); — à l'avis donné par M. de Brou au maréchal de Ségur que les effets, provenant de l'armée de Vaux, ont été remis au garde-magasin à l'hôpital auxiliaire de Bayeux et que d'autres effets de même provenance, transportés de St-Malo à Cherbourg, ont occasionné des frais de débarquement, transport, déballage et réparation s'élevant à 426 livres 5 sols, avancés par le sieur Rouhière de Fontenelle, garde-magasin à Cherbourg, qui sera remboursé, d'après les nouvelles prescriptions du ministre, par le régisseur de l'hôpital ambulant à Bayeux (11 décembre 1783); — aux quittances des avances faites par le sieur Alibord pendant l'année 1784; — à l'envoi à l'Intendant par M. de Montcarville de l'état dressé par le sieur Alibord des fusils et gibernes provenant des soldats du régiment de Lorraine, infanterie, en garnison à Bayeux, qui sont passés dans d'autres corps (7 octobre 1786); — à la demande au maréchal de Ségur relative à ses intentions sur la destination de ces effets (28 octobre 1786); — à la réponse du maréchal qui ordonne de remettre tous les effets d'habillement et équipement, qui se trouvent dans le magasin de Bayeux, au correspondant du sieur Biétreix, commissaire-général aux transports militaires, pour les porter au magasin des effets établi à Caen (6 mai 1787); — aux ordres transmis à cet effet par l'Intendant à M. de Montcarville, commissaire-ordonnateur des guerres (20 mai 1787); — à l'ordonnance de l'Intendant, prescrivant à la veuve Lemarchand et commissionnaire du sieur Biétreix d'opérer ce transfert des effets de Bayeux à Caen (20 mai); — à l'état des dits effets remis au garde-magasin de Caen

le sieur Godey de Mondezert, visé par le sieur de Montcarville (30 mai 1787).

C. 2333. (Liasse.) — 69 pièces, papier, 2 parchemin.

**1778-1787.** — Affaires militaires. — Magasin de Bayeux. — Correspondance entre MM. le prince de Montbarey, Berlin, ministres; Esmangart et de Feydeau, Intendants de la Généralité; Delelès de La Taberie, Intendant de l'armée du Roi; de Sérilly, trésorier général des guerres; Le Paulmier, subdélégué à Caen; Génas, subdélégué à Caen; Charon, directeur des hôpitaux militaires à la suite des armées du Roi et les officiers du Bailliage de Bayeux, relative: à l'avis donné qu'il a été commis un vol considérable de draps et d'effets à l'hôpital militaire établi aux Cordeliers de Bayeux (26 novembre 1778); — à la détention du sieur Morand, cuisinier des dits Cordeliers, accusé conjointement avec deux de ses complices fugitifs, d'être les auteurs du dit vol (17 décembre 1778); — à l'enlèvement d'effets appartenant au Roi dans l'hôpital militaire établi aux Cordeliers de Bayeux, au sujet duquel l'Intendant demande à son subdélégué à être informé des démarches tentées pour obtenir le recouvrement des objets volés, soit en nature soit en argent, de la part des parents de ceux qui les ont soustraits, et aussi du résultat des poursuites dirigées contre les coupables (22 décembre 1778); — à la réponse de M. Génas, assurant que les familles sont très disposées à payer la valeur des effets soustraits, aussitôt qu'elles auront obtenu l'ordre du Roi pour faire enfermer les accusés; il joint à sa lettre l'état des dits effets avec le prix de chacun d'eux formant une somme de 1,822 livres 5 sols 7 deniers (26 décembre); — à la lettre de M. Charon, directeur des hôpitaux militaires, qui, en envoyant un mémoire succinct au sujet du vol, dont il a été victime à l'hôpital de Bayeux, et le sus dit état des objets, intercède en faveur des coupables, afin d'épargner le déshonneur à leurs familles qui se proposent de l'indemniser. Il dit « qu'ayant été informé que le conflit de juridiction « entre le Bailliage et la Prévôté de Bayeux rendoit « cette affaire soumise à la juridiction ordinaire et « qu'un arrêt du Conseil, en renvoyant l'instance devant « l'Intendant de la Généralité, il en avoit prévenu son « subdélégué, qui, de concert avec des personnes respectables, a pris tous les moyens d'assoupir cette « affaire, pourvu que les parents payent le montant « des effets volés » (26 décembre); — à la demande des parents des sieurs Pierre Lecoin, Jacques Le Car-

pentier et Jean Morand, de les faire enfermer dans une maison de force, afin d'éviter le déshonneur auquel le vol qu'ils ont commis expose leur famille (28 décembre 1778) ; — à la demande par le subdélégué des ordres du Roi, en vertu desquels les coupables seront enfermés dans une maison de force, à Beaulieu par exemple, afin que leurs parents paient les frais de leur pension ainsi que les frais de capture (3 et 28 janvier 1779) ; — à l'envoi de l'arrêt du Conseil d'État attribuant à l'Intendant la connaissance et l'instruction du procès commencé contre les auteurs de l'enlèvement d'une partie des effets appartenant au Roi déposés à Bayeux (13 janvier 1779) ; — à la nécessité par l'Intendant de signifier une copie du dit arrêt d'attribution à la juridiction, qui était saisie de l'affaire, et d'obtenir toutes les pièces de la procédure, puis d'exiger des parents la consignation de : 1<sup>o</sup> la somme à laquelle monteront les dépens de la procédure commencée ; 2<sup>o</sup> celle de 4,822 livres 5 sols 7 deniers ; 3<sup>o</sup> une indemnité de 125 livres par mois (6 février) ; — à l'indemnité à accorder au sieur Charon, directeur des hôpitaux, en compensation des appointements qu'il a cessé de recevoir par suite de son séjour à Bayeux, où il a dû rester pour se justifier des soupçons élevés contre lui et ce jusqu'à ce que l'affaire soit entièrement terminée (6 et 14 février) ; — à l'envoi de toutes les pièces du procès instruit au Bailliage de Bayeux ; — à l'avis donné à l'Intendant par son subdélégué que l'une des familles a pour ainsi dire payé, à elle seule, toutes les indemnités demandées, et que le sieur Charon, connaissant ses dispositions à satisfaire à tout plutôt que de se voir déshonorée, ne s'est pas fait scrupule d'exagérer ses prétentions d'indemnité, bien qu'il ait été ressaisi de plusieurs des objets soustraits : « il me « paroîtroit qu'il y auroit justice, écrit M. Génas, à en « faire déduction et en diminution du mémoire des « effets manquant, on dit que le sieur Charon passe « en cette ville assez bien son tems » (6 avril) ; — à l'emploi d'une partie de la somme consignée par la très honorable famille Lecarpentier, qui se dépouille de tout pour sauver l'honneur de son nom (22 avril) ; — aux lettres de M. de Montmirel, sous-lieutenant de maréchaussée, recommandant à la bienveillance de l'Intendant l'abbé Lecarpentier, frère de l'un des coupables, qui est le seul des trois familles qui paie tout ce qu'on lui réclame : « Ce malheureux, sur lequel l'on « tire tous les jours, est réduit au point de vendre « ses effets pour satisfaire aux demandes que jour- « nellement lui fait ce sieur Charon... Évitez, je vous « supplie, à un malheureux le désagrément de vendre

« sa dernière chemise, ce qu'il a fait pour éviter à un « déshonneur » (11 mai) ; — à la lettre de M. Génas renvoyant les états, arrêtés par lui, des frais de procédures et la reconnaissance du sieur Garret, greffier de la subdélégation de Bayeux, dépositaire de la somme de 2,732 livres consignée et versée par « la malheureuse « famille Lecarpentier, la seule qui se trouve chargée de « tout le fardeau » (20 mai) ; — à la supplique adressée à l'Intendant par le sieur Charon, qui démontre l'insuffisance de son indemnité de 125 livres par mois, bien qu'il ait déjà reçu de l'abbé Le Carpentier 1,200 livres de dédommagement, en janvier. Il assure que l'obligation, pour lui, de séjourner à Bayeux jusqu'à la conclusion de cette affaire, lui a fait manquer un emploi à la Martinique et menace d'entraîner la ruine de son établissement à Ste-Lucie (29 mai 1779) ; — au compte-rendu de toute cette affaire au prince de Montbarey par l'Intendant de la Généralité, qui appuie et recommande la demande de lettres de cachet pour enfermer les coupables et sauvegarder ainsi l'honneur de leurs parents, « gens honnêtes et bons sujets du Roi » (4 juin) ; — à l'extrait de la procédure instruite par les officiers du Bailliage de Bayeux et à la déposition des témoins à charge, le Père gardien des Cordeliers, le portier et autres ; — aux renseignements demandés à M. Génas au sujet de la requête adressée par la famille Le Carpentier, pour la restitution de ce qui reste de la somme de 2,732 livres déposée en avril 1779, tant pour faire face au remboursement des effets volés qu'aux frais de procédure (29 avril 1786) ; — à la réponse de M. Génas, qui, pour éclaircir la question posée par M. Feydeau de Brou, reprend l'affaire dès son origine, en suit toutes les péripéties depuis le 6 octobre 1778, date de l'évacuation de l'hôpital militaire, établi aux Cordeliers de Bayeux, jusqu'à la mort du sieur Charon, directeur du dit hôpital, et à celle de l'un des coupables, le 12 juillet 1780 ; enfin, à l'état de l'évasion du seul des trois coupables qui ait été enfermé et qui « a eu le secret de percer les prisons avec « plusieurs prisonniers qui décampèrent avec lui et « qui n'a plus reparu. On n'a plus donné de suite à ce « procès criminel, à la vue de l'arrêt d'attribution « annoncé par M. Esmangart. Tel est l'état de cette « affaire et de la procédure qui cependant est toujours « existante au Bailliage criminel, puisque l'arrêt d'attribution n'a point été signifié. » Il en conclut que la famille Le Carpentier est fondée dans sa juste réclamation du dépôt qu'elle avait fait de la somme de 2,732 livres, dont on a seulement à déduire 15 livres 19 sols 6 deniers, payés du consentement de la famille à

l'huissier, qui avait fait les diligences nécessaires dans ce procès criminel. Il expose qu'elle avait été obligée d'emprunter à gros intérêts pour satisfaire à la consignation, exigée pour obtenir des ordres du Roi afin d'enfermer les coupables et prévenir les suites de cette affaire, que les ordres n'ont point été expédiés, qu'il n'y a eu d'autres jugements que des décrets de prise de corps, et que leur parent étant mort, cette famille est actuellement sans intérêt dans le procès pendant au Bailliage criminel. « Les choses en cet état, je crois « qu'il est de principe et d'une maxime constante que « le crime est éteint, quant à la peine, par la mort du « coupable. L'accusé mort avant le jugement, même « en dernier ressort, est censé mort *integri status*. On « peut lui opposer la consignation volontaire; mais si « on considère que cette consignation n'a été faite que « dans la vue de prévenir les suites d'une affaire qui « l'eût pu déshonorer, et que les ordres qu'elle solli- « citoit n'ont point été expédiés, il doit s'ensuivre « qu'on peut lui en faire faire la restitution. En ce qui « touche les 150 livres dues au sieur Alibord, il ne « devra les tenir que de la libéralité de la famille, qui « mérite les plus grands égards et de laquelle le sieur « Montmirel, sous-lieutenant alors de la maréchaussée, « a beaucoup tiré, à ce qu'on m'a rapporté, mais cet « officier a été cassé et réformé par ordre du Roy et « a subi la punition que méritoient ses exactions » (2 juillet 1786); — à la délibération, en sens contraire, prise en conseil de l'Intendant et développée par son subdélégué de Caen, concluant au rejet de la requête de la famille Le Carpentier (21 août 1786); — au résumé que fait de ce double plaidoyer, le secrétaire de l'Intendance, concluant comme le conseil des avocats, dont le subdélégué de Caen s'est fait l'interprète, à la non-restitution de la somme consignée : « On ne sait « comment cette famille ose réclamer la restitution « totale de son dépôt, tandis qu'il n'y a pas de quoi « indemniser le Roi et les particuliers envers lesquels « ils se sont engagés » (30 août 1786); — au compte-rendu de cette affaire au maréchal de Ségur par M. de Brou, qui ajoute qu'il lui paraîtrait trop sévère d'exiger que la famille Le Carpentier, qui seule a fait les frais du dépôt, fit le sacrifice entier de cette somme, qui épuise ses facultés, et qu'elle n'a fait que pour obtenir des ordres du Roi, qui non-seulement n'ont pas eu d'exécution, mais même ne paraissent pas avoir été expédiés; d'autre part, comme c'est sans doute à l'aide de ses offres qu'elle a obtenu l'arrêt d'évocation qui a arrêté le cours de la procédure, elle n'aurait pas à se plaindre si elle n'obtient la restitution que d'une

partie de son dépôt. Il propose d'obtenir du Roi la remise des prix des objets volés, dont l'estimation est de 1,822 livres 5 sols 7 deniers, et de réserver une indemnité de 1,200 livres, que la famille elle-même a reconnu devoir au sieur Charon, en souscrivant l'acte du 25 janvier 1779, ainsi qu'une somme de 150 livres au sieur Alibord, selon les engagements qu'elle a pris par le même acte, plus les frais de greffe et d'huissier, de sorte que des 2,732 livres consignées, il resterait 1,303 livres 5 sols 6 deniers entre les mains du dépositaire, le sieur Garet, que l'on autoriserait à restituer aux déposants; « au surplus, ajoute M. de Brou, comme cet « arrangement n'est fondé que sur une grâce particulière de S. M., je ne le propose que par forme « d'observation et je m'en rapporte à votre prudence et « aux ordres qu'il vous plaira de m'adresser » (5 octobre 1786); — à la lettre du maréchal de Ségur, demandant à M. de Launay de nouvelles explications sur ce qui a été réellement payé aux sieurs Charon et Alibord, afin qu'il puisse prendre un parti décisif sur la demande de la famille Le Carpentier (13 avril 1787); — à la demande par M. de Launay à M. Génas de faire estimer les effets retrouvés, de s'informer s'ils ont été remis au sieur Charon, enfin quelles sommes ont été déjà versées au sieur Charon et au sieur Alibord, qui réclame non-seulement les 150 livres de son indemnité, mais encore 438 livres 17 sols 6 deniers avancés par lui au sieur Charon (22 avril 1787); — à la nouvelle supplique du sieur Alibord pour être remboursé de ses frais et indemnité dans l'affaire Le Carpentier (17 juin); — à la réponse de M. Génas, qui prie M. de Launay de s'en référer, pour tous les détails de l'affaire, à sa lettre du 2 juillet 1786, adressée à son prédécesseur M. de Brou; il ajoute seulement qu'il résulte de ses informations qu'il ne serait plus dû, pour l'indemnité du sieur Charon, que 215 livres, desquelles il faudrait déduire 84 livres dues à un aubergiste de Bayeux, de sorte qu'il ne resterait plus que 131 livres, sur laquelle somme le sieur Alibord pourrait exercer ses créances qu'il prétend avoir sur le sieur Charon. Il a pu faire estimer à 74 livres 11 sols 4 deniers le prix des objets recouvrés; mais il n'a pu faire estimer la valeur des effets qui servent de pièces de conviction dans l'instruction criminelle qui subsiste toujours (28 juin 1787); — à la réponse de l'Intendant proposant au maréchal de Ségur d'autoriser la restitution de la somme de 1,225 livres 14 sols 2 deniers, restant de la somme consignée de 2,732 livres, tous frais et indemnités payés (10 juillet); — à la nouvelle réclamation du sieur Alibord, qui a appris la décision du ministre conforme



à ses désirs et qui prie le secrétaire de l'Intendance de presser la signification des ordres ministériels (6 août); — à la réponse de l'Intendance que la décision du ministre n'était pas connue à Caen (13 septembre); — à l'autorisation donnée par M. de Brienne à M. de Launay de faire la remise de 1,300 livres 5 sols 6 deniers à la famille Le Carpentier (25 septembre); — à la notification de cette décision à M. Génas, chargé de son exécution (4 octobre); — à une nouvelle lettre de M. Génas, rectifiant les chiffres et assurant que c'était une somme de 1,453 livres 5 sols 6 deniers qui devait revenir à la famille Le Carpentier (5 novembre); — à la réponse approbative de l'Intendant (25 novembre); — à l'envoi de l'état de distribution, par M. Génas, des sommes consignées et des pièces justificatives (27 août 1788); — au visa de l'Intendant (6 février).

C. 2334. (Liasse.) — 69 pièces, papier.

**1767-1777.** — Affaires militaires. — Magasins de Caen. — Correspondance entre MM. le maréchal comte du Muy, le duc d'Aiguillon, le prince de Montbarey, le comte de Saint-Germain, ministres; le maréchal comte de Rochambeau; de Fontette, Esmangart, Intendants; Bonnier de Saint-Cosme, Vardon, commissaires des guerres; M. de Buffon, major du régiment de Lorraine, relative: à l'inventaire dressé par M. Vardon, commissaire des guerres, en présence de M. de La Charpenterie, capitaine au corps royal artillerie et du sieur Dumont, garde-magasin de l'artillerie, des effets appartenant au Roi pour le service des milices garde-côtes, déposés au magasin du château de Caen (31 août 1767); — à l'état de dépenses faites par le sieur Godey de Mondézert, garde-magasin des effets du Roi à Caen, à l'occasion de l'entretien des 417 fusils et bayonnettes déposés au magasin, le 5 octobre 1762, par le bataillon de la milice de Caen et remis en bon état à M. de Clinchamps, directeur d'artillerie, sur le reçu du sieur Tuillard, garde d'artillerie, du 3 octobre 1768 (3 décembre 1773); — à l'état des frais occasionnés par l'emballage des balles de marchandises adressées du magasin au commandant de la brigade de St-Julien, du corps royal d'Artillerie à Brest, et au garde-magasin des régisseurs de l'habillement des troupes à St-Denis, puis d'autres reçus du garde d'artillerie au château de Caen pour être adressées à M. de La Ponce, commissaire des guerres au magasin de l'Hôtel-royal des Invalides à Paris (3 décembre); — à un autre état de frais de transport des capotes envoyées à Cherbourg, La Hougue et l'île Tatihou par le sieur Godey de Mondézert (3 dé-

cembre 1773); — au remboursement de la somme de 312 livres 15 sols demandée par le garde-magasin du régiment provincial de Caen pour nettoyage de l'armement d'un bataillon pendant les années 1763 et 1764 et autres (27 septembre 1774); — aux procès-verbaux de visite des capotes à l'usage des sentinelles de la ville de Caen (1774); — à la réduction d'un inventaire des différents effets de petit équipement des soldats provinciaux, consistant en vestes, chapeaux, guêtres, chemises, cols, havre-sacs et souliers, et aux réparations à y faire, pour qu'ils soient en état d'être délivrés à la première assemblée (9 et 14 mars 1775); — à la visite des dits effets déposés dans le magasin de Caen à la garde du sieur Godey de Mondézert (17 mars 1775); — à la confection des effets de petit équipement des soldats provinciaux (19 mars 1775); — aux états des réparations faites à 241 vestes et autres effets du régiment provincial de Caen, rongés par les rats et les souris (23 mai 1775); — à l'avis donné par M. le maréchal de Muy que M. de Rochambeau l'a informé que les effets d'habillement, d'équipement et d'armement du régiment provincial de Caen sont exposés à un dépérissement journalier, tant à cause du mauvais état de la tour du château, qui sert de magasin, que par la grande quantité de rats qu'il paraît difficile de détruire, ce qui rend le choix d'un nouveau magasin indispensable pour les effets provinciaux, dont la fourniture et l'entretien ne se font qu'au moyen de l'imposition levée dans la Généralité (26 juillet 1775); — à l'état des avances du sieur Godey de Mondézert, à l'occasion des fournitures des officiers et soldats du régiment des Invalides pensionnés et à la demi-solde avec toutes les pièces à l'appui (août et 4 octobre 1775); — aux états de dépenses faites par le sieur Godey de Mondézert pour le transport dans le magasin situé sur le moulin de l'Hôtel-Dieu, choisi par le commissaire des guerres pour les effets d'habillement, d'équipement et armement des trois bataillons du régiment provincial de Caen déposés au magasin de la tour Jumel (8 août 1775); — aux ordres du prince de Montbarey de presser la vente des effets ordonnée par le comte de Saint-Germain, afin d'en prévenir le dépérissement total (30 juin 1776); — à l'avis donné par l'Intendant à M. de Buffon qu'il a mis à la disposition du régiment de Lorraine 150 habits et culottes, qui avaient été destinés aux régiments provinciaux, dont la suppression a été ordonnée (1<sup>er</sup> juillet 1776); — à l'avis que les vestes, faisant partie du petit équipement et approvisionnées aux frais de la province, doivent, comme l'observait M. Esmangart, être vendues avec les autres effets du

petit équipement au profit de la province, afin de pourvoir à la dépense que le tirage de la Milice occasionne (7 août); — à l'état des habits et culottes délivrés au régiment de Lorraine, infanterie, en garnison à Caen (1<sup>er</sup> octobre); — aux ordres du prince de Montbarey de faire remettre 258 habits et culottes au commandant du régiment de Lorraine, à Caen, et 317 à celui de Normandie, à Valognes (3 novembre); — au recensement fait par M. Vardon, commissaire des guerres, en présence du sieur Godey de Mondézet, des parties d'équipement provenant de la suppression de la légion de Flandre (7 et 14 novembre 1776); — à l'état des dits effets délivrés au régiment de Normandie, à Valognes (1<sup>er</sup> décembre); — à l'acensé réception par le sieur Boyer, major du dit régiment (16 décembre); — à la note de la vente des effets de petit équipement, dont la recette s'élève à 26,370 livres et la dépense à 1,796 livres 6 sols, reste 24,573 livres 19 sols de bénéfice au profit de la province (12 février 1777); — à l'envoi du procès-verbal de la vente des effets de petit équipement du régiment provincial de Caen appartenant à la Généralité (4 avril 1777); — à de nouveaux ordres pour remettre des effets d'équipement des régiments provinciaux au sieur Biérix, commissaire aux transports militaires, pour être adressés aux régiments de Lafarre, Médoc, Royal-Roussillon, Saintonge et Viennois (19 avril); — à l'état des effets du Roi envoyés d'Alençon, remis au garde-magasin de Caen par le sieur Le Marchant, préposé de M. Biérix, commissaire aux transports militaires (2 août 1777); — à l'état de situation du magasin des effets du Roi à Caen pendant les 6 derniers mois de 1777.

C. 2335. (Liasse.) — 71 pièces, papier.

**1778.** — Affaires militaires. — Magasin de Caen. — Correspondance entre MM. le prince de Montbarey, ministre; Esmangart, Intendant de la Généralité; Caze de la Bove, Intendant de la Généralité de Rennes; Bonnier de St-Cosme, commissaire-ordonnateur et Vardon, commissaire des guerres; le prieur des Croisiers de Caen et Légier, ingénieur, chef de brigade de la direction de Normandie, au Havre, relative : à l'état de dépense pour le remplacement des effets et ustensiles jugés hors de service, déposés dans les casernes du château de Caen (25 février); — à l'envoi de l'état des dépenses pour le remplacement des dits effets (1<sup>er</sup> avril); — à la réception de 2,040 tentes et de 3,270 marmites, garnies de leurs couvercles envoyées du magasin de Rennes (18 mars); — à l'insuffisance

des magasins de Caen pour déposer les dites tentes et marmites, et à la proposition faite de l'église des Jésuites « qui est vaste et spacieuse, et dont l'usage » est presque nul aujourd'hui » pour en servir provisoirement (18 mars); — aux propositions de trois fournisseurs pour la confection des 1,600 pelles de 3 livres 3/4, ou bèches de 3 livres 1/2, 1,600 pioches de 3 livres 1/4 et 3,250 haches de 3 livres 3/4 et serpes de 2 livres; le sieur Besson demande 30,284 livres 9 sols 4 deniers; le sieur Lemore 24,480 livres 14 sols 2 deniers et le sieur Lemarchant 22,750 livres 9 sols 2 deniers seulement, parce qu'ayant un commerce de fer fort étendu, il peut faire travailler à meilleur compte que personne; il ne demande point d'avances de paiement et s'oblige à livrer les outils au 1<sup>er</sup> mai, tandis que ces deux concurrents réclament le tiers du prix de la fourniture avant de commencer les ouvrages, le second tiers, quand ils seront à moitié et le dernier tiers au moment de la livraison qui ne pourrait avoir lieu que dans deux mois (28 mars); — à l'état des ustensiles, marmites et casseroles, bidons de fer-blanc, caisses de tambour déposés aux magasins du château, au magasin de la ville et à celui des tentes, qui, provenant du château, ont été une fois raccommodées, déposées dans l'église des Croisiers (29 mars); — à l'avis par l'Intendant de Rennes de l'envoi des tentes et ustensiles provenant des magasins de Rennes (29 mars); — aux réparations faites à journées d'ouvrier des tentes déposées au château de Caen (29 mars); — à l'ordonnance d'acceptation, par M. Esmangart de la soumission du sieur Le Marchant pour la fourniture des bèches, louchets, pioches, haches et serpes à livrer au château de Caen, pour le prix de 22,750 livres 9 sols 2 deniers (30 mars); — à l'envoi de l'état des dépenses faites pour le remplacement des effets hors de service déposés au château (1<sup>er</sup> avril); — à l'envoi à St-Denis des effets d'équipement, ceinturons de dragons, de fusiliers et de tambours, gibernes de grenadiers, bretelles de fusils, bandoulières de cavaliers et colliers de tambours à réparer et hors de service, provenant du magasin de Caen (3 avril); — à l'état des frais occasionnés par la descente des magasins du donjon du château et de la ville, de ces effets, certifié par le garde-magasin et vérifié par le commissaire des guerres du département, le sieur Vardon et le commissaire-ordonnateur des guerres au département de Normandie, le sieur Bonnier de Saint-Cosme (16 avril); — au procès-verbal de vérification des 40 balles et 4 tonneaux d'effets venus de Rennes par le garde-magasin et le commissaire des guerres (20 avril); — à

l'état des effets du Roi livrés au sieur Le Marchant, correspondant du sieur Biérix, commissaire-général au transport des effets militaires, pour les casernes de St-Denis (23 avril); — à l'avis que les manteaux d'armes, commandés par le prince de Montbarey reviendraient à 25 livres chacun, mais d'un coutil moins serré et moins fort que les manteaux d'armes envoyés à Caen et à 36 livres du même coutil que le modèle envoyé par par le ministre, « bien que ce genre d'industrie, ajoute l'Intendant, soit fort répandu dans mon département » (1<sup>er</sup> mai); — à l'état des journées de travail employées à la réparation des tentes repostées au château, à raison de 12 sols à 15 sols 20 sols par journée d'ouvriers, et à 36 sols par journée d'ouvriers « empieteurs », du 26 mars au 2 mai, c'est-à-dire 36 jours du sieur Lagarenne, tapissier, à raison de 7 livres 10 sols par jour, « ayant été obligé de quitter la suite de son état pour « l'accélération du sus dit ouvrage », plus les fournitures et avances, enfin pour le transport des dites tentes du château au magasin des Croisiers, le tout s'élevant à la somme de 1939 livres 3 sols (2 mai); — à l'état des frais pour le dépôt des effets du Roi dans l'église des Croisiers, pour cloisonnages et fermetures (10 mai); — au procès-verbal de vérification de 97 balles, contenant 2040 tentes d'infanterie et 388 manteaux d'armes, et de 89 tonneaux, contenant 3270 et 3267 au lieu de 3270 casseroles de fer, venus des magasins de Besançon et déposés dans l'église des Croisiers et le cloître des Carmes par le garde-magasin, le commissaire ordonnateur et le commissaire des guerres de Caen (14 et 23 mai); — à la lettre du prieur des Croisiers, Melin Dujouquay, écrivant à M. Esmangart: « M. Vardon, « commissaire des guerres, vint, il y a un mois, de « votre part, pour prendre des magasins dans notre « église, et nous nous sommes prêtés à vos besoins en « lui donnant la chapelle latérale, qui est aussi grande « que la nef; aujourd'hui il vient nous demander de « nouveau la nef et la majeure partie du chœur. Nous « avons lieu de penser qu'en nous chargeant d'une « partie du fardeau, les autres nous aideroient à en « supporter le poids et que nous serions à l'abri d'une « nouvelle demande. La sainteté du lieu, la facilité de « l'accès pour le public, le concours immense des « fidèles, la confluence de quatre grandes paroisses, « dont les vaisseaux ne sont point assés vastes pour « contenir tous les habitants, l'acquit des fondations, la « célébration des saints mystères, votre protection enfin, « Monseigneur, semblent devoir nous mettre à l'abri de « cette entreprise, un mot de votre part peut suspendre « et arrêter l'exécution provisoire, nous l'attendons,

« Monseigneur, de votre équité; P.-S. Si Monsei-  
« gneur n'eût été incommodé, nous aurions été à son  
« audience lui présenter en personne notre réclama-  
« tion » (17 mai); — à la réponse de l'Intendant: « Ce  
« que vous a annoncé M. Vardon, Monsieur, est con-  
« forme à ce que je lui ai prescrit d'après les ordres  
« que j'ai reçus de la Cour, et dans le moment actuel,  
« l'usage qu'il vous a annoncé devoir faire des bâti-  
« ments de votre église est absolument essentiel au  
« bien du service. Je suis convenu avec lui que l'on  
« destinerait seulement la nef et la chapelle latérale à  
« servir de dépôt aux effets du Roi, et qu'on laisseroit  
« le sanctuaire et les chapelles qui sont dans son en-  
« ceinte à votre disposition. C'est tout ce qui vous est  
« nécessaire pour l'acquit des fondations et la célébra-  
« tion du service dont vous pouvez être chargé. D'après  
« ces observations, je doute d'autant moins que vous  
« vous prêtiez à l'emploi que le commissaire des guerres  
« doit faire de cet édifice, qu'il n'est point destiné à  
« l'usage du public, et que l'Université, à laquelle il  
« appartient, donne les mains à cette destination »  
(17 mai); — à la réclamation du dit prieur contre les  
prétentions du commissaire des guerres, qui « entend  
« s'emparer du chœur, des stalles et des deux autels  
« qui en forment l'enceinte. » Il propose « une cloison  
« qui permettroit l'accès du chœur, où l'on laisseroit  
« entrer les personnes qui ont des droits acquis, à titre  
« de bienfaiteurs, de fondateurs, confréries ou services  
« particuliers, enfin ceux qui ne peuvent aller jusqu'à  
« leur église paroissiale, les vieillards, les infirmes, —  
« la grande porte du tambour serviroit d'entrée pour  
« le magasin formé de la chapelle latérale et de la  
« nef. » Il ajoute en P.-S. « Ce ne peut être que par  
« erreur que l'on vous a dit que l'Université avoit la  
« propriété de notre église » (18 mai); — aux répara-  
tions à faire aux 3270 marmites garnies, envoyées de  
Rennes, et aux 930 marmites et 855 couvercles existant  
au magasin de Caen (22 mai); — au procès-verbal de vé-  
rification de 31 tonneaux d'outils de campement venus  
de Besançon (24 et 30 mai); — à la vente des effets de  
rebut des magasins de Caen (30 mai); — à la propo-  
sition du commissaire ordonnateur de soumettre au  
ministre le projet de « faire passer aux *insurgents*, si  
« elles peuvent leur être de quelque utilité », les poires  
à poudre et les pulvéris de corne dont la vente pro-  
duirait peu de profit au Roi, puisque les 997 poires à  
poudre et les 2803 pulvéris de corne sont estimés  
ensemble à 24 livres (2 juin); — à la réponse du prince  
de Montbarey qui recommande à l'Intendant de con-  
server dans les magasins et de ne pas vendre les poires



à poudre et pulvéris de corne, attendu que ces effets appartiennent aux milices garde-côtes (12 juin); — à l'état des effets de campement qui seront rassemblés à Caen et provenant des magasins de Besançon, Lille, Metz et St-Denis (12 et 17 juin); — à l'ordre donné d'exiger deux états distincts et séparés pour les effets des troupes et pour ceux des milices garde-côtes (12 juin); — à la réception des effets de campement envoyés des magasins de Besançon, St-Denis, Lille et Metz (13 juin).

C. 2336. (Liasse.) — 58 pièces, papier.

**1778. — Affaires militaires. — Magasin de Caen.**

— Correspondance entre MM. le prince de Montbarey, ministre; Esmangart, Intendant de la Généralité de Caen; Caze de La Bove, Intendant de la Généralité de Rennes; Bonnier de Saint-Cosme, commissaire ordonnateur, et Vardon, commissaire des guerres; le prieur des Croisiers de Caen et Légier, ingénieur chef de brigade de la direction de Normandie au Havre, relative : à l'état de situation des effets des troupes provinciales étant dans le magasin de Caen à l'époque du 1<sup>er</sup> juillet; — au procès-verbal de vérification de 13 balles, contenant 200 tentes de cavalerie et 250 manteaux d'armes, envoyées de Lille (2 juillet); — idem des 17 balles, contenant 325 tentes de cavalerie, venues de Paris, déposées dans le magasin établi dans l'église des Croisiers (4 juillet); — idem des 17 tonneaux, contenant 623 marmites et 623 couvercles de fer provenant de Metz et déposés dans le cloître des Carmes (10 juillet); — à la réception, après vérification par le commissaire des guerres et le garde-magasin, de 482 manteaux d'armes avec leurs supports, fournis par le sieur Boisard, tapissier, et déposés dans l'église des Croisiers (10 juillet); — à l'avis donné à M. Guibert, capitaine au régiment de la Rochefoucault à Argentan, qui demandait des tentes à l'Intendant, que les seules tentes, déposées dans le magasin de Caen, appartiennent à la garde-côtes et sont toutes faites d'après un ancien modèle (10 juillet); — au procès-verbal de vérification de 85 balles d'effets, contenant 2,063 tentes d'infanterie et 40 d'artillerie provenant de St-Denis et déposées dans l'église des Croisiers (11 et 20 juillet); — et de 7 tonneaux d'outils de campement, venus de Besançon, déposés dans la même église (13 et 14 juillet); — à la recommandation par M. le marquis de Bricqueville, ancien colonel; de M. de Beaudre, capitaine de chasseurs du régiment de Soissonnais, chargé de se fournir, à Canisy, les outils nécessaires pour les tentes d'officiers du dit régiment;

— à la demande par l'Intendant au ministre de l'autoriser à ordonnancer 2,386 livres 12 sols 6 deniers pour le paiement des réparations des 599 tentes, déposées à Caen (15 juillet); — au procès-verbal de vérification de 16 balles, contenant 365 tentes de cavalerie et 77 manteaux d'armes venus de Lille, déposées dans l'église des Croisiers (15 et 16 juillet); — à l'état des frais des effets, reçus au magasin de Caen, depuis le 1<sup>er</sup> avril jusqu'au 15 juillet, et provenant de Besançon, de Lille, de Paris et de Rennes, s'élevant à 1,121 livres 6 deniers (20 et 22 juillet); — à l'ordonnance de paiement des 482 manteaux d'armes fournis par les sieurs Massieu père et fils bourgeois de Caen (21 juillet); — au procès-verbal de visite des réparations faites aux marmites et casseroles de cuivre destinées au service de la milice garde-côtes de la Généralité déposées dans l'église des Croisiers (22 juillet); — à celui de la vente des vieilles marmites (23 juillet); — à l'avis d'un nouvel envoi d'outils de campement expédiés de Besançon pour le magasin de Caen (28 juillet); — au procès-verbal de vérification des 30 tonneaux, contenant 2,402 haches, 1,212 bèches et 1,207 pioches avec leurs étuis venant de Besançon (6 et 9 août); — à l'état des frais occasionnés par les effets déposés au magasin de Caen pendant le mois d'août s'élevant à 412 livres 17 sols 4 deniers; — à la vérification de 30 tonneaux, contenant 1,415 marmites de fer avec leurs couvercles venant de Metz et déposés dans le cloître des Carmes de Caen (10 et 14 août); — à l'état des frais de transport des effets expédiés de Caen à Paramé en Bretagne, durant les 15 derniers jours d'août (10-22 septembre); — à la réception par le commissaire des guerres, le sieur Vardon et le sieur de Boismontant garde-magasin, à l'église des Croisiers, de 2,698 chemises fournies par le sieur Massieu (14 octobre); — à la remise de 39 tentes de la milice garde-côtes au régiment du Roi (20 octobre); — à la prière instante, adressée par l'Intendant au prince de Montbarey d'ordonner au trésorier des guerres de payer le sieur Massieu : « il est infiniment intéressant que les personnes, qui se chargent de quelques fournitures, relatives au service du Roy, en soient exactement payées dans les délais convenus; sans quoi, les administrateurs, dans les provinces, se trouveront souvent dans l'impossibilité d'exécuter les ordres, qui leur seroient transmis; je suis persuadé qu'il me suffira de vous présenter cette réflexion pour que vous ayez la bonté d'ordonnancer sans délai le montant de cette dépense à laquelle les entrepreneurs ont consacré des fonds qui leur sont nécessaires pour l'arrangement de leurs affaires » (2 décembre).

C. 2337. (Liasse.) — 66 pièces, papier.

**1779.** — Affaires militaires. — Magasin de Caen. — Correspondance entre MM. le prince de Montbarey, ministre; Esmangart, Intendant; de Sérilly, trésorier général des guerres; Bonnier de Saint-Cosme, commissaire ordonnateur; Vardon, de Veimerange, commissaires des guerres, et Le Ponneur, trésorier de l'armée de St-Malo, relative : aux nouvelles réclamations de l'Intendant pour que le prince de Montbarey avise au paiement des frais de confection des 482 manteaux d'armes, exécutés par les sieurs Massieu père et fils, pour le besoin du service des camps de l'armée de Broglie, pour lesquels M. Esmangart avait délivré une ordonnance de paiement, le 21 juillet 1778, il écrit : « ils me pressent pour avoir votre décision et leur » paiement; comme vous ne m'avez point fait l'honneur » de me répondre, il m'est impossible de la leur faire » connoître, il importe au bien du service qu'ils soient » remboursés de leurs avances; si des entrepreneurs » avec lesquels les administrateurs des provinces » traitent, d'après vos ordres et votre autorisation, » éprouvoient de tels retards, il nous seroit impossible » d'en trouver qui se chargeassent d'aucune partie de » service » (12 janvier); — à l'avis que le prince de Montbarey a renouvelé les ordres au trésorier général et à son commis principal, servant dans la Généralité, pour le paiement des dits manteaux d'armes, et rappelé les ordres donnés en mai et septembre derniers (24 janvier); — à l'adjudication passée à Louis Luard, cordonnier, pour brosser, noircir et passer à l'huile, suivant la soumission du 15 mai, 25,000 paires de souliers au prix de 37 livres 10 sols le mille, et aux soumissions de ses concurrents demandant 5, 8 et 9 livres par 100 paires et qu'il a abaissées à 5 livres 15 sols (25 mai); — à la lettre écrite à M. de Sérilly, par M. Esmangart, lui rappelant les ordres que, dès le mois de mai 1778 et réitérés en septembre suivant par le prince de Montbarey, pour faire acquitter l'ordonnance du paiement de 12,254 livres 4 sols 9 deniers dus aux sieurs Massieu; « il est, ajoute-t-il, on ne peut » plus fâcheux qu'on fasse attendre pendant plus d'un » an le paiement d'une fourniture, qui devoit être fait » au moment de la livraison. Vous sentez que de pareils » retards peuvent devenir infiniment préjudiciables au » bien du service pour l'avenir » (27 mai); — à l'envoi de Caen à St-Malo de 718 tentes, 302 manteaux d'armes, 589 marmites et 1,100 haches ou serpes, et de Bayeux

à St-Malo 392 tentes, 521 marmites, 555 pelles et 555 pioches (25 juin); — à la vérification des paires de souliers remises en état par le sieur Luard, à raison de 3 livres 15 sols du cent de paires, déposées à l'église des Croisiers (30 juin); — à l'état de la situation des effets des troupes provinciales existant dans le magasin de Caen au 1<sup>er</sup> juillet; — à l'envoi de 18,000 paires de souliers expédiées au Havre et à St-Malo (1<sup>er</sup> août); — aux nouvelles réclamations de l'Intendant à M. de Sérilly pour le paiement des manteaux d'armes livrés depuis 14 mois (26 juillet); — à l'avis que cette dépense doit être acquittée sur les fonds faits pour les camps de Normandie et Bretagne, et que c'est au sieur Le Pailleur, trésorier de l'armée de Vaux à St-Malo, à l'acquitter (26 juillet); — à l'état des frais avancés par le sieur Godey de Mondézert, garde-magasin des effets du Roi à Caen, pour l'emballage et chargement des effets envoyés de Caen au Havre et à St-Malo et s'élevant à 2,149 livres, vérifié par le commissaire des guerres, Vardon, et le commissaire ordonnateur, Bonnier de Saint-Cosme (31 juillet); — à l'avis du sieur Le Ponneur, trésorier à l'armée de Vaux, que les sieurs Massieu doivent apporter à l'appui de leurs créances l'ordonnance de M. de Lelés, Intendant de l'armée de Broglie, qui doit arrêter son compte (10 août); — à l'envoi des états de situation des effets des canonnières garde-côtes restés dans le magasin de Caen (9 août); — aux 1,768 paires de souliers à prendre dans le magasin de Caen pour être envoyées à l'adresse de M. Caze de La Bove, Intendant de Bretagne, pour être réparties à Brest, au fort St-Malo, au château de la Latte, à la batterie de Concarneau, à l'île de Bréhat, aux Sept-Iles et à l'île de Groix (13 août); — à la remise dans le magasin des vivres de 60 couvertures, qui avaient été destinées à couvrir les voitures servant à transporter le pain au camp de Bayeux (20 août); — à l'avis que M. Sevin est convenu avec M. Melin, chef de bureau des fonds, qu'il proposerait au Ministre l'expédition d'une ordonnance directe sur M. de Sérilly, « ce qui, » écrit-il, me paroît plus court et plus décent relati- » vement à vous, que de demander à M. de Lelez un » bon à payer sur votre ordonnance du paiement des » 482 manteaux d'armes, dont les sieurs Massieu récla- » ment avec tant de raison le paiement » (26 août); — au relevé des effets du magasin de Caen à vendre au profit du Roi (30 août); — aux nouvelles difficultés pour le paiement des manteaux d'armes que révèle à M. Esmangart M. de Veimerange, qui ajoute : « nous » sommes toujours dans l'attente et dans la plus grande » incertitude sur les événements de la mer, qui doivent

« décider de nos opérations, ce qui paroît certain c'est  
 « que ni M. d'Orvilliers ni l'amiral Hardi ne sont dans  
 « la Manche » (5 septembre); — aux ordres du prince  
 de Montbarey d'envoyer à Rennes 3,207 paires de  
 souliers à l'adresse de M. Caze de La Bove (17 octobre);  
 — aux ordres du même au régiment de la Reine, ayant  
 cessé de faire partie de l'armée de Vaux, de laisser à  
 Caen les tentes d'officiers et les effets de campement de  
 la troupe, dont il s'était pourvu en 1778 (21 novembre);  
 — aux différents états de frais avancés par le sieur  
 Godey de Mondézert à l'occasion de la réception au  
 magasin de Caen, délivrance, rentrée et manœuvre  
 des effets d'habillement des bataillons provinciaux  
 pendant l'année 1779 et des frais pour les effets de  
 canonniers garde-côtes, envoyés dans les différentes  
 Capitaineries de la Généralité; — à l'état de situation  
 du magasin des effets du Roi à Caen pendant les  
 6 derniers mois de 1779.

C. 2338. (Liasse.) — 28 pièces, papier.

**1780.** — Affaires militaires. — Magasins de Caen. —  
 Correspondance entre MM. le prince de Montbarey, le  
 marquis de Ségur, ministres; Esmangart, Intendant  
 de la Généralité; Collet, D'Heu, de Laubarède et  
 Vardon, commissaires des guerres; de Mombrière,  
 Meslé et Robillard, subdélégués, relative: aux états  
 de situation des effets des troupes provinciales existant  
 au magasin de Caen au 1<sup>er</sup> janvier 1780; — à la vente  
 des effets appartenant à la garde-côtes (13 mars); — à  
 la réparation et étamage des marmites et couvercles de  
 la milice garde-côtes, à raison de 13 sols pour chaque  
 marmite et son couvercle, et à l'ordre au trésorier des  
 troupes le sieur Housset de Catteville de payer au sieur  
 Le Rugle, chaudronnier, la somme de 5,935 livres  
 (14 mars); — au marché passé au sieur Luard, cor-  
 donnier de la ville de Caen, pour le nettoyage des  
 23,000 paires de souliers, à raison de 3 livres 15 sols  
 les 100 paires (3 mai); — à l'état de situation des  
 effets des canonniers garde-côtes restant au magasin  
 de Caen au 1<sup>er</sup> juillet; — à celui des effets des troupes  
 provinciales, au 1<sup>er</sup> juillet; — à celui des effets du Roi  
 pendant les 6 premiers mois de 1780; — à la vérifi-  
 cation des états de dépenses, fournis par le sieur  
 Godey de Mondézert, garde-magasin, s'élevant à la  
 somme de 2,626 livres 8 sols 5 deniers, qui paraît  
 exorbitante au prince de Montbarey qui estime trop  
 chère la journée de l'ouvrier; il la réduit à 25 sols et  
 autorisera le paiement de la dite somme, réduite à  
 2,273 livres 6 sols 9 deniers, sur le trésorier de la

guerre, quand il aura reçu la quittance et les pièces  
 justificatives des autres objets de dépenses portés dans  
 les états. Le Ministre réduit encore la somme portée  
 à l'état concernant les effets des troupes provinciales,  
 attendu que le garde-magasin était appointé de  
 120 livres par an, pour chaque bataillon, c'est à lui  
 à pourvoir à ses frais à la manutention et entretien en  
 état de propreté des dits effets dans l'intérieur de son  
 magasin (19 juillet); — au refus du paiement du  
 montant des dits états, le sieur Vardon se défend de  
 s'en être rapporté à la déclaration du sieur Godey de  
 Mondézert et d'avoir arrêté les dits états sans avoir vu  
 ni visé les pièces justificatives, qui sont chez le tré-  
 sorier et dont il envoie copie par ampliation; « quant  
 « aux journées d'ouvriers, c'est lui qui les a fixées  
 « à 1 livre 16 sols et encore avec beaucoup de peine,  
 « attendu la saison où tous les ouvriers étaient occupés,  
 « tant pour la récolte que pour la foire de Guibray et  
 « le camp de Vaussieux... tous les jours j'allois les  
 « compter et voir leur travail... ces ouvriers commen-  
 « çoient leur journée à 4 heures du matin et ne la  
 « finissoient qu'à la nuit... quant au garde-magasin, il  
 « ne doit être sujet qu'à la distribution des effets et non  
 « aux frais d'emballage, sorties, entrées et transports  
 « ni aux manœuvres extraordinaires, et, depuis deux  
 « ans, il a été obligé de commettre un homme de  
 « confiance pour l'envoi de tous les effets destinés au  
 « camp de Vaussieux et leur réception après la disso-  
 « lution du camp, et de plus il n'a rien reçu pour  
 « l'entretien de 1,200 fusils, dont il prend soin depuis  
 « 10 ans; voilà, Monsieur, mes observations, au surplus  
 « je m'en rapporte à vous et au ministre » (19 août);  
 — au transport contremandé de Caen au camp de  
 Valognes de 247 tentes d'infanterie, 168 manteaux  
 d'armes, 600 marmites et 600 haches (28 août); — à  
 l'envoi des états de situation des effets des canonniers  
 garde-côtes et des troupes provinciales qui existent  
 dans les magasins de Caen (1<sup>er</sup> septembre et 6 no-  
 vembre); — à la remise dans les magasins du Roi à  
 Caen des tentes d'officiers et des effets de campement  
 dont étaient pourvus les régiments d'Auvergne en  
 garnison à Avranches, de Beauce, à St-Lô et Coutances,  
 de la Couronne à Lisieux, de Penthievre à Bayeux et  
 du Vexin à Valognes (17 décembre); — à l'avis donné  
 au marquis de Ségur par l'Intendant, qu'il a transmis  
 les ordres pour que les tentes d'officiers et les effets  
 de campement, mis à la disposition des dits régiments,  
 soient déposés au magasin de Caen; « mais, ajoute-t-il,  
 « je dois vous observer que la ville de Lisieux, où le  
 « régiment de la Couronne est en garnison, fait partie



« de la Généralité d'Alençon, et vous jugerés sans doute  
« convenable d'adresser à M. Jullien des ordres parti-  
« culiers, pour ce qui concerne la remise des effets  
« de ce corps » (28 décembre); — à l'état de situation  
des effets du Roi à Caen durant les six derniers mois  
de 1780.

C. 2339. (Liasse.) — 34 pièces, papier.

**1781.** — Affaires militaires. — Magasins de Caen. — Correspondance entre MM. le prince de Montbarey, le marquis de Ségur, ministres; Esmangart, Intendant de la Généralité; Collet, D'Heu, de Laubarède et Vardon, commissaires des guerres; de Mombrière, Meslé et Robillard, subdélégués, relative: à l'état de situation des effets des canonnières garde-côtes étant dans les magasins de Caen au 1<sup>er</sup> janvier 1781, dressé par le garde-magasin Godey de Mondézert et visé par le commissaire des guerres le chevalier Ballias de Laubarède; — à l'exécution des ordres du prince de Montbarey, recommandée à M. Robillard subdélégué de St-Lô, qui laissait au second bataillon du régiment de Toul les effets, dont le ministre commandait le dépôt au magasin de Caen (5 janvier); — aux diverses réponses des subdélégués et des commissaires des guerres relatives au transport des tentes et effets militaires à Caen (7-13 janvier); — aux divers états des tentes d'officiers et effets de campement dressés par le commissaire des guerres (10 au 30 janvier); — au paiement de la somme de 323 livres 15 sols pour réparations de 113 gamelles, 540 grands bidons et 1,183 petits à envoyer à Brest (21 janvier); — à l'envoi de 26 ceinturons de grenadiers à M. de Rospice, chef de la division des canonnières garde-côtes à Crozon (22 janvier); — à la vente des boucauts vides appartenant à la régie déposés dans le pourtour de l'église des Croisiers (30 janvier); — au désordre dans lequel se trouve ce magasin où tous les effets des divers régiments ont été empilés pêle-mêle sur le sol humide (30 janvier); — aux moyens de remédier à un tel état de choses (1<sup>er</sup> février); — à la nécessité de demander à l'architecte de la ville, le sieur Boisard, un devis des frais qu'entraînerait l'établissement des soliveaux et des planchers, dans le pourtour dans l'église des Croisiers (5 février); — aux ordres du maréchal de Ségur pour obvier à la négligence dans les fonctions des garde-magasins des effets provinciaux, il demande que tous les habits, vestes et culottes soient battus et mis à l'air une fois par mois et de rendre responsables les dits gardes (21 juin); — à la recommandation que M. Esmangart fait à M. de Montcarville,

commissaire ordonnateur des guerres, de surveiller de près les garde-magasins et notamment celui de Caen, qu'il serait utile de prévenir qu'il serait responsable du dommage causé par sa négligence et qu'elle l'exposerait en outre à perdre son emploi (28 juin); — à l'avis donné par le marquis de Ségur à M. Esmangart qu'il a été informé qu'il a dû être déposé dans le magasin de Caen, par différents régiments d'infanterie, 306 tentes d'officier, 933 gamelles, 967 grands bidons et 6,534 petits, dont il n'est pas fait mention dans l'état de situation du 1<sup>er</sup> juillet; il prie en conséquence l'Intendant de charger le commissaire des guerres de les faire emballer et remettre au correspondant du sieur Biétrieux, commissaire général aux transports militaires, pour être conduits à Brest, à l'adresse de M. Bertier, commissaire des guerres, et de recommander au commissaire des guerres de Caen de veiller plus attentivement à l'avenir à ce que le garde-magasin porte plus exactement en recette, sur ses états, les effets qui y entrent (27 décembre); — états des sommes payées par le sieur Godey de Mondézert pour réparations aux magasins, suivant les ordres de M. de Montcarville, commissaire ordonnateur des guerres de la province de Normandie (novembre et décembre); — états de situation des effets existant dans le magasin de Caen, durant les six premiers mois et durant les six derniers mois de 1781.

C. 2340. (Liasse.) — 64 pièces, papier.

**1782-1783.** — Affaires militaires. — Magasins de Caen. — Correspondance entre MM. le maréchal de Ségur, ministre; Esmangart, Intendant de la Généralité; de Montcarville, commissaire ordonnateur, et le chevalier Ballias de Laubarède, commissaire des guerres, relative: à l'état de situation des effets des troupes provinciales étant au magasin de Caen au 1<sup>er</sup> janvier 1782; — à celui des effets des canonnières garde-côtes; — à l'envoi à Brest des tentes et ustensiles demandés par le ministre de la guerre (2 janvier 1782); — à l'avis que M. de Laubarède a pris les mesures nécessaires pour cet envoi, il ajoute que si l'état de situation du 1<sup>er</sup> juillet 1781 n'avait pas fait mention des tentes et ustensiles, c'est qu'il avait cru que ces effets n'étaient qu'à titre de dépôt provisoire, et que les régiments qui les avaient remis pouvaient en faire la réclamation d'un jour à l'autre (9 janvier); — au procès-verbal de réception des effets de campement livrés à M. Robillard, subdélégué de St-Lô, par M. Rouveyre, capitaine aide-major au corps royal d'artillerie du ré-

giment de Toul, qui étaient à l'usage des 4 compagnies et 2 bataillons employés au camp de St-Sauveur-le-Vicomte, depuis le 8 août jusqu'au 29 septembre 1780 (15 janvier); — à l'état de dépenses pour les réparations aux gamelles, grands et petits bidons de fer-blanc expédiés à Brest, certifié par le sieur de Boiss-normand, préposé par le sieur Godey de Mondézert, garde-magasin, et arrêté à 323 livres 15 sols par le chevalier Ballias de Laubarède (21 janvier); — à l'avis que le marquis de Ségur autorise de faire acquitter la dite dépense par le commis du trésorier général de la guerre, servant dans la Généralité de Caen (23 février); — à l'état de situation des effets des troupes provinciales au 1<sup>er</sup> juillet 1782; — à celui des effets des canonnières garde-côtes (1782); — à celui de la situation du magasin des effets du Roi pendant les six premiers mois de l'année 1782; — à la demande de gratification par le sieur Godey de Mondézert, qui depuis 1763 n'a pas été indemnisé de ses frais pour l'entretien des fusils destinés aux soldats provinciaux et à la milice bourgeoise, lors des réjouissances publiques, et déposés dans les magasins de Caen (24 septembre 1782); — à l'avis favorable de M. de Montcarville, qui envoie copie d'une lettre du marquis de Monteynard à M. Bonnier de Saint-Cosme, en date du 30 juin 1773, dans laquelle il lui marque qu'il a recommandé à M. de Fontette, alors Intendant, de fixer au sieur de Mondézert une indemnité suffisante pour l'entretien de ces armes, il rappelle que M. de Fontette proposa 1 sol par an par chaque fusil, et que le garde-magasin n'accepte pas ce marché trop peu rémunérateur, aussi propose-t-il d'accorder 3 sols par fusil (25 septembre-2 octobre); — à la remise à faire au préposé du sieur Biérix de Sault, commissaire général aux transports militaires, de 1,062 haches avec leurs étuis, destinés pour l'armée de Brest, à l'adresse de M. de Champeroux, commissaire ordonnateur (6 novembre 1782); — à l'état de situation des effets des troupes provinciales au 1<sup>er</sup> janvier 1783; — à la lettre de félicitations de M. Es-mangart au chevalier de Laubarède, « pour son zèle et son activité à pourvoir à » l'assiette du régiment de Lorraine et à l'emploi des » tentes nécessaires aux soldats de ce régiment occupés » aux travaux de la rivière » (23 mai); — à la réception des effets de campement envoyés du Havre et déposés dans l'église des Croisiers (4 juin); — aux réparations aux couvertures de cette église servant de magasin, s'élevant à la somme de 248 livres 4 sols 3 deniers, qui paraît exorbitante à M. de Montcarville, demandant une expertise (10 juin); — à la note de M. l'Intendant, portant qu'il a déjà prévenu M. de Laubarède, par une

lettre particulière, que cette dépense ayant été faite sans autorisation, il n'accorderait point d'ordonnance pour la faire liquider et qui ajoute de sa propre main en marge : « cette visite d'experts coûteroit encore de » l'argent pour une dépense que je ne puis faire ac- » quitter. A renvoyer à M. de Laubarède pour qu'il » fasse payer par le prieur des Croisiers » (22 juin); — à l'état des effets de casernement pour la troupe, tant en service qu'en magasin dans le département de Caen, en service au quartier Saint-Jean, au pavillon Saint-Sauveur, au château, au corps de garde et portes de Caen, au magasin de l'Hôtel-Dieu en dépôt, aux redoutes d'Oyestreham et de Colleville et à Courseulles (1<sup>er</sup> juillet 1783); — à l'envoi des effets de casernement destinés aux troupes (31 juillet); — à l'envoi à Saint-Denis d'effets de campement déposés dans le magasin de Caen (31 août et 21 septembre); — à l'avis de M. de Laubarède « qu'il faudra 50 à 60 boucauts à 10 » livres chaque, à cause de leur rareté que la foire de » Guibray occasionne » (7 et 21 septembre); — au procès-verbal de réception de 74 tentes des 107 remises au sieur Noël, conducteur du nouveau canal de la rivière de Caen pour mettre à couvert des mauvais temps les soldats du régiment de Lorraine, pendant la durée des travaux et à la constatation des 33 tentes manquant par suite de vols, dont on a pu découvrir les auteurs; le dit état signé du garde magasin Godey de Mondézert, du sieur Noël et du chevalier Ballias de Laubarède et visé par le commissaire ordonnateur M. de Montcarville (22 novembre); — aux états de situation des effets du Roi existant dans les magasins de Caen pendant les 6 derniers mois de 1783.

C. 2341. (Liasse.) — 43 pièces, papier.

1784. — Affaires militaires. — Magasins de Caen. — Correspondance entre MM. le maréchal de Ségur, ministre; de Feydeau de Brou, Intendant; de Montcarville, commissaire ordonnateur des guerres; Armemault, secrétaire de l'Intendance, relative : à l'état de situation des effets des troupes provinciales déposés au magasin de Caen au 1<sup>er</sup> janvier; — au procès-verbal dressé par M. de Montcarville, constatant les quantités d'effets d'habillement et d'équipement des canonnières garde-côtes, qui ont été transportés des chefs-lieux de chaque division dans le magasin de Caen, par suite du licenciement des canonnières garde-côtes (22 janvier); — à l'avis donné que l'habillement et l'armement des canonnières garde-côtes des divisions de Banville et de Port-en-Bessin, déposés provisoirement dans une

salle basse de l'abbaye des Bénédictins, près Bayeux, y dépérissent par suite de l'humidité, et qu'il est nécessaire de les transporter chez les Cordeliers de la même ville, où ils seront à portée d'être visités et soignés (31 janvier); — aux ordres du maréchal de Ségur, pour faire transporter à Caen les dits effets, par le correspondant du sieur Biétrix, et pour recommander au garde-magasin de Caen de les battre, vergetter et mettre à l'air, tous les mois, afin de les préserver de la piqure de vers et autres insectes (14 février); — à la suppression de tous les magasins particuliers où sont déposés les effets d'habillement et d'équipement des canonniers garde-côtes (24 février); — à l'avis que M. D'Heu va se concerter avec les chefs de division pour la distribution, lors de la première levée, aux pauvres canonniers des habits, culottes, chapeaux, guêtres et cols hors de service (28 février); — aux copies des lettres adressées par M. de Montcarville aux commissaires des guerres D'Heu, de Laubarède, de Longecour et aux chefs de division des canonniers garde-côtes, de Bellefont, à Cherbourg; Dancel, à Barfleur; de Fierville, à Barneville; relativement aux effets d'habillement et d'équipement à emballer pour les adresser aux destinations qu'il leur désigne (du 19 mars au 14 mai); — à l'envoi du procès-verbal de visite faite par M. de Montcarville, des nature et quantité des marchandises qui se sont trouvées à Coutances, au magasin du régiment des grenadiers royaux de la Normandie, licencié à Vire le 3 avril 1783, lesquels effets ont été versés du magasin de Rennes, où ils avaient d'abord été envoyés, dans celui de Caen (16 mai); — aux difficultés que M. D'Heu a éprouvées à l'occasion du transport à Valognes des effets des canonniers garde-côtes de la division de La Haye, par suite du refus d'un particulier de fournir une voiture, sur l'ordre du syndic de la communauté, M. de Montcarville écrit à M. de Brou: « Pour pouvoir remplir vos intentions et celles du ministre, je pense qu'il serait bon que vous voulussiez bien ordonner que ce particulier, qui a refusé de fournir une voiture, d'après l'ordre qu'il en avait reçu du syndic de La Haye-Dupuis, fût tenu de payer aux préposés du sieur Biétrix ce qui leur en coûtera pour le transport à Valognes des effets que ce particulier s'est refusé de se charger de voiturier. Cette amende, juste et raisonnable, servirait d'exemple pour que d'autres ne se portassent pas en pareille circonstance à faire le même refus, il seroit bon, Monsieur, d'écrire également à MM. les officiers municipaux à Valognes, de faire loger, sur la demande de M. D'Heu, tous les effets emballés des

« canonniers garde-côtes, qui leur arriveront successivement, afin que les préposés du sieur Biétrix sachent où les prendre, à leur passage à Valognes, pour se rendre à Caen » (22 mai); — à la réponse de M. de Brou écrivant: « que M. D'Heu devoit tout simplement prévenir le préposé du sieur Biétrix de faire prendre les effets de La Haye-Dupuis, pour les porter à Valognes; en faisant commander des voitures, il a excédé les bornes de sa commission. Il sait d'ailleurs que depuis l'établissement des convois militaires, il n'est plus permis de donner de ces sortes d'ordres... Vous sentés que dans cette position il ne seroit point juste d'infliger une peine au particulier qui a refusé de marcher... Il me paroît inutile que j'écrive aux officiers municipaux de recevoir les ballots; il n'y auroit encore pas de difficultés à ce sujet, si au lieu de donner un ordre à 9 heures du soir, M. D'Heu les en avait prévenus et se fût concerté avec eux à ce sujet » (28 mai); — à l'état général dressé par M. D'Heu d'après ceux que lui ont adressés les chefs de divisions, des effets des canonniers garde-côtes des divisions de: Barfleur, Barneville, Cherbourg, Fermanville, La Haye-Dupuis, Les Pieux, Manneville, Mont-sur-Vent, Quettehou, Saint-Martin Vareville et Les Veys (7 juin); — au transport à Caen des fusils des canonniers garde-côtes (26 juin); — à l'état de situation des effets des troupes provinciales au 1<sup>er</sup> juillet; — à l'état des sommes avancées par le garde-magasin pour réparation de tentes, à l'usage des soldats du régiment de l'Ile-de-France, employés aux travaux du nouveau canal de la rivière de Caen et à celui des frais à l'occasion de l'emballage d'effets à transporter à Cherbourg (16 juillet); — à l'état général des effets d'habillement hors de service, donnés en gratification aux canonniers garde-côtes: 1,842 habits, 2,385 vestes, 2,875 culottes, 3,527 chapeaux, 3,623 paires de guêtres, 3,700 cocardes et 7,400 cols (20 novembre); — à l'envoi d'une partie des effets et d'ustensiles déposés dans les magasins de Caen et de Bayeux, en destination, par mer, à Dunkerque (6 décembre); — à l'envoi d'autres effets à St-Denis (20 décembre); — aux refus des garde-côtes de recevoir les effets hors de service, pris dans le magasin de Caen, qui leur ont été distribués (31 décembre); — aux états de situation des effets des troupes provinciales existant dans le magasin de Caen (1784).

C. 2342. (Liasse.) — 41 pièces, papier.

**1785-1786.** — Affaires militaires. — Magasins de Caen. — Correspondance entre le maréchal de Ségur,



ministre; de Feydeau, Intendant; de Garantot, maire de Cherbourg, et de Montcarville, commissaire ordonnateur des guerres, relative : à l'état de situation des effets des troupes provinciales du magasin de Caen (1<sup>er</sup> janvier 1785); — au transfert à Caen des effets des garde-côtes, déposés chez le chevalier de Gacé à Cherbourg, qui avait espéré devenir le chef de la division de Fermanville (15 janvier); — à la demande par M. de Montcarville d'une augmentation d'appointements du sieur Godey de Mondézert, garde-magasin, qui abandonnerait ses fonctions par insuffisance de traitement de 360 livres pour une si lourde besogne (28 janvier); — à l'augmentation de 240 livres du traitement de 360 livres qu'avait le sieur Godey de Mondézert, qui recevra désormais 600 livres, à cause de l'augmentation considérable des effets d'habillement confiés à sa garde depuis le versement de ceux des canonniers garde-côtes (2 avril); — à l'avis de cette augmentation transmis à M. de Montcarville par M. de Brou, qui ajoute que le ministre ne lui accorde pas un journalier pendant six mois, parce qu'il n'est pas d'usage d'en accorder à aucun garde-magasin (24 avril); — aux états des effets des invalides pensionnés et des soldats relirés avec solde, à envoyer aux magasins de Caen (30 avril); — à la réception des habillements par le garde-magasin (2 juin); — à l'état de situation des effets des troupes provinciales au 1<sup>er</sup> juillet; — à l'état des fournitures complètes d'habillement d'officiers, bas-officiers et soldats invalides, pensionnés et à la solde, contenues dans une balle à l'adresse de M. Feydeau, venues de Paris par les voitures de M. Biétrex de Sault, commissaire aux transports militaires (15 octobre); — à l'envoi à St-Denis d'effets d'habillement d'officiers, bas-officiers et soldats invalides, pensionnés et à la solde, à prendre dans le magasin de Caen (15 décembre); — aux états de situation des effets existant dans le magasin de Caen durant les six derniers mois de 1785; — à l'état de situation des effets des troupes provinciales au 1<sup>er</sup> janvier 1786; — à la facture d'emballage des fournitures d'habillement d'invalides pensionnés (5 mars); — aux ordres du maréchal de Ségur pour la vente des effets du Roi à Caen et qui, par vétusté, se trouvent hors de service (9 avril); — au procès-verbal de la dite vente qui a produit 2,032 livres 13 sols (16 mai); — à l'état des frais de la vente (17 mai); — à l'accusé réception par le maréchal de Ségur de la lettre de change de 2,011 livres 17 sols, à l'ordre du régisseur de l'habillement des troupes provenant de la vente des vieux effets des canonniers garde-côtes (18 juin); — à l'état de situation des effets des troupes provinciales au 1<sup>er</sup> juillet; — à

celui des effets du Roi durant les six premiers mois de 1786 et au même durant les six derniers mois.

C. 2343. (Liasse.) — 39 pièces, papier.

**1787-1789.** — Affaires militaires. — Magasins de Caen. — Correspondance entre MM. le maréchal de Ségur, ministre; Cordier de Launay, Intendant de la Généralité; D'Heu et de Montcarville, commissaires des guerres, relative : à l'envoi de l'état de situation du magasin des effets du Roi à Caen et de celui des effets des troupes provinciales existant dans le même magasin (1<sup>er</sup> janvier); — à la demande du curé du bourg des Pieux priant M. Dumouriez de lui abandonner, pour en vêtir les pauvres de la paroisse, anciens militaires, les pièces d'étoffes destinées aux effets d'habillement à l'usage des canonniers garde-côtes, qui ont été laissées depuis le 10 avril 1783, par oubli, chez le syndic du bourg des Pieux, lors du versement qui a été fait des effets de même nature dans le magasin de Caen à l'époque du licenciement des garde-côtes (4 avril); — à l'autorisation du maréchal de Ségur d'abandonner au dit curé du bourg des Pieux une partie de ces étoffes et aux ordres de faire transporter le reste à St-Denis (6 mai); — à l'état de situation des effets des troupes provinciales au 1<sup>er</sup> juillet; — à celui des effets du Roi durant les 6 premiers mois de 1787; — à l'envoi au magasin de Caen par M. le marquis de Brienne des effets de campement tirés des différents magasins du Roi, avec avis de faire les réparations nécessaires (10 octobre 1787); — à l'ordonnance de l'Intendant, prescrivant au prieur des Croisiers de Caen, de remettre au sieur Godey de Mondézert la clef d'une chapelle supprimée dans sa communauté, afin d'y déposer les effets de campement appartenant au Roi, attendu que leur église servant de magasin est déjà remplie, et autorisant le garde-magasin à prendre le 1<sup>er</sup> serrurier qu'il jugera à propos pour, en sa présence et celle du sieur de Montcarville, commissaire-ordonnateur des guerres, à faire faire l'ouverture de la dite chapelle, et dresser procès-verbal des meubles et effets qui seront rendus au sieur prieur des Croisiers, le tout par provision et nonobstant toute opposition comme s'agissant du service de Sa Majesté (6 décembre); — au procès-verbal de l'ouverture faite de la porte de la chapelle de l'église des Croisiers, vu le refus par le prieur d'en remettre la clef (7 décembre); — à l'état de situation des effets du Roi existant dans le magasin de Caen que M. de Montcarville laisse à la garde du sieur Godey

de Mondezert (7 décembre); — à l'état de dépenses faites à la couverture de l'église des Croisiers, servant de magasin aux effets du Roi (9 décembre); — à celui des réparations de capotes à l'usage des sentinelles des corps de garde de la ville de Caen (13 décembre); — à l'état de situation du magasin des effets du Roi durant les six derniers mois de l'année 1787; — à celui des effets des troupes provinciales au 1<sup>er</sup> janvier 1788; — à celui des fournitures complètes d'habillement des officiers et soldats invalides pensionnés et de ceux retirés avec la solde et les récompenses militaires au 1<sup>er</sup> janvier 1788; — à celui des fusils et bayonnettes du magasin et des arsenaux de Caen au 1<sup>er</sup> janvier; — à celui des effets de campement venus de Rennes, de St-Denis et de Sedan et déposés dans l'église des Croisiers, dressé par le sieur Godey de Mondezert et visé par M. de Montcarville (31 janvier 1788); — à celui des effets des troupes provinciales au 1<sup>er</sup> juillet; — à celui des effets du Roi, durant les six premiers mois et celui durant les six derniers mois de 1788; — à l'ordonnance de M. Cordier de Launay au sieur du Buisson, directeur des convois militaires, pour faire transporter de Caen à l'hôpital régimentaire du régiment de la Reine à Valognes des lits militaires (1<sup>er</sup> avril 1789); — à l'état des fournitures complètes d'habillement d'officiers et soldats invalides pensionnés et à la solde, provenant des magasins de St-Denis, envoyés à Caen (23 février 1790).

C. 2344. (Liasse.) — 13 pièces, papier.

**1781-1784.** — Affaires militaires. — Magasins. — Élection de Carentan. — Correspondance entre MM. Esmangart, de Feydeau, Intendants de la Généralité; Regnault, syndic militaire à Périers, et Lavalley de La Hogue, subdélégué, relative : à la demande par le syndic militaire de Périers du paiement des loyers que réclament les propriétaires des écuries et de la grange servant de dépôt aux effets d'un escadron du régiment Royal cavalerie, ayant été en quartier dans le dit bourg au mois d'octobre 1771 (18 juin 1781); — au renvoi de la dite requête à M. Lavalley de La Hogue pour en vérifier l'exposé (23 juin); — à l'avis du subdélégué à qui il ne paraît pas juste de faire perdre au propriétaire le prix de ces loyers, « puisque la grange a été « continuellement occupée par les effets de la province » (26 juin 1781); — à l'avis donné qu'avant de répondre à la demande du dit syndic, il convient qu'il remette un inventaire des effets mis au magasin depuis 1771,

dont le dépôt lui a été confié (3 juillet 1781); — à l'envoi du dit inventaire qui prouve que les effets ont déperé depuis dix années et ne payeront pas, à beaucoup près, les 360 livres de loyer (22 septembre); — à la demande de Louise Chaillemier, veuve Samson du Siquet, pour le paiement de la somme de 144 livres, prix de quatre années de loyer de l'appartement servant de magasin aux ustensiles du régiment de Royal cavalerie (2 juillet 1782); — à l'avis confirmatif du syndic et du subdélégué (27 juillet 1782); — à la lettre du syndic militaire de Périers, réclamant en vain, depuis onze ans, le paiement des loyers des immeubles servant de magasins aux effets du Roi, ainsi que le paiement de plus de 200 livres de médicaments, qu'il a fournis aux paroisses environnantes, d'après les ordres de l'Intendant (23 septembre 1783); — à la nouvelle requête à M. de Brou par le syndic de Périers, réclamant le prix du loyer d'une maison louée 36 livres par an, pour y déposer les ustensiles de l'escadron du régiment Royal cavalerie, en quartier dans le dit bourg; il rappelle qu'il a demandé en vain la vente de ces effets tout détériorés, qu'il a réitéré ses demandes à M. Esmangart, de passage à Périers, qui lui promet de s'occuper de la dite affaire dès son retour à Caen, et qu'il n'en a plus entendu parler (21 septembre 1784); — à la note marginale de l'Intendant : « Il est sans difficulté « de vendre les effets dont il s'agit et de faire paier « les loyers..., tout cela auroit du être fait en vertu de « la décision de M. Esmangart. » Au pied de l'avis de M. de La Hogue du 27 juillet 1782, on lit : « Le prix « de la vente sera payé à compte des loyers et le sur- « plus sur le casernement, faire les expéditions néces- « saires » (23 septembre 1784); — à l'ordre donné par l'Intendant de procéder à la vente des dits ustensiles et d'en remettre le produit en à-compte sur le loyer de la maison où ils sont déposés (26 septembre 1784); — à la prétention du priseur-vendeur du Bailliage de Périers d'être seul en droit de vendre les effets militaires en dépôt dans ce bourg, déclarant au subdélégué « que si quelqu'un prétendoit s'y immiscer, il seroit « obligé de réclamer pour la conservation de son office. « Il m'a ajouté, écrit le subdélégué, qu'il consentoit « faire cette vente gratis et même se passer des quatre « deniers pour livres, qu'il a droit de percevoir sur « toutes ventes des meubles; j'ai cru devoir n'y m'ex- « poser à la réclamation de cet officier, n'y accepter « sa proposition, sans avoir eu l'honneur de vous in- « struire de l'une et de l'autre et de vous observer que « cette vente, faite par le priseur-vendeur, même avec « remise de ses vacations et quatre deniers pour livres,

« nécessitera des frais, puisqu'il sera obligé de se servir  
 « de papier de formule pour le procès-verbal de vente  
 « et pour l'expédition qu'il faut vous envoyer. Il sera  
 « d'ailleurs nécessité de faire contrôler son procès-  
 « verbal, formalités qui seroient abrogées si cette vente  
 « pouvoit être faite par moy, ne me servant jamais que  
 « de papier simple pour les actes et procès-verbaux  
 « qui se font devant moy, comme subdélégué, j'atten-  
 « drai votre décision avant de faire de démarches pour  
 « cette vente » (8 novembre 1784); — à l'avis de l'In-  
 tendant que c'est sans aucun fondement que le dit  
 huissier priseur a prétendu avoir seul le droit de vendre  
 des effets militaires : « Je vous prie de vouloir bien  
 « procéder à cette vente en la forme ordinaire et con-  
 « formément à ma lettre du 26 septembre dernier.  
 « J'ordonne très-souvent de pareilles ventes, et elles  
 « ont toujours été faites, soit par mes subdélégués,  
 « soit par les commissaires des guerres, sans qu'aucun  
 « huissier-priseur ait imaginé d'élever une prétention  
 « aussi ridicule que celle dont il s'agit » (28 novembre  
 1784).

C. 2345. (Liasse.) — 7 pièces, papier.

**1783-1785.** — Affaires militaires. — Magasins. —  
 Coutances et Granville. — Correspondance entre MM. Es-  
 mangart, Intendant de la Généralité; de Montcarville  
 et Collet, commissaires des guerres; les officiers mu-  
 nicipaux de Coutances et Couraye-Duparc, subdélégué,  
 relative à : l'avis donné par les officiers de Coutances  
 qu'ils ont pris, de concert avec les commissaires des  
 guerres, les mesures les moins onéreuses à la Généra-  
 lité et les plus économiques pour faire emmagasiner  
 tous les effets de casernement qui ont servi aux troupes  
 pendant la guerre, qu'en outre, les religieux Capucins  
 ont été prévenus qu'on déposerait dans un endroit de  
 leur communauté des mangeoires, râteliers et autres  
 objets à l'usage de la cavalerie : « Ils ne paroissent  
 « pas flattés qu'on se serve de leur maison pour cet  
 « objet du service, néanmoins nous les y faisons voi-  
 « turer, et lorsque tout sera arrivé, nous les faisons  
 « arranger de manière à les gêner le moins qu'il sera  
 « possible » (6 avril 1783); — à l'entière approbation  
 par M. Esmangart des dispositions prises par les dits  
 officiers municipaux pour le dépôt des effets de  
 casernement dans un seul et même emplacement  
 dépendant de la communauté des Capucins (10 avril  
 1783); — à la demande par M. Demary de Longue-  
 ville, chef de la division des canonniers garde-côtes  
 de Granville, réclamant le paiement de 120 livres

pour deux années de loyer du magasin où sont dé-  
 posés les armes et habillements de cette division  
 (31 mars 1784); — à l'avis de l'Intendant que l'on fera  
 payer tous les loyers conformément à la lettre du mar-  
 quis de Ségur du 14 février 1784, lorsque les effets  
 auront été rapportés à Caen (4 avril 1784); — à l'état  
 des ustensiles « répostés » en la vieille caserne de  
 Granville; — à l'avis transmis à M. de Brou par son  
 subdélégué de Coutances, M. Couraye-Duparc, que :  
 « le maréchal-de-logis de la maréchaussée de Caen  
 « désireroit traiter, pour son commettant, de ces objets  
 « qui suffiroient pour les établissements de Coutances  
 « et de Granville, et dont le transport par Coutances  
 « ne seroit pas coûteux, cette occasion pourroit peut-  
 « être présenter plus d'avantages qu'une vente publi-  
 « que, je recevrai vos ordres » (29 mars 1785).

C. 2346. (Liasse.) — 2 pièces, papier.

**1783.** — Affaires militaires. — Magasins. — Élection  
 de Saint-Lô. — Lettre de M. Robillard, subdélégué,  
 adressant à M. Esmangart, Intendant, l'état des effets  
 appartenant au Roi qui sont « répostés » dans les maga-  
 sins destinés à cet effet, ainsi que dans les différentes  
 casernes servant au régiment de Toul, artillerie, et au  
 convoi en garnison dans la dite ville, le dit état certifié  
 véritable et signé par MM. de Bacilly, maire, et Le  
 Cardonnel, Roussan et du Bois, échevins de la ville de  
 Saint-Lô.

C. 2347. (Liasse.) — 40 pièces, papier.

**1781-1785.** — Affaires militaires. — Magasins. —  
 Election de Valognes. — Correspondance entre MM. le  
 maréchal de Ségur, le comte de Brienne, ministres;  
 Esmangart, de Feydeau, Cordier de Launay, Inten-  
 dants de la Généralité; de Caux, directeur des fortifica-  
 tions; de Montcarville, de Villemanzuy et Deshayes,  
 commissaires des guerres, et de Garantot, subdélégué,  
 relative : à l'envoi de l'état estimatif de la dépense  
 s'élevant à 1,935 livres 7 sols 8 deniers sur le fonds de  
 l'extraordinaire des guerres, pour rétablir à neuf le  
 logement du gardien et servant de magasin pour les  
 lits militaires, ustensiles des hôpitaux et fournitures du  
 Roi, « ébranlé de toutes parts et qui menace de  
 « crouler, » au fort de La Hougue et de l'île Tatihou  
 (24 janvier 1781); — à la demande d'autorisation adres-  
 sée par M. Esmangart au marquis de Ségur (31 janvier);  
 — au rappel de cette demande pour assigner les fonds  
 nécessaires à cet objet de service (23 juin); — à l'avis



donné que le Roi a approuvé les dites réparations (27 novembre); — à l'avis du marquis de Ségur, que l'état estimatif ne lui est pas parvenu, et à la demande d'une nouvelle expédition de cette estimation (12 août); — à l'envoi de cette nouvelle expédition de l'état estimatif et des plan et profil de la reconstruction du dit magasin (2 octobre); — à l'avis donné que le Roi a approuvé les dites réparations (27 novembre 1781); — à l'avis que le ministre en ordonnera le paiement sur les fonds de l'extraordinaire des guerres, dès que l'ouvrage sera terminé et qu'il en aura reçu le toisé (4 décembre 1781); — à l'envoi à l'Intendant, par M. de Caux du toisé de la dépense faite pour reconstruire à neuf le magasin des fournitures militaires et ustensiles d'hôpitaux, avec prière de l'ordonnancer afin que l'entrepreneur puisse en toucher le montant (8 septembre 1782); — à l'envoi de la dite ordonnance de paiement (16 septembre 1782); — à l'état des effets tels que lits de camp, rateliers, porte-armes, et autres ustensiles de casernement à l'usage des troupes, dont la dépense a été faite, au compte du Roi, qui se trouvent dans les villes, bourgs et paroisses de l'Élection de Valognes, suivant les états particuliers fournis par les officiers municipaux de Cherbourg et de Valognes et les syndics de Barfleur, Briquebec, Carteret, Montebourg, Omontville, St-Pierre-Église, St-Sauveur-le-Vicomte et St-Vaast (1783); — aux observations de M. de Montcarville sur le mémoire de M. Roubière de Fontenelles réclamant en faveur des propriétaires des maisons ayant servi de magasin, à Cherbourg, pour les lits militaires, du 1<sup>er</sup> octobre 1780 au 31 décembre 1783, à raison de 216 livres par an, et s'élevant à la somme de 702 livres, parce que les magasins ont dû leur être fournis gratis, par les officiers municipaux, conformément à l'article 21 du marché passé à l'entrepreneur, le 9 décembre 1779, dont il est le préposé. M. de Montcarville termine en ces termes : « 7<sup>e</sup> On découvre avec facilité que c'est un logement que le préposé de l'entrepreneur est charmé de se conserver et qu'il est d'accord avec le propriétaire, puisque la requête, que ce dernier a présentée, est du même stile que son mémoire. Néanmoins, il devient indispensable que M. l'Intendant veuille bien prononcer définitivement sur cette affaire, puisque l'on persiste à réclamer des paiements et qu'il y a toute apparence qu'on ne se rebutera pas jusqu'à ce qu'il ait fait connoître ses intentions » (4 mars 1784); — à la lettre de M. de Longecour, commissaire des guerres à Cherbourg, qui assure qu'il est nécessaire de garder encore la maison

de la veuve Garel pour y loger les effets du Roi, « mais je dois vous observer qu'elle est trop petite pour les contenir tous, surtout depuis qu'il est question d'avoir ici les troupes de la marine; elles vont être logées dans l'abbaye de cette ville, et on s'est emparé pour cela du local qui nous y servoit de magasin; il a été indispensable de s'assurer d'une nouvelle maison pour les effets, qui nous sont arrivés de St-Malo » (26 mars); — à la note du commissaire ordonnateur, M. de Montcarville, écrivant à M. Armenault, l'un des secrétaires de l'Intendance : « qu'il est nécessaire que M. l'Intendant marque à M. de Longecour, en réponse à sa lettre, qu'il n'est pas nécessaire de s'assurer d'une nouvelle maison, en remplacement du local qui a été pris à l'abbaye, la maison de la veuve Garel devoit être suffisante; » en marge, vis-à-vis de cette phrase, on lit : « écrit conformément à M. de Longecour. » La note du commissaire ordonnateur se termine ainsi : « M. de Montcarville entrevoit que les effets étoient généralement emplacés à l'abbaye et que la maison de la veuve Garel n'étoit employée qu'à loger le secrétaire de M. de Longecour, qui s'est fait nommer garde-magasin de tous ces effets. Aujourd'hui, la rentrée de ces effets, reversés de l'abbaye, le met à l'étroit dans cette maison; il voudroit qu'on en louât une autre aux frais du Roi pour lui servir de logement. Il est bon que M. l'Intendant ne soit pas induit en erreur à cet égard sous une fausse apparence de nécessité pour le service du Roi; » en marge on lit : « écrit au maire de Cherbourg pour lui demander, de confiance, des éclaircissements à ce sujet » (4 avril 1784); — à la réponse de M. de Garantot, qui, ne comprenant pas quel peut être l'objet du mystère que lui paraît envelopper la lettre de l'Intendant, ne lui peut donner qu'une description approximative de la maison de la veuve Garel qu'il n'a dû, par prudence, qu'examiner de la rue (10 avril 1784); — à l'état de cette maison servant de magasin aux effets du Roi et à ceux de l'entrepreneur jusqu'au 23 mars, il y a un nota : « il est nécessaire d'observer que les chambres du rez-de-chaussée n'ont point de plancher et sont humides, qu'elles ne peuvent servir qu'à contenir des bois de lits et autres ustensiles de cette nature; » — à l'avis de M. de Garantot que tous les effets retirés de l'abbaye, livrés aux soldats de l'artillerie de marine, ont dû être mis en ville dans des magasins; il ajoute : « Je ne crois pas qu'ils puissent tous être contenus dans la maison de la veuve Garel, quand même les appartements, que le sieur Rouhier et un armurier y occupent, seroient évacués » (10 avril);

— à la lettre d'envoi de l'état des bois de lits, pliants et fournitures provenant de l'armée de Vaux et acquis du sieur Maynier, M. de Longecour ajoute que si l'Intendant ne trouve pas que le magasin, qu'il a pris provisoirement, soit indispensable, il le fera évacuer et demande ce qu'il doit faire des effets qui resteront à loger : « Il ne seroit pas impossible, écrit-il, d'entasser d'avance les effets du Roi, mais alors il me paroitroit très-difficile de faire les manœuvres nécessaires pour les conserver et dangereux de surcharger les planchers de la maison Garel » (17 avril 1784); — à la nouvelle note de M. de Montcarville, déclarant que la maison Garel suffira à loger les effets du Roi, sauf à trouver un emplacement pour les effets du sieur Magnier : « cet entrepreneur devant se charger de trouver des magasins pour les effets qui le concernent, puisque le loyer doit être payé des fonds provenant de l'imposition du casernement » (20 avril); — aux ordres de l'Intendant en conséquence (30 avril); — à la réponse de M. de Longecour, écrivant que le magasin provisoire appartenant à la ville, il n'en coûtera rien d'écrire d'ici à la St-Michel, et que l'armurier qui occupe une chambre dans la maison Garel, aurait trouvé bon d'être mis hors de son logement; aussi M. de Longecour lui a-t-il « donné jusqu'au 29 septembre, époque du renouvellement des loyers dans ce pays ci » (8 mai); — à l'état des effets du Roi dans la place de Cherbourg (13 juillet); — à l'état de situation des effets du Roi, en service ou en magasin à Cherbourg (1<sup>er</sup> janvier 1785); — à l'envoi du procès-verbal de visite faite en l'absence du commissaire des guerres par M. de Garantot sur la réquisition du sieur Roubière de Fontenelle, garde-magasin des effets du Roi, des tentes de soldats, ainsi que des demi-fournitures qui ont servi aux troupes campées au Becquet (9 novembre 1785).

C. 2348. (Liasse.) — 50 pièces, papier.

**1786-1788.** — Affaires militaires. — Magasins. — Élection de Valognes. — Correspondance entre MM. le maréchal de Ségur, le comte de Brienne, ministres; de Feydeau de Brou et Cordier de Launay, Intendants de la Généralité; de Villemazy, de Montcarville et Deshayes, commissaires des guerres; du Buisson, directeur des convois militaires, et de Garantot, sub-délégué, relative : aux ordres donnés de faire tirer des magasins de St-Denis, pour être envoyés à Cherbourg, les effets nécessaires pour le campement d'environ deux bataillons d'infanterie, faisant partie des

troupes employées aux travaux de Cherbourg, sur la représentation faite au maréchal de Ségur par le duc d'Harcourt (5 avril 1786); — à la réception des dits effets et à la recommandation faite de veiller à leur conservation, jusqu'à ce qu'ils soient dans le cas d'être délivrés aux troupes (12 avril 1786); — à l'avis de M. de Garantot, que la femme Bunouf « n'est pas riche, et que l'une des conditions du marché étoit que son paiement ne tarderoit pas; qu'au reste, elle mérite quelque faveur, car c'est une fort honnête femme et elle a très-bien livré » (6 mai); — au paiement de la somme de 991 livres 10 sols 6 deniers à la dame Bunouf pour les 150 paillasses confectionnées, à raison de 6 livres 10 sols chacune, pour compléter le logement projeté de 800 hommes, qui seront campés sous tente dans la place de Cherbourg, M. de Brou écrit : « Il y aurait de l'inconvénient à faire attendre à cette ouvrière son payement, il y a lieu d'expédier l'ordonnance » (10 mai 1786); — à la note de M. de Brou, qui écrit : « Faire une lettre à M. le maréchal de Ségur pour lui demander de faire rembourser sur les fonds de la guerre le prix des 150 paillasses, que j'ai fait faire à Cherbourg et que j'ai fait payer provisoirement sur les fonds de la province » (11 mai); — à l'autorisation par le maréchal de Ségur à M. de Brou d'expédier, sur le commis trésorier général, son ordonnance pour le remboursement, à la caisse des fonds de la province, de la somme de 975 livres dont elle a fait l'avance pour le paiement des dites paillasses (10 juin 1786); — à la lettre de M. de Brou, écrivant à M. de Montcarville qu'il fait expédier l'ordonnance nécessaire, sur le trésorier de la guerre, pour faire verser la dite somme dans la caisse du casernement, et il ajoute : « mais M. le maréchal de Ségur m'observe qu'il est d'usage de ne délivrer aux troupes campées que de la paille pour leur coucher, qu'ainsi j'aurois dû lui faire connoître les motifs qui ont pu déterminer les fournitures en paillasses dont il s'agit; j'estime très à propos de satisfaire le Ministre à ce sujet en lui exposant ces motifs d'une manière positive. Je crois bien me rappeler que je n'ai fait faire ces paillasses que sur la demande de M. le duc de Harcourt, mais je ne trouve rien d'écrit sur cet objet que ce que vous en dites dans votre lettre du 14 juin. On n'y voit pas précisément par qui et dans quelle forme cette demande m'a été faite, je vous prie de me faire part des connaissances ou des notes que vous pouvez avoir conservé sur cet objet. Cet exemple est fait pour me déterminer à ne rien faire sur les demandes des supérieurs militaires, à moins qu'elles

« ne me soient adressées par écrit » (18 août 1786); — à la réponse de M. de Montcarville écrivant à M. de Brou que : « le Ministre, en vous observant qu'il est d'usage de ne délivrer aux troupes campées que de la paille pour les coucher sans paillasse, n'a pas fait attention à la position où l'on se trouvoit alors à Cherbourg par le défaut d'établissement militaire pour loger les troupes; celles qu'on a fait camper à portée des ouvrages qui s'exécutent dans cette ville et auxquels on les employe journellement, n'étoient mises sous la toile dans aucun but militaire; M. le duc d'Harcourt trouvoit même assés fâcheux pour elles, dans un climat aussi rude que celui de Cherbourg et sur le bord de la mer, d'être forcé d'avoir recours à ce moyen pour faire passer la nuit à des troupes, qui s'étoient trappées de sueur pendant la journée, en vaquant à des travaux pénibles. Dans cette idée, afin de diminuer autant qu'il seroit en lui pour les soldats l'incommodité de camper, faute de logement suffisant dans la ville, ce général, dans la campagne de 1785, demanda au garde-magasin 2 ou 3 paillasses par tentes; il jugea que cette précaution seroit utile aux intérêts du Roy, en préservant les soldats de l'humidité dans un pays et une année où la paille étoit rare et chère, ne pouvoit guère se renouveler souvent et qu'elle seroit bien mieux dans des paillasses qu'exposée à être bientôt mêlée avec la terre, en l'y laissant en vrac. Il est arrivé, de cette sage précaution de M. le duc d'Harcourt, l'effet naturel qu'il en devoit attendre : il y a eu bien moins de malades dans ces travailleurs couchés sous la toile qu'il n'y en auroit eu sans cette attention de sa part. » Il ajoute que c'est pour remplacer une centaine de paillasses, mises hors de service, que l'on demande les 150 coûtant 975 livres, dont le remboursement doit être ordonné sur les fonds de la guerre : « la lettre du ministre, écrit-il de sa main, n'est qu'une lettre de bureau »; et en *P.-S.*, il dit que le duc d'Harcourt avait donné l'ordre verbal au sieur Rouhière de demander les dites paillasses » (22 août 1786); — à l'avis donné par l'Intendant à M. de Montcarville que M. le duc de Beuvron a prévenu l'Intendant que, « vu les circonstances », il n'est pas nécessaire d'envoyer à Cherbourg une partie des effets de campement devant arriver à Caen, et qu'il conviendra de les conserver avec soin pour être envoyés aux premiers ordres du duc (13 novembre 1787); — aux ordres de M. le comte de Brienne à M. Cordier de Launay, relatifs à l'envoi à Cherbourg de boîtes fumigatoires pour secourir les noyés et de bandages simples et doubles (27 novembre

1787); — à l'envoi au comte de Brienne de l'état général des approvisionnements extraordinaires pour obtenir le paiement de la somme de 16,199 livres 18 sols 6 deniers des dits approvisionnements ordonnés par M. le duc de Beuvron au fort de l'île Pélée (6 décembre 1787); — aux observations de M. de Montcarville et aux réponses de M. de Villemanzuy aux dites objections (16 décembre); — à la lettre de M. Deshayes, commissaire ordonnateur de la marine, priant M. de Launay de faire expédier l'ordonnance nécessaire au remboursement de plus de 16,000 livres qu'il a avancées pour les approvisionnements ordonnés par le duc de Beuvron; « il en a un besoin d'autant plus pressant, qu'il lui est indispensable de faire travailler, tout de suite, à la réparation d'avaries considérables que l'inondation de la Mielle de Tourlaville a occasionnées aux établissements qu'il a faits près de la montagne du Roule, l'un pour le blanchissage du linge des troupes et de l'hôpital, l'autre pour le logement de 400 soldats » (29 décembre); — à l'état de situation des magasins des effets du roi à Cherbourg pendant les six derniers mois de l'année 1787; — à l'avis que M. de Villemanzuy a remis les trois ordonnances, montant à 14,568 livres 5 sols 11 deniers, aux sieurs Henrion et Rouhière, le premier garde-magasin des vivres, et le deuxième garde-magasin des effets du Roi à Cherbourg (2 janvier 1788); — à la remise faite à M. du Buisson, directeur des convois militaires à Caen, d'une traite de 88 livres 17 sols 9 deniers, pour frais de transports de différentes matières combustibles de Caen à Cherbourg (5 janvier 1788).

C. 2349. (Liasse.) — 8 pièces, papier.

**1783.** — Affaires militaires. — Magasins. — Élection de Vire. — Correspondance entre M. Esmangart, Intendant de la Généralité, et le sieur Bonvoisin, syndic militaire de Villedieu, relative : à l'avis du dit syndic que dans l'incertitude où il étoit d'avoir à loger des troupes dans son bourg, après le départ du régiment d'Auvergne, et vu les fréquents passages de troupes, il avait cru devoir entretenir les corps de garde, moins coûteux que s'il fallait faire « déguerpir » des ménages entiers (6 avril); — à l'avis donné qu'il n'est pas vraisemblable que l'administration se décide à mettre des troupes en garnison dans le bourg de Villedieu, mais que, comme jusqu'au 1<sup>er</sup> mai il y aura encore quelques passages, il convient pour le bien du service de conserver jusqu'à cette époque les corps de garde établis depuis la guerre et de rendre aux propriétaires les emplacements em-



ployés à cette destination (10 avril); — à l'avis que le syndic a fait déposer chez lui tous les ustensiles du corps de garde, ainsi que les bidons laissés par le régiment de Savoye-Carignan et à la demande qu'il fait du loyer de son appartement « qu'il me seroit bien désagréable de perdre », écrit-il; — à l'approbation donnée aux dispositions prises pour mettre en dépôt tous les effets qui étaient placés dans les corps-de-garde, établis dans le bourg de Villedieu pendant que les troupes y ont été en garnison (8 septembre); — à la réception de l'état des effets qui ont servi au casernement et qui ont été placés chez le syndic de Villedieu, observant qu'ayant été reconnus de peu de valeur, le loyer de l'appartement, où ils sont déposés, ne tarderait pas à en absorber le prix, et que rien n'empêche donc qu'ils soient mis dans un coin de grenier (8 octobre).

C. 2350. (Liasse.) — 40 pièces, papier.

**1763-1782.** — Affaires militaires. — Magasins. — Ventes. — Objet général. — Correspondance entre MM. de L'Averdy, contrôleur général; le duc de Choiseul, le prince de Montbarey, le maréchal de Ségur, ministres; de Fontette, Intendant de la Généralité; de Clinchamps de Bellegarde, directeur de l'artillerie à Caen; Vardon, D'Heu, commissaires des guerres; de Varroc, de Virandeville et Le Paulmier, subdélégués, relative: à la vente des effets de l'artillerie hors de service existant dans les magasins de Granville, de plusieurs places de la Généralité, pour que le produit en soit remis aux commis du trésorier général de l'artillerie (28 mai, 13 novembre 1763); — à l'ordre du duc de Choiseul de mettre en adjudication tous les effets, attirails, munitions d'artillerie, hors de service dans les diverses places de la Généralité (18 novembre); — à la vente et adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur des effets d'artillerie, déposés en la tour de Cherbourg, en présence du sieur de Virandeville, commissaire subdélégué au département de Valognes, assisté de Louis Quoniam, pris pour greffier et de M. Du Moncel, commandant d'artillerie (24 novembre); — à l'état des effets défectueux, embarrassant les magasins de Caen et à vendre, dressé par M. de Clinchamps de Bellegarde; — à l'état dressé par le même, des effets des magasins de La Hougue et de l'île Tatihou, avec des réserves indiquées en P. S. de « mettre de côté toutes les vieilles ferrures, fers coulés, vieux cordages pour en faire des valets en bouchons, les madriers, poutrelles pou-

« vant servir de chantiers dans les magasins, » puis de démolir les gargousses et cartouches défectueuses, etc. (9 novembre 1763); — à la vente des effets défectueux, trouvés dans les magasins d'artillerie de Caen, en présence du sieur Vardon, commissaire des guerres et le sieur Pellier, garde-magasin d'artillerie (15 décembre); — à la vente des effets d'artillerie, hors de service déposés à Saint-Wast et provenant de La Hougue et de l'île Tatihou, en présence du sieur de Virandeville, de M. Honk, commandant d'artillerie et du sieur Héron, secrétaire (23 décembre 1763); — à l'envoi des procès-verbaux de ventes des dits effets, faites à Granville, Caen, Cherbourg et à La Hougue (28 janvier 1764); — à l'avis donné au Contrôleur général que les employés du magasin de l'artillerie de Caen vendent environ 14,000 fusils, qui y étaient déposés et qu'on achète pour les revendre aux paysans, qui s'arment presque tous par ce moyen, « cet avis, écrit M. de L'Averdy à M. de Fontette, intéresse trop le bien du service du Roi et la sûreté publique, dans une province telle que la Normandie, où les têtes sont un peu chaudes et où l'on menace journellement de tuer, pour ne pas mériter d'être scrupuleusement approfondi. Je vous prie en conséquence de vérifier sur le champ si le fait est vrai et tel qu'on me l'a rapporté et de vouloir bien m'en rendre compte le plus tôt possible » (7 juillet); — à la réponse de M. de Fontette qui dispense les officiers d'artillerie, qui ne sont nullement responsables de la dispersion dans le pays de la grande quantité de fusils, livrés par le directeur d'artillerie aux entrepreneurs de la manufacture de Charleville, qui, pour s'éviter la dépense onéreuse du transport, à cause du mauvais état de ces fusils, en ont revendu à divers marchands en gros, qui les ont, de leur côté, « détaillés en 1758, dans le tems où l'on craignoit si fort pour les côtes; la cour jugea à propos de faire passer ici environ 17,000 fusils, avec lesquels on devait armer tous les paysans. J'insistai alors pour que ces armes ne fussent point délivrées et j'observai à cet effet: 1° qu'il étoit dangereux d'armer tout le monde; 2° que la dépense des réparations, jointe à celle du transport, excéderoit de beaucoup la valeur des fusils et qu'il faudroit encore faire celle de délivrer de la poudre et des balles avec les fusils, parce que le paysan n'avoit pas le moyen de s'en procurer. Les armes avoient été déposées à leur arrivée dans le cloître du couvent des Carmes de cette ville. Elles y sont restées jusqu'à cette année dans leurs caisses, mais comme le cloître est ouvert à tout le monde, il en a été volé un assez grand nombre. Depuis la paix

« faite, il a été question de se défaire de ce qui en  
 « restoit. Après beaucoup de négociations, M. le duc  
 « de Choiseul a jugé à propos de les faire délivrer aux  
 « entrepreneurs de la manufacture de Charleville... ;  
 « mais il n'est pas moins vray qu'une si grande quan-  
 « tité d'armes, répandue dans tant de mains, peut  
 « donner lieu à des abus qui troubleroient l'ordre de la  
 « Société. Les contrebandiers se trouvent actuellement  
 « armés bien ou mal, le paisant est aussi en état de tirer  
 « sur les pigeons et d'insulter ceux à qui il en vou-  
 « droit. Depuis mon retour dans le pays, j'ai entendu  
 « faire beaucoup de plaintes sur le parti qu'on a pris  
 « de vendre toutes ces armes en détail, les seigneurs  
 « de paroisses surtout craignent pour leurs pigeons et  
 « leur gibier, mais comment faire pour remédier au  
 « mal ? je ne vois qu'un parti à prendre, qui est de  
 « désarmer par tout dans les paroisses, autant que  
 « faire se pourra, ou de donner des ordres positifs  
 « pour faire punir promptement et selon la rigueur  
 « des lois ceux qui voudroient abuser de leurs armes  
 « d'une façon ou d'une autre » (12 juillet 1765) ; — à  
 la proposition du colonel directeur en chef de l'Artillerie  
 de vendre au profit du Roi les vieilles ferrures et les vieux  
 cuivres qui se trouvent dans les magasins (13 septembre  
 1766) ; — à l'approbation de ce projet par le duc de  
 Choiseul qui écrit : « pour éviter qu'en  
 « faisant vendre ces armes, en l'état qu'elles sont, les  
 « plaintes, qui me sont revenues précédemment sur  
 « semblable objet, ne se renouvellent, j'ai pris le parti  
 « d'ordonner à M. Clinchamp de Bellegarde de faire  
 « mettre en état toutes les armes dont il s'agit, d'y  
 « faire mettre le feu, afin d'en consommer les bois et  
 « détrempier les pièces des platines, après quoi de faire  
 « écraser au tonnerre les canons des fusils, mousque-  
 « tons, carabines, pistolets et même les douilles de  
 « bayonnettes, en sorte qu'aucune pièce ne puisse re-  
 « servir. Il n'y aura certainement nul inconvénient  
 « après cela à vendre les vieux fers qui proviendront  
 « de cette démolition d'armes » (7 octobre 1766) ; — à  
 l'état-général de la quantité de vieilles ferrailles et de  
 vieux cuivres jaunes provenant des magasins d'artillerie  
 de Caen, Carentan, Cherbourg, le fort Galet, La Hougue,  
 St-Lô et Ile Tatihou, formant un total de 31,747 livres  
 de vieux fer et 552 livres 1/2 de vieux cuivre, dressé  
 par le colonel directeur de l'Artillerie, de Clinchamp,  
 proposées par la vente ordonnée par le duc de Choiseul  
 (5 novembre) ; — aux ordres adressés par M. de Fon-  
 tette à ses subdélégués de Caen, Carentan, St-Lô et  
 Valognes pour opérer la dite vente dans chacune des  
 Élections (7 novembre) ; — à l'envoi de divers procès-

verbaux des dites ventes, opérées les 22 et 23 novem-  
 bre par les subdélégués (décembre 1766 et mars 1767) ;  
 — à l'envoi par M. de Virandeville du reçu du trésorier  
 provincial du corps royal de l'artillerie, de 950 livres  
 15 sols pour des effets vendus à La Hougue, Cherbourg,  
 fort du Gallet et à l'île Tatihou (14 février 1767) ; —  
 aux ordres du prince de Montbarey pour la vente de 36  
 colliers de chevaux garnis et 12 panneaux, hors de  
 service, 5 vieilles charrettes et un caisson existant dans  
 le magasin d'artillerie de Caen (23 août 1779) ; — au  
 procès-verbal de cette vente faite par M. Vardon (18  
 octobre 1779).

C. 2351. (Liasse.) — 73 pièces, papier.

**1782-1784.** — Affaires militaires. — Magasins. —  
 Objet général. — Effets d'artillerie. — Correspondance  
 entre MM. le maréchal marquis de Ségur, ministre ;  
 Esmangart et de Feydeau de Brou, Intendants ; le duc  
 d'Harcourt, gouverneur de la province ; le chevalier Du  
 Tertre, commissaire du corps-royal de l'Artillerie, au  
 Havre ; les commissaires des guerres : de Longecour,  
 à Cherbourg et au fort Galet ; de Laubarède, à Caen ;  
 Collet, à Granville ; Despiès, à St-Lô ; D'Heu, à Caren-  
 tan, et les subdélégués, relative à l'envoi de l'état des  
 effets d'artillerie, hors de service, existant dans les  
 magasins de la Basse-Normandie ; — aux ordres à don-  
 ner aux commissaires des guerres à Caen, Carentan,  
 Cherbourg, au fort du Galet, à Granville et à St-Lô, et  
 à leur défaut aux subdélégués pour procéder à la vente  
 des dits effets et en remettre le prix au trésorier de la  
 guerre (18 janvier 1782) ; — à la demande du chevalier  
 Du Tertre pour que l'Intendant engage les commissaires  
 des guerres et les subdélégués, qui feront ces ventes,  
 de lui adresser leurs procès-verbaux, pour qu'il en  
 forme un état général qu'il lui adressera (22 janvier) ;  
 — à la réponse de l'Intendant que si M. Du Tertre dé-  
 sire une ampliation des dits procès-verbaux, il les  
 pourra demander aux dits commissaires, et en marge  
 de la minute de cette réponse, on lit ce NB : « Les com-  
 « missaires des guerres ne seroient certainement pas  
 « disposés à envoyer à M. Du Tertre leurs procès-ver-  
 « baux ; il n'est que leur collègue et, par cette démar-  
 « che, ils le regarderoient comme leur chef. » (26 jan-  
 vier) ; — à la lettre de M. Despiès, écrivant : « La nature  
 « de ces effets m'autorise, avant de procéder à leur  
 « vente, à vous observer qu'ils consistent en fusils, sa-  
 « bres, bayonnettes ; armes offensives dont le prix, à  
 « raison de leurs défauts, sera infailliblement très-  
 « modique, et par cela même, doit faire craindre

« qu'elles ne tombent entre les mains de vagabonds et  
 « de braconniers, que M. le Maréchal et M. le duc de  
 « Harcourt se sont toujours occupés avec une attention  
 « toute particulière à faire désarmer. Sous ce point de  
 « vue, il paroitra prudent peut-être de ne pas livrer,  
 « aussi facilement aux uns et aux autres, assez nom-  
 « breux dans cette partie de la Normandie, les instru-  
 « ments de leur brigandage » ; en conséquence, il pro-  
 pose de faire un sacrifice sur leur valeur, en rompant  
 ces armes pour n'en retirer que le prix de la matière ;  
 en P. S. il demande un congé de 6 semaines pour ses  
 affaires à Paris (1<sup>er</sup> février 1782) ; — à la réponse de  
 M. Esmangart qu'il va soumettre ces observations très  
 justes à la décision du ministre et en écrire aussi au  
 duc d'Harcourt. Quant au congé, il n'est pas possible  
 d'en faire la proposition au ministre, avant le retour du  
 commissaire ordonnateur et du commissaire d'Avran-  
 ches, tous deux en congé ministériel (10 février) ; — à  
 la lettre de M. de Longecour écrivant « que malgré la  
 « publication et affichage de vente, il ne s'est présenté  
 « personne pour les mettre à prix, après avoir fait la  
 « visite de ces effets, j'ai reconnu qu'ils étoient absolu-  
 « ment hors de valeur : on m'a même observé que  
 « M. Thieulin, directeur de l'Artillerie, lors de sa der-  
 « nière inspection, les avoit regardés comme tels puis-  
 « qu'il avoit ordonné aux gardes de les sortir et d'en  
 « disposer comme ils jugeroient à propos. Les seuls  
 « objets qui m'ayent paru de quelque prix, sont les deux  
 « crapeaux à mortier de fer, qui sont au fort du Galet ;  
 « encore seroit-il difficile d'en tirer parti, eu égard à  
 « l'éloignement des fonderies, où l'on ne pourroit les  
 « faire conduire qu'en payant un fret qui doubleroit,  
 « tripleroit même le prix qu'on y auroit mis et qui ren-  
 « droit par conséquent l'adjudication onéreuse à la  
 « personne qui s'en chargeroit ; enfin, ils ne peuvent  
 « servir à lester, parce que la masse ne pouvant être  
 « repartie, il seroit dangereux de les placer comme telle  
 « dans un bâtiment. Voilà, Monsieur, les observations  
 « qu'on m'a faites et qui m'ont paru judicieuses ; cepen-  
 « dant, tous ces effets embarrassent les magasins et une  
 « personne seule offre de s'en rendre adjudicataire pour  
 « une somme de 60 livres. Je n'ai pas jugé à propos de  
 « les adjuger avant de prendre vos ordres. » (16 février  
 1782) ; — à l'envoi des dites observations au Ministre ;  
 « car il est à craindre que ces vieilles armes ne tom-  
 « bent entre les mains de vagabonds, de braconniers  
 « et surtout de déserteurs qui, de la province de  
 « Bretagne, refluent depuis quelque tems dans ma Gé-  
 « néralité, et il seroit bien fâcheux que cette vente leur  
 « procurât les moyens de se livrer à des excès ou de

« commettre des brigandages et des crimes qu'il est de la  
 « bonne police de prévenir. Je dois encore vous observer,  
 « Monsieur, que cette vente, se faisant publiquement,  
 « mettra les gens de la campagne dans le cas de s'y  
 « présenter avec sécurité, ils croiroient être autorisés à  
 « acheter des armes pour leur défense, et ils n'en au-  
 « ront pas plutôt payé le prix qu'ils s'exposent à être  
 « désarmés par la maréchaussée. M. le maréchal de  
 Harcourt ayant, par des considérations très puis-  
 « santes, donné des ordres très strictes à ce sujet » (17  
 février 1782) ; — à la lettre circulaire aux commissaires  
 des guerres pour faire surseoir à la vente des effets  
 d'artillerie (17 février) ; — à la réponse qu'il n'y a qu'à  
 constater par un procès-verbal qu'il ne s'est présenté  
 personne et y joindre la commission de celui qui en  
 propose 60 livres (21 février) ; — aux ordres du maréchal  
 de Ségur à M. de Thieulin, directeur de l'Artillerie à  
 Caen, pour que les vieux fusils, bayonnettes, sabres et  
 épées, qui sont destinés à être vendus, ne puissent l'être  
 qu'à des armateurs, négociants ou à des personnes sûres  
 qui se soumettent à ne point les répandre dans le  
 royaume et d'exiger l'indication de l'endroit où ils doi-  
 vent déposer ces armes (28 février 1782) ; — à l'envoi  
 d'une ampliation du procès-verbal de la vente de diffé-  
 rents effets d'artillerie, déposés dans le château de Car-  
 entan (6 avril 1782) ; — à la demande d'autorisation  
 de vendre les effets d'artillerie déposés à Granville (7  
 avril) ; — à l'autorisation d'agréer la soumission du  
 sieur Preston, s'engageant, moyennant 66 livres, à  
 prendre les dits effets d'artillerie, y compris les deux cra-  
 peaux à mortier de fer (7 avril) ; — à l'envoi du pro-  
 cès-verbal d'adjudication faite au sieur Preston des ef-  
 fets de rebut, existant au magasin d'artillerie de Cher-  
 bourg et au fort du Galet (17 avril) ; — au rappel fait  
 aux commissaires des guerres de procéder à la vente  
 des effets d'artillerie, hors de service (7 septembre  
 1782) ; — à l'avis donné au Ministre par M. de Beauvoir,  
 inspecteur général du corps royal d'Artillerie, que les  
 ventes n'ont point été faites et aux nouveaux ordres  
 donnés par le ministre de vendre au profit du Roi les  
 effets d'artillerie hors de service, encombrant les maga-  
 sins de Caen (16 septembre 1782) ; — à la réclamation  
 du sieur Hamelin, marchand à Carentan, pour avoir  
 payé 108 livres 9 sols 4 deniers de trop sur la vente de  
 14,000 livres de vieux boulets à 4 deniers la livre, et  
 qui, après vérification, se trouvaient réduites à 7,492  
 livres, d'où une erreur de 6,508 livres qui, à 4 deniers  
 la livre, sont estimées à 108 livres 9 sols 4 deniers  
 (10 août 1782) ; — aux lettres de l'Intendant aux com-  
 missaires des guerres et au trésorier des guerres,



M. Housset de Calteville, qui refuse de rendre l'argent réclamé à bon droit (août-septembre 1782); — à la nouvelle supplique adressée à M. Esmangart par le sieur Hamelin (12 juin 1783); — aux requêtes présentées par les adjudicataires des munitions et effets d'artillerie demandant le remboursement de ce qu'il ont payé de trop sur le prix de leur adjudication (juin 1783); — à l'envoi par le maréchal de Ségur à l'Intendant de la Généralité, d'un état des armes et effets d'artillerie, hors de service, dans les places de la Basse-Normandie, à vendre comme vieux fers, après qu'on aura brisé les canons de fusils et de pistolets (23 décembre); — aux ordres envoyés en conséquence par M. de Brou à MM. les commissaires des guerres : de Lanbarède, à Caen; de Longecour, à Cherbourg; D'Heu, à Valognes, et aux subdélégués MM. Duparc, à Granville et Robillard, à St-Lô (29 décembre 1783); — à la demande faite par la municipalité de Granville, d'acheter 120 des 183 fusils destinés à la vente; le subdélégué, M. Couraye Duparc donne son avis favorable, « parce que ces armes ne seront pas mises dans le commerce, qu'elles appartiendront au corps municipal, qui les destinera seulement aux besoins du service » (10 janvier 1784); — à l'approbation par le maréchal de Ségur, à la proposition de vendre 100 fusils aux officiers municipaux de Granville et d'en payer le prix sur le pied des 83 fusils qui resteront à vendre, attendu qu'il n'y a pas de troupes à Granville où les bourgeois montent la garde (13 février); — à la 3<sup>e</sup> nouvelle requête du sieur Hamelin à M. de Brou (1<sup>er</sup> mai 1784); — à la note mise au haut de la dite requête : Nota. « Ce n'est que le 12 août 1784, que l'on est parvenu à faire donner une reconnaissance à M. Housset, en échange de celle qu'avoit donnée le sieur Boulland, son commis, à Valognes, on lui en avoit parlé et l'on avoit même été plusieurs fois chés lui à cet effet, mais toujours inutilement »; — au résumé de cette longue affaire présenté à M. de Brou, par le secrétaire de l'Intendance (12 août 1784); — au compte rendu résumant au maréchal de Ségur toutes les opérations de la vente des effets d'artillerie avec l'indication du produit de chacune d'elles (16 août 1784); — à la réception des procès-verbaux de vente des effets d'artillerie hors de service, déposés dans les magasins de Caen, Carentan, Cherbourg, fort du Galet, Granville et St-Lô, et des récépissés, des trésoriers de la guerre, montant ensemble à la somme de 6,051 livres 19 sols 3 deniers (20 août 1784).

C. 2352. (Liasse.) — 12 pièces, papier.

**1741-1761.** — Affaires militaires. — Vivres. — Objet général. — Correspondance entre MM. d'Argenson, ministre, et de La Briffe, Intendant de la Généralité, relative : à l'envoi par le sieur de Launay, trésorier-général des guerres, de 48,700 livres ordonnées pour la subsistance, pendant le mois de mai, des troupes réparties dans la Généralité et la ville de Caen, suivant l'ordonnance de M. de La Briffe et conformément aux indications des commissaires des guerres (14 avril 1741); — à l'état des arrhes payées par le sieur Chogny pour l'exécution du marché de 150,000 rations de fourrages complètes de cavalerie, à lui passé par M. de Vanolles, Intendant de l'armée du Bas-Rhin, en 1745, lesquelles ont été perdues, faute d'avoir retiré les denrées aux époques portées par les marchés. Ce tableau divisé en onze colonnes, indique le nom des lieux où les marchés ont été payés, ceux des vendeurs, les dates des marchés, la quantité et la nature des denrées achetées, les prix des quintaux d'avoine et de foin, le montant des achats en argent d'empire, les sommes payées pour les arrhes, enfin la réduction en argent de France du montant des achats s'élevant à 130,154 liv. 3 s. 4 d., et celui des sommes payées pour les arrhes, montant à 15,396 liv. 6 s. 8 d. (1745); — à la demande par les entrepreneurs de la fourniture de pain faite en 1747, de la leur continuer durant la campagne de 1748, en considération des pertes qu'ils ont éprouvées, se chargeant de fournir le pain de froment à raison de 30 deniers la ration; la paille à 20 livres le 100, vu son extrême rareté, le bois à 24 livres la corde, comme il est d'usage pour les troupes; la viande à 4 sols 6 deniers la livre, mais cela à condition d'être remboursés de mois en mois et d'être exempts de 4 deniers pour livre (27 mars 1748); — à l'avis de M. d'Argenson qu'il y a lieu d'accorder la préférence aux dits entrepreneurs, avec la réserve que la dépense des fours sera à leurs frais, et qu'ils « seront toujours chargés de la retenue des 4 deniers pour livre, sur ce qui excédera celle qui se fait sur la solde des troupes » (2 avril); — à l'adjudication de la fourniture du pain, bois et paille de couchage des troupes, campant dans la Basse-Normandie, aux conditions suivantes : « que la ration de pain, composée de deux tiers de froment et d'un tiers de seigle, du poids de vingt-quatre onces, bien cuit et rassis, sera payée à raison de 30 deniers; que les fournisseurs

« seront tenus d'en faire la distribution, tous les  
 « quatre jours, au magasin qui, pour ce, sera établi à  
 « la proximité du camp » (10 avril 1748); — à l'extrait  
 du registre du Conseil d'État, portant adjudication au  
 sieur Jacques Garitan, se chargeant de la fourniture  
 des étapes, pendant l'année 1749, dans les Généralités  
 de Caen et de Rouen, aux conditions suivantes :  
 « sçavoir, dans la Généralité de Rouen, la ration de  
 « bouche de fantassin à 11 sols; celle de garde-du-  
 « corps, gendarmes, cheval-légers et autres, dénommés  
 « dans l'article 3 de l'ordonnance de S. M. du 13 juillet  
 « 1727, à 24 sols 9 deniers; celle de cavalier à 49  
 « sols 3 deniers; celle de dragon à 13 sols 9 deniers  
 « et la ration de fourrage à 13 sols 9 deniers, et,  
 « dans la Généralité de Caen, la ration de bouche de  
 « fantassin à 11 sols 3 deniers; celle de garde-du-  
 « corps, gendarmes, cheval-légers et autres dénommés  
 « dans le dit article 3, à 25 sols 4 deniers; celle de  
 « cavalier à 19 sols 9 deniers; celle de dragon à  
 « 14 sols 1 denier, et la ration de fourrage à 13 sols  
 « 3 deniers » (1748); — à un autre extrait du registre  
 du dit conseil relatif à l'adjudication du prix des rations,  
 tant de bouche que de fourrages, qui doivent être  
 fournies conformément à l'ordonnance du 13 juillet  
 1727 aux troupes, séjournant en passant dans les  
 provinces et Généralités, pendant l'année 1751, où  
 l'on voit la diversité du prix dans chaque province,  
 ainsi la ration de bouche de fantassin varie de 9 à 11  
 sols et celle de fourrages de 13 sols 6 deniers à 18  
 sols 3 deniers (29 décembre 1750); — au bordereau  
 général des recettes et dépenses relatives aux four-  
 nitores du pain de munition aux troupes cantonnées  
 dans la Généralité, en 1756, ce bordereau est certifié  
 véritable par le commissaire des guerres (24 décembre  
 1757); — à l'état des fournitures aux troupes au  
 camp de la Houle-sous-Granville, à Avranches, à  
 Hambie et à Pontorson (juin 1758); — aux états gé-  
 néraux des fournitures faites aux troupes de la Généralité,  
 et à celles des milices garde-côtes, du 30 juin au  
 31 octobre; — à l'état des approvisionnements en  
 grains, faits dans la Généralité de Caen, par suite des  
 envois, tant de la Bretagne que de la Généralité de  
 Rouen (13 juillet 1761); — à l'état des prix de denrées  
 qui entrent dans les rations d'étapes des différentes  
 Élections de la Généralité, d'où il résulte que la livre  
 de pain coûtait 1 sol 10 deniers à Bayeux, 2 sols à  
 Caen et 2 sols 6 deniers à Vire; la livre de viande était  
 payée 4 sols à Carentan, 6 sols à Avranches, Caen et  
 Coutances; le prix total de la ration d'infanterie com-  
 posée d'une livre et demie de pain, d'une livre de

viande et d'un pot de cidre revient à 8 sols 4 deniers à  
 Carentan, et à 14 sols à Caen; le prix de 20 livres de  
 foin, qui était de 5 sols à Carentan et St-Lô, s'élevait à  
 8 sols à Avranches; le prix du boisseau d'avoine qui  
 n'est que de 7 sols 9 deniers à Valognes, s'élève à  
 11 sols 4 deniers à Caen, et le total de la ration de  
 fourrages, composée de 20 livres de foin et d'un boisseau  
 d'avoine, mesure de Paris, ne coûtant que 12 sols 6  
 deniers à Valognes, s'élève à 18 sols 4 deniers à Caen  
 (8 octobre 1761).

C. 2253. (Liasse). — 56 pièces, papier.

1762-1777. — Affaires militaires. — Vivres. —  
 Objet général. — Correspondance entre MM. de Bre-  
 teuil, d'Argenson, le prince de Montbarey, de Saint-  
 Germain, ministres; Sénac de Meilhan, Intendant-  
 Général de la guerre; de La Briffe, de Fontette et  
 Esmangart, Intendants de la Généralité, et les commis-  
 saires des guerres, relative : aux procès-verbaux des  
 pesées, dressés par les commissaires des guerres, cons-  
 tatant les déchets des sacs de farine et de méteil  
 déposés dans les magasins à Avranches, Coutances,  
 Granville, à La Hougue, au bourg de Quettehou et à  
 Valognes (1762); — à l'ordre du duc de Choiseul au  
 sieur de Boullongue, trésorier-général de l'extraordi-  
 naire des guerres, d'envoyer à Caen la somme de  
 209,000 livres pour la subsistance, pendant les quatre  
 premiers mois de 1763, des troupes séjournant dans la  
 Généralité, suivant l'ordonnance de M. de Fontette  
 (1<sup>er</sup> janvier 1763); — aux difficultés survenues à propos  
 de la fourniture de pain de munition, entre le sieur  
 Quedrue, entrepreneur, et le sieur de Valsemey, garde-  
 magasin des vivres à St-Lô (17 mai 1765); — à l'avis  
 transmis par M. de Saint-Germain à M. Esmangart,  
 que « quoique l'intention de S. M. soit de faire fournir  
 « à l'avenir le pain de munition à ses troupes, empla-  
 « cées dans le plat pays, de la même manière et sur  
 « les mêmes règles qui s'observeront pour celles qui  
 « tiendront garnison dans les places frontières; elle n'en-  
 « tend cependant pas qu'il soit apporté, pour ce mo-  
 « ment cy, de changement à la fourniture des dites  
 « troupes, qui continueront, ainsi que les Invalides, à  
 « se pourvoir de pain aux dépens de leur solde et au  
 « moyen de la plus-value que S. M. continuera à leur  
 « accorder jusqu'au dernier juillet inclusivement »  
 (22 avril 1776); — aux plaintes que les régisseurs des  
 vivres adressent à l'Intendant de ce que, dans plusieurs  
 endroits du royaume où le service des vivres n'est pas  
 établi, les meuniers refusent de s'assujettir aux règles

de la comptabilité établie dans les villes de guerre, et qui consistent à prendre les grains et rendre les farines au poids, moins un pour cent de déchet qui est reconnu suffire à des meuniers fidèles (7 juin 1776); — à l'ordre donné aux commissaires des guerres de viser les pièces de dépenses présentées par les comptables de la régie des vivres, après que les directeurs des départements auront discuté et arrêté chaque compte (11 juin 1776); — à la décision du ministre de la guerre pour faire porter sur le poids du son, seulement, l'excédant du déchet qu'aura pu occasionner l'évaporation du blutage des farines (18 et 24 juin 1776); — à la plus-value à payer aux troupes dans les petits emplacements où le pain de munition ne leur sera pas fourni (27 juin 1776); — à l'avis donné à l'Intendant par M. de Saint-Germain, que S. M., « désirant porter aussi bien qu'on le pourroit les économies dans la dépense de la régie des vivres, son intention étoit qu'il ne fût point fait d'établissement dans les petits emplacements, parce que les frais d'employés de magasin et de fours, portant sur une faible consommation, feroient revenir la ration à un prix beaucoup plus cher que le pain ne coûte chés les boulangers et que cette dépense ne devra point entrer dans les comptes de la régie, qu'elle devra être acquittée directement et d'après les ordonnances de l'Intendant par les trésoriers de l'Extraordinaire des guerres ou de l'Artillerie, qui les feront entrer dans leur compte » (8 et 19 juillet 1776); — à la nécessité pour les commissaires des guerres d'envoyer exactement, tous les 2 mois, les extraits des revues, pour faciliter l'opération des décomptes à faire aux troupes, à raison du pain de munition que les régisseurs des vivres leur feront fournir (22 juillet 1776); — aux privilèges des commis des vivres qui consistent en l'exemption du logement des gens de guerres, de guet, de garde, de corvées, du tirage à la milice et des droits sur le bois destiné à la cuisson du pain de munition (3 septembre 1776); — à la rédaction d'inventaires des matières et effets existant au 31 décembre 1776 dans les différents magasins des vivres de la Généralité (31 novembre 1776).

C. 2354. (Liasse.) — 36 pièces, papier.

**1778.** — Affaires militaires. — Régie des vivres. — Objet général. — Correspondance entre MM. le prince de Montbarey, ministre; Esmangart, Intendant de Caen; Julien, Intendant d'Alençon; Pasdeloup, commissaire des guerres; Bucquet, directeur général des vivres du plat pays; Huault, Doumère, de La Sandray,

directeurs des vivres; le syndic de Villers, les officiers municipaux de Caen et les subdélégués, relative: au transport de grains et farines dans différentes places (février); — à la réquisition de voitures par le directeur général des vivres pour le transport à Avranches et à Granville, de 240 sacs de farine (14 février); — à l'avis donné par le secrétaire de l'Intendance que « l'on n'a pas cru, dans ce moment critique, se refuser à la demande de ce directeur, de peur de compromettre le service...; mais comme cette prestation de service extraordinaire peut, à l'avenir, devenir une charge considérable pour les sujets du Roi, qui payent leur corvée en argent, M. l'Intendant est prié de décider de quelle manière il en sera usé par la suite. L'offre, faite par le directeur de payer 2 sols 6 deniers par sac, du poids de 200 livres et par lieue, est conforme à l'usage observé dans cette Généralité pendant la dernière guerre, mais le renchérissement des denrées rend actuellement ces offres insuffisantes, la lettre de M. de Beaulieu, du 2 février, le prouve, et, si les gens qui seront commandés pour ce service, ne reçoivent que cette rétribution, il y aura plaintes fondées de leur part. Si ces transports se font toujours sur la même ligne, il y aura surcharge et l'agriculture en souffrira »; le dit secrétaire rappelle que M. de Clugny, par sa lettre du 22 juin 1776, a marqué expressément que, dorénavant, les convois relatifs aux vivres et à l'artillerie, devaient s'exécuter conformément aux clauses et conditions, portées par le traité, passé au Conseil, le 26 septembre 1775, avec les entrepreneurs des convois militaires et qui porte, article 5: « que les grains et farines des vivres seront voiturés par l'entrepreneur, à raison de 3 sols par quintal et par lieue. » Le secrétaire demande à l'Intendant de vouloir bien régler cet objet important pour l'avenir, ou le faire régler par le ministre; « à tout événement, ajoute-t-il, il faut un supplément aux 2 sols 6 deniers, offerts par le régisseur....; si la paix n'est pas interrompue, il seroit fort à désirer que le service des vivres pût se faire et se maintenir sans avoir recours à ces voies extraordinaires, nuisibles à la culture des terres et pénibles à l'administration » (15 février); — à la note autographe de M. Esmangart, écrivant: « la régie des vivres ne sera pas habituelle..., ce n'est qu'au premier moment qu'on a été obligé de prendre ce party, désormais, les achats se feront sur les lieux; au reste, d'après l'article 5 du règlement du Conseil, tout est décidé, les entrepreneurs des convois militaires seront tenus à ce service à raison de 3 sols par quintal et par lieue. Je porterai cet article, en dépense sur ce



« pied, dans les comptes de la régie des vivres; en écrire  
 « à M. Doumère, pour qu'il sache à quoi s'en tenir. »  
 (17 février); — aux ordres de l'Intendant à M. de Saint-  
 Clair et aux subdélégués, aux officiers municipaux de  
 Caen et au syndic de Villers pour les informer de l'envoi  
 des sacs de farine et pour commander des voitures  
 attelées de 4 chevaux, à raison de 10 sacs de 200 livres  
 par voiture, et les faire arriver d'étape en étape à  
 Avranches (16 février); — à la réclamation du sieur  
 Huault rappelant à l'Intendant que le traité général, fait  
 à Girard Grandjean et homologué au Conseil le 26 jan-  
 vier 1775, comprend généralement tous les transports  
 à faire pour le compte du Roi et de la province, qui se  
 faisaient auparavant par corvées; il le supplie, en con-  
 séquence, de lui faire adresser les ordres relatifs à ce  
 service (17 février); — aux ordres de l'Intendant pour  
 que les dits transports de grains aient lieu par le direc-  
 teur des convois militaires (22 février); — à l'avis donné  
 à M. de Beaulieu et à M. Meslé d'avoir, sauf le cas d'ex-  
 trême urgence, à s'abstenir de commander aucune voi-  
 ture pour ce service, qui ne concerne que le directeur  
 des convois militaires (22 février); — aux réclamations  
 et observations du sieur Doumère, qui supplie l'Inten-  
 dant d'ordonner que les prix des transports par les  
 entrepreneurs seront payés par la régie, à raison de  
 2 livres 6 sols par sac de 200 livres et par lieue, sur les  
 chemins pavés et ferrés, et 3 sols sur les chemins de  
 terre, et qu'il soit fourni des voitures d'ordonnance,  
 d'après ces fixations (23 février); — à l'avis des dites  
 conditions envoyé au sieur Huault, attendu que l'Ins-  
 pecteur-général a assuré à l'Intendant, que telle était  
 la règle observée dans les différentes provinces du  
 Royaume, relativement à cet objet (14 mars); — à la  
 fixation du prix des excédants de fournitures de pain  
 faites aux troupes: « S. M. a réglé qu'à commencer du  
 « premier du mois de mai, les excédants seroient payés  
 « par les corps, à raison de 32 deniers la ration, et que  
 « le montant du *rachat* continueroit d'être acquitté par  
 « les préposés des directeurs, sur le pied de 20 deniers  
 « aussi par ration » (16 mai); — à la valeur du *rachat*:  
 « on appelle *rachat*, le pain que la troupe a pris de  
 « moins en nature que ce qui lui revient suivant la  
 « revue, et il se paye à l'état-major, d'après la fixation  
 « faite par le ministre, attendu que l'on retire 2 sols  
 « par ration à chaque soldat sur l'effectif de la revue.  
 « L'excédent se paye *en entreprise* au prix du marché,  
 « et en *régie* suivant la fixation du ministre » (20 mai);  
 — à l'augmentation des emplacements destinés à la  
 régie des vivres dans les villes de Bayeux, Coutances,  
 Granville et St-Lô (17 juin); — à la réponse de MM. du

Buisson, de Launey et Oury de Bourmont, officiers  
 municipaux de St-Lô, écrivant au secrétaire de l'Inten-  
 dance, « qu'après avoir scrupuleusement examiné des  
 « alentours des magasins actuels, ils avoient reconnu  
 « qu'il n'y avoit d'autres lieux convenables que les  
 « maisons de MM. les religieux de l'abbaye, où il y a  
 « de vastes appartements; on a épuisé les ressources  
 « que pouvoient fournir les maisons particulières de  
 « M. l'abbé, dans lesquelles est logé M. l'Inspecteur  
 « général des vivres. » Ils citent d'autres maisons qu'ils  
 avoient visitées, pour y établir les cadets-gentils-  
 hommes du régiment en garnison à St-Lô, et ils ajou-  
 tent: « comme il est question d'avoir affaire à des pri-  
 « vilégiés, auxquels nous ne sommes point en droit de  
 « donner d'ordre, nous vous prions de vouloir bien y  
 « pourvoir; nous sommes ennemis des contestations, et  
 « certainement il nous faudroit en essayer, si nous  
 « nous avisions d'user d'autorité. Vous sâvez que nous  
 « avons fait tout ce qui étoit en nous pour le bien du  
 « service du Roy; notre hôtel-de-ville est composé de  
 « trois chambres, nous en avons cédé deux pour le  
 « régiment, que nous avons en garnison, et nous  
 « n'avons réservé que celle qui nous sert pour nos  
 « assemblées et pour les délibérations générales de la  
 « ville » (26 juin); — à la réponse du subdélégué,  
 M. de Varroc, à l'Intendant, « qu'il ne trouve d'autre  
 « moyen de remplir l'objet de ce service, qu'en pre-  
 « nant soit des appartements de la maison des chanoines  
 « réguliers de la Congrégation de France, soit une  
 « partie de leur église, qui servoit à cet usage, dans la  
 « dernière guerre de 1758, les officiers municipaux ne  
 « veulent point exiger d'autorité, à cause des privi-  
 « lèges de ces religieux.... Je pense qu'il est à propos  
 « que vous ayez la bonté de donner vos ordres exprès  
 « pour l'entrée de ces magasins, qu'on ne pourra se  
 « procurer par des actes d'autorité, surtout dans leur  
 « maison; il est vrai que cette disposition leur pro-  
 « cureroit les plus grandes incommodités; on leur  
 « feroit moins de préjudice en prenant la partie de  
 « leur église, qui a ci-devant servi au même usage, au  
 « moyen d'une séparation faite avec des planches »  
 (28 juin); — à la lettre de l'Intendant écrivant à M. de  
 Varroc: « Je sais que les bâtiments de la maison des  
 « chanoines réguliers sont très-vastes et qu'elle ne  
 « contient que 3 religieux. Je suis persuadé qu'à  
 « l'exemple de toutes les communautés de mon dépar-  
 « tement qui, dans de semblables occasions, se font  
 « un devoir de donner des preuves de leur zèle, il  
 « suffira que vous fassiez connaître aux chanoines  
 « réguliers de St-Lô ce que les circonstances exigent

« pour qu'ils se prêtent au bien du service, et ils vous  
 « céderont volontiers les emplacements les plus com-  
 « modes pour l'emmagasinement des grains....; je  
 « vous observe au reste que les communautés reli-  
 « gieuses, dans des circonstances semblables à celles  
 « dans lesquelles nous nous trouvons, n'ont d'autres  
 « prérogatives que d'être plus en état que les autres  
 « classes de citoyens de se rendre utiles au bien du  
 « service et de manifester leur empressement et leur  
 « zèle pour seconder les vues du gouvernement, et j'ai  
 « trop bonne opinion des chanoines réguliers de St-Lô  
 « pour douter un moment de l'effet de leur bonne  
 « volonté dans le moment actuel » (30 juin); — à l'avis  
 transmis à l'Intendant par M. de Varroc qu'il a trouvé  
 le prieur de l'abbaye « on ne peut mieux disposé à  
 « remplir les vues du gouvernement », qu'il résulte de  
 la visite qu'ils ont faite ensemble de la maison, qu'on  
 ne « pourroit exploiter une seule pièce sans tenir toute  
 « cette maison à l'ouvert », et que le prieur a consenti  
 à céder la nef de son église, promettant de faciliter de  
 son mieux cette clôture, en prêtant ce qui se pourra  
 trouver dans la maison de planches propres à former  
 cette séparation (5 juillet); — à la demande faite à  
 l'Intendant de Caen par celui d'Alençon, sur la manière  
 dont il a usé pour faire payer aux meuniers le prix  
 des moutures des grains, destinés à la fabrication du  
 pain de munition (6 juillet); — à la réponse de M. Es-  
 mangart à M. Julien, que, dans la Généralité de Caen,  
 le prix de moutures des grains, destinés pour le service  
 des vivres, se paye en argent de 10 à 15 sols par sac de  
 200 livres de farine, et jamais en nature; le prix varie  
 en raison de la distance qui existe entre les établisse-  
 ments des vivres et les moulins employés à la mouture.  
 « On délivre aux meuniers 200 livres net de grains, et  
 « ils doivent rendre 200 livres brut, tant en farine qu'en  
 « son, c'est-à-dire 180 livres de farine et 20 livres de  
 « son; c'est précisément ce que prescrit l'ordonnance,  
 « chaque comptable étant obligé de fournir 180 rations  
 « de pain par sac de 200 livres brut de farines, et il  
 « seroit dans l'impossibilité de remplir ses engagements,  
 « si les meuniers avoient la permission de recevoir les  
 « moutures en nature. Les mesures variant suivant les  
 « lieux, la comptabilité ne porteroit plus sur une base  
 « fixe, si le salaire des meuniers se payoit autrement  
 « qu'en argent...; la nécessité de ce service important  
 « met les meuniers dans le cas d'être contraints de tra-  
 « vailler pour la régie toutes les fois qu'ils en sont  
 « requis » (12 juillet); — à la formation d'établissements  
 des vivres au chef-lieu seulement de chaque arrondisse-  
 ment des cantonnements (juillet).

C. 2355. (Liasse.)—49 pièces, papier.

**1778.** — Affaires militaires. — Régie des vivres. —  
 Objet général. — Correspondance entre MM. le prince  
 de Montbarey, ministre; Esmangart, Intendant de Caen;  
 Julien, Intendant d'Alençon; Padeloup, commissaire  
 des guerres; Bucquet, directeur général des vivres du  
 plat pays; Huault, Doumère, de La Sandray, directeurs  
 des vivres; le syndic de Villers; les officiers municipaux  
 de Caen et les subdélégués, relative : à la suppression  
 des établissements formés par la régie des vivres dans  
 différentes places de la Généralité (1<sup>er</sup> octobre); — à  
 l'état des sacs de 200 livres en grains, froment, seigle  
 et méteil, en farines de munition restant au 1<sup>er</sup> octobre,  
 pour déterminer l'objet des évacuations sur les dépôts  
 de Caen, Cherbourg, Granville et Valognes et provenant  
 des magasins d'Avranches, Barfleur, Bayeux, Carentan,  
 Coutances, Isigny, La Hougue, Mortain, Pontorson et  
 St-James; — à l'envoi des exemplaires à transmettre  
 aux commissaires des guerres, de l'ordonnance du Roi,  
 fixant, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1779, la composition du  
 pain de munition, dont la fourniture doit être faite aux  
 troupes, qui devra être composé de 3/4 de froment et  
 1/4 de seigle, sans extraction de son (6 octobre); — à  
 la suppression des magasins de Carentan, de Cherbourg,  
 de Coutances, de Granville, Isigny, La Hougue, Mor-  
 tain, St-Lô, St-Waast et Vire; — à la lettre du subdélégué  
 de Mortain, écrivant : « Voici la 4<sup>e</sup> fois que j'ay l'hon-  
 « neur de vous écrire sur les plaintes que font les voi-  
 « turiers, qui ont conduit les grains ou plutôt les farines  
 « restées en magasin, après le départ du régiment de  
 « Bassigny, l'an dernier. Ils ont été à Avranches et à  
 « Vire, et n'ont pas été payés, malgré leurs réclamations  
 « répétées, ils sont décidés à donner leur mémoire au  
 « ministre; je les ai encore arrêtés, jusqu'à ce que  
 « j'eusse eu l'honneur de vous en écrire pour la der-  
 « nière fois, et je m'en acquitte » (17 octobre); — à la  
 réponse de l'Intendant, tout surpris de ce que les dits  
 rouliers n'aient pas encore été soldés, puisque le direc-  
 teur des convois militaires avait fait les fonds à Vire...  
 Il ajoute qu'il a été arrêté que le sieur Huault, directeur  
 de cette partie, adresserait directement les fonds néces-  
 saires au remboursement de ces rouliers : « Ils doivent  
 « vous parvenir avant la réception de ma lettre, si non,  
 « je condamnerai ce directeur à payer, sans délai, le  
 « montant de cette dépense, et je vous sais gré de  
 « m'avoir mis à portée de faire rendre à ces rouliers la  
 « justice qui leur est due » (26 octobre); — aux grandes  
 difficultés éprouvées par le subdélégué de Vire, pour

opérer le transport des grains et farines des magasins de la dite ville dans ceux de Granville : « Vous observerés, Monsieur, qu'il n'est presque point ici de voitures attelées de chevaux, elles sont toutes attelées de bœufs avec un ou deux chevaux en teste; qu'on fasse faire ces voitures à nos laboureurs de campagne, ils ne feroient pas le voyage en cinq jours, ils dépenseroient plus que la somme qu'ils pourroient recevoir, et ce n'est pas là tout, ils feroient plus de tort et de perte sur leurs bœufs que la somme à recevoir; je ne crois point, Monsieur, que votre intention soit d'écraser les laboureurs de nos campagnes. Il est un parti bien plus simple : il existe un entrepreneur des convois militaires, il veut bien faire le service dans les belles routes, ainsi il doit ressentir l'embarras des routes difficiles; il est facile de lui faire faire les voitures, il les fera avec plus d'aisance et moins de perte que les gens de notre canton; un homme conduira une voiture avec quatre chevaux, pendant qu'il faudra au moins trois hommes pour une voiture de douze bœufs et un cheval » (14 octobre); — à l'ordre à enjoindre au directeur des convois militaires d'aviser au dit transport des sacs de grains : « S'il ne peut, ajoute l'Intendant, convenir de gré à gré avec des voituriers, il est indispensable que vous en commandiés, qui seront remboursés d'après les états, que vous arrêterés, de la dépense que cet objet de service aura occasionnée, et comme c'est une affaire de régie, il convient de donner aux voituriers un prix raisonnable et honnête, mais régler tout à un taux modéré et qui ne soit point préjudiciable aux intérêts du Roi » (18 octobre); — à la nécessité pour le subdélégué de se réduire à quatre charrettes qui ont seules été trouvées : « On les a chargées de 52 sacs de farine de deux quintaux chaque; mais ces gens, venant de la campagne, déjà traversés de pluie, me sont venus trouver, ils m'ont représenté qu'il étoit de toute impossibilité que leurs bœufs pussent gagner Grandville, qu'ils étoient assurés de rester en chemin; ils m'ont fait pitié et je sens la perte que cela peut faire à de malheureux laboureurs et que c'est les ruiner; je ne les ai chargés que de porter leurs voitures à Villedieu et j'ai envoyé un ordre au syndic de Villedieu pour commander quatre autres voitures pour Grandville; c'est du moins un soulagement pour ces paroisses de les faire se relever pour que celles d'ici ne soient pas excédées. J'ai visé l'état et la voiture, j'ai arrêté le prix à 30 sols du cent, mais je vous avoue, Monsieur, que le prix est trop modique et que les voituriers n'auront pas de quoi se défraier de la dépense des hommes et des

« chevaux, et j'ai mis qu'une moitié de cette somme sera payée à ceux d'ici et l'autre moitié aux voituriers partant de Villedieu. Il n'y a point de roulliers, j'en ai parlé à plusieurs qui eussent voulu faire la voiture à moins de 40 sols du cent, et je crois que ces gens cy le méritent également, c'est ce qui fait que j'ai ajouté que j'aurois l'honneur, Monsieur, de vous faire mes représentations sur la modicité du prix eu égard à la difficulté des chemins et à la mauvaise saison » (25 octobre); — à l'envoi du restant des farines et grains du magasin de Vire, avec le son, poches et outils, en quatre voitures de campagne chargées chacune de 2,800 livres pesant; « le total du poids de ces quatre voitures est de 11,200 livres; dimanche dernier, il en est parti quatre portant 10,400 livres : le total est donc de 21,600 livres pesant; j'ai arrêté le prix à 30 sols du cent, ce qui fait une somme de 324 livres; mais je vous avoue, Monsieur, que je n'ai arrêté ce prix si modique, que par timidité; car il n'est pas possible que, sur ce prix, les voituriers puissent seulement retirer le prix de leurs dépenses; les Fabulet, roulliers de métier et bien attelés, ont bien ce prix de cette ville à Caen, et il y a une différence essentielle des chemins de l'un à l'autre endroit; et un des Fabulet, que je vis la semaine dernière, me dit qu'il ne feroit pas les voitures pour 40 sols du cent. C'est ce qui m'a fait mettre [ce prix] dans l'arrêté, sauf à vous faire, Monsieur, mes représentations sur la modicité du prix; je crois donc qu'il y auroit de la justice à passer au moins 5 sols du cent en sus, ce qui porteroit le prix total à 378 livres, et je vous observerai encore que, pour comble de malheur, ces voituriers ont continuellement eu la pluie sur le corps » (28 octobre); — à l'approbation par l'Intendant des mesures prises par le subdélégué de Vire, et à la fixation du prix de voitures à raison de 35 sols du cent, le total des matières transportées étant de 21,600 livres, la dépense s'élèvera à 378 livres qui seront acquittées immédiatement (31 octobre); — à l'état de situation, au 15 novembre, des farines blanches emplacées à Caen, restant des approvisionnements que M. de Lelès de La Taherie, Intendant de l'armée du maréchal-duc de Broglie, avait fait former pour procurer des secours au quartier général du camp de Vaussieux (16 novembre); — à la rédaction pour le 31 décembre d'inventaires des matières et effets concernant le service des vivres qui se trouveront à cette date dans les magasins des différents comptables (30 novembre); — à l'ordre du prince de Montbarey de faire vendre plus tôt que plus tard le restant des approvisionnements destinés au camp de Vaussieux,



et d'en faire remettre le produit au trésorier de Caen, qui en déchargera le trésorier de l'armée qui a fait l'avance de la dite dépense (31 décembre); — au relevé des ordonnances expédiées pour le loyer des emplacements occupés pour le service de la régie des vivres pendant l'année 1778.

C. 2356. (Liasse.) — 41 pièces, papier.

**1779-1784.** — Affaires militaires. — Régie des vivres. — Objet général. — Correspondance entre MM. le prince de Montbarey, le maréchal de Ségur, ministres; Esmangart, de Feydeau, Intendants de la Généralité; de Montcarville, Ballias de Laubarède, D'Hau et de Villemanzy, commissaires des guerres; de La Sandray, directeur général des vivres et les subdélégués, relative: à l'avis que donne M. Esmangart au prince de Montbarey qu'il va prendre les dispositions nécessaires à la vente des farines blanches, approvisionnées pour le quartier général du camp de Vaussieux et qui n'ont pu y être consommées, en l'informant que le prix des grains est à un taux assez bas, attendu que les terres ensemencées donnent les plus belles espérances (9 janvier 1779); — à la réponse du Ministre informant M. Esmangart que ces farines, rendues à Bayeux, sont revenues à 37 livres 5 sols le sac (31 janvier); — aux réquisitions de M. de La Sandray pour le transport des matières à raison de 2 sols 6 deniers par sac de 200 livres et par lieue, et pour le logement des boulangers qui recevront une indemnité en argent (28 avril 1779); — à la vente des blutoirs et ustensiles de bluterie dont on ne se sert plus dans les magasins et qui se dégradent journellement (8 mai 1779); — aux représentations de M. de La Sandray sur le défaut d'espace réservé dans les magasins destinés à recevoir les approvisionnements de grains et farines (11 juin 1779); — à l'état général de 520,234 sacs répartis dans les magasins de la Généralité (21 juin); — au relevé des ordonnances expédiées pour le loyer des emplacements occupés pour le service de la régie, aux religieux de l'abbaye de Caen, au fermier de la tour de Marigny à Coutances, aux religieux dominicains de la même ville, aux administrateurs de l'hôpital général des pauvres valides de Bayeux et de Valognes, etc. (de mai 1779 à juillet 1780); — au mémoire présenté par le garde-magasin Viallet, sollicitant un supplément d'ordonnance, afin d'obliger divers meuniers à prendre des grains pour les convertir en farines; — état, à l'appui, des moulins dont on peut tirer bon parti, vu leur établissement sur la rivière d'Orne, avec indication du temps que chaque moulin peut accorder pour le service

(31 juillet 1780); — au projet d'ordonnance à l'occasion de l'échouement à la côte de Blainville de 1,290 sacs de froment, dont l'Intendant de la Généralité propose l'abandon par la régie, « ce parti étant plus avantageux « aux intérêts du Roy que la réclamation, qui aurait pu « en être faite », en autorisant la régie à employer aussi en dépense dans son compte de l'année, à la charge du Roi, la somme de 647 livres 19 sols pour les frais occasionnés par le dit échouement (20 octobre 1782); — à l'état général des matières farines, froment, seigle et effets existant dans les magasins des vivres au 1<sup>er</sup> décembre 1783 à Caen, Cherbourg, Coutances, Granville et Valognes, et de ce qui a été consommé dans le mois de novembre, d'après les états particuliers des comptables, le dit état certifié par le directeur des vivres (6 décembre 1783); — à l'inventaire général des grains, farines, sacs et ustensiles au 1<sup>er</sup> janvier 1784; — aux observations de M. de Montcarville sur les mémoires présentés par le directeur des comptes de la régie des vivres, notamment: sur les gages du principal journalier, le sieur Ackermann, les frais des journaliers ordinaires, ceux de chargements, les menus achats, le raccommodage des sacs vides, les frais de mouture, le loyer des magasins, les menus frais et les frais d'inventaire (11 avril 1784); — à l'avis qui est joint aux dits comptes et dans lequel il est dit: « d'après le vu des « mémoires présentés à M. l'Intendant par le Directeur « des comptes de la régie des vivres et l'examen des « pièces y annexées, M. de Montcarville a remarqué: « 1<sup>o</sup> que dans chacun des états de manœuvre de grains « et autres, la dépense se montoit au delà de ce qu'elle « devoit être portée; 2<sup>o</sup> que la quittance du nommé Driat, « de 225 livres pour les six derniers mois de 1783, en « sa qualité de prétendu principal journalier, n'est qu'un « nom emprunté, le véritable principal journalier paroissant être le nommé Drieu, qui atteste n'avoir pas reçu « les 225 livres; 3<sup>o</sup> enfin que M. de Mombrière s'est refusé « constamment à arrêter ces différents états, attendu qu'il « n'avoit eu aucune connaissance de ces dépenses, dans « le temps où le besoin du service les avoit nécessitées et « où, avant tout, il auroit dû être instruit de leur objet et « de leur montant. Pour pouvoir mettre M. l'Intendant « à portée de fixer sa décision sur ces différents objets, « M. de Montcarville a cru devoir faire à chacun des « états, des observations qui feront connoître l'excès de « leur dépense; il observera seulement que, quoique « M. de Mombrière ait eu raison de se refuser à arrêter « ces états de dépense, parce qu'on n'avoit pas rempli « vis-à-vis de lui les formalités d'usage et de règle, « il sera cependant nécessaire qu'ils soient mis en

« règle, de manière à ce que Messieurs les Régisseurs-  
« Généraux des vivres puissent arrêter le compte  
« définitif du sieur Ackermann, montant à 995 livres  
« 13 sols 9 deniers, ou telle autre somme qu'il plaira à  
« M. l'Intendant de fixer, en rebutant et mettant au  
« néant les pièces du comptable qu'il ne jugera pas à  
« propos d'admettre » (11 avril 1784); — à la lettre du  
maréchal de Ségur, écrivant à M. de Feydeau de Brou :  
« Le Roy ayant jugé à propos de donner une nouvelle  
« forme au service des vivres, je vous préviens que  
« S. M. a fait choix d'une compagnie composée des  
« régisseurs actuels, laquelle demeurera chargée par  
« entreprise, pendant l'espace de six années à com-  
« mencer au 1<sup>er</sup> janvier prochain, de la fourniture de  
« pain de munition aux troupes emplacements dans toutes  
« les provinces du royaume, ainsi qu'aux Invalides  
« détachés dans les différents forts et châteaux; vous  
« voudrez bien, en conséquence, vous occuper à  
« prendre connoissance des prix du froment et du seigle  
« dans votre département » (31 octobre 1784); — à  
l'état du prix du sac de froment et de celui du seigle,  
du poids de 200 livres net, duquel il résulte que le  
prix du sac de froment, qui était de 24 livres 16 sols à  
Valognes, de 24 livres 9 sols 3 deniers à Caen, Bayeux  
et Mortain, n'était que de 21 livres 5 sols à Avranches  
et de 20 à Carentan et à Granville, ce qui donne une  
moyenne de 22 livres 12 sols 10 deniers trois dixièmes,  
et que le prix du sac de seigle, qui était de 20 livres  
10 sols à Vire et 19 livres 13 sols 6 deniers à Bayeux,  
Caen, Carentan, St-Lô et Valognes, n'était que de  
17 livres 10 sols à Avranches et de 14 livres 2 sols  
6 deniers seulement à Granville, ce qui fait revenir le  
prix commun du sac de seigle à 18 livres 2 sols 8 de-  
niers dans les dix places qui forment les Élections et  
Subdélégations de la Généralité (11 décembre 1784).

C. 2357. (Liasse.) — 30 pièces, papier.

**1785-1787.** — Affaires militaires. — Régie des  
vivres. — Correspondance entre le maréchal de Ségur,  
ministre; de Feydeau de Brou et Cordier de Launay,  
Intendants de la Généralité; de Montcarville, commis-  
saire des guerres; Prache, de Montzaigle, Dubuisson et  
Dubus, directeur des vivres; Guyard, secrétaire de  
l'Intendant et les subdélégués, relative : aux états de  
transports de grains, farines et ustensiles des vivres  
pour le compte du Roi dans la Généralité, durant  
chaque mois de l'année 1785; — à l'état des effets du  
Roi, transportés de Bayeux à St-Lô par la régie des  
convois militaires, certifié par le directeur des convois

militaires et arrêté par le commissaire des guerres,  
ordonnateur de Normandie (10 juin 1786); — au renou-  
vellement du traité pour la fourniture du pain de muni-  
tion aux munitionnaires chargés de ce service, et à la  
recommandation que fait le maréchal de Ségur à  
M. Feydeau de s'informer de la valeur positive du fro-  
ment et du seigle de son département, afin de lui  
adresser l'état du prix du sac de 200 livres chacun, avec  
son opinion sur la valeur des grains, en raison de la  
récolte, du rapport de la production à la consommation  
et des besoins des provinces voisines, pour qu'il puisse  
prendre les ordres de S. M. sur le prix qu'il conviendra  
de fixer à la ration (30 septembre 1786); — à l'état du  
prix positif du sac de froment et de seigle de 200 livres  
chacun, dans les principaux marchés de la Généralité,  
d'où il résulte que le sac de froment, qui ne coûtait que  
16 livres 5 sols à Granville, en coûtait 18 livres 3 sols  
7 deniers à Caen et à Valognes et jusqu'à 20 livres  
à Avranches, Coutances et Vire, ce qui donnait une  
moyenne de 18 livres 16 sols 8 deniers 2/11 pour le prix du  
froment et le prix du sac de seigle qui ne coûtait que  
12 livres 10 sols à Caen et à Granville, s'élevait à  
16 à Coutances et à Vire, et jusqu'à 19 livres à Mor-  
tain, d'où une moyenne de 15 livres 7 sols 8 deniers 4/7  
(20 novembre 1786); — au même état du 20 no-  
vembre 1787, qui permet de suivre les variations de  
l'évaluation des denrées, suivant le rendement des  
récoltes. Ainsi, le prix du sac qui s'élevait à 20 livres,  
en 1786, tombe, en 1787, à 16 livres dans l'élection  
d'Avranches; il est constaté, sur l'un et l'autre état, qu'il  
ne se fait pas de « seigle dans l'élection de Bayeux »; —  
à l'état général des achats de blé, froment, pour le ser-  
vice des vivres, exécutés dans la Généralité pendant  
l'année 1787, suivant les factures certifiées par les pré-  
posés de Jacques Naudet, munitionnaire général, visées  
par le directeur des vivres du département, arrêtées par  
les commissaires des guerres ou les subdélégués; — aux  
conditions auxquelles divers particuliers se sont soumis  
et engagés de fournir le pain de munition aux troupes  
(1787).

C. 2358. (Liasse.) — 36 pièces, papier.

**1788-1789.** — Affaires militaires. — Régie des vivres.  
— Correspondance entre MM. le comte de Brienne,  
ministre; Cordier de Launay, Intendant à Caen, les  
commissaires ordonnateurs de Montcarville et du Tertre;  
les commissaires des guerres et les subdélégués, rela-  
tive : à l'avis du chevalier Ballias de Laubarède qu'il y  
aurait lieu de remettre au supérieur du séminaire les

clefs des greniers vides de grains, et que le garde-magasin refuse de rendre sans un ordre exprès; le commissaire des guerres demande, en conséquence, à l'Intendant, l'autorisation de le lui intimer, attendu qu'en cas de nécessité, le dit garde-magasin peut faire usage des greniers du Collège du Mont, qui sont aussi vacants, afin d'éviter au Roi des frais d'un loyer inutile (18 janvier 1786); — à la rédaction des inventaires des effets et matières existants dans les magasins de la Généralité (18 janvier 1788); — à l'envoi de l'inventaire général de l'année 1788, rédigé sur les différents procès-verbaux dressés par les commissaires des guerres ou les subdélégués d'Avranches, Bayeux, Caen, Cherbourg, Coutances, Granville, le fort royal de l'Île-Pelée, St-Lô et Valognes (5 février 1788); — au règlement provisoire concernant l'administration des vivres, portant : article 1<sup>er</sup> : « à compter du 1<sup>er</sup> juin, toutes les troupes, « à l'exception des compagnies d'Invalides, détachées, « seront chargées de pourvoir, par elles-mêmes, à la « fourniture et fabrication du pain, qui restera com- « posé de 3/4 de froment et 1/4 de seigle »...; article 10 : « toutes les dispositions relatives aux achats des grains, « à leur manutention, aux paiements, ainsi qu'aux dis- « tributions du pain, se régleront par le Conseil d'admi- « nistration de chaque régiment »...; article 20 : « la « ration de pain de munition restera fixée à 24 onces, « poids de marc, cuit et rassis »; article 21 : « les dis- « tributions se feront tous les quatre jours »...; l'article 25 est à signaler, puisque sa rédaction fait supposer que, le 31 du mois, les troupes ne recevaient ni solde ni ration : « quoique les troupes ne reçoivent la « solde que sur le pied de *trente jours* également par « chaque mois, veut néanmoins S. M. qu'au moyen des « dispositions des articles 33 et 34, la fourniture du pain « en nature se fasse désormais à ses troupes pour *autant « de jours qu'aura chaque mois* » (1<sup>er</sup> avril 1788); — à l'instruction pour les commissaires des guerres sur les opérations qu'ils auront à faire, relativement à la subsistance des troupes et pain de munition, signée par le comte de Brienne et Gribeauval (13 avril); — à l'envoi des dits règlements et instructions par le comte de Brienne à l'Intendant de Caen, pour qu'il les fasse passer au commissaire ordonnateur, qui les adressera aux commissaires des guerres sous ses ordres (27 avril); — à l'envoi des dites pièces au chevalier du Tertre, commissaire ordonnateur, en lui prescrivant d'ordonner la confection des inventaires juridiques, qui devront être dressés au 1<sup>er</sup> juin, des grains, farines, effets et ustensiles appartenant aux munitionnaires généraux, pour être remis aux préposés du Directoire des subsistances

militaires (7 mai); — à l'avis que l'Intendant tiendra la main à l'exécution du règlement rendu par S. M. pour cet objet du service (7 mai 1788); — à l'inventaire général des grains, farines, sacs, ustensiles et généralement tous autres effets appartenant à Jacques-Cristophe Naudet, munitionnaire général des vivres, qui se sont trouvés dans les différentes places du département de la Basse-Normandie, et dont la remise a été faite aux préposés du Directoire des subsistances militaires pour en compter à la décharge du dit Naudet de son service des sept derniers mois de l'année 1788 (14 juillet); — à l'envoi du dit inventaire (31 juillet 1788); — au prix des denrées qui entrent dans la composition des rations d'étapes (7 décembre 1789); — à la demande adressée, par le secrétaire de l'Intendant à tous les commissaires des guerres et aux subdélégués, des prix des denrées entrant dans la composition des rations d'étapes, en leur recommandant la plus scrupuleuse exactitude dans les renseignements transmis, « pour obtenir un point « certain d'après lequel on puisse opérer, avec connais- « sance de cause, surtout dans les circonstances pré- « sentes où le pain et la viande sont extrêmement « chers »; — le prix du cidre, du poiré ou de la bière doit être indiqué à raison de leur valeur chez les propriétaires, fermiers ou fabricants, et non d'après les prix que ces boissons sont vendues dans les auberges (7 décembre 1789).

C. 2359. (Liasse.) — 3 pièces, papier.

**1782-1783.** — Affaires militaires. — Vivres. — Élection d'Avranches. — États des transports de farines, ustensiles et sacs vides de la régie, exécutés par le service des convois militaires, en vertu des ordres de l'Intendant de la Généralité, et dont la régie des vivres doit payer le montant des frais; — les dits états certifiés véritables par MM. Moreau et Prache, directeurs des convois militaires de la Généralité.

C. 2360. (Liasse.) — 67 pièces, papier.

**1778-1789.** — Affaires militaires. — Vivres. — Élection de Bayeux. — Correspondance entre MM. Esmangart, de Feydeau et Cordier de Launay, Intendants de la Généralité; de Montcarville et Ballias de Laubarède, commissaires des guerres; Génas, subdélégué, et de La Sandray, directeur général des vivres, relative : aux ordres donnés par le directeur général des vivres à MM. Pariset, inspecteur général, et Desilles, premier commis aux constructions de l'armée, de se rendre



immédiatement à Bayeux pour préparer la subsistance du camp qui doit y être établi (8 août 1778); — à la réclamation de la dame Caubisson, épouse du sieur Turpin de Lisle, fermier général des messageries, chaises, voitures et chevaux de trait, se plaignant de ce que le sieur Binet, loueur de chaises et de chevaux à Caen, avait fait conduire de Caen à Bayeux, dans une voiture attelée de deux chevaux, deux voyageurs dont l'un, se disant inspecteur des vivres, prétendait n'avoir pas besoin d'autorisation du dit fermier général des messageries (10 août 1778); — aux représentations de l'abbé Collot, supérieur du séminaire de Bayeux, sur l'utilité dont serait pour sa maison la majeure partie des bâtiments cédés par lui, pendant la tenue du camp de Vaussieux, à la régie des vivres, qui y avait formé ses magasins (4 novembre); — à l'état des matières, effets et ustensiles existant au magasin de Bayeux (14 novembre); — à l'autorisation donnée par l'Intendant de la Généralité à M. Génas, subdélégué à Bayeux, de faire évacuer les 4,600 sacs vides et les 437 sacs de grains et de farines déposés au séminaire, dans la partie des bâtiments de l'hôpital ci-devant occupés par la Régie (13 novembre 1778); — aux demandes de divers particuliers pour le paiement des loyers de leurs maisons qui ont servi au service des vivres en 1778; — à l'inventaire des matières et effets existant, au 1<sup>er</sup> janvier 1779, dans la place de Bayeux; — à la nouvelle supplique de l'abbé Collot pour obtenir que le bois, provenant du camp de Vaussieux et qui encombre l'unique cour du séminaire, en soit retiré, et que l'on ne prenne pas, pour en faire des magasins de vivres militaires, trois salles dont deux servent aux classes de Théologie et de Philosophie, et la troisième aux autres exercices du séminaire (27 mai 1779); — à l'échouement, à Ste-Honorine, d'un navire parti du Havre chargé de 220 sacs de froment, et qui a été obligé de s'alléger de 73 sacs, que le directeur des vivres demande à faire transporter à Bayeux, afin de reprendre sa route pour Cherbourg, où il est douteux qu'il puisse arriver à cause des Corsaires qui infestent les côtes (4 juillet 1780); — à la lettre de M. de La Sandray annonçant la prise du dit bâtiment par l'ennemi, le 30 juin : « Je suis bien informé, ajoute-t-il, qu'il a été *recous* depuis, mais seulement le 2 courant, au moien de quoi la capture appartient entier au corsaire qui a fait cette reprise, laquelle devant être vendue incessamment à Cherbourg, sera un petit soulagement pour le pays, n'ayant pas donné d'ordre pour racheter les grains (7 juillet 1780); — à l'état du transport de 1,200 sacs vides de treillis de la régie des vivres, qui a été exécuté par la régie des convois militaires, en vertu

des ordres de l'Intendant, pour lequel transport la dite régie des vivres a payé à celle des convois 15 deniers par quintal et par lieue (1781); — aux états des transports de farines, sacs vides et ustensiles de la régie des vivres, exécutés par la régie des convois militaires (1780-1785); — à la soumission faite par le sieur Jean Jourdain, boulanger, de céder, pour le service des vivres, son four, sa boulangerie, un petit magasin à bois et trois petites chambres, pendant tout le temps que le régiment de Lorraine restera à Bayeux, moyennant 300 livres par an (4 avril 1786); — à l'ordre donné à la supérieure du bureau des pauvres de remettre à la disposition du sieur Godey de Mondézert le magasin affecté précédemment au service de la régie (6 avril); — aux réparations à faire aux maisons destinées au service des vivres (12 septembre 1786); — au mémoire présenté par le garde-magasin, par lequel il demande un supplément de constructions au bâtiment construit rue St-Laurent et destiné au service des vivres (23 février 1787); — à l'autorisation donnée de passer un bail avec le sieur Bertault, moyennant 800 livres par an, de sa maison pour servir de magasin aux grains et farines nécessaires pour la subsistance du régiment de Lorraine (18 juillet 1788); — à la demande de M. de Monzaigle, inspecteur général du Directoire des subsistances militaires, que l'on mette à sa disposition les magasins que la régie des vivres occupait dans le séminaire de la ville de Bayeux (27 mai 1789).

C. 2361. (Liasse.) — 57 pièces, papier.

**1752-1777.** — Affaires militaires. — Vivres. — Élection de Caen. — Correspondance entre MM. de Saint-Germain, le prince de Montbarey, ministres; Esmangart, Intendant de la Généralité; Le Beuf, directeur des fortifications de la province; Bonnier de Saint-Cosme et Vardon, commissaires des guerres, et Dosseville, ingénieur en chef des ville et château de Caen, relative : aux marchés passés aux sieurs Guillaume Broquet, Pierre Queudreu, boulangers, et aux conditions auxquelles ils se sont engagés de fournir le pain de munition aux régiments d'infanterie de Clare et Caramon, dragons, en garnison à Caen (1752); — à l'état de la fourniture de pain faite par Guillaume Broquet, boulanger au régiment de Clare, Irlandais, du 3 juin au 13 septembre 1752; — à l'avis donné que l'établissement pour la manutention des vivres a été fait dans la cour extérieure de l'abbaye de St-Étienne, et que les religieux n'ont porté aucunes plaintes, qu'au contraire ils se sont prêtés à tout pour le service du Roi, « dans

« l'espérance, écrit M. de Saint-Cosme à M. Esmangart, « que vous auriez la bonté de les dédommager des « loyers qu'ils perdent, ayant été obligés de faire dé- « logger quelques locataires » (2 septembre 1761); — aux règles à observer pour les réparations que peuvent exiger les bâtiments et les fours employés à la fourniture du pain des troupes (6 août 1776); — à l'envoi d'un mémoire, présenté par le préposé pour la fourniture du pain de munition, contenant le détail des réparations et des ouvrages à faire pour assurer sa manutention (17 septembre 1776); — à la requête des religieux Bénédictins réclamant une indemnité de 1,030 livres pour les réparations et le loyer des emplacements qu'ils ont cédés dans l'enceinte de leur maison pour la manutention des vivres (15 octobre 1776); — au mémoire sur l'emplacement de la manutention des vivres à Caen, où l'on expose que « lors du premier « établissement des vivres à Caen et dans la Généralité, « il n'y avoit point d'impositions pour le casernement, « on prenoit le logement des troupes chez les parti- « culiers et de tout ce qui en est la suite où il conve- « noit le mieux. On établit alors à l'abbaye Saint- « Étienne le four, le logement des employés et les « magasins des vivres; une partie même de l'église « fut occupée. Toutes les dépenses et réparations aux « bâtiments, relatives à ce service, furent et ont tou- « jours été faites, pendant sa durée, au compte du « Roy ou des munitionnaires généraux. Lorsque ce « service des vivres finit, les représentations, que firent « MM. les Religieux sur cette charge, furent trouvées « justes et il leur fut accordé par le Roy, et à son « compte, 2,000 écus pour indemnité. Aujourd'hui les « mêmes emplacements ayant été pris pour le réta- « blissement de la fourniture des vivres, les religieux « demandent, par leur requête à M. l'Intendant du « 18 septembre 1776, à être indemnisés de leurs loca- « tions, montant au moins à 396 livres. Cette demande « paroît juste: on croit même que le loyer de tout ce « que la manutention des vivres occupe pourroit être « porté à 600 livres, bien entendu que MM. les Reli- « gieux seroient tenus de payer aux ouvriers les dé- « penses et réparations qui ont été faites pour mettre « les lieux en état, suivant deux états cy-joints mon- « tant ensemble à 1,030 livres, et feront à leurs frais, « dans ces mêmes lieux, toutes celles qui seront néces- « saires ou jugées telles par M. l'Intendant tant que « durera ce service des vivres »; — à l'autorisation donnée par le comte de Saint-Germain à M. Esmangart de faire payer au régisseur des vivres la dépense faite provisoirement dans l'emplacement de l'abbaye de St-

Étienne, de sorte que les religieux ne soient pas tenus d'en faire les avances, ne recevant annuellement que 396 livres, dont le paiement se fera sur le pied de 33 livres par mois (25 novembre 1776); — à la demande du régisseur de faire planchier le magasin de l'abbaye dans lequel sont déposés les grains et farines destinés à la fourniture du pain aux troupes (18 mars 1777); — aux représentations du sieur Godey de Montdézert sur l'insuffisance des magasins, il termine en disant: « l'ex- « posant a encore l'honneur de vous observer que, pour « la provision des vivres de la garnison, à raison de « deux bataillons pour un an, il est nécessaire d'avoir « 2,400 sacs de grain; cela posé, il faut avoir pour « toutes les différentes manœuvres des emplacements « convenables et suffisants; il y a au-dessus de la porte « d'entrée de la cour de l'abbaye de St-Étienne, près « du magasin des vivres, près des travaux, un grenier « ou magasin qui, cy-devant, servait de dépôt aux « grains destinés pour la mendicité de la Maladrerie, « actuellement occupé par un sieur Le Roi, imprimeur, « où il dépose quelques papiers; ce magasin, qui est « très-sec, seroit commode, vu sa proximité, et on « pourroit y joindre la nef de l'église des soi-disant « Jésuites ou autrement, appartenante au Collège du « Mont, qu'on occupoit dans la dernière guerre » (25 mai 1777); — au compte rendu à l'Intendant par M. Bonnier de Saint-Cosme, d'une visite que le général, marquis de La Salle, avait faite au magasin du pain de munition à l'abbaye St-Étienne avec le colonel, duc de Mortemart, et l'état-major du régiment de Lorraine qui s'étaient plaints au général de la qualité et du pain de munition, et à la suite de laquelle visite, le général avait ordonné au préposé des vivres de mettre en sequestre les farines que les boulangers déclaraient de mauvaise qualité, et à M. Vardon de dresser procès-verbal de cette visite, mais pour n'être envoyé au ministre qu'autant que le « préposé des vivres ne se « conformeroit pas à ses ordres; j'ai pris la liberté de « représenter à ce général qu'il falloit que le service « se fit, et ay obtenu de lui qu'il se feroit deux distri- « butions de pain composé de farines actuelles, en re- « commandant au préposé une plus forte cuisson; j'ai « cru devoir lui témoigner tous mes regrets de n'avoir « point été averti de cette plainte, comme j'aurois dû « l'être en votre absence, que je lui aurois évité la « peine qu'il avoit prise et l'éclat de cette visite. J'ai « vu ensuite, Monsieur, le sieur Godey de Montdézert, « préposé des vivres, qui m'a assuré que le pain étoit « le même que celui qu'il avoit toujours délivré, et sur « lequel il n'y avoit jamais eu de plaintes; qu'il étoit

« Nous avons encore peine à concevoir comment M. de  
 « La Sandray peut sérieusement se refuser à la remise  
 « des greniers de l'intérieur de notre maison, d'après  
 « ce qui fut stipulé, lorsqu'on les luy céda; la connois-  
 « sance qu'il a de la nature de notre revenu et de l'im-  
 « possibilité absolue où nous sommes de loger ailleurs  
 « plus de 12,000 boisseaux de bled, dont la perception  
 « se fait dans ce temps-cy...; Messieurs des vivres occu-  
 « pent actuellement, dans la cour extérieure de l'abbaye,  
 « pour un prix bien au-dessous de leur valeur, deux  
 « greniers dont un de cent douze pieds de long sur  
 « vingt-trois de large, avec un appentif à côté et de  
 « communication de quatre-vingt-seize pieds de long  
 « sur onze et demi à peu près de large, et un autre de  
 « cinquante-quatre pieds sur vingt et un, parce que ces  
 « Messieurs jouissent du bail, tel qu'il venoit d'être fait  
 « à gens attachés à l'abbaye, pour qui elle avoit des  
 « considérations particulières et qui devoient y tra-  
 « vailler pour elle. Je suis très-sûr que l'abbaye feroit  
 « volontiers le sacrifice du prix total de ces deux gre-  
 « niers, pendant la guerre, si elle pouvoit se promettre  
 « qu'elle n'auroit plus aucune demande à essuyer de  
 « la part de M. de La Sandray. Elle pourroit dire alors  
 « que tous les exempts de la ville de Caen fournissent,  
 « proportionnellement à leurs revenus, un emplacement  
 « semblable ou son équivalent en argent; M. de La  
 « Sandray aura de quoi loger la subsistance de toutes  
 « les armées de l'Europe, et il ne dira plus que la dis-  
 « tance de ses magasins entraîne trop de frais pour le  
 « compte du Roy, il sera dédommagé au centuple et  
 « nous nous serons tranquilles. Je vous prie, Monsieur,  
 « de vouloir bien étayer la requête que j'ai l'honneur  
 « de représenter à M. l'Intendant, je crois bien fondées  
 « toutes les raisons que je détaille dans ma lettre, je  
 « vous serai obligé de la joindre à la requête » (10 no-  
 « vembre); — à la requête des prieur et religieux de  
 l'abbaye royale de St-Étienne, exposant que « la ma-  
 « jeure partie de leurs revenus consiste en bled, et que  
 « ces grains, dont la vente n'est jamais interrompue,  
 « ont fait, dans tous les temps de disette, la ressource  
 « de la ville et celle de vos prédécesseurs. Vers la fin du  
 « mois de may, dans l'embarras d'un dépost pour  
 « l'approvisionnement des troupes, déjà réparties ou  
 « qui devoient l'estre incessamment dans votre Généralité,  
 « vous eûtes recours aux suppléants, qui cédèrent leurs  
 « propres greniers et consentirent à transporter la partie  
 « des bleds qui restoit encore dans les salles intérieures  
 « de leur maison, où elle a souffert un déchet considé-  
 « rable. Cette cession ne se fit que sous la promesse  
 « expresse que vous voulûtes bien leur faire que ces

« mêmes greniers seroient évacués et leurs seroient  
 « rendus pour la récolte prochaine. Quoique d'après  
 « cette promesse ils aient toujours compté en rentrer  
 « paisiblement en possession à la Saint-Michel, qui est  
 « le terme de l'échéance de leurs fermages, ils ont  
 « attendu patiemment jusqu'à la fin du mois dernier,  
 « et ce n'est qu'alors qu'ils ont sollicité Messieurs des  
 « vivres de prendre leurs mesures pour remplir les en-  
 « gagements contractés sous votre autorité, mais toutes  
 « leurs instances n'ont opéré que des paroles vagues  
 « et des témoignages d'une prétendue bonne volonté  
 « sans aucun effet. Aujourd'hui M. de La Sandray, direc-  
 « teur général, a déclaré nettement au prieur de l'ab-  
 « baye, qui s'est rendu chez luy, que, sans un ordre  
 « précis de votre part, il névacura point les greniers  
 « de l'intérieur de l'abbaye... On ne peut présumer  
 « que l'intention de S. M. soit d'expulser les proprié-  
 « taires et les empêcher de récolter leurs grains, sans  
 « leur assurer des dédommagements proportionnés aux  
 « pertes auxquelles on les expose. Ce procédé paroît  
 « d'autant plus étrange aux suppliants, que les sacri-  
 « fices multipliés qu'ils ont fait en tous genres de-  
 « voient, indépendamment d'aucune convention, leur  
 « mériter quelques égards; d'ailleurs leur église, ac-  
 « tuellement remplie par le parc d'Artillerie, tous les  
 « greniers de leur cour extérieure, une partie de leurs  
 « bâtimens occupés par les vivres, des fours et des  
 « boulangeries bâties dans les jardins, qui en dépen-  
 « dent, comme dans un emplacement vain et vague,  
 « déposent, bien certainement, qu'ils ont été moins  
 « ménagés qu'aucun ordre de citoyens. Dans les cir-  
 « constances critiques où ils se trouvent, ne sachant  
 « absolument où placer plus de douze mille boisseaux  
 « de bled, que leurs fermiers leur apportent successi-  
 « vement, ils ont recours à votre autorité et vous sup-  
 « plient d'ordonner que, sans aucun délai, les greniers  
 « de l'intérieur de leur maison leur seront rendus...;  
 « les charançons, dont ils sont infectés depuis qu'ils  
 « sont à l'usage de Messieurs des vivres, exigent d'ail-  
 « leurs qu'ils soient netoyés avec le plus grand soin et  
 « lessivés à plusieurs reprises. L'abbaye est en état de  
 « justifier de plus de vingt mille livres de dommages  
 « occasionnés par cet insecte qui s'introduisit dans leurs  
 « greniers il y a quinze à seize ans, et des précautions  
 « infinies qu'il fallut employer pour le détruire. Les  
 « suppliants, Monseigneur, attendent avec la plus grande  
 « confiance les ordres que vous donnerez pour l'éva-  
 « cuation de leurs greniers, et ils ne cesseront d'adresser  
 « au ciel des vœux pour vous » (10 novembre); — à l'ex-  
 trait des délibérations capitulaires de l'abbaye à l'occa-



sion de la vente des dits grains au directeur des vivres, dom Jean-Fr. Mesnilgrand, prieur de l'abbaye, fait part à tous les religieux profès du dit monastère, assemblés capitulairement au son de la cloche, que, n'ayant pu obtenir l'évacuation des greniers, proposition finale lui avait été faite par M. l'Intendant de la Généralité, de vendre la totalité de la récolte de l'année, au prix des halles actuelles, et qu'il avait répondu ne pouvoir prendre sur lui d'arrêter un marché aussi préjudiciable aux intérêts de la maison, sans l'avoir consultée; sur quoi, il avait été arrêté: « 1<sup>o</sup> qu'il seroit représenté à M. l'Intendant que l'abbaye s'est toujours fait et se fera toujours un devoir essentiel de lui témoigner, dans toutes les occasions, son respect et son dévouement; mais que ce seroit absolument la priver de tous les avantages de sa propriété que de la réduire à la nécessité absolue de vendre la totalité de ses récoltes, sur le prix des halles de la saison la plus défavorable de l'année, et qu'il répugneroit sûrement à son équité et à son bon cœur de l'obliger de céder irrévocablement pour dix écus ce qui, par les appréciés des neuf dernières années, a toujours été porté, l'un dans l'autre, à plus de trente-cinq livres; que pour lui prouver combien elle désire entrer dans toutes ses vues, relativement à ce qui peut faciliter le service du Roy et lui épargner tout espèce d'embarras, elle est prête à consentir à ce que le sieur Directeur-général des vivres reste en possession, jusqu'à la Saint-Michel prochaine, des greniers de l'intérieur de la maison, quoiqu'ils ne lui aient été cédés que pour le besoin le plus urgent, et sous la condition expresse et formelle qu'ils seroient absolument évacués et qu'ils dussent l'être effectivement pour la Saint-Michel dernière, parce qu'au moien de ce consentement le sieur Directeur-général, sous l'autorité de M. l'Intendant, prendra la soumission d'accepter de l'abbaye la quantité de dix mille boisseaux de bled, froment, mesure de Caen, qui lui seront livrés dans le courant des mois de décembre, janvier, février, mars, avril et mai, dans les greniers de l'intérieur, dont il jouit, par les fermiers de la maison, conformément et suivant la teneur de leurs baux et bannies, dont il lui sera donné des extraits; que le quart sera par lui payé comptant sur le prix de l'apprécie de la Saint-Michel dernière, le deuxième sur celui de l'apprécie de Noël prochain, le troisième sur celui de Pâques et le dernier sur celui de la Saint-Jean, aussi prochaine » (13 novembre); — à l'appui de cette délibération est jointe une appréciée de la halle de Caen

durant les dix dernières années et dont la moyenne est de 4 livres 8 sols le boisseau, mesure de Caen, ou 35 livres 4 sols le sac; — à la réponse du Directeur des vivres qui, après lecture de l'extrait de la délibération capitulaire et du « soit communiqué » mis en marge « a l'honneur de représenter à Monsieur l'Intendant qu'il ignore comment il a pu mériter que ces religieux le chargeassent d'inculpations aussi malhonnêtes que peu mesurées, que s'étant rendu à Caen par ordre du Ministre pour être chargé du service de la nouvelle régie au mois d'avril dernier, il a trouvé celui de l'ancienne, établi dans cette abbaye; que la même nécessité subsistant encore aujourd'hui, il n'a pu jusqu'à présent faire les évacuations demandées par ces religieux, évacuations qu'il est prêt à faire exécuter, d'après les ordres et les nouveaux emplacements qu'il vous plaira de lui faire donner. Quant à l'article des grains, le directeur n'a rien à répondre sur des allégués, qui se sont passés sous les yeux de M. l'Intendant et qui n'ont aucun fondement, n'ayant jamais été question de forcer ces religieux à les vendre à la régie. Le directeur leur a proposé seulement de les acheter à prix défendu et est en état de justifier à M. l'Intendant que bien loin d'avoir voulu profiter de leur gêne, il leur a proposé de les payer à dix sols par sac au-dessus du prix qu'ils ont été achetés jusqu'à présent par la régie » (16 novembre).

C. 2363. (Liasse.) — 67 pièces, papier.

**1779-1780.** — Affaires militaires. — Régie des vivres. — Élection de Caen. — Correspondance entre MM. Esmangart, Intendant de la Généralité; Bucquet, de La Sandray, directeurs-généraux de la régie des vivres; Bonnier de Saint-Cosme, commissaire des guerres; Génas et Robillard, subdélégués; Desilles, architecte ingénieur du Roi, chargé des constructions de la régie, et Mesnilgrand, prieur de l'abbaye de Saint-Étienne, relative: à la lettre du prieur de Saint-Étienne écrivant à M. Esmangart que toutes les cloisons de l'ancien hôtel abbatial sont démolies, que le pavé est rétabli, que tout est très en état de recevoir les blés du Roi, et que les préposés aux vivres n'attendent plus que l'ordre de l'Intendant pour évacuer les greniers: « nous sommes dans le plus cruel embarras, parce que les fermiers profitent du temps de la gelée et apportent continuellement du bled, que nous ne pouvons loger » (11 janvier 1779); — à l'ordre

donné par l'Intendant au directeur des vivres de procéder à l'évacuation des greniers des Bénédictins et de verser les grains du Roi dans les bâtiments dépendant de l'ancienne abbatale, cédés par les dits religieux (12 janvier); — à l'ordre intimé au sieur Moisson, de faire remettre au directeur des vivres, dans huit jours au plus tard, les greniers et magasins de la maison rue des Quais, qu'il a cédés et loués pour l'approvisionnement de grains destinés à la subsistance des troupes réparties dans la Généralité (12 janvier); — à l'état des emplacements occupés pour le service des vivres et des matières qu'ils contiennent ou peuvent contenir, d'où il résulte qu'il y avait dix dépôts à l'abbaye de Saint-Étienne contenant 6,971 sacs, que l'église des Jésuites en contenait 3,345 et le collège du Mont 600 sacs. Les dix dépôts peuvent contenir 26,474 sacs et le contenu ne s'élevait qu'à 11,907 sacs (15 avril); — à l'état des emplacements dont la régie des vivres est en possession, avec les observations sur chacun des dépôts, en face de la colonne des trois dépôts dits : Saint-Benoît, grand et petit magasin. On lit que ces trois magasins ne sont point tenus à loyer, le plancher qu'on y a placé aux frais du Roi, en tiendra lieu; il est constaté que le bâtiment (église) des Jésuites n'était pas occupé lorsqu'il a été accordé à la régie des vivres, que les magasins des Cordeliers et des Jacobins sont les cloîtres qui ont été rendus en octobre pour recevoir l'évacuation des hôpitaux du camp, enfin que les emplacements fournis par la Mission et l'Université, nécessaires pour les classes et pour les séminaristes, ne peuvent être occupés pour le service des vivres que du 15 juillet au 15 octobre. La conclusion est que le directeur demande à conserver le grenier de l'intérieur de l'abbaye jusqu'à ce qu'il soit possible de faire évacuer les farines blanches des trois greniers des quais (17 avril); — à la lettre de M. Génas, subdélégué de Bayeux, écrivant que les communautés religieuses sont encore occupées : « Les Augustines « fournissent le magasin à avoine, le cloître des Cordeliers est encore garni de paille et ils ont aussi un « grand appartement qui sert aux vivres » (22 avril); — au mémoire de M. de La Sandray représentant à M. Esmangart que les sacs de grains et farines, emplacements dans l'église des Jésuites, sont dévastés par une quantité prodigieuse de rats, qu'il est impossible de détruire, parce qu'ils se réfugient et se repeuplent en sûreté sous les confessionnaux restés dans ce magasin, et qui occupent un terrain où l'on mettrait plusieurs piles de sacs : « pourquoi, il le supplie instamment de « vouloir bien engager M. le recteur de l'Université

« de faire enlever ces confessionnaux qui nuisent considérablement au service, non seulement par l'espace dont ils le privent, mais encore par la retraite qu'ils procurent à des animaux, dont la voracité absorbe et les excréments infectent des matières « destinées à la subsistance des troupes », le directeur des vivres ajoute qu'il y a urgence à donner des ordres pour la réparation des vitrages, dont les ouvertures portent des dommages considérables aux farines (25 avril); — à la situation du service des vivres, à Caen, relativement aux emplacements du 29 mai, d'où il résulte qu'il y avait 10,444 sacs dont on en a expédié 830 : 300 à Bayeux, 380 à Saint-Lô, et 150 à Vire; qu'il reste encore 9,614 sacs dont 8,100 sacs sont emplacements dans les divers dépôts : 4,100 à l'abbaye, 200 à l'église des Jésuites, 600 au collège du Mont, 800 à la Mission, et 600 aux Cordeliers, de sorte qu'il manque, pour les 1,514 sacs restant, des emplacements que M. de La Sandray, directeur des vivres, réclame avec d'autant plus d'instance « que les grains « et farines sont dans une fermentation qui en causeroit la perte, pour peu qu'il y eût du retard » (29 mai); — à la lettre du prieur de St-Étienne, écrivant au secrétaire de l'intendance qu'il ne peut croire, qu'après avoir contraint les religieux à démolir toutes les cloisons d'une grande maison pour recouvrir l'usage de leurs greniers cédés, sous la promesse formelle de l'Intendant et du directeur des vivres, qu'ils leur seraient rendus à la récolte et qu'on leur détient encore, ce qui les a forcés à un sacrifice inoui et à doubler la dépense des ouvriers occupés à travailler leurs blés, et alors que leur église est encombrée de caissons et ustensiles de l'Artillerie, il ne peut, dit-il, croire qu'on les force encore à abandonner une galerie qui fait toute la communication de leur maison. Il ajoute : « Je suis sûr qu'un « tableau de ce genre, présenté au ministre, produiroit tout son effet, et les mettroit à l'abri de demandes « ultérieures. Vous êtes trop juste, Monsieur, pour « confondre des motifs de simple bienséance avec ceux « d'une nécessité absolue. La maison me charge, en « conséquence, Monsieur, de vous dire qu'elle ne peut « absolument rien céder de plus, et qu'elle n'y consentira jamais; elle veut que j'ajoute que, d'après la « manière dont elle s'est comportée et la connoissance « que vous en avez, elle est persuadée et elle a droit « d'attendre que, loin de vous prêter à des demandes « aussi criantes, vous appuierez de toutes vos forces « une réclamation aussi fondée » (29 mai); — aux certificats du sieur Wiallet, garde-magasin, constatant que les magasins du sieur Moisson, situés rue des Quais,

ainsi que ceux du sieur Olive, situés cour du Tripot, ont été occupés par le service des vivres (20 mai, 30 juin et 3 juillet); — à l'avis donné que le sieur Duval, inspecteur des vivres, a complété l'équipage de 54 chevaux dont 48 attelés à 12 voitures se rendant à Villedieu, qu'il a été chargé de fournir pour le service des vivres, il en demande la revue ainsi qu'une « route » pour le logement de 3 employés, 4 ouvriers et 16 charretiers, en outre, 12 couvertures de toile cirée, déposées dans les magasins du Roi (9 août); — au mémoire de M. de La Sandray sur les mesures à prendre pour éviter les avaries des farines chargées sur le navire le *St-Étienne*, de 70 tonneaux, venant de Rouen, chargé de farine, et dont le nommé Berthelot, capitaine, n'a pu arriver au port de Caen, faute d'eau; le directeur des vivres supplie l'Intendant « de l'autoriser provisoirement à faire « procéder dès aujourd'hui, quoique jour de dimanche, « à l'allègement de 300 sacs requis par le capitaine, aux « frais et dépens de qui il appartiendra » (3 octobre); — aux ordres donnés par l'Intendant, approuvant les mesures prises pour l'allègement du dit navire, les frais qui résulteront de cette opération, restant à la charge du capitaine sur ce qui lui est dû sur son fret, sauf son recours contre le pilote, Cardinal, qui a abandonné la conduite du navire après s'en être chargé: « le capitaine devra obtenir de l'Université, un jugement qui « empêchera les autres pilotes côtiers de contrevenir « aux règlements sur le fait de la navigation, et de « compromettre, à l'avenir, les intérêts du Roi et du « commerce » (7 octobre); — aux avaries survenues aux farines expédiées, pour le compte de la Régie, sur le vaisseau le « *St-Julien* », chargé de 400 sacs de farine de méteil, embarqués au port de St-Valery, à la destination du magasin de Caen. Le directeur des vivres demande des ordres à l'Intendant, attendu que le capitaine, ayant essuyé un coup de mer, qui a mis deux pieds d'eau dans sa cale et lui a fait perdre sa chaloupe, paraît avoir surchargé son bâtiment de denrées autres que celles du Roi, telles que savons noirs..., et être resté tout un mois en route de St-Valery à Caen; « M. l'Intendant est supplié d'indiquer le parti qu'il y « auroit à prendre à cet égard, et si, avant de payer « le fret au dit capitaine, il n'est pas à propos de faire « visiter son navire, afin de s'assurer si ce n'est pas « pour avoir pris une cargaison au-dessus de ses forces « que sont survenues les avaries, qui causeront des « pertes très-considérables et ne pourront qu'occasionner des manœuvres très-coûteuses » (13 octobre); — aux réparations à faire au four de munition construit pendant l'été de 1778, dans l'enceinte de l'abbaye de

St-Étienne, lors du rassemblement de l'armée de Broglie (28 novembre 1779); — à la réponse de M. Esmangart félicitant M. de La Sandray des nouvelles preuves de son zèle pour les intérêts du Roi, mais estimant qu'il serait injuste de faire supporter au capitaine la valeur des objets endommagés, et de mettre à sa charge les frais de manœuvres pour le déchargement, déclarant le dit capitaine irresponsable des dégradations survenues, qui sont l'effet d'une cause majeure (1<sup>er</sup> décembre); — aux ordres donnés à M. Vardon de vendre les farines avariées aux amidonniers, en prenant des précautions pour qu'ils n'en fassent pas un usage nuisible à la société et contraire aux règlements (1<sup>er</sup> décembre); — au relevé des déchets et dépenses résultant des manœuvres faites, par ordre de M. Vardon, aux grains avariés reçus à Caen, des versements de St-Valery provenant d'Abbeville (1779); — aux requêtes de divers particuliers réclamant le paiement des loyers de leurs maisons occupées par le service des vivres (1779); — à l'avis par M. Bonnier de Saint-Cosme que la réparation de l'ancien four de l'abbaye est urgente, et que cette dépense ne peut être qu'au compte du Roi et non à celui des religieux, qui ne reçoivent, pour loyer des emplacements des deux fours du service des vivres, que le même prix qu'en payaient les locataires qui les occupaient (4 septembre 1780); — au devis des réparations à faire au dit four par le sieur Boisard, architecte de la ville (5 décembre); — au marché passé au sieur Briard, entrepreneur et constructeur, réclamant la somme de 384 livres, réduite à celle de 320 livres (5 décembre 1780).

C. 2364. (Liasse.) — 32 pièces, papier.

**1780-1781.** — Affaires militaires. — Régie des vivres. — Élection de Caen. — Correspondance entre MM. le marquis de Ségur, ministre; Esmangart, Intendant de la Généralité; de Montcarville, Bonnier de Saint-Cosme, Ballias de Laubarède, commissaires des guerres; Moreau, directeur de la Régie-générale des étapes et convois militaires; de La Sandray, directeur général des vivres; de La Motte, sous-directeur; Wiallet, garde-magasin; relative: à la demande de M. Bellenger, prêtre et principal du collège du Mont, d'ordonner: 1<sup>o</sup> que le grenier du dit collège, occupé par la régie des vivres, lui soit rendu parce qu'il est nécessaire à son pensionnat considérablement accru, et qu'il y a danger imminent pour lui et ses élèves sous un plancher trop chargé; 2<sup>o</sup> que le loyer lui soit payé, 3<sup>o</sup> qu'il soit dédommagé du prix de ses chaises c'est-à-



dire de 150 livres par an ; enfin 4° que l'autel et la chaire de l'église soient couverts de toiles aux frais de la Régie (29 mars 1780) ; — aux objections du directeur des vivres aux demandes du principal du collège du Mont : 1° s'il doit restituer le grenier qui peut contenir 700 sacs debout, il lui faudra nécessairement un autre emplacement, d'autant plus vaste que l'on a rendu aux Bénédictins de l'abbaye un grenier qui logeait 900 sacs ; 2° il semble qu'une maison consacrée à l'utilité publique n'est pas très-fondée à prétendre des dédommagements, puisqu'elle n'a pas éprouvé de perte effective ; 3° l'église n'a pas été uniquement occupée à l'usage de ce service, « elle a servi aux » exercices du régiment du Roi, et ce n'est par conséquent pas au service des vivres seul que doit être » imputée la cessation du produit des chaises... ; s'il y a » un dédommagement à faire, il tombe au compte du » Roi. » Le directeur termine en disant qu'il sera indispensable, si l'on conserve aux vivres la jouissance du grenier redemandé, de faire visiter le plancher par un expert et de l'étayer « pour rassurer le principal du » collège, déjà effrayé par l'événement d'une poutre » rompue, l'été dernier » (8 avril 1780) ; — à la requête du sieur Moisson réclamant avec instance ses greniers, prêtés obligeamment à M. de La Sandray, qui les lui refuse (21 avril) ; — au tableau de situation des emplacements des vivres à Caen le 20 avril 1780, et à l'avis de M. de La Sandray qu'il y a urgence à lui procurer un emplacement pour 2,400 sacs (22 avril) ; — au procès-verbal de visite faite par l'architecte de la ville de Caen, de la maison du sieur Moisson, située rue des Quais, ayant été occupée par le service des vivres et avis de M. Vardon, commissaire des guerres, chargé de la police des vivres à l'appui (1<sup>er</sup> mai 1780) ; — au mémoire adressé par le sieur Wiallet, garde-magasin à M. Du Bus, chargé en l'absence de M. de La Sandray, du service de la place, à l'effet de solliciter un supplément d'ordonnance de l'Intendant pour obliger les meuniers à venir prendre les grains pour les convertir en farines et les rapporter au plus tôt afin d'assurer le service de la troupe et pour obtenir des officiers majors du régiment quelques soldats de planton, pour établir garnison chez ceux des meuniers qui mettraient trop de lenteur dans leurs opérations, ainsi qu'on en a usé durant la dernière guerre (31 juillet) ; — à l'état des moulins dont on peut tirer parti à Bry, Bully, Danguy, Moutiers et Trois-Monts situés sur la rivière d'Orne (juillet 1780) ; — aux certificats du sieur Wiallet, garde-magasin, attestant qu'il a occupé pour le service des vivres trois magasins du sieur Moisson, situés rue des Quais, et divers

emplacements dans l'enceinte de l'abbaye à raison de 826 livres par an (octobre 1780) ; — à l'ordre donné à M. Bonnier de Saint-Cosme de donner sur la situation du magasin les renseignements demandés à M. Vardon, qui est mort avant de les avoir fournis à l'Intendant (27 octobre 1780) ; — aux certificats du garde magasin constatant que divers magasins, appartenant aux Bénédictins de Saint-Étienne, avec un four et une cave pour serrer les fagots, ont été occupés par la Régie des vivres moyennant 826 livres par an, et les greniers du sieur Moisson à raison de 150 livres par an (2 et 4 janvier 1781) ; — au mémoire du sieur De La Motte, sous-directeur des vivres, exposant que la mort successive de MM. Vardon et Bonnier de Saint-Cosme a empêché de parer à l'inconvénient, provenant de ce que les fenêtres des emplacements occupés par le service des vivres dans l'abbaye de Saint-Étienne, devant rester ouvertes pour donner de l'air aux subsistances qu'ils contiennent, « les farines ne sont pas défendues contre » la voracité des pigeons, des oiseaux et des rats que » récellent sans nombre les tours et la fuite de l'abbaye ; outre la consommation que fait le grand » nombre de ces animaux, les excréments qu'ils » déposent dans les grains et dans les farines augmentent le dégât. Les soins qu'il faut prendre pour » netoyer de ces ordures les matières qu'elles infestent, joins aux accommodages des sacs que les rats » percent et déchirent, occasionnent des frais, que leur » retour continu rend considérables.... ; cette perte » des matières et ces dépenses peuvent être prévenues » au moyen des treillages appliqués aux fenêtres.... ; » il suffiroit qu'il en soit appliqué à un des carrés de » chaque croisée ; que ceux des magasins élevés seront » assés bien en osier, et qu'il sera seulement nécessaire » d'employer du fil de fer à ceux d'en bas de l'ancienne » abbatale, où les rats peuvent atteindre, toute cette » dépense n'ira pas à plus de 96 livres » (22 janvier 1781) ; — à l'avis favorable du chevalier Ballias de Laubarède proposant de griller seulement l'un des quatre carrés des croisées, dont les 3 autres resteraient fermés, le 4<sup>e</sup> toujours ouvert mais grillé suffirait au renouvellement de l'air, tout en évitant l'introduction des oiseaux et des rats (28 janvier) ; — à l'autorisation d'appliquer un grillage en osier à l'un des 4 carrés des fenêtres en fermant les 3 autres par des volets. « On ne » peut d'ailleurs, ajoute l'Intendant, mettre trop d'économie dans ces sortes de dépenses, surtout quand » elles se font dans des maisons qui n'appartiennent » pas au Roy » (1<sup>er</sup> février) ; — à l'avis du commissaire des guerres qu'un grillage en fil de fer est indispensable

aux fenêtres du rez-de-chaussée, les rats y pouvant grimper le long des espaliers et ronger les grillages d'osier : « l'objet de cette dépense, ajoute-t-il, n'excèdera pas la somme de 96 livres qui n'est rien en comparaison du préjudice que ces animaux occasionnent ; « au surplus, le treillage en fil de fer peut s'enlever et « servir à la régie des vivres dans les autres emplacements ; je vous prie d'être bien persuadé, Monsieur, « combien je suis éloigné d'occasionner des frais inutiles et toujours onéreux au service du Roy, aimant « au contraire à mettre en pratique tout ce qui peut « tendre à l'économie » (6 février) ; — à l'autorisation d'apposer les dits grillages (11 février) ; — à l'avis du même commissaire que les grillages en fer seront appliqués aux seules fenêtres du rez-de-chaussée, et des treillages en osier à celles des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> étages ; « je ne « perdrai jamais de vue de mettre en pratique tous les « moyens qui pourront tendre à l'économie, pour ce « qui concerne les différents objets du service du Roy » (17 février) ; — au mémoire de M. de La Sandray, exposant qu'en juin 1778, feu M. Vardon, commissaire des guerres, fit fournir 631 planches et membrures de bois à usage de soustraites pour garantir les sacs de grains et de farine de l'humidité du sol du rez-de-chaussée, dont le loyer est de 60 livres, de six mois en six mois, et proposant de les acheter moyennant 600 livres, une fois payées (28 mai) ; — à l'avis demandé à M. de Montcarville pour l'achat des planches et soustraites que le service des vivres loue depuis 3 ans (30 mai) ; — à la réponse de M. de Montcarville disant que, lors de sa visite générale des magasins des vivres, il avait remarqué, principalement dans l'église des Jésuites, les dites planches et soustraites loués, à raison de 120 livres par an, qu'il avait reproché au sieur de la Sandray de n'avoir pas fait de suite l'achat de ces planches, qui se trouvaient presque payées depuis le jour de leur location. « Je lui ai fait observer qu'il étoit absurde de « prendre à loyer de ces sortes d'objets susceptibles de « consommation et dont il falloit tenir compte en cas « de déficit. » Quant à l'achat qu'en propose M. de La Sandray, ce serait une mauvaise opération, ces planches étant à demi pourries par l'humidité du pavé de l'église, par le prix de l'achat et celui du loyer, ces planches et soustraites reviendraient à 840 livres pour quatre années d'usage seulement et chaque planche à 27 sols au lieu de 17 sols, « et ce, pour être obligé de « renouveler en entier la même dépense au bout d'un « an ou dix-huit mois. Ce n'est pas qu'il faille se résoudre — (la guerre ne paroissant pas prête à finir de « sitôt) — à faire l'emplette des planches nécessaires à la

« conservation des farines, vu l'humidité de l'église des « Jésuites, qui est le seul emplacement dont on puisse « disposer pour cet objet ; mais payer pour payer, il « vaut mieux en acheter de neuves, quand bien même « elles seroient plus chères, et rendre les anciennes au « propriétaire....., et à la paix, après la cessation du « besoin, on pourroit encore en retirer une certaine « valeur » (30 mai) ; — à l'avis de l'Intendant « qu'il « faut continuer pendant cette campagne à payer le « loyer, sauf à acheter des planches neuves, l'année « prochaine, si les circonstances et le bien du service « l'exigent » (4 juin) ; — à la demande du sieur de La Motte, sous-directeur des vivres, d'être autorisé à employer dans les comptes de la Régie un déficit de 52 sacs et 36 livres de grains de différentes natures expédiés en 1779 d'Abbeville, et une dépense de 535 livres 4 sols nécessitée par les manœuvres des grains avariés (30 mai) ; — états des transports de grains et farines de la régie des vivres, qui ont été exécutés par celle des convois militaires, avec tableaux indiquant les dates des transports, les lieux de départ et de destination, leur distance, la nature des matières, le total des sacs, les prix du sac et de la lieue, 2 sols 6 deniers, celui d'un sac suivant le nombre de lieues, le montant des frais pour chaque transport, lesdits états certifiés véritables par le sieur Moreau, directeur de la Régie générale des étapes et convois militaires en la Généralité de Caen (7 avril, 25 juin, 20 août et 1<sup>er</sup> décembre 1781).

C. 2365. (Liasse.) — 45 pièces, papier.

**1782-1784.** — Affaires militaires. — Régie des vivres. — Élection de Caen. — Correspondance entre MM. Esmangart, Intendant de la Généralité ; de Montcarville, commissaire-ordonnateur ; Ballias de Laubarède, commissaire des guerres ; Du Bus, directeur des vivres, et Pracher, directeur de la Régie des convois militaires, relative : aux états de la paille et du pain fournis aux soldats de différents régiments pendant leur séjour dans les prisons du Bailliage et siège présidial de Caen, à raison d'un sol par jour pour la paille, conformément à l'ordonnance, et d'une livre et demie de pain à raison de 2 sols 9 deniers la livre, prix fixé par la police pendant les mois d'octobre, novembre et décembre 1781 ; — aux états et mémoires du concierge des dites prisons pour être payé des jours de bouillon fourni, suivant les ordonnances de MM. Dubreuil et Amiel, médecin et chirurgien des dites prisons, aux soldats malades, durant les mois d'octobre, novembre,

décembre 1781, et les mois de janvier, février et mars 1782, à raison de 20 sols par jour pour chaque malade (1782); — aux états de transports de grains et farines exécutés par la Régie des convois militaires pour celle des vivres, en vertu des ordres de l'Intendant (1782); — à la lettre de M. Ballias de Laubarède à l'Intendant, l'informant que le pavé de la salle de l'abbaye de St-Étienne, du côté du jardin, est humide sur un tiers de sa longueur, et que les farines provenant des envois de Rouen et d'Honfleur souffriraient de l'humidité, s'il n'y était point remédié en couvrant le pavé avec les planches, entassées derrière la porte d'entrée du magasin des effets du Roi (30 septembre 1782); — aux certificats du garde-magasin constatant que divers greniers et maisons appartenant à MM. Angot, Cabourg, Hervieu, Morant Moisson, etc., ont été occupés par le service des vivres (1782 à 1784); — à l'état des emplacements occupés par le service des vivres, appartenant à MM. les Moines de l'abbaye de St-Étienne (22 juillet 1783); — au procès-verbal de constatation faite par M. Ballias de Laubarède en présence du sieur Lardemalle, garde-magasin, des matières et effets existant dans les magasins des vivres de Caen (1<sup>er</sup> janvier 1784); — au mémoire du directeur de la régie des vivres demandant la réparation du petit four servant à la cuisson du pain destiné au régiment de l'Ile-de-France, et construit dans une maison située dans la cour des religieux Bénédictins de l'abbaye de St-Étienne (6 août 1784); — à la soumission, pour les dites réparations, du sieur Briard, constructeur de fours et de bâtiments, moyennant la somme de 1,300 livres au lieu de celle de 1,460 livres 6 sols 6 deniers, d'après le devis estimatif du sieur Guéret, architecte de l'Hôtel-de-Ville (7 septembre 1784); — au certificat du chevalier Ballias de Laubarède, attestant qu'il est dû la somme de 120 livres, à raison de 6 livres par séance, au sieur Guéret (13 mars 1785); — à l'avis de M. de Montcarville que la construction du nouveau four, s'élevant à 1,400 livres, avait coûté beaucoup trop cher, puisqu'il en aurait fait faire un semblable pour 500 à 600 livres comme « ceux qu'il a fait construire dans les armées, où les matériaux et la main-d'œuvre sont beaucoup plus cher que dans les villes »; il diminue aussi des trois quarts les honoraires du sieur Guéret, que M. de Laubarède avait élevés à 120 livres et qu'il réduit à 36 livres, mais que l'Intendant fixe cependant à 60 livres (18 mai 1785).

C. 2366r (Liasse). — 20 pièces, papier.

1785. — Affaires militaires. — Régie des vivres. —

Élection de Caen. — Correspondance entre MM. le maréchal de Ségur, ministre; de Feydeau de Brou, Intendant de la Généralité; de Montcarville, Ballias de Laubarède, commissaires des guerres, et Du Bus, directeur des vivres, relative: à la recherche d'un emplacement convenable destiné à emmagasiner 10,000 sacs de grains, M. de Montcarville propose d'employer à cet effet les greniers de la maison de force de Beaulieu (15 avril); — à la lettre de M. de Montcarville recommandant à M. de Laubarède d'engager les officiers de l'état-major du régiment de l'Ile-de-France, à laisser libre le 3<sup>e</sup> étage du pavillon de la place Fontette, pour y déposer une partie de ces grains, le rez-de-chaussée, le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>e</sup> étages devant leur suffire pour le logement d'une seule compagnie et l'emplacement de leurs armes, et lui recommandant de l'avertir que ses ordres seront exécutés, pour qu'il puisse charger le sieur Parisot, garde magasin, de faire mettre les lieux en état d'y recevoir la quantité de sacs de grains qu'il pourra y faire déposer (16 avril); — à une nouvelle lettre du même au même pour insister sur la cession à faire par les officiers du régiment de l'Ile de France, du 3<sup>e</sup> étage du pavillon de St-Sauveur, occupé par une compagnie du dit régiment (18 avril); — à l'avis transmis par M. de Montcarville à M. de Brou, que les officiers du dit régiment se proposent de faire appeler une seconde compagnie afin de ne pas céder le 3<sup>e</sup> étage du pavillon de St-Sauveur, qui avait été construit pour servir de magasin: « Il seroit même à désirer que ce « pavillon fût abandonné pour le service des vivres, on « pourroit y déposer la totalité des 5,000 sacs qui « restent à placer, et c'est peut être le parti qu'on sera « forcé de prendre, si vous ne consentés point à or- « donner que ce qui restera des 5,000 sacs, soit mis dans « les greniers de la maison de force de Beaulieu. » Il ajoute qu'avant l'établissement du dit pavillon de St-Sauveur, un régiment de deux bataillons ne pouvant être logé en entier dans les grandes casernes de St-Jean, on logeait l'excédant dans les maisons de la foire, « la « compagnie du régiment de l'Ile-de-France pourroit « également y être envoyée, il y auroit même de l'em- « placement pour un plus grand nombre de compagnies, « si on le vouloit, puisqu'il y avoit cy-devant huit com- « pagnies du régiment du Roy, qui y étoient logées » (19 avril); — à l'avis que le dit pavillon ne peut être employé ni au logement des troupes, ni au dépôt de grains, parce qu'il sert, d'après les ordres de l'Intendant, d'archives aux greffes du Bailliage de Caen (19 avril); — au placement des 5,000 sacs de grains, qui restent à emmagasiner, dans un des greniers de la



maison de force de Beaulieu, à défaut d'autres maisons de la ville et des communautés religieuses (21 avril); — à la déclaration du prieur des Dominicains, faite en présence du commissaire des guerres, du directeur des vivres et de l'architecte, qu'il louera, moyennant 324 livres par an, le grenier dans l'état où il est et qu'il n'y fera faire aucunes réparations, autres que celles qu'exigerait la couverture, parce qu'il trouverait à le louer tel quel à des particuliers (13 mai); — à l'annulation par l'Intendant du montant total de 350 livres 2 sols du devis estimatif des réparations à faire dans le grenier des Dominicains, devenu nécessaire pour le service des vivres ainsi que du loyer à bail de 324 livres (10 juin); — à l'avis que, d'après les représentations faites par le directeur des vivres, tous les magasins de Caen étaient entièrement remplis, M. de Montcarville ne savait plus où il ferait déposer les grains qui lui arrivaient successivement du Havre et qu'il avait proposé à dom Mesnilgrand, prieur des Bénédictins, de lui céder une grande salle, où il en avait déposé, durant la dernière guerre, 12 à 1,500 sacs; mais, ajoute-t-il, « sur  
« les observations qu'il m'a faites, non-seulement de  
« l'incommodité que les religieux et lui avoient essuyée  
« de l'infestation des charançons qui avoient pénétré  
« jusqu'à leurs chambres, qui sont au dessus de cette  
« salle, pendant tout le tems qu'elle a été occupée,  
« mais qui plus est, de l'impuissance actuelle de pou-  
« voir rien disposer dans ce local, attendu les sépara-  
« tions promptes et indispensables à y faire, occasionnées  
« par la séparation survenue aux murs d'avec les pla-  
« fonds et planchers et la chute prochaine de la voûte  
« de la salle en question qui menace évidemment par  
« le surbaissement visible des pierres de la voûte de  
« plus de 8 pouces sur 13 qu'elles ont de queue; je n'ai  
« plus insisté sur l'objet de ma demande, les observa-  
« tions de ce prieur m'ayant paru fondées. » M. de Montcarville conclut, en conséquence, en engageant de nouveau M. de Brou à vouloir bien permettre que le surplus des grains soit déposé dans les greniers de la maison de force de Beaulieu, et aussi ordonner au directeur des vivres de prévenir le garde-magasin du Havre de n'envoyer de grains à Caen qu'au fur et à mesure qu'il se fera du vide dans les magasins; « faute par luy de s'y conformer, vous voudrés bien  
« également ordonner qu'ils lui soient renvoyés à ses  
« risques et périls, par le même bâtiment qui les aura  
« apportés » (15 juin); — aux observations faites en l'absence de M. de Brou, par M. Du Bus, directeur de la Régie, disant que « c'est à tort que M. de Mont-  
« carville ait tout à coup renoncé aux ressources

« immenses que fournit l'abbaye des Bénédictins; on  
« ne disconvient pas que la salle, pouvant contenir  
« 1,500 sacs, a été endommagée à la suite du trem-  
« blement de terre arrivé en 1775, et que la voûte du  
« plafond est lézardée, mais cette salle, au rez-de-  
« chaussée est toujours sans être occupée; M. Couture,  
« qui l'a visitée, prétend qu'au moyen de plusieurs  
« étays, on peut s'en servir, sans aucun danger; toutes  
« les autres communautés se sont prêtées aux circon-  
« stances, même la maison du Séminaire, quoiqu'elle  
« soit la plus utile et la plus occupée. On sait que le  
« projet des Bénédictins est d'avoir recours à la pro-  
« tection de M. l'Archevêque de Narbonne, mais il y a  
« lieu de présumer qu'il ne se portera pas à nuire à ce  
« qui intéresse le service de S. M., surtout lorsqu'on  
« considérera qu'il s'agit aussy d'un approvisionnement  
« destiné à la subsistance des peuples dans le besoin;  
« quant au grenier du Sépulcre, dont M. de Montcar-  
« ville ne parle pas, sans doute à cause des frais con-  
« sidérables pour les transports, on ne peut cependant  
« disconvenir, qu'il pourroit être de ressource dans le  
« cas de presse où l'on se trouve. La maison de force  
« de Beaulieu est distante de trois quarts de lieue du  
« quai de Caen, ce qui doublera les frais de transport  
« des grains et de surveillance des détenus. » Le secrétaire énumère les inconvénients de cette proposition ainsi que de celle relative au renvoi au Havre des sacs, arrivés à Caen sur les ordres du Ministre; le seul moyen d'emplacer les 3,000 sacs est donc d'obliger les Bénédictins à en recevoir une partie, parce que l'on aura les ressources des Écoles, durant les vacances (23 juin); — à la réponse que M. de Brou envoie de Paris à M. de Montcarville, dont il ne peut accepter les propositions: 1<sup>o</sup> d'entraver l'envoi régulier des grains venant du Havre, d'autant plus que sur les 10,000 sacs, 7,000 sacs débarqués sont déjà emplantés dans les anciens greniers de l'abbaye de St-Étienne et ceux des Dominicains, ainsi que dans l'église des Jésuites et qu'il ne reste qu'à pourvoir au placement des 3,000 sacs devant arriver; 2<sup>o</sup> de les placer dans les greniers de Beaulieu, parce qu'on ne peut compter sur la solidité des planchers, les voûtes du nouveau corps de logis, qui n'ont jamais rien porté, s'étant déjà rompues, et aussi parce que les ouvriers et les voitures, étant sans cesse dans les cours des détenus, faciliteraient les révoltes et les évasions; il faut donc chercher un emplacement dans l'abbaye, et si cela est absolument impossible, prendre un emplacement que l'abbé de Mery, doyen du chapitre du Sépulcre s'empresserait de procurer; l'Intendant observe toutefois que ce parti

doit être un pis aller à cause de l'éloignement du port et de la difficulté d'y accéder, aussi préférerait-il qu'on prît la vaste salle ou grenier des prêtres desservant l'Hôtel-Dieu, « qui ne les refuseront point ; d'ailleurs, comme « cette maison est directement soumise à l'administra-  
« tion de MM. les officiers municipaux, vous pourriez  
« avoir recours sur cet objet à M. le comte de Faudos,  
« qui vous donneroit sans doute des facilités pour par-  
« venir au succès de votre demande » (29 juin) ; — à la réponse de M. de Montcarville aux observations contenues dans la lettre de M. de Brou auquel il écrit : « les  
« seuls emplacements vastes de l'abbaye de St-Étienne,  
« qui soient libres, ce sont les cloîtres et les corridors,  
« mais ils sont sujets au passage public et par consé-  
« quent les grains ne pourroient y être déposés qu'en  
« sacs ficelés et plombés et non en garenne, comme il  
« sera indispensable de le faire, lors de leur débarque-  
« ment pour les rafraichir et les manœuvrer ; il ne me  
« paroît pas possible de prendre le réfectoire des reli-  
« gieux, qui est d'ailleurs rempli des plus beaux mor-  
« ceaux de peinture, soit de Restout, soit d'autres grands  
« maîtres ; » il ajoute qu'il savoit que le chapitre du Sépulcre avoit deux greniers, dont l'un est rempli des grains du Chapitre, et que du reste ces emplacements n'étant ni plancheyés ni carrelés, il en coûterait plus de 2,000 livres pour les mettre en état d'y recevoir des grains en garenne, et qu'il étoit persuadé que le Roi ne ferait pas cette dépense pour une si petite ressource, surtout en raison des difficultés de son accès et de son éloignement du port. Quant à la salle des prêtres desservant l'Hôtel-Dieu, elle ne suffit pas toujours, en automne, pour recevoir le trop plein de la salle militaire encombrée de malades, quand il y a des travaux à la rivière, de sorte qu'il lui a semblé que, pour un mois au plus de jouissance, on ne pouvait penser à mettre des grains dans cette salle d'un abord difficile et ne pouvant contenir que 4 à 500 sacs au plus. M. de Montcarville n'a pas non plus parlé d'un grenier de l'Hôpital-Général d'une contenance de 400 sacs, « parce qu'il est tellement in-  
« fecté, par l'idée qu'ont eue les religieuses d'y retirer,  
« pendant l'inondation d'il y a deux ans (1783), leurs  
« cochons, qui y sont restés six semaines et ont pourri  
« les planches et salpêtré les murs par leurs feecalités,  
« de façon que, telle chose qu'on y fit, on perdrait  
« sûrement les grains qu'on y déposeroit. » Il ne propose pas non plus de déposer les 1,200 sacs dans une ferme du village d'Ifs, dont un grenier a ses croisées grillées de barreaux de fer, parce qu'il a pensé qu'établir un dépôt de grains hors la ville, ce « seroit assez hasardé,  
« à moins qu'on y envoyât exprès journellement une

« garde pour leur sûreté. » Il ne voit donc d'autre emplacement que le pavillon St-Sauveur, sur la place Fontette, dont les étages inférieurs étoient occupés par une compagnie du régiment de l'Ile-de-France, bien que ce pavillon eût été construit dans l'origine pour servir de magasins ; il propose en conséquence de le faire évacuer par la dite compagnie, que l'on logerait dans tout le local de la Foire, de sorte que l'on pourroit déposer 2,000 sacs dans ce pavillon, qui reviendrait ainsi à sa première destination. Quant aux papiers des greffes du Bailliage, il serait possible de les resserrer davantage et de gagner quelques pièces au profit du service des vivres (10 juillet) ; — à l'insistance que met le secrétaire de l'Intendance à déposer les grains dans les greniers, salles ou église de l'abbaye, puisqu'on ne peut compter sur les greniers du Sépulcre, ni de l'Hôtel-Dieu, ni de l'Hôpital général, et qu'il serait imprudent d'établir un dépôt à Ifs. De plus, le casernement de la compagnie de l'Ile-de-France dans les maisons de la Foire occasionnerait une rumeur de la part du dit régiment « dont  
« l'assiette du logement se trouve réglée ; d'ailleurs il  
« faut encore considérer qu'on a établi dans le pavillon  
« de St-Sauveur des rateliers d'armes et de planches  
« qui ont coûté près de 3,000 livres au Roy. » Il convient que c'est à tort que l'on a converti en caserne le dit pavillon, originairement construit pour servir de magasin aux effets du Roi, mais ce n'est que la nécessité de loger quatre bataillons à Caen, qui a fait prendre cette regrettable mesure. Il eût été très facile de loger les deux bataillons actuellement à Caen, dans le quartier St-Jean et dans le champ de foire. « Il faut cependant,  
« ajoute-t-il, convenir qu'aux approches de la foire, on  
« est obligé d'en retirer la troupe qui s'y trouve » (11 juillet).

C. 2367. (Liasse.) — 38 pièces, papier.

1785. — Affaires militaires. — Régie des vivres. — Élection de Caen. — Correspondance entre MM. le maréchal de Ségur, ministre ; de Feydeau de Brou, Intendant de la Généralité ; de Montcarville, Ballias de Laubarède, commissaires des guerres, et Du Bus, directeur des vivres, relative : à l'avis donné que, de tous les emplacements indiqués pour recevoir les grains qui doivent arriver du Havre, aucun ne convient, ils sont ou isolés, trop petits ou malsains ou d'un accès difficile et que l'ancien jeu de paume du Roi, situé rue des Quais, entre la rue Guilbert et celle des Cordes, peut servir de dépôt, en construisant un plancher, qui devrait s'élever au-dessus du pavé, d'environ deux pieds pour laisser un

passage libre à l'air et même à des ouvriers, si cela est nécessaire. « Je ne pense pas, écrit l'Intendant, qu'à « cette hauteur, l'humidité du sol pût se communiquer « au bled répandu en garenne. A cet effet, on feroit un « grillage de charpente, dont les cases seroient de dix « pieds en quarré, le grillage poseroit sur des dés de « pierre de taille, espacés de manière que chaque angle « des cases du grillage fût soutenu par un dé correspon- « dant. Cet assemblage de charpente seroit ensuite re- « couvert par des planches bien jointes et de 15 à 18 « lignes d'épaisseur...; on pourroit même, pour rendre « encore moindre le danger de l'humidité, recouvrir « tout le plancher d'un tapis de grosse toile » (19 juillet); — au mémoire présenté par le directeur des vivres, où il expose que le mur, servant de fermeture aux travaux établis dans la cour de l'abbaye de St-Étienne pour la fourniture du pain de munition, est dans le plus grand dépérissement, et qu'il est urgent de faire procéder à son rétablissement, afin d'en prévenir la chute, ainsi que celle de la charpente et de la couverture, qui portent sur le dit mur (28 juillet); — au devis estimatif du plancher à faire à l'ancien jeu de paume du Petit-Roc, rue des Quais, pour servir de dépôt aux grains des troupes, fait à la réquisition de M. de Montcarville, suivant les ordres de M. Feydeau de Brou; au dit devis s'élevant à la somme de 4,561 livres 14 sols, signée par le sieur Guéret, architecte, et visé par M. de Montcarville, est joint un plan intitulé: « Esquisse du projet de charpente à faire « dans l'ancien Jeu de Paume » (8 août); — à l'avis donné par M. de Montcarville à M. de Brou, que l'ancien Jeu de Paume a une longueur de 93 pieds sur une largeur de 32, et 2,976 pieds carrés, pouvant contenir au plus 1,000 sacs et que le syndic des créanciers laisserait le loyer au même prix de 100 pistoles que lui faisait payer M. Esmangart pour le manège, qui y était installé pour l'équitation des officiers du régiment du Roi (8 août); — au devis estimatif de la reconstruction des murs et réparations de couverture à faire aux maisons du four, situé dans l'ancienne abbatale de l'abbaye St-Étienne (9 août); — à la lettre du maréchal de Ségur, recommandant à M. Brou d'engager les administrateurs du Collège à faire cession au Roi de l'église des Jésuites, dans laquelle il serait facile de pratiquer trois étages. « On prétend, écrit-il, que cette église est absolument « abandonnée et que le Collège du Mont n'en fait au- « cun usage, parce qu'il a, dans son intérieur, une « chapelle beaucoup plus commode pour l'usage des « maîtres et des écoliers » (17 août); — à la réponse de M. de Brou, exprimant sa reconnaissance de ce que le

maréchal réserve des fonds de l'Extraordinaire des guerres pour former les établissements qu'exige le service des vivres, et que leur construction ne sera pas aux frais de sa Généralité; « elle n'a déjà, dit-il, que « trop de charges à supporter, elles sont si multipliées « et si pezzantes qu'elle a peine à y suffire. Il eût été « désirable et possible que sur la dépense de deux « millions que l'on destine à la caserne de Caen, on « eût économisé de quoi pourvoir à d'autres établisse- « ments publics, dont cette ville est totalement dé- « nuée »; il ajoute que l'église des Jésuites a été con- « cédée à l'Université, qui la cède à la régie des vivres, et qu'il est à présumer qu'il ne serait pas impossible de prendre des arrangements avec l'Université pour l'engager à renoncer à sa concession. — Mais il prévoit d'autres obstacles de la part des officiers municipaux, qui pensent avoir des droits sur la dite église, où ils projettent de transférer l'Hôtel-Dieu. Il propose, en conséquence, de recourir encore à l'abbaye de St-Étienne, où l'un des magasins est établi dans une grande salle très élevée, dans laquelle il serait facile de jeter deux planchers, de manière à y placer trois fois autant de grains qu'il en contient. Il y tiendrait environ 3,000 sacs, et cette quantité jointe à celle contenue dans les greniers des Dominicains et autres, occupés à titre de loyer, pourrait suffire au service des vivres. « On évalue « la dépense de ces deux planchers à environ 10,000 « livres, les religieux consentent qu'ils soient con- « struits dans leur bâtiment sans prétendre aucune « augmentation de loyer. » Il termine en proposant, si le projet d'établissement de l'Hôtel-Dieu dans l'église des Jésuites se réalisait, de trouver dans l'ancien bâtiment du dit Hôtel-Dieu le local nécessaire pour réunir dans un même lieu tous les magasins nécessaires au service des vivres (29 août); — à l'approbation donnée par le maréchal de Ségur au projet des officiers municipaux de construire un Hôtel-Dieu dans l'église des Jésuites, s'ils ont des droits sur cet édifice, et à l'autorisation de faire établir deux planchers dans la grande salle des Bénédictins, après avoir obtenu leur consentement par écrit et leur renonciation à toute augmentation de loyer à l'avenir (21 septembre); — à la demande par le sieur Guéret du paiement de ses honoraires, pour les constructions et réparations du Jeu de Panme, ainsi que pour le devis qu'il a fait pour constater la dépense qui résulterait du rétablissement du mur, servant de fermeture aux travaux des vivres à établir dans la cour de l'abbaye de St-Étienne, en conséquence M. de Montcarville demande qu'il soit payé au dit architecte 96 livres pour ses honoraires (27 septembre); — à l'état des divers empla-



cements pris aux Bénédictins et du loyer pour lequel ils sont tenus de se charger de toute espèce de frais d'entretien et de réparations, afin que M. de Brou mette son approbation au pied du dit état (29 septembre); — à l'avis que M. de Brou fera expédier une ordonnance sur les fonds de casernement de la somme due pour les honoraires du sieur Guéret, architecte de la ville (3 octobre); — à l'approbation du projet de la construction de deux planchers dans le grenier de l'abbaye de St-Étienne de Caen (5 octobre); — à la différence de 46 livres existant dans le prix des loyers des emplacements fournis par les religieux de l'abbaye de St-Étienne pour la manutention des vivres (8 octobre); — à l'avis que cette augmentation de 46 livres provient de la reprise, faite sur le blanchisseur de l'abbaye, d'une pièce de plus attenante aux emplacements pris sur le meunier de la dite abbaye et qui interceptait le passage conduisant aux travaux, afin de rendre ce local indépendant de toute communication étrangère au service (8 octobre); — à l'envoi de l'état arrêté des honoraires dus au sieur Guéret en raison du plan et des devis dressés pour parvenir à l'établissement des greniers destinés aux grains (10 octobre); — aux conditions auxquelles MM. les religieux de St-Étienne consentent à passer bail des bâtiments occupés pour le service des vivres, à l'occasion de la nouvelle construction de deux planchers dans le magasin appelé la grande salle du duc Guillaume; « l'abbaye, est-il dit dans la note remise à M. de Montcarville, ne peut prendre l'engagement de ne point « augmenter à l'avenir les loyers du dit grenier. Ce « seroit l'équivalent d'une fieffe perpétuelle, et jamais « elle n'aliénera dans son enceinte, un bâtiment qui « peut lui devenir nécessaire » (14 octobre); — à l'avis donné à M. de Montcarville que l'Intendant ne peut accepter un simple bail de 9 ans et qu'il en propose : 1<sup>o</sup> un de trois baux consécutifs, ce qui assurerait une jouissance de 27 ans, et 2<sup>o</sup> en remplissant les formalités nécessaires, on passerait un bail de 99 ans. Si MM. les religieux n'adoptent pas au moins le premier de ces deux partis, il n'aura d'autre parti à prendre que de rendre compte au ministre des circonstances qui rendent impossible l'exécution du projet qui avait été adopté (19 octobre); — à l'état des recettes et dépenses des matières et effets emmagasinés à l'abbaye de St-Étienne, dans l'église des Jésuites, au collège du Mont, aux Jacobins, au Séminaire, au cloître St-Benoît dans la vieille Abbatale, puis à Alençon, Coutances, Falaise, Granville et St-Lô, certifié véritable par le sieur Parisot, gardemagasin des vivres (1<sup>er</sup> novembre); — à la lettre de l'Intendant au maréchal de Ségur pour le mettre au

courant des difficultés qu'il éprouve d'un arrangement à prendre avec les religieux Bénédictins, qui ne veulent pas de bail de plus de 9 ans, avec faculté de disposer de leur grenier, en remboursant seulement le montant de l'estimation qui sera faite, à l'expiration du bail, des matériaux employés aux planchers qui ne coûteraient pas moins de 7 à 8,000 livres à l'administration, indépendamment du prix du loyer. Il propose alors au maréchal d'appuyer la demande par les officiers municipaux de la continuation de la concession de leurs octrois, dont ils jouissent pour 3 années seulement, afin de pouvoir réaliser la translation de l'Hôtel-Dieu actuel dans l'église des Jésuites, et l'établissement du service complet de la régie des vivres dans les bâtiments actuels de l'Hôtel-Dieu, qui conviennent parfaitement à ce service, tant à cause de leur étendue qu'à cause de leur situation sur le quai, où les blés débarquent et en face de la caserne où se fait la consommation et qui assurerait en même temps la garde des magasins. « J'y verrai, ajoute-t-il, un avantage bien important qui « seroit d'éloigner de la caserne l'établissement de « l'Hôtel-Dieu, qui doit nécessairement y répandre un « très-mauvais air » (21 novembre); — états des transports exécutés par la Régie des convois militaires au compte de celle des vivres; — certificats du directeur des vivres constatant qu'il est dû à divers particuliers le loyer de leurs maisons, qui ont été occupées par le service des vivres; — plan et coupe d'un magasin, occupé par la Régie des vivres, dans la cour de l'abbaye de St-Étienne de Caen, servant à faire connaître les augmentations qu'il convient d'y apporter pour le bien du service; — esquisse du projet de charpente et de plancher à établir dans l'ancien Jeu de Paume.

C. 2363. (Liasse.) — 52 pièces, papier.

**1786.** — Affaires militaires. — Régie des vivres. — Élection de Caen. — Correspondance entre MM. le maréchal de Ségur, ministre; de Feydeau de Brou Intendant de la Généralité; le procureur général du Parlement de Rouen; de Montcarville, commissaire ordonnateur des guerres; Du Bus, directeur des vivres; dom Mesnilgrand, prieur de l'abbaye de St-Étienne; Le Paulmier, subdélégué, et Heuzé de Saint-Paul, directeur de l'artillerie, relative : aux représentations du directeur des vivres, démontrant que tous les emplacements, dont la régie est en possession à Caen, sont insuffisants non-seulement pour y recevoir l'approvisionnement destiné à la subsistance des troupes, mais encore pour y déposer les 5,000 sacs de grains

que le ministre a décidé d'y mettre en réserve pour les besoins du peuple, en cas de nécessité. Il se plaint de n'avoir pas été mis au courant des négociations avec les religieux Bénédictins, relativement aux planchers à construire dans la grande salle et au magasin du cloître St-Benoît, que les religieux se sont empressés de faire dépaver, pour qu'il ne soit plus possible de l'occuper, et cependant « le service des vivres est en souffrance, par « la gêne des matières qu'on a été obligé de mettre en « garenne à 18 ou 20 pouces de hauteur au lieu de 10 « à 12 pouces suivant l'usage, et qu'il a été reconnu « que malgré les soins apportés pour surveiller les « matières déposées dans chaque emplacement, elles « ont contracté une odeur qui pourroit leur préjudi- « cier; » de plus, il annonce l'arrivée de 600 sacs de froment, envoyés de Rouen et que les vents contraires ont fait relâcher au Havre; en conséquence, il propose, comme la seule ressource qu'il connaisse, de prendre la salle des religieux, au rez-de-chaussée, vis-à-vis de leur parterre, qui peut contenir de 13 à 1,400 sacs, laquelle a déjà été occupée et peut l'être encore malgré les oppositions qu'on y a apportées (13 janvier); — à l'avis transmis au maréchal de Ségur par l'Intendant, des conditions onéreuses sous lesquelles les religieux de l'abbaye de St-Étienne consentent à la construction des deux planchers, proposés pour augmenter l'étendue des greniers destinés à recevoir les grains de la Régie des vivres; il propose au ministre : 1<sup>o</sup> de diminuer le loyer au prorata des emplacements dont les religieux Bénédictins ont repris la possession; 2<sup>o</sup> de s'emparer de leur grande salle, située au rez-de-chaussée vis-à-vis du parterre : « C'est avec regret, dit-il, Mgr, « que je vous propose cette ressource par la voye de « l'autorité, je ne m'y détermine que parce que je ne « vois aucun autre moyen d'assurer la conservation des « grains de la Régie »; il conclut en disant qu'il pressentira la disposition des religieux relativement à l'emploi des moyens d'autorité dont il n'usera que dans le cas d'une nécessité absolue, et il désire vivement de savoir si, pour prévenir de pareils embarras à l'avenir, les officiers municipaux peuvent espérer le succès de leur démarche pour la continuation de leurs octrois qui leur faciliterait la translation de l'Hôtel-Dieu à l'église des Jésuites (18 janvier); — à la lettre du prieur de St-Étienne réfutant les assertions du directeur des vivres : « on vous a dit, Monsieur, que les religieux avoient « osé faire dépaver un grenier qu'ils avoient loué au « Roi et s'en emparer, j'aurai l'honneur de vous faire « passer l'arrangement que vous avez signé avec M. l'Or- « donnateur des guerres. D'après cela, Monsieur, je ne

« vous ferai aucune réflexion sur le mémoire présenté « par M. Du Bus, et j'attendrai tout de votre justice. Ce « même grenier n'est ni loué ni occupé, quoiqu'il soit « à notre entière disposition. C'est contre notre gré « que MM. des vivres l'ont abandonné, et c'est par le « seul désir de prouver notre zèle que nous avons « consenti à leur en faire arranger un autre, en « échange de celui qui leur a paru trop incommode et « qui, restant maintenant isolé, ne peut se louer ni « nous être utile » (23 janvier); — à la réponse du subdélégué, M. Le Paulmier, réfutant toutes les assertions de M. Du Bus, après avoir constaté que le dit cloître St-Benoît, ayant eu sa voûte affaissée, avait été remis aux religieux, en échange d'un autre grenier, au-dessus de l'ancienne Abbatale, et que la grande salle réclamée par le régisseur des vivres avait sa voûte ouverte en plusieurs endroits, ses murs écartés et en réparation, et que le meilleur parti serait de faire construire des greniers dans un emplacement de la cour, dont la dépense n'excéderait pas 20,000 livres; à cette lettre est joint l'acte du bail, signé par l'Intendant, des différents emplacements pris aux Bénédictins pour le service des vivres, dont le loyer de 1,000 livres commence au 1<sup>er</sup> janvier 1786 (24 janvier); — à la nouvelle lettre de M. de Brou, écrivant au maréchal de Ségur qu'il résulte des éclaircissements pris qu'il y a eu du malentendu sur l'objet du cloître de St-Benoît, dont le directeur aurait dû mieux s'instruire, mais que la difficulté de trouver des emplacements n'en subsiste pas moins, et que l'on a été obligé d'entasser jusqu'à 40 sacs de hauteur les 500 venus de Rouen, dans l'église des Jésuites servant de dépôt pour les farines; il y a donc urgence à donner des ordres pour que la Régie soit autorisée à faire placer ces grains dans la grande salle, dont on fera soutenir la voûte avec de forts étais, pour maintenir à couvert les grains qui seront déposés au rez-de-chaussée. Il conclut encore en désirant l'exécution de la translation de l'Hôtel-Dieu dans l'église des Jésuites (31 janvier); — à la lettre du maréchal de Ségur, disant que l'autorisation de transférer l'Hôtel-Dieu en l'église des Jésuites et la concession des octrois municipaux ne regardant pas son administration, mais celle de M. le comte de Vergennes, il faut, en attendant, prendre la grande salle du rez-de-chaussée, vis-à-vis du parterre de l'abbaye (1<sup>er</sup> février); — aux reproches de l'Intendant à M. Du Bus : « J'aurais désiré « qu'avant de formuler cette plainte, vous eussiez mis « plus de soin à vous assurer si elle était fondée, » puis « il l'autorise à prendre la grande salle : « Vous aurés « soin, vis-à-vis de dom Mesnilgrand, d'user de tous

« les égards convenables et de lui rendre cette opération le moins incommode qu'il sera possible » ; — à la lettre désespérée du prieur de l'abbaye, consterné des ordres donnés au directeur des vivres d'occuper la dite grande salle, au-dessus de laquelle sont les cellules des religieux, qui s'en trouvent singulièrement incommodés par les miasmes du blé échauffé, si pernicieux par les temps de chaleur ; pour obvier au mal qui en résulte, il propose de procurer au directeur des vivres une chapelle du bas de la nef, de 50 pieds de long sur 25 de large, où l'on avait mis du grain pendant la guerre de 1756, et de rendre le cloître St-Benoît, que l'on ferait planchéier : « Je n'ai rien à opposer à vos ordres, mais je crois pouvoir les interpréter comme votre équité elle-même les modifierait, si l'emplacement que nous proposons est rejeté par M. Du Bus ; le ministre n'exige de nous certainement qu'un local quelconque propre à remplir ses vues, il n'en détermine pas spécialement un qui détruise notre santé ; — je dirai à M. Du Bus de prendre l'église. Vous sçavez, Monsieur, qu'on ne peut faire de plus grand sacrifice, que c'est pour ainsi dire le seul monument de la ville, et que, tout récemment, on a dépensé 80,000 francs à l'embellir. Vous êtes certainement révolté du tort irréparable que va y occasionner, dans un temps de paix M. Du Bus, et qu'il va occasionner à des religieux, qui ont cinq heures de chœur par jour ; mais en vous obéissant, permettez-nous de sacrifier à la santé » ; il rappelle qu'on s'est emparé de tout dans la cour, qu'ils ont été forcés de démolir l'hôtel abbatial, de détruire toutes les cloisons pour les convertir en greniers à l'usage de régie ; et en P.-S. il écrit que tout le monde s'intéresse au sort de leur église, il rappelle que les religieux donnent des emplacements pour 2,400 sacs, indépendamment du terrain, qu'ils logent le magasinier, que le four et toutes les boulangeries sont chez eux, qu'ils offrent d'abandonner le prix fixé, malgré les démolitions et les pertes occasionnées par le séjour des grains (3 février) ; — à l'acte capitulaire par lequel l'abbaye consent à la confection des deux étages dans le grand grenier, occupé par la régie des vivres, conformément aux devis et plan communiqués par M. Du Bus et agréés par l'Intendant, sous certaines réserves et conditions, telles que : article 2<sup>e</sup> : « La Régie fera l'avance des fonds, et le bail du grenier sera augmenté de l'intérêt des capitaux avancés que la Régie percevra à raison de 5 % jusqu'à ce qu'il ait plu à l'abbaye de lui rembourser ses avances ; — article 4 : à l'expiration du bail de

« 9 ans, l'abbaye disposera de son grenier comme les autres propriétaires le font de leurs maisons, ainsi qu'elle avisera bien » (7 février) ; — à la lettre de M. Du Bus, écrivant à l'Intendant qu'il a visité et mesuré avec M. Roger, secrétaire de l'Intendant, la chapelle et le cloître St-Benoît, que dom Mesnilgrand offrait en échange de la grande salle du rez-de-chaussée, et qu'il les avait acceptés, mais qu'il lui manquera encore l'emplacement de 1,500 sacs au moins (7 février) ; — à la lettre de Dom Mesnilgrand qui confirme la dite acceptation par M. Du Bus, à qui il avait dit « qu'il ne proposerait pas, dans une maison de force, ce qu'il a la malhonnêteté de donner en projet contre nous » ; quant à l'indemnité pour la détérioration des matériaux de construction pendant 9 ans, il s'en rapporte absolument à l'équité de M. de Brou : « Je ne crois pas, Monsieur, que l'abbaye puisse vous donner des preuves plus convaincantes de son zèle et de sa déférence, elle réclame vos bontés et votre protection » (7 février) ; — à la réponse de M. de Brou, acceptant tel emplacement convenable que l'abbaye offrirait en échange de la grande salle demandée par M. Du Bus, ainsi que l'augmentation de l'intérêt du capital employé à la construction des deux planchers du grand magasin (10 février) ; — à la lettre du maréchal, disant que puisque les religieux de St-Étienne ne se sont décidés à faire dépaver leur cloître que pour soulager la voûte qui commence à s'affaïsser, et qu'ils consentent à laisser au directeur des vivres l'usage de ce bâtiment, il est urgent de le planchéier en sapin (8 février) ; — aux mesures à prendre pour aménager, d'après la demande faite au dit prieur, les emplacements des grains, afin d'éviter le dépôt des grains dans la dite salle (10 février) ; — à la lettre de M. de Brou, priant M. Heuzé de Saint-Paul, directeur de l'Artillerie, de s'entendre avec dom Mesnilgrand pour faire transporter les affûts et autres effets d'artillerie, de la chapelle St-Joseph, destinée au dépôt des grains, dans un autre emplacement que le prieur de l'abbaye lui procurera (13 février) ; — à l'avis donné que le ministre autorise la construction immédiate d'un plancher en sapin dans le cloître St-Benoît de l'abbaye de St-Étienne et une cloison dans la chapelle du bas de la nef de l'église (13 février) ; — à la lettre de M. Du Bus, rendant compte à M. de Brou des opérations rapidement faites pour l'aménagement de la chapelle St-Joseph et du cloître St-Benoît, pour y emplacer les grains, et aux frais s'élevant à 755 livres 12 sols, qu'il prie l'Intendant d'ordonnancer ; il lui raconte la surprise du directeur de l'Artillerie en apprenant que, sans



l'en avoir prévenu, le prieur et M. de Laubarède avaient fait transporter les affûts et autres effets d'artillerie de la chapelle de la nef dans un autre local, ainsi que des négociations tentées près de M. le duc de Harcourt, pour ne pas donner de suite aux plaintes légitimes de M. Heuzé de Saint-Paul (16 février); — à l'avis donné qu'il y a déjà huit jours que les affûts de canon placés dans la chapelle qui est au bas de la nef, ont été transférés dans les bâtiments de l'abbaye, et que la cloison de la dite chapelle a été posée (17 février); — aux plaintes du prieur, écrivant combien il est désolant que tous les sacrifices et les preuves inconcevables de leur zèle et de leur empressement à concourir à tout ce qui a pu être utile au service du Roi, semblent devenir un titre pour la Régie et l'autoriser à les tourmenter : « Nous allons donc encore « sacrifier plus de 12,000 livres à la construction d'un « grenier, qui ne peut jamais nous être d'aucune « utilité et qu'il faudra, tôt ou tard, supprimer, pen- « dant qu'avec ces 12,000 livres, nous pourrions faire « dans les logements que nous abandonnons, des dis- « tributions qui en feroient monter les loyers à plus « de mille écus; il paroît qu'on exige cela comme une « condition sans laquelle on s'empareroit de notre « maison; qu'on nous regarde comme obligés de « fournir tous les magasins, et qu'en pleine paix, nous « ne pouvons réclamer aucune propriété; je vous « supplie, Monsieur, de me pardonner cette effusion « d'un cœur vivement affecté de voir que, sous votre « administration, nous soions les seuls vraiment « autorisés à nous plaindre; après avoir abandonné « tous les dehors de la place, il est dur de ne pouvoir « sauver l'intérieur » (17 février); — au compte rendu par M. de Brou au maréchal de Ségur de tous les arrangements pris pour obtenir les emplacements nécessaires aux grains : « Dom Mesnilgrand s'y est très-bien « prêté; de mon côté, j'ai été fort aise de trouver les « moyens de remplir cet objet essentiel de service, « sans causer aux religieux les désagréments de voir « leur grande salle remplie de grains, ce qui paraissoit « les affecter beaucoup » (6 mars); — à la demande par le maréchal de Ségur d'un nouvel acte capitulaire par lequel l'abbaye s'engagera à faire l'avance de la construction des deux planchers (15 mars); — à l'envoi du dit acte capitulaire que l'abbaye consent, pour éviter toutes difficultés et donner une nouvelle preuve de son empressement à concourir à tout ce qui peut être utile au service du Roi, à faire construire, à ses frais, les ouvrages projetés dans le grand grenier, quoiqu'ils ne soient pour elle d'aucune utilité, dès que la Régie ces-

sera de les occuper (22 mars); — au paiement de la somme de 757 livres 12 à faire au sieur Langlois, menuisier à Caen (27 mars); — à l'autorisation d'accepter la proposition faite par les religieux de l'abbaye de St-Étienne de faire construire, à leurs frais, deux planchers dans le magasin qui leur appartient, occupé par les munitionnaires des vivres, et de leur faire rembourser annuellement, au delà du prix du loyer, 7 %; le maréchal ajoute qu'il faut que le troisième grenier ait 7 pieds au moins de hauteur au lieu de 6 marqués sur le plan devis (12 avril); — à une lettre de M. de Belbeuf, procureur-général au Parlement de Rouen, priant M. de Brou d'aviser à ce que l'Université puisse faire les missions fondées par le sieur Deshommets, dans l'église du collège du Mont (des Jésuites), ce qu'ils n'ont pu faire en mars 1784, l'église étant remplie de farines et de grains (20 avril); — à la demande du prieur de l'abbaye de faire avancer par la Régie 7 à 8,000 livres, dont il paiera l'intérêt au denier six, quoique le Roi ne lui tienne compte de l'avance d'argent qu'à raison du denier cinq (22 avril); — à l'avis demandé au maréchal par l'Intendant sur cet emprunt et à la demande si l'adjudication doit être faite au rabais par-devant lui, Intendant, ou si le maréchal approuve qu'elle soit exécutée par économie par les religieux, puisque la dépense est faite sur les fonds de l'abbaye (26 avril); — à la réponse de M. de Brou à M. de Belbeuf que tous les ans, l'Université demande que l'église des Jésuites, qui lui a été concédée, soit débarrassée des farines qui la remplissent, et que, chaque année, l'Intendant a le regret de ne pouvoir lui accorder sa demande. « L'Université est si peu dans le cas de faire « usage de cette église, qu'on ne voit pas à quelle fin « la concession lui en a été faite; cependant puisqu'elle « a un titre, sa demande est sans doute fondée et rais- « sonnable, mais elle doit céder nécessairement à un « objet d'utilité publique et majeur, tel que celui de la « destination actuelle de l'église des Jésuites; l'Uni- « versité peut d'ailleurs acquitter sa mission dans une « autre église, comme elle l'a fait les années précé- « dentes » (26 avril); — à l'approbation par le maréchal de l'emprunt demandé par le prieur de l'abbaye aux munitionnaires généraux, à raison de l'intérêt de 5 % seulement, dont la retenue sera faite sur le prix des loyers que le service de la Régie doit payer aux religieux, qui feront exécuter par économie les ouvrages demandés (10 mai); — à la lettre du prieur de l'abbaye écrivant à M. de Brou qu'il ignorait que les plan et devis, mis sous ses yeux, avaient été dressés d'après une ancienne estimation, que M. Bunel lui ayant dit que

L'attaché aux ponts et chaussées avait fait le plan de l'estimation et qu'il offrait de se charger de la construction, il l'avait fait venir à l'abbaye, mais que, mis en demeure de l'exécuter, il avait répondu que les prix avaient augmenté d'un tiers et que la seule différence de bois était un objet de plus de mille écus ; en conséquence, il demande une adjudication publique et de lui faire prêter une somme proportionnelle à la dépense (19 mai) ; — à l'ordonnance pour l'adjudication au rabais des ouvrages aux magasins de St-Étienne (22 mai).

C. 2369. (Liasse.) — 41 pièces, papier.

**1786.** — Affaires militaires. — Régie des vivres. — Élection de Caen. — Correspondance entre MM. le maréchal de Ségur, ministre ; Feydeau de Bron, Intendant de la Généralité ; le procureur-général du Parlement de Rouen ; de Montcarville, commissaire ordonnateur des guerres ; Du Bus, directeur des vivres ; dom Mesnilgrand, prieur de l'abbaye de Saint-Étienne ; Le Paulmier, subdélégué et Heuzé de St-Paul, directeur de l'Artillerie, relative : à l'envoi par M. de Montcarville de deux exemplaires de l'adjudication au rabais des deux planchers à faire, dans la salle des gardes du duc Guillaume à l'abbaye de St-Étienne, pour le service des vivres (24 juillet) ; — à l'autorisation par le maréchal de Ségur de l'avance à faire par les munitionnaires généraux des vivres aux religieux Bénédictins de l'abbaye de St-Étienne de Caen, d'une somme de 12,900 livres, à charge par eux, d'en payer l'intérêt à raison de 5 % pour la construction de deux planchers (16 août) ; — à l'avis transmis par le prieur de l'abbaye à l'Intendant que les nouveaux travaux élèvent les frais à 14,403 livres et que, n'ayant reçu que 8,000 livres, « il reste une lacune de 6,400 livres ; je vous proteste que j'ai fait mon possible pour n'être pas à charge à la Régie des vivres, mais jamais je n'ai pu trouver un sol en constitution. Je vous demande en grâce de nous faire expédier, le plus promptement que faire se pourra, une nouvelle ordonnance pour toucher cette somme, car nous sommes vraiment dans un cas de détresse » (18 août) ; — à l'avis transmis à M. de Brou par M. de Montcarville qu'il a été reconnu, à mesure de l'avancement des ouvrages, qu'ils nécessitaient des augmentations qu'on n'avait pas pu ou voulu prévoir dans la crainte que, faisant connaître au vrai la dépense qui résulterait de l'établissement des deux planchers, le ministre ne refusât de l'approuver, de sorte que la somme des nouveaux frais s'élèvera à 2,146 livres 6 sols que l'intendant doit

approuver ( 5 septembre) ; — à l'approbation de M. de Brou, qui écrit que, puisque dom Mesnilgrand ne demande point de nouvelles avances de la part de la Régie pour cette augmentation et se charge d'en faire les fonds, l'administration n'y a plus d'intérêt que pour la fixation du loyer qui augmentera de 5 % du prix de cette augmentation (11 septembre) ; — à l'avis donné à dom Mesnilgrand qu'il est absolument nécessaire que l'abbaye fasse l'avance des 2,146 livres 6 sols de supplément, car « toutes représentations à ce sujet « deviendroient inutiles, l'objet est si mince par lui-même, qu'on ne sauroit présumer que l'abbaye de « Étienne ne puisse trouver dans ses ressources les « moyens d'y faire face » (8 octobre) ; — aux réparations urgentes à faire à la tour du magasin de l'abbaye ; « aussitôt, écrit M. de Montcarville, que le nouvel « escalier a été monté dans la tour carrée qui lui sert « de cage, que le poids de cet escalier a fait céder la « face et les deux angles extérieurs, de façon que cette « tour menace de culbuter » ; il ajoute que les frais de consolidation s'élevaient à 1,000 ou 1,200 livres, et il propose de placer l'escalier neuf dans une petite salle étroite servant aux séances de la juridiction de l'abbaye, qui est sur une bonne voûte et par conséquent solide et attenante au magasin des vivres, de sorte que tout se trouverait sous la même clef (13 octobre) ; — à l'avis que l'abbaye est dans l'absolue impossibilité de pourvoir aux nouvelles dépenses qu'exigent les dites réparations (16 octobre) ; — la réponse négative de l'Intendant qui écrit au prieur de l'abbaye, qu'ayant déjà sollicité et obtenu deux fois du ministre des avances en sa faveur, il ne peut renouveler encore une même demande, d'autant qu'il ne saurait se porter à lui représenter qu'une maison aussi considérable que la leur fût hors d'état de fournir 2 à 3,000 livres de fonds ; « d'ailleurs, vous ne pouvez prétendre à louer votre « grenier, sans fournir un escalier pour y accéder, « ainsi vous ne pouvez qu'être satisfait des facilités « qu'on vous donne pour pratiquer cet escalier avec le « plus de facilité et d'économie possible » (30 octobre) ; — à l'avis de M. de Montcarville, que la voûte, qu'ont fait démolir les sieurs Du Bus et Bunel, a compromis la solidité de la tour menaçant ruine, « mais, ajoute-t-il, la sottise faite, il n'est plus guère possible d'y remédier qu'en maintenant la tour au lieu de la supprimer. » Il enverra l'état estimatif de la dépense qui en résultera, « laquelle, ajoute-t-il, ne peut être au compte des religieux, parce que c'est nous qui sommes cause de cet accident et qu'il est de principe, « que, quand on fait tomber la maison d'autrui, on est

« obligé de la relever à ses frais; ainsi, il faut que cet  
 « objet de dépense soit aux frais de ceux qui ont conçu  
 « ce mauvais projet, ou aux frais du Roy..... Cet objet  
 « forme un article entièrement à part de l'adjudication  
 « et ne peut faire aucunement partie des fonds, dont  
 « l'abbaye sera dans le cas de tenir compte.... Le prieur  
 « prétend n'avoir pas un sol dont il puisse disposer pour  
 « cet objet, et dans le fait, cette maison, toute consi-  
 « dérable qu'elle est, a la réputation d'être fort arriérée,  
 « et depuis longtemps. » Il termine en exprimant son  
 vil regret d'avoir à surveiller l'exécution de ces travaux,  
 qui lui occasionne plus de tracas que la chose ne vaut,  
 car il ne se dissimule pas que ce ne sera jamais une  
 besogne bien bonne ni un bâtiment bien solide, vu  
 l'énormité du poids qu'il aura à supporter par les grains  
 qu'on y mettra (7 novembre); — au procès-verbal de la  
 visite des dégâts de la dite tour, par le sieur Guéret,  
 sur la réquisition de M. de Montcarville (20 octobre);  
 — au détail estimatif des ouvrages de maçonnerie,  
 couverture, menuiserie, serrurerie, etc., qu'il convient  
 de faire pour la perfection des greniers à blé, établis  
 dans la cour de l'ancienne Abbatale, en conformité du  
 devis additionnel du 20 octobre (15 décembre); — à la  
 nouvelle lettre explicative de M. de Montcarville, éta-  
 blissant ce qui peut être porté au compte des religieux  
 et à celui du Roi, « par la faute du sieur Bunel, qui  
 « a fait le 1<sup>er</sup> devis et qui a rompu, pour faire passer  
 « son escalier, la voûte qui servoit de lien entre cette  
 « tour et la cottière »; il termine en disant que d'après  
 toutes ces augmentations, réparations et extensions,  
 la dépense s'élèvera bien à 20,000 livres, à l'aide des  
 quelles « on se sera procuré un superbe magasin,  
 « sous la même clef, pour 4,000 sacs de grains, ce qui,  
 « à 100 pistoles ou 1,200 livres de loyer par an, ne  
 « feroit pas pour chaque sac un loyer de 5 ou 6 sols  
 « par année. C'est cette considération qu'il faut pré-  
 « senter au ministre pour le décider à s'exécuter pour  
 « la totalité de l'exécution du projet, dans une ville  
 « surtout qui sert de dépôt à l'approvisionnement de  
 « toutes les troupes de votre Généralité, et dans la-  
 « quelle on n'a aucune ressource actuelle, du côté des  
 « emplacements, et une espérance, encore fort incer-  
 « taine ou au moins fort éloignée, de s'en pouvoir  
 « procurer par la suite, dans les édifices militaires  
 « projetés » (26 décembre); — au procès-verbal de  
 l'examen fait par le sieur Guéret des dégradations faites  
 tant intérieurement qu'extérieurement aux murs prin-  
 cipaux, piliers et voûtes, qui portent les magasins à  
 blé de l'abbaye (28 décembre); — à l'impossibilité  
 d'établir « un état estimatif de la dépense à faire pour

« le rempiettement du pied des murs, des caves et  
 « celliers qui sont sous le magasin, et qui a été dégradé  
 « par les fumiers des chevaux et des cochons, ainsi  
 « que par les eaux provenant des terrains supérieurs,  
 « qui ont ruiné les fondations, » avant que les fagots,  
 fumiers et autres immondices soient enlevés des caves  
 et celliers, et à la nécessité de faire par économie ces  
 travaux, qui ne peuvent l'être par entreprise (29 dé-  
 cembre); — à la lettre en conséquence, adressée par  
 M. de Montcarville à l'Intendant, qui pourrait engager  
 dom Mesnilgrand à céder les vieilles pierres provenant  
 des murs en démolition (29 décembre); — certificats  
 du directeur des vivres, constatant que diverses mai-  
 sons ont été occupées par le service des vivres; — état  
 des transports exécutés par la Régie des convois mili-  
 taires au compte de celle des vivres; — états des avances  
 faites au compte du Roi, aux soldats déserteurs et à  
 ceux allant et revenant des hôpitaux externes, passant  
 dans le département durant l'année 1786.

C. 2370. (Liasse.) — 32 pièces, papier.

**1787.** — Affaires militaires. — Régie des vivres. —  
 Élection de Caen. — Correspondance entre MM. le  
 maréchal de Ségur, ministre; de Launay, Intendant de  
 la Généralité de Caen; de Montcarville, commissaire  
 ordonnateur des guerres; dom Mesnilgrand, prieur de  
 l'abbaye de St-Étienne; de Montzaigle, directeur des  
 vivres, et Didier, ingénieur des ponts et chaussées,  
 relative : à l'envoi d'un procès-verbal et d'un état esti-  
 matif de la dépense à faire au pied des murs des caves  
 et celliers, qui sont sous le magasin des vivres de la  
 ville de Caen, dépendant de l'abbaye de St-Étienne  
 (3 février); — à l'urgence des mesures à prendre  
 pour obvier au mal, aussi l'Intendant invite-t-il  
 dom Mesnilgrand : 1<sup>o</sup> à donner congé à tous les  
 locataires des caves et celliers; 2<sup>o</sup> à faire enlever  
 les fumiers et immondices au rez-de-chaussée de ces  
 caves et celliers; 3<sup>o</sup> et à démolir les fourneaux et  
 chaudières de ces souterrains; 4<sup>o</sup> enfin, à céder les  
 vieilles pierres pouvant servir à réparer les murs  
 et piliers des voûtes souterraines (3 février); — à  
 l'avis que le prieur de l'abbaye cédera volontiers les  
 pierres provenant d'anciennes démolitions, mais qu'il  
 n'a aucuns fonds pour exécuter les autres travaux,  
 dont l'urgence est indispensable à cause de la rentrée  
 successive des grains achetés; aussi M. de Montcarville  
 a-t-il enjoint à dom Mesnilgrand de faire déloger tous  
 les locataires des caves et celliers pour le 1<sup>er</sup> avril; il  
 prévient l'Intendant que les entrepreneurs réclamaient



avec instance le remboursement de leurs avances de 4,000 livres en supplément des 12,900 livres de la 1<sup>re</sup> adjudication qui étaient insuffisantes (16 février); — à la lettre de M. de Launay écrivant à M. de Montcarville qu'avant de répondre à sa dernière lettre il s'était fait remettre toutes les pièces relatives à la construction des deux planchers: « J'ai vu avec peine, je ne vous le dissimule pas, qu'après avoir fait une dépense de 12,900 livres, montant de l'adjudication du 1<sup>er</sup> juillet 1786, les entrepreneurs sont fondés à réclamer une somme de 4,275 livres 18 sols 9 deniers pour ouvrages d'augmentation jugés nécessaires, et qui, en conséquence, ont été exécutés;... d'après l'emploi d'une somme déjà considérable, il étoit à présumer que l'administration alloit mettre la Régie des vivres à portée de faire usage du nouveau magasin construit à tant de frais..... mais suivant votre rapport, il y auroit danger à faire emploi de ce magasin, parce que les murs pèchent par leur baze.... Il eût été à désirer que le procès-verbal du sieur Guéret eut précédé l'adjudication du 1<sup>er</sup> juillet, et d'après le vice reconnu des fondements de cet édifice, on se seroit peut-être abstenu d'y établir des planchers..... — Vous me proposés de faire porter au compte du Roy la somme de 4,275 livres 18 sols 9 deniers. Je vous avoue que je pense ainsi que mon prédécesseur, et vois beaucoup d'inconvénient à former une 3<sup>e</sup> demande vis-à-vis du ministre, ce seroit porter atteinte à la convention, qui subsiste entre les munitionnaires et les religieux, sans la sanction de M. le maréchal de Ségur.....; d'après ces observations vous concevés combien j'aurois d'éloignement et même de réputation à rendre compte de nouveau au ministre de cette affaire, ce seroit lui avouer qu'elle a été entamée légèrement et dirigée avec peu de soin. » En conséquence, il recommande à M. de Montcarville de communiquer ses réflexions à dom Mesnilgrand et d'insister fortement pour qu'il détermine la communauté à faire l'avance nécessaire pour le paiement des entrepreneurs et l'achèvement des ouvrages (5 mars); — à l'ordre donné par M. de Launay à M. Didier de vérifier avec l'entrepreneur l'état des lieux, afin de trouver un moyen d'assurer la solidité des magasins d'une manière économique (5 mars); — au rapport sur l'état actuel et les réparations à exécuter (11 et 13 mars); — au détail estimatif des ouvrages à faire pour consolider les greniers de la régie des vivres établis dans l'enceinte de l'abbaye, dont les frais s'élèveraient à 2,334 livres 9 sols 6 deniers (16 mars); — au toisé du pavage exécuté pour le compte de la Régie dans l'intérieur de l'abbaye

(16 mars); — à la lettre de M. de Montcarville envoyant à M. de Launay l'ampliation de l'acte capitulaire remis le 7 février 1786, à M. de Brou et prétendant que l'abbaye s'est engagée de rembourser à la Régie des vivres le montant des dépenses avancées pour la construction des planchers, et pour faciliter ce remboursement il propose à l'abbaye d'abandonner à la Régie les 1000 livres qu'elle reçoit du Roi pour le loyer des divers emplacements occupés par la Régie (17 mars); — à l'invitation de M. de Launay à M. de Montcarville de venir conférer avec lui, attendu que les termes de l'acte capitulaire ne sont pas conformes aux interprétations qu'en a données M. de Montcarville (22 mars); — aux nouvelles et définitives propositions faites par l'Intendant au prieur de l'abbaye, d'après lesquelles: 1<sup>o</sup> il n'est plus question de faire rembourser les capitaux avancés par la Régie pour la construction des greniers; 2<sup>o</sup> le Roi payera pendant 9 ans 2 % sur le pied de 20,000 livres, montant évalué des réparations totales des greniers (23 mars); — à l'acceptation par dom Mesnilgrand de l'arrangement proposé par l'Intendant. Il demande en conséquence qu'on annulera la soumission prise par l'abbaye de faire à la Régie l'intérêt des 12000 livres qu'elle a reçues pour payer les entrepreneurs, et qu'au bout de 18 ans elle rentrera dans toute sa propriété, sans être soumise à aucune répétition quelconque, à raison des avances faites par le Roi. Il propose de passer un bail de 18 ans et d'en faire l'intérêt à 2 1/2 % pendant la durée du bail, qui doit embrasser tous les divers emplacements de l'abbaye. Il ajoute: « L'abbaye, Monsieur, croit qu'il est juste que, lorsque vous les aurez reconnus, vous daigniez fixer le prix des loyers, eu égard au terme de 18 années, au nombre de sacs que ces emplacements peuvent contenir, aux autres avantages que la Régie peut en retirer et au prix qui se paie dans toute la ville pour des établissements pareils. Sur ces objets, Monsieur, l'abbaye s'en rapporte totalement à votre équité, elle s'empressera toujours de vous donner des preuves de son zèle pour le service du Roi et tout ce qui peut vous être personnellement agréable » (23 mars); — au rapport de M. Didier, ingénieur, sur le détail estimatif des ouvrages de consolidation des nouveaux greniers et des réparations à la boulangerie, montant à 5,523 livres 10 sols 5 deniers, dont l'ingénieur estime qu'il doit être fait fonds pour éviter l'embarras d'avoir à former de nouvelles demandes à l'avenir (30 mars); — à l'avis demandé par M. le maréchal de Ségur à M. de Launay: 1<sup>o</sup> sur un mémoire des munitionnaires des vivres au sujet d'un excédent de dépense à faire,

tant pour donner plus de solidité aux magasins construits dans l'abbaye de St-Étienne, que sur l'avantage qu'il y aurait d'établir un troisième plancher dans le comble de ce magasin, ce qui procurerait la facilité d'y emplacer 4 à 5,000 sacs de grains ou farines; 2° sur l'évaluation des souterrains; 3° sur la nécessité de paver le chemin de l'enceinte, par lequel les troupes passent pour aller à la distribution du pain (21 avril); — à la supplique du sieur P. Lance, entrepreneur, à l'effet d'être remboursé des 4,295 livres 18 sols 9 deniers qui lui sont dus sur ses derniers travaux, afin qu'il puisse satisfaire au paiement des matériaux et des ouvriers employés aux mêmes ouvrages (1<sup>er</sup> mai); — à la lettre de M. de Montzaigle priant M. de Launay d'obtenir du supérieur du Séminaire de laisser encore le service des vivres jouir du grenier, qui est indispensable, les munitionnaires ayant jugé nécessaire de faire monter à 10,000 sacs l'approvisionnement à établir dans la place de Caen (1<sup>er</sup> mai); — au compte-rendu de toute cette affaire au maréchal de Ségur par M. de Launay (5 mai); — à la lettre de dom Mesnilgrand, qui s'en rapporte absolument à la justice de M. de Launay sur tous les arrangements qu'il lui a proposés et demandant que le bail de 18 ans sera souscrit à commencer à la St-Michel ou au 1<sup>er</sup> janvier, il lui fait toutefois observer que tous les emplacements renfermeront 5,600 sacs, outre les fours et magasins à pain, et que le prix le plus modique donné dans toute la ville est de 10 sols par sac: « comparez, Monsieur, ce qu'on nous donne, « en y comprenant tous les objets même étrangers aux « greniers; je fixois dans mon idée le prix du nouveau « bail, dans lequel entreraient le cloître St-Benoist, les « 2 jardins, les caves et les écuries que nous venons de « faire évacuer et qui ne font pas partie des loyers « actuels, à 2,000 livres pendant 18 années. Je ne crois « pas, Monsieur, que le Roi ait jamais fait de meilleures « affaires; j'ai l'honneur de vous répéter que nous « n'avons point de volonté là-dessus et que vous serez « absolument le maître, tout ce que vous jugerez convenable le sera pour nous » (24 mai); — à une nouvelle lettre du prieur, qui, après avoir énuméré tous les emplacements remis et à remettre à la Régie des vivres, écrit à l'Intendant: « d'après le dire des personnes les « plus désintéressées et les plus au fait, l'objet, dans « sa perfection, vaut 5,000 livres, je le réduis à 4,000 livres, si la Régie trouve ce prix trop considérable, « convenons d'arbitre pour fixer l'évaluation, il est certainement bien modique, en le comparant à celui que « le Roi paie partout ailleurs. D'après cela, Monsieur, « il n'y a plus rien de compliqué. On ne m'en objec-

« teroit point que le Roi a fait des dépenses sur notre « fonds et nous couperons pied à des tracasseries inévitables pour l'avenir... Je serois désespéré, Monsieur, « que vous puissiez croire que je cherche à embarrasser « la besogne; je vous répète, Monsieur, que je souscrirai le bail de 18 ans, si vous le jugez nécessaire, « mais vous m'avez permis de vous faire des observations et je crois celles-cy de la plus stricte équité et « propres à prévenir tous les inconvénients » (26 mai); — aux renseignements de M. de Montzaigle sur les divers emplacements de l'abbaye et leur contenance, sur l'ancien bail et sur les nouveaux emplacements, grâce auxquels l'abbaye pourra contenir 5643 sacs de froment (27 mai); — à la réponse de M. de Launay exprimant sa surprise à dom Mesnilgrand, dont les prétentions et le ton de la lettre du 26 mai sont en si complet désaccord avec le contenu de sa lettre du 24, lui disant nettement qu'il est impossible à un administrateur de se prêter sur un seul objet à tant de variations: « J'espère que vous n'y mettrez plus d'obstacles et que, « dès la réception de ma lettre, vous vous rappellerés « vos anciens engagements et la déférence que vous « m'avez marquée pour tout ce qui pourroit intéresser « l'administration. Je ne vous demande pour toute « réponse qu'un consentement pur et simple pour « un arrangement définitif, fondé en raison et qui a « l'équité même pour baze; dès la remise de cette « pièce, je m'empresserai de mettre le tout sous les « yeux du ministre de la guerre » (29 mai); — à l'avis donné par le prieur de l'abbaye de St-Étienne que les religieux l'ont autorisé à passer bail de 18 années pour les emplacements nécessaires au service des vivres; « je ne tiens point un langage différent et « je ne varierai jamais en vous assurant de toute ma « déférence à vos volontés; j'ai l'honneur de vous en « réitérer mes protestations et de vous répéter que je « souscrirai, dès que vous le voudrez, le bail de 18 « années.... Je ne puis, M., vous dissimuler que « l'avantage qu'on paroissoit nous faire dans l'arrangement proposé, s'évanouit par la nouvelle cession « qu'on exige de nous, et que laissant, au bout du bail, « à l'Intendance la faculté de fixer le prix des loyers, « nous nous croirons très lésés dans une propriété « précieuse; ce que je proposois évitoit toute discussion « pour le présent et pour l'avenir. La franchise, avec « laquelle vous avez bien voulu me parler, ne me « permet pas de douter que nos craintes sont très « fondées et vous êtes trop juste pour les condamner; « écrivez, M., au ministre et soies sûr que nous adopterons vos arrangements, quels qu'ils soient » (30 mai).

C. 2371. (Liasse.) — 35 pièces, papier, 1 plan.

**1787.** — Affaires militaires. — Régie des vivres. — Élection de Caen. — Correspondance entre MM. le maréchal de Ségur, ministre; de Launay, Intendant de la Généralité de Caen; de Montcarville, commissaire ordonnateur des guerres; dom Mesnilgrand, prieur de l'abbaye de St-Étienne; de Montzaigle, directeur des vivres, et Didier, ingénieur des ponts et chaussées, relative: au mémoire adressé par les munitionnaires des vivres au maréchal de Ségur, pour lui exposer l'ensemble des travaux déjà exécutés dans l'enceinte de l'abbaye et de ceux qu'il serait urgent d'autoriser M. de Launay à faire continuer, en conformité du nouveau devis établi d'après les ordres de M. de Brou, par l'ingénieur des ponts et chaussées, et à délivrer, sur la caisse des vivres de Caen, ses ordonnances des sommes dues pour les dits travaux. « La ville de Caen, disent-ils, « devant dans tous les cas être considérée comme une « place de dépôt, étant conséquemment nécessaire d'y « entretenir des approvisionnements proportionnés à « la situation, les munitionnaires croient devoir sou- « mettre à Monseigneur des réflexions qui seront « justifiées par la connaissance du local et par l'intérêt « du service. » Ils proposent : 1° de placer un troi- sième plancher de manière à établir un quatrième magasin de 900 sacs; 2° de faire évacuer les locataires des souterrains qui y établissent des chaudières de lessives, des écuries et des étables pour y nourrir des bestiaux, d'où il résulte des inquiétudes continuelles du feu, des exhalaisons pernicieuses aux grains, et de réunir aux emplacements destinés au service ces sou- terrains que réclame, depuis 1778, le garde-magasin pour y entreposer les approvisionnements en bois et fagots et les ustensiles, dont l'encombrement dans les magasins rétrécit la place des matières et gêne beau- coup les manœuvres que leur conservation exige; 3° de faire paver le chemin conduisant à la manutention et où se trouve un borbier de plusieurs toises en longueur et largeur, qui, principalement en hiver et par les temps de pluie, forme une fondrière, dont les vapeurs malsaines sont nuisibles aux matières, accélèrent la fermentation des farines, aigrissent les levains et hâtent trop l'apprêt des pâtes; 4° de construire un plancher intermédiaire entre le magasin à pain et sa toiture trop élevée, ce qui expose le pain à un des- sèchement trop prompt, en été, et à la gelée, en hiver, et toujours aux ordures et égoutures de l'in- térieur du toit qui répugnent au soldat et occasionnent

des mécontentements; ils supplient le maréchal d'auto- riser M. de Launay à ordonner ces constructions pour le paiement desquelles les munitionnaires tiendront à sa disposition les fonds proportionnés aux dits ouvrages (juin); — aux notes autographes de M. de Launay, intitulées : « Abrégé du plan dans lequel je conçois que « doit être rédigée la lettre à écrire au ministre, rela- tivement à l'établissement des vivres de l'abbaye de St-Étienne » (juin); — à la longue lettre rédigée d'après les indications de M. de Launay, où se trouve résumé tout le détail de l'affaire et où l'on rend pleine justice au prieur de l'abbaye, « qui a souscrit, avec le désin- « téressement et l'honnêteté qui le caractérisent, les « clauses du bail de 18 ans. Cette convention simple, « qui a son principe dans l'équité et dont le résultat « est avantageux pour S. M., terminera toute espèce « de difficultés. » Les frais s'élevant à 23,299 livres 8 sols 3 deniers, ajoutés à ceux du loyer, feront que, dans la place de Caen, un sac de grain reviendra pour sa location annuelle à 6 sols, tandis que, dans les autres places, comme à Cherbourg, dont l'établis- sement des vivres coûte 180,000 livres, le sac revient au au moins à 10 sols; « cette considération est décisive « et me fait espérer, ajoute M. de Launay, que vous « voudrez bien accorder votre suffrage à cet arrange- « ment; je ne vous l'ai proposé qu'après l'examen le « plus réfléchi et l'attention la plus scrupuleuse (7 juin); — à l'autorisation par le maréchal de construire un nouveau plancher dans le magasin de l'abbaye affecté au service des vivres, de s'occuper du rempliement des fondations, de donner de l'écoulement aux eaux supé- rieures, d'établir un pavé de communication pour les soldats et de plafonner les pièces des fours ainsi que le dépôt du pain, enfin à la passation du bail avec les religieux (19 juin); — à la nouvelle supplique du sieur Lance, entrepreneur des bâtiments, pour obtenir une ordonnance de paiement de 4,275 livres 18 sols 9 deniers, afin de satisfaire aux ouvriers et marchands auxquels il est redevable (21 juin); — à l'instance demande de M. de Montzaigle à l'effet de faire évacuer, sans délai, les locataires des caves et celliers et autres emplacements souterrains et contigus aux greniers affectés au service des vivres (26 juin); — à la lettre de M. de Launay écrivant de Flers à dom Mesnilgrand que S. M. ayant approuvé toutes ses propositions faites au ministre de la guerre, il a donné ses ordres afin que l'on procède immédiatement aux ouvrages néces- saires pour consolider les deux greniers nouvellement construits, avant de les livrer aux munitionnaires; il lui recommande de faire évacuer, sans délai, les caves,



celliers, écuries, ce que dom Mesnilgrand lui avait promis, le 24 mai dernier, pour que les munitionnaires puissent y loger le bois nécessaire à la confection du pain de munition, et de passer au plus tôt le bail de loyer de tous les emplacements (29 juin); — aux certificats du sieur Laufrey Delisle, garde-magasin des vivres à Caen, attestant qu'il est dû aux religieux Bénédictins, le loyer de divers magasins, fours et emplacements occupés par la régie des vivres (30 juin); — aux ordres de M. de Launay à l'architecte, de faire exécuter sans délai et par économie : 1° le rempliement des murs, 2° la charpente pour soutenir les poutres des deux greniers, 3° les autres travaux de consolidation, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur (2 juillet); — au procès-verbal de la double visite, faite le 3 février et le 26 juin, des ouvrages exécutés aux nouveaux greniers construits pour le service des vivres, par M. de Montcarville avec M. de Montzaigle, le sieur Laufrey, garde-magasin, et le sieur Lance, entrepreneur, réclamant toujours 4,275 livres 18 sols 9 deniers, redus pour le supplément aux travaux de la première adjudication de 12,900 livres; M. de Montcarville fixe à 200 livres les honoraires du sieur Guéret, architecte de la ville (3 juillet); — à la réponse de M. de Launay, annonçant qu'il va expédier une ordonnance de paiement de la somme due au sieur Lance, mais qu'il doit ajourner le paiement des honoraires du sieur Guéret, qui n'avaient pas été mentionnés dans la correspondance de M. de Montcarville à M. de Brou et qui devaient faire l'objet d'un mémoire spécial (10 juillet); — à la dite ordonnance de paiement à faire par le sieur de Montzaigle sur la caisse des vivres, au compte du Roi (10 juillet); — à la lettre de M. de Montcarville qui n'avait pas cru devoir faire un mémoire spécial pour les honoraires de l'architecte, qui, d'après les précédents, devait recevoir le sol pour livre, passé en usage pour ces sortes d'objets, ainsi qu'il l'avait vu pratiquer depuis 1781 qu'il est employé dans la Généralité, il cite le sol pour livre accordé par M. Esmangart, en août 1782, au sieur Boisard, architecte et par M. de Brou, en juin 1786, au sieur Gillet, architecte (13 juillet); — à la copie certifiée conforme par M. de Montcarville du procès-verbal de rempliement à faire à la tour du magasin de l'abbaye de Saint-Étienne, servant de cage au nouvel escalier qu'on y a établi pour accéder aux greniers des vivres (13 juillet); — au rappel du mémoire adressé à l'Intendant par l'architecte, réclamant ses honoraires de 200 livres, pour la conduite des travaux de construction, qui se sont élevés à la somme de 17,000 livres

(9 août); — à la lettre de M. de Montzaigle, priant M. Didier de le mettre à même de répondre à la compagnie des munitionnaires, qui lui demande l'état actuel des magasins de l'abbaye, la note des réparations faites et le devis de celles à faire encore, afin qu'elle sache le prix total à payer pour cet objet (9 août); — à la réponse de M. Didier à M. de Montzaigle, en lui envoyant : 1° la copie de l'estimation des réparations aux magasins de l'abbaye, 2° celle de la lettre de M. de Launay, l'autorisant à y préposer des ouvriers pour exécuter les dits ouvrages par économie, l'assurant que, d'ici à 4 ou 5 jours, tout ce qui concerne la consolidation du premier grenier sera parachevé, et que la dépense n'excédera pas son estimation, enfin que le surplus des ouvrages ordonnés sera terminé dans le courant d'octobre prochain (17 août); — à l'état des dépenses en deniers pour les journées d'ouvriers et fournitures de matériaux employés aux réparations du grand magasin de l'abbaye jusqu'au 22 novembre; — aux représentations du Directeur des vivres sur ce que les constructions et réparations, faites à l'établissement des vivres dans la cour de l'abbaye, ont donné lieu à un amas de décombres, dont il demande le déblaiement, en conséquence, il propose à l'Intendant de vouloir bien ordonner : 1° le déblai d'environ 70 toises de terre et plâtras, qui gênent le passage des voitures et empêchent l'écoulement des eaux de pluie dans l'Odon, 2° une porte à l'entrée de la cour des travaux pour la sûreté du service, 3° un pavé devant les magasins de l'ancienne Abbatale, pour en faciliter l'accès aux voitures, qui défoncent le terrain au point de le rendre presque inaccessible, 4° une guérite à l'entrée de la dite cour des travaux, afin que la sentinelle puisse surveiller les distributions et servir à la sûreté du service dans tous ses détails (18 décembre); — à la lettre de dom Mesnilgrand à M. de Launay pour la passation du bail : « voilà le 1<sup>er</sup> janvier et c'est « l'époque à laquelle il doit commencer. Je serais « bien péné que cet objet, auquel vous avez bien « voulu donner vos soins et pour lequel j'ai eu beau- « coup de mal, restât plus longtemps en souffrance. » (21 décembre); — à la lettre de l'Intendant à M. Didier pour lui demander un état estimatif des différents travaux que réclame le Directeur des vivres et le prier de vérifier si ces travaux sont absolument nécessaires, et s'ils ne doivent pas être à la charge des religieux comme propriétaires, et en égard aux loyers que le Roi leur paye pour les emplacements servant aux travaux (23 décembre); — certificats du garde-magasin des vivres constatant qu'il est dû aux Bénédictins et à

divers particuliers, le loyer de leurs maisons occupées par le service des vivres (23 décembre).

C. 2372. (Liasse.) — 26 pièces, papier.

1788. — Affaires militaires. — Régie des vivres. — Élection de Caen. — Correspondance entre MM. le comte de Brienne, ministre; de Launay, Intendant de la Généralité; de Montcarville, Ballias de Laubarède, commissaires des guerres; dom Mesnilgrand, prieur de l'abbaye de Saint-Étienne, et de Montzaigle, directeur général du Directoire des subsistances militaires; Didier, sous-ingénieur des ponts et chaussées, relative: au projet de bail de 18 années à passer pour le loyer des différents emplacements, servant aux travaux et à la manutention des vivres, situés dans l'enceinte de l'abbaye de Saint-Étienne de Caen; — aux observations des religieux Bénédictins aux diverses clauses du dit projet de bail; — à la réponse de l'Intendant aux dites observations des prieur et religieux de l'abbaye et aux nouvelles observations écrites en marge de chaque article de la réponse de l'Intendant; — à la rédaction définitive du dit bail, consenti au profit de S. M. pour le service des vivres par les sieurs prieur et religieux de l'abbaye, aux clauses et conditions stipulées par dom Jean-François Mesnilgrand, prieur de l'abbaye, à ce dûment autorisé, pour 18 années consécutives à compter de ce jour (1<sup>er</sup> janvier 1788) jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1807, des différents emplacements situés dans la cour de la dite abbaye, déjà occupés par le service des vivres, moyennant la somme de 4,800 livres, « dont « l'abbaye s'est contentée en considération des dépenses « faites par S. M. pour l'augmentation et la perfection « des dits magasins, et parce qu'à l'expiration du pré- « sent bail, elle rentrera dans la libre et pleine et « entière disposition des dits magasins, logements, « terrains et emplacements, comme de tous autres « biens et revenus qu'elle a continué d'affermir »; au moyen de la dite somme de 4,800 livres, payée au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, l'abbaye s'est soumise à toutes les réparations, autres cependant que les réparations locatives; de plus « il a été stipulé que dans le cas où « la surcharge occasionnerait l'écartement des murs « ou l'affaissement des voûtes et planchers de tous les « magasins, l'abbaye ne seroit susceptible d'aucuns « frais et qu'il en seroit de même si la dite abbaye « étoit par la suite inquiétée soit pour la durée du dit « bail de 18 années ou par défaut d'acte notarié. » Le dit bail signé par M. de Launay au nom du Roi et par dom Mesnilgrand, au nom de l'abbaye (1<sup>er</sup> janvier 1788);

— à l'inventaire des matières et effets existant au 1<sup>er</sup> janvier dans la place de Caen, à la garde du sieur Laufrey-Delisle, préposé, de Jacques-Christophe Naudet, munitionnaire général des vivres, vérifié par le chevalier Ballias de Laubarède, attestant qu'il y avait, tant à l'abbaye de Saint-Étienne qu'à l'église des Jésuites, au couvent des Jacobins que dans les magasins loués aux sieurs Moisson et Pierre, 279 sacs et 110 livres de froment, 1,170 sacs de blé seigle, 2,460 sacs, 120 livres 6/9 de méteil, 5,871 sacs de toile et treillis, 944 ustensiles de fours appartenant au Roi et 229 appartenant au munitionnaire (1<sup>er</sup> janvier); — à l'état des sommes payées pour frais de journaliers employés à ensacher, peser les grains et farines et à rassembler les sacs vides et ustensiles des magasins de Caen, certifié par le garde-magasin et vérifié par le commissaire des guerres (8 janvier); — au rapport sur la demande faite à l'Intendant par le directeur des vivres de la ville de Caen, constatant que l'ingénieur, après l'examen sur les lieux, a déclaré urgent: 1<sup>o</sup> de faire opérer le déblai des terres provenant des démolitions et réparations des magasins de l'abbaye; 2<sup>o</sup> d'établir une correspondance entre le magasin des farines et la cour des fours par un chemin pavé; 3<sup>o</sup> de fermer l'entrée de la cour des travaux, où sont tous les ustensiles, par une porte solide; 4<sup>o</sup> de poser une guérite pour la sentinelle près de la tour adossée aux grands magasins. La dépense de ces divers travaux et des honoraires de l'ingénieur est estimée à 3,927 livres (10 janvier); — à l'envoi du dit rapport par M. Didier, qui regrette de n'avoir pu comprendre les nouveaux ouvrages dans les premiers devis, parce qu'il n'avait pas alors, sur le service de l'établissement des vivres, les connaissances de détail nécessaires pour prévoir tout ce qui deviendrait indispensable d'exécuter: « Je crois, ajoute-t-il, qu'au moyen de ces nouveaux « objets, il ne restera rien à faire ni à désirer pour la « solidité, ni pour la sûreté et facilité du service dans « ces magasins, sauf toutes fois l'extension que les « circonstances pourront exiger dans leur étendue » (10 janvier); — aux observations à joindre au rapport de M. Didier, qui indique la contenance actuelle des greniers de l'abbaye, pouvant contenir 4,400 sacs, et qui pourraient, moyennant l'extension à donner au grand magasin, en contenir 2,500 de plus, c'est-à-dire 6,600 sacs, et même, en temps de guerre, être portés à 8,000 sacs; M. Didier ajoute en finissant: « L'administration, d'après ce court exposé, doit être « parfaitement convaincue qu'on ne pouvoit lui pro- « corer à meilleur marché un établissement aussi vaste, « aussi commode, vu sa situation au milieu du pays de

« la France le plus fertile en bled, à l'abri par sa position des insultes de l'ennemi et à portée, au moyen d'une rivière où l'on embarque directement pour la mer et d'une multitude de grandes routes, dont la ville de Caen est le point central, de distribuer les secours les plus prompts à tous les établissements secondaires de cette Généralité et des circonvoisines » (janvier); — à l'envoi au comte de Brienne par l'Intendant du mémoire présenté par le directeur des vivres, en le priant de l'autoriser à faire immédiatement exécuter les réparations nécessaires au magasin dépendant de l'abbaye de Saint-Étienne, afin qu'il expédie une ordonnance de la somme de 3,927 livres sur le munitionnaire-général des vivres, qui obtiendra, au moyen de l'exécution de ces travaux accessoires, un très-bel établissement à un prix fort modéré (19 janvier); — à la demande du dit directeur des vivres que le grenier, réclamé par le supérieur du séminaire, reste affecté au service des vivres (28 janvier); — à la réponse de l'Intendant à M. de Laubarède, qui devra prévenir le supérieur du séminaire qu'il n'est pas possible, d'ici à quelque temps, de lui faire la remise du grenier situé dans sa maison, le directeur des vivres estimant qu'il doit être conservé encore : 1<sup>o</sup> à cause de l'apparence de l'augmentation des troupes dans la Généralité au printemps prochain, 2<sup>o</sup> à cause des achats de grains et de l'augmentation d'approvisionnements qu'il sera nécessaire de faire à ce sujet (3 février); — à l'envoi à Cherbourg de 600 sacs de farine (7 février); — à la supplique que les recteur, syndic-général, doyens, professeurs et docteurs de l'Université de Caen, adressent à l'Intendant pour rentrer enfin, après douze années, en possession de l'église des Jésuites, devenue leur propriété, en 1763, et confirmée par lettres patentes de novembre 1783, registrées au Parlement le 27 janvier 1784. Ils disent que cette église était destinée aux assemblées et cérémonies de la Compagnie, et que cette longue occupation par les entrepreneurs des vivres cause le plus grand préjudice à l'Université, privée des produits de la location des chaises; ils se plaignent en outre de ce que les vitres ayant été enlevées pour aérer les grains qui y sont déposés, la dite église éprouve toutes les dégradations par les pluies et les vents, dont rien ne peut plus la garantir; ils craignent que la voûte inférieure de l'église ne s'affaisse sous l'énorme surcharge des munitions qu'elle renferme; enfin ils exposent que : « par contrat passé devant les notaires de Caen, le 18 janvier 1718, le sieur de La Rivière, curé de Bréville, fonda dans l'église des Jésuites une mission solennelle, pour être faite de

« dix ans en dix ans, et, lors de la dissolution de cette Société, l'Université fut chargée d'acquitter ou faire acquitter la dite mission, par arrêt du Parlement de cette province du 5 mars 1763; elle eut, en effet, lieu aux années 1764 et 1774; mais elle n'a pu se faire en 1784, l'église de l'Université étant alors occupée, comme elle l'est encore, par les entrepreneurs des vivres »; — aux observations que le directeur des vivres a mises à la suite de la dite supplique, pour représenter à l'Intendant « qu'il est de toute impossibilité que le service des vivres soit privé de l'église des Jésuites (lui servant de magasin aux farines), attendu que la place de Caen fournissant à l'approvisionnement des autres places du département, telles que Avranches, Bayeux, Cherbourg, Saint-Lô et Valognes et dans le département d'Alençon à la place de Falaise, tous les emplacements, dont jouit actuellement le service, sont à peine suffisants pour contenir les matières nécessaires à la subsistance des troupes en garnison et de celles que le gouvernement projette d'envoyer. » Le directeur observe en outre que les réparations de l'église ne regardent pas la Compagnie des munitionnaires, mais S. M., qu'il est vrai que les vitres ont été retirées des fenêtres, parce que les plombs, étant détériorés, laissaient tomber des verres dans les farines, mais que la pluie peut dégrader le pavé et nuire aux matières, aussi demande-t-il qu'il soit mis des toiles peintes aux croisées d'en haut, au compte du Roi. Quant à la fondation de la mission, comme l'Université jouit des fonds y affectés, il lui est très possible de la faire faire dans toute autre église à son choix, d'autant qu'elle ne doit avoir lieu que tous les dix ans; en conséquence, le directeur des vivres supplie M. l'Intendant de vouloir bien, sans avoir égard à la demande de l'Université, ordonner que le service des vivres demeurera en possession de l'église dite des Jésuites (23 février); — à la lettre de l'Intendant à dom Mesnilgrand, pour la rédaction des conventions concernant les portions de bâtiments que l'abbaye de Saint-Étienne cède au Roi, pour la manutention des vivres, dont il y aura quadruple expédition en due forme, afin que ce soit chose entièrement terminée (29 février); — à l'autorisation donnée par le comte de Brienne, pour l'exécution des ouvrages à faire aux dits bâtiments de l'abbaye (15 mars); — à l'ordre donné par l'Intendant au sous-ingénieur de se mettre à l'œuvre, sans délai : « je compte assez sur votre zèle pour croire que vous mettrés dans l'exécution de ces ouvrages toute l'économie possible et que vous voudrés bien veiller à ce qu'ils soient faits



« solidement » (26 mars); — à l'ordonnance de l'Intendant pour faire payer 58,000 livres par le sieur de Montzaigle au sieur Boulabert, soumissionnaire des travaux pour la continuation de l'établissement du service des vivres, ordonné en exécution du nouveau plan proposé par M. de Caux, directeur général des fortifications de la province de Normandie (14 avril); — à la lettre de dom Mesnilgrand à M. Guiard, secrétaire de l'Intendance, en lui envoyant le projet du bail tel que les religieux désirent qu'il soit rédigé: « Si « cette nouvelle édition éprouvoit encore des contradic- « tions, je puis vous assurer que ce seroit une tracas- « serie et de l'humeur toute pure... le passage dans un « petit jardin, qui ne peut jamais être qu'un objet « d'agrément pour Messieurs des vivres, sans pouvoir « être d'aucune utilité pour le service du Roi, est, je le « vois bien, la pierre d'achoppement. Mais nous tenons « invariablement à cette clause. On la distraira, s'ils ne « veulent pas y souscrire, du prix de la location; — et en P. S., « je prie instamment M. Guiard de se souvenir « de la quittance que j'ai donnée, je ne puis signer de « bail que lorsqu'on me la remettra, je désire bien « pour sa tranquillité et la nôtre que cela finisse » (22 avril).

C. 2373. (Liasse.) — 43 pièces, papier.

**1788-1789.** — Affaires militaires. — Régie des vivres. — Élection de Caen. — Correspondance entre MM. le comte de Brienne, ministre; de Launay, Intendant de la Généralité; de Montcarville, Ballias de Laubarède, commissaires des guerres; dom-Mesnilgrand, prieur de l'abbaye de Saint-Étienne, et de Montzaigle, directeur général du directoire des subsistances militaires; Didier, sous-ingénieur des ponts et chaussées, relative: à l'écroulement d'une partie du troisième étage de la vieille Abbatale, située dans l'enceinte de l'abbaye de St-Étienne de Caen, servant de dépôt aux sacs vides des vivres, par la défectuosité d'une poutre qui était pourrie dans le mur, de sorte que les décombres de ce grenier ainsi que les 200 sacs vides, qui y étaient emmagasinés, sont tombés au second étage sur 536 sacs de farine et en ont endommagé une partie (19 mai 1788); — au rapport de M. Didier sur le dit écroulement; — aux dépenses de reconstruction du dit plancher (19 mai); — au procès-verbal de la visite faite par l'Ingénieur du Roi, en présence du chevalier de Laubarède et du garde-magasin aux bâtiments de l'ancienne abbatale et constatant que la rupture de la poutre ne provenait que de la vétusté, que

les autres poutres sont dans le cas de faire craindre le même accident, ainsi que la charpente de la couverture et concluant à la démolition de ce 3<sup>e</sup> grenier; constatant de plus que les poutres, soliveaux et la charpente de la couverture des greniers, nouvellement pavés, étaient pour la grande partie en châtaignier, « espèce « de bois, sujette à se casser au moment où on s'y « attend le moins. » En conséquence, le dit ingénieur estime convenable de dresser un plan général avec des coupes et élévations des dits bâtiments « pour être en état de projeter avec sûreté la reconstruction totale des dits greniers et à en lier la disposition avec les autres parties du même établissement » (22 mai); — à l'avis, transmis à M. de Launay par M. de Montcarville, que le comte de Brienne, à son passage à Caen, l'a autorisé, lors de sa visite à la manutention du régiment d'Artois, à faire faire au plus tôt les réparations qu'exigent les bâtiments de l'ancienne Abbatale (5 juillet); — à la note marginale, au haut de la sus dite lettre, du secrétaire de l'Intendance: « répondre que M. l'Intendant l'a « prévenu en demandant un devis et état estimatif à « l'Ingénieur » (5 juillet); — à l'état général des sommes payées aux différents maîtres ouvriers pour la réparation et construction aux magasins de l'abbaye, avec indication des dates des quittances, vérifié par le commissaire des guerres (22 juillet); — à l'ordonnance de l'Intendant au sieur de Montzaigle de payer au sieur Laufrey-Delisle, garde-magasin, la somme de 6,604 livres, 16 sols, 9 deniers, montant du sus-dit état général des sommes payées aux ouvriers, lequel montant lui sera alloué dans ses dépenses au compte du roi de l'année 1787 (2 août); — à l'état général des sommes payées pour les réparations pendant les 3 premiers mois de l'année 1788 (16 septembre); — à l'état des ouvrages de maçonnerie, serrurerie, etc., « au moyen « de tous ces ouvrages, écrit l'ingénieur, l'administra- « tion peut regarder les grands et petits magasins, la « manutention et tous leurs accessoires comme parfai- « tement en état et dans le cas de n'avoir besoin d'ici « à longtemps d'aucunes réparations, lesquelles, dans « tous les cas, seront à l'avenir à la charge de l'abbaye « de St-Étienne » (17 septembre); — à l'état général des sommes payées pour les réparations depuis juillet jusqu'au 17 septembre (19 septembre); — à l'envoi par M. de Montcarville de l'état de dépenses des réparations à l'ancienne abbatale et priant l'Intendant de vouloir bien l'ordonner en faveur du préposé des subsistances militaires, qui en a fait l'avance (27 septembre); — à l'envoi par M. de Launay au comte de Puységur du bail de 18 années moyennant 1,800 livres

par an, passé au profit du Roi par les religieux de l'abbaye de Saint-Étienne, des emplacements occupés par le service des vivres situés dans l'enceinte de la dite abbaye (15 janvier 1789); — au mémoire adressé par M. de Montzaigle à l'Intendant pour faire remettre au service des vivres les magasins qu'il occupait au séminaire de Caen (27 mai); — à l'ordonnance de l'Intendant prescrivant au supérieur de remettre, sans délai, comme s'agissant spécialement du service de S. M., les clefs des magasins, afin d'y déposer les grains et farines appartenant au gouvernement, sauf à payer pour le loyer du prix convenu de gré à gré (31 mai); — à la note des emplacements pour le service des vivres à Caen, savoir: 1° les greniers de MM. les Bénédictins de l'abbaye de St-Étienne de Caen, qui sont à l'usage de leur maison et qui sont presque entièrement vides; 2° une salle dans l'intérieur de leur maison; 3° un grenier au séminaire et une salle dans l'intérieur; 4° l'Hôtel-Dieu et les Renfermés; 5° à l'Hôpital St-Louis, 1 grenier; 6° aux RR. PP. Cordeliers, 7° aux Croisiers, 8° aux Jacobins, leur cloître et autres emplacements; 9° chez les sieurs Cotel, rue des Quais, 10° chez le sieur Totin, 1 au jeu de paume du petit Roch; 11° chez le sieur Davesne; 12° au Sépulchre; 13° aux Carmes; 14° voir s'il n'y a pas d'emplacements aux Ursulines pour y recevoir des grains (1<sup>er</sup> juin); — au détail estimatif des ouvrages à faire pour compléter les emplacements destinés à loger 12,000 sacs de blé, cet état comprend 3 ouvrages dont le 1<sup>er</sup> concernant l'ancienne abbatiale coûtera 40,103 livres 13 sols 4 deniers, le 2<sup>e</sup> concernant l'ancien palais du duc Guillaume coûtera 14,223 livres, 2 sols, 2 deniers et le 3<sup>e</sup> relatif à l'ancien cloître et bâtiments adjacents s'élèvera à 44,030 livres; le total général sera donc de 98,358 livres 13 sols 6 deniers pour une surface totale de 1,335 toises, qui, à raison de 9 sacs par toises carrées, contiendront 12,015 sacs.

C. 2374. (Liasse.) — 6 pièces, papier.

**1778-1781.** — Affaires militaires. — Régie des vivres. — Élection de Carentan. — Certificats du garde magasin constatant que les maisons des sieurs Lallemand, herbager, et Le Cavellier, négociant, ont été occupées pour le service de la nouvelle régie des vivres pendant l'année 1778; — avis écrits au bas des dits certificats par M. Lavalley de La Hogue, subdélégué sur l'estimation des loyers des dites maisons; — requête présentée à l'Intendant par le sieur Jean Le Forestier, marchand de la paroisse de Blossville, dans laquelle il expose que les commis munitionnaires des vivres ont

déposé des sacs de farine dans une salle et une chambre sises, rue des Prés, à Carentan, dont il est propriétaire et par ce fait qu'il a éprouvé une perte de location de 37 livres 10 sols, dont il demande le remboursement (27 décembre 1779); — états des transports de 200 sacs de froment, des effets et ustensiles appartenant à la Régie des vivres, faits par celle des convois militaires, laquelle reçoit de celle des vivres 2 sols 6 deniers par lieue et par sac de 200 livres de froment; 15 deniers du quintal pour les effets et ustensiles, par lieue; les dits états certifiés véritables par le sieur Moreau, directeur de la Régie générale des étapes et convois militaires de la Généralité de Caen (1780-1781).

C. 2375. (Liasse.) — 26 pièces, papier.

**1778-1779.** — Affaires militaires. — Régie des vivres. — Élection de Coutances. — Correspondance entre MM. Esmangart, Intendant de la Généralité; Pasdeloup, commissaire des guerres; de La Sandray, directeur général des vivres; Ackermann, chargé du service des vivres à Coutances; frère Garnier, prieur des Dominicains, et de Mombrière, subdélégué, relative: à l'emplacement destiné à recevoir les farines nécessaires à la subsistance du bataillon devant arriver à Coutances et à l'avis du sieur Ackermann, garde-magasin, « que de tous les emplacements, il n'y a que « le couvent des religieux de l'ordre de Saint-Dominique où il auroit les aises et la sûreté convenables et nécessaires à un dépôt de ces matières » (24 avril 1778); — au projet de convention entre le prieur et religieux Dominicains et M. de Mombrière, agissant pour l'exécution des ordres de l'Intendant, d'après laquelle les dits religieux cèdent, pour l'emplacement des blés et farines nécessaires à la subsistance des troupes, leur cloître en entier avec la salle du chapitre donnant dans leur cloître, et qu'ils feront les clôtures pour empêcher toute communication (24 avril); — au compte que M. de Mombrière rend à M. Esmangart de l'arrangement verbal qu'il avait pris avec le prieur des Dominicains pour la cession du cloître et de la salle du chapitre, et du refus que lui avait fait le représentant du prieur absent, de les lui livrer (24 avril); — à l'avis donné à M. de Mombrière que le prieur avait déclaré au 1<sup>er</sup> secrétaire de l'Intendance qu'il livrerait les emplacements nécessaires pourvu qu'il ne fût pas tenu de faire les avances des frais de clôture, prétextant la pauvreté de la maison (30 avril); — à l'avis du refus par les Dominicains de donner entrée au garde-magasin dans leur maison. « Je pense, ajoute M. de Mom-

« brière, qu'il est à propos que vous obteniez un ordre  
 « du ministre pour forcer la résistance qu'on veut ap-  
 « porter dans cette occasion » (14 juin); — à la copie  
 de la lettre écrite par le sieur Ackermann à M. de La  
 Sandray pour lui rendre compte des promesses des  
 religieux et du refus de les tenir (14 juin); — aux  
 reproches adressés par l'Intendant à M. de Mombrière :  
 « il ne paroît pas que vous ayez pris vous-même la  
 « peine de vous assurer des dispositions du prieur....  
 « S'il persévère dans son refus, vous requérerez le  
 « commandant du bataillon, en garnison, de vous prêter  
 « main forte, et demanderez l'établissement d'un corps  
 « de garde à l'entrée de cette communauté » (18 juin);  
 — à l'avis que les dits religieux cèdent, par acte capi-  
 tulaire, l'emplacement demandé (20 juin); — à la plainte  
 adressée par le prieur des Dominicains à M. Guyard,  
 en lui demandant sa protection contre les nouvelles  
 exigences du service des vivres et contre « l'injustice qu'il  
 « y auroit à nous surcharger, tandis que les personnes  
 « non exemptes ou moins exemptes que nous, ne sont  
 « pas seulement incommodées; il y a icy d'autres com-  
 « munautés et bien d'autres maisons, où il ne manque  
 « pas de local, mais les considérations ferment les yeux  
 « et empêchent de voir... Je vous prie d'empêcher par  
 « vos bons offices qu'on ne pénètre plus avant dans  
 « notre maison, s'il n'y a pas d'acharnement on doit  
 « être bien satisfait; le local que nous avons cédé doit  
 « contenir à peu près mille sacs, ce qui sera, quoiqu'il  
 « arrive, vraisemblablement toujours le gros lot et un  
 « titre légitime de dispenser du reste de la loterie »  
 (25 juin); — à la lettre de M. Esmangart à M. de Pas-  
 deloup qu'il charge de négocier la cession des empla-  
 cements, que « par une inconséquence fort blâmable,  
 « les religieux refusent formellement et avec indé-  
 « cence. Lorsque vous avez épuisé tous les moyens de  
 « conciliation et si les procédés honnêtes, dont vous  
 « êtes capable, si votre caractère et l'autorisation dont  
 « vous êtes muni ne suffisait pas pour vaincre la résis-  
 « tance du prieur, vous communiquerez l'objet de  
 « votre mission à l'officier qui commande et lui deman-  
 « derés main-forte pour l'exécution des ordres dont  
 « vous êtes chargé... j'espère que vous ne serez point  
 « obligé d'avoir recours à ces moyens de rigueur, dont  
 « je n'autoriserai jamais l'employ qu'après que les  
 « autres voies ont été tentées infructueusement,  
 « lorsque la nécessité du service m'en fait un devoir »  
 (2 juillet); — aux reproches adressés par l'Intendant à  
 son subdélégué : « je ne vous demande point compte  
 « des motifs secrets qui vous ont engagé à user de  
 « tempéraments, qui ne pouvoient se concilier avec mes

« ordres, mais rien n'est si extraordinaire que cette  
 « conduite de votre part. Je vois avec peine que, dans  
 « cette occasion, vous n'avez pas répondu, comme je le  
 « désirois, et comme vous le deviez, à la confiance que  
 « vous m'avez inspirée jusqu'à présent... pour éviter  
 « toute lenteur et vous épargner le désagrément de  
 « contraindre des religieux, auxquels il paroît que vous  
 « avez voué beaucoup trop d'affection, je charge  
 « M. Padeloup de ce soin. Il n'est pas, ajoute, de sa  
 « propre main, M. Esmangart, de maisons religieuses,  
 « qui, dans cette occasion, ne soit venue m'offrir  
 « d'elles-mêmes tout ce qui pouvoit être nécessaire au  
 « service du Roy, vos *Dominicains* seuls, à l'ombre de  
 « l'intérêt, qu'ils vous inspirent apparemment, ont cru  
 « pouvoir refuser ce que vous auriez dû les déterminer  
 « à céder au premier mot que j'en ay dit. Le commis-  
 « saire des guerres arrangera tout maintenant comme  
 « il convient, vous concevez qu'il m'auroit été beau-  
 « coup plus agréable de vous charger seul de régler  
 « cette affaire » (2 juillet); — à la lettre de M. de  
 Padeloup écrivant à M. Esmangart que le prieur  
 des Dominicains n'a pas hésité un instant de lui accor-  
 der tous les emplacements nécessaires au service des  
 vivres, en l'assurant que toute sa maison était à ses  
 ordres. « Je n'ai eu qu'à me louer de ses procédés, en  
 « présence des officiers municipaux.... Les religieux  
 « tenoient à leur grande salle, parce que c'est le seul  
 « endroit de leur maison où ils se retirent; ils m'ont  
 « prié seulement de leur en garder une espace, capable  
 « à former un petit réfectoire; j'ai cru devoir cette  
 « douceur à la façon dont ils se sont conduits à mon  
 « égard, d'autant qu'il leur faut un endroit pour  
 « manger.... je ne saurois trop vous répéter, Mon-  
 « sieur, que le supérieur est un bon serviteur du Roy...  
 « il a paru désolé de l'opinion que vous avez sur son  
 « compte.... j'aurai à vous observer que je crois que  
 « l'on ne sauroit refuser aux Dominicains un loyer  
 « quelconque de leurs emplacements. Dans d'autres  
 « endroits de mon département, on en a pris que l'on  
 « a payé, ils en sont instruits, mais ne m'en ont pas  
 « parlé; cependant, comme cela cause toujours des dé-  
 « gradations, il me semble qu'il y auroit de la justice à  
 « leur en tenir compte, en fixant une somme; par là  
 « on les empêchera de demander des indemnités....  
 « ces observations viennent de moy, il n'a pas été  
 « question que le Roy leur tiendrait compte du loyer. »  
 Le commissaire des guerres ajoute qu'il partira pour  
 faire la même opération à Granville chez les Cordeliers  
 « qui ne se prêtent pas de bonne grâce; je suis per-  
 « suadé que quand je leur aurai parlé, ils seront



« traitables ; » il parle ensuite des difficultés que l'on rencontre à Avranches, Mortain, Villedieu et Vire pour le logement des troupes, « les officiers municipaux de Granville ne savent comment s'y prendre à cause des privilégiés ; c'est encore plus épineux à Coutances, où les exempts se sont expliqué clairement qu'ils ne vouloient ni loger ni fournir un cazernement. » Il prie l'Intendant de donner des ordres formels pour l'exécution de l'ordonnance du Roi ; « je crois qu'avec de la fermeté, en cas de besoin, tout est facile à concilier, mais je ne puis être partout, je ne serois pas fâché non plus si vous vouliez me donner des ordres. Je ne veux pas être dans le cas de me faire à tout moment une tracasserie nouvelle dans chaque ville et en basse normandie surtout. Je vous prie de me mettre à couvert de toutes discussions » (8 juillet) ; — à la remise des emplacements que peut fournir la maison des Dominicains au service des vivres (11 juillet) ; — à la copie de la convention passée entre le R. P. Costard, procureur du monastère de l'ordre de Saint-Dominique, à Coutances, et le sieur Georges Ackermann, chargé du service des vivres, agissant pour et au nom des régisseurs généraux du loyer des emplacements, occupés par le dit service des vivres, à raison de 50 livres par mois payables chaque mois, sans aucune déduction des cloisons et réparations construites pour l'aisance, la sûreté et facilité du service, dont les frais seront à la charge des régisseurs généraux, la dite copie certifiée conforme à l'original par le sieur Garnier, prieur des Dominicains (10 août) ; — à la supplique des religieux Dominicains de Coutances remontrant à M. Esmangart que les préposés aux vivres occupent la nef entière de leur église et un emplacement considérable dans leur maison conventuelle, moyennant 50 livres par mois que l'on a cessé de leur payer depuis le 20 août 1778, ils prient l'Intendant de leur faire solder 600 livres pour les douze mois écoulés (18 septembre 1779).

C. 2376. (Liasse). — 25 pièces, papier.

**1780-1784.** — Affaires militaires. — Régie des vivres. — Élection de Coutances. — Correspondance entre MM. Esmangart, Intendant de la Généralité; frère Fariot, prieur des Dominicains; Ackermann, chargé du service des vivres à Coutances, et de Mombrière, subdélégué, relative : à l'état des emplacements occupés par le service des vivres à Coutances pour la manutention dans la maison du sieur Agnès, avocat, dite la Cour-de-Marigny (1<sup>er</sup> janvier 1780) ; — à la lettre du sub-

délégué de Coutances réclamant la somme de 850 livres, montant des termes dus aux Dominicains de Coutances, qui ont cédé, moyennant 50 livres par mois, leur cloître, leur salle du chapitre, plus des deux tiers de leur grand réfectoire, leur second réfectoire, la nef de leur église, en totalité, et leurs greniers. Il paroît même extraordinaire, ajoute M. de Mombrière, que les religieux Dominicains se soient contentés de cette modique somme, non-seulement pour l'occupation et le loyer de leurs emplacements, mais encore pour l'indemnité des dommages occasionnés par la manutention » (29 janvier 1780) ; — à la supplique des religieux Dominicains réclamant la vérification par des experts des dégradations faites à leur maison par le service des vivres ; ils rappellent que leurs emplacements, livrés en 1778 à la Régie des vivres, étaient en bon état ; « il eût été essentiel sans doute d'en faire constater l'état dans le moment de l'occupation, mais cette expédition s'était faite militairement, il fut impossible de pourvoir à aucune des précautions nécessaires. » Ils signalent l'état de délabrement : 1<sup>o</sup> du pavé de la nef et des deux chapelles ; 2<sup>o</sup> de l'église, dont les vitraux ont été enlevés pour donner de l'air aux farines, en sorte qu'elle est inaccessible aux fidèles ; 3<sup>o</sup> les tableaux du chœur ont été dévorés par les rats ; « cette perte est inappréciable » ; 4<sup>o</sup> les lambris, les balustrades de deux chapelles, ainsi que la porte de clôture de cloître ont été arrachés et brisés ; 5<sup>o</sup> la dorure est tombée par l'humidité ; 6<sup>o</sup> les murs des salles et de l'église exigent un blanchissage d'autant plus nécessaire qu'ils sont tachés de caractères et de signes que les ouvriers du magasin des vivres se plaisaient à y graver. L'orgue, tellement endommagé, par l'évaporation des farines et le séjour des rats pendant l'espace de six années, qu'il est absolument nécessaire de le relever. Les religieux s'en rapportent à la justice de l'Intendant, quel que soit le résultat de la vérification et de l'appréciation des experts (24 juin 1784) ; — à la lettre de M. Feydeau de Brou, écrivant à M. de Mombrière que la demande des Dominicains est dénuée de fondement, puisque, suivant les conventions du 10 août 1778, le loyer de 600 livres par an leur tenait lieu d'indemnité des dégradations : « Je vous prie de témoigner à ces religieux toute ma surprise de les voir former la demande d'une indemnité qui leur a été payée....., vous avés délaissé aux Dominicains 84 planches pour les indemniser des dégradations commises aux marches et pavés du passage du portail ; cet arrangement n'est point régulier et vous ni le sieur Thomas n'étiez point autorisés à le faire, vous voudrés bien faire

« vendre ces planches, comme l'ont été les autres par « addition à votre procès-verbal » (1<sup>er</sup> juillet 1784) ; — à la nouvelle lettre du F. Faciot, prieur des Dominicains de Coutances, disant que les indemnités qu'ils avaient réclamées étaient relatives à des parties de leur maison, qui n'avaient pas été comprises dans la convention de 1778, et qu'ils avaient cédées sans augmentation de loyers ; mais que, du reste, ils s'en rapportent absolument à la justice de M. l'Intendant, « quelle que soit « l'issue de leur requête, qui est fondée, aussi bien que « la présente, sur la plus exacte vérité » (5 juillet 1784) ; — états des transports de farines, grains, seigle et matières exécutés par la Régie des convois militaires au compte de celle des vivres certifiés par les sieurs Moreau et Prache, directeurs de la Régie générale des étapes ; — inventaire des effets et matières existant dans les magasins des vivres de Coutances en 1784.

C. 2377. (Liasse.) — 42 pièces, papier.

**1785.** — Affaires militaires. — Régie des vivres. — Élection de Coutances. — Correspondance entre MM. Feydeau de Brou, Intendant de la Généralité ; Du Bus, directeur des vivres à Caen ; les pères Dominicains et de Mombrière, subdélégué, relative : aux instructions données à M. de Mombrière pour procurer au sieur de La Fosse les emplacements des farines, en vue de l'arrivée du 1<sup>er</sup> bataillon du régiment du maréchal de Tarenne (6 août) ; — à la réponse que toutes les dispositions ont été prises de concert avec le sieur La Fosse (9 août) ; — à la nouvelle lettre de M. de Mombrière donnant avis que le sieur La Fosse, après avoir approuvé et accepté, la veille, l'emplacement près le pont de Souilles, pour la construction d'un four et l'établissement de la manutention des vivres, avait changé d'avis et qu'il demandait de construire le dit four dans le couvent des Dominicains déjà bien surchargés par le dépôt des vivres, puis qu'il demandait enfin la maison de la ferme de Marigny, qui se trouve dans l'alignement de la nouvelle chaussée, construite au-dessous de la ville, pour aller au pont de la Roque et qui est marquée pour être abattue ; « vous avés « décidé, Monsieur, qu'on n'abattera point la maison « qu'on n'indemniserait en même temps les propriétaires. « L'indemnité pour cette maison sera très-considérable » (11 août) ; — au mémoire du sieur Du Bus, établissant que le four provisoire « n'étant que de la « continence de 100 rations au lieu d'avoir la continence d'usage de 250 à 300 rations pour la fourniture « d'un bataillon, » il devient indispensable de cons-

truire un autre four à la charge du Roi et vu l'humidité des magasins chez les Dominicains de placer des planches pour garantir les farines (2 septembre) ; — à l'autorisation de faire construire un four de munition dans la maison du sieur Agnès, dans la partie de la cour de Marigny, qui ne se trouvera pas dans l'alignement que la route suivra probablement (26 septembre) ; — au bail à passer, à raison de 360 livres par an, avec le sieur Agnès de la partie de sa maison située cour de Marigny, destinée au service des vivres (2 octobre) ; — à l'avis que la construction du four de munition est suspendue en conséquence des ordres adressés par M. Du Bus au sieur de La Fosse jusqu'à l'arrivée du sieur de La Cotte, inspecteur, qui, de concert avec M. de La Fosse, doit faire faire par économie le dit four (15 octobre) ; — à la fixation du prix des loyers des emplacements cédés par les religieux Dominicains (31 octobre) ; — aux réclamations des Dominicains de Coutances, transmises par le subdélégué, au sujet de deux appartements, servant l'un aux classes de philosophie et l'autre à la bibliothèque du collège, pris tous les deux pour la Régie des vivres, qui occupe encore la nef de leur église et aux réparations aux vitres de l'église (novembre) ; — au paiement du loyer d'un four, ustensiles et appartements fournis par le sieur Drieu, boulanger à Coutances (7 décembre) ; — état des transports de farines, grains, seigle et matières, exécutés par la régie des convois militaires au compte de celle des vivres certifié par le sieur du Buisson, directeur des convois militaires (1785).

C. 2378. (Liasse.) — 54 pièces, papier.

**1786-1789.** — Affaires militaires. — Régie des vivres. — Élection de Coutances. — Correspondance entre MM. de Feydeau de Brou et Le Cordier de Launay, Intendants de la Généralité ; de Montzaigle, directeur des vivres ; de Mombrière, subdélégué, et de La Fosse, garde-magasin, relative : aux états de dépenses au compte du Roi, concernant tant le magasin des Dominicains que le four provisoire et la construction de celui établi dans la cour de Marigny (19 janvier 1786) ; — à l'examen des dits états de dépenses par l'Intendant ; M. de Brou fait observer à M. de Mombrière qu'il n'a pu remplir les formalités que la comptabilité exige, parce qu'il s'était contenté d'arrêter le bordereau général, au lieu d'arrêter chaque état en particulier, il a retenu « une « quittance de 4 livres 10 sols pour achat d'une corde « à puits, parce que cette dépense n'est pas au compte

« du Roy, mais bien à celui des munitionnaires » (6 février 1786); — à l'ordonnance de paiement des réparations aux vitraux de la nef de l'église des R. P. Dominicains, s'élevant à la somme de 301 livres 6 sols, que le sieur Du Bus, directeur et caissier des vivres, doit payer au sieur Le Boulanger, maître vitrier (14 avril); — aux frais de chargement et transport au magasin de Coutances au compte du Roi, de 150 sacs de froment et 50 sacs de seigle, envoyés par celui de Caen (16 juillet); — au refus que fait le sieur Agnès, avocat, de réparer la maison servant au service des grains, sous prétexte qu'elle doit être abattue (12 septembre); — au paiement de la somme de 72 livres à faire au sieur Agnès pour les réparations faites à sa maison, dans laquelle est établi le service des vivres (15 octobre 1786); — à la demande du sieur Agnès réclamant le loyer de sa maison (3 janvier et 16 février 1787); — à la lettre du Directeur des vivres, affirmant qu'il est dû 15 mois de loyer des 7 emplacements appartenant audit sieur Agnès (21 février); — à la nécessité de faire construire, au compte du Roi, dans la nef de l'église des Dominicains un plancher pour éviter les inconvénients de la trop grande humidité pour les farines (24 février); — à l'ordre transmis à M. de Mombrière de se transporter, sans délai, sur les lieux, et, après vérification du local, de dresser procès-verbal de la situation du magasin et de procéder par experts au détail estimatif des ouvrages nécessaires au bien du service et à la construction du dit plancher (7 mars); — à l'envoi du devis s'élevant à 1,435 livres, « pour ce plancher à rainures et languettes, je pense, ajoute M. de Mombrière, qu'il convient de passer ces ouvrages par adjudication, c'est le moyen le plus sûr d'obtenir, vu la concurrence, une diminution, et que l'ouvrage soit plus solide et mieux construit » (22 mars); — à l'adjudication de la construction du dit plancher « en bois de sappe de Hollande et de bonne qualité et à rainures et languettes sy bien joints que les grains de bled ne puissent s'insinuer entre les planches, à charge par l'adjudicataire de donner bonne et suffisante caution, dans 3 jours, de faire parachever l'ouvrage dans trois mois par prix et somme de 1,285 livres, restés au nommé Thomas Navarre, maître charpentier à Coutances » (16 avril); — à l'ordonnance approuvant la dite adjudication (3 mai); — à la demande par les religieux Dominicains du paiement du loyer des emplacements qu'ils ont cédés et de la remise de leurs salles et réfectoire, occupés pour le service des vivres (juin); — au paiement de la somme de 150 livres à faire aux Dominicains pour le loyer de deux salles oc-

cupées par la régie des vivres et à la restitution de ces salles, aussitôt après la construction du plancher de la nef (26 juin); — à la supplique des religieux Dominicains à l'effet d'obtenir : 1° la remise immédiate des salles prêtées pour la manutention des grains; 2° la construction d'une cloison, du haut en bas de la nef, pour la séparer absolument du chœur, où il n'est plus possible de réciter décemment l'office divin, à cause du bruit scandaleux des ouvriers et aussi de la poussière et de l'odeur insupportables qui forcent les religieux d'abandonner le chœur; 3° une indemnité de loyer pour les dommages causés par la vermine qu'attirent les farines, et pour les réparations extraordinaires à la couverture de la nef qu'entraîne la proximité de tels magasins (octobre et novembre); — à l'avis approbatif du subdélégué (1<sup>er</sup> décembre 1787); — au procès-verbal de la visite et examen du plancher de la nef pour en être fait le parfait jugé (23-26 octobre); — à l'ordonnance de paiement des 1,285 livres dues au sieur Thomas Navarre, adjudicataire des ouvrages du plancher de la nef (10 novembre); — à la réponse de M. de Montzaigle, écrivant à M. de Launay qu'il n'est pas admissible de rendre les deux salles réclamées par les R. R. P. P. Dominicains, parce que la nef de l'église, ayant 82 pieds de long sur 13 de large, peut contenir, les espaces nécessaires aux manœuvres déduites, environ 600 sacs de grains en garenne et 1,200 sacs sur le cul, la grande salle a 32 pieds sur 21 pieds 6 pouces et peut contenir 270 sacs sur le cul et 135 sacs en garenne, la plus petite longueur de 21 pieds 6 pouces et large de 16 pieds 4 pouces peut contenir 130 sacs sur le cul et 65 en garenne, ce qui donne un total de 800 sacs en garenne et 1,600 sur cul; ces trois emplacements sont insuffisants pour le service ordinaire et pour les achats, qui sont actuellement en activité pour l'approvisionnement d'Avranches, de Coutances, de Granville et St-Lô; il ajoute que la remise des deux salles ne pourrait avoir lieu qu'après la confection d'un deuxième plancher dans la nef, qui formerait un étage de plus; quant à la cloison, elle sera inutile, si le projet du second plancher a lieu et si, par cette raison, on transporte au Jubé, l'orgue, qui ne peut être posé que sur un corps de maçonnerie; il conclut en disant que la couverture de la nef doit être réparée au compte de S. M. (11 décembre); — à la demande du sieur Agnès, avocat, réclamant le paiement de la somme de 10 livres par mois, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1785 au 31 décembre 1786, pour le loyer de deux chambres et trois greniers servant de magasins, le Subdélégué et le Directeur des vivres estiment que le prix du loyer doit être réduit à 6 livres par an (14 décembre); — à



l'avis de M. de Mombrière que « l'occupation des deux « salles est fort gênante et très désagréable aux religieux. Ils sont obligés, pendant l'hiver, de se retirer, « après leur repas, chacun dans leurs chambres, pour « s'y chauffer, ce qui leur occasionne de la dépense ; « ils méritent pour les indemniser que vous leur accordiez une gratification au moins de 150 livres ». Il ajoute qu'il ne croit pas qu'il soit à propos d'ordonner d'établir un second plancher dans la nef, à moins « qu'il « ne soit établi une absolue nécessité d'augmentation « de magasins, et même que le ministre n'en soit prévenu » (23 décembre 1787) ; — à l'ordonnance de paiement d'une indemnité de 150 livres demandée par les religieux Dominicains pour l'occupation de la nef de leur église et de deux salles par le service des vivres (3 janvier 1788) ; — à la nouvelle indemnité réclamée par les Dominicains pour l'occupation de la nef de leur église et de deux salles qu'on ne leur a pas encore rendues, malgré la confection du plancher à rainures et languettes, etc. ; — à l'avis du subdélégué qu'il est juste de continuer à leur payer 150 livres, tant pour le loyer de l'appartement que pour les dommages et incommodités qu'ils ressentent de l'établissement des vivres dans leur communauté, ils mériteraient même bien une gratification de 4 à 500 livres (3 janvier 1789) ; — à l'avis de l'inspecteur général du Directoire des subsistances militaires, qu'il n'y a pas lieu de rendre aux Dominicains les salles devant servir de dépôt aux grains que l'on achètera à Coutances ; « les religieux, ajoute-t-il, « n'ont, d'ailleurs, pas tant de besoin des deux salles « qu'ils réclament, puisque, lors de l'établissement des « Assemblées Provinciales, ils ne les ont demandées que « pour les louer à l'Assemblée de Coutances, qui comptait « y établir son greffe, ce à quoi le Directeur des vivres « s'est opposé pour les mêmes raisons qui subsistent « encore dans toute leur force. Le service des subsistances des troupes étant, d'ailleurs, entièrement « confié au Conseil de la guerre depuis le 1<sup>er</sup> juin 1788, « M. l'Intendant peut renvoyer les dits religieux à se « pourvoir par devant le dit Conseil » (19 janvier 1789) ; — à la copie de l'ordonnance en conformité du dit avis (22 janvier) ; — aux états des transports exécutés par la Régie des convois militaires pour le compte de celle des vivres.

C. 2379. (Liasse.) — 31 pièces, papier.

**1779-1788.** — Affaires militaires. — Régie des vivres. — Élection de Coutances. — Granville. — Correspondance entre MM. Esmangart et Feydeau de Brou, In-

tendants de la Généralité ; de Mombrière et Couraye Du Parc, subdélégués, relative : à la requête des Cordeliers de Granville représentant que, depuis le mois de juillet 1778, toute leur maison, sans en excepter l'église, à la réserve d'un seul appartement, sert de magasin aux farines du roi et sollicitant un loyer convenable comme les autres communautés, dont les emplacements servent de dépôt (15 octobre 1780) ; — au certificat du sieur Thomas, chargé du service des vivres, constatant que des emplacements, sis au couvent des religieux Cordeliers de Granville, consistant en un grenier, 3 salles basses, cloîtres d'en haut et d'en bas, église, chapelle et réfectoire, ont été occupés par la régie des vivres depuis le 5 juillet 1778, sans exiger la moindre réparation, au grand avantage de S. M. et des citoyens, dont la liberté eût été considérablement gênée, si on eût été obligé de prendre des maisons particulières (15 octobre 1780) ; — à la note marginale de M. Esmangart renvoyant la dite requête à son subdélégué qui écrit en marge : « La gêne de cette maison ne peut être plus « grande, le dommage qu'elle souffre est considérable, « la privation de son église lui laisse à peine de quoi « vivre, on peut dire qu'elle est vraiment à plaindre » (décembre 1780) ; — à l'envoi par le subdélégué de l'état des appartements des Cordeliers occupés par le munitionnaire, et concluant qu'en considération des embarras et de la gêne occasionnés par le dépôt de 5,900 sacs de munitions et la perte que souffrent ces religieux, privés de leur église, et partant du produit des quêtes qui était très avantageux à ce couvent, ils méritent au moins 300 livres d'indemnité, par année (14 janvier 1781) ; — à la note suivante mise en tête de la dite lettre : « il a été expédié le 7 février 1781, deux ordonnances au profit des religieux Cordeliers de Granville, « montant ensemble à la somme de 683 livres 6 sols « 8 deniers » ; — à la requête du sieur Jean-Baptiste Lenormand, bourgeois et marchand de Granville, demandant à l'Intendant d'ordonner au sieur Thomas, garde-magasin, de lui payer pour les six derniers mois de l'année 1780, le loyer de ses maisons de Granville et de la paroisse de Douville servant de magasin de vivres, sur le « pied de 300 livres de location dûment faite, « quoique ce comble de maisons dût supporter au « moins 450 livres de loyer, à cause des réparations, « meubles et augmentations que le suppliant a été « obligé de faire pour la commodité de la munitionnaire, puisqu'en tems de paix son four seul est loué « à raison de 20 sols par jour aux bourgeois de la « ville, pour cuire le biscuit nécessaire à leur approvisionnement » (18 février 1781) ; — au certificat du

sieur Thomas que le loyer du four, appartenant au sieur Lenormand et occupé par la Régie des vivres, a été payé jusqu'à l'époque des six derniers mois de l'année 1780, sur le pied de 300 livres, par an (5 mars 1781); — à l'inventaire des matières et effets, existant au 1<sup>er</sup> janvier 1784 dans la place de Granville, à la garde du sieur Thomas (8 janvier 1784); — à l'envoi d'une expédition du bail provisoire d'un établissement convenable pour le service des vivres, moyennant 450 livres par an, au lieu de 900 livres, que coûtaient l'emmagasinement des farines aux Cordeliers, à la distance d'une demi-lieue de la ville, et les fours et magasins à pain et à bois à l'extrémité du faubourg Hérel, sur l'ancienne route d'Avranches (14 août 1785); — aux mesures prises pour l'évacuation des matières et effets, restant dans une partie du corps de caserne, afin d'assurer la subsistance du 2<sup>e</sup> bataillon du régiment du maréchal de Turenne, arrivant le 31 à Granville, pour y séjourner (24 août 1785); — à l'approbation par l'Intendant du bail provisoire de cinq ans, à raison de 450 livres par an, passé par M. Couraye Du Parc au sieur Michel Frétel, aubergiste, qui s'engage à faire construire un four au mois de mars 1786; M. de Brou fait toutefois observer qu'il eût été bon que le four fût construit plus tôt, et que le bail fût passé pour un an ou deux, au lieu de cinq, sauf à le renouveler au besoin, vu l'incertitude de la durée du séjour des troupes à Granville (29 août); — à l'envoi du bail du 12 août, approuvé par l'Intendant le 29 août, et aux nouvelles conditions du dit bail, suivant lesquelles le bailleur s'engage à avancer les frais de construction du four, qu'il promet d'achever avant l'hiver, et consent à résilier le bail, au départ des troupes, moyennant 50 livres de dédommagement par an, pendant le reste du cours du bail, approuvé le 24 septembre par M. de Brou (15 octobre 1785); — états des transports de seigle, farines, sacs vides et ustensiles des vivres de la place de Granville, qui ont été exécutés par la Régie des convois militaires et à laquelle il est dû 2 sols 6 deniers par sac de 200 livres et par lieue, ces états certifiés par les directeurs des convois militaires Moreau, Prache et du Buisson (1779-1788); — état du prix des grains, pain et fourrages au marché de Granville, pendant la première quinzaine de mars 1788, certifié par le subdélégué Couraye Du Parc; — inventaire des matières et effets existant au 1<sup>er</sup> janvier 1788 dans la place de Granville à la garde du sieur Thomas, préposé de Jacques Christophe Naudet, munitionnaire-général des vivres (14 février 1788).

C. 2380. (Liasse.) — 1 pièce, papier.

**1765.** — Affaires militaires. — Régie des vivres. — Élection de Mortain. — Minute de lettre de M. de Fontette, Intendant de la Généralité, adressée à M. Flesselle, Intendant de Bretagne, par laquelle il lui donne avis que le subdélégué de Mortain a toujours été dans l'usage de faire donner la subsistance jusqu'à Dol, aux soldats rejoignant leur corps en Bretagne, mais que le subdélégué de Dol remontre qu'il est contraire à l'usage de ne la faire donner que jusqu'aux frontières de Normandie, de sorte qu'à Saint-James et à Saint-Hilaire-du-Harcouet, qui sont deux passages intermédiaires de Bretagne à Mortain, les soldats sans argent sont forcés de mendier et de forcer leurs hôtes à les nourrir; en conséquence, pour remédier à ces inconvénients et prévenir de dangereuses querelles, M. de Fontette prie son collègue de donner ses ordres pour qu'à l'avenir, la subsistance soit payée de Dol à Mortain et même à Avranches aux soldats qui suivront cette route (28 août).

C. 2381. (Liasse.) — 37 pièces, papier.

**1756-1783.** — Affaires militaires. — Régie des vivres. — Élection de Saint-Lô. — Réquisition du garde-magasin adressée au subdélégué pour fixer le loyer des maisons occupées pour le service des vivres: 1<sup>o</sup> un appartement, où a été construit le premier four du Roi; 2<sup>o</sup> la chambre de ville, servant de magasin aux farines et grains; 3<sup>o</sup> la nef de l'église abbatiale de Saint-Lô (1756-1758); — requête des sieurs Pierre Ygouf et Robert Bequet, maîtres boulangers, renouvelant leur réclamation d'indemnité pour le dommage que leur a causé la réquisition faite par les officiers municipaux, de leurs fours, boulangeries, salles et boutiques avec les ustensiles nécessaires « à la cuite du pain de munition des troupes, durant « deux mois qu'ils ont été obligés de se servir du « four de leurs confrères pour cuire leur pain » (14 octobre 1757); — état des fourrages fournis aux troupes qui ont campé, cantonné et de passage dans l'Élection, depuis le 10 août jusqu'au 31 octobre, concernant l'extraordinaire des guerres (1758); — lettre de M. Robillard, subdélégué, au sieur Du Bus, Directeur des vivres, expliquant la raison de l'augmentation de loyer de la « Chartrie, devenue une grande granche; « elle était portée pour 14 livres, je l'ai portée à 36 « livres, la proportion nous a paru régulière. Il ne resta

« plus aucun doute que M. Dubois, fermier-général de  
 « l'abbé commandataire, cherchait à me tromper; cette  
 « tricherie de sa part mériterait que j'eusse diminué sa  
 « taxe, mais dans le fait, je ne dois pas l'en punir par  
 « une taxe injuste, j'ai porté les appartements à leur  
 « vraie valeur. Cette grande salle de l'Abbatiale est le  
 « seul appartement où il puisse retirer les grains de sa  
 « recette de l'abbaye; la privation de cette grande  
 « chambre, qui contient 250 sacs, est un objet de plus  
 « de 200 livres de perte pour lui, je n'ai point d'égard  
 « à cela, s'il lui est dû une indemnité, qu'il se pourvoie;  
 « j'ai évalué la chambre à la valeur simplement »  
 (14 novembre 1779); — requêtes de divers particuliers  
 réclamant le loyer de leurs maisons servant de maga-  
 sin, avis favorable du subdélégué et du garde-magasin  
 à l'appui (1778-1779); — supplique des religieux pén-  
 itens du Tiers-Ordre de Saint-François du couvent de  
 Saint-Lô exposant que le sieur Pariset, entrepreneur  
 des vivres, s'empara, d'avril à septembre 1779, du  
 cloître, de la salle et d'une chambre pour y déposer les  
 farines des troupes, de sorte que les vitres ont été  
 endommagées ainsi qu'une belle tapisserie, le pavé de  
 la salle du cloître et de la cour fêlé ou brisé, et les mor-  
 tiers des cloîtres écorchés et enlevés, ainsi que ceux  
 d'une chambre, dont le lit, destiné aux étrangers, avait  
 grand besoin de réparations; leur bois a été volé, les  
 farines ont attiré une multitude prodigieuse de rats et  
 de souris qui ont fait aux linge, lits et provisions un  
 dégât évalué à plus de 200 livres; en conséquence, ils  
 supplient M. Esmangart de leur accorder une indem-  
 nité de 400 livres (24 avril 1780); — avis de M. Robil-  
 lard qu'il serait équitable de leur accorder une indem-  
 nité de 180 livres, à la marge il est écrit: « par ordon-  
 nance du 6 novembre 1780, le loyer a été payé la  
 somme de 180 livres » (11 mai 1780); — mémoire de  
 M. de La Sandray, Directeur des vivres, réfutant les  
 assertions du sieur Dubois, avocat à Saint-Lô, récla-  
 mant une indemnité de 600 livres pour le dédommager  
 de la perte qu'il prétend avoir faite par suite d'une  
 vente précipitée de bois merrain et de grains, d'après  
 une notification du préposé de la Régie, afin d'évacuer  
 deux salles dans l'abbaye, dont il était locataire (30 juin  
 1780); — nouvelle supplique du P. Pacifique Sanson,  
 gardien des religieux pénitens, à l'effet d'obtenir l'indem-  
 nité réclamée en mai (3 octobre); — renvoi de la dite  
 supplique au subdélégué par l'Intendant qui lui  
 demande son avis (5 octobre); — certificat donné par  
 M<sup>r</sup> Robillard, estimant à 200 livres l'indemnité due aux  
 dits religieux (11 octobre); — supplique du sieur J.-B. Luc  
 Dubois réclamant 250 livres pour le loyer de sa mai-

son, ornée de très beaux tableaux, prise pour y loger le  
 comte Durefort, lors du séjour du régiment de La Mark,  
 en garnison à Saint-Lô, à celle requête sont joints :  
 1<sup>o</sup> l'avis des officiers municipaux, déclarant qu'ils n'ont  
 point eu connaissance des arrangements contractés  
 entre M. Dubois et le comte Durefort et que cependant  
 il leur paraîtrait juste que le suppliant fût indemnisé soit  
 par le comte soit par le Roi, et compris dans l'état général  
 des logements et casernement; 2<sup>o</sup> l'avis de M. Robil-  
 lard que si M. l'Intendant croit devoir prendre la place  
 de M. le comte Durefort et faire acquitter pour la  
 Province les engagements de cet officier général, il  
 est dû au suppliant 250 livres, si au contraire il n'est  
 ici question que de payer une indemnité, comme si le  
 suppliant eût été forcé de donner sa maison, cette  
 indemnité doit-être réduite. « Dans le fait, il y a eu  
 « d'abord contrainte et cette affaire finit à l'amiable  
 « pour éviter l'éclat.... Quoiqu'il en soit, nous pensons  
 « que pour le loyer, on ne peut lui accorder moins  
 « de 150 à 160 livres. » M. Robillard énumère les  
 avantages de cette belle maison et ajoute: « mais on ne  
 « déplace pas un propriétaire honnête pour le réduire  
 « dans la classe d'un loueur de chambres garnies, il  
 « a été contraint de se retirer à la campagne.... il a  
 « fait des frais, on lui a vraiment fait quelques dom-  
 « mages aux meubles du salon de compagnie....  
 « nous finissons, de peur d'être tenté d'ajouter encore  
 « à la somme que nous venons de proposer » (7 dé-  
 cembre 1780); — nouvelle supplique du sieur Michel  
 Le Perquois, réclamant 125 livres au régisseur des  
 vivres pour 25 mois de fourniture de deux lits aux  
 boulangers de la Régie, employés à la manutention  
 (12 mai 1781); — avis favorable de M. de La Sandray,  
 qui trouve cependant qu'on pourrait fixer à 48 livres  
 par an, le loyer de la salle et des lits « pour que le  
 « réclamant ne soit pas lésé » (21 mai 1781); — états  
 des transports de seigle, farine et sacs vides, exécutés  
 par la Régie des convois militaires pour le compte de  
 celle des vivres, certifiés par les directeurs de la Régie  
 des convois Moreau et Prache (1781-1783).

C. 2382. (Liasse.) — 50 pièces, papier.

**1777-1785.** — Affaires militaires. — Régie des  
 vivres. — Élection de Valognes. — Ville de Cherbourg.  
 — Correspondance entre MM. Esmangart et Feydeau  
 de Brou, Intendants de la Généralité; Du Bas, directeur  
 des vivres; Moreau et Prache, directeurs des convois  
 militaires; de Montcarville, commissaire des guerres;  
 Sivard de Beaulieu et de Garantot subdélégués et les



officiers municipaux de Cherbourg, relative : à la requête adressée à l'Intendant par les sieurs Le Perchois, maître de la poste aux chevaux, de Chantereyne, des Essards-Couët et Dulongprey-Couët, négociants à Cherbourg, par laquelle ils réclament le paiement du loyer de leurs magasins, situés au lieu la Saline, où ont été déposés les blés et farines destinés aux régiments de Normandie et de Dillon (20 décembre 1777) ; — à la demande du garde-magasin de la Régie à Cherbourg et Valognes pour que la chaussée, qui conduit de l'une à l'autre de ces places, soit réparée et pour que des ordres soient donnés, afin que les voitures d'ordonnance soient fournies, sur sa réquisition, au prix de 2 sols 6 deniers par sac de 200 livres et par lieue, conformément au prix accordé dans tous les autres départements (7 février 1778) ; — à la réclamation de la veuve Le Cavellier, réclamant le loyer de deux magasins, occupés depuis 18 mois par la Régie des vivres (27 août) ; — à la demande du sieur Maurice, entrepreneur des ouvrages du port de Cherbourg, d'ordonner qu'il soit payé le prix d'un magasin, loué pour le service de la Régie des vivres depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1777 (19 juillet 1779) ; — à l'indemnité réclamée par le sieur Jacques Lécuse pour le corps de logis qu'il avait loué et dont on l'a dépossédé pour y déposer des farines (11 septembre 1779) ; — à l'avis du subdélégué favorable à la dite indemnité qu'il fixe à 60 livres par an (18 septembre) ; — à diverses réclamations de même nature appuyées de l'avis favorable du subdélégué (1779 et 1780) ; — aux états de transports de froments et seigle de la Régie des vivres, qui ont été exécutés par celle des convois militaires, pour les frais desquels la Régie des vivres doit à celle des dits convois militaires 2 sols 6 deniers par sac de 200 livres et par lieue (1781-1783) ; — à l'inventaire des matières et effets existant au 1<sup>er</sup> janvier 1784 dans la place de Cherbourg, à la garde du sieur Henrion, préposé de Barthélemy Marchandis, régisseur-général des vivres ; — aux réclamations faites par le sieur François Moreau, prêtre, fondé de procuration de M. de Bayonne, abbé commendataire de l'abbaye de Notre-Dame du Vœu, près Cherbourg, d'une somme de 580 livres, pour le loyer d'un magasin, qui a été occupé pour le service des vivres pendant cinq années à compter du mois de juin 1778 et de 200 livres à la charge du service des vivres, pour réparations du plancher, dont les poutres ont rompu (15 juillet 1784) ; — à l'avis de M. Sivard de Beaulieu, trouvant la dite réclamation excessive, parce que, vu son éloignement de la ville, le magasin ne pourrait tout au plus valoir que 80 livres, par an, au

lieu de 110 livres, réclamées par le sieur Moreau : « Il faut observer, ajoute-t-il, que ce magasin appartenait aux religieux avant leur suppression, et que l'abbé n'en jouit qu'à droit de bienséance ; à ce moyen, les motifs, qui ont déterminé M. Esmangart à arrêter le paiement de la portion de la maison conventuelle, occupée par les troupes, sembleraient militer contre la répétition du loyer de ce magasin, ne paraissant pas juste que l'abbé profite d'objets, qui ne font pas partie de sa manse. » Quant à la réparation du plancher, dont la rupture a été occasionnée par la surcharge des farines, il lui paraît juste que le sieur Moreau soit rempli de la dépense qu'il a faite et dont il justifiera par la représentation des quittances des ouvriers (25 septembre 1784) ; — à la quittance du sieur Georges Voisin, maître charpentier, attestant avoir reçu 200 livres pour les dites réparations (3 mars 1783) ; — aux observations du secrétaire de l'Intendance jugeant exorbitante la réclamation de 580 livres de loyer et trouvant très informe la quittance du charpentier, qui aurait dû indiquer de quelles longueur et grosseur sont les bois employés, à combien le pied et aussi le nombre des journées d'ouvriers. A la suite de ces observations s'en trouvent d'autres émanées de l'Intendance, qui fixe le loyer à 80 livres par an, mais qui demande sur quoi les payer ? Quant aux réparations, elles ne sont pas assez justifiées « il me paraîtroit donc convenable, dit l'auteur de cette note, de renvoyer le tout à M. de Garentot avec une lettre pour le consulter sur ces différents points et le prier d'en conférer, s'il juge à propos, avec M. de Longecour, il peut seul éclairer la décision de M. de Brou sur ces deux chefs » (10 mai 1783) ; — à la lettre de l'Intendant à M. de Garentot qui devra vérifier les travaux faits et s'assurer si le sieur Moreau a bien la procuration de M. de Bayonne (20 juin) ; — à l'avis de M. de Garentot qu'on ne doit pas le loyer du magasin, et qu'on ne doit payer que 100 livres seulement au sieur Moreau, pour le remplacement de la poutre que la soustraction des étançons a fait rompre (8 juillet) ; — à une note de l'Intendance où il est dit : « La décision dépend de savoir à qui appartiennent les bâtiments du couvent supprimé... ; au surplus ou ils appartiennent au sieur Abbé ou autres, et alors il lui est dû un loyer, mais aussi il doit payer les réparations, ou ils appartiennent au Roi, et alors l'administration peut les employer sans payer de loyer, mais alors elle doit payer les réparations » (18 juillet) ; — à l'envoi du mémoire de la reconnaissance faite par M. de Villemanzuy, commissaire des guerres, des établissements qu'il serait convenable de

former pour le service des troupes de la place de Cherbourg (23 décembre 1785); — à l'avis donné à M. Du Bus que des éclaircissements sont demandés au subdélégué, afin de statuer sur la demande qu'il a faite de construire les fours et magasins nécessaires au service des vivres de Cherbourg, où le duc d'Harcourt veut rassembler 200 hommes de tous les régiments répartis dans la Généralité, non compris le fond du bataillon qui restera à Cherbourg, évalué à 400 hommes, ce qui forme un total de 2,000 hommes (28 décembre 1785); — à l'invitation pressante de M. de Brou à M. de Garantot de choisir un terrain pour les dits emplacements (28 décembre); — aux états de transports des grains, seigle et farines, méteil, etc., de la Régie des vivres exécutés par les convois militaires, certifiés et signés par les directeurs de la Régie des convois militaires Prache et Du Buisson (1784-1785).

C. 2383. (Liasse.) — 35 pièces, papier.

**1786.** — Affaires militaires. — Régie des vivres. — Élection de Valognes. — Ville de Cherbourg. — Correspondance entre MM. le maréchal de Ségur, ministre; le duc de Harcourt, gouverneur de la Province; Feydeau de Brou, Intendant de la Généralité; de Caux, maréchal de camp, directeur des fortifications; de Montcarville, commissaire des guerres, de Garantot, subdélégué, relative : au compte-rendu des recherches faites d'un emplacement propre à l'établissement des vivres à Cherbourg par M. de Garantot, qui démontre l'impossibilité de le construire près de la Saline, une grande retenue d'eau projetée devant absorber ce terrain, ni dans le faubourg vis-à-vis de la fontaine, parce que, d'après le plan dressé depuis longtemps, on doit former, en cet endroit, une place au milieu de laquelle se trouvera la fontaine de la ville. Il propose un emplacement qu'il a choisi avec le sieur Pitrou, inspecteur des ouvrages du port, et le sieur Henrion, garde-magasin, dans les sables, au-delà du pont, qui appartiennent au Roi. Il en a parlé à M. Du Mouriez, qui trouve que les fours y « seroient on ne peut mieux », et à M. de Caux, qui affirme que cet établissement « ne contrarieroit en rien » aucuns projets du génie militaire. « Il a seulement fait observer qu'on ne pourrait avoir que de l'eau saumâtre, « mais, au surplus, le garde-magasin, qui est fort instruit, dit que cela n'empêcheroit pas qu'on ne fit avec cette eau d'excellent pain » (16 janvier); — à l'avis donné qu'il est impossible que le four de munition, dont on se sert, puisse faire face à la consommation de la garnison, qui sera très nombreuse pendant l'été à Cher-

bourg (16 janvier); — à l'envoi par le maréchal de Ségur à M. de Brou du mémoire adressé par les munitionnaires des vivres, par lequel ils exposent au ministre de la guerre l'insuffisance des magasins et de fours dont ils auront besoin pour l'exploitation de leur service (20 janvier); — à la communication faite par M. de Brou à M. de Caux des pièces et plans relatifs à la construction du four de la Régie des vivres (31 janvier); — à l'accusé de réception par M. de Caux des mémoires, plan, profils et devis estimatifs de l'établissement de fours de munition et emplacements pour les approvisionnements du service des vivres : « Le plan, écrit-il « à M. Feydeau de Brou, ainsi que l'estimation n'ont « pu m'être d'aucuns secours, l'un et l'autre ayant « été dressés par l'ignorance et le peu de connaissance, « que les auteurs de ce projet ont des objets de première « nécessité qu'exige un pareil établissement, que les « circonstances du moment et celles à prévoir rendent « de plus en plus indispensable » (11 mars); — à la note du secrétaire de l'Intendance instruisant M. de Brou que M. de Caux, en lui renvoyant le mémoire des munitionnaires adressé au ministre de la guerre, a joint les plan, profils et détails estimatifs d'une boulangerie avec magasin de farine, et une instruction sur l'emplacement des bâtiments; le secrétaire ajoute : « S'il y a une « différence entre le plan du sieur Maurice et celui « proposé par M. de Caux, il y en a une plus grande « encore entre les dépenses des deux projets. La dé- « pense, proposée par le sieur Maurice, n'étoit que de « 66,054 livres 10 sols, au lieu que le détail estimatif « de M. de Caux monte à 230,390 livres 7 sols 11 deniers, « c'est presque le quadruple.....; il m'a semblé qu'on « mettoit du luxe dans l'architecture d'un bâtiment, qui « n'exige que de la solidité et de la commodité » (20 mars); — à la lettre de l'Intendant, priant le ministre de la guerre de lui faire connaître ses intentions sur l'exécution du projet de M. de Caux, afin de faire mettre la main à l'œuvre le plus tôt possible, « le besoin « de pourvoir à la subsistance des troupes, employées « aux travaux de Cherbourg, devenant chaque jour plus « grand et plus instant » (20 mars); — à la lettre de M. de Montcarville, priant M. de Brou de donner des ordres pour l'établissement provisoire d'un four de munition de 500 rations et de former, à droite et à gauche, un magasin de planches contenant 600 sacs de farine pour la subsistance de près de 3,000 hommes, qui seront occupés, pendant l'été, aux travaux de Cherbourg (14 avril); — au renvoi par M. le maréchal de Ségur à M. de Feydeau de Brou des plan et détail estimatif de constructions proposées par M. de Caux pour l'établis-

sement sur un terrain nommé les Mielles, appartenant au Roi, d'une boulangerie avec magasins à blé et farines pouvant contenir 8,700 sacs environ, le maréchal trouve la somme de 230,000 livres trop considérable : « il « convient, écrit-il, de réduire, quant à présent, l'éta-  
« blissement des vivres aux objets d'absolue nécessité... ;  
« en faisant établir un simple hangar d'environ 7 pieds  
« d'élévation, couvert de thuyes et sous lequel on  
« construira 2 fours de 400 à 450 rations, chacun, avec  
« les accessoires consistant en un magasin à farines,  
« pour y placer 600 sacs et en un magasin à pain,  
« propre à contenir jusqu'à 20,000 rations... Ces ma-  
« gasins devront être plancheyés sur lambourdes à  
« 6 pouces d'élévation, pour que le pain et les farines  
« soient en tous tems à l'abri de l'humidité »  
(19 avril) ; — à l'embarras où se trouve le munition-  
naire pour faire face à la nourriture d'environ 3,000  
hommes, que l'on annonce devoir être complets dans  
les premiers jours du mois de mai, et aux propositions  
de M. de Caux pour parer provisoirement à ces incon-  
véniens, en empruntant à la Marine un de leurs deux  
fours, un seul étant plus que suffisant pour la subsis-  
tance de 400 soldats de Marine et en prêtant un  
des magasins, dont il faudra étonçonner le 1<sup>er</sup> étage  
(26 avril) ; — à l'avis donné à M. de Caux que le maré-  
chal de Ségur trouve la somme de 230,000 livres,  
montant du détail estimatif pour l'établissement des  
vivres, trop considérable, et qu'il convient d'en faire un  
provisoire pour les objets d'absolue nécessité (30 avril) ;  
— à l'accusé de réception de la lettre du ministre par  
M. de Caux qui écrit à M. de Brou : « mes réponses  
« à la dite lettre vous prouveront que non seulement  
« on n'a pas lu mon mémoire, encore moins examiné  
« mon projet, qu'on a couru vite au total de la  
« dépense, sans se rendre compte des moyens que  
« j'indiquois pour n'en faire que proportionnement au  
« besoin du moment et en se réservant toujours les  
« moyens d'un agrandissement si des circonstances,  
« qui ne sont peut-être pas très éloignées, l'exigeoient ;  
« voilà malheureusement comme l'on voit à Versailles. »  
Cependant, pour ne pas s'écarter des intentions du mi-  
nistre, il envoie un projet réduit aux demandes du  
moment par le maréchal de Ségur (17 mai) ; — à  
l'arrangement pris par M. le duc d'Harcourt de prendre,  
dans la partie des casernes de la Marine, qui n'est pas  
occupée, un nombre de chambres suffisant à l'entre-  
preneur pour le dépôt de ses blés et de ses farines  
(17 mai) ; — à l'envoi de nouveaux plans et devis de  
réduction, dressés par M. de Caux, pour l'établissement  
des vivres, dont l'un monte à 27,680 livres et l'autre

à 41,000 livres (10 juin) ; — à l'avis donné par le  
maréchal de Ségur à M. Feydeau de Brou que S. M. a  
approuvé le nouveau plan de l'établissement des vivres  
montant à 41,000 livres, et que des ordres sont donnés  
aux munitionnaires des vivres de faire l'avance de cette  
somme, en vertu des ordonnances particulières qui  
leur seront expédiées à cet effet, au profit des personnes  
chargées de ces constructions, qui seront dirigées par  
M. de Caux soit par économie, soit par adjudication,  
suivant qu'il le croira plus avantageux aux intérêts du  
Roi (17 juin) ; — à l'avis donné par M. de Caux que  
la concurrence des travaux, qui s'exécutent en tout  
genre à Cherbourg, nécessite une augmentation consi-  
dérable sur le prix des matériaux, ainsi que sur la  
main d'œuvre, « et, ajoute M. de Caux, ce n'est pas  
« sans peine que j'ai fait consentir le sieur Boulabert  
« à s'obliger à exécuter l'ouvrage en question aux  
« mêmes prix, qui lui ont été adjugés par son marché  
« du 26 février 1784 » (12 juillet) ; — au renvoi par  
l'Intendant à M. de Caux, après homologation, de trois  
exemplaires du devis de construction des fours de  
munition, revêtus de la soumission du sieur Boulabert,  
fils aîné, et de ses cautions (28 juillet) ; — à l'envoi du  
mémoire des ouvrages exécutés en conséquence des  
ordres du ministre (18 novembre) ; — à la remise  
d'une ordonnance de 20,000 livres au profit du sieur  
Boulabert, à valoir sur la dépense qu'il a faite pour  
l'établissement des vivres (6 décembre) ; — au toisé  
général et définitif des ouvrages faits en conséquence  
des ordres, donnés par le ministre de la guerre le  
17 juin, pour commencer la construction d'un établis-  
sement pour le service des vivres, exécutés par le sieur  
J.-J. Boulabert, d'après le marché qui lui en a été  
passé, le 28 juillet, et dont le total s'élève à 68,379  
livres 8 sols 4 deniers, certifié par M. de Bizy, lieute-  
nant-colonel, brigadier au corps royal du Génie, par  
M. de La Gastine, capitaine au dit corps du Génie et par le  
directeur des fortifications, M. de Caux, qui certifient  
de plus que les ouvrages, non prévus dans le devis,  
ont été faits par économie, en proportion des prix  
énoncés et pour le plus grand profit du Roi (30 dé-  
cembre).

C. 2384. (Liasse.) — 33 pièces, papier, 2 plans.

**1787-1788.** — Affaires militaires. — Régie des  
vivres. — Élection de Valognes. — Ville de Cherbourg.  
— Correspondance entre MM. le comte de Brienne,  
ministre ; le duc de Harcourt, gouverneur de la pro-  
vince ; Feydeau de Brou, Intendant de la Généralité ;



de Caux, maréchal de camp, directeur des fortifications; de Montcarville, commissaire des guerres; de Garantot, subdélégué, relative: à l'état des transports de seigle, farines, sacs et ustensiles des vivres exécutés par la Régie des convois militaires, certifié par le directeur de la Régie, le sieur Du Buisson (27 janvier 1787); — à l'ordonnance de l'Intendant à cet effet (7 février); — à la demande de M. de Caux de délivrer une ordonnance de 21,000 livres au profit du sieur Boulabert fils (17 avril 1787); — à l'ordonnance de l'Intendant, M. Cordier de Launay, pour le paiement de 20,000 livres au sieur Boulabert par M. de Montzaigle, directeur des vivres, comme à compte sur les ouvrages déjà exécutés (28 avril); — à la lettre de M. de Launay résumant au maréchal de Ségur tous les incidents de la construction des fours et magasins des vivres à Cherbourg, depuis le 20 janvier 1786 jusqu'au moment où il a succédé à M. de Brou. Il ajoute que tous les travaux faits et soldés, s'élevant à la somme de 41,000 livres, ne remplissant pas, à beaucoup près, les besoins du service des vivres, dans une place où il y a actuellement plus de 3,200 hommes de troupes en garnison, les magasins construits ne contiennent que 1,000 sacs et le service en exige un dépôt de 6 à 7,000. En conséquence, il soumet au ministre un nouveau plan des ouvrages proposés par M. de Caux et dont l'exécution coûtera 58,000 livres; il le prie de vouloir bien l'aviser de ses intentions le plus promptement possible: « jusqu'à présent, écrit-il, vous avez chargé les munitionnaires des vivres de faire les avances nécessaires à ces établissements, ils attendent vos ordres pour les exécuter, et je vois d'autant moins d'inconvénient à les leur transmettre que cette disposition ne dérangera en rien la destination des fonds de l'Extraordinaire des guerres, dont la répartition est vraisemblablement faite pour cette année » (3 mai); — à l'avis donné à M. de Launay par le maréchal de Ségur que S. M. approuve la dépense de 58,000 livres pour la construction d'un magasin d'augmentation et d'un hangar pour serrer le bois, destiné à la cuisson du pain (13 mai 1787); — à l'avis donné à M. de Caux par M. de Launay qu'il avait adressé au ministre les plan, profils et estimation des ouvrages par augmentation à faire à Cherbourg pour assurer le service des vivres, et que le ministre approuvait et autorisait le devis estimatif de 58,000 livres à payer par le directeur des vivres, au fur et à mesure de l'avancement des ouvrages, d'après les certificats que M. de Caux délivrera à l'entrepreneur (24 mai 1787); — au renvoi, après homologation, de trois expéditions du

devis des dits travaux (10 juillet); — à la demande d'un à-compte de 28,000 livres pour les travaux de construction d'un magasin, contenant 3400 sacs de farine, à payer au sieur Boulabert, entrepreneur des dits travaux (23 août); — aux ordres donnés à cet effet à M. de Montzaigle pour préparer les fonds dont l'avance doit être faite par les munitionnaires généraux (31 août); à l'avis donné que M. le duc de Beuvron est de retour à Cherbourg depuis le 29 septembre, et qu'il a donné des ordres pour que les approvisionnements, à savoir: 100 sacs de farine, 400 pots d'huile, 9,000 livres de lard salé, 6,000 livres de riz et 100 boisseaux de fèves et de pois pour la garnison de 500 hommes établis au fort royal sur l'île Pelée, soient faits sur le champ (1<sup>er</sup> octobre); — à l'invitation adressée par M. le comte de Brienne à M. de Launay de tenir la main à l'exécution des nouvelles dispositions, prises par le duc de Beuvron et approuvées par le Roi, pour assurer, sur le pied de paix, la subsistance des troupes qui doivent garder le fort Royal et pourvoir à leur chauffage (24 novembre); — à une série de notes des secrétaires de l'Intendance résumant toute la correspondance du duc d'Harcourt avec M. de Launay sur l'aménagement des soldats au fort Royal (octobre à décembre 1787); — à la demande, appuyée du mémoire des travaux faits d'une nouvelle ordonnance de 2,700 livres en à-compte des 58,000 livres, montant du deuxième devis de M. de Caux pour les travaux d'augmentation de l'établissement des vivres, à payer au sieur Boulabert qui les a avancées (29 mars 1788); — à l'ordonnance de paiement (11 avril); — aux représentations du sieur Mourgue de Montredon, principale caution du sieur Boulabert, chargé de la construction de l'établissement des vivres, que l'ordonnance de 27,000 livres expédiées au profit du sieur Boulabert fils a été égarée à la poste de Cherbourg, le 30 avril, et que, malgré toutes les recherches faites, elle n'a pu être retrouvée; il demande en conséquence un duplicata ou amplification de la dite ordonnance, à charge par lui de remettre l'ordonnance originale si elle parvient à sa destination (22 mai 1788); — à l'avis de M. de Montzaigle demandé à cet effet par l'Intendant (23 mai).

C. 2385. (Liasse.) — 41 pièces, papier.

1777-1788. — Affaires militaires. — Régie des vivres. — Élection de Valognes. — Correspondance entre MM. Esmangart, Intendant de la Généralité; Sivard de Beaulieu, subdélégué et les administrateurs de l'Hôpital de Valognes, relative: au refus des voitu-

riers ordinaires de transporter, au prix insuffisant de 2 sols 6 deniers par lieue et par sac, sur des chemins difficiles, les farines de la Régie des vivres (2 février 1778); — à la demande des directeurs et administrateurs de l'hôpital et Hôtel-Dieu de Valognes, réclamant le paiement des loyers des maisons attenantes à l'église, servant de magasins au service des vivres, ils exposent que l'hôpital retirait annuellement de la ville, pour le loyer de ces maisons, une somme de 230 livres et en retirerait au moins 260 livres vu la plus value actuelle des maisons; il leur a fallu de plus abandonner un jardin potager pour construire un four et reposer le bois nécessaire à la cuisson du pain, et que le loyer de ce jardin ne peut être évalué à moins de 400 livres; en conséquence, ils demandent que le service des vivres paie ce loyer depuis le 1<sup>er</sup> août 1776; « ce faisant, » ajoutent-ils, vous ferez justice et les pauvres continueront leurs vœux pour la conservation de votre « Grandeur » (18 février 1778); — au transport de Cherbourg à Valognes de farine blutée (26 février 1778); — au certificat de M. Sivard de Beaulieu attestant que, vu la valeur actuelle des maisons, les suppliants « ne » sont pas excessifs dans leur demande et que l'extrême misère de l'hôpital l'engage à se réunir à eux « pour solliciter de la bienfaisance de l'Intendant le » plus prochain paiement » (14 mars); — à l'envoi à l'Intendant par son subdélégué de Valognes, de l'état des voitures, commandées par lui à la réquisition du sieur Henrion, garde-magasin, pour le transport des farines de méteil de Cherbourg à Valognes, Brix, Octeville, Tallevast et Tourlaville, à raison de 2 sols 6 deniers par sac de 200 livres et par lieue; « ce modique » paiement, ajoute M. Sivard de Beaulieu, est insuffisant pour défrayer des gens qui, forcés de quitter pour « cela leur travail de la campagne, n'ont pas l'avantage » d'un chargement pour le retour, comme les voituriers ordinaires dont le sieur Henrion a quelque « fois fait usage » (16 mars); — à la note autographe de M. Esmangart, mise au bas du dit certificat, ainsi conçue : « renvoyer au Régisseur des vivres pour » payer, sur le pied de 230 livres, à l'hôpital, le loyer » dont il s'agit » (23 mars 1778); — à la demande par les administrateurs de l'hôpital de Valognes du paiement de huit mois de loyer de leur maison, occupée par le service des vivres, avec certificat du sieur Juhé, garde-magasin, à l'appui de la dite réclamation, et le bon à payer de M. de La Sandray (11 janvier 1779); — à la nouvelle réclamation des administrateurs pour obtenir le paiement du loyer de leurs maisons, qui ont besoin de réparation : « l'hôpi-

« tal, ajoutent-ils, est peu moyenné et auroit besoin » de ce qui en est dû de loyer pour faire ces réparations, » et au certificat du sieur Juhé, attestant qu'il est dû 268 livres 6 sols 8 deniers au dit hôpital (7 août); — à la même réclamation des dits administrateurs de l'hôpital (31 décembre 1779); — aux requêtes de divers propriétaires réclamant les loyers de leurs maisons ayant servi de magasins pour le service des vivres, avis du garde-magasin et du subdélégué à l'appui, entr'autres : de Jacques Auvray, fermier de la ferme du Sey, en la paroisse de Quettehou, réclamant 234 livres pour treize mois de loyer, avec certificat du syndic de la dite paroisse (novembre 1779); — 432 livres pour deux années de loyer en octobre 1780 et 603 livres pour trente-trois mois et demi de loyer à raison de 18 livres par mois, prix réglé par le sieur Wauworn, chargé des vivres le 14 juillet 1778 (juillet 1783 et 1784); — à l'avis du directeur des vivres qui, après avoir résumé tous les incidents de cette affaire, pense que le dit Auvray n'est fondé à réclamer que le loyer de la grange et de l'étable, dont il a été privé, et qu'il ne peut être payé à raison de 18 livres par mois, puisque les chambres, qui faisaient la principale partie de la location, ont toujours été en sa possession (10 novembre 1784); — aux états des transports de matières et effets exécutés par la Régie des convois militaires au compte de celle des vivres, certifiés par les sieurs Moreau et du Buisson, directeurs de la Régie des étapes et convois (1781-1786); — aux inventaires des effets et matières existant dans les places de Cherbourg et Valognes, à la garde des sieurs Henrion et Foynon, préposés de Barthélemi Marchandis, régisseur général des vivres.

C. 2386. (Liasse.) — 25 pièces, papier.

**1778-1782.** — Affaires militaires. — Régie des vivres. — Élection de Vire. — Villedieu. — Ordre du sieur Duras, inspecteur des vivres, au sieur Pitel, syndic de Villedieu, de faire évacuer les lieux choisis ensemble pour l'établissement des vivres (8 juillet); — ordre transmis par le dit syndic au sieur Des Rues, occupant le grand four banal de la Commanderie et le corps de bâtiment en dépendant, de sortir dans la journée et de tirer tous ses meubles (13 juillet); — ordre intimé par le syndic de Villedieu ainsi conçu : « De par le Roi, » suivant les ordres à nous adressés de Monseigneur « l'Intendant, il est enjoint à tous les fermiers, occupant la maison du sieur Roïé, dans la rue du four » banal, de vider la maison en totalité et de déloger

« dans la journée, afin que cette maison soit preste et  
 « propre à recevoir les farines pour les troupes, on  
 « charge celui à qui cette ordre est donnée, de la com-  
 « muniqué aux autres fermiers, faute à eux d'y satisfaire,  
 « ils en porteront tous les inconvénients, qui en pour-  
 « roient arriver » (9 juillet 1778); — requête adressée à l'In-  
 tendant par Michel Des Rues, fermier des fours banaux  
 du seigneur de Boniface, Commandeur de Villedieu,  
 par laquelle il représente que, le 13 juillet, on lui a  
 pris les deux meilleurs fours et le logement du fermier,  
 qu'il tenait à loyer, au prix de 350 livres par an, rom-  
 pant ainsi son bail pour le service de S. M., ce qui lui  
 a causé un fort préjudice, pourquoi il demande de lui  
 accorder un exécutoire par provision et dans le plus  
 bref délai, sur le collecteur de la taille, de la somme  
 de 386 livres 8 sols, montant de l'indemnité qu'il évalue  
 lui être due (20 septembre 1778); — avis, écrit en tête  
 de la dite requête, par M. de La Sandray, directeur des  
 vivres, qu'il ne voit rien que d'équitable dans le rapport  
 de M. Desmortreux, subdélégué, qu'en conséquence, il  
 y a lieu au paiement d'une somme de 90 livres 18 sols  
 à faire par la Régie des vivres au sieur Des Rues  
 (1778); — note, écrite au haut de la dite requête,  
 disant que le 22 octobre 1779, il a été expédié une  
 ordonnance de 90 livres 18 sols sur le directeur des  
 vivres, pour les causes mentionnées en la requête du  
 dit sieur Des Rues; — autre requête adressée à l'In-  
 tendant par Jean-Baptiste Royer, demandant 109 livres  
 pour le loyer de ses appartements, dont il a été dé-  
 possédé, ainsi que les autres locataires, pour servir de  
 dépôt aux farines du régiment de Bassigny (1778-1779);  
 — certificat du sieur Naigeon, chargé des vivres à  
 Villedieu, attestant qu'il s'est mis en possession d'une  
 maison occupée au rez-de-chaussée par un maître  
 d'école et par un menuisier, et le dessus de l'école par  
 un huissier, qui a été obligé de déloger, attendu que  
 le plancher de la chambre était si mauvais que la terre  
 se détachait et serait tombée sur les sacs de farine  
 (15 juillet 1778); — avis favorable du directeur des  
 vivres et du subdélégué de Valognes; — note margi-  
 nale indiquant que le 22 octobre 1779 il a été expédié  
 une ordonnance sur le directeur des vivres de 41 livres  
 14 sols; — autres requêtes du sieur Des Rues, récla-  
 mant le paiement des loyers de sa maison occupée  
 pour le service du régiment de Bassigny (1779); —  
 états des transports de pain de munition, farines et  
 ustensiles des vivres de la place de Villedieu, qui ont  
 été exécutés par la Régie des convois militaires et à  
 laquelle il est dû, pour le pain de munition, 15 deniers  
 du quintal et par lieue, pour le sac de farine de

200 livres, 2 sols 6 deniers et par lieue, et pour les  
 ustensiles 15 deniers par quintal et par lieue; ces états  
 sont certifiés par les sieurs Coullon et Alkermann  
 gardes-magasins et par le sieur Moreau, directeur de  
 la Régie générale des étapes (1780-1782).

C. 2337. (Liasse.) — 5 pièces, papier.

**1778.** — Affaires militaires. — Régie des vivres. —  
 Élection de Vire. — Correspondance entre MM. Esman-  
 gart, Intendant de la Généralité, et De Mortreux, subdé-  
 légué, relative : à la demande des Capucins de Vire  
 d'un dédommagement pour le préjudice que leur a  
 causé l'emmagasinage des blés et farines dans leur  
 église, qui se trouve ainsi en partie délavée et les  
 stalles dégradées (28 février); — au paiement de la  
 somme de 84 livres 16 sols dépensée par les employés  
 des vivres, envoyés par M. l'Intendant à Vire, pour le  
 service de la fourniture du pain de munition à faire  
 aux trois bataillons provinciaux (22 août); — aux re-  
 quêtes des propriétaires, demandant le paiement des  
 loyers de leurs maisons occupées par la Régie des  
 vivres; — à l'avis demandé au subdélégué, qui répond  
 à l'Intendant que les Capucins se sont prêtés de bonne  
 grâce pour le bien du service et qu'on a pris chez eux  
 tous les appartements, dont on a eu besoin pour le  
 magasin des effets du régiment provincial, que deux  
 chambres sont encore pleines de chapeaux, gibernes et  
 souliers, qu'un voiturier des effets du dit régiment, avec  
 sa voiture fort large, fit sauter le jambage de la porte  
 d'entrée de la cour de la communauté, que le pavé de  
 leur église a souffert parce que les chevaux et mulets y  
 entraient chargés et que le pavé de petites tuiles rayées  
 est tout endommagé, « mais que ce dommage est une  
 « affaire tout au plus de 50 livres, et qu'en leur donnant  
 « 20 écus ou trois louis, ce sera leur faire du bien et  
 « une charité dont ils ont besoin. Les stalles ont encore  
 « souffert de la vermine, friande de la farine » (19 sep-  
 tembre); — à l'ordre donné au sieur Berthier, chargé  
 des deniers provenant des anciens effets du dit régi-  
 ment, de payer sur les fonds, remis en ses mains, la  
 somme de 60 livres au gardien des Capucins de Vire,  
 comme dédommagement du préjudice que leur occa-  
 sionne l'emmagasinement des vivres militaires et en  
 considération du dépôt des effets, à la sûreté et conser-  
 vation desquels ils devront veiller (21 novembre).

C. 2388. (Liasse.) — 34 pièces, papier.

**1755-1762.** — Affaires militaires. — Bois de  
 chauffage. — Correspondance entre MM. le comte d'Ar-



genson, ministre ; de Fontette, Intendant de la Généralité ; les officiers municipaux des villes et les subdélégués, relative : au procès-verbal d'adjudication des bois et lumières à fournir aux corps de gardes de la côte depuis Dives jusqu'à Isigny, faite au sieur Quédrue, soumissionnaire, le 100 de bûches de chêne ou de hêtre à 32 livres, le 100 de fagots à 30 livres et le 100 de coterets à 12 livres, et la livre de chandelle à 12 sols, et présentant comme caution le sieur Auguste Mauger, lesquels s'engagèrent à fournir trois bûches, un fagot ou deux coterets et un quarteron de chandelles par jour, pendant cinq mois d'hiver, à partir du 1<sup>er</sup> novembre, à chaque corps de garde (30 octobre 1755) ; — à l'adjudication pour la fourniture du riz et des bois et lumières, aux 50 hommes que le comte d'Estrées, lieutenant général des armées du Roi, dans la province de Normandie, fait passer dans l'île de Chausey, à raison de deux onces de riz par jour et par homme, de deux cordes et demie de bois par mois d'été, de cinq cordes par mois d'hiver, pour la caserne, et une autre corde avec 30 fagots par mois d'été, et deux cordes avec 60 fagots par mois d'hiver, pour le corps de garde, plus un quarteron de chandelles en été, et une demi-livre en hiver, pour le dit corps de garde, à raison de 9 sols la livre de riz, à 33 livres la corde de bois de chêne, de hêtre ou d'orme, à 25 livres le cent de fagots et à 12 sols la livre de chandelles, à payer sur les fonds de l'Extraordinaire des guerres, le transport des dites fournitures aux frais du Roi (27 mars 1756) ; — à l'état du bois de chauffage qui a été fourni aux régiments de Rohan, Rouargue, Clarc, Eu et aux chasseurs de Ficher, en garnison dans la Généralité de Caen, pour le compte du sieur Quédrue, entrepreneur de la dite fourniture pendant les mois d'avril, mai, juin, juillet, août et partie de septembre, le dit état arrêté à la quantité de 250 cordes à raison de 33 livres la corde, formant un total de 8,250 livres (13 septembre 1756) ; — à l'état du bois de chauffage qui a été fourni aux dragons de Marbeuf, pendant les quinze premiers jours de juillet, le mois d'août et les quinze premiers jours de septembre pour le compte du sieur Quédrue, entrepreneur de la dite fourniture, le dit état arrêté à la quantité de 17 cordes et demie à raison de 33 la corde, formant un total de 577 livres 10 sols (16 septembre 1756) ; — à la circulaire de l'Intendant écrivant à ses subdélégués que, sur les représentations faites par les troupes au sujet de la fourniture de bois pendant l'été, il a été trouvé « juste de subvenir de quelque chose à celles « qui se trouveroient logées dans des maisons louées « par les communautés aux frais de leurs habitants,

« pour les dédommager, qu'ils trouveroient de l'avantage s'ils étoient chez les bourgeois, en faisant bouillir « leurs marmîtes au feu de leurs hôtes. » Il ajoute qu'en attendant la réponse du ministre, il mande aux maires, échevins et syndics de chaque Élection, de faire payer un liard par jour, pour chaque soldat, jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre, attendu que le Roi y pourvoit depuis le dit jour, jusqu'au 1<sup>er</sup> avril, époque où il faudra recommencer cette gratification, et, comme il sera question de faire l'imposition de ce liard sur les communautés, il sera nécessaire que les maires, échevins et syndics lui adressent un état contenant le nombre des soldats logés dans les maisons louées à la charge des communautés seulement, parce qu'il n'est rien dû à ceux qui sont chez le bourgeois ou dans de vraies casernes (8 octobre 1756) ; — à l'avis, donné par l'Intendant à ses subdélégués, aux officiers municipaux et aux commandants de place, qu'il a été décidé par le comte d'Argenson et par le contrôleur général, que les villes seront chargées de la fourniture du bois, pendant les sept mois d'été, à raison de 1 liard par jour, à chaque soldat non caserné ni logé chez le bourgeois, et leur demandant un état indiquant : 1<sup>o</sup> le nombre des soldats casernés ; 2<sup>o</sup> des soldats logés chez le bourgeois, et 3<sup>o</sup> des soldats logés dans des maisons louées aux frais des communautés, auxquels seuls est dû l'indemnité du liard par jour (12 octobre 1756) ; — à la demande par les officiers des troupes, qui sont dans la Généralité, de leur faire le décompte des 6 deniers que le Roi accorde à chaque soldat, par son ordonnance de 1718 pour leur tenir lieu de chauffage (19 octobre 1756) ; — au tarif pour la fourniture de chaque corps de garde, conformément au marché passé par l'Intendant le 23 octobre 1756 ; — à l'état des sergents, brigadiers, soldats et dragons des régiments casernés dans la Généralité, auxquels il doit revenir 3 deniers par jour à chaque soldat et dragon, et 6 deniers aux sergents et brigadiers, de septembre au 1<sup>er</sup> novembre, et le double pendant les mois de l'hiver suivant ; cet état, divisé en cinq colonnes, indique : l'Élection, le nom des régiments en garnison, le nombre des sergents, celui des soldats et le total de ce qui doit leur revenir ; à la fin du dit tableau se trouve ce N.-B. : « Il n'y a que la seule ville de Cherbourg, où le régiment « de Clarc n'ait ni caserne ni maison en propre, ainsy, si « les villes sont tenues de paier le bois de chauffage « aux troupes, les habitants de Cherbourg aussi bien « que ceux des autres villes de la Généralité qui sont « épuisées, se trouveront par une charge nouvelle dans « une situation des plus dignes d'attention et de com-

« misération » (novembre 1756); — à l'avis donné par M. de Fontette aux officiers municipaux des villes de la Généralité que, quelques représentations qu'il ait pu faire jusqu'à présent, M. le comte d'Argenson a décidé que les villes fourniraient le bois ou deux liards par jour pendant les cinq mois d'hiver à tous les soldats qui ne sont pas dans de vraies casernes. « Je réitère malgré « cela mes observations avec toute l'instance possible « pour le porter à les en exempter; mais il faut tou- « jours obéir par provision, c'est-à-dire fournir le bois en « nature ou en argent, suivant ce qui sera le plus avanta- « geux pour les communautés à l'avenir, sauf à en faire « l'imposition ou à en estre indemnisé sur l'Extraor- « dinaire des guerres, si mes représentations au Ministre « de la guerre et au Contrôleur général ont plus de « succès. Je crois que vous feriez bien aussy de repré- « senter au plutost l'état de misère de votre ville direc- « tement à ces deux ministres (MM. le comte d'Argenson « et Peirenc de Moras) » (15 décembre 1756); — à l'état des troupes en garnison et en quartier dans la Généralité, pour servir au paiement du chauffage de l'hiver, à raison de 6 deniers par jour à chaque soldat, et d'un sol à chaque sergent, de 8 deniers à chaque cavalier et de 14 deniers à chaque maréchal de logis, conformément au règlement de 1718 et aux revues des commissaires des guerres; cet état est terminé par le tableau récapitulatif de ce qui doit revenir à chaque régiment; — à l'ordonnance de M. de Fontette, adjugeant au sieur Pierre Queudrue, bourgeois de Caen, la fourniture des bois et lumières aux casernes et corps de garde des Invalides du château de Caen et au corps de garde des Invalides, établi à la Monnaie, pour l'année 1757, à raison de 32 livres le cent de bûches, à 17 livres 10 sols le cent de cotrets, à 12 sols la livre de chandelles et à 30 sols le cent de tourbes, dont il sera payé sur les fonds de l'Extraordinaire des guerres, de quartier en quartier, avec déduction des 4 deniers pour livre (30 décembre 1756); — à l'avis de M. de Fontette aux officiers municipaux des villes de la Généralité, que malgré toutes les représentations qu'il ait pu faire au comte d'Argenson pour le porter à épargner à leur ville la dépense des bois de chauffage, ce ministre a décidé « qu'il n'y avait pas lieu »; en conséquence, il leur demande de lui adresser sans délai deux états : l'un contenant le nombre des sergents et soldats logés dans de vraies casernes et l'autre indiquant la quantité de ceux logés dans des maisons louées par les communautés, afin qu'il puisse composer un état général de toutes les troupes casernées dans la Généralité, pour que le comte d'Argenson donne des ordres au trésorier de satisfaire au paiement

de cette partie, et que lui, l'Intendant, puisse de son côté ordonner l'imposition de 3 deniers par jour et par soldat, pendant l'été; de 6 deniers pendant l'hiver, à compter du jour où les troupes sont arrivées dans leur ville après la séparation des camps (25 janvier 1757); — à l'état des sergents et soldats du régiment Royal des Vaisseaux, logés dans les casernes de Coutances, à raison d'un sol par jour à chaque sergent, et de 6 deniers à chaque soldat, pour leur tenir lieu de chauffage, en hiver, de 6 deniers par sergent, et de 3 par soldat, en été, le dit état arrêté par M. Guignard de la Garde, commissaire ordinaire des guerres (1<sup>er</sup> avril 1757); — à l'état du bois de chauffage dû au régiment de Bresse, en quartier en Normandie, conformément aux extraits des revues des commissaires (1757 et 1758); — à la supplique du sieur Christophe Hamel, adjudicataire des bois du Roi sur l'ordinaire de 1759, réclamant la somme de 600 livres qui lui est due pour avoir fourni à l'Hôtel-de-Ville de Valognes le bois nécessaire au corps de garde occupé par les troupes; à la dite requête sont joints les mémoires des dites fournitures et les ordres des officiers municipaux, l'obligeant à fournir le dit bois, ordres auxquels il était obligé de déférer sous peine de garnison; il expose qu'il est à la veille d'être constitué prisonnier, faute de moyens de satisfaire à ce dont il est encore redevable de son adjudication (9 août 1760); — au renvoi de la dite supplique aux officiers municipaux et au subdélégué de Valognes (15 août 1760); — aux affiches de l'ordonnance pour l'adjudication du marché à passer pour la fourniture, pendant 3 ans, du bois et de la lumière aux troupes en garnison dans le château de Caen, les forts de La Hougue et de l'île Tatihou et au Mont-Saint-Michel (2 novembre 1761).

C. 2389. (Liasse.) — 35 pièces, papier.

**1762-1777.** — Correspondance entre MM. le duc de Choiseul, d'Ormesson, de Monteynard, ministres; le maréchal Montmorency-Luxembourg; de Fontette, Intendant de la Généralité, relative : à l'approbation que donne le duc de Choiseul à M. de Fontette pour le marché du 22 décembre 1761, de la fourniture de bois et lumières aux troupes en garnison dans le château de Caen, dans les forts de La Hougue et de l'île Tatihou et au Mont-Saint-Michel, passé à un seul entrepreneur, de sorte que le roi y gagne un cinquième sur le prix de la bûche, un quart sur celui du fagot et deux sixièmes sur la livre de chandelle, avantage obtenu par la concurrence sollicitée par l'affichage de l'adjudication (11 janvier 1762); — à l'avis que le duc de Choiseul a

pris des arrangements avec le trésorier général de l'Extraordinaire des guerres, pour qu'il fasse remettre la somme de 6,728 livres 9 sols, restant due aux entrepreneurs de bois et lumières pour leur fourniture de l'année 1759, et celle de 3,000 livres en à-compte sur la fourniture de 1761 (21 juillet 1762); — à la demande par le régiment Royal des Vaisseaux d'une indemnité de chauffage, envoyée par M. le prince de Beauveau à M. Montmorency-Luxembourg et transmise à M. de Fontette (4 août 1762); — à la réponse de M. de Fontette, désespérant de faire payer le ministre de la guerre et celui des finances, malgré les tentatives répétées depuis quatre ans : « Ce régiment n'est pas le seul dans ce cas, il y en a nombre d'autres; toutes les communautés de mon département ont elles-mêmes à demander le remboursement de 34 à 35,000 livres qu'elles ont été forcées d'avancer pour cet objet. Peut-être trouverai-je encore une occasion de retourner à la charge, je ne l'échapperai pas; j'ai fort à cœur les intérêts des troupes, et je les ferai valoir encore avec d'autant plus de plaisir qu'il s'agit en même temps de rendre service aux communautés » (13 août 1762); — à la lettre de M. de Fontette à M. d'Ormesson, à qui il rappelle combien il a eu de peine à ramener le ministre de la guerre à l'exécution pure et simple du règlement de 1718 pour le chauffage des troupes. « Le Roy le paye depuis l'hiver de 1758 à 1759, et je ne crains point de vous dire que c'est pour ainsi dire malgré le ministre qui, en 1760, a voulu remettre la question sur le tapis »; il dit qu'il a dans cette Généralité un détachement d'une brigade de corps royal d'Artillerie répandu dans différentes places, qui, pendant les premières années de la guerre, n'a rien reçu ni en argent ni en nature; « mais depuis deux ou trois années, il l'a reçu en nature, parce que vous avés trouvé bon, dans le tems, que la dépense fut payée des fonds de la garde-côte, de manière cependant qu'elle parût faite pour la garde-côte même, afin d'éviter les conséquences. Aujourd'hui que l'administration de ces fonds est dans les mains du ministre de la guerre, qu'il faut suivre les règles de la comptabilité de l'Extraordinaire des guerres, et enfin que les objets de dépenses sont fixés, cette ressource devient impraticable pour me tirer de l'embarras où je me trouve par rapport à ce détachement. Il est sûr que si j'en écris au ministre, il profitera avec plaisir de l'occasion pour agiter de nouveau la question, parce qu'en effet, il y a beaucoup de Généralités qui, s'estant laissées entamer, payent annuellement le chauffage de leurs propres fonds et peut-être aurais-je, à la fin, le dé-

« plaisir d'être forcé de céder à l'autorité. J'ay pensé, Monsieur, que, pour éviter cette charge aux communautés de cette Généralité et m'épargner à moy-même un pareil désagrément, l'expédient le plus simple était de prendre cette dépense sur l'excédant de la capitation..... Il faut absolument rendre justice à ce détachement et le traiter comme les autres troupes, afin d'éviter des représentations, qui, étant fondées, pourroient bien produire le mal, que je crains si fort pour mon département; j'espère, Monsieur, que vous ne refuserez pas à de misérables communautés la grâce que je vous demande pour elles. Il est certain qu'en partant du règlement de 1718, le Roy devoit être chargé de ce petit traitement; mais puisque l'impossibilité de le faire payer en argent me met dans le cas de prendre les ordres du ministre de la guerre pour la donner en nature, il y a tout à parier qu'il n'y consentiroit pas, et qu'au contraire, en partant de l'exemple des autres Généralités, que je connois, il voudroit aussi que celle-cy fut chargée du chauffage de toutes les troupes sans exception. » Il ajoute qu'il a encore dans son département 4 bataillons et 8 escadrons, dont les revues s'en font dans la Généralité, et que, partant, le chauffage leur sera payé sur les fonds de l'Extraordinaire des guerres, en vertu d'un ordre particulier qu'il donnera au trésorier : « J'en ay toujours usé ainsi depuis 1758, malgré toutes les difficultés que m'a pu faire le ministre, et j'en useray toujours de même, tant que je n'auray point d'ordre contraire, conçu en termes absolus, parce que cette dépense, qui ne laisse pas que d'être considérable, ne peut pas être à la charge des peuples dans les provinces de l'intérieur, toutes les fois que les troupes sont cazonnées » (9 octobre 1762); — à la demande par le duc de Choiseul que les états de dépense des bois et lumières des différentes places de la Généralité lui soient adressés tous les deux mois (23 octobre 1762); — au renvoi par le duc de Choiseul de l'état du bois de chauffage du régiment de Bresse, durant son séjour en Normandie, afin que M. de Fontette examine si cet état ne fait pas double emploi (31 octobre 1762); — à l'envoi à M. de Fontette par le duc de Choiseul du placet de la veuve Dizet de La Rivière, réclamant le paiement de la somme de 3,500 livres 5 sols sur l'année 1759, et 3,330 livres 16 sols 10 deniers sur 1761, pour la fourniture de bois qu'elle a été chargée de faire aux corps de garde du château de Caen, pendant les années 1759, 1760 et 1761 (23 décembre 1762); — à la réponse de M. de Fontette écrivant que le trésorier des troupes assure avoir payé, dès le mois de juillet dernier, les



3,500 livres que la dite veuve réclamait pour 1759, et qu'à l'égard de l'année 1761, il avoue qu'elle n'a encore rien touché, parce que les fonds, que le duc de Choiseul avait accordés pour cette destination, ne lui ont été remis que depuis peu de jours (30 décembre 1762); — à l'envoi de la copie du marché renouvelé pour la fourniture des bois et lumières aux corps de garde dans les places de la Généralité où cette fourniture est à la charge du Roi (30 janvier 1771); — le ministre ajoute : « Je vous le renvoie pour que vous supprimiez la clause de la retenue des deux deniers pour livre de l'École Militaire, ce qui diminuera d'autant le prix »; M. de Fontette avait fait observer, dans sa lettre du 28 janvier, qu'il n'avait pas été possible de se refuser à l'augmentation des prix, « vu que le prix du bois dans toute la Généralité est fort augmenté depuis quelques années, ainsi que celui de toutes les denrées » (30 janvier 1771); — à l'avis transmis par le marquis de Monteynard à M. de Fontette, qu'un détachement de 30 hommes de la compagnie des Invalides de Diquem doit être réparti entre La Hougue et l'île Tatihou, et qu'il y a des ordres à donner à l'entrepreneur pour que le bois soit fourni à ce détachement, et qu'à l'égard de la dépense qu'il aura faite pour s'en procurer, depuis le jour de son arrivée jusqu'au moment qu'il le recevra en nature, on en fera faire le décompte en argent, conformément à ce qui est prescrit par l'ordonnance du mois de juillet 1766 (20 mai 1771); — au rappel adressé à M. de Fontette par M. le marquis de Monteynard, lui prescrivant d'envoyer exactement tous les deux mois les états de dépense du chauffage des troupes et des corps de garde de son département, le ministre ajoute de sa main en P.-S. : « J'attends, Monsieur, l'état de la plus-value (du pain) payée aux troupes dans votre département, pendant les mois de mars et avril derniers » (6 août 1771); — à la réponse de M. de Fontette, écrivant que l'état de chauffage des six derniers mois de 1770 eût été envoyé plus tôt, si l'entrepreneur le lui eût remis, et quant à celui de la plus-value du pain, il l'a adressé le 22 juin et le 31 juillet; « mais, ajoute-t-il, à tout événement, je joins ici la minute de l'état de mars et avril » (17 août 1771); — au nouveau rappel du ministre réclamant les états de dépenses de chauffage des six derniers mois de 1771, et prescrivant qu'à l'avenir ces sortes d'états lui parviennent exactement tous les deux mois (9 mars 1772); — à l'envoi des états demandés (25 mars); — à la nouvelle réclamation du ministre pour l'état des six premiers mois de 1771, ainsi que celui de la dépense du chauffage fourni en nature, et celle des bois et

lumières; « il convient, ajoute-t-il, qu'à l'avenir les états de la dépense de chauffage, tant en nature qu'en argent, me parviennent exactement tous les deux mois; je vous prie de vouloir bien y tenir la main » (30 mars 1772); — à l'envoi de l'état des six premiers mois de 1771; quant à celui du chauffage en nature, l'Intendant en remet l'envoi jusqu'à ce que les difficultés, qui en retardent l'arrêté, seront levées (15 avril); — au dit envoi (20 juin); — au marché pour la fourniture des bois et lumières aux corps de garde de la Généralité de Caen (1<sup>er</sup> juillet 1772); — à l'envoi du marché renouvelé pour la fourniture des bois et lumières au château de Caen et dans les forts de La Hougue et de l'île de Tatihou, à la charge du Roi; l'Intendant dit avoir fait ce qu'il a pu pour éviter l'augmentation du prix, mais il lui a fallu céder à la justice des représentations de l'entrepreneur, « parce qu'il est vrai que partout dans ma Généralité le prix du bois est augmenté comme celui de toutes les autres denrées » (13 avril 1774); — à l'état des bois et lumières fournis par le sieur Vintras, bourgeois de Caen, aux corps de garde de Caen, durant les trois derniers mois de 1773, certifié par M. Vardon, commissaire des guerres (1<sup>er</sup> janvier 1776); — aux mêmes états pour les quatre trimestres de 1776).

C. 2390. (Liasse.) — 53 pièces, papier.

**1778-1779.** — Affaires militaires. — Bois de chauffage. — Correspondance entre MM. de Montbarey, ministre, et Esmangart, Intendant de la Généralité, relative aux états généraux de consommation de bois et de chauffage, fournis en nature, s'élevant à 4,142 livres 19 sols 10 deniers; — à l'état de chauffage, payé en argent, s'élevant à 21,742 livres 8 sols 1 denier; — à l'état général du chauffage fourni, soit en argent, soit en nature, aux troupes en quartier dans la Généralité de Caen en 1778; — à l'état général de la dépense des bois, lumières et chauffage en nature, fournis aux corps-de-garde du château de Caen, forts de La Hougue et de l'île Tatihou s'élevant à 35,642 livres 19 sols 9 deniers pour 1778; — à l'état du chauffage, fourni en argent et en nature aux troupes de la Généralité, s'élevant à 17,045 livres 14 sols 7 deniers pour le chauffage en argent et à 871 livres pour le chauffage en nature pour l'année 1779. Ces divers tableaux indiquent le nom des régiments et le prix de consommation de chacun d'eux, tous ces états rédigés dans la forme prescrite par le ministre, suivant le traité passé avec les régisseurs généraux, puis arrêtés par les commissaires des

guerres sur les certificats des commandants de corps et visés par l'Intendant de la Généralité (1779).

C. 2391. (Liasse.) — 37 pièces, papier.

**1780-1788.** — Affaires militaires. — Bois de chauffage. — Correspondance entre MM. le prince de Montbarey, le maréchal de Ségur, ministres; Esmangart, Intendant de la Généralité; le marquis de Donissau; les anciens régisseurs des fourrages, les commissaires des guerres et les subdélégués, relative: à l'envoi des états de fourniture de bois de chauffage, faite aux différents corps en garnison dans la Généralité (13 janvier 1780); — au renvoi par le prince de Montbarey à M. Esmangart de l'état des fourrages consommés par le régiment d'Artois (dragons), en août, à cause des différentes erreurs qui s'y trouvent (30 janvier); — au dit état de fourrages, réformé d'après les observations du ministre (9 février); — au retard apporté dans l'envoi des états concernant la dépense du chauffage, en nature et argent, aux troupes qui ont été en garnison dans la Généralité pendant les années 1778 et 1779, le prince de Montbarey les demande, sans perte de temps, et prescrit de nouveau à l'Intendant de donner ses ordres pour qu'on le mette à portée de les lui faire passer à l'avenir exactement tous les deux mois (13 mai); — au paiement de ce qui peut être dû au régiment de Languedoc, pour le chauffage, pendant les 23 jours du mois de septembre 1778 qu'il a été à Coutances (21 juin 1780); — au renvoi par l'Intendant aux anciens régisseurs généraux des fourrages, après les avoir revêtues de son arrêté, de deux expéditions de leurs états généraux, l'un pour la fourniture du bois de chauffage fait aux troupes en quartier dans la Généralité pendant l'année 1778 et l'autre pour celle fournie aux mêmes troupes pendant l'année 1779 (28 juin 1780); — à l'ordre de faire payer par le trésorier de l'Extraordinaire des guerres le chauffage des soldats du régiment de Languedoc, en quartier à Coutances, pendant 23 jours du mois de septembre 1778 et réclamé par M. le marquis de Donissau, colonel de ce régiment (5 août 1780); — à l'envoi des états de chauffage, en argent et en nature, pendant les 6 premiers mois de 1780, avec l'indication des noms des régiments; le chauffage en argent s'élève à la somme de 15,077 livres 12 sols et celui en nature à 24,062 livres 8 sols; — à l'affiche de l'adjudication, au rabais, de la fourniture des bois et lumières pour les troupes en garnison dans la Généralité (12 septembre 1782); — à l'état général dressé d'après les états arrêtés par M. de Montcarville, commissaire ordonnateur,

des fournitures en bois de chauffage aux troupes en garnison dans la Généralité, pendant les années 1781 et 1782, sur le pied de 5 cordes de bois pour 100 hommes par mois, du 1<sup>er</sup> novembre au 1<sup>er</sup> avril, et moitié pendant les sept mois, du 1<sup>er</sup> avril au 1<sup>er</sup> novembre, et de ce qu'il en aurait coûté en les payant par jour, conformément au règlement de l'ordonnance du Roi du 29 juin 1766; — à l'acceptation par M. Esmangart de la soumission du sieur Bucquet, pour la fourniture des bois de chauffage aux troupes en quartier dans la Généralité, sous la condition de la retenue des 4 deniers pour livre sur le montant des ordonnances, qui seront expédiées pour le paiement de ses fournitures, et de donner bonne et suffisante caution pour sûreté de l'exécution des clauses de sa soumission (5 janvier 1783); — au tableau des corps de garde et gardes-pavillons de la côte, dans les départements d'Avranches, Bayeux, Caen, Cherbourg et Valognes, supprimés dans les six premiers mois de 1783, et de ceux qui existaient encore le 1<sup>er</sup> juillet 1783; — à l'envoi de deux ordonnances de paiement, sur le trésorier de l'Extraordinaire des guerres, s'élevant à 380 livres, au profit des sieurs Dupuy et Vimard, habitants de Langrune et Onistreham, en les faisant prévenir qu'ils ne doivent plus compter sur aucun paiement pour le loyer de leurs magasins, qui ont dû être évacués comme tous les autres de la Généralité (25 juillet 1783); — à la demande du sieur Bucquet qu'il lui soit passé un nouveau traité pour six années aux mêmes prix de son marché pour la fourniture de bois, en considération des approvisionnements qu'il a faits, afin d'assurer le service dont il est chargé (10 décembre 1783); — aux renseignements demandés par M. de Bron à M. de Montcarville, commissaire ordonnateur, à MM. de Laubarède, Despiès, D'Heu et de Longécour, commissaires des guerres, et aux subdélégués des diverses Élections, sur les prix actuels de la corde de bois et de la livre de chandelle, notamment à Caen, Cherbourg et Valognes, où il y a encore des troupes (21 décembre); — à la recommandation que M. Esmangart, devenu Intendant de Lille, adresse à son successeur, M. de Brou, Intendant à Caen, en faveur du sieur Bucquet, entrepreneur de la fourniture des bois et lumières de la Généralité de Caen, qui sollicite du maréchal de Ségur une prolongation de son traité, pour l'indemniser des pertes qu'il a éprouvées par suite de la paix et de la retraite d'un grand nombre de régiments, qui l'ont mis dans la nécessité de se défaire, à perte, des bois emmagasinés pour la consommation des troupes (27 décembre); — à l'avis transmis par M. Meslé, subdélégué d'Avranches, que la corde de bois de 6 pieds

de longueur et 3 pieds 1/2 de bûche se vend 17 livres, et la livre de chandelle de 16 onces 13 sols, il ne prévoit pas que les différents prix puissent varier pendant la paix; — à l'avis transmis par M. de Mombrière, subdélégué à Coutances, que la corde de bon bois à brûler de 8 pieds de longueur, 4 de hauteur sur 3 1/2 de largeur, est vendue à Coutances, de 26 à 27 livres, et la livre de chandelle 14 sols; il ajoute qu'il doit être accordé un prix plus élevé aux entrepreneurs et qu'on pourrait leur fixer la corde de bois à 30 livres et la livre de chandelle à 15 sols, attendu qu'ils sont obligés de payer des magasins (28 décembre); — à l'avis de M. Robillard, subdélégué de St-Lô, que la corde de bois, dans son canton, a 8 pieds de longueur, 4 de hauteur et 3 de largeur et vaut de 18 à 19 sols, la chandelle 14 sols la livre; il observe que « la circonstance de la guerre » n'a aucune influence sur le prix du bois, mais seulement le bon ou mauvais état des chemins, venant « du canton de mon Election, qui approvisionne la » ville. Dans le temps du débordement de la rivière ou « d'une longue gelée, la communication est interrompue, et alors la corde vaut quelquefois 30 livres. » Il ne se fait aucune exportation parce que les frais de « transport absorberaient le prix principal de la chose (28 décembre); — à l'avis de M. D'Heu qu'à Valognes la corde de hêtre ou d'orme de 7 pieds de long, 4 de haut, la bûche de 3 pieds de long coûte, rendu aux bourgeois, 25 livres et à dîner aux voituriers, et la corde de chêne 20 livres et le dîner une livre; la corde mitoyenne de l'entrepreneur, qui fournit différents bois, doit être de 23 livres 10 sols, à quoi il faut ajouter un huitième sur la longueur de la corde; pour former la corde royale, 2 livres 18 sols 9 deniers et le septième; pour porter la bûche à 42 pouces de long, qui est la longueur de la corde royale, 3 livres 7 sols 1 denier, ce qui met le prix de la corde de bois commun à l'entrepreneur, à 29 livres 15 sols 10 deniers; il observe que la cherté du bois a été occasionnée par les travaux de Cherbourg et les embarquements que l'on fait pour le Havre des bois de la forêt de la Pierre-Buttée, entre Valognes et Cherbourg; de sorte qu'il ne reste à ce pays que le bois provenant des défrichements des forêts de Monsieur, ce qui annonce que cette denrée ne peut qu'augmenter. La livre de chandelle coûte de 13 à 14 sous la livre en hiver et de 12 à 13 en été (décembre); — à l'avis du subdélégué de Vire, M. de Mortreux, que la corde de bois de 8 pieds de long, 4 pieds de haut et 3 pieds 1/2 de largeur, vaut dans son département 16 livres, plus le dîner, estimé à 30 sols; en outre, les droits municipaux et réservés,

la livre de chandelle vaut 14 sols la livre (28 décembre).

C. 2392. (Liasse.) — 71 pièces, papier.

**1784-1790.** — Affaires militaires. — Bois de chauffage. — Correspondance entre MM. le maréchal de Ségur, de La Tour du Pin, ministres; de Feydeau, Cordier de Launay, Intendants de la Généralité; le duc de Beuvron; les commissaires des guerres et les subdélégués, relative : à l'avis de M. Couraye du Parc, qu'à Granville la corde de bois de chêne se vend 20 livres et de hêtre 24 livres, prix auquel il faut ajouter 12 livres pour la voiture, 1 livre 10 sols pour la façon de la corde, 1 livre 4 sols pour la fente de bois. Il ajoute que plus on s'éloigne de la ville, moins chère est la corde, prise sur les lieux, mais plus il en coûte pour la voiture : « Il y » en a eu d'achetée à 17 livres, toute dépense comprise, « mais ces occasions ont été rares et le deviendront de » plus en plus, par la raison que les armements ou « plus tôt les constructions de vaisseaux, qui s'exé- » cutent au port de Granville, consomment considéra- » blement et font renchérir sensiblement le bois. La » chandelle se vend en détail 14 sols la livre, quoique « depuis la paix nos marchands en ayant tiré de » Bretagne, elle se soutient au même prix et je ne » pense pas que l'entrepreneur pût l'obtenir en gros, à « moins de 13 sols 6 deniers » (1<sup>er</sup> janvier 1784); — à l'avis de M. Sivard de Beaulieu, subdélégué de Valognes, que « l'augmentation future est inévitable, par l'effet » des circonstances, ce qui fait douter s'il n'y auroit « pas d'économie à rétablir la plus-value au lieu de la » fourniture en essence, laquelle pourroit être fixée, « chaque année, d'après les estimations locales, qui » seroient fournies à cet effet par chaque département » (7 janvier); — à l'avis de M. Lavalley de La Hogue, subdélégué de Carentan, que la vente publique de bois étant rare dans son Election, chaque particulier faisant sa provision à la campagne, il a dû prendre des informations et rapprocher les différents prix; il résulte de cette opération que la corde de bois d'orme, de 8 pieds de longueur sur 3 de largeur et 4 de hauteur, est de 25 à 26 livres; celle de hêtre de 22 à 24 livres, et la livre de chandelle est fixée à 14 sols. Il ajoute que le bois devient si rare qu'il est à croire que, sous deux ans, il pourra augmenter de plus d'un quart du prix actuel; « cette augmentation est due aux défrichements et à » ce que la forêt de Neuilly n'a pour ainsi dire pas « produit cette année. La coupe, qui s'y fait, est em- » barquée à Isigny pour Caen et Rouen » (8 janvier);



— à l'avis de M. Génas, subdélégué à Bayeux, que la chandelle se vend 13 sols et le chêne se vend à Bayeux 25 livres, le hêtre 27 livres 10 sols et l'orme 32 livres la corde à 8 pieds de longueur, 3 pieds de largeur sur 4 de haut; il observe que le prix augmente de plus en plus, parce que : 1° la consommation est plus considérable qu'autrefois; 2° qu'il y a des défrichements; « il « serait à désirer que le Gouvernement s'occupât sérieusement des moyens de prévenir la disette de cette « denrée » (11 janvier); — aux mêmes renseignements par M. Despiès (27 février); — à la soumission adressée à M. de Brou par le sieur Lallemant, laboureur de la paroisse du Theil, près Cherbourg, pour la fourniture du bois, « persuadé, écrit-il, d'après votre renommée, « que vous aurés plus d'égard à la justice et au profit du « du Roy qu'à toutes autres considérations... ma profession et ma qualité d'habitant de la campagne me met « dans le cas de ne point craindre la peine et de me contenter d'un petit bénéfice, en faisant le service tout « aussi bien que personne. » Il livrera donc la corde à 31 livres pour Caen; à 28 livres pour Coutances et Granville; à 26 livres pour Bricquebec, Cherbourg, Carentan, St-Sauveur et Valognes; à 22 livres pour Avranches, Bayeux et St-Lô, et à 20 livres pour Mortain et Vire; le cent de cotrets à 27 livres; le cent de fagots à 25 livres; le cent de tourbes à 28 sols et la chandelle à 14 sols, à condition qu'il sera payé tous les deux mois par les commissaires des guerres de chaque département, le tout, sans retenue des 4 deniers pour livre, et que la bûche sera de « chaîne, de hêtre ou d'orme, suivant l'usage du pays, et qu'il lui sera le plus facile de se le procurer » (10 mars 1784); — à la soumission du sieur Benard de fournir aux troupes, pendant 9 années, les bois et lumières, au prix de 40 livres la corde de bois et de 14 sols la livre de chandelle (12 mars 1784); — à la circulaire adressée par M. de Bron à MM. de Montcarville, de Laubarède, D'Heu et de Longecour pour avoir leur avis motivé sur le choix à donner à l'un des deux soumissionnaires de la fourniture des bois et lumières, et sur la question de savoir s'il ne serait pas plus avantageux pour le Roi et pour les troupes de leur payer leur chauffage en argent, comme avant la guerre (21 mars); — à la réponse motivée de M. de Montcarville, affirmant : 1° que si l'on continue pour 6 ans le marché de l'ancien fournisseur, le sieur Buequet, ce ne peut être à titre d'indemnité de la perte supposée qu'il fera sur ses approvisionnements, mais bien pour lui procurer le débit de bois que le sieur Doumer, sa caution, et qui paraît être le véritable fournisseur, caché sous ce prête-nom, a acquis, près de Cherbourg, pour

convertir ensuite les terrains en défrichement. Quant au sieur Bernard, qui soumissionne à raison de 40 livres la corde, M. de Montcarville ne voit pas la raison qui pourrait faire augmenter le prix d'une fourniture, déjà d'un prix excessif, et qui a occasionné un surhaussement dans le prix des bois de chauffage débité dans le commerce et pour le service du public : « ainsi, dit-il, « cette fourniture de bois en nature, aux troupes, pendant la guerre, a produit l'inconvénient de faire renchérir extrêmement le bois de chauffage. En outre, « il s'en faut de beaucoup que cette fourniture, faite « aux troupes, en nature, ait été un objet d'économie « pour le Roi dans cette Généralité, où l'usage était « auparavant de leur en tenir compte en argent, suivant le taux fixé par l'ordonnance de 1766, la différence de l'un et l'autre traitement est si sensible que « le parti qu'on a pris a été une vraie surcharge pour « S. M. C'est ce qu'il est aisé de prouver par la comparaison des deux objets mis en parallèle; « de cette comparaison, il résulte qu'en 3 années la fourniture faite en nature a occasionné un excédent de dépenses de plus de 50,000 écus au Roi; il observe toutefois que le règlement de 1766, pour la fourniture en argent, ne devrait pas être général pour toutes les places du Royaume, surtout dans celles où, comme à Caen, le bois est beaucoup plus cher que dans le pays Messin, l'Alsace et autres. On pourrait donc accorder, en cette Généralité, à tout soldat, 1 sol par jour en hiver, et 6 deniers en été, ce qui ferait 14,637 livres pour un régiment de 2 bataillons, composé de 1,148 hommes, et pour les deux régiments en garnison dans la province, la somme de 29,274 livres, ce qui différerait encore de la fourniture en nature à Caen, Cherbourg et Valognes de 3,472 livres 5 sols par an : « J'ose assurer, « ajoute-t-il, que les soldats, au moyen du sol de traitement par chaque homme, par jour d'hiver, et du « demi-sol par jour d'été, dont le décompte leur sera « fait sur les revues de prêt, en même temps que celui « de la solde, seront fort contents de cet arrangement, « qui, en leur donnant plus d'aisance pour vivre, ne les « fera plus passer par la main de leurs officiers supérieurs, qui trouvent toujours le moyen d'écorner leur « part sur toutes les choses fournies en nature, dont « l'usage peut être à leur convenance; mais l'argent, « étant un objet de décompte, dont le soldat sera instruit « et prévenu, il n'y aura pas moyen de rien rogner sur « ce qui leur revient; les fournisseurs seuls le seront peu « à la vérité, leur fourniture se trouvant réduite et bornée « à celles des bois et lumières et pour les corps de garde « de la côte et pour les forts et châteaux, où le Roi est

« tenu de la fournir. » Il observe enfin que ces corps de garde de la côte n'ont plus leur raison d'être en temps de paix (29 mars); — à l'envoi par M. de Montcarville à M. Armenault, l'un des secrétaires de l'Intendance, du règlement du 29 juin 1766 sur le chauffage des troupes, dans les provinces où il est d'usage de le payer en argent, et de l'état de comparaison de la corde de bois, mesure de Paris, avec celles fournies à Caen, Cherbourg et Valognes, et de ce qui revient à chaque régiment par corde de bois, lorsque la bûche n'a pas la même longueur que celle de Paris (2 avril); — à l'avis demandé par M. de Brou à M. de Longecour sur le prix de chauffage en argent : « Le soldat y trouveroit sans doute un bien-être réel, et il en coûteroit moins au Roi, même en accordant le double de la fixation portée à l'ordonnance de 1766 » (11 avril); — à la réponse de M. de Longecour écrivant que les officiers, à qui il en avait parlé en particulier, sont « convenus qu'il y auroit un avantage réel pour les troupes, si elle étoit payée à raison de 29 livres la corde, puisqu'elle n'en vaut que 23 ou 24, et que, par arrangement avec le Major, le plus fort rachat de l'excédent de la fourniture effective lui est payé 18 livres, ce qui fait à l'entrepreneur au moins 11 livres de bénéfice en pure perte pour le Roi et pour le soldat. » Il dit que M. le comte de Praslin, ne désirant que le bien-être du soldat, craignait que le bois n'augmentât bientôt. « Cette observation du colonel étoit au nombre de celles qui m'avoient fait opiner pour l'adjudication publique au rabais, mais si l'on se décide à payer le bois, au lieu de le donner en nature, comme je suis persuadé qu'il y auroit des inconvénients à s'en rapporter au soldat et à lui confier immédiatement l'argent de cette fourniture, je serois d'avis que le règlement chargeât chaque capitaine-commandant d'en faire le décompte à sa compagnie. Le Major s'est fort récrié contre, il l'a presque taxée d'attentat à ses droits et à la discipline intérieure; mais n'ayant eu effectivement que l'intention de proposer — (ainsi que je m'y croyois obligé et autorisé par les devoirs et les droits de ma charge), — une chose également avantageuse au bien du Roi et du soldat, l'interprétation de M. le Major ne doit point empêcher de vous soumettre mon avis, comme je le dirois au ministre ou même à M. le comte de Tavannes, qui, sûrement, ne manquera pas d'entrer dans vos vues » (24 avril); — à la lettre de M. de Brou résumant au maréchal de Ségur toutes les données de ses correspondants (12 juin); — à la réponse du maréchal rejetant les soumissions des sieurs Bucquet et Bernard, et agréant celle du sieur Lallemant, auquel le

maréchal engage M. de Brou à passer le marché de la fourniture des bois et lumières, parce qu'il lui paraît préférable de traiter avec un seul entrepreneur, plutôt que de faire des adjudications particulières par place (30 juin); — à la demande de M. de Brou à M. Sivard de Beaulieu, subdélégué à Valognes, « de vérifier avec exactitude si le sieur Lallemant est, par son intelligence et ses facultés, en état d'entreprendre et de bien faire la fourniture, s'il jouit d'une bonne réputation, si l'on peut espérer qu'il fera loyalement et exactement le service » (15 juillet); — à la réponse favorable au sieur Lallemant, qui promet de fournir bonne et suffisante caution (31 juillet); — à la minute de l'affiche pour l'adjudication au rabais de la fourniture des bois et lumières pendant l'espace de six années, qui aura lieu le 25 octobre (12 septembre); — à l'envoi par l'Intendant à ses subdélégués des affiches de la dite adjudication et d'un état contenant les espèces et conditions des dites fournitures, en leur recommandant de bien s'assurer de la solvabilité de l'adjudicataire (19 septembre); — à l'avis transmis à M. de Montcarville de l'affichage de la sus dite adjudication et de l'ordre du maréchal de Ségur de ne point distribuer de bois aux gardiens des corps de garde et des redoutes de la côte en temps de paix, la fourniture devant se borner aux troupes réglées et aux compagnies d'Invalides placées dans les villes et châteaux de la Généralité (19 septembre); — aux observations de M. Le Paulmier, subdélégué, demandant si l'intention de l'Intendant est de ne faire qu'une seule adjudication pour les deux fournitures pour les casernes et pour les corps de garde des côtes, cette dernière fourniture étant au compte du Roi est sujette à la diminution des 4 deniers pour livre (24 septembre); — à la note ajoutée au haut des dites observations, ainsi conçue : « J'ai donné, de vive voix, à M. Le Paulmier, les éclaircissements qu'il désirait à ce sujet, rien à répondre » (25 septembre); — aux réponses des subdélégués, accusant réception des placards de l'adjudication qu'ils ont fait afficher dans les chefs-lieux de leur Élection et de l'état des conditions qu'ils ont déposé en leurs greffes, où toutes les personnes intéressées en pourront prendre connaissance (septembre et octobre); — à l'envoi à l'Intendant, par M. de Montcarville, de deux états indiquant le nombre de corps de garde suffisant en temps de paix, et le nombre d'hommes qui les occupent; il pense qu'on pourrait suivre l'exemple de l'Artois, de la Flandre, du Haynault, et des autres provinces où l'on fournit de la houille, qui est à bien meilleur compte et d'un meilleur chauffage pour la troupe : « Cette

« houille pourroit être transportée de Litry, d'où elle  
 « se tire, à Port-en-Bessin et delà, par mer, à Caen,  
 « Cherbourg et Granville » (21 octobre); — à la lettre  
 de M. de Brou écrivant à M. Sivard de Beaulieu qu'il a  
 procédé, le 25 octobre, à l'adjudication des bois et  
 lumières et qu'il a été fort surpris de n'y point voir le  
 sieur Lallemant qui en avait fait, le 10 mars et le  
 28 juillet, deux soumissions, et que cette circonstance  
 et l'espérance qu'il a que les adjudicataires présents  
 n'avaient pas dit leur dernier mot, l'ont déterminé à ne  
 point clore l'adjudication jusqu'à ce qu'il sache si le  
 sieur Lallemant maintient sa première soumission,  
 parce qu'il se peut qu'il n'ait pas compté que la corde  
 de bois devait être suivant la mesure de Paris, c'est-  
 à-dire de 8 pieds de long, 4 pieds de haut et la bûche  
 de 42 pouces; « dans ce cas, sa soumission seroit  
 « regardée comme non avenue, mon intention n'étant  
 « point qu'il y ait la moindre surprise. » M. de Brou  
 engage son subdélégué à prendre les éclaircissements  
 les plus exacts et les plus positifs sur la fortune, la  
 capacité et la probité du sieur Lallemant, ainsi que de  
 sa caution, qui signera aussi la soumission. « La four-  
 « niture dont il s'agit est un objet de près de  
 « 100,000 livres par an, elle va augmenter par l'éta-  
 « blissement d'un régiment à Bayeux, et, si dans le  
 « cours du bail, la guerre survenoit, elle seroit très-  
 « considérable, il est donc très-important d'avoir un  
 « adjudicataire qui soit en état de bien faire le ser-  
 « vice... Comme il est possible qu'il y ait du rabais,  
 « même sur les prix portés par la soumission du sieur  
 « Lallemant, il est à propos qu'il déclare pour quels  
 « prix il peut définitivement s'en charger, le tems ne  
 « permettant point de lui faire de nouveaux renvois »  
 (28 octobre); — à la réponse de M. Sivard de Beaulieu  
 que le sieur Lallemant, retenu le 25 octobre chez lui  
 par un accès de goutte, a déclaré devoir se rendre,  
 sous 15 jours, à Caen, avec sa caution, et les pièces pro-  
 batives de leur solvabilité pour terminer définitivement  
 et combattre les nouvelles enchères qui pourraient être  
 mises (10 novembre); — à l'avis transmis par M. Arme-  
 nault à M. de Brou qu'il n'y a plus lieu de différer; il  
 le prie en conséquence de dire au sieur Lallemant de  
 se rendre sur le champ à Caen, pour l'adjudication défi-  
 nitive, qui sera close sur les soumissions signées des  
 concurrents (13 novembre); — à l'avis que le sieur  
 Lallemant se passera de ce marché si on ne lui  
 accorde le délai de 15 jours pour que son associé,  
 actuellement au Havre, puisse l'accompagner (17 no-  
 vembre); — à la lettre du sieur Boulabert aîné, annonçant  
 l'arrivée à Caen de soumissionnaires sérieux : « J'ajou-

« terai que quoique je ne paraisse point dans l'adjudi-  
 « cation, j'y aurai cependant un intérêt... Vous me  
 « permettrez de vous observer qu'il ne faut pas toujours  
 « s'attacher au meilleur marché et qu'il vaut mieux  
 « qu'il en coûte quelque chose de plus au Roy avec une  
 « compagnie solide et en état de bien faire le service »  
 (18 novembre); — à la note du secrétaire de l'Inten-  
 dance : « M. de Brou verra par les lettres cy-jointes  
 « que le sieur Lallemant, soumissionnaire, saigne du  
 « nez; le sieur Besson ne cesse de venir à l'Intendance,  
 « il voudroit savoir à quoi s'en tenir, et comme il est  
 « adjudicataire, à tout événement il a déjà fait des  
 « marchés de bois; le tems s'avance et il est juste de  
 « clore son adjudication ou de l'en décharger » (20  
 novembre); — à la note autographe de M. de Brou,  
 écrivant au-dessous des lignes de son secrétaire : « Je  
 « ne crois pas que le sieur Lallemant mérite beaucoup  
 « de confiance, à en juger d'après sa soumission même,  
 « qui est si mal libellée et détaillée, qu'elle fait voir  
 « qu'il n'a pas suffisante connoissance de l'objet de  
 « l'entreprise; j'aurois bien plus de confiance aux  
 « nommez Boulabert de Cherbourg, mais depuis plus  
 « d'un mois qu'ils ont pris communication des pris  
 « souscrits par Besson, on n'a plus entendu parler  
 « d'eux. Je crois avoir fait raisonnablement tout ce qui  
 « étoit en moi pour obtenir un marché avantageux au  
 « Roi et à la province; il ne faut pas non plus mettre  
 « de l'excès ny de l'extraordinaire dans les mesures  
 « que l'on prend. Il est certain que Besson seroit en  
 « droit de demander ou l'homologation de son adjudi-  
 « cation ou la résiliation de ses mises.... Il y a défini-  
 « tivement lieu de clore l'adjudication faite par devant  
 « moi au sieur Besson, il faudra y faire signer sa  
 « caution » (23 novembre); — à l'envoi de l'expédition  
 de l'adjudication passée au sieur Besson pour la four-  
 niture pendant six années des bois et lumières à faire  
 aux troupes en garnison dans la Généralité (3 mars  
 1785); — à l'état général des fournitures de bois de  
 chauffage et lumières aux corps de garde d'Avranches,  
 Bayeux, Caen et St-Lô occupés par les régiments  
 d'Artois, de Bourbon et de Lorraine, pour le compte de  
 la Généralité de Caen, suivant le marché passé au sieur  
 Besson (1788); — à l'avis donné, vu la tranquillité de  
 la ville de Caen, de supprimer le chauffage et la lumière  
 du poste de l'hôtel-de-ville, ainsi que les patrouilles de  
 nuit faites par la milice bourgeoise (21 mai 1789); — à  
 l'état général des bois de chauffage et lumières aux  
 corps de garde de Bayeux et de Caen, occupés par les  
 régiments d'Angoulême, Artois, Bourbon et Lorraine,  
 ainsi que par la milice nationale, durant les six pre-



miers mois de 1789, certifié par le sieur Vintras, entrepreneur, et par M. de Montcarville (1789); — au renvoi par le ministre de la guerre à M. de Launay du mémoire contenant les représentations du sieur Besson sur la perte de 40,000 livres qu'il a éprouvée, par suite de la cherté excessive, dans tous les cantons de la Généralité, du bois qu'il a fourni aux troupes, il demande la résiliation de son marché ou une indemnité proportionnée à ses pertes (16 novembre 1789); — à la circulaire de M. de Launay à ses subdélégués qui devront, dans le plus bref délai, le renseigner le plus exactement possible sur le prix de la corde de bois de chêne ou de hêtre (29 novembre); — à la réponse du subdélégué d'Avranches qui, après avoir établi que le prix de la corde ne revenant au plus qu'à 21 livres, et le fournisseur en recevant 23 livres 5 sols, la perte, dont il se plaint, ne paraît pas fondée, puisqu'il se trouve avoir encore un profit de 2 livres 5 sols par corde; quant au prix du bois, on ne doit pas présumer qu'il augmente. « Vous sâvez, Monsieur, que tout le païs a été jusqu'à « présent païs de quart-bouillon et qu'on y fabrique « le sel blanc, ce qui fait une consommation énorme « de bois en fagots, et cette consommation n'a pas con- « tribué à l'augmentation du gros bois à chauffage, « parce que le prix des fagots, presque toujours réglé « par nos saulniers, influoit nécessairement sur celui « du gros bois; or, il y a beaucoup d'apparence que la « gabelle ne subsistera plus et que le gros sel de- « viendra d'un commerce libre. S'il en est ainsi, nos « sels blancs ne pourront soutenir la concurrence avec « le sel gris devenu libre, soit par la qualité supérieure, « soit à raison de l'infériorité de son prix; si on cesse « de fabriquer nos sels blancs, ou si on en fabrique « peu, la consommation de bois deviendra beaucoup « moindre et, de là, on peut présumer une diminution « dans le prix » (8 décembre 1789); — à la réponse du subdélégué de Coutances, écrivant que la corde de bois revient à 36, 38 et même à 40 livres, et qu'il est à présumer que le prix augmentera encore, le « sieur « Besson a l'entreprise de toute la Généralité à un « même taux; les prix du bois sont différends dans « plusieurs endroits; on ne peut donc juger s'il a lieu « de se plaindre que par l'ensemble des valeurs dans « tous les lieux où se fait la fourniture : le bois est à « bien meilleur marché à Villedien, Granville et Avran- « ches; de plus, s'il y a de la perte dans une année, « il y a eu du profit dans d'autres, ce qui doit faire « une compensation. Si on jugeoit qu'il y eût lieu à « une indemnité, elle devrait rester au profit du der- « nier entrepreneur, qui a fait la fourniture en réalité

« et qui conséquemment a souffert la perte occasionnée « par l'augmentation du prix du bois » (10 décembre 1789); — à l'avis du subdélégué de Valognes que la la corde de bois vaut 28 livres en hêtre et 25 en chêne, et comme il faut y ajouter pour parfaire la corde royale, le prix moyen est de 34 livres 4 sols 9 deniers, d'où une perte inévitable pour l'entrepreneur qui, du reste, a dû aviser au moyen de ses approvisionnements par des traités particuliers et pour des temps déterminés, indépendants des accroissements progressifs du prix du bois, il n'est donc pas possible de déterminer l'indemnité à lui accorder (11 décembre); — à la réponse de M. Robillard, subdélégué de St-Lô, très opposé aux indemnités à donner aux entrepreneurs qui soumissionnent à leurs risques et périls : « Rien ne sera donc stable « dans une administration, dit-il; la corde royale re- « viendrait-elle à l'entrepreneur à 30 livres 6 sols 8 « deniers, je dirois encore qu'il n'est pas dû d'indemnité « à l'entrepreneur. Ses soustraitans : 1<sup>o</sup> fournissent du « bois, qui ne vaut pas 18 livres la corde; 2<sup>o</sup> par leurs « manœuvres, de deux cordes ils en font trois. Ainsi, « une corde royale leur est payée, disent-ils, à 23 livres « 10 sols; il faut y ajouter la moitié qui est de 11 livres « 15 sols, cela forme la somme de 35 livres 5 sols, qui « les dédommageroit plus qu'à suffire, quand même il « seroit vrai qu'ils éprouvassent l'effet du renchérisse- « ment du bois, et quand même, — ce qui n'est pas, — ils « fournissent du bois loyal et marchand. Je ne hasarde « point les faits que je viens d'avancer; indépendamment « de mes observations anciennes, dont la vérité est « connue de toute la ville, depuis votre lettre du 29 no- « vembre dernier, j'ai arrêté, sur le tems, des soldats « qui venoient de se livrer du bois pour le corps-de- « garde, je l'ai fait séquestrer chez moi pour y avoir « recours, si le soustraitant venoit à désavouer le fait, « ainsi que la très-mauvaise qualité du bois qu'il fournit « à la troupe. Quant au prix du bon bois, année pro- « chaine, je présume qu'il sera de 25 livres la corde « loyale et marchande, mesure du pays » (14 décembre 1789); — à la réponse de M. Lavalley de La Hogue, subdélégué de Carentan, qu'il a appris que le sieur Besson paye vraiment 30 livres par corde, mais il doit s'imputer la perte qu'il fait; « un entrepreneur ne doit pas, pour ses provisions, s'adresser à un revendeur » (21 décembre); — à la réponse de M. de Garantot, disant que le sieur Besson perd 15 livres sur le prix de la corde de bois qui se vend à Cherbourg; il pense qu'il y a lieu d'indemniser l'entrepreneur. « Mais, quelle a « été sa perte? M. l'Intendant, qui est informé du prix « de toute la Généralité, peut seul l'arbitrer; un en-

« trepreneur, qui perd en un endroit, pouvoit gagner « considérablement dans un autre et se trouver ainsi « dédommagé. ...., je ne peux m'empêcher de dire que « j'ai toujours vu cette fourniture fort mal faite, mais « j'en reviens à mon opinion, il faut bien paier ces « entrepreneurs, et, après cela, les forcer de bien « fournir; ce qu'on donne au pauvre soldat luy étant « toujours délivré en petite quantité, du moins qu'il « soit bon » (22 décembre 1789); — à l'avis de M. Génas du Mesnil, disant que la corde de bois de hêtre revient, rendue à Bayeux, à 33 livres, et celle de chêne à 30 livres, auxquels il faut ajouter le sixième; de sorte que l'entrepreneur ne recevrait que 23 livres 10 sols, et la corde royale revenant à 35 et 38 livres, il perd 15 livres 5 sols 10 deniers, il y aurait donc lieu à l'indemniser (12 janvier 1790); — à l'avis de M. Le Harivel de Gonnevillle qu'il y aurait lieu de rapporter l'adjudication et de remplacer le bois par le charbon de terre ou d'accorder à la troupe le prix porté par l'adjudication, sauf à pourvoir à son approvisionnement ainsi qu'elle *aviserait bien* (17 janvier 1790); — à l'envoi par M. de Launay à M. de La Tour du Pin, de l'état de comparaison du prix de la corde de bois de chêne ou de hêtre dans huit Élections de la Généralité de Caen, y compris le sixième, qui doit y être ajouté pour former la corde royale, que l'entrepreneur de la fourniture des bois et lumières s'est obligé de distribuer aux troupes, d'après les prix fixés par son marché; le tout, d'après les éclaircissements fournis par les subdélégués, d'après lequel l'Intendant constate pour l'entrepreneur une perte réelle de 59 livres 9 sols 10 deniers, qui, divisées par huit, font une perte commune, par Élection, de 7 livres 8 sols 8/8 deniers; en conséquence de quoi, il demande pour le dit entrepreneur le remboursement des droits d'entrée sur le bois qu'il a été obligé de payer depuis le commencement de son bail du 1<sup>er</sup> janvier 1785, quoique, par son marché, il soit dit expressément qu'il en sera exempt; — à l'égard de sa demande en résiliation, l'Intendant pense qu'elle ne saurait être admise, « parce « que, dans la circonstance présente, les Assemblées « d'administration, qui vont être établies, ne manqueront sûrement pas de prendre un nouvel arrangement « à ce sujet, et que toute opération qui occasionneroit « un surcroît de dépense seroit dans le cas d'être critiquée » (22 février 1790); — à l'envoi au ministre de la guerre de l'état des dépenses extraordinaires, faites par l'entrepreneur de la fourniture des bois et lumières, pendant les années 1788 et 1789, avec les pièces à l'appui; cet état, s'élevant à la somme de 1,925 livres 7 sols, est visé par les différents commissaires des

guerres employés dans la Généralité de Caen (30 juin); — à l'autorisation par M. de La Tour du Pin à M. de Launay d'expédier au profit de l'entrepreneur trois ordonnances, y compris les 4 deniers pour livre, dont le dit entrepreneur ne doit point supporter la retenue et s'élevant à 2,019 livres 1 denier : « Le comité de liquidation, établi par l'Assemblée Nationale, fera pourvoir « au paiement des deux premières ordonnances comme « concernant des dépenses arriérées, et la troisième « sera acquittée par le trésorier de la guerre sur les fonds de l'exercice de 1790 » (4 août); — à l'expédition de la dite ordonnance de 348 livres 6 sols 1 denier, à payer par le sieur Housset de Catteville, trésorier de l'extraordinaire des guerres, au sieur Besson ou au sieur Vintras, son porteur de procuration, pour le transport des fournitures de bois et lumières aux postes et forts de Cherbourg, trop éloignés des magasins pour que les troupes y puissent prendre livraison des dites fournitures (août 1790).

C. 2393. — 1 cahier, 4 feuillets, papier.

**1597-1598.** — Affaires militaires. — Comptabilité.

— « État de la recepte et despense faicte et à faire par « Pierre Denys, trésorier provincial de l'extraordinaire « des guerres en Normandie aux gens de guerre, tenans « garnison pour le service du Roy, ès villes et places « de la Généralité de Caen, en l'année 1597 », le dit état indique que la recette s'élève à 17,343 écus 1 tiers, sur un mandement de l'épargne levé au nom de M. Jean de Choisy, conseiller du Roi et receveur général de ses finances à Caen, et qu'il a été payé pour les garnisons de : Avranches, 1184 écus 10 sols; Caen, 3,169 écus 1 tiers; Cherbourg, 1,514 écus 1 tiers; Granville, 1,631 écus; l'île de Chaussey, 1,029 écus; Mortain et Isigny, 435 écus 10 sols; Pontorson, 2,749 écus 1 tiers; St-Lô, 954 écus 10 sols; Tombelaine, 411 écus 50 sols; Vire, 411 écus 50 sols; — aux capitaines des châteaux de : Avranches, à M. de Canisy, 250 écus; de Bayeux, à M. de Tourville, 133 écus 1 tiers; de Carentan, à M. de Quenchy, 133 écus 1 tiers; de Falaise, à M. de Crèvecœur, 133 écus 1 tiers; de Valognes, à M. de Sainte-Marie-Dumont, 133 écus 1 tiers; à M. de La Verune, lieutenant-général pour le Roi au Bailliage de Caen pour cinq mois, à raison de 100 écus par mois, 500 écus; — aux commissaire et contrôleur des guerres pour leurs taxations, 186 écus 2 tiers; — au contrôleur ordinaire et provincial de l'extraordinaire des guerres, pour ses taxations extraordinaires de l'année entière 200 écus; — aux trésoriers provinciaux pour leurs gages de l'année entière

1600 écus ; — pour les taxations des trésoriers des guerres 722 écus 30 sols, le total de la dépense est de 17,059 livres 10 sols, le dit Denis, trésorier provincial doit 284 écus 10 sols, différence du montant de la recette ; le dit état arrêté par le sieur Denis le 27 février 1698 et vérifié par les présidents et trésoriers généraux des finances, en vertu des lettres patentes, adressées à cet effet, pour le paiement des garnisons de la Généralité de ce qui était ordonné par mois à icelles garnisons ; acquits représentés par le dit Denis et le s<sup>r</sup> de Choisy, receveur général, pour l'accomplissement de l'ordonnance de M. le duc de Montpensier, portant injonction au dit sieur de Choisy de faire prêt aux dites garnisons sous les quittances ou récépissés des capitaines, le dit Denis est déclaré débiteur de la somme de 284 écus 10 sols, en lui ordonnant de prendre du dit s<sup>r</sup> de Choisy les dites quittances ou récépissés pour deniers comptants et de payer incontinent ce qui est dû et revenant bon aux dénommés au dit état, soit en deniers ou en quittances que le dit s<sup>r</sup> de Choisy lui expédiera sur les recettes particulières des tailles suivant son obéissance, remettant à S. M. et au Conseil d'ordonner du surplus à leur bon plaisir (3 mars 1598).

C. 2394. (Liasse.) — 1 pièce, papier, 4 parchemins.

**1627.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Quitances données à M. Jacques Nau, conseiller du Roi, trésorier général de l'extraordinaire des guerres par les mains de Guillaume Dupuis, conseiller du Roi et trésorier provincial du dit extraordinaire pour appointements payés : à Robert de Vienne, sieur de la Brossette, prévôt du régiment de M. le comte de Croisy ; — au sieur Gallois, exécuteur des sentences criminelles du prévôt du dit régiment ; — aux archers de la dite prévôté ; — à Gilles Gambert, sieur de la Croix-Pavée, bourgeois de Mortain, greffier du prévôt du dit régiment et au lieutenant de la dite prévôté ; — certificat du capitaine Darsy, attestant qu'il a reçu, des mains de René Le Roy, 80 livres tournois pour les appointements de Robert de Vienne et s'obligeant d'en acquitter le sieur René Le Roy (13 octobre).

C. 2395. (Liasse.) — 8 pièces, papier.

**1646.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Prisonniers Espagnols. — Extraordinaire des guerres. — Extraits du registre du greffe des villes et mairies de Bayeux, Coutances et St-Lô ; — certificats des procureurs syndics de Condé-sur-Noireau et Cupnas ; —

reconnaissance devant les tabellions par les habitants de Ducey ; — certificats des lieutenants civil et criminel du Bailliage du Cotentin pour la vicomté de Valognes et des échevins et procureur syndic de Vire, constatant la remise qui leur a été faite par le messenger de Caen, contenant la route, les ordres du Roi et l'ordonnance des trésoriers généraux de France au bureau des finances de Caen, pour assurer les passage, séjour et subsistance de 800 Espagnols, faits prisonniers de guerre le 31 août au siège de Mardick avec des lettres de S. M. adressées à M. de La Potherie et une lettre du sieur de Richemont (12-16 septembre).

C. 2396. (Liasse.) — 23 pièces, papier.

**1746-1785.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Réquisitions de MM. de Voyer d'Argenson, de Saint-Germain, de Monteynard, le prince de Montbarey, le maréchal de Ségur, de Brienne et La Tour-du-Pin, ministres et de M. de La Briffe, Intendant de la Généralité, au trésorier de l'extraordinaire des guerres de payer les appointements et le montant des rations de fourrage dus à M. de Moncam, maréchal des camps et armées du Roi, commandant sur la côte de Normandie, 1,262 livres pour son traitement du 1<sup>er</sup> avril au 31 octobre, les appointements des 6 carabiniers, servant près de sa personne, et pour 20 rations de fourrage par jour à 20 sols chacune (30 mai 1746) ; — aux commissaires ordonnateurs 4,800 livres ; — aux commissaires des guerres à raison de 3,000 livres par an ; — aux officiers et employés attachés aux directions d'artillerie, au directeur 4,800 livres, au sous-directeur 3,000 livres, au capitaine en 1<sup>er</sup> 2,400 livres, aux gardes d'Artillerie de 600 à 900 livres ; — état de ce qui a été payé et de ce qui reste dû aux officiers généraux employés dans la Généralité de Caen en 1759 ; le montant de la dépense s'élevait à 186,670 livres 10 sols 8 deniers, dont il reste à payer 89,163 livres 12 sols ; les 97,506 livres 18 sols 8 deniers ont été répartis entre les lieutenants généraux : MM. le duc d'Harcourt, de Coëtlogon, de La Salle et le baron de Montmorency, à raison de 31,548 livres par an ; les maréchaux-de-camp : MM. de Berville, de Brassac, marquis de Brancas, comte de Clermont-Tonnerre ; les brigadiers : de Beaujeu, de La Roque, de Courcy, à raison de 5,000 livres ; le maréchal-de-camp : de Cresnay à raison de 2,000 livres ; les colonels : de Clamoux, de Capley, de Fauveau et de La Neize ; et pour les dépenses extraordinaires au sieur Pyron, imprimeur, et pour le traitement des soldats galeux de divers régiments (1759) ; — états de traitement de 1779 à 1783, le



maréchal duc d'Harcourt, commandant en chef, figure pour 33,739 livres 4 sols, et le duc d'Harcourt, lieutenant général, pour 43,200 livres par an, sur le pied de 3,600 livres par mois, Dumouriez reçoit 5,400 livres par an comme colonel de dragons, en 1780, puis 10,800 livres comme maître-de-camp de Dragons en 1781-1782 et comme brigadier d'Infanterie en 1783.

C. 2397. (Liasse.) — 14 pièces, papier.

**1750-1788.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — Ordres du comte de Voyer d'Argenson, ministre de la guerre, au commis de l'extraordinaire des guerres en la Généralité de Caen, de payer sur les deniers de l'exercice 1749 la somme de 420 livres pour les appointements des garde-magasins des effets d'habillement, équipement et armement des bataillons de milice du 1<sup>er</sup> avril 1750 au 1<sup>er</sup> avril 1751, à raison de 140 à chacun des garde-magasins de Caen, St-Lô et Vire, sur le pied de 80 livres d'appointements et 60 livres d'entretien des dits magasins; au bas de cet ordre est le bon à payer de M. de La Briffe, Intendant de la Généralité (15 mai 1751); — ordre de M. de Saint-Germain au commis de l'extraordinaire de payer 360 livres pour les appointements de 1776 du garde-magasin des effets des 3 bataillons du régiment provincial de Caen (10 mars 1777); — ordre du prince de Montbarey au dit commis de payer 300 livres au garde-magasin d'habillement des deux régiments provinciaux de Caen et d'Alençon (16 mai 1778); — ordre du même au même de payer 360 livres au garde-magasin des 3 bataillons des régiments du Dauphin, la Couronne et Ponthièvre (24 mars 1779); — ordre du maréchal de Ségur de payer 360 livres au garde-magasin des 3 bataillons des troupes provinciales, 180 livres pour les appointements du garde et 160 livres pour l'entretien du magasin (1781-1787); — même ordre du comte de Brienne (12 janvier 1788).

C. 2398. (Liasse.) — 16 pièces, papier.

**1782-1790.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — Ordres du maréchal de Ségur au trésorier de la guerre en la Généralité de Caen, de payer au sieur de Préfort, commandant à Granville, la somme de 1071 livres pour ses appointements pour six mois, à raison de 2142 livres par an, déduction faite du 10<sup>e</sup>, conformément à l'article 22 de la déclaration du Roi du 12 juin 1781, et ce, suivant les ordonnances de l'Intendant de la Généralité (1782-1787);

— même ordre du comte de Brienne (1787-1788); — même ordre du comte de Puy-Ségur (1788-1789); — même ordre de M. de La Tour-du-Pin (1789-1790).

C. 2399. (Liasse.) — 14 pièces, papier.

**1784-1787.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — États des appointements des officiers majors des places de la Généralité de Caen, sur lesquels le 10<sup>e</sup> a été prélevé, conformément à l'article 22 de la déclaration du Roi du 12 juin 1781; desquels il résulte que le comte de Mathan, lieutenant du Roi, recevait 3,151 livres par an; le sieur Dunot, chevalier de Saint-Maclou, major à Caen, 1,351 livres 16 sols; le sieur de St-Germain, major à Cherbourg, 1,620 livres; le chevalier de Colleville, commandant à La Hougue, 1,260 livres; le sieur abbé Bidaut, aumônier, 270 livres; le sieur abbé Paulmier, aumônier de l'île Tatihou, 270 livres; — ordre du maréchal de Ségur au trésorier de la guerre de faire les dits paiements (1784-1786); — même ordre de M. Loménie de Brienne (1787); — ordre au trésorier de la guerre de payer au chevalier de Renault, aide major de Cherbourg, ses appointements sur le pied de 1,620 livres par an, le 10<sup>e</sup> déduit à compter du 25 avril 1786; — états du mois d'appointements des années 1785, 1786 et 1787 continués, par l'ordonnance du 27 novembre 1783, aux officiers des compagnies de grenadiers et aux capitaines de fusiliers, seulement des bataillons en garnison, des régiments de Dauphin, de la Couronne et de Ponthièvre et ordre du ministre de la guerre de payer par mois 105 livres aux capitaines, 60 livres aux lieutenants et 50 livres aux sous-lieutenants.

C. 2400. (Liasse.) — 5 cahiers, 26 feuillets, papier.

**1716-1717.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — États des colonels, lieutenants colonels et autres officiers d'Infanterie et de Cavalerie, réformés, retirés dans la Généralité de Caen, avec indication des sommes qu'ils doivent recevoir pour leurs appointements semestriels entr'autres: au colonel Montégut, commandant à La Hougue, 450 livres; au lieutenant colonel Hotot à Cherbourg, 350 livres; au sieur Revel Despréaux à Caen, 300 livres; au capitaine Cresnay, 250 livres; ces états indiquent les régiments auxquels les officiers étaient attachés leurs noms, les lieux de leur retraite et leurs appointements semestriels, et sont terminés par les ordres, signés par MM. le maréchal

de Villars et Le Blanc, au commis de l'Extraordinaire des guerres de payer les dits appointements, en retirant de chacun des dits officiers quittance dans la forme portée par l'ordonnance du Roi du 26 décembre 1715, et ce, suivant les ordonnances particulières de M. Guynet, Intendant de la Généralité (1716).

C. 2401. (Liasse.) — 5 cahiers, 22 feuillets, 2 pièces, papier.

**1718-1720.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — Divers états signés de M. Le Blanc; — lettre du sieur Germanville à M. Guynet, Intendant de la Généralité, pour réclamer son traitement de son dernier quartier de lieutenant au 1<sup>er</sup> bataillon au régiment Royal d'Artillerie réformé (6 et 23 mai); — états des officiers réformés, qui sont restés dans la Généralité de Caen: MM. Montégut, La Bellière, Launay, Daumesnil-Bloüet, de Surlax-Galon, Des Michaux, et de Rougemont.

C. 2402. (Liasse.) — 12 cahiers, 32 feuillets, papier.

**1721-1725.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — Divers états des maîtres-de-camp, lieutenants-colonels et autres officiers, signés de M. Le Blanc (1721-1722); — état des officiers réformés et de leurs demeures dans la Généralité de Caen, en vertu des congés jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1721, assavoir à Avranches: les capitaines de Chassilly, Cheruel, Du Ronceray, Le Tournière, de Pontgilbert; à Bayeux: le lieutenant de Marigny; à Caen: les capitaines de Germanville, De Loges, de Marcilly; à Douvres près Caen: le sieur de Montfaubert; à Coutances: les capitaines Bloüet-Daumesnil, Gault de Neuilly, de Préval et le lieutenant de Prêmesnil; à Isigny: le capitaine de La Bazonnrière; à St-Hilaire-du-Harcouët: le capitaine de la Poterie; à St-Jean-des-Champs près Granville: le sieur Daucy; à St-Lô: le capitaine Dery; — mêmes états des dits appointements des maîtres-de-camp, lieutenants-colonels réformés d'infanterie, de dragons et autres officiers pour leur donner moyen de subsister chez eux, tous retirés dans la Généralité, états signés par M. de Breteuil (1723-1725).

C. 2403. (Liasse.) — 10 cahiers, 29 feuillets, papier.

**1726-1727.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — Mêmes états signés par M. Le Blanc, ministre de la guerre.

C. 2404. (Liasse.) — 9 cahiers, 26 feuillets, 2 pièces, papier.

**1728-1729.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — États des appointements des maîtres-de-camp, lieutenants-colonels, etc., avec les ordres de paiement du ministre D'Angervilliers; — lettre de ce ministre à M. de Vastan, Intendant de la Généralité, pour faire rayer sur l'état des officiers réformés le sieur de Cés, lieutenant de la compagnie des cadets-gentilshommes au château de Caen, qui est retourné à la suite du régiment du Colonel-général des Dragons, depuis la séparation de la compagnie de cadets-gentilshommes et demandant à y être payé de ses appointements, à partir du 1<sup>er</sup> janvier, ce que lui avait accordé le dit ministre de la guerre (6 août 1727); — ordre de M. D'Angervilliers au commis de l'extraordinaire des guerres en la Généralité de Caen, de payer aux héritiers ou créanciers du feu sieur Desmichaux, ci-devant capitaine d'une compagnie détachée du régiment de Poitou, la somme de 331 livres 2 sols 3 deniers, restant due des 800 livres d'appointements, conservés au dit officier, pour subsister chez lui, à compter du 1<sup>er</sup> juillet jusqu'au 23 novembre 1728, jour de son décès, et ce, suivant les ordres particuliers de M. de Vastan, lequel observera de le faire rayer de dessus les états, qui lui ont été adressés pour les derniers mois de la dite année (27 novembre 1729).

C. 2405. (Liasse.) — 8 cahiers, 25 feuillets, papier.

**1730-1731.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — Mêmes états signés du ministre de la guerre D'Angervilliers.

C. 2406. (Liasse.) — 10 cahiers, 28 feuillets, papier.

**1732-1734.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — Mêmes états signés du ministre de la guerre D'Angervilliers.

C. 2407. (Liasse.) — 6 cahiers, 12 feuillets, 2 pièces, papier.

**1735-1736.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — Mêmes états signés du ministre de la guerre D'Angervilliers; — lettre de M. de Prêmesnil, capitaine du régiment de Séberville, suppliant M. de Vastan, au nom de Madame de Launay, trop affligée de la mort de son mari, lieutenant-colonel, réformé, pour écrire elle-même, de l'honorer ainsi

que ses enfants de sa protection : « elle et eux, en ont  
« très-grand besoin, puisqu'elle perd non-seulement  
« un honnête homme, mais la plus grande partie de  
« son bien, ne consistant que dans les bienfaits du Roy  
« et dans quelques rentes qu'il avoit à fonds perdus sur  
« l'hôtel-de-ville de Paris ; sa fortune ayant été entiè-  
« rement renversée par les billets de banque », 24 fé-  
vrier 1733 ; au haut de la lettre, l'Intendant de la Géné-  
ralité ajoute : « écrit le 26 à M. Dangervilliers. »

C. 2408. (Liasse.) — 11 cahiers, 25 feuillets, papier.

**1737-1739.** — Affaires militaires. — Comptabilité.  
— Extraordinaire des guerres. — Mêmes états signés  
du ministre de la guerre Dangervilliers.

C. 2409. (Liasse.) — 8 cahiers, 16 feuillets, 1 pièce, papier.

**1740-1741.** — Affaires militaires. — Comptabilité.  
— Extraordinaire des guerres. — Lettre de M. de Bre-  
teuil, ministre de la guerre, adressant à M. de La Briffe,  
Intendant de la Généralité de Caen, les états d'appoin-  
tements des officiers réformés, résidant dans son départe-  
ment, et lui recommandant de « donner une particu-  
lière attention, à ce qu'il n'en soit payé aucun, sans  
« l'assurance prescrite par les ordonnances pour leur  
« existence et de prendre la peine de les faire avertir  
« d'envoyer au plutôt les pièces nécessaires, pour  
« recevoir leurs appointements semestriels, ce qui  
« pourra vous donner connaissance de ceux qui sont  
« morts depuis le dernier paiement, dont vous aurez  
« agréable de me faire part et, pour l'avenir, de re-  
« commander à vos subdélégués de vous donner avis,  
« dans l'instant, de ceux qui viendront à décéder et de  
« me le mander, étant du bien du service que j'en sois  
« informé exactement pour les faire supprimer des états  
« de paiement et pour connoître toujours avec préci-  
« sion l'objet de cette dépense, qui est encore bien  
« considérable » (30 juin 1740) ; — états semestriels  
des appointements du lieutenant-colonel, réformé,  
d'infanterie, et M. de Camp, réformé, de dragons, et de  
ceux conservés à plusieurs capitaines et lieutenants  
réformés et autres officiers, tant d'infanterie que de  
cavalerie et dragons, tous retirés en la Généralité de  
Caen ; ces états, divisés en 4 colonnes, indiquent le nom  
des régiments auxquels ces officiers étaient attachés, les  
noms des dits officiers, les lieux où ils sont retirés et  
leurs appointements pour les derniers six mois ; — ces  
états sont suivis de l'ordre au commis de l'Extraordinaire  
des guerres de payer les dits appointements en retirant

de chacun des officiers quittances et certificats de vie,  
dans la forme prescrite par l'ordonnance du 25 juin  
1725, et ce, suivant les ordonnances particulières de  
l'Intendant de la Généralité, ils sont signés par M. de  
Breteuil.

C. 2410. (Liasse.) — 8 cahiers, 16 feuillets, 5 pièces, papier.

**1742-1743.** — Affaires militaires. — Comptabilité.  
— Extraordinaire des guerres. — Correspondance entre  
MM. de Breteuil, d'Argenson, ministres de la guerre ;  
de La Briffe, Intendant de la Généralité ; Génas-  
Duhomme, subdélégué, relative : à l'envoi des états  
d'appointements des officiers réformés qui font leur  
résidence dans la Généralité, avec recommandation  
expresse du ministre à l'Intendant de se faire indiquer  
par ses subdélégués les noms des officiers qui viendront  
à décéder, afin de ne pas les comprendre à l'avenir  
dans les états (7 août 1742) ; — aux recherches deman-  
dées par M. de Breteuil à M. de La Briffe pour s'in-  
former du sieur de Boisgrimot, ci-devant capitaine au  
régiment royal Roussillon, cavalerie, retiré avec une  
pension de 800 livres, à Carentan, qui n'a point donné  
de ses nouvelles depuis longtemps, afin de remettre,  
s'il est décédé, ce qui peut rester dû sur sa pension à  
ses héritiers (23 août 1742) ; — à la réponse du secré-  
taire du subdélégué absent que le sieur de Boisgrimot  
est vivant et se porte bien et qu'il aurait satisfait plutôt  
aux formalités, sans l'absence de M. d'Hermerel, par  
lequel le certificat de vie doit être légalisé (28 août) ; —  
à la lettre de M. d'Argenson priant M. de La Briffe de  
prendre des informations pour savoir si le sieur de La  
Rozière, ci-devant porte-étendard des gardes du corps,  
compagnie de Noailles, retiré avec une pension de  
300 livres en la paroisse de Surraïn, élection de Bayeux,  
vit ou non, pour faire passer à ses héritiers ce qui reste  
dû de sa pension ; — à la réponse de M. Génas-Duhomme,  
subdélégué de Bayeux, attestant que le dit sieur de  
La Rozière est en parfait état de santé (21 novembre) ;  
— aux états semestriels des appointements des mestres  
de camp, lieutenant-colonel et des capitaines et lieu-  
tenants réformés retirés dans la Généralité de Caen,  
signés De Voyer d'Argenson ; — état de la recette et  
dépense de l'extraordinaire des guerres, s'élevant pour  
la dépense des 4 premiers mois à 25,784 livres 15 sols  
6 deniers (1743).

C. 2411. (Liasse.) — 6 cahiers, 16 feuillets, papier.

**1744-1745.** — Affaires militaires. — Comptabilité.  
— Extraordinaire des guerres. — États semestriels des



appointements des mestres-de-camp, lieutenants-colonels, capitaines, lieutenants et autres officiers réformés, signés De Voyer d'Argenson.

C. 2412. (Liasse.) — 8 cahiers, 16 feuillets, papier.

**1746-1747.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — Mêmes états signés De Voyer d'Argenson.

C. 2413. (Liasse.) — 8 cahiers, 15 feuillets, papier.

**1748-1750.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — Mêmes états signés par MM. De Voyer d'Argenson; le chevalier de Marguery, lieutenant au régiment royal artillerie, à St-Lô, 200 livres (1748); — Malherbe, lieutenant, Bourbon-Busset, à Vire, 150 livres (1750); — Feuguerolles, lieutenant du régiment de Chabillant, à Caen, 150 livres (1750).

C. 2414. (Liasse.) — 6 cahiers, 19 feuillets, papier.

**1771-1778.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — États des officiers d'infanterie et de cavalerie, réformés, retirés dans la Généralité de Caen, avec indication des sommes qu'ils doivent recevoir pour leurs appointements semestriels, entr'autres : La Morandière, lieutenant au régiment Rohan-Rochefort, à Corbon, 67 livres 10 sols (1774); — La Potherie, capitaine du régiment Piémont, à Bayeux, 180 livres; — Gratien de Montalembert, capitaine du régiment du Roi, à Caen, 360 livres; de Parfouru, capitaine au régiment de Languedoc, 180 livres (1774); — de Beaumanoir, maréchal de camp, ci-devant lieutenant-colonel au régiment de Saintonge, à Caen, 1350 livres; — Prosper Daigremont, capitaine au régiment de Béarn, 225 livres; — La Boulonnaire de Poussy, capitaine en 1<sup>er</sup> aux grenadiers royaux de la Martinique, à Caen, 112 livres 10 sols; — de Beaudre, lieutenant au régiment Colonel-Général, 180 livres; — de Morant, capitaine aide-major au régiment de la Reine, dragons, à Bayeux, 225 livres (1774); — Molanday, capitaine au régiment de Flandre, 270 livres (1777); — de Tilly, lieutenant-invalide, à Caen, 23 livres; — du Quesnay-Adeline, capitaine, à Bayeux, 180 livres; — Loupiau de Beauregard, capitaine du régiment de Poitou, à Caen, 225 livres (1778); — à la suite des dits états sont les réquisitions de MM. le maréchal de Muy, de Saint-Germain et le prince de Montbarey, ministres de la guerre, adressées au commis de l'extraordinaire des

guerres de payer les dits appointements d'après les ordonnances particulières de MM. d'Orceau de Fontette et Esmangart, Intendants de la Généralité de Caen (1777-1778).

C. 2415. (Liasse.) — 38 pièces, papier.

**1767-1789.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — États des gratifications semestrielles à payer par le commis de l'extraordinaire des guerres, aux officiers invalides de la Généralité de Caen, conformément aux articles 6 et 11 de l'ordonnance du Roi du 15 décembre 1766, suivant les ordonnances particulières des Intendants de la Généralité; ces états sont signés par les ministres de la guerre : le duc de Choiseul, M. de Saint-Germain, le prince de Montbarey, le maréchal de Ségur, le comte de Brienne, le comte de Poységur et La Tour du Pin.

C. 2416. (Liasse.) — 40 pièces, papier.

**1786.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — Correspondance entre MM. le maréchal de Ségur, de Vergennes, ministres; Feydeau, Intendant; de Montcarville, commissaire des guerres, et les commandants des régiments de la Reine, d'Armagnac, Artois, l'Île-de-France et de Lorraine, relative : à l'avis donné que S. M. a accordé une gratification d'un mois de solde aux bas officiers et soldats qui se sont trouvés au passage de S. M. lors de son voyage en Normandie (24 janvier); — à la demande par le ministre de la guerre à l'Intendant de la Généralité de l'état des dépenses des dites gratifications, accordées aux bas officiers et soldats présents sous les armes sur le passage de S. M. tant en allant qu'en revenant de Cherbourg; cette demande est signée par M. de Vergennes, qui écrit au-dessous de sa signature : « pour M. le maréchal de Ségur qui a la goutte » (10 juillet); — à la réponse de M. Feydeau de Brou écrivant au maréchal de Ségur qu'il vient d'être informé que les chefs des différents corps, étant dans la Généralité, se proposent de faire au maréchal des représentations au sujet de la gratification accordée par le Roi : « 1<sup>o</sup> les commandants des régiments de l'Île de France, en garnison à Coutances et Granville, d'Armagnac à St-Lô, et Lorraine à Bayeux, qui ont fourni des détachements de travail leurs pour Cherbourg, désireroient que la gratification d'un mois de solde fût accordée à tous les soldats, sains ou malades, qui ont été détachés à Cherbourg pour les travaux, et que celle de quinze jours fût également accordée aux soldats présents

« sous les armes ou malades aux hôpitaux ; parce que  
 « disent-ils, la plupart de ceux qui étoient à l'hôpital,  
 « n'y sont entrés que par la fatigue extraordinaire qu'ils  
 « ont essuyée dans les travaux de Cherbourg ;—2<sup>e</sup> M. de  
 « Chalup, major-commandant du régiment de la Reine,  
 « en garnison à Valognes et Cherbourg, désireroit que  
 « la totalité de son régiment indistinctement, participât  
 « à la gratification d'un mois de solde accordée par  
 « S. M. parce que les soldats, qui étoient à l'hôpital,  
 « lors de son passage, n'y sont également entrés que  
 « par la suite des maladies occasionnées par les bles-  
 « sures et fatigues qu'ils ont essuyées aux travaux de  
 « Cherbourg, et ce commandant se fonde en outre sur  
 « ce qu'il n'y a pas un soldat dans son régiment qui  
 « n'ait été détaché pour ces travaux... J'ai cru devoir,  
 « Mgr, mettre sous vos yeux ces observations, afin que  
 « vous puissiez décider la question... Au surplus, mon  
 « avis seroit que vous voulussiez bien faire payer quinze  
 « jours de solde à tous les bas officiers et soldats pré-  
 « sents sous les armes ou malades aux hôpitaux des  
 « régiments d'Artois, d'Armagnac et Lorraine qui se  
 « sont trouvés sur le passage de S. M. ; un mois de  
 « solde à tous les bas officiers et soldats, indistincte-  
 « ment, du régiment de la Reine, comme ayant tous  
 « été occupés aux travaux de Cherbourg et pareille-  
 « ment un mois de solde aux bas officiers et soldats du  
 « régiment de l'Isle-de-France, qui seront constatés  
 « avoir été détachés à Cherbourg pour les mêmes tra-  
 « vaux. J'attendrai sur toutes ces reflexions les ordres  
 « que vous voudrés bien me donner et je vous ferai  
 « passer aussitôt l'état de la dépense que ces gratifi-  
 « cations auront occasionnée » (10 août 1786) ; — à  
 l'envoi par M. de Montcarville à M. de Brou des états du  
 mois de solde demandé et s'élevant à la somme de  
 27,985 livres et des états des 15 jours de solde accordés  
 aux soldats présents sous les armes, sur les lieux de  
 passage de S. M. s'élevant à la somme de 12,894 livres  
 7 sols 6 deniers, et le total général des deux sommes à  
 celle de 40,879 livres 7 sols 6 deniers, M. de Montcar-  
 ville ajoute en P. S. « J'ai pris le parti de comprendre  
 « le régiment de la Reine, en totalité, pour le mois  
 « entier de gratification, supposant que le ministre ne  
 « feroit aucune difficulté à cet égard » (12 août) ; — à  
 l'avis transmis à M. de Brou par le maréchal de Ségur  
 que le Roi accordait 15 jours de solde pour gratification  
 à 3 sergents, 3 caporaux, 3 appointés et 26 canonniers  
 de la compagnie de Le Paige, détachée à Cherbourg,  
 en considération de leur service pendant le séjour de  
 S. M. dans cette place (18 août) ; — à l'avis que S. M.  
 entend que l'effectif composant les régiments de la

Reine, d'Armagnac, de l'Isle-de-France et de Lorraine  
 jouissent « sans distraction de la gratification du mois  
 « de solde seulement et que celui d'Artois jouisse éga-  
 « lement sans distraction de celle de 15 jours de solde,  
 « observant que ce régiment est le seul dans le cas de  
 « cette grâce et que les 4 autres ne doivent jouir que  
 « du mois de solde » (2 septembre) ; — à la transmission  
 par M. de Brou à M. de Montcarville d'une copie de la  
 lettre du maréchal de Ségur et au renvoi des états et  
 revues à retourner à chaque commissaire des guerres  
 pour les modifier, conformément aux dernières inten-  
 tions de S. M. (15 septembre) ; — à l'envoi par M. de  
 Montcarville à M. de Brou des états de l'effectif de  
 chaque régiment des soldats présents au passage de  
 S. M. ; à l'appui est l'état général les résumant tous,  
 d'où il résulte qu'il revient 12,258 livres au régiment  
 de la Reine ; 12,285 à celui d'Armagnac ; 5,930 livres  
 à celui d'Artois ; 12,465 livres à celui de l'Isle-de-France,  
 et 15,830 livres 10 sols à celui de Lorraine, formant un  
 total de 58,769 livres par la gratification des 5,984  
 bas officiers et soldats (23 octobre) ; — à l'avis transmis  
 au maréchal de Ségur que M. de Brou a expédié l'or-  
 donnance de la dite somme sur le sieur Housset de  
 Catteville, trésorier de l'Extraordinaire des guerres  
 (31 octobre) ; — à l'envoi aux commandants des dits  
 régiments de la dite ordonnance de la somme accordée  
 aux soldats sous leurs ordres, en considération du  
 voyage de S. M. à Cherbourg (5 novembre) ; — à l'avis  
 donné à M. de Brou par M. de Montcarville qu'il fallait  
 un état particulier concernant les 15 jours de solde  
 accordés en gratification à la compagnie des canonniers  
 invalides ci-devant de Paige, attendu que cette gratifi-  
 cation n'a pu être rappelée par le Commissaire des  
 guerres dans sa revue, qui n'aurait pas été admise à la  
 Chambre des Comptes, s'il y avait eu mention d'un  
 rappel pour des individus à qui il ne restait rien de dû,  
 tandis que, par l'état particulier de la gratification, la  
 Chambre des Comptes verra que c'est une dépense  
 extraordinaire comme celle qui regarde les autres  
 régiments et l'allouera sans difficulté (6 novembre) ;  
 — à la note au crayon portée par M. de Brou au  
 haut de la lettre de M. de Montcarville ; d'après cette  
 lettre, il y a lieu d'ordonnancer l'état particulier  
 dressé par M. de Villemazy (10 novembre) ; — à  
 l'accusé réception de l'ordonnance par le major de  
 chaque régiment (7, 8 et 19 novembre) ; — à l'extrait  
 de l'état fourni par M. de Villemazy pour la grati-  
 fication accordée à la compagnie de canonniers inva-  
 lides ci-devant commandés par M. de Paige et copie  
 de l'ordonnance de paiement par le sieur Housset de

Calteville, trésorier de l'Extraordinaire des guerres (19 novembre).

C. 2417. (Liasse.) — 4 cahiers in-folio, 48 feuillets, papier.

**1753.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — États de « la recette et dépense « faite par maître Pierre-Charles de Villette, escuyer, « conseiller du Roy, trésorier général de l'Extraordinaire des guerres, en exercice en 1753, tant pour la « solde et entretenement des troupes, qui ont été « dans la Généralité de Caen, qu'autres dépenses concernant le service de S. M. » pendant les mois de janvier, février, mars et avril, lesquels sont arrêtés par M. Fontette, Intendant de la dite Généralité, savoir : janvier et février, la recette était de 76,000 livres et la dépense pour subsistance, fourrage et chauffage du régiment de Caraman, dragons, 23,724 livres 16 sols ; — celui de Bourbon-Busset, cavalerie, 17,887 livres ; — de Luzignem, 4,980 livres 12 sols ; — 2 compagnies d'Invalides, 3,204 livres 5 sols, dépenses extraordinaires, 376 livres 8 sols 6 deniers, et les hôpitaux de Bayeux, Caen, Condé-sur-Noireau, Coutances, St-Sauveur-le-Vicomte et Vire, 169 livres 15 sols, total général 52,342 livres 17 sols 6 deniers ; ce compte établit que la recette excède la dépense de la somme de 23,657 livres 2 sols 6 deniers ; — pour mars et avril, la recette par ordre d'envoi de la Cour s'élevait à 76,000 livres plus l'excédant des mois de janvier et février, de 23,657 livres 12 sols 6 deniers, formant une recette totale de 99,657 livres 12 sols 6 deniers ; — la dépense se répartit ainsi qu'il suit : pour les Invalides à raison, par jour, de 30 sols au capitaine, 20 sols à chacun des 5 lieutenants, 10 sols à chacun des 3 sergents, 7 sols à chacun des 3 caporaux, 6 sols à chacun des anspessades et 5 sols à chacun des 67 soldats et au tambour. — Pour la compagnie de Lormier, détachée à l'Hôtel-royal des Invalides, au château de Caen, 1,666 livres 15 sols, et 1,321 livres 10 sols, à la compagnie de Boursin, détachée à l'hôtel-royal et aux forts de La Hogue et de l'île Tatihou, total, 2,988 livres 5 sols. — 26,906 livres 10 sols au régiment de Caraman, dragons ; 18,608 livres au régiment de Bourbon-Busset, cavalerie ; 4,831 livres 5 sols aux 3 compagnies du régiment de Luzignem, 790 livres 18 sols 6 deniers comme dépense extraordinaire et 286 livres 2 sols 6 deniers aux hôpitaux ; le total de la dépense étant de 54,431 livres 1 sol, par tant la recette excède la dépense de 45,226 livres 1 sol, cet état, comme chacun des suivants, est précédé du tableau appelé « calcul du compte de l'Extraordinaire »,

indiquant la recette et la dépense de la subsistance, du linge, de la chaussure et des fourrages de chaque bataillon, de chaque compagnie, les appointements des officiers et le tout terminé par la récapitulation.

C. 2418. (Liasse.) — 2 cahiers in-folio, 64 feuillets, papier.

**1753.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — États des recettes et dépenses faites par M. Pierre-Charles de Villette, escuyer, etc., tant pour la solde et entretien des troupes de la Généralité de Caen, qu'autres dépenses pendant les mois de mai et juin ; la recette se compose de 103,000 livres accordées par la Cour et 45,226 livres 1 sol 6 deniers restés aux mains du comptable formant un total de 148,226 livres 1 sol 6 deniers pour subsistance, fourrages, linge et chaussure en route, appointements d'officiers, etc., savoir : aux compagnies d'Invalides, 3,208 livres 10 sols ; — aux bataillons de milice à raison de 5 livres au commandant, 50 livres à l'aide-major du bataillon, 3 livres au capitaine de grenadiers, 20 sols au lieutenant, 13 sols à chacun des 2 sergents, 8 sols à chacun des 3 caporaux, 7 sols à chacun des 3 anspessades, 6 sols à chacun des 41 grenadiers, et 8 sols au tambour ; et de 50 sols au capitaine, au lieutenant en premier, commandant une compagnie de grenadiers postiches ou de fusiliers ; 20 sols au lieutenant, 10 sols à chacun des 3 sergents, 7 sols à chacun des 3 caporaux, 6 sols à chacun des 3 anspessades, 5 sols à chacun des 41 grenadiers postiches ou fusiliers et 7 sols au tambour ; — aux bataillons de Caen, 5,983 livres 19 sols 6 deniers ; — de St-Lô, 3,912 livres 2 sols 6 deniers, et de Vire, 5,946 livres 5 sols ; — aux régiments de Camaran, dragons, 46,851 livres 10 sols 6 deniers, à raison pour les compagnies de dragons à pied, par jour, 4 livres 10 sols au capitaine ; 40 sols au lieutenant ; 30 sols au lieutenant en second ; 12 sols à chacun des 3 sergents ; 8 sols 6 deniers à chacun des 4 caporaux ; 7 sols 6 deniers à chacun des 4 anspessades, et 6 sols 6 deniers à chacun des 48 dragons à pied et au tambour, et de plus 6 sols 6 deniers pour chacune des cinq payes de gratification que le capitaine doit recevoir, sa compagnie étant au complet de 60 hommes, 4 sols à 59 hommes, 3 sols à 58 hommes, 2 sols à 57 hommes, 1 sol à 56 hommes et rien au-dessous du nombre de 56 hommes ; et pour les compagnies de dragons à cheval à raison de 4 livres 10 sols au capitaine, 40 sols au lieutenant, 20 sols au maréchal des logis, 7 sols 6 deniers à chacun des 2 brigadiers, et 6 sols 6 deniers à chacun des 27 dragons et au tambour,



et pour l'état major, à raison de 10 livres au mestre de camp, 8 livres 6 sols 8 deniers au lieutenant-colonel, 6 livres 13 sols 4 deniers au commandant des 4 compagnies à pied, 4 livres 10 sols au major, et 2 livres 10 sols à chacun des deux aides major; — de Bourbon-Busset, cavalerie française, 36,093 livres 12 sols, à raison par jour de 5 livres au capitaine, 50 sols au lieutenant, 26 sols 6 deniers au maréchal des logis, 8 sols à chacun des 2 brigadiers et 7 sols à chacun des 28 cavaliers, y compris les trompettes et timbalier, et pour l'état-major à raison de 6 livres 13 sols 4 deniers au mestre de camp, 16 livres 6 sols 8 deniers, y compris 5 livres, pour l'augmentation au lieutenant-colonel, 5 livres au major et 50 sols à l'aide major; — aux trois compagnies du régiment de Luzignem, cavalerie, 13,281 livres 1 sol 6 deniers; — dépenses extraordinaires, 2,611 livres 2 sols 6 deniers; — hôpitaux : d'Avranches, de Bayeux, Caen, Condé-sur-Noireau, St-Lô, St-Sauveur-le-Vicomte et Valognes, 303 livres 1 sol, total général 120,191 livres 4 sols 6 deniers, cet état, arrêté par M. de Fontette, constate que la recette excède la dépense de la somme de 28,034 livres 17 sols.

C. 2419. (Liasse.) — 2 cahiers in-folio, 30 feuillets, papier.

**1753.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — États des recettes et dépenses faites par M. de Villette, trésorier-général de l'Extraordinaire des guerres, tant pour la solde et l'entretien des troupes qu'autres dépenses pendant les mois de juillet et août; la recette se compose de 76,000 livres envoyées par ordre de la Cour, qui, réunies aux 28,034 livres 17 sols, restant du compte précédent, forment un total de 104,034 livres 17 sols; la dépense se divise ainsi : subsistance et fourrage de deux compagnies d'Invalides, 3,215 livres 10 sols; des régiments de Caraman, dragons, 31,459 livres 10 sols; Bourbon-Busset, cavalerie, 26,820 livres; 3 compagnies du régiment de Luzignem, 7,662 livres; — appointements de MM. de La Neuville et Geoffroy, commissaires des guerres dans la Généralité, 3,000 livres; — aux officiers ingénieurs réformés, 1,020 livres; — à divers autres officiers réformés, 3,050 livres; — à l'aumônier de l'île de Tatihou, 150 livres et aux hôpitaux d'Avranches, Bayeux, Caen, Condé-sur-Noireau, St-Lô, St-Sauveur-le-Vicomte, Valognes et Vire, 304 livres 18 sols 6 deniers; le total de la dépense étant de 76,681 livres 18 sols 6 deniers inférieur à celui de la recette de la somme de 27,352 livres 18 sols 6 deniers.

C. 2420. (Liasse.) — 2 cahiers in-folio, 30 feuillets, papier.

**1753.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — États des recettes et dépenses faites par M. de Villette, trésorier-général de l'Extraordinaire des guerres, tant pour la solde et entretien des troupes qu'autres dépenses pendant les mois de septembre et octobre; la recette est de 103,352 livres 18 sols, y compris 76,000 livres accordées par le Roi; la dépense générale répartie entre les 2 compagnies des Invalides pour 3,133 livres 10 sols; le régiment de Caraman, dragons, 27,564 livres 3 sols 6 deniers; le régiment d'Apehon, dragons, 4,046 livres 12 sols; les 3 compagnies du régiment de Luzignem, 6,949 livres 16 sols, les dépenses extraordinaires de 72 livres 4 sols et, pour les hôpitaux, 209 livres 6 sols 6 deniers, n'étant que de 41,975 livres 6 sols, il se trouve un excédent de recettes de 61,377 livres 12 sols 6 deniers.

C. 2421. (Liasse.) — 2 cahiers in-folio, 32 feuillets, papier.

**1753.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — États des recettes et dépenses faites par M. de Villette, etc., pendant les mois de novembre et décembre, lesquels sont arrêtés par M. d'Orceau de Fontette, Intendant de la Généralité, à 131,377 livres 12 sols 6 deniers, pour la recette se composant de 70,000 livres envoyées par la Cour et 61,377 livres 12 sols 6 deniers, formant le reliquat du compte précédent; — la dépense se monte à la somme de 77,815 livres 16 sols 6 deniers, divisée ainsi qu'il suit : pour les compagnies d'Invalides, 3,205 livres; — les régiments de Caraman, 30,178 livres et d'Apehon, 26,363 livres 19 sols 6 deniers; — appointements de MM. de La Neuville et Geoffroy, commissaires des guerres, 2,250 livres; — ingénieurs et officiers réformés retirés dans la Généralité de Caen, 5,095 livres; — hôpitaux d'Avranches, Bayeux, Caen, Carentan, Condé-sur-Noireau, Contances, St-Lô et Pontorson, 247 livres 7 sols et l'aumônier de l'île Tatihou, 150 livres; — M. de Courcy, brigadier d'infanterie, 319 livres 8 sols 9 deniers; — dépenses extraordinaires consistant en fournitures de pain aux déserteurs détenus dans les prisons, de bois et lumières pour le service des casernes et corps de garde; impressions relatives à la milice, etc., 10,007 livres 1 sol 3 deniers; — balance faite, la recette excède la dépense de 53,561 livres 16 sols.

C. 2422. (Liasse.) — 2 cahiers in-folio, 32 feuillets, papier.

**1754.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — États des recettes et dépenses faites par M. Jean-Baptiste-Thomas de Paugé, écuyer, conseiller du Roi, trésorier-général de l'Extraordinaire des guerres; la recette des mois de janvier et février est de 56,000 livres, en vertu d'un ordre d'envoi de la Cour du 31 décembre 1753; les dépenses pour la subsistance, le chauffage et fourrage de deux compagnies d'invalides 3,258 livres 15 sols; pour les régiments de Caraman 28,051 livres et d'Apchon 24,562 livres 15 sols; appointements de M. de Courcy, brigadier, 833 livres 6 sols 8 deniers; — frais des hôpitaux d'Avranches, Bayeux, Caen, Carentan, Condé-sur-Noireau, Coutances, St-Lô, St-Sauveur-le-Vicomte et Valognes 248 livres 17 sols 6 deniers, l'état arrêté par M. de Fontette, constate que la dépense excède la recette de 954 livres 14 sols 2 deniers.

C. 2423. (Liasse.) — 2 cahiers in-folio, 20 feuillets, papier.

**1754.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — États des recettes et dépenses faites par M. Jean-Baptiste-Thomas de Paugé, écuyer, conseiller du Roi, trésorier de l'Extraordinaire des guerres; la recette des mois de mars et avril est de 62,000 livres et la dépense ainsi répartie : pour les 2 compagnies d'Invalides 3,272 livres 15 sols; — le régiment de Caraman, dragons, 33,026 livres 5 sols; — régiment d'Apchon 25,895 livres 1 sol 6 deniers; — appointements de M. de Courcy, brigadier d'infanterie, 833 livres 6 sols 8 deniers; — dépenses extraordinaires, 23 livres 16 sols et hôpitaux d'Avranches, Bayeux, Caen, Carentan, Condé-sur-Noireau, Coutances, St-Lô, St-Sauveur-le-Vicomte et Valognes 401 livres 11 sols 1 denier, formant un total de 63,452 livres 15 sols 2 deniers qui occasionne un déficit de 1,452 livres 15 sols 2 deniers.

C. 2424. (Liasse.) — 2 cahiers, 48 feuillets, papier.

**1754.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — États des recettes et dépenses faites par M. Jean-Baptiste-Thomas de Paugé, écuyer, conseiller du Roi, trésorier général de l'Extraordinaire des guerres; la recette pendant les mois de mai et juin accordée par ordre de la Cour est de 86,000 livres; — la dépense pour subsistance, chauff-

fage, fourrage, linge et chaussure en route : aux compagnies d'Invalides 3,256 livres 5 sols; — aux bataillons de milice de Caen 6,058 livres 18 sols 6 deniers, de St-Lô 6,037 livres 4 sols et de Vire 5,862 livres 3 sols; — aux régiments de Caraman 42,088 livres 10 sols et d'Apchon 50,444 livres 1 sol 6 deniers; — appointements de M. de Courcy, brigadier d'infanterie, 833 livres 6 sols 8 deniers; — dépenses extraordinaires consistant en réparations de fusils, bayonnettes, raccommodage d'effets d'habillement à l'usage du bataillon de milice de Caen et fournitures de 18 haliebardes, 960 livres 2 sols 6 deniers, enfin frais des hôpitaux d'Avranches, Bayeux, Caen, Carentan, Coutances, St-Lô, St-Sauveur-le-Vicomte et Valognes 451 livres 18 sols 6 deniers, le dit état, arrêté par M. de Fontette, constate un excédent de dépenses de 29,992 livres 9 sols 8 deniers.

C. 2425. (Liasse.) — 2 cahiers in-folio, 48 feuillets, papier.

**1754.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — États des recettes et dépenses faites par M. de Paugé, trésorier-général de l'Extraordinaire des guerres : pour le mois de juillet et août, un ordre de la Cour accorde une somme de 56,000 livres qui est portée comme recette; — la dépense montant à 76,013 livres 8 sols 2 deniers : pour subsistance, fourrage, etc., dont il a été payé à deux compagnies d'Invalides 3,251 livres 10 sols, aux régiments de Caraman 32,520 livres et d'Apchon 31,587 livres; — à M. de Courcy pour ses appointements 833 livres 6 sols 8 deniers; — aux commissaires des guerres, 3,000 livres; — à l'aumônier de l'île Tatihou, 150 livres; — aux ingénieurs et officiers réformés, 4,405 livres, enfin, dépenses extraordinaires, 25 livres 10 sols et hôpitaux, 241 livres 11 sols 6 deniers, la dépense excède la recette de 20,013 livres 8 sols 2 deniers.

C. 2426. (Liasse.) — 2 cahiers in-folio, 48 feuillets, papier.

**1754.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — États des recettes et dépenses faites par M. de Paugé, trésorier-général de l'Extraordinaire des guerres : pour les mois de septembre et octobre, 60,000 livres sont accordées par la Cour, la dépense ne se montant qu'à 40,023 livres 15 sols, répartie entre les 2 compagnies d'invalides 3,345 livres 15 sols; — le régiment de Caraman, dragons, 1,905 livres 6 sols 8 deniers; — le régiment d'Apchon, dragons, 28,389 livres 12 sols; — régiment royal, cavalerie, 5,349 livres 1 sol; — appointements de M. de Courcy,

833 livres 6 sols 8 deniers; — prisons, 20 livres 10 sols 8 deniers; hôpitaux d'Avranches, Bayeux, Caen, Carentan, St-Lô, Pontorson et Valognes, 180 livres 3 sols, il reste un excédent de recette de 19,976 livres 5 sols.

C. 2427. (Liasse.) — 2 cahiers in-folio, 32 feuillets, papier.

**1754.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — États de la recette et dépense faites par M. de Paugé, trésorier-général de l'Extraordinaire des guerres; la recette est composée de 68,000 livres accordées par la Cour et des 19,976 livres 5 sols d'excédent du dernier compte, en tout 87,976 livres 5 sols; — la dépense montant à 68,687 livres 9 sols 5 deniers pour subsistance, fourrage, chauffage, appointements, etc., se divise ainsi qu'il suit : aux compagnies d'Invalides, 3,363 livres; — aux deux régiments de cavalerie, d'Apchon 25,027 livres 16 sols et Royal 29,252 livres 14 sols; — appointements des commissaires des guerres, 3,000 livres; du brigadier d'infanterie, 833 livres 6 sols 8 deniers; de l'aumônier de l'île Tatihou, 150 livres; des officiers réformés et relirés dans la Généralité et des ingénieurs, 8,757 livres 11 sols 8 deniers; — frais des hôpitaux d'Avranches, Bayeux, Caen, Carentan, St-Sauveur le Vicomte et Valognes, 145 livres 12 sols 6 deniers, enfin 11,140 livres 15 sols 3 deniers pour dépenses extraordinaires consistant en frais d'impression, de capture des déserteurs, ramonage de 104 cheminées du château de Caen, entretien des effets d'habillement et fournitures de bois et lumières aux différents corps de garde, le dit compte arrêté par M. de Fontette, Intendant, constate que la recette excède la dépense de 19,288 livres 15 sols 7 deniers.

C. 2428. (Liasse.) — 2 cahiers in-folio 24 feuillets papier.

**1755.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — États de recette et dépense faites par Charles de Villette, écuyer, conseiller du Roi, trésorier-général de l'Extraordinaire des guerres, pour les mois de janvier et février, la Cour accorde à titre de recette, 70,000 livres; — la dépense est de 47,754 livres 14 sols employée pour la subsistance, fourrage et chauffage des 2 régiments de cavalerie, d'Apchon, 24,290 livres 8 sols, et Royal, 19,920 livres 6 deniers; — 2 compagnies d'Invalides, 3,390 livres 15 sols, M. de Fontette, Intendant, constate un excédent de recette de 22,245 livres 6 sols, pour les mois de mars et avril, une somme de 70,000 livres qui, jointe avec l'excédent de 22,245

livres 6 deniers du compte précédent, forme un total de 92,245 livres 6 sols; — la dépense pour 2 compagnies d'Invalides, 3,420 livres 15 sols; — pour les régiments de cavalerie d'Apchon, 25,387 livres 7 sols et Royal, 20,681 livres 11 sols et les hôpitaux, 207 livres 5 sols, il reste entre les mains du comptable 42,549 livres 1 sol.

C. 2429. — 1 cahier in-folio, 26 feuillets, papier.

**1755.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — États des recettes et dépenses faites par M. de Villette, trésorier général de l'Extraordinaire des guerres, pour les mois de mai et juin, la Cour accorde 109,000 livres qui, réunies aux 42,549 livres 1 sol d'excédent forme une recette de 151,549 livres 1 sol; — la dépense se compose de fournitures faites pour subsistances, fourrage, chauffage, linge et chaussure de route, etc., et réparties de la manière suivante : 2 compagnies d'Invalides, 3,490 livres 15 sols; — aux bataillons de milice de Caen, 5,755 livres 14 sols 6 deniers; de St-Lô, 11,076 livres 11 sols 6 deniers, de Vire, 11,403 livres 6 sols; — 1<sup>er</sup> bataillon du régiment de la Reine, infanterie, 17,714 livres 5 deniers 1/3; — aux régiments de cavalerie, 71,954 livres 19 sols, Royal, 32,830 livres 4 sols et d'Apchon, 39,124 livres 15 sols; — appointements de M. de Raymond, maréchal de camp, 662 livres; — dépenses extraordinaires consistant en indemnités payées aux tambours mis au service de la milice; — réparations d'armes et effets d'habillement; — frais des exempts de la maréchaussée pour capture et conduite dans les prisons de déserteurs, etc., 2,016 livres 14 sols 9 deniers et 773 livres 8 sols 6 deniers pour les hôpitaux de Bayeux, Caen, Carentan, Cherbourg, Condé-sur-Noireau, Coutances, Granville, St-Lô, St-Sauveur-le-Vicomte et Valognes, total fait de ces dépenses, la recette excède de 26,701 livres 11 sols 3 deniers 2/3 la dépense.

C. 2430. — 1 cahier in-folio, 14 feuillets, papier.

**1755** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — État de la recette et dépenses faites par M. de Villette, trésorier général de l'Extraordinaire des guerres; en ajoutant aux 80,000 livres accordées par la Cour 26,701 livres 11 sols 3 deniers 2/3 d'excédent du précédent compte, la recette se trouve de 106,701 livres 11 sols 3 deniers 2/3; — la dépense est de 105,330 livres 6 deniers est répartie : aux 2 compagnies d'Invalides, 3,524 livres 15 sols; — bataillons de milice de Vire, 10,612 livres; St-Lô, 10,626 livres; 1<sup>er</sup> bataillon du régiment de la Reine,



infanterie, 11,460 livres 16 sols 8 deniers ; — régiments de cavalerie Royal, 25,580 livres 18 sols et d'Apchon, 32,140 livres 10 sols ; — appointements de M. de Raymond, maréchal de camp, 2,648 livres ; — du commissaire des guerres, 3,000 livres ; — des ingénieurs, 1,647 livres 15 sols 6 deniers ; — de différents officiers réformés, retirés dans la Généralité, 2,429 livres 3 sols 4 deniers ; — de l'aumônier de l'île Tatibou, 150 livres, enfin 1,510 livres 2 sols aux hôpitaux de Bayeux, Caen, Carentan, Cherbourg, Condé-sur-Noireau, Coutances, Granville, St-Sauveur-le-Vicomte et Valognes ; — M. de Fontette, en arrêtant ce compte, constate que la recette excède la dépense de 1,371 livres 10 sols 9 deniers  $\frac{2}{3}$  restant en caisse.

C. 2431. — 1 cahier in-folio, 24 feuillets, papier.

**1755.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — État de la recette et dépense faite par M. de Villette, trésorier-général de l'Extraordinaire des guerres, pour les mois de septembre et octobre ; la recette se compose de 70,000 livres accordées par la Cour et 1,371 livres 10 sols 9 deniers  $\frac{2}{3}$  d'excédent du précédent compte ; — la dépense de 83,981 livres 19 sols 2 deniers se répartit : pour 2 compagnies d'Invalides, 3,538 livres 10 sols ; — bataillon de milice de St-Lo, 8,299 livres ; celui de Vire, 8,328 livres 1 sol ; — compagnie de grenadiers du bataillon de Caen, 127 livres 10 sols ; — régiment d'infanterie de la Reine, 10,317 livres 12 sols 2 deniers ; — compagnies nouvelles, 4,412 livres 19 sols ; — régiment d'Apchon, dragons, 13,984 livres 2 sols 4 deniers et de Caraman, 10,096 livres 5 sols 6 deniers ; — régiment Royal, cavalerie, 21,354 livres 7 sols ; — appointements de M. de Raymond, maréchal de camp, 1,324 livres ; — dépenses extraordinaires pour fourniture de pain aux soldats déserteurs détenus dans les prisons ; — indemnités accordées au greffier du conseil de guerre, 1,079 livres 10 sols 8 deniers, enfin frais aux hôpitaux d'Avranches, Bayeux, Caen, Carentan, Cherbourg, Coutances, Granville, Pontorson, St-Lô, St-Sauveur-le-Vicomte, Valognes et Vire, 1,120 livres 1 sol 6 deniers, la dépense excède la recette de 12,610 livres 8 sols 4 deniers  $\frac{1}{3}$ .

C. 2432. — 1 cahier in-folio, 22 feuillets, papier.

**1755.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — État de la recette et dépense faites par M. de Villette, trésorier-général des guerres,

pendant les mois de novembre et décembre ; la recette est de 55,000 livres et la dépense de 103,447 livres 15 sols 7 deniers, répartie : pour subsistance, chauffage et fourrage aux compagnies d'Invalides, 3,603 livres 15 sols ; — 1<sup>er</sup> bataillon du régiment de la Reine, 12,291 livres 4 deniers ; — aux compagnies de nouvelles levées, désignées sous les noms de D'Aigremont, Banville, Beaumont, Beauvais, Bellefonds, Boisadam, Bruny, Dansel, Dumanoir, Garcelles, Martinvast, St-Germain, Ste-Marie, Valmesnil et Vely, 9,498 livres 9 sols 8 deniers ; — aux régiments d'infanterie d'Auvergne et des Vaisseaux, 3,800 livres ; — de Caraman, dragons, 27,811 livres 19 sols ; — Royal, cavalerie, 20,635 livres 1 sol 6 deniers ; — à M. de Raymond, maréchal de camp, 1,324 livres ; — à M. de Courcy, brigadier d'infanterie, 5,000 livres ; — appointements des commissaires des guerres, 3,000 livres ; — de l'aumônier, 150 livres ; — appointements extraordinaires d'un lieutenant de Milice, 135 livres ; — des ingénieurs et des différents officiers réformés retirés dans la Généralité, 4,467 livres 10 sols ; — aux commissaires des guerres, 3,000 livres ; — dépenses extraordinaires, 11,494 livres 5 sols 1 denier, enfin, frais des hôpitaux de Bayeux, Caen, Carentan, Condé-sur-Noireau, Coutances, Granville, Pontorson, St-Lô, St-Sauveur-le-Vicomte et Vire, 501 livres 15 sols, M. de Fontette, Intendant, constate un déficit de 48,447 livres 15 sols 7 deniers sur la recette.

C. 2433. (Liasse.) — 6 cahiers in-folio, 70 feuillets, papier.

**1757.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — État de la recette et dépense faite par M. de Villette, trésorier-général de l'Extraordinaire des guerres, pour les mois de janvier et février, un ordre de la Cour, du 22 décembre 1756, accorde une somme de 494,000 livres à titre de recette ; la dépense, pour subsistance, fournitures d'habillement, appointement d'officiers, etc., se décompose ainsi qu'il soit : invalides, 8,097 livres 8 sols ; — bataillons de milice de Caen, 2,888 livres, de St-Lô, 168, et de Vire, 118 livres ; — régiments de Piémont, 60,601 livres 12 sols 8 deniers ; — d'Auvergne, 62,091 livres 10 sols 6 deniers ; — Royal des vaisseaux, 28,498 livres 3 sols 4 deniers ; — de Limousin, 27,079 livres 8 sols 4 deniers ; — de Touraine, 28,726 livres 11 sols 2 deniers ; — de Saintonge, 14,680 livres 10 sols ; — de Bresse, 14,902 livres 7 sols 4 deniers ; — de Clarc, 26,455 livres 6 sols 8 deniers ; — de Camaran, 50,200 livres 10 sols, volontaires étrangers, 50,598 livres ; — corps des volontaires royaux, 5,258

livres 13 sols 4 deniers;—chasseurs de Fischer, 1,281 livres 5 sols;—appointements d'officiers généraux, 20,164 livres;—dépenses extraordinaires, 24 livres;—aux employés des hôpitaux, 400 livres, et 10,309 livres 12 sols 9 deniers pour frais pour les journées des soldats, cavaliers et dragons malades aux hôpitaux d'Avranches, Bayeux, Caen, Carentan, Cherbourg, Condé-sur-Noireau, Coutances, Granville, Périers, Pontorson, St-Lô, St-Sauveur-le-Vicomte, Valognes et Vire, le tout formant un total de 412,549 livres 19 sols 1 denier, l'Intendant constate un excédant en recette de 81,457 livres 11 deniers.

C. 2434. (Liasse.)—8 cahiers in-folio, 96 feuillets, papier.

**1757.**—Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — État de la recette et dépense faites par M. de Villette, écuyer, conseiller du Roi, trésorier général de l'Extraordinaire des guerres, pour la solde et l'entretien des troupes du Roi dans la Généralité de Caen, pendant les mois de mars et avril; par son arrêt du 25 février, la Cour accorde la somme de 501,000 livres pour la dépense occasionnée par les régiments des Invalides 7,971 livres, de Piémont 12,407 livres 1 sol 1 denier, d'Auvergne 18,655 livres 10 sols 2 deniers, Royal vaisseaux 52,934 livres 6 sols 10 deniers 1/2, Limousin 47,675 livres 11 sols 3 deniers, Touraine 52,277 livres 2 sols 9 deniers, Saintonge 24,495 livres 13 sols 5 deniers 1/3, Bresse 26,806 livres 12 sols 7 deniers 1/3, Clare 37,100 livres 15 sols 8 deniers, Caraman 63,913 livres 7 sols 6 deniers, Volontaires étrangers 32,908 livres 16 sols 4 deniers;—appointements d'officiers généraux 17,544 livres;—dépenses extraordinaires 1,350 livres;—frais des hôpitaux d'Avranches, Bayeux, Caen, Carentan, Cherbourg, Condé-sur-Noireau, Coutances, Granville, Périers, Pontorson, St-Lô, St-Sauveur-le-Vicomte, Valognes et Vire, les dépenses sont de 517,384 livres 5 sols 7 deniers excédant la recette de 16,384 livres 5 sols 7 deniers.

C. 2435. (Liasse.)—8 cahiers in-folio, 96 feuillets, papier.

**1757.**—Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — États des recettes et dépenses faites par M. de Villette, trésorier général de l'Extraordinaire des guerres, pendant les mois de mai et juin, pour les troupes du Roi en garnison dans la Généralité de Caen, la recette montant à la somme de 390,000 livres et la dépense à celle de 370,589 livres

1 sol 8 deniers 1/3 se divise ainsi : Invalides 8,288 livres 10 sols;—régiments de Piémont 36,506 livres 8 deniers 2/3, Royal vaisseaux 52,254 livres 4 sols 2 deniers;—de Limousin 57,297 livres 17 sols 4 deniers 2/3;—de Touraine 4,695 livres 15 sols 10 deniers 2/3;—de Saintonge 24,092 livres 18 sols 5 deniers 1/3;—de Bresse 25,334 livres 3 sols 5 deniers;—de Guyenne 22,400 livres 4 sols 9 deniers;—bataillon de Carhaix 12,898 livres 16 sols, — bataillon de St-Jean-d'Angely 11,030 livres 10 sols;—régiment Irlandais de Clare 34,447 livres 6 sols 8 deniers;—régiment de Caraman, dragons, 33,189 livres 5 sols 4 deniers;—régiment de Besons, cavalerie, 17,666 livres 9 sols 2 deniers;—appointements d'officiers généraux 20,044 livres;—appointements d'officiers retirés 850 livres;—autres appointements d'officiers retirés 1,025 livres;—autres appointements d'officiers retirés 150 livres;—appointements de l'aumônier de l'île Tatibou 150 livres;—appointements extraordinaires d'un lieutenant de milice 135 livres;—dépenses extraordinaires 320 livres;—employés aux hôpitaux 700 livres;—hôpitaux d'Avranches, Bayeux, Carentan, Cherbourg, Condé-sur-Noireau, Coutances, Granville, Montebourg, Périers, Pontorson, St-Lô, St-Sauveur-le-Vicomte, Valognes et Vire.

C. 2436. (Liasse.)—5 cahiers in-folio, 54 feuillets, papier.

**1757.**—Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — Compte que rend à M. de Fontette, Intendant, M. de Villette, conseiller du Roi, trésorier général de l'extraordinaire des guerres, des recettes et dépenses occasionnées par la présence des troupes du Roi dans la Généralité de Caen pour les mois de juillet et août. L'arrêt de la Cour du 21 juin accorde pour recette 230,000 livres, la dépense se répartit ainsi : Invalides 8,501 livres 15 sols;—bataillon de milice de Carhaix 12,268 livres 10 sols;—bataillon de St-Jean-d'Angely 9,159 livres 12 sols 6 deniers;—régiments : Royal vaisseaux 35,910 livres;—de Limousin 35,384 livres 17 sols;—de Bresse 18,236 livres 7 sols;—de Guyenne 15,460 livres 3 sols 10 deniers;—de Clare 32,471 livres 10 sols;—volontaires étrangers 33,359 livres 14 sols;—régiment de Languedoc, dragons, 53,241 livres 8 sols 10 deniers;—compagnie de Viray 3,947 livres 10 sols;—appointements d'officiers généraux 12,286 livres;—dépenses extraordinaires 4 livres 10 sols;—traitement de galeux 283 livres 13 sols;—frais des hôpitaux d'Avranches, Bayeux, Caen, Carentan, Cherbourg, Coutances, Granville, Montebourg,

Pontorson, St-Sauveur-le-Vicomte, Valognes et Vire 7,747 livres 19 sols 6 deniers, le total est de 278,263 livres 10 sols 8 deniers, d'où un déficit de 48,263 livres 10 sols 8 deniers.

C. 2437. (Liasse.) — 5 cahiers in-folio, 60 feuillets, papier.

**1757.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — État de la recette et dépense de l'Extraordinaire des guerres dans la Généralité de Caen, établi par M. de Villette, trésorier-général, pour les mois de septembre et octobre; la dépense est ainsi détaillée : Invalides 8,559 livres 1 sol; — bataillons de Milice de : Carhaix 13,400 livres 10 sols; — de St-Jean-d'Angely 12,758 livres 6 deniers; — de Marmande 12,578 livres 2 sols; — régiments : Royal des vaisseaux 21,982 livres 18 sols; — de Limousin 14,812 livres, 11 sols 4 deniers; — Bresse 17,929 livres 16 sols 8 deniers; — Guyenne, 18,736 livres 16 sols 6 deniers; — Clarc, 33,345 livres 16 sols 8 deniers; — Languedoc, dragons, 30,589 livres 11 sols 2 deniers; — compagnie de Viray, 3,907 livres 10 sols; — appointements d'officiers généraux, 12,286 livres; — dépenses extraordinaires, 265 livres 1 sol; — hôpitaux d'Avranches, Bayeux, Caen, Carentan, Cherbourg, Coutances, Granville, Montebourg, Périers, Pontorson, St-Lô, St-Sauveur-le-Vicomte, Valognes et Vire, 7,461 livres; — total 208,312 livres 14 sols 10 deniers, la recette étant de 270,000 livres, le comptable se trouve débiteur de 61,687 livres 5 sols 2 deniers.

C. 2438. (Liasse.) — 6 cahiers in-folio, 72 feuillets, papier.

**1757.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — État de la recette et de la dépense faites par M. de Villette, trésorier général des guerres, pour les mois de novembre et décembre, d'après le calcul mis au commencement de cet état la recette est de 320,000 livres et la récapitulation des dépenses de 407,702 livres 18 sols 2/3 deniers réparties ainsi qu'il suit : Invalides, 8,653 livres 14 sols; — bataillons de Milice de : Carhaix, 6,700 livres; — St-Jean-d'Angely, 8,187 livres 19 sols; — de Marmande, 418 livres 19 sols; — régiments : Royal vaisseaux, infanterie, 44,631 livres 19 sols; — Limousin, 41,791 livres 5 sols 2 deniers; — Bresse, 13,583 livres 10 sols; — Guyenne, 1,982 livres 8 sols 10 deniers 2/3; — de la Reine, 513 livres 6 sols 8 deniers; — Clarc Irlandais, 32,338 livres 16 sols 8 deniers; — d'Horion, Liégeois, 72,072 livres 16 sols; — compagnies de Viray, du régiment de Besons, cavalerie, 3,546 livres

10 sols; — rappel des fourrages de cinq compagnies du régiment de Bourbon Busset, 1,439 livres 8 sols 6 deniers; — rappel des fourrages de la compagnie de Bosenil, 429 livres 6 sols; — appointements d'officiers généraux, 33,360 livres; — appointements de commissaires des guerres 10,200 livres; — appointements d'officiers réformés retirés, 1,025 livres; — autres appointements d'un officier retiré, 150 livres; — appointements de l'aumônier de l'île Tatibou, 150 livres; — appointements extraordinaires d'un lieutenant de Milice, 135 livres; — dépense extraordinaire, 36,374 livres 10 sols 3 deniers; — employés aux hôpitaux, 8,844 livres 10 sols 3 deniers; — aux Hôpitaux d'Avranches, Bayeux, Caen, Carentan, Cherbourg, Condé-sur-Noireau, Coutances, Granville, Montebourg, Périers, St-Lô, St-Sauveur-le-Vicomte, Valognes et Vire, 6,124 livres 6 sols, en arrêtant ce compte, l'Intendant constate que la dépense excède la recette de 87,702 livres 18 sols 2/3 deniers.

C. 2439. (Liasse.) — 22 pièces, papier.

**1757-1763.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Correspondance entre M. le duc de Choiseul, ministre; de Fontette, Intendant de la Généralité; de Serilly; Houssel de Catteville, trésorier de l'Extraordinaire des guerres et Le Paulmier, subdélégué, relative : à la confection et à l'envoi de bordereaux indiquant ce qui reste à payer des dépenses de la guerre pour les exercices 1757, 1758, 1759, 1760, 1761 et 1762 (22 février 1763); — à l'instruction du Roi prescrivant la conduite que l'on doit tenir pour le paiement de la solde relativement aux différentes ordonnances concernant la nouvelle composition des troupes (20 mars 1763); — à l'arrêt du Conseil du Roi qui ordonne la liquidation des différentes parties de dépenses à la charge de l'Extraordinaire des guerres, de l'Artillerie et du Génie (2 avril 1763); — à l'arrêt du Conseil d'État qui ordonne le paiement des décomptes expédiés par les trésoriers de l'Extraordinaire des guerres, en exécution de l'arrêt du Conseil du 2 avril (23 octobre 1763).

C. 2440. (Liasse.) — 12 pièces, papier.

**1757-1763.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — États généraux des décomptes ordonnés et visés par M. de Fontette, Intendant, pour dépenses à la charge de l'Extraordinaire des guerres, de l'artillerie et du génie, le tout en exécution de l'arrêt du Conseil du 2 avril 1763; — réquisitions de M. le duc de Choiseul, ministre, à M. de



Boullongue, trésorier de l'Extraordinaire des guerres, d'envoyer dans les places où sont casernées les troupes les fonds nécessaires à leur solde et subsistance; — extraits des états remis au dit trésorier général pour la subsistance des compagnies d'invalides et pour les régiments de Dauphiné et du Colonel-général, dragons.

C. 2441. (Liasse.) — 22 pièces, papier.

**1768-1779.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — Correspondance entre MM. le duc de Choiseul, maréchal de Ségur, ministres; de Fontette, Intendant de la Généralité; de Serilly; Housset de Catteville, trésorier de l'Extraordinaire des guerres; Le Paulmier, subdélégué, relative: à l'envoi par le duc de Choiseul à M. de Fontette du relevé des fonds ordonnés dans la Généralité pour les dépenses de l'Extraordinaire de l'année 1768, montant à la somme de 390,819 livres 1 sol 7 deniers  $\frac{1}{3}$  et à la formation d'un bordereau indiquant les sommes payées et celles restant à payer aux hôpitaux et pour les lits militaires, les bois et lumières et les appointements, qui se payent sur les états de la Cour, afin de savoir s'il sera nécessaire d'envoyer un supplément de fonds, dans le cas où cette somme ne suffirait pas (29 octobre 1768); — au certificat du sieur Bonnet, trésorier principal de l'Extraordinaire en la Généralité de Caen, attestant avoir reçu de M. Vardon, commissaire des guerres, la somme de 1,500 livres, produit de la vente de 6 chevaux du régiment de Languedoc, dragons, qui avaient été réformés par le comte de Lillebonne (29 octobre 1768); — à l'ordre du duc de Choiseul au commis de l'Extraordinaire de payer 192 livres 14 sols 6 deniers à François Rouxel pour réparations à la tour de Cherbourg, servant de prison militaire (19 novembre); — à l'envoi à Caen d'une somme de 52,998 livres 15 sols 2 deniers pour parfait paiement des dépenses de l'exercice 1768 (11 février 1769); — à l'état des hommes du régiment du Dauphin, Infanterie, qui ont été traités de la gale de mai en août 1774, certifié par le chirurgien major, le capitaine aide-major, le commandant et par M. Vardon, commissaire des guerres (1<sup>er</sup> septembre 1774); — à l'état de 2 sols par lieue, payés à 3 soldats du régiment de Lorraine, Infanterie, envoyés à Lunéville, à Nantes et à Rouen, et dont le régiment réclame le remboursement, certifié par le chevalier de Buffon, lieutenant colonel-major du dit régiment et par M. Vardon, commissaire des guerres (9 septembre 1775); — à un autre état de 2 sols par lieue à un soldat du même régiment, réformé par ordre de M. le comte de

Rochambeau, dont les masse et décompte ne suffisent pas pour se rendre à destination (6 novembre 1775); — à la réduction, prescrite par l'ordonnance du 25 mars 1776 sur le paiement devant être fait à partir du 1<sup>er</sup> juillet aux bas officiers, soldats, cavaliers, hussards et dragons des troupes du Roi, retirés dans les différentes provinces du royaume, jouissant de la demi-solde ou de la solde entière (11 août 1776); — à l'avis donné par M. Esmangart à son subdélégué, M. Paulmier, que le ministre de la guerre a pris des arrangements pour le paiement des dépenses de l'exercice 1778, restant à acquitter par l'Extraordinaire des guerres et à l'indication des diverses époques de paiement à faire connaître, afin de tranquilliser ceux qui y sont intéressés et notamment les administrateurs des hôpitaux de charité; à cet avis est joint le bordereau extrait de la lettre du 12 février du prince de Montbarey, fixant les dites époques de paiement (22 février 1779); — à l'état des ustensiles nécessaires à la salle des galeux et vénériens du régiment du Roi, établie à St-Sauveur (9 avril); — à l'ordre de prendre les dits ustensiles demandés par le chirurgien-major, dans les magasins de Caen et d'en faire remise aux troupes du Roi (13 avril); — à l'ordre à M. Housset, trésorier de l'Extraordinaire à Caen de payer 6,000 livres au maréchal d'Harcourt et 4,000 à M. Esmangart pour le service de garde-côtes (5 juin 1779).

C. 2442. (Liasse.) — 21 pièces, papier.

**1784-1788.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — Correspondance entre M. le marquis maréchal de Ségur, ministre; de Serilly; Esmangart, Intendant de la Généralité; Legier, colonel du génie, au Havre; Housset de Catteville, trésorier de l'Extraordinaire, relative: à la construction, dans l'enceinte du château de Caen, de chambres de discipline pour les officiers et de prisons militaires pour les soldats, d'après les désirs des ducs du Châtelet et d'Harcourt, et qui ne coûteront que 1,354 livres, selon l'état estimatif remis à M. Esmangart par le colonel du génie et aux réparations urgentes à l'église du dit château (4 octobre 1781); — à la réponse du maréchal de Ségur approuvant les dites réparations jusqu'à la somme de 926 livres, qui seront payées sur les fonds de l'Extraordinaire des guerres, mais donnant avis à M. Esmangart que S. M. a jugé à propos de ne point pourvoir actuellement à la construction des chambres de discipline (27 novembre); — à la transmission par M. Esmangart à M. Légier des avis précédents, afin que le dit colonel du génie se puisse concerter avec M. de Caux pour

l'exécution des réparations de l'église du château (4 décembre); — à l'intention du dit colonel de représenter dans ses projets de l'année suivante celui de la construction des chambres de discipline pour officiers (11 décembre); — à l'envoi du toisé de la dépense faite pour les réparations de l'église du château, afin d'en faire ordonnancer le paiement à l'entrepreneur, le sieur Besson le jeune; au bas du dit toisé se trouve le certificat du brigadier d'Infanterie, chef de brigade au corps du génie, attestant que les travaux ont été bien et dûment faits par le sieur Besson, entrepreneur des fortifications du château de Caen (26 novembre); — à l'envoi de l'expédition du dit toisé au marquis de Ségur, pour obtenir les fonds nécessaires au paiement des travaux (15 décembre 1782); — à l'avis que le maréchal de Ségur va ordonner le dit paiement sur les fonds de l'Extraordinaire des guerres (31 janvier 1783); — à la dite réquisition de Mgr de Ségur au trésorier de la guerre de solder le dit Besson le jeune (5 février 1783); — à l'ordonnance de M. Esmangart à cet effet (7 avril 1783); — à l'avis transmis par M. Feydeau de Brou au maréchal de Ségur qu'il reste annuellement un fonds de 3,000 livres, qui a toujours été laissé à la disposition de l'Intendant et à la demande d'autorisation de l'employer à récompenser les secrétaires de l'Intendance dont les appointements sont trop modiques (7 septembre 1784); — à la réponse du maréchal de Ségur qu'il ne lui est pas possible d'autoriser le dit emploi de la somme de 3,000 livres (19 septembre); — aux copies de trois baux; le premier, du 21 juillet 1788, passé avec la fabrique de l'église collégiale de St-Pierre pour des terrains situés dans la paroisse de Vaucelles, destinés à former des jardins légumiers pour la garnison de Caen; le deuxième, en date du 1<sup>er</sup> août 1788, passé avec les sœurs Auger, de deux pièces de terre en pré, formant un ensemble de 537 perches 15 pieds, situées dans la prairie de St-Michel de Vaucelles; et le troisième, en date du 20 novembre 1788, passé avec les religieuses Ursulines pour 138 perches 9 pieds 6 pouces à elles concédées dans la prairie de Vaucelles, comme excédant la quantité de 11 arpents 19 perches, revenant au régiment d'Artois pour son jardin légumier et l'emplacement, ordonné pour les exercices prescrits aux soldats par l'ordonnance du 1<sup>er</sup> juillet concernant la police et la discipline des troupes d'infanterie, les dites 3 copies certifiées par M. de Montcarville (1786).

C. 2443. (Liasse.) — 33 pièces, papier.

1780-1789. — Affaires militaires. — Comptabilité.

— Extraordinaire des guerres. — Ordres de remboursements; — Ordres donnés par les ministres de la guerre, le prince de Montbarey, le marquis maréchal de Ségur, le comte de Brienne et le comte de Puységur au trésorier de la guerre en la généralité de Caen, de remettre suivant les ordonnances particulières des Intendants MM. Esmangart, de Brou et de Launay: à M. le marquis de Bricqueville, la somme de 15,750 livres à distribuer aux 4,500 canonniers garde-côtes de son inspection, à raison de 3 livres 10 sols à chacun, pour leur tenir lieu d'une fourniture de souliers (1<sup>er</sup> septembre 1780); — au dit marquis la somme de 16,016 livres 8 sols 5 deniers pour le même objet (16 août 1781); — la même somme, pour le même objet, le 12 juin 1782; — au dit marquis la somme de 148 livres 8 sols 5 deniers, par lui avancée, pour les réparations des caisses des tambours des canonniers (5 décembre 1780); — une autre somme de 95 livres 17 sols pour le même objet (23 octobre 1782); — au même la somme de 2,537 livres 8 sols 6 deniers pour le remboursement des avances faites par les chefs de chaque division des canonniers pour les façons et réparations de l'habillement de leurs compagnies (16 juillet 1783); — au même marquis de Bricqueville la somme de 8,000 livres annuelles pour ses appointements, réglés par S. M. en sa qualité d'inspecteur-général des Canonniers garde-côtes établis dans la Basse-Normandie (31 décembre 1780, 1781, 1782); — ordres du prince de Montbarey de rembourser à la caisse du régiment du Roi, Infanterie, la somme de 3,254 livres 4 sols 9 deniers pour la plus-value d'une fourniture de 2,000 paires de souliers d'hiver que le dit régiment a fait faire par ordre (21 avril 1780); — ordre du marquis de Ségur de payer à la caisse du dit régiment la somme de 488 livres 2 sols 9 deniers pour le prix de 80 bidons et gamelles, en remplacement de ceux qu'il a cédés au régiment du Limousin, lors de son campement à St-Sauveur (16 août 1781); — à l'ordre donné de payer à la caisse du dit régiment de la Couronne la somme de 1,270 livres 12 sols 7 deniers, pour la façon de réparation d'habillement (10 janvier 1782); — ordre du prince de Montbarey de remettre à la caisse du régiment de la Couronne la somme de 1,693 livres 4 sols 5 deniers, pour la plus-value d'une fourniture de 110 paires de souliers d'hiver (1<sup>er</sup> septembre 1782); — ordre du maréchal de Ségur de remettre à la caisse du régiment de la Reine, infanterie, la somme de 998 livres 4 sols pour le traitement des galeux et vénériens du dit régiment (22 août 1785); — à la dite caisse la somme de 1,032 livres 5 sols 8 deniers pour le même objet (14 juin 1786);

—à la dite caisse 1,027 livres 13 sols 3 deniers pour le même objet (11 mai 1787); — ordre du comte de Brienne pour verser à la même caisse 1,096 livres 10 sols 6 deniers pour le même objet (26 avril 1788); — ordre du comte de Puysegur de verser à la dite caisse du même régiment de la Reine la somme de 904 livres 8 sols 8 deniers pour le même traitement des galeux et vénériens (14 mars 1789); — ordre du maréchal de La Tour-du-Pin de verser à la caisse du régiment d'Angoulême, 50 livres 16 sols 11 deniers pour la gratification accordée au greffier qui a rédigé la procédure criminelle, instruite contre 8 soldats accusés de révolte et de sédition (3 février 1790); — ordre du maréchal de Ségur de verser à la caisse du régiment d'Armagnac 1,080 livres 17 sols 10 deniers pour le traitement des galeux et vénériens du dit régiment (9 mars 1787); — ordre du comte de Brienne de verser à la dite caisse 1,078 livres 3 sols 5 deniers pour le même objet (24 novembre 1787); — ordre du maréchal de Ségur de verser à la caisse du régiment d'Artois, 968 livres 18 sols pour le même objet (5 décembre 1786); — ordre du comte de Brienne de verser à la même caisse, 1,085 livres 5 sols 1 denier pour le même objet (22 décembre 1787); — à la même caisse 1,081 livres 1 sol 4 deniers pour le même objet (29 novembre 1788); — ordre du maréchal de Ségur de verser à la caisse du régiment de Bassigny, 343 livres 12 sols 8 deniers pour le traitement des soldats atteints de la gale (8 mai 1783); — ordre du comte de Brienne de verser à la caisse du régiment de l'Ile-de-France, 798 livres 3 sols 1 denier pour les galeux et vénériens du dit régiment (5 avril 1788); — ordre du maréchal de Ségur de verser à la caisse du régiment de Lorraine, 1,226 livres 19 sols aux galeux et vénériens du dit régiment (10 août 1787); — ordre du comte de Brienne de verser à la dite caisse, 1,078 livres 13 sols pour le même objet (21 juin 1788); — ordre du comte de Puysegur de verser à la même caisse, 729 livres 7 sols 9 deniers pour le même objet (14 mars 1789); — ordre du même à verser à la caisse du régiment de Turenne, 1,087 livres 14 sols 1 denier pour le même objet (28 mars 1789).

C. 2444. (Liasse.) — 45 pièces, papier.

**1778-1786.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — Pièces justificatives des paiements faits par M. Housset de Catteville, trésorier des guerres, pour journées d'hôpitaux et indemnités de voyages des soldats du régiment de la Reine; — état de la paille et du pain fourni aux soldats pendant leur

séjour dans les prisons de Bayeux à raison de 1 sol par jour pour la paille et d'une livre et demie de pain à raison de 3 sols 1 denier la livre, prix fixé par la police; — cet état est divisé en 7 colonnes indiquant le nom du régiment, celui des prisonniers déserteurs, le jour de l'entrée et de sortie, la quantité de jours et des livres de pain, la 7<sup>e</sup> colonne réservée aux observations indiquant si le prisonnier doit être conduit à la chaîne et le nom de l'endroit où il doit l'être, enfin si c'est par l'ordre du ministre ou du corps auquel il appartient; — billets de subsistance en route des soldats déserteurs, à la sortie de prison; — mandats à payer par le trésorier des troupes de diverses localités pour leur faciliter les moyens de rejoindre leurs régiments; — ces mandats indiquent les noms du soldat, le lieu d'où il vient, celui d'où il va, s'il est porteur d'un congé limité ou d'un billet de sortie d'hôpital avec la date dudit billet; — feuilles de la retenue de la solde, à faire sur la subsistance du régiment pour les journées des dits soldats malades dans les divers hôpitaux; — ces feuilles indiquent les noms des compagnies, les noms de famille et prénoms de baptême et de guerre des soldats malades, et leur grade; — chacun de ses états, billets et mandats sont vérifiés par les concierges des prisons et les contrôleurs des hôpitaux, les subdélégués des Élections et visés par le commissaire des guerres.

C. 2445. (Liasse.) — 41 pièces, papier.

**1778-1786.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — Mêmes états, billets et mandats pour les régiments d'Aquitaine, Armagnac, Artois (infanterie et dragons), et Auxance.

C. 2446. (Liasse.) — 45 pièces, papier.

**1778-1786.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — Mêmes états, billets et mandats pour les régiments de : Bassigny, Beauce, Berwick, Besançon, Champagne, Chartres et canonniers Invalides de Cherbourg.

C. 2447. (Liasse.) — 51 pièces, papier.

**1778-1786.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — Mêmes états, billets et mandats pour les régiments de Conty, Dauphin, Forès, Ile-de-France et Lorraine.

C. 2448. (Liasse.) — 40 pièces, papier.

**1778-1786.** — Affaires militaires. — Comptabilité. —



Extraordinaire des guerres. — Mêmes états, billets et mandats pour les régiments de : Neustrie, infanterie, Normandie, Orléanais, cavalerie, Penthievre, infanterie, Picardie et Poitou.

C. 2449. (Liasse.) — 24 pièces, papier.

**1778-1786.** — Affaires militaires. — Comptabilité. — Extraordinaire des guerres. — Mêmes états, billets et mandats pour les régiments de : Rohan-Soubise, Saintonge, Touraine, Turenne et Vexin ; — états des convalescents des régiments de Rohan et Saintonge qui ont reçu la subsistance aux hôpitaux d'Alençon et dépôts de Bretteville, de Reims, St-Dizier, Troyes, Vire, Vitry-le-Français et Valognes ; — états des avances faites au compte du Roi aux soldats déserteurs et à ceux allant ou revenant des hôpitaux externes et autres qui ont passé dans le département de Caen pendant les années 1785 et 1786, les dits états arrêtés par M. le chevalier Ballias de Laubarède, commissaire des guerres.

C. 2450. (Liasse.) — 29 pièces, papier.

**1668-1691.** — Affaires militaires. — Certificats de présence et de maladie. — Supplique des sergents des compagnies bourgeoises à l'effet d'obtenir l'exemption du logement militaire (20 août 1668) ; — délibération des maire, gouverneur, échevins et syndic de la ville de Caen, qui arrêtent que les sus-dits sergents jouiront des mêmes exemptions et privilèges touchant les logements et contributions des gens de guerre, que les capitaines, lieutenants et enseignes de la garde bourgeoise (3 septembre 1668) ; — certificats de présence sous les drapeaux délivrés entr'autres par : M. de Mauvoisin, commandant une compagnie de gentils-hommes pour le service du Roi, de la vicomté d'Auge, à Guillaume Turpin, écuyer, sieur de Condé (6 avril 1689) ; — M. de Bellenave, lieutenant-colonel du régiment de la Marine, au sieur de Moyon, lieutenant (14 septembre 1689) ; — le gouverneur de la citadelle de Tournai et capitaine d'une compagnie de cadets gentils-hommes, au sieur Dubois, de la province de Normandie (14 avril 1690) ; — M. Goville, sieur de La Fresnaye, lieutenant des Cravattes du Roi à M. de Saint-Agnen, fils de M. de Craumesnil (8 avril 1691) ; — Henry de Durfort, duc de Duras, pair et maréchal de France, chevalier des ordres du Roi, capitaine des gardes de son corps, gouverneur et lieutenant-général pour S. M. de la comté de Bourgogne et gouverneur particulier de la ville et citadelle de Besançon, au sieur Henry-Robert

de Morchesne, cornette de la compagnie brigade d'Urté (10 mars 1691) ; — le comte de Mornay, colonel du régiment d'infanterie de Béarn, au sieur de La Bretonnière-Gosselin, lieutenant (12 mars 1689) ; — M. Presles, mestre de camp d'un régiment de cavalerie, au sieur de Longboy, cavalier de la compagnie de M. de Bauchamp (25 avril 1690) ; — M. le comte de Coigny, maréchal des camps et armées du Roi, gouverneur des ville et château de Caen, à Tenneguy d'Olençon, écuyer, sieur de Saint-Georges, son aide de camp, qui est en état de marcher où le Roi le destinera pour servir la campagne prochaine (9 mars 1691) ; — le chevalier d'Eglande, capitaine au régiment de la marine, à Guillaume de Parfouru, sieur de Blaigny, fils de Joachim de Parfouru, escuier, sieur du Val (4 avril 1691) ; — autres certificats délivrés par des médecins constatant l'état maladif de Jacques de Bauquet, écuyer, sieur des Cartelets, ne pouvant faire de longs voyages à cheval (13 avril 1691) ; — Noël Despinoze, écuyer, sieur des Oubeaux, atteint d'une fluxion de poitrine (16 avril 1691) ; — Gabriel Hélye, écuyer, sieur de La Catherye, demeurant à Cricqueville, malade de rhumatismes (16 avril 1691).

C. 2451. (Liasse.) — 18 pièces, papier.

**1703-1740.** — Affaires militaires. — Lettre du Roi contresignée par Chamillard donnant avis au comte de Lisle, colonel du régiment d'Infanterie de Barrois, de la nomination du sieur Caley comme sous-lieutenant en la compagnie de Carpentay, (10 janvier 1703) ; — certificat de présence au corps délivré au sieur de Lescalley, lieutenant réformé par le sieur de La Robinière, lieutenant-colonel commandant le régiment d'infanterie de Barrois (5 avril 1703) ; — autre lettre du Roi nommant le sieur Lescalley, lieutenant de la compagnie Carpentay (23 décembre 1703) ; — liste intitulée : « ancienneté générale des régiments de cavalerie de France », contenant la nomenclature des régiments formant 226 escadrons, avec l'indication de leurs colonels, à la suite, se trouve la liste des 14 régiments de cavalerie ainsi que des 6 régiments de dragons d'Espagne, formant un contingent de 44 escadrons (1704) ; — état des troupes devant composer l'armée de Flandre, pendant la campagne de 1708, indiquant la répartition des escadrons de cavalerie et des bataillons d'infanterie dans les divers camps près de Charleroi, Condé, Le Quesnoy, Maubeuge, Mons et Valenciennes ; cet état est suivi de l'indication des troupes propres à former des camps pour la garde des lignes, le tout formant un contingent de 214 escadrons et 244 bataillons, à la fin

du dit état se trouve l'ordre de route de chaque camp (1708); — états des troupes de cavalerie et dragons de France et d'Espagne, de Bavière et de Cologne, servant à l'armée de Flandre, formant un contingent de 127 escadrons, dont 93 de cavalerie et 34 de dragons; — autre état donnant 191 escadrons; — certificat du sieur Deverdier, maréchal-des-logis de l'armée du Rhin et major du régiment de M. le prince de Lambesc de Lorraine, attestant qu'il a donné pouvoir et commission au sieur Lequesnel d'engager et former des cavaliers pour le dit régiment (8 décembre 1709); — autre certificat du même, devenu maréchal-général-des-logis de la cavalerie de l'armée d'Allemagne; — formule d'engagement suivi du signalement et de la déclaration que l'engagé n'est ni déserteur ni congédié des travaux de la chaîne, etc.; — règlement pour le service de la garde-côte (28 janvier 1716); — ordonnance réglant le prix des denrées de l'Élection de Caen pour les troupes en marche dans la Généralité (10 avril 1719); — ordre du Roi au capitaine Dufresne-Angot, commandant une compagnie du bataillon de Milice de la Bellière, de recevoir et faire reconnaître le sieur Pallart, nommé lieutenant de la dite compagnie (15 avril 1734); — certificat de congé accordé au sieur Jean Vautier, de la compagnie de Bretteville (juin 1735); — nomination du dit Vautier à la charge de lieutenant des garde-côtes de la capitainerie d'Oyestreham (15 mai 1739).

C. 2452. (Liasse.) — 63 pièces, papier.

**1741-1751.** — Affaires militaires. — État et quittances d'appointements payés aux brigades de Barneville, Ste-Marie-du-Mont, Ste-Mère-Église, Quinéville et Varaville pour les mois de septembre et octobre 1741; — mémoires de la dépense faite en route depuis Égra (Bohême) jusqu'à Caen, pour l'équipage de M. le chevalier de Sourdeval, capitaine des grenadiers du régiment de Rochechouart, où sont consignées toutes les étapes, dont les noms sont défigurés par l'orthographe du conducteur (octobre 1742); — expédition délivrée par le greffier-secrétaire de la ville de St-Lô, du procès-verbal des contestations entre le maire et les échevins, au sujet des réclamations de divers fournisseurs pour les travaux faits et fournitures livrées aux casernes en réparation, et dont les échevins refusaient de signer les mandements (mandats), prétendant n'avoir point été appelés à connaître de la nécessité et utilité des dites réparations (1<sup>er</sup> mars 1744); — ordonnance du Roi concernant les Milices renvoyées dans leurs provinces et Généralités, et comprenant 44 articles, dont

le IV<sup>e</sup> porte que : « l'intention de S. M. étant de ne « conserver les bataillons de milice pendant la paix, « que sur le pied de cinq cens hommes chacun, au « lieu de sept cens dix, à quoi ils ont été portez, les « dix compagnies, qui composent actuellement ces « bataillons, seront réduites, à leur arrivée au quartier « d'assemblée, au dit nombre de cinq cens hommes, « et à cet effet, les Intendans commenceront par faire « une revue exacte des hommes effectifs qui se trouve- « ront composer chaque bataillon. Ils distingueront les « miliciens qui sont de leur Généralité, d'avec ceux qui « n'en sont point et qui auroient pu être admis dans la « milice par quelque voie que ce soit, contre les inten- « tions de Sa Majesté, à l'exception néanmoins des « Grenadiers royaux, lesquels, de quelque pays qu'ils « soient, seront toujours censez faire partie des Mili- « ciens, de la province en se soumettant à y faire leur « résidence et indiquant à cet effet la paroisse où ils « voudront demeurer »; — divers mémoires des fournitures faites par Pierre Paris et autres pour le sieur Quédrue, étapier (1748); — certificats de congé absolu donné à Olivier Lequay, dit La Bourre, natif de Bayeux, cavalier au régiment de Royal-étranger, ce congé illustré d'un cachet rouge aux armes de France et de panoplies d'armes et de drapeaux ornant le dessous et les deux côtés du cadre du dit certificat, est signé en haut par l'inspecteur général de cavalerie, Pontchartrain, et au bas par le lieutenant-colonel, commandant le régiment et par le major (février 1749); — correspondance des sieurs Parent et Odel avec le sieur Quédrue, entrepreneur des étapes, relative au service des étapes aux passages des troupes (1748 et 1750); — liste des officiers garde-côtes de la province de Normandie qui demandent la croix de St-Louis (1749); — mémoire sur les garde-côtes en 1750; — supplique du sieur Pierre Quédrue, marchand boulanger, à Caen, adressé à M. de La Briffe, à l'effet d'obtenir l'annulation d'un contrat qu'on lui avait fait frauduleusement signer pour les fournitures des étapes (1750).

C. 2453. (Liasse.) — 35 pièces, papier.

**1751-1755.** — Affaires militaires. — Assiette de la somme à laquelle la paroisse du Douet-Arthus (Élection de Lisieux), a été taxée, tant pour les étapes des gens de guerre entrant en leurs quartiers d'hiver et recrues pour la prochaine campagne, que pour la dépense des dits gens de guerre, étant en leur prochain quartier d'hiver; cette assiette, donnant la nomenclature de tous les habitants avec l'indication de leur cotisation et

des exemptions, est certifiée véritable par les collecteurs de la dite paroisse (21 janvier 1751); — état des sommes recues par le sieur Quédrué, sous-traitant du sieur Robin, adjudicataire de la fourniture des étapes de la Généralité de Caen et des dépenses, par lui faites, pour la dite fourniture durant l'année 1751; — chemin que tiendront quatre chevaux de remonte à la compagnie de Florian du régiment de cavalerie de Lusignan pour rejoindre le dit régiment à Valognes, conduits par 4 cavaliers commandés par un brigadier, partant de Paris et devant loger à Pontoise, Mantes, Vernon, Évreux, Beaumont-le-Roger, Bernay, Lisieux, Argences, Caen, Bayeux, St-Lô et Carentan; à la suite de la dite route, sont les certificats du sieur Laferre, porteur de la dite route, et du sieur Gourdiér, au nom des échevins de Carentan, attestant que les logements et l'étape ont été fournis aux dits cavaliers (mars 1751); — diverses autres routes pour diverses compagnies allant rejoindre leurs régiments (1751-1752); — pièces comptables relatives à ces routes; — ordonnances du Roi sur l'exercice de l'Infanterie contenant 11 chapitres, sur les obligations des officiers, l'école du soldat, la formation des bataillons, le maniement des armes, les manœuvres par rangs et par files, les évaluations pour rompre et reformer les bataillons, la colonne formée de 2 bataillons sur six rangs, l'exercice du feu, les batteries des tambours et les signaux relatifs aux évolutions, enfin, sur les revues d'honneur, de l'inspecteur ou du commissaire des guerres, la dite ordonnance signée du Roy et de Voyer-d'Argenson, et datée de Marly, le 6 mai 1755; — observations sur le maniement des armes et les évolutions; — autre manuscrit très soigné, de 32 feuillets d'une belle écriture, ornés de figures des diverses évolutions de la colonne et des pelotons et piquets, marquant la place des grenadiers et des tambours; — instructions sur le service des régiments de cavalerie dans les camps, contenant 373 articles, répartis en 19 chapitres, traitant du campement, de l'établissement du camp, de la garde de l'étendard, des piquets, des brigades, de l'ordre, du guet et de l'appel, de l'ordre à observer pour commander les gardes et détachements, de la garde ordinaire, du service des gardes ordinaires dans leurs postes des vedettes, des cavaliers d'ordonnance, des détachements, des marches, des cuirasses, des équipages, des fourrages, des distributions, enfin, de la discipline et police du camp; la dite instruction signée M. P. de Voyer-d'Argenson est datée de Versailles (22 juin 1755); — ordonnance du Roi, concernant les régiments de dragons en 13 articles en date du 18 août 1755 portant à 4 escadrons chacun des régiments de

dragons et suivie de l'ordre transmis par M. C. L. d'Albret, duc de Chevreuse, lieutenant-général des armées du Roi, colonel général des dragons, à tous brigadiers, mestre de camp et commandant de le faire exécuter selon sa forme et teneur (22 août 1755).

C. 2454. (Liasse.) — 68 pièces, papier.

**1756-1757.** — Affaires militaires. — Ordonnance concernant les milices en 4 articles, portant : article 1<sup>er</sup>, que les bataillons composés de 500 hommes en 10 compagnies, seront portés à 590 hommes de 10 compagnies, dont une de Grenadiers postiches de 60 hommes et 8 de Fusiliers de 60 hommes, article 11<sup>e</sup> qu'il ne soit délivré aucun congé d'ancienneté aux soldats de milice, pendant l'année (1<sup>er</sup> janvier 1756); — mémoire au sujet des contestations sur le service de campagne entre l'état-major de la cavalerie et le corps des dragons, le dit mémoire divisé en 7 questions, auxquelles il a été répondu en marge par les officiers consultés sur ce qu'ils ont vu exécuter durant leurs années d'exercice (10 janvier 1756); — ordonnance de M. de Fontette, Intendant de la Généralité de Caen, rendue à la requête de M. Edme-Guillaume Gautier, directeur à Caen des aides et droits, pour défendre à trois soldats, cavaliers et dragons, aux entrepreneurs sur la fourniture des camps et à tous particuliers, bouchers et vivandiers, d'enlever aucuns bestiaux ni viandes des foires et marchés, ni de les vendre dans aucuns lieux sujets, qu'ils n'en aient fait déclaration et acquitté les droits dus, sous les peines portées par les déclarations et arrêt du conseil du 30 janvier 1717 et 22 septembre 1722 (17 juillet 1756); — lettre d'envoi par M. de Levignen, Intendant d'Alençon aux officiers de l'Élection de Lisieux, d'une ordonnance qu'il a rendue, d'après leurs légitimes représentations, au sujet du logement des troupes (26 juillet); — état des bois de différentes espèces, fournis aux troupes campées sous Granville par extraordinaire et en exécution des ordres de M. le marquis de Puységur, commandant le dit camp (juillet et septembre); — état des paroisses de l'Élection de Carentan devant fournir les 12,030 bottes de paille pour le camp de Granville, indiquant le nombre des bottes que chaque paroisse doit envoyer d'après leur importance : Angoville, St-André et St-Georges de Bouhon, Boutteville, Bretteville, Chef-de-Pont, St-Patrix, Le Plessis et La Bonneville ne sont taxées qu'à 100 bottes, tandis que Besneville l'est à 600 et Méautis ainsi que St-Jores le sont à 1,000 bottes (1756); — pièces comptables relatives aux voilures de Gavray, aux achats de bois et de paille et autres four-



nitures du camp de Granville ; — achats de 43,024 bottes de paille pour le dit camp, du 10 juillet au 8 septembre, avec désignation des paroisses qui les ont fournies et des régiments qui les ont reçues (ces achats sont consignés sur les 7 premiers feuillets d'un registre de l'abbaye de Troarn, le reste du dit registre, à partir du 9<sup>e</sup> feuillet, ne concerne que les revenus et biens de la dite abbaye) ; — dépense et livraison des fagots et bourrées que Philippe Raoul, garde des bois de Troarn, a faits dans les coupes et livrés pour la cuisson du pain de munition des troupes ; — supplément qui en a été fait aux troupes campées dans la plaine de la Houlle, près Granville, pour le compte de Pierre Quédrue, entrepreneur de la fourniture des bois de campement ; — état de recettes et dépenses faites par les sieurs Quédrue et Le Bas pour le bois de Cérisy ; — ordres aux syndics de diverses paroisses de faire transporter par des voituriers et chevaux les bottes de paille et gluds nécessaires aux troupes ; — état des gluds et pailles de froment provenant des Élections de Caen et Carentan, repostés dans le convent des Cordeliers de Granville pour la distribution du camp ; — soumission du sieur Christophe Voisin s'engageant envers le sieur Queudrue à la fourniture des étapes aux troupes passant ou séjournant dans la ville de St-James jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1757 ; — autre soumission du sieur Le Breton, bourgeois d'Isigny, s'engageant à fournir les étapes aux troupes passant et séjournant à Carentan ; — certificat du sieur Geoffroy, commissaire des guerres, attestant que la compagnie d'Argouges, Invalides, à La Hougue, s'est trouvée composée de 65 hommes auxquels le tabac de cantine sera délivré pour les mois de mai et juin, conformément aux ordonnances de S. M. (18 mai 1757) ; — quittances de divers capitaines pour la livraison de tabac faite par le sieur Langlade de Bricourt, directeur, chargé de l'entrepôt du tabac à Valognes, pour l'usage de leurs compagnies (1757) ; — récapitulation de St-Hilaire-du-Harcouet et de Mortain, 29,495 places d'infanterie à 8 sols 3 deniers coûtant 12,166 livres 13 sols 9 deniers ; 1,335 places de dragons à 10 sols 3 deniers, coûtant 684 livres 3 sols 9 deniers ; 537 places de cavaliers à 14 sols 6 deniers, coûtant 389 livres 6 sols 6 deniers ; 4,020 places de fourrage à 14 sols 6 deniers, coûtant 2,914 livres 10 sols, en tout 16,154 livres 14 sols.

C. 2455. (Liasse.) — 60 pièces, papier.

**1758-1759.** — Affaires militaires. — États des routes de Coutances, rentrées le 27 avril et 16 juin 1758 ; —

soumission du sieur J.-B. Launay s'engageant à fournir les étapes de St-James ; — soumission du sieur J. Voisin de fournir les étapes du bourg de Villedieu ; — observations sur les routes de divers régiments ; — étapes de la Généralité de Caen ; — comptes avec les sous-traitants faits sur les extraits des comptes de l'Intendance ; — pièces comptables ; — routes de divers régiments passés dans la Généralité de Caen (1759).

C. 2456. (Liasse.) — 27 pièces, papier.

**1760.** — Affaires militaires. — Étapes des provinces de Normandie et de Bretagne, que rend le sieur Langlois, directeur des étapes et voitures à M. Queudrue, adjudicataire général des dites étapes ; — listes des régiments d'infanterie et de cavalerie, avec la désignation du colonel auquel chaque régiment a été donné, au bas de la dite nomenclature, se trouve cette note : « tous les régiments de cavalerie seront habillés « bleu et rouge, ceux des gentilshommes, qui sont « conservés, porteront le nom des différentes provinces, « le doublement des compagnies ne se fera qu'à la « paix » (les colonels, dont on a nommé les régiments d'infanterie, ont été faits maréchaux-de-camp) ; — divers congés accordés : à J.-P. Cingal, brigadier de la compagnie de Richemont, au régiment d'Artois, natif de St-Sylvain (1774) ; — à Noël, soldat du régiment de la Couronne, natif de Caen (1775) ; — à Colin, soldat du régiment de Conti, infanterie (1783).

C. 2457. (Liasse.) — 172 pièces, papier.

**1757-1761.** — Affaires militaires. — Billets de logement des soldats de divers régiments passant à Caen.

C. 2458. (Liasse.) — 170 pièces, papier.

**1761-1779.** — Affaires militaires. — Billets de logement, et billets d'avertissement que tels et tels sont compris dans le rôle arrêté par les maires et échevins et rendu exécutoire par l'Intendant au marc la livre de la capitation à la somme de... pour la contribution au paiement des logements d'officiers, frais de casernement, bois et lumières des corps de garde.

C. 2459. (Liasse.) — 30 pièces, papier.

**1748.** — Affaires militaires. — Garde-côtes et îles Anglaises. — Notes et mémoires sur un projet d'opérer une descente dans les îles de Jersey, Guernesey, Au-

rigny et autres (La minute de la 1<sup>re</sup> page de ce mémoire est de la main du marquis de Crenay, maréchal des camps et armées du Roi). Il indique la situation topographique de ces îles, leur distance les unes des autres, les villes, les paroisses, hameaux, châteaux ou maisons considérables, chapelles et moulins à eau et à vent qu'elles contiennent, le nombre des habitants de tout sexe dans les 12 paroisses, y compris les naturels du pays, les réfugiés français Religionnaires, fraudeurs et malfaiteurs, puis les céréales et autres productions, la flore et la faune de chacune d'elles, les baies, les rades, les havres et les forts ainsi que le nombre de leurs canons, la manière de les aborder, le nombre des compagnies des Invalides qui les gardent, le nombre de soldats de la Milice garde-côte que chaque paroisse peut mettre sur pied. « Il peut y avoir sur l'île de Jersey 8,000 habitants. Le commerce des habitants de Jersey consiste à aller à Terre-Neuve faire la pêche de la morue, et à la Virginie chercher des tabacs pour leur fabrique, avec des navires de 150 à 200 tonneaux ; ils font trafic de toutes sortes de marchandises prohibées en France, qu'ils vont chercher à la Grande-Terre, au magasin de leurs Compagnies des Indes, qu'ils introduisent avec quantité de tabac, dans les provinces de Bretagne et de Normandie, dont ils retirent des sommes considérables... Les chevaux y sont de médiocre taille et tout y est à peu près comme en Basse-Normandie » ; — Guernesey contient 10 paroisses, 12 hameaux, 11 châteaux, 5 chapelles et 12 moulins, « il peut y avoir sur cette île 5 à 6,000 habitants de tout sexe et de toute espèce comme à Jersey, avec cette différence qu'il y a beaucoup plus d'honnêtes gens et de plus gros négociants... les chevaux y sont comme à Jersey, mais cette île, en tout, vaut beaucoup mieux ;... cette île est inaccessible par le nord et le nord-ouest et n'est accessible que par la pointe St-Martin » ; — Aurigny peut avoir de 5 à 600 habitants, on y fait le commerce de laine et de tabac, le terroir n'est pas bon, on y élève des moutons et peu d'autre bétail comme sur les deux petites îles situées entre Jersey et Guernesey ; — Cers, n'a qu'une paroisse de 300 habitants, « on ne peut y entrer que par un seul endroit nommé le Creux, et 4 hommes avec des pierres, dont ils ont provision, peuvent défendre cette entrée à 200 hommes. — L'autre, beaucoup plus petite, Herms, est un fort bon terrain cultivé par un seul fermier, qui y fait beaucoup de blé » ; — autre mémoire purement stratégique des dites îles, indiquant leur situation topographique, leurs ports et fortifications, le nombre des batteries de canons

et d'hommes exercés militairement à l'instar des milices garde-côtes françaises, les lieux de descente et d'attaque : — à Jersey, le port de St-Aubin, où peuvent entrer des vaisseaux de 40 pièces de canon ; 4,000 hommes à Jersey ; 2,000 à Guernesey où il y a cinq forteresses : le château Cornet, sur le port, où peuvent entrer des vaisseaux de toute grandeur ; le château du Manoir « proche St-Samson ; le château du Clos-du-Val, celui de Rochenne et celui de Pesris, dont on ignore les forces ainsi que le nombre des canons et des troupes, les Français n'y pouvant entrer. Il n'y a d'autres lieux de descente que celui en dedans de la pointe St-Martin et un autre, du côté opposé, entre les forts de Rochenne et de Pesris ; — Aurigny, situé à 3 lieues du cap de la Hague et formant le ras Blanchard ; il y a deux petits ports opposés aux deux côtés de l'île, défendus par un petit fort. Pour parvenir à l'exécution du projet formé de s'emparer de l'île de Jersey, il est nécessaire que tous les préparatifs se fassent secrètement » ; l'article 1<sup>er</sup> contient tout ce qui est nécessaire pour l'embarquement, le 2<sup>e</sup> indique les endroits où chaque chose sera embarquée, le 3<sup>e</sup>, où le tout se rassemblera, le 4<sup>e</sup>, le nombre des gabarres et bateaux plats et les endroits où ils mettront à la voile. Suivent les instructions détaillées sur chacun des sus-dits quatre articles ; — mêmes instructions pour s'emparer de l'île de Guernesey. Le mémoire de 30 pages se termine par ces mots : « Si ce projet est approuvé, l'on donnera un mémoire plus détaillé, surtout lorsqu'on aura été reconnoître les dites Isles et qu'on sçaura l'intention que l'on aura de conserver cette île ou d'en tirer seulement des contributions » ; autre « mémoire pour se rendre dans les Rades et Havres de Guernesey (Guernesey) sans danger et risques, avec l'assistance des cartes ci-jointes, où sont indiquées la distance des îles anglaises, la direction et les variations des marées et la direction des routes à suivre pour aborder au casquet ou Casket, pour franchir le passage entre Casket et le rocher appelé Orlack, puis pour aller du Bas-Blanchard au Ras d'Aurigny ou grand Ruau et du passage du Singe au rochet du Corbet et de l'île Burhou pour éviter la pierre au vrack au sud-est d'Orlack, et qui ne paroît jamais sur l'eau que dans la descente d'une grande mer, mais alors elle paroît de la grosseur d'un bateau. » — Le mémoire décrit les deux canaux du petit et du grand Ruau ou Ruel et indique la manière d'y naviguer sans danger en évitant les bancs, écueils, roches et rochers au-dessous ou à fleur d'eau, dont il donne la description et le dessin figuratif.

Le dit mémoire se termine par un appendice sur le flot et le reflux des marées qui « font le tour du compas » dans l'espace de 12 heures, à Casquet, Aurigny, Guernesey, Serk et la Corbière de Jersey, auxquelles « places la marée court à peu près égale, et il est « pleine mer aux sus dites places, à la côte, vers le « même temps que dans le havre de Guernesey, « excepté une demye-heure plus tard à Casquet et Aurigny ; il faut de plus observer que la marée court « plus longtemps lorsqu'elle court sur le nord-ouest ou « sud-est, que sur les autres points du compas. Deux « lieues à l'ouest de Casquet et trois lieues au nord « d'Aurigny, vous êtes, pour lors, dans les marées de « la Manche, ou canal entre la côte d'Angleterre et de « France » ; — pièces à l'appui des dits mémoires ; demandes et réponses pour savoir le mois le plus favorable à l'exécution du dit projet, le nombre des matelots et des bâtiments pour le transport des hommes, des chevaux, des canons, l'endroit de débarquement et combien d'heures mettront les bateaux pour se rendre à la hauteur décidée, en partant de Cherbourg, Dieppe, Dives, Granville, le Havre, Ouistreham, Port-en-Bessin, St-Malo et St-Valery ; — observations sur le tirant d'eau exigé pour les barques, bateaux, gabarres et navires ; — instructions pour les mesures à prendre du moment où l'on se proposera de mettre le projet à prompt exécution.

C. 2400. (Liasse.) — 28 pièces, papier et 1 carte.

1756. — Affaires militaires. — Îles anglaises. — Mémoire sur l'île de Jersey avec une petite carte indiquant la distance des différents ports de mer ; — sur les îles de Guernesey et d'Aurigny ; — tableaux récapitulatifs des troupes et effets nécessaires pour s'emparer des dites îles, indiquant le nombre de fantassins, dragons, canonniers, bombardiers, mineurs, charpentiers, pilotes, matelots, charretiers, boulangers, commissaires, ingénieurs, géographes, aumôniers, chirurgiens, apothicaires, puis le nombre de canons et mortiers, enfin des chevaux, des barques, chaloupes, cornettes et gabarres pour chacune des trois îles de Jersey, Guernesey et Aurigny, ainsi que les divers endroits d'où l'on tirera hommes, chevaux et le matériel de l'artillerie et de la navigation ; — le mémoire sur l'île de Jersey en indique la situation sous le 48° degré 20 minutes de longitude et 49° 20 minutes de latitude, puis la distance de 8 lieues marines qui la séparent de Granville, 5 de la pointe de Carteret, 6 de Guernesey, 10 d'Aurigny et du cap de La Hague, la dimension 4 lieues 1/2 de longueur sur 2 1/2 de largeur.

Après avoir cité les 12 paroisses, les 12 hameaux, les 8 châteaux, les 5 chapelles, les 21 moulins, les tours, redoutes et batteries donnant un total de 217 pièces et canons « posées dans les églises voisines pour éviter « la rouille et conserver les affûts ». L'auteur du mémoire indique les baies et les havres où l'on peut débarquer, puis il énumère les bataillons d'Infanterie, les escadrons de dragons, les canonniers bombardiers, charpentiers, pilotes et matelots, les mortiers, canons et chevaux nécessaires à l'attaque, et les 8 barques, les 2 chaloupes, les 2 corvettes et les 77 gabarres pour les transporter, puis les lieux d'embarquement. Il consacre le 4<sup>e</sup> article à préciser les heures d'embarquement à Granville, Cancale, St-Malo et autres ports et les endroits de débarquement. L'article 5 contient toutes les instructions pour la descente de telle ou telle compagnie, devant débarquer simultanément à St-Ouen et à Ste-Brelade pour la marche de bataille des troupes. « Il se trouve, dit-il, une compagnie qui fera les « avances du tout. Mgr le comte d'Argenson aura « la bonté d'en régler les conditions et les profits « que cette compagnie pourra prétendre. » Il ajoute en finissant : « Le mémoire envoyé, en 1748, ne peut « avoir lieu dans la circonstance présente. Il est « actuellement nécessaire de faire passer quelqu'un « aux deux Isles pour y connoître le nombre des trou- « pes réglées, de canons, de canonniers et des habi- « tants en état de porter les armes ; il faut pareillement « faire passer au port de Plimouth et de Portsmouth, « pour y connoître le nombre de navires en état de « faire voile ; vu la quantité de vaisseaux que les « Anglais ont actuellement, il seroit à propos de faire « une feinte pour la marche d'une quantité de troupes « que l'on porteroit à portée de la côte, depuis le « Crottoir jusqu'à Dunkerque et rassemblant le long de « ces côtes, dans les havres et ports qui s'y trouvent, « nombre de bateaux, sous prétexte de faire une des- « cente dans cette partie, sur les côtes anglaises, ce qui « leur feroit faire une diversion » ; — mémoire daté du 5 février 1756, contenant de nouvelles instructions pour se renseigner sur les îles dont « les Gouverneurs et « commandants, vu leur proximité des côtes de Nor- « mandie, étant actuellement sur leur garde, — le cas « présent doit le faire présumer, — donneront toutes « leurs attentions pour les conserver, en cas d'événements et agiront comme ils le firent dans la guerre « dernière, en faisant passer en Angleterre la plupart « des réfugiés français, ce qui causera beaucoup de « difficultés pour être instruit de ce qui se passe dans « les îles ». Le seul moyen que propose l'auteur du



mémoire est d'y faire passer quelques personnes comme des habitants « pourvu néanmoins que ces voyages ne « soient pas souvent réitérés, crainte de suspicion, « puis d'utiliser les fraudeurs, y trouvant leurs intérêts « et procurant celui des habitants par les achats de « livres, de tabac et d'étain, dont le nombre serait fixé « d'avance ». Le fraudeur aborderait à l'endroit indiqué où une brigade confisquerait bateau et marchandise, qui serait pesée, puis il ferait racheter, sous main, son bateau pour retourner au premier ordre, on lui paierait, en secret l'argent du rachat de son bateau et le double en sus de la valeur de son tabac qu'il délivrerait aux troupes, suivant les ordres de Messieurs de la compagnie qui y trouveront leur profit; « d'ailleurs quel « profit ne fera pas la compagnie, si tant est que l'on « s'empare des îles, puisque, toutes fraudes cessant, « ils n'auront plus besoin de pataches ni du grand « nombre de brigades qu'ils entretiennent sur les « côtes »; — mémoire sur l'île de Guernesey rédigé identiquement comme celui sur l'île de Jersey, c'est-à-dire en en donnant la position, les dimensions, le nom de ses 10 paroisses, de ses 15 hameaux, de ses 5 châteaux, de ses 5 abbayes ou chapelles, de ses 6 moulins, le nombre des canons et batteries, de ses fortifications; puis, en 5 articles, les indications des forces qu'il faut embarquer, des endroits où l'on prendra les choses nécessaires et des quartiers à fixer aux troupes, des lieux d'embarquement et de débarquement, enfin la marche après descente, l'attaque des postes, redoutes, batteries, villages et châteaux avec la recommandation expresse de ne « faire aucun tort ni dommage aux habitants de l'île »; — autre mémoire sur les îles de Sercq et de Herm, qui couvrent en partie la rade et le port de Guernesey, et dont un seul détachement d'infanterie pourra s'emparer; — autre mémoire sur l'île d'Aurigny qui fait la pointe et forme le raz Blanchard, — mêmes instructions pour l'attaque que pour les îles Jersey et Guernesey.

C. 2461. (Liasse.) — 11 pièces, papier, 3 imprimés.

**1756.** — Affaires militaires. — Garde-côtes de la Haute et Basse-Normandie. — Liste des officiers commandants sur les côtes indiquant l'État-Major composé de MM. le maréchal de Belle-Isle, commandant-général; de Crémille, lieutenant-général, et de Voyer, maréchal-de-camp; — les noms des officiers des capitaineries de Bretagne, Dunkerque, Flandre, Normandie, Picardie et Boulonnais, Provence, Saintonge et Guyenne; — liste des officiers des capitaineries d'Avranches, de Beuze-

ville, du Carteret, de Cherbourg, du Cotentin, de Créances et de La Hague; celle de Normandie était commandée par MM. d'Estrée et le duc d'Harcourt, lieutenants-généraux, de Puységur et de Remond, maréchaux-de-camp (4 janvier); — mémoire, imprimé à l'Imprimerie Royale, pour servir d'instruction concernant le service aux batteries des côtes, comprenant onze titres et 77 articles sur le commandement des batteries, la position des batteries et de leur entretien, la levée des canoniers, l'inspection et revue, les magasins et munitions, le service journalier des batteries, l'exercice, l'alarme, l'exécution des pièces, l'exercice du canon, l'exercice du mortier (1756); — ordonnance du Roi concernant les milices garde-côtes de l'Aunis, Normandie, Picardie, Poitou, Saintonge et Guyenne (16 mars); — mémoire manuscrit « pour remplir le projet de M. le Maréchal », concernant les milices garde-côtes de Normandie, lesquelles sont divisées en 38 capitaineries, dont 19 dans la Basse et autant dans la Haute; ces capitaineries sont inégales en compagnies et en nombre d'hommes, telle capitainerie n'a que 3 compagnies de 50 hommes, et telle autre en compte 12 et 14, de sorte que telle capitainerie n'a que 260 hommes, et telle autre 3,473, selon le besoin d'hommes de garde et de guet (1756); — état des capitaineries de Haute et Basse-Normandie, indiquant le nombre des paroisses qui les composent, le nombre des compagnies détachées, celui d'hommes de chaque compagnie, d'hommes de garde par jour, d'hommes de garde tous les 12 jours, d'hommes de guet ou vieux-corps, d'hommes, tirés du guet, pour former les compagnies de bataillon, des compagnies qui composent les bataillons et le nombre d'hommes restant des guets; — autre état indiquant les capitaineries, le nombre des paroisses, les compagnies existantes, les compagnies à former à raison de 80 hommes, celui d'hommes existant, celui d'hommes formant les nouvelles compagnies de 80, ceux d'hommes à réformer et d'hommes à augmenter.

C. 2462. (Liasse.) — 56 pièces, papier.

**1756-1760.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Capitainerie d'Ouistreham. — Contrôle de la compagnie de Beuville, tirée des habitants de Beuville, Biéville et Hérouville, dont M. de Luc était capitaine et M. de La Noë, lieutenant, et indiquant le signalement des sergents, caporaux, enspessades, tambours, canonniers et fusiliers (1756 et 1758); — contrôle de la 2<sup>e</sup> escouade de la compagnie de Lion; — états des prêts de la dite compagnie (1758); — état du détachement de la compagnie

de Beuville, qui a marché à Brest en 1759, certifié véritable par le capitaine de la dite compagnie ; — état de contrôle par rang d'ancienneté de la compagnie de Beuville, dont le sieur Pirou était lieutenant en second, chaque homme est désigné par ses prénoms et noms, et celui de son père, enfin, par son nom de guerre, tantôt ambitieux, tels que : la Grandeur, la Vigueur, la Valeur, la Tourmente, Terrible, Sans-Pareil, Sans-Peur, la France ; tantôt, et le plus souvent jovial, tels que : la Flamme, Beau-Soleil, Tranche-Montagne, Sans-Chagrin, Sans-Façon, Franc-Cœur, Sans-Souci, Joli-Bois, Va-de-Bon-Cœur, la Joie, Bel-Amour, Saute-Muraille, Brind'Amour, Beau-Regard ; tantôt le surnom est emprunté aux saisons et aux fleurs et aux fruits : Printemps, Belle-Rose, Passe-Rose, la Tulipe, la Violette, Fleur-de-Lys, Beau-Laurier, Belle-épine, la Giroflée, l'Orange, la Framboise, etc., etc., enfin toutes les fantaisies de la belle humeur du troupiier français et ces noms de guerre finissent par être les seuls à figurer sur les listes de contrôle (1760) ; — ordonnances de M. le duc de Harcourt, commandant de la province de Normandie, prescrivant au capitaine garde-côtes de la capitainerie d'Ouistreham, de dresser les rôles des habitants des paroisses de Beuville, Biéville et Hérouville ; les dits rôles arrêtés à 56 hommes mariés et 29 garçons pour la paroisse de Beuville, à 49 hommes mariés et 53 garçons pour celle de Biéville et à 52 hommes mariés et 27 garçons pour celle d'Hérouville (1760).

C. 2463. (Liasse.) — 44 pièces, papier.

**1761-1762.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Capitainerie d'Ouistreham. — État contenant le contrôle et la situation des différents effets d'habillement, d'équipement et d'armement de la compagnie de Beuville, dont était capitaine M. de Luc et M. de Lanse, lieutenant ; cet état est divisé en 85 colonnes spéciales, où sont indiqués les noms de baptême, de famille et des paroisses, l'état civil et social de chaque homme et le nombre des effets détaillés par le menu ; — même état pour la compagnie de Lion, dont était capitaine M. Lemarchant de Caligny, De Chauffour et le chevalier de Jumesson, lieutenants (1761) ; — états des soldats de la compagnie de Beuville, qui ont manqué à la revue de M. de Martenot sans causes légitimes (1761) ; contrôle de la compagnie de Beuville, pour la réparation des armes en 1761 ; — contrôle d'un détachement de 50 hommes, tiré de la compagnie de Beuville, le 11 mai 1761, et auquel l'ordre a été donné de se tenir prêt à marcher avec armes et bagages ; — correspondance entre

MM. de Luc, capitaine commandant et de Vernay, capitaine à Asnelles, de Morant, capitaine à Bernières, de Fleury, capitaine à Dives, de Suhard, capitaine à Grandcamp et le baron Scott, capitaine à Honfleur, relative à l'envoi des états des pertes, que les soldats de leur capitainerie ont pu faire sur les vaisseaux du Roi, où ils ont été embarqués en 1759 (1761) ; le capitaine de Morant certifie avoir perdu tous ses équipages ainsi que tous les soldats du détachement de Bernières, après le combat naval de la baie de Quiberon, du 20 novembre 1759 ; — à l'appui sont joints : 1<sup>o</sup> le contrôle du détachement de la capitainerie garde-côtes d'Ouistreham, inspection de moyenne Normandie, faisant partie du piquet de 122 hommes commandés par M. de Luc, embarqué sur le vaisseau, le « Soleil-Royal », escadre de M. le maréchal de Conflans, le 25 juillet 1759, et tel qu'il est débarqué au Croisic en Bretagne, après le combat de la baie de Quiberon, et, 2<sup>o</sup> l'ordonnance de M. de Fontette, Intendant de la Généralité, prescrivant aux officiers municipaux et syndics de : Aunay, Évrecy, St-Hilaire-du-Harcouët, St-James, Mortain et Vire de recevoir et loger un détachement de la capitainerie garde-côtes d'Ouistreham d'environ 60 hommes, commandé par un officier et de lui fournir une voiture, si elle est demandée et un cheval de selle ; — état de ce qui manque à l'armement de l'escouade d'Hérouville (1762).

C. 2464. (Liasse.) — 71 pièces, papier, 3, parchemin.

**1762-An II.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — « Général Cabieu. » — Correspondance entre MM. le duc de Choiseul, maréchal de Ségur, ministres de la guerre, de Fontette, Esmangart, de Feydeau de Brou, Cordier de Launay, Intendants de la Généralité ; Lafflard, argentier de Monseigneur le duc d'Angoulême ; de Normandie, directeur général provisoire de la liquidation ; Gilet, inspecteur des côtes ; Dudouet, notaire ; le comte de la Laurencie ; Le Bourguignon-Duperré-Delisle, lieutenant général au Bailliage de Caen ; de Bourgade ; Legris, secrétaire de l'Intendance ; les administrateurs du département, relative : à l'envoi d'une ordonnance de 200 livres de gratification, accordée au nommé Cabieu, sergent garde-côtes de la compagnie et capitainerie d'Ouistreham : « lequel, à la tête d'une « escouade de 5 hommes, est parvenu, par son intelligence et sa valeur, à mettre en fuite un détachement « de 50 anglais, qui étoit descendu entre les batteries « de Colleville et Oyestreham. Je me suis porté (écrit le « duc de Choiseul) d'autant plus volontiers à donner à « cet homme les marques de satisfaction qu'il mérite,

« qu'elles ne peuvent qu'animer la bonne volonté des « milices garde-côtes et les exciter à suivre un pareil « exemple » (31 juillet 1762); — aux lettres patentes du Roi portant établissement d'un nouvel ordre pour le paiement des pensions (8 novembre 1778); — au paiement des arrérages de 100 livres de pension accordée au sieur Cabieu, et qui lui sont dus pour les 10 derniers mois de 1779 (2 octobre 1782); — aux lenteurs et difficultés de faire payer la pension de Cabieu, auquel l'Intendant a avancé 200 livres, M. Laffilard écrit : « Depuis M. Necker, il y a une autre forme de comptabilité pour les pensions, qu'il faut suivre pour en « être payé » (26 octobre 1782); — note de décompte de la pension de Michel Cabieu, sergent garde-côtes à la batterie d'Ouistreham, de 1779 à 1782, où il est indiqué qu'à « l'avenir le sieur Cabieu s'adressera à « l'Intendance, pour être payé de sa pension, il n'aura « d'autres démarches à faire que celle de porter son « certificat de vie, dans les mois de février et d'août de « chaque année, époque fixée par son brevet, et qu'il « n'a droit qu'aux six mois échus en 1784 »; — à l'envoi du modèle de certificat de vie à donner par un juge particulier avec mention de la maladie de Cabieu (15 mars 1783); — procuration donnée par-devant les notaires de Caen par Michel Cabieu, né à Ouistreham le 2 mars 1730, ex-sergent des milices garde-côtes, actuellement canonnier et gardien des redoutes d'Ouistreham et de Colleville, gratifié d'une pension annuelle de 100 livres, sans retenue, par décision du 2 mars 1778, confirmée par brevet de S. M. du 1<sup>er</sup> juillet 1779, pour recevoir de M. Savalette, garde du Trésor royal, les arrérages de sa pension (13 avril 1784); — à la lettre de M. de Brou, transmettant au maréchal de Ségur les représentations du sieur Cabieu, de ce que depuis quelques mois il fait le service de canonnier et gardien des redoutes d'Ouistreham et de Colleville, mais qu'il n'a pas encore reçu l'ordre qui doit régler ses fonctions et son traitement; l'Intendant ajoute : « je ne crois pas « devoir refuser à ce brave homme de mettre sous les « yeux du ministre un nom qu'il a illustré et rappeler « sa conduite dans la guerre de 1762 » (22 avril 1784); — à la remise à M. Laffilard de la procuration de Michel Cabieu à l'effet de toucher au Trésor royal la pension de 100 livres que le Roi lui a accordée (18 mai 1784); — au renvoi du certificat de vie de Cabieu, parce qu'il y a erreur dans le jour de sa naissance, on le fait naître le 30 mars 1730 et suivant les enregistrements faits au Trésor royal, le jour de naissance doit être du 2 mars (17 juin 1784); — au renvoi du dit certificat après rectification (4 juillet 1784); — à la nouvelle

lettre de M. de Brou au maréchal de Ségur pour lui rappeler sa lettre du 22 avril et le prier de donner des ordres au trésorier principal, établi à Caen, pour payer ce qui est dû au brave Cabieu (1<sup>er</sup> août 1784); — au paiement d'une année de la pension qui sera due à Cabieu le 1<sup>er</sup> août 1785 (13 juillet 1785); — aux difficultés de paiement de la pension par suite d'une erreur de la date de naissance de Cabieu, né le 2 et non le 30 mars 1730 (1786 et 1787); — à l'envoi d'une rescription de 49 livres 12 sols pour les six derniers mois de 1787 de la pension du brave Cabieu (24 février 1788); — à l'envoi du brevet du brave Cabieu, en observant qu'il serait fâcheux que sa modique pension fût susceptible de retenue (12 septembre 1788); — à l'envoi de la quittance de l'imposition à laquelle le brave Cabien est imposé dans sa paroisse, en indiquant qu'il n'est pas compris dans d'autres rôles et qu'il doit cette exception à l'attention de ses concitoyens qui, par reconnaissance, ne l'ont employé que dans le rôle du sel (23 mars 1789); — à la réclamation par le brave Cabieu de la somme de 24 sols, à laquelle il avait été imposé sur le rôle de la capitainerie de la ville de Caen, en 1788, tandis qu'il avait été obligé de payer, la même année 1788, à Paris, une capitation de 36 livres 9 sols pour pouvoir toucher sa pension, ce qui formait double emploi (8 novembre 1789); — à l'envoi de l'attestation du sieur Roberge, chirurgien de l'État, de la maladie du « GÉNÉRAL Cabieu » (2 brumaire an II), à la transmission d'une copie du décret de la Convention Nationale du 25 thermidor an II, accordant à Cabieu la somme de 600 livres par forme de secours provisoire, imputable sur une pension de 1,200 livres et que le nom du GÉNÉRAL CABIEU, qui a été attribué par ses concitoyens à ce brave sergent, soit donné à la commune d'Ouistreham (25 thermidor an II).

C. 2465. (Liasse.) — 10 pièces, papier.

1784. — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Correspondance entre MM. le maréchal de Ségur, ministre, Feydau de Brou, Intendant de la Généralité; de Caux, directeur des fortifications; D'Heu, de Montcarville, commissaires des guerres et de Luzy, capitaine au corps-royal du Génie, relative : à la demande de l'inventaire général des effets appartenant au Roi, qui existaient à l'époque du 1<sup>er</sup> janvier dans les hôpitaux, casernes et corps-de-garde de la Généralité (31 mai 1784); — aux explications données à l'Intendant par M. de Caux sur la rédaction du dit inventaire général, il termine en disant que tous les effets des corps-de-garde de la côte ont été enlevés par son ordre, conformément à ceux du



ministre, qui lui avait prescrit de les faire renfermer dans 3 ou 4 magasins, où ils sont plus en sûreté qu'ils ne l'auraient été dans les bâtiments éloignés de toute habitation (9 juin 1784); — à l'envoi, pour être remplis, des états des effets appartenant au Roi, déposés à La Hougue et à l'île de Tatihou (21 juin 1784); — au renvoi des dits états, en observant que si M. D'Heu se fût adressé à l'officier du corps royal du Génie, M. de Luzy, qui est employé à La Hougue et à l'île de Tatihou, il se serait procuré la connaissance des effets appartenant au Roi, mais qu'il a seulement questionné l'entrepreneur, lequel, pour abrégé, lui a répondu qu'il n'y avait rien (17 juillet 1784); — à l'envoi de l'inventaire général, relevé d'après les états particuliers remis par les commissaires des guerres et subdélégués, tant des effets appartenant au Roi que de ceux qui appartiennent à la Province, existant dans les hôpitaux, casernes et corps de garde de la Généralité au 1<sup>er</sup> janvier (4 août 1784); — l'inventaire est divisé en 5 colonnes indiquant : les postes occupés durant la dernière guerre, le nombre et la nature des effets qui y étaient placés, leur bon ou mauvais état; le nom du magasin où ils ont été déposés depuis la paix, enfin la provenance des fonds sur lesquels ces effets ont été fournis; — à l'envoi de l'état des effets placés dans les casernes et corps de garde de La Hougue et de l'île de Tatihou et dans celui de la batterie de la pointe du fort de La Hougue, dressé par M. de Luzy, qui ajoute que les garde-côtes et vieux-corps que l'on obligeait de monter la garde aux redoutes de Réville et batteries de Barfleur et Gattepitte, ont, pour se désennuyer, brisé et mutilé tous les effets de ces postes (13 décembre 1784).

C. 2466. (Liasse.) — 57 pièces, papier.

**1752-1755.** — Affaires militaires. — Lettres adressées à M. Odet, officier du Roi, rue des Fossés M. le Prince, à Paris, entr'autres par : M. de Lamotte Bidon, au sujet de la dime de Thorigny, prise par le curé, moyennant 2,700 livres (31 octobre 1752); — par M. Le-Sénécal, relativement à la vente de la terre et seigneurie du Chatel, située à Hebercrevon et relevant de la baronnie de La Rivière-Duhomet, faite par messire Alexandre-Antoine Bauquel, à messire Jean-Gabriel Langevin, demeurant à Périers, moyennant 60,750, livres devant les notaires de Ste-Mère-Église, le 6 novembre 1740, et comme cet article ne se trouve point sur le mémoire des 13<sup>es</sup> perçus depuis 1739, il produira seul 5,062 livres 10 sols (3 novembre 1752); — M. Desmonts Mérienne lui donnant avis qu'il a fait le relevé de ce

qui reste dû des arrérages des rentes seigneuriales de la baronnie Duhomet-La-Rivière (6 novembre 1752); — M. Duny au sujet de l'inscription des tenants fiefs où doit figurer M. des Isles Cambernon, capitaine des garde-côtes (3 mars 1753); — du même, relativement aux réparations de la couverture du chœur de l'église de St-Ursin (2 juin 1753); — du même, prévenant qu'il est sur le point d'avoir une affaire avec M. le marquis de la Vieilville, seigneur de Chanteloup, pour de prétendus droits de garenne qu'il veut, de concert avec « un coquin de garde » qu'il a, ériger dans les communes et mielles de cette paroisse, contre et au préjudice des vassaux, à qui les droits de pacage sont accordés par un abbé du Mont-St-Michel dès 1238, et dans lesquels droits ils sont fondés en possession et en titre, puisque, par un jugement de M. Chamillart, Intendant à Caen, en date du 5 novembre 1667, les seigneurs abbés et religieux furent conservés dans la propriété du fond des dites mielles et communes, et les vassaux des paroisses limitrophes dans leurs droits d'usages suivant la concession de 1238 (14 juillet); — le curé de Marcey, au sujet d'un nouveau chemin à établir dans sa paroisse, et dont M. l'archevêque de Sens a été informé (2 janvier 1754); — le chevalier de Beaurepaire, le priant de prêter à un de ses amis la somme de 40,000 livres pour l'acquisition d'une terre (6 février 1754); — le même lui demandant sa protection pour faire nommer son frère à la cure de Cerceaux, dont la présentation appartient à M. de Fourcy, abbé de St-Vandrille (17 février 1754); — M. Pillon, envoyant la copie de la charte de fondation de l'abbaye de Cerisy (24 avril 1754); — le cardinal de Sens, approuvant la nomination d'un 2<sup>e</sup> garde dans ses bois de Cerf-l'Abbé (15 juillet 1754); — M. Dalmières, le prévenant que M. l'archevêque partira dimanche au soir pour Paris et qu'il l'attendra le lundi matin, à 9 heures (21 août 1754); — M. Duny, lui adressant sur la demande de Mgr l'abbé de Broglie les appréciés de chaque espèce de grains par année et l'état de ce qui a été perçu depuis 1729 jusqu'en 1753 (24 mai 1755); — le même envoyant un état des rentes dues à la baronnie de St-Pair avec toutes les appréciés des différents grains depuis 1729 jusqu'en 1753 (14 juin 1755).

C. 2467. (Liasse.) — 98 pièces, papier.

**1753-1759.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Lettres adressées à M. de Luc, capitaine des milices garde-côtes de la capitainerie d'Ouistreham, en son château de Caligny à Luc, entr'autres par : M. Colleville

pour le remercier de porter sur l'état de sa compagnie garde-côtes, envoyé au ministre, le nommé Laurent Buchot, son serviteur (5 février 1755); — M. Levert, syndic des procureurs du Parlement de Rouen, lui demandant de lui indiquer le mode d'envoi des fayences qu'il a achetées chez la dame Levavasseur (13 avril 1756); — le même, l'avertissant que le sieur Lemasson est venu lui demander l'argent de la rente qu'il lui doit et qu'il lui a payé (23 août 1756); — M. Aubert, clerc de M. Levert, envoyant la consultation de M. Brehain auquel il a payé 15 livres 5 sols (17 avril 1757); — M. Levert, au sujet du procès des droits honorifiques de Luc (24 août 1757); — M. Aumont, clerc de M. Levert, l'avertissant que M. de Vauquelin va faire taxer les dépens qu'il a obtenus contre lui par arrêt du 15 juillet 1757 (29 mars 1759); — M. Levert, lui envoyant une quittance pour les dames religieuses de Saint-Joseph de 150 livres et une autre pour l'Hôpital-Général, de 55 livres 11 sols (27 juillet 1758); — le même, lui adressant une lettre de change de MM. Lecouvreux pour la somme de 2,531 livres 8 sols 6 deniers (9 janvier 1759).

C. 2468. (Liasse.) — 124 pièces, papier.

**1760-1761.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Lettres adressées à M. de Luc, capitaine des milices garde-côtes de la compagnie de Beuville, entr'autres par : M. de Magne, lui donnant avis que le service, qui devait commencer le 1<sup>er</sup> avril, est remis jusqu'à nouvel ordre (30 mars 1760); — M. Vardon, commissaire des guerres, lui demandant la remise en liberté du sieur Philippe Lemarchand, soldat de sa compagnie, retenu en prison pour avoir manqué aux revues, par suite de blessures à la jambe le mettant hors d'état de servir (28 mai 1760); — M. Levallant, le priant, conformément à l'ordre de M. le duc d'Harcourt, de faire sortir de prison Pierre Paris (mai 1760); — de Magne, lui accusant réception des états d'armement, d'habillement, équipement, par rang d'ancienneté et détachés pour Brest, de sa compagnie (6 juin 1760); — le même, le priant, suivant les ordres de M. de Martené, de mettre indistinctement les soldats mariés avec ceux des vieux-corps, en indiquant en face du nom de chacun le temps de service et d'en faire autant pour les garçons (7 septembre 1760); — le même, l'invitant d'avancer son tour de garde pour remplacer M. de Prépelit, qui est hors d'état de faire son service (9 septembre 1760); — M. Levallant, l'invitant à faire sortir du corps de garde les prisonniers qui y sont malades, tout soldat malade étant de fait exempt de service et à plus forte raison de

prison (21 septembre 1760); — le même, le priant de commander 4 fusiliers pour faire arrêter M. Ledard, capitaine du guet à Hérouville, et le conduire chez lui, où sa présence est nécessaire pour terminer une affaire de service (23 septembre 1760); — M. de Magne, l'invitant de redoubler de zèle dans son service, vu que M. le duc d'Harcourt a reçu une lettre de la cour le prévenant qu'une flotte anglaise considérable doit mettre incessamment à la voile et que l'on ignore sa destination (30 octobre 1760); — le même, lui envoyant l'état de son service du mois (13 novembre 1760); — M. Levallant, lui laissant la liberté de punir de prison les soldats qui ont quitté le poste d'Ouistreham, en se réservant de prolonger la punition suivant la gravité des cas (20 novembre 1760); — M. Levert, lui adressant le compte rendu de ses procédures (1760); — M. de Magne, major de la capitainerie, le priant de passer la revue des armes de sa compagnie, afin de satisfaire aux ordres de la cour, prescrivant que « les « armes défectueuses des milices garde-côtes seront « incessamment rétablies » (5 janvier 1761); — M. de Magne, lui adressant l'état de son service pour les derniers jours du mois (25 avril 1761); — M. Levallant, écrivant à M. de Luc, qu'il peut, sur son reçu, se faire donner le bois et la chandelle pour lui et sa troupe (25 avril); — lettre de M. de Luc, détaillant à M. Levallant le mauvais état de la batterie d'Ouistreham (26 avril 1760).

C. 2469. (Liasse.) — 55 pièces, papier.

**1761.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Lettres adressées à M. de Luc, capitaine de la compagnie garde-côtes de Beuville, entr'autres par : M. de Magne, lui donnant avis que M. Levallant ayant fixé une assemblée générale pour le dimanche 3 mai, il devra réunir sa compagnie pour ce jour, afin qu'elle se trouve au quartier d'assemblée en bon ordre ainsi que ceux de Brest et ceux qui ont leurs fusils en réparation (26 avril 1761); — M. Levallant, l'avertissant qu'il est le maître de faire sortir de prison le soldat dont il lui a parlé, tant qu'aux autres, ils y seront tenus 4 jours et le sergent, si ce n'est pas le sergent major, et le caporal et ensapade, un jour de plus (28 avril); — de Magne, lui envoyant copie de l'ordre de M. le duc d'Harcourt de commander 50 hommes de piquet de sa compagnie, de sorte que la capitainerie aura trois piquets de chacun 100 hommes, y compris les sergents, caporaux, « laissant le restant et les canonnières pour le service « des batteries ou pour s'opposer aux corsaires et autres

« bâtiments qui voudraient profiter de l'occasion pour « piller » (7 mai) ; — le même, lui donnant avis que le service d'été est fini par l'ordre de M. le duc d'Harcourt, et que, conformément aux ordres, MM. les officiers de chaque compagnie prendront leurs arrangements ensemble pour qu'il y ait une revue particulière, faite alternativement par chacun des officiers de la compagnie entière (9 octobre) ; — le même, lui faisant connaître en réponse à sa demande que le délit de désobéissance à se rendre aux ordres des supérieurs n'exige point la prison royale, que la prison de la capitainerie est établie pour cela et qu'il a toujours été d'usage d'agir ainsi à moins de cas graves (13 octobre) ; — le même, lui donnant avis que M. de Martené a fixé sa revue au 16 du mois prochain et qu'en conséquence il n'y aura point d'assemblée le 15 (31 octobre) ; — le même, lui demandant un état de proposition d'un candidat en remplacement d'un sergent licencié (2 novembre) ; — le même, lui envoyant, en conformité des ordres de M. Martené, 3 états pour être remplis, contenant le contrôle de la compagnie et la situation des effets d'armement, d'équipement, d'habillement et les effets de campement (5 novembre 1761) ; — et l'avisant de la revue du 16 novembre pour engager les soldats à lui faire honneur « en ayant les cheveux « peignés et bien attachés, leur barbe faite et leurs « guêtres blanches » ; — et de M. Levert, lui accusant réception de quittances de sommes à lui dues et de pièces de procédure (avril à décembre).

C. 2470. (Liasse.) — 107 pièces, papier.

**1762-1763.** — Affaires militaires. — Garde-côtes. — Lettres adressées à M. de Luc, capitaine des milices garde-côtes à Beuville, entr'autres par : M. de Magne, le prévenant que d'après les premiers ordres de M. de Brassac et de nouveaux reçus, chaque compagnie de la capitainerie doit fournir 4 hommes, lesquels seront pris parmi ceux qui n'ont d'autre occupation que de travailler à journée, et doivent être prêts à partir pour le jeudi 4 du mois pour une absence de 15 jours (2 février 1762) ; — M. de Brassac, maréchal de camp, l'avertissant qu'il a dispensé de la prison le nommé Aubert, soldat garde-côtes, et le renvoie libre, vu qu'il est hors d'état de faire aucun service ainsi que l'atteste le curé de Biéville, sa paroisse (5 février 1762) ; — M. Levallant, le prévenant que M. le marquis de Brassac le tourmente pour faire sortir deux prisonniers, qu'il ne prendra cette mesure qu'après avoir reçu son consentement et s'ils la méritent par leur soumission

(20 février 1762) ; — le même, lui recommandant de garder le silence sur le désordre de la capitainerie, conformément à ce qu'il lui a dit, car sans cela il en aurait informé les supérieurs et même le ministre (21 février 1762) ; — de Magne, lui donnant avis que le dimanche 21 il y aura une assemblée générale de la capitainerie à Lion, lieu ordinaire des assemblées (14 mars 1762) ; — le même, le priant de se trouver les 1, 2 et 3 mai, au poste de Lion, pour y monter la garde, ainsi qu'il est d'usage (28 avril 1762) ; — M. Levallant, lui envoyant l'état de proposition de M. Devaux pour le transmettre à M. de Martené (19 novembre 1762) ; — de Magne, lui donnant avis que l'intention de la Cour est que tous les effets de campement soient déposés chez le capitaine général de chaque capitainerie ; en conséquence il devra, à Noël, faire transporter les tentes, marmites, bidons, sacs et tous autres ustensiles et effets dont il est saisi chez M. Levallant, à Douvres (21 décembre 1762) ; — M. Levert, syndic des procureurs du Parlement, à Rouen, le remerciant d'un panier de gibier qu'il lui a adressé (9 janvier 1763) ; — le même, lui annonçant qu'il lui a envoyé sa quittance trop tard et que M. Levaché n'aura de fonds que vers le 15 février (29 janvier 1763) ; — de Magne, l'invitant à faire l'état des effets d'armement et d'équipement de sa compagnie, conformément au modèle qui lui est adressé (27 février) ; — M. Levert, le prévenant qu'il ne peut lui envoyer le montant de ses quittances parce que M. Le Roy est absent et ne sera de retour qu'à la fin du mois (14 avril) ; — M. Levallant, le priant de mettre 4 hommes à la disposition de M. Vardon, commissaire des guerres, qui viendra le samedi 20 pour faire emballer l'armement de ses deux compagnies (16 août 1763) ; — Pierre Bary dit l'Éveillé, soldat au régiment de Vexin, compagnie de Grandchamp, lui demandant de faire une démarche près de M. le chevalier de Canchy, pour obtenir la faveur d'être justiciable de la justice militaire et non de la police ordinaire, à raison d'un délit de bris de clôture chez une débitante de la rue du Moulin (22 décembre 1763).

C. 2471. (Liasse.) — 8 pièces, papier.

**1751-1783.** — Affaires militaires. — École royale. — Arrêts, déclarations, édits et ordonnances du Conseil d'État du Roi Louis XV, portant création d'une école royale militaire dont l'édit du mois de janvier 1751 porte ce qui suit : « Nous avons résolu de fonder « une école militaire et d'y faire élever sous nos yeux « 500 jeunes gentilshommes nez sans biens, dans le



« choix desquels nous préférons ceux qui, en perdant  
 « leur père à la guerre, sont devenus les enfants  
 « de l'État; nous espérons même que l'utilité de cet  
 « établissement, qui semble n'avoir pour objet qu'une  
 « partie de la noblesse, pourra se communiquer au  
 « corps entier, et que le plan, qui sera suivi dans l'é-  
 « ducation des 500 gentilshommes que nous adoptons,  
 « servira de modèle aux pères qui sont en état de les  
 « procurer à leurs enfants, de sorte que l'ancien préjugé,  
 « qui a fait croire que la valeur seule fait l'homme de  
 « guerre, cède insensiblement au goût des études mi-  
 « litaires que nous aurons introduit. » — Divers articles  
 ont rapport à l'acquisition du terrain et à la construc-  
 tion des bâtiments; l'administration de l'hôtel de l'É-  
 cole-Royale-Militaire, tant à l'égard du spirituel que du  
 temporel, sera réglée sur le même pied que celle des  
 Invalides; — l'article X porte que l'hôtel jouira des  
 mêmes franchises, exemptions et immunités, comme de  
 franc-salé et d'affranchissement de tous droits d'entrée,  
 d'aides et autres quelconques; — les maîtres qui seront  
 chargés d'enseigner les langues et les sciences, ainsi  
 que ceux qui seront désignés pour les exercices du  
 corps, seront nommés sur la proposition qui en sera  
 faite par le Secrétaire d'État; — les enfants y seront  
 admis depuis l'âge de 8 ans jusqu'à 11, à l'exception  
 des orphelins, qui pourront être reçus jusqu'à 13; —  
 aucun élève ne sera admis qu'il n'ait fait preuve de 4  
 générations de noblesse de père, au moins; lorsque les-  
 dits enfants seront parvenus à l'âge de 18 ou 20 ans, et  
 même lorsque, dans un âge moins avancé, leur éduca-  
 tion se trouvera assez perfectionnée pour qu'ils puissent  
 commencer à servir, ils seront employés dans les trou-  
 pes ou dans les autres parties de la guerre, suivant les  
 talents et l'aptitude qu'on leur reconnaîtra; — déclara-  
 tion du 24 août 1760, article I<sup>er</sup>: les enfants de pères  
 que leurs blessures aient mis hors d'état de continuer  
 leurs services seront reçus dans l'école militaire concu-  
 rremment et dans le même ordre que les enfants dont les  
 pères seront actuellement au service; — article V: les  
 enfants des pères qui auront obtenu la permission de se  
 retirer après trente années au moins de services non in-  
 terrompus, seront reçus dans ladite école; — article IX:  
 « Il ne sera reçu aucun élève qu'il n'ait fait preuve de  
 « quatre degrés de noblesse de père, au moins, y compris  
 « le produisant, et lesdites preuves de noblesse seront  
 « faites par titres originaux et non par simples copies  
 « collationnées »; — arrêt du Conseil d'État attribuant  
 à l'hôtel de l'École royale militaire deux deniers pour  
 livre sur le montant des dépenses des marchés con-  
 cernant la subsistance, l'entretien et le service « tant

« des troupes de Sa Majesté que de ses places »  
 (25 août 1760); — règlement sur l'admission des élèves  
 dans les écoles royales militaires, ordonnant, article I<sup>er</sup>,  
 que : les jeunes gentilshommes susceptibles d'y entrer  
 y seront reçus à l'avenir, depuis l'âge de sept ans  
 jusqu'à celui de dix, les orphelins pourront seuls y  
 être placés jusqu'à douze ans accomplis; article II,  
 que : les familles ne seront autorisées à proposer qu'un  
 seul enfant à la fois, etc.

C. 2472. (Liasse.) — 5 pièces, papier.

**1760-1764.** — Affaires militaires. — École royale.  
 — Correspondance entre le duc de Choiseul et M. de  
 Fontette, Intendant de la Généralité de Caen, relative  
 au produit de la retenue de deux deniers pour livre  
 attribués à l'École royale militaire, en conséquence de  
 l'arrêt du Conseil du 25 août 1760; — états détaillés  
 de ladite retenue, dressés par le trésorier des troupes  
 de la Généralité, revêtus du visa de l'Intendant et  
 s'élevant : à 116 livres 16 sols 7 deniers pour l'année  
 1761; à 191 livres 9 sols 7 deniers pour 1762, et à  
 106 livres 17 sols 1 denier pour l'année 1763.

C. 2473. (Registre.) — Grand in-folio, 29 feuillets, papier.

**1767.** — Affaires militaires. — École royale. —  
 Registre divisé en 2 parties, subdivisées en 19 colonnes,  
 contenant le détail de la consommation de pain et de vin  
 faite chaque jour durant les 12 mois de l'année dans  
 l'hôtel royal militaire; la 1<sup>re</sup> partie est pour les élèves  
 et la 2<sup>e</sup> pour les inspecteurs des élèves, professeurs et  
 maîtres, domestiques, cuisine et chapelle; ce détail  
 indique par colonnes séparées la quantité de chaque  
 aliment qui a été consommé aux déjeuner, dîner,  
 goûter et souper; une colonne spéciale est consacrée  
 à la distribution de vin faite pour travaux extraor-  
 dinaires, tels que montage d'avoine, de foin, de  
 paille, etc.

C. 2474. (Liasse.) — 85 pièces, papier.

**1768-1776.** — Affaires militaires. — École royale.  
 — Correspondance entre MM. Esmangart, Feydeau,  
 Intendants de la Généralité, et Le Paulmier, subdélé-  
 gué, relative : au procès-verbal dressé par M. Radulph,  
 subdélégué, constatant les 4 degrés de noblesse de  
 Charles-Claude Le Boucher, écuyer, sieur d'Émiéville,  
 lequel propose de faire entrer à l'École royale militaire  
 son fils Philippe; — au questionnaire avec réponses

sur l'état civil de la famille Le Boucher ; — à la généalogie des familles Le Boucher d'Émiéville et de Touchet, contrat de mariage, certificats et autres pièces justificatives à l'appui (30 décembre 1768) ; — à l'envoi des questions auxquelles doivent répondre les parents des jeunes gentilshommes qui seront proposés suivant la classe dans laquelle ils peuvent être reçus à l'école (29 juillet 1776) ; — à la négligence de la plupart des parents qui sollicitent pour leurs enfants des places aux écoles militaires de remplir les formalités exigées pour leur admission (1<sup>er</sup> septembre 1776) ; — mémoire instructif sur ce que les parents doivent observer pour proposer leurs enfants aux écoles militaires d'après les dispositions de l'édit du mois de janvier 1751, accordant à la noblesse des préférences fondées sur le plus ou le moins de mérite des services militaires ; sont admissibles : 1<sup>re</sup> classe : les orphelins, dont les pères ont été tués au service ou sont morts de leurs blessures ; — questionnaire à remplir par les parents des jeunes gentilshommes qui se présentent à cette classe ; — 2<sup>e</sup> classe : les orphelins, dont les pères sont morts au service d'une mort naturelle, ou qui se sont retirés après 50 ans de commission ; — 3<sup>e</sup> classe : les enfants qui sont à la charge de leurs mères, leurs pères ayant été tués au service ou étant morts de leurs blessures, soit au service, soit après s'en être retirés, à cause de leurs blessures ; — 4<sup>e</sup> classe : les enfants qui sont à la charge de leurs mères, leurs pères étant morts au service d'une mort naturelle ou après s'en être retirés après trente ans de commission ; — 5<sup>e</sup> classe : les enfants dont les pères sont actuellement au service, reçus depuis l'âge de 8 ans jusqu'à 11 ; — 6<sup>e</sup> classe : les enfants dont les pères ont quitté le service par rapport à leur âge, leurs infirmités ou pour cause légitime, reçus depuis l'âge de 8 ans jusqu'à celui de 10 à 11 ans ; — 7<sup>e</sup> classe : les enfants dont les pères n'ont pas servi, mais dont les ancêtres ont servi ; — les enfants de tout le reste de la noblesse qui, par leur indigence, se trouvent dans le cas d'avoir besoin des secours du Roi (1776) ; — aux demandes d'admission à l'école militaire des sieurs Olivier de Panthou, de Casanove, de Pracontal, Morin de Vaumeray, 1776.

C. 2475. (Liasse.) — 9 pièces, papier.

**1777-1786.** — Affaires militaires. — École royale. — Correspondance entre MM. Esmangart et Feydeau de Brou, Intendants de la Généralité, et Le Paulmier, subdélégué de Caen, relative : aux demandes formées par plusieurs gentilshommes, entre autres MM. Morin

de Vaumeray, les chevaliers de Beauvoir et de Foulognes, sollicitant l'admission de leurs fils à l'hôtel de l'École royale militaire ; — le chevalier de Foulognes Précorbin « a l'honneur d'exposer à l'Intendant : qu'il « est d'une ancienne famille qui a prodigué sa vie « pour ses rois. Ses ancêtres ont arrosé de leur sang « l'Égypte, la Syrie, dans le tems des Croisades ; ils ne « recueillirent que des lauriers teints de leur sang, ils « y perdirent leur fortune et la vie et n'ont laissé à leurs « descendants qu'un nom, autrefois cher à la France, « mais déjà presque oublié dans l'infortune ; en mourant loin de leur patrie, ils lui ont recommandé « leur postérité, qui a toujours servi honorablement ; « le chevalier de Foulognes accablé par les rigueurs du « sort en supporterait le poix si une épouse respectable et cinq enfants ne partageoient pas son indigence ; un nom sans fortune n'est qu'un malheur de plus. Le chevalier de Foulognes cherche depuis longtemps une main bienfaisante qui daigne lui adoucir « le fardeau de la vie ; il ose espérer que la bonté de « votre cœur la lui fera trouver en vous, Monsieur ; il « sait qu'un honnête homme malheureux a des droits « sur votre âme, c'est pourquoi il ose réclamer l'honneur de votre protection pour lui procurer une place « qui puisse le mettre à portée de vivre avec décence, « et donner à ses enfants une éducation convenable à « leur naissance et faire mettre deux de ses fils à « l'École militaire ; au nom de l'humanité, vous ne « rebûterez pas sept infortunés qui vous demandent le « pain de l'honneur et du travail ; ils sont dans le « besoin le plus pressant ; leur cœur fait pour sentir « la reconnaissance, ils se resouviendront toute leur vie « des bienfaits qu'ils osent attendre de vous » (1779) ; — le sieur de Vaumeray, après avoir obtenu l'admission de son fils aîné, sollicite celle de son second fils. L'Intendant répond que, « comme l'aîné est actuellement placé à Beaumont, l'article 2 du règlement du « 26 juillet dernier (1783) s'oppose au succès de sa « nouvelle demande » (28 octobre 1783) ; — à l'envoi du règlement sur l'admission des élèves dans les écoles militaires (1783) ; — à l'avis à faire connaître dans les subdélégations de la Généralité, que le gouvernement a décidé de n'admettre à l'avenir dans les écoles militaires et dans le collège de la Flèche que des enfants qui auront eu la petite vérole naturellement, et d'inviter les parents à produire un certificat de médecin constatant que leurs enfants ont eu cette maladie (9 avril 1786).

C. 2476. (Liasse.) — 9 pièces, papier.

**1571-1781.** — Poudres et salpêtres. — Objet général. — Relevé des ordonnances et règlements concernant la vente en fraude de la poudre de guerre et autres; défendant, sous peine de la hart, de rechercher et raffiner le salpêtre et de faire de la poudre à canon (1571); — défendant, sous peine de confiscation de corps et de biens, de transporter ni vendre aucuns salpêtres ou poudres dans ou hors le royaume (1572); — défendant à toutes personnes d'aller ou d'envoyer quérir, ni d'acheter, hors du royaume, des poudres ailleurs qu'aux magasins du roi (1581); — enjoignant aux commis des fermes de confisquer les poudres et salpêtres vendus en contravention et défendant d'en faire entrer et sortir, à peine de confiscation et de 1,500 livres d'amende (30 novembre 1677); — portant règlement pour la vente de la poudre et plomb et défendant de vendre d'autre poudre que celle à giboyer; — de faire rechercher, vendre, fabriquer et raffiner poudres et salpêtres, sans permission du commissaire général; — aux commis et préposés de vendre d'autre poudre que celle de l'adjudicataire, sous peine de 300 livres d'amende et de punition corporelle en cas de récidive; — et défendant d'avoir moulins à poudre, nonobstant toutes permissions; faux poudriers punis comme faux sauniers, suivant l'ordonnance des gabelles de 1680; même disposition pour les salpêtriers (1<sup>er</sup> octobre 1699); — supprimant les versements de poudre de la marine et portant peine afflictive contre les soldats, canonniers et matelots (17 mars 1700); — donnant commission à MM. les Intendants pour faire le procès aux faux-poudriers ou faux-vendeurs, en se faisant assister des officiers des présidiaux ou sénéchaussées qu'ils choisiront, sans qu'il soit besoin d'autre arrêt, déclaration ni commission; attribution à MM. les Intendants de toutes les contestations qui surviendront sur le fait des poudres et salpêtres, circonstances et dépendances, leur ordonnance exécutoire par provision, sauf l'appel au Conseil (8 août 1702); — portant peine de mort contre les soldats et tous autres particuliers convaincus d'avoir volé des pièces et munitions d'artillerie (18 septembre 1723); — établissant des débitants salpêtriers et défendant aux gardes des arsenaux et magasins de l'artillerie de terre et de mer de vendre aucune sorte de poudre, sous quelque prétexte que ce puisse être, à peine de 300 livres d'amende pour chaque contravention; — portant que les soldats et canonniers qui auront vendu des poudres provenant des magasins

du Roi, seront punis exemplairement, et ceux qui en auront acheté condamnés en 300 livres d'amende; — enjoignant aux officiers de maréchaussée et aux employés des fermes d'arrêter les délinquants et de les remettre à leurs corps pour être punis suivant l'exigence des cas, et défendant aux salpêtriers, poudriers et autres ouvriers de raffiner ni vendre aucuns salpêtres ni poudres, sous les peines établies contre les faux-sauniers par le titre 17 de l'ordonnance des gabelles de 1680, conformément à la déclaration du 1<sup>er</sup> octobre 1699 (18 décembre 1736); — contenant les conditions accordées à Charles Primard pour la fabrique, fourniture, vente et débit des poudres et salpêtres dans toute l'étendue du royaume, pays et terres de l'obéissance du roi pour 9 années à commencer au 1<sup>er</sup> janvier 1738 et finissant le 31 décembre 1746 (18 décembre 1736); — permettant aux salpêtriers pourvus de commissions du Roi de se transporter dans toutes les maisons, caves, celliers, granges, écuries, bergeries, colombiers et autres lieux des villes, bourgs, villages et hameaux du département pour y faire les recherches, amas et enlèvements des terres et matières bonnes à faire du salpêtre, à la charge, par les dits salpêtriers, de rétablir les lieux, d'où ils auront enlevé lesdites terres et matières salpêtrées, dans le même état qu'ils étaient auparavant, à peine de tous dépens, dommages et intérêts, défendant à toutes personnes, à l'exception des religieuses, pour leur clôture seulement, de refuser aux salpêtriers l'entrée de leurs maisons, caves, celliers, etc., et de troubler lesdits salpêtriers à peine de 100 livres d'amende (14 octobre 1757); — restreignant la fouille du salpêtre, déchargeant les communautés des fournitures à faire aux salpêtriers, et permettant auxdites communautés de se rédimer de la fouille pour l'établissement des nitrières artificielles (8 août 1777); — portant défense d'acheter aux soldats, canonniers ou matelots de la poudre de guerre, et servant de règlement pour la vente et le débit, au profit de Sa Majesté, de la poudre à giboyer (25 janvier 1780); — condamnant le sieur Hardy-Duclos en 100 livres d'amende, pour s'être opposé à l'enlèvement des sables et mortiers salpêtrés, contre les dispositions de l'arrêt du conseil du 8 août 1777, avec dépens et affichage de l'ordonnance (17 mai 1781).

C. 2477. (Registre.) — 149 feuillets, papier.

**1700-1701.** — Poudres et salpêtres. — Ventes. — Ledit registre, coté par le directeur-receveur du traité des poudres et plombs en la province de Normandie,



pour la Généralité de Caen, pour servir à M. Pierre Jullien, sieur de Goupillières, commis à la distribution desdites poudres et plombs, en conséquence des procurations et pouvoir à lui donnés par M. François de Burolles, sous-traitant desdits poudres et plombs pour ladite province de Normandie, sur lequel registre, et non sur autre, ledit sieur de Goupillières portera, jour par jour et sans laisser aucun blanc, toutes les ventes et livraisons qu'il fera aux particuliers, pourvus de commissions pour le débit desdites poudres et plombs, dûment signées de M. Moricet de La Cour, commissaire général des dites poudres et plombs, de M. Étienne Chaplet, traitant général, et dudit directeur et non autres, et dans lesquels enregistrements il fera mention du lieu et demeure desdits pourvus de commissions et de la quantité qu'il aura délivrée de poudre et plomb, comme aussi le prix qui est, de la poudre 24 sols la livre, et du plomb 22 livres 10 sols le cent, le tout poids de marc, et non à plus haut ni moindre prix, sur lequel pied il sera tenu en compter et payer de la recette qu'il en fera à la première réquisition, et d'en fournir états, mois par mois, sans pouvoir vendre ni délivrer autres poudres que celles qui lui seront délivrées du magasin général, établi en la ville de Caen, sous ses récépissés, à peine de confiscation des intérêts et amendes, portés par la déclaration du Roi et arrêt du Conseil donné en conséquence desdites livraisons; il sera pareillement tenu donner et délivrer un passeport à chaque particulier, pourvu de commission, de la quantité qu'il leur délivrera de poudre et plomb, conformément à ladite déclaration, sous les mêmes peines; — suivent les enregistrements journaliers des ventes et distributions des poudres et plombs de la Généralité de Caen, indiquant à partir du 24 mai 1700, la date de la livraison, le domicile, le nom des acheteurs, la quantité de marchandise livrée et les sommes payées chaque jour et additionnées au bas de chaque page, puis une récapitulation mensuelle, de la quantité de plomb et de poudre livrée, ainsi que des sommes reçues durant le mois; — (ces comptes s'arrêtent au 15 juin, au 60<sup>e</sup> feuillet, au verso duquel commence une liste des électeurs des divers métiers, et à partir du verso du feuillet 63<sup>e</sup> jusqu'au feuillet 122<sup>e</sup>, suit l'inscription de tous les apports faits à l'hôtel de la Monnaie de piastres, guinées, louis d'or, écus et diverses pièces d'argenterie, depuis le 8 novembre 1720 jusqu'au 7 avril 1722; du 122<sup>e</sup> au 149<sup>e</sup> feuillet, sont enregistrés, d'une écriture en sens inverse du registre, d'autres apports faits à la Monnaie de 1720 et 1722).

C. 2478. (Liasse.) — 19 pièces, papier.

**1729-1747.** — Poudres et salpêtres. — Correspondance entre MM. Le Peletier de La Houssaye, contrôleur général; d'Ormesson, d'Angervilliers, de Saint-Florentin, ministres; Aubery de Vastan et de La Briffe, Intendants de la Généralité, et de Maupoint, directeur des poudres et salpêtres à Caen, relative: à l'envoi fait par les cautions du sieur Jean Maillot, de l'arrêt du Conseil du 12 avril, ordonnant que la compagnie dudit Maillot prendra possession de toutes les poudres, salpêtres, matières et ustensiles, qui se trouveront dans le royaume, et jouira de la vente exclusive desdites matières (10 mai 1729); — à l'avis donné que le Roi a résilié l'adjudication, passée en 1724 à Pierre du Cayet, pour la fabrication et la vente des poudres et salpêtres dans tout le Royaume, et par un nouveau résultat du 12 avril dernier, Jean Maillot a été chargé de cette fabrication et de cette vente, en exécution de quoi il a été ordonné, par arrêt du Conseil du même jour 12 avril, que Maillot, subrogé à du Cayet, serait mis en possession de toutes les matières et ustensiles et effets servant à ladite fabrication et à l'ordre donné de procurer l'exécution de cet arrêt, lorsque les cautions de Maillot le présenteront (29 mai 1729); — à la prétention des sieurs Fanet et de Maupoint d'exercer l'emploi de garde-magasin des poudres à Caen (22 septembre 1729); — à l'avis donné que depuis l'adjudication des poudres et salpêtres faite à Jean Maillot, il y a eu un changement dans l'exploitation de cette ferme, par rapport aux cautions et à la forme de la Régie, qu'on avait voulu établir différemment de ce qui s'était pratiqué sous les baux précédents; ce changement a été ordonné par un arrêt du Conseil du 23 août 1729, lequel porte que la Régie sera faite en la même forme et manière qu'elle l'avait été par les précédents adjudicataires, au moyen de quoi le sieur Micault, l'un des cautions, et qui a été nommé commissaire général des poudres et salpêtres, fait les mêmes fonctions pour l'expédition des commissions et autres actes que faisait ci-devant le sieur Marchant, pendant le bail de du Cayet en la même qualité de commissaire général; ainsi c'est au sieur Micault, seul, à signer les commissions qui s'expédient et de regarder celles qui seront ainsi expédiées, comme étant dans la forme où elles doivent être (30 septembre 1729); — à l'autorisation donnée par le Roi de faire délivrer aux entrepreneurs des Ponts et Chaussées, sur les certificats de ceux qui sont chargés de la conduite des ouvrages, les poudres dont ils ont

besoin, à 10 sols la livre, moitié du juste prix (19 février 1730); — à l'envoi, pour renseignements, du mémoire remis par l'adjudicataire général des poudres, au sujet des plaintes portées contre le sieur Maupoint, son directeur à Caen (31 janvier 1741); — à la lettre de M. d'Ormesson, écrivant à M. de La Briffe que des renseignements à lui fournis sur lesdites plaintes des gardes épiciers de Caen, il résulte que le détail donné sur la conduite de ce directeur et surtout sur ce qui s'est pratiqué, tant par rapport au prix qu'au poids des poudres qu'il distribue aux débiteurs, paraît très exact et qu'il y a quelque vraisemblance que c'est une cabale qui a excité contre lui tout ce qui s'est fait jusqu'à présent, dans la vue de le faire révoquer de son emploi; et comme il n'y a pas lieu de le déplacer, il suffit d'ordonner au sieur Maupoint de vendre la poudre 28 sols la livre, comme elle se vend à l'Arsenal à Paris, sans être pliée, et 28 sols 3 deniers à ceux qui la voudront acheter pliée et ficelée, et que la livre sera de 16 onces, poids de marc, ce qu'il faudra enjoindre au sieur Maupoint, sous peine d'être puni exemplairement, s'il se trouve dans la suite en contravention à ce qui lui aura été ordonné à ce sujet (2 mars 1741); — à l'ordre donné de prévenir le sieur Maupoint que s'il ne se conforme pas à ce qu'il lui a été prescrit pour la livraison des poudres, on fera usage des moyens qui le mettront hors d'état de continuer à abuser de son emploi (28 janvier 1741); — au procès-verbal dressé par M. Desplanches de Cloville, subdélégué, assisté de François Cahagnet, son greffier, et des sieurs Buisson et Boutin, experts, nommés à cet effet, de l'état des lieux du magasin à poudre de la ville de Caen, ainsi que des ustensiles, poudres et salpêtres, qui s'y trouveront (2 janvier 1747); — à la requête des habitants de la ville de Caen, demandant au contrôleur général, de prescrire que le magasin des poudres, situé dans l'enceinte des murs de la ville, dans une tour, au pied de laquelle est une rue des plus fréquentées, nommée rue des Jacobins, soit transporté hors la ville où il ne puisse occasionner aucun dommage ni danger, d'autant plus qu'il y a à craindre que des particuliers, fane de prévoyance ou par méchanceté, puissent y mettre le feu, comme en 1725, dans une révolte populaire à l'occasion de la cherté des grains, des séditieux le tentèrent, et que de plus, le feu du ciel, en tombant sur ce magasin, pourrait aussi causer l'incendie de la plus grande partie de la ville et la ruine de ses habitants (1747); — au mémoire en réponse à ladite requête, par lequel l'adjudicataire des poudres consent que le dépôt des poudres à Caen soit fait hors la ville,

dans un lieu de sûreté qui ferme bien, n'étant point exposé au vol ni à portée de quelques maréchaux ou forgerons, et de faire au reste tout ce qui sera jugé convenable pour la tranquillité publique (30 janvier 1747); — à l'avis donné par M. de Saint-Florentin à M. de La Briffe, qu'ayant eu connaissance des réparations faites au magasin des poudres, à Caen, l'un des mémoires fait connaître que plusieurs habitants prennent l'alarme et trouvent du danger pour une grande partie de la ville, et l'autre que l'entrepreneur des poudres n'insiste pas à combattre leur crainte, mais comme il faut que les poudres soient logées, il demande qu'on lui fournisse un autre magasin, hors la ville, en lieu de sûreté et hors de risques qu'il détaille, qu'il s'agit donc de trouver ce lieu et de prendre des éclaircissements sur l'emplacement du magasin et sur la manière de transporter les poudres pour l'usage journalier, afin que, sur ce qui est déjà consenti par l'entrepreneur des poudres et sur ce qui sera proposé de la part de la ville, on puisse prendre une résolution (26 juin 1747).

C. 2479. (Liasse).— 20 pièces, papier.

**1748-1757.** — Poudres et salpêtres. — Correspondance entre MM. Machault, contrôleur général; d'Ormesson, Intendant des finances; de La Briffe, Intendant de la Généralité de Caen, et Desplanches de Cloville, subdélégué, relative : au procès-verbal, dressé par MM. Saillanfest de Cachy et Le Diacre, échevins, en présence du sieur Mauger, avocat du Roi, du sieur de Vermonnet, commissaire des poudres et salpêtres, Dejean, secrétaire de l'Hôtel-de-Ville, et de Jean Boizard, architecte, de l'état de la tour au Massacre, située dans l'enclos des *petits pauvres renfermés*, que le sieur Mahieu, adjudicataire général, représenté par le sieur de Vermonnet, demande, pour y déposer les poudres et salpêtres, au lieu et place de celle située derrière les Jacobins, qui sert de toute antiquité à cet usage; la constatation des réparations à y faire a déterminé le sieur Vermonnet à renoncer à ladite tour au Massacre (avril 1748); — au procès-verbal dressé par M. Desplanches de Cloville, assisté du sieur Le Comte, greffier, des dommages causés par suite de l'explosion arrivée chez le sieur Jean de Vermonnet, directeur des poudres et salpêtres, demeurant à Caen, paroisse St-Gilles, rue des Chanoines, où le cadavre du sieur François Le Bourgeois, son commis, a été retiré de dessous les ruines, ainsi que le cadavre d'une mendicante, trouvé à plus de cinquante pas sous des pierres provenant des

ruines ; ladite explosion, attribuée au feu du ciel, a consumé 1,500 à 1,600 livres de poudre fine et 6 ou 7 barils de poudre de guerre (31 mai 1748) ; — au rapport du sieur Fontaine, chirurgien, de l'état des blessures du sieur Le Bourgeois (31 mai 1748) ; — à la requête adressée à l'Intendant par quelques habitants de la ville de Caen, lui demandant sa protection auprès de M. le contrôleur général, auquel ils ont fait leurs représentations sur les ruines et dommages arrivés tant à l'église de St-Gilles qu'à leurs maisons et meubles, le 31 mai, par les effets de l'incendie du bureau de distribution des poudres de M. de Vermonnet où le feu a pris par un accident inopiné, durant l'orage accompagné d'éclairs et de tonnerre (1<sup>er</sup> juin 1748) ; — à l'état desdits dommages causés dans l'église et les rues de la paroisse St-Gilles, évalués à 48,178 livres 5 sols avec la désignation des pertes de chaque rue (juin 1748) ; — au procès-verbal dressé par M. de Cloville de la quantité de poudres étant dans le magasin de la tour des Jacobins (12 juin 1748) ; — au procès-verbal de l'état actuel de la maison de la rue des Chanoines, occupée par M. de Vermonnet, et dont les réparations s'élèveront à 6,919 livres (12 juin) ; — à la demande de M. d'Ormesson faite à l'Intendant de lui faire connaître la cause de l'incendie arrivé chez M. de Vermonnet (15 juin 1748) ; — au procès-verbal dressé par MM. Boisard, architecte de l'Hôtel-de-Ville, et Hennequin, conducteur principal des ponts et chaussées, des dommages causés tant à l'église qu'aux maisons de chaque particulier, nominalement désigné, de la paroisse St-Gilles, par l'enlèvement du bureau du sieur de Vermonnet, et dont le montant du devis estimatif s'élève à la somme de 25,695 livres 1 sol 9 deniers pour les seules réparations des maisons, non compris les pertes intérieures causées par le bris des meubles et effets (17 juin au 8 juillet) ; — au compte rendu qu'il résulte des éclaircissements pris sur la cause de l'accident arrivé chez le sieur de Vermonnet, que, bien qu'il ait tonné avant et après le fatal événement, on n'a pu acquérir la certitude que ce soit le feu du ciel qui soit tombé sur les poudres et ait fait sauter le magasin ; qu'il n'y a cependant aucun lieu d'en attribuer la cause ni à l'inattention du sieur de Vermonnet, ni à l'imprudence de son commis ; l'Intendant conclut en faisant appel à la commisération du Roi pour qu'il accorde aux victimes de cet accident, de force majeure, un dédommagement proportionné à leurs pertes ; il signale entr'autres victimes la veuve du sieur Le Bourgeois, commis du sieur Vermonnet, sans fortune, avec 8 enfants en bas-âge, dont l'aîné n'est âgé que de 40 ans, qui ne subsistaient que par le travail de leur

père, écrasé sous les décombres de la maison (22 juillet) ; — à la lettre écrite dans le même sens par l'Intendant à M. le Premier Président (22 juillet) ; — au mémoire présenté par l'Intendant au contrôleur général pour lui rappeler qu'aux termes de l'article 33 du marché du sieur Primard, arrêté au Conseil le 18 décembre 1736 et confirmé par arrêt et résultat du Conseil rendus en faveur de Jacques Mahieu, les 1<sup>er</sup> mars et 26 avril 1746, il est dit que « dans le cas où le feu se mettroit aux « poudres, soit par accident du tonnerre ou autre cas « imprévus, S. M. est tenue et s'est obligée de pourvoir « au dédommagement des pertes qui en pourraient « résulter, c'est la grâce que, dans l'occasion présente, « le sieur Vermonnet attend des bontés et de la justice « de Votre Grandeur » (22 juillet) ; — à la proposition faite d'établir le magasin des poudres dans le faubourg St-Julien, sur un emplacement fort exhaussé, donnant sur les carrières (1<sup>er</sup> août 1748) ; — à la requête adressée à l'Intendant par le sieur de Vermonnet, pour ordonner que les officiers municipaux soient tenus de lui rembourser la somme de 1,610 livres, montant de la construction d'un magasin sur les carrières St-Julien, ou que compensation soit faite sur le loyer dudit magasin ; — à la suite de la dite requête sont la réponse des officiers municipaux et l'ordonnance de l'Intendant, déboutant le sieur de Vermonnet de sa demande, attendu qu'il avait été convenu qu'il n'en coûterait que 3,000 livres à la ville, tant pour l'acquisition du terrain et des bâtiments, que pour la construction des ouvrages jugés nécessaires, et que le dit sieur de Vermonnet a fait faire ces travaux sans la participation des officiers municipaux et sans produire ni mémoires ni quittances (12 octobre 1757).

C. 2480. (Liasse.) — 24 pièces, papier.

**1758-1772.** — Poudres et salpêtres. — Correspondance entre MM. le duc de Choiseul, de Monteynard, ministres ; de Crémille ; de Fontette, Intendant de la Généralité, relative : aux ordres à donner au commissaire des poudres, pour fournir aux troupes, en quartier dans les villes de la Généralité, les quantités de poudres nécessaires aux exercices, sur les récépissés des majors ou des officiers chargés du détail, visés des commandants (17 avril 1758) ; — à l'état des troupes en quartier à Coutances, Isigny et Valognes, et des quantités de poudre qui leur doivent être fournies pour l'exercice à blanc ; — au compte du sieur de Vermonnet, de la dépense s'élevant à 1,699 livres 4 sols, pour la construction d'un magasin à poudre, au lieu dit St-Julien, sur les carrières, et au mémoire à l'appui, dans



lequel il résume l'historique du déplacement des deux dépôts de poudres et salpêtres, réclamés par les officiers municipaux ; — aux distributions de poudres à faire aux troupes en quartier à Avranches, Bayeux, Coutances, Périers, Quettehou, Valognes et Vire, sur les récépissés des majors ou officiers, chargés du détail et visés par les commandants (1759-1760) ; — à l'état des commissions, avec indication des dates, des marchands débiteur poudres à giboyer dans la ville de St-Lô, données par le sieur Jacques Meunier, adjudicataire de S. M. du droit exclusif de vendre la poudre à giboyer dans toute l'étendue du royaume, visées par le sieur Michault de Courbeton, commissaire général, et délivrées par le sieur Maupoint de Vermonnet, commissaire desdites poudres et salpêtres au département de Caen (1759) ; — à la demande du compte rendu de tous les particuliers qui composent et qui vendent des artifices de quelque espèce qu'ils puissent être dans les différentes villes de la Généralité, en exigeant qu'ils représentent les titres en vertu desquels ils exercent ce métier (31 octobre 1760) ; — à l'envoi par les ministres, le duc de Choiseul et de Monteynard, des états des troupes qui sont en quartier dans quelques villes de la Généralité et des quantités de poudre qui doivent leur être distribuées pour leurs exercices, observant que, n'ayant pas de magasin d'artillerie dans ces villes, il faudra ordonner au commissaire des poudres le plus à portée de fournir à chacun de ces corps celles qui seront indiquées par l'état d'envoi, sur les récépissés des officiers chargés du détail, visés des commandants, en leur observant qu'ils doivent apporter leurs soins à ce que les exercices puissent produire toute l'utilité que l'on doit en attendre (1770-1772).

C. 2481. (Liasse.) — 25 pièces, papier.

**1775-1779.** — Poudres et salpêtres. — Correspondance entre MM. le prince de Montbarey, d'Ormesson, ministres ; le duc d'Harcourt, gouverneur de la province ; de Fontette et Esmangart, Intendants de la Généralité ; les officiers de l'Amirauté de Caen et Le Paulmier, subdélégué, conseiller du Roi et professeur ès droits en l'Université de Caen, relative : à la mise en possession du sieur Bergaud, des effets et ustensiles appartenant au service des poudres, dont la ferme, passée au sieur Demont, le 16 juin 1772, a été convertie en régie par arrêt du 28 mai 1775, et à l'inventaire à dresser desdits effets et ustensiles que le sieur Dubus, commissaire des poudres pour le bail d'Alexis Demont, ci-devant adjudicataire général et commissaire nommé

par Jean-Baptiste Bergaud, régisseur, reconnaîtra avoir en sa possession pour en compter à la régie (26 juin 1775) ; — au procès-verbal desdits effets et ustensiles, déposés en magasin, sis à St-Julien, dressé par M. Le Paulmier, subdélégué, assisté de Yver, greffier, en présence de Dubus, délégué de Bergaud, régisseur, de Desmazuères, fripier, et de Bunel, tonnelier, experts nommés d'office (1<sup>er</sup> juillet 1775) ; — à l'envoi de plusieurs exemplaires du programme proposé par l'Académie royale des Sciences de Paris, pour découvrir les moyens de multiplier et d'extraire le salpêtre, et en donner connaissance aux personnes qui, par étal et par leurs lumières, peuvent se livrer avec quelques succès à ce genre de recherches utiles et auxquelles le gouvernement s'est décidé à offrir des encouragements (26 octobre 1775) ; — à l'ordonnance de l'Intendant commettant M. Vardon, commissaire des guerres, pour dresser procès-verbal de l'état des 154 barils de poudre fine, 150 sacs de poudre de guerre et 4,800 livres de salpêtres, expédiés de Rouen à destination de Caen, sur le navire le « Fort-St-Pierre », capitaine Berthelot, qui a échoué le 24 mai sur les grèves d'Ouistreham (28 mai 1776) ; — à la demande faite aux officiers de l'Amirauté du résultat de leur information sur les causes dudit naufrage (29 mai 1776) ; — à l'envoi du procès-verbal dudit naufrage, dressé par M. Vardon (3 juin 1776) ; — au compte rendu par les officiers de l'Amirauté du résultat de l'information qu'ils ont faite sur les causes dudit naufrage, de laquelle il résulte que le navire, poussé par un vent du nord-est furieux et après avoir tenu fort longtemps son pavillon en berne, sans pouvoir obtenir aucun secours des pilotes lamineurs, attendu le gros temps qui ne permettait pas de mettre à la mer, fut obligé, pour sauver l'équipage et la cargaison, de faire côte sur les grèves de la paroisse d'Ouistreham, ne pouvant entrer en rivière (7 juin 1776) ; — à la réclamation des frais de sauvetage des poudres et marchandises s'élevant à 165 livres pour les voituriers et gens de peine (23 juillet) ; — à l'édit du Roi restreignant la fouille du salpêtre, déchargeant les communautés des fournitures à faire aux salpêtriers et permettant aux dites communautés de se rédimir de la fouille par l'établissement des nitrières artificielles (8 août 1777) ; — à l'ordre donné de faire publier ledit arrêt dans les chefs-lieux de l'Élection (30 septembre 1777) ; — à la remise de plusieurs exemplaires de l'arrêt du Conseil, rendu le 24 janvier, concernant l'établissement des nitrières artificielles dans les différentes provinces du royaume, afin de le faire afficher et publier dans les villes et chefs-lieux pour encourager les établissements de ce genre (4 mars

1778); — à l'avis donné par le maréchal duc d'Harcourt de faire délivrer 400 livres de poudre à Vire, 200 livres à Villedieu et 200 livres à Mortain, aux régiments de Bassigny et de Médoc pour leurs exercices de tir à blanc (10 août 1778); — à la demande d'un état détaillé des nouveaux établissements de nitrières artificielles qui se sont formés dans diverses localités (11 décembre 1778); — à l'envoi de l'état des troupes, qui sont en quartier dans quelques villes de la généralité, et des quantités de poudres qui doivent leur être distribuées pour leurs exercices (27 avril 1779); — à l'envoi de plusieurs exemplaires de l'arrêt du 5 septembre portant règlement pour l'exploitation de la régie des poudres et salpêtres pendant 6 années, afin de le faire publier dans les villes et chefs-lieux de subdélégation (25 septembre 1779); — au procès-verbal dressé par M. Le Paulmier, subdélégué, assisté du sieur Yver, greffier, en présence du sieur Dubas, commissaire des poudres et salpêtres, de la quantité desdites matières existant dans le magasin de Caen (1<sup>er</sup> octobre 1779).

C. 2482. (Liasse.) — 30 pièces, papier, 1 plan.

**1780-1791.** — Poudres et salpêtres. — Correspondance entre MM. Joly de Fleury, contrôleur général; le prince de Montbarey, de Ségur, d'Ormesson, ministres; Esmangart, intendant de la généralité; Coquille Deslongchamps, recteur; Bunel, secrétaire, et Delaporte, sous-secrétaire de l'Université; Le Canu, professeur de la Faculté de médecine, et Le Paulmier, subdélégué, relative : à l'envoi de plusieurs exemplaires à afficher de l'ordonnance rendue pour empêcher le commerce frauduleux de la poudre de guerre et soutenir le produit de la vente, faite au profit du Roi, de la poudre à giboyer, avec recommandation d'en observer la stricte exécution (25 janvier 1780); — à l'envoi de l'état des troupes en quartier à Bayeux, Coutances et Valognes, et des quantités de poudres qui doivent leur être distribuées pour les exercices des régiments de Bourgogne, Limousin et la Reine (dragons) (31 mars 1780); — à l'envoi, pour renseignements demandés par l'intendant à M. Le Paulmier, son subdélégué, de la requête présentée par le commissaire des poudres et salpêtres, à l'état d'être mis en possession d'un petit emplacement appelé « la petite Gloriette », appartenant à l'Université, et y établir une fabrique de salpêtre. « Je ne puis croire, ajoute l'intendant, que les difficultés, dont il me fait part dans son mémoire, subsistent encore et que l'Université,

« qui, dans toute occasion, a donné des preuves de sa déférence et de son zèle pour tout ce qui intéresse le bien du service du Roi, s'oppose à un arrangement qui, dans aucun temps, ne peut nuire à ses intérêts dans le moment actuel, et qui doit lui être parfaitement indifférent » (14 juin 1780); — à l'ordonnance mettant le sieur David en possession dudit local pour le compte de la régie des poudres (14 juillet); — aux procès-verbaux d'enquête faite par M. Le Paulmier, dans l'instance pendante entre le sieur David, salpêtrier, et le sieur Duclos-Hardy, qui a extrait le salpêtre des murs qu'il a fait démolir (3 août, 12 et 17 octobre 1780); — à l'avis du subdélégué, qui a pris communication de la requête en opposition présentée par l'Université de Caen contre l'ordonnance du 14 juillet 1780 de M. l'Intendant. Il estime « que l'Université met dans cette affaire, peu importante pour elle, une activité d'autant plus déplacée qu'il s'agit du service du Roy, et qu'elle est actuellement au pied du trône pour obtenir de Sa Majesté des lettres patentes qui la confirment dans la propriété des objets dont elle ne jouit que précairement; la propriété de ce terrain appartient encore au Roy, il peut donc en disposer; mais, d'ailleurs, on ne lui a fait aucun tort, on lui paye ses loyers sur le prix du bail existant, le terrain pris sur son séchoir sur l'estimation de sa valeur, et le locataire et le fermier sont satisfaits; loin de se plaindre, ils ont accepté et signé le procès-verbal de mise en possession. L'utilité publique de ce séchoir, présenté comme un objet important pour la ville, est une chimère; le terrain destiné pour la nitrière était en jardin; il ne servoit donc pas....; d'ailleurs, ce n'est pas une question de savoir si l'établissement d'une nitrière n'est pas plus utile à l'administration qu'un terrain où l'on sèche du linge, et il seroit bien singulier que, quand bien même ce terrain appartiendrait à un propriétaire qui le donneroit à loyer, le Roy n'eût pas la préférence; elle lui appartient de droit, et la jurisprudence uniforme l'a accordée à tous ceux qui sont employés au service de ses Régies. Enfin, c'étoit à l'Université elle-même à faire former cette nitrière ou à contribuer à sa formation. C'est le vœu de l'arrêt cy-dessus cité et ce n'est qu'à cette condition qu'elle se rédime de la fouille, on devoit d'autant plus s'y attendre qu'elle a des professeurs de physique et de chimie, dont les talents auroient éclairé ceux qui se seroient occupés du travail, et qui, peut-être, auroient mérité le prix donné par Sa Majesté ou qui, du moins, y auroient concouru. Par

« toutes les raisons ci-dessus déduites et attendu qu'il  
« s'agit du service du Roy, nous estimons qu'il y a lieu  
« d'ordonner, sans avoir égard à l'opposition de l'Uni-  
« versité, que votre ordonnance du 14 juillet 1780 sera  
« exécutée et David autorisé à jouir et disposer du ter-  
« rain dont il a été mis en possession, ce qui sera  
« exécuté nonobstant toutes oppositions » (13 février  
1781); — à l'avis de l'intendant qui écrit : « Il faut que  
« M. Guiart voye s'il y a moyen d'arranger les choses à  
« l'amiable avec le recteur, ce sera le mieux; s'il ne peut  
« en venir à bout, il rédigera le projet d'ordonnance,  
« et je prierai M<sup>me</sup> de Saint-Louet d'user de son crédit »  
(23 février); — aux conventions arrêtées entre le  
recteur de l'Université et le commissaire des poudres,  
afin de terminer toute contestation et parvenir à un  
arrangement définitif, d'après lequel on puisse établir  
une nitrière dans l'emplacement de la *Gloriette* (2 mars  
1781); — à l'envoi de l'état des troupes qui sont en  
quartier à Avranches, Bayeux, Coutances et Valognes,  
et des quantités de poudres qui doivent leur être distri-  
buées pour leurs exercices (8 avril 1781).

C. 2483. (Liasse.)—45 pièces, papier.

1782. — Poudres et salpêtres. — Correspondance  
entre M. Joly de Fleury, contrôleur général; le maré-  
chal de Ségur, d'Ormesson, ministres; Esmangart, in-  
tendant de la généralité; Godefroy; recteur de l'Uni-  
versité; Le Canu, professeur de médecine, Jouvin,  
professeur de philosophie; Dubus, commissaire des pou-  
dres et salpêtres; Le Paulmier, subdélégué, professeur  
ès droits en l'Université; Bunel, secrétaire de l'Univer-  
sité; de Réville, membre de la commission royale des  
collèges, relative : aux procès-verbaux de saisie de poudre  
faite chez des particuliers des paroisses de Jort et  
Guibray (16-24 juin); — aux témoignages de satisfaction  
à donner au sieur David, salpétrier à Caen, en faveur  
duquel les régisseurs des poudres sollicitent une gratifi-  
cation sur les fonds libres de la capitation (28 février);  
— au renvoi du mémoire que les régisseurs des poudres  
et salpêtres ont présenté pour obtenir une gratification  
en faveur du sieur David, qui a établi, depuis quelques  
années, une fabrique de salpêtre dans la ville de Caen,  
en faisant connaître que le compte rendu, rendant  
justice à l'intelligence et à l'activité de ce particulier,  
est en tout conforme à la vérité, qu'étant chargé d'une  
nombreuse famille et sans fortune, il conviendrait, pour  
donner de la consistance à son établissement, de lui  
accorder une gratification de 600 livres sur les fonds  
libres de la capitation (7 mars); — à l'ordonnance de

l'intendant prescrivant, d'après l'autorisation de M. Joly  
de Fleury, à M. Oursin de Montchevrel, receveur-gé-  
néral, ou au sieur de Logivière, son commis, de payer  
au sieur David, salpétrier, la somme de 600 livres de  
gratification à lui accordée (28 mars 1782); — à l'avis  
donné par M. Dubus, directeur des poudres, à M. Le-  
canu, professeur de médecine à Caen, que la demande  
qu'il a faite à M. le recteur ne consiste uniquement  
qu'à obtenir de Messieurs de l'Université de Caen leur  
consentement pour qu'ils veuillent bien céder au Roi  
le restant de la *petite Gloriette*, qui sert actuellement de  
séchoir, et ce, dans toute son étendue, en partant du  
mur de l'atelier établi pour le compte du Roi jusqu'au  
mur qui conduit au bord de la rivière (5 avril); — à  
l'avis donné à M. Dubus par le sieur Godefroy, recteur,  
que quelque désir qu'ait eu l'Université de se rendre à  
sa demande, les raisons exposées par MM. les commis-  
saires l'ont empêchée de s'y déterminer (15 avril); — à  
la demande faite par l'intendant au recteur de lui indi-  
quer les motifs qui ont pu déterminer les membres de  
l'Université à ne pas se prêter aux vues de l'administra-  
tion sur la demande du sieur Dubus (20 avril); — à  
la réponse du recteur que l'Université aurait bien dé-  
siré pouvoir se rendre à la demande du sieur Dubus et  
qu'elle ne s'est déterminée à s'y refuser qu'après le  
plus mûr examen des raisons des commissaires dont  
leur rapport et conclusions sont envoyés (25 avril); —  
au nouveau mémoire de M. Dubus, pour obtenir de  
M. Esmangart les fins et conclusions de son mémoire  
du 16 avril (30 avril); — à l'envoi fait par le secrétaire  
de l'intendance à M. Le Paulmier, des pièces de l'aff-  
aire entre l'Université et le directeur des poudres, pour  
les examiner et faire son rapport : « Je vous prie, en  
« mon particulier, de considérer que dans les circons-  
« tances actuelles les établissements de ce genre sont  
« on ne peut plus protégés par le gouvernement et que  
« la construction d'un hangar, près la nitrière, devient  
« indispensable pour donner à cette entreprise toute  
« l'étendue et la consistance dont elle peut être sus-  
« ceptible » (7 mai 1782); — à l'avis donné par M. Le  
Paulmier qu'il ne croit pas le refus de l'Université  
fondé, le terrain dont est question est donné à loyer et  
toutes fois qu'il s'agit du service du Roi, ceux qui les  
remplissent ont la préférence sur tout locataire, qu'ainsi  
M. l'intendant pourrait seul, par son ordonnance, met-  
tre M. Dubus en jouissance du terrain réclamé, « mais  
« alors il ne seroit toujours que locataire. Ces biens  
« sont sous la main du Roy, qui n'a pas encore donné  
« de lettres patentes pour en assurer la propriété, ainsi  
« un arrêt du conseil assureroit à M. Dubus une jouis-



« sance plus tranquille; le même arrêt, dont l'exécution  
 « sera confiée à M. l'intendant, ordonnera que l'in-  
 « demnité due à l'Université soit réglée par experts  
 « convenus ou nommés d'office...., le refus de quel-  
 « qu'un de ses membres ne fera pas perdre de vue à  
 « M. l'intendant le bien des lettres, c'est l'Université  
 « entière qu'il considérera, il lui a promis de l'honorer  
 « de sa protection et il sait qu'elle est pauvre » (16  
 mai); — à la lettre pressante de M. d'Ormesson écri-  
 vant à M. Esmangart : « Les circonstances actuelles  
 « exigent plus d'activité que jamais dans cette partie  
 « de service, dont le ministre est très occupé à ce titre,  
 « les régisseurs des poudres ne m'ont pas laissé ignorer  
 « la protection que vous avés constamment accordée à  
 « leurs travaux, le ministre et moi vous seront très-  
 « obligés du nouveau secours que vous voudrez bien  
 « leur donner en cette occasion » (2 août); — à l'éta-  
 blissement d'un hangar dans la nitrière formée à Caen  
 sur l'emplacement appartenant à l'Université; M. Es-  
 mangart écrit à M. d'Ormesson qu'il a invité le recteur  
 à rassembler les membres de l'Université jouissant de  
 leurs vacances pour en délibérer le 25 août (11 août);  
 — à la demande de M. Neville, au nom de la commis-  
 sion royale des collèges, de surseoir à toute démarche  
 faite par le commissaire des poudres pour construire  
 un hangar pour les matériaux de la nitrière sur une  
 portion de terrain servant de séchoir et faisant partie  
 de la ferme de la *Gloriette*, dont l'Université jouit, sous  
 le bon plaisir du Roi, en vertu de l'arrêt du Parlement  
 du 5 mars 1763, jusqu'à ce que la commission ait été  
 mise à portée de prendre en partie à cet égard  
 (16 août); — à l'ordonnance de l'intendant, prescri-  
 vant qu'avant faire droit sur la demande du sieur  
 Dubus d'être mis en possession pour l'exploitation et  
 l'extension de la nitrière formée à Caen, d'une modique  
 portion de terrain dépendant anciennement du collège  
 des Jésuites, il sera, en présence du recteur de l'Uni-  
 versité, dressé procès-verbal et levé un plan figuratif  
 dudit terrain par M. Lefebvre, ingénieur des ponts et  
 chaussées (9 septembre); — à la demande d'un projet  
 d'arrêt à rendre par le Conseil pour prévenir toute  
 espèce de difficulté au sujet du terrain dépendant de  
 l'Université de Caen, que les régisseurs des poudres ont  
 demandé pour augmenter l'établissement qu'ils ont  
 formé dans cette ville (26 septembre); — au bordereau  
 des pièces jointes au projet d'arrêt du Conseil concer-  
 nant la nitrière des salpêtres, établie à Caen, pour  
 le compte du Roi, envoyées à M. d'Ormesson par  
 M. Esmangart, le 6 octobre 1782; — à l'envoi de l'expé-  
 dition en parchemin de l'arrêt du Conseil du 23 octobre,

ordonnant la réunion à l'emplacement de la nitrière  
 établie à Caen, dudit terrain appartenant à l'Université  
 de cette ville (29 novembre); — à la signification faite  
 par Robillard, huissier ordinaire héréditaire pour le Roi  
 en son Bureau des finances, à M. Duchemin, recteur de  
 l'Université, d'avoir à se trouver et assister, le 10 dé-  
 cembre, au procès-verbal qui sera dressé en exécution  
 de l'arrêt du Conseil d'État, rendu le 23 octobre, de  
 la mise en possession du terrain en question (7 dé-  
 cembre); — au procès-verbal de mise en possession,  
 par le directeur des poudres, dudit terrain dressé par  
 M. Le Paulmier, subdélégué, nonobstant l'absence du  
 recteur et des membres de l'Université (10 décembre);  
 — à la lettre de l'intendant à M. d'Ormesson pour lui  
 rendre compte de l'exécution de ses ordres et l'assurer  
 « qu'il ne négligera rien pour qu'il résulte de l'exten-  
 « sion donnée à cette fabrique de salpêtre tous les bons  
 « effets que l'administration a le droit d'en attendre »  
 (20 décembre 1782).

C. 2484. (Liasse.) — 47 pièces, papier, 2 parchemin.

**1782-1789.** — Poudres et salpêtres. — Correspon-  
 dance entre MM. le comte de Brienne, de Villedeuil, con-  
 trôleurs généraux; le maréchal de Ségur, de Puy-Ségur,  
 d'Ormesson, ministres; le duc de Beuvron, gouverneur  
 de la province; Esmangart, de Feydeau et de Launay,  
 intendants de la généralité, et les officiers municipaux  
 de la ville de Caen, relative : à l'envoi, pour renseigne-  
 ments, de la requête que les recteurs, doyens, docteurs  
 et professeurs de l'Université de Caen ont présentée au  
 Conseil, par laquelle ils demandent le rapport de l'arrêt  
 du Conseil, du 23 octobre 1783, qui envoie le commis-  
 saire des poudres en possession d'un terrain apparte-  
 nant à l'Université; qu'il soit ordonné que, par experts  
 nommés d'office par le lieutenant général, il « sera pro-  
 « cédé à l'estimation du produit annuel du terrain, si  
 « mieux n'aime S. M. ordonner que, conformément à la  
 « soumission acceptée par les régisseurs des poudres,  
 « l'Université fournira annuellement la quantité de  
 « 15 milliers de salpêtre » (6 février 1783); — au renvoi  
 de ladite requête, en faisant connaître que, d'après les  
 renseignements pris, la demande du recteur de l'Uni-  
 versité n'est susceptible d'aucuns égards et doit être  
 rejetée (16 mars 1783); — à l'envoi de l'état des troupes  
 en quartier dans quelques villes de la généralité et des  
 quantités de poudres qui doivent leur être distribuées  
 pour leurs exercices (24 avril 1783); — à l'envoi de  
 l'expédition en parchemin de l'arrêt du Conseil débout-

tant l'Université de Caen de ses représentations sur la réunion ordonnée d'un terrain dont elle est en possession, à celui sur lequel est établi la nitrière formée dans cette ville (3 mai 1783); — à l'ordonnance de l'intendant, prescrivant l'exécution et la signification dudit arrêt aux membres de l'Université, pour qu'ils n'en prétendent cause d'ignorance (2 juin 1783); — à la signification faite par Robillard, huissier, aux officiers de l'Université, de l'arrêt du 3 mai, déclarant leurs prétentions nulles et non avenues (5 juin 1783); — au procès-verbal de visite et de réception des ouvrages faits à la nitrière, dont l'adjudication se monte à 7,240 livres 10 sols 5 deniers et à l'autorisation donnée au sieur Dubus de payer ce qui reste dû sur lesdits travaux (20 octobre 1783); — à l'envoi de l'état des troupes qui sont en quartier à Bayeux et à Coutances et des quantités de poudres qui doivent être distribuées aux régiments de l'Ile de France et de Lorraine pour leurs exercices de l'année (28 avril 1786); — aux procès-verbaux de contraventions contre divers particuliers pour détention de poudres et enlèvement de vieux pavés, de pierres à plâtre, sans la déclaration d'usage (mai-août 1786); — à l'envoi de deux arrêts du Conseil du 14 mai 1786, le premier pour interpréter les articles 2 et 3 de celui du 26 novembre 1783, portant imposition d'un droit de 6 livres par quintal de salpêtre et de 15 livres de poudre qui entreront dans le royaume, le second portant à 14 sols au lieu de 12 le prix de chaque livre de salpêtre brut, qui sera levé dans les magasins de la régie des poudres (10 juillet 1787); — à l'ordonnance de l'intendant, prescrivant à M. Dubus de payer au sieur Busnel, greffier, secrétaire, receveur général et garde des archives de l'Université, la somme de 1,000 livres pour les arrérages de 3 années de loyer du terrain sur lequel la régie des poudres a fait construire un hangar nécessaire à l'établissement de la nitrière qu'elle a formé, et ce, à raison de 200 livres par année (25 décembre 1787); — aux distributions de poudres à faire aux régiments de Lorraine et maréchal de Turenne, en résidence à Bayeux et à Valognes, pour leurs exercices annuels (22 mai 1788); — à la demande adressée par le commissaire des poudres et salpêtres, pour la reconstruction et exhaussement du mur de clôture du magasin du Roi du côté de la campagne, afin de le mettre hors d'atteinte des excursions nocturnes et du pillage (30 janvier, 2 février 1789); — à l'ordre du Roi, transmis par le duc de Beuvron à M. de Launay, intendant, de faire délivrer 1,000 livres de poudre et 500 de plomb à chaque régiment d'infanterie française et étrangère, 800 livres de poudre et 400 de

plomb aux régiments de chasseurs à cheval et de hus-sards (29 mai 1789).

C. 2485. (Liasse.) — 51 pièces, papier.

**1742-1776.** — Affaires militaires. — Chiourmes. — Correspondance entre MM. Machault d'Arnouville, Moreau de Séchelles, contrôleurs-généraux; de Maurepas, Rouelle et de Sartine, ministres; de la Briffe, de Fontette et Esmangart, intendants de la généralité; M. de Surville, prévôt général de la maréchaussée; Prévost et de Condé, capitaines de la chaîne, relative : aux ordres transmis par lesdits ministres auxdits intendants pour qu'ils fassent conduire les condamnés aux galères qui se trouvent dans les prisons de leur généralité, dans celles de la route de la chaîne (Rouen ou Alençon), afin qu'à son passage ils puissent y être attachés pour être conduits à destination de Brest ou de Marseille. Les capitaines de la chaîne, en prévenant du jour de leur passage pour prendre les galériens, prient les intendants d'ordonner que leurs jugements, arrêts, sentences et « rôles signaux » soient prêts et qu'on leur donne avis du nombre des condamnés, afin qu'ils puissent prendre les mesures nécessaires, avoir les gardes suffisants et tout ce qu'il conviendra pour la sûreté de cette conduite; — à la supplique adressée à M. Moreau de Séchelles, contrôleur général, par « les personnes les plus « distinguées de la ville de Caen », en faveur de Jean Lebel, dit Meaux, dragon de la compagnie de Landreville ou régiment d'Aphon, condamné par le conseil de guerre à être dégradé et à servir à perpétuité comme forçat sur les galères du Roi « pour avoir maltraité de « paroles injurieuses un sergent qui, sans raison, l'avoit « chargé plusieurs fois de coups et qui fut mis sur le « champ au cachot. » Les pétitionnaires rappellent que ce soldat a servi pendant 9 années avec distinction et ajoutent : « Toute la ville, sur le rapport de MM. les « officiers, qui n'ont suivi qu'à regret la rigueur des « ordonnances, connoissant la bravoure et la bonté du « sujet, ne peut refuser sa commisération au sort mal- « heureux de ce dragon, qui avoit toujours été fort sage, « fort exact à son service et n'avoit jamais manqué à la « subordination, il ne s'est rendu coupable que forcé « par les maltraitements excessifs de son sergent encore « détenu au cachot. » En conséquence, les pétitionnaires sollicitent la grâce dudit dragon ou la commutation de sa peine en une amende pécuniaire ou en quelque temps de prison; parmi les signataires figurent les noms de MM. Lesens de Lion, Caïron de Merville, Dangerville d'Aurcher, Le Jolis de Rochefort, de La

Roque, chevalier de Mesnillet, Bernières-Mondrainville, Bernières de Bernières, Vassy, Marguerie de Vassy, Marguerie La Forest et la marquise de Rigny, « en l'absence de son mary » (20 avril 1755) ; — à la réponse de M. Esmangart, écrivant à M. de Sartine qu'il a reconnu, d'après une exacte vérification, que, dans le moment actuel, il n'y a dans sa généralité aucun homme condamné aux galères, et qu'il ne prévoit pas que d'ici au 1<sup>er</sup> septembre, époque du départ de la chaîne, il soit rendu aucun jugement de cette nature (17 août 1776).

C. 2486. (Liasse.) — 52 pièces, papier.

**1777-1781.** — Affaires militaires. — Chiourmes. — Correspondance entre MM. de Sartine, ministre; Esmangart, intendant de la généralité; de Surville, prévôt-général; Duhamel, lieutenant de cavalerie, commandant la brigade de la maréchaussée à Caen, et les frères Prévost, capitaines de la chaîne, relative : aux lettres de cachet contenant les ordres du Roi, transmis par les ministres à l'intendant pour que ce dernier fasse conduire au jour indiqué les criminels condamnés aux galères qui se trouveraient dans les prisons de la généralité en celles de Rouen ou d'Alençon, pour être conduits à Tours, où ils seront attachés à la chaîne qui les mènera à Rochefort, à Brest ou à Marseille, lui recommandant en outre d'indiquer le nombre des condamnés et d'envoyer copie du rôle remis au conducteur et sur lequel il mentionnera la cause et la durée de la condamnation, les noms, signalement et âge de chacun des galériens ; — au rôle des condamnés aux galères divisé en quatre colonnes : la première portant les noms, prénoms et sobriquets ; la deuxième, le signalement ; la troisième, les causes de la détention ; la quatrième, sa durée. Ainsi, L. V. F. dit Gingeolet, condamné par jugement prévotal à perpétuité pour vols d'église avec effraction ; R. dit Bonaventure, condamné par jugement du conseil de guerre pour désertion et vols (24 avril 1779).

C. 2487. (Liasse.) — 60 pièces, papier.

**1782-1785.** — Affaires militaires. — Chiourmes. — Correspondance entre MM. le maréchal marquis de Castries, de Ségur, ministres; Esmangart et Feydeau de Brou, intendants de la généralité; de Surville, prévôt général de la maréchaussée; Prévost et Couturier, capitaines des chaînes; Meslé, subdélégué à Avranches; de Longecour et Roubière, à Cherbourg, relative : aux lettres de cachet contenant les ordres du Roi, transmises aux intendants pour la translation des condamnés aux

galères qui sont dans les prisons de la généralité dans celles d'Alençon, pour y être pris avec ceux qui y sont déjà rassemblés et les attacher à la chaîne de Paris, pour se rendre à Brest, avec obligation d'envoyer copie durôle qui mentionnera les causes et la durée de la condamnation, ainsi que les noms, âge et signalement des condamnés ; — aux divers états des condamnés aux galères perpétuelles : l'un pour avoir frappé son sergent, l'autre pour désertion et vol ; — à l'évasion et au signalement de deux soldats du régiment suisse de Waldner, qui, condamnés aux galères pour désertion, avaient été transférés des prisons de Cherbourg en celles de Valognes, d'où ils s'étaient évadés (27 décembre 1782) ; — au signalement de L. H. dit Paris, condamné aux galères à vie pour avoir participé à l'enlèvement d'une femme (22 juillet 1783) ; — à la reprise et à la nouvelle évasion du dit L. H. dit Paris, qui, arrêté à Avranches, a tenté de s'échapper de la prison de Pontorson et qui parvint à s'évader de celle de Broons, en Bretagne, etc.

C. 2488. (Liasse.) — 65 pièces, papier.

**1786-1787.** — Affaires militaires. — Chiourmes. — Correspondance entre MM. les maréchaux de Castries et de Ségur, le marquis de Brienne, ministres; Feydeau de Brou et de Launay, intendants de la généralité; Lesassier, sieur de Surville, lieutenant-colonel de cavalerie, prévôt général de la maréchaussée de Caen; Couturier et Marilon, capitaines des chaînes; Génas, subdélégué à Bayeux; de Mombrière, subdélégué à Coutances; Varin de Franqueville, procureur du Roi de la maréchaussée de Coutances; Chorou, directeur des fermes à Caen; le chevalier Renault, major de la place de Cherbourg; de Chalup, major du régiment de la Reine, à Valognes; Solémy, major du régiment de l'Ile-de-France, relative : aux lettres de cachet contenant les ordres du Roi pour faire passer les condamnés aux galères, détenus dans les prisons de la généralité de Caen, dans celles d'Alençon, pour y attendre le passage de la chaîne de Paris, à laquelle ils seront rattachés pour être conduits à destination de Brest ou de Toulon ; — au rôle des condamnés, parmi lesquels : H. S. dit Le Roux, condamné à être fouetté pendant trois jours de marché et aux galères à vie, pour vol, étant « soupçonné d'un vol avec effraction externe » ; F. R., flétri de la lettre V, fouetté à Paris, par arrêt du Parlement et condamné, par jugement prévotal à Caen, à être attaché pendant trois jours de marché au carcan et aux galères pour neuf ans (7 mai 1786) ; — aux gratifications réclamées par M. Chorou, directeur des



fermes à Caen, en faveur de trois employés des fermes qui ont arrêté deux forçats évadés des galères de Brest (juin 1786); — à l'avis transmis par le sieur Varin de Franqueville que la prison de Coutances est insuffisante, « vu que les crimes se sont multipliés depuis quelques temps », que plusieurs prisonniers se sont évadés; il demande, en conséquence, la translation des autres condamnés dans des prisons plus sûres que celles de Coutances (25 mars 1787); — à la lettre de l'abbé Le Huger de La Hamonnais, curé de Bretteville-sur-Odon, sollicitant la grâce d'un forçat échappé de Brest, dont la conduite depuis dix-huit ans mérite la bienveillance du Roi (23 juillet); — à la commutation de la peine des galères perpétuelles pour vol de chambrée en celle de galères pour trois ans en faveur d'un soldat du régiment de la Reine, D. dit « la Douceur » (10 décembre).

C. 2489. (Liasse.) — 56 pièces, papier.

1788. — Affaires militaires. — Chionrmes. — Correspondance entre MM. le marquis de Brienne, le comte de La Luzerne, ministres; de Lamoignon, garde des sceaux; Le Cordier de Launay, intendant de la généralité; de Beaupréau, intendant de la marine, en Bretagne; de Surville, prévôt général de la maréchassée; de Fressinaux, lieutenant-colonel du régiment maréchal de Turenne, à Valognes; le chevalier de Renault, major de place, à Cherbourg; Couturier et Marilon, capitaines des chaînes; de Mombrière, subdélégué, à Coutances; de La Roque, subdélégué, à Mortain; Robillard, subdélégué, à St-Lô; de Mortreux, subdélégué, à Vire, et le comte de La Tour du Pin-Crenay, relative : aux lettres de cachet contenant les ordres du Roi pour le transfert des condamnés aux galères, détenus dans les prisons de la généralité en celles d'Alençon, pour y attendre le passage de la chaîne de Paris, à laquelle ils seront rattachés pour être conduits à destination de Brest ou de Toulon; — au brevet de commutation de la peine des galères perpétuelles en celle de galères pour deux ans en faveur de C. dit La Broÿère, chasseur au régiment de Turenne, qui avait volé du sel dans la chambrée (25 janvier); — à la lettre de M. de Surville, demandant au ministre de la guerre si les condamnés aux galères déjà marqués des lettres D et D V doivent l'être encore de la flétrissure des lettres G A L prescrites par la déclaration du Roi du 4 mars 1724 et les lettres patentes du 5 mai 1750, pour que les galériens en cas de récidive puissent être punis de mort (4 mars); — à la réponse du ministre de la guerre : « Il est bien étonnant, M., que vous pensiez qu'on doive

« donner une extension aux peines prononcées par « l'ordonnance du 1<sup>er</sup> juillet 1786 contre les déserteurs « qui se sont mis dans le cas d'être condamnés aux « galères, les dispositions de cette ordonnance n'ont « rien de commun avec les lettres patentes des 4 mars « 1724 et 5 mai 1750; vous devriez savoir que les lois « militaires sont positives et qu'il n'appartient à per- « sonne de rien changer ni de rien ajouter sans un « ordre exprès du Roi, aux jugements rendus par les « conseils de guerre contre les déserteurs ou autres « délinquants. Vous voudrés donc bien donner, sans « difficulté, aux déserteurs ou autres soldats con- « damnés, qui se trouvent dans les prisons de votre « département, la destination qui leur est assignée par « leurs jugemens et vous abstenir au surplus de faire « de pareille demande à l'avenir » (31 mars); — aux lettres de rappel obtenues par M. de Beaupréau, intendant de la marine, en faveur d'un enfant de 14 ans, condamné pour neuf ans aux galères pour récidive de faux saunage (26 mars); — à l'envoi desdites lettres de rappel au siège de l'Élection de Mortain, lieu de la condamnation du jeune forçat, afin qu'elles soient entérinées et qu'il puisse reparaitre dans son pays (5 avril); — à des déserteurs des régiments de Bourbon (infanterie) et du régiment de la Reine (infanterie) condamnés à 15 ans de galères (12 mai); — à l'envoi dans les prisons de Caen d'un soldat du régiment de la Reine J. J. M. dit « la Valeur » déserteur pour la 3<sup>e</sup> fois en 19 mois, condamné aux galères perpétuelles; le major de la place de Cherbourg fait observer à l'intendant que « n'ayant point de bourreau à Cherbourg, « nous n'avons pu le faire fouetter et marquer de la « lettre D, conformément à l'ordonnance et qu'il seroit « bon que vous donnassiez vos ordres en conséquence « pour que cette partie de son jugement, qui a été « suspendue, ait son plein et entier effet, avant son « départ de votre ville pour la première chaîne » (19 juillet); — à l'avis transmis par M. Robillard, subdélégué de St-Lô, à l'intendant de la généralité que, faute de ressources de leur famille pour solder les 160 livres de frais de commutation de peine et payer leur pension dans une maison de force, les deux frères Pierre et Michel B., condamnés à 3 années de galères par arrêt du Parlement de Rouen, ne pourront profiter des bontés du Roi (29 juillet); — à la demande adressée au garde des sceaux par l'intendant de la généralité pour que lesdits condamnés puissent subir leurs trois années de détention dans une maison de force aux frais du Roi. Il le prie de faire connaître ses intentions avant le départ de la chaîne, le 21 septembre, époque à laquelle

lesdits condamnés devraient être transférés à Alençon (12 août); — au rôle des condamnés aux galères devant partir de Caen pour être internés dans la prison d'Alençon, le 31 septembre, dressé par M. de Surville, prévôt général de la maréchaussée; parmi lesdits condamnés se trouve mentionné un Jean E, ci-devant inscrit aux n<sup>os</sup> 11528, 15413 et 17546, sous lesquels, après s'être évadé de Toulon, de Rochefort et de Brest, il a été repris par la maréchaussée de Landerneau et ramené au port de Brest le 9 juillet 1784, d'où en dernier lieu il s'est évadé le 14 mai 1787, sous le n<sup>o</sup> 21708, reconnu et arrêté à Sens sous le nom de comte d'Orfeuil, évadé des prisons le 9 janvier 1788, repris à Caen sous le nom de chevalier de Rimberg, marqué des lettres G. A. L. ayant été condamné par jugement prévôtal à Châlons aux galères perpétuelles (13 septembre 1788).

C. 2190. (Liasse.) — 64 pièces, papier.

**1789-1790.** — Affaires militaires. — Chiourmes. — Correspondance entre MM. le comte de Puységur, de La Tour-du-Pin, de La Luzerne, le maréchal de Castries, ministres; de Launay, intendant de la généralité; Duhamel, subdélégué à Caen, de Mortreux, subdélégué à Vire; de Surville, prévôt général de la maréchaussée, Couturier et Marilon, capitaines des chaînes; de La Pelouze, commandant à Cherbourg; Malanger, capitaine commandant au régiment de l'île de France; le chevalier de Renault, major de la place de Cherbourg, en l'absence de M. Dumouriez; le chevalier de Mainville, major au Havre; Pelletier, major de la place de Granville, relative: aux lettres de cachet contenant les ordres du Roi pour le transfert des condamnés, détenus dans les prisons de Caen, dans celles d'Alençon, pour y attendre la chaîne de Paris, qui la conduira à destination de Brest ou de Toulon; — à l'état de 8 condamnés à envoyer des prisons de Caen dans celles d'Alençon, pour être attachés à la chaîne de Paris, dressé et signé par le prévôt général et divisé en 9 colonnes indiquant les noms et surnoms, le lieu de naissance des condamnés, les noms de la juridiction et de la province, les causes de leur condamnation prononcée par conseil de guerre ou par jugement prévôtal, la date et le lieu du jugement, la durée de leur peine, enfin la marque qui les doit flétrir et s'ils doivent être fouettés (16 mai); — à la commutation de la peine des galères perpétuelles en 3 années en faveur d'un soldat du régiment de la Reine (20 mai); — à l'avis transmis par le ministre de la guerre que les 20 livres de frais qu'occasionnent la marque et l'application du fouet à

administrer à un déserteur du régiment de l'île-de-France, condamné par le conseil de guerre, sont à la charge dudit régiment (25 juin 1789); — à l'envoi du brevet de mise en liberté d'un cavalier du régiment de Septimaine, condamné aux galères perpétuelles à Toulon, pour avoir déserté, et que sa bonne conduite, durant quatre ans au bagne, a fait gracier (10 février 1790); — à la supplique de la municipalité et des notables de Villedieu-les-Poelles, pour solliciter la grâce d'un soldat du régiment de Forez-Infanterie, détenu depuis 9 ans dans les galères pour fait de désertion (4 juillet 1790); — à l'envoi par M. de La Tour-du-Pin à l'intendant du brevet pour la mise en liberté dudit forçat (29 juillet).

C. 2191. (Liasse.) — 4 pièces, papier, 1 parchemin.

**1737-1748.** — Frais de justice. — Mémoire et supplique du sieur François Greslé, maître maçon, sollicitant M. Barbey, conseiller du Roi, lieutenant-général criminel aux bailliage et siège présidial de Caen, de lui accorder exécutoire de la somme de 25 livres 17 sols à prendre sur le receveur des domaines pour avoir travaillé l'espace de 17 journées d'hommes aux réparations nécessaires, tant aux cachots que chambres des prisons royales de Caen, à raison de 20 sols par jour, tant pour la nourriture que pour le salaire des ouvriers, et pour avoir fourni 3 boisseaux et demi de chaux, à raison de 20 sols le boisseau et 18 boisseaux de sable, à raison de 1 sol 6 deniers le boisseau, plus pour avoir fourni la pierre et avoir porté les vidanges hors la ville. Ledit mémoire est attesté véritable par le sieur Cauche, concierge des prisons, et visé par Desplanches de Closville, procureur du Roi (10 janvier 1737); — mémoire et supplique du sieur Simon, maître couvreur, sollicitant du lieutenant général criminel l'exécutoire de la somme de 66 livres 16 sols 6 deniers, pour avoir travaillé l'espace de 18 jours aux réparations de la prison et avoir fourni les matériaux nécessaires tels que 300 de tuile à raison de 55 sols le cent, 11 pièces de gouttière, 4 boisseaux de chaux, à raison de 24 sols le boisseau, etc. (29 août 1738); — mémoire et supplique de Jacques Lumière et Jacques Herlin, vidangeurs, pour obtenir exécutoire de la somme de 98 livres à prendre sur le receveur des domaines, pour avoir travaillé avec leurs associés le nombre de 98 jours, employés à vider les lieux de la prison (26 octobre 1739); — arrêt du conseil du Roi portant à 600 livres au lieu 400 livres le loyer des maisons appartenant aux pauvres